CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Département de la Corrèze

SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

DU 11 AVRIL 2025

SOMMAIRE

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

CD.2025.04.11/101 CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DEPARTEMENTAL POUR 2024 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES p.5

CD.2025.04.11/102 COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2024 p.16

CD.2025.04.11/103 AFFECTATION DES RESULTATS 2024 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES p.623

CD.2025.04.11/104 BUDGET PRIMITIF DU DEPARTEMENT POUR 2025 p.635

CD.2025.04.11/105 CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024 p.1 025

CD.2025.04.11/106 CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET PRÉVISIONNEL 2025 p.1 050

CD.2025.04.11/107 CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - COMPTE ADMINISTRATIF 2024 p.1 075

CD.2025.04.11/108 CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 141

CD.2025.04.11/109 REGIE CORREZE AUTONOMIE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024 p.1 199

CD.2025.04.11/110 RÉGIE CORRÈZE AUTONOMIE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 239

CD.2025.04.11/111 VOTE DES TAUX 2025 : TAUX DE RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT p.1 252

CD.2025.04.11/112 SYSTÈMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITÉ - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 257

CD.2025.04.11/113 POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 269

CD.2025.04.11/114 ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES p.1 281

CD.2025.04.11/115 CORREZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 298

CD.2025.04.11/116 COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL p.1 390

Commission de la Cohésion Sociale

CD.2025.04.11/201 AUTONOMIE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 397

CD.2025.04.11/202 POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 440

CD.2025.04.11/203 POLITIQUE DE PRÉVENTION, ACTION SOCIALE ET PLAN AMBITION SANTÉ - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 627

CD.2025.04.11/204 SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 642

CD.2025.04.11/205 POLITIQUE DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 659

CD.2025.04.11/206 ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE - ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 672

CD.2025.04.11/207 POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE : BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 702

CD.2025.04.11/208 ARCHIVES DÉPARTEMENTALES - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 726

CD.2025.04.11/209 BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 734

CD.2025.04.11/210 POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - BP 2025 - SOUTIEN AUX SPORTS p.1 743

Commission de la Cohésion Territoriale

CD.2025.04.11/301 ROUTES ET INFRASTRUCTURES - BUDGET PRIMITIF 2025

CD.2025.04.11/302 BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 859

CD.2025.04.11/303 AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 882

CD.2025.04.11/304 CORRÈZE NUMÉRIQUE : USAGES ET SERVICES - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 900

CD.2025.04.11/305 AIDES AUX COLLECTIVITÉS - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 914

CD.2025.04.11/306 POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DE L'HABITAT - BUDGET PRIMITIF 2025 p.1 925

CD.2025.04.11/307 DÉVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES - ANNÉE 2025 p.1 955

CD.2025.04.11/308 TOURISME - BUDGET PRIMITIF 2025- CONVENTION DE PARTENARIAT CORRÈZE TOURISME p.1 992

Commission de la Participation Citoyenne

CD.2025.04.11/401 PARTICIPATION CITOYENNE : BUDGET PRIMITIF 2025 p.2 020

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/101

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DEPARTEMENTAL POUR 2024 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

RAPPORT

Il convient, pour clôturer le budget 2024, de se prononcer sur la concordance des comptes de l'ordonnateur avec les Comptes de Gestion établis par M. le Payeur Départemental, relatifs au Budget Principal du Département et aux 3 Budgets Annexes constitués par le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, le Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé" et la Régie Autonome "Corrèze Autonomie".

Le Comptable a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes ordonnancés et celui de tous les mandats de paiement émis en 2024, et a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer.

Au regard de l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, section par section pour chacun des 4 budgets, et après avoir statué sur la comptabilité des valeurs inactives, les Comptes de Gestion dressés par M. le Payeur Départemental présentent des résultats conformes à ceux du Compte Administratif et n'appellent ni observation ni réserve.

Les Comptes de Gestion 2024 sont proposés à votre approbation, étant précisé que la Paierie du Département tient à disposition, sans toutefois devoir s'en dessaisir, toutes les pièces afférentes aux opérations de l'exercice.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/101

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CONCORDANCE DES COMPTES AVEC LES COMPTES DE GESTION DE M. LE PAYEUR DEPARTEMENTAL POUR 2024 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/101 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le Conseil Départemental, après s'être assuré que le Payeur Départemental a repris dans ses écritures le montant des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023 :

- statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 ;

- statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024, section par section pour le budget principal et les 3 budgets annexes : Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, Centre Départemental de Santé « Corrèze Santé » et Régie Autonome "Corrèze Autonomie" ;

- déclare que les comptes de gestion dressés par M. Le Payeur Départemental présentent des résultats conformes à ceux du compte administratif et n'appellent ni observation ni réserve,

Approuve les comptes de gestion 2024.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15648-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Résultats budgétaires de l'exercice

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19 Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	187 033 802,00	450 807 948,35	637 841 750,35
Titres de recette émis (b)	101 246 921,79	421 396 266,02	522 643 187,81
Réductions de titres (c)	33 903,04	35 046 895,06	35 080 798,10
Recettes nettes (d = b - c)	101 213 018,75	386 349 370,96	487 562 389,71
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	187 033 802,00	450 807 948,35	637 841 750,35
Mandats émis (f)	127 372 295,18	384 706 721,18	512 079 016,36
Annulations de mandats (g)	5 104 336,67	23 718 633,56	28 822 970,23
Dépenses nettes (h = f - g)	122 267 958,51	360 988 087,62	483 256 046,13
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		25 361 283,34	4 306 343,58
(h - d) Déficit	21 054 939,76		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02500 - CONSEIL DEPARTEMENTAL 19 Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement	-53 498 053,04		-21 054 939,76		-74 552 992,80
Fonctionnement	111 131 288,58	43 498 053,04	25 361 283,34		92 994 518,88
TOTAL I	**57 633 235,54**	**43 498 053,04**	**4 306 343,58**		**18 441 526,08**
II - Budgets des services à caractère administratif					
02502-CENTRE DEP ENFANCE CD 19					
Investissement	367 497,22		124 393,01		491 890,23
Fonctionnement	559 701,79		-236 756,83		322 944,96
Sous-Total	**927 199,01**		**-112 363,82**		**814 835,19**
02505-CORREZE SANTE					
Investissement	203 454,14		-46 026,78		157 427,36
Fonctionnement	-10 662,21		86 583,72		75 921,51
Sous-Total	**192 791,93**		**40 556,94**		**233 348,87**
TOTAL II	**1 119 990,94**		**-71 806,88**		**1 048 184,06**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
02506-CORREZE AUTONOMIE					
Investissement			-178 685,16		-178 685,16
Fonctionnement			811 159,92		811 159,92
Sous-Total			**632 474,76**		**632 474,76**
TOTAL III			**632 474,76**		**632 474,76**
TOTAL I + II + III	**58 753 226,48**	**43 498 053,04**	**4 867 011,46**		**20 122 184,90**

Résultats budgétaires de l'exercice

02502 - CENTRE DEP ENFANCE CD 19 Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	644 597,22	3 246 202,00	3 890 799,22
Titres de recette émis (b)	273 067,07	2 672 780,63	2 945 847,70
Réductions de titres (c)	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (d = b - c)	273 067,07	2 672 780,63	2 945 847,70
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	644 597,22	3 246 202,00	3 890 799,22
Mandats émis (f)	148 674,06	2 913 392,82	3 062 066,88
Annulations de mandats (g)	0,00	3 855,36	3 855,36
Depenses nettes (h = f - g)	148 674,06	2 909 537,46	3 058 211,52
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	124 393,01		
(h - d) Déficit		236 756,83	112 363,82

Résultats budgétaires de l'exercice

02505 - CORREZE SANTE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	272 254,14	2 765 800,00	3 038 054,14
Titres de recette émis (b)	61 103,02	2 296 945,33	2 358 048,35
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	61 103,02	2 296 945,33	2 358 048,35
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	272 254,14	2 765 800,00	3 038 054,14
Mandats émis (f)	107 129,80	2 212 715,36	2 319 845,16
Annulations de mandats (g)		2 353,75	2 353,75
Dépenses nettes (h = f - g)	107 129,80	2 210 361,61	2 317 491,41
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		86 583,72	40 556,94
(h - d) Déficit	46 026,78		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02505 - CORREZE SANTE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
CORREZE SANTE					
Investissement	203 454,14		-46 026,78		157 427,36
Fonctionnement	-10 662,21		86 583,72		75 921,51
Sous-Total	**192 791,93**		**40 556,94**		**233 348,87**
TOTAL II	**192 791,93**		**40 556,94**		**233 348,87**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**192 791,93**		**40 556,94**		**233 348,87**

Résultats budgétaires de l'exercice

02506 - CORREZE AUTONOMIE Exercice 2024

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	597 000,00	2 762 809,00	3 359 809,00
Titres de recette émis (b)	240 088,88	3 016 164,94	3 256 253,82
Réductions de titres (c)		181 895,00	181 895,00
Recettes nettes (d = b - c)	240 088,88	2 834 269,94	3 074 358,82
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	597 000,00	2 762 809,00	3 359 809,00
Mandats émis (f)	673 521,23	2 034 025,47	2 707 546,70
Annulations de mandats (g)	254 747,19	10 915,45	265 662,64
Depenses nettes (h = f - g)	418 774,04	2 023 110,02	2 441 884,06
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		811 159,92	632 474,76
(h - d) Déficit	178 685,16		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

02506 - CORREZE AUTONOMIE Exercice 2024

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2023	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2024	RESULTAT DE L'EXERCICE 2024	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2024
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
CORREZE AUTONOMIE					
Investissement			-178 685,16		-178 685,16
Fonctionnement			811 159,92		811 159,92
Sous-Total			**632 474,76**		**632 474,76**
TOTAL III			**632 474,76**		**632 474,76**
TOTAL I + II + III			**632 474,76**		**632 474,76**

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/102

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2024

RAPPORT

Le Compte Administratif (CA) 2024 soumis à votre approbation reflète la traduction des engagements qui vous ont été proposés lors du vote du budget primitif pour l'année 2024, laquelle vient confirmer un tournant pour les finances des départements. En effet, pour l'ensemble des départements français, après plusieurs années placées sous le signe de l'amélioration continue de leurs ratios financiers, l'exercice 2023 avait laissé entrevoir une première inversion de tendance. 2024 vient accentuer ce mouvement et les départements enregistrent en effet de manière globale :

- une baisse de l'épargne brute supérieure à 30 % par rapport à 2023,
- une baisse de l'épargne nette supérieure à 50 % par rapport à 2023,
- une diminution de la trésorerie nette de 28 % par rapport à 2023.

Ces données sont issues de la Situation Mensuelle Comptable des Collectivités Locales (SMCL) publiée fin février 2025 par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

Désormais fortement exposés aux aléas de la conjoncture économique, les départements enregistrent en effet une forte chute des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) en 2024 (- 13,4 % au plan national) et un net ralentissement de la croissance de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) (+ 0,8 % entre 2023 et 2024 après + 2,8 % entre 2022 et 2023 et + 8,6 % entre 2021 et 2022).

Dans le même temps, leurs dépenses de fonctionnement continuent d'exploser sous l'influence de décisions exogènes de l'État, notamment en matière de Ressources Humaines (RH) et d'action sociale : + 4,1 % pour les dépenses de personnel, + 4,5 % sur les dépenses d'action sociale ou encore + 4,5 % sur les charges à caractère général selon les données publiées fin 2024 par la Banque Postale dans sa note de conjoncture sur les Finances Locales.

Face à cette situation, certains départements faute d'avoir su anticiper ce renversement de tendance ou ont maintenu voire accentué des trajectoires de dépenses croissantes sur la base de recettes exceptionnelles de DMTO et de TVA perçues sur les exercices 2021 et 2022 ont été contraint de faire des choix dès le milieu de l'année 2024 : renoncer à des dépenses non obligatoires, supprimer des postes dans l'urgence, décaler des projets non engagés, réduire voire geler leurs crédits d'investissements et notamment ceux à destination des communes.
Il est d'ailleurs intéressant de relever que si les dépenses d'investissement ont augmenté en 2024 de + 6,8 % toutes strates de collectivités confondues (avec notamment + 8,5 % pour les régions et + 9,4 % pour le bloc communal), l'échelon départemental est le seul qui enregistre une diminution (- 2,4 %).

Dans ce contexte peu favorable et s'il n'est certainement pas question de minimiser la réduction des marges de manœuvre offertes aux départements, la Corrèze se singularise. Plus que jamais en 2024, le Département a continué de se mobiliser fortement pour remplir ses missions efficacement et durablement en donnant une priorité aux besoins du quotidien des corréziens, confirmant son rôle incontournable de garant de toutes les solidarités humaines et territoriales.
Notre collectivité a poursuivi ses efforts de gestion et tenu ses engagements au bénéfice de l'ensemble des acteurs de notre territoire par ses investissements massifs pour impulser une économie qui fait vivre nos villes et nos villages.

Le Département a de nouveau fait le choix de l'action et de l'innovation en continuant à jouer pleinement son rôle dans l'accompagnement des publics les plus fragiles et dans l'équipement et l'attractivité de son territoire. Les efforts ont été concentrés au service de nos concitoyens tant dans les domaines de la solidarité envers les familles et les populations les plus fragiles, de l'éducation et des collèges, de la sécurité, de la culture, du sport, des infrastructures, des transitions énergétiques qu'à travers toutes les formes d'intervention et de soutien volontaristes des acteurs locaux, indispensables à l'aménagement et à l'attractivité de l'ensemble du territoire.

Notre collectivité a de nouveau confirmé en 2024 sa volonté et sa détermination à conjuguer responsabilité, qualité de gestion et ambition territoriale pour satisfaire l'ensemble des habitants de la Corrèze, des communes, des associations et des entrepreneurs, chacun contribuant à la force vive de notre Département.

Ce choix de l'action et du respect des engagements pris devant les corréziens se traduit au compte administratif 2024 par des taux de réalisation très satisfaisants : 97,21 % pour les dépenses de fonctionnement et 92,40 % pour les dépenses d'investissement.

	BP 2024	CA 2024	Taux de réalisation
Dépenses réelles de Fonctionnement	283 714 206,00 €	275 796 673,56 €	97,21%
Recettes réelles de Fonctionnement	333 841 040,00 €	346 730 916,57 €	103,86%
Dépenses réelles d'investissement	85 305 249,00 €	78 819 061,14 €	92,40%
Recettes réelles d'investissement	19 165 179,00 €	19 289 311,69 €	100,65%

Les solidarités humaines demeurent la compétence principale du Département : enfance, personnes âgées, personnes handicapées, personnes en insertion. Le Département est un soutien précieux pour de nombreux corréziens et a donc mobilisé les leviers dont il dispose pour soutenir les plus fragiles mais aussi valoriser les métiers de l'aide à la personne. Les dépenses directes relatives à la cohésion sociale, (hors frais de personnel), ont ainsi progressé de plus de 7 M€ entre 2023 et 2024, traduisant le rôle central du Département pour répondre de manière solidaire et efficace à la demande de proximité et de lien social qu'expriment nos concitoyens : à titre d'exemple, les dépenses relatives à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) augmentent de 1,8 M€ en un an, celles liées à l'autonomie progressent de 4 M€ et l'augmentation est également de 1,9 M€ pour la politique en faveur de l'insertion.

Ces éléments, non exhaustifs, reflètent la volonté des élus départementaux de renforcer notre service public de l'humain de qualité pour offrir des services innovants et efficaces à nos concitoyens les plus fragilisés. Cette solidarité est rendue possible par la gestion saine que nous avons précédemment menée, en pilotant nos dépenses de façon rigoureuse et en ayant privilégié une politique de désendettement massif.

De même, à contre-courant de la tendance observée au plan national pour les départements, la présence du Département en faveur des solidarités territoriales se traduit par le niveau des dépenses d'investissement (les dépenses d'équipement + les subventions d'équipement versées à des tiers) qui augmente de plus de 18 M€ en 2024 par rapport à 2023 et atteint le niveau "record" de 78,8 M€ de réalisations. Le programme d'investissement du Département prépare l'avenir à travers notamment la mise en œuvre d'opérations d'amélioration des infrastructures de mobilité ou encore l'amélioration des conditions d'études de nos collégiens. Le Département confirme également son rôle de premier financeur des communes en Corrèze. Depuis 2015, nous avons fait de l'aide aux communes une priorité pour aménager la Corrèze et améliorer le cadre de vie des Corréziens. Cette dynamique s'est amplifiée en 2024 avec notamment plus de 19,3 M€ d'aides versées aux communes.

Ambition et bonne gestion ne sont pas incompatibles, au contraire, comme s'attache à le démontrer le Département de la Corrèze depuis plusieurs années. L'objectif et l'engagement pris de maintenir une situation financière à l'issue de l'exercice sont atteints comme en témoignent les éléments suivants :

- ✓ L'épargne brute dégagée en fin d'exercice (71 M€) demeure très proche du montant constaté fin 2021 (72,6 M€) avec un taux d'épargne brute toujours supérieur à 20 %, loin du seuil d'alerte fixé à 10 %,
- ✓ Même observation s'agissant de l'épargne nette : 41 M€ fin 2024 contre 42,9 M€ fin 2021. Cette dernière demeure, et de loin, la principale source de financement de nos investissements en 2024 (plus de 52 %),
- ✓ Ce maintien d'un niveau tout à fait correct d'autofinancement aura surtout permis de confirmer et d'accélérer la politique de désendettement du Département entamée en 2015 : sur l'exercice 2024, l'encours de dette diminue ainsi de - 30 M€ (après déjà - 31 M€ en 2023). Il s'élève à 210 M€ fin 2024 contre 360 M€ fin 2015. Le désendettement cumulé sur la période 2015-2024 s'élève désormais à plus de 150 M€, ce qui permet de conserver une capacité de désendettement stabilisée à 3 années fin 2024, loin du seuil d'alerte fixé à 10 ans pour l'échelon départemental.

Si le Département de la Corrèze a su préserver par sa gestion prudente au service du modèle corrézien des marges de manœuvre malgré la chute des DMTO et la dynamique de TVA plus faible que prévue, il n'échappe pas pour autant aux tendances nationales.

Le CA 2024 s'inscrit dans la continuité de 2022 et de 2023 d'envolée des dépenses de fonctionnement. La progression de ces dernières (+ 9 M€ entre 2023 et 2024, soit + 3,5 %) est à nouveau supérieure à celle des recettes de fonctionnement (+ 6 M € entre 2023 et 2024, soit + 1,82 %). Le retour de l'effet de ciseaux, clairement établi en 2023, se poursuit donc en 2024.

Dès lors, si le Département de la Corrèze présente aujourd'hui une situation financière saine, fruit de plusieurs années de gestion rigoureuse des deniers publics, il ne s'agit pas de relâcher nos efforts mais au contraire de rester proactifs et extrêmement vigilants dès 2025 au regard des fortes incertitudes pesant sur le niveau futur des recettes et des dépenses des départements.

Plus largement, c'est le modèle financier des départements qui interroge aujourd'hui. En effet, auparavant ces derniers pouvaient activer certains leviers, notamment fiscaux, ce qui n'est plus le cas depuis le 1er janvier 2021 et le transfert de la part départementale de foncier bâti à l'échelon communal. De même, si depuis 2015 les recettes de fonctionnement de notre collectivité connaissent une dynamique favorable, elles se sont aussi et surtout "rigidifiées" et intègrent une part de plus en plus importante de produits dépendant de la conjoncture économique et depuis peu du bon vouloir de l'État (cf. le gel des fractions de TVA dans le cadre de la Loi de Finances initiale pour 2025).

Il s'agit donc, pour l'échelon départemental, de financer des dépenses pérennes par nature (Ressources Humaines (RH), Allocations Individuelles de Solidarité (AIS), Hébergement Personnes Âgées/Personnes Handicapées, satellites) par des ressources qui elles ne le sont plus et pour certaines contra cycliques : qui peut aujourd'hui prédire avec certitude le niveau des DMTO (et donc de la péréquation horizontale) dans 2 ou 3 ans ? Même inquiétude s'agissant des recettes de TVA, pour lesquelles on observe déjà un net ralentissement de la croissance (+ 8,6 % entre 2021 et 2022 puis seulement + 2,8 % entre 2022 et 2023 et + 0,8 % entre 2023 et 2024 avant le + 0 % attendu entre 2024 et 2025).

L'ambition de la continuité de l'action pour la Corrèze a toujours été le fil conducteur de la stratégie de gestion que les élus départementaux ont choisi d'adopter, en pleine responsabilité. C'est cette stratégie responsable à long terme pour le territoire, réfléchie et anticipée, qui nous permet de gérer les tensions conjoncturelles survenues depuis 2022, qu'elles soient d'origine internationale ou nationale et qui tendent à s'accentuer aujourd'hui.

Elle seule nous permettra de poursuivre nos missions relatives aux solidarités humaines et aux solidarités territoriales ainsi que nos investissements nécessaires au développement du territoire et à l'économie locale. Elle nous permettra par ailleurs, et c'est loin d'être anecdotique, de tenir nos engagements sans dépendre des Fonds de sauvegarde et autres dispositifs d'urgence mis en place par l'État, souvent de façon incomplète ou injuste (alors que 14 départements considérés comme les plus en difficulté s'étaient répartis 100 millions d'euros au titre du Fonds de sauvegarde l'an dernier, ils sont 29 a y prétendre en 2025 mais ne devraient avoir que 31 à 32 millions d'euros à se répartir puisque l'État n'a pas souhaité abonder le Fonds contrairement à 2024).

Notons toutefois, et c'est tout le paradoxe, que si cette bonne gestion et cette stratégie menée depuis 2015 nous permet aujourd'hui d'envisager l'avenir en confiance, elle nous "pénalise" aussi d'une certaine manière en nous rendant éligible aux mesures de redressement des comptes publics (prélèvement sur nos recettes dans le cadre du Dispositif de Lissage Conjoncturel des recettes fiscales) prévues par la Loi de Finances pour 2025, contrairement à la moitié des départements.

Pour rappel, et avant d'entrer dans le détail, les réalisations de l'exercice 2024 sont les suivantes :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Dépenses réalisées au cours de l'exercice	122 267 958,51 €	360 988 087,62 €	483 256 046,13 €
Recettes réalisées au cours de l'exercice	101 213 018,75 €	386 349 370,96 €	487 562 389,71 €

Ce rapport détaille les dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement ainsi que les soldes de gestion de l'exercice 2024. Pour une lecture facilitée de l'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement et une comparaison à périmètre identique avec les exercices antérieurs, les provisions inscrites à la fois en recettes et dépenses pour un même montant, sont déduites des totaux présentés de même que les opérations liées à la régularisation du contentieux du Revenu de Solidarité Active (RSA) en 2024.

SOMMAIRE

I- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT Page 8
I-1 Les dépenses de fonctionnement en forte hausse contrainte Page 8
I-1-1 Le pôle Cohésion Sociale Page 9
I-1-2 Le pôle Cohésion Territoriale Page 15
I-1-3 Les Missions et la Communication_ Page 16
I-1-4 Le Pôle Ressources Page 16

I-2 Les recettes de fonctionnement Page 24
I-2-1 Les recettes en augmentation + 10 M€ Page 25
I-2-2 Les recettes stables Page 26
I-2-3 Les recettes en baisse - 3,8 M€ Page 29

II- LA SECTION D'INVESTISSEMENT Page 31
II-1 Un désendettement fort Page 31
II-2 Les recettes réelles d'investissement Page 33
II-3 Les dépenses réelles d'investissement Page 36

III- LES SOLDES DE GESTION Page 46

CONCLUSION Page 49

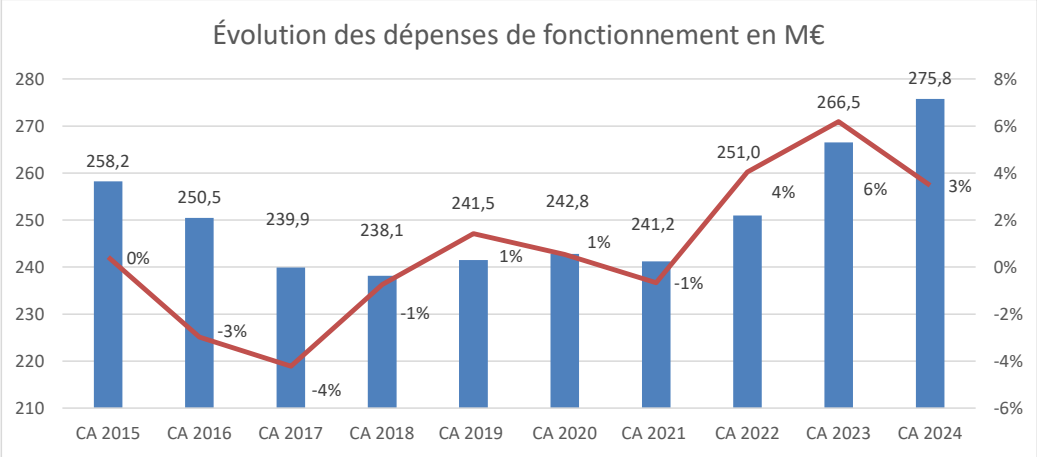
I- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

I-1- Les dépenses de fonctionnement en forte hausse contrainte

L'année 2024 est marquée, comme ce fut déjà le cas en 2022 et en 2023, par une très forte évolution des dépenses de fonctionnement, en lien notamment avec les mesures gouvernementales qui continuent de s'imposer à nous sans donner lieu la plupart du temps à la moindre compensation financière.

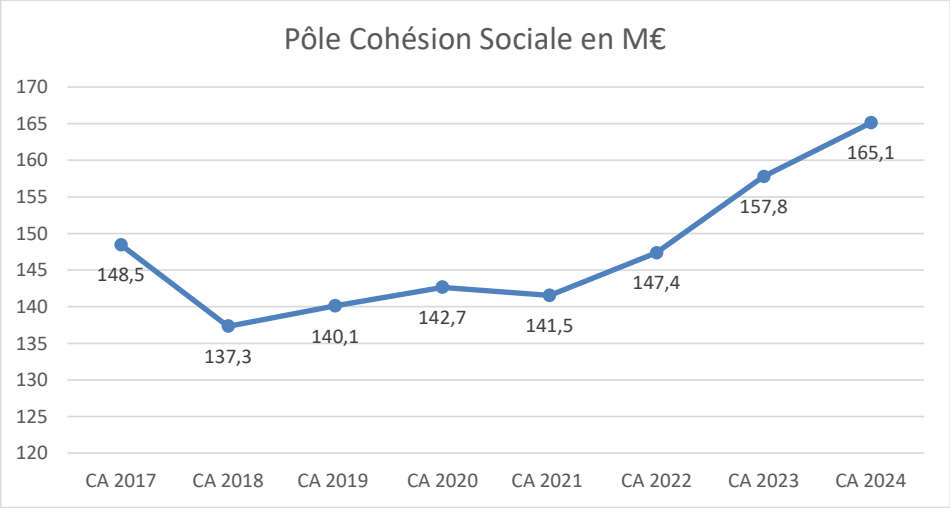
Après s'être stabilisées sur la période 2017-2021 autour de 241 M€ par an en moyenne, conséquence d'une saine gestion de la collectivité ayant permis d'augmenter le montant des investissements tout en désendettant fortement le Département, la hausse est en effet de + 9 M€ entre 2023 et 2024. L'essentiel de cette hausse se concentre sur les dépenses du Pôle Cohésion Sociale (+ 7,3 M€). Cette nouvelle augmentation spectaculaire des dépenses fait suite à la progression de + 10 M€ déjà observée entre 2021 et 2022 et à celle de + 15,5 M€ constatée entre 2022 et 2023.

L'évolution s'établit à + 3 % en 2024 après + 4 % en 2022 et + 6 % en 2023.



I-1-1 Le pôle Cohésion Sociale

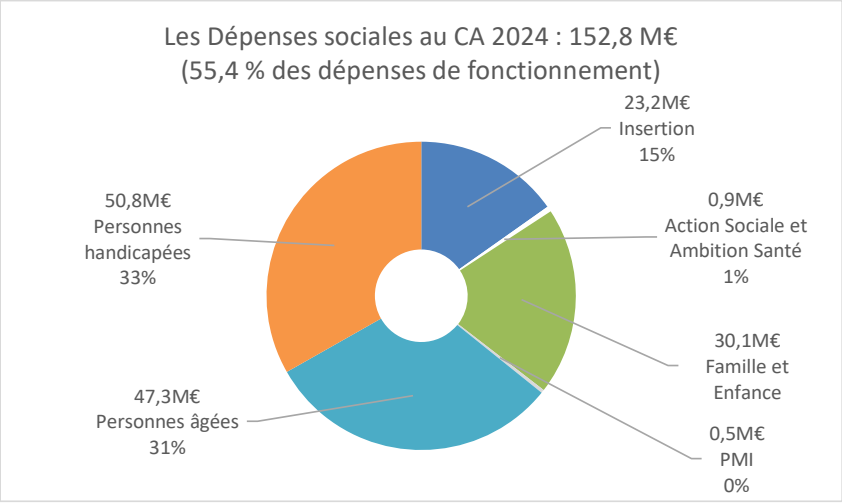
Les dépenses du Pôle Cohésion Sociale augmentent de + 7,3 M€ entre 2023 et 2024. Elles atteignent plus de 165 M€ fin 2024 contre 157,8 M€ à l'issue de l'exercice 2023.



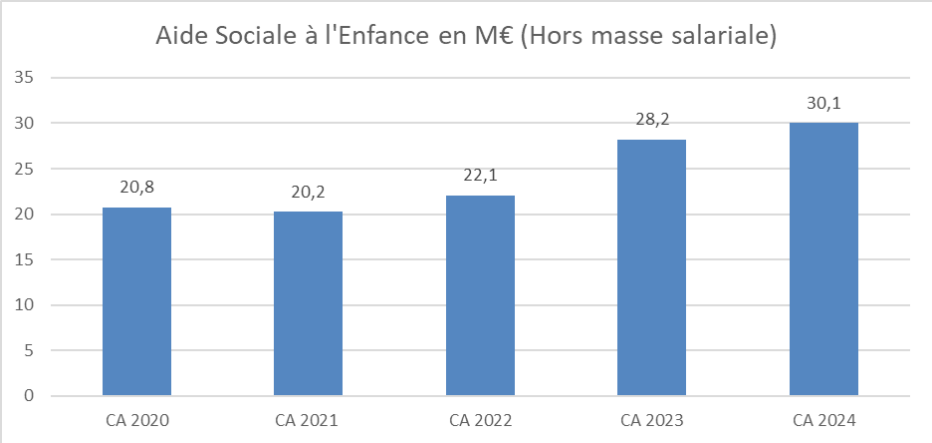
Les dépenses sociales (ASE, autonomie, insertion, PMI, action sociale et ambition santé) demeurent prépondérantes parmi les dépenses du Pôle Cohésion Sociale. Elles s'élèvent à 152,8 M€ contre 145,5 M€ en 2023 et représentent plus de la moitié des dépenses de fonctionnement de notre collectivité. Cette progression de + 7,3 M€ entre 2023 et 2024 se traduit de la manière suivante :

- Autonomie : + 3,9 M€
- Politique en faveur de l'insertion : + 1,9 M€
- Aide Sociale à l'Enfance : + 1,8 M€
- Action sociale et Ambition Santé : - 0,3 M€

L'intervention auprès des personnes handicapées mobilise 33 % de ces dépenses, 31 % pour les personnes âgées, 20 % pour la famille et l'enfance et 15 % pour l'insertion.

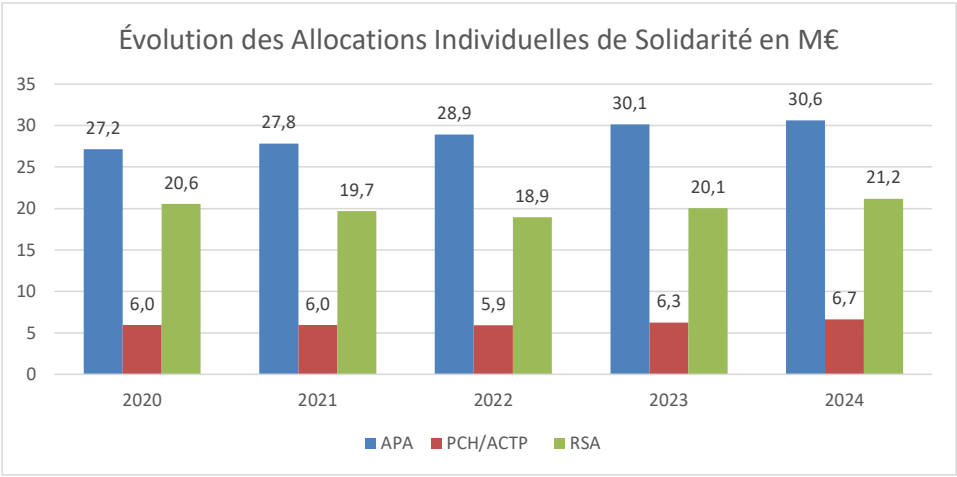


Comme ce fut déjà le cas les années précédentes, le budget consacré à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) connait une nouvelle augmentation importante.



Cette dernière est de + 1,8 M€ entre 2023 et 2024 après + 6 M€ entre 2022 et 2023 et concerne autant les prises en charge à domicile (accueil chez les assistants familiaux, dont la rémunération a fait l'objet de nouvelles revalorisations en 2024, placements en milieu ouvert) que l'accueil des jeunes en maison d'enfant à caractère social ou en lieux de vie et d'accueil (augmentation du volume des prises en charge + revalorisation des prix de journée). À noter également que la dotation globale en faveur du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) a augmenté de 128 000 € par rapport à 2023 pour compenser les hausses des frais de personnel liées aux mesures de revalorisation du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance (SMIC) et du point d'indice en année pleine.

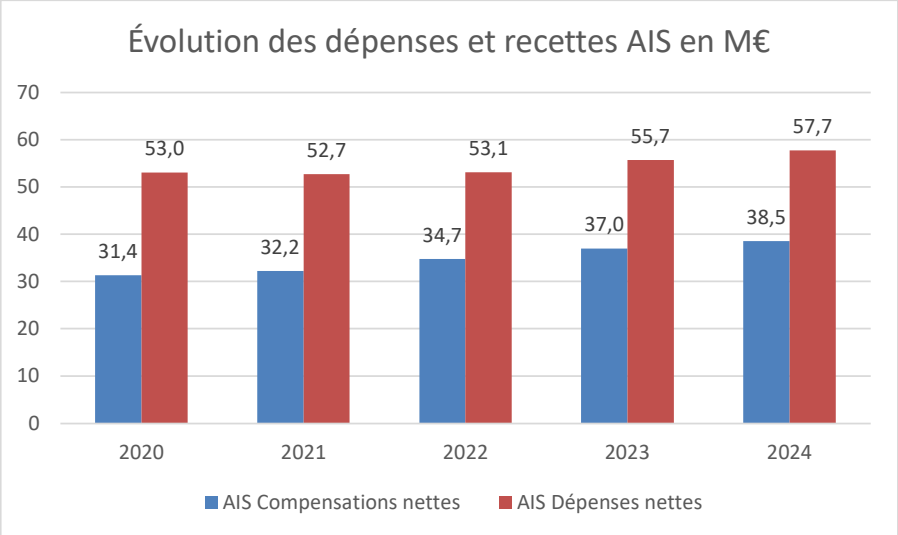
Au-delà des dépenses relatives à l'ASE, nous observons également une augmentation sur les 3 Allocations Individuelles de Solidarité, comme indiqué dans le graphique ci-après :



Le Revenu de Solidarité Active progresse de plus d'1,1 M€ entre 2023 et 2024 (revalorisation de l'allocation à hauteur de + 4,6 % au 1er avril 2024) toute comme l'Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA : + 0,5 M€ en un an, cette augmentation se concentrant uniquement sur l'APA à domicile) tandis que les dépenses relatives à la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) augmentent de + 0,4 M€.

Rappelons qu'en 2024 une nouvelle augmentation du tarif minimal de valorisation des heures d'aide à domicile pour l'APA, la PCH et l'aide-ménagère est intervenue au 1er janvier. Le tarif minimal applicable à tous les services d'aide à domicile prestataires, habilités et non habilités à l'aide sociale est en effet passé de 23 € à 23,50 €, ce qui impacte donc le montant des dépenses en matière d'autonomie.
Cette revalorisation faisait suite à celle déjà constatée en 2022 (augmentation du tarif plancher, porté de 16 € à 22 € à compter du 1er avril) puis en 2023 (tarif plancher augmenté à 23 € dès le 1er janvier).

Pour la Corrèze, le montant des dépenses nettes d'Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) (dépenses brutes - récupérations sur les indus) atteint donc 57,7 M€ en 2024, quand le Département perçoit des compensations à hauteur de 38,5 M€ seulement (concours Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour l'APA et la PCH, fraction de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE) et le Fonds de Mobilisation Départementale de l'Insertion (FMDI) pour le RSA et le Dispositif de Compensation Péréquée (DCP) pour l'ensemble des 3 AIS)), soit un taux de couverture de 66,72 %, le reste à charge pour le Département s'élevant lui à 19,2 M€ en 2024.
Si ce taux de couverture demeure supérieur à celui observé dans d'autres départements, le constat est identique année après année : les dépenses nettes en matière d'AIS augmentent davantage que les recettes versées pour couvrir une partie de leur financement.



Au-delà de l'ASE et des 3 AIS, les principales augmentations sur les dépenses sociales entre 2023 et 2024 concernent l'autonomie et sont les suivantes :

- +1,1 M€ sur les dépenses relatives à l'aide sociale à l'hébergement (personnes âgées et personnes handicapées vieillissantes) : le Département a continué en 2024 de soutenir significativement les établissements corréziens, malgré le contexte budgétaire extrêmement contraint, en revalorisant le tarif ASH à hauteur de + 5,24 % en moyenne (ce dernier passant de 60,29 € à 63,45 €). Au total, les dépenses relatives à l'aide sociale à l'hébergement évoluent donc de 15,2 M€ fin 2023 à 16,3 M€ fin 2024 ;

- + 0,9 M€ avec la mise en œuvre de la "dotation complémentaire" en faveur des Services d'Autonomie à Domicile (SAD) en contrepartie d'actions améliorant la qualité du service rendu à l'usager. Au regard de la démographie corrézienne et de ses politiques d'accompagnement, un appel à candidature a été publié en février 2024 afin d'apporter un soutien complémentaire via la dotation qualité aux SAD s'engageant sur un accompagnement renforcé des publics les plus dépendants, une amélioration de la qualité de vie au travail des intervenants, une sécurisation des prises en charge sur les zones rurales, et/ou une augmentation des prises en charge sur des horaires atypiques. Le Département a ainsi poursuivi la promotion d'un virage domiciliaire basé sur la qualité des services rendus fondée sur les compétences des personnels des Services d'Autonomie à Domicile (SAD) et une dynamique d'innovation des pratiques professionnelles ;

- + 0,4 M€ de Fonds d'urgence au profit de l'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR) (ex SAD ADAPAC) : Suite au constat d'urgence fait par la Première Ministre Elisabeth Borne en juillet 2023 sur les difficultés financières des structures médico-sociales, un fonds d'urgence avait été ouvert à l'ensemble des Établissements ou Services médico-sociaux (ESMS) via l'Agence Régionale de Santé (ARS). La circulaire du 21/09/2023, relative à la mise en place de ce fonds, affirmait la recherche de co-financement des Conseils Départementaux. En Corrèze, la situation du SAD ADAPAC, placé en redressement judiciaire depuis plus d'un an était particulièrement critique, avec ses 350 emplois. Fin janvier 2024, il a été acté une reprise du service d'aide à domicile par l'Union nationale des ADMR. Afin de maintenir de façon pérenne l'offre domiciliaire en préservant les personnels et les services rendus aux usagers, le Conseil Départemental a apporté son soutien dans le cadre du fonds d'urgence à hauteur de 400 000 € en co-financement de l'ARS.

Toujours en matière d'autonomie, le Conseil Départemental a voté lors de sa séance du 1er décembre 2023 la mise en œuvre du service Départemental "Corrèze Autonomie" au 1er janvier 2024 et a adopté le budget prévisionnel 2024 de la régie autonome, laquelle est chargée de gérer l'ensemble des services pour l'autonomie des personnes à domicile. La reprise du service de Téléassistance, antérieurement délégué, permet aujourd'hui au Département de bénéficier d'un outil technologique performant nécessaire à la centralisation de l'ensemble des appels du Service Public "Corrèze Autonomie" afin d'offrir un accès unique et simple pour tous les usagers et leurs proches.

Au-delà du développement de ses activités commerciales, la régie doit aussi satisfaire aux exigences du service public telles que posées par le cahier des charges adopté en février 2023. C'est pourquoi le Conseil Départemental a accompagné financièrement le fonctionnement de la Régie en lui octroyant le versement d'une subvention à hauteur de 687 394 €.
Les frais de remboursement des salaires des chargés d'accueil se sont eux élevés à 220 869 € sur l'exercice 2024. En effet, en complément du service de téléassistance, le personnel de la plateforme d'écoute, via ses chargés d'accueil, assure également la réception, le traitement et l'orientation des sollicitations des usagers en provenance du numéro unique du Service Public de l'Autonomie, Corrèze Autonomie. À ce titre, il convenait donc d'intégrer la masse salariale annuelle des chargés d'accueil dédiés à cette mission au budget principal de l'Autonomie.

Rappelons également que dans le cadre de la politique insertion et au-delà de l'augmentation de + 1,1 M€ des allocations RSA déjà mentionnée précédemment, le Département a été amené au cours de l'année 2024 à ajuster à la hausse le montant de l'avance de trésorerie octroyée à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).
Cette dernière gère pour le compte du Conseil Départemental les opérations liées à l'allocation du Revenu de Solidarité Active en application de la loi n°2008-1249 du 01/12/2008. D'un point de vue pratique, la CAF de la Corrèze verse le RSA aux bénéficiaires le 5 du mois M + 1 (ou le jour ouvré le plus proche) au titre du mois M puis facture cette somme au Conseil départemental de la Corrèze. Le Conseil Départemental rembourse à la CAF cette somme au plus tard le 5 du mois M + 2 (ou le jour ouvré le plus proche). Il y a donc un décalage de trésorerie d'un mois.
Pour neutraliser ce décalage de trésorerie, le Département de la Corrèze a adopté une évolution à 1,8 M€ par mois en moyenne au lieu de 1,1 M€ auparavant. L'avance de trésorerie initiale a donc été complétée à hauteur de 0,7 M€ sur l'exercice 2024.

La seule dépense sociale qui enregistre une baisse entre 2023 et 2024 concerne la subvention d'équilibre versée par le budget principal au budget annexe Centre Départemental de Santé. Grâce aux optimisations engagées et poursuivies tout au long de l'exercice 2024, cette dernière a pu être ramenée de 650 000 € fin 2023 à 250 000 € fin 2024.

Au-delà des dépenses sociales, nous retrouvons enfin dans ce Pôle les dépenses en faveur de la jeunesse. Après avoir fortement baissé en 2020 en pleine crise sanitaire (6,06 M€), ces dernières sont en constante hausse depuis 2021. Elles atteignent 8,9 M€ fin 2024.

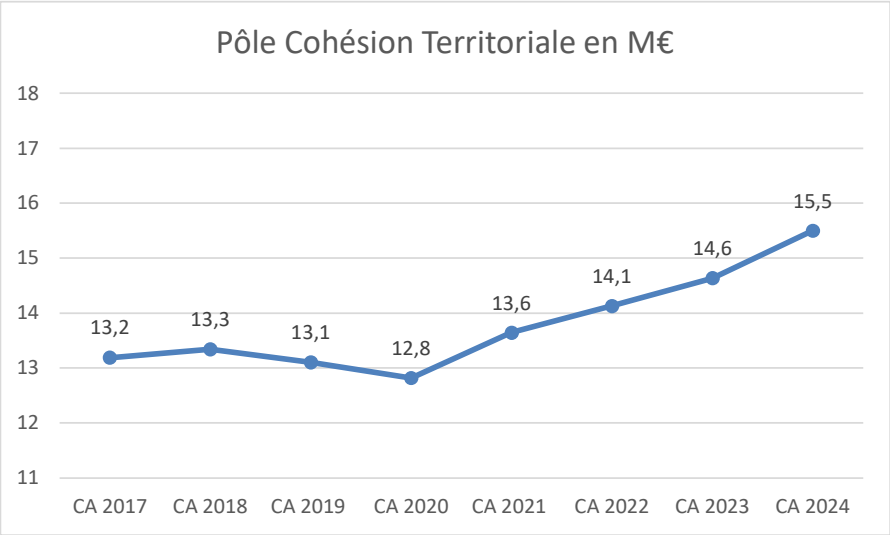
Dans le détail, les dépenses relatives au transport handicapé représentent 3,7 M€ fin 2024, tandis que le montant des dépenses en matière d'éducation s'élève à 5,2 M€.
Au regard du contexte inflationniste connu de 2022 à 2024, le Département a renforcé l'aide qu'il apporte aux établissements scolaires pour les soutenir face aux fortes variations des dépenses d'énergie. L'activité sportive, l'ambition éducative et l'ouverture culturelle et citoyenne des collégiens corréziens continuent également à bénéficier de moyens importants en dépit du contexte budgétaire contraint que nous connaissons. En matière de restauration collective, le maintien d'un niveau d'exigence et de qualité pour la fabrication des repas se conjugue à un effort de solidarité important en faveur des familles les plus en difficulté grâce au maintien du dispositif des aides à la restauration.
En 2024, le Département s'est donc employé à mobiliser tous les leviers à sa disposition afin de garantir aux jeunes corréziens les meilleures conditions d'apprentissage et de réussite.

À noter enfin que les dépenses en faveur de la culture s'élèvent à 1,7 M€ tandis que celles relatives au Sport représentent 1,5 M€. Ces budgets maintenus et même légèrement renforcés par rapport à 2023 traduisent la volonté sans faille du Département afin de :

- Soutenir et développer la vie culturelle locale : l'art et la culture, par leurs qualités créatives, émancipatrices, éducatives, par l'effervescence qu'ils apportent et par les liens qu'ils permettent de tisser sont des vecteurs d'attractivité territoriale et de cohésion sociale. C'est dans cet esprit que le Département de la Corrèze a fait le choix, depuis plusieurs années, d'apporter un soutien important et constant aux projets et aux acteurs culturels de son territoire et de veiller au dynamisme des lieux de diffusion qu'il administre en régie.
- Favoriser et promouvoir la pratique sportive : attribution d'aides au monde sportif, soutien aux nombreuses manifestations sportives sur l'ensemble du territoire, intervention en faveur des jeunes, non seulement en milieu scolaire en favorisant la pratique sportive des collégiens, mais aussi dans les temps péri et extra scolaires, ainsi que pour les jeunes athlètes de haut niveau. Depuis plus de 20 ans, le Département œuvre en faveur des différentes facettes du sport (haut niveau, loisirs, sport nature, sport pour tous) afin que l'ensemble des Corréziens, jeunes comme séniors, puissent avoir accès à la pratique dans les meilleures conditions possibles.

Ces dépenses, tout aussi essentielles au développement équilibré du territoire et au maintien de la cohésion sociale, ont été préservées en 2024. Notre collectivité n'a renoncé à aucun de ses objectifs en reconduisant son soutien financier volontariste en faveur du secteur associatif et du secteur public pour favoriser l'animation et l'attractivité de la Corrèze.

I-1-2 Le pôle Cohésion Territoriale



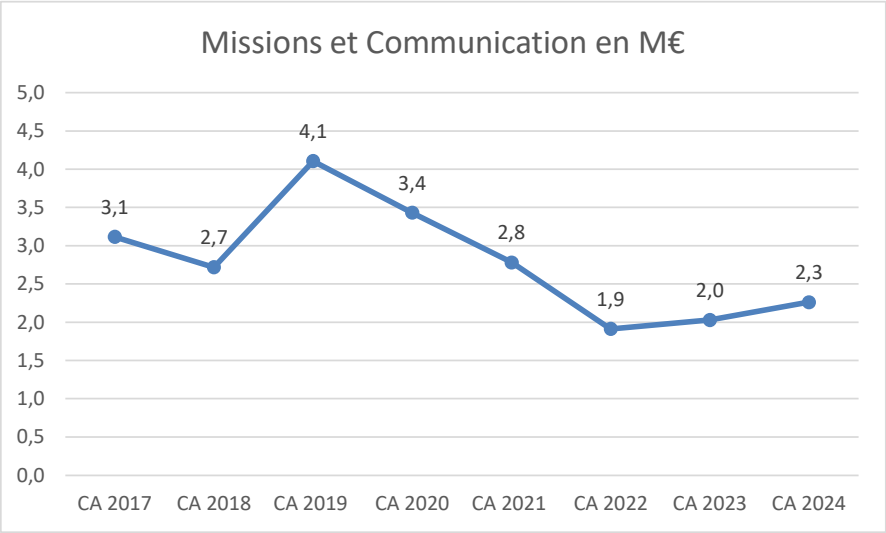
Les dépenses relatives au pôle Cohésion Territoriale, au plus bas en 2020 en pleine crise sanitaire, sont en forte hausse depuis, avec + 10 % entre 2020 et 2022 et à nouveau + 3,6 % entre 2022 et 2023.
La nouvelle augmentation observée entre 2023 et 2024 (+ 0,9 M€, soit + 6 %) doit cependant se lire différemment. Elle résulte seulement d'un transfert de ligne budgétaire. La contribution au fonctionnement du syndicat mixte de l'aéroport de Brive (0,9 M€) était en effet rattachée au budget de la Direction des Finances (Pôle Ressources) jusqu'à 2023 inclus. Depuis 2024, elle relève du budget de la Direction du Développement et de la Promotion du Territoire (Pôle Cohésion Territoriale).

Cela signifie donc que les dépenses relevant des autres services se maintiennent globalement entre 2023 et 2024 grâce aux efforts de gestion entrepris par notre collectivité.

Parmi les principales, les dépenses d'entretien de nos infrastructures routières afin d'assurer la pérennité du patrimoine routier départemental se sont élevées à 5,9 M€, soit + 0,2 M€ par rapport à 2023. A l'inverse, celles relatives aux bâtiments diminuent de - 0,2 M€ en un an et s'élèvent à 4,3 M€ contre 4,5 M€ fin 2023. Outre l'entretien de notre patrimoine immobilier, les économies réalisées concernent davantage les dépenses affectées à la viabilisation des bâtiments grâce à un effort de réduction des consommations énergétiques.

A noter enfin que les dépenses en matière informatique s'élèvent à 1,9 M€, soit un montant très proche de celui réalisé en 2023.

I-1-3 Les Missions et la Communication

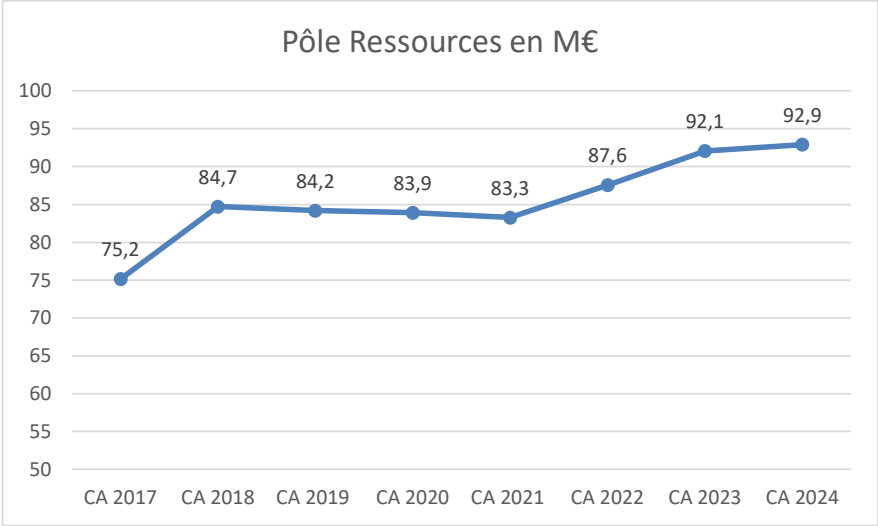


Nous retrouvons ici l'ensemble des dépenses consacrées à la communication (0,6 M€), au tourisme (1,2 M€), au très haut débit (0,4 M€) et à la délégation et participation citoyenne (0,1 M€).

Après plusieurs années d'évolution à la baisse de ces dépenses puis de stabilisation, une hausse de + 231 k€ est observée entre 2023 et 2024. Nous retrouvons en effet en 2024 la contribution versée par le Département pour le fonctionnement du syndicat mixte ouvert (SMO) restreint « Corrèze Centre Supervision » à hauteur de 213 321 €. Pour rappel, cette contribution couvre 70 % du montant des dépenses de fonctionnement du SMO au titre des 3 premiers exercices budgétaires suivant la création du Syndicat. Au- delà, elle n'excédera pas les 50 % des besoins du SMO.

Toutes les autres dépenses rattachées à ce pôle se maintiennent donc à un niveau identique entre 2023 et 2024.

I-1-4 Le pôle Ressources



Nous retrouvons principalement ici les dépenses en matière de Ressources Humaines (62,6 M€), mais aussi celles centralisées à la Direction des Finances (27,2 M€) et celles rattachées à la Direction des Affaires Générales et des Assemblées (1,8 M€).

Pour mémoire, les dépenses du Pôle Ressources ont fortement augmenté entre 2017 et 2018 (+ 10 M€ quasiment) en lien notamment avec le transfert de la compétence transport à la Région et l'instauration d'une attribution de compensation annuelle de 6,1 M€ mais aussi l'intégration des dépenses de personnel des budgets annexes Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) et Parc Routier Départemental (PRD) au sein du budget principal.

Après une période de relative stabilité entre 2018 et 2021, ces dépenses repartent une nouvelle fois à la hausse depuis trois ans, sous l'effet principalement cette fois des augmentations des dépenses de personnel en lien avec l'entrée en vigueur des mesures gouvernementales.

Les principales évolutions sont détaillées ci-après.

a- Les dépenses de la Direction des Affaires Générales et des Assemblées

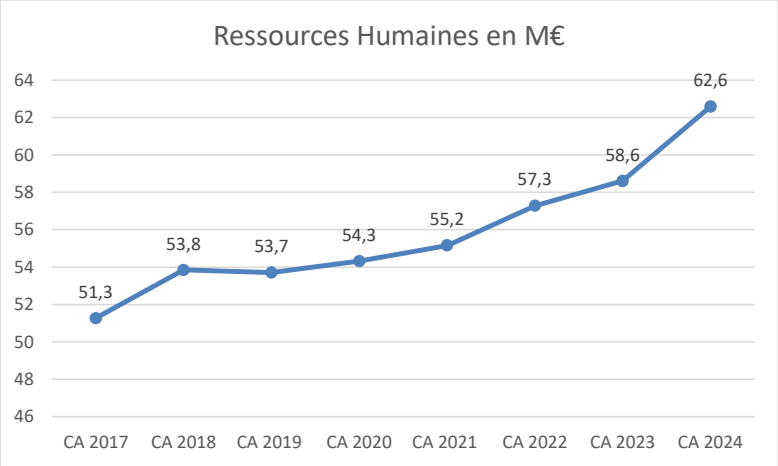
Ces dernières s'élèvent à environ 1,8 M€ fin 2024, soit une augmentation de plus de 200 000 € par rapport à 2023. Nous retrouvons notamment ici les dépenses liées aux assurances (0,7 M€), à la flotte automobile (carburant, locations, entretien des véhicules : 0,5 M€) ou encore à l'affranchissement du courrier (0,3 M€). Ces 3 postes de dépenses progressent entre 2023 et 2024 pour des raisons différentes :

- s'agissant de l'affranchissement du courrier, malgré une baisse du nombre de plis de 1 % en 2024, la hausse des tarifs a été de 10 %,

- les dépenses relatives à la flotte automobile sont en légère augmentation car le nombre de véhicules est plus important dans le cadre de la création de Corrèze autonomie au 1er janvier 2024,

- enfin, la même raison (création de Corrèze Autonomie au 1er janvier 2024) explique la hausse des primes d'assurance constatée en 2024.

b- Les Ressources Humaines



Les dépenses de personnel, contenues depuis 2019, augmentaient annuellement à hauteur du Glissement Vieillesse Technicité (GVT), estimé autour de 600 à 700 k€. Cette tendance n'est plus la même depuis 2022 et l'entrée en vigueur des mesures gouvernementales telles que le dégel du point d'indice (+ 3,5 % au 1er juillet 2022 puis à nouveau + 1,5 % au 1er juillet 2023), l'augmentation du Salaire Minimum de Croissance (SMIC), la revalorisation Ségur, la revalorisation de la catégorie B.

Au-delà de ces mesures décidées de manière unilatérale par l'État et dans le cadre du dialogue social de la collectivité, le Département a également porté un effort conséquent de revalorisation en 2023 à travers l'accord RIFSEEP-1607h-SEGUR.

Ces éléments expliquent donc les hausses successives constatées sur le budget dédié aux Ressources Humaines entre 2021 et 2022 (+ 2 M€) puis à nouveau entre 2022 et 2023 (+ 1,3 M€).

La progression est encore supérieure entre 2023 et 2024 : + 4 M€, soit environ + 7 % en un an. Les dépenses en matière de Ressources Humaines s'élèvent en effet à 62,6 M€ à l'issue de l'exercice 2024. Les principales raisons de cette nouvelle augmentation sont les suivantes :

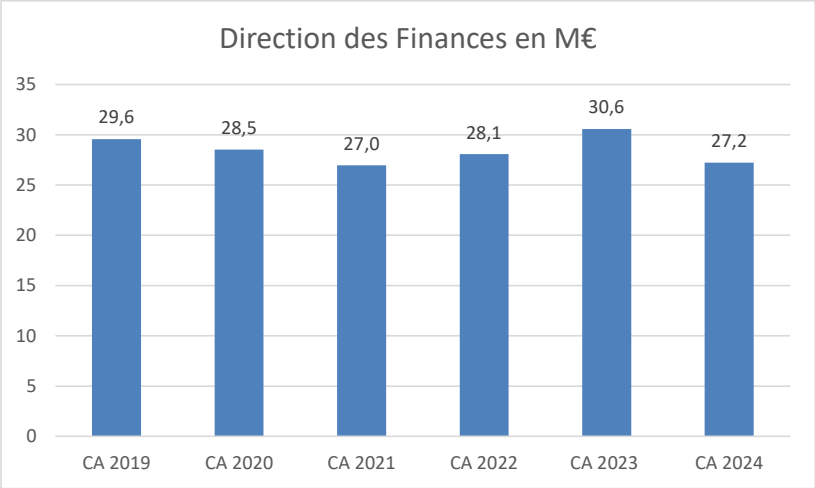
- intégration du personnel des Instances de Coordination de l'Autonomie (ICA) à hauteur de 1,9 M€
- attribution de 5 points d'indice majoré supplémentaires à tous les agents publics au 1er janvier 2024 engendrant une dépense de + 542 000 € pour notre collectivité,
- effet année pleine de la revalorisation du point d'indice de + 1,5 % intervenue au 1er juillet 2023 : + 370 000 €

- Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : + 261 000 € liés aux avancements d'échelons, aux nominations d'agents suite à leur réussite à des concours, à la promotion interne
- Versement d'une prime pouvoir d'achat de 300 € par agent : + 350 000 €

Par ailleurs, les dépenses relatives à la formation (214 K€), à la rémunération des apprentis (299 K€) et aux frais de déplacements (447 K€) augmentent également entre 2023 et 2024.

Si l'optimisation des moyens reste une constante, rappelons que la masse salariale n'a jamais été la variable d'ajustement des budgets successifs.

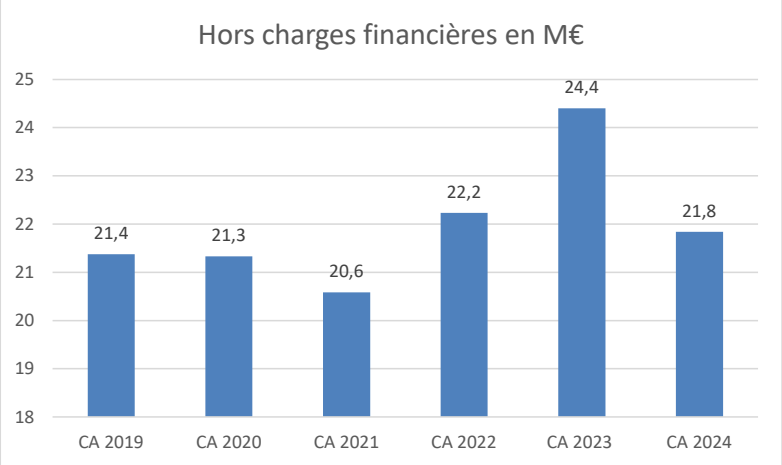
c- Les dépenses centralisées à la Direction des Finances et de la Commande Publique



Ces dernières s'élèvent à 27,2 M€ à l'issue de l'exercice 2024. Au global, elles diminuent d'environ - 3,4 M€ par rapport à 2023. Dans le détail, elles se décomposent de la manière suivante :

- Les dépenses hors charges financières (21,8 M€) où nous retrouvons l'attribution de compensation versée à la Région Nouvelle Aquitaine (6,1 M€) suite au transfert de la compétence scolaires et voyageurs le 1er septembre 2017 mais aussi la participation financière du Département au fonctionnement des principaux satellites tels que le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), QUALYSE ou encore ALOES19,
- Les charges financières (5,4 M€) qui concernent essentiellement le paiement des intérêts de la dette.

➢ Les dépenses hors charges financières



Ces dernières diminuent de - 2,6 M€ entre 2023 et 2024 notamment pour les raisons suivantes :

- transfert de la contribution au fonctionnement du syndicat mixte de l'aéroport de Brive sur le budget de la Direction du Développement et de la Promotion du Territoire : - 0,9 M€,
- diminution de la contribution au Fonds national de péréquation des DMTO en lien avec la baisse des recettes de DMTO que connait notre Département depuis 2023 : 2,1 M€ en 2024 contre 2,6 M€ en 2023, soit - 0,5 M€,
- diminution du volume des créances admises en non-valeur : 0,2 M€ en 2024 contre environ 0,8 M€ en 2023, soit - 0,6M€,
- réduction du volume des provisions comptables (- 1,7 M€ par rapport à 2023) : la constitution de ces provisions, rendue obligatoire par la règlementation comptable, permet au Département de couvrir un risque (contentieux par exemple) ou une charge (Monétisation des comptes Épargne Temps notamment) susceptible de générer une sortie de ressources vis-à-vis d'un tiers, sans contrepartie au moins équivalente et dont la réalisation est rendue probable par un évènement survenu ou en cours. Les provisions comptables constituées à ce titre en 2024 s'élèvent à 0,3 M€, venant ainsi compléter les 2 M€ déjà constitués sur l'exercice 2023.

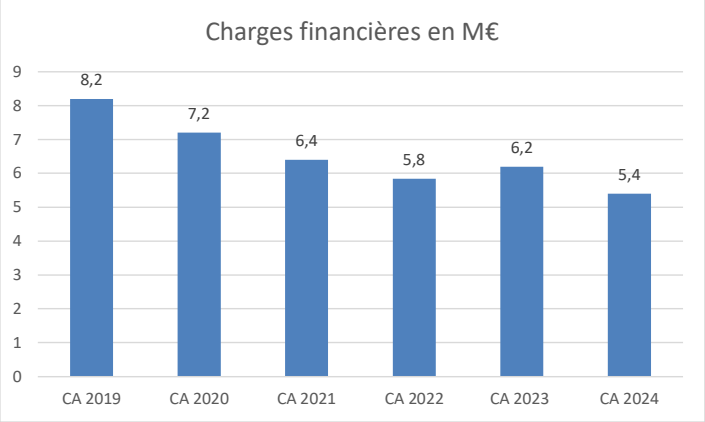
A l'inverse, certaines dépenses sont en augmentation. C'est le cas par exemple de la contribution pour le fonctionnement du SDIS qui progresse de + 550 000 € entre 2023 et 2024 (+ 5,45 %). Elle s'élève à 10 650 000 € à l'issue de l'exercice 2024. Le SDIS est un maillon essentiel pour garantir la sécurité des personnes et des biens sur le territoire départemental. En renforçant le montant de la dotation comme ce fut déjà le cas les années précédentes, le Département confirme sa volonté d'apporter au SDIS les moyens nécessaires à son fonctionnement tout en participant au financement des investissements de l'établissement.

Au-delà du SDIS, le renforcement des moyens alloués a aussi concerné le syndicat mixte QUALYSE pour lequel la contribution au travers des prestations réalisées a progressé de + 32 535 € en 2024 pour atteindre 249 435 € ou encore ALOES (le montant de la subvention octroyée par le Département pour son fonctionnement s'élève à 520 000 € en 2024, soit + 20 000 € par rapport à 2023).

À noter enfin que le montant des remboursements de trop perçu de fiscalité nationale continue d'augmenter en 2024. Depuis la réforme de la fiscalité directe locale, les départements ne perçoivent plus de taxe foncière sur les propriétés bâties ni de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) mais des fractions de TVA nationale venant compenser ces pertes de recettes.
Les encaissements mensuels de TVA dont bénéficient les départements sont réalisés sur la base de la prévision annuelle de croissance de la TVA fixée par la Loi de Finances initiale. Une première régularisation intervient à l'automne puis une seconde en début d'année N+1, une fois que la progression réelle définitive de TVA sur l'année N est connue.
Pour la seconde année consécutive, la prévision initiale du Gouvernement s'est révélée trop "optimiste" et notre Département a donc été contraint de rembourser 635 961 € au titre d'un trop perçu sur la fraction de TVA venant compenser la perte du foncier bâti et 110 409 € au titre d'un trop perçu sur la fraction de TVA venant compenser la perte de CVAE.

Ce mécanisme appelé à se renouveler chaque année met en évidence le manque de précision des prévisions de l'État et le peu de visibilité dont disposent aujourd'hui les Départements en matière de pilotage de leurs recettes de fonctionnement.

- Les charges financières



Les charges financières concernent essentiellement le paiement des intérêts de la dette. Elles s'élèvent à 5,4 M€ en 2024 contre 6,2M € en 2023, soit une baisse de - 0,8 M€ en un an.
La légère hausse observée entre 2022 et 2023 résultait de la remontée en flèche des taux d'intérêts des anciens prêts souscrits à taux variables.

Plus globalement, la diminution des charges financières est supérieure à 50 % quand on compare le montant de 2015 (11 M€) et celui de 2024 (5,4 M€).

La politique de désendettement massif conduite depuis 2015 de même que le choix prudent de recourir systématiquement à des prêts à taux fixe (ce qui nous protège lors des périodes de remontée des taux) explique cette trajectoire vertueuse s'agissant du poids des charges financières.
Moins de charges financières à rembourser aujourd'hui, c'est une épargne brute préservée et des marges de manœuvre conservées pour investir et préparer l'avenir.

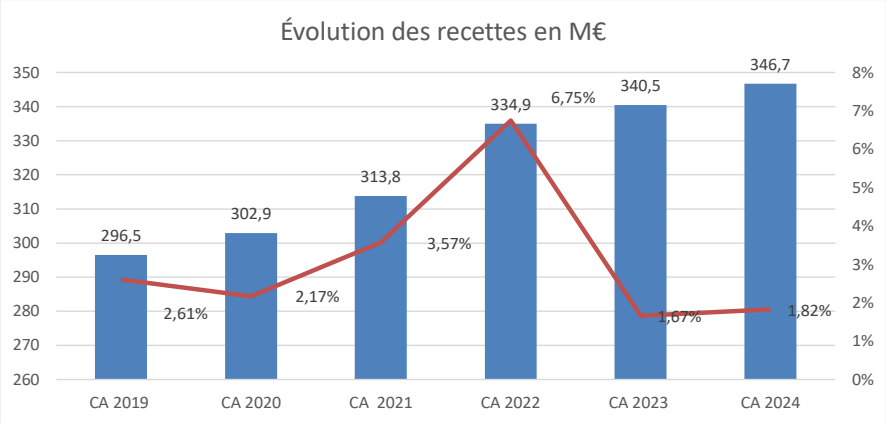
Au global, la présentation des dépenses de fonctionnement par fonction s'établit comme suit pour 2024 (hors opérations d'ordre et opérations liées à la régularisation du contentieux RSA) :

Description	CA 2024
Fonctionnement	
Services généraux	20 429 939,66
Gestion des fonds européens	147 282,02
Sécurité	10 659 900,00
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	16 164 712,14
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	7 471 040,93
Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	122 223 684,43
APA	30 647 361,00
RSA / Régularisations de RMI	23 861 045,56
Aménagement des territoires et habitat	3 147 785,08
Action économique	4 047 946,53
Environnement	1 622 742,74
Transports	26 756 643,75
Impositions directes	746 370,00
Autres impôts et taxes	2 366 506,43
Opérations financières	5 400 107,13
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	103 606,16
Autres opérations financières	0,00
Total (Hors Opérations d'ordre)	**275 796 673,56**

La répartition par domaine de compétence des dépenses de fonctionnement est la suivante à l'issue de l'exercice 2024 :

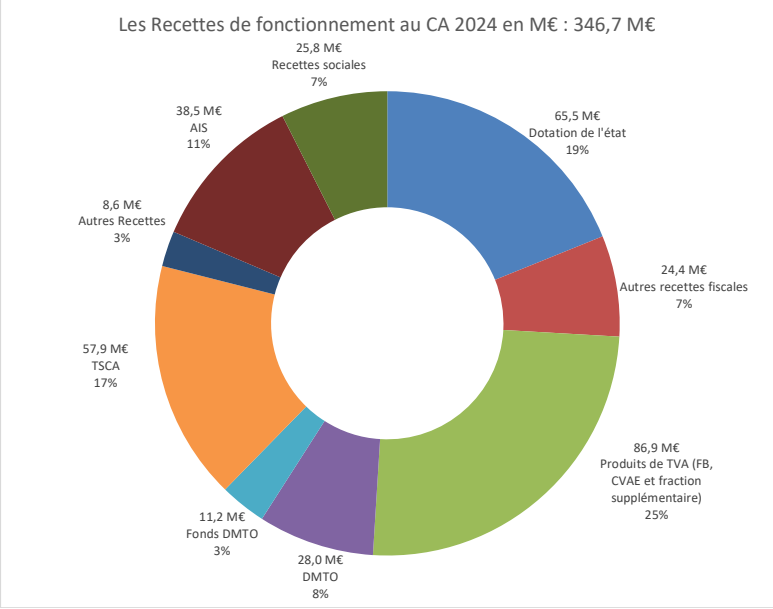
Dépenses réelles de fonctionnement	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Action Sociale et Ambition Santé	424 706,89	650 961,61	873 133,47	861 106,02	1 219 110,94	883 678,72
Aide Sociale à l'Enfance	19 838 493,64	20 757 170,96	20 247 353,35	22 078 509,04	28 224 510,08	30 058 868,78
Archives	24 953,31	19 620,98	22 650,22	28 863,16	32 654,72	32 045,18
Autonomie	89 470 860,69	89 642 909,41	89 089 918,47	92 940 503,48	94 142 279,65	98 059 253,30
Bibliothèque Départementale	21 017,06	29 653,08	64 235,34	71 663,79	74 330,55	90 733,07
Insertion	19 391 150,00	21 719 832,63	20 972 631,25	20 289 214,79	21 378 469,06	23 234 436,92
Culture Patrimoine	1 674 216,08	1 644 959,97	1 669 833,00	1 626 850,25	1 661 950,72	1 695 767,29
Education jeunesse	4 403 691,00	4 161 442,04	4 258 626,70	4 535 654,02	5 231 089,25	5 252 128,22
Transports Handicapés	2 584 164,00	1 894 546,00	2 233 597,00	2 752 290,57	3 725 900,61	3 684 012,88
Sport	1 641 353,66	1 569 837,20	1 540 603,37	1 555 136,23	1 473 858,08	1 476 808,54
Musée Jacques Chirac	160 604,03	114 135,05	108 076,79	122 374,08	131 211,04	118 740,94
PMI Santé	481 596,40	446 096,09	463 968,45	512 353,60	490 326,42	535 465,62
Pôle Cohésion Sociale	140 116 806,76	142 651 165,02	141 544 627,41	147 374 519,03	157 785 691,12	165 121 939,46
Aides aux Communes	193 502,80	89 383,20	0,00			
Attractivité des Territoires	318 539,43	436 375,87	507 293,94	621 669,04	954 442,96	694 158,29
Développement et Promotion du Territoire						998 469,00
Bâtiments	3 322 197,78	3 311 621,37	3 252 447,67	3 712 128,91	4 497 491,22	4 320 558,82
Transition Ecologique	1 033 334,95	1 039 227,46	1 054 054,00	1 023 448,54	968 223,17	903 343,91
Habitat	775 335,32	767 802,50	785 252,24	804 235,00	732 898,50	712 071,50
Juridique - Achats	570 960,35	593 320,77	587 848,23	574 829,28		
Routes	5 305 167,42	5 011 349,94	5 809 366,07	5 805 386,95	5 712 820,87	5 971 446,65
Systèmes d'informations	1 586 479,61	1 569 682,91	1 647 900,93	1 588 293,42	1 768 354,49	1 898 545,38
Pôle Cohésion Territoriale	13 105 517,66	12 818 764,02	13 644 163,08	14 129 991,14	14 634 231,21	15 498 593,55
Communication	557 065,02	547 557,71	585 070,49	608 554,94	578 941,29	583 183,52
Economie	1 996 627,83	916 771,50	894 590,76			
Très Haut Débit	473 260,27	522 087,10	140 157,11	128 532,33	175 885,13	433 669,23
Tourisme	1 047 133,31	1 417 479,12	1 105 019,46	1 131 167,44	1 193 988,00	1 185 000,00
Délégation et Participation citoyenne	31 141,76	26 327,19	57 311,27	45 571,58	80 956,00	58 881,61
Missions et Communication	4 105 228,19	3 430 222,62	2 782 149,09	1 913 826,29	2 029 770,42	2 260 734,36
Affaires Générales Assemblées	853 172,43	773 238,80	826 919,66	879 805,29	1 559 936,54	1 774 353,70
Elus	1 234 114,93	1 217 851,36	1 194 436,34	1 334 782,29	1 309 762,44	1 327 579,30
Finances	28 402 471,94	27 619 106,11	26 083 276,92	28 071 347,43	30 591 384,37	27 233 873,79
Ressources Humaines	53 708 197,52	54 312 781,82	55 152 122,62	57 278 306,24	58 604 278,09	62 579 599,40
Pôle Ressources	84 197 956,82	83 922 978,09	83 256 755,54	87 564 241,25	92 065 361,44	92 915 406,19
TOTAL	241 525 509,43	242 823 129,75	241 227 695,12	250 982 577,71	266 515 054,19	275 796 673,56

I-2 Les recettes de fonctionnement



Au global les recettes de fonctionnement ont augmenté de + 1,82 % soit + 6,2 M€. L'année 2024 confirme la tendance déjà observée en 2023 de ralentissement de la dynamique de nos recettes. La progression enregistrée demeure en effet inférieure à 2 %. La croissance des recettes en lien avec la conjoncture économique (TVA) est quasi nulle tandis que celles liées au marché immobilier (DMTO) poursuivent leur diminution entamée dès 2023.

Avant de rentrer dans le détail, notons que la répartition des recettes de fonctionnement encaissées en 2024 est la suivante :



Ce graphique met aussi en évidence le poids désormais prépondérant des recettes liées à la conjoncture économique dans notre panier de ressources (fractions de TVA, DMTO et péréquation des DMTO).

D'autre part, s'il fut une époque où le Département pouvait régler lui-même le niveau des recettes au regard de ses dépenses en ajustant les taux de fiscalité dont il en avait la maîtrise, celle-ci est désormais révolue.

En 2018, la part des impôts locaux avec pouvoir de taux dans les recettes de

fonctionnement était de 58 % pour les Départements ! Cette capacité à lever l'impôt, si elle donnait une vraie marge de manœuvre à la collectivité, avait surtout pour vertu d'entretenir un lien citoyen entre l'action des collectivités et les contribuables locaux. Mais cette époque est révolue.
En 7 ans, la part d'autonomie fiscale a été réduite à moins de 2 %, si l'on retire le cas spécifique des DMTO (10 % des recettes des Départements en moyenne, 8% en Corrèze) dont le taux est plafonné par l'État, donc privant la collectivité de toute forme de liberté. Progressivement, l'État a remis la main sur la quasi-intégralité des recettes des Départements qui sont désormais constituées de dotations forfaitaires et, jusqu'à cette année, de reversement de quote-part de fiscalité nationale (TVA) dont l'Etat peut nous priver de dynamique au gré des Lois de Finances successives.

I-2-1 Les recettes en augmentation : + 10 M€

a- La Taxe sur les Conventions d'Assurance : (TSCA) + 3,3 M€

La dynamique de la TSCA a été importante en 2024 avec un montant perçu de 57,8 M€ contre 54,5 M€ en 2023 (soit + 6,14 %), essentiellement en lien avec l'augmentation du nombre de risques couverts par les contrats d'assurances et l'évolution des tarifs. Cette augmentation est également imputable, pour partie, au décalage d'un exercice sur l'autre de l'enregistrement des soldes (le dernier mois de l'année 2023 a ainsi été encaissé sur l'exercice 2024).

b- La taxe relative aux fins de concession des barrages : + 2,2 M€

Cette taxe représente 50 % des excédents annuels d'exploitation des barrages. Son montant peut donc varier de façon significative d'une année sur l'autre en fonction des résultats d'exploitation. La recette encaissée en 2024 atteint 5,4 M€.
Pour autant, le caractère pérenne de cette recette n'est pas assuré : les exploitants de barrages ont en effet engagé un contentieux à l'encontre de l'État en 2023 portant sur le mode de calcul de l'imposition. L'issue de ce contentieux national demeure incertaine à ce jour.

c- Les recettes du Pôle Cohésion Sociale : + 4,5 M€

Les recettes du Pôle Cohésion Sociale progressent de + 8,17 % entre 2023 et 2024, passant ainsi de 54,5 M€ à 59 M€. Cette augmentation résulte de plusieurs facteurs et est essentiellement centrée sur les politiques liées à l'autonomie.

En effet, l'évolution du montant de la compensation d'une partie de nos dépenses Autonomie par les dotations de la Caisse Nationale de Solidarité de l'Autonomie (CNSA) suit peu ou prou la courbe d'évolution de nos dépenses en matière de politiques publiques en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, avec un décalage d'une année. L'augmentation de nos recettes sur ces deux politiques est essentiellement liée au réajustement de la dotation APA 1 (+ 0,7 M€), de la dotation APA 2 (+ 0,2 M€) et de la compensation liée à la mise en application du tarif d'aide à domicile réglementé dit "tarif plancher" (+ 0,2 M€).
D'autre part, notre Département a bénéficié pour la 1ère fois en 2024 d'un concours de la CNSA dans le cadre de la mise en œuvre de la "dotation complémentaire qualité" en faveur des SAD (+ 0,9 M€).

Une augmentation est également relevée s'agissant des récupérations de ressources dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement. Si ces dernières sont très dépendantes des situations individuelles et des récupérations sur successions, aléatoires, notons toutefois qu'une progression régulière de ces recettes est observée depuis 3 exercices (15 M€ en 2022 puis 16 M€ en 2023 et enfin 16,8 M€ en 2024, soit + 0,8 M€ en un an).

Notre Département a enfin perçu des recettes "exceptionnelles" en lien avec la clôture de la Délégation de Service Public (DSP) "Corrèze Téléassistance" avec la Fondation Partage et Vie (+ 0,7 M€ par rapport à 2024) tandis que certains soldes de subventions ont été encaissés notamment dans le cadre du Contrat Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance (CDPPE), ce qui explique le montant particulièrement élevé des recettes "sociales" encaissées sur l'exercice 2024.

I-2-2 Les recettes stables

a- La TVA

Suite aux récentes réformes fiscales intervenues depuis 2021, le Département bénéficie aujourd'hui de trois fractions de TVA :

- la première, la plus importante, vient compenser la perte du foncier bâti, transféré aux communes en 2021,
- la seconde, instituée en 2023, vient compenser la suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises pour les départements,
- la troisième, enfin, bénéficie aux départements qui remplissent deux conditions cumulatives : avoir un produit de DMTO par habitant inférieur à la moyenne et avoir un taux de pauvreté supérieur ou égal à 12 %, ce qui est le cas de la Corrèze (64 départements éligibles en 2023).

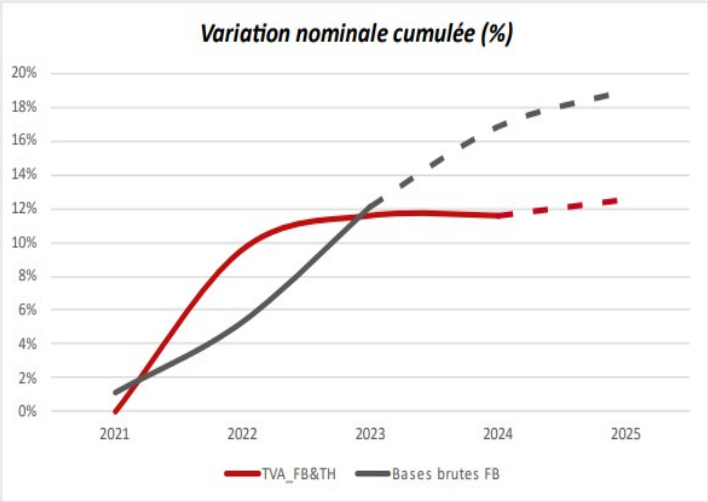
Les départements n'ont aucune maitrise sur cette recette dont l'évolution dépend de la conjoncture économique et depuis peu des choix de l'État (cf. le gel des fractions de TVA prévu dans la Loi de Finances pour 2025).

Ainsi, alors que le Gouvernement avait annoncé une prévision de croissance de TVA de + 4,5 % en Loi de Finances pour l'année 2024, cette dernière a finalement été revue à la baisse en cours d'année.

La première fraction de TVA s'est élevée à 72,9 M€ en 2024, soit un montant strictement identique à celui perçu en 2023. Le constat est identique s'agissant de la seconde fraction de TVA : son montant 2024 demeure strictement identique à celui de 2023, soit 12,6 M€

Enfin, la troisième fraction de TVA dont bénéficie notre département reste stable depuis sa mise en œuvre en 2021 : elle représente toujours un montant de 1,3 M€ fin 2024.

Quatre ans après sa mise en œuvre, une première analyse de la réforme de la fiscalité directe locale peut être effectuée. Alors que l'État nous avait annoncé une réforme totalement indolore et "neutre" sur le plan financier, sans pertes, il est intéressant de constater que la dynamique cumulée sur la revalorisation annuelle des bases de Foncier bâti est bien supérieure à celle de la TVA depuis 2020. Si la réforme était effectivement "neutre" jusqu'à 2023, force est de constater que cela n'est plus vrai depuis 2024 :



Taux de croissance annuel moyen	2024/2020	2025/2020
TVA_FB&TH	2,8%	2,4%
Bases brutes FB	4,0%	3,5%

Sur la période 2020/2025, la croissance moyenne annuelle de la TVA est de seulement + 2,4 % quand dans le même temps la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition atteint en moyenne + 3,5 % par an.

Sur la période 2021/2025, le Département aurait perçu théoriquement une recette de 354,7 M€ s'il avait conservé la taxe foncière sur les propriétés bâties. La fraction de TVA attribuée en compensation ne représente que 353,5 M€ sur la même période soit une différence négative de - 1,2 M€ !

b- Les dotations et concours financiers de l'État

La principale dotation dont bénéficie notre Département reste la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Son montant se maintient à environ 54 M€ depuis plusieurs exercices (54,2 M€ encaissés en 2024).
Au-delà de la DGF, les autres dotations et concours financiers versés par l'État demeurent stables entre 2023 et 2024 :

- Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) : 6,5 M€
- Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) : 5,8 M€
- Dotation Générale de Décentralisation (DGD) : 2,7 M€
- Allocations compensatrices : 2 M€

c- Le Fonds de péréquation des DMTO

En complément des recettes DMTO de chaque département et dans un objectif de péréquation des ressources inégalement perçues sur le territoire, le fonds de péréquation des DMTO vient s'ajouter aux recettes directement perçues.

Ce Fonds national est alimenté via deux prélèvements établis comme suit :

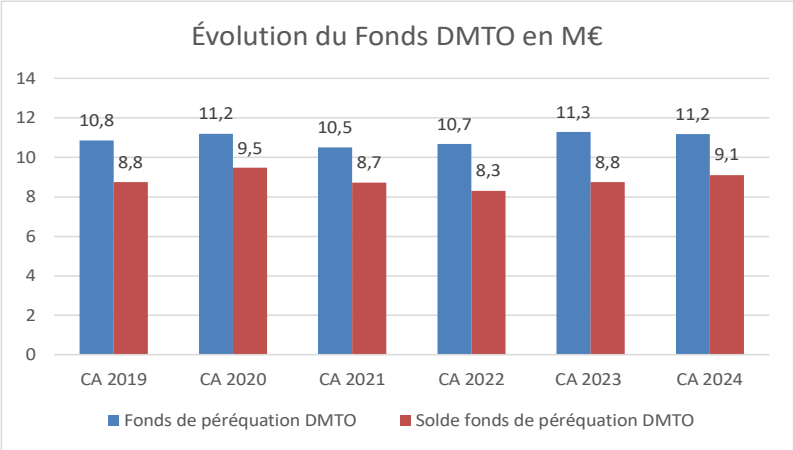
- ✓ 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO perçus l'année précédant la répartition (prélèvement proportionnel). Ce prélèvement concerne l'ensemble des départements ;
- ✓ si les DMTO perçus l'année précédant la répartition sont supérieurs à 0,75 fois la moyenne nationale, un prélèvement supplémentaire intervient dans la limite de 12 % du montant perçu l'année précédente et dans la limite d'un prélèvement global de 750 M€ (prélèvement progressif). La Corrèze n'est pas concernée par ce second prélèvement.

Le montant ainsi collecté est reversé aux Départements :

- ✓ ruraux,
- ✓ caractérisés par un potentiel financier ou des revenus par habitant faibles,
- ✓ ayant un reste à charge en matière d'AIS par habitant élevé par rapport à la moyenne.

Le montant perçu en 2024 représente près de 11,2 M€, un montant proche de celui encaissé en 2023 (11,3 M€) malgré la baisse de l'assiette des DMTO intervenue entre 2022 et 2023 (- 23 % au plan national). Le Comité des Finances Locales (CFL) a en effet décidé d'utiliser la totalité des mises en réserve nationales accumulées précédemment, soit un montant de 249 M€, ce qui a permis de stabiliser pour une année supplémentaire les recettes issues de la péréquation horizontales perçues par les départements bénéficiaires.

Notre contribution au Fonds globalisé de péréquation des DMTO s'étant élevée à 2,1 M€ 2024, le solde net ressort donc à 9,1 M€ pour notre Département. Une forte baisse interviendra en 2025, en lien avec la nouvelle baisse de l'assiette des DMTO observée en 2024 et l'absence de réserves suite à leur mobilisation intégrale.

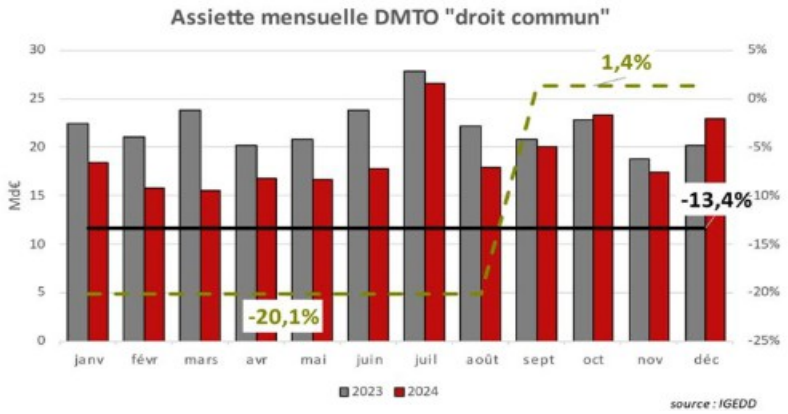


I-2-3 Les recettes en baisse : - 3,8 M€

a- Les DMTO : - 2 M€

Après une chute des assiettes DMTO de droit commun tout au long de l'année 2023 (- 23 %), la situation a continué de se dégrader au cours des huit premiers mois de 2024 (- 20,1 % en moyenne par rapport à 2023). On constate une légère augmentation des DMTO au cours du dernier trimestre 2024 par rapport à celui de 2023 (+ 1,4 %), grâce notamment à un mois décembre en hausse de 14 %. **Au final, les assiettes DMTO 2024 sont en recul de 13,4 % par rapport à 2023**, soit le plus faible montant atteint depuis 2017. Si tous les Départements enregistrent une diminution de leurs DMTO en 2024, l'intensité de la baisse est très variable selon les territoires (de - 27 % en Haute-Marne à - 3 % en Guyane) avec 31 départements dont la perte est supérieure à 15 %.

Le niveau des assiettes DMTO 2024 permettra de n'abonder le fonds national de péréquation des DMTO 2025 qu'à hauteur d'environ 1,52 Md€ (contre1,64 Md€ en 2024), ce qui aura un impact majeur sur la péréquation horizontale en 2025 (forte baisse à prévoir).



Pour le Département de la Corrèze, alors que la recette liée aux DMTO a atteint jusqu'à 36 M€ en 2022, elle a diminué à 30 M€ sur l'année 2023 puis à 28 M€ en 2024 (soit - 6,5 % entre 2023 et 2024). Sur les 6 premiers mois de l'année 2024 (janvier à juin inclus), la baisse était même de - 2,8 M€ par rapport à la même période sur l'exercice 2023, avant qu'un rebond intervienne sur le second semestre de l'année (+ 0,8 M€).

b- Le produit issu du dispositif "Énergies réservées" : - 1 M€

Les énergies réservées sont issues d'un dispositif lié à la production hydroélectrique mis en place par la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique. Les pétitionnaires de centrales hydroélectriques concédées (puissance supérieure à 4 500 kW) ou autorisées (entre 500 et 4 500 kW) en sont redevables.

Notre collectivité perçoit des redevances versées par EDF et par la SHEM dans le cadre de l'exploitation de différents barrages. Le montant annuel de ces redevances évolue en fonction de plusieurs critères dont notamment le prix de référence du produit trimestriel d'électricité en base. Ce dernier ayant fortement diminué entre 2023 et 2024, cela explique la baisse de recette enregistrée (1,2 M€ en 2024 contre 2,2 M€ en 2023).

c- La Taxe d'Aménagement : - 0,5 M€

La taxe d'aménagement a été instituée au 1er mars 2012, au profit des Départements, des communes et de la Région Ile de France. Cette taxe est affectée au financement de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

Cette recette a subi une forte diminution l'an passé : alors qu'elle s'élevait à plus de 1,1 M€ en 2023, elle représente moins de 0,6 M€ fin 2024, soit une baisse de - 46 %.

Cette baisse "exceptionnelle" constatée en 2024 semble concerner une majorité de départements. Les causes évoquées sont les suivantes :

- le retard pris suite à la réforme de la taxe d'aménagement (repoussant la collecte de la taxe à la déclaration attestant achèvement et conformité des travaux),
- le dysfonctionnement de l'application "gérer mes biens immobiliers" depuis fin 2022 mais révélé depuis peu au niveau national.

d- Les autres recettes : - 0,3 M€

Après avoir fortement augmenté en 2023, le montant des loyers encaissés par notre collectivité retrouve un niveau plus "classique" en 2024.
Pour rappel, un contentieux avec les gendarmeries concernant le montant des loyers a été soldé en 2023 avec pour conséquence le versement d'impayés sur cet exercice que nous ne retrouvons donc pas au compte administratif 2024.

II- LA SECTION D'INVESTISSEMENT

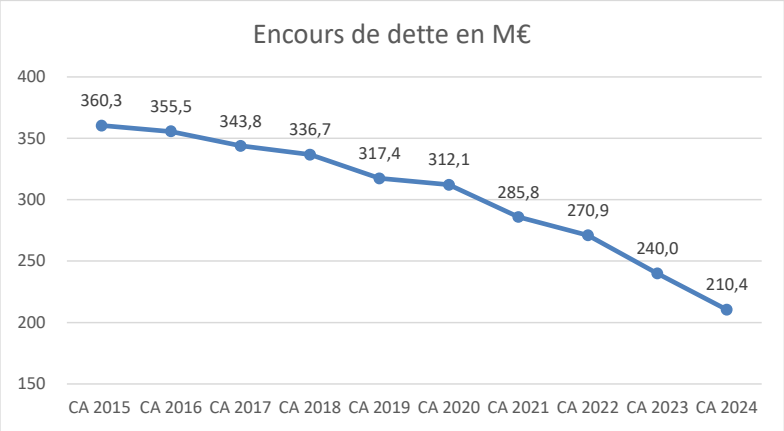
II-1- Un désendettement fort

a- L'annuité en capital

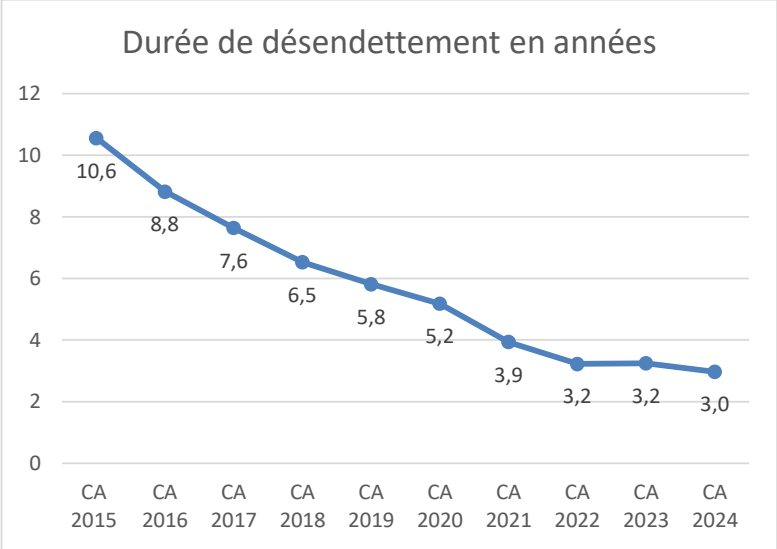
L'encours de dette s'établit en fin d'exercice 2024 à 210 M€, soit un désendettement de plus de 150 M€ depuis 2015. En ne mobilisant aucun emprunt sur l'exercice 2024, le désendettement sur cet exercice est total, à hauteur de 30 M€ soit le remboursement de capital effectué en 2024. C'est la seconde année consécutive que le recours à l'emprunt n'est pas mobilisé par le Département.

M€	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Remboursement du capital de la dette	27,722	29,754	31,284	32,141	32,369	30,310	29,718	29,963	30,915	29,610
moyenne / an	30,379									
Emprunt nouveau	27,670	25,000	19,497	25,120	13,000	25,000	3,500	15,000	0,000	0,000
moyenne / an	15,379									
Désendettement	-0,052	-4,754	-11,787	-7,021	-19,369	-5,310	-26,218	-14,963	-30,915	-29,610
montant cumulé	*-0,052*	*-4,806*	*-16,593*	*-23,614*	*-42,983*	*-48,293*	*-74,511*	*-89,474*	*-120,389*	*-149,999*
moyenne / an	-15,000									
Encours de dette fin d'exercice	360,300	355,546	343,759	336,738	317,369	312,059	285,841	270,878	239,963	210,353

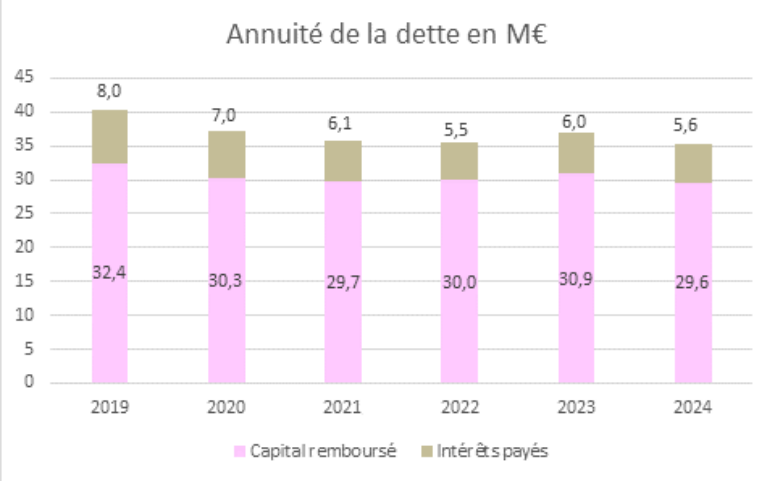
Le rythme du désendettement tend à s'accélérer depuis 2021, ce qui permet de conserver une capacité de désendettement de 3 ans et de préserver des marges de manœuvre pour l'avenir.



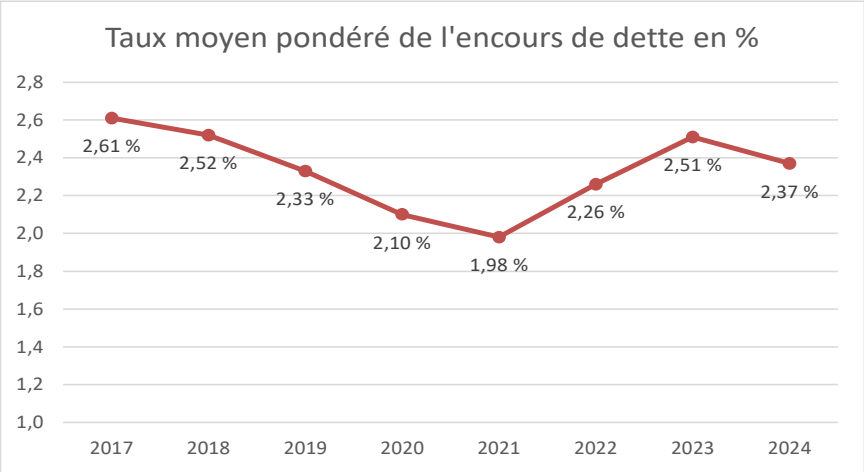
S'agissant de la capacité de désendettement, rappelons que cet indicateur est vertueux quand il est inférieur à 10 ans (seuil d'alerte fixé pour les départements). Il traduit la capacité de la collectivité à rembourser sa dette et si la durée de désendettement a atteint 18 ans en 2010, ce risque s'est aujourd'hui éloigné. Cette performance illustre une gestion financière saine et permet d'envisager l'avenir avec confiance.



b- Les caractéristiques de la dette



Le taux moyen pondéré de l'encours de dette au 31/12/2024 est de 2,37 %, en baisse par rapport à fin 2023 (2,51 % à l'époque). En effet, après la remontée brutale des taux variables observée en 2022 et en 2023, une légère baisse est intervenue dans le courant de l'année 2024.



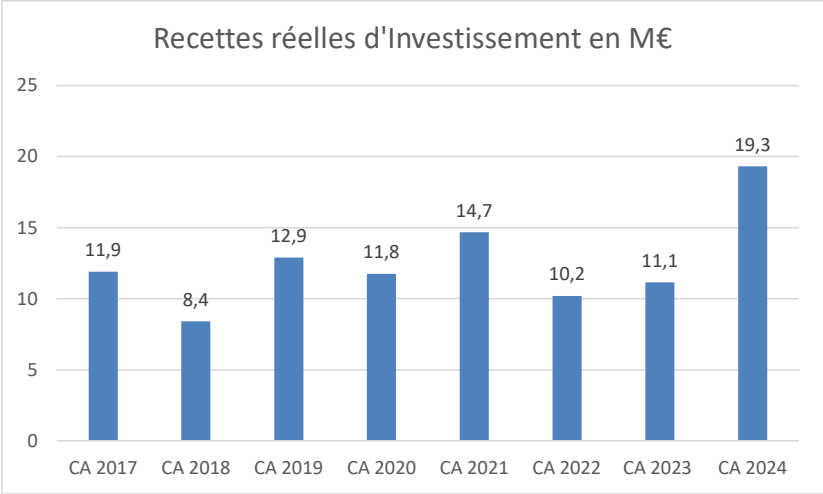
Le capital restant dû est composé de 72 lignes de prêts souscrites auprès notamment :

- de la Caisse d'Épargne : 25 % des prêts,
- de la Banque Postale : 27 % des prêts,
- du Crédit Agricole : 24 % des prêts,

sur un total de 12 partenaires.

La dette est sécurisée avec un encours constitué à 74,16 % d'emprunts à taux fixe. Elle l'est aussi au sens de la charte Gissler avec 94,24 % d'emprunts classés 1-A (sans risque) et 5,76 % classés 1-B (emprunts à risque très faible).

II-2- Les recettes réelles d'investissement



Les recettes d'investissement se situent à un niveau exceptionnellement élevé en 2024 par rapport à celui observé les années précédentes. Elles atteignent en effet 19,3 M€ alors que la moyenne annuelle se situait à 10,8 M€ sur la période 2015-2023.

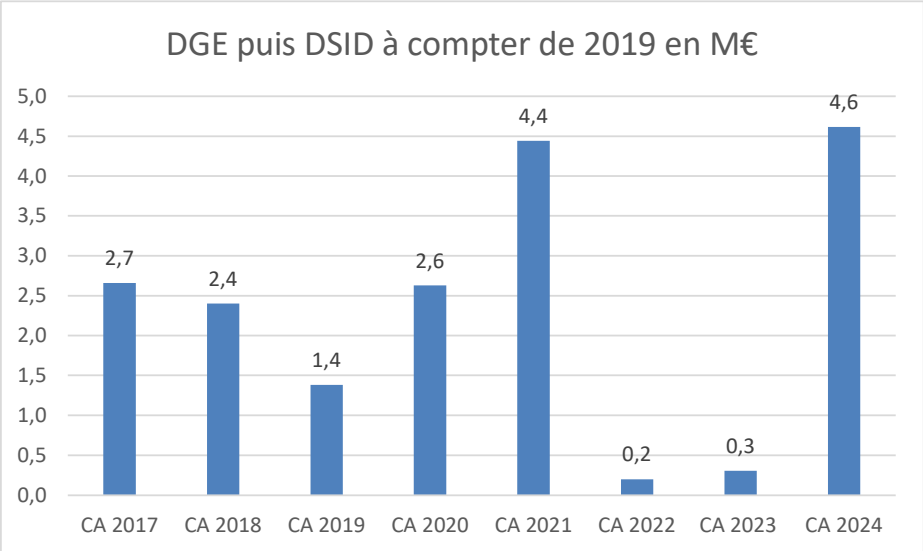
Les dotations forfaitaires ont quasiment toutes été supprimées aujourd'hui s'agissant des recettes d'investissement. Ces dernières sont étroitement liées à la réalisation des projets et opérations.
L'effort particulièrement important réalisé par le Département en matière d'investissements depuis plusieurs années et notamment depuis 2023 explique donc cette augmentation des recettes perçues.

La différence entre les recettes d'investissement encaissées en 2023 et celles perçues en 2024 (+ 8,2 M€ soit + 73 %) est récapitulée dans le tableau ci-après :

Recettes d'investissement	CA 2023	CA 2024
FCTVA	4 787 839,06 €	6 154 890,62 €
DSID	308 925,95 €	4 614 593,18 €
Subventions autres que la DSID	2 908 125,94 €	4 154 808,56 €
DDEC	1 329 667,00 €	1 329 667,00 €
Produit des amendes des radars automatiques et des amendes de police	779 756,00 €	778 842,00 €
Remboursements des avances octroyées	428 157,60 €	487 657,72 €
Opérations pour compte de tiers	605 878,50 €	1 768 852,61 €
TOTAL	**11 148 350,05 €**	**19 289 311,69 €**

Les principales recettes d'investissement de notre collectivité restent le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA), la Dotation de Soutien à l'Investissement (DSID) et les subventions d'investissement autres que la DSID. Concernant ces dernières, l'achèvement d'opérations d'envergure donnant lieu à des financements extérieurs telles que la réhabilitation du viaduc des Rochers Noirs (3,2 M€ de subventions perçues en 2024) explique leur augmentation significative entre 2023 et 2024.

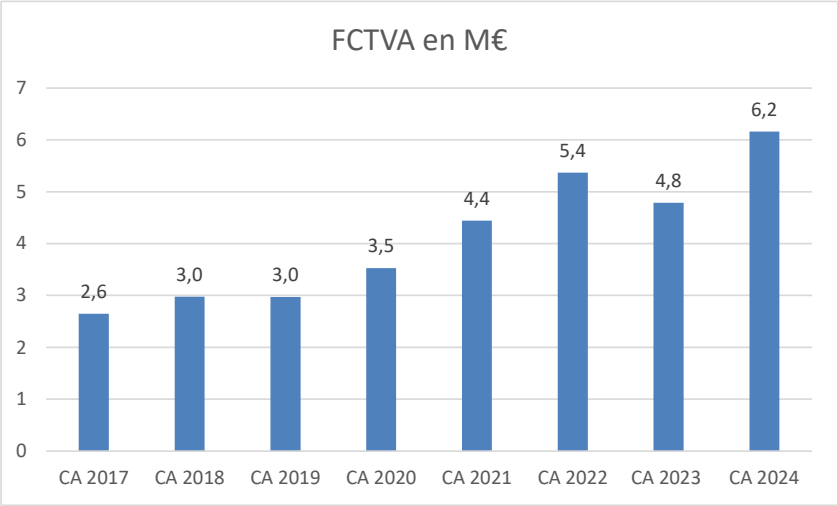
a- La Dotation de Soutien à l'Investissement des départements (DSID)



Pour rappel, la DSID ne comprend plus de part forfaitaire depuis 2022. Aussi l'encaissement de cette recette est corrélé à la fin des travaux faisant l'objet du financement d'une part et au délai de traitement des dossiers transmis au représentant de l'État d'autre part.

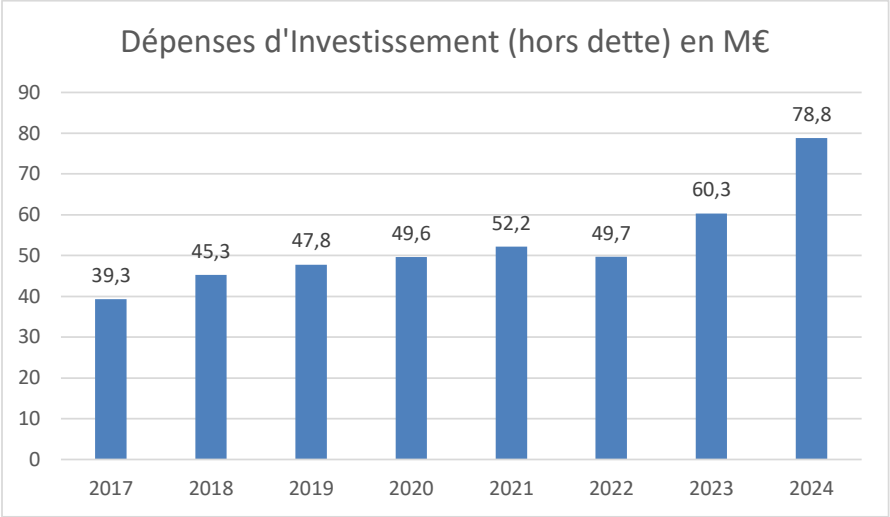
Après deux années ou la DSID a été très partiellement perçue (0,2 M€ en 2022 puis 0,3 M€ en 2023), un rattrapage est donc intervenu sur l'exercice 2024. Les soldes de subventions restant à percevoir au titre des enveloppes 2019, 2020 et 2021 de la DSID ont ainsi été intégralement perçus sur l'exercice 2024, tandis que des versements réguliers d'avances et d'acomptes ont été sollicités au titre des enveloppes 2022, 2023 et 2024 de DSID. Cela explique donc que le montant total de DSID encaissé en 2024 (4,6 M€) soit nettement supérieur à celui des années précédentes.

b- Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)



Le montant de FCTVA perçu en 2024 augmente fortement par rapport à 2023. Le montant des investissements en année N-1 (2023) a en effet fortement progressé par comparaison à 2022 (60M€ au lieu de 50 M€). Et ce sont surtout les investissements directs (travaux routiers, travaux dans les collèges et les bâtiments) ouvrant droit à la perception du FCTVA qui ont augmenté entre 2022 et 2023, en passant de 32 M€ à 40 M€. Comme le taux de récupération de la TVA acquittée sur ces investissements est resté inchangé en étant toujours fixé à 16,404 %, le montant de la recette perçue par notre Collectivité a donc logiquement progressé l'an dernier.

II-3- Les dépenses réelles d'investissement



Pour rappel, le montant des investissements a été porté de 40 M€ en moyenne entre 2012 et 2017 à 51 M€ entre 2018 et 2023, soit + 33 % et + 10 M€.

Conformément aux engagements que nous avions pris lors de la présentation du Budget Primitif 2024 en avril dernier, cette tendance s'est poursuivie et même largement accentuée au cours de l'année 2024. Les investissements réalisés ont en effet atteint le niveau "record" de 78,8 M€ au cours du dernier exercice.

Plus que jamais en 2024, notre Département a amplifié ses efforts au service de tous les acteurs de son territoire en accentuant ses investissements avec une priorité donnée :

- à l'amélioration des infrastructures et réseaux de notre territoire pour permettre à tous de communiquer et de se déplacer en toute sécurité,

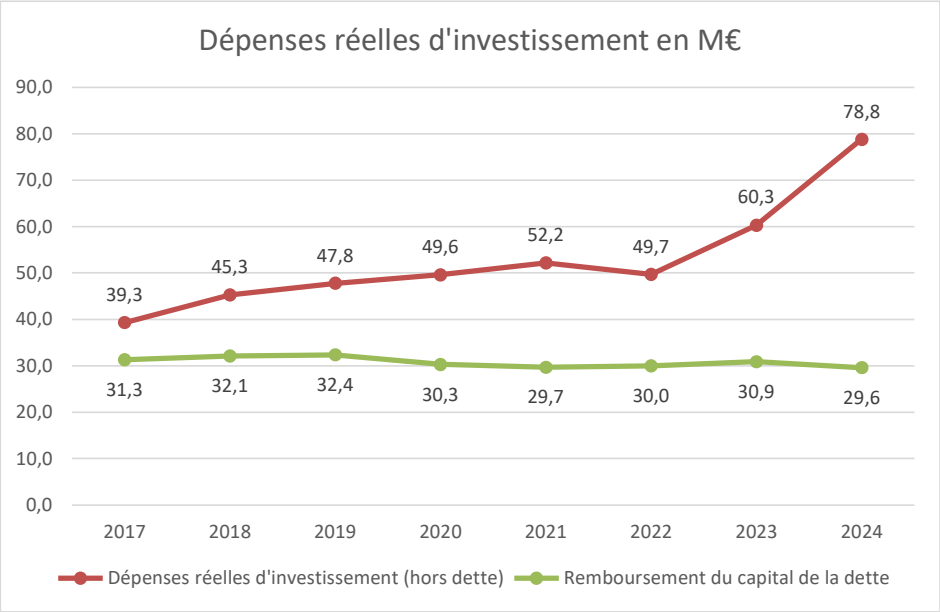
- à la qualité de vie de nos collégiens pour que grandir et apprendre en Corrèze soit une chance,

- au soutien volontariste du secteur communal, essentiel pour le financement et la réalisation de leurs projets d'investissement, synonyme d'attractivité renforcée,

- à la transition écologique et à l'adaptation au changement climatique.

Le Département fait des solidarités territoriales un objectif majeur en consolidant ses interventions en faveur de l'aménagement équilibré et de l'attractivité de l'ensemble du territoire corrézien.

Les dépenses d'investissement hors dette (78,8 M€) représentent 73 % des dépenses réelles d'investissement mandatées en 2024, contre 27 % pour le remboursement du capital des emprunts (29,6 M€).

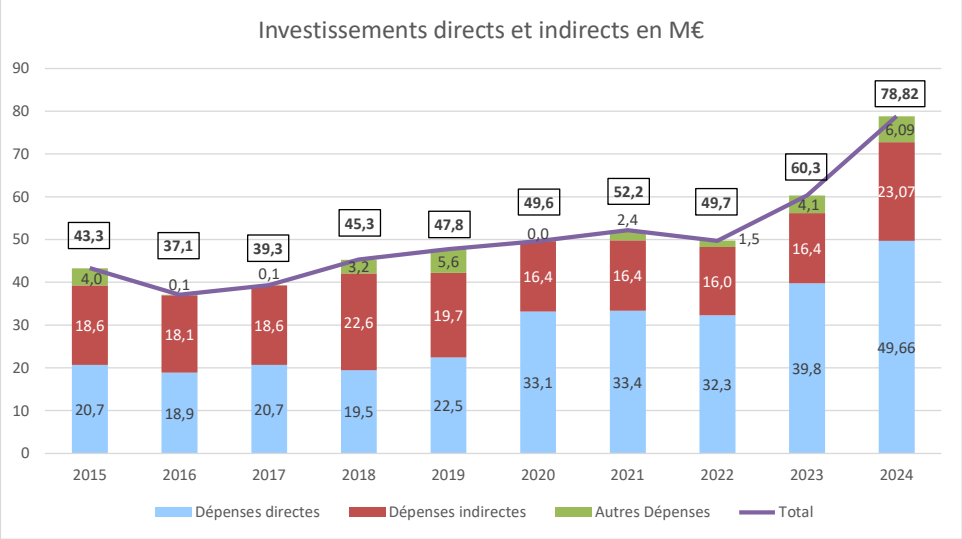


La part des investissements directs a augmenté depuis 2019 en lien avec la réalisation de grosses opérations sur le réseau routier (contournement de Malemort puis la part études des contournements de Noailles, Lubersac et Meymac), et l'amélioration des bâtiments aux usages des collégiens en particulier ainsi que la transition écologique et énergétique qui s'est renforcée depuis 2023.

L'augmentation de ces investissements directs entre 2023 et 2024 se chiffre à + 10 M€.

Les investissements indirects progressent également de manière très significative entre 2023 et 2024. Ils s'élèvent à plus de 23 M€ en 2024 contre 16,4 M€ fin 2023, soit une augmentation de + 6,7 M€ en un an. Ils concernent très majoritairement les aides aux communes (19,2M€ en 2024).

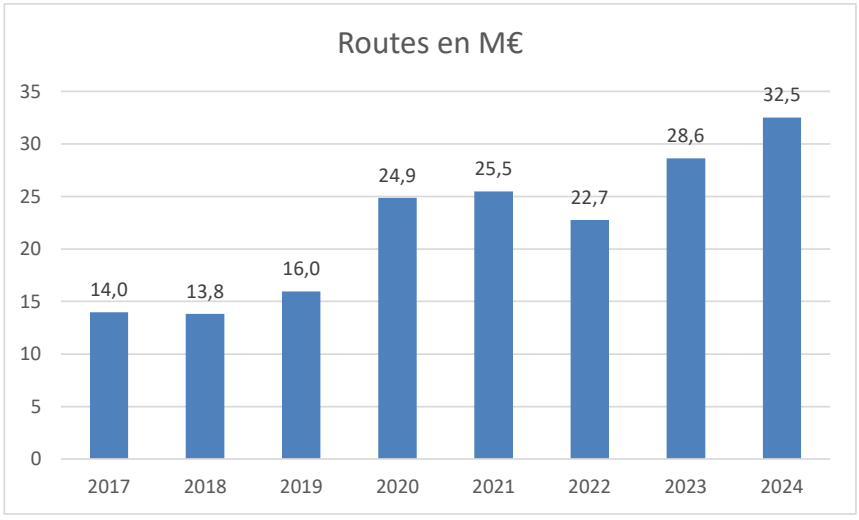
L'évolution des investissements directs et indirects depuis 2015 est retracée dans le graphique ci-après. La part des investissements directs demeure prépondérante (63 % en 2024) devant les investissements indirects (29 %) et les autres investissements tels que les titres de participation et les opérations pour compte de tiers (8 %).



a- Les investissements directs

Les dépenses concernant les routes et les bâtiments constituent, comme les années précédentes, l'essentiel des dépenses d'investissements directs de notre Département.

✓ Les routes



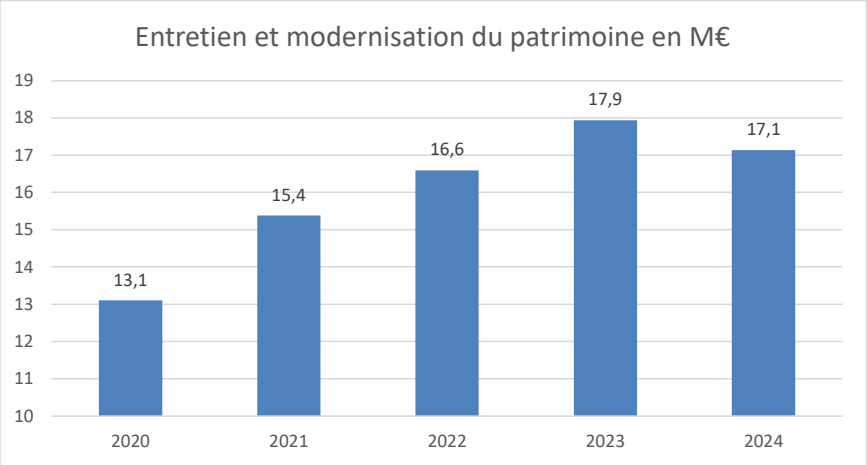
Les dépenses consacrées aux routes représentent plus de 41 % des dépenses d'investissement réalisées en 2024 (32,5 M€ sur un total de 78,8 M€). Notons qu'elles ont plus que doublé par rapport à 2019 et qu'elles augmentent encore de + 4 M€ environ par rapport à 2023 (+ 13,6 %).

Le Département continue d'apporter une réponse aux évolutions des besoins tout en assurant la sécurité optimale des déplacements dans le respect de l'environnement. Les travaux réalisés sur nos infrastructures routières ont été renforcé à ce titre pour que le réseau départemental assure des déplacements sécurisés et permette les échanges économiques, les déplacements domicile-travail, l'accessibilité des services publics, les mobilités liées aux loisirs et à l'activité touristique en direction de toutes les communes de la Corrèze.

Les investissements routiers se répartissent essentiellement en deux catégories :

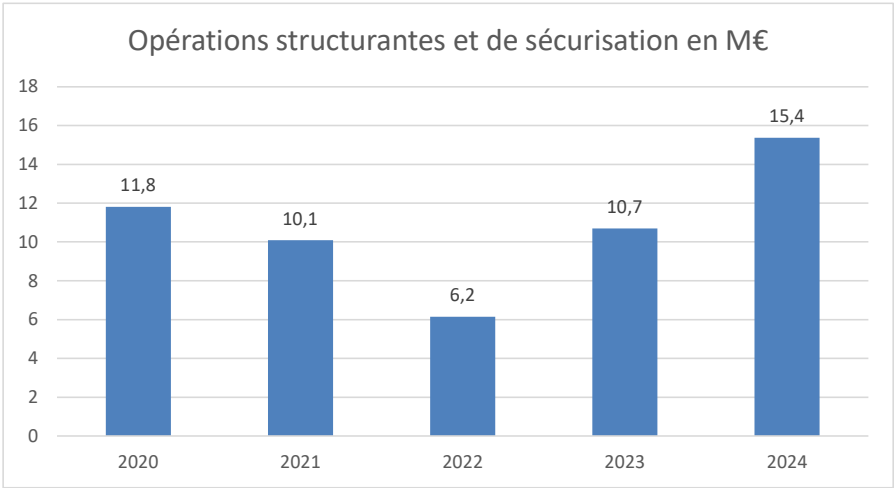
- L'entretien et la modernisation du patrimoine,
- Les opérations structurantes de sécurisation.

✓ L'entretien et la modernisation du patrimoine



L'entretien et la modernisation du patrimoine routier représente plus de la moitié des dépenses consacrées aux routes réalisées en 2024 (17,1 M€ sur le total de 32,5 M€). La moyenne sur les 3 derniers exercices s'élève à 17,2 M€.

✓ Les opérations structurantes de sécurisation



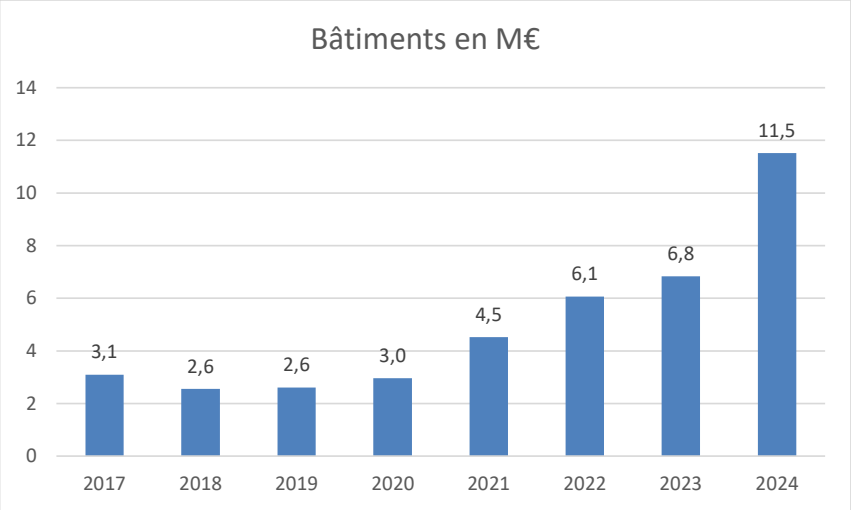
Les opérations importantes engagées des derniers exercices expliquent les variations dans une orientation d'effort soutenu pour le réseau routier.

Les travaux de la déviation de Malemort avec une mise en service en 2022, expliquent en partie ces niveaux de dépenses avec des mandatements à hauteur de 9,7 M€ en 2020, 9,3 M€ en 2021 et 3,7 M€ en 2022.

Les dépenses relatives aux opérations structurantes repartent à nouveau à la hausse depuis 2023, notamment en lien avec la poursuite et l'achèvement de l'opération démarrée en 2022 de réhabilitation du Viaduc des Rochers Noirs avec plus de 5,6 M€ de mandaté en 2023 et 3,3 M€ en 2024.

Autre projet important, celui de la déviation de Lubersac avec le début des travaux en 2023. Les dépenses réalisées à ce titre se sont ainsi élevées à 0,8 M€ sur l'exercice 2023 puis à 7 M€ en 2024. Ils se termineront dans le courant de l'année 2025.

- ✓ Les bâtiments



Nous observons là aussi une progression constante de ces dépenses depuis 2020 (elles ont plus que doublé entre 2020 et 2023 avant d'augmenter à nouveau de + 69 % entre 2023 et 2024), ce qui a permis de moderniser le patrimoine mais également d'accélérer la transition énergétique avec des infrastructures moins énergivores. Le budget mobilisé permet aujourd'hui de mettre à l'étude la rénovation de 3 collèges par an et de réaliser 3 opérations de rénovation.

La poursuite de nos travaux dans les collèges de même que le développement de nos investissements en matériels informatiques concourent à la qualité de vie de nos collégiens et donnent à notre jeunesse toutes les clés de la réussite éducative.

Au-delà des collèges, les travaux réalisés sur le patrimoine immobilier du Département visent également à améliorer l'accueil du public, les conditions de travail et la sécurité des agents de la collectivité tout en renforçant la sobriété et l'efficacité énergétique de nos bâtiments.

Dans le détail, le total de 11,5 M€ de dépenses réalisées sur les bâtiments en 2024 se décompose de la manière suivante :

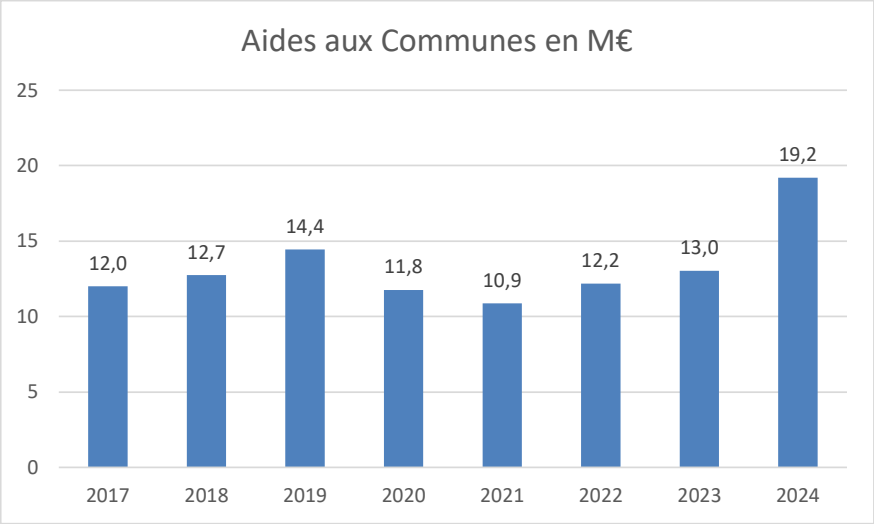
- Travaux dans les collèges (rénovations importantes, sobriété énergétique, modernisation) : 6,3 M€,

- Travaux dans les bâtiments autres que les collèges (bâtiments administratifs, bâtiments culturels et sportifs, bâtiments techniques, bâtiments sociaux, gendarmeries) : 3,2 M€,
- Travaux pour développer la production d'énergies renouvelables (photovoltaïque) sur nos bâtiments et infrastructures : 2 M€.

b- Les investissements indirects

Comme évoqué précédemment, ces derniers augmentent de manière très importante entre 2023 et 2024 (+ 6,7 M€) pour atteindre un niveau inédit de 23,1 M€ alors que la moyenne annuelle se situait plutôt entre 16 M€ et 16,5 M€ depuis 2020. Cette progression résulte principalement de l'accompagnement encore renforcé du secteur communal l'an dernier.

✓ Les aides aux communes



Le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, s'est donné comme priorité durant sa mandature d'accompagner l'activité économique et l'emploi en renforçant l'investissement en Corrèze. Il a donc fait de sa politique d'aides aux collectivités un levier central de cette ambition pour notre territoire.

En tant que premier partenaire des communes, le Département est donc resté engagé auprès d'elles en augmentant son soutien à travers les différents fonds thématiques, alors que certains autres départements, du fait de leurs difficultés financières, ont adopté une stratégie différente en 2024 en diminuant leurs subventions versées aux communes.

Le soutien volontariste du secteur communal, essentiel pour le financement et la réalisation de leurs projets d'investissement, se traduit donc par une dépense de 19,2 M€ en 2024 contre 13 M€ en 2023. Plus de 91 % de l'enveloppe ouverte au Budget Primitif 2024 (21 M€) a donc été consommée l'année dernière.

Au-delà de la volonté affichée du Département d'aider les communes à porter leurs projets afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie des corréziens, cette hausse du budget consommé résulte de plusieurs facteurs combinés :

- d'une part, une sollicitation directe et indirecte de chaque maire et président d'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), avec une enquête en juillet auprès de toutes les collectivités pour connaître l'état d'avancement de leur contrat. Cela a eu pour effet un envoi plus rapide des justificatifs permettant le versement des aides attribuées.

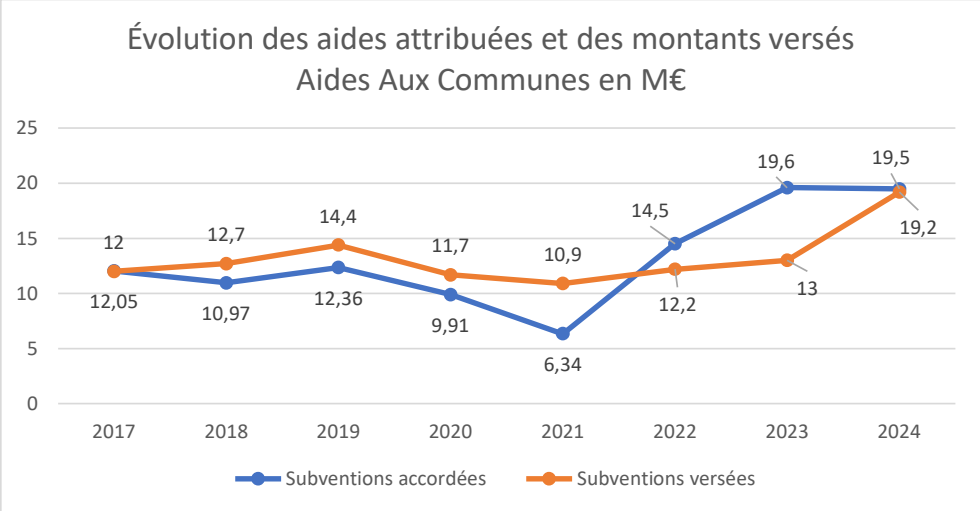
- par ailleurs, la contractualisation s'étalant sur 2023/2025, la fin de l'année 2024 a naturellement été celle de l'achèvement de projets, et notamment d'opérations importantes. Cela a donc généré une hausse de l'activité de mise en paiement, notamment pour des projets importants en montant, et permis le versement du solde de subventions conséquentes. Il s'agit notamment de projets d'interconnexion en eau potable, liés à la petite enfance ou aux maisons médicales, ou encore aux aménagements de centre bourg et rénovation de patrimoine.

- de plus, dans le cadre du nouveau projet du service Aides aux Communes, une meilleure efficience de l'instruction administrative et financière des subventions a été recherchée. Ainsi le traitement des dossiers a été réorganisé afin de proposer un interlocuteur unique pour chaque collectivité au sein du service, permettant une plus grande fluidité et un traitement plus raide des demandes.

- les collectivités ont également sollicité le paiement des aides attribuées plus rapidement qu'auparavant, notamment pour éviter des tensions de trésorerie.

Ces investissements massifs, avec plus de la moitié des subventions consacrées à l'aménagement des territoires (10,3 M€), plus de 3 M€ dédiés à la voirie et plus de 2,3 M€ à la transition écologique, témoignent d'un engagement fort en faveur d'un cadre de vie amélioré, de mobilités plus sûres et durables, et d'un avenir plus respectueux de l'environnement pour tous.

Par ailleurs, le montant des subventions accordées en 2023 et 2024 s'est élevé à près de 20 M€ par an, contre une moyenne de 11 M€ sur la période 2017-2022. Cet engagement total de 40 M€ sur deux ans entraîne donc une consommation annuelle de crédits très élevée à partir de 2024 et pour les années à venir.



✓ L'habitat

Le Conseil Départemental agit concrètement pour l'amélioration de la qualité de vie des Corréziens et les accompagne à chaque étape clé de leur parcours résidentiel avec une politique habitat qui s'inscrit dans la durée, sur le principe de la prise en compte des enjeux actuels pour répondre aux évolutions sociétales de demain.

Le Département porte depuis juin 2015 un plan de soutien à l'habitat qui a su s'adapter et s'ajuster au fil des années pour intervenir sur l'ensemble des champs du logement à l'attention des propriétaires et des occupants : aides directes pour la rénovation, l'adaptation à la perte d'autonomie.

Pour aider les Corréziens à améliorer la performance énergétique de leurs logements, le Département a lancé en 2023 le programme "Corrèze Bouclier Énergétique", avec des aides concrètes dédiées à la rénovation thermique, à la production d'énergie décarbonée, à l'installation de matériel de régulation et de chauffe-eau thermodynamiques.

En 2024, le Conseil Départemental a encore renforcé son action. Lors de la séance du 12 avril, de nouvelles aides ont été adoptées et développées pour mieux accompagner les seniors et les personnes en situation de handicap, en complément de l'action de Corrèze Autonomie. Deux nouveaux dispositifs ont ainsi été créés : l'aide aux équipements urgents pour le retour à domicile et celle dédiée au confort d'été des seniors.

Par ailleurs, l'engagement du Département s'est élargi pour soutenir l'attractivité des bourgs ruraux. Une aide spécifique aux travaux de rénovation des logements vacants a été mise en place afin de dynamiser le développement local et les actions de revitalisation des centres-bourgs. Enfin, le soutien aux bailleurs sociaux demeure une priorité pour la collectivité.

Cela se traduit concrètement par un niveau de dépenses qui reste élevé en 2024 (1,3 M€ d'aides versées aux propriétaires privés et aux bailleurs sociaux). Grâce à l'intensification des actions menées en 2024 et à la mise en place de nouveaux dispositifs, une hausse du volume des dépenses est attendue en 2025 bien que ces aides restent dépendantes de la conjoncture.

c- Les autres dépenses d'investissement

Les autres dépenses d'investissement s'élèvent à 6,1 M€ en 2024. Nous retrouvons notamment 3 M€ pour le soutien par l'apport de fonds propres sous la forme de titres participatifs en faveur de Corrèze Habitat (second versement après celui de 3 M€ déjà effectué en 2023) mais aussi 2,7 M€ d'opérations pour compte de tiers liées à la réalisation du pôle de Neandertal.

La vue d'ensemble des dépenses d'investissement 2024 est proposée ci-dessous par fonction, conformément à la structure du vote du budget primitif avec la nouvelle nomenclature M57 (hors remboursement du capital des emprunts et remboursement anticipé temporaire).

Description	CA 2024
Services généraux	4 243 005,68
Sécurité	45 374,00
Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	8 096 643,93
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	7 285 264,36
Santé et action sociale (hors RSA)	3 552 116,56
RSA	4 750,00
Aménagement des territoires et habitat	11 829 007,90
Action économique	1 077 612,03
Environnement	3 082 018,60
Transports	36 247 949,47
Autres opérations financières	3 355 318,61
Total	**78 819 061,14**

La ventilation par pôle est quant à elle la suivante :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2019	2020	2021	2022	2023	CA 2024
Action Sociale et Ambition Santé	49 330 €	100 000,00	5 000,00	158 230,77	160 000,00	0,00
Aide Sociale à l'Enfance	472 €	0,00	0,00	605,45	0,00	1 200,00
Archives	111 727 €	105 832,11	108 426,38	104 526,40	108 558,04	104 954,54
Autonomie	123 458 €	1 236,00	0,00	0,00	0,00	650 488,23
Bibliothèque Départementale	200 670 €	199 853,13	194 348,02	234 827,63	200 376,31	199 875,24
Insertion	25 476 €	18 807,00	19 838,50	24 898,00	3 050,00	4 750,00
Culture Patrimoine	17 971 €	9 785,10	18 427,20	40 447,97	34 218,92	68 378,08
Education Jeunesse	111 823 €	101 523,00	143 293,58	115 469,00	155 202,00	158 186,00
Transports Handicapés						
Sport	25 272 €	30 908,17	43 127,02	31 182,50	84 756,97	152 525,22
Musée Jacques Chirac	7 979 €	31 846,53	0,00	22 730,07	81 546,18	140 220,36
PMI Santé	2 943 €	5 471,87	16 524,32	23 098,57	15 967,27	5 421,20
Pôle Cohésion Sociale	677 121 €	**605 262,91**	**548 985,02**	**756 016,36**	**843 675,69**	**1 485 998,87**
Aides aux Communes	14 439 198 €	11 770 191,00	10 880 360,00	12 179 617,00	13 034 208,00	19 196 877,00
Attractivité des territoires	140 181 €	252 603,97	279 491,77	280 242,06	366 674,39	453 402,84
Développement et Promotion du Territoire						264 376,50
Bâtiments	2 603 111 €	2 959 736,70	4 526 606,06	6 060 559,56	6 836 713,42	11 518 590,16
Transition Ecologique	2 170 519 €	2 678 678,07	519 007,10	640 944,97	545 364,94	836 361,60
Habitat	1 690 263 €	1 538 999,00	2 492 605,07	1 801 364,00	4 875 973,00	4 343 538,00
Routes	15 955 380 €	24 860 556,16	25 474 490,91	22 738 932,33	28 625 474,10	32 501 077,79
Système d'information	2 024 125 €	2 177 718,15	1 871 607,26	2 393 013,63	2 873 737,40	4 110 238,28
Pôle Cohésion Territoriale	39 022 777 €	**46 238 483,05**	**46 044 168,17**	**46 094 673,55**	**57 158 145,25**	**73 224 462,17**
Communication	16 877 €	13 339,20	19 983,28	16 193,58	19 997,66	15 910,61
Economie	233 820 €	191 074,00	213 254,74			
Trés Haut Débit	6 734 295 €	1 428 144,83	1 542 398,27	374 681,00	205 252,38	77 544,37
Tourisme	69 724 €	75 176,02	81 545,52	54 919,02	41 722,78	46 219,00
Délégation et Participation citoyenne	202 €	15 252,40	89 112,00	35 264,84	57 384,00	2 792,41
Usage numérique Ordicollèges						
Missions et Communication	**7 054 917 €**	**1 722 986,45**	**1 946 293,81**	**481 058,44**	**324 356,82**	**142 466,39**
Affaires Générales Assemblées	307 131 €	505 623,17	726 932,15	348 444,21	451 014,99	542 129,52
Finances	708 443 €	546 541,04	2 891 236,85	2 019 922,04	1 459 601,30	3 407 729,78
Ressources Humaines	2 879 €	9 999,63	2 131,50	10 721,81	28 721,17	16 274,41
Pole Ressources	**1 018 453 €**	**1 062 163,84**	**3 620 300,50**	**2 379 088,06**	**1 939 337,46**	**3 966 133,71**
TOTAL hors emprunts	**47 773 269 €**	**49 628 896,25**	**52 159 747,50**	**49 710 836,41**	**60 265 515,22**	**78 819 061,14**

III- LES SOLDES DE GESTION

Le résultat de clôture de l'exercice 2024 se présente comme suit :

BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT 19

RESULTAT DE CLOTURE 2024

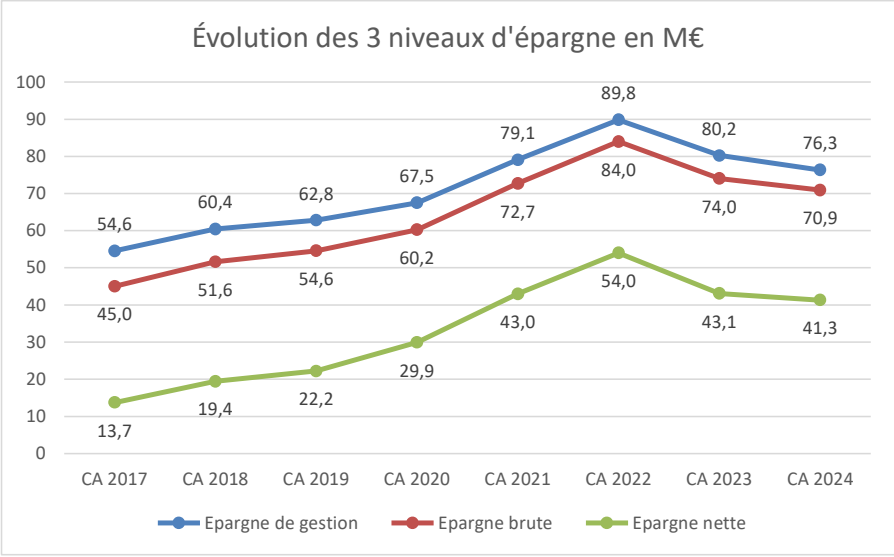
Recettes d'investissement réalisées		101 213 018,75 €
Dépenses d'investissement réalisées		122 267 958,51 €
Résultat brut d'investissement de l'exercice	**-**	**21 054 939,76 €**
Résultat d'investissement antérieur reporté	-	53 498 053,04 €
Solde d'exécution cumulé d'investissement 2024 à reporter (c/ 001 Dépense)	**-**	**74 552 992,80 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		10 000 000,00 €
Besoin de financement de la section d'investissement	-	64 552 992,80 €
Recettes de fonctionnement réalisées		386 349 370,96 €
Dépenses de fonctionnement réalisées		360 988 087,62 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice		**25 361 283,34 €**
Excédent de fonctionnement antérieur reporté		67 633 235,54 €
Solde cumulé de fonctionnement 2024		**92 994 518,88 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Résultat cumulé 2024 avec les restes à réaliser		92 994 518,88 €
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)		**64 552 992,80 €**
Résultat de fonctionnement 2024 à reporter (c/ 002 Recette)		**28 441 526,08 €**

Ainsi le report à nouveau est ramené de 67,6 M€ à 28,4 M€ dans un contexte fort de retour de l'effet ciseaux en fonctionnement, d'augmentation des dépenses d'investissement et d'un désendettement très soutenu.

Les soldes de gestion demeurent tout à fait satisfaisants fin 2024 et restent très proches des niveaux observés fin 2021.

Soldes de gestion en k€	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Recettes de fonctionnement	284 876	288 666	295 058	302 522	313 351	334 943	340 525	346 731
Dépenses de fonctionnement *(hors charges financières)*	230 325	228 237	232 254	235 056	234 266	245 138	260 320	270 397
Epargne de gestion	**54 551**	**60 429**	**62 804**	**67 466**	**79 085**	**89 805**	**80 205**	**76 333**
Charges financières	9 545	8 848	8 222	7 218	6 400	5 845	6 195	5 399
Epargne brute	**45 006**	**51 581**	**54 582**	**60 249**	**72 686**	**83 960**	**74 010**	**70 934**
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	31 284	32 141	32 369	30 310	29 718	29 964	30 915	29 610
Epargne nette	**13 722**	**19 440**	**22 213**	**29 939**	**42 967**	**53 996**	**43 094**	**41 324**
Encours de dette	**343 760**	**336 739**	**317 369**	**312 060**	**285 845**	**270 878**	**239 962**	**210 352**
Evolution de l'endettement	**-11 786**	**-7 021**	**-19 369**	**-5 310**	**-26 214**	**-14 968**	**-30 915**	**-29 610**
Durée de désendettement	**7,64**	**6,53**	**5,81**	**5,18**	**3,93**	**3,23**	**3,24**	**2,97**
Total de désendettement cumulé depuis 2015	**-16 593**	**-23 613**	**-42 983**	**-48 292**	**-74 507**	**-89 475**	**-120 390**	**-150 000**

Après avoir été en constante augmentation depuis 2015, les trois niveaux d'épargne (épargne de gestion, épargne brute et épargne nette) connaissent néanmoins une érosion depuis 2023, avec le retour de l'effet ciseaux auquel sont à nouveau confrontés l'ensemble des Départements.



Une épargne brute solide, témoin des efforts de gestion poursuivis par notre collectivité

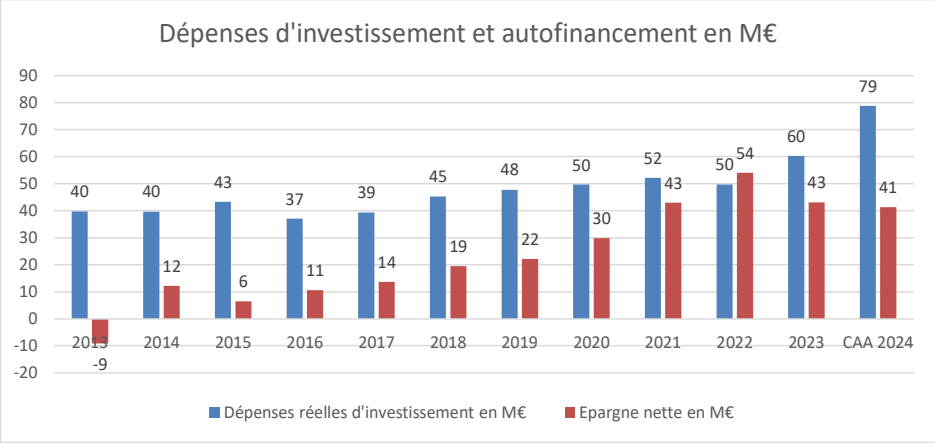
L'épargne brute qui mesure la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement s'établit à 71 M€ en 2024. Elle enregistre une diminution de - 4,2 % par rapport à l'année précédente (74 M€ en 2023) mais ce niveau, qui reste élevé, permet de garantir et de sécuriser le remboursement annuel du capital des emprunts (proche de 30 M€).

Une épargne nette préservée pour garantir la stabilité de l'action publique en faveur des Corréziens

L'épargne nette, qui correspond à l'épargne brute après remboursement du capital de la dette, s'élève à 41,3 M€ fin 2024. Son montant reflète la part des recettes qui ne sont pas mobilisées par la couverture des charges courantes et qui sont donc intégralement disponibles pour investir, après remboursement du capital emprunté. C'est un indicateur important de la santé financière d'une collectivité qui permet d'estimer la capacité de couverture des charges structurelles annuelles et les perspectives d'autofinancement de l'investissement.
Bien qu'en légère diminution par rapport à 2023 (43,1 M€ à l'époque), elle se maintient à un niveau très satisfaisant pour notre Département.

Le maintien d'un haut niveau d'épargne nette est un enjeu prioritaire pour notre Département afin de maintenir notre politique ambitieuse en matière d'investissements tout en poursuivant le désendettement entamé en 2015.

En effet, et comme cela est le cas depuis 2020, les dépenses d'investissement de notre collectivité restent "financées" à hauteur de plus de 52 % par l'épargne nette en 2024 (les autres 48 % résultant pour moitié des diverses recettes d'investissement et pour moitié d'une ponction dans l'excédent global de clôture constitué grâce à la gestion rigoureuse menée depuis bientôt dix ans).
La trajectoire budgétaire demeure donc solide à la fin de cet exercice.



CONCLUSION

Le Compte Administratif pour 2024 affiche un montant de dépenses de fonctionnement en hausse de + 3,48 % pendant que la progression des recettes de fonctionnement est restée inférieure à 2 %. Le retour de l'effet ciseaux observé en 2023 se poursuit donc sur l'exercice 2024.

Pour autant, alors que certains départements ont eu des choix difficiles à faire sur les dépenses "non obligatoires", que ce soit en fonctionnement ou en réduisant leurs investissements et en décalant les projets non engagés, notre Département a réussi à amplifier ses efforts au service de tous les acteurs de son territoire. Une nouvelle fois, les engagements pris ont été tenus, à savoir :

- préserver le modèle social corrézien afin de répondre de manière solidaire et efficace à la demande de proximité et de lien social exprimée par nos concitoyens,
- continuer d'investir pour favoriser l'activité économique, renforcer l'attractivité du territoire et préparer l'avenir. Il en résulte un niveau de dépenses d'investissements "record" de quasiment 79 M€ sur le seul exercice 2024,
- maintenir une situation financière saine et préserver les marges de manœuvre pour le futur. Au-delà de la stabilisation des ratios financiers à leur niveau de 2021 quasiment, la trajectoire de désendettement entamée en 2015 s'est poursuivie en 2024. Le recours à l'emprunt n'a pas été mobilisé pour la seconde année consécutive pendant que nous avons remboursé 30 M€ de capital. Le désendettement cumulé depuis 2015 atteint désormais 150 M€.

Les efforts de gestion devront se poursuivre en 2025 et dans les années qui suivent pour garantir la mise en œuvre de nos priorités essentielles à moyen et long terme. Malgré le contexte et les difficultés financières auxquelles sont à nouveau confrontés les départements, notre volonté reste bien, plus que jamais, d'assumer pleinement nos compétences obligatoires, notamment pour répondre à la demande de solidarités humaine et territoriale exprimée par les Corréziens, tout en préservant les interventions facultatives qui sont tout aussi essentielles au développement équilibré du territoire et au maintien de la cohésion sociale.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/102

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT POUR 2024

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/102 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Considérant que les recettes et les dépenses réalisées par le Département de la Corrèze au cours de l'exercice 2024 s'établissent comme suit :

DEPENSES REALISEES PAR SECTION	**Mouvements budgétaires**
INVESTISSEMENT	122 267 958,51 €
FONCTIONNEMENT	360 988 087,62 €
TOTAL	**483 256 046,13 €**

RECETTES REALISEES PAR SECTION	**Mouvements budgétaires**
INVESTISSEMENT	101 213 018,75 €
FONCTIONNEMENT	386 349 370,96 €
TOTAL	**487 562 389,71 €**

Considérant que les résultats bruts constatés à la clôture de l'exercice 2024 sont arrêtés définitivement à :

INVESTISSEMENT SOLDE D'EXECUTION BRUT 2024	MANDATS EMIS en 2024	TITRES EMIS en 2024	REPRISE RESULTAT EXERCICE ANTERIEUR	solde brut 2024
	122 267 958,51 €	101 213 018,75 €	-53 498 053,04 €	-74 552 992,80 €

FONCTIONNEMENT SOLDE D'EXECUTION BRUT 2024	MANDATS EMIS en 2024	TITRES EMIS en 2024	REPRISE RESULTAT EXERCICE ANTERIEUR	SOLDE BRUT 2024
	360 988 087,62 €	386 349 370,96 €	67 633 235,54 €	92 994 518,88 €
TOTAL				**92 994 518,88 €**

Considérant que les résultats nets de l'exercice 2024 sont les suivants :

SECTIONS/RESULTATS	RESULTATS BRUTS DE CLÔTURE	RESTE A REALISER		SOLDES NET
		DEPENSES	RECETTES	
INVESTISSEMENT	-74 552 992,80 €		10 000 000,00 €	-64 552 992,80 €
FONCTIONNEMENT	92 994 518,88 €			92 994 518,88 €
RESULTAT 2023	**18 441 526,08 €**		**10 000 000,00 €**	**28 441 526,08 €**

Article 1er : le Conseil Départemental approuve le Compte Administratif pour l'exercice 2024.

Article 2 : en application de l'article 107 de la loi NOTRe, figure en annexe 2, une présentation synthétique des principales données financières du Compte Administratif 2024.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 27 voix pour, 10 contre, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de publication : 28 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 22192720500197

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 57

Compte administratif

Voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 6
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 7
C1 - Exécution du budget - Résultats 8
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 9
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 11

II - Présentation générale

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget 13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 14
B - Récapitulation par groupes fonctionnels 15
C1 - Equilibre financier - Investissement 21
C2 - Equilibre financier - Fonctionnement 23
D1 - Balance générale - Dépenses 25
D2 - Balance générale - Recettes 27

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 29
A.900 - Services généraux 32
A.900-5 - Gestion des fonds européens 35
A.901 - Sécurité 36
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 37
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 41
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 44
A.904-4 - RSA 47
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 48
A.906 - Action économique 51
A.907 - Environnement 53
A.908 - Transports 56
A.921 - Taxes non affectées 60
A.922 - Dotations et participations 61
A.923 - Dettes et autres opérations financières 62
A.925 - Opérations patrimoniales 63
A.926 - Transferts entre les sections 64
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 67
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 68
B.930 - Services généraux 71
B.930-5 - Gestion des fonds européens 74
B.931 - Sécurité 75
B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 76
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 79

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 82
B.934-3 - APA 85
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 86
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 87
B.936 - Action économique 90
B.937 - Environnement 92
B.938 - Transports 95
B.940 - Impositions directes 99
B.941 - Autres impôts et taxes 100
B.942 - Dotations et participations 101
B.943 - Opérations financières 102
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 103
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 104
B.946 - Transferts entre les sections 105
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 106

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 107
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 110
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 113
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 114
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 115
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 121
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 127
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 130
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 131
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 134
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 136
A1.908 - Fonction 8 - Transports 139
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 145
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 148
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 158
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 159
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 160
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 167
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 177
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 190
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 191
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 193
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 199
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 203
A2.938 - Fonction 8 - Transports 209

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	221
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	222
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	233
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	235
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	236
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	238
B3.1 - Etat des provisions constituées	240
B3.2 - Etalement des provisions	242
B4 - Etat des charges transférées	243
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	244
B6 - Prêts	245
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	246
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	247
B7.3 - Etat des emprunts garantis	248
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	311
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	312
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	313
B7.8 - Autres engagements donnés	315
B7.9 - Autres engagements reçus	316
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers	317
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes	389
B9 - Etat du personnel	463
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	470
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	474
B11.2 - Liste des établissements publics créés	475
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	476
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées	477
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties	492
B13 - Opérations liées aux cessions	502
B14 - Etat des travaux en régie	503
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	505
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	506

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	507
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	509
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	510

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

C2.1 - Situation des AP 513
C2.2 - Situation des AE 523
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 531
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 535

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 539
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble 540
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement 544
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement 548
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale 552
D6 - Actions de formation des élus 556
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 557
D11 - Décisions en matière de taux 560
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 562

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	247 459

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	546,32

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1343,55
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1545.40
3	Dépenses d'équipement brut / population	211,73
4	Encours de dette / population (2) (3)	850,05
5	DGF / population	219,16
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	21,68%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	94,68%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	13,70%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	55,01%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	18,55%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	483 256 046,13	487 562 389,71	14 135 182,50	A1 18 441 526,08
Investissement	122 267 958,51	101 213 018,75	(2) -53 498 053,04	A2 -74 552 992,80
Dont 1068		43 498 053,04		
Fonctionnement	360 988 087,62	386 349 370,96	(3) 67 633 235,54	A3 92 994 518,88

	RESTES A REALISER (4)				
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	10 000 000,00	B1 10 000 000,00
Investissement	I	0,00	III	10 000 000,00	B2 10 000 000,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	28 441 526,08
Investissement	**A2 + B2**	-64 552 992,80
Fonctionnement	**A3 + B3**	92 994 518,88

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	0,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	10 000 000,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	10 000 000,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A1

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	360 988 087,62	G	386 349 370,96
	Section d'investissement	B	122 267 958,51	H	101 213 018,75
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	67 633 235,54 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	53 498 053,04 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	536 754 099,17	= G + H + I + J	555 195 625,25
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	10 000 000,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	10 000 000,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	360 988 087,62	= G + I + K	453 982 606,50
	Section d'investissement	= B + D + F	175 766 011,55	= H + J + L	111 213 018,75
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	536 754 099,17	= G + H + I + J + K + L	565 195 625,25

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE — A2

TOTAL DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
INVESTISSEMENT	111 100 816,33	11 167 142,18	122 267 958,51	65 458 671,46	35 754 347,29	101 213 018,75
FONCTIONNEMENT	332 474 595,39	28 513 492,23	360 988 087,62	382 423 083,84	3 926 287,12	386 349 370,96
TOTAL REALISATIONS DE L'EXERCICE (1)	443 575 411,72	39 680 634,41	483 256 046,13	447 881 755,30	39 680 634,41	487 562 389,71

(1) Total réalisations = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — B

SECTION	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1) (1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		
		REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N
AP VOTEES	**12 592 012,80**			
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**			
AE VOTEES	**15 558 706,40**			
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**			
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**187 033 802,00**	**175 766 011,55**		**0,00**
90 Opérations ventilées	81 031 649,00	75 463 742,53		0,00
- en AP/CP (2)	76 267 674,62	71 417 802,01		0,00
- hors AP/CP (2)	4 763 974,38	4 045 940,52		0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	3 624 800,00	2 732 185,20		0,00
92 Opérations non ventilées	52 504 099,96	46 804 215,98		0,00
001 Solde exécution invest. reporté	53 498 053,04	53 498 053,04		
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**187 033 802,00**	**101 213 018,75**		**10 000 000,00**
90 Opérations ventilées	13 121 979,00	12 698 263,47		0,00
- Recettes affectées	8 596 157,00	10 929 410,86		0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	4 525 822,00	1 768 852,61		0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	62 050 799,96	45 016 702,24		10 000 000,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00			0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*68 212 970,00*			
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04	43 498 053,04		
001 Solde exécution invest. reporté	0,00	0,00		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**450 584 776,00**	**356 452 816,07**	**4 535 271,55**	**0,00**
93 Services ventilés	318 453 919,00	299 054 253,29	3 503 752,38	0,00
- en AE/CP	13 814 750,78	11 780 893,48	645 183,07	0,00
- hors AE/CP	304 639 168,22	287 273 359,81	2 858 569,31	0,00
94 Services communs non ventilés	63 917 887,00	57 398 562,78	1 031 519,17	0,00
953 Virement à la section d'investissement	*68 212 970,00*			
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**450 584 776,00**	**453 982 606,50**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SECTION	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1) (1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		
		REALISATIONS (mandats et titres émis)	CHARGES / PRODUITS RATTACHES	RESTES A REALISER AU 31/12/N
93 Services ventilés	107 550 362,00	72 265 287,29	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	275 401 178,46	314 084 083,67	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	67 633 235,54	67 633 235,54		

(1) Pour les AP et les AE, indiquer les AP ou AE nouvelles votées ou anciennes modifiées au cours de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE

RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)

II

B

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES						
Dont dépenses imprévues (950)						
AE VOTEES						
Dont dépenses imprévues (952)						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**4 243 005,68**	**0,00**	**45 374,00**	**8 096 643,93**	**7 285 264,36**	**3 552 116,56**
90 Opérations ventilées	4 243 005,68	0,00	45 374,00	8 096 643,93	7 285 264,36	3 552 116,56
- en AP/CP (2)	3 772 715,47	0,00	45 374,00	7 932 997,93	6 594 369,68	1 590 016,54
- hors AP/CP (2)	470 290,21	0,00	0,00	163 646,00	690 894,68	1 962 100,02
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 732 185,20	0,00
92 Opérations non ventilées						
001 Solde exécution invest. reporté						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**265 444,49**	**0,00**	**0,00**	**1 464 436,89**	**1 930 059,72**	**268 510,00**
90 Opérations ventilées	265 444,49	0,00	0,00	1 464 436,89	1 930 059,72	268 510,00
- Recettes affectées	265 444,49	0,00	0,00	1 464 436,89	161 207,11	268 510,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 852,61	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)						
954 Produit des cessions d'immobilisations						
951 Virement de la section de fonctionnement						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés						

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
001 Solde exécution invest. reporté						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**20 429 939,66**	**147 282,02**	**10 659 900,00**	**16 164 712,14**	**7 471 040,93**	**122 223 684,43**
93 Services ventilés	20 429 939,66	147 282,02	10 659 900,00	16 164 712,14	7 471 040,93	122 223 684,43
- en AE/CP	3 589 076,44	0,00	0,00	235 367,64	2 642 813,35	4 223 421,25
- hors AE/CP	16 840 863,22	147 282,02	10 659 900,00	15 929 344,50	4 828 227,58	118 000 263,18
94 Services communs non ventilés						
953 Virement à la section d'investissement						
002 Résultat de fonctionnement reporté						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**2 387 962,02**	**151 078,96**	**0,00**	**1 061 456,71**	**648 923,39**	**27 515 564,10**
93 Services ventilés	2 387 962,02	151 078,96	0,00	1 061 456,71	648 923,39	27 515 564,10
94 Services communs non ventilés						
002 Résultat de fonctionnement reporté						

(1) Pour les AP et les AE, indiquer les AP ou AE nouvelles votées ou anciennes modifiées au cours de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2) — B

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES							
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES							
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**4 750,00**	**11 829 007,90**	**1 077 612,03**	**3 082 018,60**	**36 247 949,47**	
90 Opérations ventilées		4 750,00	11 829 007,90	1 077 612,03	3 082 018,60	36 247 949,47	
- en AP/CP (2)		0,00	11 774 496,32	680 235,53	3 030 342,40	35 997 254,14	
- hors AP/CP (2)		4 750,00	54 511,58	397 376,50	51 676,20	250 695,33	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**4 666 093,30**	**0,00**	**54 236,57**	**4 049 482,50**	
90 Opérations ventilées		0,00	4 666 093,30	0,00	54 236,57	4 049 482,50	
- Recettes affectées		0,00	4 666 093,30	0,00	54 236,57	4 049 482,50	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**30 647 361,00**	**59 238 967,39**	**3 147 785,08**	**4 047 946,53**	**1 622 742,74**	**26 756 643,75**	
93 Services ventilés	30 647 361,00	59 238 967,39	3 147 785,08	4 047 946,53	1 622 742,74	26 756 643,75	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- en AE/CP	0,00	0,00	51 776,62	1 261 410,83	104 914,80	317 295,62	
- hors AE/CP	30 647 361,00	59 238 967,39	3 096 008,46	2 786 535,70	1 517 827,94	26 439 348,13	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**20 000 435,92**	**15 909 937,92**	**919 380,84**	**1 378 626,29**	**360 639,63**	**1 931 281,51**	
93 Services ventilés	20 000 435,92	15 909 937,92	919 380,84	1 378 626,29	360 639,63	1 931 281,51	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Pour les AP et les AE, indiquer les AP ou AE nouvelles votées ou anciennes modifiées au cours de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT — C1

OPERATIONS REELLES ET MIXTES – Réalisations (y compris sur les restes à réaliser N-1)

CHAPITRES	MANDATS	TITRES
90 Opérations ventilées	**75 463 742,53**	**12 698 263,47**
900 Services généraux	4 243 005,68	265 444,49
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	45 374,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	8 096 643,93	1 464 436,89
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	7 285 264,36	1 930 059,72
904 Santé et action sociale (hors RSA)	3 552 116,56	268 510,00
904-4 RSA	4 750,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	11 829 007,90	4 666 093,30
906 Action économique	1 077 612,03	0,00
907 Environnement	3 082 018,60	54 236,57
908 Transports	36 247 949,47	4 049 482,50
909 (Fonction en réserve)		
92 Opérations non ventilées	**35 637 073,80**	**9 262 354,95**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	6 154 890,62
923 Dettes et autres opérations financières	35 637 073,80	3 107 464,33
TOTAL	I **111 100 816,33**	II **21 960 618,42**
BESOIN D'AUTOFINANCEMENT (1)	I - II	**89 140 197,91**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	7 240 855,06	7 240 855,06
926 Transferts entre les sections (2)	*3 926 287,12*	*28 513 492,23*
TOTAL	III **11 167 142,18**	IV **35 754 347,29**
AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE (1)	IV - III	**24 587 205,11**

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III **122 267 958,51**	II + IV **57 714 965,71**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde exécution invest. reporté	V 53 498 053,04	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 43 498 053,04

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V **175 766 011,55**	II + IV + VI + VII **101 213 018,75**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (1)	-74 552 992,80

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT — C2

OPERATIONS REELLES ET MIXTES – Réalisations (y compris sur les restes à réaliser de N-1)

CHAPITRES	MANDATS	TITRES
93 Services ventilés	**302 558 005,67**	**72 265 287,29**
930 Services généraux	20 429 939,66	2 387 962,02
930-5 Gestion des fonds européens	147 282,02	151 078,96
931 Sécurité	10 659 900,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	16 164 712,14	1 061 456,71
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	7 471 040,93	648 923,39
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA)	122 223 684,43	27 515 564,10
934-3 APA	30 647 361,00	20 000 435,92
934-4 RSA / Régularisations de RMI	59 238 967,39	15 909 937,92
935 Aménagement des territoires et habitat	3 147 785,08	919 380,84
936 Action économique	4 047 946,53	1 378 626,29
937 Environnement	1 622 742,74	360 639,63
938 Transports	26 756 643,75	1 931 281,51
939 (Fonction en réserve)		
94 Services communs non ventilés	**29 916 589,72**	**310 157 796,55**
940 Impositions directes	746 370,00	125 516 579,35
941 Autres impôts et taxes	2 366 506,43	87 311 179,26
942 Dotations et participations	0,00	65 590 256,61
943 Opérations financières	5 400 107,13	163 693,70
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	103 606,16	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (1)	21 300 000,00	31 576 087,63
TOTAL des opérations réelles et mixtes	I **332 474 595,39**	II **382 423 083,84**
SOLDE des opérations réelles et mixtes (2)	II - I	**49 948 488,45**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (1)		*28 513 492,23*		*3 926 287,12*
947 Transferts à l'intérieur de la section		0,00		0,00
TOTAL	III	**28 513 492,23**	IV	**3 926 287,12**
AUTOFINANCEMENT DEGAGE (2)	III - IV			**24 587 205,11**

TOTAL DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**360 988 087,62**	II + IV	**386 349 370,96**

RESULTATS ANTERIEURS

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

002 Résultat de fonctionnement reporté de N-1	V	0,00	VI	67 633 235,54

TOTAL CUMULE DE LA SECTION

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**360 988 087,62**	II + IV + VI	**453 982 606,50**
SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION (2) **(recettes – dépenses)**				**92 994 518,88**

(1) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(2) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

	INVESTISSEMENT	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits sans emploi (1)
Dépenses d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**175 766 011,55**	**0,00**	**11 267 790,45**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**119 425 248,96**	**111 100 816,33**	**0,00**	**8 324 432,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	34 118 799,96	32 281 755,19	0,00	1 837 044,77
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	3 861 276,26	3 127 917,19	0,00	733 359,07
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	25 903 070,85	23 065 166,02	0,00	2 837 904,83
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	28 198 713,68	27 295 265,17	0,00	903 448,51
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	19 435 788,21	19 238 458,95	0,00	197 329,26
26	Participations et créances rattachées	3 635 500,00	3 085 500,00	0,00	550 000,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	639 300,00	269 818,61	0,00	369 481,39
018	RSA	8 000,00	4 750,00	0,00	3 250,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	3 624 800,00	2 732 185,20	0,00	892 614,80
Sous total des opérations d'ordre		***14 110 500,00***	***11 167 142,18***		***2 943 357,82***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*5 010 500,00*	*3 926 287,12*		*1 084 212,88*
041	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*	*7 240 855,06*		*1 859 144,94*
001	Solde exécution invest. reporté	53 498 053,04	53 498 053,04		

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12/N.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

	FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis)	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits sans emploi (1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**356 452 816,07**	**4 535 271,55**	**0,00**	**89 596 688,38**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**349 814 206,00**	**327 939 323,84**	**4 535 271,55**	**0,00**	**17 339 610,61**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	26 153 793,52	21 482 679,91	970 646,61	0,00	3 700 467,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	74 403 625,66	72 063 606,62	8 317,47	0,00	2 331 701,57
014	Atténuations de produits	9 625 001,88	9 588 360,53	0,00	0,00	36 641,35
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	112 484 360,77	108 820 487,35	2 524 788,30	0,00	1 139 085,12
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	314 637,00	103 606,16	0,00	0,00	211 030,84
66	Charges financières	5 901 960,00	4 367 712,28	1 031 519,17	0,00	502 728,55
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	329 416,17	326 542,60	0,00	0,00	2 873,57
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	22 000 000,00	21 300 000,00			700 000,00
016	APA	31 600 000,00	30 647 361,00	0,00	0,00	952 639,00
017	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	59 238 967,39	0,00	0,00	7 762 443,61
Sous total des opérations d'ordre		***100 770 570,00***	***28 513 492,23***			***72 257 077,77***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*32 557 600,00*	*28 513 492,23*			*4 044 107,77*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*				
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00			

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12/N.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

	INVESTISSEMENT	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis)	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits sans emploi (1)
Recettes d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**101 213 018,75**	**10 000 000,00**	**75 820 783,25**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**33 665 178,96**	**21 960 618,42**	**10 000 000,00**	**1 704 560,54**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 400 000,00	6 154 890,62	0,00	-754 890,62
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	6 946 157,00	10 812 533,43	0,00	-3 866 376,43
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	14 499 999,96	2 671 306,73	10 000 000,00	1 828 693,23
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (2) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (2)	1 650 000,00	1 737,94	0,00	1 648 262,06
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018) (2)	0,00	115 139,49	0,00	-115 139,49
26	Participations et créances rattachées	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	421 200,00	436 157,60	0,00	-14 957,60
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	4 525 822,00	1 768 852,61	0,00	2 756 969,39
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	150 000,00		0,00	
Sous total des opérations d'ordre		***109 870 570,00***	***35 754 347,29***		***74 116 222,71***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*32 557 600,00*	*28 513 492,23*		*4 044 107,77*
041	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*	*7 240 855,06*		*1 859 144,94*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04	43 498 053,04		0,00
001	Solde exécution invest. reporté	0,00	0,00		

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12/N.

(2) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

	FONCTIONNEMENT	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis)	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12/N	Crédits sans emploi (1)
Recettes de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**453 982 606,50**	**0,00**	**0,00**	**-3 397 830,50**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**377 941 040,46**	**382 423 083,84**	**0,00**	**0,00**	**-4 482 043,38**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	4 406 582,00	5 263 624,93	0,00	0,00	-857 042,93
73	Impôts et taxes (sauf 731)	109 825 161,46	109 131 146,00	0,00	0,00	694 015,46
731	Fiscalité locale	93 406 694,00	97 628 508,66	0,00	0,00	-4 221 814,66
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	76 002 832,00	75 260 796,25	0,00	0,00	742 035,75
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	18 788 069,00	25 699 535,43	0,00	0,00	-6 911 466,43
76	Produits financiers	25 000,00	163 693,70	0,00	0,00	-138 693,70
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	634 456,00	871 858,25	0,00	0,00	-237 402,25
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00	31 576 087,63			-31 576 087,63
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	907 022,00	917 459,15	0,00	0,00	-10 437,15
016	APA	18 290 000,00	20 000 435,92	0,00	0,00	-1 710 435,92
017	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	15 909 937,92	0,00	0,00	39 745 286,08
Sous total des opérations d'ordre		***5 010 500,00***	***3 926 287,12***			***1 084 212,88***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*5 010 500,00*	*3 926 287,12*			*1 084 212,88*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	67 633 235,54	67 633 235,54			

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12/N.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

DEPENSES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI (1)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP
			REALISATIONS (mandats émis)	RESTES A REALISER au 31/12/N			
Dépenses d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**175 766 011,55**	**0,00**	**11 267 790,45**	**74 417 802,01**	**47 850 156,50**
90	**Opérations ventilées**	**81 031 649,00**	**75 463 742,53**	**0,00**	**5 567 906,47**	**71 417 802,01**	**4 045 940,52**
900	Services généraux	4 759 971,95	4 243 005,68	0,00	516 966,27	3 772 715,47	470 290,21
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	157 656,00	45 374,00	0,00	112 282,00	45 374,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	8 240 472,13	8 096 643,93	0,00	143 828,20	7 932 997,93	163 646,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 308 903,37	7 285 264,36	0,00	1 023 639,01	6 594 369,68	690 894,68
904	Santé et action sociale (hors RSA)	4 037 506,31	3 552 116,56	0,00	485 389,75	1 590 016,54	1 962 100,02
904-4	RSA	8 000,00	4 750,00	0,00	3 250,00	0,00	4 750,00
905	Aménagement des territoires et habitat	12 983 669,00	11 829 007,90	0,00	1 154 661,10	11 774 496,32	54 511,58
906	Action économique	1 214 539,00	1 077 612,03	0,00	136 926,97	680 235,53	397 376,50
907	Environnement	4 593 496,00	3 082 018,60	0,00	1 511 477,40	3 030 342,40	51 676,20
908	Transports	36 727 435,24	36 247 949,47	0,00	479 485,77	35 997 254,14	250 695,33
909	Fonction en réserve						
92	**Opérations non ventilées**	**52 504 099,96**	**46 804 215,98**	**0,00**	**5 699 883,98**		**43 804 215,98**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
923	Dettes et autres opérations financières	38 393 599,96	35 637 073,80	0,00	2 756 526,16		32 637 073,80
925	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*	*7 240 855,06*		*1 859 144,94*		*7 240 855,06*
926	*Transferts entre les sections*	*5 010 500,00*	*3 926 287,12*		*1 084 212,88*		*3 926 287,12*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1	**53 498 053,04**					

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI (1)
			REALISATIONS (titres émis)	RESTES A REALISER au 31/12/N	
Recettes d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**101 213 018,75**	**10 000 000,00**	**75 820 783,25**
90	**Opérations ventilées**	**13 121 979,00**	**12 698 263,47**	**0,00**	**423 715,53**
900	Services généraux	150 000,00	265 444,49	0,00	-115 444,49
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 329 667,00	1 464 436,89	0,00	-134 769,89
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 750 312,00	1 930 059,72	0,00	2 820 252,28
904	Santé et action sociale (hors RSA)	52 000,00	268 510,00	0,00	-216 510,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	4 524 000,00	4 666 093,30	0,00	-142 093,30
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	66 000,00	54 236,57	0,00	11 763,43
908	Transports	2 250 000,00	4 049 482,50	0,00	-1 799 482,50
909	Fonction en réserve				
92	**Opérations non ventilées**	**62 050 799,96**	**45 016 702,24**	**10 000 000,00**	**7 034 097,72**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	5 400 000,00	6 154 890,62	0,00	-754 890,62
923	Dettes et autres opérations financières	14 993 199,96	3 107 464,33	10 000 000,00	1 885 735,63
925	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*	*7 240 855,06*		*1 859 144,94*
926	*Transferts entre les sections (2)*	*32 557 600,00*	*28 513 492,23*		*4 044 107,77*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**68 362 970,00**		**0,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement* (3)	*68 212 970,00*			
954	Produit des cessions d'immobilisations (3)	150 000,00		0,00	
922-1068	**Excédents de fonctionnement capitalisés (4)**	**43 498 053,04**	**43 498 053,04**		**0,00**
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**0,00**			

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission d'un titre ou d'un mandat (opération sans réalisation).

(4) Il s'agit des seules écritures d'ordre mixtes au 1068.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) = 1 314 000,00**

Libellé	90-02 Administration générale							
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**4 243 267,49**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 359,20**	**0,00**
Réalisations	**3 764 356,27**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 359,20**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**478 911,22**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**406 827,96**	**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 517,30**	**0,00**
Réalisations	**372 862,90**	**0,00**	**15 910,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 516,70**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**33 965,06**	**0,00**	**4 089,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,60**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**265 444,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**-115 444,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 251 626,69**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 772 715,47**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**478 911,22**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**508 345,26**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 290,21**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 055,05**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 444,49**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-115 444,49**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité | **AP (1) =** **66 000,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**157 656,00**	**0,00**	**0,00**	**157 656,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**45 374,00**	**0,00**	**0,00**	**45 374,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**112 282,00**	**0,00**	**0,00**	**112 282,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AP (1) = 13 472 200,00**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
	90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**947 837,00**	**7 116 388,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**871 842,00**	**7 061 155,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 995,00**	**55 232,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 246,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 646,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 600,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 464 436,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-134 769,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-25 Formation professionnelle												
	90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
						90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME													
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME													
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 064 225,79**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 932 997,93**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 227,86**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 246,34**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 646,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 600,34**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 329 667,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 464 436,89**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-134 769,89**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AP (1) =** **590 208,74**

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**110 462,43**	**734 136,40**	**1 047 577,59**	**3 783 840,53**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**83 058,56**	**727 330,90**	**1 025 149,24**	**2 891 065,29**	**5 011,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**27 403,87**	**6 805,50**	**22 428,35**	**892 775,24**	**9 988,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**75 079,00**	**49 381,44**	**271 220,04**	**172 470,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**69 504,56**	**49 310,52**	**259 097,14**	**160 457,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**5 574,44**	**70,92**	**12 122,90**	**12 013,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 822,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 822,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 786 479,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 852,61	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 739 342,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	2 756 969,39	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**249 051,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900 807,84**	**0,00**
Réalisations	**249 051,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**900 807,84**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**20 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**141 000,00**	**14 000,00**
Réalisations	**10 528,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 448,22**	**11 549,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**9 972,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 551,78**	**2 451,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 490,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 580,71**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 909,29**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**197 124,00**	**527 252,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 565 252,29**
Réalisations	**0,00**	**196 668,37**	**516 227,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 594 369,68**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**455,63**	**11 025,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**970 882,61**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**743 651,08**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**690 894,68**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 756,40**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750 312,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 822,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 930 059,72**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 852,61
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 820 252,28**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 756 969,39

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) | **AP (1) =** **2 395 000,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**344 701,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 994,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**111 707,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**19 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**5 421,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**13 578,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**168 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**-166 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**1 383 188,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**217 037,00**
Réalisations	**1 223 923,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 099,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**159 265,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 938,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**1 322 579,59**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**1 306 190,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**16 389,00**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé		90-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées		90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 944 926,72**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 590 016,54**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**354 910,18**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**0,00**	**0,00**	**635 000,00**	**2 092 579,59**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**82 246,70**	**0,00**	**0,00**	**568 241,53**	**1 962 100,02**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**32 753,30**	**0,00**	**0,00**	**66 758,47**	**130 479,57**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 000,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**268 510,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**-50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-216 510,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 250,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 250,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat | **AP (1) =** **-382 543,32**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
	90-501 Services communs	90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**807 357,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**733 051,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 306,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**9 921 661,00**	**0,00**	**951 500,00**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**9 697 907,32**	**0,00**	**423 855,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**223 753,68**	**0,00**	**527 645,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**212 835,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**44 249,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**168 586,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**4 524 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**4 666 093,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**-142 093,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 034 500,00**	**0,00**	**12 729 018,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**911 683,00**	**0,00**	**11 774 496,32**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 817,00**	**0,00**	**954 521,68**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**41 815,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**254 651,00**
Réalisations	**0,00**	**10 262,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 511,58**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**31 552,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 139,42**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 524 000,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 666 093,30**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-142 093,30**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 906

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) = 164 999,50**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**538,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**332 500,00**	**214 932,00**	**218 219,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279 954,52**	**187 953,00**	**212 328,01**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**538,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 545,48**	**26 979,00**	**5 890,99**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**148 350,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264 376,50**	**133 000,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 623,50**	**15 350,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**766 189,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**680 235,53**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 953,47**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**448 350,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**397 376,50**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 973,50**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) =** **7 635 544,01**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**29 112,00**	**1 920 739,00**	**779 386,00**	**201 653,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**1 620 403,00**	**440 368,00**	**189 974,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**29 112,00**	**300 336,00**	**339 018,00**	**11 679,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME						
Crédits votés (2)	**10 850,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**10 618,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**232,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 224,00**	**0,00**	**1 292 831,20**	**4 336 945,20**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 412,00**	**0,00**	**699 185,40**	**3 030 342,40**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 812,00**	**0,00**	**593 645,80**	**1 306 602,80**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**245 700,00**	**256 550,80**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 057,40**	**51 676,20**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 642,60**	**204 874,60**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 000,00**	**66 000,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 236,57**	**54 236,57**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 763,43**	**11 763,43**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) =** **-12 839 396,13**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**86 261,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**85 271,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**990,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**32 870 899,69**	**0,00**	**3 435 114,00**	**0,00**	**59 560,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**32 848 623,90**	**0,00**	**3 010 573,00**	**0,00**	**52 786,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**22 275,79**	**0,00**	**424 541,00**	**0,00**	**6 774,00**	**0,00**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**275 600,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**250 695,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**24 904,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**2 250 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**4 049 482,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**-1 799 482,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 451 834,93**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 997 254,14**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**454 580,79**
DEPENSES D'EQUIPEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**275 600,31**
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 695,33**
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 904,98**
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Crédits votés (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 250 000,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 049 482,50**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 799 482,50**
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	RAR au 31/12/N	Crédits sans emploi
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	RAR au 31/12/N	Crédits sans emploi
	DEPENSES (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**48 898 053,04**	**49 652 943,66**	**0,00**	**-754 890,62**
10222	FCTVA	5 400 000,00	6 154 890,62	0,00	-754 890,62
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04	43 498 053,04	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Reversement de dotations (trop perçu).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

A 923

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	RAR au 31/12/N	Crédits sans emploi
	DEPENSES	**38 393 599,96**	**35 637 073,80**	**0,00**	**2 756 526,16**
1641	Emprunts en euros	27 300 986,10	27 292 637,56	0,00	8 348,54
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 317 813,90	2 317 810,90	0,00	3,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	4 499 999,96	2 671 306,73	0,00	1 828 693,23
261	Titres de participation	3 635 500,00	3 085 500,00	0,00	550 000,00
2748	Autres prêts	616 500,00	250 000,00	0,00	366 500,00
275	Dépôts et cautionnements versés	22 800,00	19 818,61	0,00	2 981,39
	RECETTES	**14 993 199,96**	**3 107 464,33**	**10 000 000,00**	**1 885 735,63**
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	4 499 999,96	2 671 306,73	0,00	1 828 693,23
261	Titres de participation	72 000,00	0,00	0,00	72 000,00
2741	Prêts aux collectivités et groupements	421 200,00	421 157,60	0,00	42,40
2748	Autres prêts	0,00	15 000,00	0,00	-15 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits sans emploi
	DEPENSES (2)	***9 100 000,00***	***7 240 855,06***	***1 859 144,94***
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*4 500 000,00*	*2 671 306,73*	*1 828 693,27*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*2 700 000,00*	*2 671 306,73*	*28 693,27*
21351	*Bâtiments publics*	*139,27*	*139,27*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*282 597,51*	*281 736,78*	*860,73*
2313	*Constructions*	*110 495,07*	*110 495,07*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*1 472 634,46*	*1 471 736,79*	*897,67*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*34 133,69*	*34 133,69*	*0,00*
	RECETTES (2)	***9 100 000,00***	***7 240 855,06***	***1 859 144,94***
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*2 700 000,00*	*2 671 306,73*	*28 693,27*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*4 500 000,00*	*2 671 306,73*	*1 828 693,27*
2031	*Frais d'études*	*23 676,00*	*23 676,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 876 324,00*	*1 874 565,60*	*1 758,40*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits sans emploi
	DEPENSES DE L'EXERCICE (2)	**5 010 500,00**	**3 926 287,12**	**1 084 212,88**
	Reprises sur autofinancement	**3 373 221,97**	**2 289 009,09**	**1 084 212,88**
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	239 734,09	239 734,09	0,00
13912	*Subv. transf. Régions*	22 520,00	22 520,00	0,00
13913	*Subv. transf. Départements*	61,00	61,00	0,00
139148	*Subv. transf. Autres communes*	2 789,00	2 789,00	0,00
139172	*Subv. transf. FEDER*	48 631,09	48 631,09	0,00
139178	*Autres fonds européens*	2 410,00	2 410,00	0,00
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	1 107 973,88	23 761,00	1 084 212,88
139311	*DGE*	117 064,51	117 064,51	0,00
1393121	*Dotation départementale équip. collèges*	1 329 667,00	1 329 667,00	0,00
139313	*Dot. soutien à l'invest des départements*	502 371,40	502 371,40	0,00
	Charges transférées	**1 637 278,03**	**1 637 278,03**	**0,00**
21351	*Bâtiments publics*	11 005,60	11 005,60	0,00
2151	*Réseaux de voirie*	1 550 222,06	1 550 222,06	0,00
21735	*Installations générales (mise à dispo)*	62 956,07	62 956,07	0,00
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	13 094,30	13 094,30	0,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (3) (4)	**32 557 600,00**	**28 513 492,23**	**4 044 107,77**
	Amortissement des immobilisations	**31 700 000,00**	**27 432 720,92**	**4 267 279,08**
28031	*Frais d'études*	268 484,72	268 484,72	0,00
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	8 333,00	8 333,00	0,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	76 106,00	76 106,00	0,00
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	439 288,80	439 288,80	0,00
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	8 471 108,55	8 471 108,55	0,00
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	117 800,00	117 800,00	0,00
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	2 450 536,55	2 450 536,55	0,00
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	34 126,60	34 126,60	0,00
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	1 846 712,46	1 846 712,46	0,00
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	92 768,52	92 768,52	0,00
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	1 380 893,32	1 380 893,32	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits sans emploi
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	47 861,00	47 861,00	0,00
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	420 636,50	420 636,50	0,00
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	171 696,48	171 696,48	0,00
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	1 714 671,40	1 714 671,40	0,00
280423	*Privé : Projet infrastructure*	1 875,00	1 875,00	0,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	92 407,80	92 407,80	0,00
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	409,00	409,00	0,00
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	984 963,40	984 963,40	0,00
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	19 494,00	19 494,00	0,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	6 943,00	6 943,00	0,00
28128	*Autres aménagements de terrains*	1 080,00	1 080,00	0,00
281311	*Bâtiments administratifs*	781 801,00	781 801,00	0,00
281312	*Bâtiments scolaires*	696 307,00	696 307,00	0,00
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	202 522,00	202 522,00	0,00
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	1 062 124,00	1 062 124,00	0,00
281318	*Autres bâtiments publics*	286 154,39	286 154,39	0,00
281321	*Immeubles de rapport*	332,00	332,00	0,00
281351	*Bâtiments publics*	562 775,40	562 775,40	0,00
281352	*Bâtiments privés*	30 047,00	30 047,00	0,00
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	28 028,00	28 028,00	0,00
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	6 782,00	6 782,00	0,00
28152	*Installations de voirie*	509 297,61	509 297,61	0,00
281533	*Réseaux câblés*	299,00	299,00	0,00
281538	*Autres réseaux*	66 158,00	66 158,00	0,00
281572	*Matériel technique scolaire*	89 254,00	89 254,00	0,00
2815731	*Matériel roulant*	278 968,93	278 968,93	0,00
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	285 679,29	285 679,29	0,00
281578	*Autre matériel technique*	128 338,65	128 338,65	0,00
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	53 866,00	53 866,00	0,00
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	417 728,00	417 728,00	0,00
2817313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad*	1 989,00	1 989,00	0,00
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	50 191,00	50 191,00	0,00
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	5 352,00	5 352,00	0,00
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	459 605,62	459 605,62	0,00
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	283,00	283,00	0,00
28181	*Installations générales, aménagt divers*	16 536,84	16 536,84	0,00
281828	*Autres matériels de transport*	1 115 501,00	1 115 501,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte par nature (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	Crédits sans emploi
281831	*Matériel informatique scolaire*	257 875,50	257 875,50	0,00
281838	*Autre matériel informatique*	716 832,95	716 832,95	0,00
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	43 190,42	43 190,42	0,00
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	75 393,65	75 393,65	0,00
28185	*Matériel de téléphonie*	50 207,35	50 207,35	0,00
28188	*Autres immo. corporelles*	4 714 505,30	447 226,22	4 267 279,08
28281	*Install. générales, agencements (affect)*	57 878,00	57 878,00	0,00
	Autres	**857 600,00**	**1 080 771,31**	**-223 171,31**
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	0,00	178 150,22	-178 150,22
21318	*Autres bâtiments publics*	0,00	19 336,38	-19 336,38
21828	*Autres matériels de transport*	0,00	25 685,75	-25 685,75
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	10 430,00	10 429,57	0,43
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	847 170,00	847 169,39	0,61

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(3) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts (BP + BS + DM + RAR N-1)	RAR au 31/12/N
	RECETTES	**150 000,00**	**0,00**
954	Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III

B

DEPENSES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (1)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE
			REALISATIONS(mandats émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N			
Dépenses de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**356 452 816,07**	**4 535 271,55**	**0,00**	**89 596 688,38**	**12 426 076,55**	**348 562 011,07**
93	**Services ventilés**	**318 453 919,00**	**299 054 253,29**	**3 503 752,38**	**0,00**	**15 895 913,33**	**12 426 076,55**	**290 131 929,12**
930	Services généraux	21 822 577,00	20 200 003,79	229 935,87	0,00	1 392 637,34	3 589 076,44	16 840 863,22
930-5	Gestion des fonds européens	204 000,00	147 282,02	0,00	0,00	56 717,98	0,00	147 282,02
931	Sécurité	10 701 000,00	10 659 900,00	0,00	0,00	41 100,00	0,00	10 659 900,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	16 854 120,00	16 071 298,28	93 413,86	0,00	689 407,86	235 367,64	15 929 344,50
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 185 214,00	7 375 487,26	95 553,67	0,00	714 173,07	2 642 813,35	4 828 227,58
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	123 823 450,00	119 342 114,43	2 881 570,00	0,00	1 599 765,57	4 223 421,25	118 000 263,18
934-3	APA	31 600 000,00	30 647 361,00	0,00	0,00	952 639,00	0,00	30 647 361,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	59 238 967,39	0,00	0,00	7 762 443,61	0,00	59 238 967,39
935	Aménagement des territoires et habitat	3 571 555,21	3 077 627,48	70 157,60	0,00	423 770,13	51 776,62	3 096 008,46
936	Action économique	4 416 535,00	4 040 412,77	7 533,76	0,00	368 588,47	1 261 410,83	2 786 535,70
937	Environnement	2 042 670,00	1 622 462,74	280,00	0,00	419 927,26	104 914,80	1 517 827,94
938	Transports	28 231 386,79	26 631 336,13	125 307,62	0,00	1 474 743,04	317 295,62	26 439 348,13
939	Fonction en réserve							
94	**Services communs non ventilés**	**63 917 887,00**	**57 398 562,78**	**1 031 519,17**	**0,00**	**5 487 805,05**		**58 430 081,95**
940	Impositions directes	746 400,00	746 370,00	0,00	0,00	30,00		746 370,00
941	Autres impôts et taxes	2 393 040,00	2 366 506,43	0,00	0,00	26 533,57		2 366 506,43

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (1)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE
			REALISATIONS(mandats émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N			
942	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
943	Opérations financières	5 905 210,00	4 368 587,96	1 031 519,17	0,00	505 102,87		5 400 107,13
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	315 637,00	103 606,16	0,00	0,00	212 030,84		103 606,16
945	Provisions et autres opérations mixtes (2)	22 000 000,00	21 300 000,00			700 000,00		21 300 000,00
946	*Transferts entre les sections (2)*	*32 557 600,00*	*28 513 492,23*			*4 044 107,77*		*28 513 492,23*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**68 212 970,00**						**0,00**
953	*Virement à la section d'investissement (3)*	*68 212 970,00*						*0,00*
Total des groupes fonctionnels		**450 584 776,00**	**356 452 816,07**	**4 535 271,55**	**0,00**	**89 596 688,38**	**12 426 076,55**	**348 562 011,07**
Pour information : 002 Résultat antérieur reporté N-1		**0,00**						

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

(2) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisation).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

RECETTES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATION (titres émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N (1)	
Recettes de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**453 982 606,50**	**0,00**	**0,00**	**-3 397 830,50**
93	**Services ventilés**	**107 550 362,00**	**72 265 287,29**	**0,00**	**0,00**	**35 285 074,71**
930	Services généraux	1 934 900,00	2 387 962,02	0,00	0,00	-453 062,02
930-5	Gestion des fonds européens	1 318 000,00	151 078,96	0,00	0,00	1 166 921,04
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	837 650,00	1 061 456,71	0,00	0,00	-223 806,71
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	463 248,00	648 923,39	0,00	0,00	-185 675,39
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	24 743 491,00	27 515 564,10	0,00	0,00	-2 772 073,10
934-3	APA	18 290 000,00	20 000 435,92	0,00	0,00	-1 710 435,92
934-4	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	15 909 937,92	0,00	0,00	39 745 286,08
935	Aménagement des territoires et habitat	1 160 500,00	919 380,84	0,00	0,00	241 119,16
936	Action économique	1 370 800,00	1 378 626,29	0,00	0,00	-7 826,29
937	Environnement	313 517,00	360 639,63	0,00	0,00	-47 122,63
938	Transports	1 463 032,00	1 931 281,51	0,00	0,00	-468 249,51
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**275 401 178,46**	**314 084 083,67**	**0,00**	**0,00**	**-38 682 905,21**
940	Impositions directes	126 442 850,46	125 516 579,35	0,00	0,00	926 271,11
941	Autres impôts et taxes	78 539 005,00	87 311 179,26	0,00	0,00	-8 772 174,26
942	Dotations et participations	65 383 823,00	65 590 256,61	0,00	0,00	-206 433,61
943	Opérations financières	25 000,00	163 693,70	0,00	0,00	-138 693,70
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	31 576 087,63			-31 576 087,63
946	*Transferts entre les sections (2)*	*5 010 500,00*	*3 926 287,12*			*1 084 212,88*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des groupes fonctionnels		**382 951 540,46**	**386 349 370,96**	**0,00**	**0,00**	**-3 397 830,50**
Pour information : 002 Résultat antérieur reporté N-1		**67 633 235,54**				

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

(2) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) =** **11 287 406,40**

Libellé	93-02 Administration générale							
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	3 377 981,95		0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
Réalisations	2 879 203,93		0,00	0,00	0,00	0,00	308,17	0,00
Rattachements	182 278,10		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	316 499,92		0,00	0,00	0,00	0,00	1 691,83	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	14 734 911,08	278 175,00	402 600,36	0,00	0,00	0,00	1 103 622,37	0,00
Réalisations	13 846 491,18	269 632,11	330 045,79	0,00	0,00	0,00	1 013 793,55	0,00
Rattachements	25 711,21	0,00	17 976,59	0,00	0,00	0,00	3 969,97	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	862 708,69	8 542,89	54 577,98	0,00	0,00	0,00	85 858,85	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2)	1 008 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	926 000,00	0,00
Réalisations	1 297 046,27	42 820,00	161,16	0,00	0,00	0,00	1 047 719,89	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-288 146,27	-42 820,00	-161,16	0,00	0,00	0,00	-121 719,89	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	1 396 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	1 333 242,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	62 757,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	214,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-214,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	527 286,24	0,00	0,00	0,00	0,00	3 907 268,19
Réalisations	527 286,24	0,00	0,00	0,00	0,00	3 406 798,34
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 278,10
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	318 191,75
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 915 308,81
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 793 205,45
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 657,77
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 074 445,59
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 934 900,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 387 962,02
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-453 062,02

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) =** 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-058 FEADER	93-058 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	204 000,00	0,00	0,00	0,00	204 000,00
Réalisations	147 282,02	0,00	0,00	0,00	147 282,02
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	56 717,98	0,00	0,00	0,00	56 717,98
RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
Crédits votés (2)	1 318 000,00	0,00	0,00	0,00	1 318 000,00
Réalisations	151 078,96	0,00	0,00	0,00	151 078,96
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	1 166 921,04	0,00	0,00	0,00	1 166 921,04

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité | **AE (1) =** 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	10 660 000,00	0,00	41 000,00	10 701 000,00
Réalisations	0,00	0,00	10 650 000,00	0,00	9 900,00	10 659 900,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	10 000,00	0,00	31 100,00	41 100,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) =** 20 000,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
	93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	65 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	59 309,40	0,00	0,00	0,00	176 058,24	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	5 690,60	0,00	0,00	0,00	23 941,76	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	11 178 079,75	0,00	0,00	0,00	5 018 146,25	0,00	0,00	124 893,68	0,00
Réalisations	10 719 785,27	0,00	0,00	0,00	4 815 650,25	0,00	0,00	124 893,68	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	13 025,31	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	458 294,48	0,00	0,00	0,00	189 470,69	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	37 650,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	90 965,61	0,00	0,00	0,00	959 201,95	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-53 315,61	0,00	0,00	0,00	-159 201,95	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-25 Formation professionnelle												
	93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
						93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT													
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT													
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT													
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 367,64
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 632,36
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	6 187,00	0,00	258 441,32	0,00	0,00	3 372,00	0,00	0,00	16 589 120,00
Réalisations	6 187,00	0,00	166 042,44	0,00	0,00	3 372,00	0,00	0,00	15 835 930,64
Rattachements	0,00	0,00	80 388,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 413,86
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	12 010,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	659 775,50
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	837 650,00
Réalisations	0,00	0,00	11 263,15	0,00	0,00	0,00	26,00	0,00	1 061 456,71
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	-11 263,15	0,00	0,00	0,00	-26,00	0,00	-223 806,71

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AE (1) =** 2 136 300,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	1 466 834,55	0,00	22 088,55	376 545,12	18 429,92	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	1 453 000,79	0,00	13 480,56	235 279,60	8 395,69	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	3 111,97	40 531,00	4 298,09	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	13 833,76	0,00	5 496,02	100 734,52	5 736,14	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	2 748 000,00	757 060,00	47 786,24	139 374,20	587 151,73	122 446,73	0,00	0,00	0,00
Réalisations	2 634 925,89	556 550,60	43 824,72	131 859,72	392 463,08	65 636,33	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	776,24	46 836,37	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	113 074,11	200 509,40	3 961,52	7 514,48	193 912,41	9 974,03	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	66 000,00	0,00	37 748,00	119 944,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	70 452,71	5 121,04	32 609,73	195 567,25	47 700,98	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	-4 452,71	-5 121,04	5 138,27	-75 623,25	-40 700,98	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	2 985,45	0,00	681 300,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	2 985,45	0,00	661 730,20
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 569,80
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	13 972,65	66 408,00	774 330,86
Réalisations	0,00	0,00	0,00	13 221,90	62 001,21	761 783,32
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	750,75	4 406,79	12 547,54
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	154 556,00	3 000,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	154 556,00	3 000,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	2 788 183,59
Réalisations	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	2 594 872,29
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 941,06
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 370,24
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	82 500,00	58 000,00	0,00	0,00	0,00	5 397 030,41
Réalisations	0,00	82 500,00	35 848,20	0,00	0,00	0,00	4 780 614,97
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 612,61
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	22 151,80	0,00	0,00	0,00	568 802,83
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	463 248,00
Réalisations	0,00	72 540,00	67 375,68	0,00	0,00	0,00	648 923,39
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	2 460,00	-67 375,68	0,00	0,00	0,00	-185 675,39

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | **AE (1) =** **2 247 220,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	1 792 819,00	601 821,00	278 150,74	0,00	280 220,40	364 050,00
Réalisations	1 753 586,88	496 000,63	271 937,83	0,00	274 351,62	279 660,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	260,86	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	39 232,12	105 820,37	6 212,91	0,00	5 607,92	84 390,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	102 854,00	54 066,42	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-102 854,00	13 933,58	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	248 206,39	0,00	190 335,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	139 868,65	0,00	156 756,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	33 952,22	0,00	7 314,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	74 385,52	0,00	26 264,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	28 975 850,74	37 832,90	1 603 208,69	787 329,07	15 589 909,46	0,00	0,00	0,00
Réalisations	28 450 686,17	37 832,90	1 450 634,37	735 780,82	14 234 031,79	0,00	0,00	0,00
Rattachements	1 871,05	0,00	89 261,66	51 363,10	1 338 801,24	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	523 293,52	0,00	63 312,66	185,15	17 076,43	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2)	1 040 450,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	1 348 878,14	0,00	66 874,67	1 412 358,92	17 159,04	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	57 121,40	0,00	4 076 990,00	255 505,51	4 828 158,40
Réalisations	0,00	0,00	55 945,31	0,00	3 335 601,64	159 562,09	3 847 733,74
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	324 760,44	9 660,00	375 687,51
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	1 176,09	0,00	416 627,92	86 283,42	604 737,15
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	125 192,76	632 669,40	15 676 832,92	70 000,00	50 935 104,52	1 244 300,00	118 995 291,60
Réalisations	125 192,76	632 669,40	15 207 048,68	54 241,31	50 317 465,87	1 173 259,66	115 494 380,69
Rattachements	0,00	0,00	464 112,84	0,00	560 211,74	0,00	2 505 882,49
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	5 671,40	15 758,69	57 426,91	71 040,34	995 028,42
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
Crédits votés (2)	150 000,00	7 552 966,00	3 740 041,00	0,00	11 578 034,00	264 000,00	24 743 491,00
Réalisations	111 770,00	7 936 920,53	2 945 453,12	200,00	13 453 529,26	65 500,00	27 515 564,10
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA | **AE (1) =** 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT					
Crédits votés (2)	12 643,19	15 287 856,81	930 000,00	15 369 500,00	31 600 000,00
Réalisations	6 853,80	14 816 783,39	902 600,56	14 921 123,25	30 647 361,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	5 789,39	471 073,42	27 399,44	448 376,75	952 639,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
Crédits votés (2)	17 800 000,00	450 000,00	20 500,00	19 500,00	18 290 000,00
Réalisations	19 116 391,02	829 212,40	36 408,93	18 423,57	20 000 435,92
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-1 316 391,02	-379 212,40	-15 908,93	1 076,43	-1 710 435,92

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	106 868,00	19 100,00	190 000,00	791 188,00	0,00	890 500,00	64 963 405,00	40 350,00	67 001 411,00
Réalisations	89 527,00	18 100,00	190 000,00	680 449,33	0,00	854 610,35	57 375 186,01	31 094,70	59 238 967,39
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	17 341,00	1 000,00	0,00	110 738,67	0,00	35 889,65	7 588 218,99	9 255,30	7 762 443,61
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00	55 005 224,00	0,00	55 655 224,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	688 685,38	0,00	0,00	15 221 252,54	0,00	15 909 937,92
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	-38 685,38	0,00	0,00	39 783 971,46	0,00	39 745 286,08

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) =** **-937 602,98**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
	93-501 Services communs	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	1 560 060,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	1 518 776,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	41 283,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	145 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	51 383,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	94 416,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	1 071 461,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	744 484,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	70 157,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	256 819,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	1 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	764 853,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	240 146,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	394,21	0,00	0,00	0,00	146 194,21
Réalisations	0,00	393,02	0,00	0,00	0,00	51 776,62
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	1,19	0,00	0,00	0,00	94 417,59
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	561 550,00	0,00	0,00	232 288,99	3 425 361,00
Réalisations	0,00	549 268,16	0,00	0,00	213 321,00	3 025 850,86
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 157,60
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	12 281,84	0,00	0,00	18 967,99	329 352,54
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	155 500,00	0,00	0,00	0,00	1 160 500,00
Réalisations	0,00	154 527,60	0,00	0,00	0,00	919 380,84
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	972,40	0,00	0,00	0,00	241 119,16

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 936

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) =** 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 288,60	1 218 700,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 288,60	1 207 588,47
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 533,76
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 577,77
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	1 432 435,00	0,00	911 434,72	565 176,68
Réalisations	0,00	0,00	0,00	1 396 689,17	0,00	854 903,72	310 470,61
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	35 745,83	0,00	56 531,00	254 706,07
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
Crédits votés (2)	1 366 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
Réalisations	1 374 897,27	0,00	0,00	162,54	0,00	0,00	3 566,48
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-8 097,27	0,00	0,00	-162,54	0,00	0,00	433,52

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 264 988,60
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 253 877,07
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 533,76
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 577,77
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	242 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 151 546,40
Réalisations	224 472,20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 786 535,70
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	18 027,80	0,00	0,00	0,00	0,00	365 010,70
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 370 800,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 378 626,29
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-7 826,29

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) =** **450 776,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	972 426,32	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
Réalisations	709 248,35	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	263 177,97	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2)	33 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	38 455,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-4 755,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	10 300,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	10 203,48	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	96,52	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 480,00	215 480,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 914,80	104 914,80
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 565,20	110 565,20
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 900,00	0,00	820 363,68	1 827 190,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 893,44	0,00	784 022,67	1 517 547,94
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280,00	280,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 006,56	0,00	36 061,01	309 362,06
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279 817,00	313 517,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322 184,31	360 639,63
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-42 367,31	-47 122,63

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) =** **354 606,98**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	206 276,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	116 767,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	31 742,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	57 766,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	14 923 989,32	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	14 220 490,05	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	140,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	703 359,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	29 356,31	890,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	-24 356,31	-890,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT							
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	193 201,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	168 785,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	24 416,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	6 466 070,68	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	5 892 433,05	0,00	0,00	141 011,05	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	57 987,69	0,00	0,00	35 437,20	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	515 649,94	0,00	0,00	173 551,75	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
Crédits votés (2)	0,00	0,00	1 458 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations	0,00	0,00	1 841 057,35	0,00	0,00	59 977,54	0,00	0,00
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	-383 025,35	0,00	0,00	-59 977,54	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	399 477,79
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 552,98
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 742,64
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 182,17
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT HORS LE CADRE D'UNE AUTORISATION D'ENGAGEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 831 909,00
Réalisations	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 345 783,15
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 564,98
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 392 560,87
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Crédits votés (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 463 032,00
Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 931 281,51
Rattachements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits sans emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-468 249,51

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes votées dans l'exercice.

(2) Total des crédits votés (BP + BS + DM + RAR N-1).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**746 400,00**	**746 370,00**	**0,00**	**0,00**	**30,00**
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	635 970,00	635 961,00	0,00	0,00	9,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	110 430,00	110 409,00	0,00	0,00	21,00
	RECETTES	**126 442 850,46**	**125 516 579,35**	**0,00**	**0,00**	**926 271,11**
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 750 666,00	2 812 164,00	0,00	0,00	-61 498,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	24 367 023,00	24 760 201,35	0,00	0,00	-393 178,35
73221	FNGIR	5 869 922,00	5 869 922,00	0,00	0,00	0,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	4 810 000,00	5 155 315,00	0,00	0,00	-345 315,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	74 450 059,00	72 968 831,00	0,00	0,00	1 481 228,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	12 925 180,46	12 668 026,00	0,00	0,00	257 154,46
7358	Autres	1 270 000,00	1 282 120,00	0,00	0,00	-12 120,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « Crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**2 393 040,00**	**2 366 506,43**	**0,00**	**0,00**	**26 533,57**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	293 040,00	293 039,43	0,00	0,00	0,57
7392251	Prélèv. fonds national péréquat° DMTO	2 100 000,00	2 073 467,00	0,00	0,00	26 533,00
	RECETTES	**78 539 005,00**	**87 311 179,26**	**0,00**	**0,00**	**-8 772 174,26**
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	25 000 000,00	28 021 453,00	0,00	0,00	-3 021 453,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	3 500 000,00	3 444 893,92	0,00	0,00	55 106,08
731421	TICPE - LRL	4 825 000,00	4 882 700,29	0,00	0,00	-57 700,29
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	32 064 005,00	33 113 195,69	0,00	0,00	-1 049 190,69
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	10 500 000,00	11 186 932,00	0,00	0,00	-686 932,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	2 650 000,00	6 662 004,36	0,00	0,00	-4 012 004,36

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**65 383 823,00**	**65 590 256,61**	**0,00**	**0,00**	**-206 433,61**
74121	Dotation forfaitaire des départements	21 050 000,00	21 166 825,00	0,00	0,00	-116 825,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	14 100 000,00	14 177 291,00	0,00	0,00	-77 291,00
741223	Dotation compensation départements	18 889 848,00	18 889 848,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	110 000,00	122 317,61	0,00	0,00	-12 317,61
74621	DGD des départements	2 728 326,00	2 728 326,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	6 478 080,00	6 478 080,00	0,00	0,00	0,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 027 569,00	2 027 569,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (2)
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**5 905 210,00**	**4 368 587,96**	**1 031 519,17**	**0,00**	**505 102,87**
627	Services bancaires et assimilés	3 200,00	825,68	0,00	0,00	2 374,32
6358	Autres droits	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 801 960,00	5 618 105,51	0,00	0,00	183 854,49
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	-1 250 393,23	1 031 519,17	0,00	268 874,06
6688	Autres	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
	RECETTES	**25 000,00**	**163 693,70**	**0,00**	**0,00**	**-138 693,70**
761	Produits de participations	0,00	13 235,22	0,00	0,00	-13 235,22
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	104 399,00	0,00	0,00	-104 399,00
7688	Autres	25 000,00	46 059,48	0,00	0,00	-21 059,48

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	1 031 519,17
	- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-1 250 393,23
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	-218 874,06
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATIONS	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12	
	DEPENSES	**315 637,00**	**103 606,16**	**0,00**	**0,00**	**212 030,84**
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65861	Frais de personnel	313 137,00	102 894,84	0,00	0,00	210 242,16
65862	Matériel, équipement et fournitures	1 500,00	711,32	0,00	0,00	788,68
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI (2)
	DEPENSES (3)	**22 000 000,00**	**21 300 000,00**	**700 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	21 000 000,00	21 000 000,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 000 000,00	300 000,00	700 000,00
	RECETTES (3)	**0,00**	**31 576 087,63**	**-31 576 087,63**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	31 423 524,42	-31 423 524,42
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	152 563,21	-152 563,21

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article /compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI (2)
	DEPENSES (3) (5)	**32 557 600,00**	**28 513 492,23**	**4 044 107,77**
	Dotations aux amortissements et provisions	***32 547 170,00***	***28 279 890,31***	***4 267 279,69***
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*31 700 000,00*	*27 432 720,92*	*4 267 279,08*
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	*847 170,00*	*847 169,39*	*0,61*
	Autres	***10 430,00***	***233 601,92***	***-223 171,92***
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	*10 430,00*	*10 429,57*	*0,43*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*45 022,13*	*-45 022,13*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*178 150,22*	*-178 150,22*
	RECETTES (4) (5)	**5 010 500,00**	**3 926 287,12**	**1 084 212,88**
	Reprises sur autofinancement	***3 373 221,97***	***2 289 009,09***	***1 084 212,88***
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*3 373 221,97*	*2 289 009,09*	*1 084 212,88*
	Transfert de charges	***1 637 278,03***	***1 637 278,03***	***0,00***
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	*13 094,30*	*13 094,30*	*0,00*
722	*Immobilisations corporelles*	*1 624 183,73*	*1 624 183,73*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « Crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES REALISATIONS	CREDITS SANS EMPLOI (2)
	DEPENSES (3)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	RECETTES (3)	***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Lorsque la colonne « Crédits sans emploi » fait apparaître, en recettes, un montant négatif, cela signifie que les réalisations ont été supérieures aux recettes votées.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**4 243 005,68**	**0,00**	**45 374,00**	**8 096 643,93**	**7 285 264,36**	**3 552 116,56**	**4 750,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 437 114,40	0,00	0,00	343 430,75	92 246,20	1 117 563,35	0,00
204	Subventions d'équipement versées	126 435,57	0,00	45 374,00	1 536 780,00	2 120 867,82	446 093,00	4 750,00
21	Immobilisations corporelles	1 577 486,13	0,00	0,00	1 823 971,09	663 886,29	1 915 777,95	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	1 101 969,58	0,00	0,00	4 392 462,09	1 676 078,85	72 682,26	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 732 185,20	0,00	0,00
RECETTES		**265 444,49**	**0,00**	**0,00**	**1 464 436,89**	**1 930 059,72**	**268 510,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	263 717,69	0,00	0,00	1 461 062,26	143 580,71	268 510,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 066,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	660,00	0,00	0,00	3 374,63	17 626,40	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 852,61	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**11 829 007,90**	**1 077 612,03**	**3 082 018,60**	**36 247 949,47**		**111 100 816,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		32 281 755,19
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	540,00	0,00	62 421,24	74 601,25		3 127 917,19
204	Subventions d'équipement versées	11 783 586,21	1 077 612,03	2 865 058,39	3 063 359,00		23 069 916,02
21	Immobilisations corporelles	44 881,69	0,00	154 538,97	21 114 723,05		27 295 265,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	11 995 266,17		19 238 458,95
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		3 085 500,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		269 818,61
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		2 732 185,20
RECETTES		**4 666 093,30**	**0,00**	**54 236,57**	**4 049 482,50**		**65 458 671,46**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		49 652 943,66
13	Subventions d'investissement	4 666 093,30	0,00	54 189,36	3 955 380,11		10 812 533,43
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 671 306,73
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	47,21	623,93		1 737,94
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	93 478,46		115 139,49
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		436 157,60
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		1 768 852,61

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale							
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**4 137 219,17**	**0,00**	**15 910,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 875,90**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	1 433 320,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	3 794,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	236 369,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	32 389,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 516,70	0,00
2152	Installations de voirie	108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	40 713,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	511 241,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	560 623,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	49 385,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	38 478,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 749,75	0,00	15 910,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	28 646,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 017 978,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 359,20	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	126 435,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	5 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	41 435,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**265 444,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	263 717,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	1 066,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 243 005,68**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 433 320,40
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 794,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 369,13
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 905,70
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 713,89
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	511 241,30
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	560 623,31
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 385,49
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 478,95
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 660,36
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 646,60
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026 337,75
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 435,57
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 550,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 435,23
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 444,49**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	263 717,69
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 066,80
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	660,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**45 374,00**	**0,00**	**0,00**	**45 374,00**
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	45 374,00	0,00	0,00	45 374,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
		90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**871 842,00**	**7 224 801,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	229 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	30 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	681 424,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	277 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	11 879,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	18 514,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	96 307,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	337 970,75	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 460,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	192 348,30	0,00	0,00	0,00	0,00
21572	Matériel technique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	267 212,10	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	4 524,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	77 651,24	0,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	827 733,30	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	341 759,55	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	6 411,60	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	105 111,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 219,80	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	777 893,90	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 579 660,90	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	160 000,00	31 486,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	34 907,29	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 464 436,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	125 182,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 213,26	0,00	0,00	0,00	0,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 374,63	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-25 Formation professionnelle												
		90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
							90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21572	Matériel technique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	90-25 Formation professionnelle												
		90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
							90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 096 643,93**
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	229 400,00
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 418,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	681 424,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 352,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 879,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 514,00
20431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 307,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	337 970,75
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 460,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 348,30
21572	Matériel technique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 212,10
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 524,00
217312	Bâtiments scolaires (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 651,24
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	827 733,30
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	341 759,55
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 411,60
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 111,20
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 219,80
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	777 893,90
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 579 660,90
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 486,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 907,29
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 464 436,89**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 182,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 213,26
133121	Dotation départementale équip. collèges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 374,63

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**83 058,56**	**796 835,46**	**1 074 459,76**	**3 150 162,43**	**165 468,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	10 335,00	0,00	0,00	5 011,37	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	318 645,00	69 997,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	6 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	33 799,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	83 058,56	0,00	0,00	6 587,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	20 767,38	24 098,84	31 208,75	26 819,74	0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	48 979,56	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	32 969,63	2 379,34	4 174,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	27 775,92	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	2 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	197 495,90	0,00	99 943,17	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	119 525,00	780 488,68	94 321,38	33 694,33	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	133 918,11	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	252 474,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	68 411,87	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	2 732 185,20	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 786 479,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	17 626,40	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 852,61	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**259 579,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 031 256,06**	**11 549,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	531,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	605 733,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	11 807,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	22 015,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 549,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	5 781,84	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 800,00	0,00	0,00	0,00	130 448,22	0,00
2313	Constructions	249 051,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	248 840,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**143 580,71**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	122 518,08	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	21 062,63	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**196 668,37**	**516 227,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 285 264,36**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	1 229,00	0,00	0,00	0,00	17 106,37
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	337 688,00	0,00	0,00	0,00	1 332 063,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 807,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 319,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 049,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 899,45
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 646,20
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 676,55
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 979,56
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 522,97
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 775,92
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 016,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	435 687,29
2313	Constructions	0,00	196 668,37	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473 748,87
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 918,11
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	177 310,00	0,00	0,00	0,00	678 624,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 411,87
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 732 185,20
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 930 059,72**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122 518,08
13172	Subv. transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 062,63
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 626,40
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 768 852,61

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**5 421,20**	**0,00**	**0,00**	**232 994,00**	**0,00**
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	114 113,00	0,00
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	76 100,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	2 277,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	5 421,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	40 504,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**168 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	168 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**2 530 114,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**133 099,00**
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 234,00
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	1 114 909,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	457 082,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	535 474,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21352	Bâtiments privés	184 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	145 629,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	2 268,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	14 023,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	2 482,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	819,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	13 829,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	58 852,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 865,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**82 246,70**	**0,00**	**0,00**	**568 241,53**	**3 552 116,56**
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 347,00
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 100,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 277,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 654,26	1 117 563,35
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457 082,06
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	535 474,63
21352	Bâtiments privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184 742,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 629,90
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 967,18	506 967,18
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 329,08	10 329,08
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352,71	352,71
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 347,08	43 615,87
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 591,22	20 614,73
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 482,46
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 246,70	0,00	0,00	0,00	8 487,33
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 829,31
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 852,95
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	226 369,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**268 510,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 510,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 750,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	4 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-501 Services communs	90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**733 051,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	30 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	702 507,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13313	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13413	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**9 742 156,50**	**0,00**	**423 855,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	154 861,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	4 874 811,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	17 532,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	7 722,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	847,00	0,00	423 855,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	134 063,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	1 770 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	134 600,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	626 542,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	32 366,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	604,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 648,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	1 985 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**4 666 093,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	51 500,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13313	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	1 587 866,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13413	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	3 026 727,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**10 262,40**	**0,00**	**911 683,00**	**0,00**	**11 829 007,90**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 861,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 874 811,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 544,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 532,89
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 722,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 702,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 063,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 770 690,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 600,32
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	911 683,00	0,00	1 546 225,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 366,88
21533	Réseaux câblés	0,00	10 262,40	0,00	0,00	0,00	10 262,40
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	604,14
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 648,27
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 687 835,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 666 093,30**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 500,12
13313	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 587 866,16
13413	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 026 727,02

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279 954,52**	**452 329,50**	**345 328,01**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 033,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 920,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 109,01
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	11 130,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	94 200,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	43 865,61	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	113 758,91	0,00	13 219,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	264 376,50	33 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 077 612,03**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 033,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 920,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 109,01
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 130,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 200,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 865,61
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 977,91
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 376,50
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**10 618,80**	**1 620 403,00**	**440 368,00**	**189 974,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	930,00	4 089,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	137 436,00	217 770,00	189 974,00	0,00	0,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	19 330,00	7 240,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	191 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	65 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	32 254,00	211 269,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	10 293,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	325,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	1 173 661,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 412,00**	**0,00**	**740 242,80**	**3 082 018,60**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 421,24	62 421,24
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 019,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 500,00	0,00	0,00	613 680,00
20415332	ADM : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
20415341	IC : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 570,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 279,00	0,00	0,00	197 459,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 633,00	0,00	0,00	71 245,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243 523,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 227,46	28 227,46
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 144,30	72 144,30
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422 529,63	422 529,63
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 291,67	82 291,67
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 313,10	32 313,10
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 827,20	22 120,80
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 488,20	17 813,40
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 173 661,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 236,57**	**54 236,57**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 294,16	3 294,16
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 895,20	50 895,20
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47,21	47,21

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		**85 271,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	74 601,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	10 669,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**33 099 319,23**	**0,00**	**3 010 573,00**	**0,00**	**52 786,00**	**0,00**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 696,00	0,00	47 186,00	0,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 679 877,00	0,00	0,00	0,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	85 881,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	151 364,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	176 177,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	19 942 007,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	163 921,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	17 864,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	167 316,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	7 164,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	623 810,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	2 551,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	3 239,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	398 024,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	9 213 108,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	348 610,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	91 755,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	2 035 522,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**4 049 482,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	3 176 538,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	778 842,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	623,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	315,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	93 162,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 247 949,47**
2041481	Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 882,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 679 877,00
20415331	ADM : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 881,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 364,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 601,25
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 177,67
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 942 007,50
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 921,12
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 864,06
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	167 316,70
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 164,72
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 810,85
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 221,43
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 239,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	398 024,32
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 213 108,77
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	348 610,87
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 755,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 035 522,21
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 049 482,50**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 176 538,11
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	778 842,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623,93
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315,69
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 162,77

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**20 429 939,66**	**147 282,02**	**10 659 900,00**	**16 164 712,14**	**7 471 040,93**	**122 223 684,43**	**30 647 361,00**
011	Charges à caractère général	5 752 904,02	4 384,83	0,00	642 829,86	1 519 687,01	7 258 657,64	5 972,59
012	Charges de personnel et frais assimilés	11 310 657,25	142 897,19	0,00	10 627 390,66	2 622 211,31	29 098 005,89	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	477 052,88	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 363 591,84	0,00	10 659 900,00	4 894 491,62	3 328 932,61	85 360 564,31	30 636 677,80
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	2 786,55	0,00	0,00	0,00	210,00	29 403,71	4 710,61
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 387 962,02**	**151 078,96**	**0,00**	**1 061 456,71**	**648 923,39**	**27 515 564,10**	**20 000 435,92**
013	Atténuations de charges	91 985,25	0,00	0,00	0,00	31 870,58	1 806,25	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	808 525,08	0,00	0,00	89 651,60	458 212,86	1 428 666,32	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	29 772,50	151 078,96	0,00	928 308,02	39 717,57	8 123 551,15	19 116 391,02
75	Autres produits de gestion courante	1 371 989,30	0,00	0,00	43 336,84	119 122,38	17 313 014,73	883 053,65
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	85 689,89	0,00	0,00	160,25	0,00	648 525,65	991,25

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**59 238 967,39**	**3 147 785,08**	**4 047 946,53**	**1 622 742,74**	**26 756 643,75**		**332 474 595,39**
011	Charges à caractère général	19 196,08	491 224,59	50 746,16	112 196,56	6 619 820,17		22 478 495,19
012	Charges de personnel et frais assimilés	823 057,10	1 950 691,79	1 617 573,05	696 230,97	14 006 265,98		72 894 981,19
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	200 121,65	6 091 349,00		9 588 360,53
65	Autres charges de gestion courante	58 379 234,87	705 868,70	2 379 627,32	614 099,06	38 200,19		200 361 188,32
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		103 606,16
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 399 231,45
67	Charges spécifiques	17 479,34	0,00	0,00	94,50	1 008,41		348 732,55
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		21 300 000,00
RECETTES		**15 909 937,92**	**919 380,84**	**1 378 626,29**	**360 639,63**	**1 931 281,51**		**382 423 083,84**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	791 797,07		917 459,15
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	154 527,60	1 378 463,75	52 528,19	893 049,53		5 263 624,93
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		109 131 146,00
731	Fiscalité locale	10 720 224,00	593 900,41	0,00	0,00	0,00		108 348 732,66
74	Dotations et participations	682 572,00	90 000,00	0,00	308 111,44	0,00		95 059 759,27
75	Autres produits de gestion courante	4 355 270,29	80 952,83	162,54	0,00	108 952,45		30 937 859,37
76	Produits financiers	151 871,63	0,00	0,00	0,00	0,00		315 565,33
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	137 482,46		872 849,50
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		31 576 087,63

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**16 933 684,42**	**269 632,11**	**348 022,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 018 071,69**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	76,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	14 606,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	439 285,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	13 490,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	249 251,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	73 420,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	99,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	21 612,13	0,00	973,35	0,00	0,00	0,00	59,65	0,00
6064	Fournitures administratives	77 908,05	0,00	1 163,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	6 287,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	33 031,99	0,00	61 568,00	0,00	0,00	0,00	437,68	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	14 480,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	917 863,82	0,00
6132	Locations immobilières	38 991,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	30 194,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	9 730,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	6 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	28 708,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 761,98	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 501,20	0,00
61551	Entretien matériel roulant	150 204,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 609,80	0,00	360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	779 650,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	267 479,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	440 552,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	12 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	33 405,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	118 915,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
6188	Autres frais divers	79 609,19	0,00	3 327,24	0,00	0,00	0,00	259,68	0,00
6218	Autre personnel extérieur	4 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	115 140,26	0,00	14 430,00	0,00	0,00	0,00	3 725,68	0,00
6228	Divers	14 467,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	17 796,00	0,00	75 559,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	113 604,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	684,00	0,00	114 340,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	9 504,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	1 332,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 678,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	331,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	78 205,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	254 411,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	394 646,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	76 914,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	64 096,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	190 308,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628721	Remb. frais aux BA/régies sans ps.morale	7 230,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	16 465,30	0,00	3 983,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	62 997,01	0,00	41 667,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	26 046,00	887,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	75 417,74	1 977,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	39 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 462,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	3,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	4 619 419,00	43 767,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	40 031,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	51 036,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 493 838,98	48 008,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	1 063 268,42	68 255,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	6 352,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	384 194,63	37 667,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	225 747,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 080 844,00	48 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 651 217,63	19 392,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale							
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	87 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	30 095,00	980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	147 732,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	36 916,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	16 962,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	3 088,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	25 344,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 080,00	175,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	658 529,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	544 567,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	102 332,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	6 335,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	12 272,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 786,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 297 046,27**	**42 820,00**	**161,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 047 719,89**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	989,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	90 995,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	4 981,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	649 572,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	153 755,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478218	Autres group., coll. statut particulier	29 772,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	160 410,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 046 695,14	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	2 044,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	161 653,38	0,00	161,16	0,00	0,00	0,00	1 024,75	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	42 869,89	42 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 333 242,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	5 663,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628721	Remb. frais aux BA/régies sans ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	927 821,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	65 010,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	96 720,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	236 697,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	640,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**214,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	214,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478218	Autres group., coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES		**527 286,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 429 939,66**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76,72
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 606,68
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 285,61
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 490,97
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	249 251,18
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 420,48
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99,50
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 645,13
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 071,65
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 287,92
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 037,67
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 480,01
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	917 863,82
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 991,73
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 194,51
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 730,55
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 480,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 470,39
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 501,20
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 204,83
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 969,80
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	779 650,67
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267 479,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	440 552,30
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 654,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 405,62
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 915,52

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 859,63
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 750,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 295,94
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 467,15
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 355,46
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 604,87
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 024,20
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 504,21
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 332,46
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,20
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331,70
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 205,97
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	254 411,45
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394 646,55
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 914,64
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 096,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 308,27
628721	Remb. frais aux BA/régies sans ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 230,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 449,21
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 664,38
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 933,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 394,74
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 202,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,77
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 663 186,16
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 031,25
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 036,83
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 541 846,98
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 524,08
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 352,35
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 861,67
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 747,93
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 129 367,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 670 609,88
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 328,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 075,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 732,96
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 916,88
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 962,54
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 088,31
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	927 821,02
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 355,19
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 720,78
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 697,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	690,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	640,25
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 255,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	94 239,05	0,00	0,00	0,00	0,00	94 239,05
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	433 047,19	0,00	0,00	0,00	0,00	1 091 576,19
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	544 567,83
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 332,86
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 335,80
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 272,56
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 786,55
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 387 962,02**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	989,47
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 995,78
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 981,44
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649 572,95
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 970,69
7478218	Autres group., coll. statut particulier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 772,50
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 207 105,68
75883	Excédents sur opérations de gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 044,33
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 839,29
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 689,89

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		**147 282,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 282,02**
6184	Versements à des organismes de formation	4 364,83	0,00	0,00	0,00	4 364,83
6251	Voyages, déplacements et missions	20,00	0,00	0,00	0,00	20,00
6331	Versement mobilité	379,00	0,00	0,00	0,00	379,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	846,00	0,00	0,00	0,00	846,00
64111	Rémunération principale titulaires	76 727,10	0,00	0,00	0,00	76 727,10
64112	SFT, indemnité de résidence	1 102,68	0,00	0,00	0,00	1 102,68
64118	Autres indemnités	14 866,72	0,00	0,00	0,00	14 866,72
64131	Rémunérations	7 343,03	0,00	0,00	0,00	7 343,03
64138	Primes et autres indemnités	1 513,00	0,00	0,00	0,00	1 513,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 726,00	0,00	0,00	0,00	13 726,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	25 673,66	0,00	0,00	0,00	25 673,66
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	420,00	0,00	0,00	0,00	420,00
6488	Autres	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
RECETTES		**151 078,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 078,96**
74771	Participation Fonds social européen	151 078,96	0,00	0,00	0,00	151 078,96

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**10 650 000,00**	**0,00**	**9 900,00**	**10 659 900,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	10 650 000,00	0,00	0,00	10 650 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	9 900,00	9 900,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
		93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES		**10 779 094,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 004 733,80**	**0,00**	**0,00**	**124 893,68**	**0,00**
60636	Habillement et vêtements de travail	59 309,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	96 975,51	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	176 058,24	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	1 858,32	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	910,56	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	63 818,18	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	249,90	0,00	0,00	0,00	29 141,77	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	59 928,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	31 915,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	430,88	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	44 487,38	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 551,72	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 516,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	58 712,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	24 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	62 199,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	5 833 390,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	42 289,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	35 894,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 276 065,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	319 699,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	2 433,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	74 783,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	956 751,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 959 332,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	31 041,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
		93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
6488	Autres	9 313,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 893,68	0,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	364,19	0,00	0,00	0,00	0,00
655111	Dotation fonctionnement collèges publics	0,00	0,00	0,00	0,00	3 560 392,09	0,00	0,00	0,00	0,00
655122	Dotation fonctionnement lycées privés	0,00	0,00	0,00	0,00	891 169,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	61 682,67	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**90 965,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**959 201,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	51 572,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	38 079,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74881	Particip. familles restau, hébergt	0,00	0,00	0,00	0,00	928 282,02	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	1 314,01	0,00	0,00	0,00	30 919,93	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655111	Dotation fonctionnement collèges publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655122	Dotation fonctionnement lycées privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74881	Particip. familles restau, hébergt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**6 187,00**	**0,00**	**246 430,99**	**0,00**	**0,00**	**3 372,00**	**0,00**	**0,00**	**16 164 712,14**
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 309,40
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 975,51
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 058,24
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 858,32
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	910,56
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 818,18
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 391,67
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 928,42
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 915,47
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430,88
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 487,38
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 551,72
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 516,40
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,87
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 712,84
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 197,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 199,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 833 390,96
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 289,10
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 894,63
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276 065,31
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 699,70
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 433,19

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_OPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 783,85
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 751,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 959 332,67
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 041,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 313,25
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 372,00	0,00	0,00	128 265,68
65181	Primes, dots	6 187,00	0,00	246 430,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 617,99
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	364,19
655111	Dotation fonctionnement collèges publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 560 392,09
655122	Dotation fonctionnement lycées privés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	891 169,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 682,67
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**11 263,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26,00**	**0,00**	**1 061 456,71**
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 572,46
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 079,14
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,00	0,00	26,00
74881	Particip. familles restau, hébergt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	928 282,02
75888	Autres	0,00	0,00	11 102,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 336,84
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	160,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160,25

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**2 634 925,89**	**2 009 551,39**	**43 824,72**	**148 452,25**	**669 049,92**	**125 166,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60225	Livres, disques, cassettes (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	11 102,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6028	Autres achats stockés et autres approv.	0,00	0,00	0,00	0,00	8 382,14	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	28 790,61	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	1 594,20	532,62	967,56	792,97	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	12 830,63	33 933,88	193 899,26	72 797,38	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	25 513,68	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	953,29	0,00	157,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	138,00	0,00	14 499,60	2 176,38	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	249,34	5,00	384,18	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	6 260,67	1 819,14	0,00	9 682,87	4 498,28	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	11 061,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	7 431,50	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	802,20	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	360,00	0,00	266,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	612,00	72 345,23	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	1 684,61	6 525,10	40 374,86	6 231,50	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	1 062,00	0,00	7 273,01	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	26 508,70	814,80	6 259,95	123 485,58	10 811,95	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	30 545,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	11 210,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	786,00	0,00	9 551,74	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	13 637,68	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	21 746,83	9 530,00	3 947,52	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	35 217,13	2 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	3 947,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	8 595,60	510,00	5 124,12	8 136,30	23 950,83	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	250 498,37	1 450,00	1 564,80	9 585,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	5 600,00	0,00	0,00	16 088,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	4 415,00	0,00	109,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	1 166,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	18 171,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	180,79	0,00	0,00	305,19	6,05	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	275,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	9 159,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	76 570,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	975,25	1 028,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	780,00	7 354,00	540,00	190,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	5 468,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	15 304,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	16 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	2 811,85	308,00	1 706,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 248 649,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	10 619,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	11 699,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	309 598,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	235 081,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	1 126,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	61 254,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	10 924,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	266 906,00	3 081,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	427 143,40	766,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 043,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	2 017,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	7 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	3 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	7 038,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65181	Primes, dots	0,00	510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	16 768,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	227 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	102 063,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	1 075 470,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	50 642,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	3 671,25	0,00	0,00	0,00	376,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**70 452,71**	**5 121,04**	**32 609,73**	**195 567,25**	**47 700,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	30 141,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	1 728,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	20 040,02	0,00	0,00	69 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	38 741,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	9 165,68	0,00	0,00	28 730,81	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	52 754,53	12 029,32	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	15 217,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	6 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	776,92	5 121,04	4 892,16	8 134,92	23 671,66	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 207,35**	**62 001,21**	**1 423 513,52**
60225	Livres, disques, cassettes (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6028	Autres achats stockés et autres approv.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	290,88	7 753,86
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	30,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002,24
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	16 207,35	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	1 867,33	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00	300,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 076,72
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 154,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 221,00	8 547,50
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	46 192,00	3 461,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 096,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	1 366 422,20
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 556,00**	**3 000,00**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	154 556,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**82 500,00**	**255 848,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 471 040,93**
60225	Livres, disques, cassettes (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 102,57
6028	Autres achats stockés et autres approv.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 382,14
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 790,61
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 887,35
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 461,15
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 573,68
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111,22
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 813,98
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638,52
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 305,70
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 061,64
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 461,50
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	802,20
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 628,64
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 957,23
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 816,07
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 335,01
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	184 088,33
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 545,86
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 210,03
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 337,74
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 505,01
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 924,35
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 197,13
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 947,30

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 393,57
6238	Divers	0,00	0,00	23 848,20	0,00	0,00	0,00	290 146,77
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 688,10
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 524,70
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 166,30
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 171,28
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	492,03
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 159,23
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 570,99
6284	Redevances pour services rendus	0,00	82 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 500,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 003,25
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 864,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 468,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 304,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 456,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 826,83
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 248 649,63
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 619,38
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 699,39
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	309 598,70
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 081,01
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126,06
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 254,71
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 924,95
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269 987,10
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	427 909,75
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 043,38
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 017,25
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 648,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 880,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 192,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 768,57
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 500,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 068,50
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 653,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 159,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	232 000,00	0,00	0,00	0,00	2 679 392,20
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 642,09
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 047,25
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	210,00
RECETTES		**0,00**	**72 540,00**	**67 375,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**648 923,39**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 141,99
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 728,59
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 556,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 695,02
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	72 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 281,50
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 896,49
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 783,85
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 217,57
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	65 485,68	0,00	0,00	0,00	65 485,68
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 150,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	1 890,00	0,00	0,00	0,00	44 486,70

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**1 753 586,88**	**496 000,63**	**271 937,83**	**0,00**	**274 612,48**	**279 660,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	10 256,75	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	0,00	920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	4 890,46	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	1 217,40	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	152,95	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	211,20	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	8 496,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	6 876,24	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	16 062,86	37 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	9 763,63	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	28 346,44	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	753,99	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	8 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 485,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	252,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	13 927,02	0,00	0,00	0,00	497,20	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	5 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	802 329,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	9 567,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 061,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	105 477,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64123	Indemnités d'attente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	300 218,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	1 794,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	31 651,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	175 803,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	273 719,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	5 047,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65111	Famille et enfance	0,00	0,00	271 937,83	0,00	0,00	0,00
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65113	Personnes âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 175,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65211	Frais de scolarité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65212	Frais périscolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6522	Accueil familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6523	Frais d'hospitalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652413	Lieux de vie et d'accueil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652414	Foyers de jeunes travailleurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652418	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	122 299,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7498	Autres revers./dotations, participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**102 854,00**	**54 066,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	46 066,42	0,00	0,00	0,00	0,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478141	Part autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478142	Part prévention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	102 854,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**28 626 378,09**	**37 832,90**	**1 703 966,93**	**787 143,92**	**15 572 833,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	148,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	7 211,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	16 733,86	0,00	144 838,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	362,76	0,00	11 308,93	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	34,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	143,54	0,00	555,80	0,00	6 974,97	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	346,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 147,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	0,00	6 354,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	3 075,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	1 320,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	6 939,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	769 341,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	164 603,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	17 979,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	11 588,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 789,00	0,00	43 964,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	3 248,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	382,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	152 830,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	53 946,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	220 869,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	16 062,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	31 506,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	293,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 179,16	0,00	296 313,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	1 188,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	142,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	10 609,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	37 508,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	379,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	125 813,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	726,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	142 864,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	2 751,59	0,00	715 679,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	6 711,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	66 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	165 179,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	6 709 108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	64 598,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	45 434,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 389 848,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64121	Rémunération principale	6 668 160,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64123	Indemnités d'attente	109 696,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	80 339,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	1 861 345,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	2 656 306,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	26 054,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	418 532,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 895 594,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 709 505,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	82 546,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	105 225,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	2 183,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	156,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	19 210,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65111	Famille et enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65113	Personnes âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	680,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	52 555,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65134	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65181	Primes, dots	78 631,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65211	Frais de scolarité	74 570,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65212	Frais périscolaires	0,00	0,00	49 532,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6522	Accueil familial	746 944,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6523	Frais d'hospitalisation	0,00	12 340,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 566 300,00	0,00	0,00	0,00
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	0,00	0,00	0,00	5 687 560,64	0,00	0,00	0,00
652413	Lieux de vie et d'accueil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482 740,14	0,00	0,00	0,00
652414	Foyers de jeunes travailleurs	0,00	0,00	0,00	0,00	79 332,55	0,00	0,00	0,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 022 096,86	0,00	0,00	0,00
652418	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	3 590 535,94	0,00	0,00	0,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	789,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	16 521,54	0,00	0,00	17 646,07	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	5 600,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	119 453,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	1 073,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	6 400,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7498	Autres revers./dotations, participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**1 348 878,14**	**0,00**	**66 874,67**	**1 412 358,92**	**17 159,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	949,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	856,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	66,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	838 077,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	121 128,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	5 795,56	0,00	0,00	463 599,20	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	381 777,20	0,00	0,00	749 103,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478141	Part autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478142	Part prévention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	0,00	0,00	155 019,93	0,00	0,00	0,00	0,00
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	0,00	0,00	7 009,68	0,00	0,00	0,00	0,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	59 824,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	308,37	0,00	6 127,43	37 455,11	17 159,04	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	841,84	0,00	0,00	172,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**125 192,76**	**632 669,40**	**15 727 106,83**	**54 241,31**	**54 538 039,69**	**1 342 481,75**	**122 223 684,43**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148,98
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 211,20
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 572,81
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 671,69
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34,95
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 931,06
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346,44
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 147,33
60661	Médicaments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 274,33
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 890,46
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 292,83
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 320,30
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 092,40
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	3 660 362,08	165 800,14	4 875 504,07
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	267,92	164 871,28
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211,20
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 496,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 979,97
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 588,40
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 753,12
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 248,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 258,81
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 830,44
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	45 822,20	0,00	0,00	0,00	45 822,20

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 039,93
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 763,63
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 346,44
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 869,38
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 062,96
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 834,17	121 340,17
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	293,51
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 246,61
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	9 955,91	0,00	0,00	1 188,00	13 195,91
6234	Réceptions	0,00	0,00	167,20	0,00	0,00	0,00	309,56
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 239,02
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 485,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,70	37 614,12
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	631,39
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	337,36	0,00	140 574,79
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	726,89
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 864,16
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	20 282,00	0,00	0,00	0,00	738 712,97
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 711,91
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	195,00	0,00	72 435,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	446,00	0,00	175 730,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	41 166,74	0,00	7 552 603,77
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	27,48	0,00	74 194,13
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 496,72
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	10 513,06	0,00	1 505 839,51
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 668 160,65
64123	Indemnités d'attente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 696,00
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 339,48
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 861 345,67
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 603,18	0,00	2 960 127,96
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 848,63
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	450 884,41
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 797,00	0,00	4 078 594,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DRT_BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	13 758,92	0,00	2 996 983,83
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	218,00	0,00	87 811,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 225,90
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 183,52
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 480,33
65111	Famille et enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 937,83
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00	0,00	0,00	5 340 242,37	0,00	5 340 242,37
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00	0,00	0,00	438 463,26	0,00	438 463,26
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00	0,00	0,00	874 155,70	0,00	874 155,70
65113	Personnes âgées	125 192,76	489 970,71	469 734,38	0,00	0,00	0,00	1 084 897,85
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 855,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	54 241,31	0,00	0,00	106 796,39
65134	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	23 650,80	0,00	23 650,80
65181	Primes, dots	0,00	0,00	1 630 867,54	0,00	0,00	0,00	1 709 498,81
65211	Frais de scolarité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 570,83
65212	Frais périscolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 532,67
6522	Accueil familial	0,00	0,00	34 927,07	0,00	354 242,35	0,00	1 136 114,24
6523	Frais d'hospitalisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 340,18
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 566 300,00
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 687 560,64
652413	Lieux de vie et d'accueil	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482 740,14
652414	Foyers de jeunes travailleurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 332,55
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 022 096,86
652418	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 590 535,94
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00	0,00	0,00	40 145 414,07	0,00	40 145 414,07
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00	12 625 922,21	0,00	0,00	0,00	12 625 922,21
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00	1 932,00	0,00	0,00	0,00	1 932,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	127 805,29	0,00	0,00	26 457,48	0,00	155 051,95
6542	Créances éteintes	0,00	4 543,40	0,00	0,00	0,00	0,00	4 543,40
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 500,00	470 500,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 467,46

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	65 000,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 400,00	112 000,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	0,00	0,00	687 394,00	0,00	0,00	0,00	687 394,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	0,00	0,00	89 493,60	0,00	0,00	0,00	89 493,60
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	13 344,00	0,00	976 164,61	0,00	989 508,61
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	10 350,00	75 372,40	0,00	2 119 267,35	443 385,82	2 767 828,57
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	1 892,61	0,00	0,00	0,00	1 892,61
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 073,17
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 670,60
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	4 999,71	0,00	24 404,00	0,00	29 403,71
7498	Autres revers./dotations, participations	0,00	0,00	0,00	0,00	477 052,88	0,00	477 052,88
RECETTES		**111 770,00**	**7 936 920,53**	**2 945 453,12**	**200,00**	**13 453 529,26**	**65 500,00**	**27 515 564,10**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	949,66
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	856,59
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66,05
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838 077,51
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 128,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469 394,76
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 140 380,20
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 066,42
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	0,00	0,00	2 851 972,49	0,00	2 851 972,49
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	0,00	0,00	477 052,88	0,00	477 052,88
7478141	Part autonomie	111 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 770,00
7478142	Part prévention	0,00	0,00	725 859,28	0,00	0,00	0,00	725 859,28
747818	Autres	0,00	0,00	1 453 452,84	0,00	1 110 043,04	64 000,00	2 730 349,88
747888	Autres	0,00	0,00	40 100,00	0,00	0,00	0,00	40 100,00
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 019,93
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	2 067 865,73	0,00	0,00	1 150 147,81	0,00	3 225 023,22
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	5 863 151,67	0,00	0,00	7 775 782,90	0,00	13 638 934,57
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 824,60

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
75888	Autres	0,00	0,00	103 757,00	0,00	69 405,46	0,00	234 212,41
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	5 903,13	622 284,00	200,00	19 124,68	0,00	648 525,65

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**6 853,80**	**14 816 783,39**	**902 600,56**	**14 921 123,25**	**30 647 361,00**
6236	Catalogues et imprimés	0,00	5 972,59	0,00	0,00	5 972,59
6511411	APA	0,00	689 063,56	0,00	0,00	689 063,56
651142	APA versée au bénéficiaire	0,00	14 118 255,38	0,00	0,00	14 118 255,38
651143	APA versée bénef. en étab.	0,00	0,00	902 600,56	0,00	902 600,56
651144	APA versée à l'étab.	0,00	0,00	0,00	14 921 123,25	14 921 123,25
6541	Créances admises en non-valeur	2 143,19	3 491,86	0,00	0,00	5 635,05
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 710,61	0,00	0,00	0,00	4 710,61
RECETTES		**19 116 391,02**	**829 212,40**	**36 408,93**	**18 423,57**	**20 000 435,92**
747811	Dotation versée au titre de l'APA	19 116 391,02	0,00	0,00	0,00	19 116 391,02
7533	APA	0,00	497 536,40	35 417,68	18 423,57	551 377,65
7574	Subv. fonc. perso., asso. et orga. privé	0,00	331 676,00	0,00	0,00	331 676,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	991,25	0,00	991,25

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**89 527,00**	**18 100,00**	**190 000,00**	**680 449,33**	**0,00**	**854 610,35**	**57 375 186,01**	**31 094,70**	**59 238 967,39**
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00	168,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 799,04	0,00	0,00	2 799,04
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	8 378,83	0,00	0,00	0,00	0,00	8 378,83
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96,00	96,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 754,21	0,00	0,00	7 754,21
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 786,00	0,00	0,00	2 786,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 873,00	0,00	0,00	4 873,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451 215,56	0,00	0,00	451 215,56
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 300,82	0,00	0,00	4 300,82
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 212,13	0,00	0,00	75 212,13
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 781,63	0,00	0,00	39 781,63
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,48	0,00	0,00	27,48
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 783,33	0,00	0,00	12 783,33
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 621,00	0,00	0,00	78 621,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 362,15	0,00	0,00	150 362,15
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 434,00	0,00	0,00	2 434,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	660,00	0,00	0,00	660,00
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 877 114,35	0,00	54 877 114,35
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 701 362,65	0,00	1 701 362,65
65173	RSA - Versements facultatifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	727 335,75	0,00	727 335,75
65181	Primes, dots	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 830,70	30 830,70
65188	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 988,80	0,00	9 988,80
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 340,69	0,00	36 340,69
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 136,60	0,00	2 136,60
65568	Autres contributions	0,00	0,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
6568	Autres participations	89 527,00	18 100,00	0,00	672 070,50	0,00	0,00	0,00	0,00	779 697,50
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 427,83	0,00	3 427,83
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 479,34	0,00	17 479,34

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**688 685,38**	**0,00**	**0,00**	**15 221 252,54**	**0,00**	**15 909 937,92**
731421	TICPE - LRL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 720 224,00	0,00	10 720 224,00
74783	Fonds mobilisation départ. insertion	0,00	0,00	0,00	682 572,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682 572,00
75342	Allocations forfaitaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 336 117,43	0,00	4 336 117,43
75343	Allocations forfaitaires majorées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 850,48	0,00	2 850,48
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 189,00	0,00	10 189,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	6 113,38	0,00	0,00	0,00	0,00	6 113,38
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 871,63	0,00	151 871,63

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-501 Services communs	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**1 518 776,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	499,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	11 926,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	59 529,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	36 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	3 198,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	3 663,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 149,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	681 954,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	8 173,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	4 430,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	192 981,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-501 Services communs	93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
64131	Rémunérations	96 390,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	3 306,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	32 140,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	137 491,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	232 471,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	4 069,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	1 742,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**866 025,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	1 040,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	89,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	13 197,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	42 907,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	2 351,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	23 377,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	12 434,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	44 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	2 028,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	1 715,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	180 319,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	4 461,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	7 641,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	15 202,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	13 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	5 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	131,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	10 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	152 099,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	49 371,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	27 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	153 057,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**764 853,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	0,00	0,00	593 900,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	80 952,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**549 661,18**	**0,00**	**0,00**	**213 321,00**	**3 147 785,08**
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040,74
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89,84
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 197,90
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 907,20
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 351,25
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	393,02	0,00	0,00	0,00	393,02
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 377,39
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	499,90
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 926,14
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 434,03
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 429,34
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 028,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 375,88
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 319,38
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 461,74
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 641,50
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 202,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	5 539,46	0,00	0,00	0,00	8 737,92
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 595,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 225,00
6331	Versement mobilité	0,00	1 502,00	0,00	0,00	0,00	5 165,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	3 348,00	0,00	0,00	0,00	11 497,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131,42
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	157 679,09	0,00	0,00	0,00	839 633,80
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	27,48	0,00	0,00	0,00	8 201,15
64113	NBI	0,00	1 476,84	0,00	0,00	0,00	5 907,36

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
64118	Autres indemnités	0,00	60 824,01	0,00	0,00	0,00	253 805,62
64131	Rémunérations	0,00	139 806,58	0,00	0,00	0,00	236 197,17
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	1 107,54	0,00	0,00	0,00	4 413,70
64138	Primes et autres indemnités	0,00	39 685,43	0,00	0,00	0,00	71 825,57
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	76 211,00	0,00	0,00	0,00	213 702,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	59 774,73	0,00	0,00	0,00	292 245,92
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	1 671,00	0,00	0,00	0,00	5 740,00
6488	Autres	0,00	615,00	0,00	0,00	0,00	2 357,50
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 300,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	213 321,00	365 420,26
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 371,42
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 720,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 057,02
	RECETTES	**0,00**	**154 527,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**919 380,84**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	4 527,60	0,00	0,00	0,00	4 527,60
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	593 900,41
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 952,83

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 396 689,17**	**0,00**	**901 192,32**	**1 525 592,84**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602,97
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 050,66
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 484,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 218,47
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 854,72
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 208,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579,20
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278,20
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 676,91
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	2 934,00	0,00	0,00	619,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	6 520,00	0,00	0,00	1 375,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	648 025,02	0,00	0,00	136 312,92
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	7 368,28	0,00	0,00	457,91
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	11 856,87	0,00	0,00	2 953,68
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	155 204,03	0,00	0,00	43 334,63
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	94 196,00	0,00	0,00	19 981,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	216 675,47	0,00	0,00	45 739,57
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	3 257,00	0,00	0,00	686,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	1 217,50	0,00	0,00	180,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 434,72	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	843 469,00	44 000,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	249 435,00	0,00	14 841,76	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 446,84	0,00

Accusé de réception en Préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 185 000,00
RECETTES		**1 374 897,27**	**0,00**	**0,00**	**162,54**	**0,00**	**0,00**	**3 566,48**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 566,48
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 374 897,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	162,54	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**224 472,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 047 946,53**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602,97
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 050,66
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 484,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 218,47
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 854,72
6184	Versements à des organismes de formation	1 997,26	0,00	0,00	0,00	0,00	1 997,26
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 208,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579,20
6251	Voyages, déplacements et missions	3 795,77	0,00	0,00	0,00	0,00	4 073,97
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 676,91
6331	Versement mobilité	692,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 245,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 548,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 443,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	784 337,94
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 826,19
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 810,55
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 538,66
64131	Rémunérations	127 314,82	0,00	0,00	0,00	0,00	127 314,82
64132	SFT, indemnité de résidence	1 271,04	0,00	0,00	0,00	0,00	1 271,04
64138	Primes et autres indemnités	34 009,80	0,00	0,00	0,00	0,00	34 009,80
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	45 307,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 484,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 765,51	0,00	0,00	0,00	0,00	270 180,55
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	771,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 714,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 397,50
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 434,72
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	887 469,00
6568	Autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 276,76
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 446,84

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 185 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 378 626,29**
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 566,48
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 374 897,27
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162,54

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**709 248,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180,00**	**0,00**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 365,10	0,00	0,00	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	8 652,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 774,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 957,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	338 806,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	2 061,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	2 658,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	95 507,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	47 862,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	929,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	18 582,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250410-CDD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
6453	Cotisations aux caisses de retraites	111 717,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	1 972,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	177,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**38 455,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	38 455,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**10 203,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	10 203,48	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 893,44**	**0,00**	**889 217,47**	**1 622 742,74**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,29	9 000,29
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 238,48	3 238,48
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 742,31	1 742,31
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 393,80	0,00	0,00	4 393,80
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 203,48
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 510,80	7 510,80
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 545,10
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00	2 700,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 842,33	33 842,33
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 676,80	10 676,80
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 493,48	1 493,48
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 684,00	3 684,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413,77	413,77
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 652,28
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	600,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 499,64	0,00	0,00	9 499,64
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 774,76
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 957,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 806,99
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 061,99
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 658,36
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 507,21
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 862,56
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	929,92
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 582,24
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 222,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_OPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 717,48
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 972,96
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	177,50
65132	Prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 923,70	4 923,70
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73,68	73,68
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64,88	64,88
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	193 196,80	193 196,80
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00	145 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269 840,00	269 840,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94,50	94,50
7398	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 121,65	200 121,65
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**322 184,31**	**360 639,63**
7022	Coupes de bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 072,87	14 072,87
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 455,32
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 733,06	10 733,06
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 889,55	59 889,55
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 488,83	187 488,83

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		**14 369 140,44**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60222	Produits d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602238	Autres fournitures techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60226	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6023	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 479,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	20 488,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	652,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	107 920,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	28 346,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
6218	Autre personnel extérieur	89 490,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	324,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	159 395,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	5 315,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 100,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	22 604,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	76 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	7 029 471,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	50 653,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	69 436,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 334 762,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	479 259,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	2 300,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	145 940,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 202 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 448 131,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	38 307,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	16 416,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	35 850,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739214	Attrib. compens. CVAE - Départ. - Région	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**29 356,31**	**890,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	279,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
705	Etudes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	890,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	29 077,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60222	Produits d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602238	Autres fournitures techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60226	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6023	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250421-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739214	Attrib. compens. CVAE - Départ. - Région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
705	Etudes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 119 206,06**	**0,00**	**0,00**	**176 448,25**	**0,00**	**0,00**
60222	Produits d'entretien	0,00	0,00	18 128,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	0,00	0,00	731 714,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
602238	Autres fournitures techniques	0,00	0,00	4 129,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60226	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	146 783,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6023	Fournitures de voirie	0,00	0,00	49 461,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	839 031,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	11 174,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	299 552,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00	121 374,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	6 718,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	1 041 008,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	80 388,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	2 576,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	95 861,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	1 269 428,22	0,00	0,00	117 972,42	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	3 311,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	43 196,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	29 632,30	0,00	0,00	27 045,60	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	103 898,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	10 456,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	39 909,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	791 705,65	0,00	0,00	21 577,03	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	95 323,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	35 113,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	7 338,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 853,20	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	147 893,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	13 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	10 302,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	38 010,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	26 799,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	277,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	1 904,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	1 007,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739214	Attrib. compens. CVAE - Départ. - Région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 841 057,35**	**0,00**	**0,00**	**59 977,54**	**0,00**	**0,00**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	791 517,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	437 553,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie							
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
704	Travaux	0,00	0,00	1 818,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
705	Etudes	0,00	0,00	36 652,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	72 876,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	13 619,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	330 529,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	1 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	17 957,51	0,00	0,00	59 977,54	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	137 482,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 756 643,75**
60222	Produits d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 128,73
602231	Fournitures des ateliers de la coll.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731 714,50
602238	Autres fournitures techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 129,98
60226	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 783,22
6023	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 461,20
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 031,75
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 174,26
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299 552,25
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 374,74
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 718,37
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041 008,23
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 479,28
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 877,46
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 576,38
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 861,43
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 387 400,64
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652,48
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 311,91
6078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 196,75
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 677,90
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 898,54
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 456,30
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 909,77
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	813 282,68

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_OPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 323,91
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 113,50
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 258,54
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 346,83
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 490,91
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 853,20
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 893,29
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 824,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 302,49
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 010,45
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 395,76
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 815,65
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 799,40
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 900,40
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 604,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 636,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 029 471,66
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 653,18
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 436,28
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 334 762,66
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 259,53
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,62
64138	Primes et autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 940,70
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 202 855,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 448 131,94
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 307,00
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 416,50
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277,61
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 904,26
65811	Droits d"utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 850,32
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_OPT-BP
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,41
739214	Attrib. compens. CVAE - Départ. - Région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 931 281,51**
6032	Variat. stocks autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791 517,85
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	279,22
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	437 553,04
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 818,83
705	Etudes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 652,38
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 876,32
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 619,55
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 529,41
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	890,31
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 012,14
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 482,46

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
601010	15/06/2006	2 122 300,00	0,00	0,00	0,00	1 446 200,00
910790	15/03/2009	2 986 252,00	0,00	0,00	0,00	2 542 518,00
90437	12/10/2009	694 374,00	0,00	0,00	0,00	0,00
100099	20/03/2010	632 391,63	0,00	0,00	0,00	128 788,73
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**6 435 317,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 117 506,73**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**503 499 871,12**									
1641 Emprunts en euros (total)					471 999 871,12									
10160181	ARKEA	13/07/2017	2017-12-15	30/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
1119063	CAISSE D'EPARGNE	22/03/2011	2011-09-15	15/12/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	4,000	EUR	T	C	O	A-1
1119986	CREDIT AGRICOLE	01/07/2015	2015-12-22	01/04/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
1129777	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	2008-12-23	01/02/2010	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
1220017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	2012-04-20	01/05/2013	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
12232102	ARKEA	27/06/2018	2018-06-27	28/03/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,660	EUR	T	C	O	A-1
1361768	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/04/2021	2 025 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
1361787	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/12/2021	3 080 000,02	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361788	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/12/2021	800 000,02	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361789	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/12/2021	2 520 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1365567	CREDIT AGRICOLE	29/07/2016	2016-12-22	01/05/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.66 %	1,660	1,670	EUR	T	C	O	A-1
1419098	CAISSE D'EPARGNE	15/07/2014	2014-12-19	19/03/2015	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	2,680	EUR	T	C	O	A-1
1562447	BANQUE POPULAIRE	29/07/2016	2016-12-28	28/03/2017	271 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	C	O	A-1
1563036	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	2017-02-12	12/05/2017	3 827 162,27	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	3,010	EUR	T	P	O	A-1
1563038	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	2017-01-05	05/04/2017	2 036 282,21	F	Taux fixe à 2.93 %	2,930	2,960	EUR	T	P	O	A-1
1563731	BANQUE POPULAIRE	03/08/2017	2017-12-21	21/03/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
1619152	CAISSE D'EPARGNE	29/07/2016	2016-12-23	25/03/2017	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
16583002004	SOCIETE GENERALE	31/03/2007	2007-03-31	03/04/2008	10 000 000,00	V	(TAG 12M(Postfixé)-Floor -0.0325 sur TAG 12M(Postfixé)) + 0.0325	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
1719126	CAISSE D'EPARGNE	20/07/2017	2017-12-15	25/03/2018	8 000 000,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	1,110	EUR	T	C	O	A-1
17260005001	SOCIETE GENERALE	30/04/2008	2008-04-30	30/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,720	EUR	A	P	O	A-1
1819091	CAISSE D'EPARGNE	27/06/2018	2018-06-27	25/03/2019	12 000 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	C	O	A-1
200611232	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2006	2006-12-18	25/03/2007	17 200 000,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,950	EUR	T	P	O	A-1
201953	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/07/2020	2020-12-21	25/03/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,780	EUR	T	C	O	A-1
2219087	CAISSE D'EPARGNE	03/06/2022	2027-05-25	25/08/2027	10 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.25)-Floor -0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,250	1,270	EUR	X	C	O	A-1
2374104	SOCIETE GENERALE	19/07/2019	2019-12-16	16/03/2020	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
256123	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/10/2007	2007-10-15	15/01/2008	25 600 000,00	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.005 sur TAM(Postfixé)) + 0.005	3,990	4,050	EUR	T	P	O	A-1
264007	Rivage Investment	18/03/2009	2008-12-18	01/06/2009	7 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.7	3,900	4,020	EUR	T	P	O	A-1
2668786	CREDIT AGRICOLE	12/07/2019	2019-12-19	01/05/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
271152	SFIL CAFFIL	15/07/2010	2010-07-15	01/07/2011	21 959 474,49	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,750	2,790	EUR	A	P	O	A-1
273495	SFIL CAFFIL	09/12/2010	2011-01-26	01/05/2011	487 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
273496	SFIL CAFFIL	09/12/2010	2011-01-26	01/05/2011	262 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
279517	BANQUE POSTALE	07/06/2013	2013-06-07	01/10/2013	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,860	EUR	T	C	O	A-1
297590	CAISSE D'EPARGNE	05/01/2021	2021-01-05	25/09/2021	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	0,190	EUR	T	C	O	A-1
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/05/2009	2009-05-01	01/02/2010	7 500 000,00	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,000	4,120	EUR	T	P	O	B-1
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	09/11/2009	2009-11-15	15/02/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	3,690	3,800	EUR	T	P	O	B-1
3127154	CREDIT AGRICOLE	07/07/2020	2020-12-14	01/04/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/03/2011	2011-09-15	15/12/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,780	3,890	EUR	T	C	O	B-1
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/10/2011	2011-12-30	30/03/2012	3 500 000,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,700	3,810	EUR	T	C	O	B-1
4010642	CREDIT AGRICOLE	24/05/2022	2022-12-27	30/03/2023	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
4010647	CREDIT AGRICOLE	24/05/2022	2022-12-27	30/03/2023	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
414203	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/07/2015	2015-12-29	31/03/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,150	2,200	EUR	T	C	O	A-1
4309104	CAISSE D'EPARGNE	10/06/2013	2013-06-10	20/03/2014	19 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
431863	CAISSE D'EPARGNE	29/10/2009	2009-10-29	15/06/2010	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	1,890	EUR	T	P	O	A-1
4492433	CAISSE D'EPARGNE	16/07/2015	2015-12-24	25/03/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,710	EUR	T	C	O	A-1
507747	BANQUE POSTALE	01/06/2015	2016-01-29	01/05/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,600	EUR	T	P	O	A-1
5147482	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26/07/2016	2016-12-06	01/11/2017	758 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5147689	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/07/2016	2016-12-06	01/11/2017	2 971 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
516145	BANQUE POSTALE	20/07/2016	2017-02-10	01/06/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	C	O	A-1
519839	BANQUE POSTALE	13/07/2017	2017-12-01	01/03/2018	8 650 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
5202593	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/11/2017	2017-12-20	01/01/2020	200 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
522245	BANQUE POSTALE	28/04/2014	2015-01-30	01/02/2016	12 000 000,00	V	Euribor 12M + 1.37	1,640	1,670	EUR	A	C	O	A-1
526957	BANQUE POSTALE	24/05/2018	2018-12-28	01/04/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
5311587	CAISSE D'EPARGNE	06/12/2012	2018-01-01	25/06/2018	120 370,26	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	C	O	A-1
531775	BANQUE POSTALE	12/07/2019	2019-12-31	01/04/2020	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	0,960	EUR	T	C	O	A-1
531806	BANQUE POSTALE	12/07/2019	2019-12-31	01/04/2020	5 962 441,01	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	0,500	EUR	T	C	O	A-1
533461	BANQUE POSTALE	06/12/2019	2020-01-01	01/01/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
533533	BANQUE POSTALE	07/07/2020	2020-12-18	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
533537	BANQUE POSTALE	07/07/2020	2020-12-18	01/04/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
5825427	BANQUE POPULAIRE	26/07/2018	2018-12-20	20/03/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
587101001	SOCIETE GENERALE	17/03/2010	2010-03-22	22/06/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,850	EUR	T	P	O	A-1
621471	CREDIT AGRICOLE	02/12/2020	2020-12-20	20/03/2021	3 999 140,84	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,150	EUR	T	C	O	A-1

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
631102001	SOCIETE GENERALE	22/03/2011	2011-04-11	11/05/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,630	EUR	M	C	O	A-1
6936172	CAISSE D'EPARGNE	10/04/2006	2006-04-10	25/02/2007	25 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
719121	CAISSE D'EPARGNE	24/04/2007	2007-04-24	01/02/2008	25 000 000,00	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac(Préfixé))) + 0.25 + 0.67	3,420	3,500	EUR	S	P	O	A-1
8155894	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	2012-12-05	20/03/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,900	EUR	T	C	O	A-1
819089	CAISSE D'EPARGNE	18/03/2008	2008-03-18	01/01/2010	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.15 %	4,150	4,220	EUR	T	C	O	A-1
919225	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2009	2009-10-28	15/06/2010	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.8	1,130	0,000	EUR	T	P	O	A-1
919329	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2009	2009-12-29	30/07/2010	5 600 000,00	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	T	P	O	A-1
921908	CREDIT COOPERATIF	24/07/2019	2019-12-13	05/03/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					31 500 000,00									
100099	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/03/2010	2010-03-20	15/06/2010	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,670	EUR	X	X	O	A-1
601010	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/06/2006	2006-06-15	15/06/2007	10 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.035)-Floor -0.035 sur TAM(Postfixé)	3,470	3,520	EUR	X	X	O	A-1
90437	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2009	2009-10-12	15/01/2010	8 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.45	0,790	0,830	EUR	X	X	O	A-1
910790	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2009	2009-03-15	15/03/2010	7 500 000,00	V	Euribor 12M + 0.6	2,530	2,570	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**503 499 871,12**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**210 351 982,62**					**29 610 448,46**	**5 618 105,51**	**0,00**	**1 031 519,17**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		206 234 475,89					27 292 637,56	5 520 002,81	0,00	1 031 519,17
10160181	N	0,00	A-1	1 300 000,00	13,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	100 000,00	22 072,50	0,00	0,00
1119063	N	0,00	A-1	4 700 000,00	11,71	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	400 000,00	37 125,00	0,00	1 468,75
1119986	N	0,00	A-1	2 157 187,50	11,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	191 750,00	36 432,50	0,00	8 532,88
1129777	N	0,00	A-1	1 010 667,94	4,08	F	Taux fixe à 4.47 %	4,460	176 943,09	53 086,21	0,00	41 286,63
1220017	N	0,00	A-1	2 048 754,06	2,33	F	Taux fixe à 4.51 %	4,500	624 843,42	120 579,25	0,00	61 342,54
12232102	N	0,00	A-1	1 400 000,00	13,99	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	100 000,00	24 131,26	0,00	128,33
1361768	N	0,00	A-1	900 000,00	2,75	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	300 000,00	42 862,32	0,00	8 769,54
1361787	N	0,00	A-1	2 566 666,70	19,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	128 333,33	105 105,00	0,00	8 063,61
1361788	N	0,00	A-1	666 666,70	19,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	33 333,33	27 300,00	0,00	2 094,44
1361789	N	0,00	A-1	2 100 000,00	19,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	105 000,00	85 995,00	0,00	6 597,50
1365567	N	0,00	A-1	1 837 500,00	12,08	F	Taux fixe à 1.66 %	1,650	150 000,00	32 058,76	0,00	4 999,02
1419098	N	0,00	A-1	2 400 000,00	14,97	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	160 000,00	22 250,00	0,00	652,67
1562447	N	0,00	A-1	150 555,52	9,99	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	15 055,56	2 879,37	0,00	15,06
1563036	N	0,00	A-1	1 675 366,23	4,86	F	Taux fixe à 2.98 %	2,970	306 249,23	55 650,97	0,00	6 656,79

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1563038	N	0,00	A-1	259 892,85	0,76	F	Taux fixe à 2.93 %	2,930	252 415,36	12 254,08	0,00	1 797,96
1563731	N	0,00	A-1	325 000,00	12,97	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	25 000,00	5 586,26	0,00	133,25
1619152	N	0,00	A-1	4 800 000,00	11,98	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	400 000,00	99 485,00	0,00	1 313,33
16583002004	N	0,00	A-1	2 624 830,06	2,26	F	Taux fixe à 2.48 %	2,510	748 644,16	72 472,65	0,00	5 063,01
1719126	N	0,00	A-1	5 200 000,00	12,98	F	Taux fixe à 1.1 % Taux fixe à 2.14 %	1,110	400 000,00	59 950,00	0,00	1 545,56
17260005001	N	0,00	A-1	1 948 895,71	3,33	F	Taux fixe à 4.55 %	4,610	434 330,13	96 849,78	0,00	246,32
1819091	N	0,00	A-1	8 400 000,00	13,98	F	Taux fixe à 2.03 %	2,030	600 000,00	178 132,50	0,00	2 368,33
200611232	N	0,00	A-1	2 377 689,64	1,98	F	Taux fixe à 3.89 %	3,880	1 121 566,71	119 892,17	0,00	1 284,61
201953	N	0,00	A-1	4 800 000,00	15,98	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	300 000,00	38 403,76	0,00	513,33
2219087	N	0,00	A-1	0,00	22,40	V	(Livret A(Préfixé) + 0.25)-Floor -0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,000	0,00	0,00	0,00	0,00
2374104	N	0,00	A-1	3 000 000,00	14,96	F	Taux fixe à 1.04 %	1,050	200 000,00	33 041,66	0,00	1 300,00
256123	N	0,00	A-1	5 627 929,33	2,79	F	Taux fixe à 3.9 %	3,950	1 680 152,04	264 275,62	0,00	46 946,33
264007	N	0,00	A-1	3 391 568,31	9,17	V	Euribor 3M + 0.7	4,490	299 571,55	164 022,47	0,00	10 284,93
2668786	N	0,00	A-1	787 500,00	5,08	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	150 000,00	4 838,06	0,00	708,55
271152	N	0,00	A-1	12 942 046,89	10,50	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	3,700	867 596,50	591 496,95	0,00	203 943,77
273495	N	0,00	A-1	46 335,14	1,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	36 257,09	1 360,31	0,00	149,60
273496	N	0,00	A-1	24 949,72	1,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	19 523,04	732,48	0,00	80,55
279517	N	0,00	A-1	1 749 999,85	3,50	F	Taux fixe à 3.81 %	3,800	466 666,68	77 787,59	0,00	16 483,54

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
297590	N	0,00	A-1	1 050 000,00	1,48	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	700 000,00	2 826,26	0,00	27,71
299433	N	0,00	B-1	2 619 639,39	4,83	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,060	450 255,86	118 046,92	0,00	17 464,26
309783	N	0,00	B-1	3 583 756,39	9,87	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	3,740	291 030,53	141 292,30	0,00	16 897,41
3127154	N	0,00	A-1	4 875 000,00	16,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	300 000,00	38 981,26	0,00	9 280,11
346593	N	0,00	B-1	5 583 333,33	16,71	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,830	333 333,34	223 195,00	0,00	8 793,75
352363	N	0,00	B-1	466 666,58	2,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,750	233 333,34	23 088,17	0,00	47,96
4010642	N	0,00	A-1	4 500 000,00	18,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	250 000,00	76 362,50	0,00	0,00
4010647	N	0,00	A-1	9 000 000,00	18,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	500 000,00	152 725,00	0,00	0,00
414203	N	0,00	A-1	2 109 250,00	11,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,180	191 750,00	48 922,11	0,00	0,00
4309104	N	0,00	A-1	5 066 666,52	3,97	F	Taux fixe à 3.46 %	3,450	1 266 666,68	202 698,33	0,00	4 869,63
431863	N	0,00	A-1	1 463 056,13	5,21	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	274 867,92	7 193,76	0,00	268,23
4492433	N	0,00	A-1	5 500 000,00	10,98	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	500 000,00	98 812,50	0,00	1 298,61
507747	N	0,00	A-1	6 012 134,28	11,08	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	484 276,23	100 414,97	0,00	15 666,62
5147482	N	0,00	A-1	454 800,00	11,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	37 900,00	0,00	0,00	0,00
5147689	N	0,00	A-1	1 782 600,00	11,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	148 550,00	0,00	0,00	0,00
516145	N	0,00	A-1	6 125 000,00	12,17	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	500 000,00	99 137,50	0,00	7 598,40

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
519839	N	0,00	A-1	5 622 500,00	12,92	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	432 500,00	91 338,60	0,00	7 020,32
5202593	N	0,00	A-1	150 000,00	14,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	3,740	10 000,00	4 400,00	0,00	5 609,38
522245	N	0,00	A-1	6 600 000,00	10,08	V	Euribor 12M + 1.37	4,970	600 000,00	345 874,00	0,00	301 451,70
526957	N	0,00	A-1	7 125 000,00	14,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	500 000,00	119 000,00	0,00	28 183,33
5311587	N	0,00	A-1	64 197,50	7,48	F	Taux fixe à 4.42 %	4,410	8 024,68	3 192,22	0,00	1 458,18
531775	N	0,00	A-1	6 862 500,00	15,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	450 000,00	68 580,00	0,00	16 287,00
531806	N	0,00	A-1	3 130 281,44	5,00	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	596 244,12	17 514,67	0,00	3 869,37
533461	N	0,00	A-1	3 000 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	750 000,00	0,00	0,00	0,00
533533	N	0,00	A-1	8 125 000,00	16,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	500 000,00	61 593,76	0,00	14 663,37
533537	N	0,00	A-1	2 437 500,00	16,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	150 000,00	18 478,13	0,00	4 399,01
5825427	N	0,00	A-1	700 000,00	13,97	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	50 000,00	11 846,26	0,00	315,00
587101001	N	0,00	A-1	93 984,94	0,23	F	Taux fixe à 3.74 %	3,790	364 478,92	12 289,23	0,00	87,88
621471	N	0,00	A-1	834 166,18	0,97	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	816 632,49	28 668,03	0,00	493,55
631102001	N	0,00	A-1	4 533 333,33	11,28	F	Taux fixe à 4.47 %	4,530	400 000,00	215 867,90	0,00	11 257,78
6936172	N	0,00	A-1	3 432 152,07	1,90	F	Taux fixe à 3.8 %	3,790	1 621 141,54	169 105,90	0,00	12 679,89
719121	N	0,00	A-1	4 910 308,01	2,58	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac(Préfixé))) + 0.25 + 0.67	4,470	1 528 855,36	296 053,85	0,00	81 271,05
8155894	N	0,00	A-1	1 000 000,16	2,97	F	Taux fixe à 4.81 %	4,800	333 333,32	58 120,85	0,00	1 336,11
819089	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.04 sur Euribor 3M) + 0.04	0,000	190 045,82	1 942,69	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
919225	N	0,00	A-1	1 559 159,60	5,21	V	Euribor 3M + 0.7	4,490	274 802,59	78 760,19	0,00	2 484,95
919329	N	0,00	A-1	1 892 487,89	5,33	V	(Euribor 3M-Floor -0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	4,200	311 383,60	90 929,93	0,00	11 381,42
921908	N	0,00	A-1	750 000,00	4,93	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	150 000,00	4 640,63	0,00	286,46
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		4 117 506,73					2 317 810,90	98 102,70	0,00	0,00
100099	N	0,00	A-1	128 788,73	0,21	F	Taux fixe à 3.57 %	2,900	503 602,90	13 078,37	0,00	0,00
601010	N	0,00	A-1	1 446 200,00	1,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	676 100,00	0,00	0,00	0,00
90437	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 3.87 %	3,690	694 374,00	12 675,31	0,00	0,00
910790	N	0,00	A-1	2 542 518,00	4,96	V	(Euribor 3M + 0.7)-Floor 0 sur Euribor 3M	2,490	443 734,00	72 349,02	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**210 351 982,62**					**29 610 448,46**	**5 618 105,51**	**0,00**	**1 031 519,17**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 500 000,00	2 619 639,39	1	20,00		Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	119 564,75	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,060	118 046,92	0,00	1,25
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 000 000,00	3 583 756,39	1	30,00		Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	254 650,25	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	3,740	141 292,30	0,00	1,70
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10 000 000,00	5 583 333,33	1	30,00		Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	730 151,52	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,830	223 195,00	0,00	2,65
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	3 500 000,00	466 666,58	1	15,00		Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	6 464,24	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,750	23 088,17	0,00	0,22
TOTAL (B)		**28 000 000,00**	**12 253 395,69**						**1 110 830,76**			**505 622,39**	**0,00**	**5,82**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		28 000 000,00	12 253 395,69						1 110 830,76			505 622,39	0,00	5,83

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	69	0	0	0	0	
	% de l'encours	94,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	198 098 586,93	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	5,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 253 395,69	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV

B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**6 970 250,77**					**13 317 637,90**				**0,00**	**0,00**	**46 059,48**
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	1 243 719,00	08/01/2041	CA - CIB	SWAP	taux	1 855 198,85	08/04/2009	08/01/2034	T	0,00	0,00	8 746,88
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	1 958 237,74	27/02/2044	CA - CIB	SWAP	taux	2 656 729,00	27/02/2009	27/02/2034	T	0,00	0,00	12 277,36
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	1 005 549,52	10/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	3 028 649,54	10/03/2009	10/09/2030	T	0,00	0,00	6 581,96
2623686C	BEA BRI de Corrèze	1 210 214,25	25/01/2043	CA - CIB	SWAP	taux	1 632 164,08	25/04/2009	25/01/2034	T	0,00	0,00	8 390,01
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	720 669,73	26/02/2033	CA - CIB	SWAP	taux	1 639 047,32	26/02/2009	26/02/2033	T	0,00	0,00	4 777,70
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	831 860,53	16/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	2 505 849,11	16/03/2009	16/09/2030	T	0,00	0,00	5 285,57
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**6 970 250,77**					**13 317 637,90**				**0,00**	**0,00**	**46 059,48**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE — B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						4 588 567,90	60 565,55		
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	3,572	693 614,92	10 116,89	A-1	B-1
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	3,572	1 024 364,37	16 616,64	A-1	B-1
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	3,572	928 807,88	9 299,98	A-1	B-1
2623686C	BEA BRI de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	3,572	630 221,40	10 261,28	A-1	B-1
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	3,572	537 913,14	6 444,63	A-1	B-1
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	3,572	773 646,19	7 826,13	A-1	B-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						4 588 567,90	60 565,55		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 0.00 €		0.00
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études, d'élaboration, de modifications des documents d'urbanisme	5	01/12/2023
L	Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5	01/12/2023
L	Frais de recherche et de développement en cas de réussite	5	01/12/2023
L	Frais de recherche et de développement en cas d'échec	1	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des biens mobiliers, matériel et études	5	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des bâtiments et installations	30	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	40	01/12/2023
L	Concessions et droits similaires	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Bâtiments (hors bâtiments scolaires)	30	01/12/2023
L	Bâtiments scolaires	25	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	01/12/2023
L	Terrains de gisement	15	01/12/2023
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes)	7	01/12/2023
L	Matériel de transport - camions (supérieur à 3,5 tonnes)	15	01/12/2023
L	Matériel de transport - vélos	5	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion légers (inférieur à 3,5 tonnes)	3	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion camions (supérieur à 3,5 tonnes)	10	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau et mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments non scolaires	30	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments scolaires	25	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - agencements, aménagements, installations	15	01/12/2023
L	Réseaux divers (câblés, électrification, autres)	12	01/12/2023
L	Matériel technique	10	01/12/2023
L	Petit matériel et outillage technique	5	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**65 643 413,75**	**21 300 000,00**	**31 576 087,63**	**55 367 326,12**
Provisions pour litiges		**33 660 377,25**	**0,00**	**31 423 524,42**	**2 236 852,83**
- Provision pour contentieux c/6875	23/12/2016	2 236 852,83	0,00	0,00	2 236 852,83
- Provisions pour RSA c/6875	26/11/2021	31 423 524,42	0,00	31 423 524,42	0,00
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**31 983 036,50**	**21 300 000,00**	**152 563,21**	**53 130 473,29**
- Provision globale sur restes à recouvrer antérieurs à 2022 c/6817	21/01/2010	2 183 036,50	300 000,00	152 563,21	2 330 473,29
- Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement c/6815	12/04/2019	29 800 000,00	21 000 000,00	0,00	50 800 000,00
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**65 643 413,75**	**21 300 000,00**	**31 576 087,63**	**55 367 326,12**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		65 643 413,75	21 300 000,00	31 576 087,63	55 367 326,12

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				**4 235 847,23**	**3 388 677,84**	**847 169,39**	**0,00**
2021	Charges crise sanitaire COVID-19	60	27/11/2020	4 235 847,23	3 388 677,84	847 169,39	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 001 — **Intitulé de l'opération : Création Pôle Néandertal (dépenses) Création Pôle Néandertal (recettes)** — **Date de la délibération : 12/04/2024**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**1 163 933,18**	**3 624 800,00**	**2 732 185,20**	**0,00**	**892 614,80**	**3 896 118,38**
903-314 Création Pôle Néandertal (dépenses) (2)	1 163 933,18	3 624 800,00	2 732 185,20	0,00	892 614,80	3 896 118,38
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 163 933,18**	**3 624 800,00**	**2 732 185,20**	**0,00**	**892 614,80**	**3 896 118,38**
RECETTES (b)	**601 015,63**	**4 525 822,00**	**1 768 852,61**	**0,00**	**2 756 969,39**	**2 369 868,24**
903-314 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	601 015,63	4 525 822,00	1 768 852,61	0,00	2 756 969,39	2 369 868,24
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**601 015,63**	**4 525 822,00**	**1 768 852,61**	**0,00**	**2 756 969,39**	**2 369 868,24**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**4 652 741,20**	**421 157,60**		
CORREZE ENERGIE DEVELOPPEMENT-Appel de fonds en capital remboursable	08/03/2024	25 000,00	0,00		
SYNDICAT MIXTE DORSAL 100% Fibre-Subvention transformée en avance remboursable	14/12/2018	4 170 741,20	421 157,60		
SARL CDR ENVIRONNEMENT Egletons-Avance remboursable	11/12/2015	15 000,00	0,00		
SEML CORREZE EQUIPEMENT-Apport en compte courant d'associés remboursable	20/10/2023	370 000,00	0,00		
SEML CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES-Apport en compte courant remboursable	21/04/2023	72 000,00	0,00		

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	209 236 627,97	165 160 363,89	11 147 593,69
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	14 618 197,00	1 002 604,16
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		-9 412 771,55	9 412 771,55
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**38 750 000,00**	**30 500 000,00**											**780 853,12**	**2 250 000,00**
CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER	2021	C	CORNIL - 32 GRAND RUE - RESTRUCTURATION DU CENTRE HOSPITALIER	CREDIT AGRICOLE	3 750 000,00	2 875 000,00	11,46	T	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	A-1	EUR	20 309,38	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2018	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	3 437 500,00	13,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	A-1	EUR	55 703,13	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	10 000 000,00	7 125 000,00	14,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	116 768,74	500 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	3 562 500,00	14,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,570	A-1	EUR	58 384,37	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2023	C	DORSAL - 100% RACCORDES	SFIL	15 000 000,00	13 500 000,00	13,33	T	F	Taux fixe à 3.75 %	3,800	F	Taux fixe à 3.75 %	3,740	A-1	EUR	529 687,50	1 000 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**32 540 714,58**	**25 310 311,77**											**853 075,12**	**1 263 041,50**
EHPAD DE CORREZE	2019	P	EHPAD CORREZE - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	5 419 767,72	4 398 940,24	24,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,460	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	3,970	A-1	EUR	180 199,86	162 697,61
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	5 511 068,51	4 592 557,11	24,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	185 534,57	183 702,28

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	4 302 783,59	3 585 652,99	24,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	130 561,00	143 426,12
EHPAD DE SEILHAC	2018	P	SEILHAC - 34 AVENUE NATIONALE - REHABILITATION EHPAD	CDC	1 491 122,85	1 033 619,19	15,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	0,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,220	A-1	EUR	45 539,30	67 778,32
EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commaignac)	2017	P	VIGEOIS - EHPAD VIGEOIS - REAMENAGEMENT DE PRET	CDC	4 153 771,77	2 753 624,07	14,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	0,600	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	4,560	A-1	EUR	131 202,90	186 686,36
EHPAD LA BRUYERE	2021	C	EHPAD DE NEUVIC - RACHAT DE DETTE DU CREDIT FONCIER	BANQUE POSTALE	3 151 591,50	2 706 257,91	19,62	T	F	Taux fixe à 1.03 %	1,030	F	Taux fixe à 1.03 %	1,030	A-1	EUR	28 756,58	137 025,72
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2010	P	CONSTRUCTION MAISON DE VIE ST-PRIVAT	CDC	420 000,00	162 334,07	6,08	T	F	Taux fixe à 3.39 %	0,840	F	Taux fixe à 3.39 %	3,340	A-1	EUR	5 917,27	22 976,25
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2011	P	EPDA DE LA CORREZE	CDC	679 000,00	286 837,34	6,83	T	F	Taux fixe à 3.16 %	0,780	F	Taux fixe à 3.16 %	3,120	A-1	EUR	9 666,24	36 112,08
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2019	C	SERVIERES-LE-CHÂTEAU - L'OUSTAOU - CONSTRUCTION FOYER DE VIE	BANQUE POSTALE	350 000,00	262 500,00	14,96	T	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	A-1	EUR	4 648,44	17 500,00
EPDA DU GLANDIER	2018	C	EPDA DU GLANDIER - VIGEOIS-ARNAC POMPADOUR-LUBERSAC - CONSTRUCTION DE 3 FOYERS DE VIE	BANQUE POSTALE	4 691 634,50	3 800 223,95	20,21	T	F	(EONIA(Postfixé) + 0.64)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,650	V	Taux fixe à 1.97 %	1,970	A-1	EUR	77 175,05	187 665,40
EPDA DU GLANDIER	2019	C	LUBERSAC - EPDA GLANDIER - CONSTRUCTION DU FOYER D'HERBERGEMENT	CE	1 108 365,50	886 692,40	19,98	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,900	A-1	EUR	17 373,64	44 334,64
EPDA DU GLANDIER	2019	P	VIGEOIS - LE BOURG - REAMENAGEMENT CONSTRUCTION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	CDC	1 261 608,64	841 072,50	11,25	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	0,480	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	4,110	A-1	EUR	36 500,27	73 136,72
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**137 945 913,39**	**109 350 052,12**											**3 594 273,16**	**2 406 350,79**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1996	P	PEYRELEVADE PUY CHAB	CDC	28 572,53	5 176,65	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	-	EUR	240,25	1 145,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	SALENGRO MERLINES	CDC	29 198,71	7 473,86	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	-	EUR	323,74	1 045,53
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	30 151,60	7 717,77	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	-	EUR	334,30	1 079,65
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	NEUVIC	CDC	22 943,58	6 233,36	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	265,22	746,00
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	MESTES	CDC	55 948,79	16 365,66	6,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	694,47	1 909,83
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	EMPRUNT GARANTI CHALONS D"AIX	CDC	30 634,63	8 301,85	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	353,23	993,55
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	40 246,54	11 283,14	6,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	479,49	1 334,95
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	BORT LES ORGUES	CDC	56 496,92	15 838,94	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	673,09	1 873,96
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3	CDC	64 272,51	30 233,16	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,290	A-1	EUR	1 058,39	1 839,24
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3 TS	CDC	30 184,91	9 463,57	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	294,56	1 056,43

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2002	P	L'Augénie-CHABRIGNAC 4	CDC	34 361,50	16 897,38	12,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	750,14	963,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2007	P	PEYRELEVADE "ALLEE DES 4 VENTS" 2 Pavillons	CDC	60 050,00	41 157,67	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	1 606,16	1 109,55
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2008	P	LES COUAS 2- EYGURANDE	CDC	128 500,00	88 804,76	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 280,07	2 308,29
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	BORT LES ORGUES "le bois de coin 2" 6 LOGTS	CDC	238 500,00	169 759,45	24,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	6 260,79	4 151,30
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	PLUS CURE MALARET-ST SETIERS	CDC	149 575,00	106 378,73	24,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 911,22	2 266,16
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	ROSIERS DE JUILLAC "CAVES" 4 Pavillons	CDC	156 900,00	112 352,35	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 112,42	1 881,47
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	JUILLAC "CHATENET 2" 2 Pavillons	CDC	76 500,00	54 779,82	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 005,10	917,35
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	La Moutade-PEYRELEVADE-4 Lgts	CDC	152 150,00	114 539,42	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 048,97	2 728,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de coin 3-BORT-LES-ORGUES-3 Pavillons	CDC	117 950,00	88 793,45	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 363,63	2 115,19
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de Coin 3-BORT-LES-ORGUES-2 pavillons	CDC	82 700,00	59 582,52	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 101,57	1 615,89

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	COPROD-COMPACTAGE 0355560-0433669-CHABRIGNAC	CDC	175 524,50	61 571,54	5,73	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,290	A-1	EUR	3 027,40	8 833,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEES DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	121 800,00	94 105,87	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 441,18	1 482,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEE DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 200,00	46 897,33	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 337,77	880,22
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALON-LA-TOUR	CDC	45 773,54	16 557,37	3,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	812,26	3 749,13
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONDAT-SUR-GANAVEIX	CDC	23 370,26	10 427,19	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	491,13	1 851,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	RILHAC-TREIGNAC	CDC	24 596,49	10 974,30	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	516,90	1 948,23
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-CYR-LA-ROCHE	CDC	35 002,17	17 707,62	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	794,54	2 155,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL MOULINOTS 2	CDC	77 406,83	54 796,47	12,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 311,90	3 000,91
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAMBERET "LA CROIX DU COQ"	CDC	73 871,25	22 292,63	2,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 165,07	6 833,98
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	EYGURANDE LE PARC2	CDC	78 882,74	57 263,40	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 403,88	2 833,65

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SARRAN "LE BOURG"	CDC	15 968,19	4 370,32	2,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	228,41	1 339,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS D'EGLETONS	CDC	63 077,62	39 678,07	9,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 714,23	3 177,72
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAVEROCHE	CDC	72 259,48	47 208,61	10,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 022,98	3 365,84
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALENGRO MERLINES	CDC	60 296,88	26 694,38	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 217,92	3 753,55
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	45 221,32	28 343,66	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 214,58	2 020,82
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	NEUVIC	CDC	36 420,12	24 584,27	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 046,30	1 573,21
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MESTES	CDC	65 592,64	44 276,28	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 884,39	2 833,35
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MERLINES 2	CDC	42 307,00	19 930,27	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	893,23	2 400,54
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	81 245,96	52 757,10	11,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 245,33	3 376,06
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BORT LES ORGUES	CDC	86 335,35	56 061,88	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 385,98	3 587,54

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS DE JUILLAC	CDC	28 475,33	19 494,29	12,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	822,48	1 067,60
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LA CHABASSERIE-ROSIERS DE JUILLAC	CDC	43 088,21	31 948,42	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.75	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.75	3,740	A-1	EUR	1 244,14	1 228,57
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT SETIERS	CDC	46 711,29	35 887,18	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 489,31	1 345,54
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL 5 LOGTS	CDC	48 192,56	40 365,25	23,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 241,34	1 012,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC INSERTION	CDC	11 984,33	9 213,62	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,690	A-1	EUR	258,69	367,59
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	DAVIGNAC	CDC	31 892,03	22 711,42	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	956,21	1 193,86
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHIRAC BELLEVUE	CDC	25 281,15	18 003,58	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	758,00	946,38
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC 2	CDC	71 034,22	55 375,34	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 291,98	1 924,22
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SEILHAC VALETTE 3	CDC	126 164,83	106 180,47	23,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	4 337,72	2 262,36
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHANTEIX 2 LE BOURDEIX	CDC	38 206,15	27 207,93	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 145,53	1 430,22

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS IMM.BUGEAT	CDC	75 020,11	57 000,68	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 359,26	1 980,70
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BISSIERE-MOUSTIER-VENTADOUR	CDC	59 564,51	45 257,44	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 873,21	1 572,64
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST ETIENNE AUX CLOS	CDC	20 442,05	14 931,22	14,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	623,96	667,84
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BEYSSENAC	CDC	31 722,74	23 170,86	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	968,29	1 036,38
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAFRAGNE BEYSSAC	CDC	71 616,47	56 575,89	19,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 336,11	1 826,84
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST PARDOUX CORBIER	CDC	87 329,63	63 232,32	15,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 627,86	2 464,03
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	TROCHE	CDC	100 213,26	78 301,66	20,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	3 226,27	2 355,08
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHATENET STADE - JUILLAC	CDC	103 428,86	83 394,32	21,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	3 344,85	2 370,92
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CROIX ROCHER SORNAC	CDC	119 588,32	94 288,83	21,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	3 781,81	2 680,65
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CONCEZE 7	CDC	133 569,53	105 312,22	21,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	4 223,95	2 994,05

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LAFRAGNE 2 - BEYSSAC	CDC	82 089,39	65 462,26	22,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	2 620,96	1 741,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LILAS-BEYSSENAC	CDC	53 423,25	42 602,41	22,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 705,70	1 133,51
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BAS CLUZEL ST CYR LA ROCHE	CDC	32 645,61	26 057,47	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 042,31	668,45
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS PUY BLANC 2-MARGERIDES	CDC	60 518,10	48 260,21	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 932,23	1 284,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BEAUREGARD-ST JULIEN PRES BORT	CDC	64 871,92	51 732,16	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	2 071,24	1 376,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MONTAIGNAC ST HIPPOLYTE "CHÂTEAU" 2 Pavillons	CDC	59 134,33	47 156,73	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 888,05	1 254,68
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860739-1000679-EYGURANDE	CDC	40 386,50	28 888,02	14,71	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.78	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.78	3,770	A-1	EUR	1 142,02	1 324,22
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0871706-0896280-LAGANE ST-ANGEL	CDC	36 014,28	25 204,01	13,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.85	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.85	3,840	A-1	EUR	1 018,99	1 263,23
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860639-1000681-EYGURANDE	CDC	90 284,20	65 088,47	14,62	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 720,49	2 923,83
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0894920-0896278-LA GANE SAINT-ANGEL	CDC	192 763,77	138 968,94	14,98	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	5 808,46	6 242,59

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0471977-0878067-CHALON D'AIX	CDC	58 059,14	33 298,90	8,85	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 452,98	3 025,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355492-0412604-LE LONZAC	CDC	64 911,39	27 083,14	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 275,65	4 807,96
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0279855-0433939-ROSIERS-DE-JUILLAC	CDC	79 272,95	46 452,06	8,68	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 021,28	4 079,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLA CONCEZE	CDC	54 486,51	34 660,84	8,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,510	A-1	EUR	1 716,33	2 948,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONCEZE 6	CDC	54 422,21	46 211,57	24,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 885,01	913,54
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0476755-0879817-CONCEZE	CDC	90 894,94	65 983,43	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 769,95	3 265,15
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355522-0433937-CONCEZE	CDC	102 414,81	60 012,62	8,73	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 611,34	5 270,76
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX - LE MAZAGEIX	CDC	39 176,87	26 000,88	11,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 103,42	1 584,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAGARNECHE-LASCAUX 2	CDC	14 365,67	10 428,49	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	437,78	516,05
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX 2	CDC	19 358,95	12 913,08	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,690	A-1	EUR	502,04	655,51

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LE MAZAGEIX 2- LASCAUX	CDC	86 371,13	72 177,80	24,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 944,19	1 426,86
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " LES 4 CHEMINS"	CDC	93 272,24	75 610,35	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.32	2,070	V	Livret A(Préfixé) + 1.32	4,310	A-1	EUR	3 376,03	2 538,41
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " 4 CHEMINS"	CDC	31 959,68	24 596,17	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	1 064,86	757,57
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	LES 4 CHEMINS ST AULAIRE 2	CDC	19 286,46	14 673,60	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,690	A-1	EUR	560,70	480,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0227231-0279856-0454781-SEILHAC-LA VALETTE	CDC	250 138,80	199 717,75	18,85	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	8 240,90	6 304,60
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0436548-0454662-TREIGNAC	CDC	131 823,63	100 076,32	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	4 165,48	4 060,65
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	60 000,00	40 431,84	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 154,14	1 536,96
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	52 500,00	35 377,87	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 009,88	1 344,84
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	26 250,00	17 688,93	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	504,94	672,42

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2013	C	LIGINIAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ADAPTES	C.C.C.COOP	190 500,00	120 650,00	18,81	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	1,830	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,060	A-1	EUR	5 071,99	6 350,00
CORREZE HABITAT	1987	P	170 NEUVIC 5 LOGTS	CDC	301 330,73	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,530	A-1	EUR	520,56	14 788,54
CORREZE HABITAT	1987	P	173 PALISSE 1 LOGT	CDC	61 040,59	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,530	A-1	EUR	105,45	2 995,72
CORREZE HABITAT	1987	P	178 CUREMONTE 1 LOGT	CDC	68 861,22	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,530	A-1	EUR	118,96	3 379,53
CORREZE HABITAT	1987	P	177 MARCILLAC 5 LOGTS	CDC	239 710,83	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,510	A-1	EUR	412,92	11 730,77
CORREZE HABITAT	1987	P	172 ALLASSAC 15 LOGTS	CDC	662 238,53	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,510	A-1	EUR	1 140,76	32 408,08
CORREZE HABITAT	1988	P	174 ARNAC POMPADOUR 12 LOGTS	CDC	503 264,70	24 457,50	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	-	EUR	1 688,24	23 503,96
CORREZE HABITAT	1988	P	180 NEUVIC 3 LOGTS	CDC	181 993,64	8 838,37	0,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	-	EUR	610,09	8 493,78
CORREZE HABITAT	1988	P	181 182 UZERCHE	CDC	473 369,44	22 988,80	0,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	-	EUR	1 586,86	22 092,52
CORREZE HABITAT	1996	P	316 LA ROCHE CANILLAC 1 LOGT	CDC	44 362,66	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,750	A-1	EUR	166,68	0,00
CORREZE HABITAT	1998	P	244 ARGENTAT 1 LOGT	CDC	38 034,96	10 425,76	8,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	-	EUR	433,71	987,71
CORREZE HABITAT	1999	P	263 UZERCHE SOUILLE	CDC	32 014,29	11 596,98	9,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	474,45	888,54

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2003	P	LIGINIAC-3 LOGTS	CDC	9 757,00	7 286,66	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	310,35	102,66
CORREZE HABITAT	2003	P	PALISSE 2 LOGTS	CDC	8 367,00	6 248,56	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	266,14	88,04
CORREZE HABITAT	2003	P	STE FORTUNADE-LA VERGNE	CDC	5 466,00	4 056,27	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	173,35	71,17
CORREZE HABITAT	2003	P	VARS /ROSEIX-2 LOGTS	CDC	3 244,00	2 450,82	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	104,23	30,83
CORREZE HABITAT	2003	P	SORNAC 2 LOGTS	CDC	8 939,00	6 838,26	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	223,14	134,82
CORREZE HABITAT	2003	P	ORLIAC DE BAR 4 LOGTS	CDC	4 933,00	3 773,68	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	123,14	74,40
CORREZE HABITAT	2005	P	0354 STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	8 529,00	4 965,42	15,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,140	A-1	EUR	214,09	193,40
CORREZE HABITAT	2005	P	SAINT ROBERT	CDC	4 048,00	3 205,42	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,150	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,140	A-1	EUR	134,24	29,23
CORREZE HABITAT	2005	P	DONZENAC - MAISON SANCHEZ	CDC	7 821,00	6 193,89	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	189,25	114,54
CORREZE HABITAT	2006	P	MARCILLAC LA CROISILLE - RUE CHATAIGNERE	CDC	27 000,00	3 428,85	1,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	200,80	1 591,15
CORREZE HABITAT	2006	P	0422 NEUVIC 7+1 LOGTS	CDC	20 162,00	15 737,44	31,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	638,08	214,59
CORREZE HABITAT	2007	P	0425 JUILLAC 2 LOGTS	CDC	10 915,00	8 612,03	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	348,89	110,34
CORREZE HABITAT	2007	P	0426 EYGURANDE 10 LOGTS	CDC	21 616,00	16 679,66	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,640	A-1	EUR	617,25	231,41

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2007	P	0456 SOURSAC 5 LOGTS	CDC	17 465,00	13 830,21	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	560,30	177,19
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	20 900,00	16 590,21	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	672,11	212,55
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	22 400,00	17 780,88	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	720,35	227,80
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	86 878,76	8,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,440	A-1	EUR	3 277,33	8 116,23
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "LES SAPINS" 18 LOGTS	CDC	313 500,00	112 387,81	8,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,440	A-1	EUR	4 239,60	10 499,29
CORREZE HABITAT	2008	P	0451 COLLONGES LA ROUGE 3 LOGTS	CDC	5 528,00	4 302,65	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	157,21	64,21
CORREZE HABITAT	2008	P	121 ARNAC 128 MANSAC	CDC	52 053,00	40 515,00	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 480,31	604,65
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST ROBERT3 LOGTS	CDC	49 626,00	38 625,98	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 411,29	576,46
CORREZE HABITAT	2008	P	0446 VIGEOIS 4 LOGTS	CDC	20 581,00	16 019,03	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	585,29	239,07
CORREZE HABITAT	2008	P	0480 SAINT PARDOUX L'ORTIGIER 3 LOGTS	CDC	9 723,00	7 567,78	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	276,51	112,94
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST CLEMENT 7 LOGTS	CDC	99 062,00	78 254,78	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 070,05	1 362,37
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS TREIGNAC 7 LOGTS	CDC	69 240,00	54 696,62	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 446,87	952,24
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 28 LOGTS	CDC	238 800,00	67 193,22	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	2 580,17	12 196,66

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2009	P	CORNIL "LE PUY MARUT" 12 LOGTS	CDC	21 200,00	9 720,52	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	377,58	767,78
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 18 LOGTS	CDC	328 000,00	262 033,49	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	9 489,94	1 575,91
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES"-2 LOGTS	CDC	158 977,00	108 249,35	24,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 091,59	2 164,43
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 2 LOGTS	CDC	28 448,00	21 665,38	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	612,08	194,62
CORREZE HABITAT	2009	P	LE JARDIN CONSTRUCTION 2 LGTS	CDC	21 127,00	17 217,09	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	621,65	50,98
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	163 934,00	122 316,56	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 457,79	1 511,04
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	39 450,00	32 512,49	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 173,04	71,99
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	18 819,00	13 299,31	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,690	A-1	EUR	364,88	214,82
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC- 2 LOGEMENTS	CDC	173 968,00	129 803,30	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 730,65	1 603,52
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC-2 LOGEMENTS	CDC	6 805,00	5 608,31	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	202,35	12,41
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-De-LARCHE-Le Colombier-6 LGTS	CDC	485 955,00	362 587,11	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	13 214,39	4 479,22
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE - Le Colombier- 8 LGTS	CDC	31 248,00	25 752,88	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	929,16	57,02
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-L Colombier- 8 LGTS	CDC	49 511,00	34 989,26	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,690	A-1	EUR	959,97	565,15

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Colombier- 2 LGTS	CDC	195 141,00	138 784,68	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 947,02	2 180,39
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-LeColombier-3 LGTS	CDC	314 446,00	220 911,02	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	8 051,04	2 729,02
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE -Le Colombier- 3 LGTS	CDC	55 066,00	45 382,36	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 637,38	100,49
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-Le Colombier-3 LGTS	CDC	30 328,00	21 432,70	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,690	A-1	EUR	588,03	346,19
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-5 LGTS	CDC	357 656,00	256 448,83	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	9 346,21	3 168,04
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	46 485,00	38 310,37	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 382,23	84,83
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	43 586,00	30 802,09	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,690	A-1	EUR	845,09	497,52
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-1 LGT	CDC	100 140,00	71 219,79	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	2 025,48	1 118,90
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	274 596,00	204 885,16	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	7 466,98	2 531,05
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12 - 3 LGTS	CDC	31 161,00	25 681,17	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	926,57	56,87
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	27 503,00	19 436,27	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,690	A-1	EUR	533,26	313,94
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE - 10 LGTS	CDC	956 612,00	720 143,14	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	19 169,75	17 154,81
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE-10 LGTS	CDC	112 785,00	92 789,90	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 447,23	1 334,52

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-LE BOSQUET- 2 LGTS	CDC	207 257,00	156 024,30	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 153,27	3 716,71
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Bosquet- 2 LGTS	CDC	2 941,00	2 419,58	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	63,81	34,80
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	178 000,00	134 490,23	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 916,45	2 077,87
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 000,00	24 763,71	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	897,00	153,09
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	151 633,00	116 256,95	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 095,51	2 801,10
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	22 051,00	18 297,60	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	483,03	280,65
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	112 038,00	82 507,67	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 525,67	2 251,61
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	1 470 956,00	1 113 536,96	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	29 649,53	26 829,64
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	143 473,00	119 052,00	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 142,83	1 826,04
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET ELVERT - LA CHAPELLE DES EGAUX - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	338 437,00	259 479,51	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	6 909,02	6 251,92
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	204 104,00	156 486,48	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 166,68	3 770,40
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 713,00	25 485,22	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	672,78	390,90

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	95 273,00	70 161,47	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 297,37	1 914,69
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	175 251,00	134 364,87	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 577,66	3 237,40
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	19 447,00	16 136,86	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	425,99	247,51
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	71 332,00	52 530,72	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	971,36	1 433,55
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	62 363,00	45 925,72	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	849,22	1 253,30
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	19 465,00	15 544,47	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	284,90	283,42
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	219 720,00	169 741,61	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	6 206,96	2 674,02
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	61 872,00	51 732,67	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 875,73	370,93
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	172 638,00	128 103,64	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 654,22	2 404,39
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	48 613,00	39 118,81	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 106,13	385,83
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	164 841,00	127 345,62	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 656,66	2 006,14
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	19 672,00	16 448,24	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	596,38	117,94

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	69 591,00	51 639,04	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 473,03	969,22
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	405 092,00	312 984,66	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	11 444,95	4 930,59
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	72 694,00	60 785,80	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 203,98	435,84
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	150 722,00	111 842,70	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 190,37	2 099,18
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE DE LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	28 543,00	22 967,91	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	649,44	226,53
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	330 247,00	255 157,41	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	9 330,37	4 019,61
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	8 985,00	7 513,13	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	272,41	53,87
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	154 447,00	114 606,81	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 269,22	2 151,06
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	4 339,00	3 491,50	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	98,73	34,44
CORREZE HABITAT	2012	P	AYEN - LES CONDAMINES (EX GENDARMERIE) - ACQUISITION AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	78 060,00	57 924,16	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 652,32	1 087,18
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	590 544,00	456 269,66	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	16 684,47	7 187,82
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	118 983,00	99 492,08	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 607,40	713,37
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	171 003,00	126 892,15	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 619,67	2 381,65

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	34 795,00	27 998,78	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	791,70	276,15
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	209 109,00	161 563,05	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	5 907,90	2 545,18
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	17 996,00	15 048,04	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	545,61	107,90
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	108 154,00	84 878,98	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 257,46	1 946,36
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	9 871,00	8 313,17	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	219,32	122,40
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	411 508,00	322 950,46	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	8 589,26	7 405,58
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 192,00	31 322,49	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	826,38	461,18
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYSSAC - LES TERMES - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	288 000,00	174 052,11	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	5 931,18	8 445,86
CORREZE HABITAT	2013	P	MALEMORT - LE JASSOU - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	252 000,00	152 844,44	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	5 208,49	7 416,76
CORREZE HABITAT	2013	P	ST PANTALEON DE LARCHE - RESIDENCE ARNODIN - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	101 500,00	61 562,34	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	2 097,86	2 987,31
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - PRE POISSAC - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	280 000,00	169 827,14	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	5 787,21	8 240,85
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 2 - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	160 000,00	97 357,87	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	3 308,85	4 452,84
CORREZE HABITAT	2013	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	10 000,00	6 191,36	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	232,73	273,30

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	116 829,44	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	3 970,62	5 343,41
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 1 - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	9 700,00	6 005,56	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	225,74	265,11
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - LE CHAMP PEYRAT - REHABILITATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	312 000,00	189 847,83	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	6 452,25	8 683,05
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	116 829,44	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,240	A-1	EUR	3 970,62	5 343,41
CORREZE HABITAT	2015	P	206 JUILLAC 1 LOGT	CDC	22 246,31	12 270,24	8,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	558,79	1 034,24
CORREZE HABITAT	2015	P	270 NOAILLES 1 LOGT	CDC	14 647,62	2 737,42	1,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	168,20	1 267,23
CORREZE HABITAT	2015	P	282 TULLE 1 LOGT MIRAT	CDC	17 415,94	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,130	A-1	EUR	80,11	0,00
CORREZE HABITAT	2015	P	167 VITRAC 2 LOGTS	CDC	30 729,51	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,260	A-1	EUR	154,72	3 683,85
CORREZE HABITAT	2015	P	137 MEYMAC 15 LOGTS	CDC	13 336,68	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,570	A-1	EUR	8,60	546,20
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	24 241,03	2 744,26	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	224,80	2 608,16
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS	CDC	8 806,96	997,00	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	81,67	947,56
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	10 117,79	1 145,40	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	93,83	1 088,60
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC-POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	25 202,88	2 853,14	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	233,72	2 711,65

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	160 BORT-LES-ORGUES 7 LOGTS	CDC	9 244,86	1 046,58	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	85,73	994,68
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	31 779,42	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,260	A-1	EUR	166,39	3 961,63
CORREZE HABITAT	2015	P	155 MONTAIGNAC 2 LOGTS	CDC	34 034,18	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	163,93	3 903,21
CORREZE HABITAT	2015	P	153 BEAULIEU 3 LOGTS	CDC	12 592,49	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	60,76	1 446,64
CORREZE HABITAT	2017	P	258 OBJAT 1ère tranche	CDC	89 029,10	18 422,17	1,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	1 134,41	8 587,52
CORREZE HABITAT	2017	P	261 OBJAT 2ème tranche - LA RIBIERE DE LA VIALLE	CDC	140 364,10	39 571,96	2,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	2 166,26	12 005,61
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLA TS	CDC	40 356,16	18 952,40	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,790	A-1	EUR	806,32	2 266,39
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLF	CDC	195 637,14	95 253,22	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	4 459,31	10 920,75
CORREZE HABITAT	2017	P	235 LAGARDE ENVAL	CDC	2 495,94	279,83	0,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,510	A-1	EUR	19,32	268,91
CORREZE HABITAT	2017	P	MARCILLAC LA CROZE	CDC	21 696,60	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,220	A-1	EUR	123,80	2 947,68
CORREZE HABITAT	2017	P	255 BEYSSAC	CDC	47 320,10	10 799,61	1,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,190	A-1	EUR	662,77	4 995,63
CORREZE HABITAT	2018	P	350 CHAMBERET 2 LOGTS	CDC	13 145,80	11 256,79	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	457,99	192,99
CORREZE HABITAT	2018	P	364 NAVES 4 LOGTS	CDC	33 967,31	21 769,84	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	887,55	418,92

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	363 378 MALEMORT 15 + 5 LOGTS	CDC	136 652,25	116 774,96	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	4 760,88	2 247,13
CORREZE HABITAT	2018	P	361 FAVARS 6 LOGTS	CDC	23 741,94	20 288,44	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	827,15	390,42
CORREZE HABITAT	2018	P	ST BONNET PRES BORT-2 LOGTS	CDC	10 100,23	8 674,48	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	352,54	139,14
CORREZE HABITAT	2018	P	IMMEUBLE JAUVION GARE DE CORREZE	CDC	27 687,91	23 730,18	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	966,44	430,79
CORREZE HABITAT	2018	P	LOTISSEMENT LA GARENNE	CDC	21 713,55	18 678,35	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	760,70	339,08
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMP DE FOIRE	CDC	47 070,06	40 490,45	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 649,02	735,05
CORREZE HABITAT	2018	P	BAR LE NEUF	CDC	20 975,74	18 108,21	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	734,85	263,05
CORREZE HABITAT	2018	P	MEYSSAC 8 LOGTS	CDC	51 945,15	44 960,19	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 822,67	606,59
CORREZE HABITAT	2018	P	ST PANTALEON DE LARCHE 5 LOGTS	CDC	9 212,05	7 973,32	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	323,24	107,57
CORREZE HABITAT	2018	P	ST CLEMENT 4 LOGTS	CDC	8 732,98	7 558,68	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	306,43	101,97
CORREZE HABITAT	2018	P	EYREIN 3 LOGTS	CDC	13 245,49	11 464,40	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	464,76	154,68
CORREZE HABITAT	2018	P	SOUDEILLE 4 LOGTS	CDC	22 930,74	19 847,31	29,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	804,60	267,77
CORREZE HABITAT	2018	P	VARETZ 4 LOGTS	CDC	17 320,45	11 911,65	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	482,89	160,71

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	35 681,40	30 996,01	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 256,57	418,19
CORREZE HABITAT	2018	P	CUBLAC 6 PAVILLONS	CDC	10 248,73	7 464,27	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	302,60	100,70
CORREZE HABITAT	2018	P	0412 MASSERET 4 LOGTS	CDC	12 974,25	11 422,64	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	349,33	221,79
CORREZE HABITAT	2018	P	0386 LADIGNAC 3 LOGTS	CDC	31 878,36	28 065,96	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	858,33	544,94
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT PRIVAT	CDC	10 342,41	9 007,49	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	364,70	109,89
CORREZE HABITAT	2018	P	COSNAC	CDC	10 567,03	9 203,13	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	372,62	112,28
CORREZE HABITAT	2018	P	JUILLAC	CDC	13 327,30	11 607,11	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	469,95	141,61
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMEYRAT	CDC	74 822,75	65 165,11	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 638,41	795,06
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	12 839,27	9 568,78	15,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	398,23	387,03
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	177 162,63	154 295,57	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	6 247,12	1 882,53
CORREZE HABITAT	2018	P	DARNETS	CDC	40 937,11	35 653,20	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 443,53	434,99
CORREZE HABITAT	2018	P	LUBERSAC	CDC	36 248,44	19 031,43	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	769,31	201,28
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET	CDC	29 877,77	26 157,21	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	1 057,35	276,64

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT-SOLVE - BELLEVUE - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	318 460,52	277 518,01	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	11 174,27	1 838,62
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	24 200,00	15 814,92	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	591,84	625,19
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 135 ET 145 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS (BATIMENTS D ET E)	CDC	38 000,00	24 833,37	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	929,34	981,71
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	455 986,00	371 506,10	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	13 474,07	2 773,49
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUET - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	82 806,00	71 809,16	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 557,46	0,00
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 793,00	47 056,10	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 331,71	504,97
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	10 907,00	9 152,18	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	256,95	24,44
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	314 400,00	253 411,89	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	6 702,59	4 380,20
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	33 264,00	28 550,61	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	749,26	267,17
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	106 202,00	82 670,41	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 518,81	1 707,96
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	11 224,00	9 316,08	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	169,79	116,64
CORREZE HABITAT	2014	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	132 301,14	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	3 796,29	5 745,77
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	105 000,00	66 150,56	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 898,14	2 872,89

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - CALAIS - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	320 000,00	201 601,75	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	5 784,82	8 755,46
CORREZE HABITAT	2014	P	ALLASSAC - CITE RADIEUSE - REHABILITATION 6 LOGEMENTS	CDC	71 000,00	44 730,39	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 283,51	1 942,61
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - ROUTE SAINT DULCET - CHATAIGNIES - REHABILITATION DE 8 LOGEMENTS	CDC	128 000,00	80 640,71	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	2 313,93	3 502,18
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - ROUTE DE ST-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	273 000,00	171 991,49	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	4 935,18	7 469,50
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	243 000,00	153 091,34	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	4 392,85	6 648,68
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	155 100,00	101 359,42	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 793,19	4 006,91
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 29 LOGEMENTS (BATIMENT A)	CDC	319 000,00	200 971,73	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	5 766,75	8 728,09
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - 122 AVENUE VICTOR HUGO - IMMEUBLE CAMMAS - REHABILITATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	126 764,28	85 407,45	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	2 441,15	3 361,82
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	580 318,00	440 847,32	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,100	A-1	EUR	18 174,12	1 345,49
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	33 682,00	25 587,43	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,100	A-1	EUR	1 054,85	78,10
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	308 870,00	253 991,21	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	9 198,69	1 527,83
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	9 135,00	7 985,14	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,410	A-1	EUR	272,33	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RUE PIECE VERDIER - REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS	CDC	303 500,00	192 904,17	14,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	5 528,09	8 117,26
CORREZE HABITAT	2016	P	UZERCHE - ROUTE DE SAINT-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	20 566,00	14 581,82	16,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	414,27	482,60
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE - RESIDENCE LA BORIE BLANCHE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	206 500,00	158 957,94	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	5 871,36	4 135,21
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	146 797,00	129 296,64	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	4 662,56	218,83
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 136,50	26 592,79	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,150	A-1	EUR	823,39	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	47 045,00	40 428,72	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 137,75	205,26
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	10 404,50	9 302,74	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,670	A-1	EUR	243,96	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	MANSAC - RESIDENCE VAUBAN - ACQUISITION DE 9 LOGEMENTS	CDC	327 616,00	295 484,51	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,080	A-1	EUR	12 065,17	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	6 331,00	4 741,24	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	134,29	141,81
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	80 669,00	62 096,75	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 293,64	1 615,41
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	224 000,00	167 751,99	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	4 751,16	5 017,34
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	1 351 015,00	1 154 437,06	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	41 845,61	7 940,91
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	337 595,00	286 379,43	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	10 393,68	2 333,86

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	67 048,00	57 618,55	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 621,51	292,53
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	19 740,50	17 650,13	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,650	A-1	EUR	462,86	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	202 081,00	177 989,97	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	6 418,49	301,23
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 974,50	54 738,51	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,140	A-1	EUR	1 694,86	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE ICF 138 LOGEMENTS SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	4 981 300,00	4 256 501,46	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	154 288,09	29 278,79
CORREZE HABITAT	2018	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2016)	CDC	386 618,46	312 132,18	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	11 497,31	7 237,60
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET - REHABILITATION DE L'EHPAD	CDC	445 240,00	358 494,10	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	13 205,04	8 312,63
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	955 355,50	852 002,18	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	23 956,50	3 587,03
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	158 583,50	146 067,54	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,570	A-1	EUR	3 755,25	0,00
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBOULIVE - AUX BERNARDINES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS	Crédit Foncier	623 891,00	525 915,35	30,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	2,070	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,060	A-1	EUR	21 855,24	11 068,35
CORREZE HABITAT	2016	P	FINANCEMENT DE DIVERS PROGRAMMES POU REMPLACEMENT DE COMPOSANTS SUR PLUSIEURS RESIDENCES DE L'OFFICE	SFIL	11 406 590,02	7 845 730,93	22,83	A	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	A-1	EUR	130 322,37	478 031,02

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2007	P	404 EHPAD CHAMBERET	CE	612 119,00	360 446,00	13,65	T	V	Inflation Livret A + 0.8	3,850	V	Inflation Livret A + 0.8	3,970	A-1	EUR	15 710,98	20 002,89
CORREZE HABITAT	2009	P	EHPAD CHAMBERET	Crédit Foncier	1 754 000,00	855 696,41	14,91	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A(Préfixé)	5,230	V	(Livret A(Préfixé) + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A(Préfixé)	4,120	A-1	EUR	36 908,44	60 894,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	592 192,69	397 490,64	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	16 435,56	30 966,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 289,97	19 311,07	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	716,27	496,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 362,40	30 150,17	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 118,30	775,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 310,60	29 278,08	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 085,96	753,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 806,69	30 076,29	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 113,52	683,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	38 114,23	32 014,53	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 185,27	728,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 703,42	27 469,65	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 016,99	624,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 543,15	20 615,33	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	763,23	468,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 919,78	31 377,97	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 159,77	629,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 351,00	24 945,28	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	922,01	500,46

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 322,15	30 020,15	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 109,57	602,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 618,61	28 554,65	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 051,08	384,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 653,67	0,00	0,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,630	A-1	EUR	319,37	86,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	294 696,96	254 958,27	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	9 888,66	3 591,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 339,65	37 200,83	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 099,14	700,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 453,85	22 945,01	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	678,37	447,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 238,22	112 676,11	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 370,19	1 587,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	77 819,12	67 325,53	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 611,25	948,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	276 792,96	239 468,56	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	9 287,89	3 373,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 469,24	40 017,09	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 182,35	753,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	311 337,14	215 546,70	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 351,23	2 671,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 588,56	33 680,87	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,410	A-1	EUR	1 313,57	325,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 425,17	17 106,74	11,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	681,04	965,64

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 253,01	221 744,02	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 591,34	2 748,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 467,48	28 010,55	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 104,74	316,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	265 960,67	236 239,90	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	9 144,30	2 572,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 843,75	23 088,03	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	910,60	260,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	260 908,54	231 752,30	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 970,60	2 523,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 406,76	38 556,13	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	1 492,42	419,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	136 917,68	119 411,29	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 626,51	1 479,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 819,35	22 990,71	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	909,74	335,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	417 767,50	371 082,40	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	14 363,74	4 041,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	150 709,30	134 198,30	31,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	5 310,21	1 960,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	79 251,62	70 395,37	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 724,84	766,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	264 049,04	231 800,58	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 972,45	2 524,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 278,17	41 810,26	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 234,28	751,17

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	166 204,32	144 953,31	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 616,13	1 796,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	66 777,17	60 330,18	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 781,01	1 083,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	350 322,99	305 530,41	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	11 837,59	3 786,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 239,41	91 702,53	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 549,59	998,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 497,66	99 857,88	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 868,93	1 237,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 475,20	38 374,45	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 132,85	689,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 817,70	171 270,53	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 629,48	1 865,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 530,23	38 424,17	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 134,32	690,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 478,47	129 583,79	25,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 015,76	1 404,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 367,33	166 614,35	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 443,92	1 593,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 021,07	32 105,84	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 269,39	442,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	118 890,32	106 289,20	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 110,81	1 016,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	98 246,86	87 833,70	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 397,02	840,24

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 806 278,21	1 611 108,91	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	60 749,39	16 025,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 728,75	126 707,00	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 900,48	1 212,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 801,71	23 888,58	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	944,50	329,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	288 844,23	256 729,84	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	0,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,590	A-1	EUR	9 306,71	2 702,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	33 053,24	27 473,42	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	1 045,90	694,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	213 449,57	190 826,11	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	7 380,33	1 825,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 580,27	45 082,57	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 782,46	621,52
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	310 860,72	277 912,75	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	10 748,46	2 658,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	63 666,35	56 949,89	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	2 251,67	785,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	240 782,83	215 175,93	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 322,08	2 058,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 475,43	42 467,04	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 679,05	585,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	274 193,69	244 893,65	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	9 471,42	2 342,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 790,31	30 316,60	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	1 172,52	290,02

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 821,81	6 531,30	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	258,23	90,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 609,76	64 913,88	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 510,58	620,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 877,27	24 373,30	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	718,95	418,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 649,46	92 663,75	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 583,83	886,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 152,29	24 622,70	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	726,31	422,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 199,27	220 104,69	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 512,69	2 105,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	48 741,23	44 200,38	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 303,80	758,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 814,32	146 451,70	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 664,12	1 401,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	22 977,32	20 836,70	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	614,63	357,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 734,73	101 396,04	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 918,55	845,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 168,01	23 401,03	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	925,46	328,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 032,58	89 072,10	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 442,28	742,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	49 998,02	44 969,29	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	1 737,88	375,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 314,25	61 985,04	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	2 451,37	870,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 758,33	221 040,35	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 542,31	1 843,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 594,31	55 399,19	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 140,95	461,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 376,83	38 790,20	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	1 534,07	544,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 573,56	86 257,14	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 082,62	818,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	154 478,09	137 976,10	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	4 930,94	1 308,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 408,83	100 400,85	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 588,09	952,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	172 329,15	153 920,27	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 500,74	1 459,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 779,24	70 363,76	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 514,64	667,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	487 617,97	435 528,71	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	15 564,75	4 130,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	545 929,43	487 611,10	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	17 426,04	4 624,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 479 277,03	1 328 795,29	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	47 453,72	11 071,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 457,92	151 321,23	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 403,96	1 260,86

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	37 774,81	32 197,57	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	1 157,30	601,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	143 340,58	122 177,16	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	4 391,50	2 283,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	102 575,52	87 430,82	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 142,58	1 633,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 720,92	102 897,17	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 698,50	1 922,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 773,51	95 265,24	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,330	A-1	EUR	3 255,74	4 409,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 473,36	66 711,48	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,330	A-1	EUR	2 279,89	3 087,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 326,98	32 619,92	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,330	A-1	EUR	1 114,81	1 509,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 946,14	118 053,67	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,330	A-1	EUR	4 034,53	5 464,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 223,58	33 492,41	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 354,38	1 380,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 553,63	37 549,26	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 514,30	1 381,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 894,95	94 671,33	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 817,92	3 482,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	451 540,93	356 545,11	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	14 378,86	13 116,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 441,84	166 168,80	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	6 701,30	6 113,14

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	396 062,99	312 738,72	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	12 612,22	11 505,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 787,35	115 116,37	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 642,45	4 234,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	173 147,52	136 720,52	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 513,70	5 029,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 277,89	76 022,81	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 065,87	2 796,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	159 843,49	126 215,34	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 090,04	4 643,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 875,47	112 027,44	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 517,87	4 121,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 640,77	53 410,38	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 153,95	1 964,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 308,76	75 257,49	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 035,00	2 768,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 276,17	37 330,20	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 505,46	1 373,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 939,54	40 905,18	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 645,70	1 345,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	223 044,91	179 108,17	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	7 205,87	5 893,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 764,90	83 324,68	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 352,32	2 741,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	176 732,30	141 918,47	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 709,66	4 669,86

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 352,81	47 661,14	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 917,50	1 568,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,93	85 744,17	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 449,65	2 821,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 753,56	56 013,11	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 253,51	1 843,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 262,82	59 634,12	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 399,19	1 962,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	84 044,94	67 489,25	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 715,23	2 220,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	55 600,15	44 647,72	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 796,27	1 469,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 303,70	35 576,50	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 431,31	1 170,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	857 327,43	688 446,05	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	27 697,52	22 653,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 240,57	184 083,39	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	7 406,03	6 057,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 142,14	0,00	0,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,920	A-1	EUR	250,33	170,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 908,68	112 427,15	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 513,60	3 313,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	129 141,11	105 279,55	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 226,64	3 103,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	190 106,24	157 105,75	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	6 295,43	4 152,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 008,01	96 696,60	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 874,76	2 555,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 160,23	109 218,58	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 376,53	2 886,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	57 162,73	23 300,37	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	935,44	686,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 952,83	90 451,99	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 631,36	2 666,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 443,40	72 916,86	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 927,39	2 149,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 119,80	85 696,67	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 440,45	2 526,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 773,05	49 397,07	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 979,39	1 305,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 573,47	103 775,25	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 158,40	2 742,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 401,08	99 500,70	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 987,12	2 629,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 664,98	77 405,70	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 101,74	2 045,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 186,91	24 946,75	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	999,64	659,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 069,75	113 275,86	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 539,10	2 993,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	152 968,17	126 414,43	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 065,58	3 340,89

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	56 075,77	46 341,61	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 856,97	1 224,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	75 444,52	62 348,13	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 498,36	1 647,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	20 486,30	16 930,08	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	678,41	447,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 732,28	27 050,29	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 083,93	714,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 901,41	51 155,93	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 049,88	1 351,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 431,73	51 594,21	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 067,44	1 363,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 727,55	154 313,56	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	6 183,55	4 078,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,77	88 242,27	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 535,99	2 332,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 576,97	78 985,84	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 165,06	2 087,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 816,35	25 466,91	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 020,49	673,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 675,35	66 670,96	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 671,59	1 761,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 932,77	88 370,31	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 541,11	2 335,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 407,19	44 136,26	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 768,60	1 166,43

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	174 073,89	143 856,48	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 764,52	3 801,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 408,95	80 499,77	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 225,73	2 127,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 767,98	82 449,26	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 303,85	2 178,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 158,30	51 962,62	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 078,69	1 231,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 227,86	106 449,31	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 258,36	2 522,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 215,20	83 848,29	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 354,23	1 987,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 281,86	83 067,39	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 323,00	1 968,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 768,33	92 677,96	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 707,46	2 196,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	131 217,06	109 787,07	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 391,89	2 601,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	134 470,76	84 969,76	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 399,09	2 013,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 669,68	97 694,66	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 908,14	2 315,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 631,33	91 726,59	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 669,39	2 173,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 784,23	105 241,41	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 210,03	2 494,27

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 432,91	97 365,14	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 908,92	2 869,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 885,32	71 646,61	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 876,38	2 111,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	255 687,47	208 443,76	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	8 368,37	6 144,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 980,54	90 474,52	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 632,27	2 666,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 570,48	24 106,69	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	967,81	710,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 226,84	43 392,03	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 742,05	1 279,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 294,79	91 545,94	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 675,29	2 698,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 382,94	44 604,72	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 790,73	1 314,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 636,83	55 139,51	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 213,68	1 625,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	111 178,70	90 636,08	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 638,76	2 671,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	52 569,73	42 856,38	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 720,56	1 263,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 078,58	89 317,32	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 579,06	2 360,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 897,16	61 895,77	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 480,25	1 635,78

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 136,63	105 067,00	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 210,18	2 776,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	201 568,32	143 326,91	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 743,29	3 787,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 348,65	101 833,06	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 067,49	2 163,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 122,94	93 180,62	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 721,88	1 979,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 632,14	29 459,61	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 176,69	625,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 667,60	77 564,61	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 098,14	1 647,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 206,53	69 559,07	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 778,37	1 477,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 357,27	112 840,35	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 507,14	2 397,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 716,82	89 452,34	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 572,98	1 900,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 562,49	60 552,61	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 418,64	1 286,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	142 156,77	120 286,05	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 804,55	2 555,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 070,82	90 598,10	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 618,74	1 924,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	206 964,61	175 123,24	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	6 994,90	3 720,67

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 570,23	139 251,19	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	5 562,07	2 958,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 819,36	63 308,50	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	2 528,72	1 345,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 628,80	58 237,36	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	2 205,97	1 002,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	179 424,96	119 219,42	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	4 761,95	2 532,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	197 651,66	168 973,11	21,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	6 739,94	3 214,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 127,34	85 599,25	21,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	3 414,35	1 628,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	94 041,94	81 781,14	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	3 093,57	1 228,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 494,57	43 911,30	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	1 661,06	659,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	585 833,85	500 831,50	21,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	19 977,00	9 529,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 382,74	19 050,97	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	787,72	1 484,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 726,85	32 576,86	10,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	1 338,74	2 205,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	200 923,33	173 400,60	22,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	6 907,86	2 949,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 258,13	52 912,93	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 955,72	1 061,55

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 699,34	36 681,31	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 353,74	647,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 375,28	46 711,66	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 723,92	824,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 179,93	38 327,88	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 412,58	592,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 379,91	69 289,43	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	2 554,94	1 128,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 042,73	39 689,93	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,640	A-1	EUR	1 463,50	646,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 490,09	21 833,81	12,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	888,92	1 141,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 590,50	29 719,25	10,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	0,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,590	A-1	EUR	1 112,64	1 867,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 111,62	36 659,40	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	1 387,43	581,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 835,20	79 943,49	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,740	A-1	EUR	3 028,18	1 375,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 703,93	79 444,72	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 854,53	1 436,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	183 720,99	158 008,12	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 672,36	2 638,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 797,17	112 491,31	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	4 038,34	1 878,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 552,06	96 799,71	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 475,03	1 616,21

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	221 334,55	190 357,45	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	6 833,68	3 178,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 906,90	182 897,12	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	6 558,41	2 720,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 807,54	208 691,48	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	7 483,35	3 104,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	263 528,38	228 530,10	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	8 194,73	3 399,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 283,38	47 074,19	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	1 688,00	700,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	73 333,17	63 594,03	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 280,39	946,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 490,25	62 863,09	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 254,16	935,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 889,01	19 443,59	10,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	799,03	1 316,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 822,40	34 442,05	12,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,190	A-1	EUR	1 135,06	1 964,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 815,15	29 104,21	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,270	A-1	EUR	998,21	2 392,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	15 707,88	10 875,02	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,270	A-1	EUR	372,99	893,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	128 458,46	113 389,52	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	4 596,77	1 529,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	60 927,15	53 780,03	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,990	A-1	EUR	2 180,22	725,58

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	613 354,97	546 186,23	27,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	21 104,49	4 406,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 250,23	120 385,64	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,890	A-1	EUR	3 553,91	2 162,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 304,65	23 697,11	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	979,84	1 846,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	574 407,81	511 390,76	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	20 290,14	5 374,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 943,77	203 826,79	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,930	A-1	EUR	8 087,11	2 142,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	34 225,63	28 308,65	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	1 022,28	740,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	39 044,08	33 102,42	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	1 191,19	678,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 293,67	36 935,08	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	1 323,65	513,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 953,56	170 395,18	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 608,84	2 400,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 259,86	213 052,75	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 263,34	3 001,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 791,66	108 829,17	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 220,98	1 533,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	434 261,93	375 703,50	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	14 571,82	5 292,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	227 480,85	196 805,99	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	7 633,21	2 772,53

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	306 174,01	158 854,85	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 161,26	2 237,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	135 644,91	117 353,75	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 551,61	1 653,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 210,01	145 527,56	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 644,35	2 050,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	6 562 501,30	6 062 907,16	31,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	0,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	3,980	A-1	EUR	242 157,69	9 434,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 786,42	211 633,60	19,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.03	0,440	V	Livret A(Préfixé) + 1.03	3,960	A-1	EUR	8 520,40	4 680,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	950 461,95	877 424,59	32,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	0,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	3,980	A-1	EUR	35 045,00	522,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	511 663,62	472 345,23	32,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	0,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	3,980	A-1	EUR	18 865,82	281,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 424,11	89 380,89	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 216,38	1 832,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 983,74	139 029,00	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 002,97	2 850,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 168,91	58 642,91	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 110,27	1 202,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 905,61	76 389,31	9,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 838,24	5 561,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	415 160,90	351 982,50	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	12 666,11	7 217,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 205,59	91 872,25	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 301,05	1 661,72

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 030,10	91 721,86	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 295,65	1 658,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 399,39	98 037,12	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 522,56	1 773,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 948,92	62 001,29	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 413,04	1 216,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 498,11	104 964,42	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 085,12	2 058,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 909,11	91 658,10	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 288,87	1 456,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 969,47	76 132,37	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 731,78	1 210,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	65 476,25	56 665,81	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 033,27	900,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 585,58	83 695,00	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 249,90	1 333,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	224 690,27	144 932,60	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 202,96	2 419,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	830 439,25	714 214,25	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	25 639,67	11 924,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 456,22	229 385,74	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 907,09	3 655,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 521,58	51 049,10	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	1 982,24	813,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	76 139,25	65 301,37	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 535,66	1 040,73

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 900,66	170 349,40	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 607,07	2 399,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	211 728,96	181 590,85	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	7 051,20	2 894,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 366,70	78 361,32	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 042,79	1 248,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 585,73	43 385,22	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	1 684,66	691,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 783,51	161 635,77	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 276,34	2 576,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	149 187,47	127 951,70	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 968,39	2 039,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 447,37	82 576,69	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 202,77	1 163,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 185,48	114 360,75	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 435,52	1 611,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 006,13	82 194,93	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 187,97	1 157,93
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	189 397,30	163 857,84	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 355,29	2 308,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	285 255,08	246 789,57	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	9 571,84	3 476,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	158 384,99	137 027,43	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 314,66	1 930,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	191 640,76	165 798,79	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 430,58	2 335,70

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 881,44	94 199,21	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 653,55	1 327,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 379,10	166 437,55	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 455,35	2 344,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 250,97	80 676,46	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 129,07	1 136,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	81 824,09	70 790,47	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	2 745,63	997,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 292,01	84 172,58	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 264,66	1 185,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 712,64	162 776,94	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 313,37	2 293,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	202 428,30	175 131,66	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 792,56	2 467,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	319 740,46	278 858,21	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	10 804,20	3 455,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 280,99	199 964,95	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	7 747,52	2 478,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	203 830,79	177 768,85	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 887,55	2 203,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	156 247,02	136 269,15	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 279,66	1 688,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 907,63	169 114,44	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 552,23	2 095,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 586,94	95 575,06	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 702,99	1 184,46

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	115 536,63	100 764,03	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 904,04	1 248,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	248 630,11	171 667,48	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 651,16	2 127,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	195 220,51	170 259,49	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	6 596,60	2 110,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	284 510,18	208 034,42	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 060,17	2 578,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	257 017,30	224 154,86	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	8 684,75	2 777,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 818,09	98 393,06	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 812,18	1 219,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 767,95	102 710,03	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	3 979,44	1 272,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 247,88	107 489,34	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 164,62	1 332,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 638,96	143 588,11	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	5 563,24	1 779,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 166,62	115 267,69	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,830	A-1	EUR	4 465,98	1 428,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 270,65	46 011,84	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	1 655,75	943,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 464,63	195 787,91	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	7 034,85	3 541,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	352 882,99	300 781,84	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	10 811,19	5 620,83

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	457 364,17	389 836,98	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	14 012,16	7 285,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 278,32	211 810,21	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	7 603,80	3 536,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	375 620,35	323 050,00	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	11 597,21	5 393,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	334 147,83	287 381,84	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	10 316,77	4 798,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 479,15	69 215,60	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 484,78	1 155,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 461,17	166 385,10	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 973,09	2 778,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	296 934,38	255 376,60	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	9 167,80	4 263,89
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 011 287,26	869 751,50	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	31 223,32	14 521,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 010,22	95 400,16	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 420,90	1 419,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	355 590,75	305 823,68	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	10 978,81	5 106,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	788 671,55	683 930,89	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	24 524,70	10 174,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	490 047,21	428 231,87	24,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	15 339,75	5 655,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 907,41	91 447,37	25,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	3 272,60	1 067,21

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 599,80	142 451,42	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 111,43	2 264,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	204 910,31	161 521,38	14,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	5 874,18	6 076,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 034,92	58 541,61	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	2 097,97	813,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 537,30	24 543,30	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	881,08	409,80
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 809,08	217 766,06	26,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	7 786,22	2 232,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	286 235,24	255 145,82	27,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	9 115,25	2 279,96
CORREZE HABITAT	2019	P	TULLE - 9 RUE PORTES DES CHANAC - REHABILITATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	125 500,00	105 973,02	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 893,79	2 187,80
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	16 346,50	15 410,73	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	461,96	0,00
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 375,00	58 474,69	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 105,17	2,26
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 103,00	33 638,35	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	945,07	114,13
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 233,50	27 560,00	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,050	A-1	EUR	826,15	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	118 809,00	109 622,39	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	3 946,56	4,23
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	9 744,50	9 060,95	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,560	A-1	EUR	228,49	0,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REMPLACEMENT DE COMPOSANTS AU TITRE DE L'ANNEE 2017	CDC	389 319,41	328 743,84	19,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	12 079,11	6 786,88
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	95 500,00	83 115,74	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	2 222,11	2 349,77
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 000,00	79 676,32	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 439,26	2 567,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	35 000,00	30 834,34	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	1 130,40	565,68
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	56 000,00	48 569,33	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 365,27	1 076,88
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 505,00	85 104,79	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	2 389,18	223,07
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	10 937,00	10 363,65	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,510	A-1	EUR	256,45	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	20 639,00	19 761,50	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,010	A-1	EUR	583,27	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	219 307,00	206 703,27	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,580	A-1	EUR	7 292,74	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	563 892,50	524 451,69	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	14 723,14	1 374,67

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	98 377,00	93 219,84	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,510	A-1	EUR	2 306,70	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2018)	CDC	753 258,00	665 393,30	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	24 360,89	11 298,13
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	122 000,00	107 135,79	20,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	3 007,71	2 235,46
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	148 529,50	126 872,18	20,58	A	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	1 151,51	5 484,89
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	371 322,50	349 974,80	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,280	A-1	EUR	11 789,99	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 149,00	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,550	A-1	EUR	1 303,08	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	23 647,50	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,950	A-1	EUR	364,10	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	19 754,00	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,950	A-1	EUR	308,91	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	34 010,50	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	1,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.01	3,950	A-1	EUR	523,66	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	111 278,50	104 796,15	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	2 938,14	137,25

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	29 095,50	27 880,76	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,350	A-1	EUR	652,78	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	43 971,00	42 135,22	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,350	A-1	EUR	986,52	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	167 294,50	157 549,02	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	4 417,15	206,35
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	246 460,00	234 915,85	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,410	A-1	EUR	7 954,86	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	37 135,50	35 959,43	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,830	A-1	EUR	1 008,28	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	70 500,00	56 923,90	15,83	A	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	A-1	EUR	283,61	3 417,94
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	54 500,00	47 859,84	20,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	1 343,61	998,63
CORREZE HABITAT	2021	P	BEYNAT - RESIDENCE LA SOLEILLE - REHABILITATION DE 2 LOGEMENTS LOCATIFS	CE	63 461,00	57 114,31	21,40	A	F	Taux fixe à 1.61 %	1,610	F	Taux fixe à 1.61 %	1,610	A-1	EUR	954,15	2 149,44
CORREZE HABITAT	2021	P	ALLASSAC - ANCIENNE GENDARMERIE - REHABILITATION DE 2 LOGEMENTS LOCATIFS	CE	109 297,50	98 328,54	21,46	A	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	A-1	EUR	1 612,27	3 713,79
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	117 297,50	115 421,02	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,790	A-1	EUR	3 184,78	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	424 208,50	413 155,47	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,340	A-1	EUR	13 691,96	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	45 843,50	44 798,66	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,320	A-1	EUR	1 028,53	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	182 847,00	176 718,70	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	4 950,99	102,33
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	6 761,00	6 478,73	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,360	A-1	EUR	151,69	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	25 314,50	23 839,85	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	668,39	31,23
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	7 237,50	7 008,30	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,830	A-1	EUR	196,51	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	26 680,00	25 430,32	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,410	A-1	EUR	861,14	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2019)	CDC	905 434,29	841 003,34	21,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,990	A-1	EUR	30 524,65	12 521,29
CORREZE HABITAT	2024	P	TULLE - 7 RUE TOUR DE MAÏSSE - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	197 000,00	197 000,00	24,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,500	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	219 175,00	219 175,00	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,360	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	32 584,00	32 584,00	50,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,360	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	558 468,00	558 468,00	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	79 773,00	79 773,00	50,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,270	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2020)	CDC	894 388,00	894 388,00	24,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,500	A-1	EUR	0,00	0,00
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	BRIVE - AVENUE TURGOT - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	423 731,51	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,120	A-1	EUR	3 051,63	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	225 544,04	190 938,32	23,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,690	A-1	EUR	7 234,29	4 582,91
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	VARETZ - BISCAYE ALLEE CLAUDE DEBUSSY - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	341 517,82	163 205,35	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	1,630	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	3,870	A-1	EUR	6 496,06	4 218,92
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	1 672 801,71	1 383 730,90	22,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	1,690	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	3,930	A-1	EUR	55 872,21	34 345,39
EGLETONS HABITAT	2018	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	31 398,39	27 682,30	27,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,540	A-1	EUR	987,91	198,97
EGLETONS HABITAT	2017	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	5 000,00	3 744,47	17,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,740	A-1	EUR	106,06	111,99
EGLETONS HABITAT	2019	P	EGLETONS - RESIDENCE DU MOURICOU - REHABILITATION CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE	CREDIT AGRICOLE	400 000,00	341 884,10	20,75	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	3 159,88	14 725,48
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	120 000,00	115 085,93	37,83	A	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	A-1	EUR	1 199,07	2 469,50
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	877 927,00	872 243,40	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,540	A-1	EUR	22 131,95	0,00
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	249 482,00	244 816,71	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,090	A-1	EUR	5 113,05	0,00
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	60 000,00	57 542,97	37,83	A	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	A-1	EUR	599,53	1 234,75

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	181 708,00	179 626,15	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,880	A-1	EUR	5 378,00	0,00
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	60 427,00	30 478,55	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,500	A-1	EUR	1 505,32	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	UZERCHE LACHAMPS	CDC	2 155,14	1 377,38	10,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,690	A-1	EUR	54,67	100,03
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 5 PAVILLONS	CDC	72 582,15	64 029,29	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,690	A-1	EUR	2 398,02	782,17
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	1 315 624,98	1 145 257,16	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	41 630,47	11 144,66
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	351 774,18	320 821,21	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	11 559,30	270,58
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	352 969,70	300 803,40	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	8 532,34	3 923,03
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE LA NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 322,60	81 599,04	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	2 293,77	321,48
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	BRIVE 16 LOGTS	CDC	39 246,40	0,00	0,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	292,90	6 973,79
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 45	CDC	708 814,87	627 802,20	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	1,690	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	3,930	A-1	EUR	25 059,77	8 232,62
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	VARETZ BISCAYE FONCIERS	CDC	115 861,79	60 506,72	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	1,630	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	3,870	A-1	EUR	2 380,48	845,97
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	182 900,66	162 367,78	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	5 874,41	810,10

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	43 453,64	40 015,50	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,370	A-1	EUR	1 341,69	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	35 039,22	30 476,95	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	860,46	253,52
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	611 236,14	542 617,25	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	19 631,69	2 707,28
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	194 985,51	179 557,88	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,370	A-1	EUR	6 020,43	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	162 711,14	141 525,39	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 995,68	1 177,28
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	51 018,44	46 188,42	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	1 294,17	31,68
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	47 188,68	43 149,55	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,690	A-1	EUR	1 154,83	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	130 547,54	115 044,86	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	3 240,58	690,08
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	99 020,09	92 090,93	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,180	A-1	EUR	2 900,08	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	225 038,09	202 509,99	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,590	A-1	EUR	7 309,30	526,17
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	360 766,70	351 535,29	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,800	A-1	EUR	9 699,82	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	789 445,15	761 381,71	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,360	A-1	EUR	25 232,16	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	140 690,20	136 133,12	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,330	A-1	EUR	3 125,46	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	305 084,39	291 962,72	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,790	A-1	EUR	8 179,69	169,06
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	C	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	421 533,43	421 533,43	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	1 046 701,16	1 046 701,16	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,630	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	162 500,00	162 500,00	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	639 985,62	639 985,62	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	0,590	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	1 695 790,32	1 695 790,32	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	0,740	A-1	EUR	0,00	0,00
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2017	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	CE	550 000,00	380 311,96	12,33	T	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	F	Taux fixe à 2.54 %	2,530	A-1	EUR	10 066,65	25 539,13
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	BANQUE POSTALE	550 000,00	387 611,32	12,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,500	A-1	EUR	10 355,51	24 958,75
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2018	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	C.C.C.COOP	521 847,50	340 931,74	11,79	M	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	F	Taux fixe à 2.61 %	2,600	A-1	EUR	9 242,93	24 277,15
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM - MODIFICATION GARANTIE DEMPRUNT ACCODEE A LA BANQUE POSTALE SUITE A LIQUIDAT	BANQUE POSTALE	550 000,00	412 570,07	13,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,500	A-1	EUR	10 966,64	24 347,62
TOTAL GENERAL					**209 236 627,97**	**165 160 363,89**											**5 228 201,40**	**5 919 392,29**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	5 146 969,64
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	35 228 553,97
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**40 375 523,61**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**382 423 083,84**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**10,56**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits-bails immobiliers				**1 002 604,16**	**0,00**	**894 698,00**	**858 054,00**	**866 780,00**	**876 191,00**	**11 122 474,00**	**14 618 197,00**
Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	2003	Société AUXIFIP	324	208 961,68	0,00	196 573,00	183 360,00	187 930,00	192 932,00	1 136 886,00	1 897 681,00
Peloton autoroutier de Corrèze	2003	Société AUXIFIP	324	172 698,71	0,00	162 625,00	159 622,00	159 614,00	159 605,00	902 446,00	1 543 912,00
Gendarmerie de Larche	2006	Société AUXIFIP	324	110 160,38	0,00	100 994,00	98 794,00	99 201,00	99 622,00	899 459,00	1 298 070,00
BRI Corrèze	2007	Société AUXIFIP	420	94 816,97	0,00	81 653,00	78 322,00	79 403,00	80 544,00	1 675 785,00	1 995 707,00
Brigade territoriale de Corrèze	2008	Société AUXIFIP	420	156 001,75	0,00	132 003,00	126 472,00	128 071,00	129 755,00	2 712 311,00	3 228 612,00
Brigade territoriale de Seilhac	2008	Société AUXIFIP	360	118 731,88	0,00	102 892,00	100 189,00	102 068,00	104 057,00	1 683 620,00	2 092 826,00
Gendarmerie de Bugeat	2010	Société AUXIFIP	420	141 232,79	0,00	117 958,00	111 295,00	110 493,00	109 676,00	2 111 967,00	2 561 389,00
Total				**1 002 604,16**	**0,00**	**894 698,00**	**858 054,00**	**866 780,00**	**876 191,00**	**11 122 474,00**	**14 618 197,00**

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE AMENAGEMENT	-4 584 350,01	593 900,41	1 384 448,68	-5 374 898,28
DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)	-4 665 400,40	1 329 667,00	1 823 971,09	-5 159 704,49
PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES	-163 021,14	778 842,00	781 417,48	-165 596,62
Total	**-9 412 771,55**	**2 702 409,41**	**3 989 837,25**	**-10 700 199,39**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE AMENAGEMENT

Reste à employer au 01/01/N	**-4 584 350,01**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
73131 / 935-4	Taxe aménagement	593 900,41
	Total	**593 900,41**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
907-6/907-8/933-25/937-6/937-8	Actions en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)	1 184 327,03
937-8	Reversement taxe au Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE)	200 121,65
	Total	**1 384 448,68**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-5 374 898,28**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)

Reste à employer au 01/01/N	**-4 665 400,40**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
133121 / 902-21	Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (DDEC)	1 329 667,00
	Total	**1 329 667,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
21. / 902-21	Immobilisations corporelles	1 823 971,09
	Total	**1 823 971,09**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-5 159 704,49**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES

Reste à employer au 01/01/N	**-163 021,14**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES		
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345 / 908-43	Amendes de radars automatiques et amendes de police	778 842,00
	Total	**778 842,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2151 / 908-43	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	781 417,48
	Total	**781 417,48**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-165 596,62**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**24 533 738,99**	
Personnes de droit privé	**8 529 647,25**	
Associations	**6 783 381,46**	
A BICYCLETTE	2 500,00	
A TOUS CIRK	100,00	
A TOUT VENANT-RESSOURCERIE GAILLARDE	1 000,00	
ACADÉMIE DE BILLARD OBJAT CORRÈZE	670,00	
ACCORDEONS EN MONEDIERES	500,00	
ADAPEIC - SERVICE AIDE ET ACCOMPAGNEMENT A DOMICILE	200,00	
AERO-CLUB BRIVE - SECTION AEROMODELISME	177,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	755 000,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	230 000,00	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	200 000,00	
AICONTIS	3 000,00	
AIKIBUDO CLUB DE TULLE	166,00	
AIR DE JEUX	700,00	
AIR DE JEUX	200,00	
AIRAC	500,00	
ALLIANCE ESTIVAUX SAINT PARDOUX	166,00	
ALLIANCE FRANCAISE DELEGATION COMITE DE BRIVE	800,00	
AMICALE DES ANCIENS MAIRES ET ADJOINTS DE LA CORRÈZE	500,00	
AMICALE DES ANCIENS MARINS DE LA CORREZE - LES POMPONS ROUGES	150,00	
AMICALE DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE LA CORREZE	1 000,00	
AMICALE DES SENTIERS PEDESTRES DE VIGNOLS ET DES ENVIRONS	180,00	
AMICALE DU MONT BESSOU	800,00	
AMICALE DU PUY MEZIER	500,00	
AMICALE LAIQUE DAMPNIAT	500,00	
AMICALE LAIQUE DAMPNIAT	500,00	
AMICALE LAIQUE SAINT SORNIN LAVOLPS	500,00	
AMICALE SAINT HILAIRE - VENARSAL	934,00	
AMICALE SPORTIVE BORTOISE - RUGBY	3 240,00	
AMIS DE LA CHAPELLE DU PUY-GRAND	1 000,00	
AMIS DE LA CHAPELLE DU PUY-GRAND	3 196,00	
AMIS DU VIEUX PONT DE TREIGNAC	500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
APCS MAHORAIS DE BRIVE	519,00	
APE DU RPI BENAYES MEUZAC MONTGIBAUD	900,00	
APE LES ECOLIERS DE LA SOURDOIRE	400,00	
ARCHEOLOGIE PAYSAGE	2 500,00	
ARGENTAT ANIMATION	2 500,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	2 729,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	10 200,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	2 000,00	
ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	2 500,00	
ARTS HUMAINS	500,00	
ASPO BRIVE	308,00	
ASPO BRIVE	2 286,00	
ASPO BRIVE	570,00	
ASPO BRIVE	2 000,00	
ASPO JUDO	1 044,00	
ASPTT TULLE	1 500,00	
ASPTT TULLE	371,00	
ASS COMITE JUMELAGE DONZENAC	385,00	
ASSO. CULTURELLE ET SPORTIVE DE GYM VOLONTAIRE DE CHENAILLERS MASCHEIX	158,00	
ASSOC CLUB COURTELINE	1 300,00	
ASSOC CLUB COURTELINE	1 500,00	
ASSOC REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES GUERRE -CTE CORREZE	150,00	
ASSOC. CULTURELLE DU PAYS DE POMPADOUR	1 500,00	
ASSOC. DES DEPORTES ET INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES HAUTE VIENNE	300,00	
ASSOC. DES DEPORTES ET INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES HAUTE VIENNE	400,00	
ASSOC. DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	150,00	
ASSOC. LES AMIS DE JEAN SEGUREL	1 000,00	
ASSOC. LES PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE	3 000,00	
ASSOC. MISSION LOCALE D'INSERTION DES JEUNES ARRONDISSEMENT DE TULLE	18 900,00	
ASSOC. MISSION LOCALE D'INSERTION DES JEUNES ARRONDISSEMENT DE TULLE	45 000,00	
ASSOC. MUSEE DE LA TANNERIE ET ET DU CUIR	500,00	
ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	2 000,00	
ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	3 000,00	
ASSOC.RENAISSANCE VIEILLES PIERRES MILLEVACHES ET MONEDIERES BONNEFOND	2 500,00	
ASSOCIATION " ART SCENE " - UZERCHE	300,00	
ASSOCIATION "AU CHOEUR DE MEYSSAC"	300,00	
ASSOCIATION "IMMOTUS VERTO"	500,00	
ASSOCIATION "LA MAISON DES POMPIERS : SERGE VINCENT"	300,00	
ASSOCIATION "MAQUETTES 19" - TULLE	200,00	
ASSOCIATION 1,2,3 LES ATELIERS DU ROY	1 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION AGGENA	17 520,00	
ASSOCIATION AMIS BIBLIOTHEQUE MALEMORTINE	500,00	
ASSOCIATION AMIS BIBLIOTHEQUE MALEMORTINE	2 000,00	
ASSOCIATION APE RPI DE SADROC	1 000,00	
ASSOCIATION ARBRE ET PAYSAGE 32	20 000,00	
ASSOCIATION ARGENTAT PATCH	150,00	
ASSOCIATION ARTS PATRIMOINE ET GASTRONOMIE A ST-PARDOUX CORBIER	300,00	
ASSOCIATION AUTOUR DU 1ER MAI	900,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	500,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	13 900,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	500,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	500,00	
ASSOCIATION BANDA D'OBJAT	2 000,00	
ASSOCIATION BIBLIOTHEQUE A L'HOPITAL	400,00	
ASSOCIATION BIG BAND DU CRD DE TULLE - JAZZ ENSEMBLE DE TULLE	1 400,00	
ASSOCIATION BLOCSON	800,00	
ASSOCIATION BON PIED, BON OEIL	164,00	
ASSOCIATION BONNEFOND ANIMATIONS	300,00	
ASSOCIATION BOUGE TA VILLE	3 500,00	
ASSOCIATION BOXE ACADEMIE BRIVE	2 127,00	
ASSOCIATION BRIVE AVF ACCUEIL	400,00	
ASSOCIATION BRIVE EN SCENE	1 000,00	
ASSOCIATION BRUNE LOISIRS	200,00	
ASSOCIATION BRÉNIGES FM	1 000,00	
ASSOCIATION CAFE DU MOUSTIER	500,00	
ASSOCIATION CHANTONS ENSEMBLE	500,00	
ASSOCIATION CHAUMEIL EN FETE	800,00	
ASSOCIATION CHOEUR CHANTE BRIVE	1 500,00	
ASSOCIATION CHOEUR DE BEAULIEU	800,00	
ASSOCIATION CHOEUR REGIONAL DE LA VEZERE	1 500,00	
ASSOCIATION CHOEURS DU PAYS DE TULLE	1 000,00	
ASSOCIATION CHORALE GAUCELM FAYDIT UZERCHE	200,00	
ASSOCIATION CHORALE TULLA VOCE	1 000,00	
ASSOCIATION COLLONGES ANIMATIONS SPECTACLES	8 000,00	
ASSOCIATION COLLONGES FESTIF	1 000,00	
ASSOCIATION COMMUNES JUMELEES NOUVELLE-AQUITAINE	250,00	
ASSOCIATION CORREZE ALZHEIMER	4 000,00	
ASSOCIATION CORREZE FRANCE PROCHE-ORIENT	1 000,00	
ASSOCIATION CORRÈZE TÉLÉVISION	1 000,00	
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DES ÉCOLES DE NEUVIC	600,00	
ASSOCIATION CULTURELLE SPORTIVE ETABLISSEMENT SERVIERES ST PRIVAT	500,00	
ASSOCIATION DANSE EN PARTANCE	1 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION DANSE HERVE KOUBI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE ECHANGE ARTISTIQ	33 000,00	
ASSOCIATION DANSES ET SPECTACLES	500,00	
ASSOCIATION DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE RAOUL DAUTRY	219,00	
ASSOCIATION DE L'IMPRIMERIE DU MUSEE D'USSEL	500,00	
ASSOCIATION DE LOISIRS LOU LOUBATOU	453,00	
ASSOCIATION DE LOISIRS LOU LOUBATOU	121,00	
ASSOCIATION DE PREVENTION DU PSYCHOTRAUMA CHEZ L'ENFANT EN LIMOUSIN	32 663,00	
ASSOCIATION DE RECHERCHES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES ARHA TARNAC	500,00	
ASSOCIATION DE RECHERCHES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES ARHA TARNAC	600,00	
ASSOCIATION DE SOINS PALLIATIFS (ASP-CORREZE)	600,00	
ASSOCIATION DE SOUTIEN SOLIDAIRE AUX SENIORS	850,00	
ASSOCIATION DECOUVRIR	4 000,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT	40 000,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PROTECTION CIVILE DE LA CORREZE	2 500,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	300,00	
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE RADIOAMATEURS AU SERVICE SECURITE CIVILE-19	550,00	
ASSOCIATION DEPTALE EDUCATION ROUTIERE ET AIDE MOBILITE	74 505,82	
ASSOCIATION DEPTALE EDUCATION ROUTIERE ET AIDE MOBILITE	20 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE - EGLETONS	600,00	
ASSOCIATION DES AMIS DE MEYSSAC	1 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS DU FESTIVAL DE LA GENTE	1 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DU CLOITRE - TULLE	500,00	
ASSOCIATION DES BOULES AUX NEZ	500,00	
ASSOCIATION DES HEURES MUSICALES EN MONEDIERES	2 000,00	
ASSOCIATION DES JOUEURS DE GOLF DE NEUVIC	533,00	
ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	200,00	
ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	68 000,00	
ASSOCIATION DES LENDEMAINS QUI CHANTENT - SMAC	2 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES ET PRESIDENTS INTERCOMMUNALITES DE LA CORREZE	116 000,00	
ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE LA CORREZE	500,00	
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES	500,00	
ASSOCIATION DES MEMBRES DE L'ORDRE DES PALMES ACADEMIQUES	600,00	
ASSOCIATION DES MUSICIENS, PARENTS ET AMIS DE L'ALAUZETA	1 900,00	
ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES DE MONTAIGNAC	143,00	
ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE MYRTILLES DE FRANCE	1 000,00	
ASSOCIATION DU BLEU EN HIVER	2 500,00	
ASSOCIATION DU DOMAINE THÉÂTRAL	500,00	
ASSOCIATION DU MUSEE DE LA RESISTANCE HENRI QUEUILLE	500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION DU PATRIMOINE DU PAYS DE BEAULIEU	1 500,00	
ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'INFOMATIONS ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	10 000,00	
ASSOCIATION ELIZABETH MY DEAR	5 300,00	
ASSOCIATION ENAE	200,00	
ASSOCIATION ENSEMBLE VOCAL CORYPHEE	400,00	
ASSOCIATION ENTR'AID SIDA	500,00	
ASSOCIATION ESPOIRS PAYSANS	300,00	
ASSOCIATION EVENEMENTS A PART	500,00	
ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE LA CORRÈZE	500,00	
ASSOCIATION FAMILIALE DE BRIVE	1 800,00	
ASSOCIATION FEMMES ELUES DE CORREZE	350,00	
ASSOCIATION FOLKLORE ET TRADITIONS EN MONEDIERES - CHAUMEIL	800,00	
ASSOCIATION FOYER RURAL D'EDUCATION POPULAIRE MOUSTIER	1 000,00	
ASSOCIATION FRAGMENTS	1 000,00	
ASSOCIATION FRANCO-HELLENIQUE DE LA CORREZE - BRIVE	200,00	
ASSOCIATION FRATERNITE EDMOND MICHELET	500,00	
ASSOCIATION FREDON	2 000,00	
ASSOCIATION HARMONIE SAINTE-CECILE DE BRIVE	500,00	
ASSOCIATION HARMONIE SAINTE-CECILE DE BRIVE	1 336,00	
ASSOCIATION HAVANA SOL	2 500,00	
ASSOCIATION HIPPIQUE DES ECURIES DE NOVERT	2 300,00	
ASSOCIATION HISTOIRE ET ARCHEOLOGIE AU PAYS D'AUBAZINE	1 000,00	
ASSOCIATION HORTIPHONIE	500,00	
ASSOCIATION HORTIPHONIE	350,00	
ASSOCIATION ICORANDA LIMOUSIN MARCHE AUVERGNE - EYGURANDE	300,00	
ASSOCIATION IMAGES PLURIELLES	2 500,00	
ASSOCIATION IMEDIA UTOPIQUE	500,00	
ASSOCIATION INTERCANTONALE D'INTERVENTION AU DOMICILE DES AINES	14 611,60	
ASSOCIATION JAZZ CLUB 19100	2 500,00	
ASSOCIATION KARATE CLUB SAINT CHAMANTOIS	513,00	
ASSOCIATION KIND OF BELOU	4 000,00	
ASSOCIATION L'ARBORETUM	300,00	
ASSOCIATION L'ARBORETUM	300,00	
ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	300,00	
ASSOCIATION LA BELLE ECHAPPEE	800,00	
ASSOCIATION LA BELLE ECHAPPEE	500,00	
ASSOCIATION LA CHAPELLE AUX SAINTS ARCHEOLOGIE PATRIMOINE CASAP	3 000,00	
ASSOCIATION LA CLEF DES CHAMPS - LE LONZAC	300,00	
ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	5 000,00	
ASSOCIATION LA COUR DES ARTS	100,00	
ASSOCIATION LA DORDOGNE DE VILLAGES EN BARRAGES	2 000,00	
ASSOCIATION LA DORDOGNE DE VILLAGES EN BARRAGES	8 512,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION LA GAILLARDE	300,00	
ASSOCIATION LA MAIADE MALEMORTINE - MALEMORT	2 000,00	
ASSOCIATION LA PIERRE FONTAINE	400,00	
ASSOCIATION LA RONDE DE MARCILLAC-LA-CROZE	300,00	
ASSOCIATION LA SABOTIERE - USSEL	300,00	
ASSOCIATION LA SOURIS VERTE - LAGARDE-ENVAL	300,00	
ASSOCIATION LA TEMPETE	15 000,00	
ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	4 000,00	
ASSOCIATION LE CORPS A VIVRE	300,00	
ASSOCIATION LE FIL DES AIDANTS	4 000,00	
ASSOCIATION LE MAXIPHONE	20 000,00	
ASSOCIATION LE PORTE-CLEFS	2 058,00	
ASSOCIATION LE SOUVENIR FRANCAIS	150,00	
ASSOCIATION LE TRAIT D'UNION BRIVISTE	150,00	
ASSOCIATION LE TRAIT D'UNION BRIVISTE	150,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE BEYNAT	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE CUREMONTE	800,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE LA BOURREE - SAINT-PRIVAT	300,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-HILAIRE-LUC	300,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE SAINT-ROBERT	6 500,00	
ASSOCIATION LES AMIS DE TREIGNAC	200,00	
ASSOCIATION LES AMIS DES CHADOURNE - BRIVE	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE	40 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU FESTIVAL DE LA VEZERE	3 000,00	
ASSOCIATION LES ASPHODELES	300,00	
ASSOCIATION LES BALADINS DU VELL - CHAUFFOUR-SUR-VELL	500,00	
ASSOCIATION LES BRIVOISERIES	750,00	
ASSOCIATION LES CIGOGNES SONT DE RETOUR A CORNIL	300,00	
ASSOCIATION LES ESTEALES - ESTIVALS	400,00	
ASSOCIATION LES NUITS DE NACRE	28 000,00	
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	600,00	
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	250,00	
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	350,00	
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	500,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	14 000,00	
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE	230 672,56	
ASSOCIATION LES SANS SOUCIS DE VARETZ	700,00	
ASSOCIATION LES VIEUX CRAMPONS FUMANTS	800,00	
ASSOCIATION LEZ'ARTS ET SALAMANDRE	1 750,00	
ASSOCIATION LIBRAVOUS	200,00	
ASSOCIATION LOISIRS OEUVRES SOCIALES ALOES 19	520 000,00	
ASSOCIATION LOS RESCALAIRES	800,00	
ASSOCIATION LOST IN TRADITIONS	2 500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION LOST IN TRADITIONS	1 500,00	
ASSOCIATION LOU TOUPI	300,00	
ASSOCIATION LOU TRUFFADOUR - NONARDS	200,00	
ASSOCIATION LOUS AMOUROUX DEL MONTANTY	300,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	7 000,00	
ASSOCIATION MAITRISE DE LA LANGUE ET AIDE PERSONNALISEE	400,00	
ASSOCIATION MIGRATEURS GARONNE DORDOGNE	1 000,00	
ASSOCIATION MONCELLOISE D'ANIMATIONS COMMUNES	250,00	
ASSOCIATION MOUVANCE - SAINT-SETIERS	300,00	
ASSOCIATION MUSIQUE EN LIMOUSIN	9 000,00	
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	300,00	
ASSOCIATION NEW DANSE STUDIO	4 500,00	
ASSOCIATION NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS	700,00	
ASSOCIATION NUAGE VERT - MUSÉE MOBILE VALLÉE DE LA DORDOGNE	3 000,00	
ASSOCIATION PATRIMOINE ANIMATION XAINTRIE BLANCHE	542,00	
ASSOCIATION PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VEZERE ARDOISE	17 000,00	
ASSOCIATION PEP19	100,00	
ASSOCIATION PEP19	102 461,12	
ASSOCIATION PEP19	9 372,52	
ASSOCIATION PEUPLE ET CULTURE	2 700,00	
ASSOCIATION POINT T'Y ES	200,00	
ASSOCIATION POLYSSON	600,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	500,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	1 440,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	500,00	
ASSOCIATION POTENTIELS	1 000,00	
ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE L'ABBAYE D'AUBAZINE	1 385,00	
ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE GRAULIEROIS - LAGRAULIERE	200,00	
ASSOCIATION POUR RADIOCOMMUNICATION DE SECOURS EN CORREZE	550,00	
ASSOCIATION PROVENÇAL CAUSSE CORRÉZIEN	500,00	
ASSOCIATION RADIO ASSOCIATIVE ARGENTAT CORRÈZE XAINTRIE	1 200,00	
ASSOCIATION RADIO CHARDON	800,00	
ASSOCIATION RADIO VICOMTÉ	2 000,00	
ASSOCIATION REINSERTION DELINQUANTS AIDE VICTIMES CORREZE (ARAVIC)	2 500,00	
ASSOCIATION REINSERTION DELINQUANTS AIDE VICTIMES CORREZE (ARAVIC)	500,00	
ASSOCIATION RENCONTRE ARTISTIQUE ET POETIQUE (RAP)	300,00	
ASSOCIATION RENCONTRES ET DEDICACES - NAVES	1 000,00	
ASSOCIATION RESEAU D'ECHANGES DE SAVOIRS UZERCHA -UZERCHE	500,00	
ASSOCIATION ROC AND BLOC	476,00	
ASSOCIATION ROC DU GOUR NOIR - LA LUZEGE	20 000,00	
ASSOCIATION ROYAL ALPAGA	500,00	
ASSOCIATION SAINT-PRIVAT ANIMATION	350,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION SALON MUSIQUE - SALON-LA-TOUR	300,00	
ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	14 000,00	
ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	1 000,00	
ASSOCIATION SCENES DE MANEGE - ARNAC-POMPADOUR	17 340,00	
ASSOCIATION SEILHAC A FOND LA FORME	230,00	
ASSOCIATION SEILHAC A FOND LA FORME	195,00	
ASSOCIATION SILVA - SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	1 000,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES	800,00	
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES	200,00	
ASSOCIATION SPORTIVE BORTOISE - TENNIS	1 113,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CHASTEAUX LISSAC	517,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE JEAN JAURES USSEL	500,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE JEAN JAURES USSEL	315,00	
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE JEAN JAURES USSEL	345,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE BEYNAT	1 298,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE CHAMBERET	592,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-PANTALEON - FOOTBALL	12 923,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DE VITRAC CORREZE	400,00	
ASSOCIATION SPORTIVE DES JEUNES DE DAMPNIAT	401,00	
ASSOCIATION SPORTIVE FOOTBALL BRIVE CHAPELIES	397,00	
ASSOCIATION SPORTIVE HALTEROPHILIE TULLE	503,00	
ASSOCIATION SPORTIVE JUGEALS NOAILLES	3 559,00	
ASSOCIATION SPORTIVE LES AIGLONS DU COLLÈGE VICTOR HUGO DE TULLE	174,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MARCILLAC-CLERGOUX	1 213,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MARCILLAC-CLERGOUX	1 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE MEYSSACOISE DE FOOTBALL	562,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - FOOTBALL	915,00	
ASSOCIATION SPORTIVE SEILHACOISE - RUGBY	507,00	
ASSOCIATION SPORTIVE ST-MARTIAL DE GIMEL	187,00	
ASSOCIATION SPORTIVE VIGILANTE MALEMORT - TENNIS	1 620,00	
ASSOCIATION SPORTVE SAINT PANTALEONNAISE BASKET	1 756,00	
ASSOCIATION SQUASH CLUB DES ESCURES	1 248,00	
ASSOCIATION TELE MILLEVACHES	1 000,00	
ASSOCIATION THEATRE ART E OSE	500,00	
ASSOCIATION THEATRE DU PARADOXE	800,00	
ASSOCIATION TREIGNAC PROJET	1 000,00	
ASSOCIATION TUBERCULTURE	32 000,00	
ASSOCIATION TULLE HORIZONS	2 000,00	
ASSOCIATION UNAFAM CORREZE	800,00	
ASSOCIATION USEP DES PARENTS D'ÉLÈVES DE LIGINIAC	360,00	
ASSOCIATION USEP DES ÉCOLES PUBLIQUES D'USSEL	210,00	
ASSOCIATION USSEL ACCUEIL SOLIDARITE	6 500,00	
ASSOCIATION VOLLEY BRIVE	176,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION VÉZÈRE CANOË KAYAK	500,00	
ASV MALEMORT FOOTBALL	1 707,00	
ATELIER LA PIERRE QUI VOLE	300,00	
ATELIER MUSICAL VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	5 500,00	
ATHLETIC CLUB DE LA JEUNESSE CHANTEIXOISE	1 156,00	
ATHLETISME SAINT PANTALEON	763,00	
ATHLETISME SAINT PANTALEON	500,00	
AU COIN DU CANTOU	300,00	
AUVEZERE MAYNE FC	1 963,00	
AVENIR DE DONZENAC	1 200,00	
AÉROMODÉLISME CLUB DE VOUTEZAC	174,00	
BADMINTON BRIVISTE	1 516,00	
BADMINTON CLUB OBJATOIS	511,00	
BALAD'OC	300,00	
BANANA FAMILY EVENT	500,00	
BANDA LES BALLES O'NEZ	500,00	
BANQUE ALIMENTAIRE DE LA CORREZE	7 000,00	
BASKET ANCOLIE MEYMACOIS	156,00	
BASKET BALL AUVEZERE	756,00	
BASKET CLUB ARGENTACOIS	461,00	
BASKET CLUB MARCILLAC	474,00	
BASKET CLUB UZERCHOIS	1 132,00	
BOULE SPORTIVE OBJATOISE LYONNAISE	181,00	
BRIVE BATON TWIRLING CLUB	376,00	
BRIVE ESCALADE CLUB	2 115,00	
BRIVE GYM	7 244,00	
BRIVE HOCKEY CLUB	5 000,00	
BRIVE HOCKEY CLUB	412,00	
BRIVE LE CAVALIER GAILLARD	1 029,00	
BRIVE LIMOUSIN COURSE D'ORIENTATION	1 207,00	
BRIVE LIMOUSIN COURSE D'ORIENTATION	309,00	
BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	10 252,00	
BRIVE PATINAGE CLUB	4 058,00	
BRIVE RUGBY FEMININ	975,00	
BUGEAT TREIGNAC ATHLETISME	5 000,00	
C.A BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY AMATEUR	31 276,00	
C.A BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY AMATEUR	2 580,00	
C.A BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY AMATEUR	10 080,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	500 000,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	48 500,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN RUGBY PROFESSIONNEL CABCL (SASP)	49 000,00	
C.A. BRIVE CORREZE LIMOUSIN VOLLEY	17 216,00	
C.H. DU PAYS D'EYGURANDE (LA CELLETTE)	5 814,40	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CAB GOLF	1 234,00	
CAE LA PROVIDENCE	580,00	
CAE LA PROVIDENCE	1 500,00	
CAMSP - PEP19	100,00	
CANISPORTS 19	968,00	
CAUSSE ESPOIR CORREZIEN	300,00	
CAVAL'SCENE	400,00	
CENTRE ALICE GUY	300,00	
CENTRE CULTUREL DE BRIVE - BRIVE MEDIA CULTURE	10 000,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	5 000,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	300,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	600,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	1 200,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	500,00	
CENTRE CULTUREL ET SPORTIF D'EGLETONS	425,00	
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MEYMAC	31 500,00	
CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	10 000,00	
CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	10 000,00	
CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	2 366,00	
CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	4 000,00	
CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	2 000,00	
CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN - ASSOCIATION RECHERCHE ET RENCONTRES	53 774,03	
CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN - ASSOCIATION RECHERCHE ET RENCONTRES	5 508,96	
CENTRE INFORMATION DROIT DES FEMMES ET FAMILLES	1 500,00	
CENTRE MEDICO-SPORTIF DE TULLE	1 500,00	
CENTRE REGIONAL DES MUSIQUES TRADITIONNELLES EN LIMOUSIN	32 500,00	
CERCLE ATHLETIQUE EGLETONNAIS	626,00	
CERCLE D'ESCRIME DE BRIVE	1 374,00	
CERCLE D'ESCRIME DE TULLE	456,00	
CERCLE SHITO RYU KARATE USSEL	1 466,00	
CHAMBERET VILLAGE ACCORDEON	3 000,00	
CHAMBERET VILLAGE ACCORDEON	500,00	
CHAMBRE ARTISANALE DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT DE LA CORREZE	600,00	
CHANTEIX ANIMATIONS, LE COMITE DES FETES	300,00	
CHOEUR D'HOMMES DE BRIGNAC LA PLAINE	500,00	
CHOEUR DE LOUPS	300,00	
CHORALE CANTARELLA	700,00	
CHORALE CONTRECHANT DES ORGUES ET DE L'ARTENSE	600,00	
CHORALE DES GABARIERS	300,00	
CINE PLUS EN LIMOUSIN	1 000,00	
CLAP19	200,00	
CLUB ALPIN FRANCAIS DE BRIVE	472,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CLUB ATHLETIQUE BRIGNACOIS	521,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	8 757,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	792,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	1 440,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	1 226,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE ATHLETISME	3 000,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVE CORREZE BASKET	16 426,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVISTE SECTION TENNIS	6 816,00	
CLUB ATHLETIQUE BRIVISTE SECTION TENNIS	700,00	
CLUB ATHLETIQUE CHAMBOULIVOIS	707,00	
CLUB ATHLETIQUE DE POMPADOUR	3 292,00	
CLUB ATHLETIQUE MEYMACOIS - FOOTBALL	4 467,00	
CLUB ATHLETIQUE MEYMACOIS RUGBY	390,00	
CLUB ATHLETIQUE ORGNACOIS	404,00	
CLUB ATHLETIQUE SALON-LA-TOUR	416,00	
CLUB ATHLÉTIQUE DE MEYMAC TENNIS	405,00	
CLUB D'ESCRIME DE HAUTE-CORREZE	1 736,00	
CLUB DE DANSE - COSNAC	300,00	
CLUB DE GYM DES ROSIERS	156,00	
CLUB DE GYMNASTIQUE DE SAINT ANGEL	174,00	
CLUB DE GYMNASTIQUE DE SAINT YBARD	156,00	
CLUB DE HANDBALL AMICAL DE LA REGION DE MEYSSAC	480,00	
CLUB DE PLONGEE DU PAYS D'EGLETONS	387,00	
CLUB DE PLONGEE USSELLOIS	452,00	
CLUB DE RANDONNEE DES 3 AMIS	162,00	
CLUB DES DAUPHINS USSELLOIS	1 344,00	
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	8 700,00	
CLUB DES NAGEURS DE BRIVE	3 000,00	
CLUB DES SPORTS NAUTIQUES DE BRIVE	3 192,00	
CLUB LES BRUYERES	800,00	
CLUB RANDO CYCLO CHAMBOULIVE	270,00	
CLUB RETRAITE SPORTIVE DU PAYS DE BRIVE	200,00	
CLUB SPORTIF ALLASSACOIS	905,00	
CLUB SPORTS ET CULTURE DE CORREZE	636,00	
CLUB SUBAQUATIQUE BRIVISTE	1 152,00	
CLUB SUBAQUATIQUE TULLISTE	680,00	
CLUB VELOCIO GAILLARD	190,00	
CLUB VELOCIO GAILLARD	1 200,00	
CLUB VITAFÉDÉ "LA GAILLARDE"	221,00	
CNAMS NOUVELLE AQUITAINE	500,00	
COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	200,00	
COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	500,00	
COLLEGE LA SALLE BRIVE	2 185,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE LA SALLE BRIVE	6 750,00	
COMICE AGRICOLE CANTONAL DE TREIGNAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT D'USSEL	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIVE	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DE L'ARRONDISSEMENT DE TULLE	3 000,00	
COMICE AGRICOLE DES 2 CANTONS DE TULLE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DES CANTONS D'USSEL	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU BASSIN DE LUBERSAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'ARGENTAT	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'EGLETONS	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'EYGURANDE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON D'UZERCHE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE BEAULIEU	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE BEYNAT	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE BUGEAT	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE CORREZE	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE DONZENAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE LA ROCHE CANILLAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE MERCOEUR	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE MEYMAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE MEYSSAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE NEUVIC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE SAINT-PRIVAT	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE SEILHAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE SORNAC	1 500,00	
COMICE AGRICOLE DU CANTON DE VIGEOIS	1 500,00	
COMITE D' ORGANISATION DES CONCOURS DEPARTEMENTAUX DE BOVINS	1 500,00	
COMITE D'ANIMATION DE SAINT JULIEN PRES BORT	300,00	
COMITE D'ORGANISATION DE LA FETE DE LA FRAMBOISE	3 000,00	
COMITE DE JUMELAGE ARGENTAT - BAD KONIG	300,00	
COMITE DE JUMELAGE CORNIL/STE FORTUNADE/FLACHSLANDEN	385,00	
COMITE DE JUMELAGE DE SAINT ROBERT-OBERREICHENBACH	500,00	
COMITE DE JUMELAGE NAVES ORNBAU	385,00	
COMITE DE JUMELAGE NAVES ORNBAU	765,00	
COMITE DE JUMELAGE TREIGNAC	765,00	
COMITE DE LA FRAISE DE BEAULIEU SUR DORDOGNE	5 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'ATHLETISME DE LA CORREZE	3 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL D'EQUITATION DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	7 350,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	7 040,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET DE LA CORRÈZE	2 729,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	6 200,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	1 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	15 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE GOLF DE LA CORREZE	3 600,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE GYMNASTIQUE DE LA CORRÈZE	3 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES DE LA CORREZE	3 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA PREVENTION ROUTIERE DE LA CORREZE	4 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE PETANQUE ET JEU PROVENCAL DE LA CORREZE	5 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE PETANQUE ET JEU PROVENCAL DE LA CORREZE	1 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE PETANQUE ET JEU PROVENCAL DE LA CORREZE	10 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RANDONNEE PEDESTRE DE LA CORREZE	4 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE RUGBY DE LA CORREZE	8 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	1 500,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	800,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS DE LA CORREZE	6 250,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DES MEDAILLES DE LA JEUNESSE, DES SPORTS (...)	700,00	
COMITE DEPARTEMENTAL SPORTS POUR TOUS DE LA CORREZE	1 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 19	7 200,00	
COMITE DES FETES - LISSAC SUR COUZE	300,00	
COMITE DES FETES BEAUMONT	500,00	
COMITE DES FETES D' AUBAZINE	1 200,00	
COMITE DES FETES DE BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	1 600,00	
COMITE DES FETES DE CHABRIGNAC	500,00	
COMITE DES FETES DE CHABRIGNAC	2 000,00	
COMITE DES FETES DE CHENAILLER-MASCHEIX	500,00	
COMITE DES FETES DE GRANDSAIGNE	300,00	
COMITE DES FETES DE LA-ROCHE-CANILLAC	300,00	
COMITE DES FETES DE MALEMORT	1 500,00	
COMITE DES FETES DE MALEMORT	1 347,00	
COMITE DES FETES DE MERLINES	300,00	
COMITE DES FETES DE MEYSSAC	500,00	
COMITE DES FETES DE SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	300,00	
COMITE DES FETES DE SAINT-VICTOUR	500,00	
COMITE DES FETES DE SAINT-YBARD	300,00	
COMITE DES FETES DE SARRAN	2 000,00	
COMITE DES FETES DE THALAMY	500,00	
COMITE DES FETES DE VARS-SUR-ROSEIX	500,00	
COMITE DES FETES DE VOUTEZAC	500,00	
COMITE DES FETES ET D'ANIMATION DE SAINT-HILAIRE-LUC	700,00	
COMITE DES FETES ET DES FOIRES DE MONCEAUX	250,00	
COMITE DES FETES ET DES FOIRES DE MONCEAUX	400,00	
COMITE DES FETES ET LOISIRS DE PERPEZAC-LE-NOIR	800,00	
COMITE DES FETES LE LONZAC	300,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITE DES FETES POMPADOUR	500,00	
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	3 500,00	
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	300,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	20 000,00	
COMITE DPT DE LA CORREZE LIGUE CONTRE LE CANCER	4 500,00	
COMITE DPT F.N.A.C.A. (COMB. EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE)	1 200,00	
COMITE DU CONCOURS DE COQS DE PECHE	600,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL D'EDUCATION PHYSIQUE & DE GYM. VOLONTAIRE	6 000,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE BADMINTON DE LA CORRÈZE	2 850,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE BADMINTON DE LA CORRÈZE	974,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE BADMINTON DE LA CORRÈZE	1 135,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE HANDBALL DE LA CORREZE	6 000,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE MOTOCYCLISME DE LA CORRÈZE	3 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE NATATION DE LA CORRÈZE	2 800,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE PELOTE BASQUE DE LA CORRÈZE	2 400,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTE DE LA CORRÈZE	3 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTE DE LA CORRÈZE	7 406,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TIR A L'ARC DE LA CORRÈZE	2 000,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	4 500,00	
COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITE ETUDES INTERPROFESSIONNEL NOIX ET CHATAIGNIER DU BAS-LIMOUSIN	3 000,00	
COMITE LIMOUSIN DE TAROT	200,00	
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	700,00	
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	750,00	
COMITE MISS CORREZE	500,00	
COMITE ORGANISATION FOIRE PRIMEE DEPART DE LA CHATAIGNE ET DU MARRON	5 000,00	
COMITÉ DE JUMELAGE ALLASSAC/LEHRBERG	385,00	
COMITÉ DES FÊTES DE SORNAC	1 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL AERONAUTIQUE DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'AEROMODELISME DE LA CORRÈZE	2 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'AVIRON DE LA CORRÈZE	1 600,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ESCRIME DE LA CORRÈZE	3 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'ESCRIME DE LA CORRÈZE	1 596,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'HALTÉROPHILIE-MUSCULATION DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL D'HALTÉROPHILIE-MUSCULATION DE LA CORRÈZE	300,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE BOULES LYONNAISES DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	4 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	1 485,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	7 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CYCLISME DE LA CORREZE	3 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JEU DE BALLE AU TAMBOURIN DE LA CORREZE	1 500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JEU DE BALLE AU TAMBOURIN DE LA CORREZE	2 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	1 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE JUDO ET DISCIPLINES ASSOCIÉES DE LA CORRÈZE	1 692,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	800,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	11 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	46 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE L'USEP 19	2 400,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SKI DE LA CORRÈZE	2 300,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SPORTS SUBAQUATIQUES	3 200,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TENNIS DE TABLE DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE TIR DE LA CORRÈZE	2 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOL LIBRE DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOL LIBRE DE LA CORRÈZE	5 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE VOLLEY-BALL DE LA CORRÈZE	2 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DES PÊCHES SPORTIVES DE LA CORRÈZE	500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DES SPORTS DE GLACE DE LA CORRÈZE	2 500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE DE LA CORRÈZE	1 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU SPORT UNIVERSITAIRE DE LA CORRÈZE	10 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL HANDISPORT DE LA CORRÈZE	500,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL HANDISPORT DE LA CORRÈZE	2 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	3 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	11 000,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	4 575,00	
COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	2 000,00	
COMITÉ RÉGIONAL DE CANOË KAYAK NOUVELLE AQUITAINE	4 000,00	
COMPAGNIE ANKREATION	500,00	
COMPAGNIE ANKREATION	500,00	
COMPAGNIE ART'ENSOI	500,00	
COMPAGNIE DES ARCHERS DE BRIVE	2 073,00	
COMPAGNIE LA GALINETTE DANSEE	600,00	
COMPAGNIE LA JOYEUSE CLIQUE	300,00	
COMPAGNIE LA SOEUR DE SHAKESPEARE	300,00	
COMPAGNIE LA VOIE DES ARTS	600,00	
COMPAGNIE LES IDÉES EN L'AIR	500,00	
COMPAGNIE SI J'Y SUIS	800,00	
COMPAGNIE THEATRALE COTE A COTE	1 000,00	
CONFEDERATION GENERALE DE L'ALIMENTATION DE DETAIL	600,00	
CONFEDERATION MUSICALE FRANCE CORREZE	8 000,00	
CONFEDERATION MUSICALE FRANCE CORREZE	7 367,00	
CONFRERIE DE LA CIDERIE DES MONEDIERES	500,00	
CONFRERIE DES GOUTEURS DE PECHES	500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	12 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	9 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	9 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	9 000,00	
CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	623,00	
COOPERATIVE SCOLAIRE	180,00	
COOPERATIVE SCOLAIRE	132,00	
COORDINATION RURALE DE LA CORREZE	3 750,00	
CORPS EN TÊTE	1 000,00	
CORREZE SOLIDAIRE	500,00	
CORREZE TEAM TRIATHLON	157,00	
COSNAC FOOTBALL CLUB	1 072,00	
COUNTRY CLUB VAL DORDOGNE	500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	2 500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL - CENTRE FORMATION	2 500,00	
CULTURE ET PATRIMOINE À UZERCHE	1 500,00	
CYCLO CLUB DE SAINT CLEMENT	549,00	
CYCLO RANDONNEUR BRIVISTE	200,00	
CYCLO RANDONNEUR MALEMORTOIS	476,00	
CYCLOTOURISME OBJATOIS	970,00	
DANS' PLAISIR OBJAT	300,00	
DELIRES ET DES NOTES	500,00	
DETENTE ET CHORALE	350,00	
DETENTE ET SOUPLESSE	173,00	
DIPTYK	200,00	
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	11 000,00	
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	27 346,00	
DISTRICT DE FOOTBALL DE LA CORREZE	4 575,00	
DOGGEN CLUB DE FRANCE	300,00	
DU BLEU DANS LE GRIS	500,00	
DU SOUFFLE AUX CORDES	1 500,00	
DYNAMIC BASKET LOT CORREZE	1 379,00	
EAGLES TOWN COUNTRY	500,00	
ECOLE DE MUSIQUE ACCORDS	8 450,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	15 650,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	500,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	500,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	1 000,00	
ECOLE DE MUSIQUE DU PAYS D'ALLASSAC	2 000,00	
ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE VÉZÈRE CAUSSE	14 900,00	
ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	6 800,00	
ECOLE DE MUSIQUE L'ETINCELLE BRANCEILLAISE	300,00	
ECOLE DE MUSIQUE MALEMORT	16 700,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ECOLE DE PETANQUE DU BASSIN DE BRIVE	485,00	
ECOLE DE RUGBY DU SCTC	1 089,60	
ECOLE DE RUGBY SPAUR	1 468,00	
ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	500,00	
ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC	126 600,00	
ECOLE TULLISTE DE JUDO	1 305,00	
ECOLE TULLISTE DE KARATE SHOTOKAN	555,00	
ECURIE DES 1000 TOURS	1 500,00	
EFFET PAPILLON	150,00	
EGLETONS EQUI PASSION	640,00	
EGLETONS PHOTO NATURE	2 500,00	
EHPAD EGLETONS - AGMR	12 275,60	
EHPAD OBJAT - ASSOCIATION LA CROISEE DES ANS	10 891,60	
ELAN SPORTIF USSELLOIS	1 155,00	
ELAN SPORTIF USSELLOIS	819,00	
ELAN SPORTIF USSELLOIS	1 162,00	
ENSEMBLE VOCAL DE BRIVE	3 000,00	
ENSEMBLE VOCAL DU PAYS DE POMPADOUR	500,00	
ENTENTE DES BARRAGES DE LA XAINTRIE	423,00	
ENTENTE DES VERGERS	1 942,00	
ENTENTE PERPEZAC SADROC	815,00	
ENTENTE SAVJOO	1 034,00	
ENTENTE SPORTIVE NONARDS-ALTILLAC	1 963,00	
ENTENTE SPORTIVE USSELLOISE	4 639,00	
ENTENTE SR3V	1 607,00	
ENTENTE TROCHE VIGEOIS	450,00	
ENTENTE VIGILANTE MALEMORT BRIVE OLYMPIQUE - RUGBY	21 332,00	
ESAT LES ATELIERS DU VALLON	4 900,00	
ESPERANCE SPORTIVE SOURSACOISE	360,00	
ESPÉRANCE SPORTIVE LAPLEAUCOISE	500,00	
ETOILE SPORTIVE DE LIGINIAC	331,00	
ETOILE SPORTIVE DES AIGLONS BRIVISTE	14 571,00	
ETOILE SPORTIVE USSACOISE	866,00	
ETRE	276,00	
EVENEMENTS CHIC	500,00	
FAMILLES RURALES DE BRIGNAC-LA-PLAINE	159,00	
FANATIC CHEER 19	561,00	
FARCITRAIL	300,00	
FAVARS SAINT MEXANT FOOTBALL CLUB	746,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	1 226,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	21 501,00	
FEDERATION ASSOC. PECHE ET PROTECTION MILIEU AQUATIQUE	13 219,00	
FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET BOULANGERIE PATISSERIE DE LA CORREZE	500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET BOULANGERIE PATISSERIE DE LA CORREZE	800,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CORREZE -FDBTP19	3 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE CORREZE ENVIRONNEMENT	12 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LA CORREZE	6 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LA CORREZE	3 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	3 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	3 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	5 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	4 594,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	1 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	6 500,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	5 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE DES TRUFFICULTEURS DE LA CORREZE	1 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES DE FRANCE	1 300,00	
FEDERATION DES VINS DE LA CORREZE	1 000,00	
FEDERATION FRANCAISE D'EDUCATION PHYSIQUE ET DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	156,00	
FEDERATION FRANCAISE DES MARCHES DE BETAILS VIFS FMBV	500,00	
FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE SECTION CORREZE	2 937,00	
FESTIV'ARTS EN XAINTRIE	1 000,00	
FESTIV'ARTS EN XAINTRIE	500,00	
FESTIVAL PRODUCTIONS	35 000,00	
FESTOYADE SAINT-SOLVAISE	500,00	
FONDATION DU PATRIMOINE	1 000,00	
FONDATION DU PATRIMOINE	9 218,45	
FONDATION DU PATRIMOINE	12 000,00	
FONDATION DU PATRIMOINE	8 000,00	
FONDATION MARIUS VAZEILLES - MEYMAC	3 000,00	
FOOTBALL CLUB ARGENTACOIS	3 288,00	
FOOTBALL CLUB CORNILLOIS FORTUNADAIS	2 362,00	
FOOTBALL CLUB DE ST ANGEL	176,00	
FOOTBALL CLUB OBJATOIS	657,00	
FORME ET SANTE	228,00	
FOYER CULTUREL DE BUGEAT	300,00	
FOYER CULTUREL DE VARETZ	200,00	
FOYER CULTUREL DE VARETZ	172,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	644,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	7 678,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	12 190,00	
FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	2 000,00	
FOYER CULTUREL LAIQUE DE ST BONNET L' ENFANTIER	300,00	
FOYER CULTUREL UZERCHE	500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FOYER D'ACTIVITES RURALES DE BONNEFOND	300,00	
FOYER DES BRUYERES	300,00	
FOYER DES ELEVES DU COLLEGE DE LUBERSAC	2 100,00	
FOYER DES ELEVES DU COLLEGE DE LUBERSAC	300,00	
FOYER INTERCOMMUNAL CULTURE ET LOISIRS	300,00	
FOYER RURAL CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	1 200,00	
FOYER RURAL CANTON D'EYGURANDE	600,00	
FOYER RURAL CANTON D'EYGURANDE	400,00	
FOYER RURAL DE DAVIGNAC	1 500,00	
FOYER RURAL DE JEUNES ET D'EDUCATION POPULAIRE DE SAINTE FORTUNADE	300,00	
FOYER RURAL DE MARC LA TOUR	300,00	
FOYER RURAL DE SOUDEILLES	1 000,00	
FOYER RURAL DE TUDEILS	300,00	
FOYER RURAL DES JEUNES DE PERPEZAC-LE-NOIR	100,00	
FOYER RURAL ET D'EDUCATION POPULAIRE DE CONCEZE	300,00	
FOYER RURAL RILHAC-TREIGNAC	500,00	
FOYER RURAL SAINT-AUGUSTIN	500,00	
FOYER RURAL SAINT-AULAIRE	300,00	
FOYER RURAL VEIX	300,00	
FRANCE ADOT 19 ASSOCIATION POUR LE DON D'ORGANES ET TISSUS HUMAINS	350,00	
FRJEP ST-GERMAIN-LES-VERGNES	765,00	
FUN DANSE 19	200,00	
FUNKY PERP'	300,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	10 000,00	
FÉDÉRATION FAMILLES RURALES DE LA CORRÈZE	400,00	
GENERATION MOUVEMENT - FEDERATION DE LA CORREZE	1 500,00	
GOLF CLUB D'AUBAZINE CORREZE	811,00	
GREEN DESERT	500,00	
GRIVE LA BRAILLARDE	500,00	
GRIVE LA BRAILLARDE	500,00	
GRIVE LA BRAILLARDE	500,00	
GROUPE APHASIQUE CORREZIEN	150,00	
GROUPE APHASIQUE CORREZIEN	150,00	
GROUPE FOLKLORIQUE LES PASTOURELLES DE BRIVE	300,00	
GROUPE FOLKLORIQUE LES REVEILHES - SAINTE-FORTUNADE	800,00	
GROUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN	1 000,00	
GROUPE OMNISPORT 19 LE DEPARTEMENT	2 000,00	
GROUPE SALERS EVOLUTION	5 000,00	
GROUPE SALERS EVOLUTION	5 000,00	
GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	26 000,00	
GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	7 917,00	
GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	44 000,00	
GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	1 200,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN	2 000,00	
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LOUIS PONS	169,00	
HANDBALL BRIVE CORREZE	17 555,00	
HANDBALL BRIVE CORREZE	822,00	
HANDBALL CLUB ALLASSAC DONZENAC	496,00	
HANDBALL CLUB OBJAT CORREZE	16 742,00	
HANDBALL CLUB PAYS DE LARCHE	525,00	
HANDBALL CLUB TULLE CORREZE	760,00	
HANDBALL EGLETONS CORREZE	897,00	
HAUTE CORREZE TENNIS DE TABLE	1 872,00	
HAUTE CORREZE TRIATHLON	164,00	
HAUTE CORRÈZE VTT	300,00	
HESTIA SPORT ADAPTE	500,00	
ICA - INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE LARCHE	8 374,80	
ICA-INSTANCE COORDINATION AUTONOMIE DU CANTON DE BORT LES ORGUES	3 948,80	
INFODROITS	4 000,00	
INNISOUND	300,00	
INOUIES PRODUCTIONS	300,00	
INSTITUT FRANCAIS DE TAI JI ZHANG DONGWU	3 506,00	
JEUX DE LAMES - ENSEMBLE DÉPARTEMENTAL D'ACCORDÉONS DE LA CORRÈZE	2 000,00	
JEUX DE LAMES - ENSEMBLE DÉPARTEMENTAL D'ACCORDÉONS DE LA CORRÈZE	1 130,00	
JEUX DE LAMES - ENSEMBLE DÉPARTEMENTAL D'ACCORDÉONS DE LA CORRÈZE	1 449,00	
JM FRANCE CORREZE	14 000,00	
JUDO CLUB D'ARGENTAT	1 075,00	
JUDO CLUB DE MEYSSAC	619,00	
JUDO CLUB DE TREIGNAC	363,00	
JUDO CLUB DU PLATEAU BORTOIS	1 391,00	
JUDO CLUB OBJATOIS	750,00	
JUDO CLUB USSEL	2 627,00	
JUDO CLUB USSEL	1 428,00	
JUDO ECOLE COSNAC LOISIRS ARTS MARTIAUX DE TRADITIONS	783,00	
JUDO JUJITSU ST VIANCE - SAKURA CLUB	979,00	
JUDO JUJITSU ST VIANCE - SAKURA CLUB	2 134,00	
JUDO JUJITSU ST VIANCE - SAKURA CLUB	984,00	
L'ARCHE MUSICALE	1 000,00	
L'AS DU VOLANT MEYSSACOIS	172,00	
L'ECHO DE NOS BRUYERES	1 000,00	
L'ECHO DES MUSES - RESSON DE LAS MUSAS	300,00	
L'ECOLE BUISSONNIERE	270,00	
L'OUTIL EN MAIN DE TULLE	1 000,00	
L.A.MI.CO.T.T	870,00	
LA BOULE ALLASSACOISE	673,00	
LA BOULE CORREZIENNE EGLETONS	175,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LA BOULE DAMPNIACOISE	168,00	
LA CHORALE DE SARRAN	1 000,00	
LA CIBLE CHAMBERTOISE	156,00	
LA COMPAGNIE DE LA GRANDE OURSE	500,00	
LA DERIVE	500,00	
LA FIESTA MEYMACOISE	1 000,00	
LA GAMBILLE DE LISSAC	300,00	
LA GRANGE AUX IDÉES	500,00	
LA KÉLIDÔNE COMPAGNIE THÉÂTRALE	300,00	
LA MAISON ROHMER	800,00	
LA MAISON SUR LA PLACE	300,00	
LA MAISON SUR LA PLACE	350,00	
LA PETANQUE DU PAYS DE BRIVE	176,00	
LA PIERRE LEVEE PEYRELEVADE	300,00	
LA RAQUETTE ARDOISIERE	401,00	
LA TULLISTE	3 800,00	
LA VIE COLLONGEOISE	200,00	
LANTEUIL GYM ET LOISIRS	150,00	
LANTEUIL GYM ET LOISIRS	158,00	
LE BOTTOM THEATRE	16 000,00	
LE BREZOU	2 000,00	
LE CARRE SOLIDAIRE DU BASSIN DE BRIVE	29 200,00	
LE COLLECTIF DU JARDIN	1 000,00	
LE CRI DU PAPIER	1 500,00	
LE GRAND ATELIER	300,00	
LEG XII FULMINATA	300,00	
LEMUR KATA COMPAGNIE	300,00	
LES 3 JPO	4 000,00	
LES ABEILLES DE MIEL	961,00	
LES AMIS DE MEYMAC PRES BORDEAUX	500,00	
LES AMIS DE PERPEZAC-LE-BLANC	500,00	
LES AMIS DE SEGUR	300,00	
LES AMIS DES CULS NOIRS	1 000,00	
LES AMIS DU PAYS DE BUGEAT -	3 500,00	
LES CAUSSINADES	550,00	
LES CHEMINS DE MANSAC	161,00	
LES CHIENS GUIDES D'AVEUGLES DU CENTRE OUEST	300,00	
LES CLEFS DE CUREMONTE	1 220,00	
LES COMPAGNONS DE LA BONNE HUMEUR	300,00	
LES CYCLOTOURISTES DES MONEDIERES	176,00	
LES ECHOS LIMOUSINS	300,00	
LES FEES CORREZE	500,00	
LES FOUS DU VOLANT - BADMINTON	741,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES GABARES DE HAUTE DORDOGNE	1 000,00	
LES P'TITS ZASTICOTS MAISON D'EDITION	300,00	
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	300,00	
LES PETITS POIS SONT ROUGES	1 000,00	
LES RASCASSES DE VENTADOUR	2 124,00	
LES TRÉTEAUX DU PLATEAU	300,00	
LES ÉPICÉS	500,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	17 100,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	1 000,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	80 000,00	
LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	4 030,00	
LIGUE DE MONTAGNE ET D'ESCALADE DE NOUVELLE AQUITAINE	800,00	
LIONS CLUB TULLE TUTELLA	1 000,00	
LONZACULTURE	300,00	
LONZACULTURE	200,00	
LOS GOJATS DEL PORTI	600,00	
LPO DÉLÉGATION TERRITORIAL LIMOUSIN	500,00	
LUBERSAC HANDBALL 19	156,00	
LUCAS BOS RACING TEAM	650,00	
LUM	300,00	
MADARAC - SYND. CONFEDERATION PAYSANNE DE LA CORREZE	2 445,00	
MADRANGES VELOS LOISIRS-MVL	300,00	
MADRANGES, PATRIMOINE ET TALENTS EN MONEDIERES	300,00	
MAISON D'ACCUEIL DES FAMILLES DE DETENUS DE TULLE	300,00	
MAISON DE L'EAU ET DE LA PECHE DE LA CORREZE	3 500,00	
MAISON DES ADOS - PEP 19	38 000,00	
MARCHE NORDIQUE EN CORREZE	211,00	
MEDIA GRAND BRIVE	6 000,00	
MERVEILLEUX PRETEXTE	700,00	
MEYMAC ATHLETIC CLUB - TENNIS DE TABLE	632,00	
MEYSSAC COLLONGES TENNIS	1 170,00	
MEYSSAC ECO-BIO	500,00	
MEYSSAC, CULTURE ET LOISIRS	1 800,00	
MISSION LOCALE ARRONDISSEMENT DE BRIVE	31 500,00	
MISSION LOCALE ARRONDISSEMENT DE BRIVE	45 000,00	
MISSION LOCALE DE HAUTE CORREZE	12 600,00	
MISSION LOCALE DE HAUTE CORREZE	22 500,00	
MODEF CORREZE	1 845,00	
MOUVEMENT ASSOCIATIF DE TIR TULLISTE	158,00	
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE	12 000,00	
MYOSOTIS BASSIN TULLISTE	984,00	
NOAILHAC MEMOIRE ET PATRIMOINE	800,00	
NOAILHAC MEMOIRE ET PATRIMOINE	2 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
NONARDS ACTIVITE DETENTE	158,00	
NOUVELLES RENAISSANCES	500,00	
NSL RUGBY	15 947,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	207 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	10 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	3 000,00	
OEUVRE DEPARTEMENTALE DES CENTRES VACANCES DE LA CORREZE	815,00	
OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	450,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU PAYS D'EGLETONS	12 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU PAYS D'EGLETONS	18 000,00	
OGEC- INSTITUTION JEANNE D'ARC	2 185,00	
OGEC- INSTITUTION JEANNE D'ARC	6 000,00	
OLYMPIQUE LARCHE LA FEUILLADE	1 664,00	
ON DIT CAP SUR LE PARTAGE	1 600,00	
ORGANISME GESTION ECOLE CATHOLIQUE TULLE	797,00	
PANDORA - CINÉ-CLUB VÉZÈRE	200,00	
PATINAGE ARTISTIQUE BRIVISTE	3 077,00	
PATRIMOINE, ANIMATION ET CULTURE À BILHAC	1 000,00	
PETANQUE DES CASCADES	198,00	
PETANQUE JUILLACOISE	178,00	
PETANQUE SAINT-VIANCOISE	181,00	
PETANQUE XAINTRICOISE	184,00	
PILOTARI CLUB BRIVISTE	2 775,00	
PILOTARI CLUB BRIVISTE	1 000,00	
PING SARROUX SAINT JULIEN	341,00	
PLANNING FAMILIAL 19	1 000,00	
POMPADOUR CITE DU CHEVAL	20 000,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	22 000,00	
PROFESSION SPORT LIMOUSIN	2 000,00	
PROMENADE RANDO SAINT-PA	177,00	
PÊCHE CORRÈZE COMPÉTITION	460,00	
QUE FASEM AQUI	400,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	6 000,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	1 500,00	
RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	1 500,00	
RADIO ASSOCIATIVE DU PLATEAU	500,00	
RADIO-VASSIVIERE	500,00	
RANDO DOUSTRE	490,00	
RANDO GAILLARDES	215,00	
RANDO SAINT-VIANCE	180,00	
RANDOS DES CAUSSES	192,00	
RAQUETTEURS VOLANTS D'EGLETONS (RVE)	459,00	
RASSEMBLEMENT POUR LE LIBAN - BRIVE-LIMOUSIN	250,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
RBA FM RADIO INTERREGIONALE	1 500,00	
REACTIV19	400,00	
RECHERCHES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES - RHABAP	400,00	
RELAIS FAMILLE D'OBJAT	1 500,00	
RELAIS FAMILLE D'OBJAT	250,00	
RENCONTRE DES ARTS POMPADOUR	300,00	
RESEAU ENTREPRENDRE LIMOUSIN	1 000,00	
RONDISPORT 19	200,00	
RUGBY CAUSSE VEZERE RIVERAINS	20 123,00	
RUGBY CLUB CHAMEYRACOIS	422,00	
RUGBY CLUB DU PAYS DE MEYSSAC	3 085,00	
RUGBY CLUB DU PAYS DE MEYSSAC	500,00	
RUGBY CLUB TREIGNACOIS	618,00	
RUGBY CLUB UZERCHOIS	627,00	
SAILLAC ANIMATION	4 000,00	
SAINT PRIVAT PLEAUX RUGBY XAINTRIE	958,40	
SAINT-VIANCE TENNIS DE TABLE	181,00	
SAINTE FORTUNADE CORNIL TENNIS DE TABLE	329,00	
SALON DES ANTIQUITÉS DE BORT ARTENSE	400,00	
SAMOURAI MARCILLACOIS	397,00	
SAS RACES OVINES DES MASSIFS	4 500,00	
SECOURS CATHOLIQUE - DELEGATION LIMOUSIN	3 500,00	
SECOURS CATHOLIQUE - DELEGATION LIMOUSIN	700,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE	11 426,00	
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE	3 500,00	
SECTION REGIONALE LIMOUSINE DE L'INSTITUT D'ETUDES	3 000,00	
SEILHAC ATHLETIC CLUB	970,00	
SERILHAC EN FETE	200,00	
SEVAD EN CORRÈZE	5 000,00	
SHOTOKAN KARATE CLUB DE TULLE / LAGRAULIERE	285,00	
SINTRI MEMORI	3 500,00	
SKI CLUB BRIVISTE	735,00	
SKI CLUB NAUTIQUE MARCILLACOIS	901,00	
SKI CLUB USSEL	794,00	
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	2 000,00	
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	8 000,00	
SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	4 500,00	
SOCIETE DE TIR BRIVISTE	1 851,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	3 000,00	
SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	1 500,00	
SOCIETE DES REALISATEURS DE FILMS	15 000,00	
SOCIETE SCIENTIFIQUE HISTORIQUE ET ARCHEOLOGIQUE D	400,00	
SOCIÉTÉ DES AMIS DU MUSÉE LABENCHE-BRIVE	400,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOLIDARITE PAYSANS LIMOUSIN	12 000,00	
SOS VIOLENCES CONJUGALES	5 000,00	
SPELEO CLUB TULLISTE	162,00	
SPORT TAMBOURIN CLUB ARGENTACOIS	941,00	
SPORTING CLUB RIVERAIN DE MANSAC	714,00	
SPORTING CLUB TULLE CORREZE	26 278,00	
SPORTIR CLUB MARCILLACOIS	200,00	
STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	5 000,00	
STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	10 000,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	875,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	5 852,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	3 000,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	14 250,00	
STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	2 000,00	
STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	3 871,00	
STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	11 440,00	
STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	2 000,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	518,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	11 760,00	
STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	295,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	16 817,00	
STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	1 254,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	24 626,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	522,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	12 827,00	
STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	2 000,00	
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	7 000,00	
SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	7 000,00	
SYNDICAT CORREZE CONSEIL ELEVAGE	10 000,00	
SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ELEVEURS DE CHEVAUX LOURDS DE LA CORREZE	1 000,00	
SYNDICAT DES ELEVEURS SALERS	5 000,00	
SYNDICAT DES ETANGS CORREZIENS	10 440,00	
SYNDICAT DES ETANGS CORREZIENS	2 000,00	
SYNDICAT PRO DE LA NOIX DU CERNEAU ET DE L'HUILE DE NOIX	8 000,00	
SYSTÈMES AGROECOLOGIQUES EN LIMOUSIN	2 000,00	
TAMBOURIN CLUB MONCEAUX SUR DORDOGNE	1 765,00	
TANGO BRIVE	300,00	
TAP'S IN ST PANT	700,00	
TAROT CLUB DU CANTON DE BEYNAT	500,00	
TENNIS CLUB ALLASSACOIS	406,00	
TENNIS CLUB ARGENTACOIS	438,00	
TENNIS CLUB DE COSNAC	425,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TENNIS CLUB DE DONZENAC	571,00	
TENNIS CLUB DE SADROC	180,00	
TENNIS CLUB DE SAINT-PANTALEON	874,00	
TENNIS CLUB DU PAYS DE POMPADOUR	1 366,00	
TENNIS CLUB DU PLATEAU	500,00	
TENNIS CLUB TREIGNACOIS	763,00	
TENNIS CLUB USSACOIS	536,00	
TENNIS CLUB USSELLOIS	1 193,00	
TENNIS DE TABLE BRIVISTE	584,00	
TERRA LIMOSINA	500,00	
TERRE DE GUITARES	500,00	
THEATRE DE LA GRANGE	5 500,00	
THEATRE SUR LE FIL	1 000,00	
THÉÂTRE DES FUNAMBULES	300,00	
TOUR DU LIMOUSIN ORGANISATION	20 000,00	
TRACES - SEE URBAN SPEAK	200,00	
TRUFFICULTEURS DU CAUSSE CORREZIEN	500,00	
TRUFFICULTEURS DU CAUSSE CORREZIEN	500,00	
TRUFFICULTEURS MIDI CORREZIEN	500,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	1 300,00	
TUJAC CULTUREL SOCIAL ET SPORTIF	1 300,00	
TULLE ATHLETIC CLUB	2 786,00	
TULLE ATHLETIC CLUB	2 000,00	
TULLE CORREZE TENNIS	836,00	
TULLE CYCLISME COMPETITION	1 255,00	
TULLE CYCLISME COMPETITION	800,00	
TULLE CYCLO NATURE	197,00	
TULLE CYCLO NATURE	734,00	
TULLE FOOTBALL CORREZE	11 587,00	
TULLE FOOTBALL CORREZE	900,00	
TULLE GRIMPE	949,00	
TULLE ROLLER SKATING	211,00	
TULLE SENTIERS	195,00	
TULLE TRIATHLON NATATION	662,00	
TURENNE GYM VITALITE	164,00	
UDAF CORREZE INSTITUTIONS	21 500,00	
UNION CYCLISTE BRIVISTE	1 027,00	
UNION DEP. DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	300,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFE - CGC DE LA CORREZE	1 442,00	
UNION DEPARTEMENTALE CFTC DE LA CORREZE	1 345,00	
UNION DEPARTEMENTALE CONFEDERATION GENERALE AGRICULTURE	5 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	150,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA CORREZE	2 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CFDT DE LA CORREZE	4 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DE LA CORREZE	3 455,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIERE DE LA CORREZE	5 000,00	
UNION DES ASSOCIATIONS SPORTIVES DE BEYNAT	800,00	
UNION DES ENTREPRISES DE PROXIMITE - U2P	1 200,00	
UNION DPT DES ASSOC. POUR LE DON DU SANG BENEVOLE DE LA CORREZE	1 500,00	
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	350,00	
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	150,00	
UNION FRANCAISE DES ELEVEURS DE SCOTTISH HIGHLAND CATTLE	500,00	
UNION JUDO BRIVE CORREZE LIMOUSIN	12 579,00	
UNION NATIONALE DES PARACHUTISTES	200,00	
UNION NATIONALE DES RETRAITES PERSONNES AGEES	150,00	
UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES DE LA CORRÈZE	3 000,00	
UNION RÉGIONALE POUR L'HABITAT DES JEUNES EN LIMOUSIN	63 280,00	
UNION SPORTIVE ARGENTACOISE	6 100,00	
UNION SPORTIVE ARGENTACOISE	16 096,00	
UNION SPORTIVE BELLOCOISE RUGBY	786,00	
UNION SPORTIVE BELLOCOISE-BASKET	562,00	
UNION SPORTIVE BUGEACOISE	165,00	
UNION SPORTIVE DE SAINT-CLEMENT	1 160,00	
UNION SPORTIVE DES TURCS DE BRIVE	500,00	
UNION SPORTIVE DONZENACOISE	8 251,00	
UNION SPORTIVE JUILLACOISE OBJATOISE	3 210,00	
UNION SPORTIVE LANTEUILLOISE	1 334,00	
UNION SPORTIVE LONZACOISE 96	740,00	
UNION SPORTIVE NEUVICOISE	650,00	
UNION SPORTIVE TULLE CORREZE BASKET	3 453,00	
UNION SPORTIVE USSELLOISE	17 507,00	
UNION SPORTIVE VARETZIENNE	522,00	
UNIVERSAL SYSTEME KRAV MAGA	281,00	
UNSS CORREZE	11 000,00	
UNSS CORREZE	370,00	
UNSS CORREZE	1 508,00	
UNSS CORREZE	7 000,00	
USSEL ATHLETIC CLUB	1 060,00	
USSEL BADMINTON CLUB	172,00	
USSEL CYCLISME ORGANISATION	10 000,00	
USSEL KARATE	1 103,20	
USSEL SPORT MONTAGNE	1 014,00	
VARETZ ATHLETIC CLUB	1 345,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
VELO CLUB D'AURIAC EN XAINTRIE	160,00	
VELO CLUB LARCHOIS	174,00	
VICTONIC	156,00	
VIGILANTE MALEMORT JUDO	1 412,00	
VIVRE EN PAYS DE TULLE	2 000,00	
VOLLEY BALL TULLE NAVES	762,00	
VTT AVENTURE CAUSSE VEZERE	1 086,00	
VTT AVENTURE CAUSSE VEZERE	1 200,00	
VTT CLUB DU DOUSTRE	883,00	
WELL'COM ORGANISATION	5 000,00	
ZIGZAGUEZ EN CORREZE	300,00	
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**1 227 632,74**	

Personnes physiques

Données personnelles non publiées conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (RGPD).

Pages 344 à 356

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Autres	**518 633,05**	
ARBRE	1 000,00	
ASSOCIATION LES RENARDS DES SURFACES	300,00	
ASSOCIATION POMPADOUR AIR CAMPAGNE	1 500,00	
ASSOCIATION SPORT CULT ECOLE MEYMAC	300,00	
ASSOCIATION SPORT RPI DARNETS SOUDEILLES MOUSTIER	300,00	
BONNARD NICOLAS	7 350,00	
BRANDELY GÉRARD	1 241,00	
COLLEGE BOSSUET	2 662,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	2 185,00	
COLLEGE NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE	5 764,00	
COLLEGE NOTRE-DAME-JEANNE-D'ARC BRIVE	2 662,00	
CUMA DE CAMPS SAINT MATHURIN	4 000,00	
CUMA DE CHAMEYRAT	1 800,00	
CUMA DE LA LUZEGE	3 800,00	
CUMA DE LAGLEYGEOLLE	3 500,00	
CUMA DE MARC- LA -TOUR	2 500,00	
CUMA DE SALON LA TOUR	2 960,00	
CUMA DU CANTON DE SEILHAC	6 000,00	
CUMA LA MARCILLACOISE	2 000,00	
DARTY	500,00	
DEBERNARD AGNES	825,00	
DELGOULET EARL	2 428,07	
EARL BREUIL	1 070,00	
EARL COLOMBEAU	174,00	
EARL COUDERT	1 782,00	
EARL DE BELLEVUE	7 000,00	
EARL DE BELLEVUE	6 995,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
EARL DE BELLEVUE	5 565,00	
EARL DE SAINT MARTIN	4 020,54	
EARL DE SAINT MARTIN	3 316,00	
EARL DUTHEIL	2 285,00	
EARL GERODOLLE	4 000,00	
EARL LA COLLINE AUX FRUITS	2 853,19	
EARL LES GRAVES BLANCHES	5 622,00	
EARL MILY CLAUDE	756,00	
EARL TERRES 2 POMMES	4 000,00	
ELECTRO DEPOT	250,00	
ENTREPRENEURS TRAVAUX FORESTIERS NOUVELLE AQUITAINE	2 000,00	
EYMAT	458,33	
FONDS FORESTIER LIMOUSIN	30 000,00	
FOYER RURAL D'ORLIAC-DE-BAR	300,00	
FOYER RURAL DES JEUNES ET D'EDUCATION POPULAIRE	300,00	
G.A.E.C. DE L'ETANG DHUMBERT	1 524,00	
G.A.E.C. DE MAISON ROUGE	3 971,82	
G.A.E.C. DELCHET 19	397,59	
GAEC ALAIN ET ARNAUD VALADE	3 526,58	
GAEC BERTRY	5 061,00	
GAEC BOURRIER	4 301,22	
GAEC CEJ BOURZEIX	3 751,84	
GAEC CHEIX	1 742,00	
GAEC DE JOUANEL	4 900,00	
GAEC DE L'ENCLOS	4 058,00	
GAEC DE LA FALGOUNE	3 404,00	
GAEC DE LESTRIER	1 339,23	
GAEC DE MAISONNEUVE	4 900,00	
GAEC DES 19 BRUYERES	2 022,00	
GAEC DES BEAUX VALLONS	6 026,00	
GAEC DES CHAMPS	5 786,00	
GAEC DES DEUX PUYS	3 000,00	
GAEC DES MONEDIERES	4 900,00	
GAEC DES PALADES	8 056,07	
GAEC DUCHANTRE	4 900,00	
GAEC EYRIGNOUX	6 883,00	
GAEC FERME DES PARETTES	4 264,46	
GAEC JOËL ET PIERRE MASSOUBRE	1 305,00	
GAEC LALY PERE ET FILS	2 598,00	
GAEC LOURADOUR	2 564,00	
GAEC MAGNE	393,10	
GAEC MANUBY ERIC ET DELPHINE	2 851,80	
GAEC MARANDE	4 030,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GAEC MGP COUDERT	2 168,00	
GAEC MONTCALIN	308,17	
GAEC PRIVAT	621,65	
GAEC SEININGE	2 800,00	
GAEC TOULAID	5 535,00	
GAEC YVES FOURTET ET CIE	3 031,00	
GARAGE BROUSSOLLE JEAN-PIERRE	700,00	
GF DES TERRES NOIRES	15 628,00	
GFR DE BEAUSEJOUR	6 156,00	
HILAIRE ALAIN	3 792,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	12 500,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	2 500,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	2 500,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	12 500,00	
HLM INTERREGIONALE POLYGONE SA	2 000,00	
JEAN LUC FOUCHET ORGANISATION - SOCIETE D ACTIVITE TOUT TERRAIN	13 000,00	
KRISFALUSI CAMILLE	1 621,34	
LE TRIOLET CAFÉ	250,00	
LES AMIS DE DONZENAC	300,00	
LES RAMEAUX FLEURIS	300,00	
MALEYRIE DOMINIQUE	3 000,00	
MARYMAX	250,00	
MASSALVE THIERRY	1 329,00	
MSA DE LA CORREZE (CAISSE MUTUALISTE DES SERVICES AGRICOLES)	10 000,00	
NID DE PLUMES	500,00	
NOALIS - SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM	5 000,00	
NOALIS - SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM	5 000,00	
ROSSARD JEAN-FRANÇOIS	1 001,85	
SAS DOMAINE DE SALAVERT	4 507,00	
SAS LA BOISSIERE	3 371,00	
SAS LES GARDELLES	2 756,00	
SAS MPY	250,00	
SCEA BOISSERIE STÉPHANE	1 036,00	
SCEA BRUNET	2 470,13	
SCEA DE LA POMMERAIE	575,53	
SCEA DES VERGERS DE LA ROCHE	956,00	
SCEA DU VERDIER	4 757,01	
SCEA LA FERME DU CHEYRON	2 000,00	
SCEA LA FERME DU CHEYRON	3 000,00	
SCI DE VETERINAIRES PARPINEL ET VERLINDE	13 448,32	
SCI DES 5 CHÊNES	50 000,00	
SCI LA GANE DE LA BUFFATIERE	6 390,00	
SCI LE VIEUX CHATENET	9 223,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SELARL DE VETERINAIRES CONSTANT-LECULEUR	50 000,00	
VILLATOUX ROMAIN	1 069,25	
VILLATOUX ROMAIN	7 750,96	
Personnes de droit public	**16 004 091,74**	
Etat	**100 000,00**	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	50 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA CORREZE	50 000,00	
Régions	**0,00**	
Départements	**134 323,00**	
COLLEGE ALBERT THOMAS	3 900,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	2 400,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	750,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	594,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	792,00	
COLLEGE AMEDEE BISCH	1 315,00	
COLLEGE ANDRE FARGEAS	3 900,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	5 000,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	475,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	750,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	738,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	350,00	
COLLEGE ANNA DE NOAILLES	1 450,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	3 900,00	
COLLEGE ARMANDE BAUDRY	970,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	2 400,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	500,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	750,00	
COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	396,00	
COLLEGE CABANIS	4 992,00	
COLLEGE CABANIS	1 375,00	
COLLEGE D'ARSONVAL	5 000,00	
COLLEGE D'ARSONVAL	750,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	5 000,00	
COLLEGE EUGENE FREYSSINET	200,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	3 900,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	203,00	
COLLEGE GAUCELM FAIDIT	1 210,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	5 000,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	1 210,00	
COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	1 270,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	1 681,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	500,00	
COLLEGE JACQUELINE SOULANGE	528,00	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	3 900,00	
COLLEGE JACQUES CHIRAC	500,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	5 000,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	750,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	750,00	
COLLEGE JEAN MOULIN	1 285,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	1 000,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	4 540,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	219,00	
COLLEGE JEAN-LURCAT	1 285,00	
COLLEGE LAKANAL	2 400,00	
COLLEGE LAKANAL	280,00	
COLLEGE LAKANAL	893,00	
COLLEGE LEON DAUTREMENT	2 400,00	
COLLEGE MARMONTEL	1 000,00	
COLLEGE MARMONTEL	2 400,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	5 000,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	170,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	350,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 500,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 300,00	
COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	1 330,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	1 000,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	5 000,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	750,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	750,00	
COLLEGE MAURICE ROLLINAT	794,00	
COLLEGE RAYMOND CHAUMEIL	500,00	
COLLEGE RAYMOND CHAUMEIL	2 400,00	
COLLEGE RAYMOND CHAUMEIL	716,00	
COLLEGE RENE PERROT	2 400,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	3 794,00	
COLLEGE SIMONE VEIL	500,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	5 000,00	
COLLEGE VICTOR HUGO	1 345,00	
COLLEGE VOLTAIRE	5 000,00	
COLLEGE VOLTAIRE	651,00	
COLLEGE VOLTAIRE	1 322,00	
Communes	**10 775 931,29**	
AFFIEUX	15 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
AFFIEUX	442,00	
AFFIEUX	6 278,00	
AIX	3 205,00	
AIX	3 364,00	
AIX	6 845,00	
AIX	29 768,00	
ALBIGNAC	4 242,00	
ALBIGNAC	6 000,00	
ALBIGNAC	1 008,00	
ALBUSSAC	1 789,00	
ALBUSSAC	1 884,00	
ALBUSSAC	930,00	
ALBUSSAC	14 588,00	
ALBUSSAC	7 792,00	
ALLASSAC	30 000,00	
ALLASSAC	30 000,00	
ALLASSAC	268,00	
ALLASSAC	69 991,00	
ALLASSAC	500,00	
ALLASSAC	15 000,00	
ALLASSAC	15 000,00	
ALLASSAC	27 157,00	
ALLEYRAT	3 000,00	
ALLEYRAT	8 010,00	
ALTILLAC	30 000,00	
ALTILLAC	14 315,00	
ALTILLAC	21 470,00	
ALTILLAC	2 819,00	
ALTILLAC	4 500,00	
ALTILLAC	3 685,00	
ALTILLAC	608,00	
ALTILLAC	570,00	
AMBRUGEAT	4 064,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	5 799,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	6 983,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	1 000,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	2 084,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	15 084,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	2 564,00	
ARGENTAT-SUR-DORDOGNE	300,00	
ARNAC-POMPADOUR	25 000,00	
ARNAC-POMPADOUR	3 384,00	
ARNAC-POMPADOUR	7 524,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASA DU PAYS DE MEYSSAC	10 025,00	
ASTAILLAC	5 007,00	
ASTAILLAC	3 603,00	
ASTAILLAC	510,00	
ASTAILLAC	2 179,00	
AUBAZINE	1 475,00	
AUBAZINE	1 416,00	
AUBAZINE	41 638,00	
AUBAZINE	6 000,00	
AURIAC	1 217,00	
AURIAC	11 084,00	
AYEN	500,00	
AYEN	7 142,00	
BAR	205,00	
BAR	5 074,00	
BAR	1 969,00	
BAR	9 056,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	2 788,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	9 454,00	
BASSIGNAC-LE-BAS	6 000,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	5 000,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	1 000,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	11 384,00	
BASSIGNAC-LE-HAUT	10 689,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	30 000,00	
BEAULIEU-SUR-DORDOGNE	15 000,00	
BELLECHASSAGNE	779,00	
BELLECHASSAGNE	2 856,00	
BEYNAT	2 843,00	
BEYNAT	7 189,00	
BEYSSAC	30 000,00	
BEYSSAC	17 145,00	
BEYSSAC	1 620,00	
BEYSSAC	11 206,00	
BEYSSAC	11 206,00	
BEYSSENAC	5 628,00	
BEYSSENAC	1 749,00	
BEYSSENAC	4 003,00	
BILHAC	912,00	
BILHAC	654,00	
BONNEFOND	472,00	
BONNEFOND	4 000,00	
BONNEFOND	1 330,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BONNEFOND	1 000,00	
BONNEFOND	4 800,00	
BONNEFOND	11 041,00	
BORT-LES-ORGUES	1 123,00	
BORT-LES-ORGUES	34 484,00	
BORT-LES-ORGUES	21 338,00	
BORT-LES-ORGUES	15 000,00	
BORT-LES-ORGUES	21 075,00	
BORT-LES-ORGUES	14 785,00	
BORT-LES-ORGUES	508,69	
BORT-LES-ORGUES	500,00	
BORT-LES-ORGUES	15 322,00	
BORT-LES-ORGUES	15 322,00	
BRANCEILLES	15 000,00	
BRANCEILLES	8 480,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	10 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	25 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	25 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	21 529,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	4 548,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	4 146,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	20 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	20 000,00	
BRIGNAC-LA-PLAINE	8 823,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	210 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	138 842,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	17 185,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	3 500,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	16 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	5 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	20 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	500 000,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	83 800,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	500,00	
BRIVE-LA-GAILLARDE	900,00	
BUGEAT	11 092,00	
BUGEAT	6 624,00	
BUGEAT	29 207,00	
BUGEAT	9 890,00	
BUGEAT	8 377,00	
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	31 655,00	
CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL	10 119,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL JACQUES CARTIER	1 500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CENTRE SOCIOCULTUREL RAOUL DAUTRY	1 200,00	
CHABRIGNAC	6 235,00	
CHABRIGNAC	8 736,00	
CHABRIGNAC	1 282,00	
CHABRIGNAC	7 323,00	
CHAMBERET	2 073,00	
CHAMBERET	799,00	
CHAMBERET	5 451,00	
CHAMBERET	17 017,00	
CHAMBERET	2 227,00	
CHAMBERET	7 566,00	
CHAMBERET	30 000,00	
CHAMBERET	30 000,00	
CHAMBERET	2 700,00	
CHAMBERET	21 400,00	
CHAMBERET	3 357,00	
CHAMBERET	21 279,00	
CHAMBOULIVE	18 000,00	
CHAMBOULIVE	3 334,00	
CHAMBOULIVE	3 859,00	
CHAMBOULIVE	5 853,00	
CHAMBOULIVE	6 000,00	
CHAMBOULIVE	6 000,00	
CHAMEYRAT	25 000,00	
CHAMEYRAT	25 000,00	
CHAMEYRAT	1 250,00	
CHAMEYRAT	19 250,00	
CHAMEYRAT	19 798,00	
CHAMEYRAT	391,00	
CHAMEYRAT	750,00	
CHAMEYRAT	3 726,00	
CHAMEYRAT	6 000,00	
CHAMEYRAT	6 000,00	
CHAMEYRAT	6 000,00	
CHAMEYRAT	1 390,00	
CHANAC-LES-MINES	6 014,00	
CHANAC-LES-MINES	1 920,00	
CHANTEIX	5 142,00	
CHARTRIER-FERRIERE	3 492,00	
CHASTEAUX	3 858,00	
CHASTEAUX	889,00	
CHASTEAUX	3 525,00	
CHAUFFOUR-SUR-VELL	6 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHAUMEIL	275,00	
CHAUMEIL	8 190,00	
CHAUMEIL	59 848,00	
CHAVANAC	3 000,00	
CHAVANAC	573,00	
CHAVANAC	6 273,00	
CHAVEROCHE	37 711,00	
CHAVEROCHE	2 751,00	
CHAVEROCHE	10 977,00	
CHAVEROCHE	10 977,00	
CHENAILLER-MASCHEIX	2 363,00	
CHIRAC-BELLEVUE	4 742,00	
CHIRAC-BELLEVUE	2 280,00	
CHIRAC-BELLEVUE	11 222,00	
CHIRAC-BELLEVUE	11 222,00	
CLERGOUX	189,00	
CLERGOUX	3 584,00	
CLERGOUX	25,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	25 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	15 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	13 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	6 431,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	10 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	10 000,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	13 050,00	
COLLONGES-LA-ROUGE	7 121,00	
COMBRESSOL	6 300,00	
COMBRESSOL	30 000,00	
COMBRESSOL	30 000,00	
COMBRESSOL	1 933,00	
CONCEZE	12 756,00	
CONCEZE	20 000,00	
CONDAT-SUR-GANAVEIX	14 979,00	
CONFOLENT-PORT-DIEU	21 277,00	
CORNIL	4 639,00	
CORNIL	750,00	
CORNIL	41 203,00	
CORNIL	665,00	
CORNIL	6 000,00	
CORNIL	6 000,00	
CORNIL	6 000,00	
CORREZE	3 670,00	
CORREZE	750,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CORREZE	40 000,00	
CORREZE	5 648,00	
CORREZE	13 719,00	
CORREZE	612,00	
CORREZE	6 000,00	
COSNAC	379,00	
COSNAC	10 301,00	
COSNAC	100,00	
COSNAC	115,00	
COSNAC	11 254,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	3 000,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	500,00	
COUFFY-SUR-SARSONNE	6 951,00	
COURTEIX	3 000,00	
COURTEIX	2 292,00	
COURTEIX	1 619,00	
COURTEIX	400,00	
COURTEIX	1 000,00	
COURTEIX	6 000,00	
CUBLAC	14 357,00	
CUBLAC	4 800,00	
CUBLAC	14 318,00	
CUREMONTE	20 162,00	
CUREMONTE	25 000,00	
CUREMONTE	25 000,00	
CUREMONTE	24 431,00	
CUREMONTE	1 284,00	
CUREMONTE	6 000,00	
CUREMONTE	6 051,00	
DAMPNIAT	4 436,00	
DAMPNIAT	2 247,00	
DAMPNIAT	7 626,00	
DAMPNIAT	10 000,00	
DAMPNIAT	10 000,00	
DAMPNIAT	1 887,00	
DARAZAC	121,00	
DARAZAC	601,00	
DARAZAC	4 800,00	
DARAZAC	6 000,00	
DARNETS	8 054,00	
DAVIGNAC	25 000,00	
DAVIGNAC	13 711,00	
DAVIGNAC	3 647,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
DAVIGNAC	1 820,00	
DAVIGNAC	1 000,00	
DONZENAC	4 967,00	
DONZENAC	2 428,00	
DONZENAC	15 000,00	
DONZENAC	15 000,00	
DONZENAC	4 886,00	
DONZENAC	14 560,00	
DONZENAC	80 000,00	
DONZENAC	5 951,00	
DONZENAC	5 000,00	
DONZENAC	11 316,00	
DONZENAC	22 849,00	
ECOLE MATERNELLE "LE PETIT PRINCE"	264,00	
EGLETONS	37 711,00	
EGLETONS	30 000,00	
EGLETONS	30 000,00	
EGLETONS	40 000,00	
EGLETONS	500,00	
EGLETONS	15 000,00	
EGLETONS	6 000,00	
EGLETONS	20 000,00	
EGLETONS	20 000,00	
ESPARTIGNAC	1 000,00	
ESTIVALS	3 000,00	
ESTIVALS	6 000,00	
ESTIVAUX	8 563,00	
ESTIVAUX	716,00	
ESTIVAUX	1 494,00	
ESTIVAUX	13 681,00	
ESTIVAUX	20 701,00	
ESTIVAUX	4 494,00	
ESTIVAUX	7 732,00	
ESTIVAUX	7 732,00	
EYGURANDE	5 766,00	
EYGURANDE	8 989,00	
EYREIN	1 498,00	
EYREIN	10 000,00	
EYREIN	6 852,00	
FAVARS	2 675,00	
FAVARS	126,00	
FAVARS	5 873,00	
FAVARS	325,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FEYT	1 631,00	
FEYT	3 000,00	
FEYT	1 204,00	
FEYT	7 657,00	
FORGES	750,00	
FORGES	6 000,00	
GIMEL-LES-CASCADES	2 135,00	
GIMEL-LES-CASCADES	6 294,00	
GIMEL-LES-CASCADES	1 742,00	
GIMEL-LES-CASCADES	2 200,00	
GIMEL-LES-CASCADES	2 400,00	
GIMEL-LES-CASCADES	6 000,00	
GOULLES	25 000,00	
GOULLES	5 370,00	
GOULLES	42 227,00	
GOULLES	9 475,00	
GOULLES	9 311,00	
GOULLES	1 000,00	
GOURDON-MURAT	3 000,00	
GOURDON-MURAT	18 352,00	
GOURDON-MURAT	4 876,00	
GROS-CHASTANG	33 343,00	
GROS-CHASTANG	14 789,00	
GROS-CHASTANG	3 197,00	
GROS-CHASTANG	5 290,00	
GUMONT	1 000,00	
GUMONT	1 000,00	
GUMONT	1 000,00	
GUMONT	2 223,00	
GUMONT	2 223,00	
GUMONT	2 223,00	
HAUTEFAGE	954,60	
JUGEALS-NAZARETH	6 000,00	
JUILLAC	10 000,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	3 000,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	3 000,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	500,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	1 746,00	
L'EGLISE-AUX-BOIS	6 514,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	621,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	3 010,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	540,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	280,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	145,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	3 034,00	
LA CHAPELLE-AUX-BROCS	6 000,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	5 538,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	2 088,00	
LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD	2 956,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	3 000,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	3 000,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	9 111,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	10 729,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	1 000,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	6 000,00	
LA CHAPELLE-SPINASSE	6 000,00	
LA FERTÉ SAINT AUBIN	273,00	
LACELLE	500,00	
LACELLE	2 795,00	
LACELLE	3 000,00	
LADIGNAC-SUR-RONDELLE	3 173,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	4 000,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	12 500,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	25 000,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	797,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	3 942,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	503,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	7 200,00	
LAFAGE-SUR-SOMBRE	13 107,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	15 000,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	970,00	
LAGARDE MARC LA TOUR	6 000,00	
LAGLEYGEOLLE	663,00	
LAGLEYGEOLLE	625,00	
LAGLEYGEOLLE	1 031,00	
LAGLEYGEOLLE	1 203,00	
LAGLEYGEOLLE	1 372,00	
LAGRAULIERE	7 233,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	6 912,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	16 892,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	25 000,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	2 629,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	6 000,00	
LAGUENNE SUR AVALOUZE	1 057,00	
LAMAZIERE-BASSE	7 777,00	
LAMAZIERE-BASSE	20 672,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LAMAZIERE-BASSE	9 833,00	
LAMAZIERE-BASSE	1 000,00	
LAMAZIERE-BASSE	5 091,00	
LAMAZIERE-BASSE	14 429,00	
LAMAZIERE-BASSE	3 776,00	
LAMAZIERE-HAUTE	3 000,00	
LAMAZIERE-HAUTE	1 047,00	
LAMAZIERE-HAUTE	6 000,00	
LAMONGERIE	7 500,00	
LAMONGERIE	17 720,00	
LAPLEAU	6 948,00	
LAPLEAU	366,00	
LAPLEAU	21 914,00	
LAPLEAU	66 924,00	
LAPLEAU	10 863,00	
LARCHE	12 466,00	
LARCHE	6 045,00	
LARCHE	1 745,00	
LARCHE	40 000,00	
LARCHE	6 000,00	
LARCHE	6 000,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	3 000,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	7 408,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	3 454,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	500,00	
LAROCHE-PRES-FEYT	6 752,00	
LATRONCHE	4 000,00	
LATRONCHE	17 532,00	
LATRONCHE	600,00	
LATRONCHE	1 600,00	
LATRONCHE	11 414,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	3 239,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	25 000,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	11 176,00	
LAVAL-SUR-LUZEGE	11 379,00	
LE CHASTANG	3 236,00	
LE LONZAC	12 336,00	
LE LONZAC	18 000,00	
LE LONZAC	11 963,00	
LE PESCHER	599,00	
LE PESCHER	20 190,00	
LE PESCHER	24 840,00	
LE PESCHER	863,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LE PESCHER	146,00	
LE PESCHER	3 050,00	
LES ANGLES-SUR-CORREZE	7 500,00	
LES ANGLES-SUR-CORREZE	2 504,00	
LES TROIS-SAINTS	8 411,00	
LES TROIS-SAINTS	1 876,00	
LES TROIS-SAINTS	15 469,00	
LESTARDS	225,00	
LESTARDS	458,00	
LESTARDS	4 298,00	
LESTARDS	1 728,00	
LESTARDS	2 173,00	
LESTARDS	242,00	
LESTARDS	6 668,00	
LIGINIAC	3 688,00	
LIGINIAC	1 714,00	
LIGINIAC	5 991,00	
LIGINIAC	9 635,00	
LIGINIAC	13 881,00	
LIGINIAC	11 242,00	
LIGINIAC	14 538,00	
LIGNAREIX	3 000,00	
LIGNAREIX	432,00	
LIGNAREIX	6 000,00	
LIOURDRES	11 698,00	
LISSAC-SUR-COUZE	492,40	
LISSAC-SUR-COUZE	6 310,00	
LISSAC-SUR-COUZE	6 310,00	
LOSTANGES	18 597,00	
LOUIGNAC	24 510,00	
LOUIGNAC	6 000,00	
LOUIGNAC	6 000,00	
LOUIGNAC	3 019,00	
LUBERSAC	38 799,00	
LUBERSAC	54 135,00	
LUBERSAC	25 000,00	
LUBERSAC	25 000,00	
LUBERSAC	25 000,00	
LUBERSAC	750,00	
LUBERSAC	29 716,00	
LUBERSAC	47 239,00	
LUBERSAC	55 976,00	
LUBERSAC	33 926,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MADRANGES	1 483,00	
MALEMORT	3 450,00	
MALEMORT	40 000,00	
MALEMORT	30 035,00	
MANSAC	197,00	
MANSAC	30 000,00	
MANSAC	25 000,00	
MANSAC	2 488,00	
MANSAC	5 304,00	
MANSAC	3 780,00	
MANSAC	2 089,00	
MANSAC	198,00	
MANSAC	1 000,00	
MANSAC	10 125,00	
MANSAC	10 125,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	2 566,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	897,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	4 176,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	2 022,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	3 930,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	3 000,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	20 953,00	
MARCILLAC-LA-CROISILLE	18 955,00	
MARCILLAC-LA-CROZE	6 760,00	
MARCILLAC-LA-CROZE	3 015,00	
MARGERIDES	6 508,00	
MASSERET	68 000,00	
MASSERET	64 534,00	
MASSERET	34 509,00	
MAUSSAC	4 938,00	
MAUSSAC	13 770,00	
MAUSSAC	3 463,00	
MAUSSAC	4 519,00	
MAUSSAC	11 029,00	
MAUSSAC	26 165,00	
MAUSSAC	5 321,00	
MAUSSAC	10 000,00	
MEILHARDS	13 639,00	
MEILHARDS	20 000,00	
MENOIRE	3 000,00	
MENOIRE	2 776,00	
MENOIRE	2 714,00	
MENOIRE	1 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MENOIRE	369,00	
MENOIRE	6 000,00	
MENOIRE	6 000,00	
MERCOEUR	2 247,00	
MERCOEUR	10 000,00	
MERLINES	1 540,00	
MERLINES	1 398,00	
MERLINES	7 657,00	
MERLINES	722,00	
MERLINES	11 201,00	
MERLINES	11 201,00	
MESTES	925,00	
MESTES	40 000,00	
MESTES	40 000,00	
MESTES	40 000,00	
MEYMAC	10 017,00	
MEYMAC	141,00	
MEYMAC	500,00	
MEYMAC	37 456,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	3 000,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	407,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	1 904,00	
MEYRIGNAC-L'EGLISE	6 000,00	
MEYSSAC	25 000,00	
MEYSSAC	25 000,00	
MEYSSAC	25 000,00	
MEYSSAC	25 000,00	
MEYSSAC	16 612,00	
MEYSSAC	2 833,00	
MEYSSAC	3 000,00	
MEYSSAC	1 700,00	
MEYSSAC	885,60	
MEYSSAC	5 142,00	
MILLEVACHES	3 000,00	
MILLEVACHES	5 000,00	
MILLEVACHES	7 166,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	20 000,00	
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE	20 000,00	
MONESTIER-MERLINES	157,00	
MONESTIER-MERLINES	8 686,00	
MONESTIER-MERLINES	1 324,00	
MONESTIER-MERLINES	3 776,00	
MONESTIER-MERLINES	2 798,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MONESTIER-PORT-DIEU	10 633,00	
MONTGIBAUD	5 000,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	2 072,00	
MOUSTIER-VENTADOUR	24 125,00	
NAVES	1 287,00	
NAVES	40 000,00	
NESPOULS	3 437,00	
NESPOULS	1 188,00	
NESPOULS	6 983,00	
NESPOULS	10 000,00	
NEUVIC	6 750,00	
NEUVIC	8 766,00	
NEUVIC	10 814,00	
NEUVIC	5 520,00	
NEUVILLE	4 540,00	
NEUVILLE	6 000,00	
NEUVILLE	938,00	
NOAILHAC	6 941,00	
NONARDS	118,00	
OBJAT	75 000,00	
OBJAT	16 500,00	
OBJAT	950,00	
OBJAT	1 230,00	
OBJAT	960,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	6 788,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	9 070,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	10 000,00	
ORGNAC-SUR-VEZERE	10 000,00	
ORLIAC-DE-BAR	4 584,00	
ORLIAC-DE-BAR	12 620,00	
ORLIAC-DE-BAR	2 000,00	
PALAZINGES	1 594,00	
PALAZINGES	556,00	
PALAZINGES	441,00	
PALAZINGES	450,00	
PALAZINGES	6 000,00	
PALAZINGES	6 000,00	
PALAZINGES	3 442,00	
PALISSE	1 727,00	
PANDRIGNES	3 000,00	
PANDRIGNES	3 000,00	
PANDRIGNES	1 570,00	
PANDRIGNES	1 482,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PANDRIGNES	6 000,00	
PANDRIGNES	6 000,00	
PERET-BEL-AIR	437,00	
PEROLS-SUR-VEZERE	5 000,00	
PEROLS-SUR-VEZERE	8 301,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	3 497,00	
PERPEZAC-LE-BLANC	10 190,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	247,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	1 195,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	6 820,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	2 678,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	1 262,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	18 000,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	12 373,00	
PERPEZAC-LE-NOIR	12 373,00	
PEYRELEVADE	22 224,00	
PEYRELEVADE	35 591,00	
PEYRELEVADE	17 389,00	
PEYRELEVADE	8 010,00	
PEYRISSAC	384,00	
PIERREFITTE	1 482,00	
PIERREFITTE	1 000,00	
PRADINES	5 773,00	
PRADINES	103,00	
PRADINES	3 000,00	
PRADINES	3 000,00	
PRADINES	3 000,00	
PRADINES	1 467,00	
PRADINES	6 664,00	
PRADINES	6 664,00	
PRADINES	6 664,00	
PUY-D'ARNAC	603,00	
PUY-D'ARNAC	1 182,00	
PUY-D'ARNAC	1 000,00	
QUEYSSAC-LES-VIGNES	1 468,00	
REYGADES	6 000,00	
REYGADES	6 000,00	
REYGADES	6 000,00	
RILHAC-TREIGNAC	3 000,00	
RILHAC-TREIGNAC	1 858,00	
RILHAC-TREIGNAC	3 358,00	
RILHAC-XAINTRIE	19 781,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	1 143,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ROCHE-LE-PEYROUX	561,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	604,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	2 963,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	616,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	4 625,00	
ROCHE-LE-PEYROUX	10 183,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	25 000,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	25 000,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	1 640,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	40 000,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	24 524,00	
ROSIERS-D'EGLETONS	24 524,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	3 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	3 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	6 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	6 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	6 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	6 000,00	
ROSIERS-DE-JUILLAC	6 000,00	
SADROC	28 171,00	
SADROC	1 829,00	
SADROC	200,00	
SADROC	750,00	
SADROC	7 144,00	
SADROC	10 000,00	
SAILLAC	1 294,00	
SAILLAC	1 610,00	
SAILLAC	200,00	
SAINT-ANGEL	6 650,00	
SAINT-ANGEL	6 000,00	
SAINT-ANGEL	6 180,00	
SAINT-ANGEL	30 000,00	
SAINT-ANGEL	6 495,00	
SAINT-ANGEL	4 400,00	
SAINT-ANGEL	5 204,00	
SAINT-ANGEL	20 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	15 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	15 000,00	
SAINT-AUGUSTIN	5 038,00	
SAINT-AULAIRE	16 898,00	
SAINT-AULAIRE	25 000,00	
SAINT-AULAIRE	16 250,00	
SAINT-AULAIRE	4 738,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	658,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	3 000,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	808,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	2 259,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	6 000,00	
SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC	3 646,00	
SAINT-BONNET-ELVERT	15 000,00	
SAINT-BONNET-ELVERT	8 979,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	7 166,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	1 000,00	
SAINT-BONNET-L'ENFANTIER	6 000,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	17 735,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	6 512,00	
SAINT-BONNET-LA-RIVIERE	6 512,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	545,00	
SAINT-BONNET-PRES-BORT	10 000,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	61 525,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	24 070,00	
SAINT-CERNIN-DE-LARCHE	20 058,00	
SAINT-CHAMANT	13 727,00	
SAINT-CHAMANT	1 917,00	
SAINT-CHAMANT	1 215,00	
SAINT-CHAMANT	3 200,00	
SAINT-CHAMANT	1 644,00	
SAINT-CHAMANT	480,00	
SAINT-CHAMANT	10 000,00	
SAINT-CHAMANT	10 000,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	2 017,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	9 588,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	815,00	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	121,44	
SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE	456,21	
SAINT-CLEMENT	16 246,00	
SAINT-CLEMENT	462,00	
SAINT-CYPRIEN	1 686,00	
SAINT-CYPRIEN	10 000,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	3 695,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	531,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	1 271,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	6 000,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	6 000,00	
SAINT-CYR-LA-ROCHE	2 524,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	920,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	5 098,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	1 272,00	
SAINT-ELOY-LES-TUILERIES	4 845,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	7 500,00	
SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS	1 000,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	2 841,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	1 755,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	7 360,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	3 600,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	6 185,00	
SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE	2 205,00	
SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES	7 084,00	
SAINT-FREJOUX	11 429,00	
SAINT-FREJOUX	11 003,00	
SAINT-FREJOUX	13 618,00	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	1 321,00	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	1 500,00	
SAINT-GENIEZ-O-MERLE	6 585,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	4 000,00	
SAINT-GERMAIN-LAVOLPS	10 000,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	306,00	
SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES	6 303,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	6 596,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	1 520,00	
SAINT-HILAIRE-FOISSAC	14 688,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	11 398,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	9 303,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	546,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	11 526,00	
SAINT-HILAIRE-LES-COURBES	11 526,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	1 851,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	945,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	368,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	357,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	407,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	3 154,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	869,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	671,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	480,00	
SAINT-HILAIRE-LUC	1 747,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	20 000,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	2 227,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	26 378,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	20 000,00	
SAINT-HILAIRE-PEYROUX	3 335,00	
SAINT-JAL	5 617,00	
SAINT-JAL	6 789,00	
SAINT-JAL	4 263,00	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	11 437,00	
SAINT-JULIEN-LE-PELERIN	880,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	158,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	7 211,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	13 019,00	
SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS	13 019,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	3 000,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	3 000,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	400,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	338,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	894,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	990,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	528,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	3 355,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	6 000,00	
SAINT-JULIEN-MAUMONT	6 000,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	7 500,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	2 925,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	889,00	
SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL	4 139,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	15 000,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	39 097,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	1 089,51	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	15 467,00	
SAINT-MARTIN-LA-MEANNE	15 467,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	1 240,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	8 670,00	
SAINT-MARTIN-SEPERT	9 362,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	7 074,00	
SAINT-MERD-DE-LAPLEAU	7 074,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	2 664,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	3 000,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	3 000,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	4 943,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	8 573,00	
SAINT-MERD-LES-OUSSINES	4 679,00	
SAINT-MEXANT	14 940,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	505,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	1 450,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	1 689,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU	2 402,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	5 424,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	25 000,00	
SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE	13 336,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	21 605,00	
SAINT-PARDOUX-CORBIER	2 943,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	2 796,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	1 414,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	1 000,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	4 075,00	
SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE	923,00	
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	691,00	
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	3 000,00	
SAINT-PARDOUX-LE-NEUF	6 000,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	14 580,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	456,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	6 000,00	
SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX	4 607,00	
SAINT-PAUL	17 601,00	
SAINT-PAUL	25 000,00	
SAINT-PAUL	19 951,00	
SAINT-PAUL	214,00	
SAINT-PAUL	500,00	
SAINT-PAUL	172,00	
SAINT-PAUL	556,00	
SAINT-PRIVAT	9 729,00	
SAINT-PRIVAT	30 000,00	
SAINT-PRIVAT	55 856,00	
SAINT-PRIVAT	25 000,00	
SAINT-PRIVAT	25 000,00	
SAINT-PRIVAT	25 000,00	
SAINT-PRIVAT	25 000,00	
SAINT-PRIVAT	1 320,00	
SAINT-PRIVAT	10 000,00	
SAINT-PRIVAT	10 988,00	
SAINT-PRIVAT	10 988,00	
SAINT-REMY	875,00	
SAINT-REMY	371,42	
SAINT-REMY	10 997,00	
SAINT-ROBERT	10 618,00	
SAINT-ROBERT	2 069,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINT-SETIERS	5 424,00	
SAINT-SETIERS	6 044,00	
SAINT-SETIERS	12 701,00	
SAINT-SOLVE	500,00	
SAINT-SOLVE	500,00	
SAINT-SOLVE	18 562,00	
SAINT-SOLVE	22 496,00	
SAINT-SOLVE	2 518,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	965,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	2 571,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	14 903,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	3 439,00	
SAINT-SORNIN-LAVOLPS	10 000,00	
SAINT-SULPICE-LES-BOIS	4 200,00	
SAINT-SYLVAIN	3 000,00	
SAINT-SYLVAIN	3 000,00	
SAINT-SYLVAIN	6 000,00	
SAINT-SYLVAIN	6 000,00	
SAINT-VIANCE	25 000,00	
SAINT-VICTOUR	305,00	
SAINT-VICTOUR	14 886,00	
SAINT-VICTOUR	840,00	
SAINT-VICTOUR	1 311,00	
SAINT-VICTOUR	1 874,00	
SAINT-VICTOUR	2 903,00	
SAINT-VICTOUR	7 946,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	1 640,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	6 000,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	366,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	20 000,00	
SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT	2 995,00	
SAINTE-FEREOLE	37 489,00	
SAINTE-FEREOLE	17 653,00	
SAINTE-FEREOLE	32 025,00	
SAINTE-FORTUNADE	18 515,00	
SAINTE-FORTUNADE	11 485,00	
SAINTE-FORTUNADE	15 000,00	
SAINTE-FORTUNADE	15 000,00	
SAINTE-FORTUNADE	13 191,00	
SAINTE-FORTUNADE	6 387,00	
SAINTE-FORTUNADE	6 190,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	9 676,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	225,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	6 218,00	
SAINTE-MARIE-LAPANOUZE	5 397,00	
SALON-LA-TOUR	2 963,00	
SALON-LA-TOUR	2 947,00	
SALON-LA-TOUR	21 982,00	
SARRAN	4 331,00	
SARRAN	4 135,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	4 687,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	750,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	6 702,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	11 756,00	
SARROUX-SAINT JULIEN	11 754,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	1 369,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	6 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	6 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	6 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	6 000,00	
SEGUR-LE-CHATEAU	1 936,00	
SEILHAC	10 000,00	
SEILHAC	1 803,00	
SEILHAC	2 044,00	
SEILHAC	1 316,00	
SEILHAC	90,00	
SEILHAC	243,00	
SERANDON	1 278,00	
SERANDON	6 465,00	
SERANDON	4 295,00	
SERANDON	3 602,00	
SERANDON	16 771,00	
SERILHAC	2 099,00	
SERILHAC	475,00	
SERILHAC	6 263,00	
SERILHAC	6 000,00	
SEXCLES	27 947,00	
SEXCLES	13 854,00	
SIONIAC	5 193,00	
SIONIAC	3 048,00	
SORNAC	13 700,00	
SORNAC	495,00	
SORNAC	24 123,00	
SORNAC	13 921,00	
SOUDEILLES	5 265,00	
SOUDEILLES	11 858,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOURSAC	3 362,00	
SOURSAC	40 000,00	
SOURSAC	40 000,00	
SOURSAC	468,00	
TARNAC	1 028,00	
TARNAC	11 000,00	
TARNAC	15 293,00	
THALAMY	3 000,00	
THALAMY	6 000,00	
TOY-VIAM	1 056,00	
TREIGNAC	5 890,00	
TREIGNAC	79 488,00	
TREIGNAC	15 000,00	
TREIGNAC	14 541,00	
TREIGNAC	3 000,00	
TREIGNAC	1 440,00	
TREIGNAC	445,50	
TREIGNAC	633,00	
TREIGNAC	500,00	
TREIGNAC	13 765,00	
TREIGNAC	13 636,00	
TROCHE	6 340,00	
TROCHE	2 357,00	
TROCHE	11 045,00	
TUDEILS	6 250,00	
TULLE	15 000,00	
TULLE	12 057,00	
TULLE	15 571,00	
TULLE	225 648,00	
TULLE	502,92	
TULLE	115 700,00	
TULLE	500,00	
TULLE	168,00	
TULLE	162,00	
TULLE	10 000,00	
TURENNE	47 959,00	
TURENNE	10 000,00	
TURENNE	10 000,00	
USSAC	250,00	
USSAC	224 105,00	
USSEL	40 000,00	
USSEL	2 579,00	
USSEL	3 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
USSEL	200,00	
USSEL	763,00	
UZERCHE	30 000,00	
UZERCHE	18 665,00	
UZERCHE	7 722,00	
UZERCHE	17 500,00	
UZERCHE	21 661,00	
UZERCHE	600,00	
UZERCHE	4 800,00	
UZERCHE	13 418,00	
UZERCHE	13 418,00	
VALIERGUES	352,00	
VALIERGUES	4 000,00	
VALIERGUES	1 200,00	
VALIERGUES	20 000,00	
VALIERGUES	1 757,00	
VALIERGUES	10 000,00	
VARETZ	3 562,00	
VARETZ	7 731,00	
VARETZ	3 930,00	
VARETZ	594,00	
VARETZ	6 405,00	
VARETZ	12 420,00	
VARETZ	18 404,00	
VARETZ	1 650,00	
VARETZ	198,00	
VARETZ	11 573,00	
VEIX	1 161,00	
VEYRIERES	1 150,00	
VEYRIERES	5 327,00	
VEYRIERES	4 619,00	
VEYRIERES	6 000,00	
VEYRIERES	487,00	
VIAM	3 000,00	
VIAM	934,00	
VIAM	516,00	
VIAM	5 364,00	
VIAM	5 482,00	
VIGEOIS	13 539,00	
VIGEOIS	18 179,00	
VIGEOIS	21 641,00	
VIGEOIS	12 736,00	
VIGNOLS	25 000,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
VIGNOLS	4 050,00	
VOUTEZAC	1 096,00	
VOUTEZAC	1 239,00	
VOUTEZAC	4 800,00	
YSSANDON	8 075,00	
YSSANDON	5 000,00	
YSSANDON	11 103,00	
YSSANDON	11 103,00	
ÉCOLE PRIMAIRE DE LA JALOUSTRE	300,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**3 409 058,74**	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	141 963,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	400 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	250 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE	400 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	22 304,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	71 366,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	117 599,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	2 000,00	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE	27 062,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE	3 914,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE	4 602,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	98 141,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR	184,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE ST YRIEIX LA PERCHE	106 442,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	11 949,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	1 467,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORREZE COMMUNAUTE	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	200 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	78 315,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	164 555,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	8 188,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	5 633,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	7 036,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	7 500,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	15 182,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	70 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES MIDI CORREZIEN	66 182,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	9 373,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	4 312,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	4 820,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	7 500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	810,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	1 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	7 003,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	2 277,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	5 192,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	450,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	7 006,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	1 997,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	1 625,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	1 829,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	2 625,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	4 800,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	1 504,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	8 727,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	953,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES VEZERE MONEDIERES MILLESOURCES	5 248,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	76 452,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	22 716,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	100 000,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	49 307,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	12 391,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	3 349,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	7 620,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	250,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	1 035,00	
COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	5 307,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	11 000,00	
FEDERATION DEPARTEMENTALE D'ELECTRIFICATION ET D'ENERGIE DE LA CORREZE	9 089,89	
PETR VALLEE DE LA DORDOGNE CORREZIENNE	84 758,00	
PETR VALLEE DE LA DORDOGNE CORREZIENNE	50 482,00	
PETR VALLEE DE LA DORDOGNE CORREZIENNE	6 045,00	
SIAEP DE PUY LA FORET	19 085,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	7 240,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	13 502,00	
SYNDICAT BELLOVIC - BUDGET GENERALE	72 379,00	
SYNDICAT DE LA DIEGE	30 544,00	
SYNDICAT DES EAUX DES DEUX VALLEES	4 800,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL AMBRUGEAT DAVIGNAC	800,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE MASSERET-LAMONGERIE	847,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE MASSERET-LAMONGERIE	7 722,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU MAUMONT	6 279,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMENAGEMENT DU PLAN D'EAU DE SECHEMAILLE	8 443,00	
SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE L'AUVEZERE	14 375,00	
SYNDICAT MIXTE DES EAUX DE L'AUVEZERE	19 330,00	
SYNDICAT MIXTE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE HAUTE CORREZE - SYMA A89	28 551,52	
SYNDICAT MIXTE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE HAUTE CORREZE - SYMA A89	27 766,19	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	13 509,00	
SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZERE	144 211,00	
TULLE AGGLO - AMENAGEMENT ECONOMIQUE	142 791,30	
TULLE AGGLO - AMENAGEMENT ECONOMIQUE	31 446,84	
Autres	**1 584 778,71**	
AGENCE DEPARTEMENTALE CORREZE INGENIERIE	155 000,00	
ASA DE LA VALLEE DU ROSEIX	3 030,00	
ASA DE PUY D'ARNAC BEAUREGARD	6 198,00	
ASA DE SUGARDE	2 212,46	
ASA DE SUGARDE	5 325,00	
ASA DU POIRIER	1 437,00	
AUDITORIUM SOPHIE DESSUS	5 000,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'USSEL	11 914,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	43 315,60	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	63 280,00	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE	94 239,05	
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE	400,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE CIAS MIDI CORREZIEN	20 779,60	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE	407,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	76 100,00	
CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE XAINTRIE VAL'DORDOGNE	13 484,40	
CFPPA TULLE-NAVES	1 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	145 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	1 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	34 200,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	60 000,00	
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	11 130,00	
CHAMBRE DE METIERS ET ARTISANAT	27 720,00	
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE LA CORREZE	13 245,00	
CORREZE SANTE	250 000,00	
EHPAD DE NEUVIC	7 079,60	
F.J.T. D'EGLETONS	43 120,00	
L'EMPREINTE	80 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	68 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	15 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	7 500,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	7 500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	66 500,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	12 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	15 750,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	10 500,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	4 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	16 000,00	
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT CORREZE	6 000,00	
OFFICE PUBLIC HLM DE LA VILLE DE BRIVE	123 855,00	
OFFICE PUBLIC HLM DE LA VILLE DE BRIVE	41 250,00	
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DE LARCHE	11 807,00	
SYNDICAT MIXTE DU PAYS HAUTE-CORREZE VENTADOUR	3 500,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV– ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES	B8.1.2

SUBVENTIONS VERSEES PAR LA COLLECTIVITE AUX COMMUNES

(Articles L. 4312-11 et L. 3312-5 du CGCT)

Nom de la commune (1) : MALEMORT

Numéro de SIREN (2) : 20005520000014

Population de la commune : 8 193

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01853 : Etude de faisabilité pour la r	2041481	3 450,00	0,42
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02957 : Rénovation thermique de l'écol	2041482	40 000,00	4,88
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02958 : Rénovation thermique de l'écol	2041482	30 035,00	3,67
Total			**73 485,00**	**8,97**

Nom de la commune (1) : SARROUX-SAINT JULIEN

Numéro de SIREN (2) : 20006293300011

Population de la commune : 876

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Constructions publiques	2022-04327 : Acquisition de matériel	2041481	4 687,00	5,35
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02591 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	750,00	0,86
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-01071 : Déshumidification de la salle	2041482	6 702,00	7,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00240 : Dotation voirie 2023	2041482	11 756,00	13,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01597 : Dotation voirie 2024	2041482	11 754,00	13,42
Total			**35 649,00**	**40,70**

Nom de la commune (1) : ARGENTAT-SUR-DORDOGNE

Numéro de SIREN (2) : 20006302200012

Population de la commune : 2 984

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00876 : Dotation voirie 2021	2041482	5 799,00	1,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00008 : Dotation voirie 2022	2041482	6 983,00	2,34
Sport-Grands Evénements Sport.	2024-02172 : Arrivée TDL 2024	657348	1 000,00	0,34
Catégorie 1 2023	2024-01301 : Isolation des combles de la Ma	2041482	2 084,00	0,70
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-00946 : Rénovation énergétique salle S	2041482	15 084,00	5,05
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-03132 : Rénovation énergétique salle S	2041482	2 564,00	0,86

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Projets structurants 2023	2024-00984 : Etude de faisabilité du cinéma	2041481	300,00	0,10
Total			**33 814,00**	**11,33**

Nom de la commune (1) : BEAULIEU-SUR-DORDOGNE

Numéro de SIREN (2) : 20008148700015

Population de la commune : 1 316

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-04426 : Réhabilitation de la salle pol	2041482	30 000,00	22,80
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-04427 : Réhabilitation de la salle pol	2041482	15 000,00	11,40
Total			**45 000,00**	**34,20**

Nom de la commune (1) : LAGUENNE SUR AVALOUZE

Numéro de SIREN (2) : 20008433300018

Population de la commune : 1 589

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2022-02347 : Aire de jeux	2041482	6 912,00	4,35
AB espaces publics 2023	2024-00004 : Aménagement du parc de la Salv	2041482	16 892,00	10,63
AB espaces publics 2023	2024-01146 : Aménagement du parc de la Salv	2041482	25 000,00	15,73
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02537 : Rénovation thermique du groupe	2041482	2 629,00	1,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00175 : Dotation voirie 2020 ST BONNET	2041482	6 000,00	3,78
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00273 : Dotation voirie 2020	2041482	1 057,00	0,67
Total			**58 490,00**	**36,81**

Nom de la commune (1) : LAGARDE MARC LA TOUR

Numéro de SIREN (2) : 20008552000019

Population de la commune : 967

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02558 : Création d'un atelier boulange	2041482	15 000,00	15,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00221 : Dotation voirie 2020 - MARC	2041482	970,00	1,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00269 : Dotation voirie 2020	2041482	6 000,00	6,20
Total			**21 970,00**	**22,71**

Nom de la commune (1) : AFFIEUX

Numéro de SIREN (2) : 21190010500019

Population de la commune : 384

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01025 : Agrandissement intérieur mise	2041482	15 000,00	39,06
Constructions publiques	2022-03202 : Mise en place d'une cuve	2041482	442,00	1,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00001 : Dotation voirie 2023	2041482	6 278,00	16,35
Total			**21 720,00**	**56,56**

Nom de la commune (1) : AIX

Numéro de SIREN (2) : 21190020400010

Population de la commune : 392

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01229 : Rénovation de l'aire de jeux p	2041482	3 205,00	8,18
Catégorie 1 2023	2024-01269 : Rénovation local technique : a	2041482	3 364,00	8,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00870 : Dotation voirie 2021	2041482	6 845,00	17,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00002 : Dotation voirie 2022	2041482	29 768,00	75,94
Total			**43 182,00**	**110,16**

Nom de la commune (1) : ALBIGNAC

Numéro de SIREN (2) : 21190030300010

Population de la commune : 241

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00003 : Dotation voirie 2022	2041482	4 242,00	17,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00003 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	24,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01230 : Dotation voirie 2024	2041482	1 008,00	4,18
Total			**11 250,00**	**46,68**

Nom de la commune (1) : ALBUSSAC

Numéro de SIREN (2) : 21190040200010

Population de la commune : 754

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 AEP	2020-03400 : Interconnexion réseau AEP	2041482	1 789,00	2,37
2016 AEP	2022-01654 : Travaux d'interconnexion résea	2041482	1 884,00	2,50
AEP 2023	2020-017010 : Etude Schéma directeur assaini	2041481	930,00	1,23
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00004 : Dotation voirie 2023	2041482	14 588,00	19,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01231 : Dotation voirie 2024	2041482	7 792,00	10,33
Total			**26 983,00**	**35,78**

Accusé de réception préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : ALLASSAC

Numéro de SIREN (2) : 21190050100019

Population de la commune : 4 117

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03306 : Création d'une bibliothèqu T1	2041482	30 000,00	7,29
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03307 : Création d'une bibliothèque T2	2041482	30 000,00	7,29
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-04181 : Création d'une bibliothèque T3	2041482	268,00	0,07
2016 EQUIP SPORT REHAB	2020-02452 : Travaux de rénovation de la pi	2041482	69 991,00	17,00
CULT-COMMEMORATIONS	2024-02363 : Organisation des commémoration	657348	500,00	0,12
Constructions publiques	2022-02971 : Extension centre technique T1	2041482	15 000,00	3,64
Constructions publiques	2022-02972 : Extension centre technique T2	2041482	15 000,00	3,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00005 : Dotation voirie 2023	2041482	27 157,00	6,60
Total			**187 916,00**	**45,65**

Nom de la commune (1) : ALLEYRAT

Numéro de SIREN (2) : 21190060000019

Population de la commune : 108

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01436 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	27,78
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01435 : Dotation Solidarité Communale	2041482	8 010,00	74,17
Total			**11 010,00**	**101,95**

Nom de la commune (1) : ALTILLAC

Numéro de SIREN (2) : 21190070900018

Population de la commune : 849

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-00295 : Rénovation énergét. salle T1	2041482	30 000,00	35,34
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01856 : Rénovation énergétique mairie	2041482	14 315,00	16,86
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01860 : Rénov. énergétique salle T2	2041482	21 470,00	25,29
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03048 : Rénov. énergét. salle T2 cplt	2041482	2 819,00	3,32
2016 EQUIP SPORT REHAB	2022-03814 : Eclairage du stade	2041482	4 500,00	5,30
2016 EQUIP SPORT REHAB	2022-04281 : Eclairage du stade (Complément	2041482	3 685,00	4,34
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2022-03655 : Installation incendie au lieu-	2041482	608,00	0,72
Catégorie 1 2023	2023-01926 : Remplacement création bornes (	2041482	570,00	0,67
Total			**77 967,00**	**91,84**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : AMBRUGEAT

Numéro de SIREN (2) : 21190080800018

Population de la commune : 210

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Matériel voirie 2023	2024-01095 : Achat de matériel de voirie	2041481	4 064,00	19,35
Total			**4 064,00**	**19,35**

Nom de la commune (1) : LES ANGLES-SUR-CORREZE

Numéro de SIREN (2) : 21190090700018

Population de la commune : 128

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02719 : Travaux de défense incendie	2041482	7 500,00	58,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00039 : Dotation voirie 2020	2041482	2 504,00	19,56
Total			**10 004,00**	**78,15**

Nom de la commune (1) : ARNAC-POMPADOUR

Numéro de SIREN (2) : 21190110300013

Population de la commune : 1 172

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02004 : Aménagement de l'avenue de	2041482	25 000,00	21,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00009 : Dotation voirie 2023	2041482	3 384,00	2,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01438 : Dotation voirie 2024	2041482	7 524,00	6,42
Total			**35 908,00**	**30,64**

Nom de la commune (1) : ASTAILLAC

Numéro de SIREN (2) : 21190120200013

Population de la commune : 214

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02990 : Aménagement de la place Labori	2041482	5 007,00	23,40
Constructions publiques	2022-02743 : Réhabilitation du pavillon	2041482	3 603,00	16,84
PATRIMOINE NP 2014	2022-03823 : Travaux sur l'église	2041482	510,00	2,38
Projets structurants 2023	2024-02939 : Aménagement de la halte Véloro	2041482	2 179,00	10,18
Total			**11 299,00**	**52,80**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : AUBAZINE

Numéro de SIREN (2) : 21190130100013

Population de la commune : 887

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-03230 : Etude de faisabilité pour l'am	2041481	1 475,00	1,66
AEP 2023	2020-04362 : Diagnostic des installations d	2041481	1 416,00	1,60
Equipemts sport 2023-Construct	2023-03166 : Création d'un espace sport et	2041482	41 638,00	46,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01439 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	6,76
Total			**50 529,00**	**56,96**

Nom de la commune (1) : AURIAC

Numéro de SIREN (2) : 21190140000013

Population de la commune : 226

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Objets 2023	2024-00999 : Restauration des vitraux de l'	2041482	1 217,00	5,38
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01440 : Dotation voirie 2024	2041482	11 084,00	49,04
Total			**12 301,00**	**54,42**

Nom de la commune (1) : AYEN

Numéro de SIREN (2) : 21190150900011

Population de la commune : 716

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Sport : Pleine nature	2024-03340 : PDIPR AYEN	657348	500,00	0,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01441 : Dotation voirie 2024	2041482	7 142,00	9,97
Total			**7 642,00**	**10,67**

Nom de la commune (1) : BAR

Numéro de SIREN (2) : 21190160800011

Population de la commune : 313

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02362 : Accessibilité des bâtiments pu	2041482	205,00	0,65
Catégorie 2 avec loyer 2023	2023-02011 : Logement presbytère isolation	2041482	5 074,00	16,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00054 : Dotation voirie 2020	2041482	1 969,00	6,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00881 : Dotation voirie 2021	2041482	9 056,00	28,93
Total			**16 304,00**	**52,08**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BP
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : BASSIGNAC-LE-BAS

Numéro de SIREN (2) : 21190170700011

Population de la commune : 84

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01597 : Dotation Solidarité Communale	2041482	2 788,00	33,19
Edifices 2023	2023-00364 : Réfection extérieure	2041482	9 454,00	112,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00014 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	71,43
Total			**18 242,00**	**217,17**

Nom de la commune (1) : BASSIGNAC-LE-HAUT

Numéro de SIREN (2) : 21190180600011

Population de la commune : 159

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02807 : Aménagement de la place de l'é	2041482	5 000,00	31,45
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02615 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	6,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00015 : Dotation voirie 2022	2041482	11 384,00	71,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00015 : Dotation voirie 2023	2041482	10 689,00	67,23
Total			**28 073,00**	**176,57**

Nom de la commune (1) : BELLECHASSAGNE

Numéro de SIREN (2) : 21190210100016

Population de la commune : 99

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02154 : Acquisition de matériels pour	2041481	779,00	7,87
Catégorie 1 2023	2024-02230 : Mise aux normes plafond ancien	2041482	2 856,00	28,85
Total			**3 635,00**	**36,72**

Nom de la commune (1) : BEYNAT

Numéro de SIREN (2) : 21190230900015

Population de la commune : 1 268

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2020-02081 : Trvx salle polyvalente Demarty	2041482	2 843,00	2,24
Santé 2023 Ambitions santé	2024-01156 : Aménagement bureau MSP	2041482	7 189,00	5,67
Total			**10 032,00**	**7,91**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : BEYSSAC

Numéro de SIREN (2) : 21190240800015

Population de la commune : 613

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01983 : Réaménagement de l'école T1TF1	2041482	30 000,00	48,94
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01984 : Réaménagement école T1 TF2	2041482	17 145,00	27,97
Catégorie 1 2023	2024-02176 : Achat de deux tableaux numériq	2041481	1 620,00	2,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00023 : Dotation voirie 2023	2041482	11 206,00	18,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01247 : Dotation voirie 2024	2041482	11 206,00	18,28
Total			**71 177,00**	**116,11**

Nom de la commune (1) : BEYSSENAC

Numéro de SIREN (2) : 21190250700014

Population de la commune : 360

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02819 : Passage en LED des bâtiments c	2041482	5 628,00	15,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00024 : Dotation voirie 2023	2041482	1 749,00	4,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01446 : Dotation voirie 2024	2041482	4 003,00	11,12
Total			**11 380,00**	**31,61**

Nom de la commune (1) : BILHAC

Numéro de SIREN (2) : 21190260600014

Population de la commune : 253

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-01836 : Aménagement de la petite place	2041482	912,00	3,60
Catégorie 1 2023	2024-02331 : Installation d'un émetteur réc	2041481	654,00	2,58
Total			**1 566,00**	**6,18**

Nom de la commune (1) : BONNEFOND

Numéro de SIREN (2) : 21190270500014

Population de la commune : 114

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2022-04298 : Travaux d'accessibilité	2041482	472,00	4,14
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01916 : DSC 2022 Part additionnelle	2041482	4 000,00	35,09
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01602 : Dotation Solidarité Communale	2041482	1 330,00	11,67

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02594 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	8,77
Matériel voirie 2023	2024-02435 : Acquisition d'un chargeur pour	2041481	4 800,00	42,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00025 : Dotation voirie 2022	2041482	11 041,00	96,85
Total			**22 643,00**	**198,63**

Nom de la commune (1) : BORT-LES-ORGUES

Numéro de SIREN (2) : 21190280400015

Population de la commune : 2 628

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-02546 : Aménagement du cimetière	2041482	1 123,00	0,43
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01637 : Eclairage et mise en lumière	2041482	34 484,00	13,12
AEP 2023	2023-02778 : Réhabilitation des réseaux d'a	2041482	21 338,00	8,12
Catégorie 1 2023	2024-01183 : Accessibilité des écoles Jean	2041482	15 000,00	5,71
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01081 : Rénovation énergétique des éco	2041482	21 075,00	8,02
Edifices 2023	2024-03019 : Réfection du solin contre le m	2041482	14 785,00	5,63
Rest. archive com. prioritaire	2023-02678 : RESTAURATION 2023 BORT-LES-O	2041481	508,69	0,19
Sport : Subv diverses	2024-02276 : PAPSE 2024	657348	500,00	0,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00026 : Dotation voirie 2023	2041482	15 322,00	5,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01250 : Dotation voirie 2024	2041482	15 322,00	5,83
Total			**139 457,69**	**53,07**

Nom de la commune (1) : BRANCEILLES

Numéro de SIREN (2) : 21190290300015

Population de la commune : 283

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Constructions publiques	2022-04306 : Création local technique T1	2041482	15 000,00	53,00
Constructions publiques	2022-04311 : Création local technique T2	2041482	8 480,00	29,96
Total			**23 480,00**	**82,96**

Nom de la commune (1) : BRIGNAC-LA-PLAINE

Numéro de SIREN (2) : 21190300000019

Population de la commune : 984

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-01211 : Aménagement du cimetière	2041482	10 000,00	10,16
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2022-04235 : Création d'une épicerie - tran	2041482	25 000,00	25,41

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2016 PLATEFORME MULTIPLE	2022-04236 : Création d'une épicerie - tran	2041482	25 000,00	25,41
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02350 : Création d'une épicerie - Tran	2041482	21 529,00	21,88
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-02288 : Travaux de rénovation du stade	2041482	4 548,00	4,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00083 : Dotation voirie 2020	2041482	4 146,00	4,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00894 : Dotation voirie 2021	2041482	20 000,00	20,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00028 : Dotation voirie 2022	2041482	20 000,00	20,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00028 : Dotation voirie 2023	2041482	8 823,00	8,97
Total			**139 046,00**	**141,32**

Nom de la commune (1) : CENTRE SOCIOCULTUREL RAOUL DAUTRY CENTRE SOCIO CULTUREL JACQUES CARTIER BRIVE-LA-GAILLARDE

Numéro de SIREN (2) : 21190310900018

Population de la commune : 47 845

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Social - Enfance	2024-01965 : SUB CLAS Mairie BRIVE D'AUTRY	657348	1 200,00	0,00
Social - Enfance	2024-01966 : SUB CLAS JACQUES CARTIER	657348	1 500,00	0,00
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04395 : Création équipemt public Rivet	2041482	210 000,00	4,39
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04402 : Réhabilitation salle Pont Buy	2041482	138 842,00	2,90
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04403 : Terrain synthétique de rugby	2041482	17 185,00	0,36
CULT-COMMEMORATIONS	2024-02354 : Organisation le 15 août 2024 d	657348	3 500,00	0,07
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02566 : FESTIVAL DE L'ELEVAGE DE BRIVE	657348	16 000,00	0,33
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02728 : SF/2024-09-20/Conv.Foire Livre	657348	5 000,00	0,10
Evénements Vocation Dptale	2024-00797 : Organisation de la Foire du Li	657348	20 000,00	0,42
Projets structurants 2023	2023-02266 : Rénovation éclairage public	2041482	500 000,00	10,45
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2024-00795 : Fonctionnement du conservatoir	657348	83 800,00	1,75
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2024-00796 : Aide pour la classe "orchestre	657348	500,00	0,01
Social - Enfance	2024-01969 : SUB CLAS MAIRIE DE BRIVE	657348	900,00	0,02
Total			**998 427,00**	**20,80**

Nom de la commune (1) : BUGEAT

Numéro de SIREN (2) : 21190330700018

Population de la commune : 773

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01263 : Changement de chauffage au fo	2041482	11 092,00	14,35
AB espaces publics 2023	2023-02492 : Aménagement du carrefour de la	2041482	6 624,00	8,57
RDT_2023	2023-02586 : Aménagement en traverse - cham	2041482	29 207,00	37,78
RDT_2023	2023-02587 : RD979 Aménagement en traverse	2041482	9 890,00	12,79

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00030 : Dotation voirie 2023	2041482	8 377,00	10,84
Total			**65 190,00**	**84,33**

Nom de la commune (1) : CAMPS-SAINT-MATHURIN-LEOBAZEL				
Numéro de SIREN (2) : 21190340600018				
Population de la commune : 221				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
Projets structurants 2023	2023-02295 : Mise en sécurité pont St Mathu	2041482	31 655,00	143,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-01519 : Dotation voirie 2023	2041482	10 119,00	45,79
Total			**41 774,00**	**189,03**

Nom de la commune (1) : CHABRIGNAC				
Numéro de SIREN (2) : 21190350500017				
Population de la commune : 555				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02361 : Réfection du logement communal	2041482	6 235,00	11,23
Constructions publiques	2022-02744 : Mise en place de panneaux	2041482	8 736,00	15,74
Objets 2023	2024-02471 : Remplacement de 2 moteurs de v	2041482	1 282,00	2,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01449 : Dotation voirie 2024	2041482	7 323,00	13,19
Total			**23 576,00**	**42,47**

Nom de la commune (1) : CHAMBERET				
Numéro de SIREN (2) : 21190360400018				
Population de la commune : 1 427				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
2016 AEP	2022-03849 : Etude diagnostique système d'a	2041481	2 073,00	1,45
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-02933 : Rénovation énergétique logt T2	2041482	799,00	0,56
AB espaces publics 2023	2024-03059 : Aménagement sécuritaire route	2041482	5 451,00	3,82
AB espaces publics 2023	2024-03067 : Aménagement d'un parking écolo	2041482	17 017,00	11,93
Catégorie 1 2023	2024-02958 : Installation WC publics en lie	2041482	2 227,00	1,56
Catégorie 1 2023	2024-03015 : Agrandissement du local techni	2041482	7 566,00	5,30
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01009 : Réhabilitation de la toiture d	2041482	30 000,00	21,02
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01027 : Rénovation énergétique des log	2041482	30 000,00	21,02
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-03014 : Aménagement d'un terrain de pé	2041482	2 700,00	1,89
Projets structurants 2023	2023-02732 : Aménagement de la friche"Chez	2041482	21 400,00	15,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Projets structurants 2023	2024-03016 : Aménagement friche Chez Chaume	2041482	3 357,00	2,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01450 : Dotation voirie 2024	2041482	21 279,00	14,91
Total			**143 869,00**	**100,81**

Nom de la commune (1) : CHAMBOULIVE

Numéro de SIREN (2) : 21190370300018

Population de la commune : 1 192

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03908 : Extension de la mairie	2041482	18 000,00	15,10
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-03436 : Aménagement du bourg T1-1èrep	2041482	3 334,00	2,80
Catégorie 1 2023	2023-02391 : Accessibilité de l'école du st	2041482	3 859,00	3,24
Equipemts sport 2023-Construct	2023-01810 : Construction club house au sta	2041482	5 853,00	4,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00036 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	5,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01261 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	5,03
Total			**43 046,00**	**36,11**

Nom de la commune (1) : CHAMEYRAT

Numéro de SIREN (2) : 21190380200018

Population de la commune : 1 553

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02910 : Réaménagement des espaces publ	2041482	25 000,00	16,10
AB espaces publics 2023	2024-01117 : Accessibilité RD9/RD9E5 Traver	2041482	25 000,00	16,10
AB espaces publics 2023	2024-01199 : Accessibilité RD9/RD9E5 Traver	2041482	1 250,00	0,80
AB espaces publics 2023	2024-02466 : Réaménagement traversée	2041482	19 250,00	12,40
AB espaces publics 2023	2024-02467 : Réaménagement traversée de Poi	2041482	19 798,00	12,75
Catégorie 1 2023	2024-01076 : Sécurité informatique et télép	2041481	391,00	0,25
Catégorie 1 2023	2024-03364 : Acquisition d'un vidéo-project	2041481	750,00	0,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00114 : Dotation voirie 2020	2041482	3 726,00	2,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00903 : Dotation voirie 2021	2041482	6 000,00	3,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00037 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	3,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00037 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	3,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01262 : Dotation voirie 2024	2041482	1 390,00	0,90
Total			**114 555,00**	**73,76**

Nom de la commune (1) : CHANAC-LES-MINES

Numéro de SIREN (2) : 21190410700011

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Population de la commune : 445

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03380 : Travaux de rénovation sur le b	2041482	6 014,00	13,51
Objets 2023	2023-02615 : Restauration de la croix de l'	2041481	1 920,00	4,31
Total			**7 934,00**	**17,82**

Nom de la commune (1) : CHANTEIX

Numéro de SIREN (2) : 21190420600011

Population de la commune : 648

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00122 : Dotation voirie 2020	2041482	5 142,00	7,94
Total			**5 142,00**	**7,94**

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-AUX-BROCS

Numéro de SIREN (2) : 21190430500011

Population de la commune : 451

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02292 : Aménagement d'espace public de	2041482	621,00	1,38
Catégorie 1 2023	2024-01444 : Travaux sur bâtiment communaux	2041482	3 010,00	6,67
Catégorie 1 2023	2024-02855 : Aménagement d'une pergola	2041482	540,00	1,20
Catégorie 1 2023	2024-02922 : Local couture	2041482	280,00	0,62
Catégorie 1 2023	2024-03305 : achat d'un panneau d'affichage	2041482	145,00	0,32
Constructions publiques	2017-00585 : Elaboration du PLU	2041481	3 034,00	6,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01452 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	13,30
Total			**13 630,00**	**30,22**

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-SAINT-GERAUD

Numéro de SIREN (2) : 21190450300011

Population de la commune : 202

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Projets structurants 2023	2024-02652 : Rénov. halle/création atelier	2041482	5 538,00	27,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00128 : Dotation voirie 2020	2041482	2 088,00	10,34
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00976 : Dotation voirie 2021	2041482	2 956,00	14,63
Total			**10 582,00**	**52,39**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : LA CHAPELLE-SPINASSE

Numéro de SIREN (2) : 21190460200011

Population de la commune : 114

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01604 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	26,32
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01268 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	26,32
AB espaces publics 2023	2023-03148 : Traverse du bourg	2041482	9 111,00	79,92
Catégorie 2 avec loyer 2023	2023-03172 : Rénovation logement du presbyt	2041482	10 729,00	94,11
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02602 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE CANT	657348	1 000,00	8,77
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00090 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	52,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01267 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	52,63
Total			**38 840,00**	**340,70**

Nom de la commune (1) : CHARTRIER-FERRIERE

Numéro de SIREN (2) : 21190470100011

Population de la commune : 368

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Constructions publiques	2017-00255 : Elaboration d'un PLU	2041481	3 492,00	9,49
Total			**3 492,00**	**9,49**

Nom de la commune (1) : LE CHASTANG

Numéro de SIREN (2) : 21190480000011

Population de la commune : 359

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-00991 : Travaux de rénovation énergéti	2041481	3 236,00	9,01
Total			**3 236,00**	**9,01**

Nom de la commune (1) : CHASTEAUX

Numéro de SIREN (2) : 21190490900010

Population de la commune : 771

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Constructions publiques	2017-00129 : Elaboration d'un PLU	2041481	3 858,00	5,00
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2022-03312 : Restauration de la statue "La	2041481	889,00	1,15
OBJET NP 2014	2022-03308 : Restauration des vitraux de l'	2041482	3 525,00	4,57
Total			**8 272,00**	**10,72**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BP
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : CHAUFFOUR-SUR-VELL

Numéro de SIREN (2) : 21190500500016

Population de la commune : 422

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01454 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	14,22
Total			**6 000,00**	**14,22**

Nom de la commune (1) : CHAUMEIL

Numéro de SIREN (2) : 21190510400017

Population de la commune : 169

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02390 : Acquisition matériel informati	2041481	275,00	1,63
Milieux aquatiques 2023	2018-02532-01 : Mise en conformité de l'étang	2041482	8 190,00	48,46
Milieux aquatiques 2023	2023-01400-01 : Mise en conformité de l'étang	2041482	59 848,00	354,13
Total			**68 313,00**	**404,22**

Nom de la commune (1) : CHAVANAC

Numéro de SIREN (2) : 21190520300017

Population de la commune : 50

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02159 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	3 000,00	60,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00920 : Dotation voirie 2021	2041482	573,00	11,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00046 : Dotation voirie 2022	2041482	6 273,00	125,46
Total			**9 846,00**	**196,92**

Nom de la commune (1) : CHAVEROCHE

Numéro de SIREN (2) : 21190530200017

Population de la commune : 280

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-03143 : Grange communale du Queyriaux	2041482	37 711,00	134,68
Edifices 2023	2023-03146 : Réfection des gouttières de l'	2041482	2 751,00	9,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00047 : Dotation voirie 2023	2041482	10 977,00	39,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01281 : Dotation voirie 2024	2041482	10 977,00	39,20
Total			**62 416,00**	**222,90**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : CHENAILLER-MASCHEIX

Numéro de SIREN (2) : 21190540100017

Population de la commune : 217

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-03048 : Agrandissement étang communal	2041482	2 363,00	10,89
Total			**2 363,00**	**10,89**

Nom de la commune (1) : CHIRAC-BELLEVUE

Numéro de SIREN (2) : 21190550000016

Population de la commune : 289

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02991 : Rénovation de la terrasse de l	2041482	4 742,00	16,41
Matériel voirie 2023	2024-01075 : Achat lame à neige	2041481	2 280,00	7,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00048 : Dotation voirie 2023	2041482	11 222,00	38,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01282 : Dotation voirie 2024	2041482	11 222,00	38,83
Total			**29 466,00**	**101,96**

Nom de la commune (1) : CLERGOUX

Numéro de SIREN (2) : 21190560900015

Population de la commune : 417

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00161 : Dotation voirie 2020	2041482	189,00	0,45
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00923 : Dotation voirie 2021	2041482	3 584,00	8,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00049 : Dotation voirie 2022	2041482	25,00	0,06
Total			**3 798,00**	**9,10**

Nom de la commune (1) : COLLONGES-LA-ROUGE

Numéro de SIREN (2) : 21190570800015

Population de la commune : 499

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-03274 : Création d'un nouveau quartier	2041482	25 000,00	50,10
Catégorie 1 2023	2024-02854 : Travaux création de toilettes	2041482	15 000,00	30,06
Edifices 2023	2024-02761 : Travaux de restauration de l'é	2041482	13 000,00	26,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00164 : Dotation voirie 2020	2041482	6 431,00	12,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00925 : Dotation voirie 2021	2041482	10 000,00	20,04

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00050 : Dotation voirie 2022	2041482	10 000,00	20,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00050 : Dotation voirie 2023	2041482	13 050,00	26,15
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01284 : Dotation voirie 2024	2041482	7 121,00	14,27
Total			**99 602,00**	**199,60**

Nom de la commune (1) : COMBRESSOL

Numéro de SIREN (2) : 21190580700015

Population de la commune : 381

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03816 : Changement des menuiseries	2041482	6 300,00	16,54
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03824 : Rénovation énergétique salle	2041482	30 000,00	78,74
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03825 : Rénov. énergétique école T1	2041482	30 000,00	78,74
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03826 : Rénov. énergétique école T2	2041482	1 933,00	5,07
Total			**68 233,00**	**179,09**

Nom de la commune (1) : CONCEZE

Numéro de SIREN (2) : 21190590600015

Population de la commune : 395

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00169 : Dotation voirie 2020	2041482	12 756,00	32,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00927 : Dotation voirie 2021	2041482	20 000,00	50,63
Total			**32 756,00**	**82,92**

Nom de la commune (1) : CONDAT-SUR-GANAVEIX

Numéro de SIREN (2) : 21190600300010

Population de la commune : 676

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01063 : Réaménagement du cimetière	2041482	14 979,00	22,16
Total			**14 979,00**	**22,16**

Nom de la commune (1) : CORNIL

Numéro de SIREN (2) : 21190610200010

Population de la commune : 1 316

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02287 : Système de chauffage au stade	2041481	4 649,00	3,53

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02619 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	750,00	0,57
Equipemts sport 2023-Construct	2023-03126 : Terrain de foot five	2041482	41 203,00	31,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00931 : Dotation voirie 2021	2041482	665,00	0,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00055 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	4,56
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00055 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	4,56
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01287 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	4,56
Total			**65 257,00**	**49,60**

Nom de la commune (1) : CORREZE

Numéro de SIREN (2) : 21190620100010

Population de la commune : 1 198

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
EDIFICE INSCRIT 2014	2022-03956 : Travaux porte Margot	2041482	3 670,00	3,06
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02597 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	750,00	0,63
Edifices 2023	2023-01861 : Restauration intérieure de l'é	2041482	40 000,00	33,39
OBJET CLASSE INSCRIT 2014	2022-04424 : Restauration objets inscrits C	2041482	5 648,00	4,71
OBJET NP 2014	2022-04425 : Restauration d'objets non prot	2041482	13 719,00	11,45
Sport : Pleine nature	2024-03343 : PDIPR COMMUNE CORREZE	657348	612,00	0,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01456 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	5,01
Total			**70 399,00**	**58,76**

Nom de la commune (1) : COSNAC

Numéro de SIREN (2) : 21190630000010

Population de la commune : 3 124

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2022-04084 : Travaux mise en accessibilité	2041482	379,00	0,12
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02864 : Travaux de rénovation des bâti	2041482	10 301,00	3,30
Social - Enfance	2024-01983 : SUB FONCT REAAP COSNAC	657348	100,00	0,03
Sport : Pleine nature	2024-02205 : sorties SSN été 2024	657348	115,00	0,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01458 : Dotation voirie 2024	2041482	11 254,00	3,60
Total			**22 149,00**	**7,09**

Nom de la commune (1) : COUFFY-SUR-SARSONNE

Numéro de SIREN (2) : 21190640900019

Population de la commune : 71

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01460 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	42,25
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-01904 : SUBVENTION COMPLEMENTAIRE 2023	657348	500,00	7,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01459 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 951,00	97,90
Total			**10 451,00**	**147,19**

Nom de la commune (1) : COURTEIX

Numéro de SIREN (2) : 21190650800018

Population de la commune : 67

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01462 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	44,78
AB espaces publics 2023	2023-02928 : Aménagement du cimetière	2041482	2 292,00	34,21
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02499 : Installation d'un poêle à gran	2041481	1 619,00	24,16
Diagnostics énergétiques 2023	2024-02495 : Diagnostics énergétiques	2041481	400,00	5,97
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02604 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	14,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01461 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	89,55
Total			**14 311,00**	**213,60**

Nom de la commune (1) : CUBLAC

Numéro de SIREN (2) : 21190660700018

Population de la commune : 1 764

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01154 : Aménagement d'une passerelle p	2041482	14 357,00	8,14
Diagnostics énergétiques 2023	2023-01858 : Etude de faisabilité technique	2041481	4 800,00	2,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01464 : Dotation voirie 2024	2041482	14 318,00	8,12
Total			**33 475,00**	**18,98**

Nom de la commune (1) : CUREMONTE

Numéro de SIREN (2) : 21190670600018

Population de la commune : 218

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-04159 : Réhabilitation du cimetière	2041482	20 162,00	92,49
AB espaces publics 2023	2024-01561 : Aménagement de bourg - Tranche	2041482	25 000,00	114,68
AB espaces publics 2023	2024-01563 : Aménagement de bourg - Tranche	2041482	25 000,00	114,68
AB espaces publics 2023	2024-01565 : Aménagement de bourg - Tranche	2041482	24 431,00	112,07

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00937 : Dotation voirie 2021	2041482	1 284,00	5,89
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00061 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	27,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00061 : Dotation voirie 2023	2041482	6 051,00	27,76
Total			**107 928,00**	**495,09**

Nom de la commune (1) : DAMPNIAT

Numéro de SIREN (2) : 21190680500018

Population de la commune : 708

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
OBJET NP 2014	2022-03683 : Travaux de restauration des vi	2041481	4 436,00	6,27
Petit Patrimoine 2023 PPRNP	2023-02913 : Restauration du four à pain du	2041482	2 247,00	3,17
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00062 : Dotation voirie 2022	2041482	7 626,00	10,77
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00062 : Dotation voirie 2023	2041482	10 000,00	14,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01289 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	14,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-03492 : Dotation voirie 2025	2041482	1 887,00	2,67
Total			**36 196,00**	**51,12**

Nom de la commune (1) : DARAZAC

Numéro de SIREN (2) : 21190690400019

Population de la commune : 145

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02023 : Sécurisation sortie église	2041482	121,00	0,83
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02133 : Rénovation énergétique du Pres	2041482	601,00	4,14
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03354 : Rénovation énergétique logemen	2041482	4 800,00	33,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01465 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	41,38
Total			**11 522,00**	**79,45**

Nom de la commune (1) : DARNETS

Numéro de SIREN (2) : 21190700100013

Population de la commune : 326

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00207 : Dotation voirie 2020	2041482	8 054,00	24,71
Total			**8 054,00**	**24,71**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : DAVIGNAC

Numéro de SIREN (2) : 21190710000013

Population de la commune : 227

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02144 : Aménagement des espaces entre	2041482	25 000,00	110,13
AB espaces publics 2023	2024-02145 : Aménagement des espaces entre	2041482	13 711,00	60,40
Catégorie 1 2023	2024-02163 : Travaux pour la création d'une	2041482	3 647,00	16,07
Catégorie 1 2023	2024-02177 : Réhabilitation des locaux de l	2041482	1 820,00	8,02
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02611 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	4,41
Total			**45 178,00**	**199,03**

Nom de la commune (1) : DONZENAC

Numéro de SIREN (2) : 21190720900012

Population de la commune : 2 775

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2022-04288 : Rénovation énergétique éclaira	2041482	4 967,00	1,79
2016 ESPACES PUBLICS	2022-04410 : Etude et mise en place d'un ci	2041481	2 428,00	0,87
Catégorie 1 2023	2023-02727 : Construction d'un bâtiment/pré	2041482	15 000,00	5,41
Catégorie 1 2023	2024-02935 : Travaux sur divers bâtiments c	2041482	15 000,00	5,41
Constructions publiques	2022-04411 : Travx dans la salle poly -cplt	2041482	4 886,00	1,76
Edifices 2023	2024-01851 : Réfection à neuf d'un rampant	2041482	14 560,00	5,25
Equipemts sport 2023-Construct	2023-03080 : Construction d'un gymnase préa	2041482	80 000,00	28,83
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-02933 : Réfection du terrain de pétanq	2041482	5 951,00	2,14
Matériel voirie 2023	2024-02978 : Acquisition d'une épareuse	2041481	5 000,00	1,80
Projets structurants 2023	2024-02944 : Modernisation du camping T2	2041482	11 316,00	4,08
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01467 : Dotation voirie 2024	2041482	22 849,00	8,23
Total			**181 957,00**	**65,57**

Nom de la commune (1) : EGLETONS

Numéro de SIREN (2) : 21190730800012

Population de la commune : 5 027

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 AEP	2019-03299 : Tx mise conformité et réhabili	2041482	37 711,00	7,50
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01529 : Extension école de Beyne T1	2041482	30 000,00	5,97
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01530 : Extension école de Beyne T2	2041482	30 000,00	5,97

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-02756 : Extension école de Beyne T3	2041482	40 000,00	7,96
CULT-COMMEMORATIONS	2024-02260 : Organisation en septembre 2024	657348	500,00	0,10
Catégorie 1 2023	2024-03061 : Travaux sur toiture bâtiment f	2041482	15 000,00	2,98
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01533 : Réhabilitation de l'accueil de	2041482	6 000,00	1,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00067 : Dotation voirie 2023	2041482	20 000,00	3,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01291 : Dotation voirie 2024	2041482	20 000,00	3,98
Total			**199 211,00**	**39,63**

Nom de la commune (1) : L'EGLISE-AUX-BOIS

Numéro de SIREN (2) : 21190740700012

Population de la commune : 53

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01611 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	56,60
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01472 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	56,60
CULT-COMMEMORATIONS	2024-02258 : Réalisation d'un Chemin de Mém	657348	500,00	9,43
Catégorie 1 2023	2023-03062 : Restauration rampe accessibili	2041482	1 746,00	32,94
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01471 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 514,00	122,91
Total			**14 760,00**	**278,48**

Nom de la commune (1) : ESPARTIGNAC

Numéro de SIREN (2) : 21190760500011

Population de la commune : 421

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02622 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE CANT	657348	1 000,00	2,38
Total			**1 000,00**	**2,38**

Nom de la commune (1) : ESTIVALS

Numéro de SIREN (2) : 21190770400012

Population de la commune : 141

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01475 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	21,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01474 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	42,55
Total			**9 000,00**	**63,83**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : ESTIVAUX

Numéro de SIREN (2) : 21190780300012

Population de la commune : 415

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-01946 : Local technique : construction	2041482	8 563,00	20,63
Catégorie 1 2023	2024-02169 : Installation rampe sécu école	2041482	716,00	1,73
Catégorie 1 2023	2024-03083 : Local technique : construction	2041482	1 494,00	3,60
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-01934 : Salle polyvalente T1 : Rénovat	2041482	13 681,00	32,97
Edifices 2023	2024-02989 : Restauration de l'église (plan	2041482	20 701,00	49,88
OBJET NP 2014	2022-04189 : Rénovation vitraux église NP	2041482	4 494,00	10,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00071 : Dotation voirie 2023	2041482	7 732,00	18,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01293 : Dotation voirie 2024	2041482	7 732,00	18,63
Total			**65 113,00**	**156,90**

Nom de la commune (1) : EYGURANDE

Numéro de SIREN (2) : 21190800900015

Population de la commune : 701

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02584 : Aménagement de la rue de la ga	2041482	5 766,00	8,23
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00073 : Dotation voirie 2023	2041482	8 989,00	12,82
Total			**14 755,00**	**21,05**

Nom de la commune (1) : EYREIN

Numéro de SIREN (2) : 21190810800015

Population de la commune : 520

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02116 : Portail de l'école	2041481	1 498,00	2,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00074 : Dotation voirie 2023	2041482	10 000,00	19,23
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01296 : Dotation voirie 2024	2041482	6 852,00	13,18
Total			**18 350,00**	**35,29**

Nom de la commune (1) : FAVARS

Numéro de SIREN (2) : 21190820700015

Population de la commune : 1 144

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Edifices 2023	2024-02808 : Etaiement de l'arc de la tribu	2041482	2 675,00	2,34
Sport : Pleine nature	2024-03477 : PDIPR COMMUNE FAVARS	657348	126,00	0,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00247 : Dotation voirie 2020	2041482	5 873,00	5,13
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00958 : Dotation voirie 2021	2041482	325,00	0,28
Total			**8 999,00**	**7,86**

Nom de la commune (1) : FEYT

Numéro de SIREN (2) : 21190830600015

Population de la commune : 120

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-01310 : Aménagement du cimetière - Tra	2041482	1 631,00	13,59
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01480 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	25,00
AB espaces publics 2023	2023-03078 : Travaux sur le mur de soutènem	2041482	1 204,00	10,03
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01479 : Dotation Solidarité Communale	2041482	7 657,00	63,81
Total			**13 492,00**	**112,43**

Nom de la commune (1) : FORGES

Numéro de SIREN (2) : 21190840500015

Population de la commune : 265

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02585 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	750,00	2,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-02840 : Dotation voirie 2025	2041482	6 000,00	22,64
Total			**6 750,00**	**25,47**

Nom de la commune (1) : GIMEL-LES-CASCADES

Numéro de SIREN (2) : 21190850400015

Population de la commune : 784

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-02558 : Aménagement touristique	2041482	2 135,00	2,72
Catégorie 1 2023	2023-02358 : Aménagement d'une passerelle	2041482	6 294,00	8,03
Constructions publiques	2022-03870 : Finalisation du PLU	2041481	1 742,00	2,22
Diagnostics énergétiques 2023	2024-01823 : Diagnostic énergétique patrimo	2041481	2 200,00	2,81
Matériel voirie 2023	2023-02725 : Acquisition d'un attelage pour	2041481	2 400,00	3,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01481 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	7,65
Total			**20 771,00**	**26,49**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : GOULLES

Numéro de SIREN (2) : 21190860300015

Population de la commune : 337

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-04294 : Travaux aux abords de la mairi	2041482	25 000,00	74,18
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2022-04299 : Mise en accessibilité des ERP	2041482	5 370,00	15,93
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04370 : Création aire d'accueil (T1)	2041482	42 227,00	125,30
AEP 2023	2023-01353 : Renouvellement du réseau AEP -	2041482	9 475,00	28,12
Catégorie 1 2023	2023-01949 : Travaux de défense incendie au	2041482	9 311,00	27,63
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02609 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	2,97
Total			**92 383,00**	**274,13**

Nom de la commune (1) : GOURDON-MURAT

Numéro de SIREN (2) : 21190870200015

Population de la commune : 86

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02164 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	3 000,00	34,88
RDT_2023	2024-02043 : RD32 Aménagement en traverse	2041482	18 352,00	213,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00965 : Dotation voirie 2021	2041482	4 876,00	56,70
Total			**26 228,00**	**304,98**

Nom de la commune (1) : GROS-CHASTANG

Numéro de SIREN (2) : 21190890000015

Population de la commune : 190

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04324 : Aménagement Parc Lande Cerf	2041482	33 343,00	175,49
AB espaces publics 2023	2024-02987 : Aménagement du parvis de l'égl	2041482	14 789,00	77,84
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-02984 : Rénovation énergétique de la M	2041482	3 197,00	16,83
Constructions publiques	2022-03301 : Isolation des combles mairie	2041482	5 290,00	27,84
Total			**56 619,00**	**298,00**

Nom de la commune (1) : GUMONT

Numéro de SIREN (2) : 21190900700018

Population de la commune : 99

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BP
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02473 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	1 000,00	10,10
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02165 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	1 000,00	10,10
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01924 : DSC 2022 Part additionnelle	2041482	1 000,00	10,10
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00261 : Dotation voirie 2020	2041482	2 223,00	22,45
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00970 : Dotation voirie 2021	2041482	2 223,00	22,45
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00083 : Dotation voirie 2022	2041482	2 223,00	22,45
Total			**9 669,00**	**97,65**

Nom de la commune (1) : HAUTEFAGE

Numéro de SIREN (2) : 21190910600018

Population de la commune : 330

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Rest. archive com. prioritaire	2023-03171 : RESTAURATION 2023 - HAUTEFAGE	2041481	954,60	2,89
Total			**954,60**	**2,89**

Nom de la commune (1) : JUGEALS-NAZARETH

Numéro de SIREN (2) : 21190930400019

Population de la commune : 989

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01485 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	6,07
Total			**6 000,00**	**6,07**

Nom de la commune (1) : JUILLAC

Numéro de SIREN (2) : 21190940300019

Population de la commune : 1 162

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01486 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	8,61
Total			**10 000,00**	**8,61**

Nom de la commune (1) : LACELLE

Numéro de SIREN (2) : 21190950200018

Population de la commune : 140

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
CULT-COMMEMORATIONS	2024-02362 : Organisation d'une journée mém	657348	500,00	3,57
Catégorie 1 2023	2023-02081 : Réhabilitation bâtiments commu	2041482	2 795,00	19,96

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Matériel voirie 2023	2024-01856 : Achat d'un broyeur d'accotemen	2041481	3 000,00	21,43
Total			**6 295,00**	**44,96**

Nom de la commune (1) : LADIGNAC-SUR-RONDELLE

Numéro de SIREN (2) : 21190960100018

Population de la commune : 425

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02290 : Aménagement de la place du mar	2041482	3 173,00	7,47
Total			**3 173,00**	**7,47**

Nom de la commune (1) : LAFAGE-SUR-SOMBRE

Numéro de SIREN (2) : 21190970000018

Population de la commune : 135

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01488 : Dotation Solidarité Communale	2041482	4 000,00	29,63
AB espaces publics 2023	2023-02410 : Aménagement d'un parking à la	2041482	12 500,00	92,59
AB espaces publics 2023	2024-02432 : Aménagement d'un parking à la	2041482	25 000,00	185,19
AB espaces publics 2023	2024-02434 : Aménagement d'un parking à la	2041482	797,00	5,90
AB espaces publics 2023	2024-03247 : Aménagements pour la zone piqu	2041482	3 942,00	29,20
Catégorie 1 2023	2024-03246 : Acquisition de matériel de pro	2041481	503,00	3,73
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-02124 : Rénovation de l'appartement co	2041482	7 200,00	53,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01487 : Dotation Solidarité Communale	2041482	13 107,00	97,09
Total			**67 049,00**	**496,66**

Nom de la commune (1) : LAGLEYGEOLLE

Numéro de SIREN (2) : 21190990800017

Population de la commune : 228

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02864 : Sécurisation de l'accès au cim	2041482	663,00	2,91
Catégorie 1 2023	2024-03349 : Acquisition de matériels infor	2041481	625,00	2,74
Catégorie 1 2023	2024-03350 : Acquisition de mobiliers et éq	2041481	1 031,00	4,52
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00270 : Dotation voirie 2020	2041482	1 203,00	5,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-00982 : Dotation voirie 2021	2041482	1 372,00	6,02
Total			**4 894,00**	**21,47**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : LAGRAULIERE

Numéro de SIREN (2) : 21191000500019

Population de la commune : 1 183

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02499 : Mise aux normes du stade de ru	2041482	7 233,00	6,11
Total			**7 233,00**	**6,11**

Nom de la commune (1) : LAMAZIERE-BASSE

Numéro de SIREN (2) : 21191020300010

Population de la commune : 291

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02632 : Travaux de rénovation énergéti	2041482	7 777,00	26,73
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02843 : Remplacement de la chaudière à	2041481	20 672,00	71,04
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02844 : Installation de panneaux photo	2041482	9 833,00	33,79
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02614 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	3,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00097 : Dotation voirie 2022	2041482	5 091,00	17,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00097 : Dotation voirie 2023	2041482	14 429,00	49,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01314 : Dotation voirie 2024	2041482	3 776,00	12,98
Total			**62 578,00**	**215,05**

Nom de la commune (1) : LAMAZIERE-HAUTE

Numéro de SIREN (2) : 21191030200010

Population de la commune : 70

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01491 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	42,86
Constructions publiques	2020-02742 : Réfection du local technique	2041482	1 047,00	14,96
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01490 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	85,71
Total			**10 047,00**	**143,53**

Nom de la commune (1) : LAMONGERIE

Numéro de SIREN (2) : 21191040100010

Population de la commune : 123

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-03278 : Mise aux normes de la cuisine	2041482	7 500,00	60,98
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-03277 : Rénovation énergétique de la s	2041482	17 750,00	144,07

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Total	**25 220,00**	**205,05**

Nom de la commune (1) : LAPLEAU

Numéro de SIREN (2) : 21191060900018

Population de la commune : 375

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01286 : Amélioration énergét. école	2041482	6 948,00	18,53
Diagnostics énergétiques 2023	2024-02115 : Diagnostic énergétique "Vendah	2041481	366,00	0,98
RDT_2023	2024-03065 : RD16 Aménagement en traverse,	2041482	21 914,00	58,44
Santé 2023 Ambitions santé	2023-02738 : Construction maison de santé	2041482	66 924,00	178,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00266 : Dotation voirie 2020	2041482	10 863,00	28,97
Total			**107 015,00**	**285,38**

Nom de la commune (1) : LARCHE

Numéro de SIREN (2) : 21191070800018

Population de la commune : 1 682

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01732 : Aménagement et prolongement du	2041482	12 466,00	7,41
Catégorie 1 2023	2024-01876 : Rénovation du local archives	2041482	6 045,00	3,59
Catégorie 1 2023	2024-02120 : Acquisition de VPI et tablette	2041481	1 745,00	1,04
Santé 2023 Ambitions santé	2023-02737 : Aménagt maison médicale (T2)	2041482	40 000,00	23,78
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00102 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	3,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01318 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	3,57
Total			**72 256,00**	**42,96**

Nom de la commune (1) : LAROCHE-PRES-FEYT

Numéro de SIREN (2) : 21191080700018

Population de la commune : 74

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01495 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	40,54
Edifices 2023	2024-01431 : Restauration de l'église - Tra	2041482	7 408,00	100,11
PATRIMOINE NP 2014	2022-03758 : Restauration de l'église - Tra	2041482	3 454,00	46,68
Sport : Subv diverses	2024-01173 : création d'un circuit PAPSE	657348	500,00	6,76
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01494 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 752,00	91,24
Total			**21 114,00**	**285,33**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : LATRONCHE

Numéro de SIREN (2) : 21191100300013

Population de la commune : 121

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01498 : Dotation Solidarité Communale	2041482	4 000,00	33,06
Catégorie 2 avec loyer 2023	2023-02904 : Rénovation du logement communa	2041482	17 532,00	144,89
Matériel voirie 2023	2024-01022 : Achat benne tracteur	2041481	600,00	4,96
Matériel voirie 2023	2024-01774 : Achat d'une cureuse de fossés	2041481	1 600,00	13,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01497 : Dotation Solidarité Communale	2041482	11 414,00	94,33
Total			**35 146,00**	**290,46**

Nom de la commune (1) : LAVAL-SUR-LUZEGE

Numéro de SIREN (2) : 21191110200013

Population de la commune : 104

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-01579 : Aménagement d'un belvédère	2041482	3 239,00	31,14
AB espaces publics 2023	2024-01703 : Aménagement d'espaces publics	2041482	25 000,00	240,38
Edifices 2023	2023-02628 : Restauration de l'église	2041482	11 176,00	107,46
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01499 : Dotation voirie 2024	2041482	11 379,00	109,41
Total			**50 794,00**	**488,39**

Nom de la commune (1) : LESTARDS

Numéro de SIREN (2) : 21191120100013

Population de la commune : 114

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02763 : Renouvellement four pour resta	2041481	225,00	1,97
Catégorie 1 2023	2024-02920 : Acquisition d'un groupe électr	2041481	458,00	4,02
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01299 : Isolation des combles des loge	2041482	4 298,00	37,70
Edifices 2023	2024-01114 : Travaux d'urgence sur la toitu	2041482	1 728,00	15,16
Edifices 2023	2024-03022 : Changement de la porte de l'ég	2041482	2 173,00	19,06
Matériel voirie 2023	2024-01108 : Acquisition d'un souffleur	2041481	242,00	2,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01500 : Dotation voirie 2024	2041482	6 668,00	58,49
Total			**15 792,00**	**138,52**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : LIGINIAC

Numéro de SIREN (2) : 21191130000013

Population de la commune : 688

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02347 : Réalisation d'espaces végétali	2041482	3 688,00	5,36
Catégorie 1 2023	2024-00996 : Changement des éclairages de l	2041481	1 714,00	2,49
Catégorie 1 2023	2024-02246 : Mise en sécurité de la salle d	2041482	5 991,00	8,71
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-00986 : Changement éclairages gymnase	2041482	9 635,00	14,00
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-02244 : Mise en sécurité du gymnase	2041482	13 881,00	20,18
Projets structurants 2023	2024-01938 : MARPA (résidence séniors) - 1è	2041482	11 242,00	16,34
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01501 : Dotation voirie 2024	2041482	14 538,00	21,13
Total			**60 689,00**	**88,21**

Nom de la commune (1) : LIGNAREIX

Numéro de SIREN (2) : 21191140900012

Population de la commune : 172

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01503 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	17,44
Catégorie 1 2023	2024-02156 : Achat d'un défibrillateur	2041481	432,00	2,51
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01502 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	34,88
Total			**9 432,00**	**54,83**

Nom de la commune (1) : LIOURDRES

Numéro de SIREN (2) : 21191160700011

Population de la commune : 268

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02919 : Réhabilitation du bâtiment com	2041482	11 698,00	43,65
Total			**11 698,00**	**43,65**

Nom de la commune (1) : LISSAC-SUR-COUZE

Numéro de SIREN (2) : 21191170600011

Population de la commune : 692

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Rest. archive com. prioritaire	2023-02031 : 2023-restauration archi.Lissac	2041481	492,40	0,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00118 : Dotation voirie 2023	2041482	6 310,00	9,12

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01319 : Dotation voirie 2024	2041482	6 310,00	9,12
Total			**13 112,40**	**18,95**

Nom de la commune (1) : LE LONZAC

Numéro de SIREN (2) : 21191180500011

Population de la commune : 828

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2023-02585 : Travaux de rénovation du logem	2041482	12 336,00	14,90
Equipemts sport 2023-Construct	2024-01057 : Création d'un city stade	2041482	18 000,00	21,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01505 : Dotation voirie 2024	2041482	11 963,00	14,45
Total			**42 299,00**	**51,09**

Nom de la commune (1) : LOSTANGES

Numéro de SIREN (2) : 21191190400012

Population de la commune : 151

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01477 : Construction d'une nouvelle Ma	2041482	18 597,00	123,16
Total			**18 597,00**	**123,16**

Nom de la commune (1) : LOUIGNAC

Numéro de SIREN (2) : 21191200100016

Population de la commune : 248

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-02872 : Rénovation de la salle polyval	2041482	24 510,00	98,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01031 : Dotation voirie 2021	2041482	6 000,00	24,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00120 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	24,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00120 : Dotation voirie 2023	2041482	3 019,00	12,17
Total			**39 529,00**	**159,38**

Nom de la commune (1) : LUBERSAC

Numéro de SIREN (2) : 21191210000016

Population de la commune : 2 294

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04372 : Maison Hilaire - Rénov 2 logts	2041482	38 799,00	16,91
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04373 : Maison Hilaire Rénov commerce	2041482	54 145,00	23,60

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04104 : Aménagement cours ecole T1	2041482	25 000,00	10,90
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04105 : Aménagement cours écoles T2	2041482	25 000,00	10,90
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04106 : Aménagement cours écoles T3	2041482	25 000,00	10,90
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02608 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	750,00	0,33
Projets structurants 2023	2024-02132 : Abattoir réfection couverture	2041482	29 716,00	12,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01032 : Dotation voirie 2021	2041482	47 239,00	20,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00121 : Dotation voirie 2022	2041482	55 976,00	24,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00121 : Dotation voirie 2023	2041482	33 926,00	14,79
Total			**335 541,00**	**146,27**

Nom de la commune (1) : MADRANGES

Numéro de SIREN (2) : 21191220900015

Population de la commune : 183

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01901 : Aménagement d'une aire de jeux	2041482	1 483,00	8,10
Total			**1 483,00**	**8,10**

Nom de la commune (1) : MANSAC

Numéro de SIREN (2) : 21191240700015

Population de la commune : 1 531

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2022-03403 : Travaux vestiaires sportifs	2041482	197,00	0,13
2016 RDT	2022-03951 : RD39 Aménagement en traverse	2041482	30 000,00	19,60
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04058 : Aménagement de bourg T1	2041482	25 000,00	16,33
Catégorie 1 2023	2023-02802 : Travaux à l'école (peintures,	2041482	2 488,00	1,63
Catégorie 1 2023	2023-02871 : Réfection d'un appartement com	2041482	5 304,00	3,46
Constructions publiques	2019-01293 : Révision générale du PLU	2041481	3 780,00	2,47
Constructions publiques	2021-00911 : Réfection des locaux technique	2041482	2 089,00	1,36
Sport : Pleine nature	2024-02530 : sortie SSN 2024	657348	198,00	0,13
Sport-Grands Evénements Sport.	2024-02171 : Départ TDL 2024	657348	1 000,00	0,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00124 : Dotation voirie 2023	2041482	10 125,00	6,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01324 : Dotation voirie 2024	2041482	10 125,00	6,61
Total			**90 306,00**	**58,98**

Nom de la commune (1) : MARCILLAC-LA-CROISILLE

Numéro de SIREN (2) : 21191250600014

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Population de la commune : 844

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-03286 : Aménagement d'esapaces publics	2041482	2 566,00	3,04
Catégorie 1 2023	2023-01856 : Installation bornes électrique	2041482	897,00	1,06
Catégorie 1 2023	2024-03288 : Refection d'un logement commun	2041482	4 176,00	4,95
Catégorie 1 2023	2024-03289 : Aménagement de la plage - acqu	2041482	2 022,00	2,40
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-03287 : Réfection de la toiture du ves	2041482	3 930,00	4,66
Matériel voirie 2023	2023-02923 : Achat d'un broyeur	2041481	3 000,00	3,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00125 : Dotation voirie 2023	2041482	20 953,00	24,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01325 : Dotation voirie 2024	2041482	18 955,00	22,46
Total			**56 499,00**	**66,95**

Nom de la commune (1) : MARCILLAC-LA-CROZE

Numéro de SIREN (2) : 21191260500014

Population de la commune : 174

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02998 : Rénovation de l'école - T3	2041482	6 760,00	38,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00126 : Dotation voirie 2023	2041482	3 015,00	17,33
Total			**9 775,00**	**56,18**

Nom de la commune (1) : MARGERIDES

Numéro de SIREN (2) : 21191280300015

Population de la commune : 304

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01509 : Dotation voirie 2024	2041482	6 508,00	21,41
Total			**6 508,00**	**21,41**

Nom de la commune (1) : MASSERET

Numéro de SIREN (2) : 21191290200015

Population de la commune : 664

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 AEP	2017-01736 : Renforcement du réseau AEP sec	2041482	68 000,00	102,41
2016 AEP	2021-02889-01 : Extension réseau d'assainissem	2041482	64 534,00	97,19
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04273 : Réaménagement de la Maison Duv	2041482	34 509,00	51,97
Total			**167 043,00**	**251,57**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : MAUSSAC

Numéro de SIREN (2) : 21191300900018

Population de la commune : 451

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AEP 2023	2023-02264 : Réfection du réseau d'eau pota	2041482	4 938,00	10,95
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02653 : Isolation salle des fêtes	2041482	13 770,00	30,53
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02816 : Isolation salle des fêtes (Com	2041482	3 463,00	7,68
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-03072 : Rénovation énergétique : pose	2041482	4 519,00	10,02
Equipemts sport 2023-Construct	2024-03080 : Création d'un terrain Multispo	2041482	11 029,00	24,45
RDT_2023	2023-02253 : RD165 Aménagement en traverse	2041482	26 165,00	58,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00129 : Dotation voirie 2023	2041482	5 321,00	11,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01511 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	22,17
Total			**79 205,00**	**175,62**

Nom de la commune (1) : MEILHARDS

Numéro de SIREN (2) : 21191310800018

Population de la commune : 554

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AEP 2023	2023-02294 : Travaux d'AEP au village du Br	2041482	13 639,00	24,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01513 : Dotation voirie 2024	2041482	20 000,00	36,10
Total			**33 639,00**	**60,72**

Nom de la commune (1) : MENOIRE

Numéro de SIREN (2) : 21191320700018

Population de la commune : 135

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01634 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	22,22
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01327 : Dotation Solidarité Communale	2041482	2 776,00	20,56
AB espaces publics 2023	2024-01734 : Aménagement d'espace public	2041482	2 714,00	20,10
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02589 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	7,41
Sport : Pleine nature	2024-03341 : PDIPR MENOIRE	657348	369,00	2,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00131 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	44,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01326 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	44,44
Total			**21 859,00**	**161,90**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : MERCOEUR

Numéro de SIREN (2) : 21191330600018

Population de la commune : 242

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00132 : Dotation voirie 2022	2041482	2 247,00	9,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00132 : Dotation voirie 2023	2041482	10 000,00	41,32
Total			**12 247,00**	**50,61**

Nom de la commune (1) : MERLINES

Numéro de SIREN (2) : 21191340500018

Population de la commune : 726

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-01704 : Travaux de chauffage à l'école	2041481	1 540,00	2,12
Catégorie 1 2023	2024-01553 : Acquisition de matériel inform	2041481	1 398,00	1,93
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02361 : Travaux de rénovation énergéti	2041482	7 657,00	10,55
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00133 : Dotation voirie 2022	2041482	722,00	0,99
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00133 : Dotation voirie 2023	2041482	11 201,00	15,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01328 : Dotation voirie 2024	2041482	11 201,00	15,43
Total			**33 719,00**	**46,45**

Nom de la commune (1) : MESTES

Numéro de SIREN (2) : 21191350400018

Population de la commune : 350

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01731 : Aménagement de la cour de l'éc	2041481	925,00	2,64
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02062 : Restructuration de l'existant	2041482	40 000,00	114,29
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02063 : Restructuration de l'existant	2041482	40 000,00	114,29
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02064 : Amélioration performance énerg	2041482	40 000,00	114,29
Total			**120 925,00**	**345,51**

Nom de la commune (1) : MEYMAC

Numéro de SIREN (2) : 21191360300018

Population de la commune : 2 482

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AEP 2023	2023-01355-01 : Tx réhabilitation station d'ép	2041482	10 047,00	4,04

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Sport : Pleine nature	2024-02813 : sortie SSN 2024	657348	141,00	0,06
Sport : Subv diverses	2024-01174 : création d'un circuit PAPSE	657348	500,00	0,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00135 : Dotation voirie 2023	2041482	37 456,00	15,09
Total			**48 114,00**	**19,39**

Nom de la commune (1) : MEYRIGNAC-L'EGLISE

Numéro de SIREN (2) : 21191370200018

Population de la commune : 62

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01515 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	48,39
AB espaces publics 2023	2024-01033 : Amenagement du cimetière	2041482	407,00	6,56
Construc publiques : diagnosti	2022-03710 : Elaboration d'un diagnostic	2041481	1 904,00	30,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01514 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	96,77
Total			**11 311,00**	**182,43**

Nom de la commune (1) : MEYSSAC

Numéro de SIREN (2) : 21191380100018

Population de la commune : 1 316

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-03174 : Aménagement de bourg rue de la	2041482	25 000,00	19,00
AB espaces publics 2023	2023-03175 : Aménagement de bourg rue de la	2041482	25 000,00	19,00
AB espaces publics 2023	2024-00941 : Aménagement de bourg rue de la	2041482	25 000,00	19,00
AB espaces publics 2023	2024-00942 : Aménagement de bourg rue de la	2041482	25 000,00	19,00
AEP 2023	2022-01655-01 : Programme de travaux suite rév	2041482	16 612,00	12,62
Constructions publiques	2019-02763 : Aménagement du local technique	2041482	2 833,00	2,15
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02627 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	3 000,00	2,28
Matériel voirie 2023	2024-02794 : Achat d'un broyeur	2041481	1 700,00	1,29
Rest. archive com. prioritaire	2023-02665 : RESTAURATION - 2023 MEYSSAC	2041481	885,60	0,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00137 : Dotation voirie 2023	2041482	5 142,00	3,91
Total			**130 172,60**	**98,92**

Nom de la commune (1) : MILLEVACHES

Numéro de SIREN (2) : 21191390000018

Population de la commune : 75

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01518 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	40,00
AB espaces publics 2023	2024-02801 : Aménagement des allées du cime	2041482	5 000,00	66,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01516 : Dotation Solidarité Communale	2041482	7 166,00	95,55
Total			**15 166,00**	**202,22**

Nom de la commune (1) : MONCEAUX-SUR-DORDOGNE

Numéro de SIREN (2) : 21191400700011

Population de la commune : 650

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00139 : Dotation voirie 2023	2041482	20 000,00	30,77
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01332 : Dotation voirie 2024	2041482	20 000,00	30,77
Total			**40 000,00**	**61,54**

Nom de la commune (1) : MONESTIER-MERLINES

Numéro de SIREN (2) : 21191410600011

Population de la commune : 288

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-03003 : Rénovation logement - T1	2041482	157,00	0,55
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02685 : Salle polyvalente T4	2041482	8 686,00	30,16
Edifices 2023	2024-02146 : Mis en conformité de l'armoire	2041482	1 324,00	4,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01108 : Dotation voirie 2021	2041482	3 776,00	13,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00140 : Dotation voirie 2022	2041482	2 798,00	9,72
Total			**16 741,00**	**58,14**

Nom de la commune (1) : MONESTIER-PORT-DIEU

Numéro de SIREN (2) : 21191420500011

Population de la commune : 123

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01522 : Dotation voirie 2024	2041482	10 633,00	86,45
Total			**10 633,00**	**86,45**

Nom de la commune (1) : MONTGIBAUD

Numéro de SIREN (2) : 21191440300012

Population de la commune : 249

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Matériel voirie 2023	2024-01921 : Acquisition d'une épareuse	2041481	5 000,00	20,08
Total			**5 000,00**	**20,08**

Nom de la commune (1) : MOUSTIER-VENTADOUR

Numéro de SIREN (2) : 21191450200011

Population de la commune : 517

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Edifices 2023	2023-02547 : Rénovation de l'église (couver	2041482	2 072,00	4,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00144 : Dotation voirie 2023	2041482	24 125,00	46,66
Total			**26 197,00**	**50,67**

Nom de la commune (1) : NAVES

Numéro de SIREN (2) : 21191460100011

Population de la commune : 2 551

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02420 : Mise aux normes stade rugby	2041482	1 287,00	0,50
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02839 : Ecole : Rénovation énergétique	2041482	40 000,00	15,68
Total			**41 287,00**	**16,18**

Nom de la commune (1) : NESPOULS

Numéro de SIREN (2) : 21191470000011

Population de la commune : 651

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2022-01726 : Travaux sur le stade de footba	2041482	3 437,00	5,28
AB espaces publics 2023	2024-01078 : Achat de cavurnes pour le cime	2041482	1 188,00	1,82
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01034 : Salle polyvalente changement s	2041482	6 983,00	10,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01523 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	15,36
Total			**21 608,00**	**33,19**

Nom de la commune (1) : NEUVIC

Numéro de SIREN (2) : 21191480900010

Population de la commune : 1 882

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-00011 : Aménagement d'espaces publics	2041482	6 750,00	3,59
Catégorie 1 2023	2024-03293 : Accessibilité de l'école mater	2041482	8 788,00	4,66

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02872 : Réhabilitation énergétique de	2041482	10 814,00	5,75
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2023-02822 : Réhabilitation du centre éques	2041482	5 520,00	2,93
Total			**31 850,00**	**16,93**

Nom de la commune (1) : NEUVILLE

Numéro de SIREN (2) : 21191490800010

Population de la commune : 208

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01129 : Dotation voirie 2021	2041482	4 540,00	21,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00148 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	28,85
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00148 : Dotation voirie 2023	2041482	938,00	4,51
Total			**11 478,00**	**55,19**

Nom de la commune (1) : NOAILHAC

Numéro de SIREN (2) : 21191500400017

Population de la commune : 368

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01525 : Dotation voirie 2024	2041482	6 941,00	18,86
Total			**6 941,00**	**18,86**

Nom de la commune (1) : NONARDS

Numéro de SIREN (2) : 21191520200017

Population de la commune : 471

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Sport : Pleine nature	2024-02955 : sortie SSN 2024	657348	118,00	0,25
Total			**118,00**	**0,25**

Nom de la commune (1) : OBJAT

Numéro de SIREN (2) : 21191530100017

Population de la commune : 3 782

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2022-03873 : Equipements sportifs Padel	2041482	75 000,00	19,83
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2022-04320 : Equipements sportifs Padel - C	2041482	16 500,00	4,36
2016 EQUIP SPORT CONSTRUC	2022-04416 : Equipements sportifs Padel (Co	2041482	950,00	0,25
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03005 : Etude faisabilité salle congrè	2041481	1 240,00	0,33

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04352 : Etude de faisabilité - Cplt	2041481	960,00	0,25
Total			**94 640,00**	**25,02**

Nom de la commune (1) : ORGNAC-SUR-VEZERE

Numéro de SIREN (2) : 21191540000017

Population de la commune : 329

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-03860 : Aménagement de bourg, parvis d	2041482	6 788,00	20,63
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01141 : Dotation voirie 2021	2041482	9 070,00	27,57
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00152 : Dotation voirie 2022	2041482	10 000,00	30,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00152 : Dotation voirie 2023	2041482	10 000,00	30,40
Total			**35 858,00**	**109,00**

Nom de la commune (1) : ORLIAC-DE-BAR

Numéro de SIREN (2) : 21191550900015

Population de la commune : 264

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02659 : Défense extérieure contre l'in	2041482	4 584,00	17,36
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01761 : Travaux auberge communale-cant	2041482	12 620,00	47,80
Matériel voirie 2023	2024-01881 : Acquisition d'une lame de déne	2041481	2 000,00	7,58
Total			**19 204,00**	**72,74**

Nom de la commune (1) : PALAZINGES

Numéro de SIREN (2) : 21191560800015

Population de la commune : 173

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01941 : DSC 2022 Part additionnelle	2041482	1 594,00	9,21
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01638 : Dotation Solidarité Communale	2041482	556,00	3,21
Catégorie 1 2023	2023-02231 : Création d'un poteau defense i	2041482	441,00	2,55
Catégorie 1 2023	2023-02233 : Réfection éclairage salle poly	2041481	450,00	2,60
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00154 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	34,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00154 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	34,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01345 : Dotation voirie 2024	2041482	3 442,00	19,90
Total			**18 483,00**	**106,83**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : PALISSE

Numéro de SIREN (2) : 21191570700015

Population de la commune : 221

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01432 : Rénovation du logement Areil a	2041481	1 727,00	7,81
Total			**1 727,00**	**7,81**

Nom de la commune (1) : PANDRIGNES

Numéro de SIREN (2) : 21191580600015

Population de la commune : 167

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01640 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	17,96
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01348 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	17,96
Catégorie 1 2023	2024-01043 : Travaux local associatif compl	2041481	1 570,00	9,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00156 : Dotation voirie 2022	2041482	1 482,00	8,87
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00156 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	35,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01347 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	35,93
Total			**21 052,00**	**126,05**

Nom de la commune (1) : PERET-BEL-AIR

Numéro de SIREN (2) : 21191590500015

Population de la commune : 87

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Diagnostics énergétiques 2023	2024-02430 : Diagnostic énergétique des log	2041481	437,00	5,02
Total			**437,00**	**5,02**

Nom de la commune (1) : PEROLS-SUR-VEZERE

Numéro de SIREN (2) : 21191600200010

Population de la commune : 198

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Matériel voirie 2023	2024-01760 : Achat d'une épareuse	2041481	5 000,00	25,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01531 : Dotation voirie 2024	2041482	8 301,00	41,92
Total			**13 301,00**	**67,17**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : PERPEZAC-LE-BLANC

Numéro de SIREN (2) : 21191610100010

Population de la commune : 450

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02431 : Réfection toiture du local de	2041482	3 497,00	7,77
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01534 : Dotation voirie 2024	2041482	10 190,00	22,64
Total			**13 687,00**	**30,41**

Nom de la commune (1) : PERPEZAC-LE-NOIR

Numéro de SIREN (2) : 21191620000010

Population de la commune : 1 257

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01007 : Achat matériel informatique po	2041481	247,00	0,20
Catégorie 1 2023	2024-01443 : Achat de matériels pour l'écol	2041481	1 195,00	0,95
Catégorie 1 2023	2024-01752 : Travaux de réfection de la clô	2041482	6 820,00	5,43
Catégorie 1 2023	2024-01911 : Remplacement du panneau lumine	2041481	2 678,00	2,13
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-02140 : Rénovation du groupe scolaire	2041482	1 262,00	1,00
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2023-01678 : Mise en place éclairage LED au	2041482	18 000,00	14,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00160 : Dotation voirie 2023	2041482	12 373,00	9,84
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01349 : Dotation voirie 2024	2041482	12 373,00	9,84
Total			**54 948,00**	**43,71**

Nom de la commune (1) : LE PESCHER

Numéro de SIREN (2) : 21191630900019

Population de la commune : 339

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2022-04275 : Changement de la porte du rest	2041482	599,00	1,77
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-02444 : Création sentier découverte	2041481	20 190,00	59,56
AB espaces publics 2023	2023-01933 : Aménagement de bourg - Tranche	2041482	24 840,00	73,27
Catégorie 1 2023	2023-01925 : Changement de store au restaur	2041481	863,00	2,55
Sport : Pleine nature	2024-03499 : PDIPR LE PESCHER	657348	146,00	0,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00112 : Dotation voirie 2023	2041482	3 050,00	9,00
Total			**49 688,00**	**146,58**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : PEYRELEVADE

Numéro de SIREN (2) : 21191640800019

Population de la commune : 839

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Projets structurants 2023	2023-02520 : Réhabilitation station service	2041482	22 224,00	26,49
Projets structurants 2023	2023-02992 : Construction d'une MAM	2041482	35 591,00	42,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00161 : Dotation voirie 2023	2041482	17 389,00	20,73
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01535 : Dotation voirie 2024	2041482	8 010,00	9,55
Total			**83 214,00**	**99,19**

Nom de la commune (1) : PEYRISSAC

Numéro de SIREN (2) : 21191650700018

Population de la commune : 120

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Diagnostics énergétiques 2023	2024-01702 : Diagnostics énergétiques des l	2041481	384,00	3,20
Total			**384,00**	**3,20**

Nom de la commune (1) : PIERREFITTE

Numéro de SIREN (2) : 21191660600018

Population de la commune : 93

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-03565 : Numérotation et dénomination d	2041481	1 482,00	15,94
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02616 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	10,75
Total			**2 482,00**	**26,69**

Nom de la commune (1) : CONFOLENT-PORT-DIEU

Numéro de SIREN (2) : 21191670500018

Population de la commune : 41

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Projets structurants 2023	2024-01859 : Accès et aménagement site T1	2041482	21 277,00	518,95
Total			**21 277,00**	**518,95**

Nom de la commune (1) : PRADINES

Numéro de SIREN (2) : 21191680400019

Population de la commune : 83

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01167 : Travaux isolation salle polyv.	2041482	5 773,00	69,55
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02188 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	103,00	1,24
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01946 : DSC 2022 Part additionnelle	2041482	3 000,00	36,14
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01644 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	36,14
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01355 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	36,14
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01187 : Dotation voirie 2021	2041482	1 467,00	17,67
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00164 : Dotation voirie 2022	2041482	6 664,00	80,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00164 : Dotation voirie 2023	2041482	6 664,00	80,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01354 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 664,00	80,29
Total			**36 335,00**	**437,75**

Nom de la commune (1) : PUY-D'ARNAC

Numéro de SIREN (2) : 21191690300019

Population de la commune : 295

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02931 : Aménagement du cimetière	2041482	603,00	2,04
Catégorie 1 2023	2024-02968 : Acquisition de matériels infor	2041481	1 182,00	4,01
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02587 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	3,39
Total			**2 785,00**	**9,44**

Nom de la commune (1) : QUEYSSAC-LES-VIGNES

Numéro de SIREN (2) : 21191700000013

Population de la commune : 239

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-01723 : Aménagement espace de loisirs	2041482	1 468,00	6,14
Total			**1 468,00**	**6,14**

Nom de la commune (1) : REYGADES

Numéro de SIREN (2) : 21191710900012

Population de la commune : 189

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00165 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	31,75
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00165 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	31,75
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01356 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	31,75

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Total	**18 000,00**	**95,25**

Nom de la commune (1) : RILHAC-TREIGNAC

Numéro de SIREN (2) : 21191720800012

Population de la commune : 116

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01645 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	25,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00166 : Dotation voirie 2023	2041482	1 858,00	16,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01538 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 358,00	28,95
Total			**8 216,00**	**70,83**

Nom de la commune (1) : RILHAC-XAINTRIE

Numéro de SIREN (2) : 21191730700012

Population de la commune : 317

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AEP 2023	2022-04434 : Programme de travaux suite à l	2041482	19 781,00	62,40
Total			**19 781,00**	**62,40**

Nom de la commune (1) : ROCHE-LE-PEYROUX

Numéro de SIREN (2) : 21191750500011

Population de la commune : 98

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02247 : Changement des portes de garag	2041481	1 143,00	11,66
Catégorie 1 2023	2023-02954 : Travaux de peinture au logemen	2041482	561,00	5,72
Catégorie 1 2023	2024-01100 : Changement des radiateurs élec	2041481	604,00	6,16
Catégorie 1 2023	2024-01930 : Rénovation de la salle polyval	2041482	2 963,00	30,23
Catégorie 1 2023	2024-02118 : Rénovation de la cuisine du gî	2041482	616,00	6,29
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00168 : Dotation voirie 2022	2041482	4 625,00	47,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00168 : Dotation voirie 2023	2041482	10 183,00	103,91
Total			**20 695,00**	**211,16**

Nom de la commune (1) : ROSIERS-D'EGLETONS

Numéro de SIREN (2) : 21191760400012

Population de la commune : 1 119

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04316 : Aménagement accès bourg et RD	2041482	25 000,00	22,34
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04317 : Aménagement accès bourg et RD	2041482	25 000,00	22,34
AB espaces publics 2023	2024-03181 : Aménagement	2041482	1 640,00	1,47
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02798 : Rénovation énergétique de l'éc	2041482	40 000,00	35,75
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00169 : Dotation voirie 2023	2041482	24 524,00	21,92
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01360 : Dotation voirie 2024	2041482	24 524,00	21,92
Total			**140 688,00**	**125,74**

Nom de la commune (1) : ROSIERS-DE-JUILLAC

Numéro de SIREN (2) : 21191770300012

Population de la commune : 177

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01646 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	16,95
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01362 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	16,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00152 : Dotation voirie 2020	2041482	6 000,00	33,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01207 : Dotation voirie 2021	2041482	6 000,00	33,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00170 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	33,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00170 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	33,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01361 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	33,90
Total			**36 000,00**	**203,40**

Nom de la commune (1) : SADROC

Numéro de SIREN (2) : 21191780200012

Population de la commune : 1 012

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01433 : Travaux dans un logement locat	2041482	28 171,00	27,84
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03234 : Travaux dans un logement locat	2041482	1 829,00	1,81
Diagnostics énergétiques 2023	2024-01312 : Diagnostic énergétique apparte	2041481	200,00	0,20
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02599 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	750,00	0,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00171 : Dotation voirie 2023	2041482	7 144,00	7,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01541 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	9,88
Total			**48 094,00**	**47,53**

Nom de la commune (1) : SAILLAC

Numéro de SIREN (2) : 21191790100012

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Population de la commune : 209

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01912 : Travaux divers bâtiments	2041482	1 294,00	6,19
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-01528 : Isolation école	2041482	1 610,00	7,70
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02882 : Isolation école et travaux de	2041482	200,00	0,96
Total			**3 104,00**	**14,85**

Nom de la commune (1) : SAINT-ANGEL

Numéro de SIREN (2) : 21191800800015

Population de la commune : 717

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02512 : Aménagement du cimetière	2041482	6 650,00	9,27
AEP 2023	2024-02231 : Travaux d'assainissement	2041482	6 000,00	8,37
Catégorie 1 2023	2024-02511 : Acquisition d'un chapiteau	2041481	6 180,00	8,62
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01016 : Restauration de l'auberge	2041482	30 000,00	41,84
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01888 : Travaux de rénovation d'un bât	2041482	6 495,00	9,06
Diagnostics énergétiques 2023	2023-02891 : Bilan énergétique patrimonial	2041481	4 400,00	6,14
Projets structurants 2023	2023-02889 : Construction MAM - Cplt	2041482	5 204,00	7,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01542 : Dotation voirie 2024	2041482	20 000,00	27,89
Total			**84 929,00**	**118,45**

Nom de la commune (1) : SAINT-AUGUSTIN

Numéro de SIREN (2) : 21191810700015

Population de la commune : 424

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02174 : Transformation du bâtiment de	2041482	15 000,00	35,38
Catégorie 1 2023	2024-02175 : Transformation du bâtiment de	2041482	15 000,00	35,38
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00174 : Dotation voirie 2023	2041482	5 038,00	11,88
Total			**35 038,00**	**82,64**

Nom de la commune (1) : SAINT-AULAIRE

Numéro de SIREN (2) : 21191820600015

Population de la commune : 782

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 RDT	2022-04415 : RD3 Aménagement en traverse (c	2041482	16 895,00	21,61

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04419 : Aménagement d'espaces publics	2041482	25 000,00	31,97
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04420 : Aménagement d'espaces publics	2041482	16 250,00	20,78
Projets structurants 2023	2024-03225 : Travaux chauffage PAC bâtiment	2041482	4 738,00	6,06
Total			**62 886,00**	**80,42**

Nom de la commune (1) : SAINT-BAZILE-DE-MEYSSAC

Numéro de SIREN (2) : 21191840400016

Population de la commune : 133

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-02506 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	658,00	4,95
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-02190 : Dotat° de Solidarité Communale	2041482	3 000,00	22,56
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01950 : DSC 2022 Part additionnelle	2041482	808,00	6,08
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00170 : Dotation voirie 2020	2041482	2 259,00	16,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01229 : Dotation voirie 2021	2041482	6 000,00	45,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00176 : Dotation voirie 2022	2041482	3 646,00	27,41
Total			**16 371,00**	**123,09**

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-ELVERT

Numéro de SIREN (2) : 21191860200015

Population de la commune : 223

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-03128 : Travaux de défense incendie -	2041482	15 000,00	67,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00177 : Dotation voirie 2023	2041482	8 979,00	40,26
Total			**23 979,00**	**107,52**

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-LA-RIVIERE

Numéro de SIREN (2) : 21191870100015

Population de la commune : 424

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Petit Patrimoine 2023 PPRNP	2024-02085 : Restauration du petit patrimoi	2041482	17 735,00	41,83
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00178 : Dotation voirie 2023	2041482	6 512,00	15,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01369 : Dotation voirie 2024	2041482	6 512,00	15,36
Total			**30 759,00**	**72,55**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-L'ENFANTIER

Numéro de SIREN (2) : 21191880000015

Population de la commune : 425

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-03126 : Rénovation du système de chauf	2041482	7 166,00	16,86
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02624 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	2,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00179 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	14,12
Total			**14 166,00**	**33,33**

Nom de la commune (1) : SAINT-BONNET-PRES-BORT

Numéro de SIREN (2) : 21191900600018

Population de la commune : 193

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Constructions publiques	2021-02635 : Réfection couverture mairie	2041482	545,00	2,82
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01543 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	51,81
Total			**10 545,00**	**54,63**

Nom de la commune (1) : SAINT-CERNIN-DE-LARCHE

Numéro de SIREN (2) : 21191910500018

Population de la commune : 681

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2021-00829 : Sécurisation site ind (T3)	2041482	61 525,00	90,35
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-03608 : Création d'une halle	2041482	24 070,00	35,35
Projets structurants 2023	2024-03063 : securisation ancien site indus	2041482	20 058,00	29,45
Total			**105 653,00**	**155,15**

Nom de la commune (1) : SAINT-CHAMANT

Numéro de SIREN (2) : 21191920400019

Population de la commune : 503

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01256 : Agrandissement du cimetière	2041482	13 727,00	27,29
Catégorie 1 2023	2024-03081 : Travaux dans les locaux scolai	2041482	1 917,00	3,81
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03078 : Changement des menuiseries dan	2041482	1 215,00	2,42
Diagnostics énergétiques 2023	2024-03082 : Diagnostic énergétique des bât	2041481	3 200,00	6,36
RDT_2023	2024-01892 : RD1120 Aménagement en traverse	2041482	1 645,00	3,27

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

RDT_2023	2024-02159 : RD1120 Aménagement en traverse	2041482	480,00	0,95
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00183 : Dotation voirie 2022	2041482	10 000,00	19,88
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00183 : Dotation voirie 2023	2041482	10 000,00	19,88
Total			**42 183,00**	**83,86**

Nom de la commune (1) : SAINT-CIRGUES-LA-LOUTRE

Numéro de SIREN (2) : 21191930300019

Population de la commune : 176

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02785 : Création d'un parking pour cam	2041482	2 017,00	11,46
Catégorie 1 2023	2023-03029 : Rénovation mur enceinte cour d	2041482	9 588,00	54,48
Edifices 2023	2024-01763 : Réfection des portes de l'égli	2041482	815,00	4,63
Rest. archive com. prioritaire	2023-02861 : 2023 - RESTAU.ST-CIRGUES-LA-LO	2041481	121,44	0,69
Restauration archive communale	2023-02863 : 2023 - RESTAU.ST-CIRGUES-LA-LO	2041481	456,21	2,59
Total			**12 997,65**	**73,85**

Nom de la commune (1) : SAINT-CLEMENT

Numéro de SIREN (2) : 21191940200019

Population de la commune : 1 405

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Edifices 2023	2024-01885 : Rénovation du clocher de l'égl	2041482	16 246,00	11,56
Milieux aquatiques 2023	2021-02750-01 : Mise aux normes de l'étang com	2041482	462,00	0,33
Total			**16 708,00**	**11,89**

Nom de la commune (1) : SAINT-CYPRIEN

Numéro de SIREN (2) : 21191950100018

Population de la commune : 394

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00186 : Dotation voirie 2023	2041482	1 686,00	4,28
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01545 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	25,38
Total			**11 686,00**	**29,66**

Nom de la commune (1) : SAINT-CYR-LA-ROCHE

Numéro de SIREN (2) : 21191960000018

Population de la commune : 485

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01689 : Réhablt salle polyvalente avec	2041482	3 695,00	7,62
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-01878 : Remplacement des cages de foot	2041481	531,00	1,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00211 : Dotation voirie 2020	2041482	1 271,00	2,62
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01266 : Dotation voirie 2021	2041482	6 000,00	12,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00187 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	12,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00187 : Dotation voirie 2023	2041482	2 524,00	5,20
Total			**20 021,00**	**41,27**

Nom de la commune (1) : SAINT-ELOY-LES-TUILERIES

Numéro de SIREN (2) : 21191980800017

Population de la commune : 109

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01749 : Salle polyvalente remplacement	2041482	920,00	8,44
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00190 : Dotation voirie 2023	2041482	5 098,00	46,77
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01649 : Dotation Solidarité Communale	2041482	1 272,00	11,67
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-03060 : Rénovation salle polyvalente a	2041482	4 845,00	44,45
Total			**12 135,00**	**111,33**

Nom de la commune (1) : SAINT-ETIENNE-AUX-CLOS

Numéro de SIREN (2) : 21191990700017

Population de la commune : 250

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01867 : Isolation des sols et plafonds	2041482	7 500,00	30,00
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02620 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	4,00
Total			**8 500,00**	**34,00**

Nom de la commune (1) : SAINT-ETIENNE-LA-GENESTE

Numéro de SIREN (2) : 21192000400010

Population de la commune : 96

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02195 : Traitement charpente - Foyer r	2041482	2 841,00	29,59
Catégorie 1 2023	2024-02196 : Démolition traitement charpent	2041482	1 755,00	18,28
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-00947 : Isolation par l'extérieur du f	2041482	7 360,00	76,67
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-02199 : Rénovation énergétique du foye	2041482	3 600,00	37,50

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00193 : Dotation voirie 2023	2041482	6 185,00	64,43
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01380 : Dotation Solidarité Communale	2041482	2 205,00	22,97
Total			**23 946,00**	**249,44**

Nom de la commune (1) : SAINT-EXUPERY-LES-ROCHES

Numéro de SIREN (2) : 21192010300010

Population de la commune : 602

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2020-03311 : Réfection de toitures de bâtim	2041482	7 084,00	11,77
Total			**7 084,00**	**11,77**

Nom de la commune (1) : SAINTE-FEREOLE

Numéro de SIREN (2) : 21192020200010

Population de la commune : 2 085

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04382 : Installation photovoltaïque	2041482	37 489,00	17,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00135 : Dotation voirie 2020	2041482	17 653,00	8,47
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01271 : Dotation voirie 2021	2041482	32 025,00	15,36
Total			**87 167,00**	**41,81**

Nom de la commune (1) : SAINTE-FORTUNADE

Numéro de SIREN (2) : 21192030100010

Population de la commune : 1 852

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-02151 : Extension à l'école	2041482	18 515,00	10,00
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03706 : Extension à l'école T2	2041482	11 485,00	6,20
Catégorie 1 2023	2023-02807 : Rénovation de l'ancienne poste	2041482	15 000,00	8,10
Catégorie 1 2023	2023-02855 : Rénovation de l'ancienne poste	2041482	15 000,00	8,10
Constructions publiques	2022-02150 : Aménagements extérieurs école	2041482	13 191,00	7,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00189 : Dotation voirie 2022	2041482	6 387,00	3,45
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00189 : Dotation voirie 2023	2041482	6 190,00	3,34
Total			**85 768,00**	**46,31**

Nom de la commune (1) : SAINT-FREJOUX

Numéro de SIREN (2) : 21192040000010

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Population de la commune : 266

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02476 : Restauration mur du cimetière	2041482	11 429,00	42,97
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02847 : Installation d'une chaudière à	2041481	11 003,00	41,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01550 : Dotation voirie 2024	2041482	13 618,00	51,20
Total			**36 050,00**	**135,53**

Nom de la commune (1) : SAINT-GENIEZ-O-MERLE

Numéro de SIREN (2) : 21192050900018

Population de la commune : 92

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02184 : Travaux d'électricité dans la	2041482	1 321,00	14,36
Matériel voirie 2023	2024-02112 : Acquisition d'une balayeuse	2041481	1 500,00	16,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01551 : Dotation voirie 2024	2041482	6 585,00	71,58
Total			**9 406,00**	**102,24**

Nom de la commune (1) : SAINT-GERMAIN-LAVOLPS

Numéro de SIREN (2) : 21192060800018

Population de la commune : 99

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01577 : Dotation Solidarité Communale	2041482	4 000,00	40,40
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01576 : Dotation Solidarité Communale	2041482	10 000,00	101,01
Total			**14 000,00**	**141,41**

Nom de la commune (1) : SAINT-GERMAIN-LES-VERGNES

Numéro de SIREN (2) : 21192070700018

Population de la commune : 1 173

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-01132 : Travaux d'aménagements d'espac	2041482	306,00	0,26
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-03319 : Travaux d'éclairage du stade d	2041482	6 303,00	5,37
Total			**6 609,00**	**5,63**

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-FOISSAC

Numéro de SIREN (2) : 21192080600018

Population de la commune : 189

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01886 : Rénovation énergétique de quat	2041482	6 596,00	34,90
Diagnostics énergétiques 2023	2024-01880 : Diagnostics énergétiques	2041481	1 520,00	8,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01578 : Dotation voirie 2024	2041482	14 688,00	77,71
Total			**22 804,00**	**120,65**

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-LES-COURBES

Numéro de SIREN (2) : 21192090500018

Population de la commune : 168

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-02529 : Changement des menuiseries	2041482	11 398,00	67,85
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-02531 : Réhabilitation de l'annexe	2041482	9 303,00	55,38
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-04082 : Travaux sur bâtiment mairie	2041482	546,00	3,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00200 : Dotation voirie 2023	2041482	11 526,00	68,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01252 : Dotation voirie 2024	2041482	11 526,00	68,61
Total			**44 299,00**	**263,70**

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-LUC

Numéro de SIREN (2) : 21192100200013

Population de la commune : 65

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02741 : Etude cimetière pour gestion a	2041481	1 851,00	28,48
Catégorie 1 2023	2023-02733 : Travaux à l'auberge de la Marg	2041481	945,00	14,54
Catégorie 1 2023	2024-02841 : Atelier communal : aménagement	2041482	368,00	5,66
Catégorie 1 2023	2024-03370 : Appartement mairie T2 Porte, é	2041482	357,00	5,49
Catégorie 1 2023	2024-03372 : Travaux d'accès au grenier de	2041482	407,00	6,26
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02753 : Travaux à l'appartement Margue	2041482	3 154,00	48,52
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02757 : Travaux à la Maison de la Cath	2041482	869,00	13,37
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03366 : Travaux appartement Marguerite	2041482	671,00	10,32
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03373 : Changement porte Maison des Ga	2041482	480,00	7,38
Edifices 2023	2024-02742 : Reprise du badigeon intérieur	2041482	1 747,00	26,88
Total			**10 849,00**	**166,90**

Nom de la commune (1) : SAINT-HILAIRE-PEYROUX

Numéro de SIREN (2) : 21192110100013

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Population de la commune : 1 036

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01987 : Travaux d'aménagement d'un par	2041482	20 000,00	19,31
Catégorie 1 2023	2024-02997 : Rénovation bâtiments communaux	2041482	2 227,00	2,15
Equipemts sport 2023-Construct	2023-03122 : Equipement sportifs : stade fo	2041482	26 378,00	25,46
Projets structurants 2023	2023-03120 : Construction d'une MAM	2041482	20 000,00	19,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00157 : Dotation voirie 2020	2041482	3 335,00	3,22
Total			**71 940,00**	**69,45**

Nom de la commune (1) : SAINT-JAL

Numéro de SIREN (2) : 21192130900012

Population de la commune : 621

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-00294 : Rénovation appartements T2	2041482	5 617,00	9,05
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-02829 : Rénovation de l'appartement au	2041482	6 789,00	10,93
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01478 : Isolation thermique de l'école	2041482	4 263,00	6,86
Total			**16 669,00**	**26,84**

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-LE-PELERIN

Numéro de SIREN (2) : 21192150700011

Population de la commune : 120

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-03817 : Réfection des allées du cimeti	2041482	11 437,00	95,31
Diagnostics énergétiques 2023	2024-01079 : Audit énergétique pour la sall	2041481	880,00	7,33
Total			**12 317,00**	**102,64**

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-LE-VENDOMOIS

Numéro de SIREN (2) : 21192160600011

Population de la commune : 247

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Projets structurants 2023	2024-02887 : Etude reprise dernier commerce	2041481	158,00	0,64
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00207 : Dotation voirie 2022	2041482	7 211,00	29,19
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00207 : Dotation voirie 2023	2041482	13 019,00	52,71
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01391 : Dotation voirie 2024	2041482	13 019,00	52,71
Total			**33 407,00**	**135,25**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : SAINT-JULIEN-MAUMONT

Numéro de SIREN (2) : 21192170500011

Population de la commune : 165

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01657 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	18,18
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01393 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	18,18
AB espaces publics 2023	2023-01700 : Aménagement de bourg - mobilie	2041482	400,00	2,42
Catégorie 1 2023	2023-01699 : Porte du cimetière de St Julie	2041481	338,00	2,05
Catégorie 1 2023	2023-02677 : Aménagement électrique et chau	2041482	894,00	5,42
PATRIMOINE NP 2014	2022-04418 : Travaux d'électricité commande	2041482	990,00	6,00
PPRNP HORS PART 2014	2022-04417 : Remplacement croix place de l'	2041482	528,00	3,20
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00208 : Dotation voirie 2022	2041482	3 355,00	20,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00208 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	36,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01392 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	36,36
Total			**24 505,00**	**148,50**

Nom de la commune (1) : SAINTE-MARIE-LAPANOUZE

Numéro de SIREN (2) : 21192190300012

Population de la commune : 56

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02374 : Travaux de réhabilitation de l	2041482	9 676,00	172,79
Edifices 2023	2024-02152 : Rénovation de la façade de l'é	2041482	225,00	4,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00191 : Dotation voirie 2023	2041482	6 218,00	111,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01394 : Dotation voirie 2024	2041482	5 397,00	96,38
Total			**21 516,00**	**384,23**

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIAL-DE-GIMEL

Numéro de SIREN (2) : 21192200000016

Population de la commune : 491

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2021-02494 : Réfection du mur du cimetière	2041482	7 500,00	15,27
2016 ESPACES PUBLICS	2022-01200 : Réfection du mur du cimetière	2041482	2 925,00	5,96
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01335 : Dotation voirie 2021	2041482	889,00	1,81
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00209 : Dotation voirie 2022	2041482	4 139,00	8,43
Total			**15 453,00**	**31,47**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIN-LA-MEANNE

Numéro de SIREN (2) : 21192220800015

Population de la commune : 349

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01060 : Travaux d'extension du cimetiè	2041482	15 000,00	42,98
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2023-01688 : Rénovation énergétique de la p	2041482	39 097,00	112,03
Rest. archive com. prioritaire	2023-02669 : Restaurat. 2023 St-Martin-la-M	2041481	1 089,51	3,12
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00211 : Dotation voirie 2023	2041482	15 467,00	44,32
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01397 : Dotation voirie 2024	2041482	15 467,00	44,32
Total			**86 120,51**	**246,77**

Nom de la commune (1) : SAINT-MARTIN-SEPERT

Numéro de SIREN (2) : 21192230700015

Population de la commune : 270

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-03404 : Création du jardin des souveni	2041482	1 240,00	4,59
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00212 : Dotation voirie 2023	2041482	8 670,00	32,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01254 : Dotation voirie 2024 ST MARTIN	2041482	9 362,00	34,67
Total			**19 272,00**	**71,37**

Nom de la commune (1) : SAINT-MERD-DE-LAPLEAU

Numéro de SIREN (2) : 21192250500014

Population de la commune : 184

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00213 : Dotation voirie 2023	2041482	7 074,00	38,45
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01398 : Dotation voirie 2024	2041482	7 074,00	38,45
Total			**14 148,00**	**76,90**

Nom de la commune (1) : SAINT-MERD-LES-OUSSINES

Numéro de SIREN (2) : 21192260400015

Population de la commune : 116

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-04171 : Construction d'une halle T2	2041482	2 664,00	22,97
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-01956 : DSC 2022 Part additionnelle	2041482	3 000,00	25,86

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01658 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	25,86
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00214 : Dotation voirie 2022	2041482	4 943,00	42,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00214 : Dotation voirie 2023	2041482	8 573,00	73,91
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01399 : Dotation Solidarité Communale	2041482	4 679,00	40,34
Total			**26 859,00**	**231,55**

Nom de la commune (1) : SAINT-MEXANT

Numéro de SIREN (2) : 21192270300015

Population de la commune : 1 354

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Equipemts sport 2023-Construct	2024-01863 : Rénovation et extension comple	2041482	14 940,00	11,03
Total			**14 940,00**	**11,03**

Nom de la commune (1) : SAINT-PANTALEON-DE-LAPLEAU

Numéro de SIREN (2) : 21192280200015

Population de la commune : 65

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-02339 : Amélioration thermique de la m	2041482	505,00	7,77
Projets structurants 2023	2024-03332 : Camping - Hébergement (Roulott	2041482	1 450,00	22,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00216 : Dotation voirie 2023	2041482	1 689,00	25,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01582 : Dotation Solidarité Communale	2041482	2 402,00	36,95
Total			**6 046,00**	**93,01**

Nom de la commune (1) : SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE

Numéro de SIREN (2) : 21192290100015

Population de la commune : 4 984

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 EQUIP SPORT REHAB	2021-01148 : Sécurisation du Parc des Sport	2041482	5 424,00	1,09
AB espaces publics 2023	2024-02104 : Création d'un nouveau parking	2041482	25 000,00	5,02
AB espaces publics 2023	2024-02105 : Création d'un nouveau parking	2041482	13 336,00	2,68
Total			**43 760,00**	**8,79**

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-CORBIER

Numéro de SIREN (2) : 21192300800018

Population de la commune : 397

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-02861 : Création épicerie + restaurant	2041482	21 605,00	54,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01363 : Dotation voirie 2021 ST PARDOU	2041482	2 943,00	7,41
Total			**24 548,00**	**61,83**

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LA-CROISILLE

Numéro de SIREN (2) : 21192310700018

Population de la commune : 177

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-02495 : Aménagement d'espaces publics	2041482	2 796,00	15,80
Catégorie 1 2023	2024-01900 : Pose de volets roulants à la M	2041481	1 414,00	7,99
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02607 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	1 000,00	5,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00057 : Dotation voirie 2020	2041482	4 075,00	23,02
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01366 : Dotation voirie 2021	2041482	923,00	5,21
Total			**10 208,00**	**57,67**

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LE-NEUF

Numéro de SIREN (2) : 21192320600018

Population de la commune : 80

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01660 : Dotation Solidarité Communale	2041482	691,00	8,64
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01586 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	37,50
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01585 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	75,00
Total			**9 691,00**	**121,14**

Nom de la commune (1) : SAINT-PARDOUX-LE-VIEUX

Numéro de SIREN (2) : 21192330500018

Population de la commune : 307

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-03180 : Travaux de rénovation énergéti	2041482	14 580,00	47,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00221 : Dotation voirie 2022	2041482	456,00	1,49
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00221 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	19,54
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01404 : Dotation voirie 2024	2041482	4 607,00	15,01
Total			**25 643,00**	**83,53**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : SAINT-PAUL

Numéro de SIREN (2) : 21192350300018

Population de la commune : 242

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03543 : Installation d'une chaudière	2041482	17 601,00	72,73
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03544 : Réhabilitation de 2 logts T1	2041482	25 000,00	103,31
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03545 : Réhabilitation de 2 logts T2	2041482	19 951,00	82,44
2017 NUMERO/DENOMI VOIES	2020-02153 : Numérotation et dénomination d	2041481	214,00	0,88
Catégorie 1 2023	2023-02005 : Achat d'un ordinateur	2041481	500,00	2,07
Catégorie 1 2023	2023-02672 : Aménagements éléctriques garag	2041482	172,00	0,71
Catégorie 1 2023	2024-02694 : Fourniture et pose de panneaux	2041481	556,00	2,30
Total			**63 994,00**	**264,44**

Nom de la commune (1) : SAINT-PRIVAT

Numéro de SIREN (2) : 21192370100018

Population de la commune : 1 062

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-02813 : Remplacement de la chaudière	2041482	9 729,00	9,16
2016 RDT	2022-03994 : RD980 Aménagement en traverse	2041482	30 000,00	28,25
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-00315 : Construction d'une salle multi	2041482	55 856,00	52,60
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04061 : Aménagement de bourg T1	2041482	25 000,00	23,54
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04062 : Aménagement de bourg T2	2041482	25 000,00	23,54
AB 2/3 ANS 1ERE GENERATION	2022-04063 : Aménagement de bourg T3	2041482	25 000,00	23,54
AB espaces publics 2023	2024-02790 : Aménagement de sécurité piéton	2041482	25 000,00	23,54
Diagnostics énergétiques 2023	2024-01106 : Diagnostic énergétique de l'éc	2041481	1 320,00	1,24
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00225 : Dotation voirie 2022	2041482	10 000,00	9,42
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00225 : Dotation voirie 2023	2041482	10 988,00	10,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01407 : Dotation voirie 2024	2041482	10 988,00	10,35
Total			**228 881,00**	**215,53**

Nom de la commune (1) : SAINT-REMY

Numéro de SIREN (2) : 21192380000018

Population de la commune : 235

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2019-02507 : Mise au normes de l'étang décl	2041482	875,00	3,72

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02618 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	371,42	1,58
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01587 : Dotation voirie 2024	2041482	10 997,00	46,80
Total			**12 243,42**	**52,10**

Nom de la commune (1) : SAINT-ROBERT

Numéro de SIREN (2) : 21192390900017

Population de la commune : 303

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-02852 : Aménagement du stade communal	2041482	10 618,00	35,04
PATRIMOINE NP 2014	2021-03414 : Restauration de deux porches d	2041482	2 069,00	6,83
Total			**12 687,00**	**41,87**

Nom de la commune (1) : SAINT-SETIERS

Numéro de SIREN (2) : 21192410500011

Population de la commune : 285

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 RDT	2022-04145 : RDT du Bos	2041482	5 424,00	19,03
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-03129 : Travaux de rénovation énergéti	2041482	6 044,00	21,21
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01588 : Dotation voirie 2024	2041482	12 701,00	44,56
Total			**24 169,00**	**84,80**

Nom de la commune (1) : SAINT-SOLVE

Numéro de SIREN (2) : 21192420400012

Population de la commune : 471

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Actions Culturelles Territoire	2024-02365 : Prestations autour du climat d	657348	500,00	1,06
CULT-COMMEMORATIONS	2024-02358 : Organisation d'une exposition	657348	500,00	1,06
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-01101 : Rénovation de la mairie avec a	2041482	18 562,00	39,41
Projets structurants 2023	2024-01555 : Création d'une MAM	2041482	22 496,00	47,76
Projets structurants 2023	2024-01822 : Aménagements à Priézac	2041482	2 518,00	5,35
Total			**44 576,00**	**94,64**

Nom de la commune (1) : SAINT-SORNIN-LAVOLPS

Numéro de SIREN (2) : 21192430300012

Population de la commune : 863

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-03065 : Aménagement du cimetière	2041482	965,00	1,12
AB espaces publics 2023	2024-00987 : Aménagement d'espaces publics	2041482	2 571,00	2,98
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-00975 : Remplacement du mode de chauff	2041481	14 903,00	17,27
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00231 : Dotation voirie 2023	2041482	3 439,00	3,98
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01590 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	11,59
Total			**31 878,00**	**36,94**

Nom de la commune (1) : SAINT-SULPICE-LES-BOIS

Numéro de SIREN (2) : 21192440200012

Population de la commune : 81

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
ENVIRONNEMENT AGRICOLE INVESTI	2024-01208 : ABREUVEMENT 2023 - REHABILITAT	20422	4 200,00	51,85
Total			**4 200,00**	**51,85**

Nom de la commune (1) : SAINT-SYLVAIN

Numéro de SIREN (2) : 21192450100011

Population de la commune : 138

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01662 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	21,74
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01411 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	21,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00233 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	43,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01410 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	43,48
Total			**18 000,00**	**130,44**

Nom de la commune (1) : SAINT-VIANCE

Numéro de SIREN (2) : 21192460000011

Population de la commune : 1 925

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02929 : Aménagement d'espace public au	2041482	25 000,00	12,99
Total			**25 000,00**	**12,99**

Nom de la commune (1) : SAINT-VICTOUR

Numéro de SIREN (2) : 21192470900010

Population de la commune : 202

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-00952 : Sécurisation de la rampe de l'	2041482	305,00	1,51
Catégorie 1 2023	2024-00950 : Réfection toiture mairie cabin	2041482	14 886,00	73,69
Catégorie 1 2023	2024-01160 : Réfection du portail du cimeti	2041481	840,00	4,16
Catégorie 1 2023	2024-01215 : Travaux de peinture sur les bâ	2041482	1 311,00	6,49
Catégorie 1 2023	2024-01313 : Changement de la porte d'entré	2041481	1 874,00	9,28
Catégorie 2 sans loyer 2023	2024-02130 : Isolation des combles de la Ma	2041482	2 903,00	14,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01594 : Dotation voirie 2024	2041482	7 946,00	39,34
Total			**30 065,00**	**148,84**

Nom de la commune (1) : SAINT-YRIEIX-LE-DEJALAT

Numéro de SIREN (2) : 21192490700010

Population de la commune : 337

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-03032 : Création d'une aire de jeux	2041482	1 640,00	4,87
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-03033 : Foyer rural changement des fen	2041482	6 000,00	17,80
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01420 : Dotation voirie 2021	2041482	366,00	1,09
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00237 : Dotation voirie 2022	2041482	20 000,00	59,35
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00237 : Dotation voirie 2023	2041482	2 995,00	8,89
Total			**31 001,00**	**92,00**

Nom de la commune (1) : SALON-LA-TOUR

Numéro de SIREN (2) : 21192500300017

Population de la commune : 685

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-03400 : Création d'un WC PMR et divers	2041482	2 963,00	4,33
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00238 : Dotation voirie 2022	2041482	2 947,00	4,30
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00238 : Dotation voirie 2023	2041482	21 982,00	32,09
Total			**27 892,00**	**40,72**

Nom de la commune (1) : SARRAN

Numéro de SIREN (2) : 21192510200017

Population de la commune : 283

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02571 : Agrandissement du restaurant	2041482	4 331,00	15,30

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-01115 : Rénovation des logements commu	2041482	4 135,00	14,61
Total			**8 466,00**	**29,91**

Nom de la commune (1) : SEGUR-LE-CHATEAU

Numéro de SIREN (2) : 21192540900016

Population de la commune : 202

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 TVX ACCESSIBI INCENDIE	2022-03871 : Travaux mise en accessibilité	2041482	1 369,00	6,78
Tvx Investissement sur VC, CR	2020-00065 : Dotation voirie 2020	2041482	6 000,00	29,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2021-01440 : Dotation voirie 2021	2041482	6 000,00	29,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00242 : Dotation voirie 2022	2041482	6 000,00	29,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00242 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	29,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01416 : Dotation voirie 2024	2041482	1 936,00	9,58
Total			**27 305,00**	**135,16**

Nom de la commune (1) : SEILHAC

Numéro de SIREN (2) : 21192550800015

Population de la commune : 1 834

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01773 : Aménagement d'un chemin piéton	2041482	10 000,00	5,45
Catégorie 1 2023	2024-02161 : Rénovation d'une classe à l'éc	2041482	1 803,00	0,98
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-02155 : Porte fenêtre façade et réfect	2041482	2 044,00	1,11
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2024-02157 : Rénovation de la main courante	2041482	1 316,00	0,72
Sport : Pleine nature	2024-02529 : sortie SSN 2024	657348	90,00	0,05
Sport : Pleine nature	2024-03483 : sortie SSN 2024	657348	243,00	0,13
Total			**15 496,00**	**8,44**

Nom de la commune (1) : SERANDON

Numéro de SIREN (2) : 21192560700015

Population de la commune : 351

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01010 : Amélioration habitat - Handica	2041482	1 278,00	3,64
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-00973 : Rénovation énergétique de la m	2041482	6 465,00	18,42
Catégorie 2 avec loyer 2023	2024-00974 : Rénovation énergétlque de 5 ma	2041482	4 295,00	12,24
Projets structurants 2023	2023-02472 : Aménagements site de la Nau	2041482	3 602,00	10,26

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01603 : Dotation voirie 2024	2041482	16 771,00	47,78
Total			**32 411,00**	**92,34**

Nom de la commune (1) : SERILHAC

Numéro de SIREN (2) : 21192570600015

Population de la commune : 277

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 PLATEFORME MULTIPLE	2022-01651 : Aménagement d'un local pour la	2041482	2 099,00	7,58
Catégorie 1 2023	2024-00990 : Travaux de défense incendie	2041482	475,00	1,71
Edifices 2023	2024-00988 : Travaux à l'église	2041482	6 263,00	22,61
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01606 : Dotation voirie 2024	2041482	6 000,00	21,66
Total			**14 837,00**	**53,56**

Nom de la commune (1) : SEXCLES

Numéro de SIREN (2) : 21192590400016

Population de la commune : 235

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04383 : Réhab. ancienne poste - Cplt	2041482	27 947,00	118,92
AB espaces publics 2023	2024-01153 : Aménagement d'espaces publics	2041482	13 854,00	58,95
Total			**41 801,00**	**177,87**

Nom de la commune (1) : SIONIAC

Numéro de SIREN (2) : 21192600100010

Population de la commune : 235

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-01358 : Travaux dans le bourg sur la R	2041482	5 193,00	22,10
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02943 : Rénovation salle polyvalente a	2041482	3 048,00	12,97
Total			**8 241,00**	**35,07**

Nom de la commune (1) : SORNAC

Numéro de SIREN (2) : 21192611800095

Population de la commune : 772

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2020-01745 : Aménagement d'un parking place	2041482	13 700,00	17,75
Catégorie 1 2023	2024-01812 : Aménagement nouveau plongeoir	2041481	495,00	0,64

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Equipemts sport 2023-Construct	2024-02568 : Espace Multisports - Tranche 2	2041482	24 123,00	31,25
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01607 : Dotation voirie 2024	2041482	13 921,00	18,03
Total			**52 239,00**	**67,67**

Nom de la commune (1) : SOUDEILLES

Numéro de SIREN (2) : 21192630800019

Population de la commune : 305

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00250 : Dotation voirie 2023	2041482	5 265,00	17,26
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01609 : Dotation voirie 2024	2041482	11 858,00	38,88
Total			**17 123,00**	**56,14**

Nom de la commune (1) : SOURSAC

Numéro de SIREN (2) : 21192640700019

Population de la commune : 522

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2024-01759 : Monument aux morts	2041482	3 362,00	6,44
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02848 : Réhabilitation de la mairie- 1	2041482	40 000,00	76,63
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02851 : Réhabilitation de la mairie -	2041482	40 000,00	76,63
Sport : Pleine nature	2024-03148 : PDIPR SOURSAC 2024	657348	468,00	0,90
Total			**83 830,00**	**160,60**

Nom de la commune (1) : TARNAC

Numéro de SIREN (2) : 21192650600018

Population de la commune : 346

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04385 : Aménagement du camping	2041482	1 028,00	2,97
AB espaces publics 2023	2023-02007 : Agrandissement du cimetière -	2041482	11 000,00	31,79
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01615 : Dotation voirie 2024	2041482	15 293,00	44,20
Total			**27 321,00**	**78,96**

Nom de la commune (1) : THALAMY

Numéro de SIREN (2) : 21192660500018

Population de la commune : 107

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01617 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	28,04
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01616 : Dotation Solidarité Communale	2041482	6 000,00	56,07
Total			**9 000,00**	**84,11**

Nom de la commune (1) : TOY-VIAM

Numéro de SIREN (2) : 21192680300019

Population de la commune : 36

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Tvx Investissement sur VC, CR	2022-00255 : Dotation voirie 2022	2041482	1 056,00	29,33
Total			**1 056,00**	**29,33**

Nom de la commune (1) : TREIGNAC

Numéro de SIREN (2) : 21192690200019

Population de la commune : 1 347

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02149 : Réaménagement et agrandissemen	2041482	5 890,00	4,37
AEP 2023	2023-02050-01 : Restructuration du réseau d'as	2041482	79 488,00	59,01
Constructions publiques	2022-03754 : Rénovation du bâtiment OTI T1	2041482	15 000,00	11,14
Constructions publiques	2022-03755 : Rénovation du bâtiment OTI T2	2041482	14 541,00	10,80
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02625 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE	657348	3 000,00	2,23
OBJET NP 2014	2020-03463 : Restauration de 3 tableaux à l	2041481	1 440,00	1,07
Sport : Pleine nature	2024-01184 : sorties SSN	657348	445,50	0,33
Sport : Pleine nature	2024-01738 : sortie 2024 SSN	657348	633,00	0,47
Sport : Subv diverses	2024-03345 : création PAPSE Treignac	657348	500,00	0,37
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00256 : Dotation voirie 2023	2041482	13 765,00	10,22
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01422 : Dotation voirie 2024	2041482	13 636,00	10,12
Total			**148 338,50**	**110,13**

Nom de la commune (1) : TROCHE

Numéro de SIREN (2) : 21192700900012

Population de la commune : 547

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2023-02550 : Aménagement d'espaces publics	2041482	6 340,00	11,59
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2023-02718 : Rénovation d'un multi stade	2041482	2 357,00	4,31
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01618 : Dotation voirie 2024	2041482	11 045,00	20,19

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Total	**19 742,00**	**36,09**

Nom de la commune (1) : TUDEILS

Numéro de SIREN (2) : 21192710800012

Population de la commune : 263

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02142 : Travaux route de l'Auzelou	2041482	6 250,00	23,76
Total			**6 250,00**	**23,76**

Nom de la commune (1) : TULLE

Numéro de SIREN (2) : 21192720700012

Population de la commune : 14 653

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02916 : Tx théatre visant à renforcer	2041482	15 000,00	1,02
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02477 : Réaménagement du 2ème étage de	2041482	12 057,00	0,82
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-02480 : Réaménagement du 2ème étage de	2041482	15 571,00	1,06
Projets structurants 2023	2023-01775 : Aménagement des places Maschat	2041482	225 648,00	15,40
Restauration archive communale	2023-02240 : RESTAURATION 2023 - TULLE	2041481	502,92	0,03
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2024-00723 : Fonctionnement du conservatoir	657348	115 700,00	7,90
Schéma Dptal Dev. Enseign.Art.	2024-00724 : Aide pour la classe "orchestre	657348	500,00	0,03
Sport : Pleine nature	2024-03045 : sortie SSN 2024	657348	168,00	0,01
Sport : Pleine nature	2024-03048 : sortie SSN 2024	657348	162,00	0,01
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01619 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	0,68
Total			**395 308,92**	**26,96**

Nom de la commune (1) : TURENNE

Numéro de SIREN (2) : 21192730600012

Population de la commune : 826

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
EDIFICE CLASSE 2014	2022-02662 : Restauration générale de la co	2041482	47 959,00	58,06
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00260 : Dotation voirie 2023	2041482	10 000,00	12,11
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01423 : Dotation voirie 2024	2041482	10 000,00	12,11
Total			**67 959,00**	**82,28**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : USSAC

Numéro de SIREN (2) : 21192740500012

Population de la commune : 4 374

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-01017 : Fête de la nature	65748	250,00	0,06
Projets structurants 2023	2023-03039 : Construction d'un ALSH	2041482	224 105,00	51,24
Total			**224 355,00**	**51,30**

Nom de la commune (1) : USSEL

Numéro de SIREN (2) : 21192750400012

Population de la commune : 9 524

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2019-03293 : Opération OPAH (T1)	2041482	40 000,00	4,20
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04334 : Aménagement grange Bénédit	2041482	2 579,00	0,27
ENVIRONNEMENT AGRICOLE FONCT	2024-02628 : ACCUEIL - COMICE AGRICOLE ARRO	657348	3 000,00	0,31
Social - Enfance	2024-01976 : SUB FONCT REAAP commune USSEL	657348	200,00	0,02
Sport : Pleine nature	2024-01739 : sortie 2024 SSN	657348	763,00	0,08
Total			**46 542,00**	**4,88**

Nom de la commune (1) : ÉCOLE PRIMAIRE DE LA JALOUSTRE

Numéro de SIREN (2) : 21192750400178

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Ateliers Education Artistique	2024-00841 : Projet d'éduc artist "Animal S	657348	300,00	0,00
Total			**300,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : UZERCHE

Numéro de SIREN (2) : 21192760300012

Population de la commune : 2 855

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03446 : Rénovation école des Buges T1	2041482	30 000,00	10,51
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-03447 : Rénovation école des Buges T2	2041482	18 665,00	6,54
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2022-04386 : Installation de brise-soleil	2041482	7 722,00	2,70
AB espaces publics 2023	2024-02426 : Réaménagement des cours de l'é	2041482	17 500,00	6,13
AB espaces publics 2023	2024-03409 : Réaménagement des cours de l'é	2041482	21 667,00	7,59

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AEP 2023	2023-01741-01 : Révision du zonage d'assainiss	2041481	600,00	0,21
Diagnostics énergétiques 2023	2024-03408 : Etude de faisabilité et bilan	2041481	4 800,00	1,68
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00263 : Dotation voirie 2023	2041482	13 418,00	4,70
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01424 : Dotation voirie 2024	2041482	13 418,00	4,70
Total			**127 784,00**	**44,76**

Nom de la commune (1) : VALIERGUES

Numéro de SIREN (2) : 21192770200012

Population de la commune : 153

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 ESPACES PUBLICS	2022-03292 : Aménagement d'espaces publics	2041482	352,00	2,30
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2024-01623 : Dotation Solidarité Communale	2041482	4 000,00	26,14
Constructions publiques	2022-04087 : Réfection de la toiture complt	2041482	1 200,00	7,84
Petit Patrimoine 2023 PPRNP	2024-01891 : Restauration du moulin	2041482	20 000,00	130,72
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00264 : Dotation voirie 2023	2041482	1 757,00	11,48
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01622 : Dotation Solidarité Communale	2041482	10 000,00	65,36
Total			**37 309,00**	**243,84**

Nom de la commune (1) : VARETZ

Numéro de SIREN (2) : 21192780100012

Population de la commune : 2 511

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2016 BATIMENTS COMMUNAUX	2022-01134 : Travaux de rénovation école T2	2041482	3 562,00	1,42
AB espaces publics 2023	2023-02938 : Aménagement de la cour de l'ec	2041482	7 731,00	3,08
Catégorie 1 2023	2023-03141 : Informatique mairie	2041481	3 930,00	1,57
Catégorie 1 2023	2024-00971 : Installation informatique de l	2041481	594,00	0,24
Catégorie 1 2023	2024-02135 : Rénovation du toit terrasse de	2041482	6 405,00	2,55
Edifices 2023	2024-01661 : Travaux de maçonnerie à l'égli	2041482	12 420,00	4,95
Equipemts sportifs 2023-Rénova	2023-02937 : Plaine des jeux : éclairage du	2041482	18 404,00	7,33
Objets 2023	2024-01077 : Remplacement du joug d'une pet	2041481	1 650,00	0,66
Sport : Pleine nature	2024-02206 : séjour SSN été 2024	657348	198,00	0,08
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01624 : Dotation voirie 2024	2041482	11 573,00	4,61
Total			**66 467,00**	**26,49**

Nom de la commune (1) : VEIX

Numéro de SIREN (2) : 21192810600015

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Population de la commune : 77

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-02502 : Création d'un jardin du souven	2041482	1 161,00	15,08
Total			**1 161,00**	**15,08**

Nom de la commune (1) : VEYRIERES

Numéro de SIREN (2) : 21192830400016

Population de la commune : 80

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01686 : Dotation Solidarité Communale	2041482	1 150,00	14,38
AB espaces publics 2023	2023-02459 : Travaux d'enfouissement de rés	2041482	5 327,00	66,59
Catégorie 1 2023	2023-02442 : Remplacement fenêtres salle po	2041482	4 619,00	57,74
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00268 : Dotation voirie 2023	2041482	6 000,00	75,00
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01625 : Dotation Solidarité Communale	2041482	487,00	6,09
Total			**17 583,00**	**219,80**

Nom de la commune (1) : VIAM

Numéro de SIREN (2) : 21192840300016

Population de la commune : 87

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
2018 EQUIP DIVERS ET DSC 2019	2023-01687 : Dotation Solidarité Communale	2041482	3 000,00	34,48
AB espaces publics 2023	2024-01660 : Aménagement du parking et de l	2041482	934,00	10,74
Catégorie 1 2023	2024-01651 : Création d'un accès PMR gîte d	2041482	516,00	5,93
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00269 : Dotation voirie 2023	2041482	5 364,00	61,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01628 : Dotation Solidarité Communale	2041482	5 482,00	63,01
Total			**15 296,00**	**175,82**

Nom de la commune (1) : VIGEOIS

Numéro de SIREN (2) : 21192850200015

Population de la commune : 1 323

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02591 : Rénovation des sanitaires de l	2041482	13 539,00	10,23
Catégorie 2 avec loyer 2023	2023-01718 : Rénovation énergétique du parc	2041482	18 179,00	13,74
Catégorie 2 sans loyer 2023	2023-01717 : Amélioration énergétique centr	2041482	21 641,00	16,36
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01630 : Dotation voirie 2024	2041482	12 730,00	9,63

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Total	**66 095,00**	**49,96**

Nom de la commune (1) : VIGNOLS

Numéro de SIREN (2) : 21192860100015

Population de la commune : 540

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
AB espaces publics 2023	2024-03096 : Aménagement de la rue des Orme	2041482	25 000,00	46,30
AB espaces publics 2023	2024-03097 : Aménagement de la rue des Orme	2041482	4 050,00	7,50
Total			**29 050,00**	**53,80**

Nom de la commune (1) : VOUTEZAC

Numéro de SIREN (2) : 21192880900162

Population de la commune : 1 405

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Catégorie 1 2023	2023-02663 : Téléphonie et numérique pour l	2041481	1 096,00	0,78
Catégorie 1 2023	2024-01850 : Remplacement système portique	2041481	1 239,00	0,88
Construc publiques : diagnosti	2022-01432 : Etude de faisabilité énergétiq	2041481	4 800,00	3,42
Total			**7 135,00**	**5,08**

Nom de la commune (1) : YSSANDON

Numéro de SIREN (2) : 21192890800014

Population de la commune : 709

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
EDIFICE CLASSE 2014	2021-01978 : Restauration générale de l'égl	2041482	8 075,00	11,39
Matériel voirie 2023	2024-02895 : Achat de matériel pour la voir	2041481	5 000,00	7,05
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00274 : Dotation voirie 2023	2041482	11 103,00	15,66
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01428 : Dotation voirie 2024	2041482	11 103,00	15,66
Total			**35 281,00**	**49,76**

Nom de la commune (1) : LA FERTÉ SAINT AUBIN

Numéro de SIREN (2) : 21450146200102

Population de la commune : 0

Intitulé de la subvention	Objet	Article (3)	Montant en €	Montant en € / hab
Sport : Pleine nature	2024-02816 : sortie SSN 2024	657348	273,00	0,00
Total			**273,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nom de la commune (1) : ASA DU PAYS DE MEYSSAC Numéro de SIREN (2) : 29191380400014 Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
ENVIRONNEMENT AGRICOLE INVESTI	2022-03075 : IRRIGATION 2021 - 100 COMPTEUR	204182	10 025,00	0,00
Total			**10 025,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : ECOLE MATERNELLE "LE PETIT PRINCE" Numéro de SIREN (2) : 41817708500010 Population de la commune : 0				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
Sport : Pleine nature	2024-02812 : sortie SSN 2024	657381	264,00	0,00
Total			**264,00**	**0,00**

Nom de la commune (1) : LES TROIS-SAINTS Numéro de SIREN (2) : 93351234500010 Population de la commune : 707				
Intitulé de la subvention	**Objet**	**Article (3)**	**Montant en €**	**Montant en € / hab**
AB espaces publics 2023	2023-02769 : Aménagements paysagers place d	2041482	8 411,00	11,90
Tvx Investissement sur VC, CR	2023-00236 : Dotation voirie 2023	2041482	1 876,00	2,65
Tvx Investissement sur VC, CR	2024-01595 : Dotation voirie 2024 ST YBARD	2041482	15 469,00	21,88
Total			**25 756,00**	**36,43**

(1) Ouvrir un tableau par commune bénéficiant d'une ou de plusieurs subventions versées par la collectivité.

(2) Numéro à 9 chiffres.

(3) Détailler le numéro d'article.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**407,00**	**4,00**	**411,00**	**263,70**	**86,10**	**349,80**
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	53,00	0,00	53,00	35,10	14,00	49,10
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	88,00	1,00	89,00	73,30	1,00	74,30
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	41,00	0,00	41,00	30,60	1,00	31,60
ADMINISTRATEUR	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ADMINISTRATEUR GENERAL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	22,00	0,00	22,00	11,80	6,00	17,80
ATTACHE TERRITORIAL	A	34,00	2,00	36,00	19,40	6,00	25,40
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
REDACTEUR	B	105,00	1,00	106,00	41,70	56,10	97,80
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	36,00	0,00	36,00	30,80	0,00	30,80
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	21,00	0,00	21,00	18,00	0,00	18,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**702,00**	**4,00**	**706,00**	**587,30**	**41,00**	**628,30**
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	87,00	0,00	87,00	81,60	0,00	81,60
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	52,00	2,00	54,00	48,80	1,00	49,80
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	77,00	0,00	77,00	57,60	14,00	71,60
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	94,00	0,00	94,00	91,80	1,00	92,80
ADT TEC TER PL 1E CL ET ENS	C	88,00	0,00	88,00	80,80	0,00	80,80
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	59,00	2,00	61,00	35,00	6,00	41,00
AGENT DE MAITRISE	C	38,00	0,00	38,00	31,00	0,00	31,00
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	47,00	0,00	47,00	42,00	0,00	42,00
AGENT OPA	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	21,00	0,00	21,00	9,00	9,00	18,00
INGENIEUR EN CHEF	A	6,00	0,00	6,00	3,00	1,00	4,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	16,00	0,00	16,00	15,90	0,00	15,90
TECHNICIEN	B	44,00	0,00	44,00	26,80	7,00	33,80
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	44,00	0,00	44,00	41,00	0,00	41,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	26,00	0,00	26,00	22,00	1,00	23,00
FILIERE SOCIALE (d)		**177,00**	**0,00**	**177,00**	**129,70**	**28,00**	**157,70**
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	28,00	0,00	28,00	27,50	0,00	27,50
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	136,00	0,00	136,00	99,20	26,00	125,20
CONSEILLER HC SOCIO EDUCATIF	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	5,00	0,00	5,00	2,00	1,00	3,00
CONSEILLER SUP SOCIO EDUCATIF	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CL EXCEP	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
MONITEUR EDUCATEUR INTERV FAM	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**51,00**	**7,00**	**58,00**	**31,90**	**5,50**	**37,40**
CADRE DE SANTE	A	4,00	0,00	4,00	1,00	1,00	2,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	11,00	2,00	13,00	10,00	0,00	10,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX CL SUP	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	1,00	2,00	3,00	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	3,00	2,00	5,00	0,00	1,00	1,00
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	1,00	1,00	2,00	1,00	0,50	1,50
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
PUERICULTRICE	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	13,00	0,00	13,00	11,90	0,00	11,90
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**15,00**	**0,00**	**15,00**	**12,50**	**0,00**	**12,50**
PED ERGO PSY ORTHO MAN PRE DI	A	4,00	0,00	4,00	2,90	0,00	2,90
PED ERGO PSY ORTHO MANIP HC	A	10,00	0,00	10,00	9,60	0,00	9,60
TECHNICIEN PARAMEDICAL de CL SUP	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**36,00**	**0,00**	**36,00**	**21,20**	**4,00**	**25,20**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BI
Date de réception préfecture : 23/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	5,00	0,00	5,00	1,80	1,00	2,80
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT CONS PPL 1ERE CL	B	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	6,00	0,00	6,00	3,90	0,00	3,90
ATTACHE CONSERV.PAT	A	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	4,00
ATTACHE PPAL CONS.PAT	A	2,00	0,00	2,00	1,50	0,00	1,50
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,44**	**0,00**	**0,44**
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	0,00	1,00	1,00	0,44	0,00	0,44
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**0,00**	**5,90**	**5,90**
COLLAB. CABINET	A B	4,00	0,00	4,00	0,00	3,00	3,00
COLLAB. GROUPE ELUS	A B C	5,00	0,00	5,00	0,00	2,90	2,90
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 397,00**	**16,00**	**1 413,00**	**1 046,74**	**170,50**	**1 217,24**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**64 837,66**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	371.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	376.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	387.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	376.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	ADM	448.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	368.0	0,00	332-10	CDI
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	404.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	416.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	387.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	416.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	378.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	CULT	368.0	0,00	332-14	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	368.0	0,00	332-14	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	396.0	0,00	332-14	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	404.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478.0	0,00	332-11	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494.0	0,00	332-11	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	528.0	0,00	332-11	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	461.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	547.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	461.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	528.0	0,00	332-14	CDD

Accusé de réception en préfecture
019-221927285-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444.0	0,00	332-14	CDD
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	995.0	0,00	332-10	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	746.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	791.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	896.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	639.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	732.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	896.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	821.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	499.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	525.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	653.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	525.0	0,00	332-14	CDD
CADRE DE SANTE	A	MS	781.0	0,00	332-14	CDD
COLLAB. CABINET	A	OTR	639.0	0,00	333-1_333-10	CDD
COLLAB. CABINET	A	OTR	732.0	0,00	333-1_333-10	CDD
COLLAB. GROUPE ELUS	A	OTR	693.0	0,00	333-12	CDD
COLLAB. GROUPE ELUS	A	OTR	626.0	0,00	333-12	CDD
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	555.0	0,00	332-8-2°	CDD
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	803.0	0,00	332-10	CDI
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	ADM	798.0	0,00	332-10	CDI
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	S	494.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	821.0	0,00	332-11	CDI
INGENIEUR	A	TECH	611.0	0,00	332-14	CDD
INGENIEUR	A	TECH	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	484.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	518.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	565.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	646.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR EN CHEF	A	TECH	912.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	TECH	8895.0	0,00	332-11	CDI
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS	8895.0	0,00	332-10	CDI
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	MS	813.0	0,00	332-8-2°	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9072.0	0,00	332-8-2°	CDD
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	MS	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
PUERICULTRICE	A	MS	595.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM		33 111,18	332-10	CDI
REDACTEUR	B	ADM	597.0	0,00	332-10	CDI
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-11	CDI
REDACTEUR	B	ADM		31 726,48	332-11	CDI
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395.0	0,00	332-14	CDD

Accusé de réception en préfecture
019-221927285-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEUR	B	ADM	397.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	452.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	478.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	397.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	431.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	478.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	389.0	0,00	332-14	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	500.0	0,00	332-14	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	395.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	401.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	415.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	431.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	567.0	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	376.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-23-1°	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	367.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367.0	0,00	332-24	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367.0	0,00	332-23-1°	CDD
APPRENTI		OTR		0,00	A APPRENTIS	A APPRENTI
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	CULT	431.0	0,00	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-23-1°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512.0	0,00	332-13	CDD
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	499.0	0,00	332-24	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	778.0	0,00	332-24	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	514.0	0,00	332-13	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	444.0	0,00	332-23-1°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-24	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-23-1°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	478.0	0,00	332-24	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	389.0	0,00	332-13	CDD
VACATAIRE		OTR		0,00	A VACATAIRES	A VACATAIRE
TOTAL GENERAL				**64 837,66**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à 0.00 (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Exploitation des 2 centres de vacances : Chamonix et la Martière	ODCV - Oeuvre Départementale Centres de Vacances de la Corrèze		Association déclarée	34 000 000,00
Détention d'une part du capital				
- 1970-12-21	Safer Marche Limousin		Société Anonyme (SA)	84 480,00
- 1975-04-23	Groupement Syndical Forestier des Agriers		Etablissement Public à caractère administratif	135 725,36
- 1995-07-03	Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou		Etablissement Public à caractère administratif	152 449,02
- 2012-11-09	Territoires 19 (ex. SEM 19)		Société d Economie Mixte (SEM)	174 999,00
- 2006-12-14	Corrèze Equipement		Société d Economie Mixte (SEM)	727 500,00
- 1999-10-15	Espace Mille Sources - Bugeat		Etablissement Public Départemental	45 734,71
- 1972-12-31	Société d Equipement du Limousin (SELI)		Société d Economie Mixte (SEM)	17 671,89
- 2013-07-12	Uzerche Territoire d'Energies Positives		Société d Economie Mixte (SEM)	600,00
- 2024-20-09	Corrèze Energie renouvelable		Société d Economie Mixte (SEM)	13 500,00
- 2019-04-12	Corrèze Energie Renouvelable		Société d'Econome Mixte (SEM)	144 000,00
- 2021-03-26	Corrèze Energie renouvelable		Société d'economie Mixte (SEM)	1 000,00
- 2021-03-26	Correze Energie Renouvelable		Société d'Economie Mixte (SEM)	1 000,00
- 2000-04-07	Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel		Société coopérative	202 700,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie emprunt	CORREZE HABITAT		OPH	90 213 432,29
- Garantie emprunt	COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)		SA HLM	4 298 951,33
- Garantie emprunt	DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)		SA HLM	1 737 874,57

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie emprunt	EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)		Association	711 671,41
- Garantie emprunt	EPDA DU GLANDIER		Association	5 527 988,85
- Garantie emprunt	EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commaignac)		Maison de retraite	2 753 624,07
- Garantie emprunt	EHPAD DE SEILHAC		Maison de retraite	1 033 619,19
- Garantie emprunt	EGLETONS HABITAT		OPH	373 310,87
- Garantie emprunt	EHPAD DE CORREZE		Maison de retraite	4 398 940,24
- Garantie emprunt	EHPAD DE RIVET		Maison de retraite	8 178 210,10
- Garantie emprunt	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT		SEM	1 521 425,09
- Garantie emprunt	SYNF+DICAT MIXTE DORSAL		Syndicat	27 625 000,00
- Garantie emprunt	NOALIS (Fusion Dom'Aulim + le Foyer)		SA HLM	9 705 264,27
- Garantie emprunt	CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER		CH	2 875 000,00
- Garantie emprunt	EHPAD LA BRUYERE		Maison de retraite	2 706 257,91
- Garantie emprunt	INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM		SA HLM	1 499 793,71
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- SI-QUALYSE-REFECTION TOITURES	QUALYSE		Etablissement public - syndicat mixte	126 435,57
- 2024 - SF CCAS BRIVE - Chantier insertion épicerie solidaire - FSE+	CCAS BRIVE		Centre communal d'action sociale	94 239,05
- 2024-SYMA PAYS TULLE Protocole financier remboursement-invest	TULLE AGGLO - AMENAGEMENT ECO		Groupement de collectivités	142 791,30
- 2024 - SF PEP19 - ACTION INCLUS BRSATH - FSE+	PEP19		Association déclarée	93 725,20
- Réhabilitation 50 logements 38 avenue Alsace Lorraine Tour Souilhac à TULLE	OPH CORREZE		Association déclarée	150 000,00
- Réhabilitation 28 logements "Chauvanche 2" à USSEL	OPH CORREZE		Association déclarée	84 000,00
- Réhabilitation 83 logements "Les 112" à USSEL	OPH CORREZE		Association déclarée	249 000,00
- Rénovation de l'éclairage public - Smart City - Complément	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	500 000,00
- Voie verte Avenue Maillard (encorbellement)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE		Groupement de collectivités	863 800,00
- Restauration de la Collégiale Saint-Martin	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	90 000,00
- Aménagement des places Maschat et Roosevelt - Complément	TULLE		Commune	108 092,00
- Rénovation de l'éclairage public - Smart City 2024	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	500 000,00
- Marché couvert T2	MALEMORT		Commune	300 000,00
- 2024 - SF PEP19 - ACTION RENFORCEE BRSATH - FSE+	PEP19		Association déclarée	102 461,12
- ANRU 2 - Réhabilitation 32 logements allée Toulzac à BRIVE	OPHLM BRIVE		Etablissement public local	160 000,00
- ANRU 2 - Réhabilitation 24 logements allée Latreille à BRIVE	OPHLM BRIVE		Etablissement public local	120 000,00
- Marché couvert T1	MALEMORT		Commune	300 000,00
- Rénovation de l'éclairage public pour 116 communes : Rural phase 1 et pour Malemort phases 1, 2 et 3	FDEE 19		Commune	527 953,00
- Construction d'un nouvel ALSH à Saint-Sornin Lavolps	CDC PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR		Groupement de collectivités	100 000,00
- Réhabilitation du marché couvert	USSEL		Commune	144 341,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Convention de missions d'intérêt général - saison 2024/2025	CABCL RUGBY (SASP)		Association déclarée	98 000,00
- Subvention de fonctionnement FSE+	CARRE SOLIDAIRE BASSIN BRIVE		Association déclarée	292 000,00
- Rénovation du site des collines de Sainte-Féréole	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE		Groupement de collectivités	450 000,00
- Rénovation de l'éclairage public : Commune d'USSEL - T2 (Quartiers résidentiels et villages)	SYNDICAT DE LA DIEGE		Etablissement public - syndicat mixte	153 096,00
- CHAMBRE AGRICULTURE - CONVENTION 2024/2026 CONSEIL BOVIN VIANDE	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE		Etablissement public national - organisme consulaire	93 280,00
- 2024-Participation CD19-Syndicat mixte aérodrome Brive-Souilhac	AEROPORT BRIVE SOUILLAC		Etablissement public - syndicat mixte	1 107 845,50
- Rénovation éclairage public : Neuvic T2 , Liginiac T1 et T2, Millevaches...	SYNDICAT DE LA DIEGE		Etablissement public - syndicat mixte	108 705,00
- Part. CD19-2024/Délib 2024-08/Syndicat Mixte Aérodrome Brive Souil.	AEROPORT BRIVE SOUILLAC		Etablissement public - syndicat mixte	857 845,50
- Place Pierre Chaumeil : création de logements	SAINTE-FEREOLE		Commune	120 000,00
- Subvention d'équilibre de fonctionnement CDS 2024	CORREZE SANTE		Etablissement public de santé	730 000,00
- Travaux de réaménagement du centre touristique de Miel T1	BEYNAT		Commune	120 000,00
- CCI - CONVENTION 2024	CCI CORREZE		Etablissement public national - organisme consulaire	100 000,00
- Rénovation et agrandissement de la Maison de l'Enfant (multi-accueil) à Egletons	CDC VENTADOUR		Groupement de collectivités	85 200,00
- Réhabilitation des vestiaires du stade des bruyères - Tranche 2	SOURSAC		Commune	84 303,00
- Extension des vestiaires du stade des bruyères - Tranche 1	SOURSAC		Commune	89 147,00
- 2024 - SUBVENTION CORREZE INGENIERIE	CORREZE INGENIERIE		Etablissement public - syndicat mixte	155 000,00
- AIDE AU FONCTIONNEMENT	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE		Etablissement public national - organisme consulaire	145 000,00
- renovation de l'Hotel Restaurant - partie commerciale	GIMEL-LES-CASCADES		Commune	105 350,00
- Réalisation d'une salle d'activités au Parc des Sports	MALEMORT		Commune	76 888,00
- Réhabilitation-création multiservices Résidence intergénérationnelle	DAVIGNAC		Commune	85 600,00
- tourisme - subv fonct MAD 2024	ADRT - CORREZE TOURISME		Association déclarée	230 000,00
- tourisme - subvention fonctionnement 2024	ADRT - CORREZE TOURISME		Association déclarée	755 000,00
- Rénovation de l'Hôtel restaurant au bourg	GIMEL-LES-CASCADES		Commune	82 547,00
- Création d'un terrain football en gazon synthétique	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE		Commune	120 000,00
- Restructuration AEP du secteur de Bouysse commune de Corrèze	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZE		Etablissement public - syndicat mixte	77 177,00
- Restructuration AEP - Projet Vézère Secteur Montane	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZE		Etablissement public - syndicat mixte	1 817 619,00
- Subvention fonctionnement 2024 - acompte avant BP 2024	ADRT - CORREZE TOURISME		Association déclarée	200 000,00
- Construction d'un atelier relais pour installer une unité de production (ganivelles)	CC VEZERE MONEDIERES MILLESOUR		Groupement de collectivités	100 000,00
- SUB. FCT. CHANTIERS INSERTION	ASSOC. RESTAURANTS DU COEUR		Association déclarée	332 600,00
- Dotation voirie 2024	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO		Groupement de collectivités	279 245,00
- Dotation voirie 2024	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	79 057,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Dotation voirie 2024	SYNDICAT BELLOVIC -BG		Etablissement public - syndicat mixte	90 000,00
- Dotation voirie 2024	CDC MIDI CORREZIEN		Groupement de collectivités	77 401,00
- Construction d'une micro crèche	CHAMBERET		Commune	79 515,00
- Rénovation de l'éclairage public : Communes d'Ussel, Palisse et Neuvic	SYNDICAT DE LA DIEGE		Etablissement public - syndicat mixte	100 182,00
- Réhabilitation d'un bâtiment communal pour création d'un bar-restaurant et d'un logement	EYBURIE		Commune	75 200,00
- Aménagement structurant entrée de ville RD148E1-Tranche2	OBJAT		Commune	300 000,00
- Aménagement structurant entrée de ville RD148E1-Tranche1	OBJAT		Commune	300 000,00
- Réhabilitation de 31 logements quartier des Chapélies à BRIVE	OPHLM BRIVE		Etablissement public local	77 500,00
- Réhabilitation du foirail	EGLETONS		Commune	79 767,00
- Rénovation du cinéma "Le Soubise"	MEYMAC		Commune	80 000,00
- Travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement du bourg	MEYMAC		Commune	96 200,00
- Travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement du bourg	MEYMAC		Commune	96 200,00
- Gymnase Près Soubise	MEYMAC		Commune	90 000,00
- Travaux de restructuration de la desserte en eau potable de la commune de Saint-Solve	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE		Groupement de collectivités	95 350,00
- Subvention de fonctionnement 2024	L'EMPREINTE		Etablissement public national	80 000,00
- Fonctionnement du conservatoire à rayonnement départemental de Brive 2023/2024	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	83 800,00
- Fonctionnement de l'Ecole Théadamuse 2024 et aide aux élèves	ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC		Association déclarée	126 600,00
- Fonctionnement du conservatoire à rayonnement départemental de Tulle 2023/2024	TULLE		Commune	115 700,00
- Projets culturels et accompagnement des associations du département	FAL 19		Association déclarée	80 000,00
- Subvention de fonctionnement 2024	ADM 19		Association déclarée	116 000,00
- Subvention de fonctionnement 2024	ALOES 19		Association déclarée	520 000,00
- SUBVENTION 2024 - CLASSES DE DECOUVERTE	ODCV TULLE		Association déclarée	207 000,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte de l'aménagement touristique du Lac de Bort	11/01/1975	50%	144 000,00
Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional "Millevaches en limousin"	17/10/2003	2,80 euros / hab. base population DGF	76 974,80
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Principal	17/03/2006	11,25%	152 099,26
Syndicat Mixte pour la création de l'aéroport Brive-Souillac	28/10/2011	25%	1 107 845,50
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
Groupement Syndical Forestier Les Agriers	30/05/1975	50%	17 900,00
Etablissement Public Interdépartemental Dordogne (EPIDOR)	27/02/1995	16%	66 217,00
Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou	14/11/1997	50%	5 000,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Goupement d'intérêt public	Maison Départementale des Personnes Handicapées	15/12/2005	15/12/2005	SPA	non
Etablissement public administratif	Corrèze Ingénierie (assistance technique aux communes et EPCI)	29/03/2013	29/03/2013	SPA	oui
Etablissement public administratif	Centre Supervision	22/12/2023	07/07/2023	SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Service social et médico-social	Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille	30/11/1984	30/11/1984	22192720500064	SPA	non
Lutte contre la désertification médicale	Corrèze Santé	01/01/2019	28/11/2018	22192720500528	SPA	non
Régie à seule autonomie financière	Corrèze Autonomie	01/01/2024	07/04/2023	22192720500601	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**59 461 708,81**	**491 982,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**41 061 185,96**	**480 095,00**	
01/01/2024	2024M00034 - BFV-Archives Fonds documentaires	2024M00034	6 131,53	0,00	1
01/01/2024	2024M00035 - BFV-Autres immobilisations corporelles	2024M00035	64 826,67	0,00	1
01/01/2024	2024M00036 - BFV-Bibliothèque de Prêt Fonds documentaires	2024M00036	195 145,95	0,00	1
01/01/2024	2024M00047 - BFV-Matériel de téléphonie	2024M00047	20 841,35	0,00	1
01/01/2024	2024M00048 - BFV-Matériel informatique scolaire	2024M00048	5 527,56	0,00	1
01/01/2024	2024M00049 - BFV-Matériels de bureau et mobiliers non scolaire	2024M00049	55 720,33	0,00	1
01/01/2024	2024O00006 - Log.Gest°Act°Sociale Trans Habitat/SOLIS	2024O00006	742 812,53	0,00	5
01/01/2024	2024O00012 - Logiciel ABYLA-STONAL	2024O00012	2 830,94	0,00	5
01/01/2024	2024O00013 - Progiciel Genesis-WORLDLINE	2024O00013	132 090,95	0,00	5
01/01/2024	2024O00014 - Logiciel Grand Angle-CGI	2024O00014	73 451,51	0,00	5
01/01/2024	2024S00004 - Aides à l'inv. des associations et des entreprises	2024S00004	149 437,45	0,00	30
01/01/2024	2022B00103 - Col.Allassac-Perform. énergét. Internat Excellence	2022B00103	528 990,59	21 159,00	25
01/01/2024	2022I00001 - Déviation de Malemort	2022I00001	2 522 475,36	0,00	0
01/01/2024	2023B00090 - Col. Bort-Rempl. menuiseries ext. /volets roulants	2023B00090	24 695,53	987,00	25
01/01/2024	2023B00107 - Site Touron-Amén. point d'eau incendie artificiel	2023B00107	30 967,68	2 064,00	15
01/01/2024	2024B00003 - MSD Ussel-Installations, aménagements	2024B00003	25 869,39	0,00	15
01/01/2024	2024B00005 - CDEF Brive-Installations, aménagements	2024B00005	7 883,22	0,00	15
01/01/2024	2024B00006 - Collège Cabanis Brive-Installations, aménagements	2024B00006	37 974,63	0,00	15
01/01/2024	2024B00008 - Domaine de Sédières-Installations, aménagements	2024B00008	3 394,91	0,00	15
01/01/2024	2024B00014 - CERBF Beynat-Installations, aménagements	2024B00014	11 940,00	0,00	15
01/01/2024	2024B00015 - CERBF La Roche Canillac-Installations,aménagements	2024B00015	8 076,90	0,00	15
01/01/2024	2024B00016 - CERBF Ladignac-Installations, aménagements	2024B00016	2 220,00	0,00	15
01/01/2024	2024B00017 - MDSAP Beynat-Installations, aménagements	2024B00017	2 340,00	0,00	15
01/01/2024	2024B00018 - MSD Meyssac-Installations, aménagements	2024B00018	2 340,00	0,00	15
01/01/2024	2024B00019 - Maison du Tourisme-Installations, aménagements	2024B00019	2 340,00	0,00	15
01/01/2024	2024B00025 - Marbot bâtiment A-Installations, aménagements	2024B00025	46 988,15	0,00	15
01/01/2024	2024B00026 - Marbot bâtiment B-Installations, aménagements	2024B00026	12 375,60	0,00	15
01/01/2024	2024B00027 - Marbot bâtiment D-Installations, aménagements	2024B00027	5 720,84	0,00	15
01/01/2024	2024B00028 - Marbot bâtiment F-Installations, aménagements	2024B00028	66 661,88	0,00	15
01/01/2024	2024B00034 - CERBF Beaulieu-Installations, aménagements	2024B00034	12 962,39	0,00	15
01/01/2024	2024B00035 - MSD Argentat-Installations, aménagements	2024B00035	14 870,71	0,00	15
01/01/2024	2024B00044 - Chamonix-Installations, aménagements	2024B00044	11 881,20	0,00	15
02/01/2024	2024M00031 - CERBF Seilhac-3 vestiaires avec banc-MAVIPAL	2024M00031	3 239,00	323,00	10

Accusé de réception préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
02/01/2024	2024M00002 - 2021/15-50 écrans LED HP P24H G5 23,8P-CALESTOR	2024M00002	7 077,00	1 411,00	5
03/01/2024	2024M00019 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-115-XY	2024M00019	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00020 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-165-XY	2024M00020	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00021 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-444-XW	2024M00021	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00022 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-288-XW	2024M00022	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00023 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-130-XY	2024M00023	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00024 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-416-XW	2024M00024	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00025 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-372-XW	2024M00025	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00026 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-208-XY	2024M00026	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00027 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-309-XW	2024M00027	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00028 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-181-XY	2024M00028	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00029 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-352-XW	2024M00029	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00003 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-075-XY	2024M00003	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00005 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-459-XW	2024M00005	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00006 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GT-798-GM	2024M00006	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00007 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-339-XW	2024M00007	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00008 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-386-XW	2024M00008	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00009 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-330-XW	2024M00009	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00010 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-254-XW	2024M00010	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00011 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-094-XY	2024M00011	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00012 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-208-XW	2024M00012	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00013 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-224-XY	2024M00013	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00014 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-361-XW	2024M00014	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00015 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-155-XW	2024M00015	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00016 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-191-XY	2024M00016	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00017 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-433-XW	2024M00017	16 238,76	2 306,00	7
03/01/2024	2024M00018 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GS-397-XW	2024M00018	16 238,76	2 306,00	7
04/01/2024	2024B00047 - MSD Brive-Ouest-Raccordement fibre optique Dorsal	2024B00047	11 666,88	770,00	15
05/01/2024	2023M00190-ROUTES - PMV TRITON 200/TRIANGLE 700 pr Kangoo Express Van	2023M00190-ROUTES	7 715,30	762,00	10
08/01/2024	2024B00052 - Collège Cabanis-Faux plafonds et isolation	2024B00052	47 178,01	1 850,00	25
17/01/2024	2024O00002 - Bât.ERP-Réactual° ADAP & prog° opér° accessibilité	2024O00002	5 460,00	1 044,00	5
23/01/2024	2024M00032 - BFV-Matériel informatique non scolaire	2024M00032	104 119,72	0,00	1
23/01/2024	2024M00038 - Com°-Mac mini Apple M2 Pro CPU 10 GPU 16-ARESTE	2024M00038	1 698,00	318,00	5
23/01/2024	2024O00001 - Logiciel KSL (Archives)-NAELAN	2024O00001	4 729,20	0,00	5
23/01/2024	2024I00001 - Réseaux de voirie	2024I00001	21 718 734,01	0,00	0
24/01/2024	2024O00003 - AIRS Délib-DIGITECH STE	2024O00003	41 264,19	0,00	5
24/01/2024	2024O00004 - ENERGISME N'GAGE-Comptage cons° énergétiq.des bât.	2024O00004	40 040,21	0,00	5
25/01/2024	2022M00101-ROUTE - FOURGON RENAULT MASTER L2H2 dCI 135CH-GT-023-CJ	2022M00101-ROUTE	45 171,60	6 029,00	7
25/01/2024	2024M00052-ROUTES - PMV JANUS 200/TRIANGLE 1250 pour Master L2H2	2024M00052-ROUTES	15 484,04	1 446,00	10

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/01/2024	2024M00062 - Sonde sécurisat° du réseau Trend Micro NDR-INTEGRA	2024M00062	23 120,40	4 308,00	5
31/01/2024	2024B00012 - Locaux ex. PRD Chameyrat-Installat°, aménagements	2024B00012	25 815,27	0,00	15
01/02/2024	2024M00058 - Routes COR-Boitier Black Box Freedom II KVM	2024M00058	1 915,20	350,00	5
01/02/2024	2024M00063 - 50 téléphones Samsung Galaxy A14 5G 64Go-ORANGE	2024M00063	11 280,00	2 064,00	5
05/02/2024	2024M00039 - Centre Supervis°-Caméra démonstrat° Axis P1465-LE	2024M00039	898,80	161,00	5
05/02/2024	2024M00040 - Centre Supervis°-Caméra démonstrat° Axis P3265-LVE	2024M00040	898,80	161,00	5
05/02/2024	2024M00041 - Centre Supervis°-Caméra démonstrat° Axis Q61355-LE	2024M00041	3 178,80	574,00	5
05/02/2024	2024M00042 - Centre Supervis°-Caméra démonstrat° Axis P3719-LE	2024M00042	2 038,80	368,00	5
05/02/2024	2024M00043 - Centre Supervis°-Caméra démonstrat° Axis Q1700-LE	2024M00043	1 606,80	290,00	5
05/02/2024	2024M00044 - Centre Supervis°-Bloc caméras démo. Q6010+Q6075-LE	2024M00044	6 117,60	1 106,00	5
05/02/2024	2024M00045 - Supervis°-Caméra démo. nomade fixe Axis P3265-LVE	2024M00045	7 785,60	1 408,00	5
05/02/2024	2024M00105 - Col.Rollinat-Remplacement pièces du lave-vaisselle	2024M00105	7 399,36	1 337,00	5
06/02/2024	2024M00046 - BFV-Matériel et outillage technique	2024M00046	35 099,33	0,00	1
06/02/2024	2024M00057-ROUTES - Souffleur à dos STIHL BR800C-E	2024M00057-ROUTES	704,82	126,00	5
06/02/2024	2024-01080-01 - Bort-Rénov° énergétique écoles J.Jaurès & J.Zay-T1	2024-01080-01	40 000,00	1 201,00	30
06/02/2024	2024B00023 - MSD Egletons-Installations, aménagements	2024B00023	17 191,31	0,00	15
06/02/2024	2024B00024 - Peloton A89 Corrèze Gimel-Lotissement AUXIFIP	2024B00024	81 516,70	0,00	15
07/02/2024	2024O00005 - Corrèze TéléAssistance-Sage Business Cloud Paie	2024O00005	4 320,00	0,00	5
07/02/2024	2022B00017 - Col.Allassac-Restructur. DP,créat° 4 salles classe	2022B00017	1 528 429,07	54 956,00	25
09/02/2024	2024M00055-ROUTES - Servante Atelier CLAAS-Habilit°véhicules électric.	2024M00055-ROUTES	4 007,54	715,00	5
09/02/2024	2024B00029 - MSD Brive-Ouest-Installations, aménagements	2024B00029	5 929,15	0,00	15
09/02/2024	2024B00030 - MSD Brive-Est-Installations, aménagements	2024B00030	58 999,43	0,00	15
12/02/2024	2024M00054 - BFV-Matériel et outillage de voirie	2024M00054	19 493,93	0,00	1
14/02/2024	2024O00007 - BFV-Concessions et droits similaires	2024O00007	11 466,03	0,00	1
14/02/2024	2024O00008 - SI Routier-Pack optimum de documents DICT-SOGELINK	2024O00008	22 752,00	0,00	5
14/02/2024	2024O00009 - Logiciel MULTIGEST (GED) EFALIA	2024O00009	67 435,49	0,00	5
15/02/2024	2024B00180 - MSD Ussel-Rénovation des équipements éclairage LED	2024B00180	17 995,93	1 051,00	15
19/02/2024	2024I00002 - Installations de voirie	2024I00002	164 257,12	0,00	0
21/02/2024	2024M00067 - MDD Ussac-Copieur IM C3010A-RICOH	2024M00067	4 037,78	694,00	5
21/02/2024	2024B00062 - CDEF Brive-Mise en conformité électrique du logemt	2024B00062	10 301,57	590,00	15
22/02/2024	2024M00056-ROUTES - Poste à souder PRESTO 190C	2024M00056-ROUTES	1 029,50	175,00	5
22/02/2024	2024M00060-ROUTES - Niveau laser GLL 3-80 CG Professional (+ trépied)	2024M00060-ROUTES	855,60	146,00	5
22/02/2024	2024F00002 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse Sect° A n°601	2024F00002	4 523,22	0,00	0
22/02/2024	2024F00003 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse Sect° E n°110	2024F00003	2 279,61	0,00	0
22/02/2024	2024F00004 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse Sect° E n°119	2024F00004	2 843,22	0,00	0
22/02/2024	2024F00005 - Réserve Luzège-Lamazière-Basse A405-A602-A605-A606	2024F00005	7 969,66	0,00	0
22/02/2024	2024F00009 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A373-A298	2024F00009	14 185,82	0,00	0
22/02/2024	2024F00010 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A610-A611	2024F00010	4 511,20	0,00	0
28/02/2024	2024O00010 - Corrèze TéléAssistance-Logiciel OCTIME	2024O00010	15 725,84	0,00	5
29/02/2024	2024B00074 - MSD Brive-Est-Rénovation des éclairages en LED	2024B00074	10 406,40	581,00	15
01/03/2024	2024O00011 - Logiciel Eudonet	2024O00011	1 800,00	0,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
05/03/2024	2023M00223-ROUTES - PMV AXIMUM HERMES Energreen 200/Triangle 1250	2023M00223-ROUTES	10 729,20	884,00	10
06/03/2024	2024B00075 - CERBF Lapleau-Rénovation des éclairages en LED	2024B00075	4 971,00	272,00	15
08/03/2024	2024M00068 - PMI-2 bilirubinomètres DAVID BM-100A-TUL'MEDIC	2024M00068	4 160,00	679,00	5
13/03/2024	2024M00070 - Stand Flash cross E227 + Vertical Stand Quieto 800	2024M00070	2 364,24	379,00	5
18/03/2024	2024M00072 - 2021/16-15 ordi portables HP ProBook 450G9 i5	2024M00072	17 244,00	2 722,00	5
18/03/2024	2024B00049 - MSD Uzerche-Installations, aménagements	2024B00049	11 292,29	0,00	15
19/03/2024	2024O00017 - Logiciel Neptune-DLM SOFT	2024O00017	3 600,00	0,00	5
19/03/2024	2024B00050 - CERBF St Privat-Installations, aménagements	2024B00050	7 475,53	0,00	15
20/03/2024	2024O00018 - SI Routes-Visual Planning	2024O00018	22 924,80	0,00	5
20/03/2024	2024B00051 - Musée J. Chirac Sarran-Installations, aménagemts	2024B00051	42 512,57	0,00	15
21/03/2024	2024B00053 - Marbot bâtiment C-Installations, aménagements	2024B00053	3 345,02	0,00	15
21/03/2024	2024B00054 - Collège Beynat-Installations, aménagements	2024B00054	27 623,98	0,00	15
25/03/2024	2024M00074 - Centre Superv°-Baie 47U 800X1000 hébergmt serveurs	2024M00074	1 440,00	221,00	5
25/03/2024	2024B00048 - MSD Malemort (Rue Bessemer)-Aménagements RDC	2024B00048	29 976,78	1 539,00	15
26/03/2024	2024B00055 - Collège Ussel-Installations, aménagements	2024B00055	59 492,67	0,00	15
26/03/2024	2024B00057 - CERBF Larche-Installations, aménagements	2024B00057	7 182,80	0,00	15
27/03/2024	2024O00019 - Services KIOSK et KBOX	2024O00019	22 209,60	0,00	5
28/03/2024	2024F00011 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse Sect° A n°381	2024F00011	1 738,12	0,00	0
28/03/2024	2024M00076 - Musée Sarran-22 écrans tactiles résistifs PANEL PC	2024M00076	21 120,00	3 219,00	5
28/03/2024	2024M00079 - iPad Pro 11 (Gen4) Wifi+Cellular 256Go Grey-ARESTE	2024M00079	1 593,20	242,00	5
08/04/2024	2024M00078 - Marbot-2 capteurs radon connectés SPIRIT-RADONOVA	2024M00078	2 039,00	298,00	5
10/04/2024	2024O00020 - Logiciel PRISM-NEOGLS	2024O00020	3 780,00	0,00	5
10/04/2024	2024O00028 - Corrèze Autonomie-Applicat° WISAPP-WISY	2024O00028	61 266,96	0,00	5
10/04/2024	2024M00082 - 2021/16-15 ordi portables HP ProBook 450G9 i5	2024M00082	17 244,00	2 505,00	5
14/04/2024	2024F00013 - Sédières-Balisage de 2 circuits de randonnées	2024F00013	1 000,00	0,00	0
15/04/2024	2024M00084 - Agents ICA-Copieur IM C3010A-RICOH	2024M00084	4 037,78	575,00	5
15/04/2024	2024M00085 - Système visioconférence dans salle G. Bonnet-RICOH	2024M00085	16 560,00	2 361,00	5
16/04/2024	2024O00026 - Licence ULS JAVA Oracle	2024O00026	7 039,33	999,00	5
16/04/2024	2024M00077-ROUTES - Tondeuse débrousailleuse GRILLO CLIMBER 10.27 4RM	2024M00077-ROUTES	12 351,05	877,00	10
17/04/2024	2024O00021 - Logiciel Mensura-SOGELING ENGINEERING	2024O00021	6 233,39	0,00	5
18/04/2024	2024O00022 - Musée Sarran-2 visuels (photos)+droits d'exploit°	2024O00022	2 200,00	310,00	5
18/04/2024	2024M00083 - BFV-Matériel de bureau et mobilier scolaire	2024M00083	7 857,54	0,00	1
18/04/2024	2024B00063 - CERBF Meymac-Installations, aménagements	2024B00063	8 847,57	0,00	15
18/04/2024	2024B00064 - CERBF Ussel-Installations, aménagements	2024B00064	927,58	0,00	15
18/04/2024	2024B00065 - CERBF Corrèze-Installations, aménagements	2024B00065	9 533,95	0,00	15
18/04/2024	2024B00066 - CERBF Treignac-Installations, aménagements	2024B00066	9 917,12	0,00	15
18/04/2024	2024B00070 - MSD Malemort (Rue Bessemer)-Réfection des 3 étages	2024B00070	47 130,00	2 214,00	15
18/04/2024	2024B00071 - MSD Malemort-Porte entrée alu blanc double vantaux	2024B00071	5 392,09	253,00	15
19/04/2024	2024O00024 - Logiciel REPERES-RCF	2024O00024	3 165,49	0,00	5
22/04/2024	2024B00069 - MSD Brive-Centre (CCI)-Installations, aménagements	2024B00069	184 742,00	0,00	15

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250401-CD2024_CA_DFT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
25/04/2024	2024B00073 - Archives-Installations, aménagements	2024B00073	27 726,59	0,00	15
26/04/2024	2023M00228-ROUTES - FOURGON RENAULT MASTER TOLE L2H2 135CH- GV-215-DB	2023M00228-ROUTES	40 372,49	3 939,00	7
26/04/2024	2024M00098 - Com°-2 bannières 21mx7m maille drapeau M1 110g/m²	2024M00098	4 740,00	647,00	5
29/04/2024	2024B00079 - CERBF Neuvic-Installations, aménagements	2024B00079	17 612,71	0,00	15
29/04/2024	2024M00089 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GV-308-ZW	2024M00089	16 288,76	1 569,00	7
29/04/2024	2024M00090 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GV-997-ZV	2024M00090	16 288,76	1 569,00	7
29/04/2024	2024B00078 - CERBF Egletons-Installations, aménagements	2024B00078	16 351,20	0,00	15
30/04/2024	2024B00080 - Corrèze Autonomie(Naves)-Achat bât.bureaux/parking	2024B00080	457 082,06	10 240,00	30
02/05/2024	2024B00086 - MSD Malemort(Rue Bessemer)-Aménagements 2ème étage	2024B00086	29 961,48	1 331,00	15
02/05/2024	2024B00087 - MSD Malemort (Rue Bessemer)-Aménagements 1er étage	2024B00087	29 946,18	1 330,00	15
03/05/2024	2024B00081 - CERBF Ayen-Installations, aménagements	2024B00081	2 220,00	0,00	15
03/05/2024	2024B00082 - CERBF Lubersac-Installations, aménagements	2024B00082	2 793,71	0,00	15
03/05/2024	2024B00083 - CERBF Tulle-Installations, aménagements	2024B00083	2 220,00	0,00	15
03/05/2024	2024B00084 - CERBF Ussac-Installations, aménagements	2024B00084	2 362,80	0,00	15
03/05/2024	2024B00085 - CERBF Seilhac-Installations, aménagements	2024B00085	6 780,00	0,00	15
13/05/2024	2024M00159 - Collège Merlines (salle de sciences)-Mobiliers	2024M00159	14 886,49	947,00	10
13/05/2024	2024B00068 - Maison Lapleau (Les Pradelles)-Démolit° p/sécuris°	2024B00068	29 757,60	1 262,00	15
14/05/2024	2024B00088 - Résidence Turenne-Installations, aménagements	2024B00088	1 197,60	0,00	15
14/05/2024	2024B00090 - CERBF Argentat-Installations, aménagements	2024B00090	2 660,23	0,00	15
14/05/2024	2024B00091 - CERBF Mercoeur-Installations, aménagements	2024B00091	2 220,00	0,00	15
15/05/2024	2024O00029 - Logiciel GEO-CIRIL GROUP	2024O00029	13 209,36	0,00	5
15/05/2024	2024O00030 - Logiciel Global Ticketing System (GTS)-VIVATICKET	2024O00030	18 789,20	0,00	5
15/05/2024	2024M00091 - Accueil Musée Sarran-2 écrans tactiles DELL 23.8"	2024M00091	915,60	115,00	5
15/05/2024	2024M00092 - 2021/15-30 écrans HP G5 23.8IN 1920x1080 64W34AA	2024M00092	4 246,20	535,00	5
15/05/2024	2024M00093 - 2021/16-29 ordi portables HP ProBook 450G9 i5	2024M00093	30 937,20	3 904,00	5
15/05/2024	2024M00094 - Musée Sarran-3 écrans tactiles résistifs PANEL PC	2024M00094	2 952,00	372,00	5
15/05/2024	2024M00095 - 2021/15-100 ordi HP Pro Mini 400 G9 i5/8GB/256	2024M00095	68 647,20	8 665,00	5
15/05/2024	2024M00096 - 2021/15-30 écrans HP P22H G5 P-SERIES 64W30AA#ABB	2024M00096	4 021,20	507,00	5
15/05/2024	2024M00097 - 2021/15-40 écrans HP 21.5IN 1920x1080 Réf. 64W30AA	2024M00097	5 361,60	676,00	5
15/05/2024	2024M00099 - Centre Superv°-8 écrans 55" LCD 4K SONY FW-55BZ40L	2024M00099	12 154,37	1 533,00	5
15/05/2024	2024M00100 - Centre Superv°-Mobilier pr mur images 8 écrans 55"	2024M00100	10 843,62	1 368,00	5
15/05/2024	2024M00101 - Centre Superv°-Mobilier pour hébergement serveurs	2024M00101	1 221,40	154,00	5
15/05/2024	2024M00103 - Superv°-Equipts garantissant sécurité des données	2024M00103	13 025,63	1 644,00	5
15/05/2024	2024M00104 - Centre Supervision-7 écrans 24" 4K IIYAMA ProLite	2024M00104	1 939,31	244,00	5
16/05/2024	2024O00031 - Logiciel HOROQUARTZ	2024O00031	32 328,98	0,00	5
16/05/2024	2024M00110 - CERBF Argentat-Penderie chauffante 10 pers. galva	2024M00110	2 595,58	326,00	5
17/05/2024	2024O00033 - Supervis°-Applicat° vidéoprotect°, éqpts, serveurs	2024O00033	376 525,73	47 117,00	5
21/05/2024	2024B00093 - Centre Supervision Naves-Installations, aménagemts	2024B00093	104 254,03	0,00	15
21/05/2024	2024M00106 - Sédières-6 enceintes 2 voies 12" Electro-Voice	2024M00106	9 784,80	1 202,00	5
21/05/2024	2024M00107 - Sédières-2 palans ChainMaster RiggingLift D8 320kg	2024M00107	4 608,00	566,00	5
21/05/2024	2024M00108 - Sédières-2 récepteurs numériq.Simple Shure ULD-D 4	2024M00108	2 510,81	308,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
22/05/2024	2024B00097 - MSD Bort-Les-Orgues-Installations, aménagements	2024B00097	1 908,00	0,00	15
22/05/2024	2024O00032 - Progiciel Astre RH-INETUM	2024O00032	115 419,48	0,00	5
22/05/2024	2024M00088-ROUTES - Routes Laboratoire-Scie électrique sur table 450mm	2024M00088-ROUTES	3 569,24	436,00	5
23/05/2024	2024O00034 - Visual TOM-ABSYSS	2024O00034	15 913,81	0,00	5
24/05/2024	2024M00111 - 2021/15-75 ordi HP Pro Mini 400 G9 i5/8GB/256	2024M00111	51 485,40	6 245,00	5
27/05/2024	2024O00035 - Logiciel LITTERALIS-SOGELINK	2024O00035	18 911,06	0,00	5
27/05/2024	2024M00087-ROUTES - Poste à souder KEMPACT RA 251 R (Carrosserie)	2024M00087-ROUTES	4 382,40	524,00	5
31/05/2024	2024M00119 - 20 fauteuils de bureau noirs Tertio S	2024M00119	6 187,62	363,00	10
31/05/2024	2024O00036 - Corrèze TéléAssistance-Mise en service Syst. AVAYA	2024O00036	10 650,79	0,00	5
01/06/2024	2024F00016 - Réserve Luzège-Lamazière-Basse A365-366-E112	2024F00016	619,62	0,00	0
03/06/2024	2024M00113 - Amén. poste L. DOUCE-Siège, repose-pied, clavier	2024M00113	3 018,50	174,00	10
03/06/2024	2023B00011 - Centre Supervision Déptal-Réaménagement des locaux	2023B00011	88 198,96	3 405,00	15
04/06/2024	2024B00098 - MDSAP Mercoeur-Installations, aménagements	2024B00098	2 340,00	0,00	15
04/06/2024	2024M00115 - MSD Malemort(Rue Bessemer)-Copieur IM C3010A-RICOH	2024M00115	4 037,78	465,00	5
07/06/2024	2024M00080-ROUTES - Système remplacement pare-brise (bras de levage)	2024M00080-ROUTES	3 345,60	380,00	5
15/06/2024	2024M00121 - Pérols sur Vézère-Abri vélos Edimbourg bois 2 box	2024M00121	7 314,00	798,00	5
17/06/2024	2024B00102 - Unité de Répit(ex. IUFM)-Installations, aménagemts	2024B00102	76 693,20	0,00	15
17/06/2024	2024B00103 - Marbot bât. G Pavillon Saintipoly-Inst°, aménagmts	2024B00103	1 433,80	0,00	15
17/06/2024	2024M00116 - Marbot Cuisine Self-Armoire frigorif. CONCEPT GRAM	2024M00116	1 872,00	202,00	5
17/06/2024	2024O00038 - Progiciel SOLATIS-ARCHE MC2	2024O00038	913,20	0,00	5
18/06/2024	2024B00106 - Centre Sportif Bugeat-Installations, aménagements	2024B00106	5 781,84	0,00	15
18/06/2024	2024B00107 - Col.Ussel-Clôture séparative école musique/collège	2024B00107	16 116,30	578,00	15
18/06/2024	2024B00111 - MSD Malemort-Rénov° sanitaires & espace restaurat°	2024B00111	3 223,37	115,00	15
18/06/2024	2024M00117 - Col. Uzerche-Coupe pains SAMMIC CP250-EQUIP FROID	2024M00117	1 914,00	205,00	5
18/06/2024	2024M00118 - Col. Ussel-Enregistreur de température MICROLIDE	2024M00118	3 450,00	371,00	5
18/06/2024	2024M00120 - Col.Bort-Armoire à pharmacie & lit métal 80x190	2024M00120	1 884,86	101,00	10
18/06/2024	2024-01688-01 - Saint Cyr La Roche-Réhabilitat° salle polyvalente	2024-01688-01	40 000,00	717,00	30
24/06/2024	2023M00091-ROUTES - TRACTEUR CLAAS ARION 530	2023M00091-ROUTES	110 807,32	5 782,00	10
24/06/2024	2023M00092-ROUTES - TRACTEUR CLAAS ARION 530	2023M00092-ROUTES	110 807,32	5 782,00	10
24/06/2024	2023M00093-ROUTES - TRACTEUR CLAAS ARION 530	2023M00093-ROUTES	110 807,32	5 782,00	10
24/06/2024	2023M00094-ROUTES - EPAREUSE NOREMAT OPTIMA M51	2023M00094-ROUTES	50 759,43	2 648,00	10
24/06/2024	2023M00095-ROUTES - EPAREUSE NOREMAT OPTIMA M51	2023M00095-ROUTES	50 759,43	2 648,00	10
24/06/2024	2023M00096-ROUTES - EPAREUSE NOREMAT OPTIMA M51	2023M00096-ROUTES	50 759,43	2 648,00	10
25/06/2024	2024F00014 - Réserve Luzège-Lamazière-Basse A593-A631-A371	2024F00014	12 683,18	0,00	0
25/06/2024	2024F00015 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A368-E118	2024F00015	6 774,61	0,00	0
27/06/2024	2024M00157 - Marbot Bât.A Repro-Pupitre bois pliable sonorisé	2024M00157	8 316,00	854,00	5
27/06/2024	2022B00093 - Centre Bugeat-Traitement et rénovation des façades	2022B00093	486 564,82	8 330,00	30
27/06/2024	2024-01158-01 - Syndicat Diège-Rén° éclairage Ussel,Palisse,Neuvic	2024-01158-01	94 987,00	1 626,00	30
27/06/2024	2024F00018 - Gravières Argentat-Valorisat° & restaur° écologiq.	2024F00018	32 313,10	1 106,00	15
28/06/2024	2024B00135 - MSD Tulle (RdC permanences)-Plâtrerie, peinture	2024B00135	23 778,85	809,00	15
28/06/2024	2024M00130 - Col.Argentat-140 chaises coque dt 70 anis/70 pêche	2024M00130	11 982,82	612,00	10

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/07/2024	2024M00129 - Collège Beaulieu-Mixeur DYNAMIC (bloc moteur+bras)	2024M00129	619,20	61,00	5
02/07/2024	2024M00131 - 3 terminaux code-barres mobiles Zebra TC52(GESCAR)	2024M00131	4 570,16	457,00	5
02/07/2024	2024B00089 - Musée Sarran-Chantier accessibilité chemin d'accès	2024B00089	86 977,38	1 449,00	30
03/07/2024	2023B00089 - Col.Beynat-Rempl. menuiseries ext./volets roulants	2023B00089	101 558,69	2 019,00	25
04/07/2024	2024F00017 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse Sect° A n°408	2024F00017	370,68	0,00	0
05/07/2024	2024B00117 - MSD Tulle (bât. E)-Installations, aménagements	2024B00117	21 220,72	0,00	15
05/07/2024	2024M00173 - Collège Bort-Eplucheuse/Essoreuse PES-20 SAMMIC	2024M00173	3 941,78	387,00	5
09/07/2024	2024O00049 - 100 licences Deep Freeze-FARONICS	2024O00049	1 268,40	121,00	5
10/07/2024	2024B00119 - MDSAP Ussel-Installations, aménagements	2024B00119	198 540,32	0,00	15
10/07/2024	2024M00169 - Collèges-100 tablettes Samsung Galaxy Tab A9+ 11"	2024M00169	32 052,60	3 064,00	5
10/07/2024	2024O00044 - Open Data Soft-Licence utilisation plateforme ODS	2024O00044	69 032,27	6 601,00	5
11/07/2024	2024-01476-01 - Lostanges-Construction d'une nouvelle Mairie-T1	2024-01476-01	40 000,00	633,00	30
16/07/2024	2024B00121 - Musée H. Queuille Neuvic-Installations, aménagemts	2024B00121	1 681,10	0,00	15
16/07/2024	2024B00134 - Col. V.Hugo-Rempl. sols des couloirs de l'externat	2024B00134	78 265,20	1 445,00	25
17/07/2024	2024B00122 - Ancien Tribunal d'Ussel-Installations, aménagemts	2024B00122	1 858,80	0,00	15
18/07/2024	2024M00155 - Collège Objat-Sauteuse Rational IVARIO PRO XL	2024M00155	19 194,00	1 751,00	5
23/07/2024	2024O00041 - Logiciel MNESYS (Archives)-NAONED SYSTEMES	2024O00041	56 468,08	0,00	5
24/07/2024	2024B00123 - Collège Neuvic-Installations, aménagements	2024B00123	13 022,57	0,00	15
24/07/2024	2024M00156 - Collège Treignac-Four mixte Rational ICOMBI PRO	2024M00156	17 760,00	1 562,00	5
25/07/2024	2024M00158 - Collège Ussel-Four mixte Rational ICOMBI PRO	2024M00158	17 760,00	1 552,00	5
25/07/2024	2024M00162 - Sédières-Station de lavage/gonflage (ALTAO Modulo)	2024M00162	11 870,40	1 037,00	5
27/07/2024	2024M00152-ROUTES - Palan pneumatique 500 kg CL500K 5m lever 4m	2024M00152-ROUTES	4 380,12	378,00	5
29/07/2024	2024M00163 - SATESE-GPS Garmin Montana 750i portable-LEPONT	2024M00163	850,80	72,00	5
29/07/2024	2024M00177 - Col.Egletons-Four mixte Rational ICOMBI PRO 20-1/1	2024M00177	20 130,00	1 716,00	5
29/07/2024	2024M00178 - Col.Egletons-Four mixte Rational ICOMBI PRO 10-1/1	2024M00178	14 094,00	1 201,00	5
29/07/2024	2024M00179 - Collège Egletons-Sauteuse Rational IVARIO PRO XL	2024M00179	20 070,00	1 710,00	5
29/07/2024	2024M00180 - Collège Egletons-Chariot Rational VARIOMOBIL 2/1GN	2024M00180	1 320,00	112,00	5
31/07/2024	2024M00171 - Corrèze Autonomie-4 téléphones IP Avaya J179-T2I	2024M00171	2 482,46	208,00	5
31/07/2024	2024M00172 - Sédières-Aspirateur eau/poussière bimoteur 2760W	2024M00172	876,00	73,00	5
31/07/2024	2024M00184 - 30 Samsung Galaxy A15 5G bleu nuit 128Go-ORANGE	2024M00184	6 357,60	534,00	5
01/08/2024	2024M00112 - Equip.cycliste Béta EnergySafe:3 casiers de rangmt	2024M00112	3 840,00	321,00	5
01/08/2024	2024O00042 - BFV-Autres immobilisations incorporelles	2024O00042	4 194,00	0,00	1
01/08/2024	2024O00045 - BusinessObjects-DECIVISION	2024O00045	16 862,40	0,00	5
01/08/2024	2024O00047 - Logiciel INSER RH	2024O00047	43 552,30	0,00	5
01/08/2024	2024O00048 - Pateforme Publik-ENTR'OUVERT	2024O00048	16 861,40	0,00	5
02/08/2024	2024M00170 - Valise diagnostic PL PPRO RETROFIT VCI1-2 versVCI4	2024M00170	3 420,00	284,00	5
08/08/2024	2022B00071 - Centre Bugeat-Rénovat° piste atlé.&plateaux sport.	2022B00071	248 876,10	3 308,00	30
13/08/2024	2024B00128 - CERBF Bugeat-Installations, aménagements	2024B00128	7 606,40	0,00	15
20/08/2024	2024B00129 - CERBF Lapleau-Installations, aménagements	2024B00129	3 960,00	0,00	15
20/08/2024	2024B00130 - CERBF Sornac-Installations, aménagements	2024B00130	4 560,00	0,00	15
20/08/2024	2023B00046 - Col.Lurçat-Rempl. menuiseries ext./volets roulants	2023B00046	467 295,72	6 843,00	25
20/08/2024	2024F00012 - Créat° parking suppl. Marbot (au dessus du bât. F)	2024F00012	28 646,60	0,00	0

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
21/08/2024	2024B00133 - MDPH Tulle (Rue Ramon)-Installations, aménagements	2024B00133	16 480,55	0,00	15
21/08/2024	2024O00061 - 2000 licences VADE for M365 Email Security Premium	2024O00061	76 652,40	5 570,00	5
23/08/2024	2024M00189 - Col. Argentat-Mobilier CDI (tables,chaises,rayons)	2024M00189	17 534,39	627,00	10
23/08/2024	2024M00211 - Sécur° accès internet Collèges-10 routeurs FG-81F	2024M00211	28 572,22	2 045,00	5
26/08/2024	2024I00003 - Chaveroche (Queyriaux)-Travaux réseau fibre	2024I00003	10 262,40	299,00	12
28/08/2024	2024-01023-01 - Egletons-Réhabilitation du foirail	2024-01023-01	79 767,00	915,00	30
30/08/2024	2024O00053 - Refonte infrastructure VEEAM V12-AXIANS	2024O00053	31 556,26	2 138,00	5
30/08/2024	2024M00181-ROUTES - Tracteur KUBOTA F2890 + débroussailleur BFM 120	2024M00181-ROUTES	8 000,00	542,00	5
02/09/2024	2024O00062 - Unité Prest 2.24 Catalogue Switchs lan 2 Cisco	2024O00062	17 100,00	1 130,00	5
02/09/2024	2022O00038 - Ressources en eau et stockage d'eau en Corrèze	2022O00038	165 888,00	10 968,00	5
02/09/2024	2023O00059 - Progr.photovoltaïque sur bitumes (routes,parkings)	2023O00059	29 880,00	1 975,00	5
02/09/2024	2024M00185 - Collège Lubersac-Armoire froide positive ASBER	2024M00185	1 854,00	122,00	5
02/09/2024	2024M00191 - Switchs FC et serveurs V2-AXIANS	2024M00191	40 218,74	2 659,00	5
02/09/2024	2024M00192 - Remise châssis & tiroirs d'extension Lenovo-AXIANS	2024M00192	180 373,20	11 926,00	5
04/09/2024	2024B00149 - Collège Cabanis-Réparat° de 95 fenêtres-MET ALU 19	2024B00149	28 730,28	622,00	15
04/09/2024	2024B00140 - Collège Objat-Mise en place de pavés LED	2024B00140	38 419,20	832,00	15
04/09/2024	2024B00142 - Collège Corrèze-Réfection de deux cages d'escalier	2024B00142	46 088,40	599,00	25
09/09/2024	2024-02344-01 - Ussel-Regroupement des deux écoles maternelles-T1	2024-02344-01	40 000,00	415,00	30
11/09/2024	2024M00196 - Col.Argentat-60 tables universitaires GROM+chariot	2024M00196	5 957,15	182,00	10
12/09/2024	2024O00054 - Logiciel REGARDS-RCF	2024O00054	13 222,16	0,00	5
12/09/2024	2024M00193 - Sédières (V87)-Abri vélos Edimbourg bois 2 box	2024M00193	7 648,80	463,00	5
15/09/2024	2024O00055 - RESAH-100 licences KNOX CONFIGURE DYNAMIC EDIT°	2024O00055	1 348,80	79,00	5
16/09/2024	2022B00016 - Col. V. Hugo-Isolat°, étanchéité toit, amén. SEGPA	2022B00016	290 794,96	3 400,00	25
16/09/2024	2024-00979-01 - Meymac-Réhab.thermique/rénov° Gymnase Près Soubise	2024-00979-01	90 000,00	877,00	30
16/09/2024	2024-00983-01 - Meymac-Rénovation du cinéma "Le Soubise"	2024-00983-01	80 000,00	779,00	30
16/09/2024	2024M00195 - Col.Clémenceau-Ensemble friturier(3 friteuses gaz)	2024M00195	25 194,00	1 472,00	5
18/09/2024	2024M00199 - SSI (stock)-Copieur multifonctions IM C3010A-RICOH	2024M00199	4 037,78	231,00	5
18/09/2024	2024M00200 - CH La Cellette-Copieur multifonctions IM C3010A	2024M00200	4 037,78	231,00	5
20/09/2024	2024M00210 - Sarran (V87)-Box 2 vélos sécurisés Vel'box V3	2024M00210	6 996,90	393,00	5
23/09/2024	2024B00156 - Col.Beaulieu-Distribut°électriq.salle informatique	2024B00156	31 072,87	339,00	25
23/09/2024	2024-01532-01 - Egletons-Réhabilitation accueil de la Mairie-T1	2024-01532-01	40 000,00	364,00	30
23/09/2024	2024-01621-01 - Ussel-Dotation voirie 2024	2024-01621-01	51 755,00	471,00	30
23/09/2024	2024M00197-ROUTES - Caméra inspection canalisations TUBICAM XL60T	2024M00197-ROUTES	5 286,00	288,00	5
23/09/2024	2024M00208 - Restaur°documents archives papier non reliés-Lot 1	2024M00208	35 846,05	1 958,00	5
23/09/2024	2024M00209 - Restaurat° documents archives papier reliés-Lot 2	2024M00209	23 664,19	1 292,00	5
24/09/2024	2024O00057 - Outil de gest° patrimoine immobilier SaaS-ENERBIM	2024O00057	70 330,48	0,00	5
24/09/2024	2024O00058 - Déploiement Androïd 11-ORANGE BUSINESS SERVICES	2024O00058	3 248,05	175,00	5
24/09/2024	2024O00060 - Licence ATEMPO Time Navigator-INTEGRA SYSTEMS	2024O00060	7 304,00	0,00	5
26/09/2024	2024S00091 - Col.Bossuet-Automatisat° portail d'accès extérieur	2024S00091	31 486,00	278,00	30
27/09/2024	2024-02769-01 - Turenne-Restauration générale de la collégiale-T3	2024-02769-01	60 000,00	524,00	30
30/09/2024	2024-01857-01 - Malemort-Création d'un foot five	2024-01857-01	37 500,00	317,00	30

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DRT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
30/09/2024	2024M00236 - Col.Beynat-Cellule refroidissement 40kg FRIULINOX	2024M00236	4 443,24	225,00	5
01/10/2024	2024-00957-01 - St Augustin-Restauration de l'église	2024-00957-01	35 000,00	293,00	30
01/10/2024	2024-02067-01 - St Augustin-Restauration église-Tr. optionnelle	2024-02067-01	39 695,00	332,00	30
04/10/2024	2024M00238 - Amén.poste C.CHAVAGNE-Siège Mojo tissu gpe 1 EVENT	2024M00238	1 102,69	26,00	10
07/10/2024	2024M00247 - Serveur DELL VMWARE (occasion)-INTEGRA SYSTEMS	2024M00247	1 080,00	50,00	5
08/10/2024	2024M00149-ROUTES - Remorque plateau LIDER 32680 PTAC 3500kg	2024M00149-ROUTES	7 066,22	163,00	10
09/10/2024	2024B00160 - CERBF Eygurande-Installations, aménagements	2024B00160	2 778,01	0,00	15
09/10/2024	2024-02556-01 - Aéroport Brive-Souillac-Subv. au Syndicat Mixte	2024-02556-01	264 376,50	2 022,00	30
09/10/2024	2024M00215-ROUTES - Cric rouleur oléopneumatique 60T	2024M00215-ROUTES	2 398,80	109,00	5
09/10/2024	2024M00216-ROUTES - Cric rouleur oléopneumatique 60T	2024M00216-ROUTES	2 398,80	109,00	5
09/10/2024	2024M00242 - 2024/93-30 écrans LED HP P24H G5 23,8P-CALESTOR	2024M00242	3 786,84	173,00	5
10/10/2024	2024-01670-01 - CC Vézère Monédières-Construct° d'1 atelier relais	2024-01670-01	100 000,00	755,00	30
10/10/2024	2024M00243 - Col.Lubersac-Armoire froide positive700L FRIULINOX	2024M00243	2 801,87	126,00	5
10/10/2024	2024M00244 - Collège Lubersac-Mixeur plongeant MX91-410 DYNAMIC	2024M00244	507,18	22,00	5
10/10/2024	2024M00245 - Collège Lubersac-Lave linge semi-pro 6,5kg IMESA	2024M00245	2 187,62	99,00	5
11/10/2024	2024O00065 - Alimentation d'un entrepôt de données-MAGELLIUM	2024O00065	46 914,00	2 101,00	5
11/10/2024	2024M00249 - Restauration de 98 documents d'archives (lot 3)	2024M00249	8 862,00	397,00	5
14/10/2024	2024F00020 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A616-E108	2024F00020	9 026,44	0,00	0
14/10/2024	2024F00021 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A375	2024F00021	3 403,12	0,00	0
14/10/2024	2024F00022 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A409	2024F00022	5 720,00	0,00	0
14/10/2024	2024F00023 - Réserve fonc. Luzège-Lamazière-Basse A694	2024F00023	5 643,17	0,00	0
15/10/2024	2024M00284 - SATESE-Caméra d'inspection M18SIC30 HDR 30M	2024M00284	3 616,80	154,00	5
15/10/2024	2024M00285 - SATESE-Détecteur Plumbing Locator M12PL-OC M12	2024M00285	2 913,60	124,00	5
15/10/2024	2024M00286 - SATESE-Plateforme gestion caméra inspect°M18SISH-O	2024M00286	2 612,40	111,00	5
17/10/2024	2024M00290 - Col. J.Lurçat-Evier plonge MADIAL à batterie 1 bac	2024M00290	2 220,00	92,00	5
21/10/2024	2024M00342-ROUTES - Lame de déneigement RASCO (éqpt camion 2024M00213)	2024M00342-ROUTES	13 000,00	511,00	5
21/10/2024	2024M00343-ROUTES - Lame de déneigement RASCO (éqpt camion 2024M00212)	2024M00343-ROUTES	13 000,00	511,00	5
21/10/2024	2024M00400 - Col.Argentat-Lave vaisselle COMENDA &pompe chaleur	2024M00400	45 240,00	1 779,00	5
21/10/2024	2024M00401 - Col. Argentat-Tables TOURNUS pour lave vaisselle	2024M00401	13 500,00	531,00	5
21/10/2024	2024M00212-ROUTES - CAMION BENNE RENAULT OCCASION 4x4 19t-GC-217-KX	2024M00212-ROUTES	169 760,00	3 339,00	10
21/10/2024	2024M00213-ROUTES - CAMION AMPLIROLL OCCASION 4x4 19t-GK-503-LE	2024M00213-ROUTES	193 760,00	3 811,00	10
22/10/2024	2024O00066 - Centre Supervis°-Licences intégr° caméras	2024O00066	25 638,08	994,00	5
23/10/2024	2024M00288 - 2024/94-40 ordi portables HP ProBook 450G10 i5	2024M00288	34 961,76	1 337,00	5
24/10/2024	2024M00289 - Superv°-Station Blanche TOTEM HOGO S3Tot-ABICOM	2024M00289	8 103,96	305,00	5
24/10/2024	2024O00067 - Licences CITRIX	2024O00067	8 128,61	0,00	5
28/10/2024	2024M00305 - CERBF Ussac-Syst.anti-intrus°(baie inform.)-FAURIE	2024M00305	2 551,44	90,00	5
28/10/2024	2024M00306 - Centre Bugeat-Abri vélos Modul'ère Design+2 parkup	2024M00306	86 102,52	3 058,00	5
29/10/2024	2024M00291 - Gravières Argentat-2 compteurs VERDILO-KIOMDA	2024M00291	4 963,20	523,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250431-DD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
31/10/2024	2024B00170 - Col.Ussel-Rénovation d'une canalisation-ETS COUDRE	2024B00170	20 393,47	230,00	15
04/11/2024	2024B00175 - Marbot-Raccordement de secours à la Fibre	2024B00175	20 700,00	218,00	15
05/11/2024	2024M00132-ROUTES - RENAULT KANGOO VAN E-TECH 100%ELEC. 8CV- GZ-696-KP	2024M00132-ROUTES	31 070,45	691,00	7
06/11/2024	2024M00086-ROUTES - Remorque panneaux RB 16 F 1350kg FREINE-GZ-463-YK	2024M00086-ROUTES	10 797,84	165,00	10
07/11/2024	2024M00252-ROUTES - Nettoyeur haute pression Karcher HDS 5/11 UX PLUS	2024M00252-ROUTES	2 073,60	62,00	5
07/11/2024	2024M00253-ROUTES - Nettoyeur haute pression Karcher HDS 5/11 UX PLUS	2024M00253-ROUTES	2 073,60	62,00	5
07/11/2024	2024M00254-ROUTES - Nettoyeur haute pression Karcher HDS 5/11 UX PLUS	2024M00254-ROUTES	2 073,60	62,00	5
07/11/2024	2024M00307 - Renault Captur Esprit Alpine Mild Hybrid-GZ-214-YS	2024M00307	28 287,26	607,00	7
07/11/2024	2024M00308 - Renault Captur Esprit Alpine Mild Hybrid-GZ-219-YS	2024M00308	28 168,76	604,00	7
07/11/2024	2024M00250-ROUTES - Nettoyeur haute pression Karcher HDS 5/11 UX PLUS	2024M00250-ROUTES	2 073,60	62,00	5
07/11/2024	2024M00251-ROUTES - Nettoyeur haute pression Karcher HDS 5/11 UX PLUS	2024M00251-ROUTES	2 073,60	62,00	5
12/11/2024	2024M00309 - Sédières Bike Parc-Changement 6 modules bois	2024M00309	7 800,00	213,00	5
13/11/2024	2024O00069 - Licence UCOPIA-SFR	2024O00069	2 041,96	0,00	5
13/11/2024	2024-01098-01 - Neuvic-Aménagement d'une aire de camping-cars	2024-01098-01	39 812,00	177,00	30
13/11/2024	2024-01819-01 - Gimel Les Cascades-Rénovation Hôtel Restaurant	2024-01819-01	82 547,00	368,00	30
13/11/2024	2024-01889-01 - Gimel Les Cascades-Rénovation Hôtel Restaurant	2024-01889-01	105 350,00	470,00	30
14/11/2024	2024M00255-ROUTES - Souffleur à dos STIHL BR800C-E-MENUE CULTURE BRIVE	2024M00255-ROUTES	636,73	16,00	5
14/11/2024	2024M00256-ROUTES - Souffleur à dos STIHL BR800C-E-MENUE CULTURE BRIVE	2024M00256-ROUTES	636,73	16,00	5
14/11/2024	2024M00257-ROUTES - Tronçonneuse perche élagage HT 135	2024M00257-ROUTES	878,42	22,00	5
14/11/2024	2024M00258-ROUTES - Tronçonneuse perche élagage HT 135	2024M00258-ROUTES	878,42	22,00	5
14/11/2024	2024M00259-ROUTES - Tronçonneuse perche élagage HT 135	2024M00259-ROUTES	878,42	22,00	5
14/11/2024	2024M00260-ROUTES - Tronçonneuse perche élagage HT 135	2024M00260-ROUTES	878,42	22,00	5
14/11/2024	2024M00261-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 201 C-M	2024M00261-ROUTES	635,39	16,00	5
14/11/2024	2024M00262-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 201 C-M	2024M00262-ROUTES	635,39	16,00	5
14/11/2024	2024M00263-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 201 C-M	2024M00263-ROUTES	635,39	16,00	5
14/11/2024	2024M00264-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 201 TC-M	2024M00264-ROUTES	649,56	16,00	5
14/11/2024	2024M00265-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 462 C-M	2024M00265-ROUTES	1 145,34	30,00	5
14/11/2024	2024M00266-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 462 C-M	2024M00266-ROUTES	1 145,34	30,00	5
14/11/2024	2024M00267-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 462 C-M	2024M00267-ROUTES	1 145,34	30,00	5
14/11/2024	2024M00268-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 362 C-M	2024M00268-ROUTES	883,28	23,00	5
14/11/2024	2024M00269-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 362 C-M	2024M00269-ROUTES	883,28	23,00	5
14/11/2024	2024M00270-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 261 C-M	2024M00270-ROUTES	725,62	19,00	5
14/11/2024	2024M00271-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 261 C-M	2024M00271-ROUTES	725,62	19,00	5
14/11/2024	2024M00272-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 261 C-M	2024M00272-ROUTES	725,62	19,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
14/11/2024	2024M00273-ROUTES - Débroussailleuse à dos STIHL FR 460 TC-EFM	2024M00273-ROUTES	1 080,34	28,00	5
14/11/2024	2024M00274-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 131 R	2024M00274-ROUTES	523,40	13,00	5
14/11/2024	2024M00275-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 131 R	2024M00275-ROUTES	523,40	13,00	5
14/11/2024	2024M00276-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 131 R	2024M00276-ROUTES	523,40	13,00	5
14/11/2024	2024M00277-ROUTES - Débroussailleuse à dos STIHL FS 240 R	2024M00277-ROUTES	537,59	14,00	5
14/11/2024	2024M00278-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 461 C-EM	2024M00278-ROUTES	856,81	22,00	5
14/11/2024	2024M00279-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 461 C-EM	2024M00279-ROUTES	856,81	22,00	5
14/11/2024	2024M00280-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 461 C-EM	2024M00280-ROUTES	856,81	22,00	5
14/11/2024	2024M00281-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 461 C-EM	2024M00281-ROUTES	856,81	22,00	5
14/11/2024	2024M00282-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 461 C-EM	2024M00282-ROUTES	856,81	22,00	5
14/11/2024	2024M00283-ROUTES - Débroussailleuse coupe bordure à batterie FSA 20	2024M00283-ROUTES	498,90	12,00	5
15/11/2024	2024-01631-01 - Voutezac-Dotation voirie 2024	2024-01631-01	40 000,00	171,00	30
18/11/2024	2024M00329 - CERBF Lubersac-Penderie chauffante galva 10 pers.	2024M00329	2 595,58	62,00	5
18/11/2024	2023M00097-ROUTES - FOURGON RENAULT MASTER BEN.SIMPL.CABINE- GZ-864-ZW	2023M00097-ROUTES	45 848,78	787,00	7
18/11/2024	2024-02139-01 - Perpezac-Le-Noir-Rénovation du groupe scolaire-T1	2024-02139-01	40 000,00	160,00	30
20/11/2024	2024M00363 - Sédières Salle Spectacle-2 Spots et 2 Blinders LED	2024M00363	7 056,48	161,00	5
24/11/2024	2024M00182-ROUTES - Compteur MIXTRA p/ trafic cyclistes (voies vertes)	2024M00182-ROUTES	1 956,00	40,00	5
24/11/2024	2024M00183-ROUTES - Compteur MIXTRA p/ trafic cyclistes (voies vertes)	2024M00183-ROUTES	1 956,00	40,00	5
26/11/2024	2023M00099-ROUTES - FOURGON RENAULT MASTER BEN.SIMPL.CABINE- HA-505-EA	2023M00099-ROUTES	45 848,77	644,00	7
26/11/2024	2023M00100-ROUTES - FOURGON RENAULT MASTER BEN.SIMPL.CABINE- HA-546-EA	2023M00100-ROUTES	45 848,77	644,00	7
26/11/2024	2024-01099-01 - Beynat-Construct° Maison d'Assistantes Maternelles	2024-01099-01	66 376,00	217,00	30
26/11/2024	2024-01155-01 - Beynat-Cabinets annexes MSP	2024-01155-01	40 504,00	132,00	30
27/11/2024	2024M00364 - Musée Neuvic-Ecran LG 55UH5NE +barre de son YAMAHA	2024M00364	2 649,00	50,00	5
27/11/2024	2024M00365 - Collège Jean Moulin-Chariot TOURNUS 20 niv. GN 1/1	2024M00365	588,00	11,00	5
27/11/2024	2024M00367 - Col.Ussel-Armoire chauffante BOURGEAT 40 niv.GN1/1	2024M00367	4 770,00	91,00	5
29/11/2024	2024M00377 - 2024/93-40 PC HP Pro Mini 400 G9 i5/16/512	2024M00377	23 702,40	427,00	5
29/11/2024	2024M00378 - 2024/95-15 ordi. HP ProBook 450 G8 reconditionnés	2024M00378	8 082,00	145,00	5
29/11/2024	2024M00379 - 2024/95-50 PC HP EliteDesk 800G4 i5 reconditionnés	2024M00379	25 740,00	464,00	5
02/12/2024	2024M00374 - 2 onduleurs NITRAM rack OnLine mono 2000VA 1800W	2024M00374	1 862,40	30,00	5
02/12/2024	2024M00389 - 150 tablettes Samsung Galaxy Tab A9+ 11"-CFI	2024M00389	63 858,17	1 046,00	5
02/12/2024	2024-01858-01 - Malemort-Réal°salle d'activités au Parc des Sports	2024-01858-01	76 888,00	210,00	30
02/12/2024	2024-02865-01 - Mestes-Extension & création salle des fêtes-Tr. 1	2024-02865-01	40 000,00	109,00	30
03/12/2024	2024M00371 - Collège Bort-Cutter/coupe-légumes ROBOT COUPE	2024M00371	2 754,00	43,00	5
03/12/2024	2024-01058-01 - Le Lonzac-Construction d'une halle	2024-01058-01	58 200,00	153,00	30
03/12/2024	2024-02228-01 - Queyssac-Les-Vignes-Travaux à l'église-T2 et T3	2024-02228-01	39 301,00	103,00	30
03/12/2024	2024-02870-01 - Mestes-Extension & création salle des fêtes-Tr. 2	2024-02870-01	40 000,00	105,00	30
04/12/2024	2024M00372 - Gravières Argentat-Télescope binoculaire x20	2024M00372	6 720,00	102,00	5
04/12/2024	2024M00373 - Gravières Argentat-3 pupitres PCE 60x40cm(paysage)	2024M00373	2 520,00	38,00	5
05/12/2024	2024M00315-ROUTES - Fourche porte palettes DESVOYS MX-MARIDAT	2024M00315-ROUTES	1 056,00	15,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250415-DCD2024_CA_DBT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
05/12/2024	2024M00316-ROUTES - Fourche porte palettes DESVOYS MX-MARIDAT	2024M00316-ROUTES	1 056,00	15,00	5
05/12/2024	2024M00317-ROUTES - Fourche porte palettes DESVOYS MX-MARIDAT	2024M00317-ROUTES	1 056,00	15,00	5
05/12/2024	2024M00318-ROUTES - Fourche porte palettes DESVOYS MX-MARIDAT	2024M00318-ROUTES	1 056,00	15,00	5
05/12/2024	2024M00319-ROUTES - Fourche porte palettes DESVOYS MX-MARIDAT	2024M00319-ROUTES	1 056,00	15,00	5
05/12/2024	2024M00320-ROUTES - Fourche porte palettes DESVOYS MX-MARIDAT	2024M00320-ROUTES	1 056,00	15,00	5
05/12/2024	2024M00321-ROUTES - Benne multiservice MX 200-MARIDAT	2024M00321-ROUTES	3 720,00	54,00	5
05/12/2024	2024M00322-ROUTES - Benne multiservice MX 200-MARIDAT	2024M00322-ROUTES	3 720,00	54,00	5
05/12/2024	2024M00323-ROUTES - Benne multiservice MX 200-MARIDAT	2024M00323-ROUTES	3 720,00	54,00	5
05/12/2024	2024M00324-ROUTES - Benne multiservice MX 200-MARIDAT	2024M00324-ROUTES	3 720,00	54,00	5
05/12/2024	2024M00325-ROUTES - Benne multiservice MX 200-MARIDAT	2024M00325-ROUTES	3 720,00	54,00	5
05/12/2024	2024M00326-ROUTES - Benne multiservice MX 200-MARIDAT	2024M00326-ROUTES	3 720,00	54,00	5
05/12/2024	2024M00357-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 131 R	2024M00357-ROUTES	523,40	7,00	5
05/12/2024	2024M00358-ROUTES - Débroussailleuse à dos STIHL FS 240 R	2024M00358-ROUTES	537,58	7,00	5
05/12/2024	2024M00359-ROUTES - Débroussailleuse thermique STIHL FS 461 C-EM	2024M00359-ROUTES	856,81	12,00	5
05/12/2024	2024M00360-ROUTES - Souffleur STIHL BGA250	2024M00360-ROUTES	294,00	4,00	5
05/12/2024	2024M00361-ROUTES - Tronçonneuse thermique STIHL MS 201 C-M	2024M00361-ROUTES	635,39	9,00	5
05/12/2024	2024M00362-ROUTES - Souffleur à dos STIHL BR800C-E	2024M00362-ROUTES	636,73	9,00	5
05/12/2024	2024M00376 - Musée Neuvic-Module audio-Association HALTARS	2024M00376	1 525,00	22,00	5
05/12/2024	2024O00071 - Solution Service NAV-Licence EV Observe-EASY VISTA	2024O00071	46 964,40	0,00	5
05/12/2024	2024B00022 - Musée Sarran-Scénographie Galerie Présidentielle	2024B00022	133 918,11	987,00	10
09/12/2024	2024M00133-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-HA-448-RK	2024M00133-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00134-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-HA-057-RK	2024M00134-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00135-ROUTES - Kangoo Van L1 Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-	2024M00135-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00136-ROUTES - Kangoo Van L1 Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-	2024M00136-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00137-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-HA-035-NB	2024M00137-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00138-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 3 pl.-HB-465-CV	2024M00138-ROUTES	23 130,36	207,00	7
09/12/2024	2024M00139-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 3 pl.-HB-543-CV	2024M00139-ROUTES	23 130,36	207,00	7
09/12/2024	2024M00140-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 3 pl.-HB-240-CV	2024M00140-ROUTES	23 130,36	207,00	7
09/12/2024	2024M00345-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-HB-392-CV	2024M00345-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00346-ROUTES - Kangoo Van Advance Blue DCI 75CV 2 pl.-HA-177-NB	2024M00346-ROUTES	22 832,76	204,00	7
09/12/2024	2024M00388 - Psdt CD19-iPad 13 Pro Wifi/Cell.+clavier-DIRECTIS	2024M00388	3 200,96	40,00	5
09/12/2024	2024M00402 - Col. Argentat-Mobilier internat(armoires,lits ...)	2024M00402	45 007,95	282,00	10
09/12/2024	2024-02847-01 - Louignac-Rénov° salle polyvalente perf. énerg.-T1	2024-02847-01	40 000,00	83,00	30
09/12/2024	2024-03072-01 - Egletons-Création d'un Pumptrack	2024-03072-01	44 452,00	93,00	30
10/12/2024	2024M00382 - Collège Meyssac-Batteur mélangeur SAMMIC type BE40	2024M00382	5 634,00	87,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
10/12/2024	2024M00383 - Collège Lubersac-Batteur mélangeur SAMMIC typeBE40	2024M00383	5 634,00	67,00	5
10/12/2024	2024O00074 - Progiciel PEGASE BOURSES-INETUM	2024O00074	12 225,34	0,00	5
10/12/2024	2024O00075 - Logiciel HORUS	2024O00075	58 361,94	0,00	5
10/12/2024	2023M00104-ROUTES - FOURGON RENAULT MASTER L2H2 dCI 135CH HA-521-EA	2023M00104-ROUTES	46 585,76	400,00	7
11/12/2024	2024M00390 - Col. Rollinat-Laminoir à plaque 500 GECOMA LB50MM	2024M00390	3 598,80	41,00	5
11/12/2024	2024M00391 - Col.Treignac-Cellule refroidissmt/congél.FRIULINOX	2024M00391	4 728,00	54,00	5
11/12/2024	2024M00392 - Col. J. Lurçat-Laminoir à plaque 500 GECOMA LB50MM	2024M00392	3 598,80	41,00	5
11/12/2024	2024M00393 - Col. Meyssac-Laminoir à plaque 500 GECOMA LB50MM	2024M00393	3 598,80	41,00	5
11/12/2024	2024M00394 - Col. Egletons-Laminoir à plaque 500 GECOMA LB50MM	2024M00394	3 598,80	41,00	5
11/12/2024	2024O00076 - Logiciel ACCEO	2024O00076	16 182,19	0,00	5
11/12/2024	2024O00077 - Collèges-Solut°infra-infor.&prest.associées-AXIANS	2024O00077	359 246,33	4 122,00	5
11/12/2024	2024O00078 - Acquisit° Centre des Opérations de Sécurité-RESAH	2024O00078	100 924,81	1 158,00	5
11/12/2024	2024-01074-01 - Beyssac-Réaménagmt école amél° perf. énergétiq.-T2	2024-01074-01	40 000,00	76,00	30
12/12/2024	2024M00396 - Collège Uzerche-Lave linge hublot ASKO Pro 9kg	2024M00396	3 108,65	33,00	5
12/12/2024	2024-03397-01 - CC Pays Uzerche-Rénov° énergétique des bureaux-T1	2024-03397-01	40 000,00	72,00	30
13/12/2024	2024B00181 - Musée Sarran Resto-Réfect° plafond porche d'entrée	2024B00181	48 979,56	169,00	15
13/12/2024	2024M00395 - 2024/95-50 PC HP EliteDesk 800 G4 mini i5 recond.	2024M00395	20 940,00	217,00	5
13/12/2024	2024M00397 - 1 tablette renforcée GETAC ZX10 4G 10.1"-DIRECTIS	2024M00397	1 680,20	17,00	5
13/12/2024	2024O00079 - Logiciel Gescar-PERINFO	2024O00079	9 564,00	0,00	5
13/12/2024	2024O00080 - Licences IQVISION données TREND-IISB	2024O00080	2 869,92	29,00	5
13/12/2024	2024-02554-01 - Synd.Diège-Rén° éclairage public:Neuvic,Liginiac..	2024-02554-01	108 705,00	188,00	30
13/12/2024	2024-02656-01 - Syndicat Diège-Rénovat° éclairage public:Ussel-T2	2024-02656-01	153 096,00	264,00	30
13/12/2024	2024-03123-01 - Saint-Setiers-Réfection du plafond de l'église	2024-03123-01	50 331,00	87,00	30
16/12/2024	2024M00398 - 2024/93-20 PC HP Pro Mini 400 G9 i5/16/512	2024M00398	11 851,20	103,00	5
16/12/2024	2024M00399 - 2024/93-30 écrans LED HP P24H G5 23,8P-CALESTOR	2024M00399	3 786,84	33,00	5
16/12/2024	2024-01836-01 - Corrèze Tourisme-Subvention investissement 2024	2024-01836-01	33 000,00	288,00	5
17/12/2024	2024O00082 - Logiciel Syracuse-ARCHIMED	2024O00082	7 801,28	0,00	5
17/12/2024	2024O00083 - 15 licences Windows Server 2022-MEDIACOM SYSTEME	2024O00083	35 717,76	292,00	5
19/12/2024	2023M00103-ROUTES - FOURGON RENAULT MASTER L2H2 dCI 135CH HA-827-CX	2023M00103-ROUTES	46 585,77	236,00	7
31/12/2024	2024B00300 - 5 caméras implantées MSD Brive-Est-CEGELEC	2024B00300	9 938,51	0,00	15
31/12/2024	2024I00004 - 4 caméras vidéo implantées Tunnel de Cornil RD1089	2024I00004	35 719,00	0,00	0
31/12/2024	2024I00005 - 5 caméras vidéo implantées Tranchée couverte Tulle	2024I00005	18 889,40	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**937 340,61**	**4 878,00**	
01/01/2024	2024B00001 - Collège Meyssac-Installations, aménagements	2024B00001	17 479,17	0,00	15
01/01/2024	2024B00002 - Collège Treignac-Installations, aménagements	2024B00002	32 262,05	0,00	15
01/01/2024	2024B00013 - Collège Lubersac-Installations, aménagements	2024B00013	18 608,64	0,00	15
01/01/2024	2024B00021 - Collège Beaulieu-Installations, aménagements	2024B00021	84 498,04	0,00	15
01/01/2024	2024B00036 - Collège J. Lurçat Brive-Installations, aménagemts	2024B00036	89 459,24	0,00	15

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250409-DCD2024_CA_DFT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/01/2024	2024B00037 - Collège J. Moulin Brive-Installations, aménagemts	2024B00037	35 776,11	0,00	15
01/01/2024	2024B00038 - Collège Rollinat Brive-Installat° et aménagements	2024B00038	8 783,10	0,00	15
01/01/2024	2024B00045 - Collège V. Hugo Tulle-Installations, aménagements	2024B00045	45 963,73	0,00	15
01/01/2024	2024B00046 - Collège V. Hugo Tulle-Travaux divers	2024B00046	916,38	0,00	25
01/01/2024	2024B00174 - Collège Corrèze-Installations, aménagements	2024B00174	9 525,89	0,00	15
12/02/2024	2024B00031 - Collège Lubersac-Travaux divers	2024B00031	6 648,00	0,00	25
28/03/2024	2024B00059 - Collège Objat-Installations, aménagements	2024B00059	19 597,16	0,00	15
03/04/2024	2024B00060 - Collège Bort-Les-Orgues-Installations, aménagemts	2024B00060	52 471,27	0,00	15
18/04/2024	2024B00061 - Collège Meymac-Installations, aménagements	2024B00061	20 633,00	0,00	15
19/04/2024	2024B00105 - Collège Treignac-Travaux d'enrobé accès	2024B00105	27 280,56	1 276,00	15
23/04/2024	2024B00072 - Collège Uzerche-Installations, aménagements	2024B00072	35 332,47	0,00	15
29/04/2024	2024B00077 - Collège Clémenceau Tulle-Installations, aménagemts	2024B00077	52 957,30	0,00	15
14/05/2024	2024B00092 - Collège Beaulieu-Travaux divers	2024B00092	8 108,88	0,00	25
16/05/2024	2024B00095 - Collège J. Lurcat-Désamiantage salle de classe 110	2024B00095	13 974,00	350,00	25
05/06/2024	2024B00099 - Collège Seilhac-Installations, aménagements	2024B00099	36 315,51	0,00	15
06/06/2024	2024D00016 - Dépôt garant-Emplacmt stationnemt N°3-8av.Jallinat	2024D00016	72,87	0,00	0
13/06/2024	2024B00100 - Collège Allassac-Installations, aménagements	2024B00100	10 293,37	0,00	15
17/06/2024	2024B00115 - Col.Merlines-2 portails,2 portillons,clôture 230ml	2024B00115	44 212,65	1 594,00	15
25/06/2024	2024B00112 - Collège Merlines-Installations, aménagements	2024B00112	49 145,71	0,00	15
02/07/2024	2024B00118 - Col.Meymac-Réparations et suivi de toiture ardoise	2024B00118	16 931,11	338,00	25
11/07/2024	2024B00120 - Collège Egletons-Installations, aménagements	2024B00120	68 488,75	0,00	15
30/08/2024	2024B00138 - Col.Clémenceau(Externat)-Sécuris°cages d'escaliers	2024B00138	15 180,00	342,00	15
06/09/2024	2024B00143 - Col. Clémenceau (Internat)-Réfect° cage d'escalier	2024B00143	15 378,00	327,00	15
07/10/2024	2024B00157 - Collège Argentat-Installations, aménagements	2024B00157	23 961,15	0,00	15
21/10/2024	2024B00161 - Collège Larche-Installations, aménagements	2024B00161	10 429,75	0,00	15
31/10/2024	2024B00176 - Col. Meyssac-Reprise réseau informatique-CEGELEC	2024B00176	22 199,80	250,00	15
31/10/2024	2024B00177 - Col. Corrèze-Reprise réseau informatique-CEGELEC	2024B00177	31 084,62	350,00	15
11/12/2024	2024B00179 - Col. Objat-Reprise réseau informatique-BERGEVAL	2024B00179	13 372,33	51,00	15
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**17 463 182,24**	**7 009,00**	
01/01/2024	2024S00001 - Agriculteurs &CUMA-Achat biens mobiliers,matériels	2024S00001	43 865,61	0,00	5
01/01/2024	2024S00002 - Agriculteurs-Adaptat° exploit° & modern. élevages	2024S00002	89 231,91	0,00	30
01/01/2024	2024S00003 - Aide à l'investissement des collèges privés	2024S00003	18 514,00	0,00	30
01/01/2024	2024S00006 - Aides aux associations-Achat matériels	2024S00006	66 572,00	0,00	5
01/01/2024	2024S00007 - Collèges privés-Aide aux équipts informatiq. & TIC	2024S00007	11 879,00	0,00	5
01/01/2024	2024S00008 - Contrats de Cohésion des Territoires	2024S00008	537 223,00	0,00	30
01/01/2024	2024S00009 - Mise aux normes étangs privés & travaux piscicoles	2024S00009	205 758,00	0,00	30
01/01/2024	2024S00010 - Pacte Territorial d'Insertion (PTI)	2024S00010	4 750,00	0,00	5

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/01/2024	2024S00011 - Pol. habitat bailleurs sociaux-Constr.&réhab. lgts	2024S00011	42 000,00	0,00	30
01/01/2024	2024S00012 - Pol. habitat Particuliers-Accession & amélior°lgts	2024S00012	877 683,00	0,00	30
01/01/2024	2024S00013 - Soutien aux Stations Sport Nature	2024S00013	41 546,00	0,00	5
01/01/2024	2024S00014 - Subventions diverses aux personnes de droit privé	2024S00014	73 448,32	0,00	5
01/01/2024	2024S00016 - ASAFAC-Autonomie et gestion en eau dans exploitat°	2024S00016	28 227,46	0,00	30
01/01/2024	2024S00020 - OPH-Logements locatifs sociaux	2024S00020	423 855,00	0,00	30
01/01/2024	2024S00071 - SYMA A89 (régul. 2023)-Protocole financier	2024S00071	28 551,52	951,00	30
01/01/2024	2024S00121 - Communes corréziennes-Mobiliers/matériels/études	2024S00121	258 319,37	0,00	5
01/01/2024	2024S00122 - Communes corréziennes-Travaux et installations	2024S00122	10 554 496,00	0,00	30
12/01/2024	2024S00015 - Collèges publics-Achat matériel et mobilier 2024	2024S00015	96 307,00	0,00	5
12/01/2024	2024S00123 - Communautés de Communes-Mobiliers/matériels/études	2024S00123	201 540,00	0,00	5
12/01/2024	2024S00125 - Communautés Agglo.Tulle & Brive-Travaux/installat°	2024S00125	1 261 269,00	0,00	30
12/01/2024	2024S00126 - Communautés de Communes-Travaux et installations	2024S00126	797 387,00	0,00	30
25/01/2024	2024S00027 - ASAFAC-Autonomie & gestion eau-Matériel exploitat°	2024S00027	38 227,30	0,00	5
25/01/2024	2024S00028 - ASAFAC-Autonomie & gestion eau-Instal° exploitat°	2024S00028	184 298,63	0,00	30
26/01/2024	2024D00002 - Immeuble MSD Malemort-2rue Bessemer-Dépôt garantie	2024D00002	18 000,00	0,00	0
31/01/2024	2024S00029 - Syndicats à caractère industriel et commercial	2024S00029	284 187,00	0,00	30
31/01/2024	2024S00030 - Syndicats à caractère industriel et commercial	2024S00030	34 292,00	0,00	5
31/01/2024	2024S00031 - Syndicats à caractère administratif	2024S00031	36 144,00	0,00	5
31/01/2024	2024S00032 - Syndicats à caractère administratif	2024S00032	20 250,00	0,00	30
09/04/2024	2024D00011 - Appart. meublé-26 bd Bel Air Limoges-Dépôt garant	2024D00011	1 200,00	0,00	0
15/04/2024	2024S00042 - Cité Arsonval Brive-Restruct° espaces pédago bât.B	2024S00042	229 400,00	5 452,00	30
23/04/2024	2024D00006 - Dépôt garant-Emplacmt stationnemt N°1-8av.Jallinat	2024D00006	72,87	0,00	0
29/04/2024	2024D00007 - Dépôt garant-Emplacmt stationnemt N°2-8av.Jallinat	2024D00007	72,87	0,00	0
30/04/2024	2024D00009 - Appt.MARIN-HEBRAY-3 rue du Four Tulle-Dépôt garant	2024D00009	400,00	0,00	0
31/05/2024	2024S00054 - Centre Supervision Naves-Installation caméras	2024S00054	277 352,00	0,00	5
15/07/2024	2024S00065 - Autres Groupements & Collect.-Travaux/installat°	2024S00065	135 240,00	0,00	30
18/07/2024	2024S00070 - Synd. Mixte Aménagt Touristique (SMAT) Lac de Bort	2024S00070	100 000,00	0,00	30
22/07/2024	2024S00072 - SYMA A89-Protocole financier remboursement capital	2024S00072	27 766,19	411,00	30
20/08/2024	2024S00074 - Subventions diverses aux personnes de droit privé	2024S00074	50 000,00	0,00	30
06/09/2024	2024S00085 - Autres Groupements & Collect.-Mobiliers/matériels	2024S00085	6 045,00	0,00	5
27/09/2024	2024S00092 - FDEE19 (électricité et énergie)	2024S00092	20 089,89	0,00	30
20/11/2024	2024D00038 - SEM Corrèze Energies Renouvelables-13 500 actions	2024D00038	13 500,00	0,00	0
04/12/2024	2024S00159 - Centres Intercommunaux d'Action Sociale (CIAS)	2024S00159	76 100,00	0,00	30
09/12/2024	2024S00165 - Chambre Agriculture de la Corrèze	2024S00165	11 130,00	0,00	5
09/12/2024	2024S00166 - Chambre Agriculture de la Corrèze	2024S00166	94 200,00	0,00	30
17/12/2024	2024S00187 - SYMA Pays Tulle-Protocole financier remb. capital	2024S00187	142 791,30	195,00	30

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES	B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							**223 172,35**	**160 507,75**	
Cessions à titre onéreux							**223 172,35**	**178 150,22**	
30/04/2024	1989M10015-D3195A - CHARG. FAUCHEUX 1103 D	31/12/1989	8 055,38	7	8 055,38	0,00	846,01	846,01	0,00
30/04/2024	1989M10024-D3195 - TRA 650M 4*2 5539QW19-CA-993-ZQ	31/12/1989	21 231,51	7	21 231,51	0,00	2 229,81	2 229,81	0,00
30/04/2024	1994M08000-E2215 - CAM PLAT GRUE CARAGLI+TELECOMMANDE- CC-202-YP	31/12/1994	120 442,72	10	120 442,72	0,00	4 293,83	4 293,83	0,00
30/04/2024	1994M10021-E7503 - COMPRESSEUR ATLAS CARAGLISS 19D 1889A-CA-137-VQ	31/12/1994	19 818,37	7	19 818,37	0,00	706,53	706,53	0,00
30/04/2024	1998M10038-E2355 - GOUDRONNEUSE ACMAR 8000L-919E	31/12/1998	121 091,44	10	121 091,44	0,00	5 666,20	5 666,20	0,00
30/04/2024	1999M08005-E1919 - CAM KERAX 4*4 BEN-CC-269-CV	31/12/1999	108 473,57	10	108 473,57	0,00	7 070,04	7 070,04	0,00
30/04/2024	2001M10034-E4902 - CUVE STOCK SAUMURE SCHMIDT 10M-1010E	31/12/2001	10 811,55	10	10 811,55	0,00	40,18	40,18	0,00
28/05/2024	2013M08003-D0815 - RENAULT TWINGO ESSENCE- CQ-909-HY	31/12/2013	8 446,50	5	8 446,50	0,00	3 500,58	3 500,58	0,00
28/05/2024	2019M08000 - Renault SCENIC IV DCI-EH-712-GL	31/12/2019	15 334,76	10	7 665,96	7 668,80	10 000,72	2 331,92	0,00
28/05/2024	2021M01125 - CLIO V essence 5CV-GB-993-MM	31/12/2021	14 076,43	7	6 030,00	8 046,43	12 000,00	3 953,57	0,00
07/06/2024	2006M06030 - Musée Sarran-Bornes interactives réserve visitable	31/12/2006	31 456,20	5	23 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2009M06018 - 2009M121-Ordi bureau et écrans LCD-Hewlett Packard	31/12/2009	28 216,03	5	545,38	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2010M06026 - 2009M121-Ordi bureau et écrans LCD-Hewlett Packard	31/12/2010	144 006,80	5	607,64	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2010M06026 - 2009M121-Ordi bureau et écrans LCD-Hewlett Packard	31/12/2010	144 006,80	5	7 405,60	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2011M06001 - 2009M121-Ordi bureau et écrans LCD-Hewlett Packard	31/12/2011	161 407,51	5	3 150,07	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2013M06002 - 35 iPad	31/12/2013	24 210,09	5	712,06	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2013M06011 - 2012/1-Ordi de bureau et écrans plats LCD	31/12/2013	122 924,47	5	1 850,05	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
07/06/2024	2013M06011 - 2012/1-Ordi de bureau et écrans plats LCD	31/12/2013	122 924,47	5	250,02	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2014M06007 - 2 appareils photo amphibies Nikon Coolpix AW110	31/12/2014	439,20	5	238,80	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2014M06026 - Cisco-Routeurs, commutateurs, équipts informatiq.	31/12/2014	16 667,31	5	3 070,19	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2015M05005 - 2014/105-Tablettes numériques Ordicollèges	31/12/2015	1 302 322,20	3	1 625,10	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2015M06002 - 2013/151-137 ordi Optiplex écran LCD	31/12/2015	92 115,04	5	1 344,74	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2015M06012 - 2 ordi portables HP ProBook 470 G2	31/12/2015	2 323,20	5	2 323,20	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2015M06014 - 1 imprimante HP LaserJet 600 M601dn	31/12/2015	873,60	5	873,60	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2015M06024 - 1 imprimante HP OfficeJet Pro X476dw	31/12/2015	556,80	5	556,80	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M05004 - 2016/107-Tablettes élèves 100% collèges	31/12/2016	544 712,13	3	17 768,40	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M05005 - 2016/107-539 tablettes enseignants-100% collèges	31/12/2016	183 160,14	5	75 296,30	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M06004 - 1 imprimante HP LaserJet M552dn	31/12/2016	451,80	5	903,60	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M06007 - 1 ordi portables Toshiba Tecra Z50-A-18M	31/12/2016	1 479,60	5	1 479,60	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M06022 - 2013/151-40 ordi et écrans LCD DELL Optiflex	31/12/2016	24 336,00	5	3 650,40	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M06023 - 2016/31-250 ordi Fujitsu Esprimo D556	31/12/2016	147 171,79	5	4 645,04	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2017M05004 - 2016/107-Tablettes élèves-100% collèges	31/12/2017	1 008 104,66	3	35 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2017M05013 - 6 combinés ALCATEL	31/12/2017	314,09	5	80,54	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2017M06017 - 10 ordi portables Toshiba Tecra Z50-C-138	31/12/2017	15 367,20	5	4 044,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M05010 - 2018/7-97 ordi ProDesk 400 G5 équipés Windows 10	31/12/2018	61 226,40	5	1 893,60	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M05012 - 2016/107-Tablettes élèves-100% collèges connectés	31/12/2018	861 995,80	3	15 041,40	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M05013 - 2016/107-61 tablettes enseignants-100% collèges	31/12/2018	10 508,40	3	27 612,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M05022 - 2017/100-3 Iphone 6 gris 32 Go + 1 Hapi 11 Orange	31/12/2018	309,14	5	1 705,18	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
07/06/2024	2018M05027 - 2018/103-234 Samsung Galaxy J5 patrouillag.routier	31/12/2018	84 240,00	5	14 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M06005 - 2018/7-97 ordi HP ProDesk 400 G4	31/12/2018	46 433,94	5	967,26	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M06006 - 2018/8-39 ordi portables HP EliteBook 850 G5	31/12/2018	42 405,48	6	1 087,32	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M06007 - 2018/8-21 ordi portables HP EliteBook 850 G4	31/12/2018	23 062,27	5	1 309,21	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M06008 - 2018-7-Ecrans ProLite : 45 LED 24", 50 LCD 20 "	31/12/2018	12 066,00	5	774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2018M06018 - 13 tablettes Microsoft Surface Pro I5-7300U	31/12/2018	17 713,28	5	1 725,32	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2019M05013 - 2016/107-170 tablettes élèves SQOOL-100% collèges	31/12/2019	48 246,00	3	8 514,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2019M06014 - 1 imprimante HP LaserJet Pro MFP M227sdn	31/12/2019	292,80	5	292,80	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2020M06002 - 2018M8-69 ordi portables HP EliteBook 850 G6	31/12/2020	75 025,08	4	1 087,32	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2020M06011 - Cisco-Switch, licence, borne wifi, routeur	31/12/2020	52 636,50	4	1 883,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10/06/2024	2014M08013-D0838 - RENAULT TWINGO DIESEL- DA-328-NX	31/12/2014	9 599,20	5	9 599,20	0,00	3 664,58	3 664,58	0,00
12/06/2024	2022M00159 - Renault Clio Equilibre TCe 90 5cv ess.- GJ-377-WH	03/11/2022	13 956,52	7	3 986,00	9 970,52	13 704,01	3 733,49	0,00
22/08/2024	2000M10000 - Mat.&outillage techn.s/véhicules	31/12/2000	61 021,57	10	12 000,00	0,00	961,86	961,86	0,00
22/08/2024	2016M06023 - 2016/31-250 ordi Fujitsu Esprimo D556	31/12/2016	147 171,79	5	26 436,48	0,00	1 470,00	1 470,00	0,00
22/08/2024	2017M05008 - 2016/31-179 ordi FUJITSU ESPRIMO D556	31/12/2017	111 755,30	5	6 369,22	0,00	330,00	330,00	0,00
22/08/2024	1993M10031-D5980 - ETRAVE SICOMETAL 9256-2 CGM1-65CC	31/12/1993	11 209,88	10	11 209,88	0,00	104,38	104,38	0,00
22/08/2024	1994M10005-D5973 - LAME BI SICOMETAL PZ 28-1205D	31/12/1994	13 831,55	10	13 831,55	0,00	123,27	123,27	0,00
22/08/2024	1994M10006-D5972 - LAME BI SICOMETAL PZ 28-1206D	31/12/1994	13 831,55	10	13 831,55	0,00	123,28	123,28	0,00
22/08/2024	1995M10023-D5967 - LAME BI SICOMETAL PZ 28-1224D	31/12/1995	13 831,55	10	13 831,55	0,00	123,27	123,27	0,00
22/08/2024	1995M10033-C9884 - TONDEUSE YAMAHA MEDARI M1550-190CC	31/12/1995	1 066,75	5	1 066,75	0,00	90,20	90,20	0,00
22/08/2024	1997M10019-E5613 - ETRAVE SICOMETAL CGM1-868E	31/12/1997	12 360,47	10	12 360,47	0,00	115,09	115,09	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
22/08/2024	1998M08000-E2222 - CAM KERAX 4*4 BEN-CB-162-KY	31/12/1998	107 372,29	10	107 372,29	0,00	10 427,94	10 427,94	0,00
22/08/2024	1998M10020-D6003 - ETRAVE SICOMETAL CMM-1270D	31/12/1998	10 203,87	10	10 203,87	0,00	95,01	95,01	0,00
22/08/2024	1998M10031-E5615 - ETRAVE SICOMETAL CGM1-905E	31/12/1998	11 932,09	10	11 932,09	0,00	111,10	111,10	0,00
22/08/2024	1998M10034-E6519 - SALEUSE SAUMURE MECAGIL LEBON 8M3-910E	31/12/1998	20 635,72	10	20 635,72	0,00	559,24	559,24	0,00
22/08/2024	1999M08006-E1920 - CAM KERAX 4*4 BEN-CC-012-YP	31/12/1999	108 473,57	10	108 473,57	0,00	11 013,42	11 013,42	0,00
22/08/2024	2002M08000-E2225 - CAM KERAX 6*4 BEN-CE-994-KY	31/12/2002	68 411,20	10	68 411,20	0,00	10 369,72	10 369,72	0,00
22/08/2024	2002M08007-E1242 - FOUR MASTER 2PL-CB-094-LZ	31/12/2002	22 759,64	5	22 759,64	0,00	1 976,20	1 976,20	0,00
22/08/2024	2002M10013-C2343 - CUREUSE SAIGNEES BERRY-532CC	31/12/2002	4 671,58	7	4 671,58	0,00	38,29	38,29	0,00
22/08/2024	2002M10014-C2344 - CUREUSE SAIGNEES BERRY-533CC	31/12/2002	4 671,57	7	4 671,57	0,00	38,29	38,29	0,00
22/08/2024	2002M10021-E1230A - PANNEAU A MESSAGE VARIABLE	31/12/2002	7 458,28	5	7 458,28	0,00	684,62	684,62	0,00
22/08/2024	2002M10022-E1231A - PANNEAU A MESSAGE VARIABLE	31/12/2002	7 458,29	5	7 458,29	0,00	378,47	378,47	0,00
22/08/2024	2003M08003-E0852 - VLU KANGOO-CC-656-HY	31/12/2003	11 629,67	7	11 629,67	0,00	400,16	400,16	0,00
22/08/2024	2003M10025-C2336 - CUREUSE SAIGNEES BERRY-569CC	31/12/2003	4 483,21	7	4 483,21	0,00	36,74	36,74	0,00
22/08/2024	2003M10027-C2338 - CUREUSE SAIGNEES BERRY-571CC	31/12/2003	4 483,21	7	4 483,21	0,00	36,74	36,74	0,00
22/08/2024	2004M08006-E1315 - FOUR MASTER BEN 6PL- CB-346-TL	31/12/2004	23 088,79	5	23 088,79	0,00	2 455,08	2 455,08	0,00
22/08/2024	2004M08012-E1921 - CAM MIDLUM 4*2 BIBENNE 16T- CC-027-GY	31/12/2004	67 995,03	10	67 995,03	0,00	11 679,26	11 679,26	0,00
22/08/2024	2005M08001-E0787 - VL KANGOO-CB-814-JM	31/12/2005	11 005,36	7	11 005,36	0,00	500,20	500,20	0,00
22/08/2024	2006M08004-C2064 - VLU KANGOO-CB-633-LF	31/12/2006	11 233,46	5	11 233,46	0,00	1 257,88	1 257,88	0,00
22/08/2024	2017M06022 - 2016/31-416 ordi Fujitsu Esprimo D556 + garantie	31/12/2017	254 748,22	5	19 064,18	0,00	1 020,00	1 020,00	0,00
22/08/2024	2008M08004-E1265 - FOUR MASTER 7PL-CB-786-MA	31/12/2008	20 916,84	5	20 916,84	0,00	2 386,20	2 386,20	0,00
22/08/2024	2008M08012-E0749 - VLU KANGOO-CC-155-HZ	31/12/2008	11 192,46	5	11 192,46	0,00	1 131,60	1 131,60	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
22/08/2024	2009M08001-E1272 - FOUR MASTER 3PL-CN-290-BS	31/12/2009	23 818,94	5	23 818,94	0,00	2 876,56	2 876,56	0,00
22/08/2024	2009M08002-E1273 - FOUR MASTER 3PL-CB-639-MA	31/12/2009	23 182,14	5	23 182,14	0,00	2 127,98	2 127,98	0,00
22/08/2024	2010M08000-E1275 - FOUR MASTER 3PL-AG-886-ZP	31/12/2010	23 406,17	5	23 406,17	0,00	1 187,73	1 187,73	0,00
22/08/2024	2010M08004-D1133 - FOUR MASTER 6PL-AQ-965-GF	31/12/2010	21 484,17	5	21 484,17	0,00	2 049,18	2 049,18	0,00
25/09/2024	2001M10000 - Gendarmeries-Souffleur	31/12/2001	868,04	10	868,04	0,00	945,66	945,66	0,00
25/09/2024	2002M10000 - Gendarmeries-Meuleuse, perceuse, scie	31/12/2002	537,00	10	537,00	0,00	585,02	585,02	0,00
25/09/2024	2002M10001 - Gendarmeries-Tondeuse débroussailleuse	31/12/2002	986,00	10	986,00	0,00	1 074,17	1 074,17	0,00
25/09/2024	2003B05251 - Gendarmeries-Chambres de sûreté, mise conformité	31/12/2003	31 284,69	50	13 137,44	18 147,25	34 082,21	15 934,96	0,00
25/09/2024	2003M10001 - Gendarmeries-Divers outillage	31/12/2003	1 498,00	10	1 498,00	0,00	1 631,95	1 631,95	0,00
25/09/2024	2006B05272 - Gendarmeries diverses études	31/12/2006	143,69	50	49,07	94,62	156,54	61,92	0,00
25/09/2024	2013B05233 - Gendarmerie Lubersac-Clôture séparation parcelles	31/12/2013	1 399,32	50	304,81	1 094,51	1 524,45	429,94	0,00
02/12/2024	1994M08002-D2405 - CAM M18O 4*4 TWISS-CB-830-KR	31/12/1994	70 513,77	10	70 513,77	0,00	4 274,66	4 274,66	0,00
02/12/2024	2003M08004-E0859 - VLU KANGOO-CB-058-LG	31/12/2003	11 629,66	7	11 629,66	0,00	400,16	400,16	0,00
02/12/2024	2005M08006-E1931 - CAM MIDLUM 4*4 PLAT-CB-275-KS	31/12/2005	72 539,27	10	72 539,27	0,00	4 418,98	4 418,98	0,00
06/12/2024	1997M10027-E2490 - TRACTEUR ARES 4*4 19D 2043A-CB-369-CG	31/12/1997	75 232,86	7	75 232,86	0,00	6 060,64	6 060,64	0,00
06/12/2024	1997M10028-E2492 - TRACTEUR ARES 4*4 19D 2042A-CB-681-CD	31/12/1997	75 232,86	7	75 232,86	0,00	7 868,72	7 868,72	0,00
06/12/2024	1998M10048-D2554 - TRA ARES 4*4 8388RP19-CA-825-ZT	31/12/1998	74 865,15	7	74 865,15	0,00	3 597,47	3 597,47	0,00
06/12/2024	2001M10032-E2706 - EPAREUSE NOREMAT MAGISTRA-1005E	31/12/2001	22 061,81	7	22 061,81	0,00	1 777,26	1 777,26	0,00
06/12/2024	2001M10033-E2707 - EPAREUSE NOREMAT MAGISTRA-1006E	31/12/2001	22 061,81	7	22 061,81	0,00	1 060,13	1 060,13	0,00
06/12/2024	2001M10069-E2490B - DEBROUSSAILLEUSE SUR TRACTEUR E2490-E2704	31/12/2001	22 061,81	7	22 061,81	0,00	2 307,48	2 307,48	0,00
06/12/2024	2003M08011 - Renault TRAFIC- 7238 SE 19	31/12/2003	26 060,77	5	26 060,77	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00
06/12/2024	2003M10017-C2320 - TETE DE COUPE 1M60 NOREMAT-561CC	31/12/2003	7 558,72	7	7 558,72	0,00	608,92	608,92	0,00
09/12/2024	1998M10046-D2556 - TRA ARES 4*4 8391RP19-CA-777-ZT	31/12/1998	74 865,15	7	74 865,15	0,00	2 764,61	2 764,61	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
09/12/2024	1998M10049-D2557 - TRA ARES 4*4 8390RP19-CB-150-HP	31/12/1998	74 865,15	7	74 865,15	0,00	4 060,62	4 060,62	0,00
09/12/2024	2000M10019-E2703 - EPAREUSE ROUSSEAU FULGOR-983E	31/12/2000	25 489,60	7	25 489,60	0,00	1 382,54	1 382,54	0,00
09/12/2024	2001M10070-E2492A - DEBROUSSAILLEUSE SUR TRACTEUR E2492-E2705	31/12/2001	22 061,81	7	22 061,81	0,00	814,69	814,69	0,00
13/12/2024	1995M10048-NET017 - NETTOY HP KARCHER HDS 697-NET017	31/12/1995	1 500,00	5	1 500,00	0,00	79,07	79,07	0,00
13/12/2024	1996M10029-NET016 - NETTOY HP KARCHER HDS 655S-NET016	31/12/1996	1 500,00	5	1 500,00	0,00	22,33	22,33	0,00
13/12/2024	1999M10047-E4520 - PELLE FIAT HITACHI-943E	31/12/1999	117 589,97	7	117 589,97	0,00	6 482,92	6 482,92	0,00
13/12/2024	2002M10018-NET023 - NETTOYEUR STIHL RE161K-NET023	31/12/2002	800,00	5	800,00	0,00	11,92	11,92	0,00
13/12/2024	2004M10028-638CC - BANC DE CONTROLE TRAIN AVANT-638CC	31/12/2004	13 600,91	7	13 600,91	0,00	50,02	50,02	0,00
13/12/2024	2008M10028-NET024 - NETTOYEUR EAU CHAUDE -NET024	31/12/2008	2 000,00	5	2 000,00	0,00	105,43	105,43	0,00
13/12/2024	2014M10080-NET001 - NETTOY HP THERMIQUE KARCHER HD801B-NET001	31/12/2014	1 500,00	5	1 500,00	0,00	22,33	22,33	0,00
Cessions à titre gratuit							**0,00**	**-528,06**	
01/07/2024	2006M07011 - La Martière-Eqpt mobilier	31/12/2006	233 806,56	10	233 806,56	0,00	0,00	0,00	0,00
01/07/2024	2007M07005 - La Martière-Mobilier Accueil/salleConférence/resto	31/12/2007	136 167,27	10	136 167,27	0,00	0,00	0,00	0,00
01/07/2024	2010M07025 - La Martière-Mobilier	31/12/2010	13 948,40	10	13 948,40	0,00	0,00	0,00	0,00
01/07/2024	2011M07025 - La Martière-Mobilier	31/12/2011	30 451,39	10	30 451,39	0,00	0,00	0,00	0,00
01/07/2024	2020M07009 - Chamonix-Défibrillateur HEARTSINE SAMARITAN	31/12/2020	1 052,64	8	524,58	528,06	0,00	-528,06	0,00
Mise à disposition							**0,00**	**0,00**	
Affectation							**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage							**0,00**	**0,00**	
Mise à la réforme							**0,00**	**0,00**	
07/06/2024	2015M06010 - Musée Sarran-5 bornes interactives Panel PC 15	31/12/2015	11 337,00	5	11 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M06005 - MacBook Pro 15"	31/12/2016	2 697,97	5	2 697,97	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2016M06013 - 4 bornes interactives Panel PC 15" version Châssis	31/12/2016	8 760,00	5	8 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2017M06024-D031 - ORDINATEUR ATELIER	31/12/2017	621,71	5	621,71	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
07/06/2024	2000M06002-B139CC - SERVEUR POWEREDGE - ECRAN	31/12/2000	4 360,22	3	4 360,22	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2004M07099 - Aire de Vitrac-Borne interactive	31/12/2004	4 654,83	10	4 654,83	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2006M06034 - Serveurs informatiques WINTEL	31/12/2006	64 905,13	5	64 905,13	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2007M06004 - Serveur DL 360 G5	31/12/2007	4 748,35	5	4 748,35	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2007M06023 - Ecran TV LCD 46"	31/12/2007	4 664,45	5	4 664,45	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2007M06029 - MacBook C2D-G	31/12/2007	1 335,44	5	1 335,44	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2007M06035 - Imprimantes HP laserjet 4250-Scriba SA	31/12/2007	4 601,61	5	4 601,61	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2009M06003 - Bornes 3com 7760AG	31/12/2009	1 411,28	5	1 411,28	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2009M06026 - 2008M43-Lot 5 Imprimantes-Scriba SA	31/12/2009	11 850,45	5	11 850,45	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2011M06012 - Fax Brother 2920 Laser	31/12/2011	1 489,02	5	1 489,02	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2011M06027 - Imprimante HP Laserjet P3015dn	31/12/2011	1 188,82	5	1 188,82	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2012M05001 - Ordicollèges 19-iPad et MacBook	31/12/2012	3 477,05	5	3 477,05	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2012M06002 - Apple New Ipad	31/12/2012	717,60	5	717,60	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2013M06005 - Imprimante HP color LaserJet	31/12/2013	3 972,14	5	3 972,14	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2013M06016 - Bornes interactives Musée Sarran	31/12/2013	8 236,90	5	8 236,90	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2014M06010 - 4 bornes interactives Panel PC 15" version Châssis	31/12/2014	8 264,45	5	8 264,45	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2014M06017 - 2 iPad Air 9,7" 32 Go gris	31/12/2014	1 416,00	5	1 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2024	2014M06018 - 2 imprimantes HP Color Laserjet Pro CP5225dn	31/12/2014	3 141,60	5	3 141,60	0,00	0,00	0,00	0,00
Divers							**0,00**	**-17 114,41**	
23/05/2024	2017D00101 - SARL CDR ENVIRONNEMENT Egletons-Avance remboursab.	31/12/2017	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01000-REGULM57 - GSF des Agriers - Forêts départementales	31/12/2009	30 500,00	15	30 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01001-REGULM57 - GSF du Mont Bessou - Forêts départementales	31/12/2009	22 800,00	15	22 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01002-REGULM57 - Communes - Equipements informatiques et numériques	31/12/2009	36 790,00	15	36 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01003-REGULM57 - PNR Millevaches	31/12/2009	16 442,00	15	16 442,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01004-REGULM57 - SYMA A20	31/12/2009	78 490,00	15	78 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01005-REGULM57 - SYMA A89	31/12/2009	154 260,00	15	154 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01006-REGULM57 - SYMA Pays de Tulle	31/12/2009	231 790,00	15	231 790,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
02/08/2024	2009S01007-REGULM57 - Aéroport Brive-Souillac-Subv. au Syndicat Mixte	31/12/2009	248 812,50	15	248 812,50	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01008 - Schéma gérontologie - Réhabilitation divers EHPAD	31/12/2009	14 745 006,91	15	14 745 006,91	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01009 - Chambre de Métiers - Aide à la création, reprise e	31/12/2009	30 500,00	15	30 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01010 - OPH - Construction, réhabilitation et amélioration	31/12/2009	450 817,48	15	450 817,48	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01011-REGULM57 - Commission Syndicale Lascaux-Vignols	31/12/2009	2 122,00	15	2 122,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01012 - Communes corréziennes	31/12/2009	14 660 433,11	15	14 660 433,11	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01013-REGULM57 - FDEE19 (électricité et énergie)	31/12/2009	205 259,00	15	205 259,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01014 - Communautés d'Agglomération de Tulle et Brive	31/12/2009	762 685,10	15	762 685,10	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01015 - Communautés de Communes	31/12/2009	2 280 976,46	15	2 280 976,46	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01016-REGULM57 - Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2009	3 372 070,00	15	3 372 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01017-REGULM57 - PNR Millevaches	31/12/2009	73 847,02	15	73 847,02	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2009S01018-REGULM57 - TERRITOIRES 19 (SEMABL)	31/12/2009	158 937,00	15	158 937,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01037 - Assoc° Kayak Club Tulle-Achat téléski Lac Seilhac	31/12/2019	14 000,00	5	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01038 - Syndicat Bovins Croissance - Maintien des éleveurs	31/12/2019	10 000,00	5	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01039 - Maintien et dév. entr. commerciales & artisanales	31/12/2019	12 500,00	5	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019O00100 - Assistance téléphonique Système WebDev	31/12/2019	2 772,00	5	2 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019O00101 - La Celette - Captages C.H. Eygurande	31/12/2019	1 488,00	5	1 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019O00102 - Contrat Transition Ecolo.-Plan méthanisation	31/12/2019	48 100,20	5	48 100,20	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019O00103 - Contrat Transition Ecolo.-Filière hydrogène	31/12/2019	108,00	5	108,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019O00104 - Contrat Transition Ecolo.-IRVE (recharge VE)	31/12/2019	11 508,00	5	11 508,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01006 - Synd. Viticole Vin de Paille Corrèze-Aménag. chais	31/12/2019	11 876,20	5	11 876,20	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01018 - Chambre Agri. 19-Plate-forme prod. circuits-courts	31/12/2019	10 500,00	5	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
02/08/2024	2019S01019 - Fransylva Forestiers Privés-Elagage bois privés	31/12/2019	50 000,00	5	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01025 - Communes corréziennes	31/12/2019	347 349,68	5	347 349,68	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01026-REGULM57 - Syndicats Mixtes et Intercommunaux	31/12/2019	44 731,00	5	44 731,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01027 - Communautés de Communes	31/12/2019	36 324,00	5	36 324,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01028 - Communauté d'Agglomération de Tulle	31/12/2019	27 679,00	5	27 679,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01029-REGULM57 - Centre Intercommunal Action Sociale Midi Corrézien	31/12/2019	15 280,00	5	15 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01030 - Service Départemental d'Incendie et de Secours	31/12/2019	219 000,00	5	219 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01031 - Collèges publics - Achat matériel et mobilier 2019	31/12/2019	91 268,00	5	91 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01032 - Collèges privés-Aide aux équipts informatiq. & TIC	31/12/2019	6 555,00	5	6 555,00	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01033 - Développement des Sports Nature	31/12/2019	16 326,70	5	16 326,70	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01034 - Convention CNSA Section IV-Gestion aide à domicile	31/12/2019	108 177,77	5	108 177,77	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01035 - Pacte Territorial d'Insertion (PTI)	31/12/2019	25 476,33	5	25 476,33	0,00	0,00	0,00	0,00
02/08/2024	2019S01036 - Assoc° Abeille Corrézienne aménagt mielerie rucher	31/12/2019	1 700,00	5	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	1980M10001-D0263O - DEGAU RABOT KITY-263D	31/12/1980	462,77	5	462,77	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	1992M10014-E6020 - LAME DIC RAB3-645E	31/12/1992	5 924,06	10	5 924,06	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2001M10062-C7808 - FEUX TRICOLORES BAT.ELSI-507CC	31/12/2001	2 862,57	5	2 862,57	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2004M08001-E0791 - VLU KANGOO-CC-041-BJ	31/12/2004	11 603,89	7	11 603,89	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2005M08003-E0784 - VLU KANGOO-CC-857-BH	31/12/2005	11 189,81	7	11 189,81	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2006M08002-C2062 - VLU KANGOO-CC-132-BL	31/12/2006	11 233,46	5	11 233,46	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2006M08005-C2065 - VLU KANGOO-CC-184-BL	31/12/2006	11 233,46	5	11 233,46	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2014M10057-D7851 - PANNEAU TRITON 200L MONTAGE-1411D	31/12/2014	356,41	10	356,41	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2020M10070-PMAT029 - SECATEUR ELECTROCOUP F3015M-1611D	31/12/2020	1 624,50	5	1 296,90	327,60	0,00	-327,60	0,00
06/12/2024	2020M10125-514D - ARMOIRE ATELIER 9 TIROIRS-514D	31/12/2020	1 170,00	5	936,00	234,00	0,00	-234,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortis-sement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
06/12/2024	2020M10136-D1802 - REMORQUE PORTE ENGIN LOUAULT 26T- FX-815-JS	31/12/2020	36 659,11	7	20 948,02	15 711,09	0,00	-15 711,09	0,00
06/12/2024	2014M10058-D7851 - MONTAGE FLU-1411D	31/12/2014	963,22	10	963,22	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2015M10050-D7853 - MONTAGE PMV AXIMUM HERMES 250L-1458D	31/12/2015	1 311,34	10	1 179,78	131,56	0,00	-131,56	0,00
06/12/2024	2016M10025-D7854 - PMV TRITON MONTAGE EXPLOITATION-1490D	31/12/2016	883,04	10	705,50	177,54	0,00	-177,54	0,00
06/12/2024	2016M10026-D7855 - PMV TRITON MONTAGE EGLETONS-1491D	31/12/2016	883,04	10	705,50	177,54	0,00	-177,54	0,00
06/12/2024	2016M10029-D7856 - PMV TRITON MONTAGE EXPLOITATION-1492D	31/12/2016	883,04	10	705,50	177,54	0,00	-177,54	0,00
06/12/2024	2016M10030-D7857 - PMV TRITON MONTAGE USSEL-1493D	31/12/2016	883,04	10	705,50	177,54	0,00	-177,54	0,00
06/12/2024	2017M10114-D9202 - REMORQUE PTAC 750KG- EP-447-TE	31/12/2017	1 062,00	5	1 062,00	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2017M10115-D9203 - REMORQUE PTAC 750KG- EP-441-TE	31/12/2017	1 062,00	5	1 062,00	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2017M10116-D9204 - REMORQUE PTAC 750KG- EP-436-TE	31/12/2017	1 062,00	5	1 062,00	0,00	0,00	0,00	0,00
06/12/2024	2017M10117-D9205 - REMORQUE PTAC 750KG- EP-442-TE	31/12/2017	1 062,00	5	1 062,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS — B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	150 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	223 172,35
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	45 022,13

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1) — B14

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***1 624 183,73***
21351	*Bâtiments publics*	*11 005,60*
2151	*Réseaux de voirie*	*1 550 222,06*
21735	*Installations générales. agencements. aménagements de constructions*	*62 956,07*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
TOTAL GENERAL		**1 624 183,73**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	**1 002 341,33**	
60633	Fournitures de voirie	933 699,38	
6068	Autres matières et fournitures	62 259,27	
611	Contrats de prestations de services	1 080,00	
61351	Locations de matériel roulant	2 743,56	
61358	Autres locations mobilières	432,72	
615231	Entretien et réparations sur voiries	2 126,40	
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**621 842,40**	
64111	Rémunération principale du personnel titulaire	621 842,40	
72	***Travaux en régie***		***1 624 183,73***
722	*Immobilisations corporelles*		*1 624 183,73*
TOTAL GENERAL		**1 624 183,73**	**1 624 183,73**

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	B14

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	1 624 183,73
Recettes réelles de fonctionnement	382 423 083,84
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,42 %

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	B15.2

B15.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-53 498 053,04**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**10 000 000,000**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-43 498 053,04**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**43 498 053,04**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-43 498 053,04**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**32 992 021,97**	**31 899 457,55**	**0,00**	**31 899 457,55**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**106 853 340,00**	**34 970 938,53**	**10 000 000,00**	**44 970 938,53**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**73 861 318,03**	**3 071 480,98**	**10 000 000,00**	**13 071 480,98**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-53 498 053,04**			**-53 498 053,04**
Affectation au 1068 (C)	**43 498 053,04**	**43 498 053,04**		**43 498 053,04**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-10 000 000,00**			**-10 000 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**3 071 480,98**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recettes"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**32 992 021,97**	**I**	**31 899 457,55**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**29 618 800,00**		**29 610 448,46**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	27 300 986,10		27 292 637,56
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 317 813,90		2 317 810,90
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**3 373 221,97**		**2 289 009,09**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*3 373 221,97*		*2 289 009,09*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**106 853 340,00**	**III** **34 970 938,53**
Ressources propres externes de l'année (a)		**5 943 200,00**	**6 691 048,22**
10222	FCTVA	5 400 000,00	6 154 890,62
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	50 000,00	100 000,00
26…	Participations et créances rattachées		
261	Titres de participation	72 000,00	0,00
27…	Autres immobilisations financières		
2741	Prêts aux collectivités et groupements	421 200,00	421 157,60
2748	Autres prêts	0,00	15 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**100 910 140,00**	**28 279 890,31**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*268 484,72*	*268 484,72*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*8 333,00*	*8 333,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*76 106,00*	*76 106,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*439 288,80*	*439 288,80*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*8 471 108,55*	*8 471 108,55*
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	*117 800,00*	*117 800,00*
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	*2 450 536,55*	*2 450 536,55*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*34 126,60*	*34 126,60*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 846 712,46*	*1 846 712,46*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	92 768,52	92 768,52
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	1 380 893,32	1 380 893,32
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	47 861,00	47 861,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	420 636,50	420 636,50
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	171 696,48	171 696,48
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 714 671,40	1 714 671,40
280423	Privé : Projet infrastructure	1 875,00	1 875,00
280431	Subv.Scol : Bien mobilier, matériel	92 407,80	92 407,80
280432	Subv.Scol : Bâtiments, installations	409,00	409,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	984 963,40	984 963,40
28088	Autres immobilisations incorporelles	19 494,00	19 494,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	6 943,00	6 943,00
28128	Autres aménagements de terrains	1 080,00	1 080,00
281311	Bâtiments administratifs	781 801,00	781 801,00
281312	Bâtiments scolaires	696 307,00	696 307,00
281313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	202 522,00	202 522,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	1 062 124,00	1 062 124,00
281318	Autres bâtiments publics	286 154,39	286 154,39
281321	Immeubles de rapport	332,00	332,00
281351	Bâtiments publics	562 775,40	562 775,40
281352	Bâtiments privés	30 047,00	30 047,00
28141	Construct° sol autrui - Bâtiments public	28 028,00	28 028,00
28145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	6 782,00	6 782,00
28152	Installations de voirie	509 297,61	509 297,61
281533	Réseaux câblés	299,00	299,00
281538	Autres réseaux	66 158,00	66 158,00
281572	Matériel technique scolaire	89 254,00	89 254,00
2815731	Matériel roulant	278 968,93	278 968,93
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	285 679,29	285 679,29
281578	Autre matériel technique	128 338,65	128 338,65
2817311	Bâtiments administratifs (m. à dispo)	53 866,00	53 866,00
2817312	Bâtiments scolaires (m. à dispo)	417 728,00	417 728,00
2817313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad	1 989,00	1 989,00
2817314	Bâtiments culturels et sportifs (m. à di	50 191,00	50 191,00
2817318	Autres bâtiments publics (m. à dispo)	5 352,00	5 352,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	459 605,62	459 605,62
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	283,00	283,00
28181	Installations générales, aménagt divers	16 536,84	16 536,84

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DEF-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
281828	*Autres matériels de transport*	*1 115 501,00*	*1 115 501,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*257 875,50*	*257 875,50*
281838	*Autre matériel informatique*	*716 832,95*	*716 832,95*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*43 190,42*	*43 190,42*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*75 393,65*	*75 393,65*
28185	*Matériel de téléphonie*	*50 207,35*	*50 207,35*
28188	*Autres immo. corporelles*	*4 714 505,30*	*447 226,22*
28281	*Install. générales, agencements (affect)*	*57 878,00*	*57 878,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*847 170,00*	*847 169,39*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV

C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
P101E01	100% THD MOBILE	905	350 000,00	-350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P163E03	2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Capital)	906	1 240 022,19	0,00	-318 774,32	0,00	0,00	-318 774,32	142 791,30	-461 565,62
P066E04	2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 INVESTISSEMENT SUB /D	904	67 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P166E06	A cloturer EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2018-2021 D	900	0,00	0,00	4 794,09	0,00	0,00	4 794,09	0,00	4 794,09
P166E07	A cloturer EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2019-2023 D	900	0,00	0,00	14 179,78	0,00	0,00	14 179,78	0,00	14 179,78
P166E08	A cloturer EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2020-2024 D	900	108 408,60	0,00	56 591,40	0,00	0,00	56 591,40	0,00	56 591,40
P166E09	A cloturer EVOLUTIVE DES SYSTEMES D'INFORMATION/2021-2025 D	900	0,00	0,00	44 204,40	0,00	0,00	44 204,40	0,00	44 204,40
P166E05	A cloturer SYSTEMES D'INFORMATION / 2018 - 2021 D	900	0,00	0,00	102 418,50	0,00	0,00	102 418,50	0,00	102 418,50
P045E05	ACHAT VEHICULES ELEC. ET THERM. marché 72/73 - 2019-23 / D	900	8 816,24	0,00	58 814,93	0,00	58 814,93	0,00	0,00	0,00
P045E17	ACHAT VEHICULES VL ELECT ET THERMIQUES 2023-2027 / D	900	4 097 000,00	0,00	0,00	511 892,00	0,00	511 892,00	511 241,30	650,70
P166E22	ACQUI DE LOGICIELS ADMINISTRATION GENERALE 2022 2027 D	900	2 583 400,00	0,00	520 694,44	965 121,42	267 204,72	1 218 611,14	587 486,14	631 125,00
P166E29	ACQUI DE LOGICIELS BUREATIQUE ET COLLABORATIF 2022 2027 D	900	3 119 629,49	0,00	0,00	36 000,00	18 792,00	17 208,00	17 208,00	0,00
P167E01	ACQUI DE LOGICIELS CULTURE SPORTS 2022 2027 D	903	338 300,00	0,00	3 138,55	179 400,00	36 479,89	146 058,66	117 203,22	28 855,44
P166E17	ACQUI DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022 2027 D	900	4 187 313,94	0,00	163 457,39	972 273,49	384 275,24	751 455,64	626 133,55	125 322,09
P046E06	ACQUI DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022 2027 D	902	1 170 600,00	0,00	54 755,43	9 450,00	8 383,57	55 821,86	1 268,40	54 553,46

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P170E01	ACQUI DE MATERIEL ET LOGICIELS SOCIAL 2022 2027 D	904	1 510 200,00	0,00	134 268,34	1 455 283,70	60 729,53	1 528 822,51	1 119 660,34	409 162,17
P042E07	ACQUISITION LIVRES 2022-2025 / D	903	270 918,52	0,00	148,04	134 330,00	148,04	134 330,00	134 134,44	195,56
P168E02	ACQUISITION LOGICIELS ROUTES 2022 2027 D	908	129 100,00	0,00	93 960,51	78 102,43	2 119,64	169 943,30	85 271,24	84 672,06
P165E04	ACQUISITION MATERIEL ET LOGICIELS D'IMPRESSION 2022 2027 D	900	82 048,64	0,00	4 040,98	29 037,78	162,00	32 916,76	28 876,54	4 040,22
P165E03	ACQUISITION TOUS MATERIELS DE POSTE DE TRAVAIL 2022 2027 D	900	1 690 586,36	0,00	99 820,56	253 900,68	57 308,94	296 412,30	225 167,27	71 245,03
P009E04	AEP - ASSAINISSEMENT/MILIEUX AQUATIQUES COMMUNES / 2022-2024	907	1 967 075,00	0,00	-67 676,00	12 736,00	489 924,00	-544 864,00	221 955,00	-766 819,00
P011E03	AEP - ASSAINISSEMENT/MILIEUX AQUATIQUES EPCI / 2022-2024	907	2 975 414,00	0,00	24 586,00	16 976,00	293 341,00	-251 779,00	451 612,00	-703 391,00
P010E01	AEP ET ASSAINISSEMENT / 2008-2019D	907	14 800,00	0,00	-14 800,00	0,00	0,00	-14 800,00	0,00	-14 800,00
P009E01	AEP/ASSAINISSEMENT / 2018 D	907	40 531,00	0,00	50 938,00	0,00	50 938,00	0,00	8 190,00	-8 190,00
P009E02	AEP/ASSAINISSEMENT / 2019-2021 D	907	748 963,00	0,00	376 055,00	0,00	491 737,00	-115 682,00	41 846,00	-157 528,00
P011E02	AEP/ASSAINISSEMENT / 2021-2023 D	907	501 269,00	0,00	-69 294,00	0,00	532 538,00	-601 832,00	125 628,00	-727 460,00
P009E03	AEP/ASSAINISSEMENT / 2021-2023 D	907	580 987,00	0,00	757 301,00	0,00	1 316 328,00	-559 027,00	88 734,00	-647 761,00
P010E03	AEP/ASSAINISSEMENT/MILIEU AQUA / 2016-2017 D	907	270 620,00	0,00	98 202,00	0,00	1 950,00	96 252,00	68 000,00	28 252,00
P183E01	AGRICULTURE CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021 D	906	64 828,63	0,00	60 167,56	0,00	3 942,22	56 225,34	37 236,81	18 988,53
P183E02	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	906	658 022,89	300 000,00	-77 220,55	100 898,54	8 418,67	15 259,32	242 717,71	-227 458,39
P008E01	AIDE A L'ADRESSAGE - 2018/2020	908	32 118,00	0,00	2 033,00	0,00	674,00	1 359,00	1 696,00	-337,00
P016E01	AIDE A LA PIERRE / 2016 D	905	142 042,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P016E02	AIDE A LA PIERRE / 2017 D	905	60 715,36	0,00	-6 049,00	0,00	0,00	-6 049,00	0,00	-6 049,00
P016E05	AIDE A LA PIERRE / 2018 D	905	305 577,19	0,00	-5 000,00	0,00	8 054,00	-13 054,00	3 000,00	-16 054,00
P016E07	AIDE A LA PIERRE / 2019 D	905	1 031 117,00	0,00	43 452,00	0,00	43 222,00	230,00	6 000,00	-5 770,00
P016E09	AIDE A LA PIERRE / 2020 D	905	444 525,00	0,00	14 052,00	0,00	2 138,00	11 914,00	6 000,00	5 914,00
P016E11	AIDE A LA PIERRE / 2021 D	905	213 538,00	0,00	17 477,00	0,00	12 342,00	5 135,00	43 659,00	-38 524,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P016E13	AIDE A LA PIERRE / 2022 D	905	2 528 605,00	0,00	-1 438 458,00	0,00	4 616,00	-1 443 074,00	198 406,00	-1 641 480,00
P016E16	AIDE A LA PIERRE / 2023 D	905	2 779 203,00	0,00	99 104,00	0,00	2 586,00	96 518,00	263 311,00	-166 793,00
P016E19	AIDE A LA PIERRE / 2024 D	905	2 500 000,00	0,00	0,00	580 958,00	94,00	580 864,00	215 297,00	365 567,00
P016E21	AIDES AUX PARTICULIERS - GUICHET HABITAT / 2025 D	905	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P028E02	AMENAGEMENT DE BOURG / 2016 D	905	18 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P021E04	AMENAGEMENT NUMERIQUE 100% FIBRE SPL NATHD/ 2017-2021 D	905	187 500,00	-187 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P022E01	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021-25/ D	908	1 170 554,23	4 000 000,00	295 303,83	2 101 546,51	267 317,69	2 129 532,65	1 882 951,33	246 581,32
P107E03	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021/ D	908	8 513,81	-8 514,01	0,20	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00
P028E04	AMENAGEMENTS DE BOURGS / 2017 D	905	2 810,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P020E01	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2020/D	908	2 456 080,12	-2 456 080,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P020E02	AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021-2025/D	908	2 683 500,61	1 220 000,00	26 210,42	1 906 480,07	1 135 235,01	797 455,48	781 417,48	16 038,00
P023E02	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors GOR) 2021-2025/D	908	3 101 400,09	575 000,00	859 586,97	1 670 269,28	826 351,55	1 703 504,70	1 518 018,18	185 486,52
P023E01	AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2020/D	908	902 506,30	-980 772,48	78 266,18	0,00	78 266,18	0,00	0,00	0,00
P038E11	AMO ENERGIE AUDITS ENERGETIQUES TOUS SITES 2021 - 2023 / D	900	176 693,00	0,00	91 348,30	2 771,00	0,00	94 119,30	22 981,21	71 138,09
P159E39	ARCHIVES ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE 23-25 / D	903	42 984,00	180 000,00	11 048,32	254 984,00	0,00	266 032,32	168 221,08	97 811,24
P112E01	ARCHIVES SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES / 2017-2021 D	903	9 037,21	-5 675,66	-3 361,55	0,00	0,00	-3 361,55	0,00	-3 361,55
P082E01	ASAFAC ELAGAGE / 2018-2021 D	907	100 000,00	0,00	62 201,58	0,00	0,00	62 201,58	0,00	62 201,58
P135E03	AUTONOMIE ET GESTION DE L'EAU - ASAFAC / 2019-2026 D	907	864 472,48	0,00	-160 209,30	117 803,00	13 241,04	-55 647,34	256 226,39	-311 873,73
P047E04	COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES / 2021-2025 D	902	718,03	0,00	930,00	0,00	0,00	930,00	0,00	930,00
P055E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	901	5 898,00	0,00	875,00	0,00	0,00	875,00	875,00	0,00
P056E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	902	15 303,00	0,00	-2 917,00	0,00	0,00	-2 917,00	0,00	-2 917,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P054E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	903	30 000,00	0,00	63 376,00	0,00	13 678,00	49 698,00	79 698,00	-30 000,00
P052E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	905	333 924,00	0,00	829 582,00	0,00	163 009,00	666 573,00	496 856,00	169 717,00
P053E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	906	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
P057E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	907	15 465,00	0,00	14 990,00	0,00	0,00	14 990,00	0,00	14 990,00
P060E01	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2018/2021 D	908	466,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P055E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	901	101 262,00	0,00	-20 651,00	0,00	0,00	-20 651,00	608,00	-21 259,00
P056E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	902	2 095 496,00	0,00	-1 619 891,00	0,00	0,00	-1 619 891,00	299 045,00	-1 918 936,00
P054E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	903	4 208 055,00	0,00	-2 845 491,00	0,00	2 384,00	-2 847 875,00	441 015,00	-3 288 890,00
P052E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	905	8 696 875,30	0,00	-5 779 040,30	0,00	90 388,00	-5 869 428,30	1 386 836,00	-7 256 264,30
P053E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	906	251 922,00	0,00	-174 824,00	0,00	105,00	-174 929,00	52 698,00	-227 627,00
P057E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	907	225 731,00	0,00	-127 359,00	0,00	1 604,00	-128 963,00	82 322,00	-211 285,00
P060E02	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2021/2023 D	908	180 608,00	0,00	-175 085,00	0,00	523,00	-175 608,00	0,00	-175 608,00
P055E04	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	901	100 196,00	66 000,00	58 345,00	5 105,00	1 118,00	62 332,00	43 891,00	18 441,00
P056E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	902	1 719 553,00	470 000,00	194 022,00	148 284,00	10 033,00	332 273,00	572 797,00	-240 524,00
P054E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	903	7 063 419,00	226 700,00	437 261,00	1 567 932,00	14 383,00	1 990 810,00	1 502 069,00	488 741,00
P052E04	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	905	23 064 373,00	233 500,00	928 866,00	3 953 111,00	44 160,00	4 837 817,00	3 998 561,00	839 256,00
P053E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	906	373 505,00	65 000,00	15 193,00	101 876,00	535,00	116 534,00	135 255,00	-18 721,00
P057E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	907	359 956,00	50 000,00	26 348,00	49 996,00	6 545,00	69 799,00	107 652,00	-37 853,00
P060E04	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	908	109 804,00	40 000,00	-9 970,00	34 800,00	1 600,00	23 230,00	47 186,00	-23 956,00
P062E01	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023	903	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 304,00	-6 304,00
P064E02	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023	904	505 783,00	0,00	-274 886,00	0,00	0,00	-274 886,00	78 377,00	-353 263,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P061E02	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023	905	5 606 177,00	0,00	-1 412 673,00	0,00	376,00	-1 413 049,00	2 200 760,00	-3 613 809,00
P065E01	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2021/2023	908	30 000,00	0,00	-16 511,00	0,00	0,00	-16 511,00	4 800,00	-21 311,00
P062E02	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	903	473 900,00	170 000,00	6 100,00	43 726,00	193,00	49 633,00	44 503,00	5 130,00
P064E03	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	904	340 562,00	1 205 000,00	214 438,00	89 938,00	7 514,00	296 862,00	287 716,00	9 146,00
P061E03	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	905	6 687 052,00	-628 000,00	51 863,00	1 647 321,00	2 475,00	1 696 709,00	1 351 089,00	345 620,00
P065E02	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	908	16 000,00	4 000,00	-2 240,00	800,00	0,00	-1 440,00	800,00	-2 240,00
P061E01	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES / 2018-2021 D	905	3 129,00	0,00	2 530 913,00	0,00	0,00	2 530 913,00	79 973,00	2 450 940,00
P199E01	CORREZE HABITAT - TITRES PARTICIPATIFS / 2023-2025	923	166 966,00	0,00	5 333 034,00	0,00	0,00	5 333 034,00	3 000 000,00	2 333 034,00
P075E01	COUVERTURES TELEPHONIE MOBILE (800 Sites Prioritaires)	905, 907	941,19	-999,31	121,30	0,00	121,30	0,00	0,00	0,00
P038E31	CREATION DES MAISONS DE SERVICE 2023-2025 / D	900	219 000,00	0,00	11 000,00	2 084,22	0,00	13 084,22	11 886,30	1 197,92
P190E01	CREATION PÔLE DE NEANDERTAL / D	903	733 337,43	855 157,80	4 147 571,59	2 834 052,87	2 786 731,46	4 194 893,00	2 732 185,20	1 462 707,80
P028E01	CTA - CONTRATS TERRITORIAUX D'AMENAGEMENT / 2015-2017 D	905	160 226,00	0,00	19 839,00	0,00	0,00	19 839,00	0,00	19 839,00
P055E01	DEFENSE INCENDIE / 2016 D	901	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P107E01	DEGATS DIVERS 2020/D	908	844 327,85	-844 327,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P107E04	DEGATS DIVERS 2021-2025/D	908	565 253,18	0,00	291 636,50	1 040 991,27	504 943,64	827 684,13	811 016,17	16 667,96
P156E02	DEGATS DIVERS 2021/D	908	8 232,10	-8 406,00	173,90	0,00	173,90	0,00	0,00	0,00
P135E05	DEPENSES DIRECTES 2017/2025	907	102 470,45	0,00	8 534,75	15 000,00	0,00	23 534,75	2 220,00	21 314,75
P047E09	DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES 2021-2024 / D	902	59 348,00	0,00	20 000,00	4 400,00	4 400,00	20 000,00	0,00	20 000,00
P193E01	ECLAIRAGE PUBLIC - SOBRIETE	905	2 267 967,00	0,00	32 033,00	681 049,00	6 684,00	706 398,00	733 051,00	-26 653,00
P039E22	ECONOMIE ET SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-MSD 2023-2025 / D	904	103 978,00	300 000,00	33 662,00	368 001,10	0,00	401 663,10	104 263,20	297 399,90
P040E15	ECONOMIE, SUPERVISION DOMOTIQUE ENERGIE-CERBF 2023-2025 / D	908	217 499,43	250 000,00	9,54	103 905,85	0,00	103 915,39	100 562,11	3 353,28
P135E06	ELABORATION ET MISE EN UVRE DU PDGEC	907	400 000,00	0,00	46 862,00	117 072,40	121 500,00	42 434,40	57 201,24	-14 766,84

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P156E01	ELAGAGE-2020.2024/D	908	1 520 789,79	0,00	10 667,17	62 196,00	25 199,17	47 664,00	47 664,00	0,00
P047E35	ENERGIE - ACCELERATION SOBRIETE ENERGETIQUES 23-26 /D	902	3 474 083,11	-1 250 000,00	552 251,74	1 873 011,10	218 974,00	2 206 288,84	1 075 553,38	1 130 735,46
P024E02	EQUIPEMENTS SPORTIFS / 2016 D	903	6 176,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P043E04	ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS) / 2016-2025 D	907	61 166,86	0,00	23 350,18	562,77	0,00	23 912,95	23 571,10	341,85
P087E01	ETUDES GENERALES	908	264 258,21	200 000,00	338 857,49	630 192,53	443 313,78	525 736,24	488 198,49	37 537,75
P082E02	FRANSYLVA ELAGAGE / 2019-2020 D	907	0,00	0,00	242 272,65	0,00	0,00	242 272,65	0,00	242 272,65
P097E01	GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025 / D	908, 925	22 206 994,55	0,00	3 215 079,50	15 769 610,57	5 100 471,30	13 884 218,77	7 113 173,83	6 771 044,94
P192E01	HYPERVISION - SOUTIEN AUX COLLECTIVITES 2023/2025 - D	901	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P046E09	INFRASTRUCTURE COLLEGE 2023/2025	902	2 240 000,00	0,00	0,00	702 544,00	17 343,93	685 200,07	684 873,50	326,57
P202E01	INFRASTRUCTURE SUPERVISION 2023-2028/ D	900	2 400 000,00	0,00	0,00	708 806,60	124 200,00	584 606,60	573 905,70	10 700,90
P073E04	INV. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	905, 907	816 769,07	0,00	8 910,17	100 000,00	0,00	108 910,17	82 291,67	26 618,50
P073E03	INV. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	905, 907	1 329 720,00	0,00	-69 500,00	0,00	0,00	-69 500,00	11 000,00	-80 500,00
P047E40	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES 2024	902	1 000 000,00	0,00	0,00	1 212 664,74	28 447,32	1 184 217,42	836 023,91	348 193,51
P047E02	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2019 D	902	223 689,17	0,00	32 603,47	217 938,23	98 279,86	152 261,84	126 565,78	25 696,06
P047E03	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2020 D	902	497 246,60	0,00	33 092,26	57 951,07	24 980,66	66 062,67	52 262,48	13 800,19
P047E05	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2021 D	902	86 098,30	0,00	207 202,66	80 241,84	3 621,99	283 822,51	74 454,00	209 368,51
P047E18	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2022 D	902	363 611,30	0,00	200 876,85	0,00	102 981,20	97 895,65	4 692,00	93 203,65
P047E30	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS / 2023 D et P3	902	1 897 955,57	0,00	23 611,73	983 612,96	227 211,72	780 012,97	688 686,26	91 326,71
P166E21	MAINT EVOLUTIVE INFRAS ET TELECOM 2022 2027 D	900	25 000,00	0,00	243 534,34	141 343,38	341 693,34	43 184,38	43 184,38	0,00
P016E03	MAINTIEN A DOMICILE / 2016 D	905	118 911,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P016E04	MAINTIEN A DOMICILE / 2017 D	905	53 200,50	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
P016E06	MAINTIEN A DOMICILE / 2018 D	905	25 986,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
P016E08	MAINTIEN A DOMICILE / 2019 D	905	41 662,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P016E10	MAINTIEN A DOMICILE / 2020 D	905	26 599,00	0,00	13 930,00	0,00	0,00	13 930,00	3 000,00	10 930,00
P016E12	MAINTIEN A DOMICILE / 2021 D	905	27 584,00	0,00	20 600,00	0,00	0,00	20 600,00	0,00	20 600,00
P016E14	MAINTIEN A DOMICILE / 2022 D	905	235 907,00	0,00	-119 950,00	0,00	753,00	-120 703,00	16 747,00	-137 450,00
P016E17	MAINTIEN A DOMICILE / 2023 D	905	150 627,00	0,00	-12 500,00	0,00	751,00	-13 251,00	35 949,00	-49 200,00
P016E18	MAINTIEN A DOMICILE / 2024 D	905	180 000,00	100 000,00	0,00	94 490,00	286,00	94 204,00	86 314,00	7 890,00
P016E20	MAINTIEN A DOMICILE / 2025 D	905	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P028E03	MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2016 D	905	167 110,00	0,00	-35 203,00	0,00	0,00	-35 203,00	0,00	-35 203,00
P028E05	MAIRIE/SIEGES EPCI/EQUIPEMENTS COMMUNAUX / 2017 D	905	53 569,00	0,00	18 234,00	0,00	0,00	18 234,00	10 384,00	7 850,00
P042E03	MARCHE INVESTISSEMENT BD - CD-DVD 2021-2025	903	31 646,23	0,00	49 359,71	1 862,90	10 305,21	40 917,40	40 529,12	388,28
P116E02	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020-2025	908	5 788 884,84	0,00	293 907,62	2 274 026,17	615 659,95	1 952 273,84	1 569 404,73	382 869,11
P135E04	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES / 2020-2025 D	907	673 434,00	0,00	116 596,00	17 850,00	14 037,00	120 409,00	205 758,00	-85 349,00
P135E20	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES / 2025-2028 D	907	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P159E06	MODER SITE DES MILLES SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2024 / D	903	1 634 414,38	-1 091 114,76	610 621,79	112 147,13	5 782,00	716 986,92	360 953,11	356 033,81
P040E04	MODERNISATION DES CERB 2021-2024 / D	908	280 464,38	200 000,00	470 613,48	135 349,93	64 389,01	541 574,40	405 235,07	136 339,33
P038E29	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES-MARBOT BAT D 2023-2025 / D	900	323 945,00	370 000,00	422 367,00	1 873 563,03	1 224 642,03	1 071 288,00	893 703,57	177 584,43
P097E04	OPERATIONS COMPL. RESEAUX SECONDAIRES 2023-2025 / D	908	15 684 054,59	0,00	981 271,88	4 620 640,46	986 838,91	4 615 073,43	4 077 729,25	537 344,18
P121E01	OUVRAGES D'ARTS 2020/D	908	4 067 253,37	-4 102 895,55	35 642,18	0,00	35 642,18	0,00	0,00	0,00
P121E02	OUVRAGES D'ARTS 2022-25/D	908	4 785 057,92	0,00	708 418,09	3 553 012,58	851 843,22	3 409 587,45	2 855 962,51	553 624,94
P123E01	PARC LOCATIF SOCIAL / 2012-2017/D	905	1 406 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P123E02	PARC LOCATIF SOCIAL / 2018-2021 D	905	974 959,00	0,00	65 750,00	0,00	0,00	65 750,00	189 500,00	-123 750,00
P123E04	PARC LOCATIF SOCIAL / 2022-2028 D	905	4 896 500,00	0,00	-435 354,00	1 047 000,00	0,00	611 646,00	238 105,00	373 541,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P024E03	PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2016 D	903	8 118,00	0,00	-8 118,00	0,00	0,00	-8 118,00	0,00	-8 118,00
P024E05	PATRIMOINE ARCHITECTURAL / 2017 D	903	5 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P189E01	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : SUBVENTIONS - 2022-2026 / D	905	620 000,00	0,00	91 440,00	40 000,00	0,00	131 440,00	173 448,32	-42 008,32
P047E06	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024 / D	902	58 388,00	0,00	38 127,02	2 000,00	21 758,33	18 368,69	2 590,92	15 777,77
P047E07	PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2026 / D	902	7 000,00	0,00	6 090 141,37	7 757,54	110 000,00	5 987 898,91	2 220 123,91	3 767 775,00
P047E08	PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025 / D	902	1 012 284,34	-350 000,00	110 016,40	127 716,30	71 722,76	166 009,94	126 377,62	39 632,32
P107E05	PREPARATION DE CHAUSSEE 2020/D	908	1 085 074,32	-1 085 132,38	58,06	0,00	58,06	0,00	0,00	0,00
P107E06	PREPARATION DE CHAUSSEE 2021-2025/D	908	868 781,39	0,00	230 995,72	722 883,86	532 866,26	421 013,32	410 742,09	10 271,23
P047E34	PRODUCTION ENERGIE RENOUVELABLES COLLEGES 2023-2026 / D	902	2 234 836,00	0,00	2 197,68	186 065,00	0,00	188 262,68	140 836,43	47 426,25
P047E41	PROGRAMME CUISINES 2024-2026 -COLLEGES D	902	0,00	420 000,00	0,00	137 405,56	0,00	137 405,56	137 208,74	196,82
P009E05	PROJETS STRUCTURANTS AEP COMMUNE SECURISATION ET INTERCONNEX	907	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P011E04	PROJETS STRUCTURANTS AEP EPCI SECURISATION ET INTERCONNEXION	907	0,00	4 000 000,00	0,00	1 894 796,00	0,00	1 894 796,00	1 135 218,00	759 578,00
P068E01	PROTOCOLE CORREZE HABITAT / 2018-2021 D	905	641 468,21	0,00	6 750,00	0,00	0,00	6 750,00	38 250,00	-31 500,00
P068E02	PROTOCOLE CORREZE HABITAT 2013/2017 D	905	1 435 517,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P041E01	QUALYSE 2018-2021/D	906	200 000,00	-200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P094E06	RENOVATION - MODERNISATION CHAUFFAGE	900	0,00	550 000,00	0,00	17 422,89	0,00	17 422,89	8 359,20	9 063,69
P047E42	RENOVATION DE 3 COLLEGES- Treig- Rollinat-Hugo	902	0,00	6 182 200,00	0,00	3 491 834,20	46 000,00	3 445 834,20	342 350,97	3 103 483,23
P038E20	RENOVATION DES LOCAUX21-25 / D	900	8 422,68	400 000,00	62 937,64	80 216,35	35 887,49	107 266,50	89 512,93	17 753,57
P159E07	RENOVATION DES SANITAIRES ET ACCESSIBILITES 2021 - 2024 / D	903	909,00	0,00	272 142,12	0,00	0,00	272 142,12	204 268,37	67 873,75
P159E35	RENOVATION FACADES ET CHENEAUX MUSEE JC 2023-2025 / D	903	226 320,00	0,00	7 939,59	48 383,97	0,00	56 323,56	56 323,56	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P038E12	RENOVATION VITRAGES LED TOUS SITES 2021 - 2023 / D	900	138 549,72	0,00	961,93	148 108,92	0,00	149 070,85	133 069,38	16 001,47
P139E02	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2020/D	908	106 539,67	-243 179,00	136 639,33	0,00	136 639,33	0,00	0,00	0,00
P139E03	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D	908	8 472 525,11	0,00	317 437,41	3 209 478,72	583 906,70	2 943 009,43	2 942 749,08	260,35
P140E01	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2020/D	908	9 499 672,09	-9 599 088,74	99 416,65	0,00	99 416,65	0,00	0,00	0,00
P140E02	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2022/D	908	9 504 141,15	0,00	723 032,20	5 168 659,53	1 561 474,40	4 330 217,33	4 330 217,32	0,01
P159E37	RESTAURATION CLOS COUVERT SEDIERES 2023-2026 / D	903	180 000,00	0,00	9 456,01	76 294,78	0,00	85 750,79	14 873,62	70 877,17
P135E01	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2014-2016 D	907	163 724,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P135E02	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2017-2019 D	907	208 105,64	0,00	28 957,00	0,00	0,00	28 957,00	0,00	28 957,00
P047E01	RESTRUCTURATION ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE/2017-2023D	902	0,00	0,00	694 200,00	0,00	0,00	694 200,00	229 400,00	464 800,00
P116E11	ROUTES 4.0 - 2023-2025 / D	908	254 966,20	0,00	0,20	114 116,76	14 066,42	100 050,54	100 050,54	0,00
P047E43	Renov 3 colleges - Uzerche - Merlines - J.Moulin Brive	902	0,00	8 000 000,00	0,00	280 976,00	0,00	280 976,00	0,00	280 976,00
P158E01	SEM CORREZE ENERGIES RENOUVELABLES - APPELS DE FONDS	923	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P107E02	SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITE 2020-2023/D	908	550 692,93	0,00	41 561,99	91 523,74	25 801,69	107 284,04	90 826,10	16 457,94
P159E38	SOBRIETE ENERGIE ET OMBRIERES 2023-2024 / D	903	0,00	300 000,00	600 000,00	690 120,40	550 000,00	740 120,40	687 077,59	53 042,81
P158E02	SOCIETE PROJET DEV. SITES PHOTOVOL - CAPITAL , APPELS FONDS	923	174 000,00	176 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P172E02	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-INVESTISSEMENT / 2018-2025 D	905, 907	85 000,00	0,00	-26 000,00	0,00	10 083,00	-36 083,00	33 917,00	-70 000,00
P112E05	SUBVENTION DE RESTAURATION COMMUNES 2022 - 2026 / D	903	68 804,02	0,00	934,03	926,17	0,00	1 860,20	5 011,37	-3 151,17
P125E01	SUBVENTION FONDATION PATRIMOINE / D	903	44 858,64	-44 858,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P085E02	SUBVENTIONS INV. ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES - 2018/2025 D	907	58 000,00	36 000,00	-18 000,00	0,00	0,00	-18 000,00	27 000,00	-45 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2024

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P085E03	SUBVENTIONS INV.ASSOCIATIONS NON CONVENTIONNEES - 2018/2025D	907	42 800,00	0,00	-1 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	0,00	-1 000,00
P163E04	SYMA A 89 / 2018 D (Capital)	906	435 667,47	0,00	-68 866,96	0,00	0,00	-68 866,96	56 317,71	-125 184,67
P186E01	TOURISME INVESTISSEMENT PRIVES / 2015-2018 D	906	0,50	-0,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P186E06	TOURISME INVESTISSEMENT SUBVENTION / 2023-2028 D	906	162 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 219,00	-13 219,00
P047E39	TRAITEMENT RADON ETUDE ET TRAVAUX 2023-2025	902	94 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P047E31	TRX URGENTS INVESTISSEMENT 2023-2026 / D	902	585 483,68	0,00	62 245,86	521 850,37	34 257,30	549 838,93	317 887,63	231 951,30
P039E26	UNITE DE REPIT TULLE - TRAVAUX INVEST	904	0,00	890 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
P121E03	VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2022-2025 / D	908	2 363 793,88	0,00	3 585 230,07	1 648 448,43	1 012 805,00	4 220 873,50	3 322 705,62	898 167,88
P180E01	VOIRIE - 2018/2020 D	908	165 024,00	0,00	385 147,00	0,00	134 927,00	250 220,00	121 787,00	128 433,00
P181E01	VOIRIE - 2019/2021 D	908	0,00	0,00	13 502,00	0,00	0,00	13 502,00	13 502,00	0,00
P180E02	VOIRIE - 2021/2023 D	908	3 148 940,00	0,00	-1 217 930,00	0,00	30 234,00	-1 248 164,00	568 106,00	-1 816 270,00
P181E02	VOIRIE - 2021/2023 D	908	334 000,00	0,00	-203 818,00	0,00	0,00	-203 818,00	85 182,00	-289 000,00
P181E03	VOIRIE - 2023/2025 D	908	1 340 000,00	0,00	-279 245,00	0,00	0,00	-279 245,00	138 561,00	-417 806,00
P180E03	VOIRIE - 2023/2025 D	908	9 080 000,00	0,00	-1 295 178,00	0,00	10 004,00	-1 305 182,00	2 081 739,00	-3 386 921,00
P108E01	à cloturerMDD TRAVAUX INVESTISSEMENT 2016/2022 / D	900	6 000,00	-6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**256 283 236,06**	**12 592 012,80**	**23 796 845,54**	**79 577 263,09**	**25 871 006,53**	**77 503 102,10**	**74 417 802,01**	**3 085 300,09**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,45**	**0,41**	**0,04**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
P163E01	2018/2032 SYMA PAYS DE TULLE (Intérêts)	936	240 670,58	0,00	-81 086,55	0,00	0,00	-81 086,55	31 446,84	-112 533,39
P163E02	2018/SYMA A 89 (Intérêts)	936	114 016,02	0,00	-57 752,98	0,00	0,00	-57 752,98	14 841,76	-72 594,74
P066E01	2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	934	198 108,00	0,00	-106 470,00	0,00	0,00	-106 470,00	0,00	-106 470,00
P050E01	2021 CNSA SECTION IV 2020 -2022 FONCTIONNEMENT SUB /D	934	55 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P045E02	A CLOTURER FOURNITURE CARBURANT (lavage et péage) 19/22 D	930	241 008,78	0,00	21 643,19	0,00	9 661,77	11 981,42	0,00	11 981,42
P040E02	A cloturCONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES / 2020-2024 D	930	50,00	0,00	8 800,00	0,00	0,00	8 800,00	0,00	8 800,00
P169E01	A cloturer FRNS SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS / 2018-2021 D	930	308,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P040E01	A cloturer VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2019-2022 / D	930	14 593,33	0,00	281,82	0,00	0,00	281,82	0,00	281,82
P040E03	A cloturerET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2021-2024 D	930	0,00	0,00	744,31	0,00	21,95	722,36	0,00	722,36
P129E08	AIDE AUX ETUDIANTS MEDECINS ET EN MEDECINE 2025-2035/D	934	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P033E10	ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS 2025-2029	930	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P033E02	ASSURANCES CYBER RISQUES / 2021 - 2025 D A CLOTURER	930	35 399,61	0,00	1 561,71	0,00	1 544,92	16,79	0,00	16,79
P033E03	ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS 2021-2025 D A CLOTURER	930	373 851,77	0,00	8 771,23	359 400,00	190 671,23	177 500,00	175 190,27	2 309,73
P033E09	ASSURANCES DOMMAGES AUX OBJETS PRECIEUX 2025-2029	930	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P033E04	ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE / 2021 -2025 D A CLOTURER	930	638 111,89	0,00	3 960,65	370 000,00	13 960,65	360 000,00	343 624,59	16 375,41
P033E14	ASSURANCES FLOTTE AUTOMOBILE 2025-2029	930	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P033E05	ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE / 2021 - 2025 D A CLOTURER	930	8 310,08	0,00	632,71	3 600,00	832,71	3 400,00	2 064,79	1 335,21
P033E11	ASSURANCES PROTECTION JURIDIQUE 2025-2029	930	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P033E01	ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE / 2020 2025 D A CLOTURER	930	314 466,92	0,00	895,52	102 500,00	1 768,47	101 627,05	101 285,45	341,60
P033E12	ASSURANCES RESPONSABILITE CIVILE 2025-2029	930	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P033E06	ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES / 2021 - 2025 D A CLOTURER	930	225 036,89	0,00	1 138,94	95 000,00	1 106,58	95 032,36	94 862,92	169,44
P033E13	ASSURANCES RISQUES STATUTAIRES 2025-2029	930	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P198E01	AVENANT SECTION IV-Participation (pluriannuel) / D	934	22 740,00	0,00	744 082,00	41 000,00	483 100,00	301 982,00	100 105,31	201 876,69
P143E17	BLANCHISSERIE / 2022-2026 D	930	151 700,00	0,00	1 116,89	50 000,00	2 550,43	48 566,46	47 449,57	1 116,89
P203E01	BUDGET INTERVENTION / D	934	312 707,00	0,00	0,00	16 157,00	0,00	16 157,00	11 772,57	4 384,43
P066E03	CNSA SECTION IV 2020-2022 FONCTIONNEMENT	934	265 062,00	0,00	124 719,65	0,00	0,00	124 719,65	0,00	124 719,65
P033E08	CONSEIL EN ASSURANCES 2023 -2028/ D	930	4 600,00	0,00	23 000,00	0,00	4 800,00	18 200,00	8 388,00	9 812,00
P045E03	CONTRAT D'ENT. PNEU. marché 72-73 LOC. BAT. 2019-2026 / D	930	259 507,34	0,00	12 869,62	122 300,00	12 869,62	122 300,00	118 560,71	3 739,29
P045E18	CONTRAT ENTRETIEN VEHICULES INV 2023-2027 / D	930	741 660,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	27 000,00	21 283,68	5 716,32
P159E23	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT CULT / 2022-2027 D	933	26 166,09	0,00	6 097,55	4 566,05	2 863,81	7 799,79	5 069,22	2 730,57
P039E15	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT SOC / 2022-2027 D	934	37 530,96	0,00	1 193,89	3 385,98	555,35	4 024,52	3 096,78	927,74
P040E13	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT TECH / 2022-2027 D	938	63 949,94	0,00	2 680,36	7 248,36	1 692,57	8 236,15	7 192,39	1 043,76
P041E18	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT TOUR/ 2022-2027D	936	2 417,00	0,00	38,97	345,00	38,97	345,00	221,03	123,97
P039E03	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2020 -clot	930	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P159E03	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2020-2024 cl	930	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P038E05	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2022-2027D	930	61 208,51	0,00	11 817,98	3 680,49	7 687,75	7 810,72	6 721,97	1 088,75
P036E01	DOMOTIQUE : TELEASSISTANCE / 2013 D	934	1 251 050,77	0,00	595 401,19	0,00	0,00	595 401,19	0,00	595 401,19
P135E14	ELABORATION DU SAGE 2024/ 2027	937	0,00	200 000,00	0,00	864,00	0,00	864,00	864,00	0,00
P159E04	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2020-2024 D-clot	930	20 354,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P039E04	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2020-2024D-clot	930	3 185,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P038E08	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2022-2027 D	930	22 020,00	0,00	272,00	7 564,00	0,00	7 836,00	7 344,00	492,00
P159E20	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT CULTURELS / 2022-2027 D	933	358 505,76	0,00	6 663,36	119 194,00	53 040,13	72 817,23	66 049,36	6 767,87
P039E13	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT SOCIAUX / 2022-2027 D	934	37 077,52	0,00	1 177,64	16 359,00	1 165,06	16 371,58	11 588,40	4 783,18
P013E04	ETUDES BILAN PDALHPD	934, 935	41 624,76	0,00	3 649,80	0,00	3 649,80	0,00	0,00	0,00
P041E19	EXPLOITATION DES INST THERMIQUES BAT TOURSISME / 2022-2028	936	259 270,00	0,00	2 786,36	17 600,00	2 427,65	17 958,71	15 556,09	2 402,62
P038E06	EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES / 2020-2028 D	930	1 299 157,96	0,00	1 877,47	294 231,54	917,47	295 191,54	294 972,23	219,31
P143E01	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2017-2021 D	930	20 909,75	0,00	4 090,25	0,00	0,00	4 090,25	0,00	4 090,25
P143E05	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2021-2025 D	930	79 000,00	10 000,00	3 081,70	55 000,00	2 104,57	55 977,13	52 895,43	3 081,70
P039E16	EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES SOCIAUX / 2022-2028	934	265 750,00	0,00	1 553,56	51 910,66	664,99	52 799,23	46 264,33	6 534,90
P045E01	FLOTTEAUTO-LOC/2015 2023 DMarché2015/136-137-138 / D A CLOTU	930	22 000,00	0,00	24 819,96	0,00	24 819,96	0,00	0,00	0,00
P045E04	FLOTTEAUTOMOBILE-LOCATIONS 2020-2025Marché2019-74 / D A CLOT	930	259 167,90	0,00	10 325,05	5 000,00	10 325,05	5 000,00	4 298,81	701,19
P073E02	FONCT. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	935, 937	395 022,00	0,00	2 576,00	600,00	0,00	3 176,00	600,00	2 576,00
P073E01	FONCT. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	937	590 700,00	0,00	-31 320,00	0,00	0,00	-31 320,00	10 440,00	-41 760,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P003E04	FORMATION OBLIGATOIRE DES ASSISTANTES MATERNELLES 2025-2029	934	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P045E14	FOURNITURE CARBURANT 2023/2026	930	953 500,00	0,00	26 892,53	352 000,00	56 682,35	322 210,18	286 609,57	35 600,61
P089E03	FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2022-2026 / D	930	242 895,49	0,00	15 036,63	79 825,00	17 361,63	77 500,00	73 120,68	4 379,32
P088E01	FSE SUBVENTIONS 2018-2020 / D	930	612 755,04	0,00	-603 873,94	0,00	0,00	-603 873,94	0,00	-603 873,94
P088E06	FSE+ PROGRAMMATION 2022-2027 / D	930	0,00	2 675 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 286,24	-527 286,24
P038E01	GARDIENNAGE / 2020-2027 D	930	327 762,93	0,00	8 660,57	58 150,00	818,79	65 991,78	64 096,50	1 895,28
P159E18	GARDIENNAGE BAT CULTURELS / 2022-2027D	933	42 934,98	0,00	2 703,38	7 819,09	677,02	9 845,45	9 159,23	686,22
P039E11	GARDIENNAGE SOCIAL / 2022-2027D	934	13 152,71	0,00	272,35	591,21	133,00	730,56	726,89	3,67
P100E01	HANDIMOBILE 2019-2022 / D	934	0,00	0,00	35 895,19	0,00	0,00	35 895,19	0,00	35 895,19
P100E03	HANDIMOBILE 2023-2027 /D	934	0,00	0,00	3 931 889,30	41 800,00	41 800,00	3 931 889,30	941 609,27	2 990 280,03
P074E06	LOCATION MACHINE A AFFRANCHIR 2022/2026	930	0,00	0,00	32 332,60	0,00	24 342,82	7 989,78	7 989,78	0,00
P166E27	MAINT CORRECTIVE ET HEBERGEMENT INFRA ET TELECOM 2022-2027 D	930	917 272,81	0,00	47 820,32	365 771,33	25 580,00	388 011,65	326 322,87	61 688,78
P159E16	MAINT DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES BAT CULT / 2022-2027 D	933	79 537,35	0,00	4 518,37	34 576,73	8 957,22	30 137,88	7 027,58	23 110,30
P039E09	MAINT DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES BAT SOCI / 2022-2027 D	934	36 696,00	0,00	479,54	11 932,61	449,80	11 962,35	1 028,85	10 933,50
P041E15	MAINT DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES BAT TOUR / 2022-2027 D	936	17 827,00	0,00	274,31	4 877,80	474,86	4 677,25	1 249,25	3 428,00
P167E02	MAINT ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS ET MAT CULTUR 2022-2027 D	933	255 000,00	0,00	13 626,89	118 540,00	10 559,05	121 607,84	80 136,24	41 471,60
P168E01	MAINT ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS ET MAT ROUTES 2022-2027 D	938	380 500,00	0,00	44 430,90	69 015,11	64,00	113 382,01	83 572,00	29 810,01
P170E02	MAINT ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS ET MAT SOCIAL2022-2027 D	934	1 265 000,00	0,00	16 052,96	177 900,00	78 700,53	115 252,43	101 672,22	13 580,21
P039E01	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2019-2023 D-cl	930	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P159E01	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2019-2023 D-cl	930	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P038E02	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2022-2027 D	930	163 678,69	0,00	10 555,68	45 020,00	3 102,36	52 473,32	9 182,70	43 290,62
P202E02	MAINTENANCE DES INFRA SUPERVISION 2023-2028 / D	930	280 000,00	0,00	0,00	50 000,00	44 806,46	5 193,54	5 193,54	0,00
P159E21	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT CULTURELS / 2022-2027 D	933	4 183,00	0,00	863,51	686,79	0,30	1 550,00	618,92	931,08
P039E14	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT SOCIAUX / 2022-2027 D	934	7 138,51	0,00	904,67	688,23	0,84	1 592,06	814,07	777,99
P040E12	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT TECHNIQUES / 2022-2027 D	935, 938	115 313,08	0,00	88,42	6 927,53	15,88	7 000,07	6 927,53	72,54
P041E17	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT TOURISTIQUE / 2022-2026 D	936	4 030,26	0,00	216,46	330,54	11,28	535,72	535,72	0,00
P039E05	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2020-2024 D-clot	930, 934	74,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P159E05	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2021-2026 D-clot	930	1 489,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P038E09	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2022-2027 D	930	31 107,87	0,00	341,52	4 201,48	43,00	4 500,00	2 231,08	2 268,92
P094E01	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2022-2027 D	930	49 104,57	0,00	0,00	729,79	0,00	729,79	308,17	421,62
P159E24	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BAT CULTURELS /2022-2027 D	933	528 125,76	0,00	29 385,20	216 215,56	27 523,39	218 077,37	137 977,62	80 099,75
P038E07	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2025 D	930	1 263,09	68 406,40	5 226,80	15 800,21	4 786,03	16 240,98	11 001,40	5 239,58
P039E18	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS SOCIAUX /2022-2027 D	934	222 030,84	0,00	10 438,13	48 513,85	7 983,53	50 968,45	29 097,43	21 871,02
P040E09	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS TECHNIQUES / 2022-2027 D	938	376 369,77	0,00	23 081,86	78 620,77	21 619,08	80 083,55	36 693,13	43 390,42
P041E12	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS TOURISTIQUE /2022-2024 D	936	29 600,00	0,00	821,72	3 650,00	988,49	3 483,23	1 883,23	1 600,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P038E03	MARBOT - MARCHE MAINTENANCE MULTITECHNIQUE / 2022-2027 D	930	366 433,51	100 000,00	436 944,62	976,00	6 771,42	431 149,20	102 585,02	328 564,18
P169E07	MARCHE DE FOURNITURES INTERNET 2025-2028 /D	930	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P169E06	MARCHE DE FOURNITURES TELECOMMUNICATION 2025-2028/ D	930	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P169E02	MARCHES DE FOURNITURES D'INTERNET / 2020-2024 D	930	202 473,46	0,00	40 738,05	206 680,00	10 468,24	236 949,81	192 709,66	44 240,15
P169E03	MARCHES DE FOURNITURES DE SERVICES DE TELECOM / 2021-2024 D	930	163 602,46	0,00	75 575,75	194 586,40	34 132,94	236 029,21	201 936,89	34 092,32
P143E18	MEDECINE PROFESSIONNELLE / 2022-2026 D	930	35 529,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P113E03	MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIALE PERSONNALISEES 2024-2028/D	934, 935	1 000 000,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00	79 120,00	120 880,00
P043E03	NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES / 2020-2024 D	937	113 462,90	0,00	7 137,44	15 000,00	0,00	22 137,44	0,00	22 137,44
P038E10	NETTOYAGES DES LOCAUX / 2022-2027 D	930	1 440 793,05	0,00	18 982,99	220 734,60	9 936,76	229 780,83	190 308,27	39 472,56
P159E19	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT CULTURELS / 2022-2027 D	933	349 715,54	0,00	3 613,30	88 878,96	1 165,70	91 326,56	76 570,99	14 755,57
P039E12	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT SOCIAUX / 2022-2027	934	642 714,46	0,00	14 812,75	147 852,04	2 447,56	160 217,23	146 112,56	14 104,67
P040E11	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT TECHNIQUES / 2022-2027	938	151 387,21	0,00	6 132,31	22 400,00	18,22	28 514,09	19 572,18	8 941,91
P041E16	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT TOURISME / 2022-2027	936	67 118,12	0,00	3 623,08	8 120,00	453,59	11 289,49	10 676,91	612,58
P002E01	PARTENARIAT AVEC L'ODCV / 2021-2024 D	933	764 000,00	0,00	-436 000,00	0,00	0,00	-436 000,00	220 000,00	-656 000,00
P165E01	PHOTOCOPIEURS / 2022-2027 D	930	183 600,00	0,00	5 688,03	65 412,00	5 627,56	65 472,47	65 411,70	60,77
P189E03	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE - SUBVENTION FONCTIONEMENT	935	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P189E02	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : FONCTIONNEMENT / D	935	259 425,00	0,00	61 778,46	129 685,00	0,00	191 463,46	51 383,60	140 079,86
P208E01	PREFIGURATION SPDA/D	934	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00	0,00	130 000,00	28 249,76	101 750,24
P143E03	PRESTATIONS BLANCHISSERIE / 2018-2022 D	930	0,00	0,00	1 268,67	0,00	0,00	1 268,67	0,00	1 268,67
P186E07	PROJET STRATEGIQUE AMBITION TOURISME / 2023-2028 D	936	7 000 000,00	0,00	-1 167 000,00	0,00	0,00	-1 167 000,00	1 185 000,00	-2 352 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P146E02	REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2021-2025 D	932	669 748,40	0,00	51 448,99	200 000,00	23 941,76	227 507,23	176 058,24	51 448,99
P043E02	RESERVE DE BIODIVERSITE - FONCTIONNEMENT / 2019-2023 D	937	154 545,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P161E14	SAISON 2023-2024 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	50 000,00	0,00	-500,00	0,00	0,00	-500,00	48 500,00	-49 000,00
P161E17	SAISON 2024-2025 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	98 000,00	0,00	0,00	98 000,00	0,00	98 000,00	49 000,00	49 000,00
P161E19	SAISON 2025-2026 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	0,00	98 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P175E04	SCOLAIRE HANDICAPES / 2022-2026 D	934	118,31	0,00	10 247 504,25	956 782,50	1 488 116,34	9 716 170,41	2 718 752,81	6 997 417,60
P166E28	SOUSCRIPTION ET MAINT LOG BUREAUT ET COLLABORATIFS 2022-2027	930	518 000,00	0,00	161 329,77	242 821,00	163 367,93	240 782,84	236 586,89	4 195,95
P172E01	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2025D	935, 937	197 454,04	140 000,00	-54 000,00	0,00	0,00	-54 000,00	64 000,00	-118 000,00
P135E13	SOUTIEN ETIAGE AXE VEZERE / 2023-2024 D	937	40 000,00	0,00	17 220,80	12 000,00	14 220,80	15 000,00	7 510,80	7 489,20
P161E03	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2022	933	83 622,00	0,00	-42 134,00	0,00	0,00	-42 134,00	0,00	-42 134,00
P161E13	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2023	933	604 983,20	0,00	-551 318,20	0,00	0,00	-551 318,20	0,00	-551 318,20
P161E16	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2024	933	102 007,80	0,00	502 292,20	17 507,00	347,20	519 452,00	564 230,20	-44 778,20
P161E18	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2025	933	0,00	604 300,00	0,00	566 371,00	0,00	566 371,00	0,00	566 371,00
P043E01	SUBVENTION FEDERATION PECHE / 2020 D	937	33 732,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P085E01	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES / 2017-2024 D	937	128 600,00	0,00	-43 000,00	0,00	0,00	-43 000,00	21 500,00	-64 500,00
P017E04	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2022	933	54 310,00	0,00	-39 250,00	0,00	0,00	-39 250,00	0,00	-39 250,00
P017E07	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2023	933	1 368 930,00	0,00	-1 367 780,00	0,00	0,00	-1 367 780,00	0,00	-1 367 780,00
P017E09	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2024	933	19 550,00	0,00	1 364 450,00	13 000,00	3 400,00	1 374 050,00	1 375 850,00	-1 800,00
P017E11	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2025	933	0,00	1 434 000,00	0,00	1 381 250,00	29 000,00	1 352 250,00	0,00	1 352 250,00
P039E02	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2019-2022 / D-clot	930	1 753,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2024

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P159E02	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2019-2022 / D-clot	930	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
P038E04	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027 / D	930	73 641,44	0,00	13 300,33	3 728,60	132,76	16 896,17	7 253,06	9 643,11
P040E10	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D	938	62 315,25	45 000,00	65 041,14	2 681,73	5 970,15	61 752,72	16 948,19	44 804,53
P159E17	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS CULTUREL 2022-2027 / D	933	15 800,00	0,00	6 095,65	750,78	109,63	6 736,80	2 623,99	4 112,81
P039E10	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS SOCIAL 2022 -2027/ D	934	4 682,34	20 000,00	9 346,54	1 227,12	873,66	9 700,00	3 410,00	6 290,00
P146E01	VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2019-2023 D	930, 932	4 262,15	0,00	3 304,89	0,00	0,00	3 304,89	0,00	3 304,89
P146E05	VETEMENTS DE TRAVAIL CD19 / 2023-2027 D	932	215 737,85	20 000,00	596,38	65 000,00	5 690,60	59 905,78	59 309,40	596,38
P116E01	VETEMENTS DE TRAVAIL-ROUTES 2021-2023 / D	938	136 500,00	310 000,00	36 927,63	120 000,00	0,00	156 927,63	146 783,22	10 144,41
P089E01	à cloturer FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2018-2022 / D	930	134 544,11	0,00	6 243,96	0,00	6 243,96	0,00	0,00	0,00
P074E01	à cloturer LOC MAINTENANCE MACHINE A AFFRANCHIR2018-2022 /D	930	6 960,60	0,00	1 329,41	0,00	1 329,41	0,00	0,00	0,00
P166E01	à cloturerMARCHES MAINT DES SYS D'INFORMATION / 2018-2021 D	930	7 036,23	0,00	2 729,72	0,00	0,00	2 729,72	0,00	2 729,72
P166E02	à cloturerMARCHES MAINT DES SYST D'INFORMATION / 2019-2023 D	930	27 030,32	0,00	328,78	0,00	0,00	328,78	0,00	328,78
P166E03	à cloturerMARCHES MAINTDES SYST D'INFORMATION / 2020-2024 D	930	6 316,38	0,00	37 970,80	0,00	0,00	37 970,80	0,00	37 970,80
TOTAL			**33 890 308,99**	**15 558 706,40**	**14 519 402,16**	**8 680 134,44**	**3 026 089,36**	**20 173 447,24**	**12 426 076,55**	**7 747 370,69**

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	**22,56**	**0,46**	**1,18**	**0,62**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	107 921,45	107 921,45	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	114 604,77	114 604,77	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	3 000 992,66	2 179 743,22	0,00	0,00	821 249,44	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	20 094 952,33	4 131 400,24	0,00	8 798 808,02	7 164 744,07	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	493 229,14	157 072,18	0,00	0,00	336 156,96	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 296 381,83	132 540,87	0,00	511 241,30	652 599,66	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	19 084 104,84	9 844 237,95	0,00	7 029 489,89	2 210 377,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**44 192 187,02**	**16 667 520,68**	**0,00**	**16 339 539,21**	**11 185 127,13**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	107 921,45	107 921,45	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	114 604,77	114 604,77	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	3 000 992,66	2 179 743,22	0,00	821 249,44	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	20 094 952,33	4 131 400,24	8 798 808,02	7 164 744,07	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	493 229,14	157 072,18	0,00	336 156,96	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	1 296 381,83	132 540,87	511 241,30	652 599,66	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	19 084 104,84	9 844 237,95	7 029 489,89	2 210 377,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**44 192 187,02**	**16 667 520,68**	**16 339 539,21**	**11 185 127,13**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 935 858,38	1 253 587,45	0,00	511 241,30	171 029,63	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	5 873 722,03	4 995 721,71	0,00	0,00	878 000,32	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	1 683 175,50	842 140,67	0,00	0,00	841 034,83	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	1 409 634,36	1 409 634,36	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	201 561,81	201 561,81	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	33 088 234,94	7 964 874,68	0,00	15 828 297,91	9 295 062,35	0,00
	TOTAL	**44 192 187,02**	**16 667 520,68**	**0,00**	**16 339 539,21**	**11 185 127,13**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	1 935 858,38	1 253 587,45	511 241,30	171 029,63	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	5 873 722,03	4 995 721,71	0,00	878 000,32	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 683 175,50	842 140,67	0,00	841 034,83	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	1 409 634,36	1 409 634,36	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	201 561,81	201 561,81	0,00	0,00	0,00
8	Transports	33 088 234,94	7 964 874,68	15 828 297,91	9 295 062,35	0,00
	TOTAL	**44 192 187,02**	**16 667 520,68**	**16 339 539,21**	**11 185 127,13**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1.1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Transports	Transports de personnes handicapées	01/01/2014	11/04/2014	SPA
Domaine Routier	Activité "Voirie"	01/01/2018	10/11/2017	SPA

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

Transport Handicapé Redevable (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	941 609,27	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	44 480,90
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**941 609,27**	**Total recettes réelles et mixtes**		**44 480,90**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**941 609,27**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**44 480,90**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**941 609,27**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**44 480,90**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**0,00**	**Total recettes réelles et mixtes**		**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*040*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*041*	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT**		**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D1.2.1

Voirie SMM -TVA (1)

FONCTIONNEMENT					
MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	43 196,75	70	Prod. services, domaine, ventes diverses	124 332,78
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731	Fiscalité locale	0,00
			74	Dotations et participations	0,00
			75	Autres produits de gestion courante	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	013	Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76	Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77	Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		**43 196,75**	**Total recettes réelles et mixtes**		**124 332,78**
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*	*042*	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*043*	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total dépenses d'ordre		***0,00***	***Total recettes d'ordre***		***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**43 196,75**	**TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT**		**124 332,78**

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	**43 196,75**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	**124 332,78**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

Transport Handicapé Redevable (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**0,00**

040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***

TOTAL RECETTES	**0,00**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*

TOTAL DEPENSES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D1.2.2

Voirie SMM -TVA (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des recettes réelles	0,00

040	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*

TOTAL RECETTES	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

Transport Handicapé Redevable (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**941 609,27**
611	Contrats de prestations de services	941 609,27
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**941 609,27**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**941 609,27**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

Transport Handicapé Redevable (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**44 480,90**
75888	Autres	44 480,90
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**44 480,90**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**44 480,90**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

Voirie SMM -TVA (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**43 196,75**
6078	Autres marchandises	43 196,75
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**43 196,75**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***

TOTAL DEPENSES	**43 196,75**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D1.2.3

Voirie SMM -TVA (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**124 332,78**
704	Travaux	1 818,83
705	Etudes	36 652,38
7078	Autres marchandises	72 242,02
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	13 619,55
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**0,00**
78	**Reprises amort., dépréciations, prov.**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**124 332,78**

042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***

TOTAL RECETTES	**124 332,78**

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D5

FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE

(reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré : FSE+ - PGM 2021/2027

I – AU TITRE DES MESURES GEREES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la collectivité)

Objet	Article (1)	Montant
TOTAL		0,00

DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA inser clauses sociales	6331	379,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	6336	846,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	64111	76 690,51
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	64112	1 102,68
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	64118	14 866,72
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	64131	7 379,62
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	65138	1 513,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	6451	13 726,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	6453	25 673,66
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE	Opérations CD CORREZE accompagnement BRSA réf pro accompagnement santé BRSA insert clauses sociales	6471	420,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	PEP 19	SF - PEP19 - ACCOMPAGNEMENT RENFORCE RSATH - FSE+	65748	102 461,12
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	COMMUNAUTE AGGLOMERATION BASSIN DE BRIVE	SF / 23 / FSE / Facilitateur clauses sociales - C.A.B.	65748	2 058,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN	SF / 23 / FSE / Facilitateur clauses sociales - C.A.B.	65748	5 375,00
Favoriser Insertion prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CCAS Brive	SF CCAS BRIVE - Chantier insertion épicerie solidaire - FSE+	657363	94 239,05
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	PEP19	SF PEP19 - ACTION INCLU - BRSATH-FSE + - Acompte 1	65748	9 372,52
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	ASSOCIATION RESTAURANTS DU COEUR	SF/FSE+/CHANTIER D'INSERTION RESTOS DU COEUR/1ER VERSEMENT	65748	33 260,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	ASSOCIATION RESTAURANTS DU C?UR	SF/FSE+/CHANTIER D'INSERTION RESTOS DU COEUR/SECOND VERSEMENT	65748	197 412,56
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN	SF/FSE+/TROUVER EMPLOI/FORMATION ECOUTER VOIR/Solde	65748	48 399,03
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CARRE SOLIDAIRE BASSIN BRIVE	SF/Subvention FSE+/CARRE SOLIDAIRE/avance de 10 %	65748	29 200,00
Favoriser Insert prof inclusion sociale personnes éloignées du marché du travail et vulnérables	CENTRE ECOUTE ET SOUTIEN	SUB. FCT. - ECOUTER VOIR - LUTTE CONTRE ISOLEMENT SOCIAL ET PSYCHOLOGIQUEMENT - ACOMPTE 1	65748	5 508,96
Total des aides versées par la collectivité gestionnaire				**669 883,43**

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (3)

II – AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (5)

Montant des recettes		Dépenses d'assistance technique justifiées par l'organisme intermédiaire (6)				
Article (1)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (4)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL	0,00				TOTAL	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

(2) La collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage.

(3) Hors dépenses d'assistance technique.

(4) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(5) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds.

(6) Les informations seront extraites de PRESAGE.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	D5

FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE

(reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré : FSE+ - PGM2021-2027

I – AU TITRE DES MESURES GEREES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la collectivité)

Objet	Article (1)	Montant
FSE + - Avance SG Emploi. Inclusion. Jeunesse et Compétences 2022054	74771	151 078,96
TOTAL		**151 078,96**

DEPENSES (aides communautaires versées directement aux bénéficiaires)
En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire (2))	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant
Total des aides versées par la collectivité gestionnaire				**0,00**

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (3)

II – AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (5)

Montant des recettes		Dépenses d'assistance technique justifiées par l'organisme intermédiaire (6)				
Article (1)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (4)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL	0,00				TOTAL	0,00

(1) A détailler conformément au plan de comptes.

(2) La collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage.

(3) Hors dépenses d'assistance technique.

(4) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération.

(5) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds.

(6) Les informations seront extraites de PRESAGE.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D6

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
BUISSON Patricia	FPT formations	690,00	12 septembre 2024	Décliner un projet d'administration en projets de service

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	187 033 802,00	122 267 958,51	0,00	64 765 843,49
RECETTES	187 033 802,00	101 213 018,75	10 000 000,00	75 820 783,25
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	450 584 776,00	360 988 087,62	0,00	89 596 688,38
RECETTES	450 584 776,00	386 349 370,96	0,00	64 235 405,04

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET CENTRE DPT ENFANCE ET FAMILLE/ N°SIRET :

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	644 597,22	148 674,06	0,00	495 923,16
RECETTES	644 597,22	273 067,07	0,00	371 530,15
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	3 246 202,00	2 909 537,46	0,00	336 664,54
RECETTES	3 246 202,00	2 672 780,63	0,00	573 421,37

BUDGET CORREZE SANTE/ N°SIRET :

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	272 254,14	107 129,80	0,00	165 124,34
RECETTES	272 254,14	61 103,02	0,00	211 151,12
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 765 800,00	2 210 361,61	0,00	555 438,39
RECETTES	2 765 800,00	2 296 945,33	0,00	468 854,67

BUDGET CORREZE AUTONOMIE/ N°SIRET :

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	597 000,00	418 774,04	0,00	178 225,96
RECETTES	597 000,00	240 088,88	0,00	356 911,12
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 762 809,00	2 023 110,02	0,00	739 698,98
RECETTES	2 762 809,00	2 834 269,94	0,00	-71 460,94

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	188 547 653,36	122 942 536,41	0,00	65 605 116,95
RECETTES	188 547 653,36	101 787 277,72	10 000 000,00	76 760 375,64
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	459 359 587,00	368 131 096,71	0,00	91 228 490,29
RECETTES	459 359 587,00	394 153 366,86	0,00	65 206 220,14

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	188 547 653,36	122 942 536,41	0,00	65 605 116,95
RECETTES	188 547 653,36	101 787 277,72	10 000 000,00	76 760 375,64
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	459 359 587,00	368 131 096,71	0,00	91 228 490,29
RECETTES	459 359 587,00	394 153 366,86	0,00	65 206 220,14
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**647 907 240,36**	**491 073 633,12**	**0,00**	**156 833 607,24**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**647 907 240,36**	**495 940 644,58**	**10 000 000,00**	**141 966 595,78**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D11

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	1,00 %	0,00	593 900,41	-46,07
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	4,50 %	0,00	28 021 453,00	-6,48
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	4,25 %	0,00	3 444 893,92	-2,75
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe Architecture Urbanisme Environnement (2)		0,00	0,00	33,68 %	0,00	200 025,66	-0,05
Taxe départementale des espaces naturels sensibles (2)		0,00	0,00	66,32 %	0,00	393 874,75	-56,30
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**32 654 147,74**	**-8,55**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 37
VOTES :
Pour : 27
Contre : 10
Abstentions : 0

Date de convocation : 05/03/2025

Présenté par le Président du Conseil Départemental (1),
A Tulle, le 11/04/2025

Délibéré par l'assemblée l'Assemblée (2), réunie en session plénière
A Tulle, le 11/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante l'Assemblée (2),(3),

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnés	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	
LAUGA Jean-Jacques	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par le Président du Conseil Départemental (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2024_CA_DPT-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

ANNEXE 2

Article 107 de la loi NOTRe

1- Présentation synthétique du Compte Administratif 2024

		BP 2024	CA 2024
Dépenses de fonctionnement	ordre dont virement de section	100 770 570,00	28 513 492,23
	réel (dont provisions)	349 814 206,00	332 474 595,39
S/Total D de F		**450 584 776,00**	**360 988 087,62**
Dépenses d'investissement	ordre	14 110 500,00	11 167 142,18
	réel (dont reprise du résultat)	172 923 302,00	111 100 816,33
S/Total D d' I		**187 033 802,00**	**122 267 958,51**
TOTAL DEPENSES		**637 618 578,00**	**483 256 046,13**
Recettes de fonctionnement	ordre	5 010 500,00	3 926 287,12
	réel (dont reprise sur provisions)	377 941 040,46	382 423 083,84
Résultat reporté N-1		67 633 235,54	
S/Total R de F		**450 584 776,00**	**386 349 370,96**
Recettes d'investissement	ordre dont virement de section	109 870 570,00	35 754 347,29
	réel	77 163 232,00	65 458 671,46
S/Total R d' I		**187 033 802,00**	**101 213 018,75**
TOTAL RECETTES		**637 618 578,00**	**487 562 389,71**
Résultat N de Fonctionnement			25 361 283,34
Résultat N d'investissement			-21 054 939,76

2- Soldes de gestion 2024

Soldes de gestion en k€	BP 2024	CA 2024
Recettes de fonctionnement (Hors cessions)	377 941	382 423
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	322 902	306 090
Epargne de gestion	**55 039**	**76 333**
Charges financières	5 912	5 399
Epargne brute	**49 127**	**70 934**
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	29 620	29 610
Epargne nette	**19 507**	**41 324**
Encours de dette	**210 342**	**210 352**

3- Ratios légaux ATR

DESIGNATION	CA 2024
COUT ET FINANCEMENT DU SERVICE RENDU	
Dépenses réelles de Fonctionnement / Population	1 343,55 €
Recettes réelles de Fonctionnement / Population	1 545,40 €
Dotation Globale de Fonctionnement / Population	219,16 €
Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de Fonctionnement	21,68%
EFFORT D'EQUIPEMENT ET SON FINANCEMENT	
Dépenses d'équipement brut (hors subventions d'équipement versées) / Population	211,73 €
Encours de la dette au 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Population	850,05 €
Taux d'équipement : Dépenses d'équipement brut (hors subventions d'équipement versées) / Recettes réelles de Fonctionnement	13,70%
Encours de la dette 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Recettes réelles de Fonctionnement	55,01%
FISCALITE ET CAPACITE D' EPARGNE	
Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement	18,55%
Dépenses réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	94,68%

CD.2025.04.11/103

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

AFFECTATION DES RESULTATS 2024 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

RAPPORT

À la fin de l'exercice comptable, le résultat est calculé et il représente le solde entre les produits et les charges de fonctionnement.

Ainsi, lorsque le résultat de la section de fonctionnement est excédentaire, il y a obligation de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la faculté d'affecter un surplus à l'investissement en réserve au même compte 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés", avant de reporter la part d'excédent de fonctionnement non affectée en recettes de cette section.

Cette affectation des résultats doit faire l'objet d'une délibération spécifique qui reprend le résultat de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement et les restes à réaliser.

La délibération n'est pas indispensable lorsque l'excédent de fonctionnement ne comporte pas d'affectation en investissement.

Budget principal du Département

Section d'investissement

- Déficit cumulé 2024 à reporter (compte 001 D) :	- 74 552 992,80 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	10 000 000,00 €
- Besoin de financement (affectation au compte 1068 R) :	64 552 992,80 €

Section de fonctionnement

- Excédent cumulé 2024 avant affectation :	92 994 518,88 €
- Affectation obligatoire au déficit d'investissement :	64 552 992,80 €
- Excédent à reporter (compte 002 R) :	28 441 526,08 €

Budget annexe Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF)

Section d'investissement

- Excédent cumulé 2024 à reporter (compte 001 R) :	491 890,23 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	0,00 €

Section de fonctionnement

- Excédent à reporter (compte 002 R) :	322 944,96 €

Budget annexe Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé"

Section d'investissement

- Excédent cumulé 2024 à reporter (compte 001 R) :	157 427,36 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	0,00 €

Section de fonctionnement

- Excédent à reporter (compte 002 R) :	75 921,51€

Budget annexe Corrèze Autonomie

Section d'investissement

- Déficit cumulé 2024 à reporter (compte 001 D) :	- 178 685,16 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	0,00 €
- Besoin de financement (affectation au compte 1068 R) :	178 685,16 €

Section de fonctionnement

- Excédent cumulé 2024 avant affectation :	811 159,92 €
- Affectation obligatoire au déficit d'investissement :	178 685,16 €
- Excédent à reporter (compte 002 R) :	632 474,76 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/103

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AFFECTATION DES RESULTATS 2024 ET COUVERTURE DU BESOIN DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/103 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : l'affectation des résultats de l'exercice 2024 repris au Budget Primitif 2025 tant pour le budget principal du Département que pour les budgets annexes du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, du Centre Départemental de Santé ainsi que de la Régie Autonome Corrèze Autonomie est effectuée selon les modalités suivantes :

Budget principal du Département

Section d'investissement

- Déficit cumulé 2024 à reporter (compte 001 D) :	- 74 552 992,80 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	10 000 000,00 €
- Besoin de financement (affectation au compte 1068 R) :	64 552 992,80 €

Section de fonctionnement

- Excédent cumulé 2024 avant affectation :	92 994 518,88 €
- Affectation obligatoire au déficit d'investissement :	64 552 992,80 €
- Excédent à reporter (compte 002 R) :	28 441 526,08 €

Budget annexe Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF)

Section d'investissement

- Excédent cumulé 2024 à reporter (compte 001 R) :	491 890,23 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	0,00 €

Section de fonctionnement

- Excédent à reporter (compte 002 R) :	322 944,96 €

Budget annexe Centre Départemental de Santé "Corrèze Santé"

Section d'investissement

- Excédent cumulé 2024 à reporter (compte 001 R) :	157 427,36 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	0,00 €

Section de fonctionnement

- Excédent à reporter (compte 002 R):	75 921,51€

Budget annexe Corrèze Autonomie

Section d'investissement

- Déficit cumulé 2024 à reporter (compte 001 D) :	- 178 685,16 €
- Report de crédits en dépenses :	0,00 €
- Report de crédits en recettes :	0,00 €
- Besoin de financement (affectation au compte 1068 R) :	178 685,16 €

Section de fonctionnement

- Excédent cumulé 2024 avant affectation :	811 159,92 €
- Affectation obligatoire au déficit d'investissement :	178 685,16 €
- Excédent à reporter (compte 002 R) :	632 474,76 €

Imputation budgétaire :
La dépense correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-CD2025_AFFECTAT-DE
Date de publication : 29 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

BUDGET PRINCIPAL DU DEPARTEMENT 19

RESULTAT DE CLOTURE 2024

Recettes d'investissement réalisées		101 213 018,75 €
Dépenses d'investissement réalisées		122 267 958,51 €
Résultat brut d'investissement de l'exercice	-	**21 054 939,76 €**
Résultat d'investissement antérieur reporté	-	53 498 053,04 €
Solde d'exécution cumulé d'investissement 2024 à reporter (c/ 001 Dépense)	-	**74 552 992,80 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		10 000 000,00 €
Besoin de financement de la section d'investissement	-	64 552 992,80 €
Recettes de fonctionnement réalisées		386 349 370,96 €
Dépenses de fonctionnement réalisées		360 988 087,62 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice		**25 361 283,34 €**
Excédent de fonctionnement antérieur reporté		67 633 235,54 €
Solde cumulé de fonctionnement 2024		**92 994 518,88 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Résultat cumulé 2024 avec les restes à réaliser		92 994 518,88 €
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)		**64 552 992,80 €**
Résultat de fonctionnement 2024 à reporter (c/ 002 Recette)		**28 441 526,08 €**

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Raphael GOLDSCHMIT

LE PAYEUR DEPARTEMENTAL
DE LA CORREZE
Raphaël GOLDSCHMIT

BUDGET ANNEXE DU CDS

RESULTAT DE CLOTURE 2024

Recettes d'investissement réalisées		61 103,02 €
Dépenses d'investissement réalisées		107 129,80 €
Résultat brut d'investissement de l'exercice	-	**46 026,78 €**
Résultat d'investissement antérieur reporté		203 454,14 €
Solde d'exécution cumulé d'investissement 2024 à reporter (c/ 001 Recette)		**157 427,36 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Excédent de la section d'investissement		157 427,36 €
Recettes de fonctionnement réalisées		2 296 945,33 €
Dépenses de fonctionnement réalisées		2 210 361,61 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice		**86 583,72 €**
Résultat de fonctionnement antérieur reporté	-	10 662,21 €
Solde cumulé de fonctionnement 2024		**75 921,51 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Résultat cumulé 2024 avec les restes à réaliser		75 921,51 €
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)		**- €**
Résultat de fonctionnement 2024 à reporter (c/ 002 Recettes)		**75 921,51 €**

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Raphael GOLDSCHMIT

LE PAYEUR DEPARTEMENTAL
DE LA CORREZE
Raphaël GOLDSCHMIT

BUDGET ANNEXE DU CDEF

RESULTAT DE CLOTURE 2024

Recettes d'investissement réalisées		273 067,07 €
Dépenses d'investissement réalisées		148 674,06 €
Résultat brut d'investissement de l'exercice		**124 393,01 €**
Résultat d'investissement antérieur reporté		367 497,22 €
Solde d'exécution cumulé d'investissement 2024 à reporter (c/ 001 Recette)		**491 890,23 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Excédent de la section d'investissement		491 890,23 €
Recettes de fonctionnement réalisées		2 672 780,63 €
Dépenses de fonctionnement réalisées		2 909 537,46 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice	-	**236 756,83 €**
Excédent de fonctionnement antérieur reporté		559 701,79 €
Solde cumulé de fonctionnement 2024		**322 944,96 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Résultat cumulé 2024 avec les restes à réaliser		322 944,96 €
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)		**- €**
Résultat de fonctionnement 2024 à reporter (c/ 002 Recette)		322 944,96 €

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Raphael GOLDSCHMIT

LE PAYEUR DEPARTEMENTAL
DE LA CORREZE
Raphaël GOLDSCHMIT

BUDGET ANNEXE CORREZE AUTONOMIE

RESULTAT DE CLOTURE 2024

Recettes d'investissement réalisées		240 088,88 €
Dépenses d'investissement réalisées		418 774,04 €
Résultat brut d'investissement de l'exercice	-	**178 685,16 €**
Résultat d'investissement antérieur reporté		- €
Solde d'exécution cumulé d'investissement 2024 à reporter (c/ 001 Dépense)	-	**178 685,16 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Besoin de financement de la section d'investissement	-	178 685,16 €
Recettes de fonctionnement réalisées		2 834 269,94 €
Dépenses de fonctionnement réalisées		2 023 110,02 €
Résultat brut de fonctionnement de l'exercice		**811 159,92 €**
Résultat de fonctionnement antérieur reporté		- €
Solde cumulé de fonctionnement 2024		**811 159,92 €**
Restes à Réaliser en Dépenses		- €
Restes à Réaliser en Recettes		- €
Résultat cumulé 2024 avec les restes à réaliser		811 159,92 €
Affectation obligatoire au déficit d'investissement (c/ 1068 Recette)		**178 685,16 €**
Résultat de fonctionnement 2024 à reporter (c/ 002 Recettes)		**632 474,76 €**

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Raphael GOLDSCHMIT

LE PAYEUR DEPARTEMENTAL
DE LA CORREZE
Raphaël GOLDSCHMIT

CD.2025.04.11/104

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

BUDGET PRIMITIF DU DEPARTEMENT POUR 2025

RAPPORT

Le vote du Budget Primitif (BP) constitue toujours un temps fort pour notre assemblée. À travers les équilibres budgétaires proposés pour chacune des politiques publiques départementales, le budget est le reflet des orientations stratégiques du Département et des engagements pris par les conseillers départementaux envers les Corréziennes et les Corréziens.

Construites à partir des Orientations Budgétaires (OB) définies lors de la séance du 21 février dernier, les propositions budgétaires 2025 sont la transcription du rôle central du Département pour répondre de manière solidaire et efficace à la demande de proximité et de lien social qu'expriment nos concitoyens, tout en prenant en compte les nombreuses contraintes financières qui s'imposent à nouveau à nous.

En ce sens, les Orientations Budgétaires débattues il y a moins de 2 mois avaient mis en évidence la pertinence des choix de gestion adoptés par la majorité départementale. Anticipation et responsabilité : des maîtres mots qui permettent aujourd'hui à la collectivité de présenter une situation financière solide et saine, comme la Chambre Régionale des Comptes l'a elle-même soulignée dans son rapport en septembre 2024. Nous avons réduit la dette de 42 % depuis 2015 et les investissements ont doublé par rapport à 2014. Un exemple dont l'État pourrait s'inspirer, dans l'intérêt du pays.

Cette bonne gestion qui est la nôtre depuis 10 ans et cette anticipation nous évitent justement d'être aujourd'hui dans la même situation que connaissent d'autres départements. Faute d'avoir su anticiper le renversement de tendance en maintenant voire accentuant des trajectoires de dépenses croissantes sur la base de recettes exceptionnelles et conjoncturelles (Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)), nombre de départements sont maintenant contraints de renoncer à des dépenses non obligatoires, de décaler des projets non engagés, de supprimer des postes dans l'urgence ou encore de réduire voire de geler leurs crédits d'investissements et notamment ceux à destination des communes.

Car comme évoqué, les contraintes imposées aux départements sont à nouveau nombreuses. Rappelons en effet que depuis 2021, le Département ne dispose plus d'aucun levier fiscal pour assurer le financement de ses dépenses, puisque notre collectivité ne dispose que de dotations maintenant à l'exception des DMTO. Il convient de souligner que contrairement à nos dépenses, notre principale dotation, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), n'est pas indexée à l'inflation et qu'encore plus qu'avant une partie significative du panier de nos recettes (DMTO, fonds de péréquation assis sur les DMTO, TVA) est exposée aux aléas de la conjoncture économique, fragilisant ainsi la stabilité de nos ressources.

Rappelons également que la loi du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 nous demande de respecter, sans obligation, une limitation d'évolution de nos dépenses de fonctionnement fixée à 0,5 point en dessous du niveau de l'inflation estimé à l'époque, alors même que par ailleurs l'État nous impose chaque année des dépenses supplémentaires largement supérieures à cette évolution, limitant ainsi la marge de manœuvre de gestion des départements.

Et comme cela ne suffisait pas, la Loi de Finances initiale pour 2025, qui de façon totalement inédite n'a pas pu être adoptée avant le 31 décembre, met à contribution les collectivités territoriales (et en particulier l'échelon départemental) au redressement des comptes publics de la Nation.

Parmi les dispositions impactant les finances départementales et intégrées à notre Budget 2025, je voudrai insister sur cinq d'entre elles.

- Tout d'abord, la Loi de Finances fixe, comme habituellement, la répartition du montant de la DGF pour 2025. Elle était initialement fixée à 27,2 Md€, c'est-à-dire stable à périmètre constant et donc sans indexation à l'inflation, avant qu'un abondement de 150 M€ ne soit introduit pour la DGF des seules communes (Abondement financé par une baisse équivalente de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local [DSIL]). Une fois de plus, la DGF des départements est donc proposée sans aucune revalorisation, soit une diminution en valeur relative dans un contexte qui reste inflationniste.

- S'agissant ensuite des variables d'ajustement, elles sont prévues à hauteur 3 Md€ en 2025 et accusent une baisse très significative de - 487 M€, c'est-à-dire dix fois plus que l'année passée ! Alors que les montants des dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale restent stables, ce sont les montants de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) et du Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle (FDPTP) qui sont amputés de respectivement - 430 M€ et - 57 M€. La DCRTP du bloc communal est réduite de - 259 M€, la part régionale de - 189 M€ et la part départementale de – 39 M€. Pour notre département, la baisse sera d'environ 200 k€.

D'autre part, jusqu'en 2017, le produit de la TVA était une recette affectée majoritairement au budget de l'État (à plus de 92 %). À partir de 2018 s'est amorcé un transfert important de cette recette vers la sécurité sociale et les collectivités territoriales. Nous percevons désormais une fraction de la TVA en compensation de la perte du foncier bâti (TFPB) et de la perte de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). L'article 109 de la loi de Finances envisage comme participation temporaire des collectivités locales à l'effort d'assainissement des comptes publics de leur supprimer la dynamique de TVA en 2025. Les fractions individuelles de TVA s'appliqueront ainsi au produit de TVA de l'année précédente et non plus de l'année en cours.

Notons que l'exposé des motifs de cet article, plus que provocateur, évoque, au titre des avantages de cette mesure, la garantie de stabilité des transferts de TVA (!) et l'amélioration de la prévisibilité de la recette, compte tenu de l'absence de régularisation. Cela signifie que l'incapacité de Bercy à prévoir de manière sincère la perception de cet impôt devient, selon le Gouvernement, un argument pour capter son dynamisme au profit du budget de l'État.
Pour notre collectivité, sur la base des montants définitifs perçus en 2024 et d'une croissance attendue en 2025 de + 2,2 % de cette taxe, la perte est estimée à 1,9 M€ pour l'année 2025.

- L'article le plus marquant est l'article 186 de la Loi de Finances qui introduit un "Dispositif de Lissage Conjoncturel des Recettes Fiscales" (DILICO). Le montant total du prélèvement sera de 1Md€ en 2025 et devrait concerner environ 2 093 contributeurs. Ce dispositif s'articule en 3 enveloppes de contribution :

1- une contribution de 500 M€ des Communes et Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (ce qui exclut les Établissements Publics Territoriaux), les contributions étant ensuite réparties à parts égales entre communes et EPCI à fiscalité propre.

2- une contribution de 220 M€ des Départements,

3- une contribution de 280 M€ pour les Régions.

Concernant les départements, la répartition des 220 M€ de contribution utilise l'indice de fragilité sociale. Sont contributeurs, les départements dont l'indice de fragilité sociale est inférieur ou égal à la médiane. Un reversement par tiers des sommes prélevées sera effectué à compter de 2026, « dans la limite du montant du produit de la contribution pour l'année en cours ».

Tel que rédigé, ce dispositif vise à conserver durablement en réserve un solde d'1 milliard d'euros de recettes puisque la possibilité d'un reversement (par tiers) à compter de 2026 ne pourrait être mise en œuvre chaque année que dans la limite du montant prélevé cette même année.
La Corrèze, conséquence très paradoxale et injuste de sa bonne gestion depuis 10 ans, sera éligible à cette mesure de redressement des comptes publics contrairement à la moitié des départements et notre contribution est estimée à plus de 1,4 M€ au titre de l'année 2025.

- Autre point notable pour terminer : un rapport des trois inspections (Inspections Générale des Affaires Sociales (IGAS), Inspection Générale des Finances (IGF), Inspection générale de l'Administration (IGA) préconisait à l'automne 2024 d'augmenter les cotisations employeur pour assurer le retour à l'équilibre de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL). Pour assurer cette viabilité financière de la CNRACL, l'article 37 de la Loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 prévoit une augmentation progressive des taux de cotisation employeur de 2025 à 2028, avec une première hausse de 3 points en 2025. L'impact sur nos différents budgets est loin d'être neutre puisqu'il est évalué et inscrit à cette étape budgétaire pour un montant de 0,9 M€ par an.

C'est donc avec l'ensemble de ces nouvelles contraintes, s'ajoutant à celles des années précédentes toujours en vigueur, que le budget primitif a été construit cette année. Elles demandent un effort supplémentaire aux collectivités à l'heure ou elles sont moins que jamais maîtres de l'évolution de leurs dépenses relatives aux solidarités humaines. L'objectif majeur du Département sera de faire face à la croissance de charges pérennes avec une incertitude quant aux évolutions des recettes dont la quasi-totalité est désormais corrélé à la conjoncture économique.

Pour autant, malgré ce contexte contraignant et empreint d'incertitudes et conformément aux orientations budgétaires présentées le 21 février dernier, notre Assemblée propose un Budget Primitif 2025 avec comme ligne de forces les solidarités humaines et territoriales consolidées et une politique d'investissement ambitieuse basée sur des fondamentaux réaffirmés :

- un Département fortement mobilisé pour ses habitants et le modèle social corrézien. Acteur incontournable du bien- être de sa population qui exercera pleinement ses responsabilités à l'égard de ses habitants : acteur majeur en première ligne des solidarités humaines, le Département sera présent au quotidien au plus près des plus jeunes et des plus âgés, des personnes souffrant de handicap et des personnes fragilisées ou en situation de précarité ;
- la poursuite d'actions fortes dans le domaine de la santé pour notamment soutenir l'implantation de professionnels de santé en Corrèze ;
- un partenaire fidèle, toujours aux côtés des jeunes collégiens, des communes et du secteur associatif, qui assume ses missions de proximité ;

- des investissements robustes et significatifs propices à l'économie locale et à l'emploi ;

- la concrétisation de projets structurants et novateurs pour la Corrèze et les Corréziens avec comme fil conducteur : l'attractivité du territoire ;

- un Département qui tiendra ses engagements à mener une politique d'investissement fondée sur l'innovation, les transitions énergétiques et écologiques, la cohésion territoriale et la dynamisation de son territoire.

Ce budget illustre la détermination et tout le volontarisme dont le Département fait preuve pour continuer à accompagner son territoire et ses habitants dans tous ses champs de compétence.

Trois impératifs ont ainsi guidé l'élaboration du Budget 2025 :

- l'exigence démocratique de transparence, tout d'abord, pour énoncer et dire ce qui sera fait au nom et au service des Corréziennes et des Corréziens ;

- une exigence d'actions et de responsabilité, ensuite, car nous nous attachons durant toute la durée de notre mandat à réaliser les engagements pris ;

- l'exigence d'avancer sereinement et de tenir le cap que nous nous sommes fixés, enfin, en maitrisant nos charges de fonctionnement, en poursuivant nos investissements en fonction de nos capacités tout en préservant notre désendettement.

Ce Budget s'articule donc autour de 4 grandes priorités :

✓ accompagner les Corréziens dans leur quotidien de la naissance à la dépendance ;
✓ développer la Corrèze de demain en maintenant un haut niveau d'investissement et en préservant notre environnement et notre biodiversité ;
✓ conforter la notoriété et l'attractivité de la Corrèze ;
✓ maintenir une situation financière saine pour préserver les marges de manœuvre futures, ce qui passe notamment par la poursuite du désendettement du Département.

Le budget 2025 ainsi présenté au vote est :

- Un budget contraint par les décisions de l'État, comme évoqué en introduction : les contraintes auxquelles nous avons dû faire face dans le cadre de la préparation de ce Budget sont de deux niveaux. Je ne reviens pas sur toutes les mesures imposées par la Loi de Finances pour 2025, décrites précédemment et qui impactent lourdement notre BP 2025 (gel des fractions de TVA, contribution au DILICO, diminutions de certains concours financiers dont les variables d'ajustement, augmentation des cotisations employeur pour assurer le retour à l'équilibre de la CNRACL).

Au-delà de ces contraintes législatives, les départements sont également confrontés à un effet ciseaux redoutable. Ce dernier, qui traduit une progression soutenue des dépenses de fonctionnement (dépenses de personnel et dépenses relatives aux solidarités humaines notamment) pendant que les recettes de fonctionnement stagnent voire diminuent, est bel et bien de retour depuis 2023 et tend à s'accentuer comme illustré dans le tableau ci-après :

	Evolution des recettes de fonctionnement par rapport à N-1	Evolution des dépenses de fonctionnement par rapport à N-1	Différence
2023 (CA)	5 582 056,26 €	15 532 476,48 €	- 9 950 420,22 €
2024 (CA)	6 206 318,16 €	9 281 619,37 €	- 3 075 301,21 €
prévisionnel 2025 (BP) dont impact Fusion des sections	- 13 594 260,65 €	6 098 459,44 €	- 19 692 720,09 €
TOTAL période	**- 1 805 886,23 €**	**30 912 555,29 €**	**- 32 718 441,52 €**

Mais aussi et surtout :

- Un budget solide : comme présenté dans le rapport relatif au Compte Administratif (CA) 2024, nos ratios financiers (taux d'épargne brute, épargne nette, capacité de désendettement) demeurent bons et supérieurs aux niveaux observés dans la plupart des autres départements de la strate, c'est-à-dire ceux de 250 000 habitants et moins.

- Un budget ambitieux et en phase avec son époque : la capacité d'investissement reste élevée grâce à nos efforts de gestion constants et le volume des investissements prévu au budget est d'environ 81 M€ (hors projet lié à l'éventuelle réalisation d'une ombrière photovoltaïque sur route départementale à Lubersac). Ces derniers prennent notamment en compte les enjeux environnementaux et sociétaux.

- Un budget de résilience : en 2025, le Département va devoir faire face aux contraintes nouvelles de son champ d'action, tout en mobilisant ses moyens et en apportant les outils nécessaires à la réalisation des objectifs d'action publique. Cette adaptation ne signifie pas un recul mais plutôt une occasion de renforcer son efficacité et sa résilience. Plus que jamais, l'administration départementale s'engage dans une recherche continue de performance, d'efficience et de qualité du service public, en plaçant toujours l'humain au cœur de ses priorités. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la tradition d'exemplarité qui caractérise la Corrèze, un Département reconnu pour ses bonnes pratiques de gestion et son engagement en matière de transparence et qui va continuer d'améliorer, de transformer et de développer la vie des corréziennes, des corréziens. Au contraire d'autres départements qui n'ont plus guère d'alternative, il n'est pas prévu ici de renoncer au modèle social corrézien, à l'entretien et l'amélioration de notre réseau routier, à la restructuration des collèges publics, au soutien que nous apportons dans tous les grands projets utiles pour développer harmonieusement la Corrèze.

- Un budget responsable : ce budget confirme en effet la trajectoire de désendettement entamée en 2015 et qui tend à s'accélérer ces dernières années. L'objectif sera bien de pérenniser cette tendance sur l'exercice 2025, en nous fixant pour objectif de limiter le recours à l'emprunt à 10 M€. En remboursant 29 M€ de capital dans le même temps, un "nouveau" désendettement de - 19 M€ serait constaté fin 2025, portant son total à – 169 M€ depuis 2015. Notre encours de dette passerait alors sous la barre symbolique des 200 M€ (191 M€), préservant notre capacité de désendettement à moins de 5 ans. Un budget responsable car il s'agit aussi, comme nous l'avons toujours fait, de voir loin, d'anticiper et de ne pas raisonner uniquement à court terme, afin de toujours dépendre de nous-même pour le financement de nos politiques publiques et non d'éventuels concours financiers exceptionnels de l'État ou d'autres dispositifs de sauvegarde souvent mis en place de façon incomplète et injuste.

- Un budget utile au territoire et aux Corréziens : malgré les difficultés, le choix clairement assumé et revendiqué par le Département pour 2025 est de renforcer son soutien aux personnes les plus fragiles. Nous maintenons également un haut niveau d'engagement en faveur des mobilités pour tous, avec notamment plus de 39 M€ consacrés à l'entretien et à l'amélioration des routes afin de fluidifier et sécuriser les déplacements de tous les Corréziens au quotidien, mais aussi notre rôle de leader en faveur de la transition écologique. Avec son budget 2025, le Département soutient l'épanouissement et la réussite scolaire de tous les collégiens, réaffirme également son soutien envers ses sapeurs-pompiers. Il reste par ailleurs le premier partenaire des communes et acteurs locaux avec une enveloppe maintenue à hauteur de 21 M€ et soutient de manière pérenne et fidèle l'apprentissage de la citoyenneté, la culture et le sport pour tous les Corréziens.

- Un budget de bon sens et protecteur des Corréziens : comme exposé en toute transparence lors du débat relatif aux orientations budgétaires, la prise en compte de toutes les contraintes réglementaires s'imposant au Département de la Corrèze avait pour conséquence de faire apparaître qu'il manquait plus de 14 M€ pour boucler le Budget 2025. Plusieurs choix s'offraient alors à nous : réduire de manière drastique nos dépenses de fonctionnement et/ou nos dépenses d'investissement, ou encore augmenter de manière très significative le recours à l'emprunt à compter de 2025, dans un contexte où les taux d'intérêt demeurent plus élevés. De telles décisions seraient inévitablement venues impacter une ambition politique de bon sens visant à répondre aux besoins des Corréziens, notamment des plus fragiles tout en veillant à préserver une situation financière saine et des marges de manœuvre pour le futur.

Dès lors, au-delà des mesures d'efficience déjà engagées dans une recherche continue de performance et de qualité du service public, nous avons fait le choix d'effectuer une reprise conséquente sur la provision constituée en cours d'année 2024 pour équilibrer le Budget 2025. Cette reprise sur provision, d'un montant de 14 M€ sur les 21 M€ constitués l'an dernier (soit les deux tiers !) permet donc tout à la fois d'équilibrer ce budget et de préserver le modèle social Corrézien, ce qui était le fondement de sa constitution dans le cadre du budget 2024. Cette contrainte forte met néanmoins une nouvelle fois en lumière la pertinence des choix de gestion que nous avons adopté ces dernières années, à l'inverse de nombreux autres départements : anticipation et responsabilité.

Le Budget Primitif 2025 s'équilibre en dépenses et en recettes à 601 160 434 € (avec la reprise anticipée des résultats à l'issue de l'exercice 2024 et mouvements d'ordre inclus). Dans le détail, la section de fonctionnement s'élève à 380 691 182 € tandis que la section d'investissement atteint 220 469 252 €.

Aussi dans un contexte difficile toujours marqué par l'inflation, la crise énergétique et les inquiétudes liées à l'environnement, ce budget permet au Département de continuer à jouer son rôle de bouclier économique et social pour protéger et soutenir l'ensemble des Corréziens en 2025, et en anticipation des grands enjeux écologiques et énergétiques de demain.

SOMMAIRE

I- UN BUDGET DE COMBAT AU SERVICE DE LA CORREZE ET DES CORREZIENS Page 10

II- UN BUDGET POUR GARANTIR LE MODELE SOCIAL CORREZIEN ET ACCOMPAGNER LES PLUS FRAGILES Page 16

II-1- UNE NOUVELLE AUGMENTATION CONTRAINTE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2025 : TENIR LE CAP MALGRE LES DIFFICULTES BUDGETAIRES Page 16

II-1-1 Une volonté affirmée d'accompagner les Corréziens dans leur quotidien de la naissance à la dépendance Page 18

II-1-2 Un département attractif, qui innove et où l'on vit bien Page 24

II-1-3 La nécessaire prise en compte des nouvelles mesures gouvernementales engendrant une croissance contrainte et continue de nos dépenses de fonctionnement Page 27

II-2- DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PEU DYNAMIQUES, D PERTE DE L'AUTONOMIE FISCALE ET DE RETOURNEMENT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE Page 35

II-2-1 Les impôts et taxes Page 37

II-2-2 La fiscalité locale Page 41

II-2-3 Les dotations de l'État et les compensations Page 46

II-2-4 La compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS) Page 48

II-2-5 Les autres recettes de fonctionnement Page 51

III- UNE CAPACITE D'INVESTISSEMENT PRESERVEE AFIN DE BATIR LA CORREZE DE DEMAIN ET DE CONFORTER L'ATTRACTIVITE DE NOTRE DEPARTEMENT Page 52

III-1 DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE PLUS EN PLUS VOLATILES ET LIEES A LA REALISATION DE NOS PROJETS Page 52

III-2 L'AUTOFINANCEMENT ET LA CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT Page 54

III-3 UNE DETTE MAÎTRISÉE : LE RECOURS À L'EMPRUNT DANS UNE TRAJECTOIRE DE DÉSENDETTEMENT Page 54

III-4 LA POURSUITE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX POUR DONNER A LA CORREZE UN TEMPS D'AVANCE Page 56

IV- EQUILIBRE ET SOLDE DE GESTION Page 64

IV-1 L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE Page 64

IV-2 L'ANALYSE DES SOLDES DE GESTION Page 65

CONCLUSION Page 65

I- UN BUDGET DE COMBAT AU SERVICE DE LA CORREZE ET DES CORREZIENS

La construction du budget 2025 a été établie à partir du compte administratif 2024 dans un objectif de projection plus affinée des dépenses comme des recettes.

En lecture "brute", le budget 2025 total s'affiche en légère diminution par rapport à celui de 2024 (601,1 M€ contre 637,6 M€).

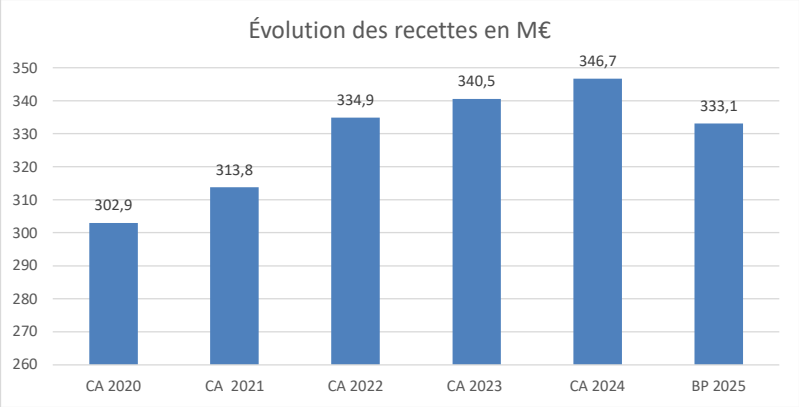
Il convient donc de rappeler ici que le budget de l'année dernière comportait des inscriptions "exceptionnelles" en lien avec le règlement du contentieux RSA (44,1 M€), qui ne sont évidemment pas reprises dans le cadre du Budget 2025. D'autre part, les conséquences financières de l'entrée en vigueur de la fusion des sections soins et dépendance au 1er juillet 2025 sont intégrées dans le Budget : diminution de la dépense relative à l'Allocation Personnalisée à l'Autonomie (APA) en établissement qui sera prise en charge par l'Agence Régionale de Santé (ARS) à compter du 2ème semestre

(- 7,2 M€) et application de la rétro-compensation (reprise sur nos recettes de fonctionnement effectuée par l'État) dans des proportions identiques (- 7,2 M€).

		BP 2025 (en €)
Dépenses de fonctionnement	Ordre dont virement de section	97 796 049
	Réel (hors provisions)	281 895 133
	Provisions	1 000 000
S/Total D de F		**380 691 182**
Dépenses d'investissement	Ordre	12 413 000
	Réel	208 056 252
S/Total D d' I		**220 469 252**
TOTAL DEPENSES		**601 160 434**
Recettes de fonctionnement	Ordre	5 113 000
	Réel (hors provisions)	333 136 656
	Reprise sur provisions	14 000 000
	Reprise du résultat	28 441 526
S/Total R de F		**380 691 182**
Recettes d'investissement	Ordre dont virement de section	105 096 049
	Réel	115 373 203
S/Total R d' I		**220 469 252**
TOTAL RECETTES		**601 160 434**

La projection des recettes de fonctionnement au BP 2025 est estimée à environ -13,6 M€ par rapport au Compte Administratif 2024. À périmètre identique, c'est-à-dire en mettant de côté les conséquences financières liées à l'entrée en vigueur de la fusion des sections soins et dépendance (7,2 M€), la diminution des recettes de fonctionnement aurait été de - 6,4 M€.

Le graphique ci-après affiche la rupture constatée en 2023 ("seulement" + 5,5 M€ de recettes entre 2022 et 2023 puis à nouveau "seulement" + 6,2 M€ entre 2023 et 2024 quand la progression était supérieure à 10 M€ entre 2020 et 2021 et supérieure à 21 M€ entre 2021 et 2022) et le décrochage pressenti à compter de 2025 (retour à un niveau inférieur à 2022 mais encore supérieur à 2021).



Ces amplitudes mettent en perspective les recettes exceptionnelles perçues entre 2021 et 2024 et nous rappellent la tendance de fond dans laquelle notre budget se construit désormais.

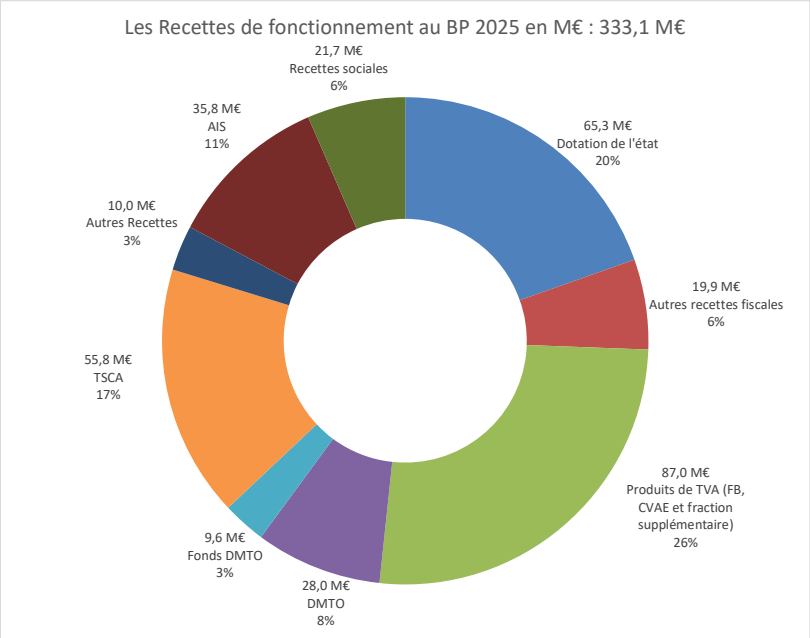
En effet, il fut une époque où le Département pouvait régler lui-même le niveau des recettes au regard de ses dépenses, en ajustant les taux de fiscalité dont il en avait la maîtrise. En 2018, la part des impôts locaux avec pouvoir de taux dans les recettes de fonctionnement était de 58 % pour les départements ! Cette capacité à lever l'impôt, si elle donnait une vraie marge de manœuvre à la collectivité, avait surtout pour vertu d'entretenir un lien citoyen entre l'action des collectivités et les contribuables locaux. Mais cette époque est révolue.

En 7 ans, la part d'autonomie fiscale a été réduite à moins de 2 %, si l'on retire le cas spécifique des DMTO (10 % des recettes des départements en moyenne, 8 % en Corrèze) dont le taux est plafonné par l'État, donc privant la collectivité de toute forme de liberté. Progressivement, l'État a remis la main sur la quasi-intégralité des recettes des Départements qui sont désormais constituées de dotations forfaitaires et, jusqu'à cette année, de reversement de quote-part de fiscalité nationale (TVA) dont l'État peut nous priver de dynamique au gré des Lois de Finances successives. Indiscutablement, cette transformation est une atteinte au principe de libre administration des départements, d'autant plus que de manière insidieuse, l'État ne s'est pas contenté de reprendre le contrôle de nos recettes, il s'est également largement immiscé dans nos dépenses mais également nos process d'administration.

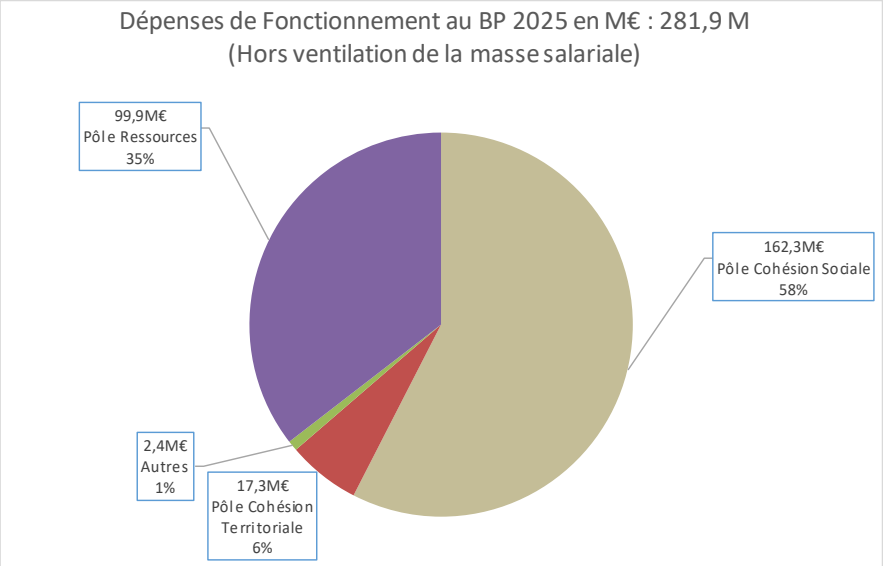
Dans un contexte particulièrement contraint d'augmentation soutenue des dépenses et de baisse des recettes, les indicateurs économiques sont inquiétants entre : taux d'intérêts restant élevés, inflation qui s'est diffusée dans tous les secteurs économiques et plus seulement dans l'énergie et les matières premières, faible croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) dont les prévisions ne cessent d'être revues à la baisse depuis l'automne.

Aussi, ces recettes exceptionnelles collectées depuis 2021 (et non immédiatement dépensées comme l'ont fait tant d'autres département) ont permis une véritable auto-assurance qui permet aujourd'hui de garantir que le modèle social Corrézien sera préservé, tout comme la capacité d'investissement et les projets d'investissements innovants.

Il est à préciser également que la TVA, perçue en compensation de la taxe sur le foncier bâti et de la CVAE représente 26 % du total des recettes projetées (soit 87 M€ aujourd'hui) tandis que les DMTO et le fonds de péréquation assis sur ces derniers représentent à eux deux 11 % de nos recettes (37,6 M€).
Ainsi plus d'un tiers des recettes (37 % précisément) dépend désormais de la conjoncture économique (et des décisions unilatérales de l'État pour ce qui concerne la TVA !), or les perspectives sont aujourd'hui très inquiétantes au vu de la situation du budget de l'État.
Par ailleurs, 20 % de nos recettes résultent de dotations et concours financiers de l'État, gelés pour la plupart voire en baisse comme la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle.
On comprend ainsi que les marges de manœuvre des départements sont devenues quasi inexistantes pour ce qui concerne les recettes et que les rares leviers dont nous disposons encore se situent au niveau des dépenses.



Ces ressources sont affectées pour 58 % aux dépenses du Pôle Cohésion Sociale, pour 35 % au Pôle Ressources (dont l'intégralité de la masse salariale) ainsi qu'à la Cohésion Territoriale (6 %).



En ventilant les crédits liés à la masse salariale en fonction de l'affectation de nos agents, les dépenses du Pôle Cohésion Sociale représentent 70 % du BP205, celles du pôle Ressources 16 % et celle du pôle Cohésion territoriale 13 %, comme détaillé dans le tableau ci-après :

POLE COHESION SOCIALE	195 972 117,00 €	70%
POLE COHESION TERRITORIALE	37 594 490,00 €	13%
POLE RESSOURCES	45 936 526,00 €	16%
AUTRES	2 392 000,00 €	1%
	281 895 133,00 €	100%

La prévision de dépenses pour 2025 est orientée en forte hausse, comme cela est à nouveau le cas depuis 2022. À ce stade, les dépenses réelles de fonctionnement sont projetées en augmentation de plus de + 6 M€ par rapport au CA 2024. À périmètre identique, hors fusion des sections soins et dépendance, la hausse aurait même été de + 13 M€ entre le CA 2024 et le BP 2025.

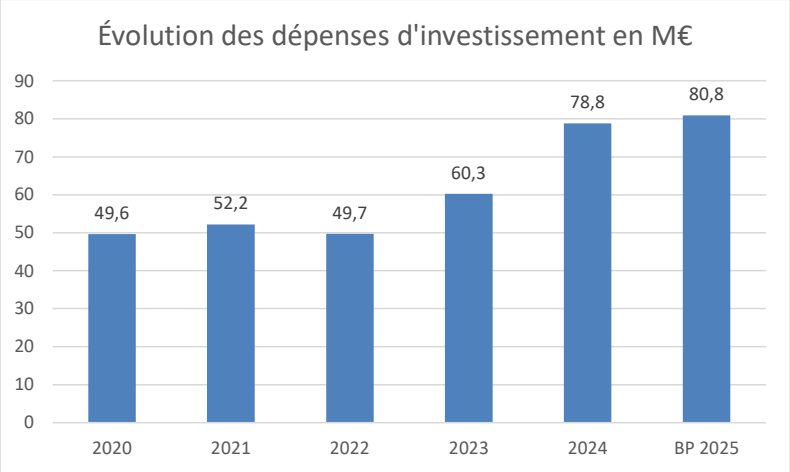
Comme nous le verrons en détail dans ce rapport, ces hausses des dépenses de fonctionnement sont la conséquence de :

- choix politiques volontaristes, clairs, affirmés et assumés afin de faire de la Corrèze un Département solidaire qui protège et accompagne les Corréziens dans leur quotidien mais aussi un Département attractif, durable et où l'on vit bien ;
- de nouvelles contraintes issues de mesures décidées unilatéralement par l'État et qui viennent impacter notre budget de manière pérenne.

Pour autant, dans ce contexte projeté défavorable, la bonne santé financière de la collectivité permet d'envisager un volume d'investissements à nouveau très élevé en 2025. Les crédits ouverts au budget demeurent proches de 81 M€, soit un niveau

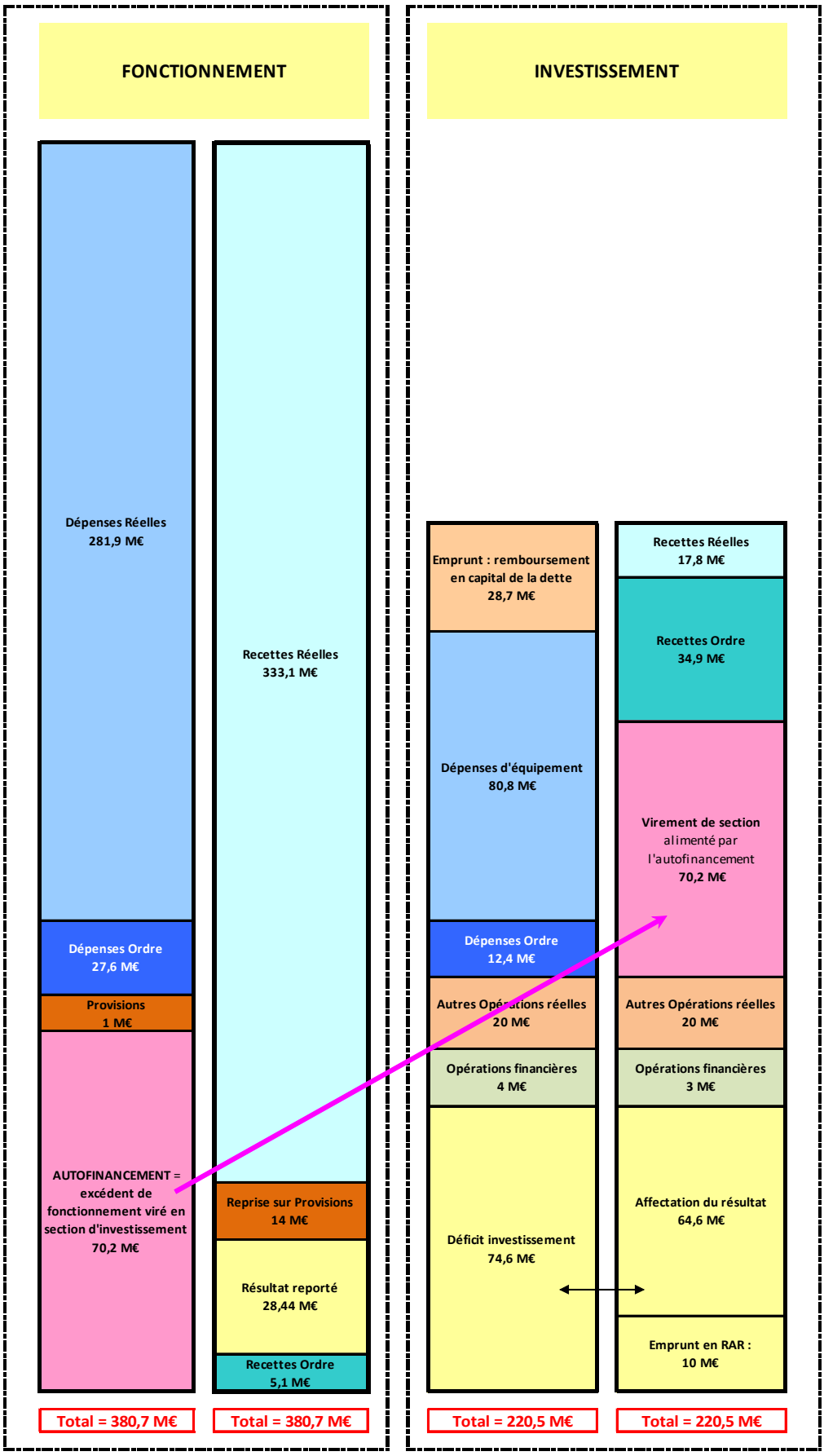
encore supérieur à ce qui a été réalisé sur l'exercice 2024. Les principales enveloppes, présentées plus loin dans le rapport, seront toujours orientées à destination des investissements routiers (32,5 M€), des aides aux collectivités (21 M€), des projets bâtimentaires dont les collèges (11,5 M€), de la politique en faveur de l'habitat (4,3 M€) ou encore de la transition écologique (1,6 M€).

Le Département réaffirme sa volonté de bâtir la Corrèze de demain et de conforter son attractivité en maintenant un haut niveau d'investissement.



Agir pour ne pas subir dans un contexte budgétaire nettement moins favorable : le défi pour 2025 sera bien de faire face à la croissance de charges pérennes avec une incertitude quant aux évolutions des recettes tout en mobilisant l'ensemble des moyens disponibles pour réaliser nos projets.

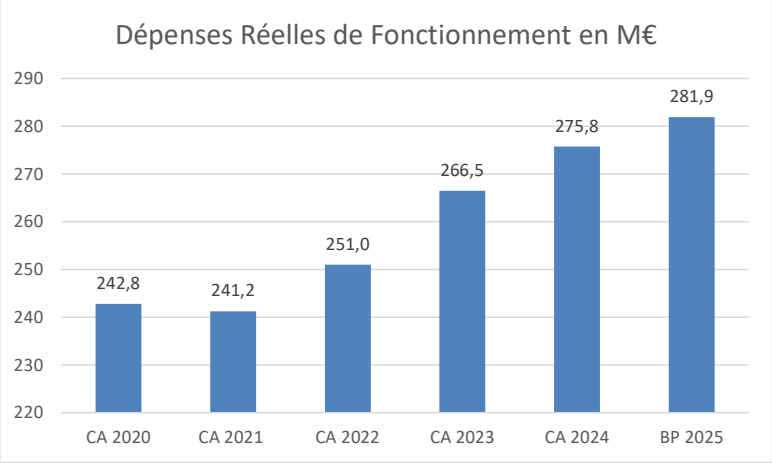
La structure générale du Budget Primitif 2025 est la suivante :



II- UN BUDGET POUR GARANTIR LE MODELE SOCIAL CORREZIEN ET ACCOMPAGNER LES PLUS FRAGILES

II-1 - UNE NOUVELLE AUGMENTATION CONTRAINTE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT EN 2025 : TENIR LE CAP MALGRE LES DIFFICULTES BUDGETAIRES

Le volume des dépenses de fonctionnement proposé au budget primitif est supérieur de + 6,1 M€ au CA 2024 dont - 2,8 M€ sur le pôle Cohésion Sociale (effet fusion des sections), + 1,8 M€ sur le pôle Cohésion Territoriale, + 0,1 M€ sur le pôle Missions et Communications et + 7 M€ sur le pôle Ressources, dont 2 M€ de dépenses multi-chapitres (l'équivalent des anciennes dépenses imprévues, supprimées suite à l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024), ce qui ramène l'évolution des crédits prévisionnels à + 4,1 M€ environ.



Pour rappel, le règlement du contentieux RSA en 2024 et l'entrée en vigueur de la fusion des sections soins et dépendance en 2025 modifient la lecture du niveau des dépenses de fonctionnement et la comparaison entre les deux exercices.

En effet, à périmètre identique (c'est-à-dire en mettant de côté les dépenses liées au règlement du contentieux RSA et en neutralisant les effets découlant de la fusion des sections), ces dernières auraient progressé de + 13,3 M€ au total, et les dépenses du pôle cohésion sociale afficheraient une augmentation de +4,3 M€ comme récapitulé dans le tableau ci-après :

Dépenses réelles de fonctionnement	CA 2024 brut (y.c dépenses exceptionnelles RSA)	CA 2024 retraité (hors dépenses exceptionnelles RSA)	BP 2025	Ecart CA 2024 retraité / BP 2025	BP 2025 retraité (hors fusion des sections et dépendance)	Ecart CA 2024 retraité / BP 2025 retraité
Action Sociale et Ambition Santé	883 679	883 679	1 333 700	450 021	1 333 700	450 021
Aide Sociale à l'Enfance	30 058 869	30 058 869	30 370 194	311 325	30 370 194	311 325
Archives	32 045	32 045	33 100	1 055	33 100	1 055
Autonomie	98 059 253	98 059 253	93 191 424	-4 867 829	100 391 424	2 332 171
Bibliothèque Départementale	90 733	90 733	91 364	631	91 364	631
Insertion	58 612 359	23 234 437	23 053 074	-181 363	23 053 074	-181 363
Culture Patrimoine	1 695 767	1 695 767	1 914 500	218 733	1 914 500	218 733
Education jeunesse	5 252 128	5 252 128	5 389 234	137 106	5 389 234	137 106
Transports Handicapés	3 684 013	3 684 013	4 471 200	787 187	4 471 200	787 187
Sport	1 476 809	1 476 809	1 576 181	99 372	1 576 181	99 372
Musée Jacques Chirac	118 741	118 741	211 642	92 901	211 642	92 901
PMI Santé	535 466	535 466	614 504	79 038	614 504	79 038
Pôle Cohésion Sociale	**200 499 862**	**165 121 940**	**162 250 117**	**-2 871 823**	**169 450 117**	**4 328 177**
Attractivité des Territoires	694 158	694 158	808 300	114 142	808 300	114 142
Développement et Promotion du Territoire	998 469	998 469	1 055 000	56 531	1 055 000	56 531
Bâtiments	4 320 559	4 320 559	4 623 830	303 271	4 623 830	303 271
Transition Ecologique	903 344	903 344	1 104 840	201 496	1 104 840	201 496
Habitat	712 072	712 072	775 450	63 379	775 450	63 379
Routes	5 971 447	5 971 447	6 863 818	892 371	6 863 818	892 371
Systèmes d'informations	1 898 545	1 898 545	2 073 000	174 455	2 073 000	174 455
Pôle Cohésion Territoriale	**15 498 594**	**15 498 594**	**17 304 238**	**1 805 644**	**17 304 238**	**1 805 644**
Communication	583 184	583 184	613 500	30 316	613 500	30 316
Très Haut Débit	433 669	433 669	538 300	104 631	538 300	104 631
Tourisme	1 185 000	1 185 000	1 155 000	-30 000	1 155 000	-30 000
Délégation et Participation citoyenne	58 882	58 882	85 200	26 318	85 200	26 318
Missions et Communication	**2 260 734**	**2 260 734**	**2 392 000**	**131 266**	**2 392 000**	**131 266**
Affaires Générales Assemblées	1 774 354	1 774 354	2 387 350	612 996	2 387 350	612 996
Elus	1 327 579	1 327 579	1 400 000	72 421	1 400 000	72 421
Finances	27 233 874	27 233 874	29 680 928	2 447 054	29 680 928	2 447 054
Ressources Humaines	62 579 599	62 579 599	66 480 500	3 900 901	66 480 500	3 900 901
Pôle Ressources	**92 915 406**	**92 915 406**	**99 948 778**	**7 033 372**	**99 948 778**	**7 033 372**
TOTAL	**311 174 596**	**275 796 674**	**281 895 133**	**6 098 459**	**289 095 133**	**13 298 459**

Cette nouvelle augmentation soutenue des dépenses de fonctionnement entre le CA 2024 et le Budget Primitif 2025 est le reflet de la volonté du Département :

- de rester fortement mobilisé pour ses habitants : acteur incontournable du bien-être de sa population et toujours en première ligne des solidarités humaines, nous serons présents au quotidien au plus près des plus jeunes et des plus âgés, des personnes souffrant de handicap et des personnes fragilisées ou en situation de précarité,

- de demeurer un partenaire fidèle, toujours aux cotés des jeunes collégiens, du secteur associatif et de nos partenaires institutionnels, en assumant nos missions de proximité.

-

Elle traduit aussi de manière concrète et chiffrée les nouvelles contraintes auxquelles nous devons faire face à compter de 2025 (hausses en matière de Ressources Humaines et contribution imposée au Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales) et qui s'ajoutent à celles, nombreuses, qui nous impactent déjà significativement depuis plusieurs années.

II-1-1 Une volonté affirmée d'accompagner les Corréziens dans leur quotidien de la naissance à la dépendance

Construit sur les bases du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB), le Budget Primitif 2025 propose des dépenses de fonctionnement en nette progression par rapport au Compte Administratif 2024. Il s'attache ainsi à répondre à la conduite de notre politique départementale visant à rester offensif pour soutenir les Corréziens, notamment les plus vulnérables. Au cœur des politiques publiques de proximité, le Département assumera, dans ce contexte d'instabilité et d'incertitude, son entière responsabilité en garantissant la solidarité humaine envers les populations fragilisées et démunies.

Le budget consacré au domaine primordial de la famille et de la solidarité s'élève ainsi à 153 M€ (ou 160,2 M€ à périmètre constant, hors fusion des sections soins et dépendance). Conforté dans son rôle de chef de file des politiques sociales, le Département est plus que jamais le maillon indispensable à la création du lien social sur les territoires, et plus particulièrement les territoires ruraux.

Le budget alloué au secteur de l'Enfance et de la Famille s'élève à 31 M€, en hausse par rapport à 2024 afin d'accomplir totalement nos missions de protection maternelle et infantile (0,6 M€) et notre politique de prévention et de protection de l'enfance (30,4 M€).

L'évolution croissante des charges de ce secteur (+ 6 M€ entre 2022 et 2023 puis à nouveau environ + 2 M€ entre 2023 et 2024) s'explique à la fois par l'activité en constante augmentation de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), notamment les placements, et les revalorisations des carrières des assistants familiaux, des personnels du secteur social et médico-social, des tarifs des structures prestataires.

L'exercice 2025 s'inscrit dans un contexte de crise systémique nationale du secteur de la protection de l'enfance et la Corrèze n'échappe pas au phénomène. La mission de prévention connait une augmentation du nombre de mesures à exercer à domicile (+ 26 %). Les différents dispositifs d'accueil (placement familial, lieux de vie, maisons d'enfants à caractère social) jouent leur rôle mais l'équilibre reste toutefois fragile.

Le plan d'action de l'ASE issu de l'audit doit permettre dès 2025 la mise en place d'un accompagnement adapté et efficace des besoins de l'enfant.

Aussi, face à ces évolutions, le Département agit et assume pleinement ses compétences en matière d'aide sociale à l'enfance autour de deux axes stratégiques :

- intensifier les actions de prévention auprès des familles confrontées à des difficultés éducatives ;
- garantir la qualité et diversifier les modes d'accueil des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance.
- Assurer l'adaptation de l'accompagnement avec l'exigence de favoriser le retour dans la famille.

À ce titre, un budget de 2,1 M€ sera donc dédié aux actions de prévention en faveur des enfants et des familles tandis qu'une enveloppe de 28,2 M€ sera consacrée aux actions de protection de l'enfance (dont 14,6 M€ pour l'accueil en établissements, 12,4 M€ pour l'accueil individuel par un assistant familial et 1,2 M€ pour le placement familial hors département ou chez des tiers) et que 0,1 M€ seront fléchés pour le développement des actions de partenariat avec des structures telles que la Maison des Ados de la Corrèze, l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) et diverses associations.

La volonté est la même s'agissant du service Protection Maternelle et Infantile. Ce dernier permet de proposer une offre de santé à toutes les familles corréziennes quel que soit leur lieu de vie dans le Département. Le budget renforcé en 2025 permettra donc d'intensifier le soutien à la parentalité et les actions en matière de santé sexuelle en direction des jeunes notamment.

Au-delà des actions en faveur de la famille et de l'enfance, le Département de la Corrèze conforte son engagement en faveur des personnes en difficulté en mobilisant une enveloppe de 23 M€ au titre de notre politique d'insertion. Dans le contexte actuel de crise inflationniste, notre collectivité sera présente pour lutter contre la précarité, la pauvreté, combattre toutes les formes d'exclusion sociale et favoriser l'autonomie et le retour à l'emploi des publics en difficulté.

L'une des principales réussites du Département réside dans le développement de modalités d'accompagnement personnalisées qui reposent sur le principe d'engagement réciproque. Il offre aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) un suivi individualisé, de proximité et des conseils sur la recherche d'emploi en adéquation avec les besoins des entreprises du territoire pour un retour à l'emploi. En complément de l'engagement quotidien des professionnels dédiés à l'accompagnement, le Département a su développer des partenariats utiles, tant avec le secteur associatif qu'avec le monde économique. Ceux-ci permettent de proposer une offre de service complémentaire afin de lever les freins à l'employabilité et de répondre aux besoins spécifiques.

Des indicateurs témoignent des résultats positifs de la politique de l'emploi menée depuis 2015 en Corrèze :

- un nombre de bénéficiaires du RSA contenu sur un an (+ 0,46 % entre 2023 et 2024) ;
- un ratio entre le nombre de bénéficiaires du RSA et la population départementale de 2,7 % pour une moyenne nationale de 4,7 % ;
- un taux de chômage de 6,7 % au 3ème trimestre 2024 de 6 % dans notre Département alors qu'il est de 6,7 % sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et de 7,2 % en Métropole ;
- un taux de contractualisation de près de 89 % attestant de la réalité du suivi individualisé pour chaque bénéficiaire corrézien ;
- un taux de sorties (emploi ou formation) maintenu en 2024 à 40 %.

L'année 2025 marque l'entrée en vigueur de la loi Plein Emploi dans un contexte politique, budgétaire et économique préoccupant. Il s'agit donc pour le Département de maintenir son action pour garantir à chaque citoyen la possibilité d'accéder à un emploi, de trouver sa place dans la société et de vivre dignement du fruit de son travail.

Les crédits inscrits au BP 2025 à hauteur de 23 M€ permettront donc :

- la poursuite de la politique départementale en faveur de l'emploi : 1,3 M€
- le versement de l'allocation de Revenu de Solidarité Active tout en garantissant une gestion rigoureuse de cette dernière : 21,7 M€. À noter que la revalorisation de cette prestation est cette année de + 1,7 % au 1er avril, après + 4,6 % au 1er avril 2024. Le Département devra absorber cette nouvelle hausse (environ + 0,4 M€ à nombre de bénéficiaires identique) sur ses fonds propres puisque la compensation dont nous bénéficions (fraction de TICPE + FMDI) demeure elle figée à hauteur de 11,4 M€.

Bien plus marqués que dans le passé, ~~le~~ les enjeux de l'autonomie associés au vieillissement de la population constitue également un enjeu incontournable des prochaines décennies. Les départements ruraux sont évidemment les premiers confrontés à ce défi démographique majeur. Aujourd'hui, en Corrèze, près d'un tiers des communes sont déjà caractérisées par une proportion des personnes âgées de plus de 75 ans supérieure à celle des jeunes de moins de 20 ans. L'avancée vers le grand âge s'accompagne bien souvent d'une perte d'autonomie, la hausse du nombre de personnes âgées dépendantes pour notre Département à horizon de 2030 est estimée à 11 %.

Pour répondre aux aspirations et aux besoins de la population vieillissante et en situation de handicap, les politiques publiques doivent accompagner la transition démographique, répondre aux besoins émergents, adapter les aides individuelles, assurer la prise en compte de tous en évitant toute rupture dans les parcours et les droits, et ce tout en garantissant l'amélioration de l'efficience des dépenses.

C'est pour répondre à ces défis que le Conseil Départemental de la Corrèze a créé au 1er janvier 2024 "Corrèze Autonomie", un Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA) afin de décliner une offre de service enrichie, au plus près des territoires et des besoins de la population.

Proposés à hauteur de 41,2 M€, les crédits d'intervention prévus pour améliorer le quotidien des personnes âgées s'articulent autour de 3 axes stratégiques majeurs et nouveauté :

- travailler les actions de prévention,
- favoriser leur maintien à domicile,
- garantir l'accessibilité financière des établissements et veiller à leur adaptation aux besoins des personnes accueillies,
- traduire l'évolution des profils des résidents et des besoins des établissements dans le cadre de l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance dans les EHPAD.

Chef de file de la politique de l'Autonomie et particulièrement du maintien à domicile, notre collectivité poursuivra en 2025 une politique innovante à destination des personnes âgées pour favoriser leur bien vieillir en Corrèze et pour mieux les accompagner dans la perte d'autonomie.
Le Département interviendra notamment au titre du versement de l'APA (14,7 M€ pour l'APA à domicile et 9 M€ pour l'APA en établissement), de la prise en charge de l'hébergement pour les bénéficiaires de l'aide sociale (13 M€), mènera des actions de prévention et d'accompagnement (1 M€ dans le cadre de la Conférence des Financeurs) et poursuivra sa politique volontariste de modernisation et d'adaptation des établissements sociaux et médico-sociaux.

Nous entendons poursuivre également la promotion d'un virage domiciliaire basé sur la qualité des services rendus, fondée sur les compétences des personnels des Services d'Autonomie à Domicile (SAD) et une dynamique d'innovation des pratiques professionnelles. Les SAD sont les principaux acteurs qui œuvrent pour le maintien de l'autonomie et l'amélioration de la qualité de vie des personnes prises en charge à domicile.

Aussi, au regard de la démographie corrézienne et de ses politiques d'accompagnement, un appel à candidatures a été publié en février 2024 afin d'apporter un soutien complémentaire via la dotation qualité aux SAD qui s'engagent sur un accompagnement renforcé des publics les plus dépendants, une amélioration de la qualité de vie au travail des intervenants, une sécurisation des prises en charge sur les zones rurales et/ou une augmentation des prises en charge sur des horaires atypiques. La règlementation prévoit qu'un nouvel appel à candidatures soit publié chaque année afin de permettre de nouvelles candidatures. En 2025, le SAD Profession Domicile a rejoint la dotation complémentaire "bonus qualité" et l'enveloppe prévisionnelle totale s'établit ainsi à environ 1,5 M€ pour l'année.

Par ailleurs, notre collectivité se mobilisera pour favoriser l'autonomie **des personnes en situation de handicap**. Proposés à hauteur de **51,9 M€** les crédits d'intervention de cette politique s'articulent autour de trois axes stratégiques majeurs :

- favoriser le maintien à domicile des personnes handicapées ;
- offrir à ce public les conditions d'un accueil de qualité en structure et s'assurer d'une prise en charge adéquate, avec un effort tout particulier porté sur les personnes handicapées vieillissantes (PHV) ;
- accompagner les personnes handicapées dans leur projet de vie au travers d'une participation au fonctionnement de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Les crédits prévus au BP 2025 permettront notamment le versement de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) pour un montant global estimé à 6,8 M€ ainsi que d'honorer les dépenses d'aide sociale liées à l'hébergement dans les différentes structures d'accueil pour personnes handicapées (40 M€). Outre ces financements, le Département participera au budget de la MDPH à hauteur de 470 000 € et poursuivra sa politique volontariste de développement de l'accueil familial et de modernisation et d'adaptation des structures d'accueil.

En synthèse, le budget consacré au **secteur de l'autonomie** (personnes âgées + personnes en situation de handicap) s'élève à **93,1 M€** en 2025 et porte sur des actions ciblées pour répondre notamment :

- au besoin de simplicité dans l'accès aux droits pour les usagers et leur accompagnement,
- au vieillissement de notre population par la diversification de notre offre,
- au renforcement du maintien à domicile et à la prévention des risques de perte d'autonomie,

- à l'inflation et à la hausse des coûts de masse salariale et d'énergie dans les établissements,
- à l'attractivité des métiers dans le secteur social et médico-social,
- au besoin d'enrichissement du lien social.

Au-delà des actions décrites ci-dessus, le Département mobilise aussi les moyens nécessaires pour assurer le service de transport adapté pour les élèves et étudiants en situation de handicap.

En effet, depuis la mise en œuvre de la Loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence en matière de transport scolaire, exercée jusqu'alors par les départements, a été transférée aux régions. En Corrèze, ce transfert de compétence a pris effet au 1er septembre 2017 et a confié à la Région Nouvelle-Aquitaine la gestion du transport interurbain et scolaire, à l'exception du transport des élèves en situation de handicap. Le service de transport des personnes à mobilité réduite "Handimobile" est également resté sous la responsabilité du Département car il s'agit d'une action volontariste de la collectivité.

Pour le service de transports adapté des élèves en situation de handicap, une enveloppe de 3,5 M€ est ainsi proposée pour l'exercice de cette compétence, essentielle pour la bonne scolarité des élèves et étudiants en situation de handicap et qui revêt deux formes :

- soit l'organisation de services de transport spécialisé,
- soit l'attribution d'une aide à la famille qui transporte elle-même son enfant.

S'agissant du dispositif "Handimobile", les crédits inscrits au BP 2025 s'élèvent à 1 M€ afin d'offrir aux personnes à mobilité réduite la possibilité de bénéficier de transports à la demande leur permettant une certaine autonomie dans leur vie quotidienne et l'accès aux services et aux activités du territoire.

En matière d'**action sociale généraliste**, l'année 2025 sera axée autour du travail sur l'accompagnement à la prévention des exclusions et à la lutte contre les violences intrafamiliales.

L'engagement sans faille de la collectivité se traduit par des actions concrètes pour venir en aide de façon directe à la population ou grâce au concours de nos partenaires institutionnels et associatifs. 111 agents maillent le territoire au sein des Maisons de la Solidarité Départementale (MSD) pour lutter contre l'exclusion, assurer des actions de prévention et de protection des enfants et des adultes vulnérables.

Une enveloppe de 575 500 € est donc proposée au BP 2025 en matière d'action sociale généraliste, notamment afin de :

- poursuivre le financement des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) : 150 000 €,

- financer les dispositifs relatifs au Fonds de Secours Départemental (70 000 €) et au Fonds d'Aide aux Jeunes (70 000 €),

- conforter l'action des associations qui œuvrent pour accompagner et soutenir les familles (65 000 €).

Enfin, la politique volontariste de lutte contre la désertification médicale menée par le Département de la Corrèze sera soutenue en 2025. Les multiples dispositifs d'aides dans le cadre de notre "Plan Ambition Santé" sont reconduits. Démarcher les professionnels de santé, favoriser et pérenniser leur installation en Corrèze : tels sont les objectifs fixés dans notre feuille de route dédiée à la santé et justifiant la mobilisation de 753 200 € en 2025 ainsi répartis :

- attractivité et aides aux médecins et étudiants en médecine ou infirmiers en pratique avancée : 383 200€,

- subvention pour le fonctionnement du Centre Départemental de Santé : 370 000 €,

- financement du projet "Maestro-Santé" porté par l'Université de Limoges : 22 000 €.

II-1-2 Un Département attractif, qui innove et où l'on vit bien

L'attractivité de la Corrèze demeure une priorité. Notre collectivité poursuivra donc sa forte mobilisation pour développer les atouts de notre Département. Valoriser les richesses et préserver le patrimoine de la Corrèze, agir pour l'environnement avec la prise en compte du changement climatique, renforcer l'attractivité de notre territoire, offrir aux collégiens tous les moyens de réussite scolaire et enfin préserver nos politiques sportives et culturelles : tels sont les objectifs de ce budget 2025.

Concernant le secteur de l'éducation tout d'abord, la volonté de notre Assemblée demeure de créer les conditions optimales d'enseignement et de réussite de nos collégiens. Avec un budget de fonctionnement renforcé à hauteur de 5,4 M€, le Département poursuit ses efforts en faveur des jeunes corréziens.

L'action volontaire et continue de notre collectivité dans les domaines de la culture et du patrimoine se traduit par un budget de 1,9 M€ comprenant notamment les subventions versées pour favoriser la cohésion sociale sur le territoire. L'ensemble des aides attribuées favoriseront en effet l'animation locale du territoire, l'encouragement au développement des pratiques culturelles, artistiques et théâtrales. En maintenant le montant des enveloppes dédiées aux subventions en faveur des associations, la Corrèze se distingue ici de nombreux autres départements contraints en 2025 de revoir à la baisse leur soutien au monde associatif pourtant si essentiel et vecteur de lien social et de bien être pour la population.

Le Département s'engage également à proposer une offre documentaire et numérique accessible à tous les corréziens. À travers la bibliothèque départementale et les moyens alloués et préservés en 2025 (0,1 M€ en fonctionnement), le Conseil Départemental joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique culturelle de proximité en milieu rural, en proposant une offre diversifiée qui s'appuie sur un réseau de 104 bibliothèques et 29 écoles. L'objectif demeure de mettre à disposition des bibliothèques un fonds documentaire d'actualité, répondant aux enjeux culturels et de société, accessible à tous.

L'année 2025 verra aussi la poursuite du travail engagé depuis plusieurs années pour moderniser nos musées (musée du Président Jacques Chirac à Sarran et musée départemental de la Résistance Henri Queuille à Neuvic) et renouveler leur offre. Le budget dédié est donc en augmentation en 2025 et ce sont ainsi plus de 0,2 M€ qui permettront l'acquisition de matériel ainsi que la conservation et la restauration des collections.

Que ce soit lors de leur création à la Révolution ou lors des lois de décentralisation de 1982-1983, aujourd'hui et demain, les archives départementales ont toujours eu comme vocation d'être le "gardien de la mémoire" du Département. À ce titre, elles collectent, conservent et classent les documents produits et reçus par les services exerçant une mission de service public sur le territoire corrézien, notamment les services de l'État et les services du Département.

Mieux conserver pour mieux transmettre : la diffusion et l'accès à l'information restent au cœur du projet des Archives départementales avec un souci de proximité. Le budget de fonctionnement demeure donc maintenu au niveau des années précédentes (33 100 €).

Le Département renouvelle également ses aides volontaires pour dynamiser le mouvement sportif, promouvoir et développer les disciplines en accompagnant les comités et associations sportifs de la Corrèze mais également les familles et enfin soutenir le fonctionnement des stations Sports Nature. Le budget alloué à la politique en faveur du Sport est lui aussi préservé en 2025 et s'élève à plus de 1,5 M€.

Les actions menées en faveur du tourisme impulsent la dynamique d'attractivité de la Corrèze. Le Département s'attache à soutenir les différents organismes intervenant dans le secteur du tourisme et tout particulièrement Corrèze Tourisme qui se voit attribuer un soutien financier à hauteur de 1,155 M€ en fonctionnement pour financer le plan d'actions annuel ainsi que le fonctionnement de Corrèze Tourisme qui demeure l'acteur majeur de la politique touristique pour valoriser la Corrèze, attirer de nouveaux actifs et accueillir de nouveaux habitants.

Toujours en matière d'**attractivité**, l'année 2025 sera centrée sur la mise en œuvre du plan d'actions "**Origine Corrèze**" dénommé "l'acte II Origine Corrèze 2025-2027" qui a été adopté à l'unanimité lors de l'assemblée plénière du 21 février dernier. De manière prioritaire, les acteurs vont se consacrer à la réalisation du 1er salon Origine Corrèze à Sédières les 3 et 4 mai prochains.

De même, après quatre ans d'existence, la conciergerie Corrèze Accueil est aujourd'hui un dispositif identifié par les nouveaux arrivants sur notre Département avec ceux nombreux issus des initiatives territoriales. Le bilan de l'année 2024 et les perspectives 2025 démontrent l'efficacité de ce dispositif et son identification dans la politique de développement des territoires.
Le budget dédié à la poursuite de toutes ces actions en faveur de l'attractivité du territoire sera donc de **0,8 M€** en 2025.

Le Département, premier partenaire des communes et investisseur de premier plan grâce aux commandes publiques, est un acteur économique incontournable. Avec **Corrèze Ingénierie**, il fédère aussi une offre d'ingénierie publique au service des communes et intercommunalités qui contribue également au développement des territoires. Il porte des dispositifs spécifiques en faveur des collectivités locales contribuant également à améliorer la qualité de vie de chaque corrézien.
L'ingénierie territoriale proposée par le Département de la Corrèze apporte une offre complète, accessible à tous les maitres d'ouvrages publics en offrant la pluridisciplinarité indispensable et la réactivité pour répondre à tous les enjeux d'aménagement.

Le Département soutient par ailleurs le transport aérien pour développer l'accessibilité du territoire et son dynamisme. L'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne, bien plus qu'une infrastructure de transport, est en effet un catalyseur de croissance, d'attractivité et de modernisation pour la Corrèze et ses territoires limitrophes. Sa valorisation et son développement doivent être au cœur des stratégies locales afin d'en faire un véritable moteur du rayonnement territorial.
Pour rappel, la participation du Département s'établit à 25 % du montant nécessaire à l'équilibre budgétaire du syndicat mixte d'aménagement qui porte l'exploitation de la régie dédiée aux activités de l'aéroport, comme décrit dans le tableau ci-dessous :

Participation des collectivités à l'exploitation de l'aéroport pour assurer l'équilibre financier	
Collectivités	Clé de répartition
Région Nouvelle Aquitaine	25%
Département de la Corrèze	25%
Département du Lot	5,65%
Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive	40,42%
Communauté de communes des Causses et Vallées de la Dordogne	1,41%
Ville de Terrasson	0,30%
CCI du Lot	2,12%
CCI de la Corrèze	0,10%
Participation de l'État à l'exploitation de l'aéroport (50% des recettes d'exploitation de la ligne Brive / Paris)	
État	50%

C'est pourquoi le Département conforte son budget en faveur du développement et de la promotion du territoire avec une inscription qui demeure supérieure à 1 M€ au BP 2025 (dont 900 000€ pour le fonctionnement de l'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne et 155 000€ pour le fonctionnement de Corrèze Ingénierie).

Enfin, les infrastructures routières constituent également un élément essentiel du maillage territorial, plus particulièrement dans notre département rural. Aussi, pour assurer le programme d'entretien courant des chaussées, l'exploitation et la sécurité sur les routes ainsi que l'exécution du service hivernal, une somme de 6,8 M€ est prévue en fonctionnement au BP 2025.
Dans le détail et s'agissant des principaux postes, ce sont ainsi 2,9 M€ qui seront consacrés à l'entretien du patrimoine routier (opérations continues de maintenance du patrimoine routier pour assurer sa viabilité au quotidien mais aussi des services particuliers lors d'évènements climatiques, d'incidents et d'accidents), 2,5 M€ qui seront dédiés aux dépenses de gestion, de maintenance et réparation de la flotte de véhicules, d'engins et matériels (achats de carburants, de pièces détachées et d'outillage, de vêtements de travail ou encore 0,3 M€ qui seront mobilisés afin d'accompagner le déplacement des usagers corréziens en période hivernale (service hivernal).

II-1-3 La nécessaire prise en compte des nouvelles mesures gouvernementales engendrant une croissance contrainte et continue de nos dépenses de fonctionnement

Comme présenté en introduction de ce rapport, de nouvelles mesures prévues par la loi de Finances s'imposent à nous et impactent de manière significative nos dépenses de fonctionnement en 2025. Ces mesures concernent essentiellement notre politique en matière de Ressources Humaines (accroissement du taux des cotisations CNRACL notamment) et la Direction des Finances (contribution de la Corrèze dans le cadre du nouveau dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales).
Elles s'ajoutent à toutes celles qui nous impactent déjà depuis plusieurs années sans compensations équivalentes (revalorisation des métiers de l'aide à domicile et du médico-social, revalorisations salariales des assistants familiaux, revalorisations successives du RSA, hausses du point d'indice, revalorisations des bas salaires).

II-1-3-1 L'évolution des dépenses en matière de Ressources Humaines : une gestion responsable des forces vives de l'administration

Pour 2025, à l'instar des années précédentes, le budget alloué aux Ressources Humaines (RH) doit prendre en compte un certain nombre de mesures exogènes définies au plan national, avec un impact très conséquent.

Les orientations envisagées autour du rétablissement du taux antérieur d'Union de recouvrement des Cotisations de Sécurisé Sociale et d'Allocations familiales (Urssaf) pour la maladie, de la revalorisation du Salaire Minimum de Croissance (SMIC), du relèvement de 3 points par an du taux de cotisation employeur à la CNRACL sont ainsi autant de décisions de nature à mécaniquement et durablement augmenter la masse salariale de la collectivité. Au-delà de ces mesures, le Département doit également absorber des hausses sensibles de cotisations liées à la révision de certains contrats, notamment en matière d'assurance statutaire du personnel.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, le budget dévolu à la gestion des ressources Humaines a été élaboré dans une optique visant à maîtriser au mieux l'évolution de la masse salariale, tout en prenant en considération la nécessité d'anticiper et d'accompagner l'évolution des compétences des agents et ce, pour répondre aux enjeux du territoire, contribuer à son développement et offrir des services publics performants et innovants centrés sur les besoins des Corréziens.

À cet effet, le budget proposé a été structuré autour de trois axes :

✓ la poursuite, tout d'abord, de la maîtrise budgétaire dans le cadre d'un dialogue renforcé avec les directions en intégrant les hausses induites par les mesures externes tout en adaptant et développant l'offre de services publics en lien avec les besoins de notre territoire, avec l'objectif d'en anticiper les conséquences notamment au plan des moyens humains ;

✓ le maintien, ensuite, d'une politique RH volontariste en faveur des agents en développant l'action sociale offerte, en mettant en œuvre des dispositifs d'accompagnement professionnel et de fidélisation et en renforçant l'attractivité de notre collectivité pour favoriser les recrutements ;

✓ la contribution enfin à la préparation de l'administration de demain en attirant de nouveaux potentiels, en soutenant la formation des jeunes et en poursuivant les process de modernisation de notre organisation vers plus d'efficience.

Pour la mise en œuvre de ces actions, le budget de fonctionnement proposé s'élève à **66,5 M€**, soit une augmentation de + 3,9 M€ par rapport au CA 2024.

La masse salariale s'élève à plus de 64,3 M€ et reste le poste principal. L'enveloppe proposée, en augmentation de + 5,57 % permet, au-delà de la prise en charge des mesures réglementaires obligatoires, d'appliquer une politique à la hauteur des ambitions du Département et des engagements pris lors du dialogue social avec :

- l'augmentation des cotisations CNRACL au 1er janvier 2025 de 31,65 % à 34,65 % ce qui induit une variation à la hausse de + 870 000 €,

- l'impact du retour à la "normale" pour le taux d'URSSAF maladie-maternité qui revient à son taux de 9,88 % pour 2025, soit une dépense supplémentaire de + 290 000 € par rapport à 2024 où le taux avait été abaissé à 8,88 %,

- la mise en place de la Protection Sociale Complémentaire sur le volet Prévoyance obligatoire pour un montant total de + 315 000 €,

- la monétisation des jours CET à hauteur de 3 jours pour un montant total de 250 000 €,

- les avancements automatiques d'échelons à hauteur de 240 000 €,

- l'augmentation du SMIC (1,5 % en janvier et 2 % en août) pour un montant total de + 110 000 €,

- l'indemnité de précarité de fin des contrats courts estimée à 30 000 €,

- l'appel maitrisé à des saisonniers pour couvrir les besoins spécifiques,

- les mobilités internes pour répondre là aussi aux besoins des services en favorisant les parcours professionnels des agents du Département (en 2024, ce sont ainsi 118 mobilités internes qui sont intervenues sur un total de 300 opérations de recrutement).

À noter que les dépenses liées aux remplacements dans les collèges dans le cadre du marché PTS à hauteur de 200 000 € sont également prises en compte dans les dépenses de masse salariale.

Au-delà de la rémunération des agents, le budget dédié aux Ressources Humaines intègre aussi d'autres postes de dépenses importants : la formation pour accompagner la montée en compétences des agents du Département (340 500 €), le remboursement des frais engendrés lors de déplacements en missions ou en formations (402 000 €), les crédits alloués à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail (207 500 €) ou encore le partenariat avec le Centre de Gestion de la Corrèze (49 500 €) pour les missions d'inspection obligatoires.
La collectivité poursuit enfin son effort en matière d'accompagnement à l'emploi et à la formation des jeunes corréziens à travers l'apprentissage et les stages (400 000 €).

II-1-3-2 L'évolution des dépenses centralisées à la Direction des Finances et de la Commande Publique

Les dépenses centralisées à la Direction des Finances s'élèvent à environ 30,7 M€ au BP 2025, en nette progression par rapport à 2024. Cette augmentation résulte de la contribution imposée à compter de 2025 au nouveau dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales (DILICO).
A l'inverse, la politique de désendettement continu et soutenu menée par le Département depuis 2015 permet de réduire le poids des charges financières et donc de maintenir le soutien à nos principaux partenaires malgré le contexte défavorable et les contraintes auxquelles nous devons faire face.

La contribution du Département de la Corrèze au Dispositif de Lissage Conjoncturel des recettes fiscales (DILICO)

Autre volet de l'association des collectivités territoriales à l'effort de redressement des comptes publics avec la mesure relative au gel des fractions de TVA, l'article 186 de la loi de finances pour 2025 instaure un nouveau prélèvement dit « dispositif de lissage conjoncturel » (DILICO) d'un montant de 1 Md€ en 2025 à la place du fonds de réserve que prévoyait le projet de loi de finances initial.
Ce dispositif qui devrait concerner environ 2 093 collectivités en 2025 s'articule en 3 enveloppes de contribution :

1- une contribution de 500 M€ des Communes et EPCI à fiscalité propre (ce qui exclut les Établissements Publics Territoriaux), les contributions étant ensuite réparties à parts égales entre communes et EPCI à fiscalité propre,

2- une contribution de 220 M€ des Départements,

3- une contribution de 280 M€ pour les Régions.

Concernant les départements, la répartition des 220 M€ de contribution utilise l'indice de fragilité sociale (calculé pour la répartition de la fraction fixe de TVA de 250 M€ et du fonds de sauvegarde). Sont contributeurs les départements dont l'indice de fragilité sociale est inférieur ou égal à la médiane. Pour mémoire l'indice de fragilité est calculé en tenant compte :

✓ de la proportion du nombre de bénéficiaires des AIS dans la population,

✓ du revenu moyen par habitant.

Un reversement par tiers des sommes prélevées sera effectué à compter de 2026, « dans la limite du montant du produit de la contribution pour l'année en cours ». Le montant reversé est affecté au sein de chaque catégorie (bloc communal, départements, régions) de la manière suivante :

✓ pour 10 % au fonds de péréquation de chaque catégorie (Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) pour le bloc communal, fonds de péréquation des DMTO des Départements et Fonds de solidarité pour les Régions),

✓ pour le solde, un reversement à chaque contributeur au prorata de sa contribution.

Tel que rédigé, ce dispositif vise à conserver durablement en réserve un solde d'un milliard d'euros de recettes puisque la possibilité d'un reversement (par tiers) à compter de 2026 ne pourrait être mise en œuvre chaque année que dans la limite du montant prélevé cette même année.

La Corrèze, conséquence très paradoxale et injuste de sa bonne gestion depuis 10 ans, sera éligible à cette mesure de redressement des comptes publics contrairement à la moitié des départements et notre contribution est estimée à 1 427 391 € au titre de l'année 2025.
Des crédits sont donc prévus au BP à hauteur de 1,5 M€ dans l'attente de recevoir la notification nous informant du montant définitif de notre contribution au titre de l'année 2025.

Les dépenses de fonctionnement projetées à la baisse en 2025

Les frais financiers sont estimés à 5 M€ pour 2025 (contre 5,9 M€ en 2024), dont 4,9 M€ affectés à la dette du Département (paiement des intérêts des emprunts souscrits). Conséquence logique du désendettement continu et soutenu de la collectivité (diminution de l'encours de dette de 150 M€ en cumulé), les charges financières liées au remboursement des emprunts sont réduites de plus de moitié par rapport à 2015 (10,7 M€ à l'époque).

Les autres frais financiers sont mineurs (0,1 M€ au total) : ils concernent les Intérêts Courus Non Échus (ICNE) rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent et la renégociation en 2010 du loyer versé à AUXIFIP dans le cadre du portage de la construction des gendarmeries.

La seconde dépense attendue en diminution en 2025 concerne notre contribution au Fonds globalisé de péréquation des DMTO. Pour rappel, deux types de prélèvements viennent alimenter chaque année ce fonds : le prélèvement proportionnel qui concerne l'ensemble des départements et le prélèvement progressif qui ne concerne que les départements ayant une assiette de DMTO par habitant supérieure à la moyenne. Le Département de la Corrèze n'est concerné que par le prélèvement proportionnel. Ce dernier étant basé sur le montant des DMTO perçu en année N-1, c'est-à-dire en 2024, notre contribution sera donc en baisse en 2025 par rapport au montant de 2024 : elle est estimée à 1,9 M€ contre 2,1 M€ l'an passé, illustrant la baisse des DMTO au niveau national qui s'est poursuivie.

Le soutien préservé aux partenaires institutionnels (satellites) et associatifs du Département

La bonne gestion qui est la nôtre et la politique de désendettement conduisent à dégager des marges de manœuvre permettant au Département de faire un choix fort en dépit du contexte et des contraintes nouvelles qui s'imposent à nous : maintenir intact le soutien financier à nos partenaires institutionnels (satellites) et associatifs.

- Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Financé majoritairement par le Département, le SDIS est un maillon essentiel pour garantir la sécurité des personnes et des biens sur le territoire départemental. Notre engagement restera donc fort afin d'apporter au SDIS les moyens nécessaires à son fonctionnement. La dotation SDIS est proposée à hauteur de 10,650 M€ au BP 2025, tout en sachant qu'une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens sera conclue en cours d'année, une fois les travaux relatifs au Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) achevés ainsi que les travaux sur "SDIS 2030".

- Aloes 19

La participation du Département est proposée stable pour 2025, à hauteur de 520 k€. Rappelons que celle-ci a été revalorisée dans le cadre de la nouvelle convention triennale liant Aloes19 et notre collectivité, en raison notamment de l'arrivée des nouveaux agents de Corrèze Autonomie en 2024 (la participation financière du Département était de 500 k€ jusqu'à 2023 inclus). Principale recette de l'association, elle est néanmoins complétée par les adhésions des agents.

- Qualyse

Dans le cadre du transfert du Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA) au syndicat mixte QUALYSE, le Département souscrit à des prestations de services relatives à l'exercice des missions de service public en matière de veille sanitaire, au moyen d'une convention. Le montant retenu pour cette prestation s'élève à 249 435 € au BP 2025.
Pour rappel, ce montant avait aussi été revu à la hausse en 2024 car il s'élevait à 216 900 € jusqu'à 2023 inclus (augmentation de 15 % de la base du plan d'action « épidémio-surveillance »).

- Autres associations et syndicats

Le budget alloué aux associations et syndicats est proposé en légère augmentation par rapport à 2024 (219 k€ contre 211 k€). Nous y retrouvons notamment le financement en faveur de l'Association des Maires et intercommunalités de la Corrèze.

- Syndicat Mixte d'Aménagement Touristique du lac de Bort

Le montant des crédits nécessaires au fonctionnement du Syndicat du Lac de Bort pour 2025 est identique à 2024 soit 44 k€.

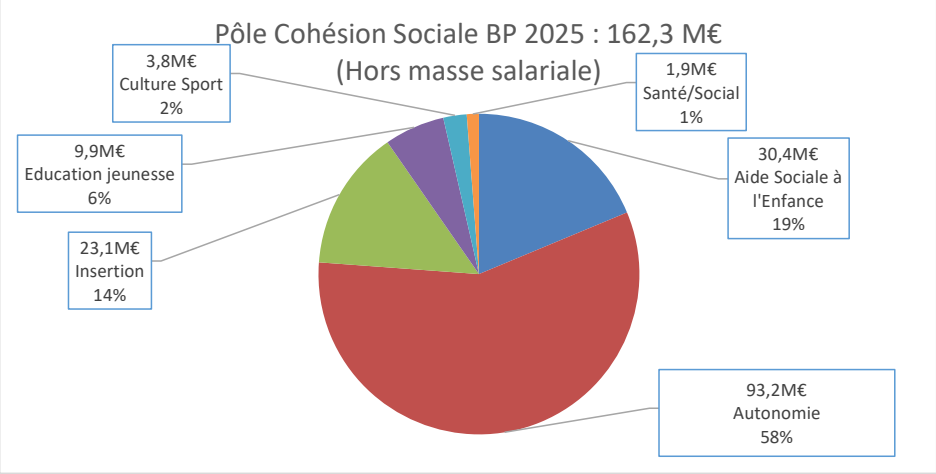
- Les SYMA

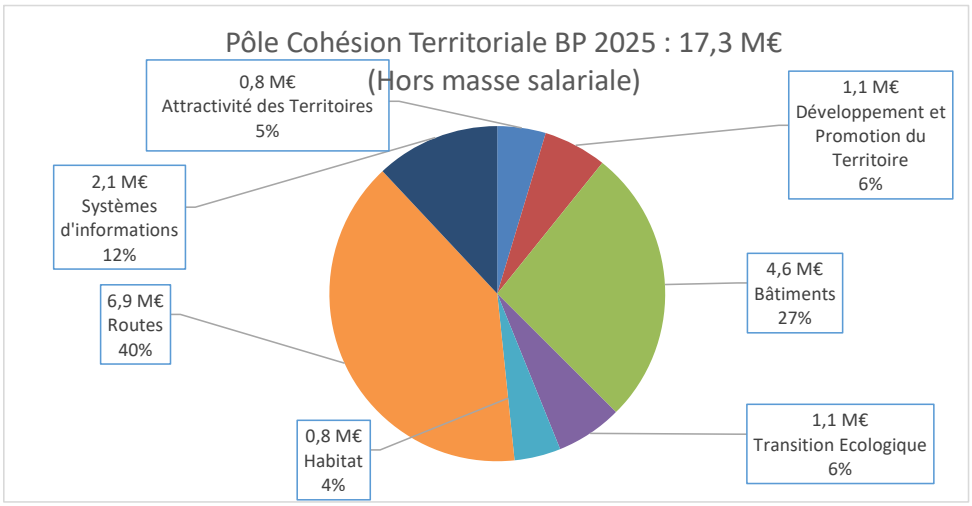
Les protocoles financiers établis dans le cadre de la sortie des SYMA A89 et Pays de Tulle fixent la participation financière annuelle du Département à hauteur de 31,5 k€, proposés au budget pour 2025.

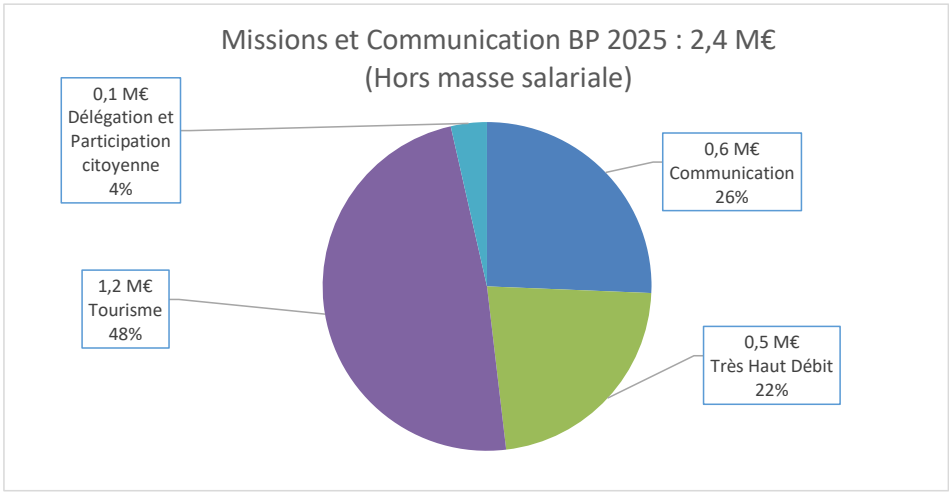
Toutes les dépenses rattachées à la Direction des Finances, dont les principales ont été détaillées ici, sont récapitulées dans le tableau suivant :

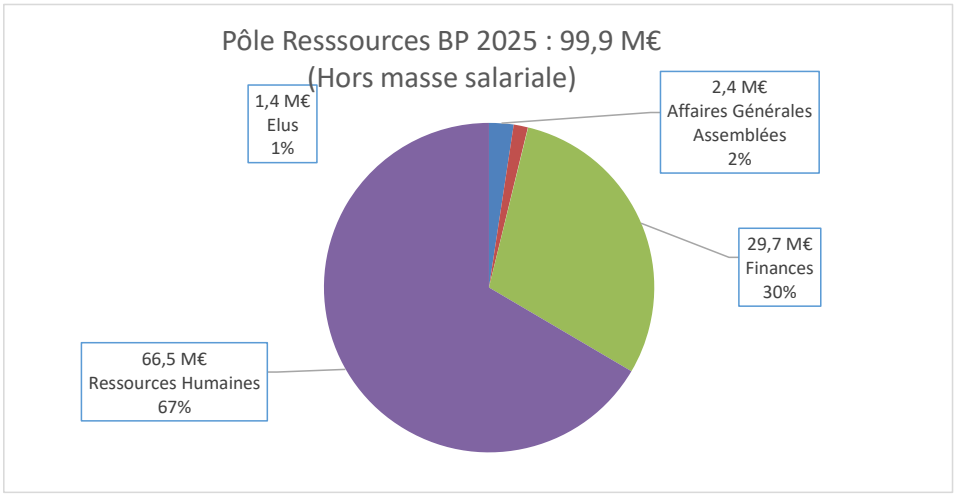
	BP 2025
Hors charges financières	**25 680 928 €**
Provisions et dépenses imprévues	
CREANCES IRRECOUVRABLES	2 295 000 €
DEPENSES MULTI CHAPITRES	
PROVISIONS COMPTABLES	1 000 000 €
Frais généraux et autres dépenses	
FSE - gestion du fonds par le CD19 en tant qu'OI	700 000 €
PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES BUTAGAZ	30 000 €
TRANSPORT REGION NOUVELLE AQUITAINE	6 091 349 €
TAXE D'AMENAGEMENT	10 000 €
FRAIS GENERAUX	349 940 €
PRELEVEMENT AU TITRE DU DISPOSITIF DE LISSAGE CONJONCTUREL DES RECETTES FISCALES (DILICO)	1 500 000 €
JURIDIQUE	40 000 €
PRELEVEMENT FONDS DE PEREQUATION DES DMTO	1 950 000 €
Satellites et associatons	
AUTRES ASSOCIATIONS : syndicats,..	219 700 €
ASSOCIATION ALOES	520 000 €
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	10 650 000 €
SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU LAC DE BORT	44 000 €
FUSION LDA/QUALYSE	249 435 €
SYMA (SYMA A 89 ET SYMA TULLE - AUTRES PARTICIPATIONS)	31 504 €
Charges financières	**5 000 000 €**
AUTRES FRAIS FINANCIERS	100 000 €
Remboursement des intérêts de la dette :	4 900 000 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**30 680 928 €**

En synthèse, la répartition des dépenses de Fonctionnement 2025 au niveau de chaque pôle est récapitulée dans les graphiques ci-après :




Pôle Cohésion Territoriale BP 2025 : 17,3 M€
(Hors masse salariale)
0,8 M€
Attractivité des Territoires
5%
1,1 M€
Développement et
Promotion du
Territoire
6%
2,1 M€
Systèmes
d'informations
12%
4,6 M€
Bâtiments
27%
6,9 M€
Routes
40%
1,1 M€
Transition Ecologique
6%
0,8 M€
Habitat
4%


Missions et Communication BP 2025 : 2,4 M€
(Hors masse salariale)
0,1 M€
Délégation et
Participation
citoyenne
4%
0,6 M€
Communication
26%
1,2 M€
Tourisme
48%
0,5 M€
Très Haut Débit
22%


Pôle Resssources BP 2025 : 99,9 M€
(Hors masse salariale)
1,4 M€
Elus
1%
2,4 M€
Affaires Générales
Assemblées
2%
29,7 M€
Finances
30%
66,5 M€
Ressources Humaines
67%

II-2 - DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT PEU DYNAMIQUES, DANS UN CONTEXTE DE PERTE DE L'AUTONOMIE FISCALE ET DE RETOURNEMENT DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

Nous avons observé pour la seconde année consécutive un net ralentissement de la croissance de nos recettes de fonctionnement : "seulement" + 1,82 % de dynamique entre 2023 et 2024 (soit + 6,2 M€) là où nous enregistrions + 2,17 % entre 2020 et 2021 (+ 11 M€) ou encore + 3,57 % entre 2021 et 2022 (+ 21 M€).

Le volume de recettes proposé au BP 2025 reste prudemment établi à 333,1 M€ dans un objectif de ne pas inscrire de recettes qui ne seraient finalement pas perçues au risque d'engager des dépenses et de générer des déficits. Ces recettes de fonctionnement permettront l'équilibre réglementaire du budget de fonctionnement.

En lecture "brute", le niveau des recettes de fonctionnement diminue donc de - 13,6 M€ par rapport au CA 2024, soit - 4 %. Cette lecture "brute" appelle néanmoins un commentaire particulier : l'entrée en vigueur de l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance au 1er juillet 2025 se traduit par une reprise sur certaines recettes par l'État à compter de cette date. Cette reprise, appelée "rétro compensation" s'élève à 7,2 M€ pour le second semestre de l'année 2025 et concerne le concours APA 1 versé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) et la fraction de Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurances (TSCA) octroyée aux départements afin de financer les transferts de compétences prévus par la loi « libertés et responsabilités locales » du 13 août 2004 dans le cadre de l'acte 2 de la décentralisation (article 52 de la loi de finances pour 2005). À périmètre identique, hors fusion des sections soins et dépendance, le montant des recettes réelles de fonctionnement aurait donc été de 340,3 M€ pour notre Département au BP 2025, soit une baisse de - 1,84 % par rapport au CA 2024.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	CA 2024	BP 2025	BP 2025 retraité (hors fusion des sections soins et dépendance)
Pole Ressources	283 665 282 €	275 926 755 €	279 726 755 €
Pole Cohésion Sociale	59 014 249 €	53 460 492 €	56 860 492 €
Pole Cohésion Territoriale	3 896 858 €	3 493 705 €	3 493 705 €
Missions et Communication	154 528 €	255 704 €	255 704 €
TOTAL	**346 730 917 €**	**333 136 656 €**	**340 336 656 €**
Différence par rapport au CA 2024 exprimée en €		- 13 594 261 €	- 6 394 261 €
Différence par rapport au CA 2024 exprimée en %		-3,92%	-1,84%

Les recettes de fonctionnement dont bénéficie notre Département sont réparties en 6 grandes catégories :

- ✓ les impôts et taxes constitués essentiellement des reversements de fiscalité nationale,
- ✓ la fiscalité locale,
- ✓ les dotations et concours financiers de l'État,
- ✓ les compensations perçues pour le financement partiel des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS),
- ✓ les recettes sociales autres que les compensations AIS,
- ✓ les autres recettes de fonctionnement.

Chacune de ces catégories de recettes est orientée en baisse en 2025, pour 4 raisons différentes :

- la diminution attendue en matière de péréquation horizontale des DMTO vient impacter négativement le produit des impôts et taxes alors que les fractions de TVA sont gelées et strictement reconduites à leur niveau de 2024. Ces recettes représentent 102,4 M€ au BP 2025, soit une baisse de 1,43 % par rapport au CA 2024.

- La diminution projetée sur la fiscalité locale et sur les compensations en matière d'AIS résulte mécaniquement de l'entrée en vigueur de la fusion des sections soins et dépendance au 1er juillet 2025. Dans le cadre du transfert du financement de l'APA en établissement à l'État à compter de cette date, ce dernier effectue une reprise sur deux de nos recettes : le concours APA 1 et la fraction de TSCA mise en œuvre dans le cadre de l'acte II de la décentralisation.

- Les dotations de l'État estimées pour 2025 (65,3 M€) sont également en léger recul en lien avec la diminution des variables d'ajustement (DCRTP) telle qu'introduite par la Loi de Finances pour 2025.

- Enfin, les recettes sociales autres que les compensations des AIS et les autres recettes de fonctionnement sont estimées en baisse par rapport à 2024, dans des proportions importantes : environ - 11 % pour les premières et - 26 % pour les secondes. En effet, des recettes "exceptionnelles" ont été perçues l'an dernier s'agissant des recettes sociales tandis que le contentieux national toujours en cours concernant la taxe relative aux fins de concession des barrages impacte négativement la prévision des autres recettes de fonctionnement.

Le détail est récapitulé dans le tableau ci-après :

Impots et taxes	CA 2024	BP 2025	Evolution
TOTAL	103 975 831,00 €	102 486 740,00 €	-1,43%
Fiscalité Locale	CA 2024	BP 2025	Evolution
TOTAL	97 628 508,66 €	95 447 800,00 €	-2,23%
Dotations et concours de l'Etat	CA 2024	BP 2025	Evolution
TOTAL	65 467 939,00 €	65 265 644,00 €	-0,31%
Compensations AIS	CA 2024	BP 2025	Evolution
TOTAL	38 526 474,51 €	35 839 224,00 €	-6,98%
	CA 2024	BP 2025	Evolution
Recettes sociales	24 372 751,59 €	21 731 908,00 €	-10,84%
	CA 2024	BP 2025	Evolution
Autres recettes de Fonctionnement	16 759 411,81 €	12 365 339,92 €	-26,22%
	CA 2024	BP 2025	Evolution
TOTAL Général	346 730 916,57 €	333 136 655,92 €	-3,92%

Au-delà des recettes de fonctionnement "classiques" détaillées ci-après, rappelons également qu'une reprise sur provisions d'un montant de 14 M€ est également envisagée dans le cadre de ce Budget Primitif 2025 afin de garantir et pérenniser le financement du modèle social corrézien.

II-2-1 Les Impôts et taxes

II-2-1-1 La fraction de TVA relative à la compensation de la perte du foncier bâti

Après la réforme fiscale de 2010, les départements ont bénéficié de la part régionale de la Taxe sur le Foncier Bâti, impôt pour lequel les conseils départementaux votaient le taux d'imposition. La loi de finances a supprimé cette recette à partir de 2021, recette désormais transférée aux communes et a défini dans le même temps une compensation par un reversement de TVA aux départements.

Après une année "blanche" en 2021 où le montant de la fraction de TVA perçue par notre Département s'élevait strictement au montant du foncier bâti encaissé en 2020, cette recette évolue depuis 2022 conformément à la croissance de TVA observée au niveau national. Après avoir fortement progressé entre 2021 et 2022 (+ 8,6 %), la tendance s'est nettement inversée entre 2022 et 2023 puisque l'augmentation s'est révélée inférieure à 3 % (+ 2,8 %), loin donc des prévisions initiales "trop optimistes" et peu fiables du Gouvernement qui nous annonçait + 5,1 % en Loi de Finances initiale.

Cette tendance peu favorable s'est poursuivie et même accentuée en 2024. En effet, alors que le Gouvernement annonçait une prévision de croissance de TVA de + 4,5 % en Loi de Finances initiale pour l'année 2024, cette dernière a été significativement revue à la baisse en octobre dernier : seulement + 0,8 % par rapport au produit définitif de TVA perçu au titre de 2023.

Pour 2025, la mécanique sera encore différente. Dans un contexte de tension des finances publiques, l'article 109 de la loi de finances pour 2025 prévoit en effet un gel total des fractions de TVA versées aux collectivités en compensation de la perte de fiscalité directe locale (taxe d'habitation sur les résidences principales pour le bloc communal, taxe foncière sur les propriétés bâties pour les départements et CVAE pour le bloc communal et les départements). Le montant à percevoir en 2025 sera donc strictement identique à celui au titre de l'année 2024.

Dans ces conditions, la fraction de TVA venant compenser la perte du foncier bâti est donc estimée à 73,2 M€ en 2025.

II-2-1-2 La fraction de TVA relative à la compensation de la CVAE

Le Département s'est vu attribuer en 2010 la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises suite à la suppression de la Taxe Professionnelle qui se caractérisait par le dynamisme de ses bases et par la hausse possible des taux pratiqués par les collectivités territoriales.

Cette cotisation reposait sur deux paramètres :
- la valeur locative des locaux (VL),
- et/ou le nombre de salariés exerçant leur activité plus de trois mois par établissement.

Si les départements n'avaient plus pouvoir de taux, ils restaient cependant acteurs de l'attractivité économique de leurs territoires et bénéficiaient des conséquences du dynamisme généré.

Une partie de cette recette encaissée par les départements a été confiée à la Région dans le cadre du transfert de la compétence transports scolaires en 2017. Depuis, cette recette est relativement stable.

Mais la loi de finances pour 2023 a supprimé la CVAE au 1er janvier 2023 et a prévu une compensation pour les départements par une nouvelle fraction de TVA.
Cette dernière obéit aux mêmes principes que celle instaurée suite à la perte du foncier bâti : le Département ne maîtrise en rien son évolution qui est étroitement liée à la conjoncture économique et désormais aux décisions unilatérales de l'État dans le cadre de la loi de Finances annuelle.

En application des dispositions de l'article 109 de cette dernière, cette recette est donc "gelée" et son montant en 2025 sera également strictement identique à celui perçu au titre de 2024, soit 12,7 M€.

II-2-1-3 La fraction de TVA supplémentaire allouée aux départements

Pour rappel, cette fraction supplémentaire de TVA a été mise en place en 2021 dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale. L'enveloppe mise en répartition chaque année n'évolue pas et est fixée à 250 M€. Elle concerne les départements qui remplissent deux conditions cumulatives : avoir un produit de DMTO par habitant inférieur à la moyenne et avoir un taux de pauvreté supérieur ou égal à 12 %.
La Corrèze est éligible depuis le début à cette fraction de TVA supplémentaire qui représente une recette annuelle de 1,3 M€.

En 2025, une diminution de celle-ci est néanmoins attendue pour notre collectivité. En effet, si le montant de l'enveloppe nationale mise en répartition demeure identique (250 M€), davantage de départements (64 au total) devraient être éligibles à cette fraction de TVA supplémentaire. Si les Côtes d'Armor pourraient potentiellement perdre l'éligibilité en raison du niveau de DMTO par habitant enregistré en 2024 (supérieur à la moyenne), 6 "nouveaux" départements deviendraient eux éligibles au dispositif (Eure et Loire, Haute Loire, Deux Sèvres, Seine et Marne et Haute Garonne).

Par conséquent, il en résulte une légère baisse de recette pour tous les autres départements anciennement éligibles, faute d'une extension de l'enveloppe mise en répartition. Pour la Corrèze, la fraction de TVA supplémentaire est ainsi estimée à 1,1 M€ pour l'année 2025.

II-2-1-4 Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Le FNGIR est chargé de compenser les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale de 2010. Un prélèvement est effectué sur les départements "gagnants", au profit des départements "perdants". Le mode de calcul de ce FNGIR fige les prélèvements et reversements calculés. Sa gestion comptable et financière est assurée par le ministre chargé du budget. Pour la Corrèze, le montant de la compensation s'établit à 5,869 M€.

II-2-1-5 Le Fonds globalisé de péréquation des DMTO

Le fonds globalisé DMTO trouve origine dans la réforme de la Taxe Professionnelle en 2010, qui a profondément modifié le panier de ressources des collectivités ainsi que leur distribution sur le territoire, rendant indispensable l'instauration parallèle de mécanismes correcteurs des nouvelles inégalités engendrées au risque de créer des situations inacceptables.

Les DMTO étant une recette très volatile et inégalement répartie sur le territoire ont alimenté ce Fonds de Péréquation créé en 2011 afin d'atténuer les écarts de richesses entre départements. D'un montant de près de 300 M€ en 2011, il a été ajouté un Fonds supplémentaire en 2014 (le Fonds de Solidarité Départemental), toujours adossé sur la péréquation des DMTO, pour compenser l'augmentation du reste à charge des AIS. Pour autant, au vu de la baisse des DMTO sur le territoire à cette période, le montant à répartir n'a finalement pas dépassé 340 M€. Un 3ème Fonds a été créé en 2019 : le Fonds de Soutien Interdépartemental destiné à apporter une ressource à des départements confrontés à une situation socio démographique spécifique, en clair, les départements ruraux.

Puis dès 2021, les mécanismes de prélèvement et reversement, dissociés en 3 Fonds ont été revus pour être fondus en un seul agrégat, appelé Fonds Globalisé des DMTO, dont néanmoins les objectifs de redistribution restent inchangés.
Ce Fonds aujourd'hui globalisé a pour destination les Départements :

- ruraux,
- caractérisés par un potentiel financier ou des revenus faibles,
- dont le potentiel fiscal ou les revenus sont faibles pour une partie et dont le reste à charge (AIS) par habitant est le plus élevé pour une autre partie.

Le montant dont a bénéficié notre Département au titre de ce Fonds en 2024 (11,2 M€) s'est quasiment maintenu au niveau exceptionnel atteint en 2023 (11,3 M€). En effet, malgré la chute des assiettes DMTO de droit commun observée tout au long de l'année 2023 (- 23 % par rapport à 2022) et venant impacter le rendement du Fonds en 2024, le Comité des Finances Locales a fait le choix d'utiliser la totalité des mises en réserve nationales accumulées précédemment (soit un montant de 249M€). Cela a permis de stabiliser pour une année supplémentaire les recettes issues de la péréquation horizontale perçues par les départements bénéficiaires.

Il n'en sera rien en 2025 et le montant dont nous allons bénéficier est logiquement attendu en baisse. L'enveloppe nationale mise en répartition en 2025 est en effet basée sur le montant des DMTO collecté en 2024, soit environ 1,52 Md€ contre 1,64 Md€ l'année précédente (en lien avec le nouveau recul de - 13,4 % des assiettes de DMTO constaté entre 2023 et 2024). Et il n'y a plus de réserves disponibles pour prolonger le rendement "exceptionnel" du Fonds observé ces deux dernières années.

Pour le Département de la Corrèze, la recette estimée est donc de 9,6 M€, soit 1,6 M€ de moins qu'en 2024. Notre contribution à ce fonds étant estimée à 1,9 M€ en 2025, le solde net ressort à 7,7 M€, soit un montant en baisse par rapport aux années précédentes.

Les recettes du chapitre "impôts et taxes" et leur évolution sont récapitulées ci-après :

Impots et taxes	CA 2024	BP 2025	Evolution
FNGIR	5 869 922,00 €	5 869 922,00 €	0,00%
Fonds de péréquation des DMTO	11 186 932,00 €	9 600 000,00 €	-14,19%
TVA fraction foncier bati	72 968 831,00 €	73 164 774,00 €	0,27%
TVA fraction CVAE	12 668 026,00 €	12 702 044,00 €	0,27%
TVA fraction complémentaire	1 282 120,00 €	1 150 000,00 €	-10,30%
TOTAL	**103 975 831,00 €**	**102 486 740,00 €**	**-1,43%**

II-2-2 La fiscalité locale

II-2-2-1 L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

La décision de mettre en place une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux est intervenue avec la constatation que les nouvelles modalités retenues pour le calcul de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et la CVAE ne généreraient pas un produit suffisant pour compenser la disparition de la Taxe Professionnelle (TP).

Cette IFER a également pour objectif de neutraliser les effets d'aubaine provoqués par la réforme de la TP. Les grandes entreprises de réseaux se retrouvaient en effet « grandes gagnantes » (échappant à l'imposition sur les locaux).

Cette imposition augmente depuis 2015, notamment avec le développement des installations photovoltaïques et radioélectriques.

Pour 2025, la prévision de recettes est établie à 2,9 M€ soit une progression de + 3 % par rapport au montant perçu en 2024.

II-2-2-2 La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA)

En France, la TSCA est un impôt proportionnel qui doit être acquitté sur certaines conventions d'assurance, selon le cas, par l'assureur ou l'assuré lui-même. La TSCA versée au Département provient de la fiscalité directe (en compensation de la Taxe Professionnelle) et de la fiscalité indirecte (en compensation des transferts de compétences).

Cette taxe est affectée aux départements en totalité depuis 2010. Le taux de taxation appliqué est calculé de sorte à compenser à la fois la perte de taxe professionnelle et les transferts de compétences effectués au profit des départements.
Ainsi, le droit à compensation de l'ensemble des départements est fixé et chacun reçoit un pourcentage de la fraction de taux au prorata de son droit à compensation.

L'évolution de cette taxe nationale est prévue chaque année en Loi de Finances afin d'ajuster les compensations des dépenses transférées dont :

- les dépenses relatives à l'acte de II de décentralisation à partir de 2005 (gestion des personnels des collèges, transfert des routes nationales et des agents de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE),
- la perte de ressources dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle,
- les SDIS à partir de 2005 (auparavant, les SDIS étaient financés par les départements via la dotation globale de fonctionnement).

Une certaine dynamique est observée sur cette recette lors des derniers exercices, essentiellement en lien avec l'augmentation du nombre de risques couverts par les contrats d'assurances et l'évolution des tarifs. Aussi, il est proposé de tenir compte de cette dynamique et le budget 2025 est construit sur une nouvelle hypothèse de croissance de cette recette de + 3 % par rapport à 2024.

La fraction de TSCA liée au financement du SDIS est donc estimée à 6,6 M€ en 2025 (contre 6,4 M€ en 2024) tandis que la fraction venant compenser la perte de ressources dans le cadre de la réforme de la taxe professionnelle est projetée à hauteur de 25,5 M€ en 2025 (contre 24,8 M€ en 2024).
S'agissant du SDIS, notons toutefois que malgré la hausse de + 3 % attendue sur la fraction de TSCA dédiée à son financement, le reste à charge demeure conséquent pour notre Département (plus de 4 M€) puisque la dotation SDIS inscrite à ce stade au BP s'élève à 10,650 M€.

Une diminution sera en revanche constatée s'agissant de la fraction de TSCA dédiée au financement des compétences transférées dans le cadre de l'acte II de la décentralisation.
L'État a en effet choisi d'effectuer une reprise partielle sur cette recette dans le cadre du dispositif d'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance, considérant qu'il s'agit d'une des toutes dernières recettes dynamiques dont continuent de bénéficier les Départements aujourd'hui. Cette fraction de TSCA est donc estimée à 23,6 M€ en 2025 contre 26,7 M€ encaissés en 2024.

Au total, la TSCA est donc estimée à 55,8 M€ en 2025 contre 57,9 M€ en 2024 (– 2,1 M€).

II-2-2-3 Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO)

Les DMTO sont des droits et taxes perçus par le notaire pour le compte de l'État et des collectivités territoriales, lors de la vente d'un bien immobilier. Ils sont perçus au profit des départements sur les mutations à titre onéreux d'immeubles ou de droits immobiliers situés sur leur territoire et ils ont contribué au financement des transferts dès 1984 (compétence collèges, puis compétences sociales).

Les conseils départementaux ont la possibilité de fixer le taux des droits de mutation à titre onéreux entre 1,20 % et 3,80 %, porté en 2014 à 4,5 % (loi à compter du 1er mars 2014) afin de compenser l'augmentation du reste à charge relatif aux Allocations Individuelles de Solidarité.
Plus récemment, l'article 116 de la loi de finances pour 2025 prévoit un relèvement à 5 % du taux plafond de DMTO fixé par les départements. Ceux-ci peuvent ainsi majorer jusqu'à un demi-point supplémentaire le taux des droits de mutations à titre onéreux pendant une durée de 3 ans (du 1er avril 2025 au 31 mars 2028). Cette mesure épargne les primo-accédants pour leur résidence principale quel que soit le montant de la transaction.

S'agissant de la Corrèze, si les recettes DMTO n'ont historiquement jamais excédé 17 M€ avant 2015, des niveaux "exceptionnels" ont été observés sur les derniers exercices pour atteindre jusqu'à 36 M€ en 2022. Depuis la tendance s'est inversée, dans une moindre mesure qu'au niveau national toutefois.
Les DMTO se sont ainsi élevés à 30 M€ en 2023 puis à 28 M€ en 2024 pour notre Département. Et si une nouvelle diminution de - 2 M€ (- 6,48 %) est constatée entre 2023 et 2024, notons que celle-ci s'est concentrée les six premiers mois de l'année et qu'une tendance à la stabilisation voire à un léger regain est observée depuis l'été 2024.

Dans son rapport sur la situation des finances publiques locales, le Gouvernement tablait en fin d'année 2024 sur une croissance des DMTO de + 7,1 % en 2025.
Cet optimisme n'est pas tout à fait partagé par le Haut Conseil des Finances Publiques. Ce dernier considère comme "élevée" la prévision du Gouvernement, reconnaissant néanmoins qu'un rebond paraît probable compte tenu de l'impact favorable de la baisse en cours du coût du crédit immobilier.

Les professionnels de l'immobilier partagent eux le sentiment du Gouvernement d'un rebond en 2025. Ils avancent plusieurs facteurs qui pourraient favoriser cette reprise :

- comme le Gouvernement, les professionnels de l'immobilier avancent la baisse des taux de crédit immobilier comme élément déclencheur d'une reprise du marché immobilier ;
- la baisse des prix des logements et la hausse des revenus combinées à la baisse des taux de crédit immobilier doivent permettre de redresser la capacité d'achat des acheteurs ;
- enfin, l'offre de biens à vendre semble se stabiliser depuis le début de l'année 2024 (hausse de + 2 % seulement contre + 60 % entre mai 2022 et février 2024). Cette stabilisation est, pour les professionnels, cruciale pour équilibrer le marché et créer les conditions d'une reprise durable.

Sur la base de ces éléments, les volumes de transactions nationales pourraient retrouver en 2025 leur niveau de 2023 avec près de 900 000 ventes. Les professionnels attirent néanmoins l'attention sur les dynamiques locales qui prennent le pas sur les tendances nationales, reflétant les spécificités économiques et démographiques de chaque territoire. La reprise pourrait donc se faire dans des proportions différentes sur le territoire.

L'hypothèse positive retenue pour la construction du Budget Primitif 2025 est donc celle d'un maintien des DMTO à leur niveau constaté en 2024, soit 28M€ (pour mémoire, la prévision "prudente" était de 25M€ au BP 2024).

II-2-2-4 La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE)

Depuis 2005, une part de la TICPE est affectée aux Départements à deux titres :

- la compensation des transferts de compétences prévus par la loi libertés et responsabilités locales du 13 août 2004,

- la compensation du transfert de la charge du RMI/RSA. La répartition entre départements s'effectue sur la base du droit à compensation de chacun au regard des charges spécifiquement transférées.

Si le montant initial de compensation qui s'ajoute à la TSCA a été établi pour compenser les transferts de 2004 (routes et agents des collèges), cette recette évolue depuis en fonction de la consommation.

Après une forte baisse en 2020 liée à la crise sanitaire (sous consommation) puis un retour à la "normale" en 2021, cette recette évolue très peu d'un exercice à l'autre (4,8 M€ en 2021, 4,7 M€ en 2022, 4,9 M€ en 2023 et en 2024). La projection pour 2025 s'établit donc à un niveau similaire à celui enregistré lors des deux dernières années, soit 4,9 M€.

II-2-2-5 La Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité (TICFE)

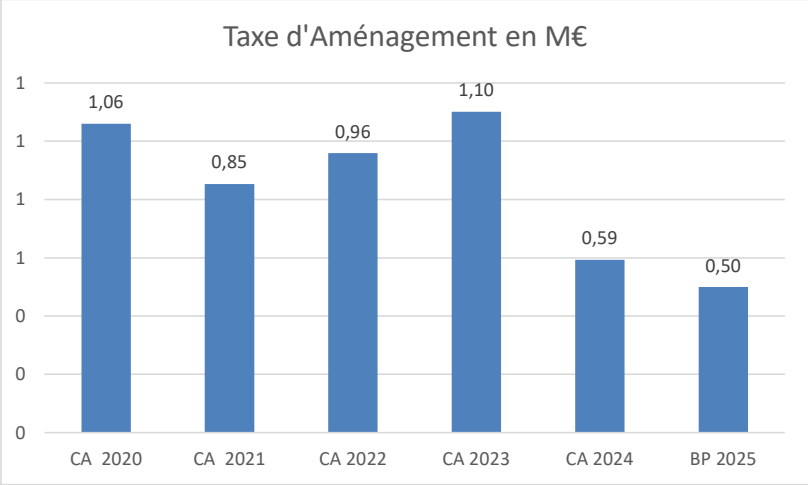
Comme évoqué dans le rapport des orientations budgétaires, la gestion des taxes sur l'électricité a été réformée par la loi de finances pour 2021 dans un objectif de simplification du recouvrement et d'harmonisation des tarifs au moyen d'un tarif unique, pour toutes les collectivités concernées. Ainsi la Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité (TDCFE) et la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité (TCCFE) ont été intégrées dans la TICFE, lorsque la puissance souscrite est inférieure ou égale à 250 kVA.
Ces évolutions n'ont pas eu d'impact sur le montant dû au titre de cette taxe, simplement les flux d'encaissements et reversements ont été accélérés, générant un encaissement de la totalité de la taxe due au titre de 2022, en 2022. Ainsi donc le montant perçu de + 1 M€ par rapport à 2021 restait exceptionnel.

L'année 2023, post réforme, a donc marqué un retour à la normale, avec une recette qui diminue donc par rapport à 2022 mais reste cependant élevé comparé aux moyennes historiques (3,5 M€ perçus en 2023). Le niveau de cette recette s'est stabilisé à hauteur de 3,4 M€ en 2024 et c'est cette hypothèse qui est à nouveau retenue pour la construction du BP 2025 (maintien à 3,4 M€ de la TICFE).

II-2-2-6 La taxe d'aménagement

La taxe d'aménagement a été instituée au 1er mars 2012, au profit des départements, des communes et de la Région Ile de France. Elle est affectée au financement de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS) et des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE).

Le Conseil Départemental a voté le taux d'imposition à 1 % en 2012 (pour rappel, le taux maximum est fixé à 2,5 % pour les départements) et il décide chaque année en assemblée plénière, un taux de répartition entre CAUE et ENS.



Alors que cette recette se maintenait à un niveau élevé depuis plusieurs années, compris entre 0,8 M€ et 1,1 M€, une très forte diminution a été observée entre 2023 et 2024. La taxe d'aménagement a représenté moins de 600 000 € en 2024 alors qu'elle était encore supérieure à 1,1 M€ fin 2023.
Cette baisse importante (- 46 % en Corrèze) semble résulter des facteurs suivants :

- Retard pris suite à la réforme de la taxe d'aménagement : en effet, avant 2022, cette taxe était exigible douze mois après l'obtention de l'autorisation d'urbanisme si la taxe due était d'un montant inférieur à 1 500 €. Si ce montant était supérieur à 1 500 €, la taxe était exigible en deux fois, soit 50 % douze mois après l'autorisation d'urbanisme et 50 % vingt-quatre mois après. La loi de finances pour 2021 a acté le report de la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement à la date d'achèvement définitif des opérations, au sens de l'article 1406 du Code Général des Impôts (CGI), mettant les collectivités dans une situation très délicate. Ainsi, depuis le 1er septembre 2022, le fait générateur de cette taxe est non plus la délivrance d'un permis de construire, mais la déclaration attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux. Ces nouvelles modalités de perception posent plusieurs problèmes aux collectivités en matière de recouvrement et d'encaissement, notamment en raison du retard excessif de la déclaration d'achèvement des travaux par les contribuables, voire de son absence, ou encore du retard d'exécution des chantiers.

- dysfonctionnement de l'application "Gérer Mes Biens Immobiliers" (GMBI) depuis fin 2022 mais révélé depuis peu : Mise en service en août 2021 et ouverte au grand public en 2023, GMBI est une nouvelle application de l'administration fiscale visant à moderniser à la fois la déclaration des biens immobiliers des propriétaires en France et la gestion des déclarations foncières et des taxes d'urbanisme.

Prenant en compte ces éléments, la prévision de recettes pour l'année 2025 est donc prudemment maintenue à un niveau bas de 500 K€. Malgré cela, notons que les moyens consacrés au fonctionnement du CAUE seront maintenus.

Les recettes du chapitre "fiscalité locale" et leur évolution sont récapitulées ci-après :

Fiscalité Locale	CA 2024	BP 2025	Evolution
IFER	2 812 164,00 €	2 900 000,00 €	3,12%
DMTO	28 021 453,00 €	28 000 000,00 €	-0,08%
Taxe d'aménagement	593 900,41 €	500 000,00 €	-15,81%
TICFE	3 444 893,92 €	3 400 000,00 €	-1,30%
TICPE hors fraction RSA	4 882 700,29 €	4 882 000,00 €	-0,01%
TSCA	57 873 397,04 €	55 765 800,00 €	-3,64%
TOTAL	**97 628 508,66 €**	**95 447 800,00 €**	**-2,23%**

II-2-3 Les Dotations de l'État et les compensations

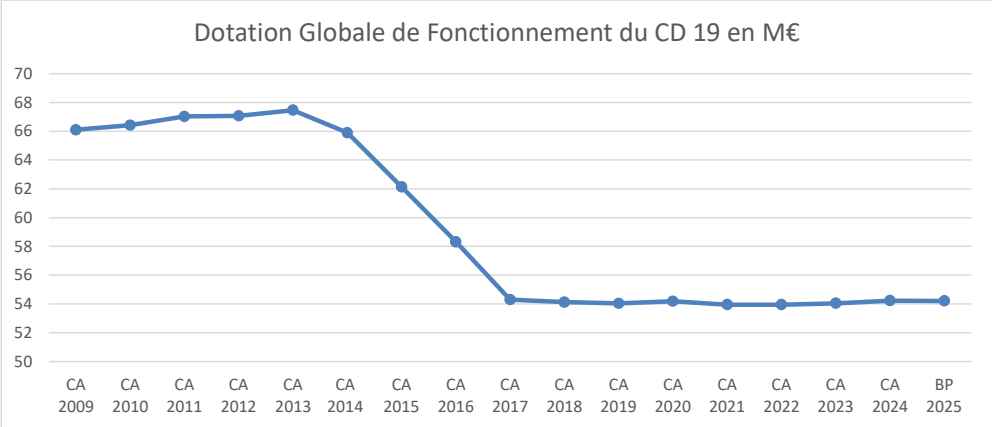
II-2-3-1 La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Comme ce fut déjà le cas l'an passé, la DGF des départements n'est une nouvelle fois pas indexée à l'inflation. La loi de finances pour 2025 se contente de prévoir une hausse de la dotation de péréquation de + 10 M€ moyennant un prélèvement sur la dotation forfaitaire des départements ayant un potentiel financier par habitant supérieur à 95 % de la moyenne nationale, ce qui est le cas de la Corrèze.

Le montant de notre dotation forfaitaire dont l'évolution est aussi liée à la démographie (variation de la population du Département par rapport à l'année précédente) est donc attendu en baisse d'environ - 208 825 € par rapport à 2024 et cette première composante de la DGF est estimée à 20 958 000 € en 2025.
La dotation de compensation demeure elle figée à 18 889 848 € depuis plusieurs années.
Enfin, une hausse est donc attendue sur la dotation de fonctionnement minimale (la part péréquation de la DGF des Départements), dont l'enveloppe nationale augmente de + 10 M€ chaque année.
Depuis 2022, cette hausse annuelle est fléchée pour 25 % vers les départements urbains (Dotation de Péréquation Urbaine (DPU)) et pour 75 % vers les départements ruraux (Dotation de Fonctionnement Minimale (DFM)). Cette clé de répartition a été reconduite par le Comité des Finances Locales début 2025, et cela devrait donc se traduire par une augmentation d'environ + 189 709 € de la dotation de fonctionnement minimale pour notre Département.

Au total, la DGF 2025 est donc estimée à 54 214 848 € pour la Corrèze, soit un montant quasi identique à celui perçu en 2024.

	CA 2024	BP 2025	Evolution
Dotation forfaitaire	21 166 825,00 €	20 958 000,00 €	- 208 825,00 €
Dotation de compensation	18 889 848,00 €	18 889 848,00 €	- €
Dotation de fonctionnement minimale	14 177 291,00 €	14 367 000,00 €	189 709,00 €
TOTAL DGF	**54 233 964,00 €**	**54 214 848,00 €**	**- 19 116,00 €**



Au-delà, si le montant de la dotation globale de fonctionnement a augmenté entre 2009 et 2013, une baisse de - 13 M€ a été constatée entre 2013 et 2017. Et si le montant de la DGF tend aujourd'hui à se stabiliser depuis 2017 à environ 54 M€, cette baisse reste donc bien chaque année à financer par d'autres ressources.

II-2-3-2 La Dotation Globale de Décentralisation (DGD)

La DGD est une recette figée depuis la décentralisation à 2,7 M€. Son montant reste donc identique en 2025.

II-2-3-3 La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Depuis 2017, les variables d'ajustement des départements sont constituées de la DCRTP et des anciennes compensations fiscales correspondant à la fiscalité que les départements percevaient jusqu'en 2010 (Foncier Non Bati, Taxe Professionnelle et Taxe d'Habitation). Ces anciennes compensations fiscales sont nommées « Dotation de Compensation pour Transferts des Compensations d'Exonération de Fiscalité Directe Locale (DTCE-FDL).

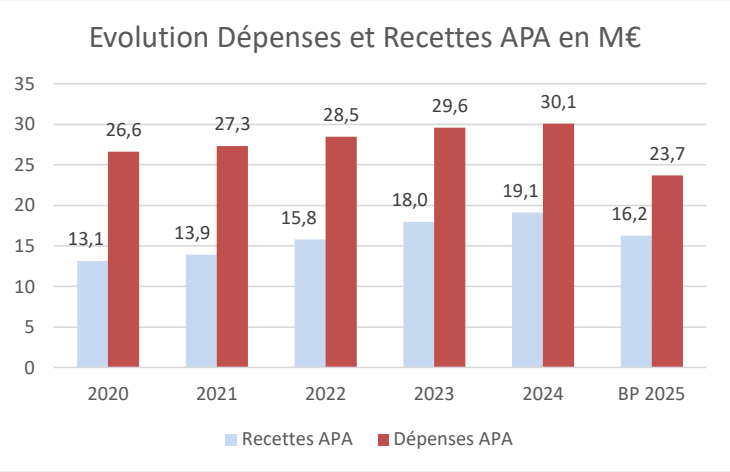
La loi de Finances pour 2025 introduit une baisse de - 39 M€ de l'enveloppe de la DCRTP mise en répartition entre les Départements (- 3,1 %). Par conséquent, le montant dont bénéficie notre département va diminuer d'environ - 200 000€ par rapport à 2024 (6,3 M€ au lieu de 6,5 M€).
Le montant des allocations compensatrices va lui rester figé à 2 M€.

En synthèse, les dotations et concours financiers de l'État sont donc attendus à hauteur de 65,3 M€ en 2025, soit une légère baisse par rapport aux 65,5 M€ encaissés en 2024 (- 0,31 %).

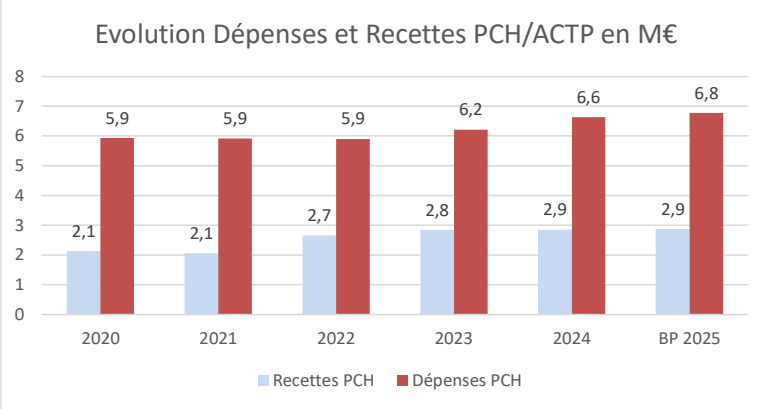
Dotations et concours de l'Etat	CA 2024	BP 2025	Evolution
DGF	54 233 964,00 €	54 214 848,00 €	-0,04%
DGD	2 728 326,00 €	2 728 326,00 €	0,00%
DCRTP	6 478 080,00 €	6 294 901,00 €	-2,83%
Allocations compensatrices (TH, FNB, TP)	2 027 569,00 €	2 027 569,00 €	0,00%
TOTAL	**65 467 939,00 €**	**65 265 644,00 €**	**-0,31%**

II-2-4 La compensation des Allocations Individuelles de Solidarité (AIS)

La compensation APA versée par la CNSA est estimée à 12,1 M€ en 2025 contre 16 M€ en 2024 (- 24,37 %).
En effet, dans le cadre de l'entrée en vigueur de l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance au 1er juillet 2025, le concours APA 1 fait l'objet d'une reprise partielle par la CNSA (dans le même temps, le financement de la dépendance ne relève plus du budget départemental à compter du second semestre 2025). Ce dernier est donc attendu à hauteur de 9,3 M€ en 2025 contre 13,2 M€ en 2024. Le concours APA 2 devrait lui se maintenir à 2,8 M€ en 2025.
À noter également qu'en dépit de l'entrée en vigueur de la fusion des sections soins et dépendance, le Département de la Corrèze doit continuer d'instruire les demandes individuelles d'APA en établissement pour ses ressortissants accueillis dans d'autres départements non-expérimentateurs. Notre collectivité continuera également de verser les tarifs journaliers aux Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) d'accueil et bénéficiera donc d'un remboursement intégral par la CNSA des montants acquittés, sur constat des dépenses réelles. Une recette de 0,5 M€ est donc prévue à ce titre au BP 2025.
Enfin, le concours de la CNSA venant compenser la hausse annuelle du tarif minimal de valorisation des heures d'aide à domicile pour l'APA mais aussi la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) et l'aide-ménagère (dit "tarif plancher") est estimée à 3,6 M€ en 2025 contre 3,1 M€ en 2024.



La même stabilité est projetée s'agissant du concours PCH octroyé par la CNSA, prudemment estimé à environ 2,9 M€. Rappelons au passage que la PCH est l'allocation individuelle de solidarité faisant l'objet du taux de couverture le moins élevé pour notre Département : le reste à charge demeure supérieur à 50 % depuis de nombreuses années.



Notons que l'article 81 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2025 intègre une réforme d'ensemble des concours de la CNSA. Il fusionne en effet différents concours à compter de 2025 :

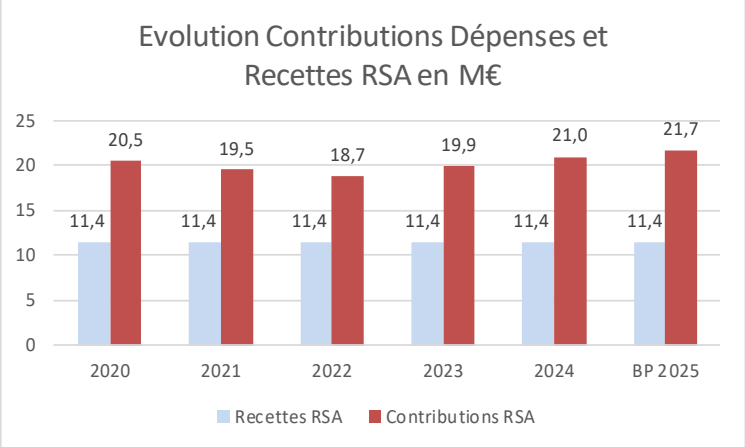
- concours APA (1 et 2) + "geste 24" (enveloppe supplémentaire de 150 M€ introduite en 2024 par la LFSS afin de permettre à tous les Départements d'avoir un taux de couverture d'au moins 40 % sur les dépenses APA)
- concours PCH,
- compensation liée à la tarification plancher,
- compensation des revalorisations salariales dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à domicile SAAD) (avenant 43).

Les principes de cette réforme des concours de la CNSA sont les suivants :

- répartition des concours fusionné en 2 enveloppes, l'une pour les personnes âgées (PA) l'autre pour les personnes handicapées (PH),
- calcul d'un taux de couverture en valeur 2024 qui serait un plancher garanti avec une évolution de la recette en fonction de celle de la dépense,
- sur la part PA, possibilité de majoration du taux de couverture pour tenir compte d'éventuels « facteurs spécifiques » notamment des caractéristiques économiques, sociales et démographiques dans les départements d'Outre-mer.

Les modalités opérationnelles de mise en œuvre et notamment le tuilage avec le système actuel n'ont pas encore été précisées. Aussi, même si le versement des premiers acomptes au titre de l'année 2025 se fait sur la base de "l'ancien" périmètre, il conviendra d'être particulièrement vigilant sur les contours de cette réforme en cours d'année (et notamment sur les modalités et critères de répartition entre les Départements des "nouveaux" concours issus de la réforme).

La compensation RSA demeure également relativement figée dans le temps. Si elle a très ponctuellement augmenté de 200 k€ en 2022, c'est parce que l'État a compensé une partie de l'inflation appliquée à cette allocation, mais cela est restée une mesure exceptionnelle, sans lendemain.
Pour 2025, notre Département bénéficiera donc d'une fraction de TICPE de 10,7 M€ et de l'attribution du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI). L'enveloppe nationale de FMDI mise en répartition en 2025 est strictement identique à celle de 2024, ce qui devrait se traduire par une stabilisation de cette recette pour notre Département à hauteur de 650 000 € environ.
Au total donc, la compensation du RSA (fraction de TICPE + FMDI) devrait être légèrement inférieure à 11,4 M€ en 2025.



Au-delà des concours de la CNSA pour l'APA et la PCH et de la TICPE et du FMDI pour le RSA, rappelons également que les départements bénéficient depuis 2014 du Dispositif de Compensation Péréquée (DCP). Ce dernier vise à compenser (partiellement) les dépenses en matière d'AIS, en attribuant aux départements les recettes issues des frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) perçus par l'État.
Au regard de l'évolution du foncier bati ces dernières années (revalorisation des bases en lien avec l'inflation), l'enveloppe nationale de DCP mise en répartition entre les départements progresse de + 2,6 % par rapport à 2024. Pour la Corrèze, la recette attendue en 2025 s'élève à un peu plus de 5,3 M€.

Le total des compensations (35,8 M€) dont bénéficie notre Département pour le financement des 3 AIS est récapitulé dans le tableau ci-après et affiche 1 baisse de -6,98 % :

Compensations AIS	CA 2024	BP 2025	Evolution
Concours APA (1 et 2)	15 998 514,83 €	12 100 000,00 €	-24,37%
APA Établissement Hors département	- €	500 000,00 €	
Compensation tarif plancher APA + PCH	3 117 876,19 €	3 644 000,00 €	16,87%
Concours PCH	2 851 972,49 €	2 875 000,00 €	0,81%
FMDI (RSA)	682 572,00 €	650 000,00 €	-4,77%
DCP (pour les 3 AIS)	5 155 315,00 €	5 350 000,00 €	3,78%
Fraction TICPE (RSA)	10 720 224,00 €	10 720 224,00 €	0,00%
TOTAL	**38 526 474,51 €**	**35 839 224,00 €**	**-6,98%**

II-2-5 Les autres recettes de fonctionnement

Nous retrouvons essentiellement ici des recettes sociales autres que celles liées à la compensation des AIS. Ces dernières s'élèvent à 21,7 M€ en 2025 et sont notamment constituées de concours de la CNSA (MDPH, conférence des financeurs, compensation dans le cadre du Ségur de la santé) et des récupérations de ressources dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement. Cette dernière constitue en effet une avance versée par le Conseil Départemental et elle peut être récupérée :

- au décès du bénéficiaire sur sa succession ;
- du vivant du bénéficiaire si sa situation financière s'améliore ou sur une donation effectuée avant ou après la demande d'aide sociale.

Les récupérations de ressources dans le cadre de l'aide sociale à l'hébergement sont donc très dépendantes des situations individuelles et des récupérations sur successions, aléatoires. Si une augmentation de ces recettes a pu etre observée en 2023 et en 2024 (elles dépassent en effet les 16 M€), la prudence commande plutôt de partir sur une hypothèse à 15 M€ pour la construction du BP 2025, ce qui correspond au montant moyen observé sur la période précédant les deux derniers exercices.

Enfin, les autres recettes (12,4 M€) sont constituées des loyers perçus par le Département, des mises à disposition de personnel auprès d'autres structures, des subventions de fonctionnement octroyées par les partenaires institutionnels (Etat, Europe…), des redevances d'occupation du domaine public ou encore de la taxe relative aux fins de concession des barrages et du produit énergie réservée. La grande majorité de ces recettes connaît peu d'évolutions d'une année sur l'autre.

Notons néanmoins que les prévisions sont orientées à la baisse s'agissant de la taxe relative aux fins de concession des barrages (cette taxe représente 50 % des excédents annuels d'exploitation des barrages). Concernant cette dernière, perçue pour la première fois en 2022 à hauteur de 4 M€ (puis 3,2 M€ en 2023 et 5,4 M€ en 2024), les exploitants ont engagé un contentieux à l'encontre de l'État en 2023, portant sur le mode de calcul de l'imposition. L'issue de ce contentieux national demeure incertaine à ce jour.
Il apparait donc prudent d'inscrire à ce stade une recette de "seulement" 1 M€ au BP 2025, soit un montant nettement inférieur à celui perçu depuis 2022.

III- UNE CAPACITE D'INVESTISSEMENT PRESERVEE AFIN DE BATIR LA CORREZE DE DEMAIN ET DE CONFORTER L'ATTRACTIVITE DE NOTRE DEPARTEMENT

III-1 - DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE PLUS EN PLUS VOLATILES ET LIEES A LA REALISATION DE NOS PROJETS

Les recettes d'investissement ont atteint un niveau exceptionnellement élevé en 2024 par comparaison à celui observé les années précédentes (19,3 M€ alors que la moyenne annuelle se situait à 12,2 M€ sur la période 2019-2023).

Cette tendance se poursuit en 2025 : elles sont en effet estimées à hauteur de 17,8 M€ au Budget Primitif.

La principale recette d'investissement sera toujours constituée du FCTVA. Au regard du niveau "record" des dépenses d'investissements directs (travaux routiers et travaux dans les collèges et autres bâtiments) réalisées en 2024, en forte progression par rapport à 2023 (49,7 M€ contre 39,8 M€), une hausse du montant de FCTVA dont bénéficiera notre Département en 2025 est logiquement attendue : la prévision s'établit ainsi à 7,5 M€ contre 6,1 M€ encaissés en 2024.

S'agissant de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID), la somme prévue en 2025 (1,5 M€) correspond aux acomptes et soldes de subvention à percevoir au titre des enveloppes 2022, 2023 et 2024. Parmi les opérations faisant l'objet d'un financement par la DSID, nous retrouvons essentiellement des travaux routiers dont notamment :

- D15 La-Chapelle-aux-Saints : rectification et calibrage de la chaussée du carrefour de la RD 144 (DSID 2022),
- RD19 : glissements Chasteaux (DSID 2023),
- Pont de Spontour RD 978 (DSID 2023),
- Contournement Nord de Brive RD 1089 à Ussac, lieu-dit Saint Antoine (DSID 2023),
- Déviation de Lubersac (DSID 2024).

Les subventions d'investissement autres que la DSID sont attendues à hauteur d'environ 1,1 M€. Nous retrouvons notamment des soldes à percevoir dans le cadre de l'opération de réhabilitation du viaduc des Rochers Noirs.

Les autres recettes réelles d'investissement sont projetées stables. En effet la Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (DDEC) reste figée à 1,329 M€ depuis les transferts de compétences et le produit des amendes de radars automatiques et des amendes de police visant l'entretien des routes est globalement reconduit chaque année autour de 780 000 €.

À noter enfin que les remboursements d'avances octroyées par le Département (pour le déploiement de la fibre optique en particulier) représentent environ 0,9 M€ tandis que les remboursements attendus dans le cadre des opérations pour compte de tiers s'élèvent à 4,5 M€ (solde de l'opération de réalisation du pôle de Néandertal).

Les recettes d'investissement prévues en 2025 sont récapitulées dans le tableau ci-après :

Recettes d'investissement	CA 2024	BP 2025
FCTVA	6 154 890,62 €	7 500 000,00 €
DSID	4 614 593,18 €	1 527 000,00 €
Subventions autres que la DSID	4 154 808,56 €	1 087 117,00 €
DDEC	1 329 667,00 €	1 329 667,00 €
Produit des amendes des radars automatiques et des amendes de police	778 842,00 €	780 000,00 €
Remboursements des avances octroyées	487 657,72 €	871 158,00 €
Opérations pour compte de tiers	1 768 852,61 €	4 525 268,00 €
Autres (cessions)	- €	200 000,00 €
TOTAL	**19 289 311,69 €**	**17 820 210,00 €**

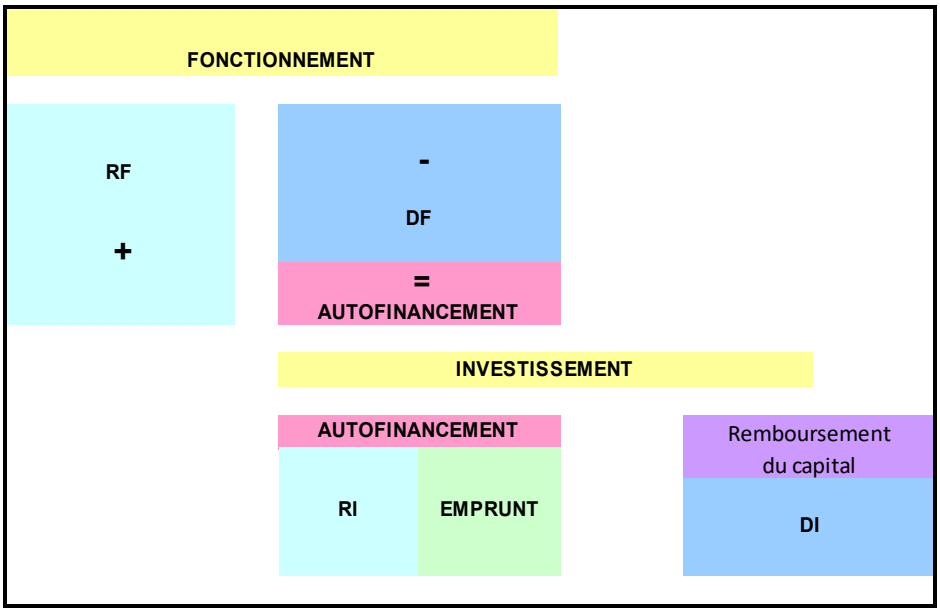
Pour autant, le double constat effectué demeure identique année après année :

- les recettes d'investissement des Départements sont de plus en plus volatiles. Depuis sa réforme en 2022, la DSID ne comprend plus de part forfaitaire et l'encaissement de cette recette est désormais exclusivement lié à la réalisation d'opérations d'équipement (travaux routiers, travaux dans les collèges ou les autres bâtiments). Même principe s'agissant du FCTVA, dont le niveau dépend du volume des dépenses d'investissement réalisées en année N-1.

- les départements sont seuls face à leurs investissements : le niveau des recettes d'investissements (moins de 20 M€) en face des compétences fortes du Département et un programme ambitieux en matière d'investissements (60 M€ réalisé en 2023 et plus de 78 M€ en 2024) montre bien que le budget départemental doit être solide et en capacité de financer et d'autofinancer les lourds enjeux de l'adaptation et de l'amélioration des bâtiments aux usages des collégiens en particulier ainsi que la transition écologique et énergétique qui s'est renforcée depuis 2022.

III-2 - L'AUTOFINANCEMENT ET LA CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT

Pour rappel, la capacité d'investissement résulte de l'excédent de fonctionnement auquel s'ajoutent emprunt et recettes réelles d'investissement, desquels il convient de déduire le remboursement en capital de la dette.



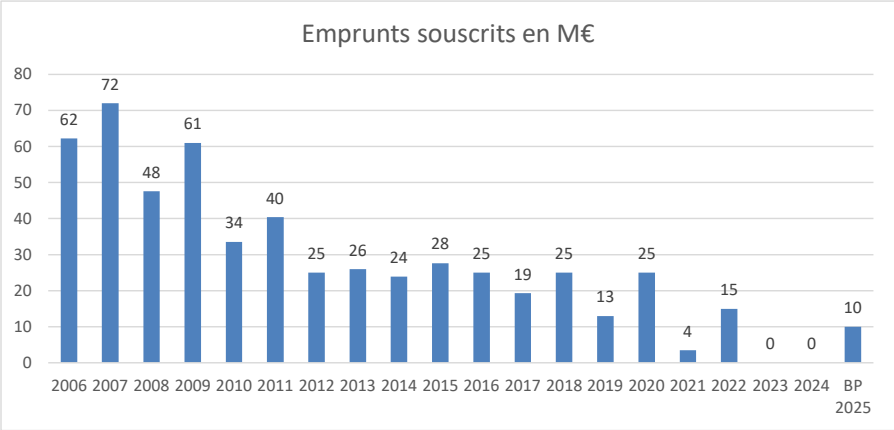
L'autofinancement s'établit à 70 M€ au BP 2025 permettant une capacité d'investissement à 81 M€ (hors réalisation d'une ombrière sur route Départementale). Les efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement prennent là tous leurs sens puisque cet excédent de fonctionnement représente 86 % de la ressource pour investir.

III-3 - UNE DETTE MAÎTRISÉE : LE RECOURS À L'EMPRUNT DANS UNE TRAJECTOIRE DE DÉSENDETTEMENT SOUTENU

Le montant des emprunts souscrits de 2006 à 2014 s'établit à près de 400 M€, soit 44 M€ par an quand depuis 2015, le recours à la dette a été limité à 154 M€ ou 15 M€ par an en moyenne. Cette évolution conduit à un désendettement de 150 M€ au 31/12/2024, depuis 2015.

La volonté en 2025 sera bien de poursuivre cette politique vertueuse et responsable de désendettement, en s'appuyant avant tout sur l'autofinancement (épargne nette) et les subventions et dotations d'équipement pour financer notre programme ambitieux d'investissements.

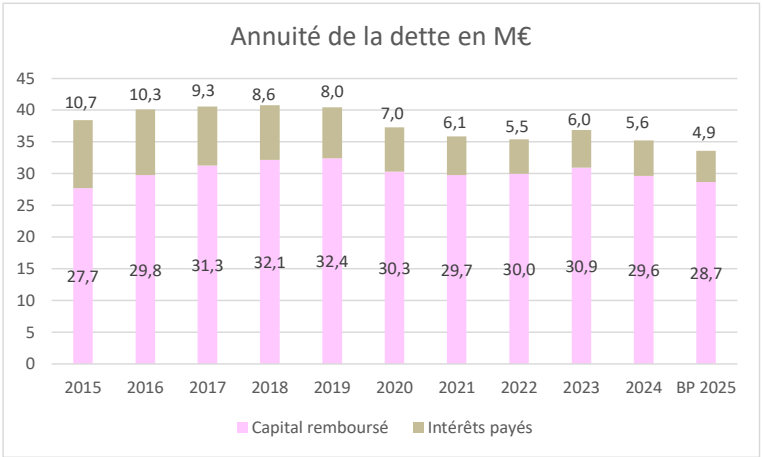
Après deux années consécutives de non-recours à l'emprunt, il s'agira donc de limiter autant que possible le recours à ce dernier, en se fixant pour objectif de ne pas dépasser les 10M€ de souscription.
Dans cette hypothèse, l'encours de dette s'établirait à moins de 200 M€ fin 2025 (191 M€), ce qui porterait le désendettement depuis 2015 à 169 M€.



Au regard du contexte de remontée des taux d'intérêts depuis 2022, la stratégie de ne pas recourir à la dette était la bonne afin de préserver nos marges de manœuvre pour l'avenir en ne souscrivant pas d'emprunts dont les conditions auraient été dégradées (taux supérieurs à 3,5 % en 2023 et restant légèrement supérieurs à 3 % tout au long de l'année 2024).

Le taux moyen pondéré de notre encours de dette a beaucoup diminué jusqu'à 2021 inclus. Il repart à la hausse depuis 2022 sous l'effet de la remontée en flèche des taux d'intérêts variables avant de se stabiliser en 2024. Notre Département se situe dans la moyenne observée au sein des collectivités comparables à la nôtre.

Conséquence du désendettement total réalisé sur l'année 2024 (aucun nouvel emprunt souscrit comme ce fut déjà le cas en 2023), l'annuité de dette est projetée en baisse en 2025 : le remboursement du capital diminue en effet de 0,9 M€ tandis que le remboursement des intérêts baisse de 0,7 M€. La réduction de l'annuité de dette permettra de préserver notre épargne nette, à nouveau mise à mal par ailleurs par l'augmentation contrainte des dépenses de fonctionnement (AIS, RH, autonomie, ASE…) et le recul des recettes de fonctionnement.



III-4 - LA POURSUITE D'UN PLAN D'INVESTISSEMENT AMBITIEUX POUR DONNER A LA CORREZE UN TEMPS D'AVANCE

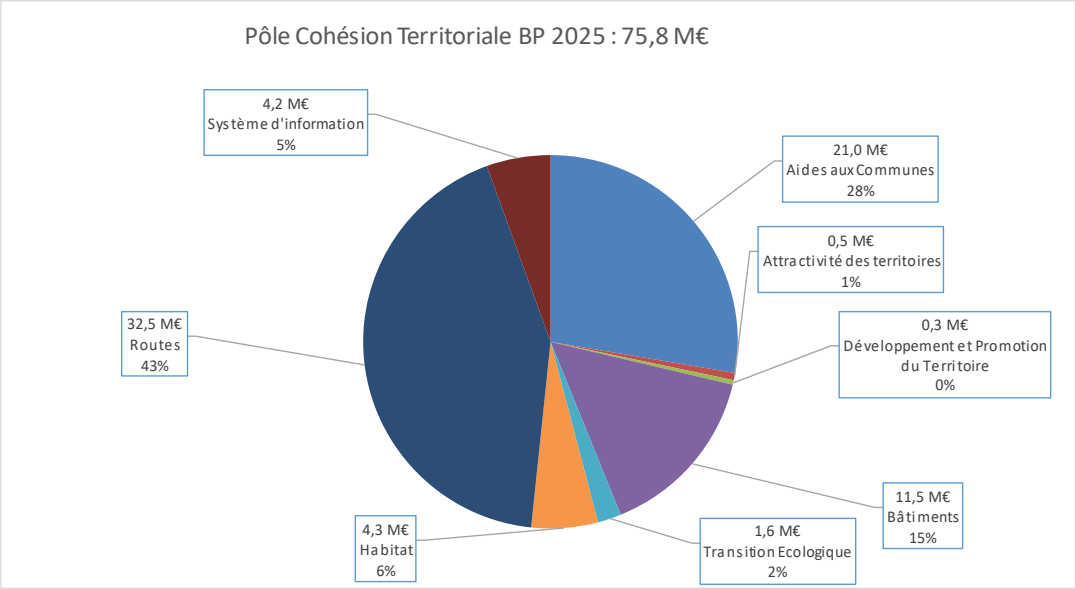
La capacité prévisionnelle d'investissement s'établit à 80,8 M€, € (hors réalisation d'une ombrière sur route départementale à Lubersac), un montant conséquent et à la hauteur des ambitions des élus de la majorité pour poursuivre et accélérer les projets nécessaires au développement et à l'attractivité du Département, au bien vivre des Corréziens et pour faire face aux enjeux majeurs qui se profilent dans les domaines du changement climatique et de l'énergie.

Ces dépenses seront comme les années précédentes essentiellement mobilisées dans le domaine des routes, des bâtiments, des aides aux communes mais aussi de l'habitat, de la transition écologique ou des systèmes d'information.

Le Pôle Cohésion Territoriale mobilise l'essentiel du budget d'investissements (75,8 M€ soit 93,8 %), ce qui est logique puisque nous y retrouvons les enveloppes dédiées aux routes (32,5 M€), aux bâtiments (11,5 M€), aux aides aux collectivités (21 M€), à l'habitat (4,3 M€) et à la transition écologique (1,6 M€). Viennent ensuite les dépenses du Pôle Ressources (3,9 M€ soit environ 4,8 %) puis celles du Pôle Cohésion Sociale (0,6 M€ soit 0,8 %) et enfin celles du Pôle Missions et Communication (0,5 M€ soit 0,6 %).

Les principales dépenses envisagées en 2025 sont présentées ci-après :

Pôle Cohésion des Territoires



➢ Routes et infrastructures

Les 4 700 km du réseau routier départemental garantissent au quotidien une mobilité sécurisée au service de la vie socio-économique du département. L'investissement sur le patrimoine routier est une nécessité tant pour accompagner l'essor économique avec des opérations de contournement structurantes que pour améliorer les infrastructures existantes qui participent à l'attractivité de nos territoires.

Depuis 2015, plus de 195 M€ d'investissement ont été mobilisés pour améliorer la desserte, moderniser le patrimoine, développer et sécuriser le réseau routier départemental.

Pour 2025, quatre axes structurent l'action politique du Département :

- l'amélioration du réseau secondaire avec une enveloppe dédiée,
- la poursuite de routes 2030 dont la déviation de Lubersac,
- l'entretien et la modernisation du patrimoine routier (reprofilage, structures, enrobés…), une nécessité pour maintenir la qualité de ce patrimoine et la sécurité des routes,

la sécurisation du patrimoine et des infrastructures (falaises en bordure de routes, ouvrages d'art et murs de soutènement…).

À ces 4 axes, s'ajoute l'opération exceptionnelle d'aménagement et de mise en valeur du viaduc des Rochers Noirs. Les travaux de réhabilitation de l'ouvrage première étape d'un projet de valorisation touristique étant achevés, l'aménagement du site se poursuivra cette année par des travaux sur les voies d'accès, le tunnel, les parkings et autres équipements.

En 2025, 32,5 M€ de crédits seront donc destinés à notre politique de travaux sur nos infrastructures routières, élément essentiel du maillage territorial, et plus particulièrement dans notre Département rural. La poursuite des aménagements et la modernisation du réseau routier prendra en compte le contexte du dérèglement climatique en s'appuyant sur des techniques et équipements plus respectueux de l'environnement. Cette stratégie permettra d'offrir aux usagers de la route un niveau de service toujours plus élevé en termes de qualité et de sécurité. La ventilation envisagée est la suivante :

- 17,5 M€ dédiés à l'entretien et à la modernisation du patrimoine,
- 6,1 M€ dédiés à la poursuite du programme Routes 2030,
- 0,8 M€ dédiés à la sécurisation du patrimoine et des infrastructures,
- 5 M€ dédiés à l'opération complémentaire "routes secondaires",
- 3,1 M€ dédiés aux opérations patrimoniales et aux infrastructures (viaduc des Rochers Noirs, Voies Vertes Pales, aménagements dans le cadre de la loi Littoral).

➢ Bâtiments

Les priorités de la gestion du patrimoine immobilier du Département sont :

- accompagner le programme "Corrèze - Bien Vivre au collège",
- améliorer l'accueil du public,
- améliorer les conditions de travail et la sécurité des agents de la collectivité,
- renforcer la sobriété et l'efficacité énergétique,
- favoriser le recours aux énergies renouvelables dans le cadre de Corrèze Transition Énergétique.

Il s'agit d'enjeux essentiels avec des investissements importants sur l'ensemble du patrimoine bâtimentaire composé de 300 bâtiments et 250 000 m².

Afin de permettre la mise en œuvre de ces objectifs 2025, il est donc proposé d'inscrire 11,5 M€ au budget, selon la répartition suivante :

- 10,4 M€ pour réduire les dépenses d'énergie et moderniser nos bâtiments,
- 1,1 M€ pour développer la production d'énergies renouvelables

S'agissant du premier objectif (réduire les dépenses d'énergie et moderniser nos bâtiments), une enveloppe de 8,6M€ sera consacrée à la poursuite du programme "Corrèze - Bien Vivre au collège" tandis que 1,8M€ sont fléchés pour la réalisation de travaux sur les bâtiments autres que les collèges.
Concernant l'éducation, la volonté du Département demeure de créer les conditions optimales d'enseignement et de réussite de nos collégiens. 2025 marque donc la continuité d'un haut niveau de travaux et d'équipement de nos collèges avec la poursuite de la mise en œuvre du plan de modernisation, de mise en accessibilité, de sécurisation et de transition énergétique conformément à nos engagements.
Ainsi, les investissements dans les collèges, au cœur de notre compétence, répondront aux exigences de développement durable et permettront également l'acquisition de mobilier et matériel informatique, toutes ces opérations concourant à offrir un cadre favorable aux enseignements.

Concernant le second objectif (développer la production d'énergies renouvelables), le Département a produit en 2024 ses premiers électrons sur les sites de Marbot, Sarran et Ussel. Depuis mars 2025, ce sont les sites des Archives, de Ramon et du collège de Beynat qui sont en fonction pour une capacité totale de 110 kWc. Plusieurs sites ont été identifiés pour leurs potentiels lors des études. Ils seront mis en travaux cette année pour une mise en production durant l'année 2026.

Par ailleurs, nous profitons de la modernisation des collèges pour les équiper de moyens de production d'énergie en autoconsommation à Rollinat et Jean Moulin à Brive, Victor Hugo à Tulle, Uzerche et Merlines.

-

-

➢ Soutien réaffirmé aux projets des collectivités

À travers les dispositifs mis en œuvre, le Département entend bien agir sur un développement harmonieux, solidaire et équilibré de l'ensemble du territoire corrézien au bénéfice de ses habitants. Les projets accompagnés s'inscrivent pour la plupart dans les priorités départementales en matière de présence de services essentiels à la population et participent à la démarche d'attractivité du territoire.

Garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, le Département s'est donc donné comme priorité durant sa mandature d'accompagner l'activité économique et l'emploi en renforçant l'investissement en Corrèze. Il a donc fait de sa politique d'aides aux collectivités un levier central de cette ambition pour notre territoire. Cette politique a de plus permis d'accompagner les collectivités au travers de différentes crises et transitions, leur permettant notamment de renforcer la résilience de leur territoire face à des tensions liées notamment à l'énergie ou à la gestion de l'eau.

Aussi, fidèle à ses ambitions pour le développement et l'attractivité du territoire, ce sont donc 21 M€ qui seront consacrés à l'aide aux collectivités en 2025, afin de procéder au versement des subventions d'ores et déjà allouées sur les contractualisations précédentes et en cours. Cette enveloppe se décompose de la manière suivante :

- contractualisation : 12,8 M€ pour les projets des communes, EPCI et syndicats ayant signé un Contrat avec le Département pour des projets d'investissements,
- dotation voirie et Dotation de Solidarité Communale : 3,3 M€ afin d'accompagner les travaux de voirie des collectivités bénéficiaires,
- politique de l'Eau : 2,7 M€ pour les projets entrant dans le cadre du Contrat de Progrès en partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour Garonne,
- Sobriété de l'éclairage public : 1,6 M€ pour les contrats de sobriété énergétiques signés avec les syndicats d'électricité pour réduire les dépenses énergétiques liées à l'éclairage public,
- supervision : 0,6 M€ pour accompagner les investissements des communes adhérentes à Corrèze Centre de Supervision.

➢ Habitat

Le Conseil Départemental agit concrètement pour l'amélioration de la qualité de vie des Corréziens et les accompagne à chaque étape clef de leur parcours résidentiel avec une politique habitat qui s'inscrit dans la durée, sur le principe de la prise en compte des enjeux actuels pour répondre aux évolutions sociétales de demain.
Le Département intervient sur tous les champs du logement, à destination du parc privé mais également du parc public auquel il apporte un soutien déterminant. Par l'ensemble de ses effets directs et indirects, son action volontariste en faveur de l'habitat est un véritable facteur de développement des territoires.

Pour les actions concernées, la politique de l'habitat que nous menons s'appuie notamment sur le dispositif "Guichet Habitat" qui gère les aides au bâti, à l'attention du parc privé et du parc public. Il est ainsi proposé d'inscrire 4,3 M€ au budget 2025 afin de soutenir la rénovation du parc de logement privé corrézien mais aussi la production et la rénovation du parc de logement social corrézien.
Dans le détail, la répartition des crédits est la suivante :

- aides directes aux particuliers : 1 043 000 €,
- parc Locatif Social - Aides directes aux bailleurs sociaux : 957 000 €,
- soutien par l'apport de fonds propres sous la forme de titres participatifs en faveur de Corrèze Habitat : 2 333 034 €.

➢ Transition Écologique

Préserver la qualité de vie des habitants, valoriser les espaces naturels et ruraux de notre territoire, renforcer et valoriser l'économie agricole en anticipant les changements climatiques : tels sont les objectifs de la politique départementale d'accélération à la transition écologique et énergétique pour 2025.
Face au changement climatique, les politiques environnementales conduites par le Département doivent être adaptées aux nouveaux enjeux. Elles jouent un rôle déterminant dans l'aménagement de notre territoire et par conséquent, selon les orientations prises, elles peuvent impacter directement l'équilibre et le développement de ce dernier. Le Département entend poursuivre le développement économique et l'attractivité du territoire, en produisant, consommant, commercialisant et valorisant ses atouts et les ressources locales, en respectant l'environnement.

La grande qualité de l'environnement corrézien est un atout majeur pour le développement durable du territoire. Les transitions écologiques, énergétiques, agricoles et alimentaires doivent donc être les moteurs de ce développement. Notre collectivité poursuit donc ses actions en faveur de la protection de la ressource en eau, de la production des énergies renouvelables, du soutien à l'agriculture, de la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et du cadre de vie sur le territoire corrézien.

En 2025, notre volonté d'agir en faveur de l'environnement se décline en 4 axes majeurs :

- préserver le patrimoine naturel et les paysages corréziens à travers le réseau des espaces naturels sensibles, des périmètres espaces embroussaillés et des mesures compensatoires tout en organisant et sécurisant l'accueil des publics sur les sites à travers différents outils d'interprétation et un programme annuel gratuit d'animations ;

- soutenir l'agriculture et la promotion d'une alimentation de qualité ;

- protéger la qualité de la ressource en eau et assurer le partage entre tous les usages ;

- développer une politique volontariste en faveur des énergies renouvelables grâce à des actions de maîtrise de la consommation, de transition écologique et de production d'énergies.

Concernant les deux derniers axes, deux projets en cours impacteront fortement les futures politiques du Département sur la transition écologique et le développement économique de notre territoire corrézien :

- l'élaboration du Programme d'Actions du Plan Départemental de la Gestion de l'Eau (PDGE) en Corrèze qui permettra une meilleure gestion et un meilleur suivi de l'évolution de la ressource en eau, dans le but de maintenir l'équilibre entre la ressource et les besoins des usages tel que celui de l'activité agricole,

- le programme Corrèze Bouclier Énergétique - circuit court, lancé en 2023 qui consiste dans un premier temps à développer des sites démonstrateurs en autoconsommation collective. Parallèlement, une étude de fourniture d'une énergie locale décarbonée est en cours pour des réalisations prévues sur 2025.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces priorités qui inscrivent le territoire dans une logique de transition écologique, une enveloppe de 1,6 M€ est prévue au budget primitif 2025 (hors réalisation d'une ombrière photovoltaïque sur route départementale dans le cadre de la construction du contournement routier de Lubersac).

- Réalisation d'une ombrière sur route Départementale - Déviation de Lubersac

Afin de poursuivre son engagement de production d'énergies renouvelables (EnR) en photovoltaïque sur le bâti du Département et d'expérimenter des solutions nouvelles propres à lui permettre de répondre aux enjeux énergétiques à venir, le Département souhaite désormais développer une ombrière photovoltaïque au-dessus d'une route départementale. Le projet consiste à intégrer une couverture photovoltaïque dans le cadre de la construction du contournement routier de Lubersac, en cours de réalisation. Cette infrastructure solaire devra couvrir au maximum l'emprise de la voirie routière en prenant en compte l'ensemble des contraintes.

Le Département envisage donc de mettre en œuvre ce projet ambitieux constituant, par son originalité et sa taille une première en matière d'énergie d'origine renouvelable. Les aspects techniques, environnementaux et routiers restent donc à appréhender à ce stade. Cette nouvelle opération innovante poursuit les objectifs suivants :

- objectif de performance énergétique pour produire le maximum d'électricité possible sur l'emprise concernée, au service du territoire ;

- objectif de performance économique pour équilibrer l'opération avec un remboursement de l'investissement par la vente d'électricité à un prix compétitif pour les particuliers et les entreprises. Le plan d'affaire sera présenté avec une économie du projet pour équilibrer l'investissement selon un plan comprenant la totalité des dépenses d'investissement initial, de maintenance et d'exploitation avec des scénarios sur une durée n'excédant pas 25 ;

- objectif de qualité afin de garantir la parfaite intégration environnementale de l'opération.

En l'état actuel de la technologie photovoltaïque, l'énergie produite attendue est de 12 000 MWh par an, soit l'équivalent de la consommation électrique d'une population comprise entre 12 000 et 15 000 habitants.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, des crédits sont donc prévus au BP 2025 à hauteur de 20 M€.

- Systèmes d'information de la Collectivité

Le Département poursuit la transformation digitale de son action publique au service de tous les Corréziens. Le plan présenté dévoile l'ambition d'exploiter le plein potentiel du numérique et de se doter d'outils innovants pour améliorer la qualité du service rendu aux usagers. La digitalisation des processus internes et la modernisation des outils informatiques offrent ainsi des opportunités considérables s'inscrivant dans la démarche d'amélioration continue de l'administration corrézienne. L'ambition demeure de bâtir une organisation plus agile, plus performante, accessible, responsable et résolument tournée vers l'avenir.

Deux grands objectifs sont ainsi travaillés en 2025 :

- le développement des usages numérisés au travers notamment du plan "ambition numérique pour les collèges", de la consolidation de l'infrastructure de vidéoprotection du centre de supervision et des projets de digitalisation de l'administration,

- la sécurisation et le renforcement de l'architecture informatique, afin d'assurer la maîtrise du parc existant et l'amélioration du quotidien des usagers, ainsi que la sécurité contre les cyberattaques.

Afin d'accompagner ce plan, des crédits sont donc prévus à hauteur de 4,2 M€ au budget 2025.

Pôle Ressources

Les crédits inscrits au budget concernent essentiellement le solde de l'opération de mandat pour porter la réalisation du pôle de Neandertal (3 M€).

Les autres besoins visent le financement des engagements avec le Syndicat Mixte d'aménagement du lac de Bort pour 100 000 €, avec les SYMA pour 169 254 € et avec le Syndicat Mixte QUALYSE pour 80 000 €. Concernant ce dernier, le Département s'est engagé à participer financièrement aux travaux du bâtiment du Laboratoire (étanchéité des toitures, rénovation et mise aux normes des systèmes de ventilation / climatisation).

D'autre part, afin de permettre au syndicat mixte "Corrèze Centre de Supervision" de financer les importants travaux d'investissement inhérents à la conduite de son activité, il est également prévu de lui verser une avance remboursable en 2025. Des crédits sont inscrits en ce sens au BP 2025 à hauteur de 312 360 €.

Pôle Cohésion Sociale

Les dépenses prévues pour 2025 affectées au Pôle Cohésion Sociale s'élèvent à 651 765 €.

Les besoins de la Bibliothèque Départementale seront ainsi satisfaits avec un budget de 201 265 € visant l'achat de nouvelles œuvres, comme ceux des archives, notamment dans le cadre des activités de conservation de documents, avec 122 500 € de crédits.
Concernant enfin le secteur de l'Éducation, la volonté du Département demeure de créer les conditions optimales d'enseignement et de réussite pour nos collégiens. Avec un budget maintenu à hauteur de 162 000 €, la collectivité continuera donc de contribuer aux dépenses réalisées par les collèges en matière d'acquisition de matériel d'entretien et de mobiliers scolaires tout en tenant compte des évolutions pédagogiques.

Pôle Missions et Communication

Les crédits d'investissements inscrits au BP 2025 pour le Pôle Missions et Communication s'élèvent à 470 500 €. Ils se répartissent ainsi :

- 112 500 € en faveur de la poursuite de l'aménagement numérique du territoire,
- 155 000 € en faveur de la participation citoyenne (pour les projets prioritaires de l'Assemblée Citoyenne),
- 183 000 € en faveur du développement touristique de notre Département,
- 20 000 € pour divers achats par le service Communication (matériels promotionnels et évènementiels notamment).

IV- EQUILIBRE ET SOLDES DE GESTION

IV-1 - L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

L'équilibre budgétaire 2025 s'établit à 380,7 M€ en fonctionnement et à 220,4 M€ en investissement, le virement de section (autofinancement) est de 70 M€ offrant une capacité d'investissement d'environ 81 M€ (hors réalisation d'une ombrière sur route Départementale).

.

BP 2025

L'équilibre budgétaire version Budget Primitif avec reprise des résultats

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	RECETTES en M€		DEPENSES en M€	
REEL	Recettes	333 136 655,92	Moyens généraux et autres dépenses	281 895 133,00
	Reprise sur Provision	14 000 000,00	Provision	1 000 000,00
	Résultat 2024	**28 441 526,08**		
ORDRE			Virement de section	70 182 949,00
	Ordre (subventions transférables, travaux en régie...)	5 113 000,00	Amortissements	27 613 100,00
	TOTAL	380 691 182,00	**TOTAL**	380 691 182,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

	RECETTES en M€		DEPENSES en M€	
REEL	Recettes	17 820 210,00	Dépenses d'équipement	**80 843 259,00**
	Emprunt RAR 10M	10 000 000,00	Remboursement en capital de l'emprunt	28 660 000,00
	Opérations Financières	3 000 000,20	Opérations Financières	4 000 000,20
	Autres Opérations Réelles	20 000 000,00	Autres Opérations Réelles	20 000 000,00
	Affectation du résultat	64 552 992,80	Déficit investissement	74 552 992,80
ORDRE	Virement de section	70 182 949,00		
	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (intégrations patrimoniales, gestion des avances, autres)	7 300 000,00	Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement (intégrations patrimoniales, gestion des avances, autres)	7 300 000,00
	Amortissements	27 613 100,00	Ordre (subventions transférables, travaux en régie...)	5 113 000,00
	TOTAL	**220 469 252,00**	**TOTAL**	**220 469 252,00**

VI-2 - L'ANALYSE DES SOLDES DE GESTION

L'épargne nette au BP 2025 est estimée à environ 22,5 M€, l'encours de dette est une nouvelle fois projeté en baisse à 191 M€ en fin d'exercice 2025, soit quasiment 169 M€ de désendettement par rapport à 2015 avec une durée de désendettement qui resterait inférieure à 4 ans fin 2025 (loin donc du seuil d'alerte fixé à 10 ans pour l'échelon départemental).

Soldes de gestion en k€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	302 522	313 351	334 943	340 525	346 731	333 137
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	235 056	234 266	245 138	260 320	270 397	276 895
Epargne de gestion	**67 466**	**79 085**	**89 805**	**80 205**	**76 333**	**56 242**
Charges financières	7 218	6 400	5 845	6 195	5 399	5 000
Epargne brute	**60 249**	**72 686**	**83 960**	**74 010**	**70 934**	**51 242**
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	30 310	29 718	29 964	30 915	29 610	28 660
Epargne nette	**29 939**	**42 967**	**53 996**	**43 094**	**41 324**	**22 582**
Encours de dette	**312 060**	**285 845**	**270 878**	**239 962**	**210 352**	**191 692**
Evolution de l'endettement	**-5 310**	**-26 214**	**-14 968**	**-30 915**	**-29 610**	**-18 660**
Durée de désendettement	**5,18**	**3,93**	**3,23**	**3,24**	**2,97**	**3,74**
Total de désendettement cumulé depuis 2015	**-48 292**	**-74 507**	**-89 475**	**-120 390**	**-150 000**	**-168 660**

Les niveaux d'épargne qui seront constatés en fin d'exercice 2025 pourront être légèrement différents de ceux projetés au stade de l'élaboration du budget primitif. Ils dépendront évidemment du taux de réalisation des dépenses de fonctionnement mais aussi et surtout de l'évolution des recettes de fonctionnement, et notamment de celles étroitement liées à la conjoncture économique (les DMTO en premier lieu).

CONCLUSION

Fidèle à la ligne de conduite qui est la nôtre depuis 2015, ce premier acte budgétaire de l'année 2025 témoigne de l'ambition du Département **d'agir plutôt que subir**. **Travailler à la fois pour le présent et pour les générations futures, c'est tout le sens de ce budget et de ses priorités.**

Dans un contexte de fortes contraintes réglementaires et de diminution des recettes de fonctionnement, avec un effet ciseaux clairement de retour depuis 2023, **le Département fait le choix de l'ambition, de la résilience, de la prise en main de son avenir en investissant dans des projets au service du territoire et de ses habitants.**

Conformément au Débat d'Orientations Budgétaires du 21 février 2025, le Budget Primitif pour 2025 témoigne de nouveau de la volonté du Département d'assumer pleinement ses compétences obligatoires, notamment pour répondre à la demande sociale exprimée par les Corréziens en défendant son modèle social, tout en préservant les interventions facultatives qui sont tout aussi essentielles au développement équilibré du territoire et au maintien de la cohésion sociale.

Parfaitement conscient des contraintes budgétaires croissantes et dans une logique d'ambition de la continuité de l'action pour la Corrèze, le Département continuera également d'adopter une gestion rigoureuse et responsable pour garantir la mise en œuvre de ses priorités à moyen et long terme. Agir aujourd'hui sans compromettre les marges de manœuvre futures a toujours été le fil conducteur de notre gestion et le contexte actuel nous encourage à poursuivre en ce sens. Cette approche est le reflet de l'époque et de ce qu'elle commande, à savoir que chaque euro soit mobilisé à bon escient et au bon moment, que chaque investissement soit engagé à l'aune de son bénéfice pour le territoire.

Il s'agira donc bien cette année encore de poursuivre autant que possible la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement par le développement de la culture de l'efficience afin d'optimiser et d'augmenter les moyens consacrés à nos missions phare, et notamment :

- la prise en charge des besoins des publics fragiles en s'engageant à exercer pleinement nos responsabilités sociales et solidaires. Le Département sera une nouvelle fois présent au quotidien au plus près des plus jeunes et des plus âgés, des personnes souffrant de handicap et des personnes fragilisées ou en situation de précarité,
- le développement de l'attractivité du territoire via la modernisation des infrastructures routières, numériques et le soutien renouvelé en faveur des communes corréziennes ,
- l'investissement du Département dans les incontournables transitions énergétiques et écologiques à conduire,
- l'amélioration de la qualité de vie des corréziens par la modernisation des collèges, le développement des centres de santé, le développement des actions sportives et culturelles.

Malgré les difficultés financières et les choix que nous aurons à faire à l'avenir, nous avons un mandat pour agir et le Département de la Corrèze répondra toujours présent dans ses missions pour les Corréziennes et les Corréziens. Nous tiendrons nos engagements pris, nous continuerons à agir et à agir juste car le contexte nous l'impose plus que jamais. Cela sera plus compliqué qu'auparavant mais nous y arriverons en ayant cette boussole à l'esprit dans nos décisions.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/104

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BUDGET PRIMITIF DU DEPARTEMENT POUR 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/104 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : voté par chapitre, par section et globalement, le Budget Primitif du département pour 2025 est adopté conformément au document joint et s'équilibre ainsi :

SECTION	BP 2025	
	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	220 469 252,00 €	220 469 252,00 €
FONCTIONENMENT	380 691 182,00 €	380 691 182,00 €
TOTAL	**601 160 434,00 €**	**601 160 434,00 €**

Article 2 : est autorisé le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel et également à signer tout document s'y rapportant.

Article 3 : en application de l'article 107 de la loi NOTRe, figure en annexe 1, une présentation des principales données financières du Budget Primitif 2025.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de publication : 29 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Département de la Corrèze
Budget principal

ETAT DES RESTES A REALISER EXERCICE 2024

Chapitre	Libellé	Restes à réaliser
Dépenses		0,00
Recettes		10 000 000,00
923	DETTE ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES 1641 : Emprunts en euros	10 000 000,00

Dépenses :

Recettes :

Arrêté le 31 décembre 2024 à la somme de dix millions d'euros

Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Le Payeur Départemental,

Raphaël GOLDSCHMIT

LE PAYEUR DEPARTEMENTAL
DE LA CORREZE
Raphaël GOLDSCHMIT

ANNEXE 1

Article 107 de la loi NOTRe

1- Présentation synthétique du Budget primitif 2025

		BP 2024 (en €)	BP 2025 (en €)
Dépenses de fonctionnement	Ordre dont virement de section	100 770 570	97 796 049
	Réel (hors provisions)	328 814 206	281 895 133
	Provisions	21 000 000	1 000 000
S/Total D de F		**450 584 776**	**380 691 182**
Dépenses d'investissement	Ordre	14 110 500	12 413 000
	Réel (dont reprise de résultat)	172 923 302	208 056 252
S/Total D d' I		**187 033 802**	**220 469 252**
TOTAL DEPENSES		**637 618 578**	**601 160 434**
Recettes de fonctionnement	Ordre	5 010 500	5 113 000
	Réel (hors provisions)	377 941 040	333 136 656
	Reprise sur provisions		14 000 000
	Reprise du résultat	67 633 236	28 441 526
S/Total R de F		**450 584 776**	**380 691 182**
Recettes d'investissement	Ordre dont virement de section	109 870 570	105 096 049
	Réel	77 163 232	115 373 203
S/Total R d' I		**187 033 802**	**220 469 252**
TOTAL RECETTES		**637 618 578**	**601 160 434**

2- Soldes de gestion prévisionnels 2025

Soldes de gestion en k€	BP 2024	BP 2025
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	377 941	333 137
Dépenses de fonctionnement (hors dette et hors provisions)	322 902	276 895
Epargne de gestion	**55 039**	**56 242**
Charges financières	5 912	5 000
Epargne brute	**49 127**	**51 242**
Amortissement de la dette (remboursement du capital)	29 620	28 660
Epargne nette	**19 507**	**22 582**
Encours de dette	**210 342**	**191 692**

3- Ratios légaux ATR

DESIGNATION	BP 2025
COUT ET FINANCEMENT DU SERVICE RENDU	
Dépenses réelles de Fonctionnement / Population	1 143,20 €
Recettes réelles de Fonctionnement / Population	1 402,80 €
Dotation Globale de Fonctionnement / Population	219,09 €
Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de Fonctionnement	26,81%
EFFORT D'EQUIPEMENT ET SON FINANCEMENT	
Dépenses d'équipement brut (hors subventions d'équipement versées) / Population	296,04 €
Encours de la dette au 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Population	850,05 €
Taux d'équipement : Dépenses d'équipement brut (hors subventions d'équipement versées) / Recettes réelles de Fonctionnement	21,10%
Encours de la dette 31/12 (BP) ou au 01/01 (CA) / Recettes réelles de Fonctionnement	60,60%
FISCALITE ET CAPACITE D' EPARGNE	
Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement	14,76%
Dépenses réelles de Fonctionnement augmentées du remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	89,75%

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 22192720500197

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 57

Budget primitif
voté par fonction

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 6
B - Modalités de vote 7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports 13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre 14
B1 - Présentation des AP votées 15
B2 - Présentation des AE votées 17
C - Récapitulation par groupes fonctionnels 19
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement 25
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 27
E1 - Balance générale - Dépenses 29
E2 - Balance générale - Recettes 31

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 33
A.900 - Services généraux 37
A.900-5 - Gestion des fonds européens 40
A.901 - Sécurité 41
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 42
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 45
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA) 48
A.904-4 - RSA 51
A.905 - Aménagement des territoires et habitat 52
A.906 - Action économique 55
A.907 - Environnement 57
A.908 - Transports 60
A.921 - Taxes non affectées 64
A.922 - Dotations et participations 65
A.923 - Dettes et autres opérations financières 66
A.925 - Opérations patrimoniales 67
A.926 - Transferts entre les sections 68
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 71
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 72
B.930 - Services généraux 76
B.930-5 - Gestion des fonds européens 79
B.931 - Sécurité 80

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 81
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 84
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI) 87
B.934-3 - APA 90
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI 91
B.935 - Aménagement des territoires et habitat 92
B.936 - Action économique 95
B.937 - Environnement 97
B.938 - Transports 100
B.940 - Impositions directes 104
B.941 - Autres impôts et taxes 105
B.942 - Dotations et participations 106
B.943 - Opérations financières 107
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus 108
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes 109
B.946 - Transferts entre les sections 110
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement 111
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation 112

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 113
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 117
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 120
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 121
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 122
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 126
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 129
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 132
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 133
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 136
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 138
A1.908 - Fonction 8 - Transports 141
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 145
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 148
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 154
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 155
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 156
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 160
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 166
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 172
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 173
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 174

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

A2.936 - Fonction 6 - Action économique 180
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 182
A2.938 - Fonction 8 - Transports 185

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 193
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 194
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 205
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 207
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 208
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 210
B3.1 - Etat des provisions constituées 212
B3.2 - Etalement des provisions 214
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 215
B6 - Prêts 216
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 217
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 218
B7.3 - Etat des emprunts garantis 219
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 280
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 281
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale 282
B7.8 - Autres engagements donnés 284
B7.9 - Autres engagements reçus 285
B8 - Subventions versées 286
B9 - Etat du personnel 297
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 304
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 308
B11.2 - Liste des établissements publics créés 309
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 310

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 311
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 312
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 313

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 315
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux 316
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DM1-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 317

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	247 459

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	546.32

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1143.20
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1402.80
3	Dépenses d'équipement brut / population	296.04
4	Encours de dette / population (2) (3)	850.05
5	DGF / population	219.09
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	26.81%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	89.75%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	21.10%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	60.60%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	14.76%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.5%
- Investissement : 7.5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	483 256 046,13	487 562 389,71	14 135 182,50	A1	18 441 526,08
Investissement	122 267 958,51	101 213 018,75	(3) -53 498 053,04	A2	-74 552 992,80
Fonctionnement	360 988 087,62	386 349 370,96	(4) 67 633 235,54	A3	92 994 518,88

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	10 000 000,00	B1	10 000 000,00
Investissement	I	0,00	III	10 000 000,00	B2	10 000 000,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	28 441 526,08
Investissement	**A2 + B2**	-64 552 992,80
Fonctionnement	**A3 + B3**	92 994 518,88

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
900	Services généraux		0,00
900-5	Gestion des fonds européens		0,00
901	Sécurité		0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)		0,00
904-4	RSA		0,00
905	Aménagement des territoires et habitat		0,00
906	Action économique		0,00
907	Environnement		0,00
908	Transports		0,00
921	Taxes non affectées		0,00
922	Dotations et participations		0,00
923	Dettes et autres opérations financières		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
930	Services généraux		0,00
930-5	Gestion des fonds européens		0,00
931	Sécurité		0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.		0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs		0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)		0,00
934-3	APA		0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI		0,00
935	Aménagement des territoires et habitat		0,00
936	Action économique		0,00
937	Environnement		0,00
938	Transports		0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	10 000 000,00
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	0,00
908	Transports	0,00
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	10 000 000,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	0,00
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	0,00
934-3	APA	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	145 916 259,20	210 469 252,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	10 000 000,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 74 552 992,80	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	220 469 252,00	220 469 252,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	380 691 182,00	352 249 655,92
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 28 441 526,08
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	380 691 182,00	380 691 182,00

TOTAL DU BUDGET (4)	601 160 434,00	601 160 434,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE — A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	133 503 259,20	12 413 000,00	145 916 259,20	105 373 203,00	105 096 049,00	210 469 252,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	282 895 133,00	97 796 049,00	380 691 182,00	347 136 655,92	5 113 000,00	352 249 655,92
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	416 398 392,20	110 209 049,00	526 607 441,20	452 509 858,92	110 209 049,00	562 718 907,92

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

PRESENTATION DES AP VOTEES | B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
P170E01	ACQUI DE MATERIEL ET LOGICIELS SOCIAL 2022 2027 D	904	3 000 000,00
P183E02	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 2021-2027 D	906	400 000,00
P022E01	AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021-25/ D	908	3 000 000,00
P159E39	ARCHIVES ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE 23-25 / D	903	40 000,00
P009E06	CONTRAT DE PROGRES / 2025-2027	907	2 000 000,00
P011E05	CONTRAT DE PROGRES / 2025-2027D	907	3 000 000,00
P057E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	907	0,00
P052E04	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	905	0,00
P054E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	903	0,00
P060E04	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	908	0,00
P053E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	906	0,00
P055E04	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	901	0,00
P056E03	CONTRAT DE SOLIDARITE COMMUNALE - 2023/2025 D	902	0,00
P062E02	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	903	0,00
P064E03	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	904	0,00
P065E02	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	908	0,00
P061E03	CONTRATS DE COHESION DES TERRITOIRES - 2023/2025	905	0,00
P190E01	CREATION PÔLE DE NEANDERTAL / D	903	0,00
P107E04	DEGATS DIVERS 2021-2025/D	908	1 000 000,00
P135E06	ELABORATION ET MISE EN UVRE DU PDGEC	907	600 000,00
P087E01	ETUDES GENERALES	908	800 000,00
P097E01	GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025 / D	908	20 000 000,00
P192E01	HYPERVISION - SOUTIEN AUX COLLECTIVITES 2023/2025 - D	901, 905	0,00
P073E04	INV. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	905, 907	0,00
P073E03	INV. INDIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	905, 907	0,00
P047E40	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES 2024	902	1 050 000,00
P016E20	MAINTIEN A DOMICILE / 2025 D	905	100 000,00
P042E11	MARCHE INVESTISSEMENT BD - DVD - JEUX VIDEO - 2025-2029	903	225 000,00
P116E02	MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020-2025	908	1 000 000,00
P159E06	MODER SITE DES MILLES SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2024 / D	903	0,00
P038E29	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES-MARBOT BAT D 2023-2025 / D	900	0,00
P121E02	OUVRAGES D'ARTS 2022-25/D	908	6 000 000,00
P107E06	PREPARATION DE CHAUSSEE 2021-2025/D	908	1 000 000,00
P047E34	PRODUCTION ENERGIE RENOUVELABLES COLLEGES 2023-2026 / D	900, 902	0,00
P047E41	PROGRAMME CUISINES 2024-2026 -COLLEGES D	902	0,00
P009E05	PROJETS STRUCTURANTS AEP COMMUNE SECURISATION ET INTERCONNEX	907	0,00
P011E04	PROJETS STRUCTURANTS AEP EPCI SECURISATION ET INTERCONNEXION	907	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	**Libellé**		
P094E06	RENOVATION - MODERNISATION CHAUFFAGE	900	0,00
P047E42	RENOVATION DE 3 COLLEGES- Treig- Rollinat-Hugo	902	417 800,00
P038E20	RENOVATION DES LOCAUX21-25 / D	900	10 000,00
P159E35	RENOVATION FACADES ET CHENEAUX MUSEE JC 2023-2025 / D	903	120 000,00
P038E12	RENOVATION VITRAGES LED TOUS SITES 2021 - 2025 / D	900	40 000,00
P139E03	RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D	908	16 900 000,00
P140E02	RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2022/D	908	10 000 000,00
P159E38	SOBRIETE ENERGIE ET OMBRIERES 2023-2024 / D	903	-50 000,00
P158E02	SOCIETE PROJET DEV. SITES PHOTOVOL - CAPITAL , APPELS FONDS	923	0,00
P172E02	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-INVESTISSEMENT / 2018-2025 D	905, 907	70 000,00
P047E31	TRX URGENTS INVESTISSEMENT 2023-2026 / D	902	200 000,00
TOTAL			**70 922 800,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00

TOTAL GENERAL	**70 922 800,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
P129E08	AIDE AUX ETUDIANTS MEDECINS ET EN MEDECINE 2025-2035/D	934	700 000,00
P040E13	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT TECH / 2022-2027 D	938	30 000,00
P038E05	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2022-2027D	930	20 000,00
P135E14	ELABORATION DU SAGE 2024/ 2027	937	0,00
P038E08	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2022-2027 D	930	15 000,00
P159E20	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT CULTURELS / 2022-2027 D	933	210 000,00
P039E13	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT SOCIAUX / 2022-2027 D	934	145 000,00
P013E04	ETUDES BILAN PDALHPD	934, 935	0,00
P143E25	EXPLOITATION ET GESTION RESTAURANT PERSONNEL / 2025-2029 D	930	250 000,00
P073E02	FONCT. DIRECT - ACTIONS CTE - 2018/2025 D	935, 937	0,00
P089E03	FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2022-2026 / D	930	-124 000,00
P089E04	FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2025-2029 / D	930	235 000,00
P088E06	FSE+ PROGRAMMATION 2022-2027 / D	930	0,00
P159E18	GARDIENNAGE BAT CULTURELS / 2022-2027D	933	45 000,00
P039E11	GARDIENNAGE SOCIAL / 2022-2027D	934	15 000,00
P038E02	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2022-2027 D	930	50 000,00
P159E21	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT CULTURELS / 2022-2027 D	933	5 000,00
P039E14	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT SOCIAUX / 2022-2027 D	934	6 000,00
P040E12	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT TECHNIQUES / 2022-2027 D	935, 938	75 000,00
P038E09	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2022-2027 D	930	15 000,00
P159E24	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BAT CULTURELS /2022-2027 D	933	350 000,00
P038E07	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATIMENTS DU DEPT/2020-2025 D	930	0,00
P040E09	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS TECHNIQUES / 2022-2027 D	938	100 000,00
P113E03	MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIALE PERSONNALISEES 2024-2028/D	934, 935	0,00
P038E10	NETTOYAGES DES LOCAUX / 2022-2027 D	930	200 000,00
P159E19	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT CULTURELS / 2022-2027 D	933	180 000,00
P039E12	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT SOCIAUX / 2022-2027	934	450 000,00
P040E11	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT TECHNIQUES / 2022-2027	938	-5 000,00
P189E03	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE - SUBVENTION FONCTIONEMENT	935	0,00
P208E01	PREFIGURATION SPDA/D	934	0,00
P143E26	PRESTATIONS ERGONOME ET PSYCHOLOGUE / 2025-2029 D	930	90 000,00
P146E08	REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2025-2029 D	932	1 030 000,00
P161E17	SAISON 2024-2025 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	**Libellé**		
P161E19	SAISON 2025-2026 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	0,00
P161E23	SAISON 2026-2027 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS	933	98 000,00
P172E01	SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES-FONCTIONNEMENT / 2019-2025D	935, 937	0,00
P161E18	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2025	933	0,00
P161E30	SOUTIEN MOUVEMENT SPORTIFS - SUBVENTION 2026	933	604 300,00
P017E11	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUBVENTIONS 2025	933	0,00
P017E12	SUBVENTIONS AUX ACTEURS CULTURELS SUVENTIONS 2026	933	1 404 000,00
P040E10	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D	938	-15 000,00
P159E17	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS CULTUREL 2022-2027 / D	933	10 000,00
TOTAL			**6 188 300,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00

TOTAL GENERAL	**6 188 300,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS — C

SECTION	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	**14 104 443,04**		**70 922 800,00**	**70 922 800,00**	**70 922 800,00**
Dont dépenses imprévues (950)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
AE VOTEES	**5 282 706,40**		**6 188 300,00**	**6 188 300,00**	**6 188 300,00**
Dont dépenses imprévues (952)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**187 033 802,00**	**0,00**	**220 469 252,00**	**220 469 252,00**	**220 469 252,00**
90 Opérations ventilées	81 031 649,00	0,00	98 672 865,00	98 672 865,00	98 672 865,00
- en AP/CP (2)	76 136 580,00	0,00	73 861 368,60	73 861 368,60	73 861 368,60
- hors AP/CP (2)	4 895 069,00	0,00	24 811 496,40	24 811 496,40	24 811 496,40
Dont opérations pour comptes de tiers	4 640 800,00	0,00	3 003 881,00	3 003 881,00	3 003 881,00
92 Opérations non ventilées	52 504 099,96	0,00	47 243 394,20	47 243 394,20	47 243 394,20
001 Solde exécution invest. reporté	53 498 053,04		74 552 992,80	74 552 992,80	74 552 992,80
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**187 033 802,00**	**10 000 000,00**	**210 469 252,00**	**210 469 252,00**	**220 469 252,00**
90 Opérations ventilées	13 121 979,00	0,00	9 249 052,00	9 249 052,00	9 249 052,00
- Recettes affectées	8 596 157,00	0,00	4 723 784,00	4 723 784,00	4 723 784,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	4 525 822,00	0,00	4 525 268,00	4 525 268,00	4 525 268,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	62 050 799,96	10 000 000,00	66 284 258,20	66 284 258,20	76 284 258,20
954 Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
951 Virement de la section de fonctionnement	*68 212 970,00*		*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04		64 552 992,80	64 552 992,80	64 552 992,80
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**450 584 776,00**	**0,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**
93 Services ventilés	318 453 919,00	0,00	273 113 735,00	273 113 735,00	273 113 735,00
- en AE/CP	14 518 750,00	0,00	15 133 093,80	15 124 233,80	15 124 233,80
- hors AE/CP	303 935 169,00	0,00	257 980 641,20	257 989 501,20	257 989 501,20
94 Services communs non ventilés	63 917 887,00	0,00	37 394 498,00	37 394 498,00	37 394 498,00
953 Virement à la section d'investissement	*68 212 970,00*		*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**450 584 776,00**	**0,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**
93 Services ventilés	107 550 362,00	0,00	62 716 471,92	62 716 471,92	62 716 471,92
94 Services communs non ventilés	275 401 178,46	0,00	289 533 184,00	289 533 184,00	289 533 184,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	67 633 235,54		28 441 526,08	28 441 526,08	28 441 526,08

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1) — C

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
AP VOTEES	**51 235,73**	**0,00**	**-1 000 000,00**	**1 666 564,27**	**335 000,00**	**3 000 000,00**
Dont dépenses imprévues (950)						
AE VOTEES	**751 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 030 000,00**	**2 906 300,00**	**1 316 000,00**
Dont dépenses imprévues (952)						
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**3 191 238,73**	**0,00**	**181 089,00**	**11 487 208,27**	**6 908 414,00**	**3 567 113,00**
90 Opérations ventilées	3 191 238,73	0,00	181 089,00	11 487 208,27	6 908 414,00	3 567 113,00
- en AP/CP (2)	2 416 399,79	0,00	181 089,00	11 113 048,20	6 251 388,61	2 880 041,00
- hors AP/CP (2)	774 838,94	0,00	0,00	374 160,07	657 025,39	687 072,00
Dont opérations pour comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 003 881,00	0,00
92 Opérations non ventilées						
001 Solde exécution invest. reporté						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**320 360,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**	**4 683 268,00**	**0,00**
90 Opérations ventilées	320 360,00	0,00	0,00	1 386 667,00	4 683 268,00	0,00
- Recettes affectées	320 360,00	0,00	0,00	1 386 667,00	158 000,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 268,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)						
954 Produit des cessions d'immobilisations						
951 Virement de la section de fonctionnement						

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SECTION	DONT Fonction 0 Services généraux (hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés						
001 Solde exécution invest. reporté						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**22 271 090,00**	**161 500,00**	**11 391 000,00**	**16 737 234,00**	**8 410 317,00**	**127 113 772,00**
93 Services ventilés	22 271 090,00	161 500,00	11 391 000,00	16 737 234,00	8 410 317,00	127 113 772,00
- en AE/CP	4 378 692,80	0,00	0,00	265 000,00	2 619 490,00	5 906 467,00
- hors AE/CP	17 892 397,20	161 500,00	11 391 000,00	16 472 234,00	5 790 827,00	121 207 305,00
94 Services communs non ventilés						
953 Virement à la section d'investissement						
002 Résultat de fonctionnement reporté						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**2 360 344,92**	**1 325 000,00**	**0,00**	**971 079,00**	**559 764,00**	**24 859 996,00**
93 Services ventilés	2 360 344,92	1 325 000,00	0,00	971 079,00	559 764,00	24 859 996,00
94 Services communs non ventilés						
002 Résultat de fonctionnement reporté						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2) — C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
AP VOTEES		**0,00**	**1 100 000,00**	**400 000,00**	**5 670 000,00**	**59 700 000,00**	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	**0,00**	**0,00**	**-5,34**	**0,00**	**0,00**	**185 005,34**	
Dont dépenses imprévues (952)							
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**8 000,00**	**11 587 028,00**	**1 399 732,00**	**24 087 996,00**	**36 255 046,00**	
90 Opérations ventilées		8 000,00	11 587 028,00	1 399 732,00	24 087 996,00	36 255 046,00	
- en AP/CP (2)		0,00	11 319 528,00	746 732,00	3 947 596,00	35 005 546,00	
- hors AP/CP (2)		8 000,00	267 500,00	653 000,00	20 140 400,00	1 249 500,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**0,00**	**1 527 000,00**	**0,00**	**151 757,00**	**1 180 000,00**	
90 Opérations ventilées		0,00	1 527 000,00	0,00	151 757,00	1 180 000,00	
- Recettes affectées		0,00	1 527 000,00	0,00	151 757,00	1 180 000,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**23 700 000,00**	**24 104 574,00**	**3 808 332,00**	**4 224 439,00**	**1 918 060,00**	**29 273 417,00**	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	23 700 000,00	24 104 574,00	3 808 332,00	4 224 439,00	1 918 060,00	29 273 417,00	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- en AE/CP	0,00	0,00	93 000,00	1 206 714,00	251 540,00	403 330,00	
- hors AE/CP	23 700 000,00	24 104 574,00	3 715 332,00	3 017 725,00	1 666 520,00	28 870 087,00	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**16 714 000,00**	**11 575 832,00**	**948 686,00**	**1 404 500,00**	**301 405,00**	**1 695 865,00**	
93 Services ventilés	16 714 000,00	11 575 832,00	948 686,00	1 404 500,00	301 405,00	1 695 865,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT — D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	**98 672 865,00**	**9 249 052,00**
900 Services généraux	3 191 238,73	320 360,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	181 089,00	0,00
902 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	11 487 208,27	1 386 667,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	6 908 414,00	4 683 268,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	3 567 113,00	0,00
904-4 RSA	8 000,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	11 587 028,00	1 527 000,00
906 Action économique	1 399 732,00	0,00
907 Environnement	24 087 996,00	151 757,00
908 Transports	36 255 046,00	1 180 000,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	**34 830 394,20**	**41 371 158,20**
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	7 500 000,00
923 Dettes et autres opérations financières	34 830 394,20	33 871 158,20
95 Chapitres de prévision sans réalisation		**200 000,00**
954 Produit des cessions d'immobilisations		200 000,00
TOTAL	I **133 503 259,20**	II **50 820 210,20**

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales		7 300 000,00		7 300 000,00
926 Transferts entre les sections (2)		*5 113 000,00*		*27 613 100,00*
951 Virement de la section de fonctionnement				*70 182 949,00*
TOTAL	III	**12 413 000,00**	IV	**105 096 049,00**

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :……	**92 683 049,00**

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V	74 552 992,80	VI	0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	64 552 992,80

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**220 469 252,00**	II + IV + VI + VII	**220 469 252,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT — D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	**273 113 735,00**	**62 716 471,92**
930 Services généraux	22 271 090,00	2 360 344,92
930-5 Gestion des fonds européens	161 500,00	1 325 000,00
931 Sécurité	11 391 000,00	0,00
932 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	16 737 234,00	971 079,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 410 317,00	559 764,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	127 113 772,00	24 859 996,00
934-3 APA	23 700 000,00	16 714 000,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	24 104 574,00	11 575 832,00
935 Aménagement des territoires et habitat	3 808 332,00	948 686,00
936 Action économique	4 224 439,00	1 404 500,00
937 Environnement	1 918 060,00	301 405,00
938 Transports	29 273 417,00	1 695 865,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	**9 781 398,00**	**284 420 184,00**
940 Impositions directes	1 500 000,00	126 636 740,00
941 Autres impôts et taxes	1 950 000,00	78 397 800,00
942 Dotations et participations	0,00	65 385 644,00
943 Opérations financières	5 013 050,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	318 348,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	1 000 000,00	14 000 000,00
TOTAL	I **282 895 133,00**	II **347 136 655,92**

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	*27 613 100,00*	*5 113 000,00*
947 Transferts à l'intérieur de la section	*0,00*	*0,00*
953 Virement à la section d'investissement	*70 182 949,00*	
TOTAL	III **97 796 049,00**	IV **5 113 000,00**

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :……	**92 683 049,00**

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V	0,00	VI	28 441 526,08

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**380 691 182,00**	II + IV + VI	**380 691 182,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — E1

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**0,00**	**220 469 252,00**	**220 469 252,00**	**220 469 252,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**119 425 248,96**	**0,00**	**133 503 259,20**	**133 503 259,20**	**133 503 259,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	34 119 999,96	0,00	31 660 000,20	31 660 000,20	31 660 000,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	3 785 491,92	0,00	5 014 289,31	5 014 289,31	5 014 289,31
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (4)	25 433 619,00	0,00	25 398 519,00	25 398 519,00	25 398 519,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	29 212 564,98	0,00	26 915 637,31	26 915 637,31	26 915 637,31
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	10 000,00	0,00	7 500,00	7 500,00	7 500,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018)	17 941 173,10	0,00	38 325 038,38	38 325 038,38	38 325 038,38
26	Participations et créances rattachées	3 622 000,00	0,00	2 333 034,00	2 333 034,00	2 333 034,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	651 600,00	0,00	837 360,00	837 360,00	837 360,00
018	RSA	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00	8 000,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	4 640 800,00	0,00	3 003 881,00	3 003 881,00	3 003 881,00
Sous total des opérations d'ordre		***14 110 500,00***		***12 413 000,00***	***12 413 000,00***	***12 413 000,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*5 010 500,00*		*5 113 000,00*	*5 113 000,00*	*5 113 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*		*7 300 000,00*	*7 300 000,00*	*7 300 000,00*
001	Solde exécution invest. reporté	53 498 053,04			74 552 992,80	74 552 992,80

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — E1

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**0,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**349 814 206,00**	**0,00**	**282 895 133,00**	**282 895 133,00**	**282 895 133,00**
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	26 426 207,40	0,00	27 412 807,73	27 421 667,73	27 421 667,73
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	74 351 757,64	0,00	75 835 673,00	75 835 673,00	75 835 673,00
014	Atténuations de produits	9 737 949,00	0,00	10 221 549,00	10 221 549,00	10 221 549,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	112 250 826,25	0,00	115 262 180,83	115 253 320,83	115 253 320,83
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	314 637,00	0,00	317 348,00	317 348,00	317 348,00
66	Charges financières	5 901 960,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00
67	Charges spécifiques (hors 016 et 017)	229 457,71	0,00	41 000,44	41 000,44	41 000,44
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	22 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
016	APA	31 600 000,00	0,00	23 700 000,00	23 700 000,00	23 700 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	0,00	24 104 574,00	24 104 574,00	24 104 574,00
Sous total des opérations d'ordre		***100 770 570,00***		***97 796 049,00***	***97 796 049,00***	***97 796 049,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*32 557 600,00*		*27 613 100,00*	*27 613 100,00*	*27 613 100,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
023	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*		*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — E2

	INVESTISSEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes d'investissement – Total		**187 033 802,00**	**10 000 000,00**	**210 469 252,00**	**210 469 252,00**	**220 469 252,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**33 665 178,96**	**10 000 000,00**	**40 820 210,20**	**40 820 210,20**	**50 820 210,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 400 000,00	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	6 946 157,00	0,00	4 099 993,72	4 099 993,72	4 099 993,72
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	14 499 999,96	10 000 000,00	23 000 000,20	23 000 000,20	33 000 000,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	223 000,00	223 000,00	223 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	1 650 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324 et 018) (3)	0,00	0,00	790,28	790,28	790,28
26	Participations et créances rattachées	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	421 200,00	0,00	871 158,00	871 158,00	871 158,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	4 525 822,00	0,00	4 525 268,00	4 525 268,00	4 525 268,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Sous total des opérations d'ordre		***109 870 570,00***		***105 096 049,00***	***105 096 049,00***	***105 096 049,00***
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*32 557 600,00*		*27 613 100,00*	*27 613 100,00*	*27 613 100,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*		*7 300 000,00*	*7 300 000,00*	*7 300 000,00*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*		*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04		64 552 992,80	64 552 992,80	64 552 992,80
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — E2

	FONCTIONNEMENT	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		**450 584 776,00**	**0,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**
Sous total des opérations réelles et mixtes		**377 941 040,46**	**0,00**	**347 136 655,92**	**347 136 655,92**	**347 136 655,92**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 081 123,00	0,00	4 720 564,00	4 720 564,00	4 720 564,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	96 899 981,00	0,00	107 836 740,00	107 836 740,00	107 836 740,00
731	Fiscalité locale	106 331 874,46	0,00	95 447 800,00	95 447 800,00	95 447 800,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	76 002 832,00	0,00	76 293 375,00	76 293 375,00	76 293 375,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	18 735 984,00	0,00	19 508 702,92	19 508 702,92	19 508 702,92
76	Produits financiers	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (sauf 016 et 017)	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		14 000 000,00	14 000 000,00	14 000 000,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	907 022,00	0,00	1 027 642,00	1 027 642,00	1 027 642,00
016	APA	18 290 000,00	0,00	16 714 000,00	16 714 000,00	16 714 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	0,00	11 575 832,00	11 575 832,00	11 575 832,00
Sous total des opérations d'ordre		***5 010 500,00***		***5 113 000,00***	***5 113 000,00***	***5 113 000,00***
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*5 010 500,00*		*5 113 000,00*	*5 113 000,00*	*5 113 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
002	Résultat de fonctionnement reporté	67 633 235,54		28 441 526,08	28 441 526,08	28 441 526,08

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**81 031 649,00**	**0,00**	**70 922 800,00**	**98 672 865,00**	**98 672 865,00**	**73 861 368,60**	**24 811 496,40**	**98 672 865,00**
900	Services généraux	4 910 278,00	0,00	51 235,73	3 191 238,73	3 191 238,73	2 416 399,79	774 838,94	3 191 238,73
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	157 656,00	0,00	-1 000 000,00	181 089,00	181 089,00	181 089,00	0,00	181 089,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	7 522 537,00	0,00	1 666 564,27	11 487 208,27	11 487 208,27	11 113 048,20	374 160,07	11 487 208,27
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 774 767,00	0,00	335 000,00	6 908 414,00	6 908 414,00	6 251 388,61	657 025,39	6 908 414,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	3 643 538,00	0,00	3 000 000,00	3 567 113,00	3 567 113,00	2 880 041,00	687 072,00	3 567 113,00
904-4	RSA	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
905	Aménagement des territoires et habitat	13 503 830,00	0,00	1 100 000,00	11 587 028,00	11 587 028,00	11 319 528,00	267 500,00	11 587 028,00
906	Action économique	1 114 539,00	0,00	400 000,00	1 399 732,00	1 399 732,00	746 732,00	653 000,00	1 399 732,00
907	Environnement	6 006 730,00	0,00	5 670 000,00	24 087 996,00	24 087 996,00	3 947 596,00	20 140 400,00	24 087 996,00
908	Transports	35 389 774,00	0,00	59 700 000,00	36 255 046,00	36 255 046,00	35 005 546,00	1 249 500,00	36 255 046,00
909	Fonction en réserve								
92	**Opérations non ventilées**	**52 504 099,96**	**0,00**		**47 243 394,20**	**47 243 394,20**		**44 565 360,20**	**47 243 394,20**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	38 393 599,96	0,00		34 830 394,20	34 830 394,20		32 152 360,20	34 830 394,20
925	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*			*7 300 000,00*	*7 300 000,00*		*7 300 000,00*	*7 300 000,00*
926	*Transferts entre les sections*	*5 010 500,00*			*5 113 000,00*	*5 113 000,00*		*5 113 000,00*	*5 113 000,00*
95	***Chapitre de prévision sans réalisation***			**0,00**					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		**133 535 748,96**	**0,00**	**70 922 800,00**	**145 916 259,20**	**145 916 259,20**	**76 539 402,60**	**69 376 856,60**	**145 916 259,20**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	**74 552 992,80**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
								TOTAL	220 469 252,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	**Opérations ventilées**	**13 121 979,00**	**0,00**	**9 249 052,00**	**9 249 052,00**	**9 249 052,00**
900	Services généraux	150 000,00	0,00	320 360,00	320 360,00	320 360,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 329 667,00	0,00	1 386 667,00	1 386 667,00	1 386 667,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 750 312,00	0,00	4 683 268,00	4 683 268,00	4 683 268,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	52 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	4 524 000,00	0,00	1 527 000,00	1 527 000,00	1 527 000,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	66 000,00	0,00	151 757,00	151 757,00	151 757,00
908	Transports	2 250 000,00	0,00	1 180 000,00	1 180 000,00	1 180 000,00
909	Fonction en réserve					
92	**Opérations non ventilées**	**62 050 799,96**	**10 000 000,00**	**66 284 258,20**	**66 284 258,20**	**76 284 258,20**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	5 400 000,00	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	14 993 199,96	10 000 000,00	23 871 158,20	23 871 158,20	33 871 158,20
925	*Opérations patrimoniales*	*9 100 000,00*		*7 300 000,00*	*7 300 000,00*	*7 300 000,00*
926	*Transferts entre les sections (3)*	*32 557 600,00*		*27 613 100,00*	*27 613 100,00*	*27 613 100,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**68 362 970,00**	**0,00**	**70 382 949,00**	**70 382 949,00**	**70 382 949,00**
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*		*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*
954	Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
TOTAL des groupes fonctionnels		**143 535 748,96**	**10 000 000,00**	**145 916 259,20**	**145 916 259,20**	**155 916 259,20**

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (4)	**0,00**

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)	**64 552 992,80**

TOTAL	**220 469 252,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux | **AP (1) =** **51 235,73**

Libellé	90-02 Administration générale				
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
Total (RAR N-1 + Vote)	**2 944 238,73**	**0,00**	**0,00**	**247 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**2 944 238,73**	**0,00**	**0,00**	**247 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**2 944 238,73**	**0,00**	**0,00**	**247 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	2 246 399,79		0,00	170 000,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	697 838,94	0,00	0,00	77 000,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00
Total (RAR N-1 + Vote)	**320 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**320 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**320 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	320 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 900

Détail par articles

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé		90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-045 Actions internationales	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 191 238,73**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 191 238,73**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 191 238,73**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**2 416 399,79**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**774 838,94**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**320 360,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**320 360,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**320 360,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320 360,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens | **AP (1) =** **0,00**

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité | **AP (1) = -1 000 000,00**

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	181 089,00	0,00	0,00	**181 089,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — **AP (1) = 1 666 564,27**

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
	90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 163 054,00**	**10 244 714,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 163 054,00**	**10 244 714,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 163 054,00**	**10 244 714,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	1 163 054,00	9 870 554,92	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	374 160,07	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 386 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-25 Formation professionnelle												
	90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
						90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES D'EQUIPEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
estes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS													
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 902

Détail par articles

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**79 439,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 487 208,27**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**79 439,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 487 208,27**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**79 439,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 487 208,27**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	79 439,28	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**11 113 048,20**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**374 160,07**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 386 667,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AP (1) =** **335 000,00**

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**132 260,00**	**684 838,32**	**525 132,00**	**3 401 878,47**	**152 106,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**132 260,00**	**684 838,32**	**525 132,00**	**3 401 878,47**	**152 106,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**132 260,00**	**684 838,32**	**525 132,00**	**3 401 878,47**	**152 106,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	132 260,00	601 338,32	337 197,00	3 187 395,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	83 500,00	187 935,00	214 483,47	137 106,92	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 003 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 268,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 268,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 268,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)								
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives	90-327 Soutien aux sportifs		
							90-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	90-3272 Soutien aux clubs amateurs	90-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**543 279,17**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**543 279,17**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**543 279,17**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	523 279,17	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	158 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 903

Détail par articles

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**13 327,12**	**1 441 592,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 908 414,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**13 327,12**	**1 441 592,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 908 414,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**13 327,12**	**1 441 592,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 908 414,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	13 327,12	1 441 592,00	0,00	0,00	0,00	**6 251 388,61**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**657 025,39**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 003 881,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 268,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 268,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 268,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 268,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) | **AP (1) =** | **3 000 000,00**

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**554 448,60**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**554 448,60**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**554 448,60**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	403 768,60	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	6 000,00	0,00	0,00	150 680,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale							
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 902 032,40**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 088 632,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 902 032,40**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 088 632,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 902 032,40**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 088 632,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	1 387 640,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 088 632,00
- Hors AP-CP (3)	514 392,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 904

Détail par articles

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 567 113,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 567 113,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 567 113,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**2 880 041,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	**687 072,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA | **AP (1) = 0,00**

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**8 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat | **AP (1) =** **1 100 000,00**

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 576 949,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 576 949,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 576 949,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	1 566 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**7 299 079,00**	**0,00**	**951 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**7 299 079,00**	**0,00**	**951 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**7 299 079,00**	**0,00**	**951 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	7 106 579,00	0,00	951 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	192 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	1 527 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 905

Détail par articles

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**1 049 000,00**	**646 000,00**	**11 587 028,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**1 049 000,00**	**646 000,00**	**11 587 028,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**1 049 000,00**	**646 000,00**	**11 587 028,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	**0,00**	**0,00**	**1 049 000,00**	**646 000,00**	**11 319 528,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	**65 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**267 500,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 527 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 906

CHAPITRE 906 – Action économique | **AP (1) = 400 000,00**

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles				
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Marchés alimentaires	90-6318 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**18 499,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 000,00**	**663 979,00**	**332 254,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**18 499,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 000,00**	**663 979,00**	**332 254,00**
Vote de l'assemblée (2)	**18 499,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 000,00**	**663 979,00**	**332 254,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	18 499,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00	263 979,00	199 254,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00	400 000,00	133 000,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 906

Détail par articles

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 399 732,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 399 732,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 399 732,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**746 732,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**653 000,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

A 907

CHAPITRE 907 – Environnement | **AP (1) = 5 670 000,00**

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
				90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**18 541,00**	**1 888 569,00**	**669 661,00**	**98 165,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**18 541,00**	**1 888 569,00**	**669 661,00**	**98 165,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**18 541,00**	**1 888 569,00**	**669 661,00**	**98 165,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	8 541,00	1 888 569,00	669 661,00	98 165,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 907

Détail par articles

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**20 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 035,00**	**0,00**	**1 404 025,00**	**24 087 996,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**20 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 035,00**	**0,00**	**1 404 025,00**	**24 087 996,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**20 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 035,00**	**0,00**	**1 404 025,00**	**24 087 996,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 035,00	0,00	1 273 625,00	**3 947 596,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 400,00	**20 140 400,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 757,00**	**151 757,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 757,00**	**151 757,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 757,00**	**151 757,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 757,00	151 757,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

A 908

CHAPITRE 908 – Transports | **AP (1) = 59 700 000,00**

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**105 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**105 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**105 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	105 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé		90-84 Voirie								
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-848 Parkings	90-849 Sécurité routière
	DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)		**0,00**	**0,00**	**32 779 500,00**	**0,00**	**3 354 123,00**	**0,00**	**15 523,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles		**0,00**	**0,00**	**32 779 500,00**	**0,00**	**3 354 123,00**	**0,00**	**15 523,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)		**0,00**	**0,00**	**32 779 500,00**	**0,00**	**3 354 123,00**	**0,00**	**15 523,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)		0,00	0,00	31 530 000,00	**0,00**	**3 354 123,00**	**0,00**	**15 523,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AP-CP (3)		0,00	0,00	1 249 500,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dont op. pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)		**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles		**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)		**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes affectées		0,00	0,00	1 180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES — A 908

Détail par articles

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 255 046,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 255 046,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 255 046,00**
- Dans le cadre d'une AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 005 546,00**
- Hors AP-CP (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 249 500,00**
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 180 000,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(3) Y compris les opérations pour compte de tiers.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**48 898 053,04**	**0,00**	**72 052 992,80**	**72 052 992,80**	**72 052 992,80**
10222	FCTVA	5 400 000,00	0,00	7 500 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	43 498 053,04	0,00	64 552 992,80	64 552 992,80	64 552 992,80

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Reversement de dotations (trop perçu).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES — A 923

Détail par articles

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**38 393 599,96**	**0,00**	**34 830 394,20**	**34 830 394,20**	**34 830 394,20**
1641	Emprunts en euros	27 302 189,10	0,00	27 360 270,27	27 360 270,27	27 360 270,27
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	2 317 810,90	0,00	1 299 729,73	1 299 729,73	1 299 729,73
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	4 499 999,96	0,00	3 000 000,20	3 000 000,20	3 000 000,20
261	Titres de participation	3 622 000,00	0,00	2 333 034,00	2 333 034,00	2 333 034,00
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	312 360,00	312 360,00	312 360,00
2748	Autres prêts	630 000,00	0,00	425 000,00	425 000,00	425 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	21 600,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
	RECETTES	**14 993 199,96**	**10 000 000,00**	**23 871 158,20**	**23 871 158,20**	**33 871 158,20**
1641	Emprunts en euros	10 000 000,00	10 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	30 000 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	4 499 999,96	0,00	3 000 000,20	3 000 000,20	3 000 000,20
261	Titres de participation	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2741	Prêts aux collectivités et groupements	421 200,00	0,00	421 158,00	421 158,00	421 158,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	***9 100 000,00***	***7 300 000,00***	***7 300 000,00***
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*4 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*3 000 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2151	*Réseaux de voirie*	*1 200 000,00*	*450 000,00*	*450 000,00*
2313	*Constructions*	*250 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*0,00*	*1 100 000,00*	*1 100 000,00*
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*150 000,00*	*350 000,00*	*350 000,00*
	RECETTES (3)	***9 100 000,00***	***7 300 000,00***	***7 300 000,00***
16441	*Opérations afférentes à l'emprunt*	*3 000 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*4 500 000,00*	*2 500 000,00*	*2 500 000,00*
2031	*Frais d'études*	*400 000,00*	*300 000,00*	*300 000,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 200 000,00*	*2 000 000,00*	*2 000 000,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	**5 010 500,00**	**5 113 000,00**	**5 113 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**4 000 000,00**	**2 600 000,00**	**2 600 000,00**
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	197 163,09	265 873,77	265 873,77
13912	*Subv. transf. Régions*	20 266,00	27 518,17	27 518,17
13913	*Subv. transf. Départements*	0,00	658,00	658,00
139148	*Subv. transf. Autres communes*	2 789,00	2 789,00	2 789,00
139172	*Subv. transf. FEDER*	48 355,09	40 242,00	40 242,00
139178	*Autres fonds européens*	2 410,00	2 410,00	2 410,00
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	1 818 291,91	554 080,66	554 080,66
139311	*DGE*	117 064,51	0,00	0,00
1393121	*Dotation départementale équip. collèges*	1 329 667,00	1 329 667,00	1 329 667,00
139313	*Dot. soutien à l'invest des départements*	463 993,40	376 761,40	376 761,40
	Charges transférées	**1 010 500,00**	**2 513 000,00**	**2 513 000,00**
21351	*Bâtiments publics*	0,00	200 000,00	200 000,00
2151	*Réseaux de voirie*	1 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
21735	*Installations générales (mise à dispo)*	0,00	300 000,00	300 000,00
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	10 500,00	13 000,00	13 000,00
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	**32 557 600,00**	**27 613 100,00**	**27 613 100,00**
	Amortissement des immobilisations	**31 700 000,00**	**27 600 000,00**	**27 600 000,00**
28031	*Frais d'études*	255 541,72	281 897,70	281 897,70
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	8 333,00	8 333,00	8 333,00
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	70 654,00	78 300,00	78 300,00
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	439 288,80	421 481,05	421 481,05
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	8 460 556,55	7 883 131,01	7 883 131,01
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	0,00	2 536,00	2 536,00
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	117 800,00	136 698,00	136 698,00
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	2 446 901,55	1 432 769,02	1 432 769,02
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	34 126,60	28 985,00	28 985,00
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	1 844 690,46	1 635 720,30	1 635 720,30
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	92 768,52	119 107,60	119 107,60

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	1 380 066,32	1 254 959,66	1 254 959,66
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	47 861,00	37 988,88	37 988,88
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	420 636,50	392 639,45	392 639,45
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	171 408,48	195 121,95	195 121,95
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	1 714 393,40	1 776 647,00	1 776 647,00
280423	*Privé : Projet infrastructure*	1 875,00	1 875,00	1 875,00
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	92 407,80	93 416,40	93 416,40
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	409,00	409,55	409,55
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	912 337,40	1 233 122,03	1 233 122,03
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	18 140,00	23 866,00	23 866,00
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	5 837,00	7 991,00	7 991,00
28128	*Autres aménagements de terrains*	1 080,00	1 080,00	1 080,00
281311	*Bâtiments administratifs*	781 801,00	781 801,00	781 801,00
281312	*Bâtiments scolaires*	692 438,00	698 387,00	698 387,00
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	192 282,00	207 518,00	207 518,00
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	1 049 037,00	1 076 449,00	1 076 449,00
281318	*Autres bâtiments publics*	286 154,39	285 013,86	285 013,86
281321	*Immeubles de rapport*	332,00	332,00	332,00
281351	*Bâtiments publics*	551 585,40	607 891,86	607 891,86
281352	*Bâtiments privés*	28 616,00	51 788,00	51 788,00
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	28 028,00	28 029,00	28 029,00
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	0,00	9 706,00	9 706,00
28152	*Installations de voirie*	509 297,61	433 156,67	433 156,67
281533	*Réseaux câblés*	0,00	855,00	855,00
281538	*Autres réseaux*	66 158,00	66 167,14	66 167,14
281572	*Matériel technique scolaire*	72 291,00	125 720,00	125 720,00
2815731	*Matériel roulant*	261 294,93	262 733,11	262 733,11
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	267 384,29	280 395,45	280 395,45
281578	*Autre matériel technique*	119 685,65	97 350,33	97 350,33
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	53 866,00	53 866,00	53 866,00
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	327 312,00	448 992,00	448 992,00
2817313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad*	1 989,00	1 989,00	1 989,00
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	50 191,00	50 191,00	50 191,00
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	5 352,00	5 352,00	5 352,00
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	454 583,62	488 844,69	488 844,69
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	283,00	283,00	283,00
28181	*Installations générales, aménagt divers*	15 549,84	27 622,00	27 622,00
281828	*Autres matériels de transport*	1 028 627,00	1 181 329,60	1 181 329,60

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
281831	*Matériel informatique scolaire*	234 416,50	231 683,76	231 683,76
281838	*Autre matériel informatique*	669 564,95	614 038,47	614 038,47
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	40 439,42	50 182,10	50 182,10
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	74 508,65	88 378,58	88 378,58
28185	*Matériel de téléphonie*	47 401,35	43 158,88	43 158,88
28188	*Autres immo. corporelles*	5 194 539,30	2 194 841,90	2 194 841,90
28281	*Install. générales, agencements (affect)*	57 878,00	57 878,00	57 878,00
	Autres	**857 600,00**	**13 100,00**	**13 100,00**
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	0,00	0,00	0,00
21318	*Autres bâtiments publics*	0,00	0,00	0,00
21828	*Autres matériels de transport*	0,00	0,00	0,00
311	*Mat. Premières, fournitures hors terrain*	10 430,00	13 100,00	13 100,00
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	847 170,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				**0,00**
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	**68 362 970,00**	**70 382 949,00**	**70 382 949,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement*	*68 212 970,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	
954	Produit des cessions d'immobilisations	150 000,00	200 000,00	200 000,00	

(1) Le contenu de la colonne « Pour mémoire budget précédent » est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**318 453 919,00**	**0,00**	**6 188 300,00**	**273 113 735,00**	**273 113 735,00**	**15 124 233,80**	**257 989 501,20**	**273 113 735,00**
930	Services généraux	21 822 577,00	0,00	751 000,00	22 271 090,00	22 271 090,00	4 378 692,80	17 892 397,20	22 271 090,00
930-5	Gestion des fonds européens	204 000,00	0,00	0,00	161 500,00	161 500,00	0,00	161 500,00	161 500,00
931	Sécurité	10 701 000,00	0,00	0,00	11 391 000,00	11 391 000,00	0,00	11 391 000,00	11 391 000,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	16 854 120,00	0,00	1 030 000,00	16 737 234,00	16 737 234,00	265 000,00	16 472 234,00	16 737 234,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	8 185 214,00	0,00	2 906 300,00	8 410 317,00	8 410 317,00	2 619 490,00	5 790 827,00	8 410 317,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	123 823 450,00	0,00	1 316 000,00	127 113 772,00	127 113 772,00	5 906 467,00	121 207 305,00	127 113 772,00
934-3	APA	31 600 000,00	0,00	0,00	23 700 000,00	23 700 000,00	0,00	23 700 000,00	23 700 000,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	67 001 411,00	0,00	0,00	24 104 574,00	24 104 574,00	0,00	24 104 574,00	24 104 574,00
935	Aménagement des territoires et habitat	3 570 645,21	0,00	-5,34	3 808 332,00	3 808 332,00	93 000,00	3 715 332,00	3 808 332,00
936	Action économique	4 416 535,00	0,00	0,00	4 224 439,00	4 224 439,00	1 206 714,00	3 017 725,00	4 224 439,00
937	Environnement	2 043 580,00	0,00	0,00	1 918 060,00	1 918 060,00	251 540,00	1 666 520,00	1 918 060,00
938	Transports	28 231 386,79	0,00	185 005,34	29 273 417,00	29 273 417,00	403 330,00	28 870 087,00	29 273 417,00
939	Fonction en réserve								
94	**Services communs non ventilés**	**63 917 887,00**	**0,00**		**37 394 498,00**	**37 394 498,00**		**37 394 498,00**	**37 394 498,00**
940	Impositions directes	746 400,00	0,00		1 500 000,00	1 500 000,00		1 500 000,00	1 500 000,00
941	Autres impôts et taxes	2 393 040,00	0,00		1 950 000,00	1 950 000,00		1 950 000,00	1 950 000,00
942	Dotations et participations	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	5 905 210,00	0,00		5 013 050,00	5 013 050,00		5 013 050,00	5 013 050,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	315 637,00	0,00		318 348,00	318 348,00		318 348,00	318 348,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	22 000 000,00			1 000 000,00	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00
946	*Transferts entre les sections (4)*	*32 557 600,00*			*27 613 100,00*	*27 613 100,00*		*27 613 100,00*	*27 613 100,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**68 212 970,00**		**0,00**	**70 182 949,00**	**70 182 949,00**		**70 182 949,00**	**70 182 949,00**
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*			*70 182 949,00*	*70 182 949,00*		*70 182 949,00*	*70 182 949,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**450 584 776,00**	**0,00**	**6 188 300,00**	**380 691 182,00**	**380 691 182,00**	**15 124 233,80**	**365 566 948,20**	**380 691 182,00**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)	0,00

TOTAL	**380 691 182,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(4) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellés	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (2) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	**Services ventilés**	**107 550 362,00**	**0,00**	**62 716 471,92**	**62 716 471,92**	**62 716 471,92**
930	Services généraux	1 934 900,00	0,00	2 360 344,92	2 360 344,92	2 360 344,92
930-5	Gestion des fonds européens	1 318 000,00	0,00	1 325 000,00	1 325 000,00	1 325 000,00
931	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	837 650,00	0,00	971 079,00	971 079,00	971 079,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	463 248,00	0,00	559 764,00	559 764,00	559 764,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	24 743 491,00	0,00	24 859 996,00	24 859 996,00	24 859 996,00
934-3	APA	18 290 000,00	0,00	16 714 000,00	16 714 000,00	16 714 000,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	55 655 224,00	0,00	11 575 832,00	11 575 832,00	11 575 832,00
935	Aménagement des territoires et habitat	1 160 500,00	0,00	948 686,00	948 686,00	948 686,00
936	Action économique	1 370 800,00	0,00	1 404 500,00	1 404 500,00	1 404 500,00
937	Environnement	313 517,00	0,00	301 405,00	301 405,00	301 405,00
938	Transports	1 463 032,00	0,00	1 695 865,00	1 695 865,00	1 695 865,00
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**275 401 178,46**	**0,00**	**289 533 184,00**	**289 533 184,00**	**289 533 184,00**
940	Impositions directes	126 442 850,46	0,00	126 636 740,00	126 636 740,00	126 636 740,00
941	Autres impôts et taxes	78 539 005,00	0,00	78 397 800,00	78 397 800,00	78 397 800,00
942	Dotations et participations	65 383 823,00	0,00	65 385 644,00	65 385 644,00	65 385 644,00
943	Opérations financières	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (3)	0,00		14 000 000,00	14 000 000,00	14 000 000,00
946	*Transferts entre les sections (3)*	*5 010 500,00*		*5 113 000,00*	*5 113 000,00*	*5 113 000,00*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL des groupes fonctionnels		**382 951 540,46**	**0,00**	**352 249 655,92**	**352 249 655,92**	**352 249 655,92**

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (4)	**28 441 526,08**
TOTAL	**380 691 182,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(2) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération hors RAR.

(3) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(4) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux | **AE (1) =** **751 000,00**

Libellé	93-02 Administration générale				
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
Total (RAR N-1 + Vote)	**18 826 990,00**	**283 100,00**	**0,00**	**1 065 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**18 818 130,00**	**283 100,00**	**0,00**	**1 065 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**18 826 990,00**	**283 100,00**	**0,00**	**1 065 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	3 685 692,80		0,00	3 000,00	0,00
- Hors AE-CP	15 141 297,20	283 100,00	0,00	1 062 000,00	0,00
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 315 404,92**	**44 000,00**	**0,00**	**1 000 940,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 315 404,92**	**44 000,00**	**0,00**	**1 000 940,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 315 404,92**	**44 000,00**	**0,00**	**1 000 940,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 406 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 406 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 406 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	1 406 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 930

Détail par articles

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé		93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-045 Actions internationales	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**690 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 271 090,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**698 860,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 271 090,00**
Vote de l'assemblée (2)	**690 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 271 090,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	690 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**4 378 692,80**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**17 892 397,20**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 360 344,92**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 360 344,92**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 360 344,92**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
			93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**161 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 500,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**161 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 500,00**
Vote de l'assemblée (2)	**161 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 500,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	161 500,00	0,00	0,00	**0,00**	**161 500,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 325 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 325 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 325 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 325 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 325 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 325 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**11 350 000,00**	**0,00**	**41 000,00**	**11 391 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**11 350 000,00**	**0,00**	**41 000,00**	**11 391 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**11 350 000,00**	**0,00**	**41 000,00**	**11 391 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	11 350 000,00	0,00	41 000,00	**11 391 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | **AE (1) =** **1 030 000,00**

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
	93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**11 226 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 065 734,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**11 226 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 065 734,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**11 226 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 065 734,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	65 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	11 161 500,00	0,00	0,00	0,00	4 865 734,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**108 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**851 989,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**108 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**851 989,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**108 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**851 989,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-25 Formation professionnelle												
	93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
						93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT													
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 932

Détail par articles

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**7 000,00**	**0,00**	**288 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 737 234,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**7 000,00**	**0,00**	**288 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 737 234,00**
Vote de l'assemblée (2)	**7 000,00**	**0,00**	**288 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 737 234,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**265 000,00**
- Hors AE-CP	7 000,00	0,00	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**16 472 234,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**10 185,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**971 079,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**10 185,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**971 079,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**10 185,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**971 079,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | **AE (1) = 2 906 300,00**

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**2 931 000,00**	**2 211 010,83**	**86 360,00**	**152 464,00**	**946 095,00**	**136 427,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**2 931 000,00**	**2 211 010,83**	**86 360,00**	**152 464,00**	**946 095,00**	**136 427,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**2 931 000,00**	**2 211 010,83**	**86 360,00**	**152 464,00**	**946 095,00**	**136 427,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	1 468 510,83	0,00	20 800,00	384 313,00	20 377,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	2 931 000,00	742 500,00	86 360,00	131 664,00	561 782,00	116 050,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**66 712,00**	**0,00**	**38 218,00**	**130 600,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**66 712,00**	**0,00**	**38 218,00**	**130 600,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**66 712,00**	**0,00**	**38 218,00**	**130 600,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)								
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives	93-327 Soutien aux sportifs		
							93-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	93-3272 Soutien aux clubs amateurs	93-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 321,17**	**79 449,00**	**487 274,00**	**133 000,00**	**615 800,00**	**284 026,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 321,17**	**79 449,00**	**487 274,00**	**133 000,00**	**615 800,00**	**284 026,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 321,17**	**79 449,00**	**487 274,00**	**133 000,00**	**615 800,00**	**284 026,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	23 189,17	0,00	0,00	98 000,00	604 300,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	132,00	79 449,00	487 274,00	35 000,00	11 500,00	
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 500,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 500,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 500,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 933

Détail par articles

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**260 000,00**	**64 090,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 410 317,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**260 000,00**	**64 090,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 410 317,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**260 000,00**	**64 090,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 410 317,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**2 619 490,00**
- Hors AE-CP	0,00	260 000,00	64 090,00	0,00	0,00	0,00	**5 790 827,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**150 000,00**	**1 734,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559 764,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**150 000,00**	**1 734,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559 764,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**150 000,00**	**1 734,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559 764,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) | **AE (1) =** **1 316 000,00**

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 953 250,00**	**573 716,80**	**305 700,00**	**0,00**	**408 650,00**	**385 850,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 953 250,00**	**573 716,80**	**305 700,00**	**0,00**	**408 650,00**	**385 850,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 953 250,00**	**573 716,80**	**305 700,00**	**0,00**	**408 650,00**	**385 850,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	73 500,00	0,00	0,00	0,00	383 200,00
- Hors AE-CP	1 953 250,00	500 216,80	305 700,00	0,00	408 650,00	2 650,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**131 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**131 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**131 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934

Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale							
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**29 941 988,24**	**39 000,00**	**1 385 383,25**	**401 650,00**	**16 457 759,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**29 940 349,24**	**39 000,00**	**1 387 022,25**	**401 650,00**	**16 457 759,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**29 941 988,24**	**39 000,00**	**1 385 383,25**	**401 650,00**	**16 457 759,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	274 679,87	0,00	179 420,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	29 667 308,37	39 000,00	1 205 963,12	401 650,00	16 457 759,71	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**832 281,00**	**0,00**	**21 451,00**	**600 000,00**	**15 741,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**832 281,00**	**0,00**	**21 451,00**	**600 000,00**	**15 741,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**832 281,00**	**0,00**	**21 451,00**	**600 000,00**	**15 741,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 934

Détail par articles

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**138 721,00**	**878 949,00**	**15 847 862,00**	**70 000,00**	**56 492 975,00**	**1 832 317,00**	**127 113 772,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**138 721,00**	**878 949,00**	**15 847 862,00**	**70 000,00**	**56 492 975,00**	**1 832 317,00**	**127 113 772,00**
Vote de l'assemblée (2)	**138 721,00**	**878 949,00**	**15 847 862,00**	**70 000,00**	**56 492 975,00**	**1 832 317,00**	**127 113 772,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	85 100,00	0,00	4 426 200,00	484 367,00	**5 906 467,00**
- Hors AE-CP	138 721,00	878 949,00	15 762 762,00	70 000,00	52 066 775,00	1 347 950,00	**121 207 305,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**90 400,00**	**7 307 000,00**	**3 049 320,00**	**0,00**	**12 509 865,00**	**302 938,00**	**24 859 996,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**90 400,00**	**7 307 000,00**	**3 049 320,00**	**0,00**	**12 509 865,00**	**302 938,00**	**24 859 996,00**
Vote de l'assemblée (2)	**90 400,00**	**7 307 000,00**	**3 049 320,00**	**0,00**	**12 509 865,00**	**302 938,00**	**24 859 996,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

B 934-3

Détail par articles

CHAPITRE 934-3 – APA | **AE (1) =** **0,00**

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**10 500,00**	**14 690 000,00**	**450 000,00**	**8 549 500,00**	**23 700 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**10 500,00**	**14 690 000,00**	**450 000,00**	**8 549 500,00**	**23 700 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**10 500,00**	**14 690 000,00**	**450 000,00**	**8 549 500,00**	**23 700 000,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	10 500,00	14 690 000,00	450 000,00	8 549 500,00	**23 700 000,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Total (RAR N-1 + Vote)	**16 244 000,00**	**435 000,00**	**20 500,00**	**14 500,00**	**16 714 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**16 244 000,00**	**435 000,00**	**20 500,00**	**14 500,00**	**16 714 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**16 244 000,00**	**435 000,00**	**20 500,00**	**14 500,00**	**16 714 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**102 186,00**	**19 100,00**	**185 000,00**	**808 638,00**	**0,00**	**939 500,00**	**22 010 000,00**	**40 150,00**	**24 104 574,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**102 186,00**	**19 100,00**	**185 000,00**	**808 638,00**	**0,00**	**939 500,00**	**22 010 000,00**	**40 150,00**	**24 104 574,00**
Vote de l'assemblée (2)	**102 186,00**	**19 100,00**	**185 000,00**	**808 638,00**	**0,00**	**939 500,00**	**22 010 000,00**	**40 150,00**	**24 104 574,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**
- Hors AE-CP	102 186,00	19 100,00	185 000,00	808 638,00	0,00	939 500,00	22 010 000,00	40 150,00	**24 104 574,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655 608,00**	**0,00**	**0,00**	**10 920 224,00**	**0,00**	**11 575 832,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655 608,00**	**0,00**	**0,00**	**10 920 224,00**	**0,00**	**11 575 832,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655 608,00**	**0,00**	**0,00**	**10 920 224,00**	**0,00**	**11 575 832,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat | **AE (1) =** **-5,34**

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 727 352,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 727 352,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 727 352,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	1 727 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**98 704,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**98 704,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**98 704,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**1 224 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**1 224 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**1 224 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	93 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	1 131 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**692 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**692 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**692 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**616 300,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**3 808 332,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**616 300,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**3 808 332,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**616 300,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**3 808 332,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**93 000,00**
- Hors AE-CP	0,00	**616 300,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**3 715 332,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**157 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**948 686,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**157 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**948 686,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**157 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**948 686,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 936

CHAPITRE 936 – Action économique | **AE (1) = 0,00**

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles				
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Marchés alimentaires	93-6318 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 445 435,00**	**0,00**	**0,00**	**931 504,00**	**1 610 200,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 445 435,00**	**0,00**	**0,00**	**931 504,00**	**1 610 200,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 445 435,00**	**0,00**	**0,00**	**931 504,00**	**1 610 200,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 504,00	1 175 210,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	1 445 435,00	0,00	0,00	900 000,00	434 990,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**1 400 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**1 400 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
Vote de l'assemblée (2)	**1 400 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**237 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 224 439,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**237 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 224 439,00**
Vote de l'assemblée (2)	**237 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 224 439,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**1 206 714,00**
- Hors AE-CP	237 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**3 017 725,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 404 500,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 404 500,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 404 500,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement | **AE (1) =** **0,00**

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
			93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
				93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**813 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**813 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**813 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	813 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Total (RAR N-1 + Vote)	**52 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**52 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**52 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES
Détail par articles

III

B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**10 620,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**10 620,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**10 620,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	10 620,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 937

Détail par articles

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 500,00**	**0,00**	**1 072 740,00**	**1 918 060,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 500,00**	**0,00**	**1 072 740,00**	**1 918 060,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 500,00**	**0,00**	**1 072 740,00**	**1 918 060,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	251 540,00	**251 540,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 500,00	0,00	821 200,00	**1 666 520,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 655,00**	**301 405,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 655,00**	**301 405,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 655,00**	**301 405,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES

Détail par articles

III

B 938

CHAPITRE 938 – Transports | **AE (1) =** **185 005,34**

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**15 971 592,32**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**15 971 592,32**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**15 971 592,32**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	238 092,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	15 733 500,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**6 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**6 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**6 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé		93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-848 Parkings	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**6 869 725,68**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**6 869 725,68**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**6 869 725,68**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	165 237,68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Hors AE-CP	0,00	0,00	6 704 488,00	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**1 634 168,00**	**0,00**	**0,00**	**55 022,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**1 634 168,00**	**0,00**	**0,00**	**55 022,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**1 634 168,00**	**0,00**	**0,00**	**55 022,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES — B 938

Détail par articles

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 273 417,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 273 417,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 273 417,00**
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**403 330,00**
- Hors AE-CP	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 870 087,00**
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Total (RAR N-1 + Vote)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 695 865,00**
Restes à réaliser N-1	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Propositions nouvelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 695 865,00**
Vote de l'assemblée (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 695 865,00**

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Crédits de la présente délibération hors RAR.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 940

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**746 400,00**	**0,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**	**1 500 000,00**
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	635 970,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	110 430,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**126 442 850,46**	**0,00**	**126 636 740,00**	**126 636 740,00**	**126 636 740,00**
73112	Cotisation sur la VAE	12 925 180,46	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 750 666,00	0,00	2 900 000,00	2 900 000,00	2 900 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	24 367 023,00	0,00	25 500 000,00	25 500 000,00	25 500 000,00
73221	FNGIR	5 869 922,00	0,00	5 869 922,00	5 869 922,00	5 869 922,00
7324	Frais de gestion de la TFPB	4 810 000,00	0,00	5 350 000,00	5 350 000,00	5 350 000,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	74 450 059,00	0,00	73 164 774,00	73 164 774,00	73 164 774,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	12 702 044,00	12 702 044,00	12 702 044,00
7358	Autres	1 270 000,00	0,00	1 150 000,00	1 150 000,00	1 150 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**2 393 040,00**	**0,00**	**1 950 000,00**	**1 950 000,00**	**1 950 000,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	193 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7392251	Prélèv. fonds national péréquat° DMTO	2 200 000,00	0,00	1 950 000,00	1 950 000,00	1 950 000,00
	RECETTES	**78 539 005,00**	**0,00**	**78 397 800,00**	**78 397 800,00**	**78 397 800,00**
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	25 000 000,00	0,00	28 000 000,00	28 000 000,00	28 000 000,00
73141	Accise sur l'électricité	3 500 000,00	0,00	3 400 000,00	3 400 000,00	3 400 000,00
731421	TICPE - LRL	4 825 000,00	0,00	4 882 000,00	4 882 000,00	4 882 000,00
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	32 064 005,00	0,00	30 265 800,00	30 265 800,00	30 265 800,00
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	10 500 000,00	0,00	9 600 000,00	9 600 000,00	9 600 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	2 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	0,00	0,00	2 250 000,00	2 250 000,00	2 250 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 942

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**65 383 823,00**	**0,00**	**65 385 644,00**	**65 385 644,00**	**65 385 644,00**
74121	Dotation forfaitaire des départements	21 050 000,00	0,00	20 958 000,00	20 958 000,00	20 958 000,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	14 100 000,00	0,00	14 367 000,00	14 367 000,00	14 367 000,00
741223	Dotation compensation départements	18 889 848,00	0,00	18 889 848,00	18 889 848,00	18 889 848,00
744	FCTVA	110 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
74621	DGD des départements	2 728 326,00	0,00	2 728 326,00	2 728 326,00	2 728 326,00
748312	D.C.R.T.P.	6 478 080,00	0,00	6 294 901,00	6 294 901,00	6 294 901,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 027 569,00	0,00	2 027 569,00	2 027 569,00	2 027 569,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 943

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES (3)	**5 905 210,00**	**0,00**	**5 013 050,00**	**5 013 050,00**	**5 013 050,00**
627	Services bancaires et assimilés	3 200,00	0,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00
6358	Autres droits	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 801 960,00	0,00	4 850 000,00	4 850 000,00	4 850 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
6688	Autres	50 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
	RECETTES (4)	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (3)	Montant des ICNE de l'exercice	1 081 519,17
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	1 031 519,17
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	50 000,00
Compte R7622 (4)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL RAR N-1 + Vote
	DEPENSES	**315 637,00**	**0,00**	**318 348,00**	**318 348,00**	**318 348,00**
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
65861	Frais de personnel	313 137,00	0,00	315 848,00	315 848,00	315 848,00
65862	Matériel, équipement et fournitures	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**22 000 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	21 000 000,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
	RECETTES (3)	**0,00**	**14 000 000,00**	**14 000 000,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	14 000 000,00	14 000 000,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES
Détail par articles

III

B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3) (5)	**32 557 600,00**	**27 613 100,00**	**27 613 100,00**
	Dot. aux amortissements et provisions	**32 547 170,00**	**27 600 000,00**	**27 600 000,00**
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	31 700 000,00	27 600 000,00	27 600 000,00
68126	*Dot.amort. frais d'émission des emprunts*	847 170,00	0,00	0,00
68128	*Dot. Amort. charges exception. différées*	0,00	0,00	0,00
	Autres	**10 430,00**	**13 100,00**	**13 100,00**
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	10 430,00	13 100,00	13 100,00
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	0,00	0,00	0,00
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4) (5)	**5 010 500,00**	**5 113 000,00**	**5 113 000,00**
	Reprises sur autofinancement	**4 000 000,00**	**2 600 000,00**	**2 600 000,00**
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	4 000 000,00	2 600 000,00	2 600 000,00
	Transfert de charges	**1 010 500,00**	**2 513 000,00**	**2 513 000,00**
60311	*Variat° stocks mat. 1ères hors terrains*	10 500,00	13 000,00	13 000,00
722	*Immobilisations corporelles*	1 000 000,00	2 500 000,00	2 500 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(5) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	**68 212 970,00**	**70 182 949,00**	**70 182 949,00**	**0,00**
952	Dépenses imprévues				0,00
953	*Virement à la section d'investissement*	*68 212 970,00*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*	

(1) Le contenu de la colonne Pour mémoire budget précédent est défini dans l'état I-B.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**3 191 238,73**	**0,00**	**181 089,00**	**11 487 208,27**	**6 908 414,00**	**3 567 113,00**	**8 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 395 869,93	0,00	0,00	590 480,12	149 145,72	1 231 293,54	0,00
204	Subventions d'équipement versées	73 565,00	0,00	181 089,00	1 325 054,00	2 617 768,00	1 638 641,00	8 000,00
21	Immobilisations corporelles	1 692 621,15	0,00	0,00	1 879 654,87	705 134,43	504 878,49	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	29 182,65	0,00	0,00	7 692 019,28	432 484,85	192 299,97	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 003 881,00	0,00	0,00
RECETTES		**320 360,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**	**4 683 268,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	96 569,72	0,00	0,00	1 386 667,00	158 000,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	223 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	790,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 268,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**11 587 028,00**	**1 399 732,00**	**24 087 996,00**	**36 255 046,00**		**133 503 259,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		31 660 000,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	100 600,00	0,00	1 441 000,00	105 900,00		5 014 289,31
204	Subventions d'équipement versées	11 337 928,00	1 399 732,00	3 455 096,00	3 369 646,00		25 406 519,00
21	Immobilisations corporelles	141 000,00	0,00	90 000,00	21 902 348,37		26 915 637,31
22	Immobilisations reçues en affectation	7 500,00	0,00	0,00	0,00		7 500,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	19 101 900,00	10 877 151,63		38 325 038,38
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		2 333 034,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		837 360,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		3 003 881,00
RECETTES		**1 527 000,00**	**0,00**	**151 757,00**	**1 180 000,00**		**105 373 203,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		72 052 992,80
13	Subventions d'investissement	1 527 000,00	0,00	151 757,00	780 000,00		4 099 993,72
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		23 000 000,20
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		223 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	400 000,00		400 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00		790,28
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		871 158,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		4 525 268,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	90-02 Administration générale				
		90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-026 Administration générale de l'Etat	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 944 238,73**	**0,00**	**0,00**	**247 000,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	221 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	1 174 099,93	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	16 807,76	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	514 126,30	0,00	0,00	246 136,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	25 997,93	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	889 553,16	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	28 318,65	0,00	0,00	864,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	73 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**320 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	96 569,72	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	223 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	790,28	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-03 Conseils						
		90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
					90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-045 Actions internationales	90-048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 191 238,73**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	221 770,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 099,93
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 807,76
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	760 262,30
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 997,93
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	889 553,16
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 182,65
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 565,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**320 360,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 569,72
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790,28

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				90-0580 FEADER	90-0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	90-10 Services communs	90-11 Police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**181 089,00**	**0,00**	**0,00**	**181 089,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	181 089,00	0,00	0,00	181 089,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré			90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires
		90-201 Services communs	90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 163 054,00**	**10 244 714,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	18 384,77	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	454 514,00	162 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	492 656,07	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	628 920,31	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	7 578,62	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	974 859,97	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	268 295,97	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	7 676 342,28	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	708 540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 677,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-25 Formation professionnelle												
		90-251 Insertion sociale et professionnelle	90-252 Formation professionnalisante personnes	90-253 Formation certifiante des personnes	90-254 Formation des actifs occupés	90-255 Rémunération des stagiaires	90-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					90-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		90-258 Autres
							90-2561 Missions statutaires et règlementaires	90-2562 Développement des compétences	90-2563 Évolution et transition professionnelle	90-2564 Organisation des activités pédagogiques	90-2565 Autres	90-2571 Concours	90-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**79 439,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 487 208,27**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	79 439,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 824,05
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	616 514,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	492 656,07
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	628 920,31
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 578,62
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	974 859,97
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 295,97
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 676 342,28
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	708 540,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 677,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 386 667,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 329 667,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
			90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres et spectacles vivants	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**0,00**	**132 260,00**	**684 838,32**	**525 132,00**	**3 401 878,47**	**152 106,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 885,72	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	403 984,00	57 786,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	132 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	23 759,59	1 315,20	191 952,05	12 721,20	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	25 000,00	0,00	4 531,42	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	10 684,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	5 000,00	201 265,00	43 900,00	107 500,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	7 462,73	254 081,00	152 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	219 632,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 978,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	3 003 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 525 268,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 268,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)								
		90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives	90-327 Soutien aux sportifs		
								90-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	90-3272 Soutien aux clubs amateurs	90-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**543 279,17**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	343 950,00	14 000,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	67 505,17	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	121 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**158 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	158 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-34 Vie sociale et citoyenne		90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes	90-341 Egalité entre les femmes et les hommes	90-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**13 327,12**	**1 441 592,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 908 414,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 885,72
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	350 408,00	0,00	0,00	0,00	1 185 128,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132 260,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297 253,21
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 531,42
217	Immobilisations reçues mises à dispo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 684,80
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	357 665,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	13 327,12	0,00	0,00	0,00	0,00	427 506,85
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	1 091 184,00	0,00	0,00	0,00	1 432 640,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 978,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 003 881,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 683 268,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 525 268,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-41 Santé					
		90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES		**0,00**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**	**554 448,60**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	138 611,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	128 680,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	267 598,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	19 559,60	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale							
		90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Petite enfance		
			90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Aides sociales à l'enfance	90-4214 Adolescence	90-4221 Crèches et garderies	90-4222 Multi accueil	90-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**1 902 032,40**	**0,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 088 632,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	143 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 913,00
205	Licences, procédés, droits similaires	1 101 813,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	321 357,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
214	Constructions sur sol d'autrui	6 200,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	1 473,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	153 846,58	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	172 740,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 036 719,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-425 Personnes handicapées	90-428 Autres interventions sociales	
		90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 567 113,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 324,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 230 493,54
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	321 357,31
214	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 200,89
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 473,71
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	175 846,58
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 740,37
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 304 317,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 559,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 000,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
			90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 576 949,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	950 657,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	626 292,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)				
					90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage	90-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**7 299 079,00**	**0,00**	**951 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	15 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	4 130 824,00	0,00	526 500,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	76 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	2 984 155,00	0,00	424 500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	1 527 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**65 000,00**	**0,00**	**1 049 000,00**	**646 000,00**	**11 587 028,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 600,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	1 049 000,00	646 000,00	7 302 981,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 000,00
228	Autres immobilisations corporelles (affe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 034 947,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 527 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 527 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles				
					90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
					90-6311 Laboratoire	90-6312 Marchés alimentaires	90-6318 Autres		
DEPENSES		**18 499,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 000,00**	**663 979,00**	**332 254,00**
204	Subventions d'équipement versées	18 499,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 720,00	263 979,00	299 254,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	178 280,00	400 000,00	33 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 399 732,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	788 452,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	611 280,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				90-720 Services communs collecte et propreté	90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
					90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
		90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**18 541,00**	**1 888 569,00**	**669 661,00**	**98 165,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	8 541,00	627 356,00	327 961,00	98 165,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	1 261 213,00	341 700,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**20 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 035,00**	**0,00**	**1 404 025,00**	**24 087 996,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	441 000,00	1 441 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 035,00	0,00	595 125,00	1 666 183,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	6 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	19 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	101 900,00	19 101 900,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 000,00	1 788 913,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**151 757,00**	**151 757,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 757,00	131 757,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
				90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES		**105 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	105 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-83 Transports de marchandises						
		90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		90-84 Voirie							
		90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-848 Parkings	90-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**32 779 500,00**	**0,00**	**3 354 123,00**	**0,00**	**15 523,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 365 323,00	0,00	15 523,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	105 319,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	21 335 028,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	462 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	10 440 581,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	988 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	436 570,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-87 Circulations douces	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 255 046,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 380 846,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 900,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 319,67
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 335 028,70
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 440 581,51
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	988 800,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	436 570,12
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 180 000,00**
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	780 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**22 271 090,00**	**161 500,00**	**11 391 000,00**	**16 737 234,00**	**8 410 317,00**	**127 113 772,00**	**23 700 000,00**
011	Charges à caractère général	7 282 181,56	3 500,00	0,00	710 000,00	2 302 477,17	8 521 691,00	6 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	11 651 311,00	158 000,00	0,00	10 975 000,00	2 895 830,00	30 063 280,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 000,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 337 047,00	0,00	11 391 000,00	5 052 234,00	3 212 009,83	88 029 251,00	23 683 500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	550,44	0,00	0,00	0,00	0,00	29 550,00	10 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 360 344,92**	**1 325 000,00**	**0,00**	**971 079,00**	**559 764,00**	**24 859 996,00**	**16 714 000,00**
013	Atténuations de charges	194 500,00	0,00	0,00	0,00	33 142,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	717 710,00	0,00	0,00	107 700,00	316 500,00	1 103 900,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	69 000,00	1 325 000,00	0,00	850 000,00	19 218,00	8 364 858,00	16 244 000,00
75	Autres produits de gestion courante	1 379 134,92	0,00	0,00	13 379,00	190 904,00	15 379 238,00	469 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	1 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre nature	Libellé	0 Services généraux (hors Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisations de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**24 104 574,00**	**3 808 332,00**	**4 224 439,00**	**1 918 060,00**	**29 273 417,00**		**282 895 133,00**
011	Charges à caractère général	21 650,00	600 380,00	36 500,00	302 320,00	7 648 568,00		27 449 317,73
012	Charges de personnel et frais assimilés	904 000,00	2 153 252,00	1 668 000,00	797 000,00	15 474 000,00		76 739 673,00
014	Atténuations de produits	0,00	10 000,00	0,00	200 200,00	6 091 349,00		10 221 549,00
65	Autres charges de gestion courante	23 160 924,00	1 044 700,00	2 519 939,00	618 540,00	48 600,00		162 097 744,83
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		317 348,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000 000,00
67	Charges spécifiques	18 000,00	0,00	0,00	0,00	10 900,00		69 500,44
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000 000,00
RECETTES		**11 575 832,00**	**948 686,00**	**1 404 500,00**	**301 405,00**	**1 695 865,00**		**347 136 655,92**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00		1 027 642,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	260 704,00	1 404 500,00	56 750,00	752 800,00		4 720 564,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		107 836 740,00
731	Fiscalité locale	10 630 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00		106 077 800,00
74	Dotations et participations	650 000,00	35 000,00	0,00	244 655,00	0,00		93 187 375,00
75	Autres produits de gestion courante	295 832,00	152 982,00	0,00	0,00	143 065,00		20 273 534,92
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		14 000 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale				
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**18 826 990,00**	**283 100,00**	**0,00**	**1 065 000,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 241 659,57	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	20 597,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	960 000,00	0,00
613	Locations	79 886,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	1 320 040,20	0,00	0,00	27 943,97	0,00
616	Primes d'assurances	1 182 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	108 594,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	309 084,16	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	196 547,95	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	392 973,28	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	8 418,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	97 860,00	100,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	685 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	503 521,40	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	61 348,00	987,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	63 500,00	0,00	0,00	77 056,03	0,00
641	Rémunérations du personnel	9 966 043,98	257 756,47	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 028 858,76	23 917,53	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	265 886,00	339,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	23 674,26	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	824 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	384 447,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	550,44	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 315 404,92**	**44 000,00**	**0,00**	**1 000 940,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-02 Administration générale				
		93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-026 Administration générale de l'Etat	93-028 Autres moyens généraux
641	Rémunérations du personnel	163 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	717 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	25 000,00	44 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	175 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	203 194,92	0,00	0,00	940,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**1 406 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-03 Conseils						
		93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
					93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-045 Actions internationales	93-048 Autres actions	
DEPENSES		**690 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 271 090,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 241 659,57
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 597,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	960 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 886,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 347 984,17
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 182 200,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 594,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	315 084,16
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 547,95
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392 973,28
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 418,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 960,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	685 900,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	503 521,40
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 335,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 556,03
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 223 800,45
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 052 776,29
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 225,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 674,26
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 437 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	690 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 514 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	384 447,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,44

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-045 Actions internationales	93-048 Autres actions	
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 360 344,92**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 710,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 175 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 134,92

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				93-0580 FEADER	93-0581 FEAMP	
DEPENSES		**161 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 500,00**
618	Divers	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
625	Déplacements et missions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	444,00	0,00	0,00	0,00	444,00
641	Rémunérations du personnel	142 927,44	0,00	0,00	0,00	142 927,44
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	14 446,56	0,00	0,00	0,00	14 446,56
647	Autres charges sociales	152,00	0,00	0,00	0,00	152,00
648	Autres charges de personnel	30,00	0,00	0,00	0,00	30,00
RECETTES		**1 325 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 325 000,00**
747	Participations	1 325 000,00	0,00	0,00	0,00	1 325 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	93-10 Services communs	93-11 Police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**11 350 000,00**	**0,00**	**41 000,00**	**11 391 000,00**
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	11 350 000,00	0,00	0,00	11 350 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré			93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires
		93-201 Services communs	93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés		
DEPENSES		**11 226 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 065 734,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	65 000,00	0,00	0,00	0,00	105 755,28	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344,72	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	108 803,20	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	135 000,00	0,00	0,00	0,00	1 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	24 856,80	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	51 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	28 369,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	9 892 565,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 040 344,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	10 241,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	3 480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	4 542 234,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**108 905,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**851 989,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	107 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	1 205,00	0,00	0,00	0,00	1 989,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025-BP-DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-25 Formation professionnelle												
		93-251 Insertion sociale et professionnelle	93-252 Formation professionnalisante personnes	93-253 Formation certifiante des personnes	93-254 Formation des actifs occupés	93-255 Rémunération des stagiaires	93-256 CNFPT - Formation des actifs occupés					93-257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		93-258 Autres
							93-2561 Missions statutaires et règlementaires	93-2562 Développement des compétences	93-2563 Évolution et transition professionnelle	93-2564 Organisation des activités pédagogiques	93-2565 Autres	93-2571 Concours	93-2572 Missions administratives	
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**7 000,00**	**0,00**	**288 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 737 234,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 755,28
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 344,72
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 803,20
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 740,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 856,80
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 369,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 892 565,39
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040 344,61
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 241,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 480,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	7 000,00	0,00	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	445 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 542 234,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**10 185,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**971 079,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 700,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	10 185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 379,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES		**2 931 000,00**	**2 211 010,83**	**86 360,00**	**152 464,00**	**946 095,00**	**136 427,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	20 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	32 142,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	186 114,06	18 400,00	47 125,00	201 310,96	62 455,60	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 150,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	8 500,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	19 200,00	42 374,00	10 440,00	322 822,60	46 121,40	0,00	0,00	0,00
618	Divers	28 000,00	250,00	0,00	30 684,00	146 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	6 250,00	0,00	16 790,00	16 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	333 555,94	4 000,00	16 500,00	29 124,00	20 900,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	800,00	7 000,00	0,00	0,00	91 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	15 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	730,00	100,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	1 000,00	1 236,00	24 025,00	76 645,44	200,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	7 228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	18 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	4 000,00	1 000,00	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 619 906,58	5 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	255 531,92	3 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	2 636,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
			93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres et spectacles vivants	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
648	Autres charges de personnel	1 697,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	5 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	1 431 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	45 310,83	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**66 712,00**	**0,00**	**38 218,00**	**130 600,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	32 142,00	0,00	0,00	0,00	0,00
609	RRR obtenus sur achats	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	57 000,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	8 000,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	15 218,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	712,00	0,00	3 000,00	7 458,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)								
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives	93-327 Soutien aux sportifs		
								93-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	93-3272 Soutien aux clubs amateurs	93-3273 Autre soutien aux sportifs
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 321,17**	**79 449,00**	**487 274,00**	**133 000,00**	**615 800,00**	**284 026,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 750,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	23 321,17	17 868,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 932,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 118,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	53 581,00	472 974,00	133 000,00	615 800,00	284 026,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)								
		93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives	93-327 Soutien aux sportifs		
								93-3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	93-3272 Soutien aux clubs amateurs	93-3273 Autre soutien aux sportifs
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 500,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	160 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**260 000,00**	**64 090,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 410 317,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 120,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 142,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	519 155,62
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 150,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	6 590,00	0,00	0,00	0,00	488 737,17
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 434,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 040,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	45 500,00	0,00	0,00	0,00	457 511,94
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 300,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 200,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	830,00
628	Divers	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 106,44
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 228,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 350,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 700,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 625 606,58
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	258 661,92
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 636,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 697,50
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 318,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	3 003 381,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 310,83
RECETTES		**0,00**	**150 000,00**	**1 734,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559 764,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 142,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BR_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-34 Vie sociale et citoyenne		93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes	93-341 Egalité entre les femmes et les hommes	93-348 Autres		
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 500,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 218,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	150 000,00	1 734,00	0,00	0,00	0,00	167 904,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES		**1 953 250,00**	**573 716,80**	**305 700,00**	**0,00**	**408 650,00**	**385 850,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	16 900,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	9 648,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	25 000,00	128 816,80	0,00	0,00	7 000,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 150,00	1 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	11 200,00	0,00	0,00	0,00	2 852,00	600,00
628	Divers	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 454,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 740 103,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	169 149,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 758,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	535,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	303 000,00	0,00	0,00	383 750,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**131 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-41 Santé					
		93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
747	Participations	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**29 941 988,24**	**39 000,00**	**1 385 383,25**	**401 650,00**	**16 457 759,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	486 412,30	9 100,00	239 935,05	0,00	172 465,71	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	382 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	173 142,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	157 403,97	0,00	28 855,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	71 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	276 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	77 421,97	17 900,00	280 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	11 700,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	37 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	119 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	3 000,00	0,00	503 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	129 468,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	23 499 425,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	3 849 205,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	291 134,00	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	12 146,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	86 750,00	0,00	72 000,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	742 500,00	12 000,00	50 000,00	0,00	16 171 794,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	18 000,00	0,00	0,00	19 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	2 200,00	0,00	0,00	0,00	105 500,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	107 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale							
		93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Petite enfance		
			93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Aides sociales à l'enfance	93-4214 Adolescence	93-4221 Crèches et garderies	93-4222 Multi accueil	93-4228 Autres actions pour la petite enfance
RECETTES		**832 281,00**	**0,00**	**21 451,00**	**600 000,00**	**15 741,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
708	Autres produits	743 900,00	0,00	0,00	360 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	88 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	205 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	15 830,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	181,00	0,00	5 621,00	35 000,00	15 741,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**138 721,00**	**878 949,00**	**15 847 862,00**	**70 000,00**	**56 492 975,00**	**1 832 317,00**	**127 113 772,00**
605	Achats de matériel, équip. et travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	932 313,06
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	4 426 200,00	219 520,00	5 308 120,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	182 790,94
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	198 259,23
618	Divers	0,00	0,00	72 100,00	0,00	0,00	0,00	304 416,80
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	276 650,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	394 367,00	851 788,97
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	47 150,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	37 550,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	135 402,00
628	Divers	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	523 700,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	218,00	0,00	135 140,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	79 704,34	0,00	25 319 232,83
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	7 862,66	0,00	4 026 218,42
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00	0,00	293 217,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	140,00	0,00	12 821,75
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	138 721,00	767 949,00	2 559 312,00	70 000,00	6 825 000,00	0,00	11 214 482,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	13 051 400,00	0,00	41 471 325,00	0,00	71 499 019,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	232 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496 250,00	496 250,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	31 000,00	113 550,00	0,00	3 204 950,00	651 680,00	4 478 880,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	108 620,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		93-423 Personnes âgées			93-424 Personnes en difficulté	93-425 Personnes handicapées	93-428 Autres interventions sociales	
		93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres actions pour les personnes âgées				
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	23 000,00	0,00	6 500,00	0,00	29 550,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	470 000,00	0,00	470 000,00
RECETTES		**90 400,00**	**7 307 000,00**	**3 049 320,00**	**0,00**	**12 509 865,00**	**302 938,00**	**24 859 996,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 900,00
747	Participations	90 400,00	0,00	3 049 320,00	0,00	4 704 000,00	302 938,00	8 364 858,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	7 300 000,00	0,00	0,00	7 733 000,00	0,00	15 239 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 830,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	67 865,00	0,00	124 408,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	7 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	12 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**10 500,00**	**14 690 000,00**	**450 000,00**	**8 549 500,00**	**23 700 000,00**
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	14 682 000,00	450 000,00	8 549 500,00	23 681 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
RECETTES		**16 244 000,00**	**435 000,00**	**20 500,00**	**14 500,00**	**16 714 000,00**
747	Participations	16 244 000,00	0,00	0,00	0,00	16 244 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	434 500,00	20 000,00	14 500,00	469 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	500,00	500,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisations de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**102 186,00**	**19 100,00**	**185 000,00**	**808 638,00**	**0,00**	**939 500,00**	**22 010 000,00**	**40 150,00**	**24 104 574,00**
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	150,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00	0,00	0,00	2 808,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	809 910,21	0,00	0,00	809 910,21
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 083,29	0,00	0,00	90 083,29
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	901,00	0,00	0,00	901,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297,50	0,00	0,00	297,50
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 987 000,00	40 000,00	22 027 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	185 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
656	Participations	102 186,00	19 100,00	0,00	800 138,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921 424,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00	5 000,00	0,00	27 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655 608,00**	**0,00**	**0,00**	**10 920 224,00**	**0,00**	**11 575 832,00**
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 630 000,00	0,00	10 630 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	220 000,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 224,00	0,00	70 224,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	5 608,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 608,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
			93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**1 727 352,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	4 161,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 413 074,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	140 582,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	1 434,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**98 704,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	98 704,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)				
					93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage	93-555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 224 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	23 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	4 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	29 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	54 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	257 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	43 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	606 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**692 982,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	152 982,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**616 300,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**3 808 332,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 400,00
615	Entretien et réparations	0,00	18 300,00	0,00	0,00	0,00	48 280,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	174 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	284 700,00
625	Déplacements et missions	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	1 680,00	0,00	0,00	0,00	5 841,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	540 031,95	0,00	0,00	0,00	1 953 106,22
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	50 533,05	0,00	0,00	0,00	191 115,78
647	Autres charges sociales	0,00	580,00	0,00	0,00	0,00	2 014,00
648	Autres charges de personnel	0,00	175,00	0,00	0,00	0,00	1 175,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	395 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	606 200,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
RECETTES		**0,00**	**157 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**948 686,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
708	Autres produits	0,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	248 704,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 982,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles				
					93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
					93-6311 Laboratoire	93-6312 Marchés alimentaires	93-6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 445 435,00**	**0,00**	**0,00**	**931 504,00**	**1 610 200,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 505,60
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 994,40
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	3 234,00	0,00	0,00	0,00	616,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	1 076 120,93	0,00	0,00	0,00	220 086,52
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	114 880,57	0,00	0,00	0,00	22 000,48
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	1 114,00	0,00	0,00	0,00	212,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	650,50	0,00	0,00	0,00	85,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	249 435,00	0,00	0,00	905 649,40	184 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 854,60	1 155 000,00
RECETTES		**1 400 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
708	Autres produits	1 400 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**237 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 224 439,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 505,60
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 994,40
618	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
625	Déplacements et missions	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	782,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 632,00
641	Rémunérations du personnel	209 409,65	0,00	0,00	0,00	0,00	1 505 617,10
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	18 539,35	0,00	0,00	0,00	0,00	155 420,40
647	Autres charges sociales	269,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 595,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	735,50
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 339 084,40
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 180 854,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 404 500,00**
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 404 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72 Actions déchets et propreté urbaine					
				93-720 Services communs collecte et propreté	93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
					93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**813 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	7 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	51 869,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	682 337,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	61 908,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	645,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	240,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**52 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	52 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
		93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**10 620,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	10 620,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 500,00**	**0,00**	**1 072 740,00**	**1 918 060,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 668,91	38 668,91
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	3 000,00	23 120,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	149 500,00	149 500,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 511,09	52 711,09
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 220,00	15 220,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	2 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 950,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	600,00	12 600,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 869,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	682 337,33
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 908,67
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	645,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	200,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 900,00	195 900,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	417 440,00	417 440,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 200,00	200 200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**248 655,00**	**301 405,00**
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	4 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 750,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	244 655,00	244 655,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES		**15 971 592,32**	**6 091 349,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	43 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	185 592,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	93 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	33 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	14 007 670,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 320 154,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	12 969,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	6 472,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	48 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	6 091 349,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**6 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
705	Etudes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
				93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
758	Produits divers de gestion courante	6 675,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
705	Etudes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250421-DCD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-83 Transports de marchandises						
		93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie								
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-848 Parkings	93-849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**6 869 725,68**	**0,00**	**0,00**	**340 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	1 027 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	791 518,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	3 305 746,77	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	89 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	172 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 196 610,91	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	137 750,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	70 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**1 634 168,00**	**0,00**	**0,00**	**55 022,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	452 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
705	Etudes	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-84 Voirie								
		93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-848 Parkings	93-849 Sécurité routière
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	81 368,00	0,00	0,00	55 022,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 273 417,00**
602	Achats stockés - Autres approvisionnemts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 027 000,00
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	791 518,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 599 546,77
607	Achats de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 600,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 452 203,23
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 750,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 000,00
628	Divers	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 450,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 734,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 007 670,04
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 320 154,63
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 969,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 472,33
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 600,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 900,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-87 Circulations douces	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures				
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 349,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 695 865,00**
603	Variation des stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	452 800,00
705	Etudes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	143 065,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
601010	15/06/2006	1 446 200,00	0,00	0,00	0,00	739 300,00
910790	15/03/2009	2 542 518,00	0,00	0,00	0,00	2 078 477,00
100099	20/03/2010	128 788,73	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**4 117 506,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 817 777,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**485 499 871,12**									
1641 Emprunts en euros (total)					461 999 871,12									
10160181	ARKEA	13/07/2017	2017-12-15	30/03/2018	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
1119063	CAISSE D'EPARGNE	22/03/2011	2011-09-15	15/12/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 3.94 %	3,940	4,000	EUR	T	C	O	A-1
1119986	CREDIT AGRICOLE	01/07/2015	2015-12-22	01/04/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
1129777	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/12/2008	2008-12-23	01/02/2010	3 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
1220017	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2012	2012-04-20	01/05/2013	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
12232102	ARKEA	27/06/2018	2018-06-27	28/03/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1.65 %	1,650	1,660	EUR	T	C	O	A-1
1361768	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/04/2021	2 025 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
1361787	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/12/2021	3 080 000,02	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361788	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/12/2021	800 000,02	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1361789	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2021	2021-01-01	01/12/2021	2 520 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,400	1,400	EUR	A	C	O	A-1
1365567	CREDIT AGRICOLE	29/07/2016	2016-12-22	01/05/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.66 %	1,660	1,670	EUR	T	C	O	A-1
1419098	CAISSE D'EPARGNE	15/07/2014	2014-12-19	19/03/2015	4 000 000,00	F	Taux fixe à 2.65 %	2,650	2,680	EUR	T	C	O	A-1
1562447	BANQUE POPULAIRE	29/07/2016	2016-12-28	28/03/2017	271 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,810	EUR	T	C	O	A-1
1563036	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	2017-02-12	12/05/2017	3 827 162,27	F	Taux fixe à 2.98 %	2,980	3,010	EUR	T	P	O	A-1
1563038	BANQUE POPULAIRE	04/01/2017	2017-01-05	05/04/2017	2 036 282,21	F	Taux fixe à 2.93 %	2,930	2,960	EUR	T	P	O	A-1
1563731	BANQUE POPULAIRE	03/08/2017	2017-12-21	21/03/2018	500 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
1619152	CAISSE D'EPARGNE	29/07/2016	2016-12-23	25/03/2017	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.95 %	0,950	0,950	EUR	T	C	O	A-1

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16583002004	SOCIETE GENERALE	31/03/2007	2007-03-31	03/04/2008	10 000 000,00	V	(TAG 12M(Postfixé)-Floor -0.0325 sur TAG 12M(Postfixé)) + 0.0325	3,270	3,270	EUR	A	P	O	A-1
1719126	CAISSE D'EPARGNE	20/07/2017	2017-12-15	25/03/2018	8 000 000,00	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	1,110	EUR	T	C	O	A-1
17260005001	SOCIETE GENERALE	30/04/2008	2008-04-30	30/04/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 4.65 %	4,650	4,720	EUR	A	P	O	A-1
1819091	CAISSE D'EPARGNE	27/06/2018	2018-06-27	25/03/2019	12 000 000,00	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	0,990	EUR	T	C	O	A-1
200611232	CAISSE D'EPARGNE	18/12/2006	2006-12-18	25/03/2007	17 200 000,00	F	Taux fixe à 3.89 %	3,890	3,950	EUR	T	P	O	A-1
201953	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/07/2020	2020-12-21	25/03/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,780	EUR	T	C	O	A-1
2219087	CAISSE D'EPARGNE	03/06/2022	2027-05-25	25/08/2027	10 000 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.25)-Floor -0.25 sur Livret A(Préfixé)	1,250	1,270	EUR	X	C	O	A-1
2374104	SOCIETE GENERALE	19/07/2019	2019-12-16	16/03/2020	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.04 %	1,040	1,060	EUR	T	C	O	A-1
256123	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/10/2007	2007-10-15	15/01/2008	25 600 000,00	V	(TAM(Postfixé)-Floor -0.005 sur TAM(Postfixé)) + 0.005	3,990	4,050	EUR	T	P	O	A-1
264007	Rivage Investment	18/03/2009	2008-12-18	01/06/2009	7 000 000,00	V	Euribor 3M + 0.7	3,900	4,020	EUR	T	P	O	A-1
2668786	CREDIT AGRICOLE	12/07/2019	2019-12-19	01/05/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
271152	SFIL CAFFIL	15/07/2010	2010-07-15	01/07/2011	21 959 474,49	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	2,750	2,790	EUR	A	P	O	A-1
273495	SFIL CAFFIL	09/12/2010	2011-01-26	01/05/2011	487 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
273496	SFIL CAFFIL	09/12/2010	2011-01-26	01/05/2011	262 500,00	F	Taux fixe à 1.97 %	1,970	1,980	EUR	T	P	O	A-1
279517	BANQUE POSTALE	07/06/2013	2013-06-07	01/10/2013	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,860	EUR	T	C	O	A-1
297590	CAISSE D'EPARGNE	05/01/2021	2021-01-05	25/09/2021	3 500 000,00	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	0,190	EUR	T	C	O	A-1
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/05/2009	2009-05-01	01/02/2010	7 500 000,00	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,000	4,120	EUR	T	P	O	B-1
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	09/11/2009	2009-11-15	15/02/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	3,690	3,800	EUR	T	P	O	B-1
3127154	CREDIT AGRICOLE	07/07/2020	2020-12-14	01/04/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	0,770	EUR	T	C	O	A-1

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	17/03/2011	2011-09-15	15/12/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,780	3,890	EUR	T	C	O	B-1
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	14/10/2011	2011-12-30	30/03/2012	3 500 000,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,700	3,810	EUR	T	C	O	B-1
4010642	CREDIT AGRICOLE	24/05/2022	2022-12-27	30/03/2023	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
4010647	CREDIT AGRICOLE	24/05/2022	2022-12-27	30/03/2023	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,640	1,650	EUR	T	C	O	A-1
414203	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	01/07/2015	2015-12-29	31/03/2016	3 835 000,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,150	2,200	EUR	T	C	O	A-1
4309104	CAISSE D'EPARGNE	10/06/2013	2013-06-10	20/03/2014	19 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,510	EUR	T	C	O	A-1
431863	CAISSE D'EPARGNE	29/10/2009	2009-10-29	15/06/2010	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	1,890	EUR	T	P	O	A-1
4492433	CAISSE D'EPARGNE	16/07/2015	2015-12-24	25/03/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.7 %	1,700	1,710	EUR	T	C	O	A-1
507747	BANQUE POSTALE	01/06/2015	2016-01-29	01/05/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.59 %	1,590	1,600	EUR	T	P	O	A-1
5147482	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	26/07/2016	2016-12-06	01/11/2017	758 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5147689	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	25/07/2016	2016-12-06	01/11/2017	2 971 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
516145	BANQUE POSTALE	20/07/2016	2017-02-10	01/06/2017	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.54 %	1,540	1,550	EUR	T	C	O	A-1
519839	BANQUE POSTALE	13/07/2017	2017-12-01	01/03/2018	8 650 000,00	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,560	EUR	T	C	O	A-1
5202593	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	09/11/2017	2017-12-20	01/01/2020	200 000,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	1,500	1,500	EUR	A	C	O	A-1
522245	BANQUE POSTALE	28/04/2014	2015-01-30	01/02/2016	12 000 000,00	V	Euribor 12M + 1.37	1,640	1,670	EUR	A	C	O	A-1
526957	BANQUE POSTALE	24/05/2018	2018-12-28	01/04/2019	10 000 000,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,600	1,610	EUR	T	C	O	A-1
5311587	CAISSE D'EPARGNE	06/12/2012	2018-01-01	25/06/2018	120 370,26	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	4,420	EUR	A	C	O	A-1
531775	BANQUE POSTALE	12/07/2019	2019-12-31	01/04/2020	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	0,960	EUR	T	C	O	A-1
531806	BANQUE POSTALE	12/07/2019	2019-12-31	01/04/2020	5 962 441,01	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	0,500	EUR	T	C	O	A-1
533461	BANQUE POSTALE	06/12/2019	2020-01-01	01/01/2021	6 000 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
533533	BANQUE POSTALE	07/07/2020	2020-12-18	01/04/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
533537	BANQUE POSTALE	07/07/2020	2020-12-18	01/04/2021	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,730	EUR	T	C	O	A-1
5825427	BANQUE POPULAIRE	26/07/2018	2018-12-20	20/03/2019	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,620	1,630	EUR	T	C	O	A-1
587101001	SOCIETE GENERALE	17/03/2010	2010-03-22	22/06/2010	4 000 000,00	F	Taux fixe à 3.74 %	3,740	3,850	EUR	T	P	O	A-1
621471	CREDIT AGRICOLE	02/12/2020	2020-12-20	20/03/2021	3 999 140,84	F	Taux fixe à 2.13 %	2,130	2,150	EUR	T	C	O	A-1

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
631102001	SOCIETE GENERALE	22/03/2011	2011-04-11	11/05/2011	10 000 000,00	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	4,630	EUR	M	C	O	A-1
6936172	CAISSE D'EPARGNE	10/04/2006	2006-04-10	25/02/2007	25 000 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,850	EUR	T	P	O	A-1
719121	CAISSE D'EPARGNE	24/04/2007	2007-04-24	01/02/2008	25 000 000,00	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac(Préfixé))) + 0.25 + 0.67	3,420	3,500	EUR	S	P	O	A-1
8155894	CAISSE D'EPARGNE	25/04/2012	2012-12-05	20/03/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,900	EUR	T	C	O	A-1
919225	CAISSE D'EPARGNE	28/10/2009	2009-10-28	15/06/2010	5 000 000,00	V	EONIA(Postfixé) + 0.8	1,130	0,000	EUR	T	P	O	A-1
919329	CAISSE D'EPARGNE	29/12/2009	2009-12-29	30/07/2010	5 600 000,00	F	Taux fixe à 3.05 %	3,050	3,090	EUR	T	P	O	A-1
921908	CREDIT COOPERATIF	24/07/2019	2019-12-13	05/03/2020	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	0,550	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					23 500 000,00									
100099	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	20/03/2010	2010-03-20	15/06/2010	6 000 000,00	F	Taux fixe à 3.57 %	3,570	3,670	EUR	X	X	O	A-1
601010	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/06/2006	2006-06-15	15/06/2007	10 000 000,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.035)-Floor -0.035 sur TAM(Postfixé)	3,470	3,520	EUR	X	X	O	A-1
910790	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	15/03/2009	2009-03-15	15/03/2010	7 500 000,00	V	Euribor 12M + 0.6	2,530	2,570	EUR	X	X	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
019-221927205:20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**485 499 871,12**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**210 351 982,62**					**28 651 557,33**	**4 579 910,07**	**0,00**	**785 631,04**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		206 234 475,89					27 351 827,60	4 504 198,37	0,00	785 631,04
10160181	N	0,00	A-1	1 300 000,00	13,00	F	Taux fixe à 1.62 %	1,630	100 000,00	20 452,50	0,00	0,00
1119063	N	0,00	A-1	4 700 000,00	11,71	F	Taux fixe à 0.75 %	0,750	400 000,00	34 125,00	0,00	1 343,75
1119986	N	0,00	A-1	2 157 187,50	11,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,610	191 750,00	33 364,50	0,00	7 774,40
1129777	N	0,00	A-1	1 010 667,94	4,08	F	Taux fixe à 4.47 %	4,470	184 852,44	45 176,86	0,00	33 735,25
1220017	N	0,00	A-1	2 048 754,06	2,33	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	653 023,86	92 398,81	0,00	41 790,10
12232102	N	0,00	A-1	1 400 000,00	13,99	F	Taux fixe à 1.65 %	1,660	100 000,00	22 481,26	0,00	119,17
1361768	N	0,00	A-1	900 000,00	2,75	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	300 000,00	28 958,18	0,00	4 110,43
1361787	N	0,00	A-1	2 566 666,70	19,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	128 333,33	100 100,00	0,00	5 303,38
1361788	N	0,00	A-1	666 666,70	19,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	33 333,33	26 000,00	0,00	1 377,50
1361789	N	0,00	A-1	2 100 000,00	19,92	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	105 000,00	81 900,00	0,00	4 339,13
1365567	N	0,00	A-1	1 837 500,00	12,08	F	Taux fixe à 1.66 %	1,670	150 000,00	29 568,76	0,00	4 590,94
1419098	N	0,00	A-1	2 400 000,00	14,97	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	160 000,00	20 826,00	0,00	609,16
1562447	N	0,00	A-1	150 555,52	9,99	F	Taux fixe à 1.8 %	1,810	15 055,56	2 608,37	0,00	13,55

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1563036	N	0,00	A-1	1 675 366,23	4,86	F	Taux fixe à 2.98 %	3,010	315 477,94	46 422,26	0,00	5 403,29
1563038	N	0,00	A-1	259 892,85	0,76	F	Taux fixe à 2.93 %	2,960	259 892,85	4 776,65	0,00	0,00
1563731	N	0,00	A-1	325 000,00	12,97	F	Taux fixe à 1.64 %	1,650	25 000,00	5 176,26	0,00	123,00
1619152	N	0,00	A-1	4 800 000,00	11,98	F	Taux fixe à 1.97 %	1,980	400 000,00	91 605,00	0,00	1 203,89
16583002004	N	0,00	A-1	2 624 830,06	2,26	F	Taux fixe à 2.48 %	2,550	808 535,69	52 409,34	0,00	3 503,43
1719126	N	0,00	A-1	5 200 000,00	12,98	F	Taux fixe à 2.14 %	2,160	400 000,00	108 070,00	0,00	1 426,67
17260005001	N	0,00	A-1	1 948 895,71	3,33	F	Taux fixe à 4.55 %	4,720	454 526,48	75 889,24	0,00	188,87
1819091	N	0,00	A-1	8 400 000,00	13,98	F	Taux fixe à 2.03 %	2,050	600 000,00	165 952,50	0,00	2 199,17
200611232	N	0,00	A-1	2 377 689,64	1,98	F	Taux fixe à 3.89 %	3,950	1 165 836,24	75 622,64	0,00	654,74
201953	N	0,00	A-1	4 800 000,00	15,98	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	300 000,00	36 093,76	0,00	481,25
2219087	N	0,00	A-1	0,00	22,40	V	(Livret A(Préfixé) + 0.25)-Floor -0.25 sur Livret A(Préfixé)	3,340	0,00	0,00	0,00	0,00
2374104	N	0,00	A-1	3 000 000,00	14,96	F	Taux fixe à 1.04 %	1,060	200 000,00	30 840,33	0,00	1 213,33
256123	N	0,00	A-1	5 627 929,33	2,79	F	Taux fixe à 3.9 %	4,020	1 774 483,85	196 500,03	0,00	32 144,16
264007	N	0,00	A-1	3 391 568,31	9,17	V	Euribor 3M + 0.7	3,740	311 303,48	104 714,42	0,00	7 159,05
2668786	N	0,00	A-1	787 500,00	5,08	F	Taux fixe à 0.549 %	0,550	150 000,00	4 014,57	0,00	573,59
271152	N	0,00	A-1	12 942 046,89	10,50	V	(Euribor 12M(Postfixé) + 0.6) + Tunnel 2/5.5 sur Euribor 12M(Postfixé)	3,060	910 976,33	395 191,80	0,00	183 466,49
273495	N	0,00	A-1	46 335,14	1,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,980	36 976,65	640,75	0,00	30,21

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
273496	N	0,00	A-1	24 949,72	1,08	F	Taux fixe à 1.97 %	1,980	19 910,50	345,02	0,00	16,27
279517	N	0,00	A-1	1 749 999,85	3,50	F	Taux fixe à 3.81 %	3,860	466 666,68	60 007,50	0,00	12 087,93
297590	N	0,00	A-1	1 050 000,00	1,48	F	Taux fixe à 0.19 %	0,190	700 000,00	1 496,25	0,00	9,24
299433	N	0,00	B-1	2 619 639,39	4,83	C	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,120	473 194,30	99 641,73	0,00	13 832,64
309783	N	0,00	B-1	3 583 756,39	9,87	C	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	3,800	301 948,99	130 565,60	0,00	14 800,95
3127154	N	0,00	A-1	4 875 000,00	16,00	F	Taux fixe à 0.77 %	0,770	300 000,00	36 671,26	0,00	8 709,03
346593	N	0,00	B-1	5 583 333,33	16,71	C	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,890	333 333,33	208 617,50	0,00	8 820,00
352363	N	0,00	B-1	466 666,58	2,00	C	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,810	233 333,34	14 221,01	0,00	23,98
4010642	N	0,00	A-1	4 500 000,00	18,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,650	250 000,00	72 262,50	0,00	0,00
4010647	N	0,00	A-1	9 000 000,00	18,00	F	Taux fixe à 1.64 %	1,650	500 000,00	144 525,00	0,00	0,00
414203	N	0,00	A-1	2 109 250,00	11,00	F	Taux fixe à 2.1475 %	2,200	191 750,00	44 349,61	0,00	0,00
4309104	N	0,00	A-1	5 066 666,52	3,97	F	Taux fixe à 3.46 %	3,510	1 266 666,68	158 871,67	0,00	3 652,22
431863	N	0,00	A-1	1 463 056,13	5,21	F	Taux fixe à 0.44 %	0,440	276 079,34	5 982,34	0,00	217,61
4492433	N	0,00	A-1	5 500 000,00	10,98	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	500 000,00	90 312,50	0,00	1 180,56

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
507747	N	0,00	A-1	6 012 134,28	11,08	F	Taux fixe à 1.59 %	1,600	492 022,25	92 668,95	0,00	14 384,50
5147482	N	0,00	A-1	454 800,00	11,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	37 900,00	0,00	0,00	0,00
5147689	N	0,00	A-1	1 782 600,00	11,83	F	Taux fixe à 0 %	0,000	148 550,00	0,00	0,00	0,00
516145	N	0,00	A-1	6 125 000,00	12,17	F	Taux fixe à 1.54 %	1,550	500 000,00	91 437,50	0,00	6 978,13
519839	N	0,00	A-1	5 622 500,00	12,92	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	432 500,00	84 634,84	0,00	6 480,29
5202593	N	0,00	A-1	150 000,00	14,00	V	(Livret A(Préfixé) + 0.75)-Floor -0.75 sur Livret A(Préfixé)	3,750	10 000,00	5 625,00	0,00	5 235,42
522245	N	0,00	A-1	6 600 000,00	10,08	V	Euribor 12M + 1.37	5,000	600 000,00	330 333,30	0,00	216 505,50
526957	N	0,00	A-1	7 125 000,00	14,00	F	Taux fixe à 1.6 %	1,610	500 000,00	111 000,00	0,00	26 205,56
5311587	N	0,00	A-1	64 197,50	7,48	F	Taux fixe à 4.42 %	4,420	8 024,68	2 837,53	0,00	1 275,90
531775	N	0,00	A-1	6 862 500,00	15,00	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	450 000,00	64 260,00	0,00	15 219,00
531806	N	0,00	A-1	3 130 281,44	5,00	F	Taux fixe à 0.5 %	0,500	596 244,12	14 533,45	0,00	3 132,36
533461	N	0,00	A-1	3 000 000,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	750 000,00	0,00	0,00	0,00
533533	N	0,00	A-1	8 125 000,00	16,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	500 000,00	57 943,76	0,00	13 761,01
533537	N	0,00	A-1	2 437 500,00	16,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	150 000,00	17 383,13	0,00	4 128,30
5825427	N	0,00	A-1	700 000,00	13,97	F	Taux fixe à 1.62 %	1,630	50 000,00	11 036,26	0,00	292,50
587101001	N	0,00	A-1	93 984,94	0,22	F	Taux fixe à 3.74 %	3,850	93 984,94	878,76	0,00	0,00
621471	N	0,00	A-1	834 166,18	0,97	F	Taux fixe à 2.13 %	2,150	834 166,18	11 134,32	0,00	0,00
631102001	N	0,00	A-1	4 533 333,33	11,28	F	Taux fixe à 4.47 %	4,630	400 000,00	197 135,29	0,00	10 264,45
6936172	N	0,00	A-1	3 432 152,07	1,90	F	Taux fixe à 3.8 %	3,850	1 683 628,34	106 619,10	0,00	6 459,83

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
719121	N	0,00	A-1	4 910 308,01	2,58	V	((1/2)*(Moyenne de Euribor 3M + Inflation INSEE hors tabac(Préfixé))) + 0.25 + 0.67	4,020	1 581 589,27	158 958,21	0,00	37 525,76
8155894	N	0,00	A-1	1 000 000,16	2,97	F	Taux fixe à 4.81 %	4,900	333 333,32	42 087,51	0,00	890,74
919225	N	0,00	A-1	1 559 159,60	5,21	V	Euribor 3M + 0.7	3,690	281 653,35	46 301,07	0,00	1 583,89
919329	N	0,00	A-1	1 892 487,89	5,33	V	(Euribor 3M-Floor -0.44 sur Euribor 3M) + 0.44	3,590	320 989,96	53 825,48	0,00	6 850,40
921908	N	0,00	A-1	750 000,00	4,93	F	Taux fixe à 0.55 %	0,550	150 000,00	3 815,63	0,00	229,17
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		4 117 506,73					1 299 729,73	75 711,70	0,00	0,00
100099	N	0,00	A-1	128 788,73	0,21	F	Taux fixe à 3.57 %	3,670	128 788,73	1 162,21	0,00	0,00
601010	N	0,00	A-1	1 446 200,00	1,46	F	Taux fixe à 0 %	0,000	706 900,00	0,00	0,00	0,00
910790	N	0,00	A-1	2 542 518,00	4,96	V	(Euribor 3M + 0.7)-Floor 0 sur Euribor 3M	3,690	464 041,00	74 549,49	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927805-20250411-CD2025_BP_DPT_DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**210 351 982,62**					**28 651 557,33**	**4 579 910,07**	**0,00**	**785 631,04**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
299433	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 500 000,00	2 619 639,39	1	20,00		Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	119 521,53	Taux fixe 4% à barrière 5.5% sur Euribor 3M (Marge de 0.7%)	4,120	99 641,73	0,00	1,25
309783	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	7 000 000,00	3 583 756,39	1	30,00		Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	254 612,10	Taux fixe 3.69% à barrière 6.5% sur CMS EUR 10A(Préfixé)	3,800	130 565,60	0,00	1,70
346593	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	10 000 000,00	5 583 333,33	1	30,00		Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	730 031,51	Taux fixe 3.78% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 0.8%)	3,890	208 617,50	0,00	2,65
352363	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	3 500 000,00	466 666,58	1	15,00		Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	6 458,57	Taux fixe 3.7% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé) (Marge de 1.45%)	3,810	14 221,01	0,00	0,22
TOTAL (B)		**28 000 000,00**	**12 253 395,69**						**1 110 623,71**			**453 045,84**	**0,00**	**5,82**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		28 000 000,00	12 253 395,69						1 110 623,71			453 045,84	0,00	5,83

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV

B1.4

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	67	0	0	0	0	
	% de l'encours	94,18	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	198 098 586,93	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	5,82	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 253 395,69	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Taux variable simple (total)		**6 970 250,77**					**13 317 637,90**				**0,00**	**100 000,00**	**0,00**
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	1 243 719,00	08/01/2041	CA - CIB	SWAP	taux	1 855 198,85	08/04/2009	08/01/2034	T	0,00	22 000,00	0,00
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	1 958 237,74	27/02/2044	CA - CIB	SWAP	taux	2 656 729,00	27/02/2009	27/02/2034	T	0,00	21 000,00	0,00
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	1 005 549,52	10/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	3 028 649,54	10/03/2009	10/09/2030	T	0,00	12 000,00	0,00
2623686C	BEA BRI de Corrèze	1 210 214,25	25/01/2043	CA - CIB	SWAP	taux	1 632 164,08	25/04/2009	25/01/2034	T	0,00	17 000,00	0,00
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	720 669,73	26/02/2033	CA - CIB	SWAP	taux	1 639 047,32	26/02/2009	26/02/2033	T	0,00	10 000,00	0,00
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	831 860,53	16/09/2030	CA - CIB	SWAP	taux	2 505 849,11	16/03/2009	16/09/2030	T	0,00	18 000,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		**0,00**					**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total		**6 970 250,77**					**13 317 637,90**				**0,00**	**100 000,00**	**0,00**

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						4 688 567,90	60 565,55		
2623239C	BEA Gendarmerie de Seilhac	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	2,700	715 614,92	10 116,89	A-1	B-1
2623556C	BEA Gendarmerie de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	2,700	1 045 364,37	16 616,64	A-1	B-1
2623635C	BEA Gendarmerie de Monestier-Merlines	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	2,700	940 807,88	9 299,98	A-1	B-1
2623686C	BEA BRI de Corrèze	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	2,700	647 221,40	10 261,28	A-1	B-1
2623752C	BEA Gendarmerie de Larche	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	2,700	547 913,14	6 444,63	A-1	B-1
2624676C	BEA Corrèze Logements Peloton Autoroutier	Taux fixe bonifié	3,200	Euribor 3 mois	2,700	791 646,19	7 826,13	A-1	B-1
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						4 688 567,90	60 565,55		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 0.00 €		0.00
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études, d'élaboration, de modifications des documents d'urbanisme	5	01/12/2023
L	Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5	01/12/2023
L	Frais de recherche et de développement en cas de réussite	5	01/12/2023
L	Frais de recherche et de développement en cas d'échec	1	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des biens mobiliers, matériel et études	5	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des bâtiments et installations	30	01/12/2023
L	Subventions d'équipement versées finançant des projets d'infrastructures d'intérêt national	40	01/12/2023
L	Concessions et droits similaires	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Bâtiments (hors bâtiments scolaires)	30	01/12/2023
L	Bâtiments scolaires	25	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	01/12/2023
L	Terrains de gisement	15	01/12/2023
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers (inférieur à 3,5 tonnes)	7	01/12/2023
L	Matériel de transport - camions (supérieur à 3,5 tonnes)	15	01/12/2023
L	Matériel de transport - vélos	5	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion légers (inférieur à 3,5 tonnes)	3	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion camions (supérieur à 3,5 tonnes)	10	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau et mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments non scolaires	30	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments scolaires	25	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - agencements, aménagements, installations	15	01/12/2023
L	Réseaux divers (câblés, électrification, autres)	12	01/12/2023
L	Matériel technique	10	01/12/2023
L	Petit matériel et outillage technique	5	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**1 000 000,00**		**55 367 326,12**	**56 367 326,12**	**14 000 000,00**	**42 367 326,12**
Provisions pour litiges	**0,00**		**2 236 852,83**	**2 236 852,83**	**0,00**	**2 236 852,83**
- Provision pour contentieux c/6875	0,00	12/04/2024	2 236 852,83	2 236 852,83	0,00	2 236 852,83
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**1 000 000,00**		**53 130 473,29**	**54 130 473,29**	**14 000 000,00**	**40 130 473,29**
- Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement c/6815	0,00	12/04/2024	50 800 000,00	50 800 000,00	14 000 000,00	36 800 000,00
- Provision globale sur restes à recouvrer antérieurs à 2022 c/6817	1 000 000,00	11/04/2025	2 330 473,29	3 330 473,29	0,00	3 330 473,29
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires	**1 000 000,00**		**55 367 326,12**	**56 367 326,12**	**14 000 000,00**	**42 367 326,12**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	1 000 000,00		55 367 326,12	56 367 326,12	14 000 000,00	42 367 326,12

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETALEMENT DES PROVISIONS	B3.2

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 001 **Intitulé de l'opération : Création Pôle Néandertal (dépenses) Création Pôle Néandertal (recettes)** **Date de la délibération : 12/04/2024**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**3 896 118,38**	**0,00**	**3 003 881,00**	**3 003 881,00**
903-314 Création Pôle Néandertal (dépenses) (5)	3 896 118,38	0,00	3 003 881,00	3 003 881,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 896 118,38**	**0,00**	**3 003 881,00**	**3 003 881,00**
RECETTES (b)	**2 369 868,24**	**0,00**	**4 525 268,00**	**4 525 268,00**
903-314 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	2 369 868,24	0,00	4 525 268,00	4 525 268,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**2 369 868,24**	**0,00**	**4 525 268,00**	**4 525 268,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS	B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**4 652 741,20**	**421 158,00**		
CORREZE ENERGIE DEVELOPPEMENT-Appel de fonds en capital remboursable	08/03/2024	25 000,00	0,00		
SYNDICAT MIXTE DORSAL 100% Fibre-Subvention transformable en avance remboursable	14/12/2018	4 170 741,20	421 158,00		
SEML CORREZE EQUIPEMENT-Apport en compte courant d'associés remboursable	20/10/2023	370 000,00	0,00		
SEML CORREZE ENERGIES RENOUVELLABLES-Apport en compte courant remboursable	21/04/2023	72 000,00	0,00		
SARL CDR ENVIRONNEMENT Egletons-Avance remboursable	11/12/2015	15 000,00	0,00		

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	207 009 163,87	165 160 363,88	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	13 710 978,00	894 698,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		-10 700 199,39	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**38 750 000,00**	**30 500 000,00**											**726 028,12**	**2 250 000,00**
CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER	2021	C	CORNIL - 32 GRAND RUE - RESTRUCTURATION DU CENTRE HOSPITALIER	CREDIT AGRICOLE	3 750 000,00	2 875 000,00	11,46	T	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	F	Taux fixe à 0.67 %	0,670	A-1	EUR	18 634,38	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2018	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	3 437 500,00	13,67	T	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	F	Taux fixe à 1.55 %	1,560	A-1	EUR	51 828,13	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	10 000 000,00	7 125 000,00	14,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	A-1	EUR	108 918,74	500 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2019	C	DORSAL - 100% FIBRE 2021	SFIL	5 000 000,00	3 562 500,00	14,17	T	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	F	Taux fixe à 1.57 %	1,580	A-1	EUR	54 459,37	250 000,00
SYNDICAT MIXTE DORSAL	2023	C	DORSAL - 100% RACCORDES	SFIL	15 000 000,00	13 500 000,00	13,33	T	F	Taux fixe à 3.75 %	3,800	F	Taux fixe à 3.75 %	3,800	A-1	EUR	492 187,50	1 000 000,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**32 540 714,58**	**25 310 311,76**											**738 169,61**	**1 234 583,65**
EHPAD DE CORREZE	2019	P	EHPAD CORREZE - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	5 419 767,72	4 398 940,24	24,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,460	V	Livret A(Préfixé) + 0.95	0,970	A-1	EUR	144 133,62	132 319,73
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	5 511 068,51	4 592 557,11	24,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	165 222,03	183 702,28

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
EHPAD DE RIVET	2019	P	MALEMORT - RUE ALFRED DE MUSSET - REAMENAGEMENT DE PRÊT EHPAD DU PAYS DE BRIVE	CDC	4 302 783,59	3 585 652,99	24,75	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	115 230,19	143 426,12
EHPAD DE SEILHAC	2018	P	SEILHAC - 34 AVENUE NATIONALE - REHABILITATION EHPAD	CDC	1 491 122,85	1 033 619,18	15,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	0,510	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,300	A-1	EUR	39 783,09	67 778,32
EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commaignac)	2017	P	VIGEOIS - EHPAD VIGEOIS - REAMENAGEMENT DE PRET	CDC	4 153 771,77	2 753 624,07	14,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	0,600	V	Livret A(Préfixé) + 1.65	1,140	A-1	EUR	107 260,70	186 686,36
EHPAD LA BRUYERE	2021	C	EHPAD DE NEUVIC - RACHAT DE DETTE DU CREDIT FONCIER	BANQUE POSTALE	3 151 591,50	2 706 257,91	19,62	T	F	Taux fixe à 1.03 %	1,030	F	Taux fixe à 1.03 %	1,030	A-1	EUR	27 345,22	137 025,72
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2010	P	CONSTRUCTION MAISON DE VIE ST-PRIVAT	CDC	420 000,00	162 334,07	6,08	T	F	Taux fixe à 3.39 %	0,840	F	Taux fixe à 3.39 %	0,840	A-1	EUR	5 138,37	23 755,18
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2011	P	EPDA DE LA CORREZE	CDC	679 000,00	286 837,34	6,83	T	F	Taux fixe à 3.16 %	0,780	F	Taux fixe à 3.16 %	0,780	A-1	EUR	8 525,10	37 253,18
EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)	2019	C	SERVIERES-LE-CHÂTEAU - L'OUSTAOU - CONSTRUCTION FOYER DE VIE	BANQUE POSTALE	350 000,00	262 500,00	14,96	T	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	F	Taux fixe à 1.7 %	1,710	A-1	EUR	4 350,95	17 500,00
EPDA DU GLANDIER	2018	C	EPDA DU GLANDIER - VIGEOIS-ARNAC POMPADOUR-LUBERSAC - CONSTRUCTION DE 3 FOYERS DE VIE	BANQUE POSTALE	4 691 634,50	3 800 223,95	20,21	T	F	(EONIA(Postfixé) + 0.64)-Floor 0 sur EONIA(Postfixé)	0,650	V	Taux fixe à 1.97 %	1,980	A-1	EUR	73 478,05	187 665,40
EPDA DU GLANDIER	2019	C	LUBERSAC - EPDA GLANDIER - CONSTRUCTION DU FOYER D'HERBERGEMENT	CE	1 108 365,50	886 692,40	19,98	T	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	F	Taux fixe à 1.9 %	1,910	A-1	EUR	16 531,28	44 334,64
EPDA DU GLANDIER	2019	P	VIGEOIS - LE BOURG - REAMENAGEMENT CONSTRUCTION DE LA MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE	CDC	1 261 608,64	841 072,50	11,25	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	0,480	V	Livret A(Préfixé) + 1.18	4,180	A-1	EUR	31 171,01	73 136,72
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**135 718 449,29**	**109 350 052,12**											**3 401 334,54**	**2 718 798,26**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1996	P	PEYRELEVADE PUY CHAB	CDC	28 572,53	5 176,65	3,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	-	EUR	196,71	1 202,68
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	SALENGRO MERLINES	CDC	29 198,71	7 473,86	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	-	EUR	284,01	1 098,95
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1998	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	30 151,60	7 717,77	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	-	EUR	293,28	1 134,81
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	NEUVIC	CDC	22 943,58	6 233,36	6,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	236,87	779,40
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	MESTES	CDC	55 948,79	16 365,66	6,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	621,90	2 008,44
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	EMPRUNT GARANTI CHALONS D"AIX	CDC	30 634,63	8 301,85	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	315,47	1 038,04
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	40 246,54	11 283,14	6,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	428,76	1 398,88
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	BORT LES ORGUES	CDC	56 496,92	15 838,94	6,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	601,88	1 963,70
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3	CDC	64 272,51	30 233,16	12,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,300	A-1	EUR	1 300,03	1 784,27
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	1999	P	FONTAINE 3 TS	CDC	30 184,91	9 463,57	7,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	359,62	1 001,21

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2002	P	L'Augénie-CHABRIGNAC 4	CDC	34 361,50	16 897,38	12,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	709,69	1 003,55
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2007	P	PEYRELEVADE "ALLEE DES 4 VENTS" 2 Pavillons	CDC	60 050,00	41 157,67	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	1 563,99	1 151,71
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2008	P	LES COUAS 2- EYGURANDE	CDC	128 500,00	88 804,76	23,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 196,97	2 391,39
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	BORT LES ORGUES "le bois de coin 2" 6 LOGTS	CDC	238 500,00	169 759,45	24,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 111,34	4 300,75
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	PLUS CURE MALARET-ST SETIERS	CDC	149 575,00	106 378,73	24,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 829,63	2 377,70
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	ROSIERS DE JUILLAC "CAVES" 4 Pavillons	CDC	156 900,00	112 352,35	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 044,68	2 022,41
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2009	P	JUILLAC "CHATENET 2" 2 Pavillons	CDC	76 500,00	54 779,82	24,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 972,07	986,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	La Moutade-PEYRELEVADE-4 Lgts	CDC	152 150,00	114 539,42	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 123,42	1 724,60
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de coin 3-BORT-LES-ORGUES-3 Pavillons	CDC	117 950,00	88 793,45	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 196,57	1 336,95
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	Bois de Coin 3-BORT-LES-ORGUES-2 pavillons	CDC	82 700,00	59 582,52	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 668,31	1 082,59

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2010	P	COPROD-COMPACTAGE 0355560-0433669-CHABRIGNAC	CDC	175 524,50	61 571,54	5,73	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	2,550	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	4,300	A-1	EUR	2 647,58	8 984,01
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEES DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	121 800,00	94 105,87	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 387,81	1 571,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2012	P	TROCHE - ALLEE DES ECOLES - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 200,00	46 897,33	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 313,13	921,17
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALON-LA-TOUR	CDC	45 773,54	16 557,37	3,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	662,30	3 899,09
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONDAT-SUR-GANAVEIX	CDC	23 370,26	10 427,19	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	417,09	1 925,15
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	RILHAC-TREIGNAC	CDC	24 596,49	10 974,30	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	438,97	2 026,16
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-CYR-LA-ROCHE	CDC	35 002,17	17 707,62	6,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	708,30	2 241,95
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL MOULINOTS 2	CDC	77 406,83	54 796,47	12,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 191,86	3 147,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAMBERET "LA CROIX DU COQ"	CDC	73 871,25	22 292,63	2,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	891,71	7 124,57
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	EYGURANDE LE PARC2	CDC	78 882,74	57 263,40	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 290,54	2 973,18

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SARRAN "LE BOURG"	CDC	15 968,19	4 370,32	2,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	174,81	1 396,73
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS D'EGLETONS	CDC	63 077,62	39 678,07	9,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 587,12	3 304,82
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHAVEROCHE	CDC	72 259,48	47 208,61	10,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 888,34	3 500,47
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SALENGRO MERLINES	CDC	60 296,88	26 694,38	5,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 067,78	3 938,96
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MARGERIDES PUY BLANC	CDC	45 221,32	28 343,66	10,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 133,75	2 101,66
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	NEUVIC	CDC	36 420,12	24 584,27	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	983,37	1 636,14
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MESTES	CDC	65 592,64	44 276,28	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 771,05	2 946,69
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MERLINES 2	CDC	42 307,00	19 930,27	6,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	797,21	2 503,50
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ALTILLAC IMMEUBLE	CDC	81 245,96	52 757,10	11,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 110,28	3 511,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BORT LES ORGUES	CDC	86 335,35	56 061,88	11,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 242,48	3 731,04

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ROSIERS DE JUILLAC	CDC	28 475,33	19 494,29	12,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	779,77	1 119,75
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LA CHABASSERIE-ROSIERS DE JUILLAC	CDC	43 088,21	31 948,42	17,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.75	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.75	3,750	A-1	EUR	1 198,07	1 274,63
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT SETIERS	CDC	46 711,29	35 887,18	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 435,49	1 399,37
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SAINT-ANGEL 5 LOGTS	CDC	48 192,56	40 365,25	23,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 614,61	907,00
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC INSERTION	CDC	11 984,33	9 213,62	18,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	340,90	342,85
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	DAVIGNAC	CDC	31 892,03	22 711,42	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	908,46	1 241,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHIRAC BELLEVUE	CDC	25 281,15	18 003,58	13,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	720,15	984,24
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MEYMAC 2	CDC	71 034,22	55 375,34	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 215,01	2 001,19
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	SEILHAC VALETTE 3	CDC	126 164,83	106 180,47	23,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	4 247,22	2 385,85
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHANTEIX 2 LE BOURDEIX	CDC	38 206,15	27 207,93	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 088,32	1 487,43

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS IMM.BUGEAT	CDC	75 020,11	57 000,68	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 280,03	2 059,93
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BISSIERE-MOUSTIER-VENTADOUR	CDC	59 564,51	45 257,44	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 810,30	1 635,54
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST ETIENNE AUX CLOS	CDC	20 442,05	14 931,22	14,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	597,25	701,42
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	BEYSSENAC	CDC	31 722,74	23 170,86	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	926,83	1 088,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAFRAGNE BEYSSAC	CDC	71 616,47	56 575,89	19,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 263,04	1 899,92
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	ST PARDOUX CORBIER	CDC	87 329,63	63 232,32	15,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 529,29	2 604,55
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	TROCHE	CDC	100 213,26	78 301,66	20,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	3 132,07	2 449,28
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CHATENET STADE - JUILLAC	CDC	103 428,86	83 394,32	21,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 252,38	2 463,38
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CROIX ROCHER SORNAC	CDC	119 588,32	94 288,83	21,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 677,26	2 785,20
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS CONCEZE 7	CDC	133 569,53	105 312,22	21,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 107,18	3 110,82

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LAFRAGNE 2 - BEYSSAC	CDC	82 089,39	65 462,26	22,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 553,03	1 809,66
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LILAS-BEYSSENAC	CDC	53 423,25	42 602,41	22,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 661,49	1 177,71
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BAS CLUZEL ST CYR LA ROCHE	CDC	32 645,61	26 057,47	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 016,24	696,99
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS PUY BLANC 2-MARGERIDES	CDC	60 518,10	48 260,21	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 882,15	1 334,12
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS BEAUREGARD-ST JULIEN PRES BORT	CDC	64 871,92	51 732,16	22,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 017,55	1 430,10
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	MONTAIGNAC ST HIPPOLYTE "CHÂTEAU" 2 Pavillons	CDC	59 134,33	47 156,73	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 839,11	1 303,61
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860739-1000679-EYGURANDE	CDC	40 386,50	28 888,02	14,71	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.78	1,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.78	3,780	A-1	EUR	1 091,97	1 386,60
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0871706-0896280-LAGANE ST-ANGEL	CDC	36 014,28	25 204,01	13,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.85	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.85	3,850	A-1	EUR	970,35	1 323,28
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0860639-1000681-EYGURANDE	CDC	90 284,20	65 088,47	14,62	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 603,54	3 069,00
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0894920-0896278-LA GANE SAINT-ANGEL	CDC	192 763,77	138 968,94	14,98	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	5 558,76	6 552,55

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0471977-0878067-CHALON D'AIX	CDC	58 059,14	33 298,90	8,84	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 331,96	3 146,51
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355492-0412604-LE LONZAC	CDC	64 911,39	27 083,14	4,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 083,33	5 000,28
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0279855-0433939-ROSIERS-DE-JUILLAC	CDC	79 272,95	46 452,06	8,68	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 858,08	4 273,46
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLA CONCEZE	CDC	54 486,51	34 660,84	8,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 386,43	3 104,77
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	CONCEZE 6	CDC	54 422,21	46 211,57	24,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 848,47	964,08
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0476755-0879817-CONCEZE	CDC	90 894,94	65 983,43	13,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 639,34	3 425,93
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	COPROD-COMPACTAGE 0355522-0433937-CONCEZE	CDC	102 414,81	60 012,62	8,73	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 400,50	5 520,99
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX - LE MAZAGEIX	CDC	39 176,87	26 000,88	11,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 040,04	1 661,32
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LAGARNECHE-LASCAUX 2	CDC	14 365,67	10 428,49	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	417,14	541,46
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	LASCAUX 2	CDC	19 358,95	12 913,08	13,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	477,78	685,54

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2017	P	PLUS LE MAZAGEIX 2- LASCAUX	CDC	86 371,13	72 177,80	24,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 887,11	1 505,79
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " LES 4 CHEMINS"	CDC	93 272,24	75 610,35	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.32	2,070	V	Livret A(Préfixé) + 1.32	4,320	A-1	EUR	3 266,37	2 648,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	ST-AULAIRE " 4 CHEMINS"	CDC	31 959,68	24 596,17	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	1 033,04	798,49
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	LES 4 CHEMINS ST AULAIRE 2	CDC	19 286,46	14 673,60	18,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	542,92	503,47
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0227231-0279856-0454781-SEILHAC-LA VALETTE	CDC	250 138,80	199 717,75	18,84	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	7 988,71	6 629,51
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2018	P	COPROD-COMPACTAGE 0436548-0454662-TREIGNAC	CDC	131 823,63	100 076,32	16,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	4 003,05	4 223,07
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	60 000,00	40 431,84	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 111,88	1 632,64
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	52 500,00	35 377,87	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	972,89	1 428,56
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2015	P	USSEL - AVEVUE DE LA CROIX DES SOURCES - REHABILITATION DE 30 LOGEMENTS	CDC	26 250,00	17 688,93	15,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	486,45	714,28

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)	2013	C	LIGINIAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ADAPTES	C.C.C.COOP	190 500,00	120 650,00	18,81	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	1,830	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,130	A-1	EUR	4 463,51	6 350,00
CORREZE HABITAT	1988	P	174 ARNAC POMPADOUR 12 LOGTS	CDC	503 264,70	24 457,50	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	-	EUR	860,90	24 457,50
CORREZE HABITAT	1988	P	180 NEUVIC 3 LOGTS	CDC	181 993,64	8 838,37	0,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	-	EUR	311,11	8 838,37
CORREZE HABITAT	1988	P	181 182 UZERCHE	CDC	473 369,44	22 988,80	0,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	4,940	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	-	EUR	809,21	22 988,80
CORREZE HABITAT	1998	P	244 ARGENTAT 1 LOGT	CDC	38 034,96	10 425,76	8,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	4,300	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	-	EUR	396,18	1 018,43
CORREZE HABITAT	1999	P	263 UZERCHE SOUILLE	CDC	32 014,29	11 596,98	9,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,050	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	440,69	932,23
CORREZE HABITAT	2003	P	LIGINIAC-3 LOGTS	CDC	9 757,00	7 286,66	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	306,04	109,04
CORREZE HABITAT	2003	P	PALISSE 2 LOGTS	CDC	8 367,00	6 248,56	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	262,44	93,51
CORREZE HABITAT	2003	P	STE FORTUNADE-LA VERGNE	CDC	5 466,00	4 056,27	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	170,36	74,16
CORREZE HABITAT	2003	P	VARS /ROSEIX-2 LOGTS	CDC	3 244,00	2 450,82	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	102,93	33,10
CORREZE HABITAT	2003	P	SORNAC 2 LOGTS	CDC	8 939,00	6 838,26	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	287,21	84,95
CORREZE HABITAT	2003	P	ORLIAC DE BAR 4 LOGTS	CDC	4 933,00	3 773,68	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	3,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	158,49	46,88

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2005	P	0354 STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	8 529,00	4 965,42	15,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,150	A-1	EUR	206,06	204,38
CORREZE HABITAT	2005	P	SAINT ROBERT	CDC	4 048,00	3 205,42	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	3,150	V	Livret A(Préfixé) + 1.15	4,150	A-1	EUR	133,02	32,03
CORREZE HABITAT	2005	P	DONZENAC - MAISON SANCHEZ	CDC	7 821,00	6 193,89	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	247,76	58,98
CORREZE HABITAT	2006	P	MARCILLAC LA CROISILLE - RUE CHATAIGNERE	CDC	27 000,00	3 428,85	1,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,250	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	137,15	1 672,20
CORREZE HABITAT	2006	P	0422 NEUVIC 7+1 LOGTS	CDC	20 162,00	15 737,44	31,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	629,50	225,23
CORREZE HABITAT	2007	P	0425 JUILLAC 2 LOGTS	CDC	10 915,00	8 612,03	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	344,48	115,85
CORREZE HABITAT	2007	P	0426 EYGURANDE 10 LOGTS	CDC	21 616,00	16 679,66	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,400	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	3,650	A-1	EUR	608,81	241,90
CORREZE HABITAT	2007	P	0456 SOURSAC 5 LOGTS	CDC	17 465,00	13 830,21	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	3,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	553,21	186,05
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	20 900,00	16 590,21	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	663,61	223,18
CORREZE HABITAT	2007	P	0394 VIGNOLS 4 LOGTS	CDC	22 400,00	17 780,88	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	711,24	239,20
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	86 878,76	8,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	2 997,32	8 396,24
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS USSEL "LES SAPINS" 18 LOGTS	CDC	313 500,00	112 387,81	8,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,950	V	Livret A(Préfixé) + 0.45	3,450	A-1	EUR	3 877,38	10 861,52
CORREZE HABITAT	2008	P	0451 COLLONGES LA ROUGE 3 LOGTS	CDC	5 528,00	4 302,65	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	154,90	66,53

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2008	P	121 ARNAC 128 MANSAC	CDC	52 053,00	40 515,00	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 458,54	626,42
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST ROBERT3 LOGTS	CDC	49 626,00	38 625,98	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 390,54	597,21
CORREZE HABITAT	2008	P	0446 VIGEOIS 4 LOGTS	CDC	20 581,00	16 019,03	33,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	576,69	247,68
CORREZE HABITAT	2008	P	0480 SAINT PARDOUX L'ORTIGIER 3 LOGTS	CDC	9 723,00	7 567,78	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	272,44	117,01
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS ST CLEMENT 7 LOGTS	CDC	99 062,00	78 254,78	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 817,17	1 150,72
CORREZE HABITAT	2008	P	LOGEMENTS TREIGNAC 7 LOGTS	CDC	69 240,00	54 696,62	34,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	4,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 969,08	804,30
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 28 LOGTS	CDC	238 800,00	67 193,22	4,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 183,78	12 593,06
CORREZE HABITAT	2009	P	CORNIL "LE PUY MARUT" 12 LOGTS	CDC	21 200,00	9 720,52	9,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	349,94	800,98
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 18 LOGTS	CDC	328 000,00	262 033,49	34,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 433,21	1 767,79
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES"-2 LOGTS	CDC	158 977,00	108 249,35	24,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 030,98	2 289,73
CORREZE HABITAT	2009	P	OBJAT "LES GRANDES TERRES" 2 LOGTS	CDC	28 448,00	21 665,38	34,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	606,63	209,99
CORREZE HABITAT	2009	P	LE JARDIN CONSTRUCTION 2 LGTS	CDC	21 127,00	17 217,09	34,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	619,82	64,37
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	163 934,00	122 316,56	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 403,40	1 667,99

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	39 450,00	32 512,49	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 170,45	95,98
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC 2 LOGEMENTS CN	CDC	18 819,00	13 299,31	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	359,08	230,66
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC- 2 LOGEMENTS	CDC	173 968,00	129 803,30	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 672,92	1 770,09
CORREZE HABITAT	2010	P	ESPAGNAC-2 LOGEMENTS	CDC	6 805,00	5 608,31	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	201,90	16,56
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-De-LARCHE-Le Colombier-6 LGTS	CDC	485 955,00	362 587,11	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 053,14	4 944,48
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE - Le Colombier- 8 LGTS	CDC	31 248,00	25 752,88	35,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	927,10	76,02
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-L Colombier- 8 LGTS	CDC	49 511,00	34 989,26	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	944,71	606,85
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Colombier- 2 LGTS	CDC	195 141,00	138 784,68	25,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 885,97	2 347,55
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-LeColombier-3 LGTS	CDC	314 446,00	220 911,02	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 952,80	3 012,49
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE -Le Colombier- 3 LGTS	CDC	55 066,00	45 382,36	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 633,76	133,97
CORREZE HABITAT	2010	P	STE-FEREOLE-Le Colombier-3 LGTS	CDC	30 328,00	21 432,70	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	578,68	371,73
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-5 LGTS	CDC	357 656,00	256 448,83	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 232,16	3 497,11
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	46 485,00	38 310,37	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 379,17	113,09

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTER-Le Bourg-6 LGTS	CDC	43 586,00	30 802,09	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	831,66	534,23
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-BONNET-L'ENFANTIER-Le Bourg-1 LGT	CDC	100 140,00	71 219,79	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 994,15	1 204,69
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	274 596,00	204 885,16	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 375,87	2 793,95
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12 - 3 LGTS	CDC	31 161,00	25 681,17	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	924,52	75,81
CORREZE HABITAT	2010	P	VIGNOLS-Voie Communale 12-3 LGTS	CDC	27 503,00	19 436,27	25,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	0,950	V	Livret A(Préfixé) + (-0.3)	2,700	A-1	EUR	524,78	337,10
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE - 10 LGTS	CDC	956 612,00	720 143,14	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	25 925,15	10 843,04
CORREZE HABITAT	2010	P	CORREZE-10 LGTS	CDC	112 785,00	92 789,90	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 340,44	487,50
CORREZE HABITAT	2010	P	ST-PANTALEON-DE-LARCHE-LE BOSQUET- 2 LGTS	CDC	207 257,00	156 024,30	26,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 616,87	2 349,23
CORREZE HABITAT	2010	P	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE-Le Bosquet- 2 LGTS	CDC	2 941,00	2 419,58	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	87,10	12,72
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	178 000,00	134 490,23	26,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 841,65	2 220,84
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET PRES BORT - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 000,00	24 763,71	36,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	891,49	168,83
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	151 633,00	116 256,95	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 185,25	1 941,74

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	22 051,00	18 297,60	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	658,71	141,71
CORREZE HABITAT	2011	P	ALBUSSAC - LOTISSEMENT COMMUNAL - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	112 038,00	82 507,67	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 310,21	1 620,63
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	1 470 956,00	1 113 536,96	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	40 087,33	18 598,41
CORREZE HABITAT	2011	P	COMMUNAUTE DE COMMUNE LUBERSAC AUVEZERE - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 16 LOGEMENTS	CDC	143 473,00	119 052,00	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 285,87	922,05
CORREZE HABITAT	2011	P	ST BONNET ELVERT - LA CHAPELLE DES EGAUX - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	338 437,00	259 479,51	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 341,26	4 333,85
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	204 104,00	156 486,48	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 633,51	2 613,65
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	30 713,00	25 485,22	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	917,47	197,38
CORREZE HABITAT	2011	P	EYREIN - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	95 273,00	70 161,47	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 964,52	1 378,12
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	175 251,00	134 364,87	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 837,14	2 244,18
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	19 447,00	16 136,86	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	580,93	124,98
CORREZE HABITAT	2011	P	ESPAGNAC - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	71 332,00	52 530,72	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 470,86	1 031,82
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	62 363,00	45 925,72	27,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 285,92	902,08

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2011	P	OBJAT - LES GRANDES TERRES - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	19 465,00	15 544,47	37,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	435,25	161,96
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	219 720,00	169 741,61	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 110,70	2 835,04
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	61 872,00	51 732,67	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 862,38	400,67
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	172 638,00	128 103,64	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 586,90	2 516,24
CORREZE HABITAT	2012	P	TULLE - RUE DU COLONEL MONTEIL - CHARGE FONCIERE POUR L'ACQUISITION AMELIORATION DE 3 LOGEMENTS	CDC	48 613,00	39 118,81	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 095,33	407,59
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	164 841,00	127 345,62	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 584,44	2 126,94
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	19 672,00	16 448,24	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	592,14	127,39
CORREZE HABITAT	2012	P	ST AUGUSTIN - LE CHAMP PAILLARD - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	69 591,00	51 639,04	27,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 445,89	1 014,30
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	405 092,00	312 984,66	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 267,45	5 227,50
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	72 694,00	60 785,80	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 188,29	470,78
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	150 722,00	111 842,70	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 131,60	2 196,84
CORREZE HABITAT	2012	P	ST HILAIRE PEYROUX - LE BOURG - CHARGE FONCIERE DE LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	28 543,00	22 967,91	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	643,10	239,31

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	330 247,00	255 157,41	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 185,67	4 261,67
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	8 985,00	7 513,13	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	270,47	58,19
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	154 447,00	114 606,81	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 208,99	2 251,13
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGUENNE - AVENUE DU PUY DU JOUR - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	4 339,00	3 491,50	37,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	97,76	36,38
CORREZE HABITAT	2012	P	AYEN - LES CONDAMINES (EX GENDARMERIE) - ACQUISITION AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	78 060,00	57 924,16	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 621,88	1 137,76
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	590 544,00	456 269,66	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	16 425,71	7 620,66
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	118 983,00	99 492,08	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 581,71	770,56
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	171 003,00	126 892,15	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 552,98	2 492,44
CORREZE HABITAT	2012	P	ST SOLVE - CHANTOSEL - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	34 795,00	27 998,78	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	783,97	291,73
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	209 109,00	161 563,05	27,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 816,27	2 698,44
CORREZE HABITAT	2012	P	LAGRAULIERE - BORIAS - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS	CDC	17 996,00	15 048,04	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	541,73	116,55
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	108 154,00	84 878,98	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 055,64	1 316,40
CORREZE HABITAT	2012	P	BRIGNAC LA PLAINE - LE BOURG - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION D'1 LOGEMENT	CDC	9 871,00	8 313,17	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	299,27	59,18

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	411 508,00	322 950,46	28,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 626,22	5 008,68
CORREZE HABITAT	2012	P	ST CLEMENT - GRANDCHAMP 2 - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 192,00	31 322,49	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 127,61	222,99
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYSSAC - LES TERMES - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	288 000,00	174 052,11	13,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 656,69	8 896,54
CORREZE HABITAT	2013	P	MALEMORT - LE JASSOU - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	252 000,00	152 844,44	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	4 967,44	7 812,53
CORREZE HABITAT	2013	P	ST PANTALEON DE LARCHE - RESIDENCE ARNODIN - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	101 500,00	61 562,34	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	2 000,78	3 146,71
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - PRE POISSAC - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	280 000,00	169 827,14	13,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	5 519,38	8 680,59
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 2 - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	160 000,00	97 357,87	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 164,13	4 731,38
CORREZE HABITAT	2013	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	10 000,00	6 191,36	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	222,89	291,84
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	116 829,44	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 796,96	5 677,66
CORREZE HABITAT	2013	P	SEILHAC - CHAMP DE FOIRE 1 - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	9 700,00	6 005,56	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	216,20	283,08
CORREZE HABITAT	2013	P	MEYMAC - LE CHAMP PEYRAT - REHABILITATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	312 000,00	189 847,83	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	6 170,05	9 226,20
CORREZE HABITAT	2013	P	CHAMBOULIVE - LE BOURG SUD (LES TILLEULS) - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	192 000,00	116 829,44	13,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,500	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	A-1	EUR	3 796,96	5 677,66
CORREZE HABITAT	2015	P	206 JUILLAC 1 LOGT	CDC	22 246,31	12 270,24	8,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	515,35	1 092,62

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2015	P	270 NOAILLES 1 LOGT	CDC	14 647,62	2 737,42	1,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	114,97	1 333,91
CORREZE HABITAT	2015	P	133 BUGEAT 12 LOGTS	CDC	24 241,03	2 744,26	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	115,26	2 744,26
CORREZE HABITAT	2015	P	144 UZERCHE 12 LOGTS	CDC	8 806,96	997,00	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	41,87	997,00
CORREZE HABITAT	2015	P	130 TARNAC 8 LOGTS	CDC	10 117,79	1 145,40	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	48,11	1 145,40
CORREZE HABITAT	2015	P	135 ARNAC-POMPADOUR 15 LOGTS	CDC	25 202,88	2 853,14	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	119,83	2 853,14
CORREZE HABITAT	2015	P	160 BORT-LES-ORGUES 7 LOGTS	CDC	9 244,86	1 046,58	0,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	2,200	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	43,96	1 046,58
CORREZE HABITAT	2017	P	258 OBJAT 1ère tranche	CDC	89 029,10	18 422,17	1,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	773,73	8 973,29
CORREZE HABITAT	2017	P	261 OBJAT 2ème tranche - LA RIBIERE DE LA VIALLE	CDC	140 364,10	39 571,96	2,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	1 662,02	12 515,61
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLA TS	CDC	40 356,16	18 952,40	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	1,550	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	3,800	A-1	EUR	720,19	2 368,36
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT III PLF	CDC	195 637,14	95 253,22	6,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	4 000,64	11 534,73
CORREZE HABITAT	2017	P	235 LAGARDE ENVAL	CDC	2 495,94	279,83	0,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	1,270	V	Livret A(Préfixé) + 0.52	3,520	A-1	EUR	9,85	279,83
CORREZE HABITAT	2017	P	255 BEYSSAC	CDC	47 320,10	10 799,61	1,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	1,950	V	Livret A(Préfixé) + 1.2	4,200	A-1	EUR	453,58	5 260,40
CORREZE HABITAT	2018	P	350 CHAMBERET 2 LOGTS	CDC	13 145,80	11 256,79	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	450,27	202,70

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	364 NAVES 4 LOGTS	CDC	33 967,31	21 769,84	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	870,79	435,68
CORREZE HABITAT	2018	P	363 378 MALEMORT 15 + 5 LOGTS	CDC	136 652,25	116 774,96	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	4 671,00	2 337,01
CORREZE HABITAT	2018	P	361 FAVARS 6 LOGTS	CDC	23 741,94	20 288,44	27,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	811,54	406,03
CORREZE HABITAT	2018	P	ST BONNET PRES BORT-2 LOGTS	CDC	10 100,23	8 674,48	28,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	346,98	146,21
CORREZE HABITAT	2018	P	IMMEUBLE JAUVION GARE DE CORREZE	CDC	27 687,91	23 730,18	28,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	949,21	448,02
CORREZE HABITAT	2018	P	LOTISSEMENT LA GARENNE	CDC	21 713,55	18 678,35	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	747,13	352,65
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMP DE FOIRE	CDC	47 070,06	40 490,45	28,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 619,62	764,46
CORREZE HABITAT	2018	P	BAR LE NEUF	CDC	20 975,74	18 108,21	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	724,33	278,88
CORREZE HABITAT	2018	P	MEYSSAC 8 LOGTS	CDC	51 945,15	44 960,19	29,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 798,41	643,76
CORREZE HABITAT	2018	P	ST PANTALEON DE LARCHE 5 LOGTS	CDC	9 212,05	7 973,32	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	318,93	114,17
CORREZE HABITAT	2018	P	ST CLEMENT 4 LOGTS	CDC	8 732,98	7 558,68	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	302,35	108,23
CORREZE HABITAT	2018	P	EYREIN 3 LOGTS	CDC	13 245,49	11 464,40	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	458,58	164,15
CORREZE HABITAT	2018	P	SOUDEILLE 4 LOGTS	CDC	22 930,74	19 847,31	29,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	793,89	284,18

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	VARETZ 4 LOGTS	CDC	17 320,45	11 911,65	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	476,47	170,56
CORREZE HABITAT	2018	P	STE FEREOLE 4 LOGTS	CDC	35 681,40	30 996,01	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 239,84	443,82
CORREZE HABITAT	2018	P	CUBLAC 6 PAVILLONS	CDC	10 248,73	7 464,27	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	298,57	106,88
CORREZE HABITAT	2018	P	0412 MASSERET 4 LOGTS	CDC	12 974,25	11 422,64	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	456,91	152,06
CORREZE HABITAT	2018	P	0386 LADIGNAC 3 LOGTS	CDC	31 878,36	28 065,96	30,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 122,64	373,61
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT PRIVAT	CDC	10 342,41	9 007,49	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	360,30	117,05
CORREZE HABITAT	2018	P	COSNAC	CDC	10 567,03	9 203,13	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	368,13	119,59
CORREZE HABITAT	2018	P	JUILLAC	CDC	13 327,30	11 607,11	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	464,28	150,83
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMEYRAT	CDC	74 822,75	65 165,11	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 606,60	846,79
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	12 839,27	9 568,78	15,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	382,75	407,07
CORREZE HABITAT	2018	P	BEAULIEU	CDC	177 162,63	154 295,57	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	6 171,82	2 005,00
CORREZE HABITAT	2018	P	DARNETS	CDC	40 937,11	35 653,20	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 426,13	463,30
CORREZE HABITAT	2018	P	LUBERSAC	CDC	36 248,44	19 031,43	30,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	761,26	217,33

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET	CDC	29 877,77	26 157,21	30,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	1 046,29	298,70
CORREZE HABITAT	2018	P	SAINT-SOLVE - BELLEVUE - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	318 460,52	277 518,01	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	11 100,72	2 120,66
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	24 200,00	15 814,92	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	569,34	668,61
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 135 ET 145 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS (BATIMENTS D ET E)	CDC	38 000,00	24 833,37	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	894,00	1 049,88
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	455 986,00	371 506,10	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	13 374,22	3 152,50
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUET - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	82 806,00	71 809,16	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 597,08	3,77
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 793,00	47 056,10	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 317,57	550,92
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RESIDENCE LES BLEUETS - RUE ANNE VIALLE - ACQUISITION ET AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	10 907,00	9 152,18	39,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	256,26	30,00
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	314 400,00	253 411,89	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 122,83	2 150,38
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 3 LOGEMENTS	CDC	33 264,00	28 550,61	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 027,82	6,07
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	106 202,00	82 670,41	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 314,77	967,88
CORREZE HABITAT	2013	P	LA RIVIERE DE MANSAC - CHARGE FONCIERE POUR LA CONSTRUCTION DE 1 LOGEMENTS	CDC	11 224,00	9 316,08	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	260,85	30,54
CORREZE HABITAT	2014	P	LOGEMENTS USSEL "GRAMMONT" 18 LOGTS	CDC	210 000,00	132 301,14	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	3 638,28	6 069,11

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	BORT LES ORGUES - 146 RUE DE LA PLANTADE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS (BATIMENT F)	CDC	105 000,00	66 150,56	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 819,14	3 034,55
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - CALAIS - REHABILITATION DE 20 LOGEMENTS	CDC	320 000,00	201 601,75	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	5 544,05	9 248,17
CORREZE HABITAT	2014	P	ALLASSAC - CITE RADIEUSE - REHABILITATION 6 LOGEMENTS	CDC	71 000,00	44 730,39	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 230,09	2 051,94
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBERET - ROUTE SAINT DULCET - CHATAIGNIES - REHABILITATION DE 8 LOGEMENTS	CDC	128 000,00	80 640,71	14,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 217,62	3 699,27
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - ROUTE DE ST-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	273 000,00	171 991,49	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	4 729,77	7 889,84
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	243 000,00	153 091,34	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	4 210,01	7 022,83
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS (BATIMENT B)	CDC	155 100,00	101 359,42	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 648,94	4 285,18
CORREZE HABITAT	2014	P	UZERCHE - BOULEVARD JOLIOT CURIE - CITE DE PLEUX - REHABILITATION DE 29 LOGEMENTS (BATIMENT A)	CDC	319 000,00	200 971,73	14,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	1,000	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	5 526,72	9 219,27
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - 122 AVENUE VICTOR HUGO - IMMEUBLE CAMMAS - REHABILITATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	126 764,28	85 407,45	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 348,70	3 554,82
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	580 318,00	440 847,32	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	18 118,82	1 783,11
CORREZE HABITAT	2014	P	ARGENTAT - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX ADAPTES	CDC	33 682,00	25 587,43	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	1 051,64	103,49
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	308 870,00	253 991,21	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	9 143,68	1 793,98

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2014	P	EYGURANDE - CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D'EYGURANDE RUE PERON - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS	CDC	9 135,00	7 985,14	39,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	278,05	0,00
CORREZE HABITAT	2014	P	TULLE - RUE PIECE VERDIER - REHABILITATION DE 22 LOGEMENTS	CDC	303 500,00	192 904,17	14,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,750	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	5 304,86	8 611,36
CORREZE HABITAT	2016	P	UZERCHE - ROUTE DE SAINT-YBARD - LA RHUE - REHABILITATION DE 18 LOGEMENTS	CDC	20 566,00	14 581,82	16,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	401,00	515,95
CORREZE HABITAT	2017	P	UZERCHE - RESIDENCE LA BORIE BLANCHE - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	206 500,00	158 957,94	17,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 722,49	4 506,23
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	146 797,00	129 296,64	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	4 654,68	335,07
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 136,50	26 592,79	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	841,67	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	47 045,00	40 428,72	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 132,01	241,06
CORREZE HABITAT	2017	P	OBJAT - RUE JEAN SEGUREL - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS	CDC	10 404,50	9 302,74	42,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	249,42	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	MANSAC - RESIDENCE VAUBAN - ACQUISITION DE 9 LOGEMENTS	CDC	327 616,00	295 484,51	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,860	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	4,110	A-1	EUR	12 144,41	183,96
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	6 331,00	4 741,24	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	130,38	151,89
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	80 669,00	62 096,75	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 235,48	1 760,35
CORREZE HABITAT	2017	P	TULLE - IMPASSE VENTADOUR - REHABILITATION DE 32 LOGEMENTS	CDC	224 000,00	167 751,99	17,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	4 613,18	5 374,01
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	1 351 015,00	1 154 437,06	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 559,73	9 332,06

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE DOM'AULIM SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	337 595,00	286 379,43	26,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 309,66	2 700,43
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	67 048,00	57 618,55	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 613,32	343,55
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	19 740,50	17 650,13	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	473,80	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	202 081,00	177 989,97	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 407,64	461,26
CORREZE HABITAT	2017	P	SEILHAC - RESIDENCE LE BREZOU - ACQUISITIONS AMELIORATION DE 9 LOGEMENTS	CDC	59 974,50	54 738,51	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 740,29	0,00
CORREZE HABITAT	2017	P	RACHAT DU PATRIMOINE DE ICF 138 LOGEMENTS SUR LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE	CDC	4 981 300,00	4 256 501,46	27,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	153 234,05	34 408,07
CORREZE HABITAT	2018	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2016)	CDC	386 618,46	312 132,18	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 236,76	7 914,08
CORREZE HABITAT	2018	P	CHAMBERET - REHABILITATION DE L'EHPAD	CDC	445 240,00	358 494,10	18,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 905,79	9 089,58
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	955 355,50	852 002,18	33,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	23 856,06	4 303,80
CORREZE HABITAT	2018	P	OBJAT - RESIDENSE SOCIALE - ACQUISITION-AMELIORATION DE 24 LOGEMENTS	CDC	158 583,50	146 067,54	43,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 846,10	0,00
CORREZE HABITAT	2014	P	CHAMBOULIVE - AUX BERNARDINES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS	Crédit Foncier	623 891,00	525 915,35	30,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	2,070	V	(Livret A(Préfixé) + 1.07)-Floor -1.07 sur Livret A(Préfixé)	4,070	A-1	EUR	21 404,75	11 380,47

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2016	P	FINANCEMENT DE DIVERS PROGRAMMES POU REMPLACEMENT DE COMPOSANTS SUR PLUSIEURS RESIDENCES DE L'OFFICE	SFIL	11 406 590,02	7 845 730,93	22,83	A	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	F	Taux fixe à 1.54 %	1,560	A-1	EUR	122 502,37	488 070,90
CORREZE HABITAT	2007	P	404 EHPAD CHAMBERET	CE	612 119,00	360 446,00	13,65	T	V	Inflation Livret A + 0.8	3,850	V	Inflation Livret A + 0.8	2,830	A-1	EUR	7 825,76	20 722,51
CORREZE HABITAT	2009	P	EHPAD CHAMBERET	Crédit Foncier	1 754 000,00	855 696,41	14,91	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A(Préfixé)	5,230	V	(Livret A(Préfixé) + 1.13)-Floor -1.13 sur Livret A(Préfixé)	4,190	A-1	EUR	29 442,58	60 312,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	592 192,69	397 490,64	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	12 956,84	35 129,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 289,97	19 311,07	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	585,58	654,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 362,40	30 150,17	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	914,26	1 021,56
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 310,60	29 278,08	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	887,81	992,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 806,69	30 076,29	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	913,00	924,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	38 114,23	32 014,53	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	971,83	983,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 703,42	27 469,65	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	833,86	844,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	24 543,15	20 615,33	18,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	625,79	633,49

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 919,78	31 377,97	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	953,42	875,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 351,00	24 945,28	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	757,96	695,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 322,15	30 020,15	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	912,16	837,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 618,61	28 554,65	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	869,68	597,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	294 696,96	254 958,27	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	8 258,50	5 450,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 339,65	37 200,83	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 450,83	389,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 453,85	22 945,01	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	894,86	240,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 238,22	112 676,11	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 649,76	2 408,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	77 819,12	67 325,53	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 180,78	1 439,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	276 792,96	239 468,56	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	7 756,77	5 119,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 469,24	40 017,09	31,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 560,67	419,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	311 337,14	215 546,70	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	6 986,15	4 223,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 588,56	33 680,87	31,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 313,55	352,81

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	23 425,17	17 106,74	11,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	545,70	1 128,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 253,01	221 744,02	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	7 187,01	4 345,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 467,48	28 010,55	31,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 092,41	337,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	265 960,67	236 239,90	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	7 661,21	4 224,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 843,75	23 088,03	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	900,43	278,19
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	260 908,54	231 752,30	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	7 515,69	4 144,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 406,76	38 556,13	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	1 250,37	689,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	136 917,68	119 411,29	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 870,27	2 339,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	25 819,35	22 990,71	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	896,64	350,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	417 767,50	371 082,40	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	12 034,14	6 636,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	150 709,30	134 198,30	31,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 233,73	2 047,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	79 251,62	70 395,37	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	2 282,91	1 258,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	264 049,04	231 800,58	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	7 517,25	4 145,50

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 278,17	41 810,26	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 630,60	602,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	166 204,32	144 953,31	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 698,12	2 840,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	66 777,17	60 330,18	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 352,88	868,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	350 322,99	305 530,41	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	9 902,63	5 986,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 239,41	91 702,53	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	2 973,90	1 640,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 497,66	99 857,88	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 236,52	1 956,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 475,20	38 374,45	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 496,60	552,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 817,70	171 270,53	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	5 554,28	3 062,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 530,23	38 424,17	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 498,54	553,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 478,47	129 583,79	25,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 202,32	2 326,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 367,33	166 614,35	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	5 405,84	2 748,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	36 021,07	32 105,84	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 252,13	462,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	118 890,32	106 289,20	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	3 448,58	1 753,07

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	98 246,86	87 833,70	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	2 849,77	1 448,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 806 278,21	1 611 108,91	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	50 701,10	27 183,79
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 728,75	126 707,00	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	4 111,03	2 089,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 801,71	23 888,58	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	931,65	344,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	288 844,23	256 729,84	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	0,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	0,900	A-1	EUR	7 703,34	4 479,87
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	33 053,24	27 473,42	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	859,75	919,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	213 449,57	190 826,11	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	6 191,39	3 147,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 580,27	45 082,57	32,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 758,22	649,24
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	310 860,72	277 912,75	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	9 016,92	4 583,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	63 666,35	56 949,89	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 221,05	820,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	240 782,83	215 175,93	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	6 981,42	3 548,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 475,43	42 467,04	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 656,21	611,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	274 193,69	244 893,65	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	7 945,63	4 039,13

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	147 790,31	30 316,60	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	983,63	500,02
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	31 821,81	6 531,30	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	254,72	94,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 609,76	64 913,88	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	2 106,14	1 070,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 877,27	24 373,30	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	950,56	355,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 649,46	92 663,75	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	3 006,50	1 528,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 152,29	24 622,70	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	960,29	359,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 199,27	220 104,69	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	7 141,33	3 630,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	48 741,23	44 200,38	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 723,81	645,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 814,32	146 451,70	27,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	4 751,64	2 415,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	22 977,32	20 836,70	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	812,63	304,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 734,73	101 396,04	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	3 291,25	1 541,63
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	26 168,01	23 401,03	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	912,64	341,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 032,58	89 072,10	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	2 891,22	1 354,26

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	49 998,02	44 969,29	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	1 459,67	683,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 314,25	61 985,04	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 417,42	904,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 758,33	221 040,35	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	7 174,83	3 360,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 594,31	55 399,19	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	1 798,22	842,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 376,83	38 790,20	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 512,82	566,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 573,56	86 257,14	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 547,20	1 410,04
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	154 478,09	137 976,10	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 074,46	2 255,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 408,83	100 400,85	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 964,86	1 641,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	172 329,15	153 920,27	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 545,30	2 516,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 779,24	70 363,76	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 077,87	1 150,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	487 617,97	435 528,71	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	12 861,27	7 119,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	545 929,43	487 611,10	28,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	14 399,27	7 971,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 479 277,03	1 328 795,29	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	39 255,60	20 118,55

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 457,92	151 321,23	29,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 470,37	2 291,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	37 774,81	32 197,57	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	947,68	841,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	143 340,58	122 177,16	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	3 596,06	3 192,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	102 575,52	87 430,82	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 573,37	2 284,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 720,92	102 897,17	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	3 028,60	2 688,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 773,51	95 265,24	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 217,94	4 616,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 473,36	66 711,48	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 253,42	3 233,13
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	40 326,98	32 619,92	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 101,85	1 580,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 946,14	118 053,67	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 987,69	5 721,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	43 223,58	33 492,41	14,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 106,46	1 668,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 553,63	37 549,26	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 242,49	1 694,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 894,95	94 671,33	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 132,62	4 273,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	451 540,93	356 545,11	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	11 797,86	16 094,37

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 441,84	166 168,80	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 498,43	7 500,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	396 062,99	312 738,72	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	10 348,33	14 116,95
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	145 787,35	115 116,37	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 809,13	5 196,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	173 147,52	136 720,52	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 523,99	6 171,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	96 277,89	76 022,81	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 515,55	3 431,66
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	159 843,49	126 215,34	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 176,38	5 697,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 875,47	112 027,44	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 706,92	5 056,90
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 640,77	53 410,38	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 767,31	2 410,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 308,76	75 257,49	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 490,23	3 397,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	47 276,17	37 330,20	15,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 235,24	1 685,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 939,54	40 905,18	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 355,44	1 679,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	223 044,91	179 108,17	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 934,92	7 353,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 764,90	83 324,68	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 761,03	3 420,97

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	176 732,30	141 918,47	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 702,60	5 826,61
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 352,81	47 661,14	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 579,29	1 956,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,93	85 744,17	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 841,22	3 520,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 753,56	56 013,11	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 856,04	2 299,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 262,82	59 634,12	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 976,04	2 448,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	84 044,94	67 489,25	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 236,32	2 770,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	55 600,15	44 647,72	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 479,44	1 833,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 303,70	35 576,50	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 178,86	1 460,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	857 327,43	688 446,05	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	22 812,31	28 264,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 240,57	184 083,39	16,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	6 099,78	7 557,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 908,68	112 427,15	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 730,00	4 210,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	129 141,11	105 279,55	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 492,86	3 942,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	190 106,24	157 105,75	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 218,05	5 380,04

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 008,01	96 696,60	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 211,65	3 311,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 160,23	109 218,58	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 627,54	3 740,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	57 162,73	23 300,37	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	773,03	872,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 952,83	90 451,99	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 000,94	3 387,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	89 443,40	72 916,86	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 419,17	2 730,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 119,80	85 696,67	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 843,16	3 209,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 773,05	49 397,07	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 640,65	1 691,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 573,47	103 775,25	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 446,75	3 553,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 401,08	99 500,70	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 304,77	3 407,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 664,98	77 405,70	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 570,92	2 650,74
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 186,91	24 946,75	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	828,57	854,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	137 069,75	113 275,86	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 762,29	3 879,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	152 968,17	126 414,43	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 198,67	4 329,03

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	56 075,77	46 341,61	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 539,18	1 586,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	75 444,52	62 348,13	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 070,80	2 135,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	20 486,30	16 930,08	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	562,31	579,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	32 732,28	27 050,29	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	898,44	926,34
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	61 901,41	51 155,93	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 699,07	1 751,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 431,73	51 594,21	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 713,63	1 766,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	186 727,55	154 313,56	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 125,30	5 284,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 777,77	88 242,27	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 930,85	3 021,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 576,97	78 985,84	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 623,41	2 704,85
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	30 816,35	25 466,91	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	845,86	872,10
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 675,35	66 670,96	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 214,39	2 283,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	106 932,77	88 370,31	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 935,09	3 026,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 407,19	44 136,26	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 465,92	1 511,43

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	174 073,89	143 856,48	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 777,98	4 926,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 408,95	80 499,77	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 673,69	2 756,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 767,98	82 449,26	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 738,44	2 823,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 158,30	51 962,62	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 727,57	1 630,39
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 227,86	106 449,31	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 539,04	3 340,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 215,20	83 848,29	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 787,65	2 630,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	99 281,86	83 067,39	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 761,68	2 606,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 768,33	92 677,96	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 081,19	2 907,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	131 217,06	109 787,07	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 650,02	3 444,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	134 470,76	84 969,76	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 824,92	2 666,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	141 669,68	97 694,66	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 247,98	3 065,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 631,33	91 726,59	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 049,57	2 878,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 784,23	105 241,41	19,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 498,89	3 302,10

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	119 432,91	97 365,14	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 230,28	3 646,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 885,32	71 646,61	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 377,02	2 683,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	255 687,47	208 443,76	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	6 915,54	7 806,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 980,54	90 474,52	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 001,67	3 388,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 570,48	24 106,69	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	799,79	902,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	53 226,84	43 392,03	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 439,61	1 625,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 294,79	91 545,94	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 037,22	3 428,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	78 382,94	44 604,72	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 479,85	1 670,47
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 636,83	55 139,51	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 829,37	2 065,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	111 178,70	90 636,08	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 007,04	3 394,36
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	52 569,73	42 856,38	17,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 421,84	1 605,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 078,58	89 317,32	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 966,56	3 058,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 897,16	61 895,77	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 055,77	2 119,61

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	127 136,63	105 067,00	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 489,66	3 597,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	201 568,32	143 326,91	18,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 760,40	4 908,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	120 348,65	101 833,06	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 388,56	2 932,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 122,94	93 180,62	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 100,65	2 683,18
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 632,14	29 459,61	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	980,29	848,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 667,60	77 564,61	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 581,03	2 233,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	82 206,53	69 559,07	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 314,63	2 002,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 357,27	112 840,35	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 754,83	3 249,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 716,82	89 452,34	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 976,59	2 575,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 562,49	60 552,61	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 014,93	1 743,65
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	142 156,77	120 286,05	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 002,60	3 463,70
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 070,82	90 598,10	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 014,71	2 608,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	206 964,61	175 123,24	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 827,35	5 042,76

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 570,23	139 251,19	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	4 633,68	4 009,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	74 819,36	63 308,50	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 106,63	1 823,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 628,80	58 237,36	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	1 827,76	1 451,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	179 424,96	119 219,42	20,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	3 967,12	3 432,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	197 651,66	168 973,11	21,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 627,19	4 471,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	100 127,34	85 599,25	21,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	2 850,65	2 265,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	94 041,94	81 781,14	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	2 568,69	1 849,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 494,57	43 911,30	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	1 379,23	992,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	585 833,85	500 831,50	21,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	16 678,84	13 252,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 382,74	19 050,97	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	621,00	1 683,67
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 726,85	32 576,86	10,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 065,88	2 529,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	200 923,33	173 400,60	22,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	5 778,82	4 220,73
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	62 258,13	52 912,93	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	1 607,76	1 476,26

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 699,34	36 681,31	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	1 115,53	929,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 375,28	46 711,66	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	1 420,55	1 184,06
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 179,93	38 327,88	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	1 166,51	882,88
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 379,91	69 289,43	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	2 108,36	1 637,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	46 042,73	39 689,93	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,360	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	0,910	A-1	EUR	1 207,70	937,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	29 490,09	21 833,81	12,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	718,42	1 341,32
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 590,50	29 719,25	10,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	0,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.65	0,900	A-1	EUR	875,06	2 171,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	71 111,62	36 659,40	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	1 151,19	851,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 835,20	79 943,49	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,390	V	Livret A(Préfixé) + 0.8	0,940	A-1	EUR	2 509,01	1 992,42
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	92 703,93	79 444,72	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 338,64	2 047,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	183 720,99	158 008,12	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 653,98	3 798,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	130 797,17	112 491,31	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	3 313,32	2 704,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 552,06	96 799,71	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 851,14	2 326,88

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	221 334,55	190 357,45	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	5 606,78	4 575,84
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	210 906,90	182 897,12	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	5 390,53	4 046,96
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	254 807,54	208 691,48	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	6 150,77	4 617,71
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	263 528,38	228 530,10	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	6 735,47	5 056,69
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 283,38	47 074,19	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 387,42	1 041,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	73 333,17	63 594,03	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 874,30	1 407,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 490,25	62 863,09	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 852,76	1 390,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	27 889,01	19 443,59	10,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	636,18	1 509,49
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	44 822,40	34 442,05	12,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	1 110,04	2 058,54
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	41 815,15	29 104,21	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	955,16	2 510,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	15 707,88	10 875,02	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	356,91	938,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	128 458,46	113 389,52	29,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	4 535,58	1 623,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	60 927,15	53 780,03	29,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,750	V	Livret A(Préfixé) + 1	4,000	A-1	EUR	2 151,20	770,05

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	613 354,97	546 186,23	27,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	17 730,03	8 214,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	133 250,23	120 385,64	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 695,04	1 733,68
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	35 304,65	23 697,11	9,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	772,44	2 094,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	574 407,81	511 390,76	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	17 082,67	8 952,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 943,77	203 826,79	26,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,430	V	Livret A(Préfixé) + 1	0,990	A-1	EUR	6 808,71	3 568,21
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	34 225,63	28 308,65	17,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	830,93	971,35
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	39 044,08	33 102,42	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	973,61	937,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	42 293,67	36 935,08	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 088,88	788,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 953,56	170 395,18	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 519,37	3 642,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 259,86	213 052,75	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	6 901,12	4 554,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	125 791,66	108 829,17	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 525,15	2 326,72
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	434 261,93	375 703,50	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	12 169,62	8 032,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	227 480,85	196 805,99	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	6 374,86	4 207,64

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	306 174,01	158 854,85	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 145,55	3 396,26
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	135 644,91	117 353,75	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 801,27	2 508,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	168 210,01	145 527,56	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 713,86	3 111,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	6 562 501,30	6 062 907,16	31,08	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	0,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	1,000	A-1	EUR	206 116,26	50 383,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 786,42	211 633,60	19,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.03	0,440	V	Livret A(Préfixé) + 1.03	4,030	A-1	EUR	7 716,90	5 727,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	950 461,95	877 424,59	32,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	0,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	32 421,48	3 892,75
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	511 663,62	472 345,23	32,00	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	0,450	V	Livret A(Préfixé) + 1.05	4,050	A-1	EUR	17 453,50	2 095,60
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 424,11	89 380,89	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 628,87	2 532,09
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	163 983,74	139 029,00	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 089,12	3 938,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	69 168,91	58 642,91	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 724,81	1 661,31
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 905,61	76 389,31	9,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 204,88	6 380,46
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	415 160,90	351 982,50	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	10 352,49	9 971,40
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 205,59	91 872,25	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 704,47	2 368,17

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	107 030,10	91 721,86	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 700,04	2 364,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	114 399,39	98 037,12	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 885,96	2 527,07
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	72 948,92	62 001,29	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	2 004,34	1 686,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 498,11	104 964,42	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,960	A-1	EUR	3 393,22	2 855,15
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	105 909,11	91 658,10	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 700,27	2 150,55
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	87 969,47	76 132,37	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 242,88	1 786,27
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	65 476,25	56 665,81	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 669,39	1 329,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 585,58	83 695,00	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 709,21	1 952,41
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	224 690,27	144 932,60	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 268,84	3 483,91
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	830 439,25	714 214,25	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	21 036,48	17 168,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	267 456,22	229 385,74	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	7 425,24	5 351,03
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	59 521,58	51 049,10	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 652,45	1 190,86
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	76 139,25	65 301,37	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 113,80	1 523,33

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	196 900,66	170 349,40	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 517,88	3 642,01
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	211 728,96	181 590,85	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 878,12	4 236,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	91 366,70	78 361,32	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 536,57	1 828,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	50 585,73	43 385,22	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	1 404,38	1 012,08
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 783,51	161 635,77	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 232,17	3 770,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	149 187,47	127 951,70	22,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 141,81	2 984,81
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 447,37	82 576,69	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 674,79	1 765,45
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 185,48	114 360,75	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 704,32	2 444,99
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	95 006,13	82 194,93	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 662,43	1 757,29
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	189 397,30	163 857,84	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 307,62	3 503,22
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	285 255,08	246 789,57	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	7 993,90	5 276,28
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	158 384,99	137 027,43	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 438,54	2 929,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	191 640,76	165 798,79	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 370,48	3 544,71

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	108 881,44	94 199,21	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 051,26	2 013,94
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	192 379,10	166 437,55	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 391,18	3 558,38
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	93 250,97	80 676,46	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 613,24	1 724,83
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	81 824,09	70 790,47	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 293,02	1 513,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	97 292,01	84 172,58	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	2 726,49	1 799,58
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	188 712,64	162 776,94	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 272,60	3 480,11
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	202 428,30	175 131,66	23,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 672,78	3 744,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	319 740,46	278 858,21	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	9 038,15	5 464,14
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	229 280,99	199 964,95	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	6 481,11	3 918,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	203 830,79	177 768,85	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 761,71	3 483,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	156 247,02	136 269,15	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 416,65	2 670,16
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 907,63	169 114,44	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 481,21	3 313,76
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	109 586,94	95 575,06	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 097,71	1 872,77

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	115 536,63	100 764,03	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 265,89	1 974,44
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	248 630,11	171 667,48	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 563,95	3 363,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	195 220,51	170 259,49	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	5 518,33	3 336,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	284 510,18	208 034,42	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	6 742,66	4 076,37
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	257 017,30	224 154,86	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	7 265,15	4 392,25
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	112 818,09	98 393,06	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 189,05	1 927,98
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	117 767,95	102 710,03	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 328,96	2 012,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	123 247,88	107 489,34	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 483,85	2 106,23
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 638,96	143 588,11	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	4 653,86	2 813,57
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	132 166,62	115 267,69	24,17	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	0,410	V	Livret A(Préfixé) + 0.9	3,900	A-1	EUR	3 735,97	2 258,64
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	54 270,65	46 011,84	19,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 353,30	1 303,48
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	228 464,63	195 787,91	20,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	5 763,47	5 046,78
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	352 882,99	300 781,84	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	8 852,98	7 859,14

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	457 364,17	389 836,98	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	11 474,15	10 186,05
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	246 278,32	211 810,21	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	6 238,65	5 091,53
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	375 620,35	323 050,00	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	9 515,11	7 765,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	334 147,83	287 381,84	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	8 464,56	6 908,12
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	80 479,15	69 215,60	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 038,67	1 663,82
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	193 461,17	166 385,10	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 900,70	3 999,59
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	296 934,38	255 376,60	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	7 521,87	6 138,77
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	1 011 287,26	869 751,50	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	25 617,66	20 907,20
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	110 010,22	95 400,16	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 811,73	2 110,92
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	355 590,75	305 823,68	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	9 007,74	7 351,43
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	788 671,55	683 930,89	23,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	20 157,50	15 133,33
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	490 047,21	428 231,87	24,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	12 628,75	8 724,62
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	103 907,41	91 447,37	25,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	2 698,29	1 715,50

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	164 599,80	142 451,42	21,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 196,66	3 342,30
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	204 910,31	161 521,38	14,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	4 721,68	7 493,50
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	67 034,92	58 541,61	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	1 725,88	1 250,17
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	28 537,30	24 543,30	22,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	722,90	589,97
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	245 809,08	217 766,06	26,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	6 428,75	3 760,51
CORREZE HABITAT	2019	P	REAMENAGEMENT DE PRÊT - CORREZE HABITAT	CDC	286 235,24	255 145,82	27,33	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,890	A-1	EUR	7 535,74	4 053,70
CORREZE HABITAT	2019	P	TULLE - 9 RUE PORTES DES CHANAC - REHABILITATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	125 500,00	105 973,02	19,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 815,03	2 401,58
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	16 346,50	15 410,73	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	474,83	0,00
CORREZE HABITAT	2019	P	CHAMBERET - 7 PLACE SAINT-SYMPHORIEN - MAISON BARRAUD - AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	63 375,00	58 474,69	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 105,09	49,12
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	37 103,00	33 638,35	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	941,87	141,03
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	29 233,50	27 560,00	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	849,16	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	118 809,00	109 622,39	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 946,41	92,09
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - 2 RUE DES EAUX VIVES LES MAITRES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 4 LOGEMENTS	CDC	9 744,50	9 060,95	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	234,13	0,00
CORREZE HABITAT	2019	P	REMPLACEMENT DE COMPOSANTS AU TITRE DE L'ANNEE 2017	CDC	389 319,41	328 743,84	19,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 834,78	7 450,04
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	95 500,00	83 115,74	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 992,17	1 681,21
CORREZE HABITAT	2019	P	CORREZE - RUE DU MOULIN DE JARPEL - REHABILITATION DE 12 LOGEMENTS	CDC	93 000,00	79 676,32	20,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 191,10	1 904,85
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	35 000,00	30 834,34	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 110,04	623,70
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - PLACE MARIE HUGO "LES BRUYERES" - REHABILITATION DE 7 LOGEMENTS	CDC	56 000,00	48 569,33	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 335,66	1 161,16
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 505,00	85 104,79	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 382,93	287,77
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	10 937,00	10 363,65	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	262,91	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	20 639,00	19 761,50	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	599,81	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	BEYNAT - ESPACE LEON PIMOND "RESIDENCE SENIORS" - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	219 307,00	206 703,27	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 454,35	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	563 892,50	524 451,69	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	14 684,65	1 773,38

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	USSEL - 2 RUE FRANCOIS GRABIE - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 10 LOGEMENTS	CDC	98 377,00	93 219,84	45,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 364,88	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2018)	CDC	753 258,00	665 393,30	20,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	23 954,16	12 586,63
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	122 000,00	107 135,79	20,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	2 946,23	2 427,69
CORREZE HABITAT	2020	P	NEUVIC - "RESIDENCE RABIER CUSSAC 1&2 et RESIDENCE LES GANOTTES" - REHABILITATION DE 15 LOGEMENTS	CDC	148 529,50	126 872,18	20,58	A	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	F	Taux fixe à 0.87 %	0,870	A-1	EUR	1 103,79	5 532,60
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	371 322,50	349 974,80	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	12 160,79	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	111 278,50	104 796,15	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 934,29	217,75
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	29 095,50	27 880,76	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	671,80	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	43 971,00	42 135,22	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 015,26	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	SAINTE FEREOLE - RUE DU PRESBYTERE RESIDENCE DE L'AUTONOMIE - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS	CDC	167 294,50	157 549,02	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 411,37	327,36
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	246 460,00	234 915,85	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	8 162,77	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	LAGUENNE - LES ARMURIERS 2 - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS	CDC	37 135,50	35 959,43	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 040,95	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	70 500,00	56 923,90	15,83	A	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	F	Taux fixe à 0.47 %	0,470	A-1	EUR	267,54	3 434,00
CORREZE HABITAT	2020	P	CLERGOUX - PUY MERLE - REHABILITATION DE 6 LOGEMENTS	CDC	54 500,00	47 859,84	20,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	1 316,15	1 084,50
CORREZE HABITAT	2021	P	BEYNAT - RESIDENCE LA SOLEILLE - REHABILITATION DE 2 LOGEMENTS LOCATIFS	CE	63 461,00	57 114,31	21,40	A	F	Taux fixe à 1.61 %	1,610	F	Taux fixe à 1.61 %	1,610	A-1	EUR	919,54	2 184,05
CORREZE HABITAT	2021	P	ALLASSAC - ANCIENNE GENDARMERIE - REHABILITATION DE 2 LOGEMENTS LOCATIFS	CE	109 297,50	98 328,54	21,46	A	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	F	Taux fixe à 1.58 %	1,580	A-1	EUR	1 553,59	3 772,47
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	117 297,50	115 421,02	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	3 289,51	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	424 208,50	413 155,47	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	14 060,52	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	45 843,50	44 798,66	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 059,00	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	USSEL - BOULEVARD CLEMENCEAU - AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS	CDC	182 847,00	176 718,70	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	4 948,12	231,15
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	6 761,00	6 478,73	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	156,11	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	25 314,50	23 839,85	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	667,52	49,54
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	7 237,50	7 008,30	45,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	202,88	0,00
CORREZE HABITAT	2020	P	NAVES - RUE DES ARENES - ACQUISITION-AMELIORATION DE 2 LOGEMENTS	CDC	26 680,00	25 430,32	35,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	883,64	0,00
CORREZE HABITAT	2021	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2019)	CDC	905 434,29	841 003,34	21,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	30 276,12	14 041,50

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CORREZE HABITAT	2024	P	TULLE - 7 RUE TOUR DE MAÏSSE - REHABILITATION DE 10 LOGEMENTS	CDC	197 000,00	197 000,00	24,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 092,00	4 990,87
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	219 175,00	219 175,00	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	32 584,00	32 584,00	50,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	2,600	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	558 468,00	558 468,00	40,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	ARNAC-POMPADOUR - 3 AVENUE SAUPIQUET - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS	CDC	79 773,00	79 773,00	50,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	0,00	0,00
CORREZE HABITAT	2024	P	MULTIPLES SITES - CHANGEMENT DE COMPOSANTS (AU TITRE DE L'ANNEE 2020)	CDC	894 388,00	894 388,00	24,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	32 197,97	22 658,75
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	225 544,04	190 938,32	23,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	7 064,72	4 782,03
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	VARETZ - BISCAYE ALLEE CLAUDE DEBUSSY - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	341 517,82	163 205,35	22,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	1,630	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	3,880	A-1	EUR	6 332,37	4 396,04
DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)	2018	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE HENRI BECQUEREL - REAMENAGEMENT DE PRÊT	CDC	1 672 801,71	1 383 730,90	22,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	1,690	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	3,940	A-1	EUR	54 519,00	35 924,15
EGLETONS HABITAT	2018	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	31 398,39	27 682,30	27,50	T	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,340	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	899,45	312,44
EGLETONS HABITAT	2017	P	EGLETONS - 30 RUE DE LA BORIE - RÉHABILITATION DE 5 LOGEMENTS	CDC	5 000,00	3 744,47	17,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	2,750	A-1	EUR	102,97	119,96
EGLETONS HABITAT	2019	P	EGLETONS - RESIDENCE DU MOURICOU - REHABILITATION CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE	CREDIT AGRICOLE	400 000,00	341 884,10	20,75	T	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	A-1	EUR	3 026,90	14 858,46

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	120 000,00	115 085,93	37,83	A	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	A-1	EUR	1 173,88	2 494,69
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	877 927,00	872 243,40	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	22 841,06	0,00
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	249 482,00	244 816,71	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	5 301,66	0,00
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	60 000,00	57 542,97	37,83	A	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	F	Taux fixe à 1.02 %	1,020	A-1	EUR	586,94	1 247,34
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	181 708,00	179 626,15	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,400	A-1	EUR	8 802,06	0,00
INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM	2021	P	BEAULIEU-SUR-DORDOGNE - 2 RUE DE LA CHAPELLE (LA MISERICORDE) - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS LOCATIFS	CDC	60 427,00	30 478,55	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,400	A-1	EUR	1 222,60	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	UZERCHE LACHAMPS	CDC	2 155,14	1 377,38	10,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	50,96	103,73
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 5 PAVILLONS	CDC	72 582,15	64 029,29	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	1,450	V	Livret A(Préfixé) + 0.7	3,700	A-1	EUR	2 369,08	834,28
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	1 315 624,98	1 145 257,16	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	41 229,26	12 452,66
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 22 LOGEMENTS	CDC	351 774,18	320 821,21	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	11 549,56	483,59
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	352 969,70	300 803,40	27,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 422,50	4 248,58

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - LE PARC DE LA NICOMEDIE - ACQUISITION EN VEFA DE 6 LOGEMENTS	CDC	91 322,60	81 599,04	37,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	2 284,77	375,78
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON TERRAIN 45	CDC	708 814,87	627 802,20	30,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	1,690	V	Livret A(Préfixé) + 0.94	3,940	A-1	EUR	24 735,41	8 714,67
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	VARETZ BISCAYE FONCIERS	CDC	115 861,79	60 506,72	32,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	1,630	V	Livret A(Préfixé) + 0.88	3,880	A-1	EUR	2 347,66	882,84
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	182 900,66	162 367,78	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	5 845,24	970,85
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	43 453,64	40 015,50	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	1 370,69	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 6 PAVILLONS	CDC	35 039,22	30 476,95	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	853,35	282,72
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	611 236,14	542 617,25	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	19 534,22	3 244,48
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	194 985,51	179 557,88	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	6 150,57	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	162 711,14	141 525,39	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 962,71	1 312,88
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	SAINT-PANTALEON DE LARCHE - RUE DU MOULIN - CONSTRUCTION DE 20 PAVILLONS	CDC	51 018,44	46 188,42	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 293,28	58,87
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	47 188,68	43 149,55	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	1 181,47	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	130 547,54	115 044,86	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 221,26	797,35

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	99 020,09	92 090,93	41,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	2 976,19	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2019	P	ST PANTALEON DE LARCHE - BOULEVARD ORIMONT DE FELETZ - ACQUISITION DE 9 PAVILLONS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	225 038,09	202 509,99	31,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	7 290,36	719,05
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	360 766,70	351 535,29	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	10 018,80	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	789 445,15	761 381,71	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	3,600	A-1	EUR	25 911,36	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	140 690,20	136 133,12	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	3 218,05	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2020	P	ST PANTALEON DE LARCHE - CLOS GALANDY - CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	305 084,39	291 962,72	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	8 174,96	381,89
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	C	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	421 533,43	421 533,43	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	A-1	EUR	10 331,76	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	1 046 701,16	1 046 701,16	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,800	A-1	EUR	19 963,97	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	162 500,00	162 500,00	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	639 985,62	639 985,62	49,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	11 455,93	0,00
NOALIS (Fusion Dom'Aulim + Le Foyer)	2022	P	USSAC - AVENUE DE BRIVE-LES COMBETTES I - ACQUISITION 65 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX	CDC	1 695 790,32	1 695 790,32	39,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	V	Livret A(Préfixé) + 0.53	3,530	A-1	EUR	38 242,96	0,00
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2017	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	CE	550 000,00	380 311,96	12,33	T	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	F	Taux fixe à 2.54 %	2,560	A-1	EUR	9 411,74	26 194,02

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

DEPARTEMENT DE LA CORREZE - BUDGET PRINCIPAL - BP - 2025

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	BANQUE POSTALE	550 000,00	387 611,32	12,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	A-1	EUR	9 729,05	25 585,21
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2018	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM -ACQUISITION 1 TERRAIN & CONSTRUCTION DUN BATIMENT INDUSTRIEL DESHORS MOULAGE	C.C.C.COOP	521 847,50	340 931,74	11,79	M	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	F	Taux fixe à 2.61 %	2,640	A-1	EUR	8 601,66	24 918,39
SOCIETE D ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT	2016	P	BRIVE LA GAILLARDE-SEM - MODIFICATION GARANTIE DEMPRUNT ACCODEE A LA BANQUE POSTALE SUITE A LIQUIDAT	BANQUE POSTALE	550 000,00	412 570,07	13,04	A	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	F	Taux fixe à 2.51 %	2,510	A-1	EUR	10 355,51	24 958,75
TOTAL GENERAL					**207 009 163,87**	**165 160 363,88**											**4 865 532,27**	**6 203 381,91**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.4

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	4 805 239,45
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	33 231 467,40
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**38 036 706,85**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**347 136 655,92**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**10,96**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Crédits-bails immobiliers				**894 698,00**	**0,00**	**858 054,00**	**866 780,00**	**876 191,00**	**882 178,00**	**10 227 775,00**	**13 710 978,00**
Peloton autoroutier de Monestier-Merlines	2003	Société AUXIFIP	324	196 573,00	0,00	183 360,00	187 930,00	192 932,00	192 925,00	940 313,00	1 697 460,00
Peloton autoroutier de Corrèze	2003	Société AUXIFIP	324	162 625,00	0,00	159 622,00	159 614,00	159 605,00	159 596,00	739 821,00	1 378 258,00
Gendarmerie de Larche	2006	Société AUXIFIP	324	100 994,00	0,00	98 794,00	99 201,00	99 622,00	100 059,00	798 465,00	1 196 141,00
BRI Corrèze	2007	Société AUXIFIP	420	81 653,00	0,00	78 322,00	79 403,00	80 544,00	81 748,00	1 594 132,00	1 914 149,00
Brigade territoriale de Corrèze	2008	Société AUXIFIP	420	132 003,00	0,00	126 472,00	128 071,00	129 755,00	131 527,00	2 580 308,00	3 096 133,00
Brigade territoriale de Seilhac	2008	Société AUXIFIP	360	102 892,00	0,00	100 189,00	102 068,00	104 057,00	106 164,00	1 580 727,00	1 993 205,00
Gendarmerie de Bugeat	2010	Société AUXIFIP	420	117 958,00	0,00	111 295,00	110 493,00	109 676,00	110 159,00	1 994 009,00	2 435 632,00
Total				**894 698,00**	**0,00**	**858 054,00**	**866 780,00**	**876 191,00**	**882 178,00**	**10 227 775,00**	**13 710 978,00**

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
TAXE AMENAGEMENT	-5 374 898,28	500 000,00	593 900,41	-5 468 798,69
DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)	-5 159 704,49	1 329 667,00	1 879 654,87	-5 709 692,36
PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES	-165 596,62	780 000,00	800 000,00	-185 596,62
Total	**-10 700 199,39**	**2 609 667,00**	**3 273 555,28**	**-11 364 087,67**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : TAXE AMENAGEMENT

Reste à employer au 01/01/N	**-5 374 898,28**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
73131 / 935-4	Taxe aménagement	500 000,00
	Total	**500 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
907-8 / 937-6 / 937-8	Actions en faveur des Espaces Naturels Sensibles (ENS)	393 874,75
937-8	Reversement taxe au Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE)	200 025,66
	Total	**593 900,41**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-5 468 798,69**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : DOTATION DEPARTEMENTALE D'EQUIPEMENT DES COLLEGES (DDEC)

Reste à employer au 01/01/N	**-5 159 704,49**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
133121 / 902-21	Dotation Départementale d'Equipement des Collèges (DDEC)	1 329 667,00
	Total	**1 329 667,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
21. / 902-21	Immobilisations corporelles	1 879 654,87
	Total	**1 879 654,87**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-5 709 692,36**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES

Reste à employer au 01/01/N	**-165 596,62**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : PRODUIT DES AMENDES DE RADARS AUTOMATIQUES		
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345 / 908-43	Amendes de radars automatiques et amendes de police	780 000,00
	Total	**780 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2151 / 908-43	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	764 679,00
2152 / 908-43	Equipements et installations dans le cadre du plan de sécurité routière	35 321,00
	Total	**800 000,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-185 596,62**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – SUBVENTIONS VERSEES

IV

B8

SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT (total)					**333 825,00**
2041582	2025-01198	2025 - GSF des Agriers - Subvention d'investissement	GROUPEMENT SYNDICAL FORESTIER DES AGRIERS (GSF)	Association	5 500,00
204181	2025-01193	Outil de télédétection au service du développement d'une forêt durable	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	Autre personne de droit public	25 325,00
20422	2025-722	Convention - Programme d'action 2025	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	Autre personne de droit public	18 000,00
2324	2025-01038	TOURISME - subvention investissement 2025	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	Association	33 000,00
2324	2025-01180	Accompagner l'innovation à travers le dispositif "Corrèze, terres d'innovations"	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	Autre personne de droit public	84 000,00
2324	2025-01201	Convention 2025/2027 - Accompagner des propriétaires forestiers a boiser et/ou reboiser des parcelle	FONDS FORESTIER LIMOUSIN	Association	90 000,00
2324	2025-01197	Convention matériel pr la recherche du BVD sur boucles auriculaire - Inv 2025/2027	GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	Association	78 000,00
FONCTIONNEMENT (total)					**1 758 614,00**
657348	2025-01175	Salon de l'élevage	BRIVE-LA-GAILLARDE	Commune	16 000,00
657348	2025-00993	sortie à la SSN Haute-Corrèze en février 2025 pour les enfants de l'ALSH de Marcillac la Croisille	COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTADOUR-EGLETONS-MONEDIERES	Etablissement de droit public	45,00
657358	2025-01158	entretien de la via ferrata de St Martial Entraygues - année 2025	COMMUNAUTE DE COMMUNES XAINTRIE VAL'DORDOGNE	Etablissement de droit public	1 035,00
657381	2025-01136	soutien à la section sportive golf du collège - 2024/2025	COLLEGE AMEDEE BISCH	Autre personne de droit public	1 345,00
657381	2025-01142	soutien à la section sportive aviron du collège - 2024/2025	COLLEGE ANNA DE NOAILLES	Autre personne de droit public	1 435,00
657381	2025-01144	soutien à la section sportive basket du collège - 2024/2025	COLLEGE ARMANDE BAUDRY	Autre personne de droit public	1 405,00
657381	2025-01140	soutien à la section sportive football du collège - 2024/2025	COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	Autre personne de droit public	1 500,00
657381	2025-01141	soutien à la section sportive sport santé (cross-training) du collège - 2024/2025	COLLEGE BERNADETTE CHIRAC	Autre personne de droit public	1 240,00
657381	2025-01137	soutien à la section sportive athlétisme du collège - 2024/2025	COLLEGE CABANIS	Autre personne de droit public	1 270,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
657381	2025-01157	soutien à la section sportive canoë-kayak du collège - 2024/2025	COLLEGE GAUCELM FAIDIT	Autre personne de droit public	1 225,00
657381	2025-01146	soutien à la section sportive badminton du collège - 2024/2025	COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	Autre personne de droit public	1 210,00
657381	2025-01147	soutien à la section sportive raid du collège - 2024/2025	COLLEGE GEORGES CLEMENCEAU	Autre personne de droit public	1 270,00
657381	2025-01139	soutien à la section sportive pelote basque du collège - 2024/2025	COLLEGE JEAN MOULIN	Autre personne de droit public	1 315,00
657381	2025-01138	soutien à la section sportive triathlon du collège - 2024/2025	COLLEGE JEAN-LURCAT	Autre personne de droit public	1 240,00
657381	2025-01145	soutien à la section sportive rugby du collège - 2024/2025	COLLEGE LAKANAL	Autre personne de droit public	1 360,00
657381	2025-01130	soutien à la section sportive football garçons du collège - 2024/2025	COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	Autre personne de droit public	1 430,00
657381	2025-01133	soutien à la section sportive football filles du collège - 2024/2025	COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	Autre personne de droit public	1 167,00
657381	2025-01134	soutien à la section sportive danse du collège - 2024/2025	COLLEGE MATHILDE MARTHE FAUCHER	Autre personne de droit public	1 330,00
657381	2025-01143	soutien à la section sportive golf du collège - 2024/2025	COLLEGE RAYMOND CHAUMEIL	Autre personne de droit public	1 419,00
657381	2025-01135	soutien à la section sportive rugby du collège - 2024/2025	COLLEGE SIMONE VEIL	Autre personne de droit public	1 500,00
657381	2025-01148	soutien à la section sportive basket du collège - 2024/2025	COLLEGE VICTOR HUGO	Autre personne de droit public	1 480,00
657381	2025-01149	soutien à la section sportive escalade du collège - 2024/2025	COLLEGE VOLTAIRE	Autre personne de droit public	1 142,00
657381	2025-01155	soutien à la section sportive tennis de table du collège - 2024/2025	COLLEGE VOLTAIRE	Autre personne de droit public	773,00
657381	2025-00930	Sortie de28 élèves à la SSN "Marcillac Sport Nature" ,du 30 juin au 1er Juillet 2025	COMMUNES DE GOULLES	Commune	308,00
657382	2025-01179	Subvention de fonctionnement	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA CORREZE	Autre personne de droit public	145 000,00
65748	2025-532	Développer l'usage du vélo en Corrèze	A BICYCLETTE	Association	2 500,00
65748	2025-01035	Tourisme - subvention fonctionnement 2025	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	Association	724 000,00
65748	2025-01037	Tourisme - subv fonct MAD 2025	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE RESERVATION TOURISTIQUES (CORREZE TOURISME)	Association	231 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-1744	Cérémonies patriotiques, devoir de mémoire, action sociale, entraide entre anciens marins et anciens	AMICALE DES ANCIENS MARINS DE LA CORREZE - LES POMPONS ROUGES	Association	150,00
65748	2025-249	Subvention de fonctionnement	AMICALE DES LIEUTENANTS DE LOUVETERIE DE LA CORREZE	Association	1 000,00
65748	2025-109	Organisation de l'exposition des récoltes fruits et légumes en collections variétales	AMICALE DU PUY MEZIER	Association	200,00
65748	2025-00999	organisation d'une sortie à la SSN escapade nature d'Argentat en juin 2025 pour les maternelles	APE DE LA SOUVIGNE SAINT CHAMANT	Association	108,00
65748	2025-01170	Station Sports Nature Subvention de fonctionnement 2025	ARGENTAT DORDOGNE CANOE KAYAK	Association	11 220,00
65748	2025-1766	Cette subvention est indispensable pour maintenir notre activité qui consiste à honorer la mémoire d	ASSOC REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES GUERRE -CTE CORREZE	Association	150,00
65748	2025-866	Activités cérémonielles notamment à Tulle et Brive-La-Gaillarde. CNRD, CDRD, Concours national et d	ASSOC. DES DEPORTES ET INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES HAUTE VIENNE	Association	300,00
65748	2025-869	Voyage de Mémoire vers les camps de concentration pour des lauréats du CNRD, Concours National de la	ASSOC. DES DEPORTES ET INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES HAUTE VIENNE	Association	400,00
65748	2025-1049	Aide au fonctionnement de l'association	ASSOC. DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	Association	150,00
65748	2025-737	Développer, promouvoir et protéger les communes rurales classées Plus Beaux Villages de France	ASSOC. LES PLUS BEAUX VILLAGES DE FRANCE	Association	3 000,00
65748	2025-1284	Poursuivre son activité sociale et environnementale, auprès des écoles, accueils de Loisirs et toute	ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	Association	3 000,00
65748	2025-01222	Acceuil des rencontres nationales école et nature	ASSOC. VOILCO (CENTRE DE NAUTISME ET DE PLEIN AIR VOILE CORREZE)	Association	2 000,00
65748	2025-487	aide au fonctionnement administratif et à la création d'un concours de coqs de pêche	ASSOCIATION DE PROMOTION ET CONSERVATION DU COQ DE PECHE DU LIMOUSIN (	Association	200,00
65748	2025-674	le salaire secrétaire à mi-temps - les honoraires d'un psychologue, les formation des bénévoles d'a	ASSOCIATION DE SOINS PALLIATIFS (ASP-CORREZE)	Association	600,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-1307	Aide au fonctionnement	ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'INFOMATIONS ET DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	Association	10 000,00
65748	2025-965	Organisation du 30ème Marché de Noël de Meyssac	ASSOCIATION DES AMIS DE MEYSSAC	Association	1 000,00
65748	2025-1652	Fonctionnement de notre association	ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	Association	200,00
65748	2025-73	Organisation de moments conviviaux, sorties culturelles et repas pour des agriculteurs	ASSOCIATION ESPOIRS PAYSANS	Association	300,00
65748	2025-1255	Maîtrise des dangers sanitaires dans le domaine du végétal en Corrèze	ASSOCIATION FREDON	Association	2 000,00
65748	2025-586	Soutien à l'éducation à l'environnement auprès de publics spécifiques et au renouvellement des outil	ASSOCIATION HORTIPHONIE	Association	500,00
65748	2025-785	Subvention de fonctionnement 2025	ASSOCIATION LA DORDOGNE DE VILLAGES EN BARRAGES	Association	2 000,00
65748	2025-359	Achat de matériel et réaménagement de la tour d'observation	ASSOCIATION L'ARBORETUM	Association	300,00
65748	2025-564	Participation aux frais de fonctionnement et de développement d'actions de sensibilisation	ASSOCIATION L'ARBRE ET L'EAU	Association	300,00
65748	2025-555	Programme 2025 : actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement	ASSOCIATION LE BATTEMENT D'AILES	Association	4 000,00
65748	2025-1277	Programme général de restauration du SAT dans le bassin de la Dordogne en Nouvelle-Aquitaine	ASSOCIATION MIGRATEURS GARONNE DORDOGNE	Association	1 000,00
65748	2025-138	Devoir de Mémoire. Participation aux cérémonies commémoratives. Organisation de conférences, exposit	ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	Association	300,00
65748	2025-339	Réalisation et édition d'un ouvrage honorant tous les Résistants et Déportés corréziens de 1939 à 19	ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	Association	250,00
65748	2025-623	achats founitures bureau, soutien repas de cohésion des membres de la délégation ANOPEX 19 de la Cor	ASSOCIATION NATIONALE DES COMBATTANTS DES OPERATIONS EXTERIEURES ANOPE	Association	100,00
65748	2025-01129	Organisation de la coupe du monde de la diversité, les week-ends du 14 au 29 juin 2025	ASSOCIATION SPORT 19 EVENTS	Association	1 500,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-942	Organisation semaine de course d'orientation du 17 au 24 août 2025	BRIVE LIMOUSIN COURSE D'ORIENTATION	Association	1 500,00
65748	2025-1731	Organisation du 36ème Traithlon du Pays de Brive, le 4 mai 2025	BRIVE LIMOUSIN TRIATHLON	Association	2 500,00
65748	2025-01151	organisation du Millevaches Monédières Trail, le 19 avril 2025	BUGEAT TREIGNAC ATHLETISME	Association	5 000,00
65748	2025-00847	Promotion du Département à l'étranger (BELGIQUE)	CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	Association	1 000,00
65748	2025-00848	Subvention de fonctionnement	CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	Association	2 167,00
65748	2025-00849	Fête de l'Agriculture	CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	Association	10 000,00
65748	2025-00850	Festi'vache	CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	Association	10 000,00
65748	2025-00851	Concours de pointage	CENTRE DEPARTEMENTAL JEUNES AGRICULTEURS	Association	2 000,00
65748	2025-75	Subvention de fonctionnement 2025	CENTRE MEDICO-SPORTIF DE TULLE	Association	1 500,00
65748	2025-00621	Participation au Trophée Inter de l'enseignement Agricole au Salon de l'Agri à Paris	CFPPA TULLE-NAVES	Autre personne de droit public	1 000,00
65748	2025-00635	Subvention de fonctionnement	CHAMBRE ARTISANALE DES PETITES ENTREPRISES DU BATIMENT DE LA CORREZE	Autre personne de droit public	600,00
65748	2025-288	Fête des enfants et du jardin	COLLECTIF VIVRE ENSEMBLE DURABLEMENT	Association	200,00
65748	2025-622	Organisation des concours départementaux de bovins dans le cadre du Festival de l'Élevage	COMITE D' ORGANISATION DES CONCOURS DEPARTEMENTAUX DE BOVINS	Association	1 500,00
65748	2025-878	Fête de la fraise	COMITE DE LA FRAISE DE BEAULIEU SUR DORDOGNE	Association	5 000,00
65748	2025-872	Organisation de la 10ème Concentration Haute-Vézère du 6 au 9 juin 2025	COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE CANOE-KAYAK DE LA CORRÈZE	Association	2 400,00
65748	2025-01104	Organisation de la 5ème édition THE RACE 2025	COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE COURSE D'ORIENTATION DE LA CORRÈZE	Association	15 000,00
65748	2025-01211	fonctionnement de la base départementale de vélo loisir de Sédières - année 2025	COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	Association	15 000,00
65748	2025-313	Organisation de la Maxi Verte 2025 en Corrèze, du 29 mai au 1er juin 2025	COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLOTOURISME DE LA CORREZE	Association	8 000,00
65748	2025-01125	Subvention de fonctionnement 2025 - Spéléo Secours de la Corrèze	COMITE DEPARTEMENTAL DE SPELEOLOGIE DE LA CORREZE	Association	800,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-1228	Subvention de fonctionnement 2025	COMITE DÉPARTEMENTAL DE TOURISME ÉQUESTRE DE LA CORRÈZE	Association	1 500,00
65748	2025-01128	Partenariat pour des actions liées à "Paris 2024 - Héritage" au cours de l'année 2025.	COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	Association	2 800,00
65748	2025-38	Organisation de la 3ème Flamme du coeur, du 3 au 5 juin 2025	COMITÉ DÉPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA CORRÈZE	Association	2 000,00
65748	2025-1071	Organisation de la Foire aux chèvre et foire aux miels	COMITE DES FETES D' AUBAZINE	Association	1 200,00
65748	2025-1168	Fête de la citrouille	COMITE DES FETES DE CHABRIGNAC	Association	2 000,00
65748	2025-259	Fêtes des pêches 2025	COMITE DES FETES DE VOUTEZAC	Association	500,00
65748	2025-1636	Aide aux frais de l'Association, commémorations, Gerbes, Missions et déplacements, publications, pu	COMITE DES MARTYRS DE TULLE	Association	300,00
65748	2025-451	Organisation de la 29ème fête de la framboise	COMITE D'ORGANISATION DE LA FETE DE LA FRAMBOISE	Association	3 000,00
65748	2025-772	Défense et promotion du coq et poule dit de pêche du Limousin , organisation du concours du 1er mai	COMITE DU CONCOURS DE COQS DE PECHE	Association	600,00
65748	2025-1325	Subvention de fonctionnement	COMITE ETUDES INTERPROFESSIONNEL NOIX ET CHATAIGNIER DU BAS-LIMOUSIN	Association	3 000,00
65748	2025-325	L'association du MCRDM participe toute l'année aux différentes actions mémorielles dans le départeme	COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	Association	750,00
65748	2025-440	Cérémonie annuelle départementale du 10 septembre au Mémorial de Vitrac sur Montane	COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	Association	850,00
65748	2025-00910	Organisation Fête de la Châtaigne Beynat	COMITE ORGANISATION FOIRE PRIMEE DEPART DE LA CHATAIGNE ET DU MARRON	Association	5 000,00
65748	2025-00627	ORGANISATION DE L'EVENEMENT "MON TERRITOIRE A DU GOÛT"	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TULLE AGGLO	Etablissement de droit public	2 000,00
65748	2025-1274	Aide au maintien de la structure	CONFEDERATION GENERALE DE L'ALIMENTATION DE DETAIL	Association	600,00
65748	2025-395	Aide au fonctionnement	CONFRERIE DE LA CIDERIE DES MONEDIERES	Association	500,00
65748	2025-00631	Organisation 10ième chapitre de la confrérie des goûteurs de pêches	CONFRERIE DES GOUTEURS DE PECHES	Association	500,00
65748	2025-718	Subvention de fonctionnement	CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS DE NOUVELLE-AQUITAINE	Autre personne de droit public	12 000,00
65748	2025-1098	Subvention de fonctionnement	COORDINATION RURALE DE LA CORREZE	Association	5 484,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-01111	Organisation de la 10ème Randonnée de la Pomme, le 7 septembre 2025	CYCLOTOURISME OBJATOIS	Association	1 500,00
65748	2025-01166	Demande de subvention exceptionnelle	DE LA SOURCE AU NUAGE	Association	500,00
65748	2025-174	Organisation de l'exposition Nationale d'Élevage des Dogues Allemands à Neuvic	DOGGEN CLUB DE FRANCE	Association	300,00
65748	2025-00877	Aide au fonctionnement	ENTREPRENEURS TRAVAUX FORESTIERS NOUVELLE AQUITAINE	Association	2 000,00
65748	2025-01126	Célébration des 100 ans du club de l'ES Soursac, en juin 2025	ESPERANCE SPORTIVE SOURSACOISE	Association	500,00
65748	2025-480	Aide au maintien de la structure	FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET BOULANGERIE PATISSERIE DE LA CORREZE	Association	500,00
65748	2025-478	Demande de subvention pour manifestations (fête du pain, Concours baguette tradition ...)	FEDERATION DE LA BOULANGERIE ET BOULANGERIE PATISSERIE DE LA CORREZE	Association	800,00
65748	2025-00623	Subvention de fonctionnement	FEDERATION DEPARTEMENTALE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS CORREZE -FDBTP19	Association	3 000,00
65748	2025-1536	"Des milieux et des hommes": programme d'éducation à l'environnement et au développement durable	FEDERATION DEPARTEMENTALE CORREZE ENVIRONNEMENT	Association	12 000,00
65748	2025-680	Aide à la réalisation d'actions fédérales contribuant au développement durable	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CHASSEURS DE LA CORREZE	Association	6 000,00
65748	2025-1187	Made In Viande	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	1 500,00
65748	2025-1195	Promotion des produits Corréziens sur l'A20	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	3 000,00
65748	2025-1198	Fermes Ouvertes 2025	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	3 500,00
65748	2025-1214	Collecte des ficelles, filets et plastiques usagés agricoles	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	5 000,00
65748	2025-1221	Collecte de pneus d'ensilage usagés	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	6 000,00
65748	2025-1230	Déploiement terrain Loi Egalim 2	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	1 000,00
65748	2025-1234	Aide au fonctionnement 2025	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES	Association	4 335,00
65748	2025-01119	Aide au fonctionnement	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES TRUFFICULTEURS DE LA CORREZE	Association	1 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-907	Promotion des vins et vignerons du territoire au travers de manifestations variées telles que ban de	FEDERATION DES VINS DE LA CORREZE	Association	1 000,00
65748	2025-00911	Subvention de fonctionnement	FEDERATION FRANCAISE DES MARCHES DE BETAILS VIFS FMBV	Association	500,00
65748	2025-01022	Organisation du 1er salon de la moto et du cycle	FEDERATION FRANCAISE DES MOTARDS EN COLERE DE CORREZE	Association	2 000,00
65748	2025-715	Entretenir et renforcer les liens de la camaraderie et de la solidarité entre les Anciens Combattant	FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE MAROC ET TUNIS	Association	1 200,00
65748	2025-01091	Demande de subvention de fonctionnement	FLORIDANSE	Association	150,00
65748	2025-01167	Station Sports Nature Subvention de fonctionnement 2025	FOYER CULTUREL ET SPORTIF D'UZERCHE	Association	12 190,00
65748	2025-429	En dehors de nos rencontres régulières, nous avons deux grands projetsDévelopper une chorale inclus	GROUPE APHASIQUE CORREZIEN	Association	150,00
65748	2025-925	MÉDIATION FAUNE SAUVAGEÉcouter et conseiller la population sur la faune sauvage et les nuisances vo	GROUPE MAMMALOGIQUE ET HERPETOLOGIQUE DU LIMOUSIN	Association	500,00
65748	2025-64	Subvention de fonctionnement 2025	GROUPE OMNISPORT 19 LE DEPARTEMENT	Association	2 000,00
65748	2025-00622	Participation au Salon International de l'Agriculture	GROUPE SALERS EVOLUTION	Association	5 000,00
65748	2025-00825	Concours National Salers	GROUPE SALERS EVOLUTION	Association	5 000,00
65748	2025-01195	Convention amélioration état sanitaire d'élevages corrèziens - Fonct 2025/2027	GROUPEMENT CORREZIEN DEFENSE SANITAIRE	Association	132 000,00
65748	2025-1745	Fonctionnement du GEMSEL mise en place de différents projets en faveur de l'inclusion et de la mixit	GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN	Association	2 000,00
65748	2025-01188	Organisation d'un événement dans le cadre des Voies Vertes Pâles (VVP)	JEAN LUC FOUCHET ORGANISATION - SOCIETE D ACTIVITE TOUT TERRAIN	Association	8 000,00
65748	2025-1748	Cérémonies 80ème anniversaire 1945 gerbes dépôt flammes subvention réfection monuments Champagnac l	LE SOUVENIR FRANCAIS	Association	150,00
65748	2025-933	Organisation 28 éme fête de la myrtille	L'ECHO DE NOS BRUYERES	Association	1 000,00
65748	2025-1209	Organisation de la manifestation annuelle	LES AMIS DES CULS NOIRS	Association	1 000,00
65748	2025-1671	Participation à la formation d'une équipe aveugle - chien guide pour un habitant de la Corrèze	LES CHIENS GUIDES D'AVEUGLES DU CENTRE OUEST	Association	300,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-1579	Education à l'environnement et au développement durable	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FAL DE LA CORRÈZE	Association	1 000,00
65748	2025-1540	Aide au fonctionnement	LO SANABAO	Association	6 500,00
65748	2025-414	Calendrier des activités naturalistes 2025	LPO DÉLÉGATION TERRITORIAL LIMOUSIN	Association	500,00
65748	2025-493	Subvention de fonctionnement	MADARAC - SYND. CONFEDERATION PAYSANNE DE LA CORREZE	Association	1 916,00
65748	2025-637	Découverte et sensibilisation aux milieux aquatiques auprès des jeunes	MAISON DE L'EAU ET DE LA PECHE DE LA CORREZE	Association	3 500,00
65748	2025-1294	Organisation du Salon éco-construction/éco-rénovation	MEYSSAC ECO-BIO	Association	500,00
65748	2025-551	Subvention de fonctionnement	MODEF CORREZE	Association	1 098,00
65748	2025-01120	Convention de partenariat 2025	MSA DE LA CORREZE (CAISSE MUTUALISTE DES SERVICES AGRICOLES)	Association	10 000,00
65748	2025-00684	association oeuvrant dans le domaine éducatif et culturel	MURAT ECO RESPONSABLE COOPERATION INTERNATIONALE	Association	500,00
65748	2025-01092	Demande de subvention de fonctionnement	OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	Association	450,00
65748	2025-00603	Organisation de la 3ième biennale européenne d'histoire locale	POUR UNE BIENNALE EUROPEENNE D HISTOIRE LOCALE	Association	2 500,00
65748	2025-1373	Développement de la génétique ovine du département de la Corrèze 2025	RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	Association	6 000,00
65748	2025-1370	Promotion de la race ovine Limousine hors berceau Corrézien 2025	RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	Association	1 500,00
65748	2025-1372	Organisation du 120ième cde race ovine Limousine	RACES OVINES DES MASSIFS -SECTION LIMOUSINE	Association	1 500,00
65748	2025-1322	Mise en place d'ateliers d'écritures au sein du service de Médecine Physique et Réadaptation du cent	REACTIV19	Association	400,00
65748	2025-93	Organisation de l'assemblée générale 2025 qui a lieu en Corrèze	RESEAU ENTREPRENDRE LIMOUSIN	Association	1 000,00
65748	2025-1354	Développement de la race ovine limousine dans le département de la Corrèze	SAS RACES OVINES DES MASSIFS	Association	4 500,00
65748	2025-258	organisation du X Trail Corrèze Dordogne, le 27 septembre 2025	SEVAD EN CORRÈZE	Association	5 000,00
65748	2025-303	Aide à la participation de plusieurs manifestations agricole (comice, festival de l'élevage ...)	SOCIETE CORREZIENNE D'AVICULTURE DU BAS LIMOUSIN (SCABL)	Association	300,00
65748	2025-00000	Subvention de fonctionnement 2025	SOCIETE DE CONCOURS HIPPIQUES DE POMPADOUR	Association	2 000,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-817	Subvention de fonctionnement 2025	SOCIETE DES COURSES DE POMPADOUR	Association	3 000,00
65748	2025-1099	Accompagner et soutenir les difficultés sociales, économiques des agriculteurs	SOLIDARITE PAYSANS LIMOUSIN	Association	12 000,00
65748	2025-413	Maintien du conservatoire génétique - sélection variétale	STATION EXPERIMENTALE DE CREYSSE	Association	10 000,00
65748	2025-01159	Station Sports Nature Subvention de fonctionnement 2025	STATION SPORT NATURE - HAUTE CORREZE KAYAK CLUB	Association	15 960,00
65748	2025-01153	Station Sports Nature - Subvention de fonctionnement 2025	STATION SPORT NATURE DE LA HAUTE DORDOGNE	Association	11 440,00
65748	2025-01168	Station Sports Nature Subvention de fonctionnement 2025	STATION SPORTS NATURE DU PAYS DE TULLE - KAYAK CLUB DE TULLE	Association	11 760,00
65748	2025-01171	Station Sports Nature Subvention de fonctionnement 2025	STATION SPORTS NATURE VENTADOUR LAC DE LA VALETTE - MARCILLAC SN	Association	18 018,00
65748	2025-01160	Station Sports Nature Subvention de fonctionnement 2025	STATION SPORTS NATURE VEZERE MONEDIERES	Association	13 074,00
65748	2025-554	Contribuer au maintien des éleveurs de bovins sélectionneurs en Corrèze par l¿appui technico génétiq	SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	Association	7 000,00
65748	2025-550	Accompagner la préparation et la réalisation des concours de bovins viande sur le département.	SYNDICAT BOVINS CROISSANCE CORREZE	Association	7 000,00
65748	2025-573	Accompagner l'innovation technologique dans le domaine de la qualité du lait au profit des éleveurs,	SYNDICAT CORREZE CONSEIL ELEVAGE	Association	10 000,00
65748	2025-655	Organisation de la finale départementale des chevaux de Trait de la Corrèze	SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES ELEVEURS DE CHEVAUX LOURDS DE LA CORREZE	Association	1 000,00
65748	2025-1545	Promotion de la race sur le territoire en lien avec les partenaires techniques et institutionnelles.	SYNDICAT DES ELEVEURS SALERS	Association	5 000,00
65748	2025-570	Subvention de fonctionnement	SYNDICAT DES ETANGS CORREZIENS	Association	2 000,00
65748	2025-00871	Défense et promotion des apellations d'origine protégée Noix du Périgord et huile de Noix	SYNDICAT PRO DE LA NOIX DU CERNEAU ET DE L'HUILE DE NOIX	Association	8 000,00
65748	2025-1398	Aide au fonctionnement	SYSTEMES AGRO-ECOLOGIQUES EN LIMOUSIN	Association	2 000,00
65748	2025-401	Organisation de la fête de la truffe et son marché à MEYSSAC	TRUFFICULTEURS MIDI CORREZIEN	Association	500,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
65748	2025-1309	Organisation de la 47ème Foulées tullistes, le 13 septembre 2025	TULLE ATHLETIC CLUB	Association	2 000,00
65748	2025-01152	Demande de subvention de fonctionnement	UFAC-FEDERATION CORREZE	Association	500,00
65748	2025-94	demande de subvention de fonctionnement pour l'Année 2025 association Anciens Combattants et victime	UNION DEP. DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	Association	300,00
65748	2025-1344	Rencontres de l'agriculture 2025	UNION DEPARTEMENTALE CONFEDERATION GENERALE AGRICULTURE	Association	5 000,00
65748	2025-1753	Participation des portes drapeaux aux cérémonies patriotiques sur le département	UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	Association	150,00
65748	2025-418	Relier les retraités et les aider, les protéger, les défendre dans toutes les épreuves de leur vie	UNION DEPARTEMENTALE DES RETRAITES DE LA POLICE	Association	150,00
65748	2025-01112	Organisation du championnat national de football des sapeurs-pompiers du 6 au 8 juin 2025	UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA CORREZE	Association	1 500,00
65748	2025-492	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE L ASSOCIATION DEPARTEMENTALE	UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	Association	150,00
65748	2025-494	Participation à l'achat d'un oriflamme (Drapeau) pour avoir une belle présentation lors des cérémoni	UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	Association	500,00
65748	2025-00632	Subvention de fonctionnement	UNION DES ENTREPRISES DE PROXIMITE - U2P	Association	1 200,00
65748	2025-1041	Animation d'actions collectives en faveur de la filière châtaigne du bassin du sud-ouest	UNION INTERPROFESSIONNELLE CHATAIGNE PERIGORD LIMOUSIN MIDI PYRENEES	Association	5 000,00
65748	2025-01173	Fête de la nature	USSAC	Commune	250,00
65748	2025-01154	organisation de l'Aquaterra, le 12 juillet 2025, à Bort-les-Orgues	WELL'COM ORGANISATION	Association	5 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**407,00**	**4,00**	**411,00**	**263,70**	**86,10**	**349,80**
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	53,00	0,00	53,00	35,10	14,00	49,10
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	88,00	1,00	89,00	73,30	1,00	74,30
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	41,00	0,00	41,00	30,60	1,00	31,60
ADMINISTRATEUR	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ADMINISTRATEUR GENERAL	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
ATTACHE PRINCIPAL	A	22,00	0,00	22,00	11,80	6,00	17,80
ATTACHE TERRITORIAL	A	34,00	2,00	36,00	19,40	6,00	25,40
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
REDACTEUR	B	105,00	1,00	106,00	41,70	56,10	97,80
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	36,00	0,00	36,00	30,80	0,00	30,80
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL	B	21,00	0,00	21,00	18,00	0,00	18,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**702,00**	**4,00**	**706,00**	**587,30**	**41,00**	**628,30**
ADJOINT TECH TER. PPAL 1E CL	C	87,00	0,00	87,00	81,60	0,00	81,60
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	52,00	2,00	54,00	48,80	1,00	49,80
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	77,00	0,00	77,00	57,60	14,00	71,60
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	94,00	0,00	94,00	91,80	1,00	92,80
ADT TEC TER PL 1E CL ET ENS	C	88,00	0,00	88,00	80,80	0,00	80,80
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	59,00	2,00	61,00	35,00	6,00	41,00
AGENT DE MAITRISE	C	38,00	0,00	38,00	31,00	0,00	31,00
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	47,00	0,00	47,00	42,00	0,00	42,00
AGENT OPA	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	21,00	0,00	21,00	9,00	9,00	18,00
INGENIEUR EN CHEF	A	6,00	0,00	6,00	3,00	1,00	4,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	0,00	1,00	1,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	16,00	0,00	16,00	15,90	0,00	15,90
TECHNICIEN	B	44,00	0,00	44,00	26,80	7,00	33,80
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CL	B	44,00	0,00	44,00	41,00	0,00	41,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	26,00	0,00	26,00	22,00	1,00	23,00
FILIERE SOCIALE (d)		**177,00**	**0,00**	**177,00**	**129,70**	**28,00**	**157,70**
ASSISTANT SOC EDUC CL EXCEP	A	28,00	0,00	28,00	27,50	0,00	27,50
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	136,00	0,00	136,00	99,20	26,00	125,20
CONSEILLER HC SOCIO EDUCATIF	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	5,00	0,00	5,00	2,00	1,00	3,00
CONSEILLER SUP SOCIO EDUCATIF	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	3,00	0,00	3,00	1,00	1,00	2,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CL EXCEP	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
MONITEUR EDUCATEUR INTERV FAM	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**51,00**	**7,00**	**58,00**	**31,90**	**5,50**	**37,40**
CADRE DE SANTE	A	4,00	0,00	4,00	1,00	1,00	2,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	11,00	2,00	13,00	10,00	0,00	10,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX CL SUP	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX H CL	A	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	4,00	0,00	4,00	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	1,00	2,00	3,00	0,00	1,00	1,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	3,00	2,00	5,00	0,00	1,00	1,00
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	1,00	1,00	2,00	1,00	0,50	1,50
PSYCHOLOGUE TERR.HORS CLASSE	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
PUERICULTRICE	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
PUERICULTRICE HORS CLASSE	A	13,00	0,00	13,00	11,90	0,00	11,90
SAGE-FEMME TERR. HORS CLASSE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**15,00**	**0,00**	**15,00**	**12,50**	**0,00**	**12,50**
PED ERGO PSY ORTHO MAN PRE DI	A	4,00	0,00	4,00	2,90	0,00	2,90
PED ERGO PSY ORTHO MANIP HC	A	10,00	0,00	10,00	9,60	0,00	9,60
TECHNICIEN PARAMEDICAL de CL SUP	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**36,00**	**0,00**	**36,00**	**21,20**	**4,00**	**25,20**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	5,00	0,00	5,00	1,80	1,00	2,80
ADJOINT TERR. PATRIM PPAL 1E	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
ADJOINT TERRITORIAL PATRIMOINE	C	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT CONS PPL 1ERE CL	B	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
ASSISTANT CONS PPL 2EME CL	B	5,00	0,00	5,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	6,00	0,00	6,00	3,90	0,00	3,90
ATTACHE CONSERV.PAT	A	4,00	0,00	4,00	2,00	2,00	4,00
ATTACHE PPAL CONS.PAT	A	2,00	0,00	2,00	1,50	0,00	1,50
BIBLIOTHECAIRE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,44**	**0,00**	**0,44**
ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL	B	0,00	1,00	1,00	0,44	0,00	0,44
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**0,00**	**5,90**	**5,90**
COLLAB. CABINET	A B	4,00	0,00	4,00	0,00	3,00	3,00
COLLAB. GROUPE ELUS	A B C	5,00	0,00	5,00	0,00	2,90	2,90
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**1 397,00**	**16,00**	**1 413,00**	**1 046,74**	**170,50**	**1 217,24**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**64 837,66**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	371.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	376.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	387.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	376.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	ADM	448.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	368.0	0,00	332-10	CDI
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	404.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	416.0	0,00	332-8-2°	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	368.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	376.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	387.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL	C	TECH	416.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	378.0	0,00	332-14	CDD
ADJOINT TER. PATRI. PPAL 2E CL	C	CULT	368.0	0,00	332-14	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	368.0	0,00	332-14	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	396.0	0,00	332-14	CDD
ADT TEC TER PL 2E CL ET ENS	C	TECH	404.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	478.0	0,00	332-11	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494.0	0,00	332-11	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	528.0	0,00	332-11	CDI
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	461.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	547.0	0,00	332-8-2°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	461.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	494.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512.0	0,00	332-14	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	528.0	0,00	332-14	CDD

Accusé de réception en préfecture
019-221927285-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	444.0	0,00	332-14	CDD
ATTACHE HORS CLASSE	A	ADM	995.0	0,00	332-10	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	746.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	791.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	896.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	639.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	732.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE PRINCIPAL	A	ADM	896.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	821.0	0,00	332-11	CDI
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	499.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	525.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	653.0	0,00	332-8-2°	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	525.0	0,00	332-14	CDD
CADRE DE SANTE	A	MS	781.0	0,00	332-14	CDD
COLLAB. CABINET	A	OTR	639.0	0,00	333-1_333-10	CDD
COLLAB. CABINET	A	OTR	732.0	0,00	333-1_333-10	CDD
COLLAB. GROUPE ELUS	A	OTR	693.0	0,00	333-12	CDD
COLLAB. GROUPE ELUS	A	OTR	626.0	0,00	333-12	CDD
CONSEILLER SOCIO EDUCATIF	A	S	555.0	0,00	332-8-2°	CDD
CONSERVATEUR PATRIMOINE	A	CULT	803.0	0,00	332-10	CDI
DIRECTEUR TERRITORIAL	A	ADM	798.0	0,00	332-10	CDI
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	A	S	494.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	821.0	0,00	332-11	CDI
INGENIEUR	A	TECH	611.0	0,00	332-14	CDD
INGENIEUR	A	TECH	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	484.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	518.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	565.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR	A	TECH	646.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR EN CHEF	A	TECH	912.0	0,00	332-8-2°	CDD
INGENIEUR EN CHEF HORS CLASSE	A	TECH	8895.0	0,00	332-11	CDI
MEDECIN TERR. DE 1ERE CLASSE	A	MS	8895.0	0,00	332-10	CDI
MEDECIN TERR. DE 2EME CLASSE	A	MS	813.0	0,00	332-8-2°	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9072.0	0,00	332-8-2°	CDD
PSYCHOLOGUE TERR.CL.NORMALE	A	MS	444.0	0,00	332-8-2°	CDD
PUERICULTRICE	A	MS	595.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM		33 111,18	332-10	CDI
REDACTEUR	B	ADM	597.0	0,00	332-10	CDI
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-11	CDI
REDACTEUR	B	ADM		31 726,48	332-11	CDI
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395.0	0,00	332-14	CDD

Accusé de réception en préfecture
019-221927265-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
REDACTEUR	B	ADM	397.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	452.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	478.0	0,00	332-14	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	395.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	397.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	415.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	431.0	0,00	332-8-2°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	478.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	389.0	0,00	332-14	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	500.0	0,00	332-14	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	395.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	401.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	415.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	431.0	0,00	332-8-2°	CDD
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CL	B	TECH	567.0	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	376.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-23-1°	CDD
ADJOINT TECH. TER. ETAB. ENS	C	TECH	367.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367.0	0,00	332-24	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367.0	0,00	332-13	CDD
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL	C	TECH	367.0	0,00	332-23-1°	CDD
APPRENTI		OTR		0,00	A APPRENTIS	A APPRENTI
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	CULT	431.0	0,00	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-23-1°	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	444.0	0,00	332-13	CDD
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF	A	S	512.0	0,00	332-13	CDD
ATTACHE CONSERV.PAT	A	CULT	499.0	0,00	332-24	CDD
ATTACHE TERRITORIAL	A	ADM	778.0	0,00	332-24	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	514.0	0,00	332-13	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	444.0	0,00	332-23-1°	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-24	CDD
REDACTEUR	B	ADM	389.0	0,00	332-23-1°	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	478.0	0,00	332-24	CDD
TECHNICIEN	B	TECH	389.0	0,00	332-13	CDD
VACATAIRE		OTR		0,00	A VACATAIRES	A VACATAIRE
TOTAL GENERAL				**64 837,66**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à 0.00 (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
- Exploitation des 2 centres de vacances : Chamonix et la Martière	ODCV - Oeuvre Départementale Centres de Vacances de la Corrèze		Association déclarée	34 000 000,00
Détention d'une part du capital				
- 1970-12-21	Safer Marche Limousin		Société Anonyme (SA)	84 480,00
- 1975-04-23	Groupement Syndical Forestier des Agriers		Etablissement Public à caractère administratif	135 725,36
- 1995-07-03	Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou		Etablissement Public à caractère administratif	152 449,02
- 2012-11-09	Territoires 19 (ex. SEM 19)		Société d Economie Mixte (SEM)	174 999,00
- 2006-12-14	Corrèze Equipement		Société d Economie Mixte (SEM)	727 500,00
- 1999-10-15	Espace Mille Sources - Bugeat		Etablissement Public Départemental	45 734,71
- 1972-12-31	Société d Equipement du Limousin (SELI)		Société d Economie Mixte (SEM)	17 671,89
- 2013-07-12	Uzerche Territoire d'Energies Positives		Société d Economie Mixte (SEM)	600,00
- 2024-20-09	Corrèze Energie renouvelable		Société d Economie Mixte (SEM)	13 500,00
- 2019-04-12	Corrèze Energie Renouvelable		Société d'Econome Mixte (SEM)	144 000,00
- 2021-03-26	Corrèze Energie renouvelable		Société d'economie Mixte (SEM)	1 000,00
- 2021-03-26	Correze Energie Renouvelable		Société d'Economie Mixte (SEM)	1 000,00
- 2000-04-07	Société Locale d'Epargne Tulle-Ussel		Société coopérative	202 700,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie emprunt	CORREZE HABITAT		OPH	90 213 432,29
- Garantie emprunt	COPROD (Société Coop de Production d'HLM de la Corrèze)		SA HLM	4 298 951,33
- Garantie emprunt	DOM'AULIM (Société de l'Habitat Auvergne Limousin)		SA HLM	1 737 874,57

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Garantie emprunt	EPDA DE LA CORREZE (Servières le Château)		Association	711 671,41
- Garantie emprunt	EPDA DU GLANDIER		Association	5 527 988,85
- Garantie emprunt	EHPAD DE VIGEOIS (Résidence Commaignac)		Maison de retraite	2 753 624,07
- Garantie emprunt	EHPAD DE SEILHAC		Maison de retraite	1 033 619,19
- Garantie emprunt	EGLETONS HABITAT		OPH	373 310,87
- Garantie emprunt	EHPAD DE CORREZE		Maison de retraite	4 398 940,24
- Garantie emprunt	EHPAD DE RIVET		Maison de retraite	8 178 210,10
- Garantie emprunt	SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE CORREZE EQUIPEMENT		SEM	1 521 425,09
- Garantie emprunt	SYNF+DICAT MIXTE DORSAL		Syndicat	27 625 000,00
- Garantie emprunt	NOALIS (Fusion Dom'Aulim + le Foyer)		SA HLM	9 705 264,27
- Garantie emprunt	CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARIE DAUZIER		CH	2 875 000,00
- Garantie emprunt	EHPAD LA BRUYERE		Maison de retraite	2 706 257,91
- Garantie emprunt	INTERREGIONALE POLYGONE SOCIETE ANONYME D'HLM		SA HLM	1 499 793,71
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- SI-QUALYSE-REFECTION TOITURES	QUALYSE		Etablissement public - syndicat mixte	126 435,57
- 2024 - SF CCAS BRIVE - Chantier insertion épicerie solidaire - FSE+	CCAS BRIVE		Centre communal d'action sociale	94 239,05
- 2024-SYMA PAYS TULLE Protocole financier remboursement-invest	TULLE AGGLO - AMENAGEMENT ECO		Groupement de collectivités	142 791,30
- 2024 - SF PEP19 - ACTION INCLUS BRSATH - FSE+	PEP19		Association déclarée	93 725,20
- Réhabilitation 50 logements 38 avenue Alsace Lorraine Tour Souilhac à TULLE	OPH CORREZE		Association déclarée	150 000,00
- Réhabilitation 28 logements "Chauvanche 2" à USSEL	OPH CORREZE		Association déclarée	84 000,00
- Réhabilitation 83 logements "Les 112" à USSEL	OPH CORREZE		Association déclarée	249 000,00
- Rénovation de l'éclairage public - Smart City - Complément	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	500 000,00
- Voie verte Avenue Maillard (encorbellement)	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE		Groupement de collectivités	863 800,00
- Restauration de la Collégiale Saint-Martin	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	90 000,00
- Aménagement des places Maschat et Roosevelt - Complément	TULLE		Commune	108 092,00
- Rénovation de l'éclairage public - Smart City 2024	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	500 000,00
- Marché couvert T2	MALEMORT		Commune	300 000,00
- 2024 - SF PEP19 - ACTION RENFORCEE BRSATH - FSE+	PEP19		Association déclarée	102 461,12
- ANRU 2 - Réhabilitation 32 logements allée Toulzac à BRIVE	OPHLM BRIVE		Etablissement public local	160 000,00
- ANRU 2 - Réhabilitation 24 logements allée Latreille à BRIVE	OPHLM BRIVE		Etablissement public local	120 000,00
- Marché couvert T1	MALEMORT		Commune	300 000,00
- Rénovation de l'éclairage public pour 116 communes : Rural phase 1 et pour Malemort phases 1, 2 et 3	FDEE 19		Commune	527 953,00
- Construction d'un nouvel ALSH à Saint-Sornin Lavolps	CDC PAYS DE LUBERSAC POMPADOUR		Groupement de collectivités	100 000,00
- Réhabilitation du marché couvert	USSEL		Commune	144 341,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Convention de missions d'intérêt général - saison 2024/2025	CABCL RUGBY (SASP)		Association déclarée	98 000,00
- Subvention de fonctionnement FSE+	CARRE SOLIDAIRE BASSIN BRIVE		Association déclarée	292 000,00
- Rénovation du site des collines de Sainte-Féréole	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE		Groupement de collectivités	450 000,00
- Rénovation de l'éclairage public : Commune d'USSEL - T2 (Quartiers résidentiels et villages)	SYNDICAT DE LA DIEGE		Etablissement public - syndicat mixte	153 096,00
- CHAMBRE AGRICULTURE - CONVENTION 2024/2026 CONSEIL BOVIN VIANDE	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE		Etablissement public national - organisme consulaire	93 280,00
- 2024-Participation CD19-Syndicat mixte aérodrome Brive-Souilhac	AEROPORT BRIVE SOUILLAC		Etablissement public - syndicat mixte	1 107 845,50
- Rénovation éclairage public : Neuvic T2 , Liginiac T1 et T2, Millevaches...	SYNDICAT DE LA DIEGE		Etablissement public - syndicat mixte	108 705,00
- Part. CD19-2024/Délib 2024-08/Syndicat Mixte Aérodrome Brive Souil.	AEROPORT BRIVE SOUILLAC		Etablissement public - syndicat mixte	857 845,50
- Place Pierre Chaumeil : création de logements	SAINTE-FEREOLE		Commune	120 000,00
- Subvention d'équilibre de fonctionnement CDS 2024	CORREZE SANTE		Etablissement public de santé	730 000,00
- Travaux de réaménagement du centre touristique de Miel T1	BEYNAT		Commune	120 000,00
- CCI - CONVENTION 2024	CCI CORREZE		Etablissement public national - organisme consulaire	100 000,00
- Rénovation et agrandissement de la Maison de l'Enfant (multi-accueil) à Egletons	CDC VENTADOUR		Groupement de collectivités	85 200,00
- Réhabilitation des vestiaires du stade des bruyères - Tranche 2	SOURSAC		Commune	84 303,00
- Extension des vestiaires du stade des bruyères - Tranche 1	SOURSAC		Commune	89 147,00
- 2024 - SUBVENTION CORREZE INGENIERIE	CORREZE INGENIERIE		Etablissement public - syndicat mixte	155 000,00
- AIDE AU FONCTIONNEMENT	CHAMBRE AGRICULTURE CORREZE		Etablissement public national - organisme consulaire	145 000,00
- renovation de l'Hotel Restaurant - partie commerciale	GIMEL-LES-CASCADES		Commune	105 350,00
- Réalisation d'une salle d'activités au Parc des Sports	MALEMORT		Commune	76 888,00
- Réhabilitation-création multiservices Résidence intergénérationnelle	DAVIGNAC		Commune	85 600,00
- tourisme - subv fonct MAD 2024	ADRT - CORREZE TOURISME		Association déclarée	230 000,00
- tourisme - subvention fonctionnement 2024	ADRT - CORREZE TOURISME		Association déclarée	755 000,00
- Rénovation de l'Hôtel restaurant au bourg	GIMEL-LES-CASCADES		Commune	82 547,00
- Création d'un terrain football en gazon synthétique	SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE		Commune	120 000,00
- Restructuration AEP du secteur de Bouysse commune de Corrèze	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZE		Etablissement public - syndicat mixte	77 177,00
- Restructuration AEP - Projet Vézère Secteur Montane	SYNDICAT PUY DES FOURCHES-VEZE		Etablissement public - syndicat mixte	1 817 619,00
- Subvention fonctionnement 2024 - acompte avant BP 2024	ADRT - CORREZE TOURISME		Association déclarée	200 000,00
- Construction d'un atelier relais pour installer une unité de production (ganivelles)	CC VEZERE MONEDIERES MILLESOUR		Groupement de collectivités	100 000,00
- SUB. FCT. CHANTIERS INSERTION	ASSOC. RESTAURANTS DU COEUR		Association déclarée	332 600,00
- Dotation voirie 2024	COM AGGLOMERATION TULLE AGGLO		Groupement de collectivités	279 245,00
- Dotation voirie 2024	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	79 057,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Dotation voirie 2024	SYNDICAT BELLOVIC -BG		Etablissement public - syndicat mixte	90 000,00
- Dotation voirie 2024	CDC MIDI CORREZIEN		Groupement de collectivités	77 401,00
- Construction d'une micro crèche	CHAMBERET		Commune	79 515,00
- Rénovation de l'éclairage public : Communes d'Ussel, Palisse et Neuvic	SYNDICAT DE LA DIEGE		Etablissement public - syndicat mixte	100 182,00
- Réhabilitation d'un bâtiment communal pour création d'un bar-restaurant et d'un logement	EYBURIE		Commune	75 200,00
- Aménagement structurant entrée de ville RD148E1-Tranche2	OBJAT		Commune	300 000,00
- Aménagement structurant entrée de ville RD148E1-Tranche1	OBJAT		Commune	300 000,00
- Réhabilitation de 31 logements quartier des Chapélies à BRIVE	OPHLM BRIVE		Etablissement public local	77 500,00
- Réhabilitation du foirail	EGLETONS		Commune	79 767,00
- Rénovation du cinéma "Le Soubise"	MEYMAC		Commune	80 000,00
- Travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement du bourg	MEYMAC		Commune	96 200,00
- Travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement du bourg	MEYMAC		Commune	96 200,00
- Gymnase Près Soubise	MEYMAC		Commune	90 000,00
- Travaux de restructuration de la desserte en eau potable de la commune de Saint-Solve	COM AGGLO BASSIN DE BRIVE		Groupement de collectivités	95 350,00
- Subvention de fonctionnement 2024	L'EMPREINTE		Etablissement public national	80 000,00
- Fonctionnement du conservatoire à rayonnement départemental de Brive 2023/2024	BRIVE-LA-GAILLARDE		Commune	83 800,00
- Fonctionnement de l'Ecole Théadamuse 2024 et aide aux élèves	ECOLE THEADAMUSE EX EIMDHC		Association déclarée	126 600,00
- Fonctionnement du conservatoire à rayonnement départemental de Tulle 2023/2024	TULLE		Commune	115 700,00
- Projets culturels et accompagnement des associations du département	FAL 19		Association déclarée	80 000,00
- Subvention de fonctionnement 2024	ADM 19		Association déclarée	116 000,00
- Subvention de fonctionnement 2024	ALOES 19		Association déclarée	520 000,00
- SUBVENTION 2024 - CLASSES DE DECOUVERTE	ODCV TULLE		Association déclarée	207 000,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat Mixte de l'aménagement touristique du Lac de Bort	11/01/1975	50%	144 000,00
Syndicat Mixte de gestion du Parc Naturel Régional "Millevaches en limousin"	17/10/2003	2,80 euros / hab. base population DGF	76 974,80
Syndicat Mixte DORSAL - Budget Principal	17/03/2006	11,25%	152 099,26
Syndicat Mixte pour la création de l'aéroport Brive-Souillac	28/10/2011	25%	1 107 845,50
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
Groupement Syndical Forestier Les Agriers	30/05/1975	50	17 900,00
Etablissement Public Interdépartemental Dordogne (EPIDOR)	27/02/1995	16%	66 217,00
Groupement Syndical Forestier du Mont Bessou	14/11/1997	50%	5 000,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Goupement d'intérêt public	Maison Départementale des Personnes Handicapées	15/12/2005	15/12/2005	SPA	non
Etablissement public administratif	Corrèze Ingénierie (assistance technique aux communes et EPCI)	29/03/2013	29/03/2013	SPA	oui
Etablissement public administratif	Centre Supervision	22/12/2023	07/07/2023	SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	B11.3

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Service social et médico-social	Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille	30/11/1984	30/11/1984	22192720500064	SPA	non
Lutte contre la désertification médicale	Corrèze Santé	01/01/2019	28/11/2018	22192720500528	SPA	non
Régie à seule autonomie financière	Corrèze Autonomie	01/01/2024	07/04/2023	22192720500601	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-74 552 992,80**	**-74 552 992,80**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**10 000 000,00**	**10 000 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-64 552 992,80**	**-64 552 992,80**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**64 552 992,80**	**64 552 992,80**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-64 552 992,80**	**-64 552 992,80**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**31 260 000,00**	**31 260 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**106 354 107,00**	**106 354 107,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**75 094 107,00**	**75 094 107,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**31 260 000,00**	**I**	**31 260 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**28 660 000,00**		**28 660 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	27 360 270,27		27 360 270,27
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	1 299 729,73		1 299 729,73
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**2 600 000,00**		**2 600 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*2 600 000,00*		*2 600 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**106 354 107,00**	**III**	**106 354 107,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**8 371 158,00**		**8 371 158,00**
10222	FCTVA	7 500 000,00		7 500 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
139146	*Attributions compensation investissement*	*0,00*		*0,00*
26…	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	0,00		0,00
27…	Autres immobilisations financières			
2741	Prêts aux collectivités et groupements	421 158,00		421 158,00
2748	Autres prêts	450 000,00		450 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**97 982 949,00**		**97 982 949,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*281 897,70*		*281 897,70*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*8 333,00*		*8 333,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*78 300,00*		*78 300,00*
28041481	*Subv.Autres cnes:Bien mobilier, matériel*	*421 481,05*		*421 481,05*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*7 883 131,01*		*7 883 131,01*
280415322	*CCAS : Bâtiments, installations*	*2 536,00*		*2 536,00*
280415331	*ADM : Bien mobilier, matériel*	*136 698,00*		*136 698,00*
280415332	*ADM : Bâtiments, installations*	*1 432 769,02*		*1 432 769,02*
280415341	*IC : Bien mobilier, matériel*	*28 985,00*		*28 985,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 635 720,30*		*1 635 720,30*
28041581	*Autres grpts-Biens mob., mat. et études*	*119 107,60*		*119 107,60*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*1 254 959,66*		*1 254 959,66*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*37 988,88*		*37 988,88*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*392 639,45*		*392 639,45*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*195 121,95*		*195 121,95*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*1 776 647,00*		*1 776 647,00*
280423	*Privé : Projet infrastructure*	*1 875,00*		*1 875,00*
280431	*Subv.Scol : Bien mobilier, matériel*	*93 416,40*		*93 416,40*
280432	*Subv.Scol : Bâtiments, installations*	*409,55*		*409,55*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 233 122,03*		*1 233 122,03*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*23 866,00*		*23 866,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*7 991,00*		*7 991,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 080,00*		*1 080,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*781 801,00*		*781 801,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*698 387,00*		*698 387,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*207 518,00*		*207 518,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*1 076 449,00*		*1 076 449,00*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281318	*Autres bâtiments publics*	*285 013,86*	*285 013,86*
281321	*Immeubles de rapport*	*332,00*	*332,00*
281351	*Bâtiments publics*	*607 891,86*	*607 891,86*
281352	*Bâtiments privés*	*51 788,00*	*51 788,00*
28141	*Construct° sol autrui - Bâtiments public*	*28 029,00*	*28 029,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*9 706,00*	*9 706,00*
28152	*Installations de voirie*	*433 156,67*	*433 156,67*
281533	*Réseaux câblés*	*855,00*	*855,00*
281538	*Autres réseaux*	*66 167,14*	*66 167,14*
281572	*Matériel technique scolaire*	*125 720,00*	*125 720,00*
2815731	*Matériel roulant*	*262 733,11*	*262 733,11*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*280 395,45*	*280 395,45*
281578	*Autre matériel technique*	*97 350,33*	*97 350,33*
2817311	*Bâtiments administratifs (m. à dispo)*	*53 866,00*	*53 866,00*
2817312	*Bâtiments scolaires (m. à dispo)*	*448 992,00*	*448 992,00*
2817313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux (mad*	*1 989,00*	*1 989,00*
2817314	*Bâtiments culturels et sportifs (m. à di*	*50 191,00*	*50 191,00*
2817318	*Autres bâtiments publics (m. à dispo)*	*5 352,00*	*5 352,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*488 844,69*	*488 844,69*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*283,00*	*283,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*27 622,00*	*27 622,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*1 181 329,60*	*1 181 329,60*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*231 683,76*	*231 683,76*
281838	*Autre matériel informatique*	*614 038,47*	*614 038,47*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*50 182,10*	*50 182,10*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*88 378,58*	*88 378,58*
28185	*Matériel de téléphonie*	*43 158,88*	*43 158,88*
28188	*Autres immo. corporelles*	*2 194 841,90*	*2 194 841,90*
28281	*Install. générales, agencements (affect)*	*57 878,00*	*57 878,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*0,00*	*0,00*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	200 000,00	200 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*70 182 949,00*	*70 182 949,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
Transports	Transports de personnes handicapées	01/01/2014	11/04/2014	SPA
Domaine Routier	Activité "Voirie"	01/01/2018	10/11/2017	SPA

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	1,00	0,00	500 000,00	-44,44
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	5,00	11,11	28 000 000,00	12,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	4,25	0,00	3 400 000,00	-2,86
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 28
Contre : 10
Abstentions : 0

Date de convocation : 05/03/2025

Présenté par le Président du Conseil Départemental (1),
A Tulle, le 11/04/2025

Délibéré par l'assemblée l'Assemblée (2), réunie en session plénière
A Tulle, le 11/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante l'Assemblée (2),(3),

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnés	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
COSTE Pascal	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGA Jean-Jacques	
LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par le Président du Conseil Départemental (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_DPT-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

CD.2025.04.11/105

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

RAPPORT

Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) est un établissement public qui assure une prise en charge matérielle, éducative, scolaire et médicale pour les mineurs et les jeunes majeurs. Il comporte également un accueil familial afin d'assister des personnes vulnérables dans la prise en charge de la parentalité et de faciliter leur réinsertion sociale.

I – ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT

L'exercice 2024 enregistre, au 31 décembre, une activité globale de 13 201 journées :

- 4 442 journées sur l'accueil familial ;
- 8 759 journées sur l'accueil mineurs (dont 2 041 journées sur l'unité de vie de BRIVE).

Année	Nombre de places installées	Nombre de journées théoriques	Nombre dejournées réalisées	Taux d'occupation réel
2020	30	10 980	7 717	70,28%
2021	39	14 235	8 750	61,47%
2022	39	14 235	8 642	60,71%
2023	30	10 950	9 716	88,73%
2024	39	14 274	13 201	92,48%
	Moyenne des 3 derniers exercices clos		**10 520**	

Les mouvements de l'établissement représentent en 2024 :

Exercice 2024	Accueil Mineurs	Accueil Familial
Présents au 1/01/2024	**21**	**9**
Nombre d'entrées	**69**	**20**
Nombre de sorties	66	21
Présents au 31/12/2024	**24**	**8**

L'âge à l'entrée des jeunes accueillis sur l'accueil mineurs :

Hébergés 2024	MINEURS	HORS MNA
- de 10 ans	11	11
10 à 13 ans	36	35
14 à 15 ans	29	29
16 à 17 ans	13	8
jeunes majeurs	1	1
TOTAL	**90**	**84**

Nombre de MNA accueillis en 2024	**6**	**298 journées**

II – SECTION D'EXPLOITATION

a) Charges d'exploitation :

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M22, les charges sont présentées et votées en trois groupes.

CHARGES D'EXPLOITATION	Réalisé 2023	Exécutoire 2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé/Exécutoire 2024	
Groupe 1 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	234 160,39	303 378,00	**296 923,64**	-6 454,36 €	-2,13%
Groupe 2 - Dépenses afférentes au personnel	1 926 275,03	2 613 714,00	**2 285 954,58**	-327 759,42 €	-12,54%
Groupe 3 - Dépenses afférentes à la structure	366 507,78	329 110,00	**326 659,24**	-2 450,76 €	-0,74%
TOTAL GENERAL DEPENSES D'EXPLOITATIO	**2 526 943,20 €**	**3 246 202,00 €**	**2 909 537,46 €**	**-336 664,54 €**	**-10,37%**

Les charges d'exploitation pour l'exercice 2024 sont arrêtées à hauteur de **2 909 537,46 €**, soit un écart par rapport au prévisionnel de 336 664,54 € (soit -10,37 %), essentiellement lié aux difficultés à recruter (voir impact au groupe 2).

- Le **groupe 1** correspond aux **dépenses d'exploitation courante et aux services extérieurs :** Ce groupe affiche une **économie de 6 454,36 €** par rapport au prévisionnel qui s'explique par :

- des dépenses d'énergie et d'alimentation qui avaient été évaluées sur la base d'indicateurs liés à la crise et qui ont été légèrement surestimées.

- les comptes "Vêture" et "Autres services extérieurs" (sorties, activités, coiffeur, colo) font apparaître un dépassement respectivement de 2 591 € et 7 497 € corrélativement à l'activité réalisée (fort taux d'occupation de 92,5 % en 2024).

- Le **groupe 2** correspond aux **charges afférentes au personnel** :

Il affiche 2 285 954,58 € de dépenses contre 2 613 714,00 €, soit une **moindre réalisation par rapport au prévisionnel de 327 759,42 €**.

En effet, le nombre d'agents rémunérés sur ce groupe en ETP est de 47,47 ETP contre 52,5 ETP prévus au budget 2024 (soit - 5,03 ETP), du fait des difficultés à recruter et fidéliser.

EFFECTIFS CDEF	Nombre d'ETP 2023 (*)	Nombre d'ETP 2024	Réalisé 2024
DIRECTION / ENCADREMENT	1	0,9	1,23
ADMINISTRATION / GESTION	2	1,9	1,9
SERVICES GENERAUX /NUIT / RESTAURATION	9,4	12	12
SOCIO-EDUCATIF	18,66	20,2	17,46
PARAMEDICAL	1,5	1,8	1,05
Sous-total site de TULLE	***32,56***	***36,8***	***33,64***
DIRECTION / ENCADREMENT		0,1	0,1
ADMINISTRATION / GESTION		0,1	0,1
SERVICES GENERAUX /NUIT / RESTAURATION	1,5	3	2,46
SOCIO-EDUCATIF	3	3,8	3,8
PARAMEDICAL		0,2	0,1
Sous-total site de BRIVE	***4,5***	***7,2***	***6,56***
TOTAL PERSONNEL PERMANENT	**37,06**	**44**	**40,20**
Remplacements	7	4,2	4,27
Contrat d'apprentissage	3	2,5	2,5
Sous-total site de TULLE	**10**	**6,7**	**6,77**
Remplacements		1,3	
Contrat d'apprentissage		0,5	0,5
Sous-total site de BRIVE	**0**	**1,8**	**0,5**
TOTAL PERSONNEL NON PERMANENT	**10**	**8,5**	**7,27**
TOTAL GENERAL	**47,06**	**52,5**	**47,47**

La moyenne d'âge des agents rémunérés au 31 décembre est de 42,7 ans (43,9 pour les femmes et 40,9 pour les hommes).

Cette moindre dépense est due à plusieurs facteurs :

- vacances de postes (psychologue, animateur, CESF, EJE, ASE, maîtresse de maison, AES) ;
- moins de mensualités de remplacements utilisées ;
- prime de service versée s'élevant à 48 668 €, inférieure à celle prévue initialement cf. forte représentativité de contractuels non éligibles ;

Par ailleurs, les ARE (allocations chômage) versées à plusieurs agents ayant quitté l'établissement apparaissent pour un montant de 41 120,33 € (contre 29 473, 29 € en 2023).

Une économie de 13 648 € est enregistrée sur le compte "autres charges de personnel" considérant une prise en charge exceptionnelle du coût de la formation des apprentis par l'ANFH.

- Le groupe 3 correspond aux charges afférentes à la structure : ce groupe affiche une économie de 2 450,76 € par rapport au prévisionnel.

De nombreux travaux d'entretien et réparations diverses ont été comptabilisés sur les comptes 6152 et 6155 pour un montant global de 18 825,25 €.

Au compte 6156, il s'agit de prestations régulières des maintenances de sécurité obligatoires pour un montant global de 8 605,67 €.

Le compte 6518 enregistre principalement les abonnements des logiciels "métiers" :
- MEDIATEAM (outil de gestion du dossier individuel de prise en charge) pour un montant de 8 897,28 € ;
- OCTIME (outil de gestion du temps et de planification) pour un montant de 1 302 € auquel se rajoutent des prestations de mise en œuvre et de paramétrage pour une somme de 1 194 €.

Sur cet exercice, à noter une charge exceptionnelle d'un montant de 15 607,18 € qui correspond à l'annulation de plusieurs titres de recettes sur exercices antérieurs consécutivement à des refus de prise en charge des frais d'accueils d'usagers relevant de départements extérieurs (le Conseil Départemental de la Haute-Vienne pour 7 794,15 €, le Conseil Départemental des Hauts de Seine pour1.041,45 €, le Conseil Départemental de Seine St Denis pour 806,64 € et EDF pour 5 964,94 €.)

b) - Recettes d'exploitation :

PRODUITS D'EXPLOITATION	Réalisé 2023	Exécutoire 2024	Réalisé 2024	Variation Réalisé/Exécutoire 2024	
Groupe 1 - Produits de la tarification et assimilés	2 438 000,00	2 566 300,00	2 599 824,95	33 524,95 €	1,31%
Groupe 2 - Autres produits relatifs à l'exploitation	141 022,61	35 500,00	37 600,49	2 100,49 €	5,92%
Groupe 3 - Produits financiers et produits non enc	246 520,98	84 700,21	35 355,19	-49 345,02 €	-58,26%
TOTAL GENERAL (G1 + G2 + G3)	**2 825 543,59 €**	**2 686 500,21 €**	**2 672 780,63 €**	**-13 719,58 €**	**-0,51%**
Excédent de la section d'exploitation reporté		559 701,79	0,00		
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**2 825 543,59 €**	**3 246 202,00 €**	**2 672 780,63 €**		

Les recettes de la section de fonctionnement sont assurées pour l'essentiel par la recette d'hébergement, versée sous forme de dotation globale provenant du budget principal du Département, à hauteur de 2 566 300,00 €.

Une recette pour un montant de 33 524,95 € a pu être encaissée au titre de la facturation du prix de journée correspondant à l'accueil d'un jeune (155 journées) provenant d'un autre établissement.

Le groupe 2 - Autres produits relatifs à l'exploitation, fait apparaître un excédent par rapport au prévisionnel de 2 100,49 €. A noter, sur cet exercice :

- les compensations financières dues au titre de la mutualisation du temps syndical (dues par 7 établissements au titre de l'exercice 2023) pour un montant global de 15 568,95 €.
- des remboursements de l'ANFH au titre la prime exceptionnelle d'apprentissage (2 apprentis) pour un montant de 6 000 €.
- des remboursements de cotisations salariales (CNRACL) en provenance d'un agent en position de détachement et patronales (CNRACL) en provenance de l'Association qui emploie cet agent pour un montant global de 14 740,73 €.
- des remboursements divers : Indemnités journalières de la CPAM pour un montant de 440,40 €, FCTVA pour 776,59 €, POLARIS pour 72 € et diverses régularisations PAS pour 1,82 €.

Le groupe 3 – « Produits financiers et non encaissables » s'élève cette année à 35 355,19 € pour un prévisionnel de 84 700,21 €, soit un déficit de 49 345,02 €.

En 2024, l'établissement a perçu une somme de 698,19 € au titre des produits exceptionnels (remboursements provenant d'EDF (39,77 €), de DIAC (635,24 €) et de la Redoute (23,18 €).

La recette d'un montant de 50 000,21 € prévue au titre des fonds FSE (cf. appel à projets), n'a pas été encaissée.

On note également la comptabilisation de la quote-part de la subvention d'équipement d'un montant de 34 657 € (opération d'ordre) permettant d'atténuer la charge d'amortissement des travaux de restructuration.

III - SECTION D'INVESTISSEMENT

Résultats Section Investissement	Réel 2021	Réel 2022	Réel 2023	BE 2024	Réalisé 2024
Dépenses	125 136,43 €	199 024,85 €	139 648,45 €	644 597,22 €	148 674,06 €
Recettes	98 805,33 €	106 990,56 €	433 046,52 €	644 597,22 €	273 067,07 €
Résultat de l'exercice	**-26 331,10 €**	**-92 034,29 €**	**293 398,07 €**		**124 393,01 €**
Résultat cumulé antérieur à reporter	**172 735,23 €**	**166 133,44 €**	**74 099,15 €**		**367 497,22 €**

a) Emplois (dépenses d'investissement) :

Le total des charges (réel + ordre) pour 2024 se monte à 148 674,06 € contre 139 648,45 € en 2023. Ces dépenses correspondent à :

- la quote-part de la subvention d'investissement pour 34 657 €,

- des installations générales - Agencements - Aménagements des constructions (IGAAC) : fournitures et pose portes coupe-feu, travaux de plâtrerie, remplacement d'un vase d'expansion, revêtements de sol, remplacement sanibroyeur Brive, remplacement de 2 caméras, ...), et des dépenses correspondent à des travaux de remise en état suite à de nombreuses dégradations volontaires pour un montant global de 37 778,52 €,
- l'acquisition d'un véhicule (UV BRIVE) : 22 488,76 €,
- l'acquisition de mobilier (ameublement site Brive, salles à manger du personnel et de l'accueil mineurs, espace détente) : 14 314 €,
- du matériel de bureau et informatique (équipement site Brive et nouveaux bureaux à TULLE, téléphones) : 10 664,08 €,
- des acquisitions diverses : Container isotherme en cuisine, robot de cuisine, renouvellement des équipements de la blanchisserie (lave-linge et sèche-linge professionnel + chariots) et équipement petit électroménager pour le site de Brive) pour un montant global de 28 771,70 €.

b) - Ressources (recettes d'investissement) :

Sur l'exercice 2024, les ressources (réel + ordre) se composent :

- du Fonds de Compensation de TVA (FCTVA) pour une montant de 12 969,68 €,
- de la provision pour risques et charges (cf. provision action 24 CDPPE) pour un montant de 138 900 €,
- et de l'amortissement des équipements pour un montant global de 121 197,39 €.

Le résultat comptable 2024 propre à l'exercice s'élève à 124 393,01 €.
Le résultat cumulé à reporter sur l'exercice suivant est de 491 890,23 €.

IV – DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE (ESSMS public)

Le Compte Administratif 2024 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille se décompose en deux sections de la façon suivante :

C.A. 2024	DEPENSES	RECETTES		
INVESTISSEMENT	148 674,06 €	273 067,07 €	**Résultat de l'exercice**	**124 393,01 €**
			Reprise résultat exercice antérieur	367 497,22 €
			Résultat cumulé	**491 890,23 €**
EXPLOITATION	2 909 537,46 €	2 672 780,63 €	**Résultat de l'exercice**	**-236 756,83 €**
			Résultat résultat exercice antérieur (110)	559 701,79 €
			Résultat résultat exercice antérieur (111)	0,00 €
			Résultat cumulé	**322 944,96 €**

CDEF - Exercice 2024	N° de compte	Compte	Montant	
Résutat comptable de l'exercice = classe 6 - classe 7	12	Excédent		
		Déficit	-236 756,83	

Reports à nouveau des exercices antérieurs (1) :	N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Comptes de report à nouveau des exercices antérieurs	110	Report à nouveau (solde créditeur)	420 801,79	420 801,79
	111	Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non	138 900,00	138 900,00
	119	Report à nouveau (solde débiteur)		

A - RESULTAT A AFFECTER	(Résultat administratif)	322 944,96	322 944,96

AFFECTATION DU RESULTAT ADMINISTRATIF :

Affectation en reports à nouveau	110	Report à nouveau (solde créditeur)	322 944,96	322 944,96
	111	Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles		
	119	Report à nouveau (solde débiteur)		
Affectations en réserves	10682	Excédents affectés à l'investissement		
	10685	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)		
	10686	Réserves de compensation des déficits		
	10687	Affectation en réserves de compensation des charges d'amortissement		
		Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement (montant précédé du signe "-")		
B. TOTAL DES AFFECTATIONS DE RESULTAT (égal à A)			322 944,96	322 944,96
	Affectation complète (zone de contrôle)		OK	OK

(1) Notamment en application des articles R.314-106 (dotations globales de financement et R.314-113 (prix de journée) du CASF.

Ainsi, le **résultat comptable** de la section de fonctionnement propre à l'exercice 2024 est un déficit de **236 756,83 €.**

Compte tenu des comptes de report à nouveau (110 et 111) des exercices antérieurs (+ 559 701,79 €), il ressort à la clôture 2024 un **résultat administratif à affecter positif de 322 944,96 €.**

Cet important excédent dégagé en 2024 s'analyse comme suit :

- une **plus forte activité d'hébergement** de jeunes par rapport au prévisionnel avec une facturation au prix de journée (écart positif de 33 524,95 €) ;
- une **moindre réalisation des charges d'exploitation**, notamment sur les charges de personnel qui s'explique par les difficultés de recrutement et de fidélisation du personnel (écart positif de 336 664,54 €) ;
- et une **moindre réalisation de recettes,** notamment la non perception de la subvention relative à l'appel à projets Fonds FSE (écart négatif de 47 244,53 €).

Le **résultat administratif de 322 944,96 €** sera affecté à la **réduction des charges d'exploitation** (compte 110).

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/105

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/105 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Audrey BARTOUT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le compte administratif 2024 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille dont les résultats sont récapitulés ci-après est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

C.A. 2024	DEPENSES	RECETTES		
INVESTISSEMENT	148 674,06 €	273 067,07 €	Résultat de l'exercice	**124 393,01 €**
			Reprise résultat exercice antérieur	367 497,22 €
			Résultat cumulé	**491 890,23 €**
EXPLOITATION	2 909 537,46 €	2 672 780,63 €	Résultat de l'exercice	**-236 756,83 €**
			Résultat résultat exercice antérieur (110)	559 701,79 €
			Résultat résultat exercice antérieur (111)	0,00 €
			Résultat cumulé	**322 944,96 €**

Adopté, à main levée, à la majorité, par 27 voix pour, 10 contre, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 24 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15906A-DE-1-1
Date de publication : 24 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CADRE REGLEMENTAIRE EXCEL (CAPH-2023-01)

CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 190002469 — CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

Adresse : 10 rue Souham
19000 TULLE

Nom du directeur ou de la personne ayant qualité pour représenter l'établissement : PARDOEN Béatrice

Date de la dernière habilitation : 1er août 2019 — **Département :**

Organisme gestionnaire : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE - DASFI

Téléphone / FAX / Email : 05 44 41 90 50 — cdef@correze.fr

Catégorie d'établissement ou de service :

Autorité en charge de la tarification : Conseil Départemental 19

Convention collective majoritaire de travail :

Capacité autorisée : 39

Capacité installée : 39

Elements du Budget exécutoire

Nb d'ETP prévus au BE	44,00
Déficit incorporé N-1 (chiffre positif)	
Excédent incorporé N-1	559 701,79

Amplitude d'ouverture de l'ESMS sur l'année (en jours)

	BE	CA
Prévue :	366	
Réalisée :		366

1. Activité de l'Etablissement ou du Service (hors services mandataires à la protection des majeurs et services délégués aux prestations familiales)

Nature (mode d'accueil)	Nombre théorique au BP N (*)	Nombre prévisionnel	Nombre réalisé N	Taux d'occupation réalisé	Ecart prévu / réalisé	
					Nombre	%
Activité réalisée	(1)	(2)	(3)	(4) =(3)/(1)	(5) = (3)-(2)	(6) = (5)/(2)
Externat					0	
Semi Internat					0	
Internat					0	
Nbr séances					0	
U.V. Familles	5 490	4 650	4 442	80,91%	-208	-4,47%
U.V. TULLE	6 588	5 700	6 718	101,97%	1 018	17,86%
U.V. BRIVE	2 196	1 850	2 041	92,94%	191	10,32%
Autre (à préciser)					0	
Autre (à préciser)					0	
Autre (à préciser)					0	
Autre (à préciser)					0	
Autre (à préciser)					0	
Autre (à préciser)					0	
TOTAL en journées	**14 274**	**12 200**	**13 201**	**92,48%**	**1 001**	**8,20%**

(*) : Capacité financée x amplitude d'ouverture par mode d'accueil

3. Tableaux récapitulatif de l'exécution budgétaire

	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart
SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT						
Total (1)	644 597,22	148 674,06	-495 923,16	644 597,22	273 067,07	-371 530,15
SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL						
Total (2)	3 246 202,00	2 909 537,46	-336 664,54	2 686 500,21	2 672 780,63	-13 719,58
BUDGETS ANNEXES						
Total (3)			0,00			0,00
			0,00			0,00
			0,00			0,00
			0,00			0,00
Reprise de résultats (4)	0,00	0,00	0,00	559 701,79	0,00	0,00
Total général (2) + (3) + (4)	3 246 202,00	2 909 537,46	-336 664,54	3 246 202,00	2 672 780,63	-573 421,37

4.2.1 Section d'investissement : Emplois

		Budget initial	Crédits complétaires ou virements	Total	Réel	Ecarts	
						Montant	%
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Apport, dotations et réserves (ESSMS publics) Fonds propres et réserves (ESSMS privés)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
1161 ESSMS publics / 115921	Amortissements comptables excédentaires différés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	34 700,00	0,00	34 700,00	34 657,00	-43,00	-0,12%
Reprises							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
15	Provisions pour risques et charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Remboursement des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
17	Dettes rattachées à des participations (ESSMS privés)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Compte de liaison investissement							
18	Comptes de liaison investissements (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Fonds dédiés ou reportés (ESSMS privés seulement)							
19	Fonds dédiés ou reportés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé							
20	Immobilisations incorporelles	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	-15 000,00	-100,00%
21	Immobilisations corporelles	175 000,00	0,00	175 000,00	114 017,06	-60 982,94	-34,85%
22	Immobilisations mises en concession (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	419 897,22	0,00	419 897,22	0,00	-419 897,22	-100,00%
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (reprises)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
29	Dépréciation des immobilisations (reprises)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
49	Dépréciation des comptes de tiers (reprises)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
59	Dépréciation des comptes financiers (reprises)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
001	**Résultat d'investissement cumulé antérieur (déficit)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
003	**Excédent d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	TOTAL GENERAL	644 597,22	0,00	644 597,22	148 674,06	-495 923,16	-76,94%

(1) ESSMS privés seulement (ces comptes étant non budgétaires pour les ESSMS publics)

4.2.2 Section d'investissement : Ressources

		Budget initial	Crédits complétaires ou virements	Total	Réel	Ecarts	
						Montant	%
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Apport, dotations et réserves (ESSMS publics) Fonds propres et réserves (ESSMS privés)	17 000,00	0,00	17 000,00	12 969,68	-4 030,32	-23,71%
7767 ESSMS publics / 115921	Amortissements comptables excédentaires différés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dotations aux provisions							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
15	Provisions pour risques et charges	138 900,00	0,00	138 900,00	138 900,00	0,00	0,00%
Augmentation des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
17	Dettes rattachées à des participations (ESSMS privés)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Compte de liaison							
18	Comptes de liaison investissements (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Fonds dédiés ou reportés (ESSMS privés seulement)							
19	Fonds dédiés ou reportés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Immobilisations (sorties)							
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations mises en concession (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (dotations)	121 200,00	0,00	121 200,00	121 197,39	-2,61	0,00%
29	Dépréciation des immobilisations (dotations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
49	Dépréciation des comptes de tiers (dotations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
59	Dépréciation des comptes financiers (dotations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
001	**Résultat d'investissement cumulé antérieur (excédent)**	367 497,22	0,00	367 497,22	0,00	-367 497,22	-100,00%
004	**Amortissements comptables excédentaires différés (2)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
007	**Déficit d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	TOTAL GENERAL	644 597,22	0,00	644 597,22	273 067,07	-371 530,15	-57,64%

(1) ESSMS privés seulement (ces comptes étant non budgétaires pour les ESSMS publics)
(2) Montant précédé du signe "moins" en cas de déficit

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté N-1	Budget exécutoire N	Virements de crédits et DM	Total	dont charges financées par CNR	Dépenses réalisées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								Montant	En %	
ACHATS		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) +(3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6)/(4)	
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures				0,00			0,00		
602	Achats stockés - autres approvisionnements				0,00			0,00		
603	Variation des stocks				0,00			0,00		
606	Achats non stockés de matières et fournitures	215 444,25	277 138,00		277 138,00		264 741,07	-12 396,93	-4,47%	264 741,07
607	Achats de marchandises				0,00			0,00		
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement				0,00			0,00		
713	Variation des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)				0,00			0,00		
SERVICES EXTERIEURS										
6111	Sous-traitance: prestations à caractère médical	25,00	200,00		200,00		1 182,84	982,84	491,42%	1 182,84
6112	Sous-traitance: prestations à caractère médico-social				0,00			0,00		
6118	Sous-traitance: autres prestations de service				0,00			0,00		
AUTRES SERVICES EXTERIEURS										
6241	Transports de biens				0,00			0,00		
6242	Transports d'usagers	262,72	650,00		650,00		1 060,49	410,49	63,15%	1 060,49
6247	Transports collectifs du personnel				0,00			0,00		
6248	Transports divers	305,50	650,00		650,00		313,16	-336,84	-51,82%	313,16
625	Déplacements, missions et réceptions	493,64	1 840,00		1 840,00		524,28	-1 315,72	-71,51%	524,28
626	Frais postaux et frais de télécommunications	5 932,61	8 000,00		8 000,00		6 664,60	-1 335,40	-16,69%	6 664,60
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur				0,00			0,00		
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	6 323,19	8 100,00		8 100,00		8 140,17	40,17	0,50%	8 140,17
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur				0,00			0,00		
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur				0,00			0,00		
6287	Remboursement de frais				0,00			0,00		
6288	Autres prestations	5 373,48	6 800,00		6 800,00		14 297,03	7 497,03	110,25%	14 297,03
TOTAL GROUPE I		234 160,39	303 378,00	0,00	303 378,00	0,00	296 923,64	-6 454,36	-2,13%	296 923,64

5.1.1 Charges de la section d'exploitation (suite)

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté N-1	Budget exécutoire N	Virements de crédits et DM	Total	dont charges financées par CNR	Dépenses réalisées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								Montant	En %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) +(3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6)/(4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement				0,00			0,00		
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	140,10	150,00		150,00		0,00	-150,00	-100,00%	0,00
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)				0,00			0,00		
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	42 308,18	66 476,44		66 476,44		54 869,95	-11 606,49	-17,46%	54 869,95
641	Rémunération du personnel non médical	1 336 575,02	1 776 223,84		1 776 223,84		1 588 583,33	-187 640,51	-10,56%	1 588 583,33
642	Rémunération du personnel médical				0,00			0,00		
643	Rémunération du personnel handicapé				0,00			0,00		
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	493 604,90	674 718,39		674 718,39		564 401,88	-110 316,51	-16,35%	564 401,88
646	Personnes handicapées				0,00			0,00		
647	Autres charges sociales	49 143,53	74 145,33		74 145,33		69 747,77	-4 397,56	-5,93%	69 747,77
648	Autres charges de personnel	4 503,30	22 000,00		22 000,00		8 351,65	-13 648,35	-62,04%	8 351,65
TOTAL GROUPE II		1 926 275,03	2 613 714,00	0,00	2 613 714,00	0,00	2 285 954,58	-327 759,42	-12,54%	2 285 954,58
	Dont montant des provisionnements pour congés à payer sur l'exercice, y compris charges sociales et fiscales afférentes									

5.1.1 Charges de la section d'exploitation (suite)

	GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	Réel accepté N-1	Budget exécutoire N	Virements de crédits et DM	Total	dont charges financées par CNR	Dépenses réalisées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								Montant	En %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) +(3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6)/(4)	
612	Redevances de crédit bail				0,00			0,00		
6132	Locations immobilières	2 028,13	0,00		0,00		0,00	0,00		0,00
6135	Locations mobilières	3 542,66	500,00		500,00		524,50	24,50	4,90%	524,50
614	Charges locatives et de co-propriété				0,00			0,00		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	8 078,07	9 000,00		9 000,00		15 161,32	6 161,32	68,46%	15 161,32
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	4 493,44	5 000,00		5 000,00		3 663,93	-1 336,07	-26,72%	3 663,93
6156	Maintenance	19 093,69	21 500,00		21 500,00		8 605,67	-12 894,33	-59,97%	8 605,67
616	Primes d'assurances	1 631,94	2 700,00		2 700,00		1 722,23	-977,77	-36,21%	1 722,23
617	Etudes et recherches	1 703,09	2 000,00		2 000,00		2 278,93	278,93	13,95%	2 278,93
618	Divers	1 173,47	1 000,00		1 000,00		710,00	-290,00	-29,00%	710,00
623	Information, publications, relations publiques				0,00			0,00		
627	Services bancaires et assimilés				0,00			0,00		
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)				0,00			0,00		
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	1 349,92	2 700,00		2 700,00		1 349,92	-1 350,08	-50,00%	1 349,92
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE									
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	8 074,08	14 100,00		14 100,00		11 426,80	-2 673,20	-18,96%	11 426,80
653	Contribution versée au groupement hospitalier de territoire				0,00			0,00		
654	Pertes sur créances irrécouvrables				0,00			0,00		
655	Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				0,00			0,00		
657	Subventions				0,00			0,00		
658	Charges diverses de gestion courante	3 661,54	9 510,00		9 510,00		5 511,37	-3 998,63	-42,05%	5 511,37
	CHARGES FINANCIERES									
66	Charges financières				0,00			0,00		
	CHARGES EXCEPTIONNELLES									
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	50,00	1 000,00		1 000,00		0,00	-1 000,00	-100,00%	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs) (ESSMS publics)	121,68			0,00		15 607,18	15 607,18		15 607,18
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés				0,00			0,00		
678	Autres charges exceptionnelles				0,00			0,00		

5.1.1 Charges de la section d'exploitation (suite et fin)

	GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE (suite)	Réel accepté N-1	Budget exécutoire N	Virements de crédits et DM	Total	dont charges financées par CNR	Dépenses réalisées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								Montant	En %	
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRICIATIONS, AUX	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) +(3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6)/(4)	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	118 031,07	121 200,00		121 200,00		121 197,39	-2,61	0,00%	121 197,39
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir				0,00			0,00		
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	193 475,00	138 900,00		138 900,00		138 900,00	0,00	0,00%	138 900,00
6816	Dotations aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles				0,00			0,00		
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants				0,00			0,00		
686	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions : charges financières				0,00			0,00		
6871	Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations				0,00			0,00		
68725	Dotations aux amortissements dérogatoires				0,00			0,00		
68741	Dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR				0,00			0,00		
68742	Dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations				0,00			0,00		
687461	Dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (ESSMS privés)				0,00			0,00		
687462	Dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (ESSMS privés)				0,00			0,00		
68748	Autres				0,00			0,00		
6876	Dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles				0,00			0,00		
6891	Reports en fonds reportés (ESSMS privés)				0,00			0,00		
68921	Reports en fonds dédiés à l'investissement sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS (ESSMS privés)				0,00			0,00		
68922	Reports en fonds dédiés à l'exploitation sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS (ESSMS privés)				0,00			0,00		
6894	Engagements à réaliser sur subventions d'exploitation (ESSMS privés)				0,00			0,00		
6895	Reports en fonds dédiés sur contribution financière d'autres organismes (ESSMS privés)				0,00			0,00		
6896	Reports en fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public (ESSMS privés)				0,00			0,00		
	TOTAL GROUPE III	366 507,78	329 110,00	0,00	329 110,00	0,00	326 659,24	-2 450,76	-0,74%	326 659,24
	TOTAL DES CHARGES	2 526 943,20	3 246 202,00	0,00	3 246 202,00	0,00	2 909 537,46	-336 664,54	-10,37%	2 909 537,46
	RESULTAT COMPTABLE (excédent)	298 600,39	0,00				0,00			0,00
002	Déficit de la section d'exploitation reporté				0,00			0,00		
005	Amortissements comptables excédentaires différés				0,00			0,00		
	TOTAL GENERAL	2 526 943,20	3 246 202,00	0,00	3 246 202,00	0,00	2 909 537,46	-336 664,54	-10,37%	2 909 537,46

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION		Réel accepté N-1	Budget exécutoire N	Virements de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettes réalisées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							Montant	En %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) +(3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6)/(4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD) (autres que c/731224 et c/7312132)				0,00		0,00		
731224 / 7312132	Prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF (prix de journée)				0,00		0,00		
732	Produits à la charge de l'Etat				0,00		0,00		
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD) (autres que c/733222)	2 438 000,00	2 566 300,00		2 566 300,00	2 566 300,00	0,00	0,00%	2 566 300,00
733222	Prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF				0,00	33 524,95	33 524,95		*33 524,95*
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)				0,00		0,00		
738	Produits à la charge d'autres financeurs				0,00		0,00		
TOTAL GROUPE I		2 438 000,00	2 566 300,00	0,00	2 566 300,00	2 599 824,95	33 524,95	1,31%	2 599 824,95

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION									
70	Produits sauf 7082				0,00		0,00		
70821	Forfaits journaliers				*0,00*		*0,00*		
70822	Participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles				*0,00*		*0,00*		
70823	Participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT				*0,00*		*0,00*		
70828	Autres participations forfaitaires des usagers				*0,00*		*0,00*		
71	Production stockée				0,00		0,00		
72	Production immobilisée				0,00		0,00		
74	Subventions d'exploitation et participations	0,00	0,00		0,00	776,59	776,59		776,59
75	Autres produits de gestion courante	126 900,89	25 500,00		25 500,00	21 642,77	-3 857,23	-15,13%	21 642,77
603	Variation des stocks (en recettes)				0,00		0,00		
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats				0,00		0,00		
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs				0,00		0,00		
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs				0,00		0,00		
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical				0,00		0,00		
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical				0,00		0,00		
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées				0,00		0,00		
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	14 121,72	10 000,00		10 000,00	15 181,13	5 181,13	51,81%	15 181,13
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité				0,00		0,00		
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)				0,00		0,00		
TOTAL GROUPE II		141 022,61	35 500,00	0,00	35 500,00	37 600,49	2 100,49	5,92%	37 600,49

5.1.2 Produits de la section d'exploitation ... (suite et fin)

	GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES	Réel accepté N-1	Budget exécutoire N	Virements de crédits et DM	Total (2)+(3)	Recettes réalisées	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							Montant	En %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) +(3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6)/(4)	
76	Produits financiers				0,00		0,00		
	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion				0,00		0,00		
773	(établissements publics)				0,00		0,00		
775	Produits de cessions d'éléments d'actif				0,00		0,00		
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	53 515,09	34 700,00		34 700,00	34 657,00	-43,00	-0,12%	34 657,00
778	Autres produits exceptionnels	193 005,89	50 000,21		50 000,21	698,19	-49 302,02	-98,60%	698,19
	AUTRES PRODUITS								
781	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)				0,00		0,00		
786	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)				0,00		0,00		
78725	Reprises sur amortissements dérogatoires				0,00		0,00		
78741	Reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement				0,00		0,00		
78742	Reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations				0,00		0,00		
787461	Reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (ESSMS privés)				0,00		0,00		
787462	Reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (ESSMS privés)				0,00		0,00		
78748	Autres reprises (sur provisions réglementées)				0,00		0,00		
7876	Reprises sur dépréciations exceptionnelles				0,00		0,00		
7891	Utilisations de fonds reportés (ESSMS privés)				0,00		0,00		
78921	Utilisations de fonds dédiés à l'investissement sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS (ESSMS privés)				0,00		0,00		
78922	Utilisations de fonds dédiés à l'exploitation sur concours publics des entités gestionnaires d'ESSMS (ESSMS privés)				0,00		0,00		
7894	Utilisations de fonds dédiés sur subventions d'exploitation (ESSMS privés)				0,00		0,00		
7895	privés)				0,00		0,00		
7896	Utilisations de fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public (ESSMS privés)				0,00		0,00		
79	Transfert de charges				0,00		0,00		
	TOTAL GROUPE III	246 520,98	84 700,21	0,00	84 700,21	35 355,19	-49 345,02	-58,26%	35 355,19
	TOTAL DES PRODUITS	2 825 543,59	2 686 500,21	0,00	2 686 500,21	2 672 780,63	-13 719,58	-0,51%	2 672 780,63
	RESULTAT COMPTABLE (déficit)	0,00	0,00			236 756,83			236 756,83
001	**Excédent de la section d'exploitation reporté**		559 701,79		559 701,79		-559 701,79	-100,00%	0,00
003	**Amortissements comptables excédentaires différés**				0,00		0,00		
	TOTAL GENERAL	2 825 543,59	3 246 202,00	0,00	3 246 202,00	2 672 780,63	-573 421,37	-17,66%	2 672 780,63

5.3.1. Tableau des effectifs

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Total		Nombre d'ETP au précédent compte administratif	Ecart
		Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7) = (5) - (6)
DIRECTION / ENCADREMENT	**3,5**	**0**	**0,00**	**3,5**	**3,50**	**3,00**	**0,50**
Directeur	1			1	1,00	1,00	0,00
Directeur-adjoint	0,333			0,333	0,33		0,33
Chef de service éducatif, pédagogique et social, paramédical	1			1	1,00	1,00	0,00
Chef de service autre (administratif, etc.)	1			1	1,00	1,00	0,00
Responsable et coordonnateur de secteur	0,167			0,167	0,17		0,17
ADMINISTRATION / GESTION	**1**	**0**	**0,00**	**1**	**1,00**	**1,00**	**0,00**
Autre personnel administratif et de gestion	1			1	1,00	1,00	0,00
SERVICES GENERAUX	**14,043**	**0**	**0,00**	**14,043**	**14,04**	**11,41**	**2,63**
Maitre de maison (hors encadrant éducatif de nuit)	4,415			4,415	4,42	4,72	-0,31
Ouvrier qualifié	1			1	1,00	1,00	0,00
Veilleur de nuit occupant à titre principal des fonctions d'accompagnement socio-éducatif (hors encadrant éducatif de nuit)	8,628			8,628	8,63	5,69	2,94
RESTAURATION	**2**	**0**	**0,00**	**2**	**2,00**	**2,00**	**0,00**
Chef cuisinier	1			1	1,00	1,00	0,00
Cuisinier	1			1	1,00	1,00	0,00
ENSEIGNEMENT ET SOCIO-EDUCATIF	**24,849**	**1**	**0,50**	**25,849**	**25,35**	**21,41**	**3,94**
Dont emplois temporaires	***2,69***			***2,69***	***2,69***	***3,38***	***-0,69***
Accompagnant éducatif et social	14,974			14,974	14,97	12,35	2,62
Dont contrats aidés, contrats d'apprentissage et de professionnalisation	*3*			*3*	*3,00*	*2,15*	*0,85*
Animateur social	0,5	1	0,50	1,5	1,00	0,58	0,42
Conseiller en économie sociale et familiale	0,167			0,167	0,17	0,17	0,00
Educateur jeunes enfants	1,79			1,79	1,79	1,00	0,79
Educateur technique ou spécialisé	4,35			4,35	4,35	5,35	-1,00
Moniteur éducateur	2,915			2,915	2,92	1,46	1,46
Psychologue/neuropsychologue	0,153			0,153	0,15	0,50	-0,35
PARAMEDICAL	**1,085**	**0**	**0,00**	**1,085**	**1,09**	**2,00**	**-0,92**
Aide soignant	0,085			0,085	0,09	1,00	-0,92
Infirmier D.E.	1			1	1,00	1,00	0,00
MEDICAL	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL	**46,477**	**1**	**0,50**	**47,477**	**46,98**	**40,82**	**6,15**

6.1 Détermination et affectation du résultat de l'exercice (ESSMS public)

6.1a Rappel des soldes des comptes de réserve de compensation avant affectation des résultats (ESSMS publics):	N° de compte	Compte	Solde au 1er janvier
Réserve de compensation des déficits	10686	Compensation des déficits	0,00
Excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	10687	Compensation des charges d'amortissement	0,00

6.1b Détermination et affectation du résultat (ESSMS publics)	N° de compte	Compte	Montant
Résultat comptable de l'exercice = classe 6 - classe 7	12	Excédent	
		Déficit (sans signe "-")	236 756,83

Reports à nouveau des exercices antérieurs [1] :	N° de compte	Compte	Proposé	tarification
Comptes de report à nouveau des exercices antérieurs	110	Report à nouveau (solde créditeur)	420 801,79	420 801,79
	111	Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles	138 900,00	138 900,00
	119	Report à nouveau (solde débiteur) (sans signe "-")		

A. RESULTAT A AFFECTER (précédé du signe "-" pour un déficit)		(Résultat administratif)	322 944,96	322 944,96

AFFECTATION DU RESULTAT ADMINISTRATIF :

Affectation en reports à nouveau	110	Report à nouveau (solde créditeur)	322 944,96	322 944,96
	111	Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles		
	119	Report à nouveau (solde débiteur) (sans signe "-")		
	1161 [2]	Amortissements comptables excédentaires différés		
	1163 [2][3]	314-45		
Affectations en réserves	10682	Excédents affectés à l'investissement		
	10685	Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie)		
	10686 [4]	Réserves de compensation des déficits		
	10687	Affectation en réserves de compensation des charges d'amortissement		
		Reprise sur les réserves de compensation des charges d'amortissement (montant précédé du signe "-")		
B. TOTAL DES AFFECTATIONS DE RESULTAT (égal à A)			322 944,96	322 944,96
		Affectation complète (zone de contrôle)	Ok	Ok

6.1c Dépenses rejetées par l'autorité de tarification en application de l'article R. 314-52 du CASF

Dépenses rejetées sur l'exercice par l'autorité de tarification (seront portées en diminution du tarif N+1 ou N+2)		
Rappel du montant cumulé des dépenses rejetées à la clôture de l'exercice précédent		

(1) Notamment, en application des articles R. 314-106 (dotations globales de financement) et R. 314-113 (prix de journée) du CASF

(2) Mouvements débiteurs (précédés du signe "-" - correspondant aux augmentations sur l'exercice des dépenses non opposables aux tiers financeurs) et créditeurs (correspondant aux diminutions sur l'exercice des dépenses non opposables aux tiers financeurs) - Compte 116 : Dépenses non opposables

(3) Dont provisions pour congés à payer et charges sociales et fiscales afférentes relevant de l'article R. 314-26 du CASF (9°)

(4) Précédé du signe "-" en cas de reprise sur ces réserves

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/106

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

RAPPORT

Le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille, situé 10 rue Souham à TULLE est un établissement public non personnalisé géré par le Département de la Corrèze.

Cet établissement accueille des mineurs et jeunes majeurs orientés par le service de l'aide sociale à l'enfance ainsi que des parents avec leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans. Il a une capacité globale de 39 places. L'accueil est assuré 365 jours par an (24h/24h).

L'activité s'organise autour de 3 unités de vie (U.V.) depuis fin 2023.

I - ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT

En 2025, **39 places sont installées** et l'activité prévisionnelle est arrêtée à hauteur de **12 600 journées**, soit un taux d'occupation moyen prévisionnel de **88,51 %.**

Prévisionnel 2025		
Unités	**Nombre de journées**	**Taux d'occupation**
U.V. Tulle (ados)	6 200	94,37%
U.V. Brive (pré ados)	2 000	91,32%
U.V. Famille	4 400	80,37%
Total en journées	**12 600**	**88,51%**

II - SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement est présentée en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 691 342,85 €.

Investissement : EMPLOIS	Réel 2023	BP 2024	Réel 2024	BP 2025
Réductions de fonds propres (13)	53 515,09	34 700,00	34 657,00	34 660,00
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé (20 /21)	86 133,36	190 000,00	114 017,06	362 500,00
Immob. en cours (2315) (Excédent prévisionnel)		419 897,22		294 182,85
Résultat d'investissement de l'exercice (excédent)				
Résultat cumulé antérieur à reporter (déficit)				
TOTAL GENERAL	**139 648,45**	**644 597,22**	**148 674,06**	**691 342,85**
Investissement : RESSOURCES	**Réel 2023**	**BP 2024**	**Réel 2024**	**BP 2025**
Augmentation des fonds propres (10)	121 540,45	17 000,00	12 969,68	12 982,62
Dotations aux provisions (1518 et 148)	193 475,00	138 900,00	138 900,00	55 000,00
Amortissements des immobilisations (28)	118 031,07	121 200,00	121 197,39	131 470,00
Résultat d'investissement de l'exercice (déficit)				
Résultat cumulé antérieur à reporter (excédent)		**367 497,22**		**491 890,23**
TOTAL GENERAL	**433 046,52**	**644 597,22**	**273 067,07**	**691 342,85**

Les emplois enregistrent principalement la subvention d'investissement (34 660 €) et les acquisitions d'immobilisations (prévisionnel de 362 500 €).

Les ressources enregistrent principalement le FCTVA (12 982,62 €), les amortissements des immobilisations (131 470 €) et la provision CET (compte 148) pour un montant de 55 000 €.

Les projets d'investissement sollicités pour l'année 2025, dont le détail figure ci-après, s'élèvent à 362 500,00 € :

Opération	Montant	Durée amortissement	Taux	Annuité amortissement n+1
Frais d'évalutation - Audit	10 000,00 €	5	20%	2 000,00 €
Licences, ligiciels (Absences /Plannings)	10 000,00 €	20	5%	500,00 €
Agencements, Aménagements des constructions	161 500,00 €	15	7%	10 766,67 €
Matériel - Installations à caractère spécifique	5 000,00 €	5	20%	1 000,00 €
Matériel et outillage	2 000,00 €	1	100%	2 000,00 €
IGAAC - Aménagements divers (cf.audit énergie 2022)	95 000,00 €	10	10%	9 500,00 €
Matériel de transport	- €	7	14%	- €
Matériel de bureau et matériel informatique	3 500,00 €	5	20%	700,00 €
Mobilier	65 500,00 €	10	10%	6 550,00 €
Autres immobilisatins corporelles (divers, petit électroménager)	10 000,00 €	5	20%	2 000,00 €
TOTAL	362 500,00 €			35 016,67 €

Ces projets d'investissement sont établis en cohérence avec :

- le rapport de la dernière Commission de Sécurité du 1er mars 2022 qui prescrit différents travaux à réaliser (isolation de la cave, résistance au feu des parois et portes de l'escalier principal, ferme-portes sur l'accès à la cuisine et les locaux à sommeil…).

- la mission d'étude préliminaire, diligentée par le service bâtiment, est en cours et vise à définir techniquement et économiquement un programme de travaux pour la sobriété énergétique et la sécurisation du CDEF (chaudière + équipements divers).
- la rénovation des lieux d'hébergement (remplacement des portes détériorées, travaux de peinture RDC accueil mineurs et salle à manger du personnel, le renouvellement du mobilier des chambres sur l'accueil mineurs, aménagement de l'espace de mise au calme, le remplacement des luminaires et des pavés fluos par des LED.
- l'acquisition et l'installation de caméras à l'intérieur (espaces communs) et à l'extérieur des sites de TULLE et BRIVE en lien avec le programme de supervision du Département.

III – SECTION DE FONCTIONNEMENT

a) Charges d'exploitation :

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M22, les charges sont présentées et votées en trois groupes.

CHARGES D'EXPLOITATION	Exécutoire 2024	Réalisé 2024	B.P. 2025	Variation BP 2025/Exécutoire 2024	
Groupe 1 - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	303 378,00	**296 923,64**	**322 900,00**	19 522,00 €	6,43%
Groupe 2 - Dépenses afférentes au personnel	2 613 714,00	**2 285 954,58**	**2 719 450,00**	105 736,00 €	4,05%
Groupe 3 - Dépenses afférentes à la structure	329 110,00	**326 659,24**	**265 055,00**	-64 055,00 €	-19,46%
TOTAL GENERAL (G1 + G2 + G3)	**3 246 202,00 €**	**2 909 537,46 €**	**3 307 405,00 €**	**61 203,00 €**	**1,89%**
Déficit de la section d'exploitation reporté					
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**3 246 202,00 €**	**2 909 537,46 €**	**3 307 405,00 €**	**61 203,00 €**	**1,89%**

Les charges de fonctionnement pour l'exercice 2025 sont proposées à hauteur de **3 307 405,00 €**, soit une progression par rapport au prévisionnel 2024 de 61 203 € et de 397 867,54 € par rapport au réalisé 2024.

- Le **groupe 1** correspond aux **dépenses d'exploitation courante et aux services extérieurs :** Ce groupe est proposé en augmentation de **25 976,36 €** par rapport au réalisé 2024 qui s'explique principalement par l'ouverture d'une ligne de dépense "autres prestations à caractère médico-social" visant à financer le coût du suivi psychologique de plusieurs jeunes dans l'attente du recrutement d'un(e) psychologue.

Le compte alimentation est reconduit à l'identique du réalisé 2024. Par ailleurs, un travail est engagé en lien avec le technicien restauration du Département pour engager les approvisionnements en circuit court.

L'inflation des coûts des énergies et des carburants impacte directement ce groupe de dépense depuis trois exercices.

- Le groupe 2 correspond aux charges afférentes au personnel. Il est proposé à hauteur de 2 719 450,00 €, soit une progression par rapport à l'exécutoire 2024 de 105 736 € et de 433 495,42 € par rapport au réalisé 2024.

Les prévisions 2025 intègrent la création de 3 ETP :

- l'impact du poste d'adjoint au responsable d'établissement au tableau des effectifs (+ 1 ETP), soit + 30 750 € (contre 0,5 ETP de crédit de remplacement en 2024, poste en doublon sur cet exercice. Rétablissement en 2026 après le départ en retraite de la responsable d'établissement.
- la création des postes d'Accompagnant Educatif et Social "AES" (+ 2 ETP), soit + 80 650 € ; cf. poste de maîtresse de maison validé pour BRIVE (soit 2 ETP pour 365 jours de fonctionnement).

A noter également sur cet exercice :

- le coût du poste de coordonnateur qui est compensé par la transformation d'un poste vacant de CESF.
- l'augmentation de 3 % du taux de la CNRACL à compter du 1er janvier (estimée à 30 000 €) compensée par les économies sur les postes non pourvus en année pleine (psychologue, animateur et responsable établissement) ;
- la mise au stage de 7 agents (cf. concours sur titres organisé en décembre 2024)
- la valeur du point a été reconduite à l'identique : 4,92278 €.

Le tableau des effectifs du personnel sollicité pour 2025 est de 55,5 ETP (équivalents temps plein) se décompose comme suit :

- 47 ETP personnel permanent ;
- 5,50 ETP personnel non permanent (crédits de remplacement)
- 3 contrats d'apprentissage

Les agents du CDEF relèvent du statut de la Fonction Publique Hospitalière (FPH), à l'exception des 3 contrats d'apprentissage.

EFFECTIFS CDEF	Nombre d'ETP 2023 (*)	Nombre d'ETP 2024	Réalisé 2024	Nombre d'ETP 2025
DIRECTION / ENCADREMENT	1	1	1,33	2
ADMINISTRATION / GESTION	2	2	2	2
SERVICES GENERAUX /NUIT / RESTAURATION	10,9	15	14,46	13
SOCIO-EDUCATIF	21,66	24	21,26	28
PARAMEDICAL	1,5	2	1,15	2
TOTAL PERSONNEL PERMANENT	**37,06**	**44**	**40,2**	**47**
Remplacements	7	5,5	4,27	5,5
Contrat d'apprentissage	3	3	3	3
TOTAL PERSONNEL NON PERMANENT	**10**	**8,5**	**7,27**	**8,5**
TOTAL GENERAL	**47,06**	**52,5**	**47,47**	**55,5**

(*) Pour mémoire, les 4,5 ETP (personnels éducatifs) prévus au BP 2023 pour le site de BRIVE avaient été budgétés sur 6 mois.

- Le groupe 3 correspond aux charges afférentes à la structure. Ce groupe affiche une économie de 64 055,00 € par rapport au prévisionnel 2024 et de 61 604,24 € par rapport au réalisé.
En 2025, on note :

➢ l'absence de constitution de provision pour risque sur cet exercice par rapport à l'action 24 du CDPPE non mise en œuvre au sein de l'établissement.

➢ que, conformément à la réglementation, l'établissement doit réglementairement constituer une provision correspondant au nombre de jours épargnés sur les comptes épargne-temps (CET). Pour régulariser et mettre en place ce dispositif, il est prévu une première provision de 55 000 €.

➢ qu'il est également prévu de nouveaux contrats d'entretien sur le site de TULLE, pour les équipements de la cuisine, de la chambre froide et du nouveau matériel de lingerie avec EQUIP'FROID.

b) - Recettes d'exploitation :

PRODUITS D'EXPLOITATION	Exécutoire 2024	Réalisé 2024	B.P. 2025	Variation BP 2025/Exécutoire 2024	
Groupe 1 - Produits de la tarification et assimilés	2 566 300,00	**2 599 824,95**	**2 914 300,00**	348 000,00 €	13,56%
Groupe 2 - Autres produits relatifs à l'exploitat	35 500,00	**37 600,49**	**35 500,04**	0,04 €	0,00%
Groupe 3 - Produits financiers et produits non	84 700,21	**35 355,19**	**34 660,00**	-50 040,21 €	-59,08%
TOTAL GENERAL (G1 + G2 +G3)	**2 686 500,21 €**	**2 672 780,63 €**	**2 984 460,04 €**	**311 679,41 €**	**11,60%**
Excédent de la section d'exploitation reporté	**559 701,79**		**322 944,96**	**-236 756,83**	-42,30%
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**3 246 202,00**	**2 672 780,63**	**3 307 405,00**	**61 203,00**	**1,89%**

Le groupe 1 - « Recettes de la section de fonctionnement » - est assuré pour l'essentiel par la recette d'hébergement, versée sous forme de dotation globale provenant du budget principal du Département, à hauteur de 2 853 300 €.
Les recettes au titre de la facturation du prix de journée sont inscrites pour 61 000,00 €.

Le groupe 2 - Autres produits relatifs à l'exploitation, est présenté à hauteur de 35 500,04 € pour tenir compte des compensations financières de quelques établissements au titre de la mutualisation du temps syndical, des remboursements d'indemnités journalières et des remboursements des cotisations salariales et patronales pour un agent en position de détachement.

Le groupe 3 - Produits financiers et non encaissables, fait apparaître un prévisionnel à hauteur de 34 660,00 € sur la base de la quote-part de la subvention d'équipement (opération d'ordre). Il s'agit de l'amortissement de la subvention relative à la réhabilitation de l'établissement.

c) Tableau de calcul de la dotation et du tarif :

C.D.E.F		Budget Exécutoire 2024	Budget Prévisionnel 2025	Variations	Variations en %
A	Total des charges d'exploitation	3 246 202,00 €	3 307 405,00 €	61 203,00 €	1,89%
B	Produits en atténuation	120 200,21 €	70 160,04 €	-50 040,17 €	-41,63%
C	Reprises sur le compte 111	138 900,00 €	0,00 €	-138 900,00 €	-100,00%
D	(+/-) Reprise de résultat (comptes 110 ou 119)	420 801,79 €	322 944,96 €	-97 856,83 €	-23,25%
	Total à prendre en compte = A-B-C+ou-D	**2 566 300,00 €**	**2 914 300,00 €**	348 000,00 €	13,56%
	Dotation Globale de Financement				
Nombre de journées		12 200	12 600	400	3,28%
Prix de journée moyen de l'année		**210,35**	**231,29**	20,94	9,96%

Reprises d'excédent :

Le compte administratif 2024 ayant dégagé un excédent de 322 944,96 €, a été validée par l'autorité de tarification l'affectation suivante sur l'exercice 2025 :

- 322 944,96 € en report à nouveau (compte 110).

Ainsi, le montant de la **dotation globale de financement (DGF)** sollicitée pour 2025 s'élève à **2 914 300 €, soit :**

- **2 853 300,00 € au titre de la Dotation globale versée par le CD** (compte 73331)
- **61 000,00 € au titre des prix de journée** (compte 73332)

  - soit un **prix de journée moyen 2025** de **231,29 €**.

Le budget prévisionnel 2025 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille se décompose en deux sections de la façon suivante :

B.P. 2025	Crédits de paiements DEPENSES	Crédits de paiements RECETTES
INVESTISSEMENT	**691 342,85 €**	**691 342,85 €**
EXPLOITATION	**3 307 405,00 €**	**3 307 405,00 €**
TOTAL	**3 998 747,85 €**	**3 998 747,85 €**

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/106

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE - BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/106 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Audrey BARTOUT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : voté par groupes fonctionnels, le Budget Prévisionnel 2025 du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération et s'équilibre ainsi :

B.P. 2025	Crédits de paiements DEPENSES	Crédits de paiements RECETTES
INVESTISSEMENT	691 342,85 €	691 342,85 €
EXPLOITATION	3 307 405,00 €	3 307 405,00 €
TOTAL	3 998 747,85 €	3 998 747,85 €

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 24 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15912A-DE-1-1
Date de publication : 24 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

IDENTITE DE L'ETABLISSEMENT

ENTITE JURIDIQUE	**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE**
N° FINESS E.J. :	19 000 630 4
ETABLISSEMENT :	CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (CDEF)
	Etablissement Public Non Autonome (EPNA)
ADRESSE :	10 rue Général Souham - BP 238 - 19012 TULLE Cedex
NOM DU DIRECTEUR :	Elise CHARNAY
NOM DU RESPONSABLE :	Béatrice PARDOEN
TELEPHONE :	05 44 41 90 50
N° FINESS Ets :	19 000 246 9
CATEGORIE :	175
COMPETENCE :	CONSEIL DEPARTEMENTAL
C.C.N.T. :	Fonction Publique Hospitalière (FPH)
DATE D'ARRIVEE DES DOCUMENTS :	
CAPACITE AUTORISEE :	39

B.P. 2025

Stade BP
Dernière mise à jour : le 12/03/2025

Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille B.P. 2025

ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT (Annexe 1)

	Lits ou places réel n-2	Lits ou places financés	Nombre de jours d'ouverture	Nombre de jours de présence des travailleurs en C.A.T.	Nombre de journées théorique	Activité par dérogation: Nombre de personnes	Activité par dérogation: Nombre de journées proposées	Activité par dérogation: Nombre de journées allouées
Activité théorique	(1)	(2)	(3)	(4)	5 = (2)x(3)	(6)	(7)	(8)
TOTAL	30	39	365		14 235			
U.V. Familles	15	15	365		5 475			
U.V. Brive (pré ados)		6	365		2 190			
U.V. Tulle (ados)	15	18	365		6 570			
					-			
					-			

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Moyenne	BE 2024	BP proposé n: Nombre	BP proposé n: Taux d'occupation	retenu par tarificateur: Nombre	retenu par tarificateur: Taux d'occupation
Activité prévisionnelle		(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
TOTAL en journées	8 750	8 642	9 716	13 201	10 520	12 200	12 600	88,51	12 600	88,51
U.V. Familles	2 820	4 497	3 913	**4 442**	4 284	4 650	**4 400**	80,37	**4 400**	80,37
U.V. Brive (pré ados)			70	**2 041**	704	1 850	**2 000**	91,32	**2 000**	91,32
U.V. Tulle (ados)	5 930	4 145	5 733	**6 718**	5 532	5 700	**6 200**	94,37	**6 200**	94,37

Activité de l'établissement : CDEF
10 Rue Général Souham
19012 TULLE Cedex

Nombre de journées prévisionnelles

	TOTAL	+ 20 ans orientés CAT, AP(1) et CDTD(2)	+ 20 ans orientés en MAS	+ 20 ans orientés en Foyer
	(de 1 à 3)	(1)	(2)	(3)
TOTAL	12 600			-
U.V. Familles	4 400			
U.V. Brive	2 000			
U.V. Tulle	6 200			

Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille

B.P. 2025

validé Comité Social d'Etablissement du 10/03/2025

validé Commission de Surveillance du 12/03/2025

TABLEAU DES EFFECTIFS

	Catégorie	A Temps Plein 2024	B Temps partiel 2024		C Total 2024		Réalisé au 31/12/2024	Variation en ETP 2025		Nombre d'ETP proposé 2025
								Proposée		
		Nombre d'agents	Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		En plus	En moins	
1	**Direction/Encadrement**									
	- Attaché d'administration hospitalière principal	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Attaché d'administration hospitalière	-			-	-	0,333	1,00		1,00
					-	-	-			-
	TOTAL 1	**1,00**	**-**	**-**	**1,00**	**1,00**	**1,333**	**1,00**	**-**	**2,00**
2	**Administration/Gestion**									
	- Adjoint des cadres hospitaliers classe exceptionnelle	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Adjoint des cadres hospitaliers classe supérieure							1,00		1,00
	- Adjoint des cadres hospitaliers classe normale	1,00			1,00	1,00	1,000		1,00	-
										-
	TOTAL 2	**2,00**	**-**	**-**	**2,00**	**2,00**	**2,000**	**1,00**	**1,00**	**2,00**
3	**Services généraux, nuit et restauration**				-					
	- Ouvrier principal 1ère classe	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Ouvrier principal 2ème classe	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Agent d'entretien qualifié	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Agent de service hospitalier qualifié cl. Supérieure (SG)	2,00			2,00	2,00	2,000			2,00
	- Agent de service hospitalier qualifié cl. Normale (SG)	2,00			2,00	2,00	1,833			2,00
	- Agent de service hospitalier qualifié cl. Normale (SN)	8,00			8,00	8,00	7,628		2,00	6,00
							-			-
	TOTAL 3	**15,00**	**-**	**-**	**15,00**	**15,00**	**14,461**	**-**	**2,00**	**13,00**
4	**Médical/Paramédical/Psychologue**									
	- Psychologue	1,00			1,00	1,00	0,153			1,00
	- Infirmière en soins généraux et spécialisés 2ème grade	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	TOTAL 4	**2,00**	**-**	**-**	**2,00**	**2,00**	**1,153**	**-**	**-**	**2,00**
5	**Socio-éducatif**									
	- Cadre socio éducatif	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Assistant socio éducatif du second grade (Coordination)	-			-	-	0,167	1,00		1,00
	- Assistant socio éducatif du second grade	1,00			1,00	1,00	0,667			1,00
	- Assistant socio éducatif du premier grade	4,00			4,00	4,00	3,683		1,00	3,00
	- Educateur jeunes enfants du second grade	1,00			1,00	1,00	0,790			1,00
	- Educateur jeunes enfants du premier grade	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Conseiller en Economie Sociale et Familiale 1er grade	1,00			1,00	1,00	0,167		1,00	-
	- Moniteur éducateur	3,00			3,00	3,00	2,915	1,00		4,00
	- Aide-Soignante classe normale	-			-	-	-			-
	- AMP - AES (cat C) - Educatif	10,00			10,00	10,00	9,284	2,00		12,00
	- Animateur principal de 2ème classe	1,00			1,00	1,00	0,500			1,00
	- Animateur	1,00			1,00	1,00	1,000			1,00
	- Aide soignant classe normale (Surveillant de nuit)	-			-	-	0,085	1,00		1,00
	- Animateur (Surveillant de nuit)	-			-	-	-	1,00		1,00
	TOTAL 5	**24,00**	**-**	**-**	**24,00**	**24,00**	**21,258**	**6,00**	**2,00**	**28,00**
	TOTAL GENERAL - Personnel permanent	**44,00**	**-**	**-**	**44,00**	**44,00**	**40,205**	**8,00**	**5,00**	**47,00**
	Ratio agent / places					**1,13**	**1,03**			**1,21**
6	**REMPLACEMENTS DIVERS - Besoins saisonniers ou occasionnels**									
	Remplacements divers (saisonniers ou occasionnels)									
	- Remplacements "équipe éducative"	3,00				3,00	2,690	0,50		3,50
	- Remplacements "Services généraux"	2,00				2,00	1,582			2,00
	- Renfort "Administratif" Contrat de projet	0,50				0,50			0,50	0,00
7	**TOTAL GENERAL - Personnel de remplacement (Besoins saisonniers ou occasionnels)**	**5,50**	**-**	**-**	**-**	**5,50**	**4,272**	**0,50**	**0,50**	**5,50**
	Contrat d'apprentissage (contrat de droit privé)									
	- Apprentissage Educateur Spécialisé	1,00				1,00	1,000			1,00
	- Apprentissage Educateur Spécialisé	1,00				1,00	1,000			1,00
	- Apprentissage Educateur Spécialisé	1,00				1,00	1,000			1,00
	- Apprentissage Educateur Spécialisé	-				-				-
	TOTAL GENERAL - Contrat d'apprentissage	**3,00**	**-**	**-**	**-**	**3,00**	**3,000**	**-**	**-**	**3,00**
	TOTAL GENERAL	**52,50**	**-**	**-**	**44,00**	**52,50**	**47,477**	**8,50**	**5,50**	**55,50**

SECTION D'INVESTISSEMENT : EMPLOIS

		Réel 2023	Prévisionnel 2024	Réel 2024	Prévisionnel 2025
Réductions de fonds propres ou reprise sur apports					
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves				
1392	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	53 515,09	34 700,00	34 657,00	34 660,00
Reprises					
14	Provisions réglementées (sauf réserve de trésorerie compte 141)				
15	Provisions pour risques et charges				
Remboursement des dettes financières					
16	Emprunts et dettes assimilées				
Compte de liaison investissement					
18	Comptes de liaison				
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé					
20	Immobilisations incorporelles				
2031	Frais d'étude				10 000,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, logiciels	7 069,20	15 000,00		10 000,00
21	Immobilisations corporelles				
2131	Bâtiments				
2135	IGAAC de bâtiments	17 584,64	49 000,00	18 177,43	161 500,00
2153	Installations, matériel et outillage techniques - Installations à caractère spécifiaque		5 000,00		5 000,00
2154	Matériel et outillage	2 748,01	1 000,00		2 000,00
2181	Installations générales, agencements, aménagements	4 085,06	83 000,00	19 601,09	95 000,00
2182	Matériel de transport	29 201,04	24 000,00	22 488,76	-
2183	Matériel de bureau et informatique	5 994,80	5 500,00	10 664,08	3 500,00
2184	Mobilier	1 503,90	3 500,00	14 314,00	65 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 346,71	4 000,00	28 771,70	10 000,00
2313	Immobilisations cor en cours - Constructions sur sol propre	6 600,00			
2315	Installations, matériel et outillage techniques *(excédent prévisionnel)*		*419 897,22*		*294 182,85*
26	Participations et créances rattachées à des participations				
27	Autres immobilisations financières				
Autres					
28	Amortissements des immobilisations (reprises)				
29	Provisions pour dépreciation des immobilisations (reprises)				
39	Provisions pour dépréciation de stocks et en-cours				
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)				
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers (reprises)				
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers (reprises)				
	Résultat d'investissement de l'exercice (excédent)				
001	Résultat cumulé antérieur à reporter (déficit)				
003	**Excédent prévisionnel d'investissement**				
	TOTAL GENERAL	**139 648,45**	**644 597,22**	**148 674,06**	**691 342,85**

SECTION D'INVESTISSEMENT : RESSOURCES

		Réel 2023	Prévisionnel 2024	Réel 2024	Prévisionnel 2025
Augmentation des fonds propres					
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves				
10222	FCTVA - Recettes	21 540,45	17 000,00	12 969,68	12 982,62
10682	Excédents affectés à l'investissement	100 000,00			-
131	Subventions d'équipements reçues				
Dotations aux provisions					
14	Provisions réglementées (sauf réserve de trésorerie compte 141)				55 000,00
1518	Autres provisions pour risques	193 475,00	138 900,00	138 900,00	
Augmentation des dettes financières					
16	Emprunts et dettes assimilées				
Compte de liaison investissement					
18	Comptes de liaison				
Immobilisations (sorties)					
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
26	Participations et créances rattachées à des participations				
27	Autres immobilisations financières				
Autres					
28	Amortissements des immobilisations (dotations)				
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences	2 519,00	3 932,00	3 932,00	3 932,00
28131	Bâtiments	63 324,00	63 324,00	63 324,00	63 324,00
28135	Installations générales, agencement, aménagements des constructions (IGAAC)	5 509,00	6 681,00	6 681,00	7 891,00
28153	Installations à caractère spécifique	1 277,00	1 277,00	1 277,00	1 277,00
28154	Matériel et outillage		549,00	549,00	549,00
28181	Installations générales, agencements, aménagements divers	8 323,10	6 961,00	6 960,12	9 444,92
28182	Matériel de transport	4 744,00	8 914,00	8 914,00	12 126,00
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	8 361,59	4 487,00	4 486,66	4 737,11
28184	Mobilier	6 182,08	2 505,00	2 504,90	5 234,63
28188	Autres immobilisations corporelles	17 791,30	22 570,00	22 568,71	22 954,34
29	Provisions pour dépreciation des immobilisations (dotations)				
39	Provisions pour dépréciation de stocks et en-cours				
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)				
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers (dotations)				
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers (dotations)				
	Résultat d'investissement de l'exercice (déficit)				
	Résultat cumulé antérieur (excédent)		**367 497,22**		**491 890,23**
	Déficit prévisionnel d'investissement				
	TOTAL GENERAL	**433 046,52**	**644 597,22**	**273 067,07**	**691 342,85**

PROJETS D'INVESTISSEMENT

Ordre de priorité	Nature de l'opération prévue		Coût (par tranche si nécessaire)	Date de réalisation probable exécutoire	Durée et mode d'amortis-sement	Taux	Financement prévu						
							Autofi-nancement (1)	Subvention ou apport (2)	Emprunts (3) Montant	Taux	Durée	Total (de 1 à 3)	Annuité Amortissement n+1
	Immobilisations incorporelles				Linéaire								
	Frais d'évaluation	2013	10 000,00		5	20,00	10 000,00					10 000,00	2 000,00
	Autres immo incorporelles (Licences, logiciels)	205	10 000,00		20	5,00	10 000,00					10 000,00	500,00
							-					-	-
	Immobilisations corporelles											-	
1	Installations générales - Agencements - Aménagements des constructions (IGAAC)	2135	161 500,00		15	6,67	161 500,00					161 500,00	10 766,67
2	*Installations, matériel et outillage techniques* - Installations à caractère spécifique	2153	5 000,00		5	20,00	5 000,00					5 000,00	1 000,00
3	*Installations, matériel et outillage techniques* - Matériel et outillage	2154	2 000,00		1	100,00	2 000,00					2 000,00	2 000,00
4	*Autres immo. corp.:* IGAAC Aménagements divers - Renouvellement équipements (cf. audit énergie 2022)	2181	95 000,00		10	10,00	95 000,00					95 000,00	9 500,00
5	Matériel de transport	2182	-		7	14,29	-					-	-
6	Matériel de bureau et matériel informatique	2183	3 500,00		5	20,00	3 500,00					3 500,00	700,00
7	Mobilier	2184	65 500,00		10	10,00	65 500,00					65 500,00	6 550,00
8	Autres immobilisations corporelles	2188	10 000,00		5	20,00	10 000,00					10 000,00	2 000,00
							-					-	-
							-					-	-
	TOTAL		**362 500,00**	**-**			**362 500,00**	**-**	**-**	**-**	**-**	**362 500,00**	**35 016,67**

DEVIS ***DETAIL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENET SOLLICITEES***

Date			Montant		compte							
02/12/2024	CEGELEC (éclairage - Remplacement luminaires et pavés fluo par des led)		**18 516,00 €**	BC n°2025-15	2135							
19/12/2024	RIOUX (rempl.2 portes AM + porte blanche + anti panique)		**4 757,30 €**	LC n°2025-6810	2135							
10/12/2024	DELONCA (remplacement 4 portes coupe-feu AM)		**2 351,80 €**	LC n°2024-6499	2135							
29/11/2024	DELONCA (création placard et étagères SAM personnel + ccomptabilité)		**4 061,20 €**	LC n°2025-6807	2135							
17/12/2024	MATHEVET SARL (peinture SAM personnel + RDC AM)		**15 048,00 €**	LC n°2025-6818	2135							
22/05/2023	FAURIE TELECOM (remplacemenet interphone +~~caméra extérieure~~ + platine réception)		**7 819,56 €**	LC en cours de signature	2135							
31/10/2024	Pineapple (renouvellement mobilier hébergement : lits/matelas/bureaux/armoires *15)		63 030,21 €	En attente validation	2184							
11/02/2025	DELONCA (Fourniture et pose porte coupe feu)		**451,00 €**	LC n°2025-6978	2135							
24/02/2025	Devis estimatif pour les caméras du CDEF (sites TULLE et BRIVE) - Pierre ESTERLE		58 140,00 €	En attente validation	2135							
	Frais d'évaluation - Audit Evalutation externe		10 000,00 €	Estimation	2013							
	Poursuite installation logiciel OCTIME (gestion des absences et des plannings)		10 000,00 €	Estimation	205							
	Travaux suite commission de sécurité		30 000,00 €	Estimation	2135							
	Rénovations diverses (portes / fenêtres / cloisons / …)		20 500,00 €	Estimation	2135							
	Outillage technique divers		5 000,00 €	Estimation	2153							
	Matériel et outillage divers (dont tondeuse à prévoir site de TULLE)		2 000,00 €	Estimation	2154							
	Chaudière + équipements divers chaufferie (Cf. audit 2022)		95 000,00 €	Estimation	2181							
	Matériel informatique et de téléphonie		3 500,00 €	Estimation	2183							
	Aménagment Salle de mise au calme (AM)		2 000,00 €	Estimation	2184							
	Electroménager divers		10 000,00 €	Estimation	2188							
	TOTAL		**362 175,07 €**									

GROUPES FONCTIONNELS - CHARGES D'EXPLOITATION

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE	Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024 au 31/12	Ecart CA/BE	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
					Recon-ductions	Mesures UV BRIVE	Total	
ACHATS	(1)	(2)	(6)		**(3)**	(4)	(5)=(3)+(4)	**(7)**
601 Achats stockés de matières premières et de fournitures								
602 Achats stockés - autres approvisionnements								
603 Variation des stocks								
606 Achats non stockés de matières et fournitures							-	
60611 Eau et assainissement	6 922,70	6 560,00	5 926,55	- 633,45	5 600,00	800,00	6 400,00	**6 400,00**
60612 Energie, électricité	11 555,05	36 000,00	31 813,44	- 4 186,56	32 500,00	3 500,00	36 000,00	**36 000,00**
60621 Combustibles et carburants	73 905,50	77 678,00	77 949,48	271,48	73 500,00	5 500,00	79 000,00	**79 000,00**
60622 Produits d'entretien	3 908,05	6 900,00	6 793,12	- 106,88	5 900,00	1 000,00	6 900,00	**6 900,00**
60623 Fournitures d'atelier, petits matériels et outillages	3 697,70	4 000,00	4 496,00	496,00	4 000,00	500,00	4 500,00	**4 500,00**
60624 Fournitures administatives	1 958,70	2 300,00	2 311,32	11,32	2 000,00	300,00	2 300,00	**2 300,00**
60625 Fournitures scolaires, éducatives et de loisirs	2 277,34	2 300,00	4 046,16	1 746,16	2 000,00	300,00	2 300,00	**2 300,00**
606268 Autres fournitures hôtelières	5 445,18	7 200,00	5 602,86	- 1 597,14	6 000,00	1 200,00	7 200,00	**7 200,00**
6063 Alimentation	96 041,31	122 600,00	110 766,68	- 11 833,32	95 000,00	16 000,00	111 000,00	**111 000,00**
6066 Fournitures médicales	1 943,64	2 200,00	3 044,44	844,44	1 900,00	300,00	2 200,00	**2 200,00**
6068 Autres achats non stockés de matières et fournitures (vêture)	7 789,08	9 400,00	11 991,02	2 591,02	12 000,00	2 700,00	14 700,00	**14 700,00**
709 Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement							-	
713 Variations stocks, en cours de production, produits (en dépenses)							-	
SERVICES EXTERIEURS								
6111 Sous-traitance : prestations à caractère médical								
61118 Sous-traitance : prestations à caractère médical- Autres	25	200,00	1 182,84	982,84				**100,00**
61128 Autres prestations à caractère médico-social					9 000,00	5000	14 000,00	**13 900,00**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS								
62428 Autres transports d'usagers	262,72	650,00	1 060,49	410,49	700,00	150,00	850,00	**850,00**
6248 Transports divers (péages)	305,50	650,00	313,16	- 336,84	300,00	150,00	450,00	**450,00**
6251 Voyages et déplacements	370,00	1 500,00	524,28	- 975,72	500,00	100,00	600,00	**600,00**
6256 Missions	123,64	200,00		- 200,00	200,00		200,00	**200,00**
6257 Réceptions	-	140,00		- 140,00	150,00		150,00	**150,00**
6261 Frais d'affranchissements	976,66	1 200,00	626,57	- 573,43	750,00		750,00	**750,00**
6262 Frais de télécommunication	4 955,95	6 800,00	6 038,03	- 761,97	6 800,00		6 800,00	**6 800,00**
6282 Prestations d'alimentation à l'extérieur (y compris cantine)	6 323,19	8 100,00	8 140,17	40,17	5 500,00	4 600,00	10 100,00	**10 100,00**
6287 Remboursement de frais				-			-	**0,00**
6288 Autres services extérieurs divers (sorties/activités/coiffeur/colo)	5 373,48	6 800,00	14 297,03	7 497,03	14 000,00	2 500,00	16 500,00	**16 500,00**
TOTAL GROUPE I	234 160,39	303 378,00	**296 923,64**	- 6 454,36	**278 300,00**	**44 600,00**	**322 900,00**	**322 900,00**
	☑	☑	☑				☑	☑

	GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL	Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA/BE	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
						Recon-ductions	Mesures UV Brive	Total	
		(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
621	**Personnel extérieur à l'établissement**								
622	**Rémunérations d'intermédiaires et honoraires**								
6228	Divers	140,10	150,00		-150,00				
633	**Impôts, taxes et verse.assimilés sur rémun.(autres organismes)**								
6331	Versement mobilité	0,00	6 318,57	**5 995,00**	-323,57	5 257,73	1 430,72	**6 688,45**	**6 688,45**
6332	Allocation logement								
6333	Participation des employeurs à la FPC (ANFH)	36 468,70	50 298,10	**42 859,08**	-7 439,02	42 075,42	11 476,47	**53 551,89**	**53 551,89**
6336	Cotisation au fonds pour l'emploi hospitalier	5 839,48	9 859,77	**6 015,87**	-3 843,90	6 441,98	1 359,96	**7 801,94**	**7 801,94**
6338	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations								
641	**Rémunération du personnel non médical**								
6411	**Personnel titulaire et stagiaire**								
64111	Rémunération principale	618 525,43	661 208,12	**647 825,58**	-13 382,54	705 076,00	144 192,16	**849 268,16**	**849 268,16**
64112	Indemnité de résidence								
64113	Prime de service	46 043,12	56 528,78	**48 667,48**	-7 861,30	54 652,90	10 814,41	**65 467,31**	**65 467,31**
64114	Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	15 415,76	9 097,30	**9 410,21**	312,91	9 156,37	6 084,56	**15 240,93**	**15 240,93**
64115	Supplément familial de traitement (SFT)	11 972,05	10 346,28	**10 328,71**	-17,57	5 022,60	3 871,44	**8 894,04**	**8 894,04**
64116	Indemnités de préavis et de licenciement								
64118	Autres indemnités								
641181	Gratification des stagiaires	1 134,00	2 500,00	**2 923,20**	423,20	2 500,00		**2 500,00**	**2 500,00**
641182	Complément de traitement indiciaire (CTI)	61 728,20	72 364,87	**63 942,59**	-8 422,28	77 864,60	16 209,73	**94 074,33**	**94 074,33**
641185	Majoration horaire pour travail de nuit	2 174,05	16 583,47	**14 573,30**	-2 010,17	19 263,92	5 042,25	**24 306,17**	**24 306,17**
641186	Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés	16 817,99	24 180,00	**19 004,05**	-5 175,95	28 800,00	9 000,00	**37 800,00**	**37 800,00**
641188	Autres	120 041,19	107 220,64	**109 834,23**	2 613,59	126 393,29	29 329,11	**155 722,40**	**155 722,40**
6413	**Personnel non titulaire sur emplois permanents**								
64131	Rémunération principale	144 467,06	438 619,70	**305 167,00**	-133 452,70	218 842,57	94 541,60	**313 384,17**	**313 384,17**
64136	Indemnité de préavis et de licenciement	0,00	1 500,00		-1 500,00				
64138	Autres indemnités								
641382	Complément de traitement indiciaire (CTI)	14 231,53	54 997,30	**36 564,42**	-18 432,88	26 919,73	13 604,59	**40 524,32**	**40 524,32**
641385	Majoration horaire pour travail de nuit	99,80	18 310,43	**10 304,87**	-8 005,56	9 274,44	4 221,79	**13 496,23**	**13 496,23**
641386	Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés	5 229,46	31 620,00	**19 488,13**	-12 131,87	11 700,00	8 100,00	**19 800,00**	**19 800,00**
641388	Autres (SFT,...)	29 615,81	66 860,33	**57 413,18**	-9 447,15	27 227,35	16 380,94	**43 608,29**	**43 608,29**
6415	**Personnel non médical de remplacement**								
64151	Rémunération principale	162 158,49	122 725,00	**140 558,10**	17 833,10	94 328,34	27 008,34	**121 336,68**	**116 236,68**
64156	Indemnités de préavis et de licenciement	0,00				0,00			
64158	Autres indemnités								
641582	Complément de traitement indiciaire (CTI)	16 770,39	15 920,00	**13 593,22**	-2 326,78	12 446,76	3 473,51	**15 920,27**	**15 920,27**
641585	Majoration horaire pour travail de nuit	1 367,57	2 985,00	**8 779,06**	5 794,06	2 485,28	73,21	**2 558,49**	**2 558,49**
641586	Indemnité forfaitaire pour travail des dimanches et jours fériés	11 099,52	7 440,00	**10 546,94**	3 106,94	900,00		**900,00**	**6 000,00**
641588	Autres (SFT,...)	29 834,87	17 406,62	**23 370,36**	5 963,74	13 122,82	3 778,81	**16 901,63**	**16 901,63**
6417	**Apprentis**	27 848,73	37 810,00	**36 288,70**	-1 521,30	30 058,26	13 213,74	**43 272,00**	**43 272,00**
6419	**Remboursements sur rémunérations du personnel non médical**								
645	**Charges de sécurité sociale et de prévoyance**								
6451	**Personnel non médical**								
64511	Cotisations à l'URSSAF	236 649,00	229 538,45	**291 701,00**	62 162,55	203 117,29	58 359,05	**261 476,34**	**261 476,34**
64513	Cotisations aux caisses de retraite	16 707,38	28 511,98	**26 004,36**	-2 507,62	61 748,50	25 245,98	**86 994,48**	**86 994,48**
64515	Cotisations à la CNRACL	234 243,79	405 949,10	**240 602,56**	-165 346,54	258 141,12	54 503,13	**312 644,25**	**312 644,25**
64518	Cotisations aux autres organismes sociaux	6 004,73	10 718,86	**6 093,96**	-4 624,90	7 050,76	1 441,92	**8 492,68**	**8 492,68**
6459	**Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance**								
646	**Personnes handicapés**								
647	**Autres charges sociales**								
6471	Prestations versées pour le compte du F.N.A.L.	0,00	7 020,63	**6 661,00**	-359,63	5 841,92	1 589,69	**7 431,61**	**7 431,61**
6473	Allocations de chômage	29 473,29	40 000,00	**41 120,33**	1 120,33	40 000,00		**40 000,00**	**40 000,00**
6475	Médecine du travail	0,00							
64784	Œuvres sociales	19 670,24	27 124,70	**21 966,44**	-5 158,26	21 528,79	5 864,15	**27 392,94**	**27 392,94**
64788	Autres charges sociales	0,00							
6479	Remboursements sur autres charges sociales								
648	**Autres charges de personnel**								
6488	Autres charges diverses de personnel	4 503,30	22 000,00	**8 351,65**	-13 648,35	15 000,00	7 000,00	**22 000,00**	**22 000,00**
	TOTAL GROUPE II	1 926 275,03	2 613 714,00	**2 285 954,58**	**-327 759,42**	**2 142 238,74**	**577 211,26**	**2 719 450,00**	**2 719 450,00**
		☑	☑	*47,48*		*43,50*	*12,00*	*55,50*	
				48 148,67		*49 246,87*	*48 100,94*	*48 999,10*	

	GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA / BE	Budget prévisionnel propose 2025			Budget exécutoire
						Recon-ductions	Mesures UV Brive	Total	
		(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
6132	Locations immobilières	2 028,13						-	
61353	Locations matériel de transport	3 338,30		524,50	524,50	500,00		500,00	500,00
61358	Autres locations mobilières	204,36	500,00		-500,00			-	
61521	Entretien et réparations sur biens immobiliers - Bâtiments publics	4 734,12	6 500,00	4 583,98	-1 916,02	5 000,00	1 000,00	6 000,00	5 186,62
61528	Entretien et réparations sur biens immobiliers - Autres	3 343,95	2 500,00	10 577,34	8 077,34	16 855,00	1 200,00	18 055,00	18 055,00
61558	Entretien et réparations sur biens immobiliers - Matériels et outillages	4 493,44	5 000,00	3 663,93	-1 336,07	3 000,00	1 000,00	4 000,00	4 640,00
61561	Maintenance informatique	0,00	1 000,00		-1 000,00			-	
61568	Maintenance autres	19 093,69	20 500,00	8 605,67	-11 894,33	17 000,00	1 500,00	18 500,00	18 500,00
6161	Prime d'assurance Multirisques							-	
61688	Primes d'assurances - Autres risques	1 631,94	2 700,00	1 722,23	-977,77	2 000,00		2 000,00	2 173,38
617	Etudes et recherches	1 703,09	2 000,00	2 278,93	278,93	3 000,00		3 000,00	3 000,00
6182	Documentation générale et technique (abonnements divers)	1 173,47	1 000,00	710,00	-290,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
635	Autres impôts taxes et vers.assimilés (adminis.des impôts)							-	
637	Autres impôts taxes et vers.assimilés (autres organismes)	1 349,92	2 700,00	1 349,92	-1 350,08	2 000,00	1 000,00	3 000,00	3 000,00

		Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA/BE	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
						Recon-ductions	Mesures UV Brive	Total	
		(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE								
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, …								
6518	Autres redevances, licences, droits d'utilisation	8 074,08	14 100,00	11 426,80	-2 673,20	14 000,00		14 000,00	14 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables		0,00						
6582	Pécule	3 374,35	6 000,00	5 509,80	-490,20	6 000,00	1 000,00	7 000,00	7 000,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	287,19	3 510,00	1,57	-3 508,43	530,00		530,00	530,00
	CHARGES FINANCIERES								
66	Charges financières				0,00				
	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
6712	Pénalités, amendes fiscales et pénales	50,00	500,00		-500,00	500,00		500,00	500,00
6718	Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion	0,00	500,00		-500,00	500,00		500,00	500,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	121,68		15 607,18	15 607,18				
674	Charges sur exercices antérieurs								
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés								
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
68111	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 519,00	3 932,00	3 932,00	0,00	3 932,00		3 940,00	3 932,00
68112	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	115 512,07	117 268,00	117 265,39	-2,61	127 530,00		127 530,00	127 538,00
6815	Dotations aux provisions d'exploitation	193 475,00	138 900,00	138 900,00	0,00	55 000,00		55 000,00	55 000,00
	TOTAL GROUPE III	366 507,78	329 110,00	326 659,24	-2 450,76	258 347,00	6 700,00	265 055,00	265 055,00
		☑	☑	☑				☑	☑
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	2 526 943,20	3 246 202,00	2 909 537,46	-336 664,54	2 678 885,74	628 511,26	3 307 405,00	3 307 405,00
			☑						

		Report à nouveau en n-2	Report à nouveau en n-1	Report à nouveau en n	Report à nouveau en n	Report à nouveau en n			
002	Déficit de la section d'exploitation reporté								
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**2 526 943,20**	**3 246 202,00**	**2 909 537,46**	**-336 664,54**	**2 678 885,74**	**628 511,26**	**3 307 405,00**	**3 307 405,00**

GROUPES FONCTIONNELS - PRODUITS D'EXPLOITATION

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION

		Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA / BP	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
						Recon-ductions	Mesures UV BRIVE	Total	
		(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
73331	Secteur protection de l'enfance - Dotation globale	2 438 000,00	2 566 300,00	2 566 300,00	0,00	2 853 300,00		2 853 300,00	**2 853 300,00**
73332	Secteur protection de l'enfance - Prix de journée	0,00	0,00	33 524,95	33 524,95	61 000,00		61 000,00	**61 000,00**
	TOTAL GROUPE I	2 438 000,00	2 566 300,00	**2 599 824,95**	**33 524,95**	2 914 300,00	0,00	2 914 300,00	**2 914 300,00**
		☑	☑	☑				☑	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA/BP	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
						Recon-ductions	Mesures UV Brive	Total	
		(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
70	Produits							-	
71	Production stockée							-	
72	Production immobilisée							-	
74	Subventions d'exploitation et participations							-	
744	Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)			776,59	776,59	500,04		500,04	**500,04**
75	Autres produits de gestion courante							-	
7541	Remboursement formation professionnelle	100,00		72,00	72,00	100,00		100,00	**100,00**
7542	Remboursement par la sécurité sociale de frais médicaux	4 237,54	500,00		-500,00	400,00		400,00	**400,00**
7548	Autres remboursements de frais	98 117,45						-	
7588	Autres produits divers de gestion courante	24 445,90	25 000,00	21 570,77	-3 429,23	24 500,00		24 500,00	**24 500,00**
603	Variation de stocks (en recettes)							-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats							-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs							-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus autres services extér.							-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical							-	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical							-	
6459	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prév.	14 121,72	10 000,00	15 181,13	5 181,13	10 000,00		10 000,00	**10 000,00**
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)							-	
	TOTAL GROUPE II	141 022,61	35 500,00	**37 600,49**	**2 100,49**	35 500,04	0,00	35 500,04	**35 500,04**

	GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES	Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA / BE	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
						Recon-ductions	Mesures UV Brive	Total	
		(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	**(7)**
76	Produits financiers								
	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion								
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale								
775	Produits sur exercices antérieurs								
777	Quote part des subv. d'investis. résultat de l'exercice	53 515,09	34 700,00	34 657,00	-43,00	34 660,00		34 660,00	**34 660,00**
778	Autres produits exceptionnels	193 005,89	50 000,21	698,19	-49 302,02				
	AUTRES PRODUITS								
7815	Reprises sur provisions								
78	Reprise sur amortissements								
7874	dont reprises sur provision réglementée destinée à renforcer les capitaux propres (éts publics)								
79	Transfert de charges								
	TOTAL GROUPE III	246 520,98	84 700,21	**35 355,19**	**-49 345,02**	34 660,00	0,00	34 660,00	**34 660,00**
		☑	☑	☑				☑	☑
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	2 825 543,59	2 686 500,21	2 672 780,63	-13 719,58	2 984 460,04	0,00	2 984 460,04	**2 984 460,04**
		Report à nouveau en n-2	**Report à nouveau en n-1**	**Report à nouveau en n**	**Report à nouveau en n**		Report à nouveau en n		
002	Excédent de la section d'exploitation reporté		559 701,79	0,00	0,00			**322 944,96**	**322 944,96**
			☑						
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**2 825 543,59**	**3 246 202,00**	**2 672 780,63**	**-13 719,58**	2 984 460,04	0,00	**3 307 405,00**	**3 307 405,00**

GROUPES FONCTIONNELS - TABLEAUX RECAPITULATIFS

Groupes fonctionnels - CHARGES D'EXPLOITATION

	Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA/BE	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
					Reconductions	Mesures UV Brive	Total	
	(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE	234 160,39	303 378,00	**296 923,64**	-6 454,36	**278 300,00**	**44 600,00**	**322 900,00**	**322 900,00**
GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL	1 926 275,03	2 613 714,00	**2 285 954,58**	-327 759,42	**2 142 238,74**	**577 211,26**	**2 719 450,00**	**2 719 450,00**
GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	366 507,78	329 110,00	**326 659,24**	-2 450,76	**258 355,00**	**6 700,00**	**265 055,00**	**265 055,00**
TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	2 526 943,20	3 246 202,00	**2 909 537,46**	-336 664,54	**2 678 893,74**	**628 511,26**	**3 307 405,00**	**3 307 405,00**
	RAN n-2	**RAN n-1**					**RAN n-1**	
Déficit de la section d'exploitation reporté								
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**2 526 943,20**	**3 246 202,00**	**2 909 537,46**	**-336 664,54**	**2 678 893,74**	**628 511,26**	**3 307 405,00**	**3 307 405,00**
	☑	☑	☑				☑	☑

Groupes fonctionnels - PRODUITS D'EXPLOITATION

	Réel 2023	Budget exécutoire 2024	Réel 2024	Ecart CA / BE	Budget prévisionnel proposé 2025			Budget exécutoire
					Reconductions	Mesures UV Brive	Total	
	(1)	(2)	(6)		(3)	(4)	(5)=(3)+(4)	(7)
GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES	2 438 000,00	2 566 300,00	**2 599 824,95**	33 524,95	**2 914 300,00**	**0,00**	**2 914 300,00**	**2 914 300,00**
GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION	141 022,61	35 500,00	**37 600,49**	2 100,49	**35 500,04**	**0,00**	**35 500,04**	**35 500,04**
GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES	246 520,98	84 700,21	**35 355,19**	-49 345,02	**34 660,00**	**0,00**	**34 660,00**	**34 660,00**
TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	2 825 543,59	2 686 500,21	**2 672 780,63**	**-13 719,58**	**2 984 460,04**	**0,00**	**2 984 460,04**	**2 984 460,04**
		RAN n-1					**RAN n-1**	
Excédent de la section d'exploitation reporté		**559 701,79**					**322 944,96**	**322 944,96**
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**2 825 543,59**	**3 246 202,00**	**2 672 780,63**	**-573 421,37**	**2 984 460,04**	**0,00**	**3 307 405,00**	**3 307 405,00**
	☑	☑	☑				☑	☑

	CA 2023	CA 2024
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE	298 600,39	**-236 756,83**
Reprise des résultats sur exercices antérieurs	261 101,40	**559 701,79**
RESULTAT A AFFECTER	**559 701,79**	**322 944,96**
	☑	**0,00 (cpte 10682)**

La Directrice de la DASFI,

Elise CHARNAY

La Reponsable de l'établissement,

Béatrice PARDOEN

TABLEAU DE CALCUL DES TARIFS

		Budget Exécutoire	Proposition de l'établissement 2025	Variations	Variations en %	Retenu par l'autorité de tarification
A	TOTAL DES CHARGES GROUPES I + II + III	3 246 202,00	3 307 405,00	61 203,00	1,89	3 307 405,00
B	PRODUITS EN ATTENUATION TOTAL GROUPES II + III	120 200,21	70 160,04	- 50 040,17	- 41,63	70 160,04
C	Reprises sur le compte 111 (Excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles)	138 900,00		- 138 900,00		
D	(+/-) Reprise de résultat (comptes 110 ou 119)	420 801,79	322 944,96	- 97 856,83	- 23,25	322 944,96
	Total à prendre en compte = A - B - C + ou - D	**2 566 300,00**	**2 914 300,00**	**348 000,00**	**13,56**	**2 914 300,00**
Dotation globale de financement						
Nombre de journées		**12 200**	**12 600**	**400,00**	3,28	**12 600**
U.V. Familles		4 650	4 400	- 250,00	- 5,38	4 400
U.V. Brive (pré ados)		1 850	2 000	150,00		2 000
U.V. Tulle (ados)		5 700	6 200	500,00	8,77	6 200
Prix de journée moyen de l'année		**210,35 €**	**231,29 €**	**20,94 €**	**9,96**	**231,29 €**

Tableau de calcul des tarifs

		PROPOSITION de l'établissement 2025	RETENU PAR L'AUTORITE de tarification
A	Total charges groupes I + II + III……..	3 307 405,00	3 307 405,00
B	Produits en atténuation - Total groupes II + III……..	70 160,04	70 160,04
C	732 : montant des forfaits journaliers……		
D	Reprises sur le compte 111(excédent affecté au financement des mesures d'exploitation non reconductibles) et le compte 10687 (excédent affecté en réserve de compensation des charges d'amortissement)…….	-	0,00
E	(+/-) Reprises de résultats……	322 944,96	322 944,96
	Total à prendre en compte pour le calcul des tarifs = A - (B + C + D) + ou - E	**2 914 300,00**	**2 914 300,00**
Dotation globale de financement……..			
Nombre de journées : - Externat…… - Semi-internat…….. - Internat……		**12 600**	**12 600**
Prix de journée moyen de l'année : - Externat…… - Semi-internat…….. - Internat……		**231,29 €**	**231,29 €**
Nombre de forfaits ou de séances……			
Prix moyen sur l'année du forfait ou de la séance……			

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/107

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

RAPPORT

Le Conseil départemental de la Corrèze, lors de sa réunion du 28 novembre 2018, a décidé du déploiement du Plan Ambition Santé, afin de pallier les carences de l'Etat et de lutter contre la désertification médicale. Les 5 axes du Plan Ambition Santé comportent de multiples actions, telles qu'un système de bourses destiné aux étudiants en médecine et aux infirmiers en pratique avancée, en échange d'un engagement à exercer en Corrèze ; des actions d'attractivité et de valorisation du territoire auprès des étudiants et des professionnels portées par La Conciergerie ; des aides à l'investissement pour la création de Maison de Santé ; le salariat de médecins généralistes dans les zones où l'absence d'offre libérale pénalise particulièrement les Corréziens.

C'est ainsi que le Département de la Corrèze a créé un Centre Départemental de Santé (CDS) le 9 septembre 2019 à Égletons, siège de CORREZE SANTE. Depuis, le CDS s'est déployé sur une grande partie du territoire et compte aujourd'hui 7 antennes :

- Neuvic, ouverture en septembre 2019
- Meymac, ouverture en juillet 2020
- Ussel, ouverture en mars 2021
- Sornac, ouverture en juin 2021
- Treignac, ouverture en novembre 2021
- Bort-les-Orgues, ouverture en décembre 2021
- Uzerche, ouverture en janvier 2023

L'année 2024 a été marquée par l'arrivée au printemps de 2 nouveaux médecins salariés, et de 2 vacataires en décembre pour renforcer l'équipe médicale du Centre Départemental de Santé.

Le budget du Centre Départemental de Santé est un budget annexe du Département. A ce titre, Il enregistre l'ensemble des dépenses et des recettes propres au fonctionnement

du Centre et de ses antennes.

I. Indicateurs d'activité du Centre départemental de Santé :

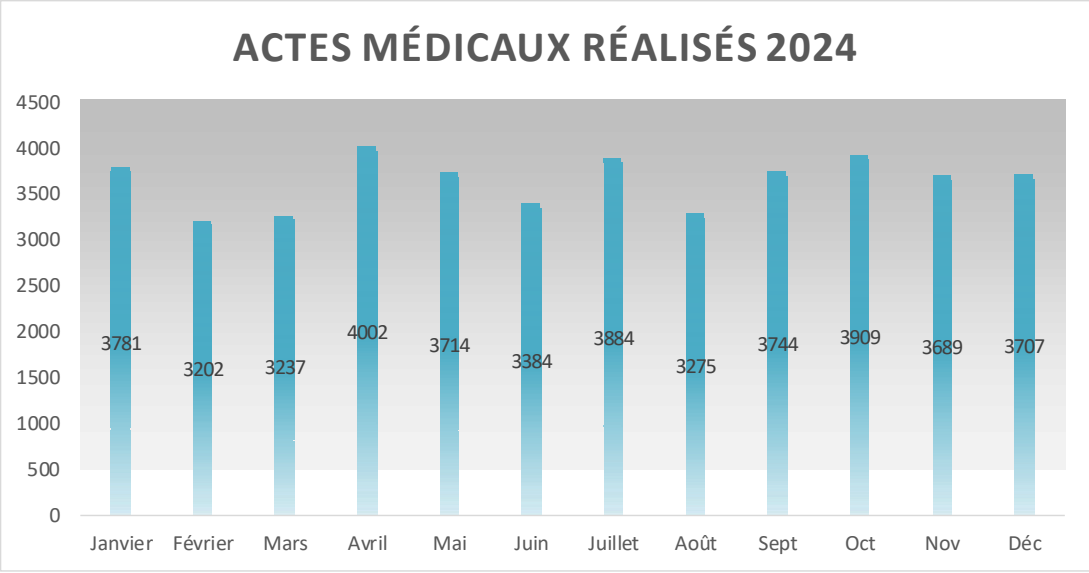
Effectifs au 31 décembre 2024 :

Antennes du CDS	Egletons	Neuvic	Meymac	Ussel	Sornac	Treignac	Bort-les-Orgues	Uzerche	Total	Nombre d'ETP
Nombre de médecins	2	1	2	6	0	3	1	1	16	10,5
Nombre d'IPA	0	0	1	1	0	0	0	0	2	2
Nombre de secrétaires médicales	3	0	1	3	0	1	0	1	9	8.6
Agent Comptable	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Régisseur	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Assistante médicale	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1
Total	7	1	4	10	0	5	1	2	30	
Nombre ETP sur 2024	5.75	0,4	4	8.7	0	3.85	0,2	1,2		24.1

Les consultations en 2024 :

Au 31 décembre 2024, le nombre de déclarations "médecin traitant" s'élevait à 9 278 patients contre 7 164 à la même date en 2023, ce qui confirme une activité de suivi de patients en augmentation.

Par ailleurs, le CDS a réalisé 46 041 actes (consultations, visites à domicile ou en EHPAD, téléconsultations) sur l'ensemble des sites de présence en 2024, soit près de 5 000 actes de plus qu'en 2023 (41166).



II. Présentation du compte administratif 2024 du Centre de Santé :

Le compte administratif du Centre Départemental de Santé se présente de la façon suivante :

Section	Mandats émis 2024	Titres émis 2024	Reprise résultats exercice antérieur	Soldes 2024
Investissement	107 129,80 €	61 103,02 €	203 454,14 €	157 427,36 €
Fonctionnement	2 210 361,61 €	2 296 945,33 €	-10 662,21 €	75 921,51 €
Total	**2 317 491,41 €**	**2 358 048,35 €**	**192 791,93 €**	**233 348,87 €**

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT (OPERATIONS REELLES + ORDRE)

Cette section affiche, en 2024, un résultat positif de 86 583,72€.

Les principales recettes de fonctionnement proviennent des remboursements d'actes, des subventions de la CPAM et de la subvention d'équilibre du Département, qui s'élève à 250 000 € en 2024, contre 650 000 € en 2023. La réduction du besoin d'équilibre à travers cette subvention s'explique par les efforts déployés pour maîtriser les dépenses et optimiser les recettes. Travail toujours engagé.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 2 210 361,61 €.

Elles se décomposent comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		TOTAL CP VOTE	REALISE	%REALISE
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	10 662,21 €		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	354 550,00 €	212 918,15 €	60,05%
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 309 612,79 €	1 927 670,91 €	83, 46 %
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	22 000,00 €	8 055,35 €	36, 62%
67	CHARGES SPECIFIQUES	3 675,00 €	3 675,00 €	100,00%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	65 300,00 €	58 042,20 €	88, 89%
TOTAL		2 765 800,00 €	2 210 361,61 €	79,92%

La répartition des dépenses entre les différents chapitres est la suivante :

– Chapitre 011 : Charges à caractère général

Ce chapitre comprend les dépenses liées au frais de fonctionnement des sites avec l'électricité, le carburant, les produits pharmaceutiques et les fournitures diverses. Il inclut également les frais de location immobilière, ainsi que diverses charges telles que le traitement des déchets à risques, l'accès à Internet, l'entretien des locaux et des véhicules, et la maintenance des mallettes de téléconsultation utilisées pour les visites à domicile. S'y ajoutent les coûts liés à l'enlèvement des DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux), les annonces et insertions, l'impression des ordonnances, ainsi que les frais de nettoyage, d'affranchissement et de télécommunication.

– Chapitre 012 : Charges de personnel, en ETP :

- Médecins :10,5
- IPA et assistant médical : 3,0
- Administratif/Financier : 9,6
- Autres personnels extérieurs (mise à disposition : 1 médecin + 2 secrétaires)

– Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante :

- Mise à jour du logiciel santé (base médicamenteuse et facturation).

– Chapitre 67 : Charges spécifiques

- Annulations de titres sur année antérieure.

– Chapitre 042 : Dotations aux amortissements.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 2 296 945,33 €.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE			
70	PRODUITS D'ACTIVITE	1 552 000,00 €	1 389 672,43 €	89,54%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	1 165 000,00 €	857 943,27 €	73,64%
77	PRODUITS SPECIFIQUES	0,00 €	563,63 €	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00 €	48 766,00 €	99,93%
TOTAL		2 765 800,00 €	2 296 945,33 €	83,05%

Il s'agit :

- Des consultations des médecins et IPA pour 1 389 672,43 € (remboursement CPAM)
- Des aides diverses, pour 857 943,27 €, qui se décomposent comme suit :
    - Subvention d'équilibre de la collectivité : 250 000,00 €
    - Versements de la CPAM : 606 701,60 €
    - FCTVA : 1 241,67 €
- Amortissements des subventions d'investissement perçues pour 48 766,00 €
- Des recettes exceptionnelles pour 563,63 €.

En intégrant le résultat de fonctionnement reporté de l'exercice antérieur, qui s'élève à - 10 662,21 €, le résultat à reporter pour 2025 est de 75 921,51 €.

B. SECTION D'INVESTISSEMENT (OPERATIONS REELLES + ORDRE)

Cette section affiche en 2024, un déficit de 46 026,78 €

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 107 129, 80 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
001	SOLDE D'EXECUTION REPORTE			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00 €	48 766,00 €	99,93%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 000,00 €	435,00 €	1,18%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	183 980,00 €	57 928,80 €	31,49%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 474,14 €	0,00 €	0,00%
TOTAL		272 254,14 €	107 129,80 €	39,35%

Les dépenses réelles d'investissement concernent l'acquisition de matériel et de mobilier médical, administratif et informatique ainsi que l'achat d'un véhicule supplémentaire.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 61 103,02 €.

RECETTES D'INVESTISSEMENT		TOTAL CP VOTE	REALISE	% REALISE
001	SOLDE D'EXECUTION REPORTE	203 454,14 €		
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	65 300,00 €	58 042,20 €	88,89%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	3 500,00 €	3 060,82 €	87,45%
TOTAL		272 254,14 €	61 103,02 €	22,44%

Les recettes d'investissement correspondent au Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour 3 060,82 €, et à l'amortissement des immobilisations pour 58 042,20 €.

En intégrant le solde d'exécution de la section d'investissement reporté de l'exercice précédent, qui s'élève à 203 454,14 €, le résultat à reporter pour 2025 est de 157 427,36 €.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/107

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/107 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Considérant que les dépenses et les recettes réalisées par le Centre Départemental de Santé CORREZE SANTE au cours de l'exercice 2024 s'établissent comme suit :

Section	Dépenses
Investissement	107 129,80 €
Fonctionnement	2 210 361,61 €
TOTAL	**2 317 491,41 €**

Section	Recettes
Investissement	61 103,02 €
Fonctionnement	2 296 945,33 €
TOTAL	**2 358 048,35 €**

Considérant que les résultats constatés à la clôture de l'exercice 2024 sont arrêtés définitivement à :

Section	Mandats émis en 2024	Titres émis en 2024	Reprise résultats exercice antérieur	Soldes 2024
Invest.	107 129,80 €	61 103,02 €	203 454,14 €	157 427,36 €
Fonct.	2 210 361,61 €	2 296 945,33 €	- 10 662,21 €	75 921,51 €
Total	2 317 491 ,41 €	2 358 048 ,35 €	192 791, 93 €	233 348 ,87 €

Article unique : le Compte Administratif du Centre Départemental de Santé CORREZE SANTE pour l'exercice 2024 est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de publication : 29 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL

Numéro SIRET : 22192720500528

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : CORREZE SANTE (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 24
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 25
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 26
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 28
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 32
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 35

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 37
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers Sans Objet
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes Sans Objet
B9 - Etat du personnel 38
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées 41
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties Sans Objet
B13 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
B14 - Etat des travaux en régie Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 42
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 44
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 45
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 47
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 51

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble Sans Objet
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus Sans Objet
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
D11 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet

V - Arrêté et signatures

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	2 317 491,41	2 358 048,35	192 791,93	A1 233 348,87
Investissement	107 129,80	61 103,02	(2) 203 454,14	A2 157 427,36
Dont 1068		0,00		
Fonctionnement	2 210 361,61	2 296 945,33	(3) -10 662,21	A3 75 921,51

	RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	233 348,87
Investissement	**A2 + B2**	157 427,36
Fonctionnement	**A3 + B3**	75 921,51

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 210 361,61	G	2 296 945,33
	Section d'investissement	B	107 129,80	H	61 103,02
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	10 662,21 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	203 454,14 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	2 328 153,62	= G + H + I + J	2 561 502,49
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	2 221 023,82	= G + I + K	2 296 945,33
	Section d'investissement	= B + D + F	107 129,80	= H + J + L	264 557,16
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	2 328 153,62	= G + H + I + J + K + L	2 561 502,49

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	435,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	57 928,80	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		**58 363,80**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	3 060,82
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		**0,00**	**3 060,82**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **58 363,80**	II **3 060,82**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*48 766,00*	*58 042,20*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***48 766,00***	*IV* ***58 042,20***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**107 129,80**	II + IV	**61 103,02**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**0,00**	VI	**203 454,14**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**0,00**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**107 129,80**	II + IV + VI + VII	**264 557,16**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)	**157 427,36**			

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (1)	212 918,15	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	1 389 672,43
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)	1 927 670,91	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Fiscalité locale	0,00
		74 Dotations et participations (1)	857 943,27
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)	8 055,35	75 Autres produits de gestion courante (1)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges (1)	0,00
016 APA	0,00	016 APA	0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	017 RSA / Régularisations de RMI	0,00
Total dépenses de gestion des services	2 148 644,41	Total recettes de gestion des services	2 247 615,70
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges spécifiques (1)	3 675,00	77 Produits spécifiques (1)	563,63
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)	0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I **2 152 319,41**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II **2 248 179,33**

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	*58 042,20*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*48 766,00*
043 Opérations ordre intérieur de la section	*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III* ***58 042,20***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV* ***48 766,00***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**2 210 361,61**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**2 296 945,33**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	10 662,21	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**2 221 023,82**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**2 296 945,33**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	75 921,51

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*48 766,00*	48 766,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		435,00	*0,00*	435,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		57 928,80	*0,00*	57 928,80
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**58 363,80**	***48 766,00***	**107 129,80**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	212 918,15		212 918,15
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	1 927 670,91		1 927 670,91
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	8 055,35	*0,00*	8 055,35
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	3 675,00	*0,00*	3 675,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*58 042,20*	58 042,20
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 152 319,41**	***58 042,20***	**2 210 361,61**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**10 662,21**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 060,82	*0,00*	3 060,82
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	0,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*58 042,20*	58 042,20
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**3 060,82**	***58 042,20***	**61 103,02**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**0,00**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**203 454,14**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 389 672,43		1 389 672,43
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	857 943,27		857 943,27
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	563,63	*48 766,00*	49 329,63
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**2 248 179,33**	***48 766,00***	**2 296 945,33**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III

A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**272 254,14**	**107 129,80**	**0,00**	**165 124,34**	**0,00**	**107 129,80**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	435,00	0,00	36 565,00	0,00	435,00
204	Subventions d'équipement versées (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	183 980,00	57 928,80	0,00	126 051,20	0,00	57 928,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**220 980,00**	**58 363,80**	**0,00**	**162 616,20**	**0,00**	**58 363,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474,14	0,00	0,00	2 474,14	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**2 474,14**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**223 454,14**	**58 363,80**	**0,00**	**165 090,34**	**0,00**	**58 363,80**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*48 800,00*	*48 766,00*		*34,00*		*48 766,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**48 800,00**	**48 766,00**		**34,00**		**48 766,00**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**272 254,14**	**107 129,80**	**0,00**	**165 124,34**	**0,00**	**107 129,80**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**68 800,00**	**61 103,02**	**0,00**	**7 696,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 500,00	3 060,82	0,00	439,18
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**3 500,00**	**3 060,82**	**0,00**	**439,18**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 500,00**	**3 060,82**	**0,00**	**439,18**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*65 300,00*	*58 042,20*		*7 257,80*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***65 300,00***	***58 042,20***		***7 257,80***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***203 454,14***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**272 254,14**	**264 557,16**	**0,00**	**7 696,98**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**272 254,14**	**107 129,80**	**0,00**	**165 124,34**	**0,00**	**107 129,80**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	435,00	0,00	36 565,00	0,00	435,00
2051	Concessions, droits similaires	37 000,00	435,00	0,00	36 565,00	0,00	435,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	183 980,00	57 928,80	0,00	126 051,20	0,00	57 928,80
2181	Install. générales, agencements	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	56 980,00	32 941,52	0,00	24 038,48	0,00	32 941,52
21838	Autre matériel informatique	27 000,00	4 544,46	0,00	22 455,54	0,00	4 544,46
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	35 000,00	7 060,22	0,00	27 939,78	0,00	7 060,22
2185	Matériel de téléphonie	14 000,00	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	30 000,00	13 382,60	0,00	16 617,40	0,00	13 382,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**220 980,00**	**58 363,80**	**0,00**	**162 616,20**	**0,00**	**58 363,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474,14	0,00	0,00	2 474,14	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 474,14	0,00	0,00	2 474,14	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**2 474,14**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**223 454,14**	**58 363,80**	**0,00**	**165 090,34**	**0,00**	**58 363,80**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*48 800,00*	*48 766,00*		*34,00*		*48 766,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*48 800,00*	*48 766,00*		*34,00*		*48 766,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*48 800,00*	*48 766,00*		*34,00*		*48 766,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**48 800,00**	**48 766,00**		**34,00**		**48 766,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**68 800,00**	**61 103,02**	**0,00**	**7 696,98**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 500,00	3 060,82	0,00	439,18
10222	FCTVA	3 500,00	3 060,82	0,00	439,18
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**3 500,00**	**3 060,82**	**0,00**	**439,18**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 500,00**	**3 060,82**	**0,00**	**439,18**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*65 300,00*	*58 042,20*		*7 257,80*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 384,00*	*5 384,00*		*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*221,00*	*221,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*3 797,00*	*3 797,00*		*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*12 493,00*	*12 493,00*		*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*13 863,29*	*13 863,29*		*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 463,71*	*8 463,71*		*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*960,00*	*960,00*		*0,00*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
28188	*Autres immo. corporelles*	*20 118,00*	*12 860,20*		*7 257,80*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***65 300,00***	***58 042,20***		***7 257,80***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**2 755 137,79**	**2 209 646,00**	**715,61**	**0,00**	**544 776,18**	**0,00**	**2 210 361,61**
011	Charges à caractère général (3)	354 550,00	212 202,54	715,61	0,00	141 631,85	0,00	212 918,15
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 309 612,79	1 927 670,91	0,00	0,00	381 941,88		1 927 670,91
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	22 000,00	8 055,35	0,00	0,00	13 944,65	0,00	8 055,35
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 686 162,79**	**2 147 928,80**	**715,61**	**0,00**	**537 518,38**	**0,00**	**2 148 644,41**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques (3)	3 675,00	3 675,00	0,00	0,00	0,00		3 675,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses financières		**3 675,00**	**3 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**3 675,00**
Total des dépenses réelles		**2 689 837,79**	**2 151 603,80**	**715,61**	**0,00**	**537 518,38**	**0,00**	**2 152 319,41**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*65 300,00*	*58 042,20*			*7 257,80*		*58 042,20*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**65 300,00**	**58 042,20**			**7 257,80**		**58 042,20**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**10 662,21**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**2 765 800,00**	**2 220 308,21**	**715,61**	**0,00**	**544 776,18**	**0,00**	**2 210 361,61**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**2 765 800,00**	**2 296 945,33**	**0,00**	**0,00**	**468 854,67**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	1 389 672,43	0,00	0,00	162 327,57
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 165 000,00	857 943,27	0,00	0,00	307 056,73
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 717 000,00**	**2 247 615,70**	**0,00**	**0,00**	**469 384,30**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	563,63	0,00	0,00	-563,63
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**563,63**	**0,00**	**0,00**	**-563,63**
Total des recettes réelles		**2 717 000,00**	**2 248 179,33**	**0,00**	**0,00**	**468 820,67**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*48 800,00*	*48 766,00*			*34,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**48 800,00**	**48 766,00**			**34,00**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**2 765 800,00**	**2 296 945,33**	**0,00**	**0,00**	**468 854,67**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**2 755 137,79**	**2 209 646,00**	**715,61**	**0,00**	**544 776,18**	**0,00**	**2 210 361,61**
011	Charges à caractère général (4)	354 550,00	212 202,54	715,61	0,00	141 631,85	0,00	212 918,15
60611	Eau et assainissement	1 500,00	629,50	0,00	0,00	870,50	0,00	629,50
60612	Energie - Electricité	20 000,00	11 682,16	0,00	0,00	8 317,84	0,00	11 682,16
60622	Carburants	8 000,00	4 453,59	0,00	0,00	3 546,41	0,00	4 453,59
6064	Fournitures administratives	4 000,00	3 750,07	0,00	0,00	249,93	0,00	3 750,07
60668	Autres produits pharmaceutiques	9 000,00	5 764,68	0,00	0,00	3 235,32	0,00	5 764,68
6068	Autres matières et fournitures	8 500,00	4 129,41	0,00	0,00	4 370,59	0,00	4 129,41
6132	Locations immobilières	125 000,00	90 728,76	0,00	0,00	34 271,24	0,00	90 728,76
61551	Entretien matériel roulant	8 000,00	3 936,65	0,00	0,00	4 063,35	0,00	3 936,65
6156	Maintenance	6 200,00	779,68	564,00	0,00	4 856,32	0,00	1 343,68
6182	Documentation générale et technique	100,00	89,00	0,00	0,00	11,00	0,00	89,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	4 080,00	0,00	0,00	5 920,00	0,00	4 080,00
6188	Autres frais divers	31 000,00	0,00	0,00	0,00	31 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	3 000,00	1 605,09	0,00	0,00	1 394,91	0,00	1 605,09
6236	Catalogues et imprimés	2 870,00	1 311,24	0,00	0,00	1 558,76	0,00	1 311,24
6248	Divers	650,00	133,68	0,00	0,00	516,32	0,00	133,68
6251	Voyages, déplacements et missions	26 200,00	18 347,01	0,00	0,00	7 852,99	0,00	18 347,01
6261	Frais d'affranchissement	5 030,00	2 877,55	151,61	0,00	2 000,84	0,00	3 029,16
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	9 672,12	0,00	0,00	10 327,88	0,00	9 672,12
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	968,58	0,00	0,00	31,42	0,00	968,58
6281	Concours divers (cotisations)	28 000,00	25 611,70	0,00	0,00	2 388,30	0,00	25 611,70
6283	Frais de nettoyage des locaux	24 000,00	19 307,76	0,00	0,00	4 692,24	0,00	19 307,76
62878	Remb. frais à des tiers	5 000,00	2 344,31	0,00	0,00	2 655,69	0,00	2 344,31
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 309 612,79	1 927 670,91	0,00	0,00	381 941,88		1 927 670,91
6218	Autre personnel extérieur	120 000,00	109 585,63	0,00	0,00	10 414,37		109 585,63
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	12 603,00	12 566,00	0,00	0,00	37,00		12 566,00
64111	Rémunération principale titulaires	163 923,84	158 430,03	0,00	0,00	5 493,81		158 430,03
64112	SFT, indemnité de résidence	2 800,00	2 797,56	0,00	0,00	2,44		2 797,56

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
64113	NBI	2 000,00	1 767,36	0,00	0,00	232,64		1 767,36
64118	Autres indemnités	55 000,00	52 708,44	0,00	0,00	2 291,56		52 708,44
64131	Rémunérations	1 189 725,89	853 526,41	0,00	0,00	336 199,48		853 526,41
64132	SFT, indemnité de résidence	1 367,22	1 367,22	0,00	0,00	0,00		1 367,22
64138	Primes et autres indemnités	263 897,11	260 807,93	0,00	0,00	3 089,18		260 807,93
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	327 970,00	320 758,00	0,00	0,00	7 212,00		320 758,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	138 236,31	136 260,37	0,00	0,00	1 975,94		136 260,37
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	6 369,42	6 362,00	0,00	0,00	7,42		6 362,00
64731	Allocations chômage versées directement	25 000,00	10 141,46	0,00	0,00	14 858,54		10 141,46
6488	Autres	720,00	592,50	0,00	0,00	127,50		592,50
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	22 000,00	8 055,35	0,00	0,00	13 944,65	0,00	8 055,35
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	22 000,00	8 055,35	0,00	0,00	13 944,65	0,00	8 055,35
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 686 162,79**	**2 147 928,80**	**715,61**	**0,00**	**537 518,38**	**0,00**	**2 148 644,41**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques (4)	3 675,00	3 675,00	0,00	0,00	0,00		3 675,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 675,00	3 675,00	0,00	0,00	0,00		3 675,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des charges financières et spécifiques		**3 675,00**	**3 675,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**3 675,00**
Total des dépenses réelles		**2 689 837,79**	**2 151 603,80**	**715,61**	**0,00**	**537 518,38**	**0,00**	**2 152 319,41**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*65 300,00*	*58 042,20*			*7 257,80*		*58 042,20*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*65 300,00*	*58 042,20*			*7 257,80*		*58 042,20*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
Total des dépenses d'ordre		**65 300,00**	**58 042,20**			**7 257,80**		**58 042,20**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**2 765 800,00**	**2 296 945,33**	**0,00**	**0,00**	**468 854,67**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	1 389 672,43	0,00	0,00	162 327,57
706888	Autres	1 551 862,20	1 389 534,63	0,00	0,00	162 327,57
70878	Remb. frais par des tiers	137,80	137,80	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	1 165 000,00	857 943,27	0,00	0,00	307 056,73
744	FCTVA	0,00	1 241,67	0,00	0,00	-1 241,67
7473	Participation départements	730 000,00	250 000,00	0,00	0,00	480 000,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	435 000,00	606 701,60	0,00	0,00	-171 701,60
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 717 000,00**	**2 247 615,70**	**0,00**	**0,00**	**469 384,30**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	563,63	0,00	0,00	-563,63
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	563,63	0,00	0,00	-563,63
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles		**2 717 000,00**	**2 248 179,33**	**0,00**	**0,00**	**468 820,67**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*48 800,00*	*48 766,00*			*34,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*48 800,00*	*48 766,00*			*34,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**48 800,00**	**48 766,00**			**34,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		01/12/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5	01/12/2023
L	Concessions et droits similaires	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Travaux aux bâtiments, constructions	30	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	01/12/2023
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers	7	01/12/2023
L	Matériel de transport - vélos	5	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion légers	3	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau et mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments	30	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - agencements, aménagements, installations	15	01/12/2023
L	Réseaux divers (câblés, électrification, autres)	12	01/12/2023
L	Matériel technique	10	01/12/2023
L	Petit matériel et outillage technique	5	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**8,00**	**1,00**	**9,00**	**7,00**	**1,00**	**8,00**
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	1,00	1,00	2,00	0,00	1,00	1,00
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
REDACTEUR	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**14,00**	**5,00**	**19,00**	**0,00**	**13,00**	**13,00**
CADRE DE SANTE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	10,00	5,00	15,00	0,00	10,00	10,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TECHNICIEN PARA TERR.CL SUP	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		23,00	6,00	29,00	7,00	14,00	21,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368.0	0,00	332-8-2°	CDD
CADRE DE SANTE	A	MS	577.0	0,00	332-8-2°	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	576.0	0,00	332-8-2°	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	653.0	0,00	332-14	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9129.0	0,00	332-8-2°	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9129.0	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			**58 363,80**	**2 838,00**	
Acquisitions à titre onéreux			**58 363,80**	**2 838,00**	
21/02/2024	2024M00059 - BFV-Matériel de bureau et mobilier	2024M00059	7 060,22	0,00	1
11/03/2024	2024M00069 - BFV-Autre matériel informatique	2024M00069	4 544,46	0,00	1
11/03/2024	2024O00016 - BFV-Concessions et droits similaires	2024O00016	435,00	0,00	1
25/03/2024	2024M00071 - BFV-Autres immobilisations corporelles	2024M00071	3 978,10	0,00	1
26/03/2024	2024M00081 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GV-232-KX	2024M00081	16 128,76	1 768,00	7
31/07/2024	2024M00165 - CDS Ussel-Electrocardiographe ECG Colson Cardi-3	2024M00165	694,50	58,00	5
31/07/2024	2024M00166 - CDS Ussel (Dr Berchoux)-Sensory Baby Test complet	2024M00166	850,00	71,00	5
28/08/2024	2024M00198 - Renault Clio Evolution TCe 90 5cv ess.- GY-622-VG	2024M00198	16 812,76	826,00	7
05/12/2024	2024M00380 - Système MESI mTablet pour la mesure de l'IPS-MESI	2024M00380	7 860,00	115,00	5
Acquisitions à titre gratuit			**0,00**	**0,00**	
Mise à disposition			**0,00**	**0,00**	
Affectation			**0,00**	**0,00**	
Mises en concession ou affermage			**0,00**	**0,00**	
Divers			**0,00**	**0,00**	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**203 454,14**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**203 454,14**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**203 454,14**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**203 454,14**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**48 800,00**	**48 766,00**	**0,00**	**48 766,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**68 800,00**	**61 103,02**	**0,00**	**61 103,02**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**20 000,00**	**12 337,02**	**0,00**	**12 337,02**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**203 454,14**			**203 454,14**
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**203 454,14**			**203 454,14**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**215 791,16**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recettes"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**48 800,00**	**48 766,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**48 800,00**	**48 766,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*48 800,00*	*48 766,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**68 800,00**	**III** **61 103,02**
Ressources propres externes de l'année (a)		**3 500,00**	**3 060,82**
10222	FCTVA	3 500,00	3 060,82
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**65 300,00**	**58 042,20**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 384,00*	*5 384,00*
281351	*Bâtiments publics*	*221,00*	*221,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*3 797,00*	*3 797,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*12 493,00*	*12 493,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*13 863,29*	*13 863,29*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 463,71*	*8 463,71*
28185	*Matériel de téléphonie*	*960,00*	*960,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*20 118,00*	*12 860,20*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		

Accusé de réception en préfecture
010-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE	C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	32 941,52	0,00	0,00	0,00	32 941,52	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 941,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 941,52**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	32 941,52	0,00	0,00	32 941,52	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**32 941,52**	**0,00**	**0,00**	**32 941,52**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	32 941,52	0,00	0,00	0,00	32 941,52	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**32 941,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 941,52**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	32 941,52	0,00	0,00	32 941,52	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**32 941,52**	**0,00**	**0,00**	**32 941,52**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 37
VOTES :
Pour : 37
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 05/03/2025

Présenté par le Président du Conseil Départemental (1),
A Tulle, le 11/04/2025

Délibéré par l'assemblée l'assemblée (2), réunie en session
A Tulle, le 11/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante l'assemblée (2),(3),

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnés	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	
LAUGA Jean-Jacques	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par le Président du Conseil Départemental (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

CD.2025.04.11/108

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le Conseil départemental de la Corrèze, lors de sa réunion du 28 novembre 2018, a décidé du déploiement du Plan Ambition Santé, afin de pallier les carences de l'Etat et de lutter contre la désertification médicale.
Les 5 axes du Plan Ambition Santé comportent de multiples actions, telles qu'un système de bourses destiné aux étudiants en médecine et aux infirmiers en pratique avancée en échange d'un engagement à exercer en Corrèze; des actions de « séduction » et de valorisation du territoire auprès des étudiants et des professionnels portées par La Conciergerie ; des aides à l'investissement pour la création de Maisons de Santé ; le salariat de médecins généralistes dans les zones où l'absence d'offre libérale pénalise particulièrement les Corréziens.

C'est ainsi que le Département de la Corrèze a créé un Centre Départemental de Santé (CDS) le 9 septembre 2019 à Égletons, siège de CORREZE SANTE. Depuis, le CDS s'est déployé sur une grande partie du territoire et compte aujourd'hui 7 antennes :

- Neuvic, ouverture en septembre 2019
- Meymac, ouverture en juillet 2020
- Ussel, ouverture en mars 2021
- Sornac, ouverture en juin 2021
- Treignac, ouverture en novembre 2021
- Bort-Les-Orgues, ouverture en décembre 2021
- Uzerche, ouverture en janvier 2023

L'année 2025 continue de répondre aux besoins des territoires où l'offre médicale est défaillante. L'effort du Département reste fort sur la recherche de temps médical supplémentaire pour améliorer la présence médicale, associé notamment au programme Corrèze Santé qui actuellement accompagne plusieurs "futurs médecins" dans la perspective d'installation en Corrèze.

Le budget du Centre Départemental de Santé est un budget annexe du Département. A ce titre, Il enregistre l'ensemble des dépenses et des recettes propres au fonctionnement

du Centre et de ses antennes.

I. Données d'activité du Centre Départemental de Santé :

Effectifs au 31 décembre 2024

Antennes du CDS	Egletons	Neuvic	Meymac	Ussel	Sornac	Treignac	Bort-les- Orgues	Uzerche	Total	Nombre d'ETP
Nombre de médecins	2	1	2	6	0	3	1	1	16	10,50
Nombre d'IPA	0	0	1	1	0	0	0	0	2	2.00
Nombre de secrétaires médicales	3	0	1	3	0	1	0	1	9	8.60
Agent Comptable	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1.00
Régisseur	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1.00
Assistante médicale	0	0	0	0	0	1	0	0	1	1.00
Total	7	1	4	10	0	5	1	2	30	
Nombre ETP	5,75	0,40	4.00	8,70	0	3,85	0,20	1,20		24,10

Sur l'année 2024, le CDS a réalisé 46 041 actes (consultations, visites à domicile ou en EHPAD et téléconsultations) sur l'ensemble des sites, soit près de 5 000 actes de plus qu'en 2023 (41 166).

Il est observé une augmentation significative du nombre de consultations depuis avril 2024. À ce jour, le nombre de déclarations "médecin traitant" s'élève à 9 278 contre 7 164 en 2023, ce qui témoigne de la hausse de l'activité.

Le BP 2025 est élaboré sur la base du maintien de l'activité de 2024, tout en visant la poursuite d'une optimisation globale du fonctionnement du CDS, tant par la recherche de l'augmentation des recettes (remboursement d'actes, rémunérations sur objectif de Santé publique, subventions…), que par une vigilance accrue sur les dépenses.

II. Présentation du budget primitif 2025 du Centre Départemental de Santé :

FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement est votée à l'équilibre pour un montant de 2 624 421,51 €.

FONCTIONNEMENT				
	DEPENSES	BP 2024	CA 2024	BP 2025
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	354 550,00	212 918,15	272 200,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	2 309 612,79	1 927 670,91	2 260 221,51
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	65 300,00	58 042,20	70 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	22 000,00	8 055,35	12 000,00
67	CHARGES SPECIFIQUES	3 675,00	3 675,00	10 000,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	10 662,21		0,00
	Total DEPENSES FONC	2 765 800,00	2 210 361,61	2 624 421,51
	RECETTES	BP 2024	CA 2024	BP 2025
70	PRODUITS D'ACTIVITE	1 552 000,00	1 389 672,43	1 637 200,00
74	DOTATIONS dont	1 165 000,00	857 943,27	871 300,00
	CD 19	*730 000,00*	*250 000,00*	*370 000,00*
	CPAM	*435 000,00*	*606 701,60*	*500 000,00*
	FCTVA	-	*1 241,67*	*1 300,00*
77	PRODUITS SPECIFIQUES	-	563,63	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00	48 766,00	40 000,00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	-	-	75 921,51
	Total RECETTES FONC	2 765 800,00	2 296 945,33	2 624 421,51

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses prévisionnelles de 2025 s'élèvent à 2 624 421,51 €.

Les principales dépenses de fonctionnement se déclinent comme suit :

- Chapitre 011 : charges à caractère général : 272 200,00 €.

Ce chapitre comprend les dépenses liées à l'électricité, au carburant, aux produits pharmaceutiques et aux fournitures diverses pour l'ensemble des sites. Il inclut également les frais de location immobilière, ainsi que diverses charges, telles que le traitement des déchets à risques, l'accès à Internet, l'entretien des locaux et des véhicules, la maintenance des mallettes de téléconsultation utilisées pour les visites à domicile. S'y ajoutent les coûts liés à l'enlèvement des DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux), les annonces et insertions, l'impression des ordonnances, ainsi que les frais de nettoyage, d'affranchissement et de télécommunication.

- Chapitre 012 : charges de personnel : 2 260 221,51 €, effectifs en ETP :
  - Médecins :11,75
  - IPA et assistant médical : 3,0
  - Administratif/Financier : 10,9

- Chapitre 042 : dotations aux amortissements : 70 000,00 €.

- Chapitre 65 : autres charges de gestion courante : 12 000,00 €.

Les dépenses correspondent aux frais de fonctionnement concernant le logiciel métier.

- Chapitre 67 : charges spécifiques : 10 000,00 €.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

En 2025, les recettes prévisionnelles sont estimées à 2 624 421,51 €

L'ensemble des rémunérations de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (C.P.A.M.) de la Corrèze est estimé pour 2025 à 500 000 €. Cette estimation prend en compte les forfaits des Accords Nationaux des Centres de Santé, La subvention Teulade, la Rémunération sur Objectif de la Santé Publique (R.O.S.P.), et les forfaits de rémunération liés à la patientèle (adultes + enfants).

Les amortissements des subventions d'investissement transférables versées sont estimés à 40 000,00 € pour l'année 2025.

Chapitre 002 : le résultat de fonctionnement reporté de l'exercice 2024 est de 75 921,51 €.

Les recettes liées aux consultations ne couvrant pas en totalité les dépenses, une subvention d'équilibre de fonctionnement de la collectivité sera nécessaire. Elle est estimée à 370 000,00 € maximum au stade du budget primitif. Elle sera versée en fin d'année et son montant définitif sera déterminé en fonction de la réalité de l'activité du Centre Départemental de Santé sur l'exercice 2025.

INVESTISSEMENT

La section d'investissement est votée à l'équilibre pour un montant de 236 427,36 €.

INVESTISSEMENT				
	DEPENSES	BP 2024	CA 2024	BP 2025
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 000,00	435,00	30 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	183 980,00	57 928,80	158 000,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 474,14	0,00	8 427,36
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	48 800,00	48 766,00	40 000,00
001	SOLDE D'EXECUTION REPORTE			
	Total DEPENSES INV	272 254,14	107 129,80	236 427,36
	RECETTES	BP 2024	CA 2024	BP 2025
13	SUBVENTION d'INVESTISSEMENT	0,00	-	0,00
040	AMORTISSEMENT	65 300,00	58 042,20	70 000,00
10	FCTVA	3 500,00	3 060,82	9 000,00
001	RESULTAT DE CLOTURE	203 454,14	0,00	157 427,36
	Total RECETTES INV	272 254,14	61 103,02	236 427,36

DEPENSES D'INVESTISSEMENT :

Les dépenses réelles sont estimées à 196 427,36 € et concernent :

- les immobilisations incorporelles : concessions, droits similaires (frais de mise à jour du logiciel métier Chorus ICT et mise à jour du standard),
- installations générales, agencement,
- matériel de transport,
- matériel informatique, téléphonie
- autres matériels de bureau et mobilier,
- autres immobilisations corporelles : achat d'équipements et le renouvellement du matériel (petit matériel médical, tensiomètre, stéthoscope, otoscope, pèse-personne et pèse bébé…).

Les amortissements des subventions transférables d'investissement versées sont estimés à 40 000,00 € pour l'année 2025.

RECETTES D'INVESTISSEMENT :

Les principales recettes d'investissement du Centre de Départemental de Santé sont les amortissements des immobilisations pour 70 000,00 €, le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour 9 000,00 € et la reprise du solde d'exécution de la section d'investissement de l'exercice 2024 de 157 427,36 €.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/108

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CENTRE DÉPARTEMENTAL DE SANTÉ - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/108 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : le Budget Primitif 2025 du Centre Départemental de Santé est adopté par nature tel qu'il est exposé dans le présent rapport et s'équilibre ainsi :

SECTION	BP 2025 DEPENSES	BP 2025 RECETTES
INVESTISSEMENT	236 427,36 €	236 427,36 €
FONCTIONNEMENT	2 624 421,51 €	2 624 421,51 €
TOTAL	2 860 848,87 €	2 860 848,87 €

Article 2 : est décidée l'attribution d'une subvention d'équilibre de fonctionnement à hauteur de 370 000,00 € maximum.

Article 3 : est autorisé Monsieur le Président à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et également à signer tout document s'y rapportant.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de publication : 29 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL : DEPARTEMENT DE LA CORREZE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 22192720500528

POSTE COMPTABLE : Payeur Départemental

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : CORREZE SANTE (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	40
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	41
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	44
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	45
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	46
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	47

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	2 317 491,41	2 358 048,35	192 791,93	A1	233 348,87	
Investissement	107 129,80	61 103,02	(3) 203 454,14	A2	157 427,36	
Fonctionnement	2 210 361,61	2 296 945,33	(4) -10 662,21	A3	75 921,51	

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	233 348,87
Investissement	**A2 + B2**	157 427,36
Fonctionnement	**A3 + B3**	75 921,51

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	236 427,36	79 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 157 427,36
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	236 427,36	236 427,36

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	2 624 421,51	2 548 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 75 921,51
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	2 624 421,51	2 624 421,51

TOTAL DU BUDGET (4)	2 860 848,87	2 860 848,87

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	37 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	173 980,00	0,00	158 000,00	158 000,00	158 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**210 980,00**	**0,00**	**188 000,00**	**188 000,00**	**188 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	2 474,14	0,00	8 427,36	8 427,36	8 427,36
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**8 427,36**	**8 427,36**	**8 427,36**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**213 454,14**	**0,00**	**196 427,36**	**196 427,36**	**196 427,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*48 800,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***48 800,00***		***40 000,00***	***40 000,00***	***40 000,00***

TOTAL	**262 254,14**	**0,00**	**236 427,36**	**236 427,36**	**236 427,36**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**236 427,36**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 500,00**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 500,00**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*55 300,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***55 300,00***		***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
TOTAL		**58 800,00**	**0,00**	**79 000,00**	**79 000,00**	**79 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**157 427,36**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**236 427,36**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**30 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	354 550,00	0,00	272 200,00	272 200,00	272 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 319 612,79	0,00	2 260 221,51	2 260 221,51	2 260 221,51
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	22 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00	12 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 696 162,79**	**0,00**	**2 544 421,51**	**2 544 421,51**	**2 544 421,51**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	3 675,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 699 837,79**	**0,00**	**2 554 421,51**	**2 554 421,51**	**2 554 421,51**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*55 300,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***55 300,00***		***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***
TOTAL		**2 755 137,79**	**0,00**	**2 624 421,51**	**2 624 421,51**	**2 624 421,51**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 624 421,51**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	0,00	1 637 200,00	1 637 200,00	1 637 200,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 165 000,00	0,00	871 300,00	871 300,00	871 300,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**2 717 000,00**	**0,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 717 000,00**	**0,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*48 800,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***48 800,00***		***40 000,00***	***40 000,00***	***40 000,00***
TOTAL		**2 765 800,00**	**0,00**	**2 548 500,00**	**2 548 500,00**	**2 548 500,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**75 921,51**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 624 421,51**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**30 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*40 000,00*	40 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		30 000,00	*0,00*	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		158 000,00	*0,00*	158 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		8 427,36	*0,00*	8 427,36
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**196 427,36**	***40 000,00***	**236 427,36**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**236 427,36**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	272 200,00		272 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 260 221,51		2 260 221,51
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	12 000,00	*0,00*	12 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	10 000,00	*0,00*	10 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*70 000,00*	70 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 554 421,51**	***70 000,00***	**2 624 421,51**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 624 421,51**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		9 000,00	*0,00*	9 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*70 000,00*	70 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**9 000,00**	***70 000,00***	**79 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**157 427,36**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**236 427,36**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 637 200,00		1 637 200,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	871 300,00		871 300,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*40 000,00*	40 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**2 508 500,00**	***40 000,00***	**2 548 500,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			75 921,51
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			2 624 421,51

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**262 254,14**	**0,00**	**0,00**	**236 427,36**	**236 427,36**	**0,00**	**236 427,36**	**236 427,36**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 980,00	0,00	0,00	158 000,00	158 000,00	0,00	158 000,00	158 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**210 980,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**188 000,00**	**0,00**	**188 000,00**	**188 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474,14	0,00	0,00	8 427,36	8 427,36	0,00	8 427,36	8 427,36
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**8 427,36**	**8 427,36**	**0,00**	**8 427,36**	**8 427,36**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**213 454,14**	**0,00**	**0,00**	**196 427,36**	**196 427,36**	**0,00**	**196 427,36**	**196 427,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*48 800,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**48 800,00**			**40 000,00**	**40 000,00**		**40 000,00**	**40 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**236 427,36**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**58 800,00**	**0,00**	**79 000,00**	**79 000,00**	**79 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 500,00**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 500,00**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*55 300,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***55 300,00***		***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**157 427,36**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**236 427,36**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**262 254,14**	**0,00**	**0,00**	**236 427,36**	**236 427,36**	**0,00**	**236 427,36**	**236 427,36**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	37 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
2051	Concessions, droits similaires	37 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	173 980,00	0,00	0,00	158 000,00	158 000,00	0,00	158 000,00	158 000,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
2181	Install. générales, agencements	21 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	56 980,00	0,00		57 000,00	57 000,00	0,00	57 000,00	57 000,00
21838	Autre matériel informatique	27 000,00	0,00		27 000,00	27 000,00	0,00	27 000,00	27 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	35 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
2185	Matériel de téléphonie	14 000,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**210 980,00**	**0,00**	**0,00**	**188 000,00**	**188 000,00**	**0,00**	**188 000,00**	**188 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474,14	0,00	0,00	8 427,36	8 427,36	0,00	8 427,36	8 427,36
275	Dépôts et cautionnements versés	2 474,14	0,00		8 427,36	8 427,36	0,00	8 427,36	8 427,36
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**2 474,14**	**0,00**	**0,00**	**8 427,36**	**8 427,36**	**0,00**	**8 427,36**	**8 427,36**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**213 454,14**	**0,00**	**0,00**	**196 427,36**	**196 427,36**	**0,00**	**196 427,36**	**196 427,36**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*48 800,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*48 800,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*48 800,00*			*40 000,00*	*40 000,00*		*40 000,00*	*40 000,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**48 800,00**			**40 000,00**	**40 000,00**		**40 000,00**	**40 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**58 800,00**	**0,00**	**79 000,00**	**79 000,00**	**79 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
10222	FCTVA	3 500,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 500,00**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 500,00**	**0,00**	**9 000,00**	**9 000,00**	**9 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*55 300,00*		*70 000,00*	*70 000,00*	*70 000,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 384,00*		*5 819,00*	*5 819,00*	*5 819,00*
281351	*Bâtiments publics*	*221,00*		*221,00*	*221,00*	*221,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*3 797,00*		*3 797,00*	*3 797,00*	*3 797,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*9 899,00*		*14 604,00*	*14 604,00*	*14 604,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*13 863,29*		*11 419,15*	*11 419,15*	*11 419,15*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*8 463,71*		*7 816,22*	*7 816,22*	*7 816,22*
28185	*Matériel de téléphonie*	*960,00*		*772,90*	*772,90*	*772,90*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28188	*Autres immo. corporelles*	*12 712,00*		*25 550,73*	*25 550,73*	*25 550,73*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***55 300,00***		***70 000,00***	***70 000,00***	***70 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 755 137,79**	**0,00**	**0,00**	**2 624 421,51**	**2 624 421,51**	**0,00**	**2 624 421,51**	**2 624 421,51**
011	Charges à caractère général (3)	354 550,00	0,00	0,00	272 200,00	272 200,00	0,00	272 200,00	272 200,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 319 612,79	0,00		2 260 221,51	2 260 221,51		2 260 221,51	2 260 221,51
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	22 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 696 162,79**	**0,00**	**0,00**	**2 544 421,51**	**2 544 421,51**	**0,00**	**2 544 421,51**	**2 544 421,51**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	3 675,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**3 675,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**		**10 000,00**	**10 000,00**
Total des dépenses réelles		**2 699 837,79**	**0,00**	**0,00**	**2 554 421,51**	**2 554 421,51**	**0,00**	**2 554 421,51**	**2 554 421,51**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*55 300,00*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**55 300,00**			**70 000,00**	**70 000,00**		**70 000,00**	**70 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**2 624 421,51**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 765 800,00**	**0,00**	**2 548 500,00**	**2 548 500,00**	**2 548 500,00**
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	0,00	1 637 200,00	1 637 200,00	1 637 200,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	1 165 000,00	0,00	871 300,00	871 300,00	871 300,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 717 000,00**	**0,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 717 000,00**	**0,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*48 800,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**48 800,00**		**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**75 921,51**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**2 624 421,51**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 755 137,79**	**0,00**	**0,00**	**2 624 421,51**	**2 624 421,51**	**0,00**	**2 624 421,51**	**2 624 421,51**
011	Charges à caractère général (4)	354 550,00	0,00	0,00	272 200,00	272 200,00	0,00	272 200,00	272 200,00
60611	Eau et assainissement	1 500,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
60612	Energie - Electricité	20 000,00	0,00		13 000,00	13 000,00	0,00	13 000,00	13 000,00
60622	Carburants	8 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6064	Fournitures administratives	4 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	9 000,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6068	Autres matières et fournitures	8 500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6132	Locations immobilières	125 000,00	0,00		94 000,00	94 000,00	0,00	94 000,00	94 000,00
61551	Entretien matériel roulant	8 000,00	0,00		5 500,00	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00
6156	Maintenance	6 200,00	0,00		3 100,00	3 100,00	0,00	3 100,00	3 100,00
6182	Documentation générale et technique	100,00	0,00		196,00	196,00	0,00	196,00	196,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	7 500,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	10 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
6188	Autres frais divers	31 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6228	Divers	3 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	2 900,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6248	Divers	650,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6251	Voyages, déplacements et missions	26 200,00	0,00		23 200,00	23 200,00	0,00	23 200,00	23 200,00
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	0,00		26 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00		1 200,00	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00
6281	Concours divers (cotisations)	28 000,00	0,00		29 504,00	29 504,00	0,00	29 504,00	29 504,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	24 000,00	0,00		21 000,00	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00
62878	Remb. frais à des tiers	5 000,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 319 612,79	0,00		2 260 221,51	2 260 221,51		2 260 221,51	2 260 221,51
6218	Autre personnel extérieur	110 000,00	0,00		112 000,00	112 000,00		112 000,00	112 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 650,00	0,00		13 800,00	13 800,00		13 800,00	13 800,00
64111	Rémunération principale titulaires	150 324,60	0,00		172 250,00	172 250,00		172 250,00	172 250,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64112	SFT, indemnité de résidence	2 800,00	0,00		3 200,00	3 200,00		3 200,00	3 200,00
64113	NBI	2 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00		3 000,00	3 000,00
64118	Autres indemnités	55 000,00	0,00		65 000,00	65 000,00		65 000,00	65 000,00
64131	Rémunérations	1 444 067,54	0,00		1 074 604,21	1 075 804,21		1 075 804,21	1 075 804,21
64132	SFT, indemnité de résidence	351,10	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
64138	Primes et autres indemnités	93 386,15	0,00		285 000,00	285 000,00		285 000,00	285 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	320 000,00	0,00		340 750,00	340 750,00		340 750,00	340 750,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	102 720,40	0,00		155 967,30	155 967,30		155 967,30	155 967,30
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL	1 973,00	0,00		6 500,00	6 500,00		6 500,00	6 500,00
64731	Allocations chômage versées directement	25 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
64732	Alloc. chômage versées aux ASSEDIC	0,00	0,00		10 000,00	8 800,00		8 800,00	8 800,00
6488	Autres	340,00	0,00		1 150,00	1 150,00		1 150,00	1 150,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	22 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00	0,00	12 000,00	12 000,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	22 000,00	0,00		11 800,00	11 800,00	0,00	11 800,00	11 800,00
65888	Autres	0,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 696 162,79**	**0,00**	**0,00**	**2 544 421,51**	**2 544 421,51**	**0,00**	**2 544 421,51**	**2 544 421,51**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	3 675,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 675,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**3 675,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**		**10 000,00**	**10 000,00**
Total des dépenses réelles		**2 699 837,79**	**0,00**	**0,00**	**2 554 421,51**	**2 554 421,51**	**0,00**	**2 554 421,51**	**2 554 421,51**

Accusé de réception en préfecture
019-221927295-20250411-CD2025_BP-SSS-DE
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*55 300,00*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*55 300,00*			*70 000,00*	*70 000,00*		*70 000,00*	*70 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**55 300,00**			**70 000,00**	**70 000,00**		**70 000,00**	**70 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**2 765 800,00**	**0,00**	**2 548 500,00**	**2 548 500,00**	**2 548 500,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 552 000,00	0,00	1 637 200,00	1 637 200,00	1 637 200,00
706888	Autres	1 552 000,00	0,00	1 637 200,00	1 637 200,00	1 637 200,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	1 165 000,00	0,00	871 300,00	871 300,00	871 300,00
744	FCTVA	0,00	0,00	1 300,00	1 300,00	1 300,00
7473	Participation départements	730 000,00	0,00	370 000,00	370 000,00	370 000,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	435 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**2 717 000,00**	**0,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**2 717 000,00**	**0,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**	**2 508 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*48 800,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*48 800,00*		*40 000,00*	*40 000,00*	*40 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**48 800,00**		**40 000,00**	**40 000,00**	**40 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800 €		01/12/2023
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5	01/12/2023
L	Concessions et droits similaires	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Travaux aux bâtiments, constructions	30	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements de bâtiments	15	01/12/2023
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers	7	01/12/2023
L	Matériel de transport - vélos	5	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules d'occasion légers	3	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau et mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - bâtiments	30	01/12/2023
L	Constructions sur sol d'autrui - agencements, aménagements, installations	15	01/12/2023
L	Réseaux divers (câblés, électrification, autres)	12	01/12/2023
L	Matériel technique	10	01/12/2023
L	Petit matériel et outillage technique	5	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**8,00**	**1,00**	**9,00**	**7,00**	**1,00**	**8,00**
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	1,00	1,00	2,00	0,00	1,00	1,00
ADJOINT ADMINIS.TER.PL.1E	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
REDACTEUR	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**14,00**	**5,00**	**19,00**	**0,00**	**13,00**	**13,00**
CADRE DE SANTE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	3,00	0,00	3,00	0,00	2,00	2,00
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	10,00	5,00	15,00	0,00	10,00	10,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TECHNICIEN PARA TERR.CL SUP	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		23,00	6,00	29,00	7,00	14,00	21,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
ADJOINT ADMINIS. TER.PL. 2E	C	ADM	368.0	0,00	332-8-2°	CDD
CADRE DE SANTE	A	MS	577.0	0,00	332-8-2°	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	576.0	0,00	332-8-2°	CDD
INFIRMIER SOINS GENERAUX	A	MS	653.0	0,00	332-14	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9129.0	0,00	332-8-2°	CDD
MEDECIN TERR.HORS CLASSE	A	MS	9129.0	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
ADJOINT ADMINISTRATIF TER.	C	ADM	367.0	0,00	332-23-1°	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**157 427,36**	**157 427,36**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**157 427,36**	**157 427,36**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**157 427,36**	**157 427,36**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**157 427,36**	**157 427,36**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**40 000,00**	**40 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**79 000,00**	**79 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**39 000,00**	**39 000,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**40 000,00**	**I**	**40 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**40 000,00**		**40 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*40 000,00*		*40 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**79 000,00**	**III**	**79 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**9 000,00**		**9 000,00**
10222	FCTVA	9 000,00		9 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**70 000,00**		**70 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 819,00*		*5 819,00*
281351	*Bâtiments publics*	*221,00*		*221,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*3 797,00*		*3 797,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*14 604,00*		*14 604,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*11 419,15*		*11 419,15*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*7 816,22*		*7 816,22*
28185	*Matériel de téléphonie*	*772,90*		*772,90*
28188	*Autres immo. corporelles*	*25 550,73*		*25 550,73*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 05/03/2025

Présenté par le Président du Conseil Départemental (1),
A Tulle, le 11/04/2025

Délibéré par l'assemblée l'Assemblée(2), réunie en session plénière
A Tulle, le 11/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante l'Assemblée (2),(3).

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnés	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
COSTE Pascal	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

LAUGA Jean-Jacques	
LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	
MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par le Président du Conseil Départemental (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CDS-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

CD.2025.04.11/109

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

REGIE CORREZE AUTONOMIE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

RAPPORT

La régie de Téléassistance de la Corrèze est un service public industriel et commercial (SPIC) qui joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques de maintien à domicile et d'accompagnement des personnes fragiles, en s'appuyant sur des solutions technologiques et humaines adaptées.

Son action s'inscrit dans le Service Public Départemental de l'Autonomie (SPDA), dispositif innovant mis en place conformément à la loi *Bien vieillir* du 8 avril 2024. A ce titre, la régie assure plusieurs missions stratégiques pour répondre aux besoins des usagers et de leurs proches :

- L'activité de Téléassistance :
  La régie gère un service de téléassistance, opérationnel 24h/24 et 7j/7 et déploie une gamme de solutions technologiques innovantes, permettant de sécuriser le quotidien des bénéficiaires vivant à domicile.
- La gestion des appels du numéro unique (Bloc n°1 du SPDA) :
  La régie est également en charge de l'animation du numéro unique d'information et d'accompagnement, opérationnel 24h/24 et 7j/7. Ce service, qui constitue le premier pilier du SPDA, permet aux usagers, à leurs proches et aux professionnels de trouver une réponse rapide à leurs questions concernant l'autonomie, l'accès aux droits et les services disponibles sur le territoire. Les agents de la régie assurent une écoute active, un premier niveau de conseil et une orientation vers les dispositifs les plus adaptés.
- L'évaluation des besoins et l'élaboration des plans d'aide pour les caisses de retraite :
  En lien avec les caisses de retraite, la régie réalise des évaluations personnalisées afin d'identifier les besoins des bénéficiaires en matière de maintien à domicile. Ces évaluations permettent d'élaborer des plans d'aide individualisés, comprenant des recommandations sur l'aménagement du logement, les services d'accompagnement ou encore l'installation de solutions de téléassistance adaptées

à chaque situation.

En regroupant ces missions au sein d'une même structure, la régie joue un rôle central dans l'accompagnement des personnes âgées et en situation de fragilité, en garantissant une prise en charge globale et coordonnée sur l'ensemble du territoire corrézien.

I – BILAN DE L'ACTIVITE 2024

Téléassistance :

– 7 915 bénéficiaires accompagnés dans le cadre du dispositif Téléassistance au cours de l'année 2024.

– 1 690 nouvelles entrées dans le dispositif contre 1 410 sorties (hospitalisation ou entrée en institution [55 %], décès [31 %], déménagement dans un autre département, départ dans la famille ou insolvabilité [10 %], changement d'offre [4 %]), soit 280 bénéficiaires supplémentaires au 31 décembre 2024 par rapport au 31 décembre 2023 :

Répartition des nouvelles entrées par offre

OFFRES	Téléassistance	Téléassistance + équipements optionnels	Pack domotique	Mobilité
Nouvelles entrées 2024	1121	363	11	195

– 211 296 appels d'urgence traités répartis comme suit :
  - ✓ 108 925 appels d'urgence pour le département de la Corrèze
  - ✓ 102 371 appels d'urgence pour les départements gérés par Partage & Vie (7 720 contrats).

– 33 799 appels sortants réalisés suite à des événements techniques (absence de test cyclique, absence supervision, coupure secteur, fin abonnement, pile faible, etc.) sur les dispositifs Téléassistance.

– 53 954 appels sortants réalisés pour l'anniversaire, la prise de nouvelles suite à un événement indésirable et des appels de convivialité.

– 7 317 visites techniques (installations, maintenance correctives et préventives, dépannages, récupération de matériel) réalisées au domicile des bénéficiaires de la Téléassistance.

Numéro unique :

– 84 878 appels traités dans le cadre du numéro unique dont :
  - ✓ 28 158 appels relatifs à la Téléassistance (demande d'information sur l'offre de service, demande de souscription, rappel suite à un appel d'urgence en cours de traitement, demande de modification sur un contrat, question liée à la facturation, etc.) et 56 720 appels relatifs à l'Autonomie
  - ✓ 25 504 appels traités directement par les chargés d'accueil

Pôle évaluateur caisses de retraite :

– 1 497 visites d'évaluation réalisées pour l'élaboration de plans d'aide CARSAT, EDF et Fonction Publique d'Etat réparties comme suit :
  - ✓ CARSAT : 1 271 visites
  - ✓ EDF : 117 visites
  - ✓ Fonction Publique d'Etat : 109 visites

Gestion des dossiers du 3977 :

Dans le cadre du partenariat avec la plateforme nationale 3 977 dédiée aux signalements des maltraitances envers les personnes âgées ou en situation de handicap à domicile ou en établissement, 38 dossiers ont été traités par les évaluatrices de la régie.

Le Compte Administratif 2024 de la régie autonome Corrèze Autonomie se décompose en deux sections comme suit :

Compte Administratif 2024	**DEPENSES**	**RECETTES**	**RESULTAT**
Section d'investissement	418 774,04 €	240 088,88 €	- 178 685,16 €
Section d'exploitation	2 023 110,02 €	2 834 269,94 €	811 159,92 €
TOTAL CUMULE	**2 441 884,06 €**	**3 074 358,82 €**	**632 474,76 €**

II – SECTION D'INVESTISSEMENT

Section d'investissement	**BUDGET EXECUTOIRE 2024**	**REALISE 2024**
Dépenses	597 000,00 €	418 774,04 €
Recettes	350 000,00€	240 088,88 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	**- 247 000,00 €**	**- 178 685,16 €**

a) Dépenses d'investissement

Le montant total des dépenses (réel + ordre) pour l'exercice 2024 s'élève à 418 774,04 €. Ces dépenses correspondent à :

- L'acquisition du matériel de téléassistance, pour assurer le renouvellement du matériel vétuste et les nouvelles installations, pour un montant de 251 570,11 €. En 2024, ce sont 1 050 transmetteurs de téléassistance à domicile et mobile qui ont été achetés pour assurer le remplacement pour vétusté (plus de 6 ans) de 490 transmetteurs de téléassistance et assurer les nouvelles installations (1 690 au total au cours de l'année 2024). Dans le même temps, ce sont 1 130 transmetteurs qui ont été reconditionnés et réutilisés pour de nouveaux clients.
  470 équipements de sécurité et de prévention (bracelets détecteurs de chute, détecteurs de mouvement, détecteurs environnementaux) ont également été acquis afin de proposer aux usagers des offres améliorées et renforçant leur sécurité.
- L'aménagement acoustique du plateau d'écoute pour un montant de 19 279,13 €.

- L'acquisition de matériels téléphonique et bureautique nécessaires à la mise en œuvre des postes de travail dédiés au numéro unique ainsi qu'au renouvellement du matériel vétuste pour un montant de 9 524 €.
- L'acquisition d'équipements de réception pour assurer le secours de l'infrastructure informatique de Naves pour un montant de 35 124,10 €.
- Des frais de licences pour un montant de 5 132,70 €.
- La modernisation de l'outil métier de gestion Cytadel, avec le développement des premiers modules sur l'année 2024, pour un montant de 98 144 €.

b) Recettes d'investissement

Sur l'exercice 2024, les recettes d'investissement résultent de l'amortissement :

- des équipements repris dans le cadre du transfert de l'activité au 1er janvier 2024 pour un montant de 205 144,88 € ;
- des équipements acquis en 2024 et amortis au prorata temporis pour un montant de 34 944 €.

III – SECTION D'EXPLOITATION

a) Dépenses d'exploitation

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M4, les dépenses sont présentées et votées en quatre chapitres.

Les dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2024 sont arrêtées à hauteur de 2 023 110,02 €, soit une économie de 492 698,98 € par rapport au budget prévisionnel.

Dépenses d'exploitation	**BUDGET EXECUTOIRE 2024 + DM**	**REALISE 2024**	**Variation Réalisé/Exécutoire 2024**	
1.Charges à caractère général	639 882,00 €	471 552,03 €	- 168 329,97 €	- 26,30 %
2.Charges de personnel	1 515 927,00 €	1 305 614,30 €	- 210 312,70 €	- 13,87 %
3.Autres charges de gestion courante	10 000,00 €	5 854,81 €	- 4 145,19 €	- 41,45 %
4.Opération ordre transfert entre sections	350 000,00 €	240 088,88 €	- 109 911,12€	- 31,40 %
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**2 515 809,00 €**	**2 023 110,02 €**	**- 492 698,98 €**	**- 19,58 %**

- Les charges à caractère général correspondent aux dépenses d'exploitation courantes et aux charges extérieures (471 552,03 €).

  Les dépenses d'exploitation courantes (72 579 €) sont les suivantes :

  - ✓ Fournitures non stockables dont l'eau et l'énergie (20 564 €). Les dépenses d'énergie avaient été surestimées lors du budget prévisionnel (29 994,43 €) en tenant compte de l'implantation du Centre de Supervision qui n'est intervenue que le 1er septembre 2024

- ✓ Les fournitures telles que les bracelets pour remplacer les bracelets usés des déclencheurs de téléassistance lors des opérations de maintenance, les boîtes à clé sécurisées, ainsi que les fournitures diverses [petit outillage, visserie, piles…] (26 853 €)
- ✓ Le carburant, dépense qui a pu être maîtrisée grâce à l'optimisation des déplacements des techniciens installateurs (18 311 €)
- ✓ Les fournitures administratives (5 827 €)
- ✓ Les fournitures d'entretien pour le reconditionnement des dispositifs de téléassistance et le petit équipement (1 024 €)

Concernant les charges extérieures (397 639 €), on retrouve :

- Les dépenses de maintenance informatique et multi-technique (140 715 €)
- Les frais de télécommunication (112 479 €), maîtrisés grâce à l'implémentation de solutions technologiques optimisant les coûts
- Les locations immobilières (achat du bâtiment de Naves au mois de mai 2024) et mobilières [5 véhicules en leasing, copieur, machine à affranchir, fontaine à eau, défibrillateur] (49 896 €)
- Des dépenses relatives à la communication [annonces, participation à des salons, catalogues, publications, objets publicitaires…] (38 001 €)
- Les frais d'affranchissement (25 223 €), dépense plus faible qu'estimée grâce à la dématérialisation progressive des échanges
- Les frais de nettoyage des locaux (14 564 €)
- Les dépenses relatives à l'entretien et aux réparations (bâtiment, espaces verts, véhicules) (8 041 €)
- Ainsi que des dépenses diverses (groupes d'analyse des pratiques, gestion de projet) (8 720 €)

Ces dépenses ont pu être atténuées par rapport au budget prévisionnel grâce au rattachement de la régie aux marchés du Département (maintenance multi-technique, fournitures administratives, entretien des locaux, etc.).

- Le chapitre relatif aux charges de personnel s'élève à 1 305 614,30 €, soit 210 312,70 € de moins que le budget prévisionnel.

Ces dépenses de personnel se décomposent de la façon suivante :

- Salaires, appointements, commissions de base, compléments (650 605 €)
- Cotisations à l'URSSAF (243 400 €)
- Primes et gratifications (87 378 €)
- Indemnités et avantages divers (74 524 €)
- Charges liées aux chèques déjeuner (68 064 €)
- Cotisations aux caisses de retraite (61 457 €)
- Congés payés (53 837 €)
- Cotisations aux mutuelles (38 290 €)
- Autres charges sociales (médecine du travail, pharmacie) (2 979 €)
- Autres charges sociales diverses (25 086 €)
- Autres dépenses [déplacements, frais à des tiers, charges de gestion courante] (311 €)

L'enveloppe, initialement prévue pour les dépenses de personnel (1 515 927 €), n'a pas été entièrement dépensée car l'effectif de la régie n'a pas été au complet pendant l'année 2024. En effet, certains métiers connaissent un fort turn over (*opérateur de Téléassistance : 33 % - chargés d'accueil : 50 %).*

De plus, la revalorisation des rémunérations anticipée sur le budget exécutoire et n'a pas été mise en œuvre sur l'exercice 2024.

Métier	Nombre d'ETP
Chargé d'accueil	6
Responsable chargé d'accueil	1
Opérateur de Téléassistance	12
Technicien logistique	3
Technicien installateur	5
Responsable de plateau d'écoute	1
Adjoint de direction technique	1
Gestionnaire facturation RH et Paie (Régisseur et mandataire suppléant)	2
Evaluateur Caisses de retraite	1,8
TOTAL	**32,8**

- Les autres charges de gestion courantes d'un montant de 5 854,81 € correspondent au renouvellement de licences annuelles. Le budget de la régie n'étant pas éligible au FCTVA, les achats et renouvellements de licences seront désormais imputés en investissement sur le compte 2051 (concessions et droits similaires – licences – brevet-marques- logiciel)
- Enfin, le chapitre Opération d'ordre de transfert entre sections correspond à la dotation aux amortissements du matériel immobilisé [cf. section d'investissement] (240 088 €)

b) Recettes d'exploitation

Recettes d'exploitation	**BUDGET EXECUTOIRE 2024 + DM**	**REALISE 2024**	**Variation Réalisé/Exécutoire 2024**	
1.Atténuations de charges	0,00 €	18 729,64 €	18 729,64 €	
2.Ventes de produits et prestations	2 075 415,00 €	2 119 771,05 €	44 356,05 €	+ 2,13 %
3.Subventions d'exploitation	687 394,00 €	687 394,00 €	0 €	0 %
4.Autres produits de gestion courante	0,00 €	875,25 €	875,25 €	
5.Produits exceptionnels	0,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €	
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**2 762 809,00 €**	**2 834 269,94 €**	**71 460,94 €**	**+ 2,58 %**

- Le chapitre 'Atténuations de charges' correspond aux remboursements des charges des organismes de Sécurité Sociale et de prévoyance. Ces remboursements s'élèvent à 18 729,64 € en 2024.

- Le chapitre 'Ventes de produits et prestations' (2 119 771 €) correspond aux :
  - ✓ Recettes relatives aux abonnements de Téléassistance pour un montant de 1 330 694,67 €. Le montant des factures non recouvrées au 31 décembre 2024 s'élève à 887 €.

Sur l'année 2024, les recettes se décomposent comme suit :

Type d'offre de téléassistance	Nombre de bénéficiaires	Pourcentage	Tarif abonnement mensuel (TTC)	Tarif abonnement mensuel (HT)	Montant de la facturation annuelle (HT)	Nombre de mensualité sur l'année
Téléassistance à domicile						
Téléassistance Filaire (RTC/ADSL/FO)	4 112	63,4%	18 €	15 €	732 076 €	48 805
Téléassistance GSM (2G/3G/4G)	1 965	30,3%	23 €	19,17 €	435 442 €	22 715
Sous-Total Téléassistance à domicile	**6 077**	**93,70%**			**1 167 518 €**	
Equipements optionnels						
Détecteur de chute	912	15%	3,6 €	3 €	30 832 €	
Détecteur de fumée	182	3%	3 €	2,50 €	5 460 €	
Chemin lumineux	135	2,2%	10 €	8,33 €	11 390 €	
Autres capteurs	49	0,8%	4 €	3,34 €	1 993 €	
Sous-Total Equipements optionnels	***1 278***	***21%***			***49 675 €***	
Téléassistance mobile						
Mobi'LIB	320	4,9%	27 €	22,50 €	73 968 €	3 287
Mobilité 1 *(Arrêt commercialisation fin 2022)*	57	0,9%	31 €	25,83 €	22 965 €	889
Mobilité 2 *(Arrêt commercialisation fin 2022)*	23	0,4%	37 €	30,83 €	11 285 €	366
Mobilité 3 *(Arrêt commercialisation fin 2022)*	8	0,1%	46 €	38,33 €	6 171 €	161
Sous-Total Téléassistance mobile	**408**	**6,30%**			**114 389 €**	
TOTAL GENERAL	**6485**	**100%**			**1 331 582 €**	**76 223**

  - ✓ Recettes relatives au contrat de prestations de service avec Partage & Vie pour la gestion de l'exploitation et de l'hébergement du secours informatique de ses 3 structures pour un montant de 363 790 € ;
  - ✓ Recettes liées à la réalisation des visites d'évaluation pour les caisses de retraite pour un montant de 195 702 € ;
  - ✓ Recettes liées au remboursement par le Conseil Départemental des charges de personnel des chargés d'accueil dédiés de la gestion des appels du numéro unique pour un montant de 228 099, 38 € ;
  - ✓ Recettes relatives à la convention de location entre le Département et le Syndicat Mixte Ouvert (SMO) Supervision, et proratisées en rapport avec la date d'ouverture du Centre, pour un montant de 1 485 €.
    Ce montant correspondant au calcul des charges imputables à la régie (Electricité, Eau-Assainissement, Nettoyage des locaux, Maintenance multi-technique, Espaces verts) réalisé au prorata de la surface occupée par le SMO soit une quote-part arrondie à 10 %.

- La subvention d'exploitation correspond à la subvention d'équilibre versée par le Département à la régie au regard du budget exécutoire 2024 (687 394 €).

- Les produits exceptionnels à hauteur de *7 500 €* correspondent à la subvention versée par la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et afférente à la gestion des dossiers orientés par la plateforme nationale 3977, numéro national de signalement des cas de maltraitance envers les personnes âgées et les personnes en situation de handicap vivant à domicile ou en établissement.

Analyse de l'excédent dégagé en 2024

L'exercice 2024 a permis à la régie de dégager un excédent significatif de 632 474,76 €, résultant de plusieurs facteurs, à la fois conjoncturels et structurels :

1. Une prévision budgétaire prudente en raison d'incertitudes sur certaines recettes.
   Lors du vote du budget le 1er décembre 2023, certaines évolutions majeures de l'activité de la régie n'étaient pas encore confirmées, ce qui a conduit à une estimation prudente des recettes :
   - L'absence de prise en compte du contrat de prestations de service avec Partage & Vie, dont la signature est intervenue après l'adoption du budget, a généré des recettes supplémentaires non anticipées pour un montant de 363 790 € ;
   - La reprise de l'activité du pôle évaluateur des caisses de retraite, qui n'était pas encore actée au moment du vote du budget, a également contribué à une hausse des revenus par rapport aux prévisions initiales pour un montant de 195 702 €.

2. Un effort soutenu de maîtrise des dépenses de fonctionnement permettant de limiter la progression des charges et d'optimiser les coûts.
   - Réduction des coûts énergétiques, grâce à l'optimisation des équipements et à une meilleure gestion des infrastructures, et des coûts logistiques, grâce à l'optimisation des déplacements des techniciens-installateurs.
   - Réduction des frais de télécommunications grâce à la mise en place de solutions basées sur le protocole IP (Trunk SIP) et des frais d'affranchissement avec l'amplification de la dématérialisation des échanges.

3. Une activité en forte progression depuis la mise en œuvre du dispositif en Corrèze. La montée en charge du Service public départemental de l'Autonomie (SPDA) et le déploiement des solutions de téléassistance ont entraîné une hausse significative des souscriptions et des prestations réalisées :
   - Le nombre de bénéficiaires des dispositifs de téléassistance a connu une croissance importante *(6 485 au 31/12/2024 contre 6 205 au 31/12/2023)*, générant des recettes supplémentaires *(+ 65 000 €)* ;
   - La mise en place du numéro unique du SPDA a permis une meilleure valorisation des services rendus.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/109

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

REGIE CORREZE AUTONOMIE - COMPTE ADMINISTRATIF 2024

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/109 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Considérant que les dépenses et les recettes réalisées par la Régie Autonome Corrèze Autonomie au cours de l'exercice 2024 s'établissent comme suit :

Compte Administratif 2024	**DEPENSES**	**RECETTES**	**RESULTAT**
Section d'investissement	418 774,04 €	240 088,88 €	- 178 685,16 €
Section d'exploitation	2 023 110,02 €	2 834 269,94 €	811 159,92 €
TOTAL CUMULE	**2 441 884,06 €**	**3 074 358,82 €**	**632 474,76 €**

Article unique : le Compte Administratif 2024 de la régie autonome Corrèze Autonomie est adopté tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Pascal COSTE).

Certifié conforme
Christophe ARFEUILLERE
Vice-Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de publication : 29 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 22192720500601	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT DEPARTEMENTS : COLLECTIVITES TERRITORIALES/EPL DEPARTEMENT DE LA CORREZE

POSTE COMPTABLE DE : Payeur Départemental

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CORREZE AUTONOMIE (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 19
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 20
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 21
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 22
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 23
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTOBF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 25

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 2 023 110,02	G 2 834 269,94	G-A 811 159,92
	Section d'investissement	B 418 774,04	H 240 088,88	H-B -178 685,16
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 0,00 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 2 441 884,06	Q= G+H+I+J 3 074 358,82	=Q-P 632 474,76

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 2 023 110,02	= G+I+K 2 834 269,94	811 159,92
	Section d'investissement	= B+D+F 418 774,04	= H+J+L 240 088,88	-178 685,16
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 2 441 884,06	= G+H+I+J+K+L 3 074 358,82	632 474,76

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
015-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	639 882,00	460 569,00	10 983,03	0,00	168 329,97
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 515 927,00	1 305 614,30	0,00	0,00	210 312,70
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 000,00	5 854,81	0,00	0,00	4 145,19
Total des dépenses de gestion courante		**2 165 809,00**	**1 772 038,11**	**10 983,03**	**0,00**	**382 787,86**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 165 809,00**	**1 772 038,11**	**10 983,03**	**0,00**	**382 787,86**
023	*Virement à la section d'investissement*	*247 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*350 000,00*	*240 088,88*			*109 911,12*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***597 000,00***	***240 088,88***			***356 911,12***
TOTAL		**2 762 809,00**	**2 012 126,99**	**10 983,03**	**0,00**	**739 698,98**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	18 729,64	0,00	0,00	-18 729,64
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 075 415,00	2 119 771,05	0,00	0,00	-44 356,05
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	687 394,00	687 394,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	875,25	0,00	0,00	-875,25
Total des recettes de gestion courante		**2 762 809,00**	**2 826 769,94**	**0,00**	**0,00**	**-63 960,94**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	7 500,00	0,00	0,00	-7 500,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 762 809,00**	**2 834 269,94**	**0,00**	**0,00**	**-71 460,94**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**2 762 809,00**	**2 834 269,94**	**0,00**	**0,00**	**-71 460,94**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	103 700,00	103 276,70	0,00	423,30
21	Immobilisations corporelles	493 300,00	315 497,34	0,00	177 802,66
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**597 000,00**	**418 774,04**	**0,00**	**178 225,96**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**597 000,00**	**418 774,04**	**0,00**	**178 225,96**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**597 000,00**	**418 774,04**	**0,00**	**178 225,96**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*247 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*350 000,00*	*240 088,88*		*109 911,12*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***597 000,00***	***240 088,88***		***356 911,12***
TOTAL		**597 000,00**	**240 088,88**	**0,00**	**356 911,12**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	471 552,03		471 552,03
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 305 614,30		1 305 614,30
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	5 854,81		5 854,81
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*240 088,88*	240 088,88
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 783 021,14**	***240 088,88***	**2 023 110,02**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 023 110,02**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	103 276,70	0,00	103 276,70
21	Immobilisations corporelles (6)	315 497,34	0,00	315 497,34
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**418 774,04**	***0,00***	**418 774,04**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**418 774,04**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	18 729,64		18 729,64
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 119 771,05		2 119 771,05
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	687 394,00		687 394,00
75	Autres produits de gestion courante	875,25		875,25
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	7 500,00	*0,00*	7 500,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**2 834 269,94**	***0,00***	**2 834 269,94**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 834 269,94**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*240 088,88*	*240 088,88*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***240 088,88***	**240 088,88**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**240 088,88**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**639 882,00**	**460 569,00**	**10 983,03**	**0,00**	**168 329,97**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	29 994,43	18 641,68	1 922,54	0,00	9 430,21
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 044,24	1 023,12	0,00	0,00	21,12
6064	Fournitures administratives	21 137,66	5 826,58	0,00	0,00	15 311,08
6066	Carburants	36 248,87	18 310,70	0,00	0,00	17 938,17
6068	Autres matières et fournitures	30 756,80	26 646,02	206,87	0,00	3 903,91
6132	Locations immobilières	27 156,04	27 156,04	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	26 735,20	22 739,07	0,00	0,00	3 996,13
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	253,40	253,40	0,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	3 392,89	2 807,22	0,00	0,00	585,67
61551	Entretien matériel roulant	3 915,30	3 742,04	0,00	0,00	173,26
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 482,76	1 235,63	0,00	0,00	247,13
6156	Maintenance	181 319,30	135 673,42	4 982,61	0,00	40 663,27
618	Divers	6 234,00	5 575,00	0,00	0,00	659,00
6231	Annonces et insertions	430,70	90,00	0,00	0,00	340,70
6233	Foires et expositions	2 964,24	2 470,20	0,00	0,00	494,04
6236	Catalogues et imprimés	8 776,00	8 776,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	27 390,40	20 687,32	225,50	0,00	6 477,58
6238	Divers	1 968,00	1 640,00	0,00	0,00	328,00
6251	Voyages et déplacements	6 612,62	3 482,87	0,00	0,00	3 129,75
6257	Réceptions	664,81	632,81	0,00	0,00	32,00
6261	Frais d'affranchissement	39 044,34	23 891,56	0,00	0,00	15 152,78
6262	Frais de télécommunications	145 639,60	109 376,00	3 102,26	0,00	33 161,34
6283	Frais de nettoyage des locaux	18 124,26	14 563,97	0,00	0,00	3 560,29
62878	Remb. frais à des tiers	46,14	14,64	0,00	0,00	31,50
6288	Autres	3 550,00	2 600,00	543,25	0,00	406,75
6353	Impôts indirects	250,00	174,00	0,00	0,00	76,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	14 750,00	2 539,71	0,00	0,00	12 210,29
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 515 927,00**	**1 305 614,30**	**0,00**	**0,00**	**210 312,70**
6411	Salaires, appointements, commissions	707 537,19	650 604,14	0,00	0,00	56 933,05
6412	Congés payés	99 082,86	53 836,02	0,00	0,00	45 246,84
6413	Primes et gratifications	147 404,99	87 377,22	0,00	0,00	60 027,77
6414	Indemnités et avantages divers	96 725,21	74 523,67	0,00	0,00	22 201,54
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	252 312,28	243 399,41	0,00	0,00	8 912,87
6452	Cotisations aux mutuelles	39 719,86	38 289,87	0,00	0,00	1 429,99
6453	Cotisations aux caisses de retraites	67 213,93	61 456,41	0,00	0,00	5 757,52
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 573,70	2 978,08	0,00	0,00	595,62
6478	Autres charges sociales diverses	33 694,58	25 085,98	0,00	0,00	8 608,60
648	Autres charges de personnel	68 662,40	68 063,50	0,00	0,00	598,90
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10 000,00**	**5 854,81**	**0,00**	**0,00**	**4 145,19**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	9 900,00	5 848,05	0,00	0,00	4 051,95
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	100,00	6,76	0,00	0,00	93,24
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**2 165 809,00**	**1 772 038,11**	**10 983,03**	**0,00**	**382 787,86**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**2 165 809,00**	**1 772 038,11**	**10 983,03**	**0,00**	**382 787,86**
023	***Virement à la section d'investissement***	***247 000,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***350 000,00***	***240 088,88***			***109 911,12***

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*350 000,00*	*240 088,88*			*109 911,12*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***597 000,00***	***240 088,88***			***356 911,12***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***597 000,00***	***240 088,88***			***356 911,12***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 762 809,00**	**2 012 126,99**	**10 983,03**	**0,00**	**739 698,98**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**18 729,64**	**0,00**	**0,00**	**-18 729,64**
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	18 729,64	0,00	0,00	-18 729,64
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***2 075 415,00***	***2 119 771,05***	***0,00***	***0,00***	***-44 356,05***
706	Prestations de services	*1 870 236,00*	*1 890 186,67*	*0,00*	*0,00*	*-19 950,67*
70871	Remb. frais par coll. de rattachement	*30 179,00*	*228 099,38*	*0,00*	*0,00*	*-197 920,38*
70878	Remb. frais par des tiers	*175 000,00*	*1 485,00*	*0,00*	*0,00*	*173 515,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**687 394,00**	**687 394,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	Subventions d'exploitation	687 394,00	687 394,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**875,25**	**0,00**	**0,00**	**-875,25**
7588	Autres	0,00	875,25	0,00	0,00	-875,25
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 762 809,00**	**2 826 769,94**	**0,00**	**0,00**	**-63 960,94**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**7 500,00**	**0,00**	**0,00**	**-7 500,00**
7748	Subventions exceptionnelles des tiers	0,00	7 500,00	0,00	0,00	-7 500,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 762 809,00**	**2 834 269,94**	**0,00**	**0,00**	**-71 460,94**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 762 809,00**	**2 834 269,94**	**0,00**	**0,00**	**-71 460,94**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**103 700,00**	**103 276,70**	**0,00**	**423,30**
2051	Concessions et droits assimilés	103 276,70	103 276,70	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	423,30	0,00	0,00	423,30
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**493 300,00**	**315 497,34**	**0,00**	**177 802,66**
2153	Installations à caractère spécifique	375 712,68	251 570,11	0,00	124 142,57
2181	Installat° générales, agencements	30 300,00	19 279,13	0,00	11 020,87
2183	Matériel de bureau et informatique	87 287,32	44 648,10	0,00	42 639,22
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**597 000,00**	**418 774,04**	**0,00**	**178 225,96**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**597 000,00**	**418 774,04**	**0,00**	**178 225,96**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**597 000,00**	**418 774,04**	**0,00**	**178 225,96**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***247 000,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***350 000,00***	***240 088,88***		***109 911,12***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*10 136,26*	*10 136,26*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*24 838,00*	*24 838,00*		*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*289 470,78*	*179 559,66*		*109 911,12*
28181	*Installations générales, agencements*	*4 313,11*	*4 313,11*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*352,71*	*352,71*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*19 425,48*	*19 425,48*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*1 463,66*	*1 463,66*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***597 000,00***	***240 088,88***		***356 911,12***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***597 000,00***	***240 088,88***		***356 911,12***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**597 000,00**	**240 088,88**	**0,00**	**356 911,12**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500 €	01/12/2023

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5	01/12/2023
L	Concessions et droits similaires, brevets, licences et marques	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations incorporelles	5	01/12/2023
L	Travaux aux bâtiments, constructions	30	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	15	01/12/2023
L	Installations générales, agencements et aménagements divers	10	01/12/2023
L	Matériel de transport - véhicules légers	5	01/12/2023
L	Matériel informatique	5	01/12/2023
L	Matériel de bureau	8	01/12/2023
L	Mobilier	10	01/12/2023
L	Matériel de téléphonie	5	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	10	01/12/2023
L	Autres immobilisations corporelles	5	01/12/2023
L	Installations à caractère spécifique	3	01/12/2023
L	Installations à caractère spécifique	5	01/12/2023
L	Matériel et outillage industriel	5	01/12/2023
L	Autres installations techniques	8	01/12/2023

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**597 000,00**	**240 088,88**	**0,00**	**240 088,88**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**597 000,00**	**240 088,88**	**0,00**	**240 088,88**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**			**0,00**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**0,00**			**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**240 088,88**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**597 000,00**	**III 240 088,88**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**597 000,00**	**240 088,88**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*10 136,26*	*10 136,26*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*24 838,00*	*24 838,00*
28154	*Matériel industriel*	*289 470,78*	*179 559,66*
28181	*Installations générales, agencements*	*4 313,11*	*4 313,11*
28182	*Matériel de transport*	*352,71*	*352,71*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*19 425,48*	*19 425,48*
28184	*Mobilier*	*1 463,66*	*1 463,66*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*247 000,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
10/01/2024	2024M00122 - BFV-Matériel bureau, informatique et téléphonique	5 201,00	0,00	1
10/01/2024	2024O00040 - BFV-Concessions et droits assimilés	2 450,00	0,00	1
11/03/2024	2024M00221 - 100 LUNA 4G + 50 boîtes à clés-SOLEM	25 712,50	4 158,00	5
18/03/2024	2024M00230 - 120 bracelets détecteurs chutes INTERVOX VIBBY OAK	6 984,00	1 102,00	5
26/03/2024	2024M00225 - 100 kits Qeasy life Corrèze+906-LEGRAND	17 567,00	2 697,00	5
08/04/2024	2024M00143 - 3 ordi. bureau HP Pro 400 G9 Mini Core i3 13100T	1 722,00	251,00	5
08/04/2024	2024M00144 - 2 ordi. portables HP ProBook 455 G10 AMD Ryzen	1 402,00	205,00	5
08/04/2024	2024M00145 - 8 écrans PC Dell P2422H 23.8" 1980x1080 IPS	1 199,00	175,00	5
10/04/2024	2024M00141 - Matériel pare-feu FortiGate 40F-ACS-IT	829,05	119,00	5
10/04/2024	2024M00142 - Commutateur HPE Aruba Instant On 1930 24G 4SFP/SFP	795,05	115,00	5
24/04/2024	2024M00222 - 50 LUNA VOIP + 100 LUNA 4G-SOLEM	33 606,50	4 627,00	5
16/05/2024	2024B00113 - Salle d'écoute-Panneaux acoustiques	19 279,13	1 210,00	10
05/06/2024	2024M00223 - 50 détecteurs de mouvement ENOCEAN sans fil-REXEL	2 191,47	251,00	5
05/06/2024	2024M00224 - 25 Micro Smart Plug ENOCEAN & mesure de consommat°	927,04	106,00	5
06/06/2024	2024M00218 - 10 kits Otono-me actimétrie et 10 capteurs de lit	7 010,00	800,00	5
12/06/2024	2024M00231 - 10 Careium 450+10 Abby+10 housses+240 SIM-CAREIUM	2 578,00	476,00	3
12/06/2024	2024M00232 - 30 Abby+20 housses de protection+360 SIM-CAREIUM	4 324,00	799,00	3
12/06/2024	2024M00233 - 50 Abby+30 housses de protection-CAREIUM	4 840,00	894,00	3
14/06/2024	2024M00220 - 50 LUNA VOIP + 50 LUNA 4G-SOLEM	19 325,00	2 122,00	5
25/06/2024	2024M00219 - 40 capteur 4D détecteur de chute-VAYYAR	8 690,00	902,00	5
01/07/2024	2024O00052 - Logiciel CYTADEL V3 (Régie)-WISY	49 072,00	4 933,00	5
15/07/2024	2024M00226 - 100 KIT LUNA VOIP + 50 KIT LUNA 4G-SOLEM	26 775,00	2 487,00	5
26/07/2024	2024M00227 - 60 bracelets détecteurs chutes Solem ST3 VIBBY OAK	3 504,00	304,00	5
31/07/2024	2024M00228 - 50 kits NOVO IP/4G VoLTE-LEGRAND	11 400,00	959,00	5
01/08/2024	2024O00056 - Logiciel CYTADEL V3 (Régie)-WISY	9 814,40	820,00	5
01/09/2024	2024O00064 - Logiciel CYTADEL V3 (Régie)-WISY	9 814,40	654,00	5
05/09/2024	2024M00229 - 60 bracelets détecteurs chutes Solem ST3 VIBBY OAK	3 503,00	225,00	5
17/09/2024	2024M00234 - 50 Abby+10 housses de protection+600 SIM-CAREIUM	7 020,00	677,00	3
30/09/2024	2024M00235 - 5 Smile Fall Kit 869 MHZ-LEGRAND CARE	325,00	16,00	5
01/10/2024	2024O00068 - Logiciel CYTADEL V3 (Régie)-WISY	9 814,40	493,00	5
02/10/2024	2024M00217 - BFV-Installations à caractère spécifique	5 731,60	0,00	1
08/10/2024	2024M00237 - 60 bracelets détecteurs chutes Solem ST3 VIBBY OAK	3 503,00	162,00	5
01/11/2024	2024O00070 - Système et licences AVAYA-T2I TELECOM	2 682,70	89,00	5
01/11/2024	2024O00072 - Logiciel CYTADEL V3 (Régie)-WISY	9 814,40	327,00	5
12/11/2024	2024M00330 - 50 LUNA VOIP + 50 LUNA 4G-SOLEM	19 325,00	528,00	5
14/11/2024	2024M00336 - 5 LUNA mobile-SOLEM	1 305,00	57,00	3

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/12/2024	2024O00073 - Logiciel CYTADEL V3 (Régie)-WISY	9 814,40	166,00	5
02/12/2024	2024M00368 - Déploiemt Infra Backup:Frontal Multiprotocole RNIS	33 500,00	549,00	5
05/12/2024	2024M00375 - 60 bracelets détecteurs chutes Solem ST3 VIBBY OAK	3 503,00	51,00	5
10/12/2024	2024M00385 - 50 Abby+10 housses de protection+600 SIM-CAREIUM	7 020,00	140,00	3
10/12/2024	2024M00386 - 50 LUNA 4DUAL M4R V1.0-SOLEM	12 450,00	149,00	5
10/12/2024	2024M00387 - 50 LUNA 4DUAL M4R V1.0-SOLEM	12 450,00	149,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**418 774,04**	**34 944,00**	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 37
VOTES :
Pour : 37
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 05/03/2025

Présenté par (1) le Président du Conseil Départemental,
A Tulle le 11/04/2025
(1) le Président du Conseil Départemental,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Tulle, le 11/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

ARFEUILLERE Christophe	
AUDEGUIL Agnés	
BARTOUT Audrey	
BOISSIERAS Pascale	
BOUCHETEIL Emilie	
BOUNIE Julien	
BOUZON Christian	
BUISSON Patricia	
CHAMBON Sophie	
CHIRAC Claude	
COMBES Bernard	
COMBY Francis	
CORNELISSEN Jacqueline	
DARTHOU Laurent	
DELPECH Jean-Jacques	
DUBOST Ghislaine	
DUCHAMP Sébastien	
LABBAT Jean-François	
LAUGA Jean-Jacques	
LESCURE Philippe	
MARSALEIX Didier	

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

MAURIN Sandrine	
MEUNIER Frédérique	
MONTEIL Anthony	
PADILLA-RATELADE Marilou	
PETIT Christophe	
PEYRET Franck	
ROBINET Rosine	
ROME Hélène	
SOLER Gérard	
TAGUET Jean-Marie	
TAURISSON Valérie	
TAYSSE Annick	
TROYA Sonia	
VALLEE Stéphanie	
VIDAL Marie Laure	
ZIOLO Eric	

Certifié exécutoire par (1) le Président du Conseil Départemental, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : l'Assemblée.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2024_CA_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS - ETAT DU PERSONNEL	C1.1

C1.1 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

EMPLOIS	EMPLOIS CDI A TEMPS COMPLET	EMPLOIS CDI A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	EMPLOIS CDD A TEMPS COMPLET	EMPLOIS CDD A TEMPS NON COMPLET	TOTAL
Adjoint de Direction technique	1		1			
Chargé d'accueil	5		5			
Chargé de développement et communication - Référent chargé d'accueil	1		1			
Chef de plateau d'écoute	1		1			
Evaluateur social	2	1	3			
Installateur	5		5			
Logisticien	2		2			
Opérateur de téléassistance	13		13			
Régisseur gestionnaire facturation RH paie	1		1			
TOTAL GENERAL	**31**	**1**	**32**	**0**	**0**	**0**

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-2025_BP_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 23/04/2025

CD.2025.04.11/110

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

RÉGIE CORRÈZE AUTONOMIE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le budget primitif 2025 de la régie s'inscrit dans un contexte d'évolution des besoins en matière de téléassistance et d'accompagnement des publics fragiles. Il vise à garantir la qualité et l'accessibilité des services tout en assurant la soutenabilité financière de la structure. L'enjeu principal est d'assurer une réponse adaptée aux attentes croissantes des usagers et des partenaires institutionnels, tout en consolidant les moyens humains et matériels nécessaires au bon fonctionnement du service.

L'année 2025 marque une étape importante avec le déploiement de nouvelles offres de service destinées à renforcer la sécurité et l'autonomie des bénéficiaires. Depuis le 1er janvier, la régie a enrichi son catalogue avec l'intégration de solutions innovantes telles que la téléassistance hybride, la détection des chutes par capteurs intelligents 4D, un dispositif d'analyse de l'activité permettant d'anticiper les situations anormales ainsi qu'une solution applicative de Téléassistance. Ces évolutions s'inscrivent dans une dynamique plus large d'amélioration continue des services et de modernisation des outils de prise en charge.

Le budget présenté traduit les orientations stratégiques définies pour les prochaines années, en intégrant les objectifs de développement de ces nouvelles offres, l'adaptation aux innovations technologiques et la consolidation du modèle économique de la régie. Il prend en compte les impératifs d'équilibre budgétaire tout en permettant un renforcement des actions de prévention et de soutien aux publics les plus vulnérables.

Ce rapport met en lumière les principaux postes de dépenses et de recettes, les perspectives de croissance du service ainsi que les enjeux financiers liés à l'évolution de l'activité. Il vise également à identifier les leviers d'optimisation des ressources et les pistes de développement pour assurer la pérennité et l'efficacité du dispositif de téléassistance.

La proposition de budget pour l'exercice 2025 est la suivante :

Budget Primitif 2025	DEPENSES	RECETTES
Section d'investissement	1 066 685,16 €	1 066 685,16 €
Section d'exploitation	3 200 000,00 €	3 200 000,00 €
TOTAL	4 266 685,16 €	4 266 685,16 €

I – SECTION D'INVESTISSEMENT

Section d'investissement	BUDGET EXECUTOIRE 2024	CA 2024	BUDGET PRIMITIF 2025
Dépenses	597 000,00 €	418 774,04 €	1 066 685,16 €
Recettes	597 000,00 €	240 088,88 €	1 066 685,16 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	0,00 €	- 178 685,16 €	0,00 €

a) Dépenses d'investissement – 1 066 685,16 €

Le montant total des dépenses pour l'exercice 2025 est de 1 066 685,16 €. Il se décompose de la manière suivante :

Chapitre 20 (immobilisations incorporelles) : le montant est estimé à 228 000 € et comprend notamment :

- Des frais de licences pour un montant de 35 000 €,
- Des frais relatifs à l'extension des garanties serveurs de l'infrastructure de Naves en lien avec une volonté d'étendre la durée d'amortissement de ces équipements (Passage de 5 ans à 7 ans) pour un montant estimé à 46 000 €,
- La poursuite de la modernisation de l'outil métier de gestion Cytadel, avec le développement de nouveaux modules sur l'année 2025 (module de gestion des supports techniques, gestion du matériel et des stocks, interfaces entre l'outil métier et l'outil de réception et de traitement des appels d'urgence), pour un montant de 147 000 €.

Chapitre 21 (immobilisations corporelles) : le montant est estimé à 660 000 € et comprend notamment :

- L'acquisition du matériel de téléassistance, pour assurer le renouvellement du matériel vétuste (plus de 7 ans) et les nouvelles installations avec le déploiement des nouvelles solutions (Capteurs radar 4D, application smartphone de Téléassistance, Suivi d'activité de l'usager et détection d'anomalies, transmetteurs hybrides) pour un montant de 617 000 €,
- L'acquisition de matériels téléphonique et bureautique nécessaires à la mise en œuvre des postes de travail dédiés au numéro unique ainsi qu'au renouvellement du matériel vétuste pour un montant de 43 000 €.

Chapitre 001 : Reprise du résultat déficitaire constaté à l'issue de l'exercice 2024 sur la section d'investissement : 178 685,16€.

b) Recettes d'investissement – 1 066 685,16 €

Les recettes d'investissement du budget annexe de Corrèze Autonomie reposent principalement sur trois sources :

- L'amortissement du matériel immobilisé (matériel de téléassistance, matériel bureautique et informatique, licences, développement logiciel métier), calculé en année pleine à compter du 1er janvier suivant la mise en service des immobilisations : 260 000 € (chapitre 040),
- L'affectation d'une partie du résultat d'exploitation de l'année précédente, qui s'élève à 178 685,16 € (compte 1068),
- Le virement de la section d'exploitation, permettant de contribuer au financement des investissements, pour un montant de 628 000 € (chapitre 021).

Principe d'amortissement et impact sur l'exercice 2025

Le budget annexe de Corrèze Autonomie propose un amortissement en année pleine en aménagement de la règle du prorata temporis. Ainsi, toute immobilisation mise en service au cours d'une année donnée est amortie intégralement à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Pour l'exercice 2025, cela signifie que l'amortissement porte sur :

- Les immobilisations corporelles (matériel de téléassistance, matériel bureautique et informatique, mobilier, etc.) et incorporelles (licences, logiciels et applications, etc.) acquises en 2024, pour lesquelles 2025 marque la première année complète d'amortissement,
- Les immobilisations corporelles et incorporelles antérieures non totalement amorties, poursuivant leur plan d'amortissement selon les modalités établies.

Cette approche garantit une gestion budgétaire cohérente et prévisionnelle des ressources d'investissement, en assurant un lissage des dotations d'amortissement tout en sécurisant le financement du renouvellement du matériel immobilisé.

Sont présentées en annexe de ce rapport les durées d'amortissement des biens immobilisés par la régie.

II– SECTION D'EXPLOITATION

a) Dépenses d'exploitation – 3 200 000 €

Dépenses d'exploitation	BUDGET EXECUTOIRE 2024	CA 2024	BUDGET PRIMITIF 2025
Charges à caractères général (011)	639 882,00 €	471 552,03 €	650 000,00 €
Charges de personnel (012)	1 515 927,00 €	1 305 614,30 €	1 622 000,00 €
Autres charges de gestion courante (65)	10 000,00 €	5 854,81 €	20 000,00 €
Charges exceptionnelles (67)	- €	- €	20 000,00 €
Opération ordre transfert entre sections (042)	350 000,00 €	240 088,88 €	260 000,00 €
Virement à la section d'investissement (023)	247 000,00 €		628 000,00 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 762 809,00 €	2 023 110,02 €	3 200 000,00 €

Charges à caractère général (chapitre 011)

Les charges à caractère général sont estimées à 650 000 € et couvrent divers postes de dépenses essentielles à l'activité de la régie, notamment :

- Les fournitures non stockables (électricité, eau) : 23 650 € *(rappel : 20 564 € en 2024)*
  Suite à l'implantation du Centre de Supervision Départemental sur le site de Naves en 2024, une augmentation du coût de fourniture en électricité est envisagée, notamment pour l'alimentation des serveurs, de la climatisation et du mur d'écrans.
- Le Carburant et la flotte automobile : 24 000 €
  Actuellement, la régie dispose de 9 véhicules de service. En 2025, un 10ème véhicule sera intégré pour absorber la charge d'activité supplémentaire.
- L'ensemble des contrats de maintenance et d'entretien des installations *(informatique – infrastructure et logiciels, multi-technique et vérifications obligatoires)* : 125 000 €
- Les actions de communication nécessaires pour valoriser le service *(Insertions presse, campagnes d'affichage panneaux publicitaires et abribus, spots radios, participation événements, impression documentation)* : 30 000 €
- Les frais de télécommunication liés à la fourniture de services Télécom *(abonnement Box Internet et lignes SDA, Abonnement et consommation canaux SIP et numéros verts, renouvellement abonnement cartes SIM intégrées aux transmetteurs de téléassistance GSM/GPRS)* et de liens d'interconnexion *(Fibre Optique, Trunk SIP, Lien de secours, etc.)* pour 126 300 €

Charges de personnel (chapitre 012)

La masse salariale pour l'année 2025 est estimée à 1 622 000€. Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'application d'une revalorisation de rémunérations s'appuyant sur les qualifications, sur l'expérience et les performances des agents de la régie, avec une mise en œuvre effective à compter du 1er avril 2025.
- La création de nouveaux postes pour accompagner la montée en charge des activités et répondre aux besoins croissants du service.
  - ✓ Évaluateur social : La montée en charge des commandes de la CARSAT justifie la création d'un poste supplémentaire. Ce poste représente un coût annuel estimé à 42 000 €.
  - ✓ Technicien installateur : Afin d'absorber l'augmentation des interventions techniques en lien avec le plan d'actions commercial, un poste de technicien installateur est provisionné à compter du 2nd semestre 2025 pour un coût de 20 000 €.

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont estimées à 20 000 € et permettent de couvrir les frais bancaires et des frais informatiques.

Les charges exceptionnelles (chapitre 67) couvrent les éventuelles annulations et réductions de titres émis sur l'exercice 2024. Une inscription de 20 000 € est prévue à ce titre au budget 2025.

L'opération d'ordre de transfert entre sections (chapitre 042) correspond à la dotation aux amortissements du matériel immobilisé (Cf. section d'investissement), à hauteur de 260 000 €.

Le virement à la section d'investissement (chapitre 023), pour un montant de 628 000,00 €, permet de financer les investissements prévus en 2025.

c) Recettes d'exploitation

Recettes d'exploitation	BUDGET EXECUTOIRE 2024	CA 2024	BUDGET PRIMITIF 2025
Atténuations de charges (013)	0,00 €	18 729,64 €	13 000,00 €
Ventes de produits et prestations (70)	2 075 415,00 €	2 119 771,05 €	2 546 975,24 €
Subventions d'exploitation (74)	687 394,00 €	687 394,00 €	0,00 €
Autres produits de gestion courante (75)	0,00 €	875,25 €	50,00 €
Produits exceptionnels (77)	0,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €
Reprise de l'excédent 2024 (002)			632 474,76 €
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 762 809,00 €	2 834 269,94 €	3 200 000,00 €

L'évaluation des recettes d'exploitation pour l'année 2025 repose sur plusieurs sources de revenus, intégrant les prestations facturées et les compensations financières attendues.

Atténuation de charges (chapitre 013) – 13 000 €
Une estimation de 13 000 € est prévue à ce titre en remboursement de charges des organismes de Sécurité sociale et prévoyance.

Ventes de produits et prestations (chapitre 70) – 2 546 975,24 €

Le calcul de ces recettes repose sur les éléments suivants :

- La refacturation de la masse salariale des chargés d'accueil au budget principal de la Direction de l'Autonomie-MDPH à hauteur de 276 650 €,
- Les recettes liées à l'activité d'évaluation dans le cadre de l'élaboration de plans d'aide pour les Caisses de retraites (FPE, CARSAT et EDF) et estimée à 220 000 € en 2025 *(Rappel : 195 702 € en 2024)* soit + 12% en lien avec le poste supplémentaire créé en 2025. Le nombre d'évaluations pour 2025 est estimé à 1 640 pour un tarif unitaire de 134 €,
- La reconduction de la recette liée à la gestion de l'exploitation (réception, traitement des appels d'urgence et supervision à distance des équipements de Téléassistance) et à la prestation d'hébergement informatique dans le cadre du contrat de prestations de service avec la Fondation Partage & Vie pour un montant de 363 790 €,
- Les recettes liées aux abonnements de Téléassistance estimées à 1 650 000 € soit une recette supplémentaire de 319 306 € (Rappel 2024 : 1 330 694,67 €), qui s'explique par :
  - La révision tarifaire des abonnements *(ci-dessous)* au 1er janvier 2025 pour 240 000 €,

	Tarifs 2024		Tarifs 2025	
OFFRES DOMICILE				
OFFRE DE BASE	Abonnement mensuel	Frais d'installation	Abonnement mensuel	Frais de dossier
OFFRE SECURITE	18,00 €	15,00 €	22,00 €	30,00 €
OFFRE SECURITE GSM	23,00 €	15,00 €	25,00 €	30,00 €
OFFRE SERENITE	30,00 €	26,00 €	38,00 €	40,00 €
OFFRES MOBILITE				
	Abonnement mensuel	Frais d'installation	Abonnement mensuel	Frais de dossier
OFFRE MOBI'LIB	27,00 €	15,00 €	27,00 €	30,00 €

Estimation de la recette générée par la revalorisation du tarif des abonnements :

- 3 845 contrats correspondants à l'offre Sécurité qui connait une hausse de +4€ mensuels, soit une hausse annuelle prévisible de 184 560 €, à nombre de contrats constant,
- 1 890 contrats correspondants à l'offre Sécurité GSM qui connait une hausse de + 2 € mensuels, soit une hausse annuelle prévisible de 45 360 €, à nombre de contrats constant,
- 105 contrats correspondants à l'offre Sécurité Sérénité qui connait une hausse de + 8 € mensuels, soit une hausse annuelle prévisible de 10 080 €, à nombre de contrats constant.

- La mise en œuvre d'un plan d'actions commercial permettant l'apport de recettes supplémentaires à hauteur de 80 000 €.
  - ✓ De l'objectif d'augmentation du nombre d'abonnements, avec un objectif de 1890 nouvelles installations sur l'année, soit 200 installations supplémentaires par rapport à 2024, auprès d'une population cible à domicile et en établissement
  - ✓ De la transformation des abonnements existants vers des offres enrichies notamment lors des opérations de maintenance du matériel. Environ 270 transformations pourraient intervenir en 2025.

- Développement des offres Équilibre et Sérénité en établissement, qui répondent à un besoin spécifique de sécurisation et d'alerte sans nécessiter de transmetteur.

Ce développement repose sur des actions ciblées et des investissements marketing stratégiques, notamment :

- ✓ Intensification des campagnes de sensibilisation auprès des prescripteurs et du grand public (réunions de présentation, campagnes radio, affichage, insertions presse, impression de flyers).
- ✓ Développement et promotion d'un site de souscription en ligne, facilitant l'adhésion et améliorant la visibilité de l'offre.
- ✓ Renforcement des partenariats avec les établissements accueillant des personnes âgées et en situation de handicap, pour leur proposer des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques.
- ✓ Optimisation des parcours d'équipement et de maintenance pour accélérer les transformations vers des offres enrichies et maximiser la satisfaction des usagers.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une dynamique de croissance maîtrisée, visant à atteindre un taux de pénétration de 25 % auprès de la population de plus de 75 ans d'ici 2027 (contre 18% actuellement) afin d'assurer la pérennité financière du service.

– Les recettes liées à la gestion des appels en provenance des dispositifs de Protection de Travailleurs Isolés mis à disposition de la DASFI et du service des routes pour un montant de 27 360 €.

Produits exceptionnels (chapitre 77)

Les produits exceptionnels correspondent à la subvention versée par la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), dans le cadre de la gestion des dossiers orientés par la plateforme nationale 3977 pour un montant estimé à 7 500 €.

L'ensemble de ces éléments permet d'établir une projection budgétaire réaliste et cohérente avec les objectifs fixés pour l'année 2025.

Sur la base de ces éléments, je demande à l'assemblée de bien vouloir adopter le budget prévisionnel de la régie autonome.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/110

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

RÉGIE CORRÈZE AUTONOMIE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/110 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : voté par nature, par section et globalement, le Budget Primitif de Corrèze Autonomie pour 2025 est adopté selon le document joint et s'équilibre ainsi :

Budget Primitif 2025	DEPENSES	RECETTES
Section d'investissement	1 066 685,16 €	1 066 685,16 €
Section d'exploitation	3 200 000,00 €	3 200 000,00 €
TOTAL	4 266 685,16 €	4 266 685,16 €

Article 2 : sont approuvées les durées d'amortissement présentées en annexe.

Article 3 : est fixé un seuil unitaire d'amortissement à 500 € en deçà duquel les biens de faible valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

Article 4 : dans la logique d'une approche par enjeux, est aménagée la règle du prorata temporis avec un amortissement calculé en année pleine à compter du 1er janvier de l'année suivant la date de mise en service pour l'ensemble des immobilisations du budget annexe de Corrèze Autonomie.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 34 voix pour, 4 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 23 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°019-221927205-20250411-2025_BP_CAUTO-BF
Date de publication : 29 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

BUDGET ANNEXE CORREZE AUTONOMIE - DUREES D'AMORTISSEMNT

CATEGORIE DE BIENS	DUREE D'AMORTISSEMENT	Imputation NOMENCLATURE M4 (Dérogation à l'amortissement en prorata temporis)
Immobilisations incorporelles		
Frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation	5 ans	2031-2033
Concessions et droits similaires, brevets, licences et marques	5 ans	2051
Autres immobilisations incorporelles	5 ans	2088
Immobilisations corporelles		
Travaux aux bâtiments, constructions	30 ans	2131-2138
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	15 ans	2135
Installations à caractère spécifique	3 ans/5 ans/7 ans	2153
Matériel et outillage industriel	5 ans	2154-2155
Autres installations techniques	8 ans	2158
Installations générales, agencements et aménagements divers	10 ans	2181
Matériel de transport - véhicules légers	5 ans	2182
Matériel de bureau, matériel informatique, matériel de téléphonie	5 ans/8 ans	2183
Mobilier	10 ans	2184
Autres immobilisations corporelles	5 ans/10 ans	2188
Montant unitaire en dessous duquel les immobilisations de faible valeur ou de consommation rapide s'amortissent sur 1 an : 500 € TTC		

Accusé de réception en préfecture
019-221927205-20250411-CD2025_BP_CAUTO-BF
Date de réception préfecture : 25/04/2025

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/111

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

VOTE DES TAUX 2025 : TAUX DE RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT

RAPPORT

La taxe d'aménagement est entrée en vigueur le 1er mars 2012 par délibération du Conseil Départemental du 4 novembre 2011, au taux de 1 %. Ce taux est inchangé depuis cette date.

Cette taxe aide au financement, d'une part de toutes les opérations pouvant s'inscrire dans le cadre de la politique des espaces naturels sensibles et d'autre part au fonctionnement du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE).

L'article 101 de la loi de Finances pour 2017 a posé de fixer un nouveau taux de répartition de la taxe d'aménagement ou de reconduire le taux de répartition existant à l'Assemblée Délibérante.

Pour 2024, la participation financière de 200 121,65 € du Conseil Départemental destinée au CAUE s'établissait sur l'application d'un taux de répartition de 18,17 % des recettes de la taxe d'aménagement perçues en 2023 à savoir 1 101 384,95 €.

Ce partenariat vise à accompagner cette structure dans ses missions auprès des particuliers et des collectivités locales.

La recette issue de la taxe d'aménagement perçue au titre de 2024 s'élève à 593 900,41 € (soit une diminution de - 46 % par rapport à 2023), et le taux de répartition de la taxe d'aménagement à voter pour 2025 est proposé comme suit :

- ✓ 33,68 % pour le CAUE (soit 200 025,66 €),
- ✓ 66,32 % pour le financement des actions entrant dans le cadre de la politique des Espaces Naturels Sensibles.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/111

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

VOTE DES TAUX 2025 : TAUX DE RÉPARTITION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/111 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : l'Assemblée délibérante approuve la répartition du taux de la Taxe d'Aménagement applicable depuis le 1er mars 2012 et votée au taux de 1 % comme suit :

- 33,68 % pour le CAUE, (soit 200 025,66 €),
- 66,32 % pour le financement des actions entrant dans le cadre de la politique des Espaces Naturels Sensibles.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15689-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/112

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

SYSTÈMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITÉ - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

La transformation numérique continue d'être un levier stratégique incontournable pour renforcer l'efficience de la collectivité et la performance du service rendu aux usagers.

La digitalisation des processus internes et la modernisation des outils informatiques offrent ainsi des opportunités considérables s'inscrivant dans la démarche d'amélioration continue de l'administration corrézienne. L'ambition est de bâtir une organisation plus agile, plus performante et résolument tournée vers l'avenir.

Dans ce cadre, la Direction des Systèmes d'Information de la collectivité pilote la conception, la mise en œuvre et assure la disponibilité des logiciels permettant aux agents du département d'assurer leurs missions auprès des corréziens.

Afin d'accompagner cette dynamique, je vous propose d'affecter 6 260 000 € de crédits de paiement, dont 4 187 000 € en investissement et 2 073 000 € au titre du fonctionnement.

I. DIGITALISATION DE L'ADMINISTRATION : 1 976 300 € en investissement et 874 256 € en fonctionnement

A. MODERNISATION DES OUTILS DE GESTION DES SOLIDARITES : 833 204 € en investissement

Lancé mi-2023, le projet de refonte des outils liés à la gestion des solidarités rentre cette année dans sa phase de déploiement. Le périmètre de ce nouveau système d'information prévoit une couverture large des actions du Département en matière d'action sociale, de protection de l'enfance, de la politique liée à l'insertion, de l'aide au logement ou encore des métiers de l'autonomie. Ces outils sont utilisés au quotidien par plus de 400 agents de la collectivité et représentent une avancée majeure pour l'efficacité des services concernés.

B. DE NOUVEAUX SERVICES POUR LES CORREZIENS : 201 900 € en investissement

Le Département continue ses investissements dans de nouveaux services à destination de la population corrézienne :

– Mise en place d'un outil logiciel permettant l'harmonisation des pratiques d'accueil au sein des différents sites du Département : 60 000 €,
– Finalisation du nouveau site internet pour les Archives Départementales : 25 900 €,
– Dématérialisation de la billetterie du Château de Sédières et mise en place d'un nouveau parcours numérique au Musée Henri Queuille de Neuvic : 36 000 €,
– Acquisition de solutions logicielles en support de la politique de prévention de la perte d'autonomie portée par Corrèze Autonomie : 30 000 € en investissement,
– Création de nouvelles Maisons du Département : 5 000 € en investissement.

Le Département poursuit par ailleurs la consolidation de ses outils de restitution cartographique en support des projets menés, en particulier dans le domaine de la transition énergétique (Gestion de la ressource en eau, schéma de mobilités douces Voies Vertes Pâles), tout comme sa politique de traitement de la donnée, pour un total de 45 000 € en investissement.

C. EFFICIENCE DES SERVICES : 467 026 € en investissement

De nombreux chantiers ont été lancés et continueront à être portés sur 2025 :

- Le nouvel outil de gestion de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) sera mis en place cette année après le travail entamé dès 2024 : 110 000 € en investissement,
- L'analyse menée sur la gestion du patrimoine de la collectivité, et en particulier sur l'optimisation de la performance énergétique des bâtiments, touche également à sa fin : 140 000 € en investissement,
- Le service organisant le transport adapté des élèves en situation de handicap bénéficiera d'un nouvel outil de gestion : 40 000 € en investissement,
- La gestion des arrêtés et des délibérations produites par la collectivité sera modernisée : 69 116 € en investissement,
- L'outil de gestion de l'autonomie bénéficiera des évolutions obligatoires imposées par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie dans le cadre système d'information harmonisé des maisons Départementales des personnes handicapées (MDPH) : 40 000 € en investissement,
- Des améliorations seront apportées aux outils internes de la Direction des Ressources Humaines et de la Direction des Routes : 67 910 € en investissement.

D. LE MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DU SYSTEME D'INFORMATION : 474 170 € en investissement et 874 256 € en fonctionnement

Afin d'assurer leurs missions et d'apporter un service de qualité au quotidien, les agents de la collectivité utilisent approximativement 150 logiciels métiers, dont le bon fonctionnement est assuré par la Direction des Systèmes d'Information.

Dans un contexte inflationniste très marqué et une relation tendue avec les éditeurs de solutions, il est nécessaire de doter la direction des crédits suivants :

- 504 885 € en fonctionnement pour la maintenance dite corrective, couvrant les coûts d'acquisition des licences logicielles et les contrats engageant éditeurs et fournisseurs à apporter des solutions aux potentielles anomalies rencontrées en quotidien,
- 369 371 € en fonctionnement pour les coûts d'hébergement informatique et de maintenance des logiciels externalisés (hébergement cloud),
- 474 170 € en investissement dédiés à la maintenance dite évolutive, permettant l'intervention des éditeurs et fournisseurs sur le parc applicatif existant, afin d'apporter des améliorations réglementaires ou technologiques aux logiciels utilisés dans la collectivité.

II. UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL NUMERIQUE : 250 000 € en investissement et 917 275 € en fonctionnement

L'environnement de travail désigne l'ensemble du matériel informatique mis à disposition des agents au sein de la collectivité, et comprend également les solutions bureautiques et collaboratives à leur disposition.

La politique de gestion des postes de travail intègre désormais un recours marqué au matériel reconditionné, favorisant ainsi une politique d'achat plus orientée vers le développement durable, avec des actions menées en interne sur le sujet et une volonté de rationaliser les dotations effectuées. Dans cet optique, le budget d'investissement sera donc limité à 181 000 € cette année, incluant la politique de mise à jour des postes existants. S'ajoutent à ce montant 57 726 € en fonctionnement pour la gestion et la prise en main à distance des postes, l'acquisition des différents périphériques et l'enlèvement des déchets électroniques.

Les usages quotidiens des outils bureautiques, couplés à l'essor du recours aux solutions collaboratives, soutenus et encouragés par le Département, justifient l'effort apporté de 253 870 € en fonctionnement sur ce sujet.

Les agents du Département bénéficient par ailleurs d'un réseau fibré de qualité, permettant un accès au très haut débit sur l'intégralité des sites, pour un montant total annuel de 219 096 € en fonctionnement. Le décommissionnement total du réseau cuivre, prévu dans les mois à venir, a par ailleurs été anticipé dans les services de la

collectivité. La maintenance des nouvelles infrastructures de téléphonie IP nécessite pour cette année des crédits à hauteur de 176 397 € en fonctionnement et 25 000 € en investissement.

Dans l'optique de maintenir la proximité avec les territoires et ses usagers, le Département dote un grand nombre de ses agents de terrain de smartphones et des abonnements associés. Le besoin en téléphonie mobile pour 2025 est de 32 000 € en investissement et de 108 679 € en fonctionnement. A ceci s'ajoute la fourniture d'applications permettant la Protection des Travailleurs Isolés (PTI) à hauteur de 33 519 € en fonctionnement.

Le volume d'impression, désormais stabilisé, demeure un poste important nécessitant 12 000 € en investissement pour les renouvellements et 67 988 € en fonctionnement pour la maintenance et les consommables.

III. DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES ET SECURISEES : 729 600 € en investissement et 240 769 € en fonctionnement

La qualité et l'efficience du service fourni par le Département aux Corréziens passe par un accès fiable, sécurisé et performant aux outils informatiques nécessaires au bon fonctionnement de l'administration.

La collectivité s'inscrit de plus dans une démarche permanente d'amélioration de sa cybersécurité, dans un contexte de risque permanent, accru par les tensions internationales actuelles.

A cet effet est proposée une allocation de crédits à hauteur de 84 000 € en investissement et de 98 000 € en fonctionnement, afin de poursuivre les actions majeures menées en 2024 et travailler cette année la capacité à anticiper et gérer les éventuelles crises cyber. A ceci s'ajoute la poursuite de la sensibilisation des agents, au travers notamment de campagnes dédiées et de séances de formation, désormais ancrées dans le fonctionnement quotidien de la collectivité.

Au-delà des aspects purement liés à la sécurité, et après une refonte majeure en 2023 et 2024 de l'infrastructure système du département, une enveloppe de 230 000 € en investissement permettra notamment de repenser et de d'améliorer le système de sauvegarde actuel.

Enfin, les différents coûts de maintenance ou d'hébergements des solutions logicielles nécessaires au bon fonctionnement technique du système d'information, ainsi que les besoins en remplacement de matériel défectueux et/ou obsolète nécessitent des crédits à hauteur de 415 600 € en investissement et 127 769 € en fonctionnement. S'ajoute la maintenance de l'infrastructure nominale de la Régie Autonome pour 15 000 € en fonctionnement.

IV. UNE AMBITION NUMERIQUE POUR LES COLLEGES : 749 700 € en investissement et 14 700 € en fonctionnement

Le plan "Ambition numérique pour les collèges", voté lors du Conseil Départemental du 23 février 2024, se poursuit et s'intensifie cette année pour continuer à offrir aux jeunes corréziens, aux enseignants, à l'administration et aux agents des collèges un environnement digital fiable, sécurisé et performant.

Ce plan comprend en premier lieu la modernisation des infrastructures et leur adaptation à l'évolution des normes, afin d'exploiter le potentiel offert par le Très Haut Débit. Il se traduit par la réalisation de travaux bâtimentaires dans la majorité des collèges publics corréziens, échelonnés tout au long des vacances scolaires de l'année pour ne pas perturber le quotidien des établissements.

La stratégie de fourniture d'un socle numérique de base se décline autour :

- De l'équipement d'une salle informatique de 30 postes dans chaque établissement afin d'accueillir les élèves en classe entière,
- De la fourniture de nouvelles tablettes sous forme de classes mobiles à partir de la rentrée 2025. Une expérimentation à grande échelle impliquant une dizaine d'établissements est actuellement amenée avec la participation et le soutien des enseignants référents numériques et des équipes du rectorat de l'académie de Limoges,
- De la poursuite de la politique globale de renouvellement des postes à hauteur de 15 à 20% du parc chaque année, en correspondance avec les demandes de dotations effectuées par les établissements.

Afin de pouvoir procéder à la poursuite de ce plan, seront alloués 749 700 € en crédits de fonctionnement, montant auquel s'ajoutent les 14 700 € nécessaires pour la gestion distante du matériel déployé dans les collèges corréziens.

V. LA CONSOLIDATION DE L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE DE CORREZE CENTRE DE SUPERVISION : dépenses 481 400 € en investissement et 26 000 € en fonctionnement, recettes à hauteur de 208 204 € en investissement.

Face au succès de la nouvelle structure Corrèze Centre de Supervision créée en 2024, le Département continue à apporter au Syndicat Mixte Ouvert le soutien logistique et informatique permettant de développer son activité.

Cet engagement se traduit par la consolidation de l'infrastructure actuelle dans l'optique de gérer le nombre grandissant de caméras supervisées (149 000 € en investissement et 26 000 € en fonctionnement), la prise en charge des coûts d'installation de la vidéosurveillance sur le patrimoine départemental (92 400 € en investissement) ainsi que l'acquisition de logiciels optimisés de traitement d'image (60 000 € en investissement).

Le département assure enfin l'avance de financement de l'installation des caméras dans les communes corréziennes à hauteur de 180 000 €. Cette avance, faisant l'objet d'une refacturation au Syndicat Mixte Ouvert, est donc inscrite dans les recettes prévisionnelles en investissement, au même titre qu'un reliquat de 2024 à hauteur de 28 204 €. Ces montants constituent la majeure partie des recettes d'investissement de la direction (le total de 293 000 € incluant les reventes de matériel déclassé pour 5 000 € et la refacturation CDS/CDEF et MDPH d'un montant de 9 796 €).

A titre informatif, le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des dépenses énoncées dans le présent rapport :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
DIGITALISATION DES SERVICES	**874 256 €**	**1 976 300 €**	**2 850 556 €**
MODERNISATION DES OUTILS DE GESTION DES SOLIDARITES	0 €	833 204 €	833 204 €
EFFICIENCE DES SERVICES	0 €	467 026 €	467 026 €
NOUVEAUX SERVICES POUR LES CORREZIENS	0 €	201 900 €	201 900 €
MAINTENANCE EVOLUTIVE	0 €	474 170 €	474 170 €
HEBERGEMENT CLOUD	369 371 €	0 €	369 371 €
MAINTENANCE CORRECTIVE	504 885 €	0 €	504 885 €
INFRASTRUCTURES PERFORMANTES ET SECURISEES	**240 769 €**	**729 600 €**	**970 369 €**
CYBERSECURITE	98 000 €	84 000 €	182 000 €
MAINTENANCE EVOLUTIVE	126 077 €	415 600 €	541 677 €
FIABILISATION ET PERFORMANCE	0 €	230 000 €	230 000 €
MAINTENANCE CORRECTIVE	1 692 €	0 €	1 692 €
INFRASTRUCTURE REGIE AUTONOME	15 000 €	0 €	15 000 €
ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL NUMERIQUE	**917 275 €**	**250 000 €**	**1 167 275 €**
POSTE DE TRAVAIL	57 726 €	181 000 €	238 726 €
TELEPHONIE MOBILE	108 679 €	32 000 €	140 679 €
IMPRESSIONS	67 988 €	12 000 €	79 988 €
INTERNET	219 096 €	0 €	219 096 €
BUREAUTIQUE	253 870 €	0 €	253 870 €
TELEPHONIE FIXE	176 397 €	25 000 €	201 397 €
SECURISATION PTI	33 519 €	0 €	33 519 €
COLLEGES	**14 700 €**	**749 700 €**	**764 400 €**
PLAN AMBITION NUMERIQUE	0 €	678 000 €	678 000 €
FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN	14 700 €	18 700 €	33 400 €
DESENGAGEMENT RECTORAT	0 €	53 000 €	53 000 €
CORREZE CENTRE DE SUPERVISION	**26 000 €**	**481 400 €**	**507 400 €**
COMMUNES	0 €	180 000 €	180 000 €
OUTILS LOGICIEL	0 €	60 000 €	60 000 €
BATIMENT CD 19	15 400 €	92 400 €	107 800 €
FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN	10 600 €	149 000 €	159 600 €
TOTAL DEPENSES	**2 073 000 €**	**4 187 000 €**	**6 260 000 €**
TOTAL RECETTES	**70 000 €**	**223 000 €**	**293 000 €**

De façon plus synthétique, les crédits de paiement alloués pour 2025 sont donc les suivants :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 073 000 €	70 000 €
INVESTISSEMENT	4 187 000 €	223 000 €
TOTAL	**6 260 000 €**	**293 000 €**

Pour mémoire au titre de 2025, les engagements au titre de la politique qui viennent de vous être exposés dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

> Les AP sont les suivantes :

SYSTEME D'INFORMATION DES COLLEGES
P046E06 ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022 2027
P046E09 INFRASTRUCTURE COLLEGE 2023/2025

POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION
P165E03 ACQUISITION TOUS MATERIELS DE POSTE DE TRAVAIL 2022 2027
P165E04 ACQUISITION MATERIEL ET LOGICIELS D'IMPRESSION 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES
P166E17 ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS INFRASTRUCTURE 2022 2027
P166E21 MAINTENANCE EVOLUTIVE DES INFRASTRUCTURE ET TELECOM 2022 2027
P166E22 ACQUISITION DE LOGICIELS ADMINISTRATION GENERALE 2022 2027
P166E29 ACQUISITION DE LOGICIELS BUREAUTIQUE ET COLLABORATIF 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS
P167E01 ACQUISITION DE LOGICIELS CULTURE SPORTS 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION ROUTES
P168E02 ACQUISITION DE LOGICIELS ROUTES 2022 2027

SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL
P170E01 ACQUISITION DE MATERIEL ET LOGICIELS SOCIALS 2022 2027

CENTRE DE SUPERVISION
P202E01 INFRASTRUCTURE SUPERVISION 2023 2028

> Les AE sont les suivantes :

POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION
P165E01 PHOTOCOPIEURS 2022-2027

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES
P166E27 MAINTENANCE CORRECTIVE ET HEBERGEMENT INFRASTRUCTURE ET TELECOM 2022-2027
P166E28 SOUSCRIPTION ET MAINTENANCE DES LOGICIELS BUREAUTIQUES ET COLLABORATIFS 2022-2027

SYSTEME D'INFORMATION CULTURE ET SPORTS
P167E02 MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS CULTURE ET SPORT 2022-2027

SYSTEME D'INFORMATION ROUTES
P168E02 MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS ROUTES 2022-2027

SYSTÈME DE TELEPHONIE
P169E06 MARCHES DE FOURNITURES DE TELECOMMUNICATION 2025/2028
P169E07 MARCHES DE FOURNITURES D'INTERNET 2025/2028

SYSTEME D'INFORMATION SOCIAL
P170E02 MAINTENANCE ET HEBERGEMENT DES LOGICIELS SOCIAL

> Les EPF sont les suivantes :

SYSTEME D'INFORMATION DES COLLEGES
P046E07 MAINTENANCE MATERIEL LOGICIEL INFORMATIQUE

POSTE DE TRAVAIL ET IMPRESSION
P165E07 MAINTENANCE TOUS MATERIEL DE POSTE DE TRAVAIL

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES
P166E30 MAINTENANCE HEBERGEMENT

CENTRE DE SUPERVISION
P202E02 MAINTENANCE INFRASTRUCTURE SUPERPERVISION 2023 2028

EN RECETTES :
> l'EPI est la suivante :

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALES
P166E15 RECETTES INVESTISSEMENT

> L'EPF est la suivante :

SYSTEME D'INFORMATION ADMINISTRATION GENERALE
P166E12 RECETTES FONCTIONNEMENT

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 70 000 € en fonctionnement et 223 000 € en investissement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 2 073 000 € en fonctionnement et 4 187 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/112

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SYSTÈMES D'INFORMATION DE LA COLLECTIVITÉ - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/112 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Francis COMBY, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2025, au titre de la politique sectorielle concernant les systèmes d'information de la collectivité :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 073 000 €	70 000 €
INVESTISSEMENT	4 187 000 €	223 000 €
TOTAL	**6 260 000 €**	**293 000 €**

Article 2 : est votée au titre de 2025, l'augmentation de 3 000 000 € de l'Autorisation de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Désignation :	Acquisition logiciel Social 2022-2027
Catégorie :	Pluriannuelle

Montant :	5 250 000 €
Durée d'affectation initiale :	6 ans

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.020
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.020
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.80
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.420
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.221
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.311
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.314
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.80
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.420
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.221
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.311
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.313
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.314
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.315.

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15929-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2025.04.11/113

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

La Gestion des Ressources Humaines (GRH) est d'une importance capitale pour le Conseil départemental de la Corrèze. Elle joue un rôle déterminant dans la mobilisation et la gestion des compétences des agents, permettant ainsi de décliner les politiques publiques au service du territoire et de répondre de manière efficace aux besoins des habitants.

Le budget Ressources Humaines, proposé pour 2025 repose sur les orientations du Débat d'orientations budgétaires présenté le 21 février 2025, avec de nouvelles actions conçues pour anticiper et préparer l'avenir de la Collectivité.

Dans un environnement politique et économique complexe, le Conseil départemental doit garantir une gestion efficiente et durable de ses ressources. Les récentes orientations politiques en France nous invitent à repenser notre organisation interne, notamment à travers des réorganisations de services et de directions à l'occasion des départs volontaires. En effet, les départs à la retraite prévisionnels, les mobilités et mutations offrent une occasion unique de redéfinir les missions et de redistribuer les ressources humaines de manière plus stratégique vers plus d'efficience.

Si la collectivité s'inscrit bien dans cette démarche de recherche constante d'optimisation dans l'organisation et le fonctionnement des directions et des services, il n'en demeure pas moins que la masse salariale demeure l'un des premiers postes de dépenses du budget du Département. A l'instar de l'exercice 2024, la part contrainte relative aux mesures réglementaires demeure significative et impacte la hausse de la masse salariale indépendamment de toute politique salariale volontariste de la Collectivité.

L'année 2024 s'inscrit dans un contexte de mesures gouvernementales fortes dont l'effet en année pleine est intégré sur l'exercice 2025 :

- L'augmentation du SMIC au 1er mai 2023 et son impact sur la grille des agents de catégorie C ainsi que l'augmentation du SMIC de 2% à compter du 1er novembre 2024.
- L'augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique de 1.5% à compter du 1er juillet 2023.
- L'attribution de 5 points d'indice supplémentaires à compter du 1er janvier 2024.

Ces dispositifs nationaux ont naturellement impacté la masse salariale représentant en année pleine environ + 3 M€ de coût supplémentaire sans aucune compensation de l'État.

Pour autant, indépendamment des charges contraintes, l'année 2024 a été marquée par des actions volontaristes de la collectivité visant à la fois à renforcer l'attractivité des services publics sur le territoire de la Corrèze avec l'intégration des personnels des Instances de coordination au sein de la Direction de l'autonomie et d'autres actions visant à reconnaître l'engagement des agents. Le Département s'est ainsi engagé dans l'attribution d'une prime pouvoir d'achat, la monétisation de 3 jours de congés au titre du Compte Epargne Temps (CET) comme l'attribution du Complément Indemnitaire Annuel (CIA).

C'est dans le cadre d'un dialogue social constructif que plusieurs chantiers seront engagés sur l'année au nombre desquels figurent des garanties liées au pouvoir d'achat des agents et des dispositifs en lien avec la Qualité de vie et des conditions de travail.
Sur le premier volet, c'est la pérennisation de la monétisation du Compte-Épargne-Temps (CET), en espèces ou en points retraite, à hauteur de 3 jours. Le second volet s'appuie, quant à lui, sur des évolutions notables avec la mise en place de la protection sociale complémentaire sur le volet prévoyance au 1er janvier 2025 et la réflexion engagée sur le volet santé pour une mise en œuvre au 1er janvier 2026.

Au regard des contraintes budgétaires et financières, de l'impact du changement climatique, des difficultés de recrutement sur certains métiers, les défis n'ont jamais été aussi nombreux pour les collectivités territoriales et leurs managers. Le renouvellement des pratiques managériales et l'accompagnement des managers sont autant d'actions indispensables et constituent l'un des premiers leviers pour répondre aux enjeux d'attractivité que connaissent toutes les collectivités, singulièrement auprès des jeunes générations, souvent en attente de plus d'autonomie et d'un management plus collaboratif.
Le plan de formation 2025 intégrera cet objectif avec la mise en place d'un parcours cadre dédié à parfaire les postures managériales au sein du Département. La vocation affichée est de rebalayer les attendus à destination des cadres dans un contexte en mouvement et contraint, budgétairement parlant.
L'accompagnement à la prise de poste sera également à retravailler au sein de la collectivité que ce soit au titre de l'accueil des nouveaux entrants comme le positionnement d'un agent sur un premier poste de cadre.

Enfin, le développement d'une Politique Ressources Humaines favorisant la proximité avec les agents mais également les directions se perpétuera avec des actions initiées les années précédentes tout en intégrant des paramètres contextuels et économiques déjà évoqués. Ainsi les ateliers décentralisés (dialogues de gestion au sein des collèges et revues d'effectifs avec les directions opérationnelles et supports du Département), les interventions sur sites de la Direction des ressources humaines et les nouvelles actions de communication déployées en partenariat avec la Communication externe permettront de favoriser la collaboration et la transversalité au sein de la collectivité.

Les axes stratégiques de la Direction des Ressources Humaines sur l'année 2025 sont les suivants :

La Direction des systèmes d'information et la Direction des ressources humaines constituent un rouage essentiel de l'action du Département, puisqu'elles rendent possible, grâce au travail des 1 400 agents départementaux, la mise en œuvre de ses politiques. La rémunération du personnel, la formation, la prévention des risques et plus généralement l'amélioration des conditions de travail constituent ses missions centrales. Par ailleurs, les systèmes d'information du Département doivent répondre aux besoins des différentes directions, mais aussi s'adapter aux évolutions techniques et satisfaire aux exigences de la cybersécurité, afin d'offrir aux agents la meilleure expérience possible. Cela passe à la fois par l'amélioration des logiciels et le renouvellement du système d'information.
La rémunération du personnel représente environ 62 M€ et 22% du budget global de fonctionnement du Département. Après plusieurs années marquées par différentes mesures salariales et catégorielles (revalorisation du point d'indice et des grilles de fonctionnaires notamment), l'année 2025 fait place à la dégradation de la situation financière de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) d'où une revalorisation de 3 points du taux de cotisation à compter du 1er janvier 2025 pour un coût financier de 870 000 €. Le décret adopté prévoit du reste la poursuite de l'augmentation des cotisations CNRACL jusqu'en 2028.

En 2025, les démarches d'efficacité de la fonction RH seront poursuivies en prolongeant les efforts d'optimisation des fonctions support dans l'ensemble des directions et en dématérialisant les procédures et les dossiers.
La mise en place d'un logiciel de recrutement permettra, par exemple, d'automatiser les procédures, de suivre les recrutements et de donner plus de visibilité à nos offres d'emploi et ainsi répondre à l'enjeu d'attractivité. Elle permettra un suivi plus direct des recrutements par les directions concernées.

S'agissant de la masse salariale, la démarche de responsabilisation des directions et d'efficience est engagée depuis le début du mandat pour optimiser les effectifs et dégager des marges de manœuvre en fonctionnement. Cette démarche dorénavant ancrée s'appuie sur une analyse des mouvements : départs en retraite, mobilités et transformations des organisations, et permet ainsi un pilotage de la masse salariale. Des transformations organisationnelles sont également menées afin de renforcer l'efficience du service public départemental.

Le dialogue social transparent et de qualité, essentiel pour accompagner les transformations évoquées, sera poursuivi en conservant la méthode de travail déployée depuis quelques années et qui s'attache au respect des engagements et aux échanges réguliers avec l'exécutif départemental. Des travaux en cours devront aboutir notamment sur la politique d'action sociale en faveur du personnel (prévoyance, mutuelle, prestations et accompagnement social en faveur des agents).
La formation et l'accompagnement des parcours professionnels constituent le deuxième enjeu de la politique du Département en matière de ressources humaines. Dans un contexte de transformation de l'organisation, de changement de pratiques et de développement massif de la dématérialisation des processus, l'accompagnement des parcours professionnels et le développement des compétences sont essentiels pour permettre la montée en compétence des agents. Le nouveau plan de formation 2025/2027 permettra d'accompagner le développement des compétences des agents et de leurs managers.

Les risques professionnels font l'objet d'un suivi attentif du Département qui veut être un employeur exemplaire. À cette fin, la prévention et l'accompagnement des directions sur les conditions de travail et la santé au travail sont au centre du nouveau plan de formation. Les conditions de travail des agents contribuent en effet à l'efficacité des politiques départementales. Un plan d'action pour la qualité de vie au travail sera à nouveau déployé cette année.
Par ailleurs, des supports de communication interne, nouveaux et renouvelés, sont mis en place (actualités sur l'Intranet, pop-up en fonction des échéances RH, Radio Marbot etc…). Le Département veille également à être présent dans les salons de l'emploi, permettant une communication externe, une présentation des missions de la collectivité et une reconnaissance du travail accompli par les agents de la collectivité.

Enfin, le Département agit depuis de nombreuses années pour l'égalité professionnelle des femmes et des hommes, tant en interne vis-à-vis de l'ensemble de ses agents qu'en externe, auprès de bénéficiaires des politiques publiques qu'il mène ou cofinance.
En 2025, les efforts seront à poursuivre notamment sur le renforcement de la communication non genrée des métiers pour renforcer l'attractivité des métiers du Département lors de ses interventions extérieures notamment. Par ailleurs, la session spécifique de sensibilisation contre les violences sexistes et sexuelles à destination des agents interviendra sur l'année 2025 et sera étendue par la suite afin de toucher un plus grand nombre d'agents. Le plan de formation vient à nouveau insister sur les actions de prévention dans ce domaine.

La stratégie de ressources humaines du Département de la Corrèze pour 2025 est axée sur la capacité d'adaptation de la collectivité au regard du contexte national. Elle vise à optimiser les ressources humaines pour mieux servir le territoire et ses habitants, tout en répondant aux défis économiques et sociaux actuels. En adoptant une approche proactive et innovante, le Département s'engage à bâtir un avenir durable et inclusif où chaque agent peut contribuer pleinement aux orientations politiques au regard des missions et des postes qu'ils occupent.

Il vous est proposé ainsi d'affecter 66 515 500 € de crédits de paiement à la mise en œuvre de ces actions, dont 66 480 500 € au titre du fonctionnement et 35 000 € au titre de l'investissement.

I. LE FONCTIONNEMENT

A. Les dépenses : 66 480 500 €

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement dédiées aux ressources humaines, le budget 2024 a permis sa réalisation à 98,07% en dépenses de fonctionnement montrant ainsi sa parfaite adéquation aux besoins des services de la collectivité.

1. La masse salariale : 64 341 252 €

En 2024 la rémunération, incluant le régime indemnitaire, a progressé conformément aux orientations identifiées dans le cadre de la préparation budgétaire de l'année dernière et en particulier pour répondre à des obligations réglementaires supplémentaires.
Pour 2025, il est proposé, au-delà de la prise en charge des mesures réglementaires obligatoires, d'appliquer une politique à la hauteur des ambitions du département et des engagements pris lors du dialogue social.

De cette manière la rémunération pour l'exercice 2025 montre une hausse de + 5,57% couvert essentiellement par l'application de mesures volontaristes initiées par la Collectivité et des dispositifs nationaux réglementaires :

- Le mise en place de la Protection Sociale Complémentaire sur le volet Prévoyance pour un montant total de 315 000 € ;
- La monétisation du CET à hauteur de 3 jours pour un montant total de 250 000 € ;

Mais également :

- Les avancements automatiques d'échelon à hauteur de 240 000 € ;
- L'augmentation des cotisations CNRAL, au 1er janvier 2025, de 31,65% à 34,65% ; ce qui induit une variation à la hausse de 870 000 € ;
- L'augmentation du SMIC, 1,5% en janvier et 2% en août pour un montant de 110 000 € ;
- L'indemnité de précarité de fin des contrats courts estimés à 30 000 € ;
- Une enveloppe réservée pour le capital décès estimé à 30 000 €.

Ainsi au total ce sont + 6,23% de budget de fonctionnement qui sont justifiés par des obligations réglementaires externes ou de fonctionnement incluant le régime indemnitaire.
La rémunération représente ainsi 96,78% des crédits de fonctionnement des ressources humaines.

Par ailleurs, les mesures qui concourent à maîtriser les coûts afin de les rationnaliser seront bien évidemment maintenues d'autant qu'elles participent également au bon fonctionnement des services en adaptant les moyens aux besoins et en nous appuyant sur les compétences des agents du Conseil Départemental.

De cette manière seront maintenus :

- L'appel maîtrisé à des saisonniers pour couvrir les besoins spécifiques ;
- Les mobilités internes pour répondre, là aussi, aux besoins des services en favorisant les parcours professionnels des agents du département. En 2024, ce sont ainsi 118 mobilités internes qui ont été décidées sur 300 opérations de recrutement.

Ainsi, au 31 décembre 2024, au titre du budget principal (hors CDEF et assistants familiaux), la collectivité comptait 1 229 agents permanents et 75 agents non permanents.

À noter que les dépenses liées aux remplacements dans les collèges dans le cadre du marché PTS à hauteur de 200 000 € sont également prises en compte dans les dépenses de masse salariale.

2. Les autres dépenses

En ce qui concerne les déplacements, l'enveloppe allouée aux remboursements des frais engendrés lors de déplacements en missions ou en formations est en évolution du fait de la révision réglementaire des barèmes, à savoir 402 000 €.

En termes de formation, le budget s'élève à 340 500 € pour accompagner la montée en compétences des agents du Département. Ce budget répond au plan de formation ambitieux construit avec les directions. Une enveloppe de 10 000 €, intégrée à ce budget, sera déléguée pour répondre aux besoins lors de l'organisation de séminaires et interventions extérieures.
Enfin, l'enveloppe dédiée à l'analyse des pratiques professionnelles, intégrée au budget RH, et la recherche de nouveaux intervenant afin d'accompagner les professionnels des MSD et de l'autonomie dans l'exercice de leurs missions, est budgétisé à hauteur de 26 000 €.

400 000 € sont consacrés à l'emploi et à la formation des jeunes Corréziens à travers l'accueil d'apprentis et de stagiaires. En 2025, la collectivité poursuit ainsi son effort et intensifie encore cet accompagnement notamment en formalisant des offres accessibles à l'ensemble des étudiants via un catalogue des offres de stages publiés sur les mêmes supports que les offres d'emplois. Une enveloppe d'environ une vingtaine d'apprentis est estimée pour l'année 2025, ce qui est constant par rapport à l'année dernière et en nette augmentation par rapport aux années précédentes.

Les crédits alloués à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail s'élèvent à 207 500 €.
Si la dotation est en baisse facialement par rapport à l'année 2024, c'est en raison d'un partage des dotations entre la Cellule hygiène et sécurité et le Service Santé au travail. Ce dernier se voit ainsi attribué une enveloppe de 69 000 € dont le marché de prestations de service Ergonome et Psychologue, reconduit pour un montant de 22 000 €/an.
Comme les années précédentes, la contribution au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) est nulle, le taux d'emploi légal de la collectivité (comprenant également les assistants familiaux) de personnes bénéficiaires de l'obligation d'emploi étant supérieur à 6%. La vigilance sera toujours de rigueur sur les années à venir car ces bénéficiaires risquent de diminuer avec les départs à la retraite identifiés sur les prochaines années.

Le partenariat avec le Centre De Gestion de la Corrèze (CDG 19) s'élève à 49 500 €, intégrant la mission d'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) et l'adhésion au "socle commun" des prestations offertes par le CDG (notamment les fonctions de secrétariat du conseil médical et la mission de référent déontologue).

D'autres dépenses obligatoires s'ajoutent au budget de fonctionnement telles que les allocations chômage et la contribution au fonds national de compensation du supplément familial de traitement.

Nous vous proposons la création de trois autorisations d'engagement :
- Exploitation et gestion du restaurant du personnel pour un montant de 250 000 €, renouvellement du marché
- Prestations ergonome et psychologue pour un montant de 90 000 €, renouvellement du marché
- Remplacement agents des collèges - bénéficiaires RSA pour un montant de 1 030 000 €, renouvellement du marché

3. Les objectifs 2025

La politique des ressources humaines de la Collectivité pour l'année 2025 va s'inscrire dans la poursuite des actions déjà engagées tout en appuyant les ambitions nouvelles portées par le Département. Dès lors, la vigilance et la rigueur présideront à la conduite du budget pour assurer la bonne réalisation et la maîtrise des crédits alloués à la politique RH.
Des enjeux forts de communication interne et de dématérialisation de ses processus sont attendus sur cette année. Il s'agit d'utiliser de nouveaux supports à destination des agents, de l'encadrement et de rénover les outils existants mais également d'acquérir des progiciels correspondants aux nouvelles attentes de l'encadrement et des agents.
L'accompagnement au changement et le développement de la qualité de vie au travail vont continuer à se développer autour de l'accompagnement des agents.
Par ailleurs le dialogue social va être poursuivi et densifié pour répondre à l'évolution des outils et process déployés par la collectivité (dont le support des entretiens professionnels et le déploiement des outils métiers).

B. Les recettes : 3 325 700 €

Les recettes proviennent essentiellement d'une part des remboursements des coûts salariaux par les organismes accueillant des agents de la collectivité dans le cadre de mises à disposition à hauteur de 2 898 200 €. Elles proviennent d'autre part des recettes de l'État qui s'élèvent cette année à 167 200 €.

Les autres recettes sont principalement constituées par :
- Les remboursements FIPHFP des surcoûts des aménagements de postes : 25 000 €
- Les recouvrements Sécurité sociale, CNRACL et divers : 200 000 €.

II. L'INVESTISSEMENT : 35 000 €

En 2024, l'investissement a représenté 16 274 €.
L'enveloppe 2025, permettra la prise en charge des dépenses en matériel pour le Service Santé au travail notamment l'acquisition de matériel médical, hygiène et sécurité et l'acquisition de matériels et mobiliers dans le cadre des aménagements de postes.
Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

En résumé :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	66 480 500,00 €	3 325 700,00 €
INVESTISSEMENT	35 000,00 €	0,00 €
TOTAL	**66 515 500,00 €**	**3 325 700,00 €**

Pour mémoire, les engagements 2025 au titre de la politique exposée ci-dessus et effectués selon les enveloppes suivantes :

En dépenses :

AE :

LIBELLES
EXPLOITATION ET GESTION DU RESTAURANT DU PERSONNEL / 2025-2029
REMPLACEMENT AGTS COLLEGES - BENEFICIAIRES RSA / 2025-2029
PRESTATIONS ERGONOME ET PSYCHOLOGUE/ 2025-2029

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/113

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/113 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Ghislaine DUBOST, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique ressources humaines 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	66 480 500,00 €	3 325 700,00 €
INVESTISSEMENT	35 000,00 €	0,00 €
TOTAL	**66 515 500,00 €**	**3 325 700,00 €**

Article 2 : est décidée la création de trois autorisations d'engagement :

- Exploitation et gestion du restaurant du personnel (P143E25) pour un montant de 250 000 €, renouvellement du marché,
- Prestations ergonome et psychologue (P143E26) pour un montant de 90 000 €, renouvellement du marché,
- Remplacement agents des collèges - bénéficiaires RSA (P146E08) pour un montant de 1 030 000 €, renouvellement du marché.

Imputations budgétaires :

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.10
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.0.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9305.51
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.10
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.25
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.46
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.7
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.311
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.33
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.0

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.01
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.20.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15889-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/114

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES

RAPPORT

Les nouveaux tableaux des emplois budgétaires arrêtés au 31 janvier 2025 (joints en annexe) intègrent :

- des créations et suppressions d'emplois, nécessitées par les besoins de fonctionnement des services au sein de la collectivité.

A. Tableau des emplois budgétaires (tous services, sauf le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et le Centre de Santé Départemental) au 31/01/2025

a. Transformations d'emplois suite aux besoins de fonctionnement des services

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions de gestionnaire financier au sein du service Administratif et financier de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions de gestionnaire de dossiers RH - Assistants familiaux au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions de secrétaire médico-sociale PA/PH au sein du service Evaluation de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions de chargé d'accueil PA - PH au sein du service Gestion des Allocations de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement afin d'assurer les fonctions d'agent d'entretien des locaux au sein du collège d'Ussel ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions de cuisinier au sein du collège Victor Hugo à Tulle ;

- Suppression d'un poste de technicien et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste de rédacteur et création d'un poste de rédacteur principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions de superviseur au sein de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste de rédacteur et création d'un poste d'assistant socio-éducatif afin d'assurer les fonctions de travailleur social enfance référent placement au sein du service Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Suppression d'un poste de technicien et création d'un poste de technicien principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions de chargé de projet AMO - Conduite d'opération Bâtiments au sein de l'Agence Départementale Corrèze Ingénierie ;

- Suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif et création d'un poste de rédacteur afin d'assurer les fonctions de chargé de projet autonomie - offre et partenariat au sein du service Pilotage de l'Offre de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe des établissements d'enseignement et création d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe afin d'assurer les fonctions d'agent de maintenance au sein du collège Jean Lurçat Brive ;

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint administratif afin d'assurer les fonctions de chargé de gestion Aide sociale PA-PH, APA en établissement, Accueil familial au sein du service Gestion des Allocations de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise et création d'un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'agent de maîtrise principal et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'agent d'adjoint technique principal de 1ère classe et création d'un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste d'agent d'adjoint technique principal de 2ème classe et création d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe afin d'assurer les fonctions d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers au sein de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste de technicien et création d'un poste d'adjoint technique afin d'assurer les fonctions de magasinier au sein du service Appui Logistique de la direction des Routes ;

- Suppression d'un poste de technicien, coordonnateur technique événements culturels et attractivité territoriale, et création d'un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe afin d'assurer les fonctions d'agent de maintenance événements culturels et attractivité territoriale au sein du service Culture Patrimoine Sédières de la direction de la Jeuneuse, des Sports et de la Culture ;

- Suppression d'un poste de cadre de santé, formateur des applications du système d'information, et création d'un poste d'ingénieur afin d'assurer les fonctions de chef de projet informatique au sein du service Projets et Applications Métiers de la direction des Systèmes d'Information ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé de mission numérique Solidarité rattaché à la Direction Générale en un poste de responsable de la Cellule Administration Fonctionnelle SI Solidarités au sein de la direction des Systèmes d'Information ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé de support et services des systèmes d'information rattaché au service Usages et Déploiements en un poste de responsable de projet technique des systèmes d'information au sein du service Systèmes et Réseaux de la direction des Systèmes d'Information ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé de support et services des systèmes d'information rattaché au service Usages et Déploiements en un poste de chargé de support des applications des systèmes d'information au sein du service Projets et Applications Métiers de la direction des Systèmes d'Information ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé des sports en un poste de responsable de la cellule sports au sein de la cellule sports de la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, de deux postes de coordinateurs de proximité des parcours autonomie rattaché au sein du secteur 6 vers le secteur 4 au sein de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de chargé de projets en sobriété et efficacité énergétique rattaché au sein de la direction des Infrastructures vers le service Bâtiments de la direction des Infrastructures ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'assistant de gestion comptable en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable rattaché au service Bâtiments de la direction des Infrastructures ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de gestionnaire administratif et comptable en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable / gestionnaire administratif rattaché au sein du Centre de Santé Départemental ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de gestionnaire financier /gestionnaire de dossiers - enfants en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable / /gestionnaire de dossiers - enfants rattaché au service Aide sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de gestionnaire financier /chargé d'appui au pilotage en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable / /chargé d'appui au pilotage rattaché au sein de la cellule pilotage de la direction des Ressources Humaines ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de gestionnaire financier /gestionnaire de dossiers - routes en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable / /gestionnaire de dossiers - routes rattaché au service Appui Administratif et Financier de la direction des Routes ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de président de la salle de lecture / gestionnaire financier en un poste de président de la salle de lecture /coordonnateur budgétaire et comptable rattaché à la direction des Archives et Bibliothèques Départementales ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'assistante de gestion administrative et financière en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable / assistante administrative rattaché à la direction des Systèmes d'Information ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de gestionnaire de

dossiers tiers privés / assistant financier en un poste de coordonnateur budgétaire et comptable / gestionnaire de dossiers tiers privés rattaché au service Transition écologique de la direction de la Transition Energétique et Ecologique ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste de magasinier / aide de cuisine en un poste de cuisinier au sein du collège de Corrèze ;

- Transformation, sans impact au tableau des emplois, d'un poste d'agent d'exploitation de la voirie et des réseaux divers en un poste d'opérateur opérationnel au sein du Centre Opérationnel Routier ; (

b. Créations de poste

- Création de deux postes de rédacteurs afin d'assurer les fonctions d'Administrateurs fonctionnels SI Solidarités au sein de la cellule Administration Fonctionnelle SI Solidarités ;

c. Suppressions de poste

- Suppression d'un poste de rédacteur principal de 1ère classe, chargé de projets sport nature, au sein de la cellule sports de la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ;

- Suppression d'un poste d'attaché principal afin d'assurer les fonctions de directeur adjoint au sein de la direction de l'Autonomie / MDPH ;

- Suppression d'un poste de technicien principal de 1ère classe afin d'assurer les fonctions de coordinateur du centre de service aux utilisateurs au sein du service Usages et Déploiements de la direction des Systèmes d'Information ;

- Suppression d'un poste d'ingénieur en chef afin d'assurer les fonctions de chargé de mission projet numérique rattaché à 50% à la direction générale et mis à disposition à hauteur de 50% auprès de l'Agence Départementale Corrèze Ingénierie ;

- Suppression d'un poste d'attaché à temps non complet mis à disposition ;

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe en sureffectif au sein du service Gestion des Allocations de la direction de l'Autonomie/MDPH ;

- Suppression d'un poste de conseiller socio-éducatif en sureffectif au sein du service de l'Aide Sociale à l'Enfance de la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ;

B- Tableau des emplois - Centre Départemental de l'Enfance et des Familles au 31/12/2024

➢ Pas de transformation.

C - Tableau des emplois - Centre Départemental de Santé au 31/01/2025

➢ Des mensualités ont été redéployées afin d'adapter les besoins de renforts et de remplacements.

D -Tableau des emplois - Régie Autonome Corrèze Autonomie au 31/01/2025

➢ Pas de transformation.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/114

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGÉTAIRES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/114 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Ghislaine DUBOST, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : il est décidé des transformations, suppressions et créations d'emplois, conformément aux annexes jointes à la présente délibération qui constituent les nouveaux tableaux des emplois permanents et non permanents départementaux.

Aussi, il est proposé :

A) Sur le budget principal, les créations et suppressions de postes sur emplois permanents suivantes au 31/01/2025 :

1- Suite à des transformations d'emplois, redéploiements et aux besoins de fonctionnements des services :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Ingénieur	A	TC	1	
Assistant socio-éducatif	A	TC	1	1
Cadre de santé	A	TC		1
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	1	1
Rédacteur	B	TC	1	2
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	1	
Technicien	B	TC		4
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	TC		1
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	1	3
Adjoint administratif	C	TC	4	
Agent de maîtrise principal	C	TC		1
Agent de maîtrise	C	TC		1
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC	2	1
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	3	1
Adjoint technique	C	TC	4	
Adjoint techn principal de 1ère classe des EE	C	TC		2
Adjoint techn principal de 2ème classe des EE	C	TC		1
Adjoint techn des EE	C	TC	1	

2- Suite à des créations de postes :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Rédacteur	B	TC	2	

3- Suite à des suppressions de postes :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Attaché principal	A	TC		1
Attaché	A	TNC		1
Ingénieur en chef	A	TC		1
Conseiller socio-éducatif	A	TC		1
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC		1
Technicien principal de 1ère classe	B	TC		1
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	TC		1

B) Sur le budget du Centre Départemental de Santé :

1 - Pour les emplois non permanents :

GRADES	CATEGORIES DE GRADE	TAUX D'EMPLOI	CREATIONS (en mensualités)	SUPPRESSIONS (en mensualités)
Rédacteur	B	TC		5
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	5	

Imputations budgétaires : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.021,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9305.051,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.20,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.30,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.410,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.420,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.425,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.446,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.50,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.57,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.6311,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.633,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.64,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.70,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.80,
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 944.01

Et sur le Budget du Centre Départemental de Santé

Adopté, à main levée, à l'unanimité.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15898-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

TABLEAU DES EMPLOIS AU 31/01/2025						
Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 31/12/2024	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 31/01/2025	Pourvus au 31/01/2025
Directeur Général des Services	A	TC	1		1	1
Directeur Général Adjoint des Services	A	TC	2		2	1
			3	0	3	2
Administrateur général	A	TC	1		1	0
Administrateur hors classe	A	TC	0		0	0
Administrateur	A	TC	1		1	1
			2	0	2	1
Directeur	A	TC	2		2	2
Attaché hors classe	A	TC	3		3	2
Attaché principal	A	TC	22	-1	21	18
Attaché territorial	A	TC	34		34	23
Attaché territorial	A	TNC	2	-1	1	1
			63	-2	61	46
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC	36	-1	35	31
Rédacteur principal de 2ème classe	B	TC	21	0	21	19
Rédacteur	B	TC	105	1	106	102
Rédacteur	B	TNC	1		1	0
			163	0	163	152
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TC	88	-2	86	75
Adjoint adm principal de 1ère classe	C	TNC	1		1	0
Adjoint adm principal de 2ème classe	C	TC	53	-2	51	48
Adjoint administratif	C	TC	41	4	45	36
Adjoint administratif	C	TNC	0		0	0
			183	0	183	159
Ingénieur en chef hors classe	A	TC	2		2	1
Ingénieur en chef	A	TC	6	-1	5	4
			8	-1	7	5
Ingénieur principal	A	TC	16		16	16
Ingénieur	A	TC	21	1	22	20
			37	1	38	36
Technicien principal de 1ère classe	B	TC	44	-1	43	41
Technicien principal de 2ème classe	B	TC	26	1	27	24
Technicien	B	TC	44	-4	40	32
			114	-4	110	97
Agent de maîtrise principal	C	TC	47	-1	46	41
Agent de maîtrise	C	TC	38	-1	37	31
			85	-2	83	72
Adjoint tech principal de 1ère classe	C	TC	87	1	88	83
Adjoint tech principal de 2ème classe	C	TC	77	2	79	74
Adjoint technique	C	TC	94	4	98	93
			258	7	265	250
Adjoint tech principal de 1ère classe des EE	C	TC	88	-2	86	80
Adjoint tech principal de 2ème classe des EE	C	TC	59	-1	58	42
	C	TNC	2		2	0
Adjoint techn, des ets d'enseignement	C	TC	52	1	53	51
	C	TNC	2		2	0
			203	-2	201	173
Médecin hors classe	A	TC	3		3	1
Médecin hors classe	A	TNC	2		2	0
Médecin de 1° cl	A	TC	4		4	1
Médecin de 1° cl	A	TNC	0		0	0
Médecin de 2° cl	A	TC	1		1	1
Médecin de 2° cl	A	TNC	2		2	0
			12	0	12	3
Psychologue terr, hors classe	A	TC	3		3	2
Psychologue terr, hors classe	A	TNC 17,5/35	0		0	0
Psychologue territorial classe normale	A	TC	1		1	1
Psychologue territorial classe normale	A	TNC 17,5/35	1		1	1
			6	0	5	4
Sage femme hors classe	A	TC	2		2	2
			2	0	2	2

Puéricultrice hors classe	A	TC	13		13	12
Puéricultrice	A	TC	3		3	3
			16	0	16	15
Cadre supérieur de santé	A	TNC	0		0	0
Cadre de santé	A	TC	4	-1	3	2
			4	-1	3	2
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	5		5	2
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	TC	1		1	0
Infirmier en soins généraux	A	TC	11		11	10
Infirmier en soins généraux	A	TNC	2		2	0
			19	0	19	12
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale hors classe	A	TC	10		10	10
Pédicure-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale	A	TC	4		4	3
			14	0	14	13
Conseiller socio éducatif hors classe	A	TC	1		1	1
Conseiller supérieur socio éducatif	A	TC	1		1	0
Conseiller socio-éducatif	A	TC	5	-1	4	2
			7	-1	6	3
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	A	TC	28		28	28
Assistant socio-éducatif	A	TC	136	0	136	131
			164	0	164	159
Educateur de jeunes enfants de cl. exceptionnelle	A	TC	1		1	0
Educateur de jeunes enfants	A	TC	3		3	2
			4	0	4	2
Moniteur éducateur et intervenant familial	B	TC	2		2	0
Agent social principal de 2ème classe	C	TC	0		0	0
Agent social	C	TC	0		0	0
			2	0	2	0
Technicien paramédical de classe supérieure	B	TC	1		1	0
Technicien paramédical de classe normale	B	TC	0		0	0
			1	0	1	0
Conservateur du patrimoine en chef	A	TC	0		0	0
Conservateur du patrimoine	A	TC	1		1	1
Conservateur du patrimoine	A	TNC	0		0	0
			1	0	1	1
Conservateur des bibliothèques en chef	A	TC	0		0	0
Conservateur des bibliothèques	A	TC	0		0	0
			0	0	0	0
Bibliothécaire	A	TC	1		1	1
			1	0	1	1
Attaché principal de conservation du patrimoine	A	TC	2		2	2
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	4		4	4
			6	0	6	6
Assistant de conservation ppal de 1ère cl	B	TC	6		6	4
Assistant de conservation ppal de 2ème cl	B	TC	5		5	2
Assistant de conservation	B	TC	6		6	4
			17	0	17	10
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	C	TC	3		3	3
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	TC	5		5	3
Adjoint territoriaux du patrimoine	C	TC	3		3	2
			11	0	11	8
Animateur principal de 1ère classe	B	TNC	1		1	1
			1	0	1	1
Collaborateur de cabinet	A	TC	3		3	3
Collaborateur de cabinet	B	TC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	A	TC	3		3	3
Collaborateur de groupe élus	A	TNC	0		0	0
Collaborateur de groupe élus	B	TC	1		1	0
Collaborateur de groupe élus	C	TC	1		1	0
			9	0	9	6
Assistants familiaux	C	TC	195		195	172
			195	0	195	172
OPA	C	TC	1		1	1
			1	0	1	1
TOTAL			1612	-5	1606	1414

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR REMPLACEMENT DIVERS exprimés en mensualités						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 31/01/2025	Mensualités consommées au 31/01/2025
Attaché	A	TC	4		4	
Ingénieur	A	TC	8		8	
Infirmière en soins généraux	A	TC	10		10	1
Puericultrice de hors classe	A	TC	6		6	
Puericultrice	A	TC	0		0	
Conseiller socio-éducatif	A	TC	0		0	
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	3		3	
Assistant socio-éducatif	A	TC	92,3		92,3	4
Assistant socio-éducatif	A	TNC	10,7		10,7	
	A	TC	134	0	134	5,00
Assistant de conservation du patrimoine	B	TC	8		8	1
Technicien	B	TC	13		13	1
Rédacteur	B	TC	20		20	
Rédacteur	B	TNC	4		4	
	B	TC	45	0	45	2,00
Adjoint adminitratif principal de 2ème classe	C	TC	12		12	1
Adjoint adminitratif	C	TC	58		58	2
Adjoint adminitratif	C	TNC	15		15	
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	TC	10		10	
Adjoint technique	C	TC	20		20	2
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TC	12		12	
Adjoint technique des EE	C	TC	100		100	4
Adjoint technique des EE	C	TNC 17,5/35	26		26	
Agent social	C	TC	12		12	
	C		265	0	265	9,00
					444 mensualités autorisées	

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS / RENFORTS (exprimés en mensualités)						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 31/01/2025	Mensualités consommées au 31/01/2025
Ingénieur	A	TC	6		6	
Médecin hors classe	A	TC	4		4	
Psychologue de classe normale	A	TC	1		1	
Infirmier en soins généraux hors classe	A	TC	3		3	
Infirmier en soins généraux	A	TC	9		9	1
Puéricultrice hors classe	A	TC	4		4	
Attaché hors classe	A	TC	3		3	
Attaché	A	TC	15		15	
Conseiller supérieur socio-éducatif	A	TC	1		1	
Assistant socio éducatif de classe exceptionnelle	A	TC	13		13	
Educateur de jeunes enfants	A	TC	19		19	
Assistant socio éducatif	A	TC	51		51	3
Assistant socio éducatif	A	TNC	0		0	
	A	TC	129	0	129	4,00
Technicien	B	TC	26		26	
Rédacteur	B	TC	30		30	2
	B	TC	56	0	56	2,00
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	TC	7		7	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	TC	18		18	
Adjoint administratif	C	TC	67		67	4
Adjoint administratif	C	TNC	12		12	
Adjoint technique principal de 2ème cl.	C	TC	10		10	
Adjoint technique	C	TC	52		52	4
Adjoint du patrimoine	C	TC	36		36	
Agent social	C	TC	10		10	
Agent de maîtrise	C	TC	12		12	
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TC	6		6	
Adjoint technique principal de 2ème cl. des EE	C	TNC	6		6	
Adjoint technique des EE	C	TC	49		49	
Adjoint technique des EE	C	TNC	10		10	
	C	TC	295	0,00	295	8,00
					480 mensualités autorisées	

EMPLOIS CONTRACTUELS EN CONTRATS DE PROJETS (exprimés en mensualités)						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités 31/12/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 31/01/2025	Mensualités consommées au 31/01/2025
Ingénieur	A	TC	12		12	
Attaché	A	TC	24		24	1
Attaché de conservation du patrimoine	A	TC	12		12	1
Rédacteur	B	TC	24		24	2
Technicien	B	TC	12		12	1
Adjoint technique	C	TC	24		24	1
	A	TC	108,00	0,00	108,00	6,00

EMPLOIS DE VACATAIRES (exprimés en mensualités)						
Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2024	Transformations	Mensualités autorisées au 31/01/2025	Mensualités consommées au 31/01/2025
Attaché	A	TNC	12		12	
Médecin vacataire	A	TNC	12		12	0,16
Psychologue / Psychiatre vacataire	A	TNC	12		12	0,18
Assistant socio-éducatif vacataire	A	TNC	12		12	
					36 mensualités autorisées	

APPRENTIS					
Dénomination des emplois	Taux	Emplois autorisés au 31/12/2024	Transformations	Emplois autorisés au 31/01/2025	Pourvus au 31/01/2025
Apprentis	TC	30		30	24

TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE SANTE CORREZE SANTE

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	Autorisés au 31/12/2024	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS AU 31/01/2025		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Médecin territorial hors classe	A	TC	10		10		6
Médecin territorial hors classe	A	TNC	5			5	4
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			15	0	10	5	10
Cadre de santé	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	1	0	1
Infirmière en soins généraux	A	TC	3		3		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3	0	3	0	2
Technicien paramédical territorial de classe supérieure	B	TC	1		1		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	0
Rédacteur territorial	B	TC	2		2		2
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	2
Adjoint administratif territorial principal de 1ère cl.	C	TC	2		2		2
Adjoint administratif territorial principal de 2ème cl.	C	TC	1		1		0
Adjoint administratif territorial principal de 2ème cl.	C	TNC	1		1		1
Adjoint administratif territorial	C	TC	3		3		3
Adjoint administratif territorial	C	TNC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			7	0	7	0	6
TOTAL GENERAL			28	0	24	5	21

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées 31/12/2024	Transformations	mensualités autorisées TC au 31/01/2025	mensualités autorisées TNC au 31/01/2025	mensualités consommées 31/01/2025
Médecin territorial hors classe	A	TC	10		10		
Médecin territorial	A	TC	2		2		
Rédacteur principal de 1ère classe	B	TC	2		2		
Rédacteur territorial	B	TC	7	-5	2		
Adjoint administratif principal de 2ème classe territorial	C	TC	3	5	8		
Adjoint administratif territorial	C	TC	24		24		2

EMPLOIS DE VACATAIRES (exprimés en mensualités)

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Annuités autorisées 31/12/2024	Transformations	mensualités autorisées TNC au 31/01/2025	mensualités consommées 31/01/2025
Médecin vacataire	A	TNC	38		38	6,84

TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES DEPARTEMENTAUX
DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

DENOMINATION DES EMPLOIS	CATEGORIE	TAUX	31/12/2024	Transformation et/ou création de postes	NOMBRE D'EMPLOIS au 31/12/2024		
					Autorisés TC	Autorisés TNC	POURVUS
Attaché principal de l'administration hospitalière	A	TC	1		1		1
Attaché de l'administration hospitalière	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	2
Infirmière en soins généraux et spécialisés de 2ème grade	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Psychologue de classa normale	A	TC	1		1		0
Psychologue de classa normale	A	TNC	0		0	0	0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	0
Assistant Socio-Educatif hospitalier de second grade	A	TC	2		2		2
Assistant Socio-Educatif hospitalier du 1er grade	A	TC	3		3		3
Educateur Jeunes Enfants du 2nd grade	A	TC	1		1		1
Educateur Jeunes Enfants du 1er grade	A	TC	1		1		1
Conseiller en Economie Sociale et Familiale du 1er grade	A	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			7	0	7	0	7
Cadre socio éducatif	A	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			1	0	1	0	1
Moniteur Educateur	B	TC	4		4		3
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			4	0	4	0	3
Animateur principal de 2ème classe des services Hospitaliers	B	TC	1		1		1
Animateur des services Hospitaliers	B	TC	2		2		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3	0	3	0	2
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe exceptionnelle	B	TC	1		1		1
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe supérieure	B	TC	1		1		0
Adjoint des Cadres Hospitaliers classe normale	B	TC	0		0		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			2	0	2	0	2
Adjoint administratif Hospitalier	C	TC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			0	0	0	0	0
Aide Soignante de classe supérieure	B	TC	0		0		0
Aide Soignante de classe normale	B	TC	1		1		1
Aide Soignante Principale	C	TC	0		0		0
AES / AMP	C	TC	10	2	12		10
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			11	2	13	0	11
Ouvrier principal 1° classe	C	TC	1		1		1
Ouvrier principal 2° classe	C	TC	1		1		1
Agent d'Entretien Qualifié	C	TC	1		1		1
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			3	0	3	0	3
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Supérieure	C	TC	2		2		2
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale	C	TC	8		8		8
Agent des services hospitaliers Qualifié de cl. Normale	C	TNC	0		0		0
TOTAL CADRE D'EMPLOIS			10	0	10	0	10
TOTAL GENERAL			45	2	47	0	42

EMPLOIS CONTRACTUELS POUR BESOINS SAISONNIERS OU OCCASIONNELS OU REMPLACEMENTS DIVERS OU CONTRATS DE PROJETS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	ETP autorisées au 31/12/2024	Transformations	ETP autorisées TC au 31/12/24	mensualités autorisées TNC	mensualités au 31/12/2024
Remplacements "équipe éducative"		TC	3		3		2,69
Remplacements "ASHQ"		TC	2		2		1,582
Renfort "Administraif" contrat de projet		TC	0		0		0
TOTAL			5	0	5	0	4,3

EMPLOIS DE VACATAIRES

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Mensualités autorisées au 31/12/2024	Transformations	mensualités autorisées TC au 31/12/2024	mensualités autorisées TNC	mensualités consommées au 31/12/2024
Psychologue vacataire	A	TNC	0			0	0

APPRENTIS

Dénomination des emplois	Catégorie	Taux	Emplois autorisées au 31/12/2024	Transformations	Emplois autorisés TC au 31/12/2024	Emplois autorisés TNC	pourvus au 31/12/2024
Apprentissage ES	A	TC	3		3		3
Apprentissage Moniteur éducateur	B	TC	0		0		0
TOTAL			3	0	3	0	3

TABLEAU DES EMPLOIS AU 31/01/2025
CORREZE AUTONOMIE

Dénomination des emplois	CATEGORIE	TAUX	NOMBRE D'EMPLOIS			
			Effectifs autorisés 31/12/2024	Transformation, suppression et/ou création de poste	Effectifs autorisés 31/01/2025	Pourvus au 31/01/2025
Contrats privés		TC	33,8		33,8	31,8

CD.2025.04.11/115

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

CORREZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Préserver la qualité de vie des habitants, valoriser les espaces naturels et ruraux du territoire en anticipant les changements climatiques, sont autant d'objectifs de la politique départementale d'accélération pour la transition écologique et énergétique pour 2025.

Face au changement climatique, les politiques environnementales conduites par le Département doivent être adaptées aux nouveaux enjeux. Elles jouent un rôle déterminant dans l'aménagement de notre territoire et par conséquent, selon les orientations prises, elles peuvent impacter directement l'équilibre et le développement de ce dernier.

Le Département entend poursuivre le développement économique et l'attractivité du territoire en produisant, consommant, commercialisant et valorisant ses atouts et les ressources locales, en respectant l'environnement.

Dans l'optique de renforcer l'attractivité durable et éco-responsable de notre territoire, le Département a pour ambition commune avec les collectivités et les entreprises de relever le défi de l'accélération à la transition écologique en prenant en compte les atouts et les forces du département.

Depuis 2019, le Département s'inscrit pleinement dans les actions contribuant à cette accélération de la transition écologique. Dans ce cadre, l'émergence et la mise en œuvre du programme "Corrèze Transition Ecologique" (CTE), programme qui intègre des actions de tout le territoire Corrézien, en est une illustration.

Ainsi, les transitions écologiques, énergétiques, agricoles et alimentaires doivent être les moteurs du développement pour notre territoire. Notre collectivité poursuit donc ses actions en faveur de la protection de la ressource en eau, de la production des énergies renouvelables, du soutien à l'agriculture, de la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et du cadre de vie sur le territoire corrézien.

Les actions se déclinent sur les volets écologiques, énergétiques, alimentaires et agricoles à travers 4 axes :

- La protection de la ressource en eau et la gestion des usages,
- La valorisation des énergies renouvelables et le développement des mobilités durables,
- Le soutien à l'agriculture et la promotion d'une alimentation de qualité,
- La préservation, la valorisation des espaces naturels et du cadre de vie.

Concernant les deux premiers axes, deux projets en cours impacteront fortement les futures politiques du Département sur la transition écologique et le développement économique de notre territoire corrézien :

- L'élaboration du Programme d'Actions du Plan Départemental de la Gestion de l'Eau en Corrèze (PDGE) qui permettra une meilleure gestion et un meilleur suivi de l'évolution de la ressource en eau, dans le but de maintenir l'équilibre entre la ressource et les besoins des usages, tel que celui de l'activité agricole.

- Le programme Corrèze Bouclier Énergétique – circuit court, lancé en 2023 consiste, dans un premier temps, à développer des sites démonstrateurs en autoconsommation collective. Puis, parallèlement, une étude de fourniture d'une énergie locale décarbonée est en cours pour des réalisations sur 2025.
  En sus le projet structurant d'une unité de valorisation PV sur le contournement de Lubersac dont la réalisation pourra démarrer en juillet 2025 si toutes les étapes d'autorisation peuvent être franchies.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter :
23 458 640 € de crédits de paiement en dépenses :

- ✓ 22 035 400 € au titre des dépenses d'investissement
- ✓ 1 423 240 € au titre des dépenses de fonctionnement

Auxquels se rajoutent 400 412 € de crédits de paiement au titre des recettes dont :

- ✓ *151 757 € au titre des recettes d'investissement*
- ✓ *248 655 € au titre des recettes de fonctionnement*

I - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES

Le Département est un acteur privilégié de la politique de la ressource en eau. Il joue un rôle d'animation départementale et de coordination des acteurs de l'eau et les accompagne financièrement afin de préserver la ressource en eau du territoire en quantité et qualité.
Depuis les années 2000, le constat des assecs plus précoces et plus fréquents chaque année traduit la sensibilité de la ressource en eau du territoire corrézien et du risque de pénurie en période d'étiage.

Ainsi, le Département, acteur de la transition écologique, en partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, se sont fixés pour objectif de prendre en compte les problématiques liées aux évolutions climatiques et leurs conséquences sur la gestion de la ressource en eau et l'équilibre entre les besoins des usages et de cette ressource.

Courant 2025, le Département redéfinira les orientations de sa politique de l'eau sous la forme d'un nouveau contrat de progrès pour 3 ans avec l'Agence de l'Eau. Il portera cette politique notamment auprès des collectivités compétentes dans le domaine de l'eau potable de l'assainissement et les milieux aquatiques.

Le Département intervient également auprès des acteurs privés dans le domaine de l'eau : associations et fédérations, exploitants agricoles ou propriétaires d'étangs, …
L'objectif de ces mesures est de préserver la ressource en eau et d'optimiser son utilisation et ainsi permettre de réaliser les travaux nécessaires pour répondre au mieux et au plus près des enjeux du territoire.

Pour atteindre les objectifs partagés et qui seront inscrits dans le futur contrat de progrès 2025-2027 en cours de construction, le Département poursuivra son soutien financier sur les investissements des collectivités dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement des eaux usées et la gestion des milieux aquatiques.

a - Plan Départemental de la Gestion de la ressource en Eau de la Corrèze (PDGE)

Face aux impacts du changement climatique sur la quantité et la qualité de la ressource en eau, le Département a pour ambition de sécuriser l'accès à l'eau en quantité et en qualité, indispensable au maintien des activités économiques et sociales du territoire.
Conscient de cet enjeu, il s'est engagé avec l'ensemble des représentants des acteurs corréziens dans la co-construction du Plan Départemental de la Gestion de l'Eau en Corrèze (PDGE).

Cette démarche innovante est inscrite dans la feuille de route de la gestion quantitative du sous-bassin de la Dordogne, dans la stratégie portée par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et plus globalement dans le Plan Eau de l'État.

Le PDGE, véritable stratégie d'adaptation au changement climatique, rassemble l'ensemble des acteurs autour d'une dynamique collective pour répondre aux enjeux du partage de l'eau et maintenir un équilibre entre les besoins et la ressource en eau.

Pour communiquer autour de la stratégie du PDGE et s'assurer de son acceptabilité sociale, le Département a organisé en octobre dernier des "Assises de l'Eau" pour s'accorder avec l'ensemble des forces vives du territoire sur cette vision partagée de la gestion de l'eau en Corrèze.

Ce Plan, approuvé par l'Assemblée départementale en juillet 2024, repose sur trois orientations cadres, à savoir :

- Préserver et mobiliser la ressource,
- Éviter et réduire,
- Les conditions de réussite du Plan : connaitre, suivre et partager.

Pour passer de la concertation à l'action, le plan est décliné dans un Programme d'Actions 2025-2030 regroupant plus d'une centaine de solutions concrètes pour réduire la vulnérabilité du territoire. En tant qu'acteur du territoire, le Département s'inscrit dans cette stratégie dès 2025, en engageant les actions suivantes :

– Étudier les opportunités de solidarité inter bassin

Cette action inscrite dans l'objectif stratégique du plan "Mobiliser de nouvelles retenues d'eau et optimiser leur utilisation" vise à répondre aux besoins en eau et aux enjeux futurs à l'horizon 2050 du bassin Charente. La première phase d'étude, engagée en 2024, pourrait se poursuivre, selon les conclusions, par la définition d'un ou plusieurs scénarios de transfert éventuels.

– Mettre en cohérence les politiques du Département avec le PDGE

Pour répondre à l'objectif opérationnel du plan "Articuler et adapter les politiques publiques de l'eau", le Département engage un travail visant à orienter ses politiques départementales pour répondre aux enjeux définis collectivement dans le PDGE.

Il s'attachera d'une part, à définir des critères d'aides pour les subventions aux collectivités ou associations pour leurs opérations, en particulier, en matière d'alimentation en eau potable, d'assainissement ou de milieux aquatiques. Les nouveaux critères d'aide pour la politique EAU, permettant d'orienter les actions portées localement vers une gestion durable de la ressource en eau seront proposés à l'Assemblée Départementale en juillet prochain.

D'autre part, dans le cadre de la gestion de son patrimoine, le Département travaillera à l'élaboration d'un programme d'actions visant la sobriété en eau des établissements départementaux.

– Atténuer les étiages par la mobilisation de retenues d'eau présentes sur le bassin versant

Le travail de prospective mené dans le cadre de l'élaboration du PDGE a mis en évidence la sensibilité du territoire corrézien aux situations de déficit pluviométrique et l'impact du changement climatique sur la baisse des débits des cours d'eau et le prolongement des étiages à venir. Aussi, le Département, souhaite dans une logique de partage et de multi-usages, étudier la mobilisation des nombreux étangs présents sur le territoire pour atténuer les étiages sur des bassins versants subissant des étiages sévères et longs, voire des assecs. Il s'agit, autour de cette expérimentation, de favoriser le partage de la ressource, préserver les milieux aquatiques, et fédérer les acteurs du territoire autour d'un projet commun.

– Qualifier les réserves d'eau existantes à l'échelle des bassins versants

Un des enjeux du plan est de s'engager dans une gestion raisonnée et partagée de la ressource en eau. Le département étant doté de nombreux plans d'eau, dont certains sans usage ou à usage d'agrément, il est apparu opportun de réfléchir à optimiser l'utilisation de ces réserves pour mutualiser la ressource locale et sécuriser les activités des acteurs locaux. Dans cet objectif, il convient en amont de caractériser les plans d'eau pour évaluer le potentiel de mobilisation des volumes stockés au bénéfice du multi-usage.

– Sensibiliser et accompagner les propriétaires pour une gestion durable de la forêt

Le Conseil Départemental souhaite travailler avec les acteurs du territoire pour progresser dans la gestion durable de la forêt au regard du changement climatique, afin de maintenir toutes les fonctionnalités hydrologiques du couvert forestier et en assurant une économie locale liée à la ressource en bois sur la base d'un diagnostic de la forêt corrézienne.

– Créer un observatoire de la ressource en eau et des sols

Les membres du COPIL ont collectivement souligné la nécessité de connaitre, gérer et partager la connaissance autour de la ressource en eau. Pour répondre à cet axe du plan, le Département lance en 2025 la co-construction d'un observatoire départemental de l'eau et des sols pour centraliser, capitaliser les informations, à destination du grand public et des acteurs de l'eau.

– Constituer un opérateur public départemental portant la création et la gestion d'ouvrages de stockage

Un des éléments pour répondre aux besoins en eau du territoire et aux enjeux d'adaptation aux évolutions climatiques, peut passer par la mobilisation de nouvelles retenues d'eau et l'optimisation de leur utilisation. Une des premières étapes de cette réflexion consiste à identifier les éléments de cadrage réglementaire, juridique et financier pour la constitution d'un opérateur public départemental dont les missions seraient de porter la création de nouveaux ouvrages de stockage, l'aménagement d'ouvrages déjà existants ainsi que leur gestion.

Il est proposé d'augmenter l'autorisation de Programme 2020 – 2030 de 600 000 €, pour ainsi la porter à 1 200 000 €.

Pour mener à bien l'ensemble de ces actions et répondre aux enjeux du PDGE, stratégie d'adaptation de la gestion de la ressource en eau de la Corrèze qui vise à améliorer notre résilience face au changement climatique,

Sont prévus au budget 2025
400 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement
10 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement

b - Périmètre de captage du Centre Hospitalier du Pays d'Eygurande (CHPE)

Les forages de Bialon, situés sur la commune de Messeix (63) alimentent en eau potable le Centre Hospitalier du Pays d'Eygurande (CHPE) sur la commune de Monestiers-Merlines (19).
En tant que propriétaire des bâtiments, le Département de la Corrèze a pour obligation de mettre en place les périmètres de protection autour de ces forages. Ce dernier a donc engagé en 2017 la procédure de mise en conformité de ces périmètres de protection.

En 2024, la phase administrative s'est achevée par la signature et la publication de l'arrêté interpréfectoral de déclaration d'utilité publique dans lequel figure les prescriptions à mettre en œuvre.

La poursuite de la démarche se concrétise désormais avec la mise en œuvre en 2025 de la phase "Acquisition/Indemnités/Travaux" qui comprend :

- L'acquisition par le Département des terrains nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de protection immédiate des forages,
- Le versement des indemnités aux propriétaires et exploitants concernés par l'instauration de servitudes au sein du périmètre de protection rapprochée,
- La mise en œuvre des mesures de protection,
- La réalisation des travaux de mise en conformité.

Cette opération bénéficie du soutien financier de l'Agence de l'Eau Adour Garonne à hauteur de 50 % sur les travaux et à hauteur de 80 % sur l'acquisition foncière.

Sont prévus au budget 2025
38 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,
20 000 € crédits de paiement au titre des recettes d'investissement.

c - Grand cycle de l'eau et milieux aquatiques

La démarche d'élaboration du PDGE a remis en exergue le rôle primordial de préservation des milieux aquatiques, face au changement climatique et à la raréfaction de la ressource. Le Département s'inscrit dans une logique d'adéquation entre la préservation des milieux et le développement raisonné des activités sur le territoire corrézien.

Ainsi, soucieux de préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et des zones humides, le Département reconduit ses aides en matière de gestion des milieux aquatiques.
A ce titre, il accompagne les travaux de mise en conformité et de sécurisation des étangs visant à réduire l'impact sur le milieu et garantir la sécurité et la pérennité des ouvrages, et de leurs usages.

Les deux fiches d'aides relatives à ces dispositifs sont annexées au présent rapport en annexes 1 et 2.

Dans un objectif de développer le multi-usages des retenues existantes, le Département soutien également l'acquisition des étangs privés pour une valorisation agricole visant à limiter les prélèvements sur les réseaux d'eau potable en période d'étiage.

Pour répondre au mieux aux enjeux du PDGE, un travail de redéfinition des aides pour les actions en matière de gestion des milieux aquatiques et de solutions fondées sur la nature est engagé. Des nouvelles modalités d'aide seront soumises à l'Assemblée Départementale en juillet prochain et ce à travers le futur contrat de progrès 2025-2027 avec l'Agence de l'Eau.

Sont prévus au budget 2025
320 000 € de crédit de paiement au titre des dépenses d'investissement.

d – Autonomie en eau (abreuvement et irrigation)

Dans un souci de maîtrise des coûts, de réduction des gaspillages et de répondre aux impacts du changement climatique, il est nécessaire de poursuivre la réduction des prélèvements sur le réseau public liée à l'alimentation en eau du bétail et à l'irrigation des cultures.
Dans l'objectif d'optimisation de la ressource en eau brute, il convient de permettre aux agriculteurs de mettre en œuvre d'autres solutions pour répondre à leurs besoins afin de satisfaire ces usages.

Le Conseil Départemental réserve une enveloppe totale de 250 000 € sur 2025, selon la convention annuelle de partenariat avec l'ASAFAC qui est présentée en annexe 3 du présent rapport.
Pour ce qui concerne les crédits de paiement en investissement, ce sont 200 000 € qui sont inscrits sur ce programme afin de permettre le paiement des subventions dont les travaux seront réalisés sur 2025.

Sont prévus au budget 2025
200 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.

e - Le SAGE du bassin Vézère – Corrèze

Institué par la loi sur l'eau de 1992, le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est la déclinaison à l'échelle locale du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Le SAGE est un document de planification destiné à garantir une gestion équilibrée et durable des ressources en eau sur un territoire hydrographique cohérent.
Le SAGE s'articule à l'échelle d'un bassin versant. Le bassin Vézère Corrèze est structuré autour de la rivière principale : la Vézère qui s'étend de Saint-Merd-les-Oussines à Limeuil, en Dordogne. Il couvre 3 730 km^2, sur trois départements : la Corrèze (pour 72 %), la Dordogne (27 %) et la Haute-Vienne (1 %).

Le SAGE est conduit par une Commission Locale de l'Eau (CLE), composée de 42 membres. Elle réunit 3 collèges : les élus des collectivités territoriales, les usagers professionnels et associatifs, et les services de l'Etat et de ses établissements publics. La CLE ne possédant pas de personnalité juridique, le Conseil Départemental de la Corrèze a été désigné pour être la structure porteuse de ce Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
Dans ce cadre, le Département assure l'animation, le secrétariat administratif et la maîtrise d'ouvrage des études nécessaires à l'élaboration du SAGE.

La première étape consiste à dresser l'état actuel du bassin. Le rapport d'état initial correspondant, après avoir été amendé pour répondre aux remarques émises notamment lors de la consultation mise en place fin 2024, a été validé par la CLE lors de sa séance du 24 janvier dernier.

Le travail d'élaboration du SAGE doit se poursuivre par les étapes de construction du diagnostic, des tendances d'évolution du bassin et la définition de la stratégie du SAGE, qui sera ensuite traduite dans la rédaction des documents conformément à l'ensemble des dispositions réglementaires en vigueur (PAGD, règles). La CLE doit également réaliser une évaluation environnementale afin d'apprécier et d'anticiper les impacts environnementaux des dispositions et règles du SAGE, et veiller à la cohérence d'ensemble des projets et aménagements prévus sur le territoire.
Enfin, il est essentiel de s'assurer de la cohérence et du respect des principes sur le plan juridique dans la rédaction du SAGE pour asseoir sa portée juridique.

Dans ce cadre, afin de permettre la validation du travail élaboré par les élus membres actuels de la CLE, mais également de coordonner les orientations définies dans le PDGE avec la stratégie du SAGE, le Département a souhaité accentuer la dynamique autour de l'élaboration de ce schéma.
L'objectif vise une validation de la stratégie du SAGE Vézère-Corrèze en janvier 2026 par la CLE, en amont de sa future composition qui est amenée à être revue, suite aux prochaines élections municipales.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, fixé collectivement, le Département a souhaité en tant que structure porteuse du SAGE, être accompagné par un bureau d'étude pour la suite d'élaboration du SAGE soit pour une durée de 2 ans.

Pour mettre en œuvre ces différentes étapes du SAGE, il est proposé à l'Assemblée Départementale un accompagnement à la structure porteuse pour aboutir à la définition de la stratégie du SAGE.

Pour information, l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et la Région Nouvelle-Aquitaine soutiennent l'élaboration des SAGE en participant au financement de l'animation et des études nécessaires aux travaux de la CLE. Dans ce cadre, il est proposé également à l'Assemblée Départementale d'autoriser M. le Président du Conseil Départemental à déposer une demande de subvention auprès des partenaires financiers, et signer tous les documents correspondants.

<u>Sont prévus au budget 2025</u>
150 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement,
45 000 € crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

f - EPIDOR (Établissement Public Interdépartemental Dordogne)

Créé en 1991, EPIDOR s'est transformé depuis le 1er janvier 2019 en syndicat mixte qui regroupe à ce jour ses six membres fondateurs, les six Conseils Départementaux concernés par le bassin de la Dordogne (Puy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Lot, Dordogne et Gironde) ainsi que la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Charente qui ont intégré le syndicat en 2020.

EPIDOR a pour objectif d'impulser et d'animer une politique de gestion cohérente et durable de l'eau à l'échelle du bassin de la Dordogne, notamment en favorisant un dialogue territorial entre tous les acteurs, au travers d'études et de programmes de gestion et d'animation. Il a également récupéré la pleine propriété du Domaine Public Fluvial (DPF) depuis le 1er janvier 2020.

Ses missions portent sur 3 grands axes :

- La gestion du grand cycle de l'eau : qualité/quantité de la ressource, milieux aquatiques, biodiversité, inondations, continuité écologique, poissons migrateurs, gestion intégrée (SAGE)…
- La gestion du Domaine Public Fluvial : gestion administrative et surveillance du DPF, le libre écoulement des eaux, la sécurité de la navigation, …
- La valorisation et la promotion du territoire : portage et animation de la réserve de biosphère du bassin de la Dordogne (label UNESCO), …

En tant que membre, le Conseil Départemental participe financièrement à son fonctionnement et finance, en ce sens, plusieurs actions dont notamment l'animation du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du bassin Dordogne amont qui concerne une grande partie du territoire corrézien.

Sont prévus au budget 2025
94 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

g - Service d'Assistance au Traitement des Effluents et au Suivi des Eaux (SATESE)

Le Département met à disposition, des communes ou des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), une assistance technique dans les domaines de l'assainissement. Les modalités de cette assistance, portée par le Service d'Assistance au Traitement des Effluents et au Suivi des Eaux (SATESE) sont définies par convention. La Commission Permanente du 19 juillet 2024 a autorisé le Président à signer les nouvelles conventions d'assistance proposées aux collectivités (communes ou EPCI) pour une durée de six ans (2025-2030).

Les collectivités sollicitées ont toutes signé la convention d'assistance.
La recette correspondant à cette prestation s'élèvera en 2025 à 59 603 €.

Via le SATESE, le Département intervient auprès des collectivités pour qu'elles se dotent d'équipements performants limitant les rejets et assurant la préservation de la qualité des milieux aquatiques.
Dans ce cadre, le SATESE réalise une surveillance des stations d'épuration et apporte son expertise technique.

Le SATESE a effectué en 2024, 56 bilans 24h, 351 visites d'assistance technique et 20 validations des mesures d'autosurveillance règlementaire.
Dans le cadre d'une collaboration avec le CNFPT, le SATESE organisera en septembre une session de formation sur le fonctionnement des petites installations d'assainissement collectif. Comme les cinq années précédentes, le SATESE accueille, cette année, un apprenti en Licence Professionnelle Traitement et Epuration des eaux.
L'Agence de l'Eau Adour-Garonne soutient encore dans son XIIème programme le fonctionnement des services SATESE à hauteur de 140 052 euros en 2025 (aide à l'appui technique 2024).

Sont prévus au budget 2025
10 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,
48 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement,
199 655 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

h - Accompagnement de la filière aquacole en Corrèze

Dans le cadre d'une étude expérimentale lancée par le Syndicat des Étangs Corréziens sur l'étude de faisabilité de la création d'une filière aquacole corrézienne de poisson d'eau douce, le Département accompagne financièrement cette structure par une convention pluriannuelle 2022-2025 votée lors du Conseil Départemental du 8 juillet 2023.

À ce jour, ce sont 24 étangs partenaires qui sont entrés dans cette expérimentation dont la surface cumulée en eau représente 84 ha. Les travaux menés permettent de lever des freins techniques et d'adapter la production selon la typologie du substrat de l'étang.

Depuis 2021, ce sont plus de 5 tonnes de poissons qui ont été pêchées permettant d'établir et d'affiner l'étude économique en cours et ainsi la viabilité économique de cette filière en Corrèze.

Sont prévus au budget 2025
10 440 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

II - VALORISATON DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES MOBILITES DURABLES

Le Conseil Départemental s'est engagé pour faire de notre département un territoire exemplaire en matière d'énergies renouvelables. L'objectif est d'accélérer le développement de la production et de la consommation locale d'énergies renouvelables en s'inscrivant dans une dynamique d'incitation, en soutenant des expérimentations innovantes et en modélisant le déploiement des filières de manière concertée et cohérente.
C'est pourquoi, le Conseil Départemental a engagé le 1er décembre 2022 son programme « Corrèze Bouclier Énergétique ».

a - Le programme "Corrèze Bouclier Énergétique" : groupement de commande photovoltaïque

Engagé en décembre 2022, le programme Corrèze Bouclier Énergétique a pour objectif d'offrir aux Corréziens des solutions concrètes de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables.
Dans un contexte de crise énergétique et d'inflation massive des prix, la nécessité de mettre en place des outils d'accompagnement des Corréziens est apparu comme un enjeu majeur.
Ainsi le groupement de commandes a pour objet de permettre à ses membres de bénéficier, de prestations d'études de potentiels, d'études géotechniques, de maîtrise d'œuvre pour des projets de centrales solaires sur bâtiment existants ou création d'ombrières photovoltaïques.

La mobilisation des acteurs du projet a été réalisée par l'intermédiaire d'un appel à manifestation d'intérêt et l'envoi d'un questionnaire. Un travail partenarial avec la Chambre de Commerce et d'Industrie19 et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 19 a permis d'identifier et de cibler un panel d'acteurs privés (PME) intéressés par la démarche en complément de l'ensemble des collectivités Corréziennes elles aussi sondées en parallèle.

Aujourd'hui le nombre d'adhérents s'élève à 98 acteurs :

- 79 Communes
- 2 Syndicats
- 3 Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD)
- 6 Entreprises

En évolution depuis le lancement du groupement, le nombre d'adhérents s'est étoffé avec des communes supplémentaires. Des structures telles que les EHPAD, très impactées par des dépenses énergétiques massives, se sont greffées au dispositif.

Au premier semestre 2024, un rendez-vous physique au sein de chaque commune, syndicat et entreprises adhérentes a été réalisé afin de dégager les potentiels bâtimentaires ayant un intérêt à être porté à l'étude. Ce travail a permis de préciser aux adhérents, les enjeux du photovoltaïque (autoconsommation individuelle/ collective), d'établir un repérage visuel des ouvrages pressentis par les adhérents afin d'écarter, selon les contraintes rencontrées les bâtiments non viables et plus globalement de conseiller les acteurs sur la maîtrise de l'énergie.

Parallèlement, un outil cartographique a été créé afin de répertorier l'ensemble des bâtiments relevés lors de la phase terrain avec un panel de données d'entrées par bâtiment. Ces données facilitent le travail amont des bureaux d'études.

Aujourd'hui, 16 adhérents se sont engagés pour des études de potentiels et des modélisations graphiques des projets bâtimentaires en autoconsommation individuelle et un projet en autoconsommation collective ont été réalisées.

Pour tous les cas étudiés, les conclusions des bureaux d'étude font mention d'une faisabilité technique intéressante permettant de confirmer l'intérêt du travail de recueil de besoin amont et ainsi d'éviter aux adhérents de porter des projets non viables à l'étude.

Plusieurs retours d'expériences ont fait apparaitre une frilosité d'adhérents élus locaux au regard du taux d'endettement de leur collectivité et des alertes produites par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) à ce propos, limitant ainsi l'initiative.

Afin de lever les doutes et faire valoir l'intérêt des investissements productifs inhérents aux centrales solaires et aux bénéfices qu'elles produisent (revenus d'une vente totale ou effacement de facture d'électricité en autoconsommation), un travail collaboratif avec la DDFIP a été engagé afin de produire avec l'autorisation des adhérents qui le souhaitent, une étude d'impact produite à l'aune des résultats des études de potentiels.
Pour chaque projet étudié, la DDFIP 19 a ainsi produit 2 fiches synthétiques à destination des communes avec les indicateurs et une conclusion validant (tous les retours sont positifs) la faisabilité des projets.

Le législateur, avec l'arrêté du 21 novembre 2019, permet l'établissement de boucles d'opérations d'autoconsommation collective étendues pour des acteurs établis sur des communes classées en zones rurales ou très rurales au sens de l'INSEE et ce, sur des rayons de 10 ou 20 km. Ces opérations ouvrent le champ des possibles en terme d'organisation des boucles entre plusieurs acteurs et répondent largement aux problématiques d'adéquation entre potentiel producteur et consommateur.

Dans la plupart des cas identifiés, il semble cohérent de porter à l'étude des boucles intégrant du patrimoine bâti d'adhérents avec des acteurs locaux tels que des EHPAD ou / et du patrimoine Conseil Départemental de la Corrèze.

Afin de déterminer le contour possible de certaines boucles, la cellule SIG a adapté son outil en intégrant des périmètres de 10/20 km selon la taille des adhérents tout en croisant notre propre patrimoine (collèges, CERBF, MSD MDD…).

Ainsi, 4 projets tests sont en cours d'élaboration et de construction avec d'ores et déjà des acteurs et bâtiments identifiés. Une convention de mandat est en cours de validation rendant le CD 19 coordinateur des actions.

b - La Société d'Economie Mixte Corrèze Energies Renouvelables (SEM CER)

C'est dans cette optique que, dès 2019, le Département a créé la société à capitaux mixtes public et privé : Corrèze Énergies Renouvelables.
Cette Société d'Économie Mixte, à partenariat public - privé, permet la recherche et le développement de projets en vue de la production d'énergie mais également la mobilisation d'épargne populaire pour la réalisation de ceux-ci.

L'objectif de production est de 300MW à 10 ans avec des réalisations de projets sur 4 technologies :

- L'énergie photovoltaïque,
- La méthanisation,
- La production d'hydrogène décarboné,
- L'énergie hydraulique.

Un effort particulier a été mis en œuvre dès le départ de la démarche sur le photovoltaïque dont les temps de réalisation sont les plus courts afin de permettre de lancer une dynamique sur l'ensemble du territoire.

Le bilan actuel établi permet de comptabiliser :

- 35 permis hangar et location de toiture obtenus pour une puissance cumulée de 10Mw, dont 24 hangars et locations de toitures ont été réalisés pour une puissance de 8Mw.
- 60 projets hangar et location de toiture en cours d'analyses pour une puissance de 25Mw.
- 1 parc solaire à l'étude pour une puissance de 5Mw.

De plus, le Département est actionnaire à ce jour de deux sociétés de projets permettant le financement et la réalisation des installations. Il s'agit des sociétés : Territoires Des Énergies et Corrèze Énergie Développement. Elles serviront de support au développement des projets.

Le circuit court de l'énergie en cours d'étude pourra impacter le développement des sociétés de projet pour la fin 2025.

Sont prévus au budget 2025
345 000 € de crédits pour les investissements en direct vers les sociétés de projet et pour la participation du Département au capital de la SEM CER.

c – Réalisation d'une ombrière sur route Départementale – Déviation de Lubersac

Afin de poursuivre son engagement de production d'EnR en photovoltaïque sur le bâti du Département et d'expérimenter des solutions nouvelles propres à lui permettre de répondre aux enjeux énergétiques à venir, le Département souhaite désormais développer une ombrière photovoltaïque au-dessus d'une route départementale.

Le projet est de développer un NOUVEAU concept où les panneaux photovoltaïques seront placés au-dessus de la chaussée ; une identification "d'ombrière continue" qui recouvrirait l'emprise de la chaussée.

Le Département de la Corrèze envisage donc de mettre en œuvre ce projet ambitieux constituant, par son originalité et sa taille, une première en matière d'énergie d'origine renouvelable. Ce projet consiste à intégrer une couverture photovoltaïque dans le cadre de la construction du contournement routier de Lubersac en cours de réalisation. Les aspects techniques, environnementaux, routiers restent donc à appréhender.
Compte tenu de la complexité technique et en l'absence de projets comparables, il est apparu pertinent d'engager un dialogue compétitif avec les opérateurs économiques afin de s'assurer de la faisabilité de l'opération puis de réaliser l'opération en prenant en compte non seulement le cadre juridique applicable (Code de l'environnement, Code de l'urbanisme, Code de la voirie routière…) mais également les nombreuses spécifications techniques associées soit à l'ouvrage (contraintes géotechniques, etc.), soit aux enjeux énergétiques (vente, autoconsommation locale…).

Cette nouvelle opération innovante, jamais développée sur le territoire européen voire dans le monde, poursuit les objectifs suivants :

- Objectif de performance énergétique pour produire le maximum d'électricité possible sur l'emprise concernée, au service du territoire.
- Objectif de performance économique pour équilibrer l'opération avec un remboursement de l'investissement par la vente d'électricité à un prix compétitif pour les particuliers et les entreprises.
- Objectif de qualité afin de garantir la parfaite intégration environnementale de l'opération, son adéquation à l'arrêté d'autorisation environnementale et la prise en compte des contraintes inhérentes à une infrastructure routière.
- Objectif de délai pour garantir la parfaite réalisation de l'opération dans un calendrier optimisé intégrant l'ensemble des sujétions liées notamment aux prescriptions légales et réglementaires et à la délivrance de toutes les autorisations nécessaires.

Cette infrastructure solaire devra couvrir au maximum l'emprise de la voirie routière en prenant en compte l'ensemble des contraintes. Les emprises et équipements techniques seront également étudiés. En l'état actuel de la technologie photovoltaïque, l'énergie produite attendue est de 12 000 MWh par an, soit l'équivalent de la consommation électrique d'une population comprise entre 12 000 et 15 000 habitants.
Le plan d'affaire sera présenté avec une économie du projet pour équilibrer l'investissement selon un plan comprenant la totalité des dépenses d'investissement initial, de maintenance et d'exploitation avec des scénario sur une durée n'excédant pas 25 ans.
Conscient qu'un tel projet va nécessiter des étapes de validation sur la faisabilité technique, juridique et financière, je vous tiendrai régulièrement informés de l'avancée de ce dossier.

Afin de permettre la mise en œuvre de ce projet, il est proposé :

- D'affecter 20 M€ de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,
- D'autoriser le Président, sous réserve le cas échéant de l'obtention des différentes autorisations requises, à poursuivre toutes les études, à accomplir toutes diligences et à établir tous les actes et documents propres à garantir la parfaite réalisation du projet,
- D'autoriser le Président, dans ce cadre, à répondre à l'appel d'offres lancé par la commission de régulation de l'énergie (CRE) portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire correspondant aux caractéristiques techniques du projet.

d - Le déploiement de bornes électriques en Corrèze

Pour poursuivre la dynamique engagée en faveur de l'électromobilité, le Département souhaite reconduire son partenariat avec l'association Nouvelle-Aquitaine Mobilité Électrique (NAME), dont il est adhérent depuis 2021, qui vise à promouvoir le développement de la mobilité électrique en Nouvelle-Aquitaine en créant la synergie et en accompagnant notamment les collectivités locales, le grand public et les entreprises.
Ses missions sont les suivantes :

- Contribuer à faire connaître les nouvelles réglementations autour de la mobilité électrique ;
- Développer la filière mobilité électrique sous toutes ses formes (formation, innovation…) : webinaires, interventions sur le terrain ;
- Conseiller les différentes parties prenantes (particuliers, gestion de flottes automobiles, exploitation…) ;
- Assurer l'appropriation des architectures et des matériels interopérables ainsi que le partage des bonnes pratiques ;
- Soutenir l'innovation de la filière en faisant connaître les différentes avancées ;
- Créer les conditions d'un développement économique local autour de la mobilité électrique ;
- Fédérer les acteurs régionaux et départementaux de la mobilité électrique.

Par conséquent, il est proposé au Département de renouveler son adhésion à l'association NAME pour l'année 2025 pour un montant de 600 €.

Sont prévus au budget 2025
600 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

e - Le schéma de mobilité douce adapté aux spécificités du territoire

La collectivité a décidé de créer un schéma de mobilité douce innovant, adapté aux spécificités du territoire. L'enjeu principal est de proposer une alternative de déplacement qui réponde aux besoins de mobilité, tout en respectant l'environnement et en valorisant le cadre de vie.

Ce schéma s'appuie sur un nouveau concept : les Voies Vertes Pâles (VVP), un modèle de voirie partagée qui s'inscrit dans une approche de sobriété routière, privilégiant l'usage des infrastructures existantes.
Le schéma a pour objectif de faciliter les déplacements doux dans les communes rurales.
A terme, il doit permettre de connecter des espaces de vie, de travail et de loisirs, tout en offrant une solution adaptée grâce à la montée en puissance des vélos à assistance électrique. Il est à noter que le tracé définitif des Voies Vertes Pâles s'étend sur une longueur totale de 1 165 km, dont 293 km de voies communales et 872 km de routes départementales. Elles relient 78 points d'intérêt départementaux.

La réflexion a été conduite en concertation avec les intercommunalités et les communes. En tenant compte des spécificités locales, les itinéraires mettent aussi en valeur l'offre touristique, culturelle et patrimoniale du département.

La réalisation des aménagements en termes de signalisation et de sécurisation des zones sensibles sera effectuée d'ici la fin du 1er semestre. Ces investissements seront portés sur le budget de la Direction des Routes du Département.

Aussi, une manifestation sera organisée par le Département pour le lancement des VVP au début de la saison estivale.

Sont prévus au budget 2025
10 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

III - SOUTIEN A L'AGRICULTURE ET A LA PROMOTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITE

a - Développement des circuits alimentaires de proximité

Promouvoir une alimentation plus sûre, plus saine et durable grâce à la qualité et à la traçabilité des produits agricoles corréziens voici l'ambition du Département pour les corréziens.

Dans l'objectif d'optimiser et de favoriser la consommation de produits locaux et avoir recours aux circuits courts, le Département lance un programme de lutte contre le gaspillage alimentaire.
Dans la continuité, et en lien avec la loi AGEC (Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire), rendant obligatoire le tri à la source des biodéchets, une campagne de prévention des biodéchets est en cours de réalisation dans les 21 unités de restauration des collèges. Cette campagne nécessite un diagnostic et une sensibilisation du personnel de cuisine et des élèves.

Le Département s'est laissé le choix de pouvoir faire appel à des organismes spécialisés pour la mise en œuvre de ce programme.

Les objectifs sont de réduire le gaspillage alimentaire diminuant ainsi les coûts du budget des achats alimentaires et de limiter les coûts de collecte de ces déchets.
Dès janvier 2024, les collèges ont tous été équipés de balances permettant de réaliser des pesées quotidiennes sur le gaspillage alimentaire. En parallèle toutes ces données de pesées se doivent d'être enregistrées dans le logiciel de gestion des approvisionnements pour les collèges (Webgerest), permettant ainsi aux services techniques de faire un état des lieux de ce gaspillage et dans le but de trouver des leviers pour réduire ce gaspillage.

Sont prévus au budget 2025
20 000 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement.

b - La politique départementale agricole

Aujourd'hui, on recense en Corrèze un peu moins de 4 000 chefs d'exploitations et coexploitants. La Corrèze reste une terre d'élevage, mais une place est désormais faite aux cultures maraichères et fruitières. La diversité s'installe au niveau du territoire départemental mais aussi au sein même de chaque exploitation. Cette nouvelle tendance représente une richesse pour notre territoire corrézien.
L'action du Département en faveur de l'agriculture se décline aujourd'hui et depuis l'application de la loi NOTRe au travers de la politique d'attractivité du territoire et de la transition écologique.

La loi NOTRe confère aux Régions la compétence exclusive en matière de développement économique, sous réserve des compétences que la loi attribue expressément aux autres collectivités territoriales et à leur groupement dans ce domaine.
Dans ce cadre, la Région établit un Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), qui fixe le cadre et la coordination de ces différentes interventions.
Les Départements, de par leur rôle indéniable d'acteurs de proximité auprès des partenaires du monde agricole et forestier, peuvent compléter les aides régionales ou participer au fonctionnement des organismes des secteurs agricoles, forestiers, aquacoles et de la pêche.

En 2023, le Département a renouvelé pour 6 ans sa convention SRDEII avec la Région Nouvelle-Aquitaine afin de soutenir les exploitations dans leur programme d'investissements.

Il est proposé d'augmenter de 400 000 € l'Autorisation de Programme 2021 – 2027 pour permettre la mise en œuvre de cette politique agricole du Département.

1- Le dispositif de soutien PCAE "Transformation et Commercialisation de Produits Agricoles" en co-financement

Le Département a la possibilité d'intervenir sur les dispositifs hors FEADER, pour les dossiers retenus dans un appel à projet régional, en supplément du taux d'aide défini dans l'appel à projet.

En renouvelant avec la Région fin 2023, le Conseil Départemental de la Corrèze a réaffirmé sa volonté de consolider la création de valeurs ajoutées sur les exploitations agricoles du département engagées dans des filières de production de qualité (production fermière, agriculture biologique, AOP, labels, etc.) et de mobiliser des aides supplémentaires dans ces domaines.

Notre Département peut ainsi aider les investissements des exploitations dans le cadre de l'appel à projet de la Région "Transformation à la ferme" mais aussi les investissements réalisés pour améliorer la qualité des productions engagées pour l'obtention de label ou d'AOC ou AOP et accompagner à la diversification et à l'adaptation au changement climatique sur les exploitations.

Le dispositif d'aide au titre du PCAE "Transformation et Commercialisation de produits agricoles" a été mis en œuvre dès la fin de l'année 2019.

La Région intervient sur un taux de 30 %, pour une aide maximale à 35 %. Ce qui donne la possibilité au Département d'intervenir à hauteur de 5 % (avec un montant plafonné à 5 000 €).

2- Le dispositif d'accompagnement à la "Diversification et Adaptation au Changement Climatique" en annexe 4

La nouvelle convention avec la Région Nouvelle-Aquitaine permet également au Conseil Départemental de poursuivre son soutien auprès des exploitations agricoles dans le cadre de la mise en place de projets de diversification et d'adaptation aux changements climatiques.
Aussi, en décembre 2023 le Conseil Départemental a ouvert ce dispositif aux CUMA pour l'achat de matériels d'occasions.

3- Les conventionnements avec la Chambre d'Agriculture de la Corrèze

➔La convention annuelle de partenariat (en fonctionnement) d'un montant de 145 000 € pour l'intervention et l'animation de la Chambre d'Agriculture portent sur les actions suivantes :

a. Favoriser l'approvisionnement local et les achats de proximité de la Restauration Hors Domicile (RHD) ;
b. Diversifier les productions et les activités ;
c. Animer les territoires corréziens ;
d. Développer une agriculture numérique ;
e. Accompagner la politique du Conseil Départemental ;
f. Assurer une solidarité sociale.

Cette convention est en annexe 5 du présent rapport.

En complément, de ce partenariat renouvelé annuellement, plusieurs conventions de partenariat ont été mises en place pour des actions précises.

➔ Conseils bovins viande pour les années 2024-2025-2026

Poursuite de cet objectif d'accompagnement des chefs d'exploitation candidats, en priorité les jeunes installés, dans la définition et la mise en place d'un « système de production cohérent et résilient en bovin viande » avec un état des lieux, un plan d'actions et 2 visites de suivi.
Les expertises portent sur la productivité du cheptel, l'autonomie de l'exploitation, la possibilité d'engraisser les animaux, le niveau de contractualisation avec la filière, les outils numériques, les résultats économiques obtenus.

Dans le cadre de cette convention, l'enveloppe globale engagée en 2024 a été de 93 280 € pour accompagner 110 producteurs sur les années 2024, 2025 et 2026.
Les réalisations 2024 portent sur 15 agriculteurs engagés dans le programme.
Pour 2025, le montant prévisionnel des dépenses est estimé à 26 500 €.

➔Accompagner la mise en place de la certification "Haute Valeur Environnementale HVE3" sur les exploitations agricoles corréziennes - tranche 2 - année 2023-2025

Pour rappel, la certification environnementale est composée de 3 niveaux et vise à la promotion et le développement d'une agriculture limitant ses impacts sur l'environnement. Le niveau 3 de cette certification correspond au niveau le plus haut et aussi appelé « Haute Valeur Environnementale ». L'exploitant qui candidate devra alors respecter l'ensemble des critères pour toute la durée du cycle de certification de 3 ans et participer aux audits : audit initial, audit de suivi et audit de renouvellement.

Pour la Région Nouvelle-Aquitaine, la mise en place de la certification pour une durée de 3 ans à un coût compris entre 900 € et 1500 €. Elle propose aux accompagnants, une aide qui couvre une partie des frais de l'audit initial. Les audits suivants ne sont pas accompagnés.

La Chambre d'Agriculture de la Corrèze s'est positionnée comme organisme d'accompagnement et propose une prestation de formation et de suivi aux changements des pratiques agricoles et au respect des critères de la certification avec la préparation à l'audit.

À travers une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture et en accord avec la Région, le Département propose également d'accompagner les agriculteurs sur ses investissements immatériels, nécessaires à l'obtention de la certification et pour les dernières années.

Dans la convention établie entre la Chambre et le Conseil Départemental, notre collectivité propose de poursuivre l'accompagnement financier des exploitations déjà engagées en 2022 et 2023 et les nouvelles qui vont entrer dans la certification courant 2024.

L'enveloppe prévue est de 105 000 € pour 700 suivis pour les années 2023 à 2025.
228 suivis ont été réalisés en 2024 pour une aide de 34 200 € et 183 en 2023 pour une aide de 27 450 €. Le montant prévisionnel des dépenses pour cette dernière année de convention est de 43 350 €.

➔ Étude de vulnérabilité agricole dans le cadre du PDGE (2024-2025)

Dans la continuité des travaux menés par le Département dans le cadre de l'élaboration du Plan Départemental de Gestion de l'Eau (PDGE) à l'horizon 2050, une étude de vulnérabilité au niveau agricole a été identifiée comme nécessaire, en prenant en compte le Plan de mutation de l'agriculture corrézienne proposé par la Chambre d'Agriculture et validé par les différents COPIL de ce PDGE.

Cette étude, approuvée en commission permanent du 20 septembre dernier, est portée par les services de la Chambre d'Agriculture de la Corrèze en étroite collaboration avec les services du Département.

Le montant de cette prestation est de 22 260 € pour la période 2024 – 2025.
Le paiement du solde de 11 130 € sera effectué cette année.

➔Accompagner l'innovation à travers le dispositif "Corrèze, terres d'innovations" pour 2025 – 2027 en annexe 6

Le plan de mutation de l'agriculture corrézienne propose de réaliser un sursaut au niveau des productions, d'enrayer le déclin de certaines d'entre-elles et de développer certaines autres, notamment toutes les productions diversifiantes, l'accueil à la ferme et la vente directe. Il prévoit aussi de porter une attention particulière à l'installation transmissions, d'adapter nos pratiques au changement climatique, de rendre les élevages plus autonomes et donc plus résilients.

Le conflit en Ukraine, l'accord du MERCOSUR, fragilisent le modèle économique agricole corrézien par le renchérissement notamment des intrants nécessaires et de l'énergie.

Face à toutes ces évolutions, l'agriculture de notre département doit rester résiliente et pour cela : innover dans tous les domaines.

La Chambre d'agriculture se doit de connaître l'état des innovations déjà en place et de créer des réseaux de fermes pionnières dans le maximum de domaines pour qu'elles puissent, après nos accompagnements, diffuser au maximum d'agriculteurs leurs avancées, les conditions de mise en œuvre des innovations et transférer leurs savoir-faire à de nouveaux groupes.

La convention proposée comporte les 2 actions suivantes :

- Traquer l'innovation
- Mettre en place des réseaux de fermes pionnières « Corrèze, terres d'innovations »

Le montant proposé pour cette convention est de 84 000 € sur 3 ans, dont 14 815 € pour 2025.

➔Outil de télédétection au service du développement d'une Forêt Durable (2025 – 2027) en annexe 7

La Chambre d'Agriculture et le Lycée forestier de Meymac disposent de compétences pour mettre en œuvre des outils de télédétection à partir du réseau de satellites Sentinelles, (volet spatial du programme européen Copernicus : images tous les 3 à 6 jours avec une résolution de 10 mètres qui permet de suivre les parcelles à partir de 13 bandes spectrales), de leur apprentissage et de la vérification des données produites sur le terrain. Cet outil est au service de plusieurs missions, notamment dans le développement d'une forêt durable, en lien avec le plan de mutation de l'agriculture départementale.
Ces outils permettent de gagner du temps d'investigation sur le terrain, de produire des cartes utiles à la compréhension des enjeux pour les acteurs sur les domaines étudiés et de prioriser les travaux sur le terrain pour être plus efficient.

La convention tripartite avec la CDA19 et le Lycée forestier de Meymac proposée comporte les actions suivantes :

1/ Évaluation des coupes-rases sur les territoires corréziens depuis 2016 (année 2025) :

Cette étude consiste à évaluer les surfaces en forêt qui ont été exploitées en termes de coupe-rase depuis 2016 de chaque canton corrézien. Ce travail nécessite également 1,6 jour de visite terrain par canton pour les agents de la Chambre d'Agriculture, soit un coût de 873 € par canton. Ainsi, le montant de cette action s'élève à 13 050 € pour 2025.

2/ Réglementation des boisements (années 2025–2027) :

Pour répondre aux communes sollicitant la mise en place de cette réglementation, il est proposé d'effectuer une classification des parcelles selon 3 périmètres pour le boisement (libre, interdit, réglementé) avec l'application d'une grille de critères. Le coût d'accompagnement d'une commune est estimé à 1 365 €. Sur les années 2025,2026 et 2027, 5 communes sont comptabilisées. Ainsi une enveloppe de 6 825 € pour cette action sur les 3 années, dont 1 365 € pour 2025.

3/ Développement d'une forêt résiliente et durable (années 2025 – 2027) :

Devant les évolutions climatiques, les risques sanitaires et d'incendies liés, nous devons définir ce que sera la forêt dans les années 2050 et suivantes, d'autant plus que ce secteur fonctionne en termes de productions sur un pas de temps de plusieurs dizaines d'années. La "forêt de demain" dépend des décisions que nous prenons aujourd'hui.
Les outils de télédétection vont permettre, à une échelle territoriale définie, de porter un état des lieux précis pour identifier :

- Les surfaces forestières non exploitables, en évolution libre qui sont des zones préservées, « refuge » pour la biodiversité ;
- Les jeunes peuplements pour faire la liaison avec les risques incendies ;
- La forêt productive (essences notamment) dont les coupes rases pour jauger de leur impact au niveau sociétal notamment et qualité de l'eau ;
- Les zones forestières protégées (Natura 2000, …) ;
- Les zones agricoles avec peu de valeur agronomique, colonisées par les friches et un début de « re-forestation » ;

Également, cela contribuera au projet de stratégie foncière du Département, en tant qu'outil d'aide à la décision.

Ce travail nécessitera des visites terrain, estimées à 10 jours.
Ainsi, le montant de cette action s'élève à 5 450 € pour les années, dont 1 090 € pour 2025.
Le montant proposé pour cette convention est de 25 325 € sur 3 ans, dont 15 505 € pour 2025.

<u>Sont donc prévus au budget 2025</u>

- 235 000 € de crédits de paiement en investissement qui sont réservés sur le programme "convention Région" afin de permettre le paiement des subventions déjà attribuées au cours des années précédentes, notamment sur les dispositifs "PCAE Transfo", "diversification et adaptation au changement climatique", conventions en cours sur les dispositifs "HVE3", "Conseil Bovins Viande" et celles pour poursuivre l'accompagner les exploitations dans leurs différents développements.
- 145 000 € de crédits de paiement en fonctionnement au titre de la convention annuelle de soutien de la Chambre d'Agriculture de la Corrèze.

4- Les différentes aides aux organismes et associations agricoles

Le Département souhaite poursuivre son accompagnement financier en fonctionnement et investissement auprès des organismes et des associations agricoles qui agissent en faveur de l'activité agricole, et ce à travers une enveloppe de 138 000 € en fonctionnement et 10 000 € en investissement.
La liste des aides accordées par le Département est annexée (annexe 8) au présent rapport.

Aussi, cet accompagnement de la part du Département peut, pour certains organismes agricoles, se traduire par une convention annuelle ou pluriannuelle :

- Le Groupement Corrézien de Défense Sanitaire (GCDS) en annexe 9

Une nouvelle convention pluriannuelle 2025 - 2027 établie pour la préservation de l'état sanitaire du cheptel et de la santé publique.
Pour chaque année de convention, le montant est fixé à 70 000 € (44 000 € en fonctionnement et 26 000 € en investissement).

- La Mutualité Sociale Agricole (MSA) en annexe 10

Il est proposé le renouvellement de la convention annuelle de partenariat pour un montant de 10 000 € en fonctionnement avec la MSA pour la solidarité sociale et l'aide aux exploitants agricoles en situation fragile (protocole agri-accompagnement).

Il est proposé d'augmenter l'autorisation de programme 2018 – 2025 de 70 000 €, votée initialement en 2018 à 85 000 €.
Ainsi, sont prévus au budget 2025 pour ces opérations (en conventionnement ou non) : 36 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement, 182 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

Également au titre de la promotion des produits agricoles et de l'attractivité, une enveloppe de 141 400 € est réservée pour accompagner toutes les opérations à caractère évènementiel et pour l'attribution des subventions à divers syndicats (cf annexe 11).
Aussi, le Département affirme sa volonté d'apporter un soutien financier en fonctionnement aux manifestations et concours, en soutenant les comices agricoles avec un montant d'enveloppe de 82 000 €.

Sont prévus au budget 2025 pour ces dispositifs
223 400 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement,

c - Le Plan "CORREZE SANTE ANIMALE"

1 - Lutte contre les déserts vétérinaires

Notre collectivité a proposé, lors du Conseil Départemental de février 2022 de mettre en œuvre un plan ambitieux de lutte contre les déserts vétérinaires à l'instar de ce qui a été réalisé pour lutter contre les déserts médicaux dans le plan AMBITION SANTE. La Loi avait évolué fin 2020 pour permettre aux collectivités d'agir en ce sens. La loi DDADUE de décembre 2020 offre donc désormais aux Départements la possibilité d'intervenir.
Le Département de la Corrèze a été le premier à mobiliser la profession vétérinaire (conseil de l'ordre des vétérinaires, syndicat national des vétérinaires libéraux) et à saisir le ministère de l'Agriculture et le Sénat sur la problématique des déserts vétérinaires en territoire rural.

Plusieurs actions ont été mises en œuvre. Depuis 2022, plusieurs étudiants ou praticiens en ont bénéficié.

- Les aides financières à destination des élèves vétérinaires ont permis à huit jeunes de découvrir la médecine vétérinaire rurale en Corrèze. Pour les années scolaires 2022/2023 et 2023-2024, le Département a financé la dernière année d'étude à trois jeunes étudiantes qui doivent maintenant venir travailler en Corrèze pour cinq ans.

- Trois praticiens ont bénéficié d'une aide à l'installation en Corrèze pour financer les investissements nécessaires à leur activité.

- Enfin, le Département accompagne la construction ou le développement de quatre maisons de santé vétérinaires qui répondent aux conditions fixées par notre collectivité : le projet doit prévoir un logement pour les stagiaires ou les jeunes recrues et un recrutement doit intervenir s'il s'agit d'un projet d'agrandissement et non de création d'un nouveau cabinet.

De nouvelles demandes sont en cours d'instruction et seront présentées au fil de l'eau en commission permanente pour délibération. Les fiches d'aides pour ces dispositifs sont présentées en annexes au présent rapport :

- Annexes 12 et 13 : fiches aide aux étudiants vétérinaires – Déplacements et Logement
- Annexe 14 : fiche aide aux étudiants vétérinaires – Bourses
- Annexe 15 : fiche aide aux étudiants vétérinaires - Aide à l'installation d'un vétérinaire en Corrèze
- Annexe 16 : fiche aide aux étudiants vétérinaires - Aide à la création d'une maison de santé vétérinaire

2- Le Service d'Aide Vétérinaire d'Urgence (SAVU)

Cette action, innovante, mise en place en Corrèze répond à une demande des représentants de la profession vétérinaire. En effet, sur notre territoire, le besoin s'est fait ressentir de mettre en place un dispositif centralisé de gestion des appels des éleveurs et propriétaires d'animaux de compagnie. L'objectif d'un tel dispositif est d'évaluer l'urgence des situations, de façon à mobiliser les ressources vétérinaires disponibles là où elles sont réellement nécessaires.

L'objectif du service était :

- D'assurer une continuité de service téléphonique, entre les heures d'ouverture et de fermeture, de qualité et 100% vétérinaire ;
- De délester le vétérinaire de garde de la surcharge téléphonique : réception des appels, conseil médical vétérinaire, validation et transmission des urgences et gestion des priorités.

a – Mise en œuvre du SAVU

Le SAVU, (Service d'Aide Vétérinaire d'Urgence), prestation de régulation des appels téléphoniques le soir et le week-end, pris en charge par le Département a évolué au cours de l'an dernier.
Depuis avril 2024, le Syndicat Départemental des Vétérinaires d'Exercice Libéral (SDVEL 19) a repris ce service de groupement de commande pour la prestation de régulation.

Le Département poursuit sur 3 ans, son soutien financier dégressif aux praticiens, formalisé via une convention de partenariat 2024-2026 (aide à hauteur de 75 % du montant HT des factures pour 2024, 50 % pour 2025 et 25 % en 2026).

b - Bilan sur l'année 2024

Près de 90 % des praticiens exerçant dans 29 établissements de soins vétérinaires répartis sur tout le territoire départemental ont adhérés fin 2022 au service. Toujours 20 cabinets vétérinaires participent activement fin 2024.

En 2024, le prestataire un peu moins de 10 000 appels d'urgences vétérinaires :

- 84 % concernaient des appels pour la médecine vétérinaire canine (animaux de compagnie),
- 16 % pour de la vétérinaire rurale (animaux de rente / élevages).

Les appels pour de la médecine vétérinaire canine sont tous régulés : les vétérinaires du prestataire ont pu donner des conseils et proposer des rendez-vous chez les vétérinaires aux jours et heures d'ouverture habituels du cabinet dans un peu plus de 75 % des cas.

Pour les appels provenant des élevages, le prestataire ne fait pas de régulation, et ne donne pas de conseil : le vétérinaire « traitant » est systématiquement appelé pour les demandes de consultations.

Sont prévus au budget 2025 pour l'ensemble de ces dispositifs
210 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,
95 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

IV - PRESERVATION, VALORISATION DES ESPACES NATURELS ET CADRE DE VIE

a - Espaces Naturels Sensibles

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels et des Paysages Remarquables a fait l'objet d'une actualisation en 2017.
La politique « Espaces Naturels Sensibles (ENS) » consiste à protéger et ouvrir au public des sites naturels par des actions ciblées.
Pour mener à bien cette politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), les Départements disposent d'une palette d'outils :

- Le droit de préemption : le Département détermine des zones de préemption sur son territoire correspondant aux espaces susceptibles de devenir des ENS.
- Les conventions de gestion : le Département peut passer des conventions avec des propriétaires publics ou privés en vue de l'ouverture des sites au public.
- Le financement : au travers de la part départementale de la Taxe d'Aménagement (TA) dont une part est consacrée au financement des ENS.

Cette compétence ENS est, pour les Départements, un levier important permettant de répondre à de nombreux enjeux comme la préservation des paysages et de la biodiversité, l'urbanisation, la demande sociale d'accès à des espaces naturels pour y pratiquer des loisirs, l'éducation à l'environnement. Il s'agit bien d'un enjeu alliant préservation de notre territoire et développement pérenne.
Dans ce cadre le Département mobilise des crédits de paiement pour préempter des espaces à protéger en effectuant leurs acquisitions foncières sur 2025.

Sont prévus au budget 2025
60 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.

b - Réserve Départementale de Biodiversité

En 2020, le Département a ouvert au public son premier Espace Naturel Sensible (ENS) : la Réserve Départementale de Biodiversité à Argentat-sur-Dordogne.
Les grands travaux de modelage, de plantations, sur cette ancienne carrière, ont créé les conditions d'émergence de la biodiversité. Progressivement, la nature reprend ses droits. Cela se traduit par une végétation qui regagne cet espace, qui se développe rapidement et lui confère un aspect qui évolue au fil du temps.

Au-delà de la dimension écologique, ce projet a également pour finalité de participer au développement économique du territoire, une double-entrée à connotation environnementale et éducative.

La Réserve Départementale présente un attrait touristique qui s'est déjà manifesté au cours de ces dernières années, mais c'est avant tout un territoire préservé propice à l'apparition d'une biodiversité riche et qui permettra aux scientifiques comme aux étudiants d'étudier notre environnement. De nombreux partenaires interviennent sur le site et contribuent à la mise en œuvre d'un programme d'animations qui se décline par différentes actions d'éducation à l'environnement par exemple.

Accueil public

➔Animation
Scolaires :

- 1145 personnes accueillies /guidées dans le cadre du programme d'animations,
- 30 animations : 800 personnes (scolaires dont 12 classes (300) de secondes d'Arsonval, collégiens, écoles primaires, associations, entreprises…). Ce qui représente plus d'une animation par semaine en moyenne.
  Grand public (le week-ends-vacances) : 23 animations issues du calendrier " grand public" (LPO, GMHL, FDP 19, CPIE, SLO, Benjamin Potel, CENNA…) : 345 personnes.

➔Fréquentation

Depuis octobre dernier, deux éco-compteurs ont été installés aux deux entrées principales du site. Pour le 1er trimestre, plus de 13 000 entrées ont eu lieu sur la Réserve Départementale de Biodiversité. En moyenne, ce sont chaque jour 150 personnes qui fréquentent le site (sans compter l'entrée côté l'Hospital).

Un plan de gestion en cours de réalisation

Les grands travaux de modelage et de plantation permettent désormais l'émergence de la biodiversité sur ce site. Cela est aussi la conséquence de l'application du plan de gestion du site, validé fin 2022. Celui-ci comprend une description et une analyse de l'état initial, une évaluation de la valeur patrimoniale (avec définition des objectifs de gestion), une programmation des opérations et les modalités d'évaluation du plan pour 5 ans.

Cette année, 2 suivis ont été réalisés :

- Mission de suivi ornithologique / LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux),
- Suivi des batraciens présents sur les mares / GMHL (Groupe Mammalogique et Herpétologique du Limousin).

Sur la période 2020-2024, une garantie végétative a été appliquée dans le cadre du marché initial de travaux de la Réserve. Ainsi, les espèces exotiques envahissantes ont été éliminées et les plantes aquatiques, arbres et arbustes plantés sur le site ont été remplacés systématiquement en cas de non reprise. A l'heure du bilan, celui-ci est totalement positif.
Sur cette année 2024, 4 panneaux d'interprétation ont été rajoutés sur le site rappelant le passé industriel de l'endroit et une longue vue ornithologique a été installée dans l'observatoire.

Un Comité Consultatif a eu lieu en présence de tous les partenaires le 1er juillet dernier.

Les perspectives pour l'année 2025

- Continuité des activités d'éducation à l'environnement à destination des enfants et du grand public,
- Travaux de réhabilitation des colonies d'hirondelles de rivage
- Diffusion d'un fascicule de présentation de la réserve, présentant l'histoire du site, les travaux de génie écologique qui y ont été réalisés et les objectifs de la réserve,
- Mise en place de l'éco-pâturage sur l'ENS,
- Création d'un préau d'accueil du public,
- Entretien du site et des équipements du site (toilettes sèches et parking, girobroyage),

- Lors du dernier comité de pilotage de la réserve départementale, ont été présentées 2 études retenues dans le plan de gestion (faune des mares + espèces d'oiseaux patrimoniaux).

Il conviendra que les préconisations faites dans ces "expertises" soient suivies de quelques travaux de gestion en 2025 (travaux de gestion des mares et des équipements d'habitats des oiseaux).

Pour la réalisation de toutes ces actions sur ce site, aussi bien en investissement, qu'en fonctionnement.

Sont prévus au budget 2025
123 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement,
131 757 € de crédits de paiement au titre des recettes d'investissement,
24 500 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

c - NATURA 2000 / Site "Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et ses affluents"

Natura 2000 est un dispositif européen qui a pour objet de protéger des sites naturels. Le site "Vallée de la Dordogne sur l'ensemble de son cours et ses affluents" a été désigné en application de la directive européenne sur les habitats, la faune et la flore. Ce classement a pour objectif principal de maintenir ou de rétablir un bon état de conservation des espèces et des habitats naturels particulièrement menacés et à fort enjeu de conservation à l'échelle européenne ; ce sont les espèces et les habitats d'intérêt communautaire. Les mesures initiées dans ce cadre doivent systématiquement prendre en compte les exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que les particularités régionales. Ces mesures sont mises en place à travers un document d'objectifs (DOCOB), outil fédérateur, élaboré puis validé par le comité de pilotage du site.

Le Conseil Départemental est la structure porteuse pour la partie Corrézienne du site.

Ayant été désigné par le comité de pilotage, le Conseil Départemental a en charge les missions d'animation comprenant un volet administratif, un volet financier et un volet de sensibilisation aux bonnes pratiques à l'intention des acteurs de l'eau, des riverains…

Cette animation se traduit par la mise en œuvre de contrats en lien avec les agriculteurs et les propriétaires forestiers. Elle se matérialise également par l'assistance des maîtres d'ouvrage pour l'application du régime d'évaluation des incidences. Un important travail est à mener en termes de connaissances et de suivi scientifique, par exemple à travers la production d'inventaires et de diagnostics (agricole, pastoral, naturaliste) mais aussi par l'intermédiaire d'un travail d'accompagnement des collectivités et des agriculteurs. Par ailleurs, une partie de l'animation est dédiée au volet administratif et financier en lien avec la gouvernance du site.

Entre 2020 et 2022, l'animation a été menée par un bureau d'étude.
Avant l'été 2025, il va s'agir de reconduire cette phase d'animation selon des modalités qui ont été définies lors du dernier comité de pilotage du site. Dans ce cadre, des crédits de paiement en fonctionnement sont proposés pour l'année à venir en vue d'une nouvelle sous-traitance par un bureau d'étude qui se verra confié une partie des missions d'animation.

Sont prévus au budget 2025
15 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

d - CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)

Créé en 1977, le CAUE est une association ayant pour mission de contribuer à la promotion de la qualité architecturale, urbaine et paysagère.
Son financement est majoritairement assuré par la taxe d'aménagement. En effet, après fixation d'un taux de répartition à l'initiative du Conseil Départemental chaque année avant le 15 avril, les recettes de cette taxe sont dédiées d'une part, au financement de la politique départementale relative aux espaces naturels sensibles et, d'autre part, au financement du CAUE. Ainsi, le taux de la taxe d'aménagement sera révisé afin de maintenir la dotation au même niveau qu'en 2024.

Le CAUE intervient auprès des écoles pour des actions de sensibilisation sur le petit patrimoine mais également en soutien des collectivités et pour des projets de réaménagement en lien avec Corrèze Ingénierie ou sur saisine des élus.

Sont prévus au budget 2025
200 200 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement en lien avec le taux voté pour le CAUE.

e - Partenariats avec les Organismes de Protection de l'Environnement

La Corrèze est riche d'un patrimoine naturel encore préservé et le Département met en œuvre des actions qui permettent de le protéger, de le maintenir dans cet état en soutenant notamment les initiatives portées par les acteurs locaux qui concourent à l'amélioration de la qualité de vie.
Dans ce cadre, le Département s'appuie sur les compétences et initiatives associatives locales.
Pour ce faire, suite à l'analyse des propositions des partenaires, selon leur niveau d'adéquation avec les objectifs départementaux, la collectivité accompagne ces derniers pour la mise en œuvre des opérations retenues.

Les associations à caractère environnemental
Chaque année, les associations et organismes divers œuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement durable, sollicitent une aide du Conseil Départemental pour la réalisation de leurs projets d'investissement, d'animation territoriale ou simplement pour l'accompagnement au fonctionnement de leur structure.
Ce sont 48 500 € réservés en fonctionnement et 3 000 € en investissement pour l'aide d'associations non conventionnées.
(Cf. tableau en annexe 17 au présent rapport).

Pour certains organismes, le partenariat se traduit à travers une convention annuelle ou pluriannuelle et les conventions concernées par une actualisation en 2025 sont les suivantes et annexées au présent rapport :

- Annexe 18
  Convention avec l'association Maison de l'Eau et de la Pêche (3 500 € en fonctionnement) ;
- Annexe 19
  Convention avec l'association Corrèze Environnement
  (12 000 € en fonctionnement) ;
- Annexe 20
  Convention avec la Fédération Départementale des Chasseurs de la Corrèze (6 000 € en fonctionnement) ;
- Annexe 21
  Convention avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine (18 000 € en investissement).

Sont prévus au budget 2025
70 000 € de crédits de fonctionnement seront réservés pour ces associations (conventionnées ou non),
21 000 € de crédits de paiement budgétisés au titre des dépenses d'investissement.

Le Parc Naturel Millevaches en Limousin

Créé en 2004, le Parc Naturel Régional (PNR) de Millevaches en Limousin est actuellement composé de 124 communes (3 143 km^2) dont 65 sont en Corrèze, 43 en Creuse et 16 en Haute-Vienne. Il est constitué en syndicat mixte d'aménagement et de gestion et regroupe les structures suivantes :

- La Région Nouvelle Aquitaine,
- Les Conseils Départementaux de la Creuse, de la Haute-Vienne et de la Corrèze,
- Les communes,
- Huit communautés de communes dont Haute-Corrèze-Communauté, Ventadour Égletons-Monédières, Tulle Agglo et Vézère-Monédières-Millesources pour la Corrèze.

La participation des Conseils Départementaux est calculée sur la base de 2,80 € (base identique à l'année 2024) par habitant à partir de la population DGF de chaque secteur départemental du parc.

Sont prévus au budget 2025

79 000 € de crédits de fonctionnement seront réservés à cette participation statutaire.

La forêt départementale

Le Département est membre de deux Groupements Syndicaux Forestiers (GSF) : GSF des Agriers et GSF du Mont Bessou. Il participe à la bonne gestion de ces domaines avec les communes membres.

Les plans d'aménagement de la forêt de Ruffaud et de la Martière ont été revus en 2023 par l'Office National des Forêts.

Les dépenses de gestion sont planifiées pour Ruffaud jusqu'en 2033 et pour la Martière jusqu'en 2036.

Sont prévus au budget 2025

7 400 € de crédits de paiement budgétaires au titre de l'investissement,

26 100 € de crédits de paiement ont été budgétisés au titre des dépenses de fonctionnement pour honorer les participations départementales,

4 000 € de crédits de paiement au titre des recettes de fonctionnement.

Le Fonds Forestier Limousin en annexe 22
En 2024, le Département a abondé le Fonds Forestier Limousin (FFL) à hauteur de 30 000 € en investissement pour accompagner des propriétaires forestiers à boiser et/ou reboiser des parcelles dans le cadre de l'adaptation au changement climatique. Pour 2025, il est proposé que ce partenariat se fasse à travers une convention sur 3 ans (2025 - 2027) à hauteur de 30 000 € /an.

Sont prévus au budget 2025
30 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses d'investissement.

f - Cadre de vie

Les objectifs des politiques liées au cadre de vie portées par le Département sont la promotion du territoire, le développement touristique et économique ; une plus-value de développement durable pour la population locale voire pour l'accueil de nouveaux habitants. Ainsi la collectivité départementale accompagne les communes qui agissent pour l'amélioration du cadre de vie et qui prennent en compte des critères relatifs au développement durable et à la préservation de l'environnement.

Le label Villes et Villages Fleuris
Le Conseil Départemental poursuit l'accompagnement des collectivités dans le domaine du jardin, des espaces verts, du paysage, des ressources naturelles et des énergies renouvelables, notamment à travers le label national des Villes et Villages Fleuris (VVF). Il est en charge de l'animation de ce label au niveau départemental et impliqué à l'échelon régional.
Le Département joue un rôle très en amont en terme de suivi des collectivités qui souhaitent s'engager dans cette démarche. En effet, il intervient dans l'accompagnement des communes en vue de l'obtention du label, c'est-à-dire durant la phase initiale.
Désormais, de nombreuses thématiques entrent dans les critères fondamentaux du label. Auparavant ciblé sur des critères essentiellement liés aux espaces verts et au végétal, ce label a évolué et intègre désormais des thèmes en lien avec la transition écologique, l'urbanisme, le tourisme, la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles. Une place de plus en plus importante du label est consacrée à ces critères dans l'évaluation des communes visitées par les différents jurys.

Un outil d'évaluation unique pour l'ensemble des communes en France recense ces critères. Ce label est une opportunité pour les collectivités participantes dans la mesure où il permet de valoriser l'ensemble des projets à dimension environnementale, écologique de leur territoire et dans lesquels s'impliquent les collectivités locales afin d'améliorer parallèlement qualité et cadre de vie.

Sont prévus au budget 2025
5 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

Les dépôts sauvages

Suite aux succès des deux campagnes de lutte contre les dépôts sauvages "la Corrèze je l'aime, je la préserve" menées en 2023 et 2024, le Département, accompagné de l'Association des Maires et des Présidents d'Intercommunalité de la Corrèze et de l'Association Corrèze Environnement, engage une nouvelle campagne dès ce printemps.

Cette année, le Département met en place différentes actions en partenariat avec les acteurs du territoire, en particulier les EPCI compétents en matière de collecte des déchets.

En premier lieu, le 13 mars dernier une formation sous la forme d'une visioconférence, organisée par l'ADM19, à destination des élus a permis d'anticiper le lancement de cette opération 2025.

Par ailleurs, le déroulement de l'opération "la Corrèze je l'aime, je la préserve" s'effectue sur une période d'un mois, entre le samedi 15 mars et le dimanche13 avril 2025.

Pour ces actions, le Département soutiendra les structures organisatrices (les associations, les communes et EPCI, les collèges…) en fournissant le matériel nécessaire aux opérations de collecte et de ramassage des déchets, c'est-à-dire des sacs poubelle, des gants de protection, voire des conteneurs PVC de 50 L et ce afin de faciliter la collecte de certains déchets (comme par exemple le verre).

Enfin, dans le but d'être davantage efficace dans la lutte contre ce phénomène, le Département souhaite développer de nouvelles actions. Ainsi, au travers de sa compétence éducation / jeunesse, et en lien avec les projets dit "éco-responsable", le Département va encourager la participation des collégiens à s'associer à la démarche et ainsi sensibiliser les jeunes à la problématique des déchets abandonnés dans la nature.

Parallèlement, et en complément des affiches de communication dédiées aux opérations de collecte en tant que telles, une communication sera ciblée à destination des automobilistes afin de traiter la problématique des déchets en bord de route.
Cette campagne de communication (affiches grand format et abris bus) sera concentrée au niveau du réseau routier départemental et interviendra dans le courant du mois de juin.

Cette nouvelle saison s'achèvera en octobre 2025 par l'organisation d'une réunion, à l'attention de tous les participants et qui aura pour objet de présenter le bilan de l'ensemble des actions conduites dans ce cadre au cours des deux dernières campagnes. Lors de cet évènement, des récompenses seront remises aux structures les plus impliquées et qui se seront illustrées dans leur domaine.

Sont prévus au budget 2025
15 000 € de crédits de paiement au titre des dépenses de fonctionnement.

Présentation des budgets 2024 et 2025

DEPENSES INVESTISSEMENT

	BP 2024	BP 2025
DEPENSES INVESTISSEMENT	2 364 200 €	22 035 400 €

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	BP 2024	BP 2025
DEPENSES FONCTIONNEMENT	1 416 175 €	1 423 240 €

RECETTES INVESTISSEMENT

	BP 2024	BP 2025
RECETTES INVESTISSEMENT	138 000 €	151 757 €

RECETTES FONCTIONNEMENT

	BP 2024	BP 2025
RECETTES FONCTIONNEMENT	279 817 €	248 655 €

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

DEPENSES INVESTISSEMENT

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE DEPENSE D'INVESTISSEMENT	BP 2024	BP 2025
BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	175 000 €	123 000 €
CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	130 000 €	60 000 €
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	38 800 €	28 400 €
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	1 020 000 €	968 000 €
SEM - CORREZE ENERGIE RENOUVELABLE	322 000 €	345 000 €
TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	65 900 €	36 000 €
AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION	332 500 €	265 000 €
DESERTS VETERINAIRES	280 000 €	210 000 €
OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES RD	_	20 000 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 364 200 €	22 035 400 €

DEPENSES FONCTIONNEMENT

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE DEPENSE DE FONCTIONNEMENT	BP 2024	BP 2025
BIODIVERSIE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	245 200 €	239 700 €
CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	21 480 €	21 040 €
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	199 900 €	195 100 €
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	213 000 €	302 000 €
TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	380 000 €	347 000 €
EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES (évènementiels agricoles et comices)	200 000 €	212 000 €
DIVERSES ADHESIONS	3 595 €	6 000 €
SUBVENTIONS SYNDICATS	5 400 €	5 400 €
DESERTS VETERINAIRES	147 600 €	95 000 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 416 175 €	1 423 240 €

RECETTES INVESTISSEMENT

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE RECETTE D'INVESTISSEMENT	BP 2024	BP 2025
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	66 000 €	20 000 €
SEM - CORREZE ENERGIE RENOUVELABLE	72 000 €	0 €
RESERVE DE BIODIVERSITE	0 €	131 757 €
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	138 000 €	151 757 €

RECETTES FONCTIONNEMENT

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE RECETTE DE FONCTIONNEMENT	BP 2024	BP 2025
ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	4 817 €	4 000 €
PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	275 000 €	244 655 €
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	279 817 €	248 655 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 423 240 €	248 655 €
INVESTISSEMENT	22 035 400 €	151 757 €
TOTAL	23 458 640 €	400 412 €

Pour mémoire, au titre des politiques présentées ci-dessus, les dépenses et les recettes qui interviendront en 2025 seront portées par les enveloppes (AP / EPI / AE et EPF) suivantes :

EN DEPENSES

Code	Libellé	Type
I VALORISATION DES ENERGIES RENOUVELABLES (Enr), DES MOBILITES DURABLES ET PROMOTION DE LA SOBRIETE ENERGETIQUE		
Prog : P158	SEM - CORREZE ENERGIE RENOUVELABLE	
Env : P158E02	SOCIETE PROJET DEV. SITE PHOTOVOLTAIQUE	AP (Dépense)
Env : P158E04	SEM- PRISE DE CAPITAL	EPI (Dépense)
Prog : P 073	CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE	
Env : P073E01	FONC.INDIREC-CTE 2018 / 2025 D	AE (Dépense)
Env : P073E02	FONC. DIREC - CTE - 2018 / 2025	AE (Dépense)
Env : P073E04	INV. DIRECT - CTE - 2018 -/ 2025 D	AP (Dépense)

II -PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS		
Prog : P043	BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	
Env : P043E03	NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES 2020 - 2027	AE (Dépense)
Env : P043E06	REVERSEMENT DE LA TA AU CAUE	EPF (Dépense)
Env : P043E10	RESERVE DE BIODIVERSITE - DEPENSES ANNEXES	EPI (Dépense)
Env : P043E11	RDB - FONCTIONNEMENT ANNUEL	EPF (Dépense)

III - ADAPTATION DE L'AGRICULTURE ET PROMOTION D'UNE ALIMENTATION DE QUALITE		
Prog : P 172	TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	
Env : P172E01	SOUTIEN AGRI FONCT / 2019 - 2025	AE (Dépense)
Env : P172E02	SOUTIEN ACT. AGRI INV / 2018 - 2025	AP (Dépense)
Env : P172E03	EDUC. ALI DIRECT	EPF (Dépense)
Env : P172E06	SOUTIEN CHBRE AGRI	EPF (Dépense)
Env : P172E07	SOUTIEN PROD AGRI	EPF (Dépense)
Prog : P183	AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION	
Env : P183E01	AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021	AP (Dépense)
Env : P183E02	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 20212027 D	AP (Dépense)
Prog : P184	EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES	
Env : P184E01	ADHESIONS DIVERSES / D	EPF (Dépense)
Env : P184E02	DEPENSES ANNEXES / D	EPF (Dépense)
Env : P184E03	EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES / D	EPF (Dépense)
Env : P184E04	ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUTRES ASSOCIATIONS /D	EPF (Dépense)
Prog : P189	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : LUTTE CONTRE LES DESERTS VETERINAIRES	
Env : P189E01	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : SUBVENTION 2022-2026 / D	AP (Dépense)
Env : P189E02	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : FONCTIONNEMENT / D	AE (Dépense)
Env : P189E03	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE - SUBVENTION FONCTIONEMENT	AE (Dépense)
Env : P189E07	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE FONCTIONNEMENT VETOPHONIE D	EPF (Dépense)

IV - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE		
Prog : P085	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	
Env : P085E01	ASSOC. CONVENTIONNEES / 2017 -2027	AE (Dépense)
Env : P085E02	SUB. INV / CENL 2018 / 2025 D	AP (Dépense)
Env : P085E04	FLEURISSEMENT / D	EPF (Dépense)
Env : P085E05	FORETS DEPARTEMENTALES DEPENSES DIRECTES	EPF (Dépense)
Env : P085E06	LUTTE CONTRE LES ESPECES INVASIVES ET DEPOTS SAUVAGES / D	EPF (Dépense)
Env : P085E07	PARTENARIAT CONVENTIONNE PNR-ADM	EPF (Dépense)
Env : P085E08	PART. FONCT GSF	EPF (Dépense)
Env : P085E09	ASSOC SUB NON CONV	EPF (Dépense)
Env : P085E10	FORETS DEPARTEMENTALES - SUB INV	EPI (Dépense)
Env : P085E11	FORETS DIRECTES / PARTICIPATION / INV	EPI (Dépense)

V - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES		
Prog : P135	PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	
Env : P135E02	RESTAURATION DES COURS D'EAU ET ETANGS PRIVES / 2017-2019 D	AP (Dépense)
Env : P135E03	IRRIGATION ASAFAC / 2019 - 2026	AP (Dépense)
Env : P135E04	MILIEUX AQUA PRIVES 2020 - 2025 D	AP (Dépense)
Env : P135E05	DEPENSES DIRECTES 2017 / 2025	AP (Dépense)
Env : P135E06	ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DU PDGE	AP (Dépense)
Env : P135E07	PARTICIPATION EPIDOR	EPF (Dépense)
Env : P135E08	SATESE ET SAGE	EPI (Dépense)
Env : P135E11	SATESE INVESTISSEMENT	EPI (Dépense)
Env : P135E13	SOUTIEN ETIAGE AXE VEZERE 2023 - 2024	AE (Dépense)
Env : P135E14	ELABORATION DU SAGE	AE (Dépense)

VI - ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE		
Prog : P184	EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES	
Env : P184E01	ADHESIONS DIVERSES / D	EPF (Dépense)
Env : P184E02	DEPENSES ANNEXES / D	EPF (Dépense)
Env : P184E03	EVENEMENTIELS VIE DES TERRITOIRES / D	EPF (Dépense)
Env : P184E04	ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUTRES ASSOCIATIONS /D	EPF (Dépense)
Prog : P183	AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION	
Env : P183E01	AGRICULTURE - CONVENTIONNEMENT REGION / 2017-2021	AP (Dépense)
Env : P183E02	AGRICULTURE PROGRAMMATION / 20212027 D	AP (Dépense)
Prog : P189	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : LUTTE CONTRE LES DESERTS VETERINAIRES	
Env : P189E01	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : SUBVENTION 2022-2026 / D	AP (Dépense)
Env : P189E02	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE : FONCTIONNEMENT / D	AE (Dépense)
Env : P189E03	PLAN CORREZE SANTE ANIMALE - SUBVENTION FONCTIONEMENT	AE (Dépense)
Env : P135E19	PDGE FONCTIONNEMENT	EPF (Dépense)
Env : P135E20	MILIEUX AQUATIQUES PRIVES 2025 - 2028	AP (Dépense)

VII - OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES ROUTE DEPARTEMENTALE		
Prog : P215	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES ROUTE DEPARTEMENTALE	
Env : P215E02	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES ROUTE DEPARTEMENTALE	EPI (Dépenses)

EN RECETTES

Code	Libellé	Type
II – PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ESPACES NATURELS		
Prog : P043	BIODIVERSITE ET ESPACES NATURELS SENSIBLES	
Env : P043E05	ESPACES NATURELS SENSIBLES / R	AP (Recettes)
IV - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE		
Prog : P085	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	
Env : P085E12	FORETS DEPARTEMENTALES RECETTES	EPF (Recettes)
V - PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET GESTION DES USAGES		
Prog : P135	PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU	
Env : P135E09	REC - SAGE	EPF (Recettes)
Env : P135E10	SATESE SUIVI QUALITES	EPF (Recettes)
Env : P135E12	RECETTES DIVERSES D'INVESTISSEMENT / 2023 - 2025	EPI (Recettes)

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/115

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CORREZE TRANSITION ÉCOLOGIQUE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/115 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique Corrèze Transition Ecologique 2025.

	Crédits de paiement 2025 DÉPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 423 240 €	248 655 €
INVESTISSEMENT	22 035 400 €	151 757 €
TOTAL	**23 458 640 €**	**400 412 €**

Article 2 : sont modifiées les Autorisations d'Engagement (AE) et Autorisations de Programme (AP) suivantes :

Désignation : P135E06 - ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DU PDGE
Catégorie : AP

Durée d'affectation : 2020 / 2030
Montant proposé : 600 000 €
Nouveau montant AP : 1 200 000 €

Désignation : P183E02 - AGRICULTURE PROGRAMMATION 2021-2027 D
Catégorie : AP
Durée d'affectation : 2021 / 2027
Montant proposé : 400 000 €
Nouveau montant : 1 548 733,41 €

Désignation : P172E02 - SOUTIEN AUX ACTIVITES AGRICOLES - INVESTISSEMENT / 2018-2025 D
Catégorie : AP
Montant proposé : 70 000 €
Nouveau montant AP : 155 000 €

Désignation : P043E03 - NATURA 2000 - DEPENSES PLURIANNUELLES
Catégorie : AE
Durée d'affectation prorogée : 2020 / 2027

Désignation : P085E01 - SUBVENTIONS ASSOCIATIONS CONVENTIONNEES
Catégorie : AE
Durée d'affectation prorogée : 2017 / 2027

Article 3 : sont approuvées telles qu'elles figurent en annexes à la présente délibération les fiches d'aides suivantes :

- Annexe 1 : Fiche aide "Acquisition Etangs",
- Annexe 2 : Fiche aide "Gestion des étangs privés",
- Annexe 4 : Fiche aide "Diversification et adaptation au changement climatique",
- Annexe 12 : Fiche aide aux étudiants vétérinaires – Déplacements,
- Annexe 13 : Fiche aide aux étudiants vétérinaires – Logement,
- Annexe 14 : Fiche aide aux étudiants vétérinaires – Bourses,
- Annexe 15 : Fiche aide aux étudiants vétérinaires - Aide à l'installation d'un vétérinaire en Corrèze,
- Annexe 16 : Fiche aide aux étudiants vétérinaires - Aide à la création d'une maison de santé vétérinaire.

Article 4 : sont décidées les affectations correspondant aux subventions présentées en annexe 8 - organismes et associations agricoles.

Article 5 : sont décidées les affectations correspondant aux subventions présentées en annexe 11 - opérations à caractère évènementiel.

Article 6 : sont décidées les affectations correspondant aux subventions présentées en annexe 17 - associations à caractère environnemental.

Article 7 : sont approuvées telles qu'elles figurent en annexes à la présente délibération les conventions suivantes :

- Annexe 3 : Association Syndicale d'Aménagements Fonciers Agricoles de la Corrèze (ASAFAC),
- Annexe 5 : Convention Chambre Agriculture de la Corrèze - convention annuelle de partenariat,
- Annexe 6 : Convention Chambre d'Agriculture de la Corrèze – accompagner l'innovation à travers le dispositif « Corrèze, terres d'innovations, 2025 – 2027,
- Annexe 7 : Convention Chambre Agriculture de la Corrèze - Lycée forestier de Meymac - outil de télédétection au service du développement d'une foret durable (2025-2027),
- Annexe 9 : Convention pluriannuelle du Groupement Corrézien de Défense Sanitaire (GCDS) - (2025-2027),
- Annexe 10 : Convention annuelle Mutualité Sociale Agricole,
- Annexe 18 : Convention association Maison de l'Eau et d la Pêche,
- Annexe 19 : Convention association Corrèze Environnement,
- Annexe 20 : Convention Fédération Départementale des Chasseurs,
- Annexe 21 : Convention Conservatoire d'Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine,
- Annexe 22 : Convention Fonds Forestier Limousin (2025-2027).

Article 8 : le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer les conventions et avenants visés à l'article 10 ainsi que tous les documents pouvant s'y rapporter.

Article 9 : sont décidées les modalités suivantes pour le versement de la participation à EPIDOR :

- Versement de la participation statutaire dès réception de l'appel de fonds et après le vote du budget du Conseil Départemental,
- Versement de 70 % pour les missions déléguées et les actions dès réception de l'appel de fonds et après vote du budget du Conseil Départemental.
- Le solde sera versé sur présentation des justificatifs.

Article 10 : sont décidées les modalités suivantes pour le versement de la participation au PARC NATUREL DE MILLEVACHES EN LIMOUSIN :

- Versement de la participation statutaire dès réception de l'appel de fonds et après le vote du budget du Conseil Départemental.

Article 11 : Le Président est autorisé à présenter les documents nécessaires à l'élaboration du SAGE et à solliciter une aide auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne dans le cadre de l'animation et des études nécessaires aux travaux de la commission locale de l'Eau du SAGE VEZERE CORREZE.

Article 12 : Le Président est autorisé, dans le cadre de la réalisation d'une ombrière photovoltaïque sur route départementale, sous réserve de l'obtention des différentes autorisations requises, à poursuivre toutes les études, à accomplir toutes diligences et à établir tous les actes et documents propres à garantir la parfaite réalisation du projet.
Dans ce cadre, autorisation est donnée au Président de répondre à l'appel d'offres lancé par la commission de régulation de l'énergie (CRE) portant sur la réalisation et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire et correspondant aux caractéristiques techniques du projet.

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.8.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.01
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.8
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.6
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.213
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.33
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.312
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.52
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.31.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 32 voix pour, 6 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15909-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEXE 1

ACQUISITION D'ÉTANGS PRIVÉS

☞ NATURE DE L'OPERATION

Sont subventionnables les opérations d'acquisition d'un étang privé, sous réserve pour l'acquéreur de justifier d'une valorisation agricole de ce dernier.

☞ BENEFICIAIRES

- Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques et la Fédération Départementale de Pêche.

- Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés).

Cette aide ne peut pas bénéficier aux acteurs économiques.

☞ CONDITIONS A REMPLIR

* Dépense subventionnable :
La dépense subventionnable correspond au coût d'acquisition de l'étang justifié par l'acte notarié de vente. Les frais annexes liés à l'acquisition (droits et taxes, honoraires du notaire, frais de géomètre, commission d'agence…) ne sont pas éligibles dans le cadre de cette aide.
La dépense subventionnable est plafonnée à 40 000 €/ha.

Cette subvention ne peut être accordée que sous réserve de justifier d'une valorisation agricole :
- Courrier au Président du Conseil Départemental précisant la description de l'usage et la valorisation agricole cosigné par l'acquéreur propriétaire et l'exploitant agricole ou le tiers usager.
- Autorisation de prélèvement existante (notification des prélèvements d'irrigation) ou nouvelle autorisation pour les prélèvements supérieurs à 1000 m^3/an à usage d'irrigation.

☞ TAUX DE SUBVENTION

NATURE DE L'OPERATION	BENEFICIAIRES	Taux de subvention maximum du Conseil Départemental
Acquisition d'étangs privés	Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés), Fédération Départementale de la Pêche et AAPPMA	30 %

Ce taux de subvention est cumulable dans la limite de 80 % avec les aides des autres intervenants.
L'aide départementale est calculée en appliquant le taux de subvention maximum de 30 % sur le prix de vente rapporté à la surface de l'étang. Cette aide est plafonnée à hauteur de 12 000 €.

☞ PROCEDURE

Le dossier doit comporter :

- L'acte de vente notarié signé des deux parties (acheteur et vendeur) ou à défaut, au moment de la demande, la promesse de vente,
- L'extrait du plan cadastral et le relevé de propriétés des parcelles concernées par l'étang,
- La justification de la valorisation agricole du plan d'eau :
  ⇨ Courrier au Président du Conseil Départemental précisant la description de l'usage et la valorisation agricole cosigné par l'acquéreur propriétaire et l'exploitant agricole ou le tiers usager,
  ⇨ Pour des prélèvements supérieurs à 1000 m^3/an à usage d'irrigation : l'autorisation de prélèvement (notification des prélèvements d'irrigation délivrée par la Direction Départementale des Territoires) ou la demande d'autorisation au nom de l'acquéreur (ou d'un tiers),
- Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur,
- Pour les groupements de particuliers, les statuts (objet, régime fiscal) et la déclaration de revenus fonciers (imprimé 2072),

☞ DEPOT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les demandes peuvent être déposées **dans un délai de 6 mois maximum** à compter de la signature de l'acte de vente.

☞ PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les subventions sont programmées par la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- après instruction des dossiers de demande de subvention,
- dans la limite de l'autorisation de programme votée par le Conseil Départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée,

Après décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, fixant le montant de la subvention attribuable pour sa réalisation, intervient l'arrêté attributif de la subvention programmée.

☞ CONDITIONS DE VERSEMENT

LE BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION DEVRA RESPECTER LES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARRETE DE SUBVENTION.

Le versement de la subvention intervient automatiquement après attribution de l'aide, si le dossier de demande est complet et notamment sur présentation de l'acte de vente, et de l'autorisation de prélèvement (prélèvements supérieurs à 1 000 m^3) s'ils n'ont a pas été déposés au moment de la demande.

Déchéance quadriennale:
En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde, dans les quatre ans à compter du 1er janvier suivant la date de l'arrêté attributif d'aide, la subvention non versée sera caduque.

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Énergétique et Ecologique
Service Transition Écologique

☞Vos correspondants :	Franck BOUTOT	☎ 05.55.93.77.74
	Fabrice SERVIERES	☎ 05.55.93.77.73
	Karine VEYSSIERE	☎ 05.55.93.77.65

GESTION DES ÉTANGS PRIVÉS

☞ NATURE DE L'OPERATION

Sont subventionnables les opérations répondant aux prescriptions du schéma départemental de gestion des milieux aquatiques telles qu'énumérées ci-après :

* Conserver et restaurer la qualité des milieux et de la ressource en eau sur les têtes de bassin,
* Poursuivre la restauration de la continuité écologique,
* Améliorer les conditions de pratique des activités de loisirs,
* Poursuivre l'amélioration de la gestion des étangs.

☞ BENEFICIAIRES

- Associations Agréées de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques et la Fédération Départementale de Pêche.

- Particuliers (ou groupements de particuliers non soumis à l'impôt sur les sociétés) agissant en qualité de propriétaires d'étangs.

☞ CONDITIONS A REMPLIR

* Dépense subventionnable : coût T.T.C. lorsque le bénéficiaire ne récupère pas la TVA, dans le cas contraire, coût H.T.
Les factures produites par les maîtres d'ouvrage, en leur nom propre, ne sont pas éligibles aux aides départementales pour les bénéficiaires privés.

☞ TAUX DE SUBVENTION

NATURE DE L'OPERATION	BENEFICIAIRES	Taux de subvention maximum du Conseil Départemental
Travaux d'équipement (installation de "moine", de pêcherie, de décanteur, de grilles…) et de sécurisation (digue, déversoir de crue, confortement, étanchéification …) des étangs pour mise en conformité.	Particuliers propriétaires d'étangs, Fédération Départementale de la Pêche et AAPPMA	30 %

Ce taux de subvention est cumulable dans la limite de 80 % avec les aides des autres intervenants (Agence de l'Eau, …).
L'aide est plafonnée à hauteur de 40 000 €.

Les travaux subventionables concernent des étangs dont la situation administrative est en conformité avec la réglementation ou le sera après réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de subvention.
Les travaux de renouvellement d'ouvrages, de curage, d'approfondissement, d'agrandissement, d'empoissonnement, de création d'un étang, d'aménagement des abords ne sont pas subventionables.

☞ PROCEDURE

Le dossier sera remis en deux exemplaires et devra comporter :

- La demande de subvention accompagnée du dossier technique de l'opération (plan de masse, plan de situation des travaux, plan détaillé des travaux, cahier des charges, devis descriptif et estimatif détaillé des travaux …),
- Le plan de financement de l'opération rendant compte :
  - ° de l'aide sollicitée auprès du Conseil Départemental,
  - ° des aides obtenues auprès des autres partenaires financiers,
- Le titre de propriété de l'étang et des parcelles limitrophes le cas échéant,
- Les justificatifs de conformité à la réglementation pour un étang : l'arrêté préfectoral définissant son statut,
- Le devis de l'entreprise retenue pour la réalisation des travaux, détaillé par ouvrage (moine, pêcherie, décanteur, dérivation…),
- En cas de cofinancement, la copie des décisions prises par les autres partenaires financiers sollicités par le maître d'ouvrage (Agence de l'Eau, …),
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux (dates de mise en exécution et d'achèvement des travaux),
- Un relevé d'identité bancaire ou postal au nom du demandeur,
- Pour les groupements de particuliers, les statuts (objet, régime fiscal) et la déclaration de revenus fonciers (imprimé 2072),
- Pour les particuliers ne bénéficiant pas du FCTVA, une attestation sur l'honneur de non assujettissement à la TVA.

☞ DEPOT DES DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

Les demandes peuvent être déposées à n'importe quelle période de l'année au titre de laquelle l'aide est sollicitée.

☞ PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les subventions sont programmées par la Commission Permanente du Conseil Départemental :

- Après instruction des dossiers de demande de subvention,
- Dans la limite de l'autorisation de programme votée par le Conseil Départemental pour leur attribution au titre de l'année considérée.

Après décision de la Commission Permanente du Conseil Départemental, fixant le montant de la subvention attribuable pour sa réalisation, intervient l'arrêté attributif de la subvention programmée.

☞ CONDITIONS DE VERSEMENT

LE BENEFICIAIRE DE LA SUBVENTION DEVRA RESPECTER LES OBLIGATIONS PRESCRITES PAR L'ARRETE DE SUBVENTION.

Les travaux doivent être mis en chantier dans l'année suivant la date de l'arrêté attributif de subvention.

◆ Lorsque la subvention attribuée est inférieure à 5 000 €, celle-ci donnera lieu à un seul versement après exécution complète de l'opération subventionnée.

◆ Lorsque la subvention attribuée est supérieure ou égale à 5 000 €, le versement d'un acompte pourra être demandé.et sera déterminé en application du taux de subvention au prorata des travaux réalisés. Le versement pour solde de la subvention attribuée pourra être demandé après la réalisation complète des travaux subventionnés.

Le versement des subventions intervient :

- Après contrôle de la matérialité d'exécution de l'opération subventionnée, telle que définie au projet pris en considération pour l'attribution de la subvention,
- Sur présentation des justificatifs des dépenses engagées (factures).

L'aide versée est déterminée au prorata des dépenses justifiées pour l'exécution du projet subventionné, elle ne peut excéder le montant de la subvention attribuée.

Déchéance quadriennale :

En l'absence de présentation de la demande de versement pour solde, dans les quatre ans à compter du 1er janvier suivant la date de l'arrêté attributif de l'aide, la subvention non versée sera caduque.

☞ AUTRES PARTENAIRES

Les autres partenaires sur ces opérations sont les services de l'État, les Agences de l'Eau Adour-Garonne et Loire-Bretagne.

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Energétique et Ecologique
Service Transition Écologique

☞Vos correspondants :	Franck BOUTOT	☎ 05.55.93.77.74
	Fabrice SERVIERES	☎ 05.55.93.77.73
	Karine VEYSSIERE	☎ 05.55.93.77.65

ANNEXE 4

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Dispositif d'accompagnement à la mise en place de production de diversification et d'adaptation au changement climatique sur les exploitations agricoles

Le Département prévoit d'apporter une aide aux exploitations agricoles pour des investissements dans le cadre de projets de diversification, et de la mise en place de productions à haute valeur ajoutée ou valeur ajoutée finie qui proposent une adaptation de l'exploitation aux conditions du changement climatique.

OBJECTIFS

Le Département dans ce cadre accompagne les projets :

1. De **diversification de la production sur l'exploitation agricole**, définis de façon stratégique avec des débouchés de commercialisation contractualisés vers la distribution, pour l'approvisionnement de l'industrie agroalimentaire, la restauration collective ou commerciale ou dans le cadre d'actions de filière contractualisées.

Sont ainsi éligibles, par exemple :

- Les projets de développement d'une activité de production végétale (petits fruits rouges, arboriculture, …),
- Les projets de développement d'un atelier de production de viande à valeur ajoutée finie : veau de lait, engraissement viande bovine d'excellence, …

2. De développement de **productions adaptées au changement climatique** : cultures économes en eau, …

3. Permettant d'acquérir une certaine autonomie sur les exploitations agricoles : culture pérenne alternative à la paille, …

Les projets qui peuvent être accompagnés dans le cadre d'autres dispositifs d'aides du Département ne seront pas éligibles :

- Aides du Département à l'autonomie en eau avec l'appui technique de l'ASAFAC : abreuvement, irrigation, couverture gel,
- Aides du Département : cofinancement PCAE – transformation et commercialisation à la ferme.

De la même manière, les projets bénéficiant d'une aide de la Région dans le cadre des Plans de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles, ne pourront avoir un double financement.

CADRE REGLEMENTAIRE

- Régime d'aide d'État SA.50388 (2018/N), adopté par la Commission Européenne le 26 février 2018, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.

- Décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens.

- Convention entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département de la Corrèze, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire - années 2023- 2028.

BENEFICIAIRES - CONDITIONS D'ELIGIBILITE

- Exploitants agricoles à titre principal ou secondaire, en activité sous forme individuelle ou sociétaire, dont le siège social se situe en Corrèze.
- Les CUMAS.
- Les cotisants solidaires.

Les aides ne sont pas cumulables avec tout autre dispositif dans le cadre des appels à projet PCAE de la Région, des dispositifs FranceAgriMer au niveau national, ainsi que pour les investissements réalisés via l'ASAFAC au niveau départemental.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les aides sont attribuées sur présentation de dépenses d'investissement se rapportant directement au projet de diversification ou d'adaptation au changement climatique présenté, excepté pour les CUMA où tout type de matériel, et uniquement le matériel d'occasion est éligible.

Dans ce cadre sont éligibles :

- Les frais généraux liés aux dépenses (étude de faisabilité, honoraires d'architectes, de consultants, analyse de sol et diagnostic…),
- La construction ou acquisition de biens immeubles,
- Les investissements destinés à améliorer le niveau de protection de l'environnement, les conditions d'hygiène ou les normes du bien-être animal,
- Les investissements visant à améliorer le caractère durable de l'exploitation agricole,
- L'achat ou location-vente de matériels ou d'équipements neufs ou d'occasion,
- L'acquisition de logiciels informatiques (et la mise au point pour leur utilisation) associés à la gestion de la nouvelle production,
- Les investissements non productifs liés aux objectifs agroenvironnementaux et climatiques.

Réglementation en vigueur pour le matériel d'occasion

Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles sous réserve que les conditions suivantes soient réunies

- Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne, nationale ou locale au cours **des cinq dernières années** à condition que :

a) Le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ;
b) Le vendeur mentionné a ou ait acquis le matériel neuf ;
c) Le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ;
d) Le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables ;
e) Les dépenses soient explicitement prévues dans le programme de développement rural pour le FEADER. L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion.

- En ce qui concerne les dépenses de location, la copie du contrat de location doit être produite.

Le(s) nouveau(x) matériel(s) d'occasion éligible(s) à un accompagnement financier du CD, ne peuvent être similaire(s) à un (des) matériel(s) déjà présent(s) sur l'exploitation ou dans la CUMA, c'est-à-dire figurant dans la liste d'inventaire du matériel.

Les investissements éligibles, listés ici, devront par ailleurs, respecter les exigences définies dans le régime d'aide SA 50388 (2018/N), relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire.

TAUX DE SUBVENTION

Exploitations individuelles

Seuil minimal d'éligibilité : pas de seuil
Plafond des investissements éligibles : 20 000 € H.T par dossier
Taux maximum d'aide : 20 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues
Taux bonifié JA/NI : 30 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues

JA* : Jeune Agriculteur installé depuis moins de 10 ans, bénéficiaire ou non de la Dotation Jeune Agriculteur, âgé de moins de 40 ans lors de son installation.
NI ** : Nouvel Installé depuis moins de 5 ans.

Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole – CUMA

- Matériel tracté (andaineur, benne, broyeur, charrue, épandeur, semoir, épareuse, …) :

  Seuil minimal d'éligibilité : pas de seuil
  Plafond des investissements éligibles : 20 000 € H.T par dossier
  Taux maximum d'aide : 20 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues

- Matériel auto-porté de récolte (moissonneuse, ensileuse, ramasseuse à fruits et légumes, …)

  Seuil minimal d'éligibilité : pas de seuil
  Plafond des investissements éligibles : 50 000 € H.T par dossier
  Taux maximum d'aide : 20 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues

Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande d'aide :

Les pièces administratives

- Le formulaire de renseignements administratifs, (à demander auprès du Service Transition Ecologique)
- Attestation MSA, justifiant de l'activité agricole du demandeur,
- Extrait K-BIS et statuts si forme sociétaire,
- Un RIB
- JA/NI : attestation MSA de la date de 1ère d'installation du JA et/ou NI en tant que chef d'exploitation,
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le projet ou les investissements présentés n'ont pas fait l'objet d'une aide de la Région dans le cadre du PCAE (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles).

Le dossier technique

- Un descriptif du projet en 1 page (maximum) : il convient de présenter l'exploitation et de mettre en avant le projet de diversification sur celle-ci ou le caractère d'adaptation au changement climatique du projet ou de la production développée.
- La liste des investissements pour lesquels une aide est demandée,
- Les devis concernés par le projet pour une estimation des coûts,
- La preuve d'un engagement de commercialisation de la production concernée (adhésion à une organisation de producteurs ou d'action filière, contrat, convention…).

Pièces spécifiques pour le matériel d'occasion :

- Une attestation mentionnant le nom du propriétaire précédent ainsi que son numéro de SIRET le cas échéant, attestant l'origine du matériel concerné et confirmant qu'à aucun moment, au cours des 5 dernières années, le matériel n'a bénéficié d'aide publique,
- La facture d'origine (le vendeur mentionné doit avoir acquis le matériel neuf),
- La liste d'inventaire des matériels existants sur l'exploitation et/ou au sein de la CUMA.

Le Conseil Départemental se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront retenus par ordre de dépôt du **dossier complet** (cachet de la poste faisant foi ou récépissé du Service Transition Ecologique faisant foi).

Les dossiers présentés feront l'objet d'une analyse technique par le Service Transition Ecologique.

Le Conseil Départemental vous enverra, après analyse technique :

- Un accusé de réception, ne valant pas promesse d'aide, de votre demande de subvention,
- OU une demande de pièces justificatives manquantes, si nécessaire.
- Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental.

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE

L'aide est attribuée par la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Corrèze.
Un courrier de notification sera transmis au bénéficiaire précisant le montant de l'aide et les conditions de versement.

L'aide est versée au demandeur en une seule fois, après la réalisation des investissements présentés dans le dossier de demande d'aide.

Le bénéficiaire adressera sa demande de versement conformément aux modalités indiquées sur l'arrêté d'attribution de l'aide.
La subvention sera versée au taux défini : le calcul du montant de l'aide sera réalisé en fonction des dépenses réellement réalisées sur présentation des factures acquittées.
L'aide versée ne pourra en aucun cas être supérieure à la subvention attribuée.
Un contrôle de la réalisation des investissements pourra être effectué par le service instructeur.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations

➔Auprès du service Transition Ecologique du Département
☎ : 05.55.93.77.72
transition.ecologique@correze.fr

➔Ou auprès de votre référent/technicien de votre Chambre départementale d'Agriculture.

- Dépôt des dossiers papier au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE DU DEPARTEMENT DE LA CORREZE.

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil départemental
Direction de la Transition Energétique et Ecologique
Service Transition Ecologique
9 rue René et Émile Fage
19000 TULLE

ANNEXE 12

AIDE AUX ETUDIANTS VETERINAIRES - DEPLACEMENTS

Dans le cadre de son plan de lutte contre les déserts vétérinaires, le Département accorde une aide aux étudiants vétérinaires qui réalisent un stage en Corrèze dans le cadre de leurs études.

OBJECTIFS

L'objectif est d'apporter une aide financière significative aux étudiants vétérinaires pour les aider à faire face aux frais de déplacement, pendant leurs périodes de stages en Corrèze.

CADRE JURIDIQUE

- Loi n°2020-1508 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière du 03/12/2020, dite "loi DADDUE".
- Délibération du 18 février 2022 du Conseil Départemental de la Corrèze portant sur la lutte contre les déserts vétérinaires : Plan « CORREZE SANTE ANIMALE ».

CALENDRIER

Les dossiers peuvent être déposés auprès du service instructeur jusqu'au 31 décembre 2026 et dans la limite des crédits disponibles. (Cachet de la poste ou récépissé du service faisant foi).

BENEFICIAIRES

Les étudiants scolarisés en écoles vétérinaires.

DEPENSES ELIGIBLES

- Déplacements entre le lieu d'étude et la Corrèze.
- Déplacements entre le domicile en Corrèze et le lieu de stage.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

- L'étudiant qui fait la demande d'aide devra être scolarisé
  - Dans l'une des 4 écoles vétérinaires françaises.
  - Dans une école vétérinaire européenne accréditée par l'Association Européenne des Établissements d'Enseignement Vétérinaires (AEEEV) ; il devra alors présenter un certificat attestant du suivi d'études permettant de délivrer un diplôme de Docteur Vétérinaire reconnu par le Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires.
- Les étudiants qui préparent le concours d'admission en école vétérinaire ne sont pas éligibles.
- Le stage devra être effectué en Corrèze.
- Le stage devra être effectué auprès d'un vétérinaire - tuteur du stage - qui exerce une partie de son activité en médecine vétérinaire rurale (animaux d'élevage, de rente), en Corrèze.
- Le candidat ne devra pas avoir déjà bénéficié de cette même aide précédemment.

Cette aide est cumulable avec l'aide aux étudiants vétérinaires – logement, proposée par le Département de la Corrèze.
Cette aide n'est pas cumulable avec l'aide aux étudiants vétérinaires – bourses, dernière année proposée par le Département de la Corrèze.
Les demandes d'aides doivent être présentées avant la réalisation du stage, ou dans l'année scolaire concernée (de septembre de l'année n à septembre année n+1).

MONTANT DE L'AIDE

- Le montant de l'indemnité de déplacement et les conditions d'attribution sont fixés conformément aux dispositions du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 pour les déplacements à l'intérieur de la métropole et sur justificatifs pour les déplacements hors de métropole au tarif le moins onéreux et le plus adapté à la nature du déplacement. La base kilométrique de ces indemnités peut être évaluée forfaitairement.

- Le montant maximum de l'aide est fixé à 300 € par mois.
- L'aide sera proposée pour 6 mois, consécutifs ou non, dans une période de 2 ans à compter de la signature de la convention signée entre le bénéficiaire et le Département.
- Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande :

- Certificat de scolarité en école vétérinaire française / européenne,
- Convention de stage signée par le vétérinaire tuteur de stage. Le tuteur devra lui-même disposer de justificatifs d'exercice légal de la médecine vétérinaire en Corrèze : inscription à l'ordre, habilitation sanitaire, inscription sur la liste portée à connaissance auprès de la DDETSPP de la Corrèze,
- Copie de la carte grise du véhicule utilisé,
- Un RIB.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers présentés feront l'objet d'une analyse technique par le Service Transition Ecologique.

Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental : les aides seront attribuées dans la limite des crédits réservés par ordre de réception des dossiers (La date de dépôt de dossier permettra de sélectionner les dossiers recevables retenus).

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE : CONVENTION

Une convention de partenariat entre le bénéficiaire et le Département et signée par les deux parties définira les engagements du bénéficiaire, les justificatifs à produire et les modalités de versements de l'aide accordée.

Parmi les justificatifs attendus seront notamment demandés :

- Un tableau d'enregistrement des trajets.
- Une attestation sur l'honneur indiquant que le bénéficiaire n'a pas demandé ou perçu d'aide permettant de couvrir les mêmes dépenses.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations : auprès du Chef de Projets de Développement en charge des questions d'agriculture et de santé animale :

☎ : 05.55.93.78.29

santeanimale@correze.fr ou lbellessort@correze.fr

- Dépôt des dossiers au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE du DEPARTEMENT DE LA CORREZE

☎ : 05.55.93.78.21

santeanimale@correze.fr

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Énergétique et Ecologique
Service Transition Ecologique

ANNEXE 13

AIDE AUX ETUDIANTS VETERINAIRES - LOGEMENT

Dans le cadre de son plan de lutte contre les déserts vétérinaires, le Département accorde une aide aux étudiants vétérinaires qui réalisent un ou plusieurs stages en Corrèze dans le cadre de leurs études.

OBJECTIFS

L'objectif est d'apporter une aide financière significative aux étudiants vétérinaires pour les aider à faire face aux frais d'hébergement en Corrèze, pendant leurs périodes de stages.

CADRE JURIDIQUE

- Loi n°2020-1508 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière du 03/12/2020, dite "loi DADDUE".
- Délibération du 18 février 2022 du Conseil Départemental de la Corrèze portant sur la lutte contre les déserts vétérinaires : Plan « CORREZE SANTE ANIMALE ».

CALENDRIER

Les dossiers peuvent être déposés auprès du service instructeur jusqu'au 31 décembre 2026 et dans la limite des crédits disponibles. (Cachet de la poste ou récépissé du service faisant foi).

Version 4 du CD du 11 avril 2025

BENEFICIAIRES

Les étudiants scolarisés en écoles vétérinaires.

DEPENSES ELIGIBLES

- Loyer pour un logement en Corrèze.
- Frais d'hébergement dans un hôtel, un gite en Corrèze.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

- L'étudiant qui fait la demande d'aide devra être scolarisé
    - Dans l'une des 4 écoles vétérinaires françaises,
    - Dans une école vétérinaire européenne accréditée par l'Association Européenne des Établissements d'Enseignement Vétérinaires (AEEEV) ; il devra alors présenter un certificat attestant du suivi d'études permettant de délivrer un diplôme de Docteur Vétérinaire reconnu par le Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires.
- Les étudiants qui préparent le concours d'admission en école vétérinaire ne sont pas éligibles.
- Le stage devra être effectué en Corrèze ;
- Le stage devra être effectué auprès d'un vétérinaire - tuteur du stage - qui exerce une partie de son activité en médecine vétérinaire rurale (animaux d'élevage, de rente), en Corrèze ;
- L'hébergement devra se situer sur le territoire du département de la Corrèze ;
- Le nom du bénéficiaire de l'aide devra être clairement inscrit sur le bail et les quittances de loyer du logement.
- Le candidat ne devra pas avoir déjà bénéficié de cette même aide précédemment.

Cette aide est cumulable avec l'aide aux étudiants vétérinaires – déplacements proposée par le Département de la Corrèze.
Cette aide n'est pas cumulable avec l'aide aux étudiants vétérinaires – bourse dernière année, proposée par le Département de la Corrèze.
Les demandes d'aides doivent être sollicitées avant le début du stage ou dans le courant de l'année scolaire (de septembre de l'année n à septembre de l'année n+1).

MONTANT DE L'AIDE

- Le montant maximum de l'aide est fixé à 300 € par mois.
- L'aide sera proposée pour 6 mois, consécutifs ou non, dans une période de 2 ans à compter de la signature de la convention passée entre le bénéficiaire et le Département.
- Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande :

- Certificat de scolarité en école vétérinaire française / européenne

- Convention de stage signée par le vétérinaire tuteur de stage. Le tuteur devra lui-même disposer de justificatifs d'exercice légal de la médecine vétérinaire en Corrèze : inscription à l'ordre, habilitation sanitaire, inscription sur la liste portée à connaissance auprès de la DDETSPP de la Corrèze.

- Un RIB.

- Un justificatif de domicile en Corrèze.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers présentés feront l'objet d'une analyse technique par le Service Transition Ecologique.

Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental : les aides seront attribuées dans la limite des crédits réservés par ordre de réception des dossiers (La date de dépôt de dossier permettra de sélectionner les dossiers recevables retenus).

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE : CONVENTION

Une convention de partenariat entre le bénéficiaire et le Département et signée par les deux parties définira les engagements du bénéficiaire, les justificatifs à produire et les modalités de versements de l'aide accordée.

Parmi les justificatifs attendus seront notamment demandés :

- Les quittances de loyer acquittées,
- Une attestation sur l'honneur indiquant que le bénéficiaire n'a pas demandé ou perçu d'aide permettant de couvrir les mêmes dépenses.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations : auprès du Chef de Projets de Développement en charge des questions d'agriculture et de santé animale :

☎ : 05.55.93.78.29

santeanimale@correze.fr ou lbellessort@correze.fr

- Dépôt des dossiers au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE du DEPARTEMENT DE LA CORREZE

☎ : 05.55.93.78.21

santeanimale@correze.fr

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Énergétique et Ecologique
Service Transition Ecologique

ANNEXE 14

AIDE AUX ETUDIANTS VETERINAIRES – BOURSE DERNIERE ANNEE

Dans le cadre de son plan de lutte contre les déserts vétérinaires, le Département accorde une aide aux étudiants vétérinaires qui s'engagent à s'installer en Corrèze à la fin de leurs études après obtention de leur diplôme.

OBJECTIFS

L'objectif est d'apporter une aide financière significative à un étudiant vétérinaire de dernière année (année d'approfondissement) qui s'engage une fois ses études vétérinaires terminées avec succès et dans un délai d'un an après l'obtention de son diplôme, à exercer son activité de vétérinaire auprès des animaux de rente pendant 5 ans, sous statut libéral, associé ou salarié dans un établissement de soin vétérinaire en Corrèze.

CADRE JURIDIQUE

- Loi n°2020-1508 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière du 03/12/2020, dite "loi DADDUE".
- Délibération du 18 février 2022 du Conseil Départemental de la Corrèze portant sur la lutte contre les déserts vétérinaires : Plan « CORREZE SANTE ANIMALE ».

CALENDRIER

Les dossiers peuvent être déposés auprès du service instructeur jusqu'au 31 décembre 2026 et dans la limite des crédits disponibles. (Cachet de la poste ou récépissé du service faisant foi).

BENEFICIAIRES

Les étudiants scolarisés en écoles vétérinaires.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

- L'étudiant qui fait la demande d'aide devra être scolarisé
  - Dans l'une des 4 écoles vétérinaires françaises,
  - Dans une école vétérinaire européenne accréditée par l'Association Européenne des Établissements d'Enseignement Vétérinaires (AEEEV) ; il devra alors présenter un certificat attestant du suivi d'études permettant de délivrer un diplôme de Docteur Vétérinaire reconnu par le Conseil National de l'Ordre des Vétérinaires.
- Les étudiants doivent être en dernière année, avec approfondissent en « animaux de production » ou « équidés ».
- Le candidat ne devra pas avoir déjà bénéficié de cette même aide précédemment.

Cette aide n'est pas cumulable avec l'aide aux étudiants vétérinaires – logement, proposée par le Département de la Corrèze.
Cette aide n'est pas cumulable avec l'aide aux étudiants vétérinaires – déplacement, proposée par le Département de la Corrèze.

MONTANT DE L'AIDE

- Le montant de l'aide est fixé à 800 € par mois et pour un maximum de 12 mois, consécutifs.
- Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande :

- Certificat de scolarité en école vétérinaire française / européenne.

- Un RIB.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental : les aides seront attribuées dans la limite des crédits réservés par ordre de réception des dossiers (La date de dépôt de dossier permettra de sélectionner les dossiers recevables retenus).

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE : CONTRAT

Un contrat de partenariat entre le bénéficiaire et le Département et signée par les deux parties définira les engagements du bénéficiaire, les justificatifs à produire et les modalités de versements de l'aide accordée.

La prise en charge de la bourse commence dès le début de l'année universitaire et pour 12 mois. Si elle est demandée après le début de cette dernière, un effet rétroactif est appliqué à la date de démarrage de la formation de l'année en cours.

Le contrat déterminera que le bénéficiaire devra s'engager à s'installer en Corrèze dans l'année qui suit l'obtention de son diplôme ou son titre de formation vétérinaire en tant que vétérinaire praticien inscrit au tableau de l'ordre en contribuant à la protection de la santé publique et en assurant la continuité et la permanence des soins aux animaux d'élevage pendant au moins 5 ans consécutifs.

L'étudiant qui, au cours de l'année universitaire, serait amené à interrompre ses études, pour quelque raison que ce soit, se verrait dans l'obligation de rembourser l'indemnité lui ayant été versée jusqu'alors.

Le remboursement de l'indemnité perçue par l'étudiant sera également demandé :

- en totalité en cas de non-exercice ou le cas échéant de non-installation du domicile professionnel d'exercice dans la zone et à la date prévues contractuellement.
- en partie si la durée d'exercice ou d'installation est inférieure à 5 ans ou à la durée prévue contractuellement ou si l'exercice est partiel par rapport aux stipulations contractuelles.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations : auprès du Chef de Projets de Développement en charge des questions d'agriculture et de santé animale :

☎ : 05.55.93.78.29

santeanimale@correze.fr ou lbellessort@correze.fr

- Dépôt des dossiers au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE DEPARTEMENT DE LA CORREZE

☎ : 05.55.93.78.21

santeanimale@correze.fr

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Énergétique et Ecologique
Service Transition Ecologique

ANNEXE 15

AIDE À L'INSTALLATION D'UN VETERINAIRE EN CORREZE

Dans le cadre de son plan de lutte contre les déserts vétérinaires, le Département accorde une aide aux vétérinaires praticiens qui s'installent pour pratiquer de la médecine vétérinaire rurale en Corrèze.

OBJECTIFS

L'objectif est d'apporter une aide financière significative aux vétérinaires dès leur installation en libéral, ou en tant qu'associé dans une société d'exercice vétérinaire en Corrèze pour les aider à faire face aux frais d'investissement générés par le début d'activité.

CADRE JURIDIQUE

- Loi n°2020-1508 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière du 03/12/2020, dite "loi DADDUE".
- Délibération du 18 février 2022 du Conseil Départemental de la Corrèze portant sur la lutte contre les déserts vétérinaires : Plan « CORREZE SANTE ANIMALE ».

CALENDRIER

Les dossiers peuvent être déposés auprès du service instructeur jusqu'au 31 décembre 2026 et dans la limite des crédits disponibles. (Cachet de la poste ou récépissé du service faisant foi).

BENEFICIAIRES

Les personnes exerçant légalement la profession de vétérinaire dans le cadre des dispositions prévues à l'article L241-1 du code Rural et de la Pêche Maritime.

Le bénéficiaire de l'aide doit être titulaire de l'habilitation sanitaire prévue à l'article L203-du code Rural et de la Pêche Maritime.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les investissements éligibles doivent être directement liés à l'activité professionnelle :

- Véhicule,
- Matériel d'auscultation,
- Mobilier de bureau et de soins vétérinaires,
- Équipement informatique,
- Achat foncier bâti.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Des engagements devront être pris par le bénéficiaire et seront proposés dans une convention.

Les praticiens, qui s'installent, doivent notamment s'engager à :

- S'installer en libéral ou associé dans un établissement de soins vétérinaires (non salarié) en Corrèze pour une durée de 5 ans minimum.

- Participer aux gardes et assurer la continuité de soins aux animaux d'élevage en adhérant au « SAVU 19 » : service de garde et de régulation des urgences vétérinaires via l'adhésion au Syndicat Départemental des Vétérinaires d'Exercice Libéral de la Corrèze (SDVEL 19).
- S'engager à justifier d'une activité en production animale (animaux de rente).

Les demandes d'aides à l'installation doivent être réalisées avant l'installation du vétérinaire.

TAUX DE SUBVENTION

- Seuil minimal d'éligibilité : pas de seuil.
- Plafond de l'aide : 20 000 € par dossier.
- La subvention accordée ne pourra en aucun cas représenter plus de 80 % de la dépense HT subventionnée.
- Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

Dans l'éventualité où le nouvel installé aurait bénéficié de l'aide aux étudiants (bourse dernière année) avant installation, dans les 4 années qui précèdent la demande d'aide à l'installation, une déduction serait faite du montant versé sur la présente aide.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande :

- Les justificatifs d'exercice légal de la médecine vétérinaire en Corrèze du demandeur : inscription à l'ordre, habilitation sanitaire, inscription sur la liste portée à connaissance du public auprès de la DDETSPP de la Corrèze.

- Un RIB.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers présentés feront l'objet d'une analyse technique par le Service Transition Ecologique.

Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental : les aides seront attribuées dans la limite des crédits réservés par ordre de réception des dossiers (La date de dépôt de dossier permettra de sélectionner les dossiers recevables retenus).

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE : CONVENTION

Une convention de partenariat entre le bénéficiaire et le Département et signée par les deux parties définira les engagements du bénéficiaire, les justificatifs à produire et les modalités de versements de l'aide accordée.

Parmi les justificatifs attendus seront notamment demandés :

- Les factures acquittées des investissements réalisés au nom du bénéficiaire ou de l'établissement de soin auquel il est rattaché,
- Une attestation sur l'honneur indiquant que le bénéficiaire n'a pas demandé ou perçu d'aide pour financer les mêmes investissements.

La subvention attribuée donnera lieu, à deux versements :

- Acompte de 50 % au moment de la signature de la convention,
- Un solde, l'année suivante et sur présentation des justificatifs d'investissement.

Le remboursement de l'indemnité perçue par le bénéficiaire pourra être demandé :

- en totalité en cas de non-exercice ou le cas échéant de non-installation du domicile professionnel d'exercice dans la zone et à la date prévues contractuellement.
- en partie si la durée d'exercice ou d'installation est inférieure à 5 ans ou à la durée prévue contractuellement ou si l'exercice est partiel par rapport aux stipulations contractuelles.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations : auprès du Chef de Projets de Développement en charge des questions d'agriculture et de santé animale :

☎ : 05.55.93.78.29

santeanimale@correze.fr ou lbellessort@correze.fr

- Dépôt des dossiers au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE DEPARTEMENT DE LA CORREZE

☎ : 05.55.93.78.21

santeanimale@correze.fr

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Énergétique et Ecologique
Service Transition Ecologique

ANNEXE 16

AIDE À LA CREATION DE MAISONS DE SANTE VETERINAIRE

Dans le cadre de son plan de lutte contre les déserts vétérinaires, le Département accorde une aide aux vétérinaires qui investissent pour créer, sur le territoire corrézien, une "Maison de Santé Vétérinaire".

OBJECTIFS

La présente fiche fixe les modalités d'attribution de l'aide accordée pour des investissements pour la création ou l'agrandissement d'un établissement de soins vétérinaires en Corrèze.

CADRE JURIDIQUE

- Loi n°2020-1508 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière du 03/12/2020, dite "loi DADDUE".
- Délibération du 18 février 2022 du Conseil Départemental de la Corrèze portant sur la lutte contre les déserts vétérinaires : Plan « CORREZE SANTE ANIMALE ».

CALENDRIER

Les dossiers peuvent être déposés auprès du service instructeur jusqu'au 31 décembre 2026 et dans la limite des crédits disponibles. (Cachet de la poste ou récépissé du service faisant foi).

BENEFICIAIRES

1 - Les personnes exerçant légalement la profession de vétérinaire dans le cadre des dispositions prévues à l'article L241-1 du code Rural et de la Pêche Maritime.

2 - Les sociétés d'exercices vétérinaires mentionnés à l'article L 241 - 17 du code Rural et de la Pêche Maritime.

Le bénéficiaire de l'aide doit être titulaire de l'habilitation sanitaire prévue à l'article L203-du code Rural et de la Pêche Maritime.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

- Construction ou agrandissement d'un établissement de soins vétérinaires
- Frais généraux liés aux dépenses visées aux deux points précédents (étude de faisabilité, honoraires d'architectes, de consultants …),

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Des engagements devront être pris par le bénéficiaire et seront proposés dans une convention.

Les praticiens, qui s'installent, doivent notamment s'engager à :

- Réaliser les travaux subventionnés et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution,
- Faire figurer de manière lisible le logo du Conseil Départemental « CORREZE SANTE ANIMALE » dans tous les documents et affichages produits dans le cadre de l'opération subventionnée,
- Proposer l'installation ou le recrutement d'un nouveau praticien vétérinaire sur la structure,
- Participer aux gardes et assurer la continuité de soins aux animaux d'élevage en adhérant au « SAVU 19 » : service de garde et de régulation des urgences vétérinaires via l'adhésion au Syndicat Départemental des Vétérinaires d'Exercice Libéral de la Corrèze "SDVEL 19".
- S'engager à justifier d'une activité en production animale (animaux de rente).
- Proposer dans le projet une solution pour l'hébergement de stagiaires vétérinaires ou de nouveaux praticiens.

Dans le cas de la création d'une nouvelle maison de santé vétérinaire, le projet devra faire intervenir 2 praticiens à minima.

Dans le cadre d'un agrandissement, le projet devra justifier de l'installation d'un praticien supplémentaire au sein de l'établissement de soin.

Les demandes devront être réalisées avant la réalisation des investissements et des travaux.

TAUX DE SUBVENTION

- Seuil minimal d'éligibilité : pas de seuil.
- Plafond de l'aide : 100 000 € par dossier (minimum 2 praticiens).
- Taux maximum d'aide : 20 % du coût H.T. des dépenses éligibles retenues.
- Les aides seront attribuées dans la limite de l'enveloppe prévue.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Pièces justificatives à joindre à la demande :

- Un descriptif du projet,
- Extrait K-Bis et statuts si forme sociétaire,
- Dans le cas d'un investissement par une SCI (Société Civile Immobilière, chaque associé doit justifier de l'exercice légal de la médecine vétérinaire en Corrèze :
- Les justificatifs d'exercice légal de la médecine vétérinaire en Corrèze de l'ensemble des demandeurs : inscription à l'ordre, habilitation sanitaire, inscription sur la liste portée à connaissance du public auprès de la DDETSPP de la Corrèze,
- Un RIB.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers présentés feront l'objet d'une analyse technique par le Service Transition Ecologique.

Les dossiers qui répondent aux critères de sélection seront proposés à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental : les aides seront attribuées dans la limite des crédits réservés par ordre de réception des dossiers (La date de dépôt de dossier permettra de sélectionner les dossiers recevables retenus).

MODALITES D'ATTRIBUTION ET VERSEMENT DE L'AIDE : CONVENTION

Une convention de partenariat entre le bénéficiaire et le Département et signée par les deux parties définira les engagements du bénéficiaire, les justificatifs à produire et les modalités de versements de l'aide accordée.

La subvention attribuée sera versée au bénéficiaire à sa demande sur présentation de factures acquittées et donnera lieu, à deux versements, sur deux exercices budgétaires différents :

- Acompte de 50 % sur production de justificatifs attestant de la réalisation à 50 % de l'opération,
- Et solde sous présentation des justificatifs.

Le Département se réserve le droit de demander des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande.

COMMENT FAIRE SA DEMANDE ?

- Informations : auprès du service Transition Ecologique

☎ : 05.55.93.78.21

santeanimale@correze.fr

- Dépôt des dossiers au Service instructeur : SERVICE TRANSITION ECOLOGIQUE DEPARTEMENT DE LA CORREZE

Contact :
Les dossiers de demande de subvention doivent être adressés à :

Monsieur le Président du Conseil Départemental
Direction de la Transition Énergétique et Ecologique
Service Transition Ecologique

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/116

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission des Finances, des Affaires Générales et de la Transition Ecologique

OBJET

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT

Par sa délibération n° CD.2021.07.01/006 en date du 1er juillet 2021, le Conseil Départemental m'a donné délégation de pouvoir sur le fondement des articles L. 3211-2 et L. 3221-10-1 à L. 3221-12-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), pour :

1° procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les conditions et limites ci-après définies :

1.1°
Le Président reçoit délégation aux fins de contracter les emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements et dans la limite du plafond d'emprunt voté dans le budget annuel.
En tout état de cause, tout prêt de plus de 30 années devra donner lieu à approbation spécifique du Conseil Départemental.
Les prêts seront conformes aux dispositions, limites et conditions posées par les articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les taux et formules d'indexation auxquels peuvent recourir les collectivités territoriales.
Eu égard au caractère concurrentiel de ce secteur d'activité, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements de crédit ou sociétés de financement.
Les prêts pourront comprendre notamment une des caractéristiques ci-dessous :

- la faculté de modifier le taux (y compris passage d'un taux fixe à un taux variable et inversement), la durée du prêt, la périodicité et le profil de remboursement ;
- la possibilité de recourir à des opérations particulières, comme des emprunts obligataires et à des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement anticipé et/ou de consolidation.

Par ailleurs, le Président pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans chaque contrat de prêt initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus, ainsi que toute opération de gestion de dette et/ou de refinancement des emprunts, avec ou sans règlement d'une indemnité de remboursement anticipé, dans les mêmes limites que celles décrites ci-dessus.

1.2°
Le Conseil Départemental donne délégation de compétence au Président pour négocier et signer tout contrat de couverture du risque de taux, afin de protéger la collectivité contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.
A l'instar des prêts, les contrats de couverture seront conformes aux dispositions et conditions posées par les mêmes articles L. 1611-3-1 et R. 1611-33 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2° réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 35 M€ ou 10% du budget réel ;

3° prendre les décisions en matière de dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'État, mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article ;

4° arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

5° fixer :
- les tarifs des droits de voirie, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la collectivité qui n'ont pas un caractère fiscal ;
- les redevances et autres tarifs liés à toute occupation ou emprise consentie par la collectivité départementale sur l'une des dépendances de son domaine public ou privé, à l'exception de ceux qui sont fixés par ailleurs par l'assemblée départementale ;
- Les tarifs de reproduction des documents administratifs ainsi que ceux des licences de réutilisation des données publiques ;
- Les tarifs et prestations de l'ensemble des sites touristiques et culturels départementaux (notamment le Musée du Président Jacques Chirac, le Château de Sédières, les Archives Départementales, la Bibliothèque Départementale…).

6° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;

7° accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance ;

8° créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité ;

9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3221-10 qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges ;

10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° fixer, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3213-2, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (Domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

13° prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du Département ;

14° autoriser, au nom du Département, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont il est membre ;

15° demander à l'État ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions quel qu'en soient le domaine et le montant ;

16° procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du Département quelle que soit la nature de la demande et sous réserve de l'inscription préalable au budget départemental des autorisations budgétaires nécessaires à la réalisation de l'opération projetée ;

17° intenter, au nom du Département et pour la durée de son mandat, les actions en justice, ou défendre le Département dans les actions intentées contre lui dans les cas suivants :

- dépôts de plaintes et constitution de partie civile, dans tout litige impliquant le Département, ses intérêts ou ses agents, dans le cadre de ses compétences ou de ses activités ;
- toute procédure amiable ou contentieuse mise en œuvre par ou contre le Département, y compris les procédures de référé, en quelque matière que ce soit et relevant tant des juridictions de l'ordre administratif que des juridictions de l'ordre judiciaire et ce, pour tout niveau d'instance : première instance, appel et pourvoi en cassation ;

18° être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

19° exercer, au nom du Département, les droits de préemption dont celui-ci est titulaire ou délégataire en application du Code de l'Urbanisme ;

20° être chargé de prendre toute décision relative au Fonds de Solidarité pour le Logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances.

Ces mêmes dispositions exigent que le Président du Conseil Départemental informe le Conseil Départemental des actes pris dans le cadre de ces délégations.

Je demande à l'Assemblée Départementale de bien vouloir prendre connaissance des décisions prises dans le cadre des délégations qui m'ont été consenties sur le fondement de ces dispositions, telles qu'elles figurent en annexe au présent rapport.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/116

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT EN VERTU DES DÉLÉGATIONS CONSENTIES PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la délibération n° CD.2021.07.01/006 du Conseil Départemental du 1er juillet 2021 portant délégation d'attribution au Président,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/116 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sophie CHAMBON, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : le Conseil Départemental prend acte des décisions prises par Monsieur le Président du Conseil Départemental dans le cadre des délégations qui lui ont été consenties par le Conseil Départemental telles qu'annexées à la présente délibération.

Acte est donné.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15754-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2025.04.11/201

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

AUTONOMIE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le vieillissement de la population est bien plus marqué que dans le passé et constitue de fait un enjeu incontournable des prochaines décennies.

Les départements ruraux sont évidemment les premiers confrontés à ce défi démographique majeur.

Si les personnes de plus de 60 ans représentent 35 % de la population au 1er janvier 2023 en Corrèze et les personnes de plus de 75 ans 14 %, les projections établies par l'INSEE fixent ces ratios à l'horizon 2070 à près de 45 % de la population pour les plus de 60 ans et 24 % pour les plus de 75 ans.

Dès 2050, les séniors seraient plus nombreux que les moins de 20 ans, (plus de deux séniors pour un jeune).

Aujourd'hui, en Corrèze, près d'un tiers des communes sont déjà caractérisées par une proportion des personnes âgées de plus de 75 ans supérieure à celle des jeunes de moins de 20 ans.

L'avancée vers le grand âge s'accompagne bien souvent d'une perte d'autonomie, la hausse du nombre de personnes âgées dépendantes pour notre département à l'horizon de 2030 est estimée à 11 %.

Alors que la part des actifs diminue à due proportion, cette évolution démographique est très préoccupante dans un contexte économique national des plus difficiles où les départements sont en première ligne pour répondre aux besoins de la population.

En effet, les orientations fixées par la cinquième branche de la Sécurité sociale dédiée à l'autonomie et dont le pilotage a été confié à la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) viennent contraindre les collectivités territoriales sans garantir une

totale compensation financière.

Pour répondre aux aspirations et aux besoins des personnes âgées et en situation de handicap, les politiques publiques doivent accompagner la transition démographique, répondre aux besoins émergents, adapter les aides individuelles, assurer la prise en compte de tous en évitant toute rupture dans les parcours et les droits, et ce tout en garantissant l'amélioration de l'efficience des dépenses.

Les enjeux majeurs pour nos publics consistent à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées, tout en garantissant leur sécurité et leur bien-être, à faciliter l'accès aux droits, mais également à veiller à la valorisation des métiers liés au grand âge.

C'est pour répondre à ces défis que le Conseil Départemental de la Corrèze a créé au 01 janvier 2024, Corrèze Autonomie, un Service Public Départemental de l'Autonomie, afin de décliner une offre de service enrichie, au plus près des territoires et des besoins de la population

Cette organisation vient confirmer les différents engagements du Département affirmés depuis plusieurs années afin de favoriser le maintien à domicile d'une part, via l'accès aux aides de droits communs mais également les programmes d'actions de prévention ainsi que l'habitat inclusif, et d'autre part, les priorités des élus départementaux à savoir l'attractivité des métiers et l'amélioration de la qualité des prises en charge.

Cette évolution s'imbrique dans une logique territoriale globale de transformation de l'offre domiciliaire et en établissement, en lien avec une analyse des besoins de la population.

Cette évolution comporte également l'engagement d'une ambitieuse expérimentation de prévention et la détection précoce de la dépendance à l'aide du déploiement de l'outil ICOPE.

Le projet de budget 2025 est proposé à hauteur de 93 191 424 €.

Il porte sur des actions ciblées pour répondre notamment :

- au besoin de simplicité dans l'accès aux droits pour les usagers,
- au vieillissement de notre population par la diversification de notre offre (habitat intermédiaire),
- au renforcement du maintien à domicile et à la prévention des risques de perte d'autonomie,
- à l'inflation et la hausse des coûts de masse salariale et d'énergie dans les établissements,
- à l'attractivité des métiers dans le secteur social et médico-social,
- au besoin d'enrichissement du lien social.

Cette enveloppe de plus de 93 millions d'euros démontre une responsabilité et un engagement déterminé des élus du Département, dans une action anticipée, structurée et innovante pour répondre aux besoins des plus fragilisés dès aujourd'hui, mais également

à ceux posés par le défi du vieillissement.

SECTION I - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 93 191 424 €

I - LES PERSONNES AGEES : 40 795 249 €

A - Maintien à domicile Personnes Âgées : 18 715 249 €

Le Département s'inscrit pleinement dans le virage domiciliaire, qui vise à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et en situation de handicap. Cette orientation repose sur une double exigence : garantir la qualité de l'accompagnement à domicile tout en répondant aux défis liés au vieillissement de la population.

Pour y parvenir, plusieurs leviers sont mobilisés. D'une part, les dispositifs d'aide comme l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile et l'aide-ménagère permettent de financer des prestations essentielles favorisant l'autonomie et la sécurité des bénéficiaires. D'autre part, le Département soutient activement l'attractivité des métiers du domicile et la structuration des services d'aide à domicile, notamment à travers le bonus qualité, afin d'assurer une offre de services à la hauteur des besoins croissants.

Par ailleurs, les actions de prévention portées par la Conférence des financeurs jouent un rôle clé dans ce virage domiciliaire. Elles visent à retarder la perte d'autonomie en intervenant sur des facteurs essentiels : prévention des chutes, lutte contre l'isolement, ou encore promotion de l'activité physique.

1 - Allocation Personnalisé d'Autonomie (APA) à domicile : 14 700 000 €

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie est une aide destinée à répondre aux besoins des personnes âgées pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière. Elle est attribuée dans le cadre du maintien à domicile et repose sur l'élaboration d'un plan d'aide prenant en compte tous les aspects de la situation de la personne âgée.

L'APA est destinée aux personnes âgées de 60 ans et plus, dont la perte d'autonomie est évaluée à un niveau compris entre le GIR 1 et le GIR 4 selon la grille AGGIR. Cette évaluation est réalisée par un professionnel médico-social.

Un plan d'aide est réalisé à partir de cette évaluation des besoins et peut notamment prévoir le financement d'une aide humaine pour aider à la réalisation des actes essentiels de la vie, une aide au financement d'un dispositif de téléassistance, la prise en charge du matériel à usage unique comme les protections urinaires, ou encore une participation au financement de l'accueil de jour en EHPAD.

Le plafond maximum du plan d'aide varie selon le degré de perte d'autonomie :

- 797,95 € pour un GIR 4
- 1 195,67 € pour un GIR 3
- 1 654,17 € pour un GIR 2
- 2 045,55 € pour un GIR 1

Le montant versé par le Département au bénéficiaire au titre de l'APA est calculé en tenant compte d'un taux de participation de l'usager compris entre 0 % et 90 % (ticket modérateur), selon ses ressources.

Pour mémoire, les mesures engagées début 2016 pour redimensionner le cadre d'octroi de cette aide aux personnes âgées au titre de leurs besoins pour l'accomplissement des actes essentiels, ont eu pour conséquence une baisse significative des demandes la première année de mise en œuvre.

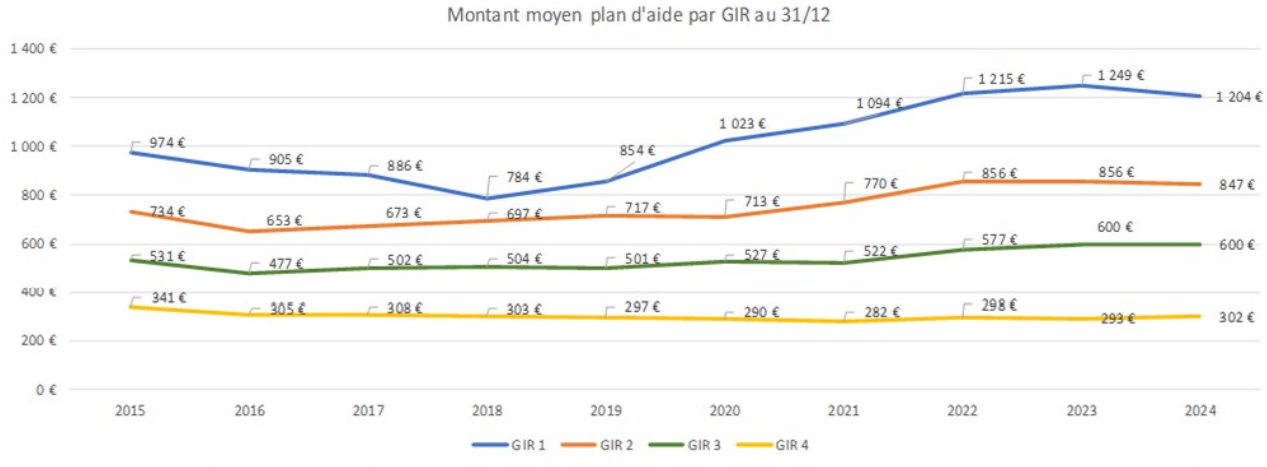
Depuis 2017, le nombre total de 1ères demandes n'a cessé de progresser, passant de 1 404 en 2017 à 1 513 en 2023 se traduisant par un nombre croissant d'accords de plans d'aide. En 2024, 1 583 premières demandes ont été reçues, soit une hausse de + 4.63 % entre 2023 et 2024.

L'année 2024 a également connu une hausse importante du nombre de demandes de révisions du plan d'aide (+ 45 %), liée au déploiement de Corrèze Autonomie et au suivi renforcé auprès des usagers afin d'adapter les réponses à l'évolution de leurs besoins.

Le nombre total de bénéficiaires est quant à lui en légère augmentation (+ 1.75 %) en 2024 par rapport à 2023, tandis que les GIR les plus dépendants sont en recul avec une diminution de 14 % des GIR 1 et de 2,78 % des GIR 2 par rapport aux GIR moins dépendants qui augmentent respectivement de 8,42 % pour les GIR 3 et de 0,79% pour les GIR 4.

	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Nombre de bénéficiaires GIR 1	80	72	69	73	78	61	52	61	57	49
Nombre de bénéficiaires GIR 2	711	618	604	564	587	580	564	585	540	525
Nombre de bénéficiaires GIR 3	1 050	931	875	784	755	789	827	843	808	876
Nombre de bénéficiaires GIR 4	3 272	3 013	2 716	2 237	2 139	2 156	2 168	2 054	2 148	2 165
TOTAL	**5 113**	**4 634**	**4 264**	**3 658**	**3 559**	**3 586**	**3 611**	**3 543**	**3 553**	**3 615**

Le montant moyen du plan d'aide est en hausse en 2024 pour les GIR 4 (+ 9 € mensuels, soit + 3,07 %), mais reste stable pour les GIR 3 et diminue même pour les GIR 1 (- 45 € mensuels soit – 3,6 %) et les GIR 2 (- 9 € mensuels soit – 1,05 %)



La répartition des heures d'aide humaine par type d'intervention (prestataire, mandataire, emploi direct) montre une érosion des heures réalisées par les services prestataires et mandataires et une augmentation non proportionnelle des heures réalisées en emploi direct. Cela a un impact pour le budget dédié à l'APA puisque les heures prestataires sont prises en charge à hauteur de 24,58 € (27,50 € en week-end et jours fériés) alors que les heures mandataires et en emploi direct sont prises en charge à hauteur de 10,08 € et 11,08 € pour les emplois directs en week-end et jours fériés et 11,66 € pour les mandataires en week-end et jours fériés.

	2022	2023	2024	Evolution 2023-2024
Nombre d'heures prestataires	514 399 heures	509 764 heures	486 173 heures	- 4.63% soit 23 591 heures en moins
Montant lié à des heures prestataires	8 719 152 €	9 682 134 €	9 325 801€	- 3.68%
Nombre d'heures mandataires	157 193 heures	142 722 heures	1051 heures	- 25.86%
Montant lié à des heures mandataires	1 226 588 €	1 170 010 €	851 538 €	- 27.22%
Nombre d'heures emploi direct	140 822 heures	143 167 heures	153 281 heures	+ 7.06%
Montant lié à des heures en emploi direct	946 143 €	943 651 €	1 007 176 €	+ 6.73%

Les prévisions de dépenses 2025 prennent en compte les impacts financiers des mesures adoptées par le gouvernement et par l'engagement du Département auprès de nos ainés grâce à Correze Autonomie :

– *Hausse du tarif plancher prestataire*

Application du nouveau tarif plancher prestataire porté à 24,58 € à compter du 1er Janvier 2025 (+ 1,58 €).

– *Augmentation du nombre de bénéficiaires*

Au regard des tendances démographiques, une hausse du nombre de bénéficiaires est également à prévoir. En effet, entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024, 62 usagers supplémentaires étaient bénéficiaires de l'APA. Cette hausse est appelée à s'accélérer en lien avec le vieillissement de la population et l'augmentation de la dépendance.

– *Erosion du taux de réalisation des plans d'aide par les prestataires*

L'année 2024 a vu apparaître le début de l'érosion du taux de réalisation des plans d'aide de l'APA. En effet, alors que 92,19 % des heures prescrites et confiées aux prestataires avaient été réalisées en 2023, seulement 91,25 % des heures prescrites ont pu l'être en 2024. Cette érosion est appelée à s'accentuer avec les difficultés de recrutement des services d'aide à domicile.

– *La priorisation des heures d'aide à domicile*

Face au constat de l'érosion des plans d'aide et à la prise de conscience des difficultés à venir pour permettre le maintien à domicile des personnes âgées dépendantes, de plus en plus nombreuses, le Conseil départemental a délibéré le 21 février 2025 en faveur de différentes mesures visant à prioriser les heures d'aide humaine sur les actes les plus essentiels et les personnes les plus fragiles. Ces mesures doivent permettre de limiter l'inflation du nombre d'heures prescrites et qui ne pourraient être réalisées.

– *Augmentation du nombre d'abonnés à la Téléassistance*

La hausse du nombre d'abonnés à la téléassistance dans le cadre de la sécurisation du maintien à domicile le cadre de la stratégie commerciale de Corrèze Autonomie conduira certainement à la prise en charge d'abonnements supplémentaires au titre de l'APA.

– *Mise en œuvre de l'APA Flash*

Le Département de la Corrèze souhaite aller plus loin que l'APA en urgence prévue par les textes réglementaires et a délibéré le 21 février 2025 en faveur de la création de l'APA flash. Face à une situation d'urgence identifiée, l'APA flash prévoit la visite à domicile d'un coordinateur de proximité ou d'un évaluateur dès connaissance de la situation. Cette réactivité permettra aux usagers de bénéficier rapidement des aides adaptées à leurs besoins garantissant un retour et un maintien à domicile dans les meilleures conditions possibles. Au niveau budgétaire, le seul impact identifié serait une prise en charge financière plus rapide car le paiement interviendrait dès le 1er jour de retour à domicile, l'instruction du dossier de demande interviendrait à postériori.

Ainsi, le budget 2025 prévoit une augmentation de 1 000 481 € par rapport au compte administratif 2024 sur les dépenses de l'APA à domicile afin de couvrir l'ensemble des besoins.

Compte tenu de ces éléments, les dépenses prévisionnelles pour l'APA à domicile sont estimées à 14 700 000 €.

2 - Autres actions d'accompagnement au maintien à domicile : 2 030 362 €

a) L 'aide-ménagère : 527 000 €

L'aide ménagère est une prestation d'aide sociale légale pour le maintien à domicile de personnes âgées (à compter de 65 ans ou 60 ans en cas d'invalidité) et de personnes handicapées (sur la base du taux d'invalidité), disposant de ressources modestes. Elle vise, au titre de la prévention, à favoriser le maintien à domicile en apportant une aide à la personne pour les tâches domestiques (ménage, courses ou préparation des repas…). Le reste à charge pour l'usager est de 1€ par heure pour l'usager. Elle est récupérable sur succession si l'actif net successoral est supérieur à 46 000 €.

Au même titre que pour l'APA à domicile, le tarif prestataire est fixé à 24,58 € depuis le 1er janvier 2025.

Face à ces constats, le budget 2025 est proposé en augmentation par rapport au compte administratif 2024 pour prendre en compte cette nouvelle revalorisation du tarif plancher.

Les prévisions budgétaires concernant les aides ménagères sont retenues pour une somme de 527 000 €.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
DEPENSES Aide-ménagère en €	341 006	290 441	319 518	440 193	514 042	469 734	527 000

b) Les partenaires : 8 550 €

En réponse aux sollicitations d'associations et organismes développant des actions en faveur des personnes âgées pour mieux les accompagner dans leur vie quotidienne et soutenir le lien social tout en s'appuyant sur le bénévolat, le Département mobilise des crédits pour les soutenir dans cette démarche à hauteur de 8 550 €.

Dans ce cadre, il convient de valider le tableau joint en annexe 1 valant attribution de subventions pour 2025.

c) L'accueil familial : 9 000 €

Le Conseil Départemental souhaite sécuriser et développer ce mode d'accueil en renforçant la formation initiale et continue des Accueillants Familiaux, dispositif de proximité constituant une offre domiciliaire alternative. Pour rappel, il s'agit d'un cadre de formation qui est obligatoire.

d) Gratification tuteurs et ambassadeurs : 10 000 €

Dans le cadre du dispositif AMAC visant à valoriser les métiers de l'aide à domicile et à favoriser le recrutement au sein des SAAD prestataires et des EHPAD, un versement d'une gratification à charge complète du Département est fait aux salariés qui s'engage afin de promouvoir, faire découvrir et accompagner les nouveaux recrutés.

Une gratification de 100 € est accordée par mission pour chaque ambassadeur et 150 € pour chaque tutorat réalisé dès l'entrée dans l'emploi. Le versement est fait à réception de l'attestation adressée par le SAD.

e) Dotation Complémentaire Bonus Qualité : 1 465 812 €

Le Département entend poursuivre la promotion d'un virage domiciliaire basé sur la qualité des services rendus, fondée sur les compétences des personnels des Services d'Autonomie à Domicile (SAD) et une dynamique d'innovation des pratiques professionnelles.

Les SAD sont les principaux acteurs qui œuvrent pour le maintien de l'autonomie et l'amélioration de la qualité de vie des personnes prises en charge à domicile.

Aussi, au regard de la démographie corrézienne et de ses politiques d'accompagnement, le département est engagé dans la démarche CPOM dotation complémentaire depuis 2024, afin d'apporter un soutien financier aux SAD qui s'engagent sur un accompagnement renforcé des publics les plus dépendants, une amélioration de la qualité de vie au travail des intervenants, une sécurisation des prises en charge sur les zones rurales, et/ou une augmentation des prises en charge sur des horaires atypiques.

La valorisation des heures effectuées sur ces actions est calculée en fonction du volume des heures APA / PCH réalisées par le SAD. L'engagement sur cette "dotation complémentaire bonus qualité'' est assorti d'un accompagnement et d'un suivi du SAD via un CPOM. En 2024, 15 services d'aide à domicile se sont engagés pour un CPOM 2024-2026.

La réglementation prévoit la publication d'un nouvel appel à candidature annuel. En 2025, un 16ème SAD s'est engagé pour un CPOM 2025-2027.

Le montant proposé au budget 2025 s'appuie sur le nombre d'heures APA et PCH réalisées en 2024 par les SAD. Il tient notamment compte du réajustement des heures

réalisées par l'ADMR en 2024, inférieures aux estimations réalisées pour construire le budget 2024.

L'enveloppe prévisionnelle pour l'année 2025 est de 1 465 812 €.

f) Aide à la mobilité : 10 000 €

C'est une action de soutien complémentaire au dispositif AMAC via un plan de mobilité individualisé et adapté aux candidats intégrés au parcours d'accompagnement (pour les aides à domicile) :

- Secours exceptionnel et individuel, plafonné à 1 000 €, pour aider au règlement de difficultés de remboursement, du micro-crédit contracté auprès du Crédit Agricole pour garantir la poursuite de l'échéancier ou solder la créance (accompagnement dans l'inclusion bancaire des emprunteurs avec un suivi individualisé et complémentaire aux objectifs de ce microcrédit),

- Aide au permis de conduire ou au Code de la route, plafonnée à 500 € (hors dispositifs de droits communs),

- Aide à la réparation du véhicule personnel, plafonnée à 500 €.

3 - Plan AMAC : 115 000 €

En 2020, le Conseil Départemental avait validé un programme d'actions à intégrer dans le cadre de la Convention section IV 2020-2022 pour mobiliser le levier que constitue la contractualisation avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour soutenir l'ensemble du secteur de l'aide à domicile.

Pour rappel, ce programme d'actions se décomposait en 8 axes dont un central, celui du soutien au secteur de l'aide à domicile à travers l'action phare constituée par le dispositif "Académie des Métiers de l'Autonomie en Corrèze (AMAC)".

Par ailleurs, le Conseil Départemental en date du 2 décembre 2022 a validé l'élargissement du dispositif AMAC au bénéfice de l'ensemble des Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) dans le champ de la personne âgée, du handicap et de l'enfance.

Un avenant à la convention avec la CNSA Section IV a donc été signé le 22 décembre 2022 prolongeant cette dernière sur l'année 2023, permettant ainsi la poursuite et le co-financement d'actions en faveur de l'aide à domicile et des établissements.

À cette fin, un programme pluriannuel (2024-2025) d'un montant global de 816 700 € a été ouvert. Il concerne la professionnalisation dans le but de favoriser le repérage, l'entrée et la fidélisation dans l'emploi du secteur du domicile et offrir des passerelles vers les autres structures du médico-social.

Pour 2025 le déploiement du dispositif auprès des ESSMS (Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) et Établissements) mobiliserait une enveloppe d'un montant de 115 000 €.

4 - Conférence des Financeurs : 1 017 670 €

La loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (LOI ASV) du 28 décembre 2015 instaure, dans chaque département, une Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie, chargée d'établir annuellement un programme de prévention. (CFPPA).
La Conférence des financeurs est placée sous la présidence du Conseil départemental.

Depuis le 1er janvier 2025, la conférence des financeurs de la perte d'autonomie est renommée et devient la Commission des financeurs de la perte d'autonomie, rattachée à la conférence territoriale de l'autonomie, instance de gouvernance du service public départemental de l'autonomie.

Installée depuis 2016 dans notre Département la Commission des Financeurs vise à renforcer les actions de prévention selon 2 axes sur la base des concours prévisionnels alloués par la CNSA chaque année :

- Les actions de prévention : 878 949 €

Le Conseil Départemental de la Corrèze et les membres de la Conférence des Financeurs élaborent chaque année un programme coordonné d'actions de prévention à destination des personnes âgées corréziennes. Ce programme doit permettre d'assurer un socle commun d'actions de prévention dans chaque canton sur des fonctions essentielles dans la prévention de la perte d'autonomie comme l'activité physique adaptée, le bien être, la mémoire, les capacités cognitives et la valorisation de soi.

La première partie de ce programme a été validée par la Commission Permanente du 31/01/2025. Elle prévoit un socle commun d'actions décliné sur chaque canton pour des crédits à hauteur de 277 196 €.

La deuxième partie de la programmation a été validée lors de la Commission permanente de mars 2025. 60 projets ont été déposés à la suite de l'appel à projet. Un comité de sélection s'est réuni le 27 janvier 2025 et a permis de valoriser l'ensemble de l'enveloppe restante pour 2025, soit 456 237 €.

A cette programmation 2025 viennent s'ajouter 145 516 € de report de dépenses pour des actions de la programmation 2024 qui n'ont pas pu avoir lieu et seront réalisées sur le début de l'année 2025.

– Le Forfait Autonomie : 138 721 €

Les résidences autonomie issues de la mise en œuvre de la Loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) constituent une offre d'habitat intermédiaire adaptée aux besoins des personnes âgées ayant vocation à rompre l'isolement et favoriser la prévention de la perte d'autonomie.

Dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2023-2027 avec les 7 gestionnaires des 9 résidences autonomie de la Corrèze, le Conseil Départemental attribue un forfait autonomie pour financer les actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie déployées pour les résidents et les personnes extérieures, en adéquation avec le programme coordonné de la Conférence des Financeurs. Le montant du forfait autonomie est fixé chaque année en fonction du concours attribué par la CNSA.

En conséquence, l'avenant joint au présent rapport (annexe 2) modifie l'article 2 de la convention précitée portant le montant attribué au titre du forfait autonomie 2025 à hauteur de 335,89 € par place autorisée, exception faite d'un établissement qui fait l'objet d'une délibération actant une restructuration (Bort Les Orgues), pour lequel le montant du forfait sera ajusté. Sur cette base, le montant du forfait attribué à chaque résidence figure sur le tableau joint en annexe 3.

5 – Habitat Inclusif – Aide à la Vie Partagée : 537 500 €

La Commission Permanente du 9 décembre 2022 a validé l'engagement du Conseil Départemental de la Corrèze dans le déploiement de l'Habitat Inclusif « API » (Accompagné, Partagé et Inséré dans la vie locale) via l'attribution d'une aide extra-légale appelée « Aide à la Vie Partagée » et destinée à financer le projet de vie sociale et partagée des habitants, personnes âgées ou personnes en situation de handicap. Soutenue par la Caisse Nationale de Solidarité de l'Autonomie, cette phase dite d'amorçage, permet d'expérimenter « in vivo » la pertinence des habitats partagés dans le cadre d'une programmation pluriannuelle inscrite dans un accord cadre tripartite entre le Conseil Départemental, la CNSA et l'Etat.

L'aide est versée directement à la personne morale chargée d'assurer le projet de vie sociale et partagée de l'habitant de l'habitat inclusif. Elle est financée à 80 % par la CNSA et 20 % par le Département.

L'actualisation de la programmation 2022-2029 et le suivi des projets dans leur globalité sont réalisés en continu, avec un retour annuel à la CNSA.

Pour 2025, compte-tenu du retard pris sur certains projets, notamment le projet de Saint Clément dont l'ouverture était prévue en janvier 2025 et reportée en juin 2025 et l'arrêt du projet de Lubersac, cette action mobilise des crédits à hauteur de 537 500 €.

6 – Participation au Gérontopôle Nouvelle Aquitaine : 15 000 €

Compte-tenu des orientations des politiques départementales inscrites dans le Schéma Départemental de l'Autonomie 2019-2023, le Conseil Départemental a souhaité poursuivre son adhésion aux travaux du Gérontopôle Nouvelle Aquitaine, participation validée par la Commission Permanente du 26 mars 2021.

L'adhésion permettait d'inscrire la collectivité, au titre du collège 2, représentant les institutionnels et acteurs publics.

En 2022 les douze départements de Nouvelle Aquitaine ont revendiqué la possibilité d'être représentés au titre d'un collège spécifique pour mieux porter les compétences et actions des Conseils Départementaux dans le domaine de l'autonomie.

A l'issue de nombreux échanges, la gouvernance du Gérontopôle a été réajustée pour intégrer les Conseils Départementaux au sein d'un collège spécifique, le collège 3. Cette évolution impacte le niveau de contribution du Conseil Départemental.

Ainsi pour l'année 2025, l'adhésion est de 15 000 € / département.

7 - Budget Intervention : 199 717 €

La transformation de la CNSA en 5ème branche de la sécurité sociale a fait évoluer la section IV du budget de la CNSA en budget d'intervention. La CNSA a donc modifié son cadre d'intervention auprès des conseils départementaux et a lancé un nouvel appel à manifestation d'intérêt 2023-2026. Une enveloppe nationale de 62 millions d'euros est répartie par la CNSA sur les départements avec des critères précis et des enveloppes fermées pour chaque département.

Le Département de la Corrèze a pu présenter une programmation sur 3 ans (2024/2026) au terme de l'avenant Section IV.
Une proposition de financement d'actions a été présentée à la Commission Permanente du 20 octobre 2023 autour de 4 axes :

- L'appui à la transformation en service autonomie à domicile
- L'attractivité des métiers
- Le soutien aux aidants des personnes en situation de handicap,
- La lutte contre l'isolement des accueillants familiaux

Cette programmation a été validée par la CNSA le 12/12/2023.

A cette fin, un programme pluriannuel (2024-2026) a été ouvert pour un montant global de 312 707 €. Le montant financé par la CNSA s'élèvera à 262 167 €. La participation totale du Département sera de 50 541 €.

Pour 2025 un montant de 199 717€ est nécessaire pour la mise en œuvre de ces actions.

8 – Repérage des fragilités - ICOPE : 100 000 €

L'âge de 65 ans est vu par l'OMS comme un âge pivot du vieillissement parce qu'il correspond statistiquement à l'apparition des premières fragilités.

Selon l'Insee, 27,8 % des habitants ont 65 ans ou plus en Corrèze au 1er janvier 2023 soit 66 446 personnes. D'ici 2040, l'INSEE projette que 83 600 personnes auront plus de 65 ans en Corrèze soit près de 36 % de la population du département.

Parmi cette fraction de population 5 à 10 % environ sont ou seront concernés par un vieillissement avec forte dépendance induit par des pathologies sévères évolutives ou compliquées voire des handicaps qui amènent à augmenter la fréquence d'hospitalisation ou à augmenter l'entrée en institution faute d'une disponibilité suffisante de soins infirmiers à domicile.

Dans ce contexte, le Conseil Départemental a la volonté de continuer à développer son intervention auprès du public âgé en alliant prévention et anticipation des premières fragilités dans tous les aspects de sa vie et de son environnement.

Structurer de nouveaux besoins et la transformation de l'offre de services au bénéfice d'une population vieillissante que ce soit à domicile ou en établissement ne peut être efficiente qu'à partir d'un diagnostic le plus complet et large possible.

Le programme ICOPE de l'OMS est un programme de repérage de la perte d'autonomie basé sur l'évaluation de 6 fonctions essentielles : la vue, l'audition, la mobilité, la mémoire, le bien être psychologique et la nutrition.

Le projet de repérage des fragilités auprès des 60 000 corréziens de plus de 65 ans vise à connaitre précisément leurs besoins. Il était initialement proposé au budget 2024 mais n'a pas pu être déployé et a été reporté en 2025. Il est prévu que le questionnaire ICOPE soit enrichi de questions médico-sociales (habitat, environnement familial, isolement etc.). Ce projet représente le moyen de réaliser un diagnostic à l'échelle départementale pour avoir une connaissance fine et précise des besoins des personnes âgées.

Une enveloppe de 100 000 € pour l'année 2025 est envisagée pour le lancement de ce projet et la mobilisation des acteurs partenaires dans l'enrichissement de cette base de connaissance qui servira de support à la politique départementale de prévention de la perte d'autonomie.

B - Accueil Personnes Âgées : 22 080 000 €

1 - A.P.A. en établissement : 9 000 000 €

L'Allocation Personnalisée d'Autonomie permet d'aider le résident à acquitter le tarif dépendance de l'établissement. Celui-ci recouvre l'ensemble des prestations d'aide et de surveillance apportées aux personnes âgées ayant perdu tout ou partie de leur autonomie pour l'accomplissement des actes ordinaires de la vie courante.
Une participation (ticket modérateur) reste à la charge du résident elle est calculée en fonction des revenus pour les bénéficiaires hébergés hors département et en fonction du montant du tarif GIR 5 et 6 appliqué par l'établissement pour les bénéficiaires hébergés en Corrèze.

Le versement de l'APA en dotation globale aux établissements publics a été élargi en 2019 aux établissements privés. Ainsi tous les établissements corréziens bénéficient désormais de ce mode de versement.

Cette prestation est versée directement aux bénéficiaires uniquement dans le cas d'un accueil dans un établissement situé hors du département.

La Loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 permet l'expérimentation, pour quatre ans à partir de 2025, de la fusion entre les sections "soins" et "dépendance" des EHPAD, des USLD et des PUV pour des départements volontaires. Le Département de la Corrèze s'est porté volontaire pour cette expérimentation. Cette fusion conduit à ce que l'ARS assure la prise en charge de la dépendance. Seuls les corréziens hébergés dans des départements qui ne sont pas expérimentateurs de la fusion restent à la charge du Département.

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 prévoit le report du début de l'expérimentation au 1er juillet 2025.

Concernant la dotation APA versée aux établissements corréziens, l'enveloppe dédiée à doit ainsi porter uniquement sur la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, soit 8 000 000 €

Concernant les établissements hors département accueillant des corréziens, seuls les usagers hébergés dans un établissement implantés au sein d'un département non expérimentateurs percevront le versement de l'APA établissement. Au 31 décembre 2024, cela concernait ainsi 134 bénéficiaires pour un montant total prévisionnel de 257 741 € à prendre en charge toute l'année.

En revanche, les 413 corréziens hébergés dans des départements expérimentateurs de la fusion des sections ne seront à la charge de la Corrèze que jusqu'au démarrage de l'expérimentation, soit jusqu'au 30 juin 2025.

Au regard de ces éléments, le budget prévisionnel 2025 dédié à l'APA en établissement s'élève en 2025 à 9 000 000 €

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
TOTAL APA établissement en €	14 941 017	14 917 341	15 282 633	15 382 688	15 857 983	15 823 762	9 000 000
Nombre de bénéficiaires	3 226	3 182	3 035	3 107	3 139	3 115	

2 - Aide sociale - Hébergement : 13 080 000 €

L'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées est une aide financière destinée à financer l'hébergement des personnes âgées dépendantes qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour couvrir les frais d'hébergement en structure.

Elle permet notamment de payer les frais d'hébergement des personnes âgées résidants en EHPAD (prix de journée et ticket modérateur) ou en accueil familial.

Le Département peut récupérer 90 % des ressources de l'hébergé ainsi que 100 % de l'allocation logement. Les obligés alimentaires sont également appelés à participer en fonction de leurs capacités contributives. Au décès de l'hébergé, le Département peut récupérer tout ou partie des sommes avancées si l'actif successoral le permet.

Si la situation financière de l'hébergé s'améliore de manière significative (retour à meilleure fortune), le Département peut demander le remboursement de tout ou partie de l'aide versée. Si la personne réalise des donations avant de demander l'ASH, le Département peut également faire un recours afin de récupérer les sommes avancées. Ces deux dernières modalités de récupération visent à garantir que l'aide sociale à l'hébergement bénéficie effectivement aux plus fragiles.

En revanche, la loi Bien Vieillir du 8 avril 2024 supprime les participations familiales dues par les petits-enfants. Cette même loi encourage la mise en place d'un tarif différencié dans les EHPAD, distinct du tarif aide-sociale.

- Hébergement en Établissement : 13 000 000 €

Les prévisions budgétaires sont établies au regard de la liste globale des personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale (460), des prix de journée hébergement arrêtés pour 2025 pour les établissements corréziens et d'un taux d'occupation moyen de 98,50 %.

Concernant le ticket modérateur à charge des bénéficiaires, compte tenu des annonces

gouvernementales de la fixation d'un ticket modérateur national à 6 €, sauf pour les établissements dont le ticket modérateur actuel est inférieur à ce montant qui conserveront leur montant initial, les tickets modérateurs n'ont pas été modifiés dans la simulation par rapport à 2024.

Ainsi, la somme de 12 000 000 € est proposée pour les dépenses prévisionnelles allouées à l'aide sociale à l'hébergement en faveur des bénéficiaires accueillis dans des établissements corréziens.

Concernant les corréziens accueillis dans des établissements hors département mais qui conservent leur domicile de secours en Corrèze, les prévisions budgétaires sont établies au regard de la liste globale des personnes concernées (25), d'un taux d'évolution des tarifs estimé à + 2 % pour les établissements hors département et d'un taux d'occupation moyen de 98,50 %.

Ainsi, la somme de 1 000 000 € est proposée pour les dépenses prévisionnelles allouée à l'aide sociale à l'hébergement en faveur des bénéficiaires accueillis dans des établissements hors département.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	BP 2023	CA 2023	CA 2024	BP 2025
TOTAL Aide sociale en établissement en €	12 538 659	12 423 369	11 707 101	13 440 000	11 716 406	12 669 674	12 930 000
Nombre de bénéficiaires au 31/12	550	524	498	530	460	460	460

- Hébergement en famille d'accueil : 45 000 €

Au 31 décembre 2024, 3 bénéficiaires de l'aide sociale étaient pris en charge par l'accueil familial.

Une enveloppe de 45 000 € est donc dédiée à l'accueil familial en 2025.

- Autres : 35 000 €

Une enveloppe de 35 000 € est réservée pour faire face à diverses dépenses telles que les annulations de titres, les frais d'inhumation, les remises gracieuses, les charges exceptionnelles et les frais d'acte et de contentieux.

II - LES PERSONNES HANDICAPEES : 51 932 775 €

A - Maintien à domicile des personnes handicapées : 11 932 775 €

1 - Accompagnement du maintien à domicile des personnes handicapées : 4 682 775 €

a) Les services d'accompagnement au maintien à domicile : 4 678 325 €

3 services d'accompagnement sont autorisés par le Département. Respectivement portés par APF France Handicap, la Fondation Jacques Chirac et l'ADAPEI, ils permettent un accompagnement social spécialisé de 500 personnes handicapées (SAVS) et un accompagnement médico-social de 160 personnes handicapées (SAMSAH).

Un suivi des orientations (notification CDAPH), admissions et listes d'attente est également réalisé par le service évaluation. Ces services ont un taux d'occupation de 100 % avec la mise en place de listes d'attentes qui comptaient au 31/12/2024 18 personnes pour les SAVS et 8 personnes pour les SAMSAH.

Au regard de la constance du taux d'occupation, il est proposé au budget 2025 de reconduire le total constaté en 2024, soit 4 678 325 €

	SAVS		SAMSAH	
	Nbre de places	Coût à la place	Nbre de places	Coût à la place
ADAPEI	330	564,12 €	112	570,45 €
FJC	100	627,95 €	48	627,95 €
APF	70	669,40 €		

b) Les subventions : 4 450 €

En réponse aux sollicitations d'associations et organismes développant des actions en faveur des personnes en situation de handicap pour mieux les accompagner dans leur vie quotidienne et soutenir le lien social, tout en s'appuyant sur le bénévolat, le Département mobilise des crédits pour les soutenir dans cette démarche à hauteur de 4 450 €.
Dans ce cadre, il convient de valider le tableau joint en annexe 1 valant attribution de subventions pour 2025.

2 - Prestation de Compensation du Handicap (PCH) - Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) et MDPH : 7 250 000 €

a) PCH et ACTP : 6 780 000 €

La PCH est une prestation versée par le Département permettant la prise en charge de certaines dépenses liées au handicap. En tant que dispositif de compensation, elle est complémentaire des aides de droit commun (comme les aides de la sécurité sociale, par

exemple, la majoration pour tierce personne et la prise en charge des aides techniques) ou d'aides spécifiques mobilisables par ailleurs (accompagnement par un service médico-social, aide humaine à la scolarisation des élèves en situation de handicap…). C'est une aide personnalisée, modulable en fonction des besoins tant pour les adultes ou les enfants. Cette aide est payée chaque fin de mois sur facture.

Au-delà du décret n°2020-1826 du 31 décembre 2020 qui a élargi le champ d'intervention de la PCH sur trois volets (le soutien à la parentalité pour les personnes en situation de handicap, la prise en compte des activités relatives à la préparation des repas et à la vaisselle et la suppression de la barrière d'âge des 75 ans), l'année 2024 a été marquée par l'application du décret n° 2022-570 du 19 avril 2022 élargissant une nouvelle fois l'accès à la PCH.

Ce décret permet l'attribution de la PCH aux personnes atteintes d'un handicap psychique, cognitif ou mental, ou de "troubles du neuro développement". Pourront bénéficier de la prise en charge Aide Humaine au titre de "soutien à l'autonomie", les personnes présentant une ou plusieurs de ces altérations susceptibles de générer des difficultés dans la capacité à vivre dans un logement (organisation, projections, ménage…), à se déplacer à l'extérieur y compris pour les transports, à participer à la vie en société, à interagir avec autrui, à prendre soin de sa santé, à faire des courses…

En 2024, une hausse du nombre de bénéficiaires a ainsi été observée, passant de 684 en 2023 à 725 en 2024

	CA 2020	**CA 2021**	**CA 2022**	**CA 2023**	**CA 2024**	**BP 2025**
Nombre de bénéficiaires PCH	612 adultes 59 enfants	634 adultes 45 enfants	632 adultes 56 enfants	635 adultes 49 enfants	690 adultes 35 enfants	690 adultes 35 enfants
dépenses PCH en €	5 025 053	5 076 972	5 050 677	5 310 459	5 656 233	5 810 000

La dépense PCH est principalement liée à l'élément 1 de la PCH, l'aide humaine. Celle-ci se décline en aide humaine servie par un prestataire, un mandataire, en emploi direct, ou un aidant familial.
Le budget est impacté par l'évolution du tarif plancher au 1er janvier 2025 qui passe à 24,58 €.

Répartition des heures d'aide humaine par type d'intervention :

	Nombre d'heures mensuelles	Montant annuel
Prestataire	8 700 heures	2 570 000 €
Mandataire	650 heures	171 600 €
Emploi direct	3 300 heures	831 600 €
Aidant familial	24 000 heures	1 728 000 €
TOTAL	36 650 heures	5 301 200 €

Pour l'ensemble des heures d'aide humaine (PCH 1), une enveloppe de 5 301 200 € est nécessaire pour 2025.

A cette somme, il convient de rajouter les forfaits cécité et surdité, ainsi que les paiements ponctuels regroupant les différents autres éléments de la PCH tels que les aides techniques, les aménagements de logements ou du véhicule, les charges spécifiques ou exceptionnelles et les aides animalières.

Globalement, ces aides financent les autres éléments de la PCH et sont estimées à 508.800 €.

120 000 € sont également nécessaires pour financer le retour à domicile des bénéficiaires de la PCH en établissement.

Enfin, 850 000€ doivent être ajoutés afin de prendre en charge la dépense d'allocation pour tierce personne (ACTP) qui a pour objet de compenser les charges particulières qui peuvent peser sur une personne adulte handicapée :

- qui a recours à l'assistance d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence
- ou qui exerce une activité professionnelle ou une fonction élective lui imposant des frais supplémentaires liés à son handicap

En application de la loi n°2005-102 du 11 février 2005, le dispositif de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne a été remplacé par la Prestation de Compensation du Handicap. Depuis le 1er janvier 2006, il n'est plus possible de faire une première demande d'allocation compensatrice pour tierce personne.

En revanche, les usagers bénéficiant de l'ACTP avant 2006 continuent de la percevoir, soit 136 bénéficiaires au 31 décembre 2024.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Nombre de bénéficiaires ACTP	164	155	148	142	136
dépenses ACTP en €	931 333	876 406	877 721	870 498	874 156

b) La MDPH : 470 000 €

Il s'agit du financement du fonctionnement de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) : structure essentielle à la reconnaissance, à l'orientation, à la prise en compte et au suivi de la personne handicapée dans toutes ses dimensions.

Tableau d'évolution du financement MDPH

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
M D P H en €	428 568	465 662	468 549	490 982	477 052	470 000

B - Hébergement des Personnes Handicapées : 40 000 000 €

Afin de pouvoir honorer les dépenses d'aide sociale liées à l'hébergement dans les différentes structures d'accueil pour personnes handicapées, il est nécessaire de réserver une enveloppe de 40 000 000 € pour l'exercice 2025.

1) Les revalorisations salariales - Le Ségur

En 2023, le budget a subi une augmentation conséquente afin de prendre en compte dans ces dépenses du financement des revalorisations salariales non seulement des personnels socio-éducatifs mais également des personnels soignants des établissements relevant de la compétence du Conseil Départemental. Ainsi, ces revalorisations salariales résultent de l'application de plusieurs textes règlementaires mais aussi de la mise en œuvre de l'Accord de méthode visant à une revalorisation de l'ensemble des personnels des établissements relevant du secteur du handicap approuvé par la Commission permanente du 6 Mai 2022.

Les modalités de ces revalorisations sont les suivantes :

- Pour les personnels soignants (selon une liste définie par la loi) mais également les AMP (Aide médico-psychologique), AES (Accompagnant Éducatif et Social) et AVS (Auxiliaire de Vie Scolaire) : Art.42 modifiant art. 48 de la LFSS 2021, dit LAFORCADE 1, applicable depuis le 1er novembre 2021. Il prévoit l'attribution d'une prime SEGUR d'un montant de 183€ nets mensuel par agent.
  À savoir que le surcoût de 1 359 000 € au budget 2025 engendré par cette mesure pour la collectivité est compensé à 100 % par l'État sur une base forfaitaire (art. 43 LFSS 2022 + décret 2022-739 du 28/04/22).

- Pour les personnels socio-éducatifs (selon une liste définie par la loi) et les psychologues : Accord du 2 Mai 2022 suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social du 18/02/2022, dit LAFORCADE 2, applicable depuis le 1er avril 2022. Il prévoit également l'attribution d'une prime SEGUR pour un montant identique.
  Aucune compensation n'est prévue pour ces dépenses supplémentaires qui sont estimées au budget 2025 à 1 284 000 €.

- Tous les autres personnels des établissements relevant du secteur du handicap et sous compétence du CD : Application de l'Accord de méthode cité supra, permettant d'octroyer "aux oubliés du Ségur" une revalorisation à hauteur de 183 € nets mensuel, à la charge du Département, soit un total de 557 000 € au budget 2025.

Le coût de ces deux dernières mesures représente 1 841 000 €.

2) L'aide sociale à l'hébergement des PH

En outre, les prévisions budgétaires de dépenses pour l'hébergement des personnes en situation de handicap prennent en compte également la hausse des tarifs de journée.

Enfin, concernant les établissements sous dotation globale, la Fondation Jacques Chirac et l'ADAPEI de la Corrèze, il est prévu une reconduction de la dotation globale à hauteur du CA 2024.

La ventilation du budget total, sur la base de projections abouti à la mobilisation d'une enveloppe de 40 000 000 €, sur les différents types d'établissements comme récapitulés dans le tableau ci-dessous :

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Foyer occupationnel	12 380 003	12 845 413	12 708 978	13 205 715	13 545 684	13 904 700
Foyer d'Accueil Médicalisé	1 765 769	1 790 294	1 849 470	1 892 998	1 962 614	2 020 000
Foyer Hébergement	2 480 000	2 481 478	2 344 186	2 467 967	2 444 093	2 510 000
Personnes Handicapées Vieillissantes (PHV)	5 803 227	6 460 607	6 722 873	7 162 819	8 026 340	8 250 000
Accueil de Jour	108 359	121 696	182 420	177 255	192 659	200 000
Famille d'Accueil	281 937	313 955	334 904	343 287	354 242	366 000
Maison d'accueil temporaire	11 029	10 150	10 081	10 863	11 981	12 300
Titres annulés (trop perçu)	1 665	10 848	18 529	5 141	734	6 500
Remises gracieuses	0	0	0	0	0	500
Dotation globale	10 574 945	10 136 005	9 734 931	9 342 988	9 283 718	9 530 000
Convention ANDROS	85 000	82 220	0	0		
Revalorisation personnels ets CD (FO-FH-SAVS)	0	0	1 859 746	1 821 749	1 794 045	1 841 000
SEGUR SOIGNANTS	0	0	1 467 370	1 093 289	1 296 587	1 359 000
TOTAL	**33 491 934**	**34 252 666**	**37 233 488**	**37 524 071**	**38 912 698**	**40 000 000**

III - FONCTIONNEMENT CORREZE AUTONOMIE : 286 650 €

La reprise du service de téléassistance sous la forme d'une régie autonome conduit à la reprise, par le Département, du personnel sous statut de droit privé conformément aux dispositions applicables.

En complément du service de téléassistance, le personnel de la plateforme d'écoute, via ses chargés d'accueil, assure également la réception, le traitement et l'orientation des sollicitations des usagers en provenance du numéro unique du Service Public de l'Autonomie, Corrèze Autonomie.

A ce titre, il convient d'intégrer la masse salariale annuelle des 7 chargés d'accueil dédiés à cette mission au budget principal de l'Autonomie, soit une dépense estimée à 276 650 €

10 000 € sont également prévus pour faire face aux dépenses liées à l'amélioration de la signalétique Corrèze Autonomie sur l'ensemble des points de proximité.

IV - PREFIGURATION SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE : 101 750 €

Au-delà de l'impérieuse nécessité de répondre mieux, plus simplement et en proximité à nos publics fragilisés et à leur famille, "Corrèze Autonomie" est aussi l'expression de la volonté de réaffirmer nos compétences départementales sur le champ de l'Autonomie.
Cette place centrale du Département dans le pilotage des politiques Autonomie a conduit les élus Départementaux à vouloir présenter et défendre un modèle de Service Public sur le plan national.

C'est pourquoi, il a été décidé de présenter la candidature Corrézienne pour pourvoir participer à la préfiguration du modèle de Service Public Départemental de l'Autonomie qui devra être généralisé fin 2025 dans tous les Départements.

Après une année de préfiguration active du service public départemental de l'autonomie, une enveloppe de 101 750 € est nécessaire pour payer le solde des dépenses entamées en 2024, notamment l'analyse prédictive des fragilités des 67 143 corréziens de plus de 65 ans.

V - SCHEMA DEPARTEMENTAL DE L'AUTONOME : 60 000 €

Le Schéma départemental de l'Autonomie 2019-2023, prorogé, arrive à son terme au 31/12/2025.

Une enveloppe de 60 000 € est prévue au budget afin d'accompagner la démarche de renouvellement du schéma dans ses différentes phases : bilan du schéma 2019-2023, état des lieux des besoins et de l'offre, consultation des acteurs corréziens de l'autonomie, avec notamment l'organisation d'assise départementales de l'Autonomie et formalisation d'un plan d'action.

VI- ACQUISITIONS FONCTIONNEMENT : 15 000 €

Achat de fournitures diverses pour les coordonnateurs de proximité.

SECTION II - RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 39 618 720 €

Les recettes concernant la politique Autonomie viennent de 6 sources de financement distinctes :

1 - Les concours CNSA : 23 279 864 €

Dans l'attente des notifications officielles de la CNSA, les concours versés par cette instance au titre de l'APA, de la PCH, du fonctionnement de la MDPH, l'aide à la vie partagée, du SEGUR soignants, le budget d'intervention, dotation complémentaire et la compensation tarif plancher sont estimés pour 2025 à 23 279 864 €.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
Concours APA	11 064 918	11 080 799	10 539 250	12 562 364	13 254 166	9 300 000
Concours 2ème part lois ASV	2 046 382	2 844 063	2 872 437	2 529 454	2 744 348	2 800 000
Compensation APA Établissements Hors Département						500 000
Compensation tarif plancher	0	0	2 389 493	2 874 508	3 117 876	3 644 000
Concours PCH	2 134 388	2 055 340	2 662 926	2 837 080	2 851 972	2 875 000
Concours MDPH	428 568	465 662	468 549	490 982	477 052	470 000
Revalorisation SAAD	0	159 635	95 457	56 871	70 299	0
Compensation Aide à la Vie Partagée	0	0	138 000	140 750	172 913	474 000
Plan AMAC	0	0	0	243 039	154 275	238 483
Budget intervention					104 867	78 650
Dotation Complémentaire Bonus Qualité					951 098	1 524 731
Préfiguration du Service Public Départemental de l'Autonomie					64 000	16 000
SEGUR Soignants	0	0	1 467 370	1 090 000	1 110 043	1 359 000
TOTAL	**15 674 256**	**16 605 499**	**20 633 482**	**22 825 048**	**25 072 909**	**23 279 864**

- Concours APA 1ère part :
La répartition du concours prévisionnel entre les départements est effectuée conformément à l'article R178-7 du code de la sécurité sociale en utilisant les données départementales disponibles au 31 décembre 2023 :

- les personnes âgées de plus de 75 ans (pondération : 50 %),
- dépenses d'APA (hors tout complément) (pondération : 20 %),
- le nombre de foyers bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) (pondération 5 %).
- potentiel fiscal (pondération : - 25 %)

- Concours APA 2ème part :

En application de l'article L223-9, le montant du concours APA 2 est limité à 61,4% du produit de la contribution mentionnée à l'article L137-41 du code de la sécurité sociale. Lors de la notification définitive du concours, la part de chaque département est déterminée en fonction de la répartition prévue à l'article R178-8 du code de la sécurité sociale.

Tableau d'évolution de l'APA 2ème part depuis 2016 :

Année	Montant prévisionnel Année N	TOTAL RECETTES PERCUES Année N
2016	1 594 580,00	1 440 000,00
2017	2 358 980,00	1 416 000,00
2018	2 358 980,00	1 392 373,02
2019	1 257 273,55	593 273,55
2020	1 542 247,00	2 278 382,45
2021	2 014 382,45	2 844 063,00
2022	2 424 063,31	2 872 437,00
2023	2 500 437,07	2 529 454,00
2024	2 457 453,97	2 744 348,00

- Concours PCH :
La répartition du concours prévisionnel concernant la PCH entre les départements est effectuée conformément à l'article R178-1 en utilisant les données départementales disponibles au 31 décembre 2023.
- nombre de personnes âgées de 20 à 59 ans (pondération 60%)
- nombre de bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et d'une pension d'invalidité (pondération 30%)
- nombre de bénéficiaires de la PCH et de l'allocation compensatrice (pondération 30%)
- potentiel fiscal (pondération -20%)

La recette de compensation PCH pour 2025 est établie à 2 875 000 €.

2 - Le recouvrement des ressources des personnes handicapées et âgées et des recours sur successions pour 14 984 500 €

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	BP 2025
RECETTES Aide Sociale en établissement en € (PA)	7 660 035	7 776 580	7 970 072	7 863 233	7 936 920	7 307 000
RECETTES Aide Sociale en établissement en € (PH)	6 724 777	7 228 429	6 963 993	8 082 983	8 881 912	7 677 500
TOTAL	**14 384 812**	**15 005 009**	**14 934 065**	**15 946 216**	**16 818 832**	**14 984 500**

3 - Les indus : 530 500 €

530 500 € de récupération d'indus sont envisagés sur 2024 dont 435 000 € de récupération sur l'APA à domicile, 35 000 € sur l'APA en établissement, 15 500 € au titre de l'ACTP et PCH et 45 000 € au titre du SAMSAH (Service d'accompagnement Médico-Social pour Adultes handicapés) / SAVS (Service d'accompagnement à la Vie Sociale).

4 - S'agissant de la Conférence des Financeurs, l'enveloppe prévisionnelle 2025 est inscrite pour un montant de 823 856 € au titre :
- des actions de prévention à domicile ou en établissement,
- du Forfait Autonomie (calculé en fonction du nombre de places autorisées dans les Résidences Autonomie éligibles au dispositif).

Pour rappel, chacun des 2 concours est calculé et versé la même année, déduction faite des crédits accordés et non engagés l'année précédente.

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon le tableau ci-après :

Dépenses de fonctionnement

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
PERSONNES AGEES			
APA	***31 200 000,00***	***30 641 725,95***	***23 700 000,00***
APA Domicile	14 900 000,00	14 817 964,09	14 700 000,00
APA Établissements	16 300 000,00	15 823 761,86	9 000 000,00
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES	***12 430 000,00***	***12 669 673,60***	***13 080 000,00***
MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES	***3 284 200,00***	***2 293 811,92***	***2 682 862,00***
Aide-ménagère	547 000,00	469 734,38	527 000,00
Subventions associations PA	8 200,00	8 200,00	8 550,00
Portage de repas	220 000,00	170 010,00	0,00
Adhésion gérontopôle	15 000,00	15 000,00	15 000,00
Aide à la mobilité	10 000,00	0,00	10 000,00
Gratification tuteurs et ambassadeurs	10 000,00	6 600,00	10 000,00
Accueil familial	9 000,00	8 000,00	9 000,00
Aide à la Vie Partagée	505 000,00	348 345,63	537 500,00
ICOPE	60 000,00	0,00	100 000,00
Bonus Qualité	1 500 000,00	867 921,91	1 465 812,00
Dotation fonds d'urgence	400 000,00	400 000,00	0,00
PLAN AMAC	***300 600,00***	***100 105,31***	***115 000,00***
BUDGET INTERVENTION	***100 273,00***	***11 772,57***	***199 717,00***
FONCTIONNEMENT REGIE CORREZE AUTONOMIE	***967 394,00***	***936 846,80***	***286 650,00***
Contribution du Département au fonctionnement de la Régie Corrèze Autonomie	687 394,00	687 394,00	0,00
Frais généraux Corrèze Autonomie	15 000,00	8 301,42	10 000,00
Remboursement salaires chargés d'accueil	265 000,00	220 869,38	276 650,00
Remboursement de contrat	0,00	20 282,00	0,00
CONFERENCE DES FINANCEURS	***874 000,00***	***625 513,47***	***1 017 670,00***
ACQUISITIONS DEPENSES FONCTIONNEMENT	***10 000,00***	***2 147,33***	***15 000,00***
PERSONNES HANDICAPEES			
PCH - ACTP et MDPH	***7 020 000,00***	***7 153 584,21***	***7 250 000,00***
Allocation Compensatrice Tierce Personne	850 000,00	874 155,70	850 000,00
PCH à domicile	5 600 000,00	5 656 233,02	5 810 000,00
PCH en établissement	80 000,00	122 472,61	120 000,00
MDPH CNSA	490 000,00	477 052,88	470 000,00
Annulation titre année antérieure		23 670,00	0,00
MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	***4 623 852,00***	***4 683 124,75***	***4 682 775,00***
ETABLISSEMENTS PERSONNES HANDICAPEES	***37 235 488,00***	***38 912 697,63***	***40 000 000,00***
Établissements PH + familles accueil	34 652 488,00	35 822 065,67	36 800 000,00
Revalorisation salaires PH ets CD (socio-éducatifs) + oubliés du Ségur	1 484 000,00	1 794 044,80	1 841 000,00
SEGUR soignants (médico-sociaux)	1 099 000,00	1 296 587,16	1 359 000,00
PREFIGURATION SPDA	***80 000,00***	***28 249,76***	***101 750,00***
SCHEMA DE L'AUTONOMIE		***0,00***	***60 000,00***
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**98 125 807,00**	**98 059 253,30**	**93 191 424,00**

Recettes de fonctionnement

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
PERSONNES AGEES			
APA	***18 290 000,00***	***19 668 759,92***	***16 714 000,00***
APA 1	12 500 000,00	13 254 166,45	9 300 000,00
APA 2	2 500 000,00	2 744 348,38	2 800 000,00
Indus APA domicile	490 000,00	497 536,40	435 000,00
Indus APA ets		54 832,50	35 000,00
APA Établissements hors département			500 000,00
Compensation tarif plancher	2 800 000,00	3 117 876,19	3 644 000,00
ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES	***7 552 966,00***	***7 936 920,53***	***7 307 000,00***
MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES	***2 756 899,00***	***1 960 451,84***	***1 998 731,00***
Plan AMAC (subvention Région)	32 600,00	40 100,00	0,00
Corrèze Téléassistance trop perçu OSP	750 000,00	726 041,00	0,00
Dotation complémentaire - bonus qualité	1 500 000,00	951 098,33	1 524 731,00
Revalorisation SAAD	70 299,00	70 298,61	0,00
Aide à la vie partagée	404 000,00	172 913,90	474 000,00
PLAN AMAC - 2023-2025	***154 275,00***	***154 275,20***	***238 483,00***
BUDGET INTERVENTION 2024-2026	***104 867,00***	***104 866,80***	***78 650,00***
CONFERENCE DES FINANCEURS	***874 000,00***	***837 629,28***	***823 856,00***
PERSONNES HANDICAPEES			
PCH-ACTP-MDPH	***3 366 000,00***	***3 346 505,63***	***3 360 500,00***
Compensation CNSA PCH	2 850 000,00	2 851 972,49	2 875 000,00
Indus ACTP	26 000,00	3 749,29	1 000,00
Indus PCH à Domicile		13 730,97	14 500,00
MDPH	490 000,00	477 052,88	470 000,00
MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	***50 000,00***	***45 662,29***	***45 000,00***
SAMSAH-SAVS	50 000,00	45 662,29	45 000,00
ETABLISSEMENTS PERSONNES HANDICAPEES	***8 120 034,00***	***9 991 955,88***	***9 036 500,00***
Recouvrement des ressources, recours	7 021 034,00	8 881 912,84	7 677 500,00
SEGUR soignants	1 099 000,00	1 110 043,04	1 359 000,00
PREFIGURATION SPDA	***64 000,00***	***64 000,00***	***16 000,00***
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**41 333 041,00**	**44 111 027,37**	**39 618 720,00**

SECTION III - DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 15 000 €

ACQUISITIONS CORREZE AUTONOMIE : 15 000 €

Visuels équipant les sites immobiliers (Naves, accueil de proximité) et petits électroménagers d'équipement des permanences des coordonnateurs de proximité.

Dépenses d'Investissement

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Corrèze Téléassistance Rachat valeur nette comptable	685 000,00	568 241,53	0,00
Aide à la vie partagée	50 000,00	80 000,00	0,00
Acquisitions	15 000,00	2 246,70	15 000,00
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**750 000,00**	**650 488,23**	**15 000,00**

Recettes d'Investissement

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Aide à la vie partagée	50 000,00	100 000,00	0,00
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	**50 000,00**	**100 000,00**	**0,00**

En résumé

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
TOTAL FONCTIONNEMENT	**93 191 424 €**	**39 618 720 €**
TOTAL INVESTISSEMENT	**15 000 €**	**0 €**

Pour mémoire au titre de 2025, les engagements au titre de la politique qui viennent de vous être exposés dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT - BP 2025

Code	Niveau	Description	BP 2025
	CdR	AUTONOMIE	93 191 424,00
P015	Programme	AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES	40 000 000,00
	Typenv	EPF	40 000 000,00
P015E02	AP/EPCP	2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /D	40 000 000,00
P035	Programme	AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE HANDICAPES	4 682 775,00
	Typenv	EPF	4 683 125,00
P035E01	AP/EPCP	PERSONNES HANDICAPEES SAMSAH-SAVS/D	4 678 325,00
P035E03	AP/EPCP	PARTENARIAT PERSONNES HANDICAPEES SUB /D	4 450,00
P127	Programme	PCH - ACTP - MDPH	7 250 000,00
	Typenv	EPF	7 250 000,00
P127E09	AP/EPCP	PCH - ACTP - MDPH / DEPENSES	7 250 000,00
Politique sectorielle		Personnes handicapées	51 932 775,00
P014	Programme	AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	13 080 000,00
	Typenv	EPF	13 080 000,00
P014E02	AP/EPCP	2021-ETABLISSEMENTS PERSONNES AGEES/D	13 080 000,00
P018	Programme	ALLOCATION PERSONNALISEE A L'AUTONOMIE	23 700 000,00
	Typenv	EPF	23 700 000,00
P018E06	AP/EPCP	ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /DEPENSES	23 700 000,00
P036	Programme	AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	2 682 862,00
	Typenv	EPF	2 682 512,00
P036E04	AP/EPCP	MAINTIEN A DOMICILE PERSONNES AGEES/D	542 000,00
P036E05	AP/EPCP	2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (PART)/D	2 032 312,00
P036E06	AP/EPCP	2021-PARTENARIAT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES (SUB)/D	108 550,00
P050	Programme	CONFERENCE FINANCEURS	1 017 670,00
	Typenv	EPF	1 017 670,00
P050E08	AP/EPCP	AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (SUBVENTIONS)/D	31 000,00
P050E04	AP/EPCP	AUTRES ACTIONS DE PREVENTION (PARTICIPATIONS)/D	847 949,00
P050E03	AP/EPCP	FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)/D	138 721,00
P198	Programme	PLAN AMAC	115 000,00
	Typenv	AE	115 000,00
P198E01	AP/EPCP	AVENANT SECTION IV-Participation (pluriannuel) / D	115 000,00
P203	Programme	BUDGET INTERVENTION 2024-2026	199 717,00
	Typenv	AE	199 717,00
P203E01	AP/EPCP	BUDGET INTERVENTION / D	199 717,00
P205	Programme	FONTIONNEMENT REGIE CORREZE AUTONOMIE	286 650,00
	Typenv	EPF	286 650,00
P205E01	AP/EPCP	REGIE CORREZE AUTONOMIE/DEPENSES	286 650,00
P207	Programme	ACQUISITIONS	15 000,00
	Typenv	EPF	15 000,00
P207E05	AP/EPCP	Acquisitions Fonctionnement	15 000,00
P208	Programme	SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE L AUTONOMIE	161 750,00
	Typenv	AE	101 750,00
P208E01	AP/EPCP	PREFIGURATION SPDA/D	101 750,00
	Typenv	EPF	60 000,00
P208E02	AP/EPCP	ELABORATION SPDA / D	60 000,00
Politique sectorielle		Personnes âgées	41 258 649,00
	TOTAL		**93 191 424,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT - BP 2025

Code	Niveau	Description	BP 2025
	CdR	AUTONOMIE	39 618 720,00
P015	Programme	AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES HANDICAPEES	9 036 500,00
	Typenv	EPF	9 036 500,00
P015E06	AP/EPCP	2021- ACCUEIL PERSONNES HANDICAPEES /R	9 036 500,00
P035	Programme	AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE HANDICAPES	45 000,00
	Typenv	EPF	45 000,00
P035E02	AP/EPCP	2021-PERSONNES HANDICAPEES RECETTES/R	45 000,00
P127	Programme	PCH - ACTP - MDPH	3 360 500,00
	Typenv	EPF	3 360 500,00
P127E10	AP/EPCP	PCH - ACTP - MDPH / RECETTES	3 360 500,00
Politique sectorielle		Personnes handicapées	12 442 000,00
P014	Programme	AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	7 307 000,00
	Typenv	EPF	7 307 000,00
P014E04	AP/EPCP	RECETTES ETABLISSEMENTS PA 2021	7 307 000,00
P018	Programme	ALLOCATION PERSONNALISEE A L'AUTONOMIE	16 714 000,00
	Typenv	EPF	16 714 000,00
P018E07	AP/EPCP	ALLOCATION PERSONNALISEE AUTONOMIE APA /RECETTES	16 714 000,00
P036	Programme	AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	1 998 731,00
	Typenv	EPF	1 998 731,00
P036E09	AP/EPCP	PERSONNES AGEES MAINTIEN A DOMICILE	474 000,00
P036E17	AP/EPCP	Dotation complémentaire - Bonus Qualité/R	1 524 731,00
P050	Programme	CONFERENCE FINANCEURS	823 856,00
	Typenv	EPF	823 856,00
P050E07	AP/EPCP	2021-AUTRES ACTIONS DE PREVENTION /R	733 456,00
P050E06	AP/EPCP	2021- FORFAIT AUTONOMIE (LOI ASV)/R	90 400,00
P198	Programme	PLAN AMAC	238 483,00
	Typenv	EPF	238 483,00
P198E02	AP/EPCP	PLAN AMAC / R	238 483,00
P203	Programme	BUDGET INTERVENTION 2024-2026	78 650,00
	Typenv	EPF	78 650,00
P203E02	AP/EPCP	BUDGET INTERVENTION / R	78 650,00
P208	Programme	SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE L AUTONOMIE	16 000,00
	Typenv	EPF	16 000,00
P208E04	AP/EPCP	PREFIGURATION SPDA/R	16 000,00
Politique sectorielle		Personnes âgées	27 176 720,00
	TOTAL		**39 618 720,00**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT - BP 2025

Code	Niveau	Description	BP 2025
	CdR	AUTONOMIE	15 000,00
P207	Programme	ACQUISITIONS	15 000,00
	Typenv	EPI	15 000,00
P207E01	AP/EPCP	ACQUISITIONS / D INVEST	15 000,00
Politique sectorielle		Personnes âgées	15 000,00
	TOTAL		**15 000,00**

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/201

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AUTONOMIE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/201 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique de l'Autonomie 2025 :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
TOTAL FONCTIONNEMENT	93 191 424 €	39 618 720 €
TOTAL INVESTISSEMENT	15 000 €	0 €

Article 2 : sont approuvés globalement les objectifs, actions et dotations relatifs à la politique de l'Autonomie :

Dépenses de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2025
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	**23 700 000**
APA à domicile	14 700 000
APA en Etablissement	9 000 000
ETABLISSEMENTS POUR PERSONNES AGEES (HORS PA)	**13 080 000**
ETABLISSEMENTS PERSONNES HANDICAPES	**40 000 000**
Dépenses Etablissements	36 800 000
SEGUR soignants	1 359 000
Revalorisation salaires PH établissements CD	1 841 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	**2 682 862**
Aide-ménagère	527 000
Subventions associations PA	8 550
Adhésion gérontopôle	15 000
Aide à la mobilité	10 000
Gratification tuteurs	10 000
Accueil familial	9 000
Aide à la vie partagée	537 500
ICOPE	100 000
Bonus qualité	1 465 812
PLAN AMAC	**115 000**
BUDGET INTERVERVENTION	**199 717**
REGIE CORREZE AUTONOMIE	**286 650**
Contibution du Département au fonctionnement de la Régie	
Remboursement charges de personnel	276 650
Frais généraux	10 000
CONFERENCE DES FINANCEURS	**1 017 670**
AUTRES FRAIS GENERAUX	**15 000**
PCH - ACTP - MDPH	**7 250 000**
PCH	5 930 000
ACTP	850 000
MDPH	470 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	**4 682 775**
Maintien à domicile - subvention	4 450
Service de suite SAMSAH - SAVS	4 678 325
PREFIGURATION SPDA	**101 750**
SCHEMA DE L'AUTONOMIE	**60 000**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**93 191 424**

Recettes de fonctionnement

PROGRAMME	BP 2025
ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE	16 714 000
AIDE SOCIALE HEBERGEMENT PERSONNES AGEES	7 307 000
ETABLISSEMENTS PERSONNES HANDICAPES	9 036 500
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES AGEES	474 000
AUTRES ACCOMPAGNEMENTS A DOMICILE PERSONNES HANDICAPEES	45 000
PCH - ACTP - MDPH	3 360 500
PLAN AMAC	238 483
BUDGET INTERVENTION	78 650
CONFERENCE DES FINANCEURS	823 856
DOTATION COMPLEMENTAIRE BONUS QUALITE	1 524 731
SERVICE PUBLIC DEPARTEMENTAL DE L'AUTONOMIE	16 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	39 618 720

Dépenses d'investissement

PROGRAMME	BP 2025
ACQUISITIONS	15 000
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	15 000

Article 3 : sont approuvés les montants des subventions allouées pour 2025 aux partenaires et associations développant des actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, tels qu'établis en annexe 1.

Article 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant de résidence autonomie joint en annexe 2 à la présente délibération.

Article 5 : sont approuvés les montants attribués à chaque résidence autonomie 2025, tels qu'établis en annexe 3 à la présente délibération.

Article 6 : est approuvée la grille de valorisation des tarifs des plans d'aide personnes âgées et personnes handicapées pour l'année 2025 telle que jointe en annexe 4 à la

présente délibération.

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-231
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-232
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-238
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-25
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-30
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-31
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-33.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-231
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-232
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-238
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-25
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934-28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-30
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-31
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9343-33
- Section Investissement, Article fonctionnel 904-238.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15871-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Annexe

ANNEE 2025

Social - Anciens combattants et victimes de guerre

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2025
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES	2025 - Subvention de fonctionnement	300,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES INTERNES, RESISTANTS ET PATRIOTES	2025 - Subvention exceptionnelle	400,00
ASSOCIATION DES RETRAITES MILITAIRES ET VEUVES DE MILITAIRES DE LA CORREZE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION LE SOUVENIR FRANCAIS	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
AMICALE DES ANCIENS MARINS DE LA CORREZE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	2025 - Subvention de fonctionnement	300,00
ASSOCIATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE 19	2025 - Subvention exceptionnelle	250,00
ASSOCIATION REPUBLICAINE ANCIENS COMBATTANTS ET AMIS DE LA RESISTANCE - CORREZE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA F.N.A.C.A. (COMB. EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE)	2025 - Subvention de fonctionnement	1 200,00
COMITE DES MARTYRS DE TULLE	2025 - Subvention de fonctionnement	300,00
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	2025 - Subvention de fonctionnement	750,00
COMITE MEMORIAL CORREZIEN DE LA RESISTANCE ET DEPORTATION (C.M.C.R.D)	2025 - Subvention exceptionnelle	850,00
OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES GUERRE	2025 - Subvention de fonctionnement	450,00
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOC. DE COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	2025 - Subvention de fonctionnement	300,00
UNION FEDERALE DES ASSOC. CORREZIENNES DES ANCIENS COMBATTANTS-VICTIMES DE GUERRE	2025 - Subvention exceptionnelle	500,00
UNION DEPARTEMENTALE DES MEDAILLES MILITAIRES DE LA CORREZE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION NATIONALE DES COMBATTANTS DES OPERATIONS EXTERIEURS	2025 - Subvention de fonctionnement	100,00
Nombre de dossier : 17	**TOTAL**	**6 450,00**

ANNEE 2025

Social - Personnes Agées

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2025
ASSOCIATION DE SOINS PALLIATIFS	2025 - Subvention de fonctionnement	600,00
LE TRAIT D'UNION BRIVISTE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
UNION DÉPARTEMENTALE DU PERSONNEL ET DES RETRAITÉS DE LA GENDARMERIE	2025 - Subvention exceptionnelle	500,00
UNION DÉPARTEMENTALE DES RETRAITÉS DE LA POLICE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
ASSOCIATION REACTIV 19	2025 - Subvention de fonctionnement	400,00
ASSOCIATION FLORIDANSE	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
Nombre de dossier : 7	**TOTAL**	**2 100,00**

ANNEE 2025

Social - Handicapés

Bénéficiaire	Description de la subvention	Subvention attribuée pour 2025
ASSOCIATION DES LARYNGECTOMISES ET MUTILES DE LA VOIX DU LIMOUSIN	2025 - Subvention de fonctionnement	200,00
CENTRE DE CHIENS GUIDES D'AVEUGLES DU CENTRE OUEST	2025 - Subvention de fonctionnement	300,00
LES AMIS DE NORA LOU	2025 - Subvention exceptionnelle	500,00
GROUPE DES APHASIQUES CORREZIENS	2025 - Subvention de fonctionnement	150,00
GROUPEMENT DES ETABLISSEMENTS MEDICO-SOCIO-EDUCATIFS DU LIMOUSIN - GEMSEL	2025 - Subvention de fonctionnement	2 000,00
DE LA SOURCE AU NUAGE	2025 - Subvention exceptionnelle	500,00
LA BELLE ECHAPPEE	2025 - Subvention de fonctionnement	800,00
Nombre de dossier : 7	**TOTAL**	**4 450,00**

www.correze.fr
CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

AVENANT N° 2 - ANNEE 2025

A LA CONVENTION RESIDENCE AUTONOMIE 2023-2027
ET ALLOCATION DU FORFAIT AUTONOMIE

ENTRE d'une part

Le Conseil départemental de la Corrèze, Hôtel du Département "Marbot", 9 rue René et Émile Fage, à TULLE (19000),
Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité à signer en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 11 Avril 2025, dénommé ci-après le Département,

ET d'autre part

La Résidence Autonomie, dénommée .....
.....
Représentée par ....., Président du .....,
gestionnaire de ladite Résidence Autonomie, dénommée ci-après l'établissement,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment Livre III Titre 1er,
Vu la loi 2015-1778 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,
Vu le décret n°2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées,
Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 7 Avril 2023 fixant notamment les modalités de conventionnement et d'attribution du forfait autonomie,
Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 11 avril 2025,

Considérant l'enveloppe annuelle de crédits fléchés accordés par la CNSA au département de la Corrèze,
Considérant la capacité autorisée dudit établissement,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er :

La convention résidence autonomie et allocation du forfait autonomie signée le …… est modifiée comme suit :

ARTICLE 2 : Montant du forfait autonomie et modalité de versement

Pour l'année 2025, dans le cadre des actions menées par l'Établissement au titre des actions individuelles ou collectives de prévention de la perte d'autonomie, au sein de l'établissement ou à l'extérieur de celui-ci, le montant du forfait autonomie est fixé à 335.89 €/place autorisée au sein de l'établissement.

Compte tenu de la capacité autorisée de l'établissement, le montant du forfait autonomie 2025 s'élèvera à XXXXXX €.

Le versement du forfait autonomie est effectué en une seule fois après réception de l'avenant signé.

ARTICLE 3 :

Les autres articles sont inchangés.

Fait à TULLE, le
En deux exemplaires

Pour le Conseil Départemental de la Corrèze,
Le Président du Conseil Départemental

Pour la Résidence Autonomie,

Pascal COSTE

REPARTITION ENVELOPPE FORFAIT AUTONOMIE 2025 AUPRES DES 9 RESIDENCES AUTONOMIE CORREZIENNES

Mis à jour le 04/03/2025

Concours financiers CNSA Forfait Autonomie 2025	138 721,39 €
Nombre de places autorisées sur fichier FINESS	413
Forfait 2025 par place	**335,89 €**

Communes	Résidences Autonomie	Places permanentes autorisées	Places temporaires autorisées	Places totales autorisées	Cas particulier	ENVELOPPE 2025	TYPOLOGIE DES LOGEMENTS
BRIVE	LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - TUJAC	57	0	**57**		19 145,57 €	4 T1 / 51 T1 Bis / 1 T2Bis
	LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - CHAPEAU ROUGE	75	0	**75**		25 191,54 €	2 T1 / 53 T1 Bis / 9 T2 / 1T3
	LOGEMENT FOYER MULTISITE BRIVE - LES GENETS	55	0	**55**		18 473,79 €	1 T1 / 38 T1 Bis / 8 T2
	TOTAL BRIVE	187	0	**187**		**62 810,90 €**	
BORT-LES-ORGUES	RESIDENCE DU PRE-MONGEAL	68	1	**69**	45 places	**15 114,92 €**	29 T1 / 20 T2
TULLE	RESIDENCE DE NACRE	29	0	**29**		**9 740,73 €**	15 T1 / 4 F1 Bis / 4 T2
USSEL	RESIDENCE LES ACACIAS	60	0	**60**		**20 153,23 €**	30 T2
LIGINIAC	MARPA LA MARTEGANE	13	1	**14**		**4 702,42 €**	8 T1 / 4 T1 BIS / 1 T2
LAGUENNE	RESIDENCE RENE CASSIN	30	0	**30**		**10 076,61 €**	10 T1 Bis/ 10 T2
OBJAT	MARPA LA CORREZANA	21	3	**24**		**8 061,29 €**	24 T1 Bis
	TOTAL	**408**	**5**	**413**		**130 660,10 €**	59 T1 / 210 T1Bis / 101 T2 / 1 T2Bis / 1T3 372 logements

VALORISATION DES PLANS D'AIDE PERSONNES AGEES - PERSONNES HANDICAPEES ANNEE 2024/2025 Annexe n° 4

Services ou interventions	Coût horaire brut 1er janvier 2023		Coût horaire brut 1er janvier 2024		Coût horaire brut 1er février 2024		Coût horaire brut 1er janvier 2025		Observations
	Semaine	Dimanches Jours fériés	Semaine	Dimanches Jours fériés	Semaine	Dimanches Jours fériés	Semaine	Dimanches Jours fériés	
Services Prestataires									
APA	23,00 €	27,37 €	23,50 €	27,37 €	23,50 €	27,37 €	24,58 €	27,37 €	
. PCH	23,00 €	27,37 €	23,50 €	27,37 €	23,50 €	27,37 €	24,58 €	27,37 €	
Emplois directs									
APA									
Mandataire	10,60 €	11,66 €	10,60 €	11,66 €	10,60 €	11,66 €	10,60 €	11,66 €	
Emploi direct	10,08 €	11,08 €	10,08 €	11,08 €	10,08 €	11,08 €	10,08 €	11,08 €	
Tiers familial *	5,51 €		5,51 €		5,51 €		5,51 €		
PCH									
Aide à domicile (situation de principe)									
Mandataire	18,10 €		18,10 €		19,09 €		19,09 €		
Emploi direct	16,45 €		16,45 €		17,35 €		17,35 €		
Aide à domicile realisant des gestes liés à des soins spécifiques (L1111-6-1 CSP ou aspirations endo trachéales)									
Mandataire	18,87 €		18,87 €		19,86 €		19,86 €		
Emploi direct	17,15 €		17,15 €		18,05 €		18,05 €		
PCH parentalité									
Aide humaine									900€ pour enfant de moins de 3 ans et 1350€ pour une famille monoparentale. 450€ pour un enfant entre 3 et 7 ans et 675€ pour une famille monoparentale
Aide technique									1400€ à la naissance, 1200€ au 3ème anniversaire, et 1000€ au 6ème anniversaire
Tiers familial									
Aidant familial dédommagé	4,39 €		4,59 €		4,59 €		4,59 €		
Aidant familial dédommagé si renonce à son activité professionnelle	6,59 €		6,89 €		6,89 €		6,89 €		
Garde de nuit									
APA : forfait nuit									
Aide au répit des aidants									
Forfait relayage mensuel (max. 90j)	200,00 €		200,00 €		200,00 €		200,00 €		Prestataire ADOM limousin
Majoration annuelle aide au répit	540,23 €		540,23 €		540,23 €		540,23 €		
Aide ménagère au titre de l'aide sociale	23,00 €		23,50 €		23,50 €		24,58 €		moins une participation de 1 € à la charge de l'usager (règlement départemental)
Aide administrative services mandataires (ICA et SAAD)	0,5 € par heure dans la limite de 10€ par mois		0,5 € par heure dans la limite de 10€ par mois		0,5 € par heure dans la limite de 10€ par mois		0,5 € par heure dans la limite de 10€ par mois		Plafonds applicables aux services et instances

* ne concerne que la filiation directe soit uniquement enfants / gendre et bellefille

VALORISATION DES PLANS D'AIDE (AUTRE QUE AIDES HUMAINES)

Prestations	Coût de la prestation à compter du 1er janvier 2023	Coût de la prestation à compter du 1er janvier 2024	OBSERVATIONS	OBSERVATIONS	OBSERVATIONS
Famille d'accueil personnes âgées et/ou personnes handicapées	Sujétions particulières s'échelonnant par jour de : GIR 1-2 : jusqu'à 1,46 SMIC horaire brut GIR 3-4 : jusqu'à 0,73 SMIC horaire brut Sujétions pour frais d'entretien par jour GIR 1-4 : jusqu'à 2MG	Sujétions particulières s'échelonnant par jour de : GIR 1-2 : jusqu'à 1,46 SMIC horaire brut GIR 3-4 : jusqu'à 0,73 SMIC horaire brut Sujétions pour frais d'entretien par jour GIR 1-4 : jusqu'à 2MG	SMIC = 11,65€/h au 1er janvier 2024 1 MG = 4,15 € au 1er janvier 2024	SMIC = 11,65€/h au 1er janvier 2024 1 MG = 4,15 € au 1er janvier 2024	SMIC = 11,88€/h au 1er novembre 2024 1 MG = 4,22 € au 1er novembre 2024
Aide à l'alimentation	1,5 € par jour	1,5 € par jour	Aide versée aux nouveaux bénéficiaires de l'APA titulaires du minimum vieillesse	Aide versée aux nouveaux bénéficiaires de l'APA titulaires du minimum vieillesse	Aide versée aux nouveaux bénéficiaires de l'APA titulaires du minimum vieillesse
Hébergement temporaire	Dans la limite du plafond du GIR, à due concurrence du montant de la facture de l'EHPAD [tarif journalier pris en charge = différence entre le plafond du GIR (ticket modérateur déduit) et le plan d'aide consommé, divisé par le nombre de jours à prendre en charge]	Dans la limite du plafond du GIR, à due concurrence du montant de la facture de l'EHPAD [tarif journalier pris en charge = différence entre le plafond du GIR (ticket modérateur déduit) et le plan d'aide consommé, divisé par le nombre de jours à prendre en charge]			
Accueil de jour	Aux tarifs (hébergement + dépendance) des EHPAD valorisés au plan d'aide	Aux tarifs (hébergement + dépendance) des EHPAD valorisés au plan d'aide			
Hébergement permanent	Aux tarifs des EHPA valorisés au plan d'aide	Aux tarifs des EHPA valorisés au plan d'aide			
Téléassistance	18,00 € par mois	18,00 € par mois	Montant plafond applicable	Montant plafond applicable	Montant plafond applicable
Pack domotique	18,00 € par mois	18,00 € par mois	Montant plafond applicable	Montant plafond applicable	Montant plafond applicable
Aides techniques APA	Dans la limite de 500 €/an au titre d'un reste à charge non couvert par la mutuelle ou la caisse de retraite pour du petit matériel ou aménagement mineur de l'habitat	Dans la limite de 500 €/an au titre d'un reste à charge non couvert par la mutuelle ou la caisse de retraite pour du petit matériel ou aménagement mineur de l'habitat	Aide soumise à un accord de principe sur devis Paiement accepté sur facture	Aide soumise à un accord de principe sur devis Paiement accepté sur facture	Aide soumise à un accord de principe sur devis Paiement accepté sur facture
Matériel à usage unique	Forfait en fonction du GIR GIR 1-2 : 100 € / mois GIR 3 : 80 € / mois GIR 4 : 50 € / mois	Forfait en fonction du GIR GIR 1-2 : 100 € / mois GIR 3 : 80 € / mois GIR 4 : 50 € / mois			

CD.2025.04.11/202

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

En 2025, le Département engagera sa 10éme année de lutte en faveur de l'accès à l'emploi et à la formation pour tous les Corréziens. Face à une situation économique préoccupante, la question de l'emploi est plus que jamais une priorité. Durant ces neufs dernières années la collectivité a joué un rôle actif et central dans l'insertion, notamment des bénéficiaires du rSa dont elle a la responsabilité, à travers la mise en place d'une politique ciblée, adaptée aux réalités locales et en mettant les engagements réciproques au centre de la démarche d'insertion individuelle.

L'une des principales réussites du Département réside dans ce développement de modalités d'accompagnement personnalisées par la collectivité, qui offrent aux bénéficiaires du rSa un suivi individualisé, de proximité et des conseils sur la recherche d'emploi en adéquation avec les besoins des entreprises du territoire. Des modalités réciproques et exigeantes incitent le bénéficiaire du rSa à s'engager, à se mobiliser et aller vers l'emploi.

En complément de l'engagement quotidien des professionnels dédiés à l'accompagnement (référents sociaux, référents professionnels, coachs, garants d'un parcours d'insertion de qualité), le Département a su développer des partenariats diversifiés, tant avec le secteur associatif qu'avec le monde économique. Ceux-ci permettent de proposer une offre de services complémentaire afin de lever les freins à l'employabilité et de répondre à des besoins spécifiques. Pour ce faire, la collectivité s'appuie sur plus d'une quarantaine de conventions annuelles d'objectifs ; 84 % d'entre elles concernent le champ de l'insertion professionnelle. Le Département intervient également par l'insertion de clauses sociales dans ses marchés publics, à travers sa politique de remplacement des agents des collèges, ou encore par des actions en faveur de la transition écologique et de la promotion du territoire.

Des indicateurs témoignent des résultats positifs de la politique de l'emploi en Corrèze :

La constance de l'engagement du Département, notamment en termes budgétaires, a permis d'apporter des solutions aux Corréziens les plus en difficulté face à l'emploi :

- un nombre de bénéficiaires du rSa contenu sur un an (+0,46 % entre 2023 et 2024),
- un ratio entre le nombre de bénéficiaires du rSa et la population départementale de 2,7 %, pour une moyenne nationale de 4,7 %,
- un taux de chômage au 3ème trimestre 2024 de 6 % dans notre département, alors qu'il est de 6,7 % sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et de 7,2 % en métropo
- un taux de contractualisation de près de 89 %, attestant de la réalité du suivi individualisé pour chaque bénéficiaire corrézien,
- un taux de sorties positives (emploi ou formation) maintenu en 2024 à 40 %.

Une préparation budgétaire effectuée dans un contexte difficile, dont celui de la loi pour le Plein Emploi :

L'année 2025 marque l'entrée en vigueur de la loi pour le Plein Emploi dans un contexte politique, budgétaire et économique préoccupant. Cette loi vient rénover l'accompagnement des bénéficiaires du rSa. Elle interroge les périmètres d'intervention des différents acteurs en matière d'orientation, d'accompagnement, d'intensification des parcours et introduit un nouveau mécanisme de sanction. Elle impose également le déploiement de solutions numériques permettant le partage d'informations et la remontée de données consolidées avec celles de France Travail. Les contours d'application de la loi restent flous et plusieurs décrets nécessaires à sa mise en œuvre sont encore en attente.

Néanmoins, il est à noter que certains des attendus de cette loi sont d'ores et déjà structurés en Corrèze, tel que cela a été souligné lors de la visite de Madame la Ministre Catherine Vautrin le 15 mars 2024 :

- l'inscription systématique des bénéficiaires du rSa en tant que demandeurs d'emploi comme préalable exigé dans tout parcours d'insertion,
- l'entrée en parcours rapide, faite, en Corrèze par le biais d'une "RIM" (Réunion d'Informations et de Mobilisation) qui permet à la fois d'orienter le bénéficiaire et de contractualiser ses premiers engagements.
- une offre d'accompagnement internalisée modulaire, allant de la prise en compte des problématiques sociales les plus lourdes jusqu'à l'entrée et la sécurisation en contrats de travail qui répond aux 3 modalités de parcours attendues par la loi : social, socio-professionnel, professionnel,
- l'intensification de l'accompagnement. En 2024, la collectivité a développé et renforcé ses actions, outils et dispositifs pour tendre vers les 15 heures d'activité hebdomadaires prévues par la loi à travers :
    - l'action "Rebond" : un parcours express de mise en condition de retour à l'emploi traduit par un temps d'informations générales de diagnostic, d'orientation et de contractualisation le matin et un atelier "BOOST EMPLOI" renforcé, l'après-midi,

- le "Pack emploi" : action collective partenariale (CD/FT/MILO/CAP EMPLOI) qui vient enrichir, renforcer et diversifier les "clés de l'emploi" par une mutualisation des moyens humains et des publics pour répondre aux besoins de recrutements et aux enjeux d'activation du parcours vers le retour à l'emploi durable,
- le parrainage : mise en œuvre d'un réseau de parrains afin de réaliser les 15 H d'activité par la mise en situation d'emploi et l'activation du parcours.

L'horizon 2025 apparait incertain. Les aléas de la conjoncture, la situation politique française marquée par l'instabilité gouvernementale pourraient nuire à l'activité économique. Dans ce contexte, la Corrèze pourra être confrontée à une stagnation de son marché de l'emploi, voire à une remontée du chômage si la situation économique se dégrade, nonobstant l'effet positif des politiques publiques locales en matière de soutien à l'emploi.

Vers un accompagnement intensifié, modernisé et responsabilisant pour le bénéficiaire

Plus que jamais, l'ensemble des bénéficiaires du rSa continueront à être accompagnés par les professionnels du Département (coachs professionnels, référents professionnels, coachs sociaux, référents sociaux, psychologues, infirmiers…) selon leurs besoins et avec régularité, puisque la durée d'un Contrat d'Engagement Réciproque (CER) est de trois mois en Corrèze, avec un rendez-vous en face-à-face à chaque renouvellement.

Le suivi du bénéficiaire, dès son entrée dans le parcours, sera précisé, intensifié et accéléré. Dans les 2 à 6 semaines suivant son entrée dans le dispositif rSa, chaque primo entrant est invité à une "RIM" (Réunion d'Information et de Mobilisation). Cette action permet une mobilisation et une activation de parcours de 6 heures, dès l'entrée dans le dispositif. Elle présente l'avantage de proposer un parcours express de mise en condition de retour à l'emploi traduit par deux temps forts :

1. un temps d'information, d'orientation et de contractualisation,
2. suivi d'un atelier "Boost Emploi".

L'expérimentation de cette réunion, dans une forme collective, permet à la fois d'apporter une dynamique de groupe et de prendre en charge davantage de bénéficiaires et plus tôt dès leur arrivée.

A l'issue de cette réunion, les bénéficiaires sont informés de leurs droits et devoirs, ont connaissance des acteurs des champs de l'insertion sociale et professionnelle de leur territoire, ont réalisé un diagnostic de leur situation socioprofessionnelle, connaissent le nom du référent de parcours (adapté à leur situation) et la date du premier rendez-vous d'activation du parcours, ont créé leur compte "Boost Emploi", réalisé et mis en ligne un CV. Ils disposent également d'une connaissance plus fine des entreprises et besoins en recrutement sur leur territoire.

Dans le cadre des 15 heures d'activités hebdomadaires, dont les modalités d'application ne sont toujours pas connues bien qu'annoncées depuis 1 an par le Gouvernement, les professionnels du Département, en proximité des usagers, seront conduits à utiliser toutes les possibilités de prescription (formation, immersion, bénévolat…) auprès des bénéficiaires.

Pour cela, ils bénéficient de l'information sur les dispositifs, outils, actions existants recensés par le service Emploi Insertion. Avec tous les acteurs du territoire, des réunions d'information sont organisées pour partager les outils et dispositifs d'insertion. Cette acculturation sera enrichie de rencontres avec chaque partenaire permettant une appréhension complète des dispositifs d'insertion activables à disposition.

Avec le renforcement de son action pour les allocataires du rSa, le Département a considérablement augmenté son exigence concernant le contenu des Contrats d'engagements réciproques (CER). Il est un indicateur de la qualité de l'accompagnement de la personne suivie et de la mobilisation du bénéficiaire. L'objectif est bien double :

- accélérer la sortie positive vers l'emploi lorsque celle-ci est possible ;
- ne pas laisser s'installer dans la dépendance à l'allocation les bénéficiaires qui ne souscriraient pas aux efforts de mobilisation demandés.

Cette intensification de l'accompagnement passe par la poursuite de l'amélioration de l'efficience des pratiques des équipes début 2025.

Un dispositif d'amélioration continue a été mis en place dès janvier 2025, appuyé sur un référentiel du CER et une évaluation mensuelle sur des parcours accompagnés.

L'objectif est que chaque CER pose une progression évaluable de chaque parcours et que le contrat soit le reflet des ambitions des deux parties. Dans le même esprit, le "guide de l'allocataire", qui est présenté à chaque primo-entrant, sera complété pour expliquer précisément au bénéficiaire l'importance du respect des modalités contractuelles.

L'exigence du respect du contrat social

La solidarité nationale impose, en contrepartie, une exigence sur la réalité et la probité des situations individuelles.

En Corrèze, le dispositif de sanction, encadré par la loi, est appliqué de manière systématique et juste (suspension ou radiation). 887 personnes ont été concernées par la Commission de Réorientation ou de Suspension de l'Allocation (CRSA) en 2024, ce qui correspond à une hausse de 8,2 % du nombre de décisions rendues ; 66,3 % des décisions concernent le premier niveau de sanction.

Par ailleurs, en 2024, 8 commissions « fraude » ont été tenues. 97 % des 73 dossiers examinés relevaient d'un « préjudice mixte » (fraude au rSa et à d'autres allocations gérées par la CAF). Lors de ces commissions est évalué le caractère frauduleux des montants d'allocations perçus de façon indue.
Le volume financier total des montants perçus à tort s'élève à 426 334 € en 2024, dont 98,6 % en préjudice mixte et 1,4 % concernant uniquement le rSa.

Je vous propose d'affecter, pour 2025, 23 053 074 € au titre des crédits de la section de fonctionnement, et 8 000 € au titre des crédits de la section d'investissement, à la politique de l'emploi, dont l'emploi prévisionnel est détaillé ci-après :

A) LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN FAVEUR DE L'EMPLOI : 1 361 074 € dont 1 353 074 € de crédits de fonctionnement et 8 000 € de crédits d'investissement.

1- Le dispositif BOOST EMPLOI :

Lancé en 2016, le dispositif BOOST Emploi, associant une plateforme numérique entièrement gratuite et un chargé de mission « Entreprises » dédié à ce dispositif, permet la mise en relation rapide et efficace entre "l'offre et la demande" d'emploi.

L'objectif est de faciliter la mise en relation et l'accès aux offres d'emploi et de proposer un accompagnement personnalisé, si nécessaire, à la réponse à une annonce. Cela permet de favoriser un retour rapide à l'emploi, d'apporter des solutions concrètes et efficaces répondant aussi aux exigences et aux besoins des entreprises corréziennes.

Le chargé de missions « Entreprises » anime au quotidien le dispositif. Il assure son développement et le fait connaître, grâce à des actions de communication. Il intervient aussi bien auprès des entreprises corréziennes, qu'auprès des publics en insertion et des professionnels de la collectivité en charge de les accompagner. Il rencontre les chefs d'entreprise corréziens, présente les dispositifs d'insertion (PACK EMPLOI, CLIS) les incite à utiliser BOOST Emploi et collecte leurs offres. Il apporte son expertise lors d'actions collectives, forums et événements divers et reste un appui à l'équipe des référents pour améliorer les placements en emploi.

Les chiffres clés 2024

- 66 601 visites effectuées sur la plateforme : + 72,6 % en un an,
- 1 041 entreprises corréziennes référencées : + 4 % en un an,
- 715 offres exclusives collectées,
- plus de 35 000 offres publiées soit une moyenne de 2 920 offres/mois,
- 2 293 comptes candidats activés : + 21 % sur un an,
- 1 878 CV déposés : +16,9 % en un an,
- 9 169 abonnés à la page Facebook : + 3,2 % en un an.

Ces chiffres attestent de l'intérêt et de la reconnaissance portés à la plateforme par le tissu économique, par les Corréziens et par les professionnels de l'accompagnement. Pour faciliter la prise en main de l'outil pour les publics, l'animatrice numérique du service Emploi et Insertion reçoit systématiquement tous les nouveaux bénéficiaires du rSa pour leur présenter la plateforme, les aider à créer leur compte, déposer ou créer un CV.

2- L'engagement du département pour la jeunesse : "BOOST JEUNES" : 175 500 €

Le Département de la Corrèze poursuit son engagement auprès des jeunes Corréziens, à travers le dispositif "BOOST JEUNES" afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter l'entrée dans la vie active.
Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental établit un partenariat avec les Missions Locales.
3 coachs jeunes, rattachés à chacune des trois missions locales, interviennent auprès des jeunes de 17 à 25 ans, sur l'ensemble du territoire corrézien. Ils prennent en charge un portefeuille de 40 jeunes en file active pour une durée de 4 mois.
Le coaching consiste en un accompagnement personnalisé et individualisé avec, pour objectif, de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Les chiffres clés 2024 :

- 265 jeunes accompagnés soit 100 % de l'objectif fixé,
- 88,3 % de sorties positives pour emploi ou formation pour un objectif attendu de 70 % (247 jeunes sortis du coaching en 2024 dont 218 pour emploi ou formation).

Ces chiffres démontrent la pertinence de cette action de coaching au sein des missions locales en faveur de l'accompagnement intensif des jeunes sur une courte durée vers l'emploi ou la formation.

Le budget de fonctionnement se décompose selon la répartition suivante :
- Partenariat avec les 3 missions locales pour BOOST JEUNES : 112 500 € (Annexes 1, 2 et 3),
- Soutien aux missions locales : 63 000 € répartis comme suit : Tulle 18 900 €, Brive 31 500 € et Ussel 12 600 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 175 500 € de crédits de paiements au titre de la section de fonctionnement.

Les missions locales ont pour tâches l'accueil, l'information et l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans afin de les aider à résoudre l'ensemble des difficultés que pose leur insertion sociale et professionnelle, tant en matière de recherche d'emploi, de formation, que de santé ou de logement. Elles assurent l'instruction des demandes d'aides financières individuelles au titre du FAJ (Fonds d'Aide aux Jeunes) et elles ont la possibilité, en gestion directe, d'attribuer des aides très urgentes dans le cadre d'une enveloppe fixée et déléguée.

Le Code de l'Action Sociale et des Familles donne pour compétence aux départements la gestion du Fonds d'Aides aux Jeunes. Ces aides destinées aux jeunes en difficulté âgés de 16 à 25 ans favorisent leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apportent des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

A compter de l'année 2025, considérant la typologie du public cible accompagné, le budget alloué au FAJ a été rattaché à la Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion.

3 – La politique départementale de l'emploi - actions partenariales : 954 074 € dont 946 074 € en fonctionnement et 8 000 € en investissement.

La Politique départementale de l'emploi repose également sur des partenariats étroits avec le secteur associatif et le monde économique. Nos partenaires proposent une offre de services complémentaires visant à mettre en place des actions concrètes pour mobiliser le public et lever les obstacles à l'employabilité. Cette offre permet de surmonter les différents freins rencontrés lors de la réalisation des projets en offrant un soutien spécialisé et ciblé. Ces services, actions, apportent des solutions aux défis spécifiques des projets, qu'il s'agisse de conseils techniques, de formations ou d'autres formes de soutien opérationnel, garantissant ainsi une meilleure réussite des parcours. Un des axes principaux consiste à traiter les obstacles périphériques à l'insertion, tels que les problèmes de mobilité, de mobilisation, d'estime de soi, de santé ou encore de compétences.

Cette offre se concrétise à la fois par des subventions, des prestations d'accompagnement ou encore des aides individuelles. Le détail de ces partenariats vous est présenté en annexes 4 à 26 de ce rapport, soit :

3-1 les actions d'insertion sociale, professionnelle et de santé

44 conventions annuelles d'objectifs :

- 27 conventions dans le champ de l'Insertion par l'Activité Économique (IAE),
- 7 conventions dans le champ social/ santé/mobilité,
- 4 conventions dans le champ de la mobilisation professionnelle,
- 6 conventions dans le champ de la création, reprise et développement d'activité.

Chacune de ces conventions précise les objectifs, les modalités de réalisation et d'évaluation de l'action. Les financements sont fléchés et activés selon leur taux de réalisation et le nombre de bénéficiaires du rSa concernés.

La somme de 578 424 € est proposée pour mener à bien ces actions.

3-2 Les CLIS – Contrat Local d'Innovation Sociale

Le Contrat Local d'Innovation Sociale (CLIS) est un dispositif développé pour répondre aux besoins des entreprises en matière de main d'œuvre et accompagner le retour à l'emploi des bénéficiaires du rSa. La collectivité soutient financièrement l'entreprise dans le tutorat du bénéficiaire du rSa à hauteur de 3 000 € pour un CDD de 6 mois et de 4 000 € pour un CDI, pour 30 heures par semaine, à minima. Au-delà de ce soutien financier, un accompagnement personnalisé, tant pour l'entreprise que pour le salarié, est assuré par un coach professionnel, afin de sécuriser l'entrée et le suivi dans l'emploi, puis de le pérenniser.

En 2024, 34 CLIS ont été signés (22 CDI et 12 CDD) soit un taux de réalisation de 97 %.

En 2025, je vous propose d'affecter un budget de 140 000 € pour permettre la réalisation de 35 CLIS.

3-3 Le logement :

L'accès à un logement, ou le fait de le conserver, représente l'une des étapes clés du parcours d'insertion. Le Fonds Social Logement (FSL) joue un rôle crucial pour les personnes bénéficiant du revenu de solidarité active.

En 2024, 386 aides ont été accordées à des bénéficiaires du rSa.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose de déléguer 185 000 € de crédits de paiements au service habitat.

3-4 Les aides au fonctionnement :

Les aides financières individuelles représentent un levier supplémentaire pour soutenir l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA, facilitant ainsi leur accès ou retour à l'emploi (mobilité, garde d'enfants, formation, etc.). Ces aides sont accordées en dernier recours, ou en complément des dispositifs de droit commun. Elles sont accordées par les référents de parcours sur la base de la présentation d'un devis et des justificatifs de dépenses fournis par le tiers crédit, et sont directement financées à ce dernier.

Une enveloppe spécifique est également allouée à l'accompagnement des structures dans l'organisation d'événements liés à l'emploi.

Dans le cadre de l'activation des parcours d'insertion, une autre enveloppe peut être mobilisée pour financer des actions visant à promouvoir l'emploi, telles que les initiatives collectives PASS EMPLOI et PACK EMPLOI, qui sont proposées et portées par les référents de parcours de la collectivité.

Je vous propose d'affecter à ces dispositifs 42 650 € de crédits de fonctionnements.

En sus du budget de fonctionnement nécessaire à la mise en œuvre des actions du plan d'insertion décrites ci-dessus, des crédits de paiement, au titre de l'investissement, permettent l'attribution d'aides financières individuelles à des bénéficiaires du rSa afin de sécuriser le retour à l'emploi ou la formation. Elles concernent principalement la mobilité (achat de véhicules, vélo, scooter…) mais aussi l'achat d'équipements dans le cadre de formations.

Je vous propose d'affecter 8 000 € de crédits de paiements en investissement.

En conclusion, je vous propose d'affecter 946 074 € de crédits de paiements à la section fonctionnement et 8 000 € à la section d'investissement au titre de la Politique de l'Emploi.

4- LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS/SOUTIEN AUX CONTRATS AIDÉS : 231 500 €

Dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM), le Département cofinance les actions de l'État visant à promouvoir l'accès à l'emploi pour les bénéficiaires du rSa. Cela se matérialise par l'activation d'un contrat aidé, le "CDDI" (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion). L'objectif de l'engagement financier de la collectivité dans ces contrats est de soutenir les opportunités de recrutement des bénéficiaires du revenu de solidarité active au sein des structures d'Insertion par l'Activité Economique (IAE).

Bilan 2024 :

- 101,5 parcours réalisés soit 91 % de l'objectif conventionnel (112 parcours),
- 196 bénéficiaires du rSa ont été salariés en CDDI (7 de plus qu'en 2023),
- Le temps de travail des bénéficiaires du rSa par rapport à l'ensemble des salariés est équivalent à celui de 2023, soit 36 %,
- 90 sorties dont 21 positives, soit 23 % sur l'ensemble des sorties (14 % en 2023).

Le soutien du Département dans le domaine de l'IAE demeure essentiel pour faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa à ces structures. Il permet de lever progressivement les obstacles périphériques à l'emploi, tout en permettant l'acquisition de compétences et de postures professionnelles nécessaires à une insertion durable dans le milieu de travail ordinaire.

Nous vous proposons de valider la CAOM 2025 qui formalise les engagements du Conseil départemental aux côtés de l'État sur le volet des CDDI. Celle-ci vous est présentée en annexes 27 et 28 de ce rapport.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 231 500 € de crédits de paiement se décomposant comme suit : 223 000 € pour 112 CDDI, 8 500 € pour couvrir les frais de gestion (Annexe 29).

B) L'ALLOCATION DE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE : 21 700 000 €

1- L'évolution du montant du revenu de solidarité active

Depuis 2009 et la loi généralisant le revenu de solidarité active, la prise en charge intégrale de ce dispositif relève de la compétence des départements et l'État s'était engagé sur une compensation des dépenses à l'euro près. Or, le montant restant à la charge de la collectivité augmente année après année, il s'élève à 9 797 759,17 € en 2024, en hausse de 1 168 396 € entre 2023 et 2024 soit +13,5 %.

En corrélation, le montant annuel des appels de fonds augmente également : + 5,76 % sur l'année 2024 soit +1 156 083 €, (+ 5,86 % en 2023 soit +1 111 170 €).

En 2024, les compensations versées par l'État au titre du Fonds de Mobilisation Départementale pour l'Insertion (FMDI), de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (TICPE) s'élèvent à 11 402 796 €, en baisse de 12 314 € entre 2023 et 2024.

Plusieurs paramètres sont à prendre en compte pour établir le prévisionnel 2025 des dépenses liées au rSa :

- la réforme de la solidarité à la source, qui entrera en vigueur le 1er mars 2025. Cette expérimentation a été lancée dans cinq départements mais, sans attendre son issue, l'État a généralisé le dispositif dans la précipitation et sans engagement sur les nécessaires compensations et joue à l'apprenti sorcier avec les finances départementales. Cette réforme repose sur le principe du pré-remplissage des déclarations trimestrielles de ressources des bénéficiaires du rSa et de la prime d'activité, en se basant sur les déclarations mensuelles des employeurs concernant les salaires et celles des organismes de protection sociale. Le pré-remplissage permettra de réduire les démarches et de garantir à tous l'accès au droit. Toutefois, cette mesure pourrait également entrainer l'intégration de bénéficiaires du rSa dans le dispositif, alors qu'ils n'en faisaient

pas jusqu'à présent la demande, avec des volumes supplémentaires encore à la charge des Départements.

- les revalorisations régulières de l'allocation effectuées par l'Etat. En avril 2024, le rSa a été revalorisé de 4,6 %. Pour 2025, le taux de valorisation du rSa est estimé à 2 %,
- une augmentation possible du nombre de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires du rSa en raison de plusieurs facteurs conjoncturels. Parmi ces facteurs, on relèvera l'inflation qui fragilise les ménages les plus vulnérables ; une croissance économique faible, qui ne génère pas suffisamment de nouveaux emplois et aggrave la précarisation du marché du travail ; la réduction des financements publics pour les dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi,
- un taux de défaillance des entreprises en augmentation en Nouvelle-Aquitaine (source Altares 2022/2023), +38 % sur un an, supérieure à la moyenne nationale (+36 %),
- l'augmentation des rejets de l'Allocations Adultes Handicapés (AAH) qui fait basculer de nombreuses personnes très éloignées de l'emploi, voire inemployables en raison de leur handicap, vers le dispositif rSa,

L'ensemble de ces facteurs risque d'accroître la charge des départements, avec un nombre croissant de personnes basculant vers le dispositif rSa.

Par ailleurs, la loi sur le Plein Emploi, promulguée le 18 décembre 2023, instaure une nouvelle sanction appelée "suspension mobilisation", pour laquelle des décrets d'application sont attendus depuis juin 2024 et annoncés pour juin 2025.
Si elle était exécutée, cette disposition de la loi remettrait en cause le principe même de sanction, en annihilant la pénalité liée au non-respect des engagements contractuels par le bénéficiaire. Elle aurait, de surcroît, un impact financier important pour les départements. Aussi, le Département apportera une extrême vigilance aux conséquences que la parution de ces décrets emportera.

Aussi, je vous propose d'affecter 21 700 000 € de crédits de paiements à la section de fonctionnement, dont 15 000 € pour les annulations ou remises gracieuses concernant les indus sur des exercices antérieurs.

2- L'évolution du nombre de bénéficiaires du rSa

Sur un an, nous constatons que le dispositif rSa a pu être contenu (dernières données consolidées CAF + MSA de décembre 2024), avec une légère augmentation du nombre de foyers corréziens (0,76 %) et de bénéficiaires (0,46 %).

	Décembre 2023	Décembre 2024	Évolution
Foyers Corrèze	3 285	3 310	0,76 %
Foyers Métropole	1 616 897	1 625 359	0,52 %
Bénéficiaires Corrèze	6 523	6 553	0,46 %
Bénéficiaires Métropole	3 214 235	3 214 460	0,01 %

Le Département de la Corrèze, reconnu pour l'efficacité de ses dispositifs d'insertion qui lui permettent de maîtriser son budget, a fait le choix de conserver la maîtrise de l'orientation et de l'accompagnement des bénéficiaires. Ainsi, tous les bénéficiaires du rSa continueront de recevoir un suivi personnalisé et régulier, adapté à leurs besoins, puisque la durée d'un Contrat d'Engagement Réciproque (CER) en Corrèze est de trois mois, avec un entretien en face-à-face à chaque renouvellement. Nos choix réaffirmés en faveur d'un accompagnement renforcé, modernisé et de proximité, responsabilisant les bénéficiaires dès leur entrée dans le dispositif constituent un atout majeur pour réussir l'insertion professionnelle de tous.

Cette organisation développée par la collectivité concourt à la maîtrise du dispositif rSa avec une gestion rigoureuse du versement de l'allocation par un contrôle du respect des engagements d'insertion qui incombent à chacun, selon le principe des droits et des devoirs.

La contrepartie droits/devoirs et la lutte contre la fraude restent des piliers essentiels et complémentaires aux offres de service et d'accompagnement déployées.

Un suivi administratif rigoureux de la gestion de l'allocation (suivi de la dette et des données) complète l'encadrement de la gestion du dispositif.

À décembre 2024, la dette nette cumulée s'élève à 1 064 868 € en légère augmentation de 0,12 % sur un an (1 296 €). Le travail renforcé de la Paierie sur la récupération des créances transférées a permis une progression de 18 % sur un an des sommes recouvrées soit 29 521 €.

C) LES RECETTES : 11 570 224 €

1- LA TAXE INTÉRIEURE DE CONSOMMATION SUR LES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES (TICPE) - INDUS ET PÉNALITÉS : 10 920 224 €

La principale recette du Département concernant le revenu de solidarité active est issue de la compensation de l'État, et assise sur le produit de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques. Elle varie en fonction du nombre de bénéficiaires inscrits dans le dispositif.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose de prévoir en recettes de fonctionnement :

- 10 720 224 € au titre de la TICPE,
- 185 000 € au titre des indus du revenu de solidarité active,
- 15 000 € au titre des pénalités administratives.

2). LE FONDS DE MOBILISATION DÉPARTEMENTALE POUR L'INSERTION (FMDI) : 650 000 €

Les recettes du Département concernant les contrats aidés sont issues du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion. Le calcul de la part 3 du FMDI prend en compte de nouveaux critères (loi de finances 2017) :

- Part des dépenses rSa du Département,
- Proportion de contrats aidés à destination des bénéficiaires du rSa,
- Proportion de contrats aidés cofinancés par les départements.

Pour la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 650 000 € de crédits en recettes de fonctionnement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiement selon la répartition ci-après :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
POLITIQUE DE L'EMPLOI	920 006,00 €	798 792,20 €	946 074,00 €
CONTRATS AIDÉS	250 000,00 €	231 378,83 €	231 500,00€
FONDS D'AIDE AUX JEUNES	70 000,00 €	70 000,00 €	0,00 €
REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE	64 613 305,00 € *	57 336 687,72 €	21 700 000,00 €
DISPOSITIF BOOST JEUNE ET BOOST EMPLOI	176 500,00 €	175 500,00,€	175 500,00 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	66 029 811,00 € *	58 612 358,75 €	23 053 074,00 €
CONTRATS AIDÉS (FMDI) SOLDE TRESORERIE	650 000,00 €	682 572,00 €	650 000,00 €
REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE-(TICPE+ Indus)	55 005 224,00 €	15 221 252,54 €	10 920 224 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	55 655 224,00 €	15 903 824,54 €	11 570 224,00 €
POLITIQUE DE L'EMPLOI	8 000,00 €	4 750,00 €	8 000,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 000,00 €	4 750,00 €	8 000,00 €

** Effet du reversement des montants du rSa consignés de 2015 à 2023 (soit 44 100 000 € au BP 2024 et 44 007 284,26€ au CA 2024)*

En résumé :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	23 053 074 €	11 570 224 €
INVESTISSEMENT	8 000 €	0 €
TOTAL	23 061 074 €	11 570 224 €

EN DÉPENSES

P044E01 - BOOST Emploi (EPF)
P044E02 - BOOST Emploi - Missions Locales Subv. (EPF)
P051E01 - Contrats Aidés (EPF)
P122E01 - Pacte Territorial d'Insertion (EPF)
P122E03 - Subvention spécifique aux structures (EPF)
P122E04 - Pacte Territorial d'Insertion (EPI)
P154E01 - Allocation rSa forfaitaire (EPF)
P154E02 - Allocation rSa forfaitaire majorée (EPF)

EN RECETTES

P051E02 - Contrats Aidés
P154E03 - Allocation forfaitaire
P154E04 - Allocation forfaitaire majorée

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 23 053 074 € en fonctionnement et 8 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/202

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/202 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Gérard SOLER, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle Emploi-Insertion 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	23 053 074 €	11 570 224 €
INVESTISSEMENT	8 000 €	0 €
TOTAL	23 061 074 €	11 570 224 €

Article 2 : Monsieur le Président est autorisé à signer toutes les conventions mais également tous les documents afférents à la politique départementale de l'emploi tels qu'ils sont annexés au présent rapport.

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.44
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9444.47
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.28.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.41
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.42
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.43
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.44
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.46
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.47
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9344.48
- Section Investissement, Article fonctionnel 9044.44.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15715-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE BRIVE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission Locale de l'arrondissement de Brive, représentée par son Président, Monsieur Alexandre BONNIE

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes e aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 11 avril 2025 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.
Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif BOOST Jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corréziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Brive pour mettre en œuvre le dispositif BOOST Jeunes sur l'arrondissement de Brive.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention d'objectifs.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les engagements de la Mission Locale de Brive dans la mise en œuvre de cette action, au titre du programme BOOST Jeunes 2025.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE l'ASSOCIATION

➔ 2.1 La Mission Locale de Brive s'engage à participer au dispositif BOOST Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission nommé "coach jeunes"

➔ 2.2 Le coach jeunes sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025, atteindre le chiffre de 120 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 84 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

- CDI temps partiel (20H/semaine à minima) ou temps plein
- CDD à temps partiel (20H/semaine à minima) ou temps plein
- Contrat de professionnalisation
- Contrat d'apprentissage
- CDD Intérimaire ou saisonnier
- Contrats aidés (PEC, CDDI)
- Service civique
- Formation qualifiante ou préqualifiante/ retour en formation initiale
- Création ou reprise d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement.

➔ 2.3 La Mission locale de Brive s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place une réunion annuelle avec la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ou par délégation le service Emploi et Insertion.

➔ 2.4 La Mission Locale de Brive s'engage à transmettre les bilans de l'opération ainsi que les justificatifs sollicités conformément à l'article 3.

➔ 2.5 A la demande du Conseil départemental, la Mission Locale de Brive s'engage

à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

➔ 2.6 La Mission Locale de Brive s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

➔ 2.7 Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de la Mission Locale de Brive dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ÉVALUATION

La Mission Locale de Brive s'engage à fournir :

- Un bilan semestriel (avant le 30 juin 2025);
- Un bilan annuel de l'action (au plus tard le 15 décembre 2025);
- Les justificatifs de sorties positives;

A adresser par courrier au Conseil départemental (Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Emploi et Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex.), ou par mail à lgomes@correze.fr, evalery@correze.fr, schazal@correze.fr

Ces bilans devront obligatoirement faire apparaitre les indicateurs suivants :

- Date entrée/date de sortie du dispositif Boost Jeunes
- Numéro identifiant du jeune
- Typologie des jeunes entrés dans le dispositif (âge, sexe, niveau scolaire, mobilité, zone d'habitation)
- Nombre de jeunes bénéficiaires du rSa
- Les actions mises en œuvre durant la période d'accompagnement
- Les motifs des sorties avec distinction des sorties positives

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de ce dispositif s'élève, au titre de l'année considérée à :

45 000 €

Modalités de versement de la subvention départementale :

➲ Un premier acompte de 30% sera versé à la signature de la présente convention, soit 13 500€ (avant le 30 juin 2025)

➲ Le solde soit 31 500€ au terme de l'action sur présentation du bilan final et des justificatifs de sorties positives, conformément à l'article 3 (avant le 15 décembre 2025).

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025 et se termine le 31 décembre 2025.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE10 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents, de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).
Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.
Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, les informations liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.
Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe 1 jointe à la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le, ...

Le Président de la Mission Locale de Brive

Alexandre BONNIE

Le Président du Conseil départemental,

Pascal COSTE

ANNEXE 1

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.
A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;

- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) voire de l'ANSSI (Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information), ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;

- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement
Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaire permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physique, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)
Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de tout faille de sécurité ayant des conséquences directe ou indirecte sur le traitement des données transmises par le Département de la Corrèze.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements
Le partenaire met à la disposition du Département de la Corrèze toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE TULLE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission locale de l'arrondissement de Tulle, représentée par son Président, Monsieur Jean-François GONCALVES

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes e aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 11 avril 2025 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.
Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif BOOST Jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corréziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Tulle pour mettre en œuvre le dispositif BOOST Jeunes sur l'arrondissement de Tulle.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention d'objectifs.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les engagements de la Mission Locale de l'arrondissement de Tulle dans la mise en œuvre de cette action, au titre du programme BOOST Jeunes2025.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE l'ASSOCIATION

➔ 2.1 La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à participer au dispositif BOOST Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission nommé "coach jeunes"

➔ 2.2 Le coach jeune sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025, atteindre le chiffre de 100 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 70 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

- CDI temps partiel (20H/semaine à minima) ou temps plein
- CDD à temps partiel (20H/semaine à minima) ou temps plein
- Contrat de professionnalisation
- Contrat d'apprentissage
- CDD Intérimaire ou saisonnier
- Contrats aidés (PEC, CDDI)
- Service civique
- Formation qualifiante ou préqualifiante/ retour en formation initiale
- Création ou reprise d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement.

➔ 2.3 La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place une réunion annuelle avec la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ou par délégation le service Emploi et Insertion.

➔ 2.4 La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à transmettre les bilans de l'opération ainsi que les justificatifs sollicités conformément à l'article 3.

➔ 2.5 A la demande du Conseil départemental, La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

➔ 2.6 La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

➔ 2.7 Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ÉVALUATION

La Mission Locale de l'arrondissement de Tulle s'engage à fournir :

- Un bilan semestriel (**avant le 30 juin 2025**);
- Un bilan annuel de l'action (**au plus tard le 15 décembre 2025**)
- Les justificatifs de sorties positives.

A adresser par courrier au Conseil départemental (Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Emploi et Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex.), **ou par mail** à lgomes@correze.fr, evalery@correze.fr, schazal@correze.fr

Ces bilans devront obligatoirement faire apparaitre les indicateurs suivants :

- Date d'entrée et de sortie du dispositif Boost Jeunes
- Numéro identifiant du jeune
- Typologie des jeunes entrés dans le dispositif (âge, sexe, niveau scolaire, mobilité, zone d'habitation)
- Nombre de jeunes bénéficiaires du rSa
- Les actions mises en œuvre durant la période d'accompagnement
- Les motifs des sorties avec distinction des sorties positives

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de ce dispositif s'élève, au titre de l'année considérée à :

45 000 €

Modalités de versement de la subvention départementale :

➲ Un premier acompte de 30% sera versé à la signature de la présente convention, soit 13 500€ (avant le 30 juin 2025)

➲ Le solde soit 31 500€ au terme de l'action sur présentation du bilan final et des justificatifs de sorties positives, conformément à l'article 3 (avant le 15 décembre 2025).

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025 et se termine le 31 décembre 2025.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE10 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents, de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).
Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.
Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, les informations liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.
Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe 1 jointe à la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de La Mission Locale
de l'arrondissement de Tulle
Jean-François GONCALVES

Le Président du Conseil départemental,

Pascal COSTE

ANNEXE 1

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.
A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;

- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) voire de l'ANSSI (Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information), ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;

- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement
Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaire permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physique, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)
Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de tout faille de sécurité ayant des conséquences directe ou indirecte sur le traitement des données transmises par le Département de la Corrèze.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements
Le partenaire met à la disposition du Département de la Corrèze toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

CONVENTION ENTRE LA MISSION LOCALE DE HAUTE CORREZE ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF BOOST JEUNES

ENTRE

Le **Département de la Corrèze**, représenté par son Président, M. Pascal COSTE

d'une part,

ET

La Mission Locale de Haute Corrèze, représentée par son Président,
Monsieur Christophe ARFEUILLERE

d'autre part.

Vu l'ordonnance n°82-273 du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de 16 à 18 ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale,

Vu la loi n°83-663 du 22 juillet 1983, complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Vu la loi n°93-1313 du 20 décembre1993, loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle,

Vu l'article 13 de la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, relatif à l'insertion des jeunes e aux actions en faveur des jeunes éloignés de l'emploi,

Vu l'article L 5314 -1 à 4 du Code du travail définissant les missions de service public des missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,

Vu l'article L 313-7 du Code de l'éducation concernant le rôle des missions locales dans la lutte contre le décrochage scolaire et l'accompagnement ou l'accès à l'emploi des jeunes sortant sans diplôme du système de formation initiale,

Vu la délibération du 25 mars 2016 du Conseil départemental de la Corrèze portant sur la création du dispositif BOOST Emploi et plus précisément du Dispositif BOOST Jeunes.

Vu la délibération du 11 avril 2025 du Conseil départemental de la Corrèze qui valide la mise en œuvre du dispositif BOOST Jeunes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

PREAMBULE

Le Département de la Corrèze souhaite renforcer ses interventions en direction des jeunes corréziens afin de mieux prendre en compte la diversité des parcours individuels et faciliter leur entrée dans la vie active.
Afin de concrétiser cet engagement le Conseil départemental a mis en place le dispositif BOOST Jeunes qui a pour objectif de mettre à disposition des jeunes Corréziens un coach. Le coach dédié aura un portefeuille de 40 jeunes maximum, en file active, pour une durée de 4 mois. Le coaching est un accompagnement personnalisé et individuel avec pour objectif de valoriser les aptitudes professionnelles du jeune et de le placer dans une dynamique positive pour la réalisation de son projet.

Dans le cadre de cette action, le Conseil départemental souhaite établir un partenariat avec la Mission Locale de Haute Corrèze pour mettre en œuvre le dispositif BOOST Jeunes sur ce territoire.

Ce partenariat faisant l'objet de cette convention d'objectifs.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les engagements de La Mission Locale de Haute Corrèze dans la mise en œuvre de cette action, au titre du programme BOOST Jeunes 2025.

De plus, dans toute communication sur son action, l'opérateur s'engage à préciser et informer de l'intervention du Conseil départemental.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE l'ASSOCIATION

➔ 2.1 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à participer au dispositif BOOST Jeunes par la nomination d'un salarié de sa structure dédié à cette mission nommé "coach jeunes"

➔ 2.2 Le coach jeunes sera chargé d'assurer le coaching de 40 jeunes au maximum en file active de 17 à 25 ans sur une durée de 4 mois. Des "entrées-sorties" permanentes alimenteront le dispositif qui devra sur la période du 01 janvier 2025 au 31 décembre 2025, atteindre le chiffre de 45 jeunes suivis. L'objectif étant que 70 % des jeunes constituant le portefeuille, soit 31 jeunes, bénéficient d'une sortie positive.

Par sorties positives le Département de la Corrèze entend:

- CDI temps partiel (20H/semaine à minima) ou temps plein
- CDD à temps partiel (20H/semaine à minima) ou temps plein
- Contrat de professionnalisation
- Contrat d'apprentissage
- CDD Intérimaire ou saisonnier
- Contrats aidés (PEC, CDDI)
- Service civique
- Formation qualifiante ou préqualifiante/ retour en formation initiale
- Création ou reprise d'entreprise

La sortie sera aussi considérée comme positive si elle intervient au plus tard dans les 30 jours suivants les 4 mois d'accompagnement.

➔ 2.3 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à établir une coopération de proximité et active avec le Conseil départemental pour améliorer l'accompagnement des jeunes. A ce titre, il sera mis en place une réunion annuelle avec la direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion ou par délégation le service Emploi et Insertion.

➔ 2.4 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à transmettre les bilans de l'opération ainsi que les justificatifs sollicités conformément à l'article 3.

➔ 2.5 A la demande du Conseil départemental, La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à transmettre les éléments de la base IMILO relatifs à l'accompagnement des jeunes relevant du dispositif RSA et accompagnés par la Mission Locale.

➔ 2.6 La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à faire figurer de manière lisible le logo du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de l'opération subventionnée.

➔ 2.7 Elle autorise le Conseil départemental de la Corrèze à utiliser le logo de La Mission Locale de Haute Corrèze dans toute communication relative au dispositif Boost Emploi (site internet, Facebook, flyers, affiches) ainsi que d'associer systématiquement le Conseil départemental de la Corrèze à toutes les manifestations liées à l'emploi et à l'insertion sur le département de la Corrèze et d'en afficher le logo.

ARTICLE 3 : ÉVALUATION

La Mission Locale de Haute Corrèze s'engage à fournir :

- Un bilan semestriel **(avant le 30 juin 2025)**;
- Un bilan annuel de l'action (**au plus tard le 15 décembre 2025**);
- Les justificatifs de sorties positives.

A adresser par courrier au Conseil départemental (Direction de l'Action Sociale des Familles et de l'Insertion, Service Emploi et Insertion, 9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex.), **ou par mail** à lgomes@correze.fr, evalery@correze.fr, schazal@correze.fr

Ces bilans devront obligatoirement faire apparaitre les indicateurs suivants :

- Date d'entrée et de sortie du dispositif Boost Jeunes
- Numéro identifiant du jeune
- Typologie des jeunes entrés dans le dispositif (âge, sexe, niveau scolaire, mobilité, zone d'habitation)
- Nombre de jeunes bénéficiaires du rSa
- Les actions mises en œuvre durant la période d'accompagnement
- Les motifs des sorties avec distinction des sorties positives

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT FINANCIER DU DEPARTEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de ce dispositif s'élève, au titre de l'année considérée à :

22 500 €

Modalités de versement de la subvention départementale :

➲ Un premier acompte de 30% sera versé à la signature de la présente convention, soit 6 750€ (avant le 30 juin 2025)

➲ Le solde soit 15 750€ au terme de l'action sur présentation du bilan final et des justificatifs de sorties positives, conformément à l'article 3 (avant le 15 décembre 2025).

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Le dépassement des objectifs ne donnera pas lieu à une majoration de la subvention.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5 : CLAUSES PARTICULIERES

5.1 En cas de manquement de l'association à l'une de ses obligations prévues par la présente convention, le Département pourra exiger le remboursement des montants perçus.

5.2 La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins trois mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

5.3 La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025 et se termine le 31 décembre 2025.

ARTICLE 8 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9: RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE10 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents, de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).
Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.
Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, les informations liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.
Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe 1 jointe à la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux à Tulle le,

Le Président de La Mission Locale
de Haute Corrèze
Christophe AREFEUILLERE

Le Président du Conseil départemental,

Pascal COSTE

ANNEXE 1

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.
A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;

- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) voire de l'ANSSI (Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information), ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;

- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement
Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaire permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physique, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse d'impact sur la vie privée (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)
Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de tout faille de sécurité ayant des conséquences directe ou indirecte sur le traitement des données transmises par le Département de la Corrèze.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements
Le partenaire met à la disposition du Département de la Corrèze toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.

Bilan PDI 2024

Nombre de conventions de fonctionnement pour 2024 : 43

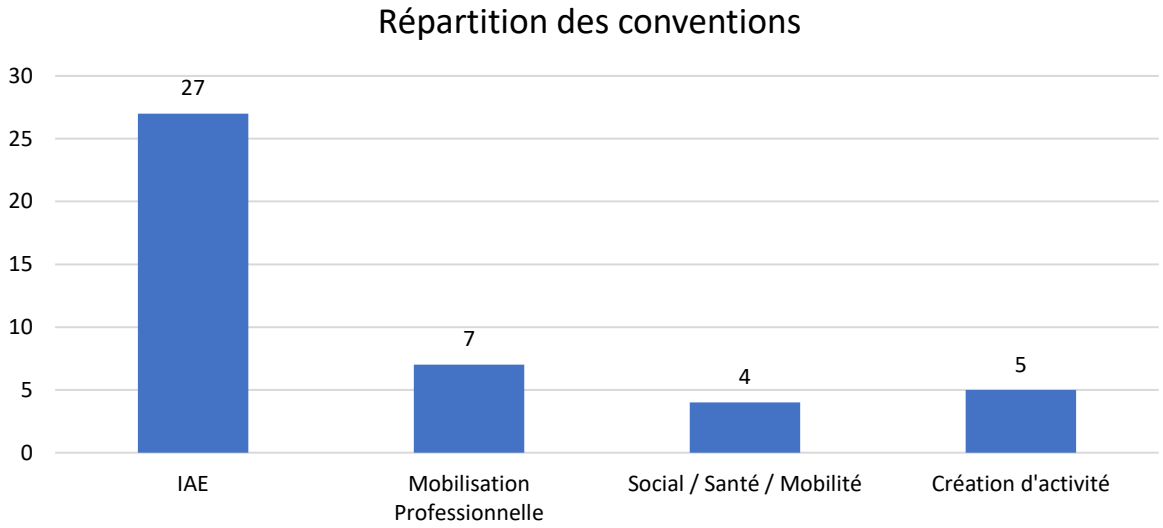
Un nombre de conventions en baisse sensible en 2024 (45 en 2023) en lien avec l'arrêt du soutien à 2 entreprises d'insertion.

Volume financier total 2024 voté : 547 156 € et engagé : 470 982,50 € soit un niveau d'engagement de 86% en baisse par rapport à 2023 (97,1%).

Volume financier réalisé : 464 497,50 € avec une réalisation à hauteur de 85%, donnée également en baisse par rapport à 2023 (93%).

Bilan des 43 conventions de fonctionnement :

- 27 conventions dans le champ de l'Insertion par l'Activité Économique, soit 63 %
- 7 conventions dans le champ social/ santé/mobilité, soit 16 %
- 4 conventions dans le champ de la mobilisation professionnelle, soit 9 %
- 5 conventions dans le champ de la création d'activité, soit 12 %



Impact sur le public rSa :

761 bénéficiaires du rSa ont participé à ces actions d'insertion, dont 608 dans le champ professionnel, soit 80 % (identique à 2023) et 153 dans le champ social soit 20 % (également semblable à 2023).
On observe une légère diminution du nombre de bénéficiaires du rSa (- 2,5 %) entrés sur l'une de ces actions conventionnelles.

ACTIONS D'INSERTION PROFESSIONNELLE				
Type Actions	Nombre Conventions	Nombre Bénéficiaires rSa	Montants réalisés 2024	Taux atteinte objectif/montant subventionné
Insertion par l'Activité Économique (IAE)	**27**	**234**	**171 324,50 €**	**84 %**
Chantiers d'insertion (ACI)	18	196	161 825€	91 %
Entreprises d'insertion (EI)	7	4	3 075 €	21 %
Associations intermédiaires (AI)	2	34	6 424,50 €	64 %
Actions pour création ou maintien dans l'activité	**5**	**101**	**96 846 €**	**82 %**
AIRELLE	2	63	49 630 €	78 %
BGE	2	19	7 216 €	48 %
CMA	1	19	40 000 €	100 %
Actions évaluation - accompagnement	**4**	**273**	**66 700 €**	**84 %**
ATHMO (brSa TH)	1	256	62 000 €	100 %
GEIQ Agri Limousin	1	1	200 €	3,5 %
GEIQ BTP 19	1	9	1 800 €	32 %
Solidarités Paysans	1	7	2 700€	50 %
TOTAL	**36**	**608**	**334 870,50 €**	**83 %**

ACTIONS D'INSERTION SOCIALE / SANTE / MOBILITE				
Type Actions	Nombre Conventions	Nombre Bénéficiaires rSa	Montants réalisés 2023	Taux atteinte objectif/montant subventionné
Actions Insertion Sociale	2	89	70 288 €	100 %
Actions Mobilisation Sociale (AMS) ENVERGURE SUD-OUEST	1	52	67 248 €	100 %
Ateliers Estime de Soi RAYON DE SOLEIL	1	37	3 040 €	100 %
Actions Santé	2	44	18 100 €	95 %
CENTRE ECOUTE et SOUTIEN	1	34	17 000 €	94 %
CCAS Ussel	1	10	1 100 €	100 %
Actions Mobilité	3	20	19 239 €	%
ADER	1	18	18 924€	55 %
A BICYCLETTE	1	2	315€	16 %
TOTAL	7	153	107 627 €	90 %

Focus sur l'action VINCI CD ADER :

12 véhicules de location à coût très réduit dans chaque MSD
2635 jours de location soit un taux d'occupation de 66 % (66,1% en 2023)
119 731 km soit des réponses apportées sur des distances moyennes (45.5km/jour de location).
153 personnes ont pu bénéficier de la location
Une moyenne de 17 jours de location par personne
Motifs location : 67% emploi - 27% autres - 6% formation
56% utilisateurs femmes - 44% utilisateurs hommes

MSD MEYSSAC	176
MSD JUILLAC	130
MSD TULLE	309
MSD USSEL	201
MSD UZERCHE	305
MSD BORT	145
MSD BRIVE OUEST	233
MSD BRIVE CENTRE	262
MSD BRIVE EST	282
MSD EGLETONS	161
MSD MEYMAC	236
MSD ARGENTAT	139

Voitures les plus utilisées pour les secteurs d'Uzerche, Egletons, Tulle et Brive
Sous-utilisation à Ussel, Argentat et Meymac

Focus sur les CDDI (Contrat à Durée Déterminée d'Insertion) en chantier d'insertion :

101,5 parcours réalisés en 2024 soit 91 % de l'objectif conventionnel (112 parcours), en hausse par rapport à 2023 qui avait 115 parcours conventionnés (83% de l'objectif réalisé).
196 bénéficiaires du rSa ont été salariés en CDDI en 2024 soit 7 personnes de plus qu'en 2023.
Le temps de travail des bénéficiaires du rSa par rapport à l'ensemble des salariés est identique à celui de 2023, soit 36 %.

On enregistre 90 sorties sur les chantiers d'insertion dont 21 sorties positives, soit 23 % sur l'ensemble des sorties, en hausse par rapport à 2023 (44 sorties dont 13 positives, 14 %).

Les structures réitèrent leur difficulté à pouvoir récupérer les justificatifs de sorties auprès des salariés après leur départ, ce qui ne leur permet pas d'activer les possibles financements de toutes les sorties positives réalisées. Par ailleurs, la hausse de la fragilité des publics accentue leur éloignement du milieu professionnel ce qui peut expliquer le faible retour à l'emploi ou la formation à la sortie des chantiers d'insertion.

Modèle Associations Intermédiaires

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

XXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXX
19 XXX XXXXXXXXX

Représentée par XXXXXXXXXXXXXXXX

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

Lutter contre l'exclusion et le chômage en offrant à des bénéficiaires du rSa des missions de travail permettant de :

- ✓ faciliter l'accès à l'emploi par une première étape de mobilisation professionnelle,
- ✓ favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- ✓ accompagner l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- ✓ favoriser l'employabilité.

➢ A minima XXX % du volume total des heures de mise à disposition sera confié aux bénéficiaires du rSa dans la limite de XXX h.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- ➢ Recrutement de personnes en vue de leur mise à disposition, à titre onéreux, auprès d'associations, d'entreprises et de collectivités locales dans le cadre d'un contrat de mission ou d'usage.

- ➢ Accompagnement professionnel :
  - accueillir, informer, orienter
  - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation
  - proposer des formations adaptées et individualisées
  - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage, envers le Département, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

- Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr), au plus tard le 21 novembre 2025, ainsi que le bilan financier.
- Un comité de pilotage auquel sera convié le Département (Service Emploi et Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la Politique départementale de l'Emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

XXXXXX €

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* A minima XX % du volume total des heures de travail confiés aux bénéficiaires du rSa :

➲ sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8, dans la limite des XXX heures de travail réalisées.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation (soit 1,50€/heure)

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

Modèle Chantier d'Insertion

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

D'une part,

Et

XXXXXXXXXXXXXXXXX
Chantier d'Insertion
XXXXXXXXXXXXXX
19 XXX XXXXXXXXXXXX

Représentée par XXXXXXXXXXXXXXXXXX

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- initier la remobilisation des personnes vers l'emploi,
- permettre le développement de l'autonomie professionnelle,
- renforcer l'employabilité,
- favoriser l'accès à la formation,
- favoriser l'orientation, l'accès et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, contrat aidé (PEC), création ou reprise d'entreprise, CDDI en EI, formation pré-qualifiante ou qualifiante ; A la sortie du chantier ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

- Dans le cadre d'un contrat à durée déterminé d'insertion, permettre aux bénéficiaires du rSa d'engager un processus d'insertion professionnelle.

- Accompagner l'insertion professionnelle :
  - accueillir, informer, orienter,
  - évaluer et construire le projet professionnel et les différentes étapes nécessaires au regard de l'emploi et/ou de la formation,
  - proposer des formations adaptées et individualisées,
  - accompagner la réalisation de PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) nécessaires à découverte ou la validation d'un projet professionnel,
  - développer des ateliers thématiques en lien avec les besoins repérés (ex : action collective de prévention santé, intervention d'un psychologue, projet culturel ou sportif visant la valorisation de l'individu…).

- Accompagner la sortie dans l'emploi ou la formation.

ACTIVITE DE LA STRUCTURE :

Le chantier d'insertion s'appuie sur des activités liées à XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

NOMBRE DE PARCOURS DE BENEFICIAIRES DU RSA CONCERNES :

Le nombre de parcours concernés par cette action est fixé à X parcours pour des bénéficiaires du rSa correspondant à 12 mois.
Cette condition s'apprécie en année civile.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Département, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son conseil d'administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le chantier d'insertion s'engage à effectuer :

- Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil d'évaluation joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et

Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr), au plus tard le 21 novembre 2025, accompagnée des justificatifs relatifs aux sorties positives et du bilan financier.

- Un comité de pilotage auquel sera convié le Département (Service Emploi et Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par les dits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Département de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Au titre de la Politique départementale de l'Emploi, le Département alloue, une aide financière à l'employeur, qui a pour objet de cofinancer l'accompagnement professionnel des personnes en insertion en vue de favoriser les sorties positives.

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2025, à :

- 1 500 € pour chaque parcours de 12 mois, sur l'année considérée, au titre de l'accompagnement professionnel,
- 800 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Accompagnement professionnel : XXXX € (X parcours de 12 mois)

➲ Un premier acompte de 50%, soit XXX €, sera versé à la signature de la présente convention
➲ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8.
Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

* Sorties positives : 800 € par sortie positive
➲ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation finale, conformément à l'article 8 et des justificatifs des sorties positives (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation…).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le ……

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

Modèle Entreprise d'Insertion

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président.

D'une part,

Et

XXXXXXX
XXXXXXXX
19XXX XXXXXXXX

Représentée par XXXXXXXXX

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

- faciliter l'accès des bénéficiaires du rSa aux entreprises d'insertion afin de finaliser le parcours d'insertion et ainsi leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle supplémentaire et des compétences valorisables sur le marché du travail,
- favoriser le développement de l'autonomie professionnelle,
- favoriser l'employabilité,
- finaliser l'orientation et l'intégration dans le secteur marchand,
- encourager les sorties positives de bénéficiaires du rSa.

A noter que sont entendues comme sorties positives, les : CDI (minimum 20H/semaine), CDD de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs sur la base minimale de 20H/semaine, création ou reprise d'entreprise, formation qualifiante ; À la sortie de l'entreprise d'insertion ou dans un délai de 3 mois à compter de celle-ci, sur présentation des pièces justificatives.

ACTIVITE DE LA STRUCTURE :

L'entreprise d'insertion exerce des activités XXXXXXXXXX

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa, à l'entrée dans la structure d'insertion par l'activité économique.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent, en outre procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Département, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

L'entreprise d'insertion effectuera :

- Une évaluation finale, renseignée à l'aide de l'outil joint en annexe, sur l'activité réalisée au titre de l'année, à adresser par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr), au plus tard le 21 novembre 2025, ainsi que les justificatifs relatifs aux sorties positives et le bilan financier.

- Un comité de pilotage auquel sera convié le Conseil départemental (Service Emploi et Insertion).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Département de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

Les aides du Département ont pour objet de cofinancer à la fois l'encadrement et l'accompagnement professionnel des personnes en insertion afin de favoriser les sorties positives.

Le Département alloue, dans la limite des fonds disponibles, une aide financière à l'employeur, pour tout bénéficiaire du rSa embauché sur un poste d'insertion agréé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce montant s'élève, au titre de l'année 2025, à :

- 1 800 € pour chaque parcours de 12 mois sur l'année considérée, dans la limite de 24 mois (hors public reconnu travailleur handicapé et/ou de plus de 50 ans dans la limite de 60 mois), réalisés en entreprise d'insertion ou cumulés entre le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion,
- 500 € par sortie positive, sur présentation des justificatifs.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Cette aide sera versée, au titre de l'année civile, après réception :

➲ De l'évaluation finale, conformément à l'article 8,

➲ Des copies des contrats de travail conclus avec les bénéficiaires du rSa,

➲ Des justificatifs de sorties positives (contrat de travail, attestation d'entrée en formation, certificat d'immatriculation…)

Fait à TULLE, le ……

LE PARTENAIRE	LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
(Cachet et signature)	PASCAL COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE

DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ADPEP 19 - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC
POLE ATHMO - ACCOMPAGNEMENT TRAVAILLEURS HANDICAPES EN MILIEU ORDINAIRE
ACTION RSA TH
25 quai Gabriel Péri
19000 Tulle

Représentée par Madame Simone AIMARD, sa Présidente

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE :

Le Département de la CORREZE est engagé dans une politique d'accompagnement individuel des personnes bénéficiaires du rSa relevant de sa compétence.

A ce titre, il désigne le référent qui accompagne et co-construit avec le bénéficiaire du rSa, son parcours d'insertion.

L'ADPEP 19 gère plusieurs établissements et services ESMS et notamment un pôle adulte et travail adapté. Son ancrage territorial en fait un acteur majeur de la Corrèze par le portage d'un organisme de placement spécialisé nommé Cap Emploi. L'ADPEP 19 consacre notamment ses activités au service des personnes handicapées et fragilisées afin de les faire reconnaître, accepter, respecter dans leur handicap et leur différence.

La spécificité de l'ADPEP 19, au travers de l'action rSa-TH, consiste à privilégier la réinsertion des personnes dans la société, notamment par le travail.

La présente convention précise la nature et les modalités de mise en œuvre de l'action d'accompagnement des bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés et orientés par le Département à la faveur d'un accompagnement professionnel réalisé par l'ADPEP 19.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'ADPEP 19 dispose d'un savoir-faire dans le domaine de l'accompagnement professionnel des travailleurs handicapés.

A ce titre, elle propose et met en œuvre toutes les opérations d'appui à l'insertion professionnelle afin de permettre aux bénéficiaires rSa reconnus Travailleurs Handicapés de résoudre les difficultés rencontrées au cours de leur parcours d'insertion et faciliter leur retour à l'emploi, objectif principal du référent.

Deux personnes référentes rSa de l'ADPEP 19 accompagnent à temps complet spécifiquement les bénéficiaires du rSa.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

L'action "Inclu brSa TH" permet aux personnes en **situation de handicap reconnu** (loi sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés - art. R.5212-13 du Code du Travail) **et en démarche active de recherche d'emploi,** de bénéficier d'un accompagnement personnalisé et renforcé.

Dès lors que ces deux conditions sont remplies, le service Emploi et Insertion peut déléguer l'accompagnement vers l'emploi au référent rSa TH ADPEP 19. Ce dernier s'engage à rencontrer, dans les 15 jours suivant l'orientation, le bénéficiaire.

Au titre du volet emploi de l'ADPEP 19, le référent rSa Travailleurs Handicapés doit permettre à la personne de développer ses capacités en prenant en compte la spécificité du handicap.
Le professionnel doit également permettre au bénéficiaire d'accéder à des prestations et des actions de droit commun ou dédiées aux personnes handicapées mais également spécifiques au Pacte Territorial d'Insertion et ceci, tout au long du parcours d'insertion.

Cet accompagnement se traduit par la mise en œuvre d'un contrat d'engagements réciproques afin de favoriser la progression et le retour dans l'emploi.

L'accompagnement est l'une des clefs de succès de la réussite d'un parcours. Et en cela, la double compétence des référents rSa Travailleurs Handicapés, qui repose sur leur expérience en matière d'insertion professionnelle, ainsi que dans leur pratique, sur une bonne articulation entre dimension sociale et celle du handicap-travail, apporte une plus-value déterminante.

Les deux référents sont intégrés au fonctionnement du dispositif Emploi et Insertion du Département avec lequel ils travaillent en étroite collaboration. Ils sont chargés :

- de l'accompagnement vers l'emploi de 200 bénéficiaires du rSa, à minima, reconnus travailleurs handicapés
- de la préparation et de la réalisation des contrats d'engagements réciproques signés entre le Président du Conseil départemental et l'allocataire du rSa,
- de l'accompagnement du bénéficiaire et de la mise en relation avec les opérateurs.

Les référents, dans le cadre de permanences territorialisées, bénéficient des moyens suivants :

↳ Utilisation des locaux de permanence du Département (Maisons de Solidarité Départementales, Maisons du Département…),

↳ Activation des dispositifs et actions de la politique départementale de l'emploi

Cette action devra permettre la sortie positive du dispositif rSa de 35 % des bénéficiaires rSa accompagnés dans le cadre de l'action "Inclu brSa TH" pour l'année 2025.

Sont entendus comme sorties positives, les :

- CDI (minimum 20H/semaine)
- CDD ou mission d'intérim de 6 mois et plus ou cumulés sur une période de 6 mois consécutifs (minimum 20H/semaine)
- Contrats aidés (PEC)
- Création ou reprise d'entreprise
- CDDI en SIAE (minimum 20H/semaine)
- Formations pré-qualifiantes ou qualifiantes
- Ouvertures de droit AAH

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE L'ADPEP 19

L'ADPEP 19 s'engage à :

- Fournir au Département l'ensemble des données relatives aux bénéficiaires qu'elle accompagne,
- Participer aux réunions de service lors d'interventions de partenaires extérieurs
- Faire remonter les besoins en formation ou autres actions,
- Préciser l'intervention du Département dans toute communication qui sera faite de l'action.

ARTICLE 4 : COUT DE L'OPERATION ET PARTICIPATION F.S.E.

L'association sollicitera, pour la réalisation de cette action, un cofinancement auprès du Fond Social Européen.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'association devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires pourraient être victimes ou responsables pendant la durée de l'action.

L'association s'engage à ne pas communiquer à des tiers toutes les informations dont elle aura connaissance dans le cadre de ses interventions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS LIEES AU CONTROLE

L'ADPEP 19 tiendra une comptabilité séparée de l'opération ou utilisera une codification comptable adéquate. Un système extracomptable par enliassement des pièces justificatives pourra être retenu.

L'organisme conservera ces pièces dans un délai de dix ans suivant le dernier versement de la participation du Département de la Corrèze.

L'ADPEP 19 se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, par le service instructeur ou par toute autorité commissionnée par le Préfet ou par les corps d'inspection et de contrôle national ou communautaire.

L'ADPEP 19 présentera aux agents du contrôle tout document et pièce établissant la réalité, la régularité et l'éligibilité des dépenses encourues.

ARTICLE 7 : REVERSEMENT, RESILIATIONS ET LITIGES

En cas de non-respect des clauses de la présente convention, d'utilisation des fonds non conformes à l'objet de la présente convention ou de refus de se soumettre aux contrôles, le Président du Conseil départemental peut décider de mettre fin à l'aide et peut exiger le reversement partiel ou total des sommes versées.

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut, l'affaire sera portée par la partie diligente devant le Tribunal Administratif compétent.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 9 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, dans un délai de deux mois, par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents, de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).
Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.
Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, les informations liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.
Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 11 : EVALUATION

L'ADPEP 19 s'engage à fournir au plus tard le **21 novembre 2025** par mail à **Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr)** :

- Le **bilan qualitatif et quantitatif annuel** de l'action faisant apparaitre les indicateurs suivants :
  - nombre d'orientations en 2025 de bénéficiaires du rSa reconnus travailleurs handicapés
  - nombre de bénéficiaires intégrés à l'action rSa TH en 2025, suite à orientation
  - nombre de réorientations invalidées et motifs
  - nombre de suivis réalisés par référent avec précision du nombre d'entrées en 2025
  - répartition hommes/femmes
  - niveau de qualification
  - mobilité des personnes
  - nature des actions mobilisées
  - motifs des sorties avec distinction des sorties positives
  - durée moyenne des parcours
- Les **justificatifs de sorties positives**
- Le **bilan financier** de l'action

ARTICLE 12 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

62 000 €

Modalités de versement de la subvention de fonctionnement :

➲ Un premier acompte de 50% sera versé à la signature de la présente convention, soit 31 000 €.

➲ Le solde au terme de l'action sur présentation de l'évaluation conformément à l'article 11.

La subvention globale sera proratisée au regard du taux de réalisation de l'action. Le paiement sera généré dans sa totalité au-delà de 70% de réalisation.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION AIRELLE
Maison des Initiatives, 155 route de Lagraulière
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

Représentée par Monsieur Olivier TOUTAIN, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise en vue de créer leurs propres activités et emplois.

A noter que les porteurs de projets relatifs au secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le bénéficiaire sur le choix qu'il porte à la structure accompagnante.

Le référent de parcours rSa du Département adresse une fiche de prescription au service Emploi et Insertion qui la transmet ensuite à Airelle. Dans un délai d'un mois, à réception de la fiche de prescription, AIRELLE positionne le porteur de projet sur une réunion d'information collective. Suite à cette réunion, l'association et le bénéficiaire du rSa décident de l'entrée ou non en phase de diagnostic.

L'association Airelle propose un accompagnement en 3 phases :

- Phase I : Diagnostic-plan d'action : (5 mois, 45 diagnostics)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme/projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et mener à bien son projet, mais aussi de l'aider à réunir et s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine, territoriale et financière de son projet.

A cet effet le partenaire réalise à minima 5 rendez-vous, soit 1par mois.

Cette étape doit permettre au porteur de projet de disposer d'un diagnostic sur :
- la prise en compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la préparation de son projet de création,
- La cohérence des éléments du projet : identification des points forts et des points à améliorer, l'appréciation des capacités entrepreneuriales et managériales du créateur et l'adéquation savoir-faire/marché/moyens, cohérence globale,
- les conditions de faisabilité humaine et territoriale du projet
- Les conditions de faisabilité financière du projet à travers l'établissement :
  - du plan de financement et de la capacité d'autofinancement
  - des investissements nécessaires et du financement prévisionnel de ces derniers,
  - du chiffre d'affaire prévisionnel et du seuil de rentabilité
  - des salaires à charge, des frais généraux

Cette phase permettra au porteur de projet de bénéficier d'un apport à la fois méthodologique et technique.

Le porteur de projet doit ainsi disposer des éléments financiers nécessaires à une prise de décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Elle conduira à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'actions. Ces derniers seront partagés lors d'un entretien tripartite avec le porteur de projet, AIRELLE et le référent parcours rSa afin de co-valider ou non la poursuite de l'accompagnement en phase II.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toutes les absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- Phase II : accompagnement à la création : (7mois, 15 bénéficiaires)

Le bénéficiaire s'engagera à valider avec AIRELLE sa participation aux ateliers obligatoires et conseillés, et à lister l'ensemble des étapes nécessaires au démarrage de son activité (plan d'actions).

Cette phase prévoit 7 rendez-vous minimum, soit un par mois. Elle doit permettre la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :
- de valider les résultats de son étude de marché,
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat, seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement,
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel, …).

A l'issue de cette phase le porteur de projet doit avoir constitué un dossier comprenant une synthèse du projet et le plan d'affaire détaillé qui sera un support pour ses démarches de recherche de financement.

Un bilan écrit sera adressé, au référent et au service Emploi et Insertion, à 4 mois puis à l'issue de l'accompagnement.

Le référent et le service Emploi Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

- Phase III : suivi post création : (6 mois, 10 bénéficiaires du rSa)

Cette phase de suivi post-création, d'une durée de 6 mois avec à minima 3 rendez-vous, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensables au suivi de l'activité…).

Cette phase doit permettre de générer progressivement des revenus afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan d'accompagnement sera établi par Airelle à l'issue de la phase III et transmis au référent et au service Emploi et Insertion.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

En parallèle de l'accompagnement individuel, les porteurs de projets pourront participer à des ateliers collectifs.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur s'engage à transmettre :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Chaque fin de mois, le tableau de suivi de l'action, transmis par mail à edessoudeix@correze.fr
- Avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations, fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant, restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.
Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article.
A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.
9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à

48 960 €

Se décomposant comme suit :

* Accompagnement individuel : 35 960 € répartis comme suit :

- 25 200 € pour la réalisation de 45 diagnostics, soit 560 € par diagnostic,
- 7560 € pour l'accompagnement à la création de 15 porteurs de projets, soit 504 € par accompagnement,
- 3200 € pour le suivi post-création de 10 créateurs, soit 320 € par suivi.

* Accompagnement collectif : 13 000 €

Pour la mise en place de 34 ateliers (informations collectives, ateliers de sensibilisation, sessions MIME, ateliers thématiques) sous réserve de la participation de bénéficiaires du rSa.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Accompagnement collectif : 13 000 € à la signature de la présente convention.

L'engagement financier concernant l'accompagnement collectif ne pourra se faire que sous réserve de la participation de personnes bénéficiaires du rSa.

➲ Accompagnement individuel : 35 960 €

*Diagnostic : 560 € dès réception d'un diagnostic, sur présentation des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés.
(1 rdv /mois à minima, soit 5 rendez-vous sur 5 mois).

*Accompagnement à la création : 504 € sur présentation d'un bilan sous réserve de la transmission du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés
(1 rdv /mois à minima, soit 7 rendez-vous sur 7 mois).

* Suivi post-création : 320 € sur présentation d'un bilan d'accompagnement et des feuilles de présence dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous effectués (à minima 3 rendez-vous sur 6 mois).

A noter que les sommes indiquées pourront être proratisées si l'accompagnement est interrompu avant la fin d'une phase débutée (I, II ou III).

Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (feuilles d'émargements pour les ateliers collectifs)

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION AIRELLE
Maison des Initiatives, 155 route de Lagraulière
19330 ST GERMAIN LES VERGNES

Représentée par Monsieur Olivier TOUTAIN, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,

- les objectifs de l'association dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroitre leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A noter que les travailleurs indépendants du secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le choix du travailleur indépendant sur la structure qu'il souhaite voir l'accompagner.

A cet effet, l'accompagnement a pour finalité :

➲De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque travailleur indépendant et de son entreprise, afin de définir les solutions adaptées,

➲D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'entreprise,

➲D'aider le travailleur indépendant, ayant un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,

➲D'accompagner le travailleur indépendant au changement en identifiant des solutions alternatives

➲De réaliser un plan d'actions pour le référent dans le cadre des démarches de réorientation professionnelle à engager.

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du service Emploi et Insertion. Celle-ci se décompose en deux phases couvrant une période de douze mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions préalablement défini.

- Phase I : Diagnostic économique (3 mois, 16 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

A cet effet, Airelle rencontrera une fois par mois le travailleur indépendant, soit 3 rendez-vous à minima.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise,
- santé /analyse économique et financière,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'entreprise,
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales,
- identification des besoins /freins repérés,
- préconisations en réponse (plan d 'actions).

Ce dernier sera partagé par le travailleur indépendant, Airelle et le référent parcours lors d'un entretien tripartite organisé afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Le diagnostic, accompagné de son plan d'actions seront adressés au service Emploi et Insertion et au référent parcours.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant, pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. La personne devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions (9 mois - 8 travailleurs indépendants bénéficiaires du rSa)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période, de 9 rendez-vous à minima, doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité ; en renforçant la démarche entrepreneuriale du chef d'entreprise dans une attitude de reconstruction et de prise en main de son activité.

Un bilan intermédiaire (4 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent parcours et au service Emploi et Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Emploi et Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre le chef d'entreprise, AIRELLE et le référent de parcours.

Les évolutions et modifications de situations, les actions correctives menées devront faire l'objet de la transmission d'une synthèse, d'un nouveau plan d'actions, à l'attention du service Emploi et Insertion et du référent de parcours, dans la mesure où ces documents servent à construire le contrat d'engagements réciproques.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur s'engage à transmettre :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,

- Chaque fin de mois, le tableau de suivi de l'action, transmis par mail à edessoudeix@correze.fr

- Avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que

l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.
Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles.

Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à

14 640 €

Se décomposant comme suit :

- 7 872 € pour la réalisation de 16 diagnostics économiques, soit 492 € par diagnostic

- 6 768 € pour la réalisation de 8 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 846 € par accompagnement

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ 492 € dès réception du diagnostic économique et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

➲ 846 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2, et dans la limite de l'enveloppe allouée.

A noter que ces montants pourront être proratisés selon la durée des phases et le nombre de rendez-vous réalisés (à minima 3 rendez-vous pour la phase diagnostic économique et 9 rendez-vous pour la phase accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION NATIONALE EMPLOI FORMATION EN AGRICULTURE (ANEFA) LIMOUSIN,
Boulevard des Arcades
87 060 LIMOGES Cedex 2

Représentée par Bruno GAUSSON, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'ANEFA s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➲ Faciliter l'accès à l'emploi des bénéficiaires du rSa qui connaissent des problèmes de mobilité pour se rendre sur les lieux de cueillette des pommes

➲ Garantir la gratuité de cette prestation pour les publics visés à l'article 3.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

L'action permet le transport de bénéficiaires du rSa au départ de Tulle et Brive en direction des lieux de cueillette sur lesquels ils ont été positionnées par le Point Pommes.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

L'entrée sur l'action se fait sur prescription des référents de parcours du Département. A noter que si un bénéficiaire du rSa se présente de lui-même au Point Pommes, il appartiendra à l'ANEFA de vérifier, auprès du service Emploi et Insertion du Département (edessoudeix@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire à l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Département, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre, **avant le 21 novembre 2025**, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : **Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).**

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles, pour toute question vous pouvez utiliser l'adresse mail :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

3 000 €

Se décomposant comme suit :

- 20 € par trajet aller-retour pour les bénéficiaires du rSa, soit 150 trajets aller-retour

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Le versement sera effectué sur présentation de l'évaluation comme prévu à l'article 8.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et
L'ASSOCIATION BGE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES
1 avenue. Léo Lagrange
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Michel GAY, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise en vue de créer leurs propres activités et emplois.

A noter que les porteurs de projets relatifs au secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le bénéficiaire sur le choix qu'il porte à la structure accompagnante.

Le référent de parcours rSa du Département adresse une fiche de prescription au service Emploi et Insertion qui la transmet ensuite à BGE. Dans un délai d'un mois, à réception de la fiche de prescription, BGE rencontre le porteur de projet et ils décident ensemble de l'entrée ou non en phase de diagnostic.

L'accompagnement s'organise en 3 phases :

- Phase I : Diagnostic-plan d'action (5 mois - 12 diagnostics)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme/projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et à mener à bien son projet, et de l'aider à réunir et à s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine territoriale et financière de son projet.

A cet effet le partenaire réalise à minima 5 rendez-vous, soit 1 par mois.

Cette étape doit permettre au porteur de projet de disposer d'un diagnostic sur :

- la prise en compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la préparation de son projet de création,

- la cohérence des éléments du projet : identification des points forts et des points à améliorer, l'appréciation des capacités entrepreneuriales et managériales du créateur et l'adéquation savoir-faire/marché/moyens et cohérence globale,

- les conditions de faisabilité humaine et territoriale du projet

- les conditions de faisabilité financière du projet à travers l'établissement :

  - du plan de financement et de la capacité d'autofinancement
  - des investissements nécessaires et du financement prévisionnel de ces derniers,
  - du chiffre d'affaire prévisionnel et du seuil de rentabilité
  - des salaires à charge, des frais généraux

Cette phase permettra au porteur de projet de bénéficier d'un apport à la fois méthodologique et technique. Le porteur de projet doit ainsi disposer des éléments financiers nécessaires à une prise de décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Elle conduira à l'élaboration d'un diagnostic et d'un plan d'action.

Ces derniers seront partagés lors d'un entretien tripartite entre le porteur de projet, BGE et le référent de parcours rSa qui sera organisé afin de co-valider ou non la poursuite de l'accompagnement en phase II.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toutes les absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- Phase II : Accompagnement à la création : (7 mois, 4 accompagnements)

Cette phase d'une durée de 7 mois avec des rencontres mensuelles à minima, doit permettre la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :

- de valider les résultats de son étude de marché
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat
- seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel, ...).

A l'issue de cette phase, le porteur de projet doit avoir constitué un dossier comprenant une synthèse du projet et le plan d'affaire détaillé qui sera un support pour ses démarches de recherche de financement.

Un bilan écrit sera adressé, au référent et au service Emploi et Insertion, à 4 mois puis à l'issue de l'accompagnement.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

- Phase III : Suivi post-création : (6 mois - 1 suivi)

Cette phase de suivi post-création, d'une durée de 6 mois avec 3 rendez-vous à minima, a pour objet de s'assurer du bon démarrage de l'activité et de la bonne appropriation du métier de chef d'entreprise (réalisation des démarches administratives impératives, mise en place des outils de gestion indispensables au suivi de l'activité...). Cette phase doit permettre de générer progressivement des revenus afin d'assurer la pérennité de l'entreprise.

Un bilan d'accompagnement sera établi par BGE à l'issue de la phase III et transmis au référent et au service Emploi et Insertion.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage envers le Département à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur s'engage à transmettre :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Chaque trimestre, le tableau de suivi de l'action, par mail à edessoudeix@correze.fr
- Avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.
Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que

l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.
Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Département de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

9 056 €

Se décomposant comme suit :

- **6 720 €** pour la réalisation de 12 diagnostics, soit 560 € par diagnostic,

- **2 016 €** pour l'accompagnement à la création de 4 porteurs de projets, soit 504 € par accompagnement,

- **320 €** pour le suivi post-création d'1créateur, soit 320 € par suivi.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

*Diagnostic : 560 € dès réception d'un diagnostic et sur présentation des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés, (1 rdv /mois à minima, soit 5 rendez-vous sur 5 mois).

*Accompagnement à la création : 504 € sur présentation d'un bilan sous réserve de la transmission du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles de présence, dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous réalisés (1 rdv /mois à minima, soit 7 rendez-vous sur 7 mois).

*Suivi post-création : 320 € sur présentation d'un bilan d'accompagnement et des feuilles de présence dans la limite de l'enveloppe allouée et selon le nombre de rendez-vous effectués (à minima 3 rendez-vous sur 6 mois).

A noter que les sommes indiquées pourront être proratisées si l'accompagnement est interrompu avant la fin d'une phase débutée (I, II ou III).

Le bilan de l'action devra être accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (feuilles d'émargements pour les ateliers collectifs)

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION BGE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES
1 avenue Léo Lagrange
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représentée par Monsieur Jean-Michel GAY, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,

- les objectifs de l'association dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroitre leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

A noter que les travailleurs indépendants du secteur artisanal devront être en priorité orientés vers la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Néanmoins, il conviendra de pouvoir entendre le choix du travailleur indépendant sur la structure qu'il souhaite voir l'accompagner.

A cet effet, l'accompagnement a pour finalité :

➲ De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque travailleur indépendant et de son entreprise, afin de définir les solutions adaptées,

➲ D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'entreprise,

➲ D'aider le travailleur indépendant, ayant un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,

➲ D'accompagner le travailleur indépendant au changement en identifiant des solutions alternatives,

➲ De réaliser un plan d'actions pour le référent dans le cadre des démarches de réorientation professionnelle à engager.

L'entrée sur l'action se fera sur prescription du service Emploi et Insertion. Celle-ci se décompose en deux phases couvrant une période de douze mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions préalablement défini.

- Phase I : diagnostic économique (3 mois - 7 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

A cet effet, BGE rencontrera à minima une fois par mois le travailleur indépendant, soit 3 rendez-vous à minima.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise,
- santé /analyse économique et financière,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'entreprise,
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales,
- identification des besoins /freins repérés,
- préconisations en réponse (plan d 'actions).

Ce dernier sera partagé par le travailleur indépendant, BGE et le référent de parcours lors d'un entretien tripartite organisé afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Le diagnostic accompagné de son plan d'actions sera adressé au service Emploi et Insertion et au référent de parcours.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement.
Il devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions
(9 mois - 3 accompagnements)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité ; en renforçant la démarche entrepreneuriale du chef d'entreprise dans une attitude de reconstruction et de prise en main de son activité.

Un bilan intermédiaire (4 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent de parcours et au service Emploi et Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Emploi et Insertion et au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre le chef d'entreprise, BGE et le référent de parcours.
Les évolutions et modifications de situations, les actions correctives menées devront faire l'objet de la transmission d'une synthèse, d'un nouveau plan d'actions, à l'attention du service Emploi et Insertion et du référent de parcours, dans la mesure où ces documents servent à construire le contrat d'engagement réciproque.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage envers le Département à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

L'opérateur s'engage à transmettre :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Chaque trimestre, le tableau de suivi de l'action, par mail à edessoudeix@correze.fr
- Avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de

préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.
En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous:

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

5 982 €uros

Se décomposant comme suit :

- **3 444 €** pour 7 diagnostics économiques, soit 492 € par diagnostic

- **2 538 €** pour 3 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 846 € par accompagnement

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ 492 € dès réception du diagnostic économique et des feuilles d'émargement, conformément à l'article 2 et dans la limite de l'enveloppe allouée.

➲ 846 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 4 mois et des feuilles d'émargement, dans la limite de l'enveloppe allouée.

A noter que ces montants pourront être proratisés selon la durée des phases et le nombre de rendez-vous réalisés (à minima 3 rendez-vous pour la phase diagnostic économique sur 3 mois et 9 rendez-vous pour la phase accompagnement à la mise en œuvre du plan d'action sur 9 mois).

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'ACTIONS D'INSERTION FINANCEES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE NOUVELLE-AQUITAINE (CMA-NA)
Dont le siège est situé 46 Rue Général de Larminat, 33000 Bordeaux

Représentée par Monsieur Gérard Gomez, son Président Régional

Et en particulier **LA DELEGATION TERRITORIALE CORREZE (CMA NA-CORREZE)**
Dont l'établissement est situé 8, avenue Alsace Lorraine (Immeuble Jean-Marie SAUTE)
19000 Tulle

Représentée par Monsieur Laurent MELIN, son Président Départemental

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➲ Proposer un parcours d'accompagnement intégrant les dimensions économiques et sociales à chaque bénéficiaire du rSa porteur de projet de création, reprise ou en activité indépendante dans le secteur de l'artisanat.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

La CMA accompagne de façon individuelle les bénéficiaires du rSa tant sur le volet de la création ou reprise d'entreprise que sur celui du développement d'activité pour des chefs d'entreprises artisanales existantes.

A cela peuvent s'ajouter des temps d'accompagnement collectifs ou individuels en formation ou en participation à des ateliers pour lesquels la CMA s'engage à mobiliser des financements dédiés sans reste à charge pour les bénéficiaires du rSa.

Chaque échange avec le bénéficiaire du rSa (présentiel, distanciel) fera l'objet d'un mail de restitution au participant avec copie au référent de parcours contribuant ainsi à la mise à jour du contrat d'engagements réciproques durant la période de l'accompagnement.

- ACCOMPAGNEMENT A LA CREATION OU REPRISE D'ENTREPRISE ARTISANALE :

L'action proposée par la CMA s'adresse à des bénéficiaires du rSa ayant pour projet la création ou la reprise d'une entreprise artisanale en vue de créer leurs propres activités et emplois.

Pour cela, le référent de parcours rSa du Département adresse une fiche de prescription au service Emploi et Insertion qui la valide et la transmet à la CMA.

Cette dernière en accuse réception, identifie un accompagnateur CMA et prend contact avec le porteur de projet en vue de fixer un premier rendez-vous dans les 15 jours suivant la réception de la prescription. La confirmation de ce rendez-vous ou la difficulté à le programmer devra être notifiée au référent de parcours.

L'action se décompose en deux phases couvrant une période de 12 mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions relatif à la création ou reprise d'activité.

- Phase I : Diagnostic (maximum 5 mois)

Cette étape a pour objectif de travailler sur l'adéquation homme/projet, de vérifier la capacité de la personne à s'engager et mener à bien son projet, mais aussi de l'aider à réunir et s'approprier les éléments nécessaires à l'appréhension de la faisabilité humaine, territoriale et financière de son projet.

Lors de cette phase, un livrable de réalisation sera remis par la CMA au porteur de projet qui sera complété au fur et à mesure de l'avancée de son accompagnement.

Ce diagnostic doit permettre au porteur de projet de disposer d'éléments concernant :

- L'adéquation personne/projet
- La demande
- La concurrence
- Les fournisseurs
- La stratégie markéting
- Le plan de financement
- La rentabilité
- Le montage juridique et l'organisation administrative

Le diagnostic fera également apparaître un plan d'action soit pour faire aboutir le projet, soit pour envisager un changement de cap à opérer dans le projet professionnel.

Le porteur de projet sera alors en mesure de pouvoir prendre une décision circonstanciée quant à l'opportunité de réaliser ou non son projet.

Cette phase permettra à l'intervenant de compléter le livrable de réalisation et ainsi formaliser les points forts et points de vigilance du bénéficiaire du rSa mais également de proposer les premières actions à mettre en œuvre pour la poursuite du projet.

Il sera présenté au référent de parcours lors d'un entretien tripartite organisé par la CMA, en présence du porteur de projet, afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Ce diagnostic sera transmis, accompagné de la feuille d'émargement individuelle du participant aux rendez-vous, au référent et au service Emploi et Insertion à l'issue de l'entretien tripartite.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toutes absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

- Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions
  (durée variable en fonction du plan - maximum 7 mois)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic et qui pourra être étayé lors de cette phase, cette période doit permettre au porteur de projet d'être accompagné sur la construction et la consolidation économique, commerciale et financière du projet, en vue du démarrage de l'activité.

Cette étape permettra au porteur de projet :

- de valider les résultats de son étude de marché
- de valider sa stratégie commerciale
- de finaliser les éléments financiers : budget de trésorerie, compte de résultat, seuil de rentabilité
- de valider les choix juridiques et fiscaux du projet
- d'identifier et de mobiliser les dispositifs de financement
- de mettre en place concrètement l'ensemble des moyens permettant de démarrer l'activité (local, matériel, ...)
- d'acquérir ou de consolider des compétences

A l'issue de cette phase, un entretien tripartite CMA - Référent parcours rSa - porteur sera organisé.

Cette phase permettra la production d'un bilan d'accompagnement écrit qui sera remis au porteur de projet en vue du démarrage de son activité et adressé au référent de parcours et au service Emploi et Insertion à l'issue de l'entretien tripartite. Il sera accompagné de la feuille d'émargement individuelle du participant aux rendez-vous.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toute rupture de parcours avant son terme.

- ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISES ARTISANALES EXISTANTES :

L'action s'adresse à des bénéficiaires du rSa, travailleurs indépendants du milieu artisanal, qui, malgré leurs activités, restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroitre leurs revenus et/ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

Pour cela, le référent de parcours rSa du Département adresse une fiche de prescription au service Emploi et Insertion qui la valide et la transmet ensuite à la CMA.

Cette dernière en accuse réception, identifie un accompagnateur CMA et prend contact avec l'entrepreneur en vue de fixer un premier rendez-vous dans les 15 jours suivant la réception de la prescription. La confirmation de ce rendez-vous ou la difficulté à le programmer devra être notifiée au référent de parcours.

L'action se décompose en deux phases couvrant une période de 12 mois maximum : un diagnostic et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions relatif au développement de l'activité.

- Phase I : Diagnostic (maximum 3 mois)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'entreprise et la capacité du chef d'entreprise, à engager les démarches nécessaires au développement de son activité ou bien d'arrêter l'entreprise dans des conditions acceptables et d'identifier les solutions alternatives.

Lors de cette phase, un livrable de réalisation sera remis par la CMA au porteur de projet qui sera complété au fur et à mesure de l'avancée de son accompagnement.

Cette étape conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'entreprise
- santé /analyse économique et financière
- analyse de l'organisation administrative
- analyse de la gestion de l'entreprise
- analyse de la situation sociale, juridique, fiscale et obligations légales
- identification des besoins /freins repérés
- préconisations et plan d'actions

Le diagnostic conduira à l'élaboration d'un plan d'actions définissant les préconisations et l'échéancier partagé par la CMA et le chef d'entreprise. Il sera présenté au référent de parcours lors d'un entretien tripartite organisé par la CMA, en présence du chef d'entreprise, afin de valider ou non la poursuite de l'action.

Ce diagnostic sera transmis, accompagné de la feuille d'émargement individuelle des participants aux rendez-vous, au référent et au service Emploi et Insertion à l'issue de l'entretien tripartite.

Il est à noter que seul le travailleur indépendant, pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. La personne devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions
  (durée variable en fonction du plan - maximum 9 mois)

Sur la base du plan d'actions réalisé lors du diagnostic, cette période doit permettre d'envisager un développement suffisant d'activité ; à défaut, une réorientation du projet d'insertion et/ou une cessation d'activité.

A l'issue de cette phase, un entretien tripartite CMA - Référent parcours rSa - porteur sera organisé.

Cette phase permettra la production d'un bilan d'accompagnement écrit qui sera remis au chef d'entreprise et adressé au référent de parcours et au service Emploi et Insertion à l'issue de l'entretien tripartite. Il sera accompagné de la feuille d'émargement individuelle du participant aux rendez-vous.

Le référent et le service Emploi et Insertion devront être informés de toutes absences répétées et/ou ruptures de parcours avant son terme.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

L'entrée sur l'action se fait sur orientation du service Emploi et Insertion suite à prescription des référents de parcours du Département. A noter que si un candidat se présente de lui-même à la structure, il appartiendra à la CMA de vérifier, auprès du service Emploi et Insertion du Département (edessoudeix@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire à l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre, à l'aide des documents joints en annexe :

- Les feuilles d'émargement et l'ensemble des livrables tels que définis à l'article 2
- Chaque trimestre, le tableau de suivi de l'action, par mail à edessoudeix@correze.fr
- Avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3 Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

40 000 €

Se décomposant comme suit :

- 75 € pour une heure de rendez-vous réalisé dans la limite de 1 875 € par bénéficiaire du rSa

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲Un premier acompte de 50%, soit 20 000 €, sera versé à la signature de la présente convention.

➲Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation de l'action, tel que défini à l'article 8, dans la limite de l'enveloppe financière retenue.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Fait à TULLE, le .....

LE PRESIDENT DE LA CMA NA
GERARD GOMEZ
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

LE PRESIDENT DE LA CMA NA 19
LAURENT MELIN
(Cachet et signature)

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

LE G.E.I.Q. AGRI LIMOUSIN PERIGORD
Champeau
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Patrick BOURRAT, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

Le GEIQ Agri Limousin Périgord a pour objectif :

- d'organiser des parcours de qualification et d'insertion professionnelle dans les métiers agricoles
- de mettre à disposition du personnel en alternance auprès d'entreprises agricoles du département

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Le GEIQ Agri Limousin Périgord favorise l'accès des bénéficiaires du rSa à l'emploi et à la qualification dans le domaine agricole. Les bénéficiaires du rSa sont orientés vers le GEIQ par leur référent rSa dans une logique d'activation de parcours et non exclusivement pour un recrutement à court terme. Le GEIQ peut donc également être mobilisé pour consultation ou information quant à un futur projet lié au domaine agricole.

Le GEIQ informera les référents rSa des démarches et suites données suites aux entretiens réalisés avec des bénéficiaires sous forme de compte-rendu.

L'action du GEIQ propose :

- l'accueil de bénéficiaires du rSa afin de déterminer la faisabilité de leurs projets dans le domaine agricole
- la mobilisation de son réseau d'entreprise adhérente afin de les présenter aux bénéficiaires du rSa
- la proposition d'un parcours de formation individualisé aux bénéficiaires du rSa en lien avec les différents organismes de formations
- la sécurisation des parcours grâce à un accompagnement socio-professionnel.

Le GEIQ accompagne chaque salarié socialement et professionnellement dans le cadre d'un suivi par un référent attitré. Des bilans se font en entreprise et en individuel, afin de sécuriser les contrats d'alternance.

Le GEIQ accompagne également chaque salarié au terme du contrat afin de trouver toutes les possibilités d'emploi stable.

Afin de sécuriser les projets et les parcours des bénéficiaires du rSa, le GEIQ peut mettre en place :

- des actions de découverte des métiers agricoles (informations collectives, visites d'entreprises, …)
- des stages ou immersions en entreprises
- des entretiens individuels pour échanger et affiner le projet professionnel agricole de la personne
- des présentations de candidatures à des chefs d'entreprise

Le GEIQ pourra intervenir auprès des référents de parcours pour présenter son offre de service et ses opportunités d'emploi.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

L'entrée sur l'action se fait sur prescription des référents de parcours. A noter que si un candidat se présente de lui-même à la structure, il appartiendra au GEIQ Agri Limousin Périgord de vérifier, auprès du service Emploi et Insertion du Département (edessoudeix@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire à l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au plus tard le 21 novembre 2025 par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr) :

- les feuilles d'émargement individuelles des participants aux rendez-vous
- une évaluation finale de l'activité réalisée au titre de l'année faisant apparaitre :
    - la situation à l'entrée dans l'action
    - l'activation du parcours
    - les motifs de sortie
- le bilan financier de l'action

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la Politique départementale de l'Emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

3 600 €

Se décomposant comme suit :

- 2 000 € au titre de rendez-vous individuels de bénéficiaires du rSa, soit 50 € par rendez-vous dans la limite de 200 € par participant
- 1 600 € pour la réalisation de deux contrats, hors C.L.I.S., soit 800 € par contrat signé

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Un premier acompte de 20% au titre des rendez-vous individuels sera versé à la signature de la présente convention, soit 400€.

➲ Le solde de cette enveloppe, soit 1 600 €, sera versé sur présentation des justificatifs, tels que définis à l'article 8.
Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

➲ 1600 € seront versés, sur présentation des contrats réalisés pour deux bénéficiaires du rSa, hors C.L.I.S. . Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

LE G.E.I.Q. B.T.P. 19
Le Puy Pinçon
BP 30
19001 TULLE CEDEX

Représenté par Monsieur Olivier NOUHAUD, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

Le GEIQ BTP a pour objectif :

- d'organiser des parcours de qualification et d'insertion professionnelle dans les métiers du bâtiment et des travaux publics
- de mettre à disposition du personnel en alternance auprès d'entreprises du bâtiment et des travaux publics du département

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Le GEIQ BTP favorise l'accès des bénéficiaires du rSa à l'emploi et à la qualification dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Les bénéficiaires du rSa sont orientés vers le GEIQ par leur référent rSa dans une logique d'activation de parcours et non exclusivement pour un recrutement à court terme. Le GEIQ peut donc également être mobilisé pour consultation ou information quant à un futur projet lié au domaine du BTP.

Le GEIQ informera les référents rSa des démarches et suites données suites aux entretiens réalisés avec des bénéficiaires sous forme de compte-rendu.

L'action du GEIQ propose :

- l'accueil de bénéficiaires du rSa afin de déterminer la faisabilité de leurs projets dans le domaine du BTP
- la mobilisation de son réseau d'entreprise adhérente afin de les présenter aux bénéficiaires du rSa
- la proposition d'un parcours de formation individualisé aux bénéficiaires du rSa en lien avec les différents organismes de formations
- la sécurisation des parcours grâce à un accompagnement socio-professionnel.

Le GEIQ accompagne chaque salarié socialement et professionnellement dans le cadre d'un suivi par un référent attitré. Des bilans se font en entreprise et en individuel, afin de sécuriser les contrats d'alternance.

Le GEIQ accompagne également chaque salarié au terme du contrat afin de trouver toutes les possibilités d'emploi stable.

Afin de sécuriser les projets et les parcours des bénéficiaires du rSa, le GEIQ peut mettre en place :

- des actions de découverte des métiers du BTP (informations collectives, visites d'entreprises, …)
- des stages ou immersions en entreprises
- des entretiens individuels pour affiner et échanger sur le projet professionnel de la personne dans le domaine du BTP
- des présentations de candidatures à des chefs d'entreprise

Le GEIQ pourra intervenir auprès des référents de parcours pour présenter son offre de service et ses opportunités d'emploi.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

L'entrée sur l'action se fait sur prescription des référents de parcours. A noter que si un candidat se présente de lui-même à la structure, il appartiendra au GEIQ BTP de vérifier, auprès du service Emploi et Insertion du Département (edessoudeix@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire à l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au plus tard le 21 novembre 2025 par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr) :

- les feuilles d'émargement individuelles des participants aux rendez-vous
- une évaluation finale de l'activité réalisée au titre de l'année faisant apparaitre :
  - la situation à l'entrée dans l'action
  - l'activation du parcours
  - les motifs de sortie
- le bilan financier de l'action

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la Politique départementale de l'Emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

3 600 €

Se décomposant comme suit :

- 2 000 € au titre de rendez-vous individuels de bénéficiaires du rSa, soit 50 € par rendez-vous dans la limite de 200 € par participant
- 1 600 € pour la réalisation de deux contrats, hors C.L.I.S., soit 800 € par contrat signé

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Un premier acompte de 20% au titre des rendez-vous individuels sera versé à la signature de la présente convention, soit 400€.

➲ Le solde de cette enveloppe, soit 1 600 €, sera versé sur présentation des justificatifs, tels que définis à l'article 8.
Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

➲ 1600 € seront versés, sur présentation des contrats réalisés pour deux bénéficiaires du rSa, hors C.L.I.S. . Ces montants seront proratisés au regard du taux de réalisation de l'action.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE

DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et
L'ASSOCIATION SOLIDARITE PAYSANS LIMOUSIN
Rue Marcel Deprez,
Parc d'activité IMHOTEP - Lot C
87000 LIMOGES

Représentée par Madame Jacqueline WYTZELL, sa Représentante légale

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

L'action s'adresse à des exploitants agricoles bénéficiaires du rSa de la Corrèze, qui malgré leurs activités restent dans le dispositif rSa. Cette action a pour objectif de leur permettre de développer leurs activités afin d'accroitre leurs revenus ou de rechercher d'autres sources de revenus (activité complémentaire ou reconversion).

À cet effet, l'accompagnement a pour finalités :

- De réaliser un diagnostic économique de la situation de chaque exploitant agricole bénéficiaire du rSa et de son exploitation, afin de définir les solutions adaptées,
- D'évaluer les perspectives de rentabilité de l'exploitation,
- D'aider l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa dont l'activité démontre un potentiel de rentabilité, dans sa démarche de développement de son activité afin de lui permettre de trouver une autonomie financière,
- D'accompagner l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa au changement en identifiant des solutions alternatives,
- De réaliser un plan d'actions.

Pour cela l'association accompagne le bénéficiaire sur différents aspects :

- Économiques et financiers : accompagnement dans la gestion économique de l'exploitation : analyse de la comptabilité et si nécessaire, aide à la réalisation d'un budget prévisionnel ou d'un plan de trésorerie, négociation avec les créanciers, …
- Procédures collectives (règlement amiable judiciaire, plan de sauvegarde, redressement judiciaire et liquidation judiciaire) : accompagnement au tribunal, chez le mandataire judiciaire, élaboration et suivi du plan de redressement, …
- Techniques agricoles : accompagnement technique en collaboration avec des structures de conseil technique existantes, pour amener à moyen terme l'agriculteur dans une démarche d'agriculture autonome et économe.
- Formation : organisation de formations pour les agriculteurs qu'elle accompagne en fonction des besoins repérés et de l'absence d'offres existantes.

L'accompagnement est réalisé en binôme par un paysan bénévole et un technicien de l'association.

L'entrée sur l'action se fait sur orientation du service Emploi et Insertion.

A noter que si l'exploitant agricole se présente de lui-même à l'association, celle-ci contactera le Service Emploi et Insertion afin de vérifier son éligibilité à la présente convention et acter l'entrée sur l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

L'action se décompose en deux phases couvrant une période de seize mois maximum : un diagnostic économique et un accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions.

- Phase I : Diagnostic économique (4 mois - 6 diagnostics)

Cette phase doit permettre de valider la viabilité économique de l'exploitation et la capacité de l'exploitant à engager les démarches nécessaires au développement de son activité, ou bien d'arrêter l'activité dans des conditions acceptables en identifiant les solutions alternatives.

Cette phase conduira à l'élaboration d'un diagnostic portant sur les points d'analyse suivants :

- santé commerciale de l'exploitation,
- analyse économique et financière de l'exploitation,
- analyse de l'organisation administrative,
- analyse de la gestion de l'exploitation,
- identifications des besoins et des freins repérés

Ce diagnostic écrit fera apparaître les perspectives de développement et conduira à l'élaboration d'un plan d'actions définissant les préconisations et l'échéancier ainsi que la proposition d'entamer ou non un accompagnement dans sa mise en œuvre.

Ce diagnostic sera partagé lors d'un rendez-vous tripartite entre l'exploitant agricole bénéficiaire du rSa, le partenaire et le référent de parcours afin de valider ou non la poursuite de l'action. A l'issue de cette rencontre, le document sera adressé au service Emploi et Insertion et au référent de parcours.

Il est à noter que seul l'exploitant agricole pour lequel des perspectives réelles de développement et d'autonomie financière ont été identifiées, pourra intégrer la phase II d'accompagnement. Il devra adhérer à la démarche, au plan d'actions et avoir la capacité nécessaire à se mobiliser au regard de l'ensemble des problématiques rencontrées.

- Phase II : Accompagnement à la mise en œuvre du plan d'actions
(12 mois maximum - 4 accompagnements)

Cette seconde phase consiste en l'activation du plan d'actions réalisé lors du diagnostic fixant un planning de rencontres pour la mise en œuvre des actions validées par l'exploitant agricole.
Elle doit permettre d'analyser les résultats obtenus et travailler sur le maintien des actions à mettre en œuvre.
Un planning des rencontres (sur la base d'un rendez-vous minimum par mois) est validé et transmis à l'exploitant agricole.

Un bilan intermédiaire (6 mois) faisant état de l'avancée du plan d'actions devra être transmis au référent de parcours et au service Emploi et Insertion.

A l'issue de la phase II, ou dans l'hypothèse d'un arrêt de l'action en cours de cette phase, l'accompagnement se conclura par la formalisation d'un bilan transmis au service Emploi et Insertion et

au référent de parcours, et par un entretien tripartite, le cas échéant, entre l'exploitant agricole, le partenaire et le référent de parcours.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion, validé par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.
Le partenaire s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre :

- Les diagnostics et bilans tels que définis à l'article 2,
- Avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toutes questions, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention, dans le cadre de la politique départementale de l'emploi, s'élève, au titre de l'année considérée, à :

6 200 €

Se décomposant comme suit :

- 2 400 € pour 6 diagnostics économiques, soit 400 € par diagnostic

- 3 800 € pour 4 accompagnements à la mise en œuvre du plan d'actions, soit 950 € par accompagnement.

Le versement de ces sommes sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ 400 € dès réception du diagnostic économique, conformément à l'article 2, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation des feuilles d'émargement sur 4 mois.

➲ 950 € dès réception du bilan d'accompagnement et sous réserve de la transmission préalable du bilan intermédiaire à 6 mois, conformément à l'article 2, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation des feuilles d'émargement sur 12 mois.

Le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du montant de la subvention (présentation des feuilles de présence).

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et
L'ASSOCIATION A BICYCLETTE
108 Avenue Victor Hugo
19 000 TULLE

Représentée par Monsieur Martin VIVILLE, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➲ Mobiliser les bénéficiaires du rSa autour de la pratique du vélo.
➲ Vendre des vélos à bas coût.
➲ Promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement écologique, économique, convivial et bon pour la santé.
➲ Conseiller pour faciliter l'usage du vélo, accompagner à l'entretien et à la réparation de vélos.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

➲ Proposer à prix modestes des vélos restaurés équipés, si souhaité, d'un antivol et/ou d'une ou deux sacoches.
➲ Apprendre à entretenir et réparer par soi-même son vélo.
➲ Conseiller sur la conduite du vélo en toute sécurité et en optimisant son effort physique.
➲ Proposer des balades à vélo et organiser des animations conviviales de démontage de vélos autour d'un repas ou d'un goûter.
➲ Animer des ateliers mobiles de contrôles techniques ou de réparations.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.

De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

A noter que si le bénéficiaire du rSa se présente de lui-même à l'association, celle-ci contactera le Service Emploi et Insertion afin de vérifier son éligibilité à la présente convention sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée, avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée, par la partie la plus diligente, devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Département, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre, avant le 21 novembre 2025, le bilan de l'action, à l'aide du document joint en annexe, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;
Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

1 000 €

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

* Vente de vélos et équipements : 1 000 €

➲ Dans la limite de l'enveloppe allouée et sur présentation d'un appel de fond, financement à hauteur de 90% pour tout bénéficiaire du rSa de chaque coût d'achat de vélo dont équipement.

Ce montant sera proratisé au regard du taux de réalisation.

Comme indiqué à l'article 8 de la convention, le bilan de l'action sera accompagné de son bilan financier ainsi que des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'EDUCATION ROUTIERE ET D'AIDE A LA MOBILITE A.D.E.R
2B, Avenue de la Riante Borie
19360 Malemort

Représentée par Monsieur Jacques PEYRUSSE, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- le soutien du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

ADER devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action. De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

Favoriser la mobilité des bénéficiaires du rSa engagés dans un parcours d'insertion professionnelle, par la mise à disposition de véhicules et de 2 roues.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Tout bénéficiaire du rSa orienté vers l'action par un référent rSa du Département a, à sa charge, une participation aux frais qui s'élève à :

- Pour les voitures : 40 €/semaine et 350 € de caution
- Pour les scooters : 20 €/semaine et 150 € de caution

• Ce tarif ne pourra pas être révisé durant la période couverte par la convention.

• L'association ADER effectue un contrôle de compétences en vue de vérifier la capacité du candidat à conduire un véhicule et s'assurera de la régularité de sa situation administrative.

• L'association ADER se réserve le droit de refuser toute mise à disposition d'un véhicule pour des raisons de sécurité qu'il lui revient d'évaluer.

• L'association pourra également refuser toute mise à disposition d'un véhicule en cas de manquements du bénéficiaire dans l'exécution d'un précédent contrat de location et/ou dans l'hypothèse où ce dernier aurait méconnu l'une quelconque des obligations figurant au contrat de location ou au règlement d'utilisation établi par l'association. L'exclusion du bénéficiaire du dispositif pourra être prononcée à titre temporaire ou définitf.

• Sous ces réserves et si la personne répond à l'ensemble des critères énoncés, un contrat de location sera signé précisant les modalités de mise à disposition. Ce dernier sera renouvelable chaque semaine sans pouvoir excéder une durée de trois mois maximale par an, sur un seul contrat ou au cumulé de plusieurs contrats. Toute dérogation à cette durée devra être sollicitée auprès du service Emploi et Insertion.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

ADER s'engage envers le Conseil départemental à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à effectuer :

- une évaluation mensuelle de l'activité réalisée à transmettre par mail à edessoudeix@correze.fr
- une évaluation annuelle à transmettre par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr), au plus tard le 21 novembre 2025, accompagné du bilan financier.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)

Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données

Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail: Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

29 996 €

Se décomposant comme suit :

► Location de voitures :
20 000 € pour 1 000 jours de location par des bénéficiaires du rSa,
soit 20 € par jour de location dans la limite de l'envellope allouée.

► Location de scooters:
9 996 € pour 833 jours de location par des bénéficiaires du rSa,
soit 12 € par jour de location dans la limite de l'envellope allouée.

Le versement de la subvention sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Un premier acompte de 50 %, soit 14 998 €, sera versé à la signature de la présente convention.

➲ Le solde de 14 998 € sera versé sur présentation du bilan d'activité final.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Le bilan sera accompagné d'un bilan financier de l'action et des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'USSEL
26 avenue Marmontel
19200 USSEL

Représenté par Monsieur Christophe ARFEUILLERE, son Président

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs de la structure dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le CCAS s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

L'action permet d'inscrire les bénéficiaires du rSa dans une dynamique d'échanges, d'expériences, de savoir-faire et de discussions afin de récréer et/ou développer du lien social et ainsi de pouvoir les mobiliser dans leur parcours d'insertion.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

A travers cette action, le CCAS d'Ussel propose **deux ateliers collectifs** autour des thèmes de la vie quotidienne et de la santé :

- des ateliers **"discussions et vie quotidienne"** bimensuels : espace d'échange et de partage pour des personnes en situation de précarité et/ou d'isolement social. Divers sujets y sont abordés (santé, budget, consommation, logement, cuisine, estime de soi, accès aux droits, …)

- des ateliers complémentaires ponctuels **"un moment pour soi"** (5 à 6 ateliers sur l'année): Il est proposé lors de ces ateliers des techniques de relaxation et d'aide au développement personnel afin de permettre aux participants d'explorer diverses méthodes pour se détendre, s'exprimer, lutter contre le stress et favoriser une bonne hygiène de vie.

L'animation des ateliers est réalisée par un professionnel du C.C.A.S. qui fait appel à des intervenants extérieurs spécialisés.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes résidant sur le secteur d'Ussel et les communes associées de St Dezery et la Tourette, les anciennes communes des cantons et le canton d'Eygurande, pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
De plus, les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

L'entrée sur l'action se fait sur prescription des référents de parcours du Département. A noter que si un bénéficiaire du rSa se présente de lui-même, il appartiendra au CCAS de vérifier, auprès du service Emploi et Insertion du Département (edessoudeix@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire à l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, à tout moment, après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée, par l'une ou l'autre des parties contractantes, sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige, susceptible de survenir entre les parties, à l'occasion de l'application de la présente convention, fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre, aux services du Département, la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice.
Ils peuvent, en outre, procéder à toutes vérifications nécessaires, sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage, envers le Conseil départemental, à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au plus tard le 21 novembre 2025 par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr) :

- une évaluation finale de l'activité réalisée au titre de l'année faisant apparaitre:
  - la liste des participants bénéficiaire du rSa aux ateliers
  - le nombre de présence aux ateliers pour chaque participant bénéficiaire du rSa
  - la situation à l'entrée dans l'action
  - l'activation du parcours
  - les motifs de sortie
- le bilan financier de l'action

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;
Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

1 100 €

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Un versement unique de 1 100 € sera effectué à la signature de la présente convention.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE

D'une part,

Et

LE CENTRE ÉCOUTE ET SOUTIEN
47, avenue du Maréchal Foch
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Représenté par sa Présidente, Madame Christine LACHEZE

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

L'association devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, l'association s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➢ Accompagner les bénéficiaires du rSa sur une durée maximale de 2 ans en vue de :

- prévenir les conséquences psychopathologiques de l'isolement : hospitalisation, marginalisation sociale, dépression, conduites suicidaires,
- accompagner la personne isolée dans sa démarche personnelle, l'aider à mieux cerner ses difficultés, à recréer des liens, reprendre confiance en elle, en vue d'une future réinsertion professionnelle,
- faciliter la réinsertion sociale et professionnelle des personnes en situation de rupture dont l'équilibre psychologique et la communication sont perturbés.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

Le Centre Écoute et Soutien développe une approche spécifique auprès du public confronté à des situations d'isolement social, relationnel et/ou problématiques suicidaires, autour de 5 phases, comme suit :

- La phase accueil : ce premier entretien permet aux personnes d'une part, de visualiser les prestations proposées et d'autre part, d'accéder spontanément au maximum d'informations sur l'environnement culturel, social, médical.
- Le suivi individualisé par les "référents de parcours" : permet d'accueillir la demande, définir les attentes, assurer le suivi, l'évolution du parcours et la fin de l'accompagnement.
- Les entretiens d'exploration décisionnelle avec un psychologue du travail : permet de formaliser une démarche de décision dans l'objectif de faire émerger ses capacités professionnelles et accepter ses limites afin d'adopter de nouvelles attitudes (motivation, retour à des activités salariées ou a une formation, gestion du temps, organisation, gestion du stress, …)
- Les entretiens avec un psychologue clinicien (thérapie de soutien, psychothérapies courtes, …)
- Les groupes d'expression : point d'appui à la relance du désir d'être ensemble et d'échanger et "tremplins" pour d'autres démarches en milieu ordinaire. Participation possible à différents ateliers°: groupe de parole, image de soi, estime de soi, relaxation, expression corporelle, créativité, découverte, initiation informatique et internet, jardin partagé)

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

L'entrée sur l'action se fait sur prescription des référents de parcours. A noter que si un bénéficiaire du rSa se présente de lui-même à la structure, il appartiendra au Centre Ecoute et Soutien de vérifier, auprès du service Emploi et Insertion du Département (edessoudeix@correze.fr), l'éligibilité du bénéficiaire à l'action sous peine de se voir invalider la prise en charge.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Département à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au plus tard le 21 novembre 2025 par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr) :

- les feuilles d'émargement individuelles des participants aux rendez-vous et/ou groupes d'expression
- une évaluation finale de l'activité réalisée au titre de l'année faisant apparaitre:
    - la situation à l'entrée dans l'action
    - l'activation du parcours
    - les motifs de sortie
- le bilan financier de l'action

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.
Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :
Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la Politique départementale de l'Emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

18 000 €

Se décomposant comme suit :
- 50 € par rendez-vous réalisé et/ou participation à des groupes d'expression dans la limite de 500 € par participant.

Le versement de cette somme sera conditionné au taux de réalisation.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

➲ Un premier acompte de 50%, soit 9 000 €, sera versé à la signature de la présente convention.

➲ Le solde sera versé sur présentation de l'évaluation conformément à l'article 8, dans la limite de l'enveloppe allouée.

Il sera proratisé au regard du taux de réalisation de l'action.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

ENVERGURE SUD-OUEST
4, avenue du 4 Juillet 1776
19100 BRIVE

Représenté par Monsieur Ali ELDID, son Directeur Général

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action d'insertion au profit des bénéficiaires du rSa,

- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les bénéficiaires du rSa pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.
De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIF DE L'ACTION :

➢ Permettre à un public en difficulté de travailler à la résolution des problèmes rencontrés pour favoriser sa démarche d'insertion professionnelle.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

➢ 4 actions sur l'ensemble du département, conduites sur une durée de 16 semaines pour 240 heures de parcours par personne (groupe minimal : 12 personnes).

Ces actions alternent une prise en charge individuelle et collective avec une périodicité hebdomadaire modulable sur la durée des actions. Elles prévoient l'intervention régulière d'une psychologue ce qui permet d'engager un travail de soutien individuel auprès des participants.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION :

Le partenaire établit un planning pour les 4 actions indiquant les dates et les lieux des actions, en fonction des besoins repérés par le service Emploi et Insertion. A cet effet, le partenaire réceptionne directement les fiches de prescriptions transmises par les référents parcours, en copie au Chargé de projet insertion. L'action est mise en œuvre si un groupe de 12 personnes est constitué.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Département à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : EVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre au service Emploi et Insertion :

- Une liste nominative des personnes positionnées sur l'action au démarrage.
- Une information en cas de rupture au cours de l'action.
- Un bilan individuel pour chaque participant.
- Une évaluation à la fin de chaque action à retourner dans un délai de 1 mois à l'issue de cette dernière, par mail à edessoudeix@correze.fr.
- Une évaluation finale comportant une analyse statistique de l'ensemble des actions réalisées sur le département, faisant apparaître notamment les indicateurs de sorties ou d'activation des parcours comme l'accès à l'emploi/formation, immersion, création d'entreprise, parcours de santé, actions de définition de projet, bénévolat, changement de référent de parcours, … à remettre dans un délai de 15 jours à l'issue de la dernière action, par mail à : Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr).

Lors de chaque action, le partenaire organise des réunions en présence des bénéficiaires, de leurs référents de parcours et du service Emploi et Insertion afin de réaliser un bilan intermédiaire et final.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil Départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-contre : Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

L'enveloppe financière retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève, au titre de l'année considérée, à :

68 440 €, répartis comme suit :

- 17 110 € par action de 240 heures sur 16 semaines

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le paiement sera effectué par action en 2 versements :

➲ Un premier acompte de 50 %, soit 8 555 € au démarrage de chaque action

➲ Le solde de 8 555 € sera versé dès réalisation du bilan intermédiaire de chaque action.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

CONVENTION D'OBJECTIF

LIEE A LA MISE EN PLACE D'UNE ACTION D'INSERTION FINANCEE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI

Entre :

LE DEPARTEMENT DE LA CORREZE
Hôtel du Département
9, rue René et Émile Fage
19000 TULLE

Représenté par Monsieur Pascal COSTE, son Président

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION RAYON DE SOLEIL
Mairie de Cosnac
19360 COSNAC

Représentée par Madame Salima SOQUET, sa Présidente

D'autre part,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion.

VU la délibération du Conseil départemental en date du 26 novembre 2021 relative à l'adoption du Pacte Territorial d'Insertion 2022/2024

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- l'intervention du Département dans l'organisation d'une action au profit des bénéficiaires du rSa,
- les objectifs du partenaire dans la mise en œuvre de cette action.

Le partenaire devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont les personnes orientées pourraient être victimes ou responsables au cours de l'action.

De plus, dans toute communication sur son action, le partenaire s'engage à préciser et informer de l'intervention du Département.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES

OBJECTIFS DE L'ACTION :

➲ Redonner confiance et travailler sur la valorisation de son image à partir de conseils personnalisés et d'un accompagnement individualisé pour avoir une meilleure estime de soi.

DESCRIPTIF DE L'ACTION :

➲ Ateliers bien-être basés sur l'image de soi où l'esthétique est utilisée comme outil d'aide à la relation.

Pour cela, mise en place des actions suivantes :

➢ 2 actions "bien-être" composée de 4 ateliers de 2h à un rythme d'un (à deux) atelier(s) par semaine (atelier maquillage, atelier soin du visage, atelier soin des mains, atelier bilan).

➢ 2 actions "bien-être/relooking" composées de 6 ateliers de 2H à un rythme d'un (à deux) atelier(s) par semaine (atelier maquillage, atelier soin du visage, atelier soin des mains, atelier coiffure, atelier conseils en image en partenariat avec un chantier d'insertion).

L'association réalisera systématiquement avant chaque démarrage d'action, une réunion d'information collective. Un planning prévisionnel des actions 2025 sera construit avec le service Emploi et Insertion afin d'être communiqué aux référents de parcours du Département. Il pourra être modifié et complété en cours d'année en fonction des besoins repérés, dans la limite des 4 actions prévues.

Les thématiques abordées lors des ateliers permettront, par le support des soins et du maquillage, de travailler à la fois à l'image de la personne, à sa mise en valeur mais aussi d'appréhender les règles d'hygiène.
Le dernier atelier sera un temps de bilan et de synthèse avec l'ensemble des participants.

Chaque action concernera un groupe de 8 personnes minimum.

Les ateliers se tiendront quand cela est possible dans les locaux des Maisons des Services Départementaux ou Maisons du Départements concernées. A défaut, l'association s'engage, en partenariat avec le service Emploi et Insertion, à trouver des locaux adaptés à l'accueil du public et au bon déroulement des ateliers.

L'animatrice se chargera de communiquer auprès de personnes orientées vers l'action, les lieux et dates des rencontres. Elle pourra être assistée sur les temps d'accueil et pendant les ateliers par un référent de parcours.

ARTICLE 3 : PUBLIC CONCERNE

Sont concernées les personnes pour lesquelles le Président du Conseil départemental de la Corrèze a décidé d'une ouverture de droit à l'allocation rSa.
Les bénéficiaires du rSa doivent avoir contractualisé leur parcours d'insertion avec le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 5 : MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des deux parties.
Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes sous réserve d'un préavis de deux mois, sur simple lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige susceptible de survenir entre les parties à l'occasion de l'application de la présente convention fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.
A défaut, l'affaire sera portée par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

La présente convention ouvre aux services du Département la faculté d'opérer tout contrôle relatif à cette action, et d'obtenir communication de toute pièce utile à son exercice. Ils peuvent en outre procéder à toutes vérifications nécessaires sur pièces et sur place, pour s'assurer que l'action est gérée dans des conditions conformes aux dispositions de la présente convention.

Le partenaire s'engage envers le Département à l'informer de tout changement affectant ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration et de son bureau.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE L'ACTION

Le partenaire s'engage à transmettre par mail à Elodie DESSOUDEIX (edessoudeix@correze.fr) et Séverine CHAZAL (schazal@correze.fr) à l'aide des documents joints en annexe :

- Un bilan individuel pour chaque participant à l'issue de l'action
- Une évaluation quantitative à l'issue de chaque action
- Une évaluation finale comportant une analyse statistique de l'ensemble des actions réalisées sur le département, faisant apparaître notamment les indicateurs de sorties ou d'activation des parcours comme l'accès à l'emploi/formation, immersion, création d'entreprise, parcours de santé, actions de définition de projet, bénévolat, changement de référent de parcours, …

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

9.1. Confidentialité :
Les informations fournies par le Département de la Corrèze et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département de la Corrèze.
Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :
- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département de la Corrèze se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.
Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.
Le Département de la Corrèze pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département de la Corrèze à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département de la Corrèze le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

Nous vous informons que le Conseil départemental de la Corrèze a nommé un Délégué à la Protection des Données Personnelles. Pour toute question, vous pouvez utiliser l'adresse mail ci-dessous :

Délégué à la Protection des Données Personnelles Département de la Corrèze : dpd@correze.fr

9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

ARTICLE 10 : FINANCEMENT

La subvention de fonctionnement retenue dans le cadre de la politique départementale de l'emploi s'élève au titre de l'année considérée, pour la tenue de 4 actions, à :

2 750 €

Avec un engagement financier se décomposant comme suit :

► **630 € pour 1 action "bien-être" sur Tulle,** pour 4 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage et préparation à un entretien.

► **1 460 € pour 2 actions "bien-être relooking" sur Brive,** soit 730 € pour 6 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage, conseils en image, coiffure et préparation à un entretien.

► **660 € pour 1 action "bien-être" en Moyenne ou Haute-Corrèze,** pour 4 ateliers : soins des mains, du visage, maquillage et préparation à un entretien.

MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT :

Le paiement sera effectué par action, en un versement unique, dès réception de l'évaluation conformément à l'article 8 et des feuilles d'émargement.

Le bilan sera accompagné d'un bilan financier de l'action et des justificatifs acquittés à hauteur du versement de l'enveloppe financière retenue.

Fait à TULLE, le .....

LE PARTENAIRE
(Cachet et signature)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PASCAL COSTE

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE,
DES FAMILLES ET DE L'INSERTION

SERVICE EMPLOI ET INSERTION

ARRETE

LE PRESIDENT

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relatives aux libertés et responsabilités locales,

VU le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009, relatif au Revenu de Solidarité Active,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 11 avril 2025 qui approuve la Politique Départementale d'Insertion et le Pacte Territorial d'Insertion 2025/2028,

VU la délibération du Conseil départemental en date du 11 avril 2025 relative au vote du budget primitif 2025,

VU la décision de la commission des aides financières, en date du

ARRETE

Article 1er : La somme de *Montant de l'aide accordée €,* au titre des aides spécifiques *- Nature de l'aide -* du Pacte Territorial d'Insertion a été attribuée à :

Civilité NOM Prénom
Adresse

.../...

Et sera à verser à :

NOM du tiers prestataire
Adresse

Article 2 : L'aide individuelle accordée devra être utilisée dans les *durée de validité* suivant la date de signature du présent arrêté. À défaut, l'aide sera caduque.

Article 3 : Cette participation sera imputée sur le Budget du Département *Section Fonctionnement, Article Fonctionnel 9344.8* ou *Section Investissement, Article Fonctionnel 9044.4*.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département, Madame la Directrice de la Direction de l'Action Sociale, des Familles et de l'Insertion, Madame la Payeuse Départementale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le

Pour le Président et par délégation,
Le Conseiller Départemental Délégué,

Gérard SOLER.

Cette aide a été notifiée le

HÔTEL DU DÉPARTEMENT "MARBOT"

9 RUE RENÉ & ÉMILE FAGE - B.P. 199 - 19005 TULLE CEDEX
TEL. : 05 55 93 70 00 - FAX : 05 55 93 70 82 - www.correze.fr

PRÉFET
DE LA CORRÈZE
Liberté
Égalité
Fraternité

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

LE PRÉFET DE LA CORRÈZE — LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Convention annuelle d'objectifs et de moyens
relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle
fixant les engagements du Conseil départemental de la Corrèze et de l'État

Entre,

d'une part,

l'État, représenté par la préfet de la Corrèze,

et

d'autre part,

le Département, représenté par le président du Conseil départemental,

Vu le code de l'action sociale et des familles,
Vu le code du travail et notamment ses articles L.5134-19-1, L.5134-20 et L.5134-65
Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,
Vu la circulaire DGEFP n° 2014-02 du 05 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique,
Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique
Vu le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique
Vu le décret n° 2021-1129 du 30 août 2021 relatif à l'insertion par l'activité économique et à l'expérimentation visant à faciliter le recrutement par les entreprises de droit commun de personnes en fin de parcours d'insertion,
Vu la circulaire n° DGEFP/MIP/METH/MPP/2024/14 du 7 février 2024 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,
Vu la loi plein emploi du 23 décembre 2023

PRÉAMBULE

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès de personnes, bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la Collectivité et de l'État.

La présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) relative à l'Insertion par l'Activité Économique fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires d'un parcours d'insertion au sein des chantiers d'insertion, structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) financées en commun par le Département et l'État.

Elle précise les modalités d'attribution de ces aides et les montants financiers associés, pour les postes occupés en contrat à durée déterminée en insertion (CDDI) dans les chantiers d'insertion.

Le Département de la Corrèze s'engage à cofinancer un dispositif d'aide à l'insertion professionnelle qui comprend :

- Les Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) engagés dans les chantiers d'insertion, pour **112 postes conventionnés** avec ces structures dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), occupés par des personnes bénéficiaires du RSA socle, dans la limite des crédits départementaux affectés.

I - Insertion par l'activité économique

Le Département de la Corrèze et l'État affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du Pacte Territorial d'Insertion (PTI).

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose sur 26 structures conventionnées par les services de l'État. Elle se répartit entre :

- 16 ateliers et chantiers d'insertion
- 2 associations intermédiaires
- 8 entreprises d'insertion.

Ces dispositifs permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

1. Champ d'intervention et objectifs du Département

1.1 Champ d'intervention

En application de l'article L. 5132-3-1 du code du travail, l'action du Département se concentre sur les bénéficiaires du RSA socle inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'État, en 2025, avec les organismes suivants :

LES AMIS DE LUCIE FER
AILE
ARCADOUR
ARBRE
A TOUT VENANT RESSOURCERIE GAILLARDE
RESSOURCERIE DU CARNYX
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE TULLE
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BRIVE
COUP DE MAIN
EPLEFPA DE NEUVIC
FORET
GORGES DE LA HAUTE DORDOGNE
IDEE
CARRE SOLIDAIRE DU BASSIN DE BRIVE
RESTAURANTS DU CŒUR - ATELIER « BLANC » ET JARDINS DU CŒUR
SERVICES PROX

1.2 Objectifs prévisionnels du nombre de personnes prises en charge par le Département

Pour les bénéficiaires du RSA socle dont il a la charge, le Département s'engage dans les conditions suivantes :

- Un nombre prévisionnel de 112 parcours de bénéficiaires du RSA

La contribution financière mensuelle du Conseil départemental par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée de conventionnement.

L'engagement financier du Conseil départemental pour les CDDI conclus en 2025 sur le seul volet IAE **ne pourra excéder 223 000 €,** versés au titre des aides aux postes des structures ACI citées au paragraphe I / 1.1, et **8 500 €** maximum au titre des frais de gestion versés à l'ASP.

II - Conditions de mise en œuvre

2.1. Réajustement des objectifs

Le Département de la Corrèze et l'État conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra avoir lieu en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles.

En fonction de l'occupation réelle des postes en insertion par les personnes bénéficiaires du RSA, en cas de sous-réalisation du prévisionnel, l'État s'engage à négocier, au plus tard le 30 septembre 2025, un avenant à la CAOM permettant de réajuster si besoin la participation financière du Conseil Départemental auprès de la structure. Cet avenant sera traduit dans l'annexe financière de la structure et transmis à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

2.2. Participation financière du Département :

Le Conseil départemental participe au financement des aides mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4, lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le Département.

Les dispositions portant engagement financier du Conseil départemental auprès de chaque structure / atelier et chantier d'insertion seront incluses dans les annexes financières de chaque structure et transmises à l'Agence de services et de paiement.

2.3 Les modalités de paiement

Le Département de la Corrèze dispose d'une convention de gestion avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP), signée le 22 mai 2018. Une nouvelle convention 2025, reconductible 2 fois, sera présenté lors de la Commission départementale du 11 avril 2025.
Les dispositions portant engagement financier du Conseil départemental auprès de chaque structure atelier et chantier d'insertion, incluses aux annexes financières de chaque structure, seront transmises à l'Agence de services et de paiement.

III - Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention couvrent l'année 2025.

Elles pourront faire l'objet d'ajustements par voie d'avenant.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié à :

- Madame Elise CHARNAY, Directrice de l'Action sociale, des Familles et de l'Insertion, pour le Conseil départemental de la Corrèze,
- Monsieur Christian DESFONTAINES, directeur départemental de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations.

Le suivi et le pilotage de la CAOM seront abordés lors de réunions spécifiques entre les signataires.

Fait à Tulle, le

Le Préfet de la Corrèze — Le Président du Conseil départemental

Vincent BERTON — Pascal COSTE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

_____

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

_____

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail
Article L. 5134-110 du code du travail
Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)

EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration

dépt | année | n° ordre | avt renouvellement | avt modification

cerfa 13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Applicable du |_|_|_|_|_|_| au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : |_|_|_|_|_|_|

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Département : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| ✆ |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : _____

DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : _____

☐ Pôle emploi : _____ N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

☐ Autre organisme : _____

Adresse : _____

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

cerfa 13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

(1) personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

(2) Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :
- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____
Pour le Conseil Départemental *(Signature et cachet)*

Fait le : _____
Pour l'Etat *(Signature et cachet)*

Destinataires : Exemplaire 1 = ASP / Exemplaire 2 = Préfet (unité départementale de la DIRECCTE)
Exemplaire 3 = Prescripteur / Exemplaire 4 = Conseil départemental / Exemplaire 5 = DGEFP

Transmis à l' ASP le : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋

CONVENTION DE MANDAT RELATIVE A LA GESTION DE L'AIDE AU POSTE OCTROYEE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR LES STRUCTURES PORTEUSES D'ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION (ACI)

Vu la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018

Vu la loi modifiée n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

Vu l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte,

Vu la loi n° 2013 1278 du 29 décembre 2013 portant loi de Finances et notamment son article 142,

Vu l'ordonnance n°2014-577 du 4 juin 2014 modifiant les livres Ier, III et VII du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L5132-1 et suivants du code du travail, et notamment les articles R.5132-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-7-II et suivants, D1611-26-1

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1 et D.313-13 et suivants relatifs à l'ASP,

Vu l'article D.313-42 du code rural fixant par arrêté les conditions dans lesquelles l'agent comptable de l'ASP peut exercer par sondages le contrôle des dépenses d'intervention ;

Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,

Vu le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,

Vu le décret modifié n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement.

Vu la délibération du Conseil départemental de la Corrèze en date du 11/04/2025,

Vu la décision du Conseil départemental en date du 11/04/2025 autorisant le Président à signer la présente convention,

ENTRE :

Le Département de la Corrèze, représenté par M. Pascal COSTE Président du Conseil départemental,

d'une part

ET :

L'Agence de services et de paiement (ASP) représentée par son Président Directeur Général, Monsieur,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

L'article 142 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 définit le cadre juridique nécessaire à la poursuite du cofinancement par les Départements des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) dans le cadre de la réforme des modalités de financement de ce secteur par l'Etat.
Cette réforme du financement de l'insertion par l'activité économique (IAE) est entrée en vigueur en deux temps au cours de l'année 2014.
Elle est effective depuis le 1er janvier 2014 pour les entreprises d'insertion (EI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et s'applique depuis le 1er juillet 2014 pour les associations intermédiaires (AI) ainsi que les ateliers et chantiers d'insertion (ACI).
L'aide au poste d'insertion est désormais la seule modalité de financement des quatre catégories de SIAE (hors Fonds Départemental d'Insertion – FDI). Or, jusqu'en 2014 le cofinancement des Départements en faveur de l'IAE reposait principalement sur le cofinancement des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA en ACI, et depuis le 1er juillet 2014, les contrats aidés à taux préférentiel ne seront plus mobilisés pour le recrutement des salariés en insertion au sein des ACI. Le contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) est devenu le support contractuel associé à l'aide au poste d'insertion.
En 2017, des évolutions ont été introduites dans les modalités de gestion des aides aux postes et à partir de janvier 2018, un nouvel extranet IAE a été mis en production.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Département de la Corrèze confie à l'ASP la mission de gérer et de payer le cofinancement sous la forme d'une aide aux structures porteuses gérant des ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

L'employeur peut recevoir une aide du Département pour le cofinancement de l'aide aux postes des structures porteuses des ateliers et chantiers d'insertion conformément aux décisions arrêtées en convention annuelle d'objectifs et de moyens.

Les structures d'insertion éligibles à l'aide sont :
- les associations,
- les CCAS
- les organismes de droit privé à but non lucratif ayant pour objet l'embauche de personnes mentionnées à l'article L 5132-1 du code du travail ou l'emploi de personnes détenues ayant signé un acte d'engagement,
- les CIAS
- les EPCI
- les Communes
- les départements
- les chambres d'agriculture
- les syndicats mixte
- les établissements d'enseignement professionnel et d'enseignement agricole de l'Etat ;
- l'Office National des Forêts

La détermination de la contribution du Conseil départemental est arrêtée dans la convention annuelle d'objectifs et de moyens précitée.

Les modalités de calcul de l'aide au poste sont précisées dans le cahier des charges joint en annexe.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation financière du Conseil départemental de la Corrèzeversée à l'ASP est fixée chaque année au budget départemental et communiquée à l'ASP pour la première année par la présente convention, puis pour les abondements suivants par une notification de crédits distinguant la somme allouée aux crédits d'intervention et celle correspondant aux frais de gestion de l'ASP. Cette notification devra être adressée à l'ASP dès le vote des élus.

La dotation versée par le Conseil départemental à l'ASP comprend :

- le montant nécessaire au paiement des aides définies à l'article 1 de la convention (crédits d'intervention),
- le montant nécessaire à la rémunération des prestations effectuées par l'ASP en application de la présente convention (frais de gestion).

Le montant de la participation financière maximale du Conseil départemental de la Corrèze est fixé à 231 500 € pour l'année 2025, dont 223 000 € prévisionnels au titre des crédits d'intervention.

3.1 Crédits d'intervention

Le paiement des sommes dues au titre des crédits d'intervention par le Conseil départemental s'effectuera de la manière suivante :

Dans l'attente de la notification par le Conseil départemental de la dotation annuelle de l'exercice n le montant de l'avance est calculé sur la base de la dotation annuelle de l'exercice n-1.

- Une avance de 4/12ème de la dotation annuelle de l'exercice n-1 est versée au plus tard le 25 janvier de l'année N

et les avances suivantes seront versées selon les modalités ci-dessous :

- 4/12ème de la dotation annuelle au plus tard le dernier jour ouvré du mois de mars
- 3/12ème de la dotation annuelle au plus tard le dernier jour ouvré du mois de juin
- 1/12eme de la dotation annuelle au plus tard le dernier jour ouvré du mois de septembre

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues.
En cas de trésorerie insuffisante, l'ASP présentera à la collectivité un appel de fonds complémentaire exceptionnel et pourra être amenée à suspendre les paiements dans l'attente de la réception de ces fonds.
Si nécessaire, l'ASP est autorisée à utiliser la trésorerie disponible au niveau du financeur, dans l'attente de la réception effective de la trésorerie au titre de la présente convention.
Les crédits d'intervention versés par le Département doivent permettre le paiement jusqu'à leur terme de tous les dossiers signés au cours de la période indiquée à l'article 8.
Le Département doit donc prévoir le versement de fonds sur les années 2025 et suivantes en fonction de la durée de l'annexe financière.

3.2 Frais de gestion

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1er janvier 2025 à :

- La saisie, gestion et paiement d'une annexe financière, d'un avenant de renouvellement ou modificatif ayant un impact financier sur le montant du cofinancement du Conseil départemental : 37,22 €

- Forfait annuel de 7 805,38 € au titre de la mise en œuvre et du suivi de la convention. Il comprend notamment : l'instrumentation technique, le suivi financier de la convention, (appels de fonds des crédits d'intervention, facturation des frais de gestion), l'accès à l'extranet, la production de statistiques, appui technique au Département.

Ces montants sont actualisés chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation (tous ménages hors tabac ; mois de référence : août).
L'ASP informe le Conseil départemental de l'actualisation des tarifs par courrier simple.

Sur la base de 16 annexes financières traitées, les frais de gestion sont calculés de manière prévisionnelle et estimés à 8 500 € pour 2025. Ils donneront lieu à un ajustement au vu des quantités réellement traitées à chaque fin d'année civile.

Ils sont appelés deux fois par an, sur la base d'une facture semestrielle spécifique précisant le nombre d'annexes financières gérées. Le forfait est facturé en une seule fois à l'occasion du premier appel de fonds de l'année considérée.

Les factures devront parvenir de manière dématérialisée via Chorus dont les indications nécessaires pour l'enregistrement des factures sont les suivantes :

SIRET : 221 927 205 00197

En cas de modification de ces éléments, le Conseil départemental transmettra par courrier dans les meilleurs délais les nouveaux éléments.

En dehors des prestations prévues à la présente convention, des demandes particulières de la Collectivité pourront éventuellement être satisfaites après étude préalable par l'ASP portant sur la faisabilité technique, la forme, le délai de mise en œuvre et les moyens financiers complémentaires nécessaires, dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT

Le versement des fonds du Conseil départemental sera effectué sur le compte de dépôt ouvert au Trésor au nom de l'agent comptable de l'ASP :

IBAN : FR76 1007 1870 0000 0010 0011 849
BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 5 - ORDRE DE RECOUVRER ET RECOUVREMENT DES INDUS

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les indus recouvrés sont réemployés pour financer le dispositif.

L'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté autre que clôture pour insuffisance d'actif, effacement de créance ou décès du débiteur, l'ASP soumet au Conseil départemental pour décision la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande, à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs ou égaux à 30 € pour lesquelles l'ASP procédera à l'apurement automatique. Le Conseil départemental informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si le Conseil départemental estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

L'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction de la décision exprimée. Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur ou les créances faisant l'objet d'un abandon dans le cadre de la convention sont à la charge du Conseil départemental.

ARTICLE 6 - QUALITE DES SIGNATAIRES

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement, en vue de garantir les intérêts du Conseil départemental, celui-ci transmettra à l'ASP, avant tout commencement d'exécution, la liste des agents habilités à signer, par délégation du Président, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues à la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

Le Conseil départemental s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure de nouvelles nominations et/ou changement de fonctions.

En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP sera dégagée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement des données personnelles doit permettre à l'ASP d'assurer l'instruction des dossiers ainsi que le versement et le recouvrement des aides aux bénéficiaires, de procéder aux contrôles des dossiers.

Le traitement de ces données s'inscrit donc strictement dans le cadre de la gestion de l'aide publique confiée à l'ASP et de la transmission des restitutions statistiques nécessaires à son suivi par le Conseil départemental.

Dans le cadre de ce traitement, l'ASP agit en qualité de sous-traitant du Conseil départemental conformément au Règlement général européen sur la protection des données n° 2016/679 et à la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION - MODIFICATION

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2025.

Sont concernées les annexes financières dont la date de signature est comprise entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025.

Elle est reconductible par voie expresse pour une nouvelle période d'engagement des annexes financières dans la limite de 3 ans en sus de la période initiale. La convention demeure valide jusqu'à la réalisation des dispositions prévues à l'article 10.

Le Conseil départemental informera l'ASP de cette reconduction par simple courrier mentionnant la durée de la reconduction, **accompagné d'une copie de la délibération précisant le montant de la dotation financière attribuée au titre de ce dispositif pour l'année à venir.**

La décision de reconduction sera adressée au plus tôt à l'ASP afin d'éviter toute rupture de couverture juridique. Si elle intervient après le terme de la période échue, elle devra partir à compter du lendemain du dernier jour de la période précédente.

La convention pourra être modifiée à tout moment, après accord des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois. Dans ce cas, l'ASP ne prendra plus en charge de nouveaux dossiers à compter de la date de résiliation.

ARTICLE 10 - CLOTURE DE LA CONVENTION – REDDITION DES COMPTES

L'ASP opère la reddition des comptes une fois par an dans le respect des délais réglementaires de production des comptes du comptable public du mandant.

Ainsi et à la reddition annuelle des comptes, l'ASP, en tant qu'organisme mandataire doté d'un comptable public transmettra au mandant les éléments suivants :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;
  La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition sera accompagnée d'une attestation de l'agent comptable de l'ASP certifiant que les paiements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes à celles prévues par le code des collectivités territoriales, et dans le cadre des contrôles par sondage qu'il a réalisés conformément à l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement, qu'il est en possession des pièces afférentes aux opérations qu'il a contrôlées pour celles qu'il conserve, les autres étant détenues par les services de l'ordonnateur sous sa responsabilité ;
- L'état de développement de solde et la situation de trésorerie sur la période, certifiés conforme à la balance générale des comptes ;- Le cas échéant, un état des restes à recouvrer établi par débiteur ;
- Pour chaque créance impayée, le mandataire précise, le cas échéant, les relances qu'il a accomplies, les délais qu'il a accordés, les poursuites qu'il a diligentées, les remises gracieuses accordées ou les admissions en non-valeur décidées. Il justifie le caractère irrécouvrable au regard des diligences qu'il a accomplies ;
- Un état des autres opérations de trésorerie non dénouées (réimputations budgétaires ou oppositions non soldées) ;
- Une liste détaillée des bénéficiaires payés produite par l'ordonnateur.

Les pièces justificatives sont conservées par les services ordonnateurs et comptables de l'ASP, chacun pour ce qui les concerne et selon les dispositions précitées, et tenues disponibles et accessibles au comptable du mandant, et au juge des comptes pour une durée au moins équivalente à la date de réalisation des conditions de prescription extinctive telles que prévues par l'article L142-1-3 du code des juridictions financières.

A la reddition définitive des comptes et, en cas de non-utilisation de tout ou partie des crédits de paiement versés par le mandant, ou d'utilisation non conforme à leur destination, le mandant émet à l'encontre de l'ASP, un ordre de recouvrer conformément à la réglementation en vigueur, pour reversement.

Après le dernier paiement, l'ASP est chargée de poursuivre le recouvrement des ordres de recouvrer. A chaque fin d'exercice comptable suivant, le solde des sommes recouvrées au cours de l'exercice est reversé au Conseil départemental s'il est positif, ou payé à l'ASP par le Conseil départemental s'il est négatif. La clôture définitive de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement du dernier ordre de recouvrer.

ARTICLE 11 - SUIVI D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Dans le cadre de son accès à l'extranet IAE, le Conseil départemental disposera d'une série de restitutions listées dans le cahier des charges joint en annexe.

L'ASP produira annuellement, un état comptable d'exécution de la convention.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Limoges.

ARTICLE 13 – ANNEXES CONTRACTUELLES

- Annexe 1 : cahier des charges
- Annexe 2 : modèle compte d'emploi

Fait à TULLE, le

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DE L'ASP

ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES

Sommaire

1 Présentation générale du dispositif 2
1.1 Textes de référence 2
1.2 Présentation générale de la réforme 2
1.3 Les missions de l'ASP 2
2 Description des modalités de gestion 3
2.1 L'enregistrement des annexes financières ou des avenants 3
2.2 La détermination du calcul de l'aide 3
2.3 Les modalités de versement de l'aide 4
2.4 Les suspensions, les reversements 5
3 Le système d'information et les restitutions 6
3.1 Les fonctionnalités disponibles dans l'extranet IAE 2.0 6
3.2 Les restitutions 14
4 Annexe 15

1. Présentation générale du dispositif

1.1 Textes de référence

- loi n° 2013 1278 du 29 décembre 2013 portant loi de Finances et notamment son article 142,
- articles L 5132-2 et suivants du code du travail,
- décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- décret n°2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des Départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique
- note DGEFP n°2014 du 13 janvier 2014 portant modalités techniques d'application de l'instruction du 16 décembre 2013 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi au 1er semestre 2014

1.2 Présentation générale de la réforme

Depuis la loi du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, les Conseils Départementaux contribuent au financement des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA. Les engagements entre l'Etat et le Département sont formalisés dans une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM).

L'article 142 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 définit le cadre juridique nécessaire à la poursuite du cofinancement par les Départements des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) dans le cadre de la réforme des modalités de financement de ce secteur par l'Etat.

Jusqu'à la réforme, le cofinancement des Départements en faveur de l'IAE repose principalement sur le cofinancement des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA en ACI,
A compter du 1er juillet 2014, les contrats aidés à taux préférentiels de 105% ne seront plus mobilisés pour le recrutement des salariés en insertion au sein des ACI. Le contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) sera le support contractuel associé à l'aide au poste d'insertion.

Le niveau de participation du Département est déterminé dans l'annexe financière transmise à l'ASP.
Sauf accord différent conclu entre le CD et les services de l'Etat, le cofinancement du Département porte sur les salariés bénéficiaires du revenu de solidarité active avant leur embauche (personnes couramment désignées dans le présent document sous le nom de « bénéficiaires du RSA ») et il s'élève à 88% du montant du RSA pour une personne seule.

1.3 Les missions de l'ASP

L'ASP est l'opérateur chargé par le Conseil départemental de gérer et de payer sa participation à l'aide au poste versée aux ACI. A ce titre, elle est chargée de :

- Permettre un accès à l'extranet IAE pour les données le concernant,
- Valider les annexes financières instruites par les Unités départementales (UD) dans l'extranet 2.0 ;
- Procéder aux contrôles de cohérence préalables aux paiements ;
- Verser l'aide aux SIAE concernées ;
- D'émettre les avis de paiement à chaque structure ;
- D'émettre des ordres de recouvrer, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Proposer des outils embarqués dans l'extranet IAE 2.0 permettant notamment au CD de suivre les dépenses de leurs crédits ainsi que les personnes accompagnées en insertion par les structures qu'il finance ;

- Transmettre au Conseil départemental périodiquement des données nécessaires au pilotage, au suivi et à l'évaluation du dispositif.

2. Description des modalités de gestion

2.1. L'enregistrement des annexes financières ou des avenants

La DIRECCTE ou l'Unité Départementale instruit l'annexe financière dans l'extranet IAE 2.0 puis la transmet dûment signée à l'ASP par voie postale. L'ASP contrôle puis valide l'annexe financière dès réception.
Cette annexe mentionne notamment le financement du Conseil départemental prévu par la CAOM pour la structure d'insertion considérée. Les taux de participation Etat et Conseil départemental sont déterminés d'après le montant total de l'aide et le montant cofinancé par le CD portés à l'annexe financière.

2.2. La détermination du calcul de l'aide

Les taux de participation Etat et Conseil départemental sont déterminés d'après le montant total de l'aide et le montant cofinancé par le CD portés à l'annexe financière.

Exemples de calcul de l'aide déterminée à partir du SMIC 2018

Exemple : Hypothèse d'une annexe financière d'une durée de 12 mois avec cofinancement des postes occupés par des bénéficiaires du RSA.
Nombre de postes d'insertion en ETP : 6
Dont bénéficiaires du RSA 4
Montant unitaire annuel de l'aide au poste : 19655,00 €
Montant total de l'aide au poste : 117930,00 € = (19655/12X12X 6)
Montant part Conseil départemental(*) (88 % du socle RSA soit 480,02 €) : (480.02 X 4) X 12= 23040,96 €
Montage financier

	En €	%
Montant total de l'aide au poste	117930,00	100,00
Etat	94889,04	80,46
Conseil départemental	23040,96	19,54

Exemple : Hypothèse d'une annexe financière d'une durée de 6 mois avec cofinancement des postes occupés par des bénéficiaires du RSA.
Nombre de postes d'insertion en ETP : 6
Dont bénéficiaires du RSA 4
Montant unitaire annuel de l'aide au poste : 19655,00 €
Montant total de l'aide au poste : (19 200/12X6) X 6) = 58965,00 €
Montant part Conseil départemental (*) (88 % du socle RSA soit 480,02 €) : (480,02 € X 4) X 6= 11520,48 €
Montage financier

	En €	%
Montant total de l'aide au poste	58965,00	100,00
Etat	47444,52	80,46
Conseil départemental	11520,48 €	19,54

(*) Ce montant est défini dans l'annexe financière à partir de la CAOM.

L'ASP adresse ensuite un courrier de notification à la SIAE conventionnée. Ce document rappelle les modalités de financement et comporte un échéancier prévisionnel des paiements. Les informations permettant l'accès à l'extranet IAE 2.0 sont envoyées par mail dès la validation de l'annexe financière par l'ASP au correspondant de la structure qui figure sur l'annexe financière.

2.3. Les modalités de versement de l'aide

Les montants forfaitaires mensuels.

Le montant forfaitaire mensuel est déterminé en fonction de la durée de la convention.

Exemple
Montant de l'aide = 117930€ - Durée 12 mois
Montant forfaitaire mensuel = 117930 € : 12= 9827,50 €
Dont 7907,21 € pour la part Etat
Dont 1920,29 € pour la part CD

L'ASP verse le montant forfaitaire mensuel d'un mois donné au cours de ce mois. L'ASP notifie un avis de paiement qui indique l'origine du financement de l'aide.

La SIAE doit procéder à l'enregistrement des salariés en insertion dans l'extranet IAE 2.0 (saisie de la fiche Salarié avec des informations sur le contrat).

En fin de mois, la SIAE doit :

- déclarer les heures réalisées (heures payées en ACI) pour l'ensemble des salariés en insertion,
- imprimer l'états mensuels de présence qui comporte l'ensemble des salariés et les heures déclarées,
- l'adresser au plus tôt par voie postale à la Direction régionale de l'ASP compétente.

Les régularisations

L'aide au poste est régularisée après chaque trimestre de la période conventionnée (au deuxième mois qui suit le trimestre à régulariser, sauf pour le dernier trimestre de l'annexe pour lequel la régularisation se fait au plus tôt) : le nombre d'heures réalisées par les salariés est comparé à celui des heures théoriques prévu au regard du nombre de postes d'insertion aidés.

Les prérequis :

- les États mensuels de présence des mois échus doivent tous être validés par l'ASP,
- le nombre d'heures réalisées par tous les salariés en CDD d'insertion est rapporté au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes aidés au titre de la période considérée (chaque trimestre).

Les modalités de régularisation :

Après chaque trimestre, si le nombre d'heures réalisées depuis le début de l'annexe financière est inférieur au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes conventionnés au titre de la même période, aucun versement n'est opéré ou un versement est effectué à hauteur des heures réalisées restant dues.

Si le nombre d'heures réalisées depuis le début de l'annexe financière est supérieur au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes conventionnés au titre de la même période, le montant du versement s'appuie sur le nombre d'heures réellement effectuées restant dues (à hauteur du montant mensuel forfaitaire).

Dans tous les cas, le montant total versé en fin de conventionnement n'excède pas le montant total de l'aide au poste indiqué sur l'annexe financière (sous réserve d'une revalorisation du montant unitaire annuel réglementaire).

Les heures réalisées qui sont prises en compte lors d'une régularisation de l'aide au poste concernent tous les salariés, qu'ils soient bénéficiaires ou non du RSA. Néanmoins, la participation du CD est établie en prenant en compte le nombre réel de bénéficiaires du RSA employés en CDDI : tout bénéficiaire du RSA ayant au moins une heure réalisée sur un mois donné entraîne pour le Département une dépense égale à 88% du RSA au titre de ce mois. La participation globale du

Département reste cependant limitée au montant stipulé sur l'annexe financière. Dans le cas où le budget du CD viendrait à être épuisé avant la fin de l'annexe financière, les paiements se poursuivraient, les crédits Etat venant prendre le relais des crédits départementaux.

En fin d'annexe, un avenant de modification négocié avec l'Etat peut permettre de réviser la participation du Conseil départemental à la hausse ou à la baisse. Les révisions de participation se traduisent par une modification des autorisations d'engagement (AE) du CD à la hausse à condition d'avoir un avenant de modification (EJ) notifié sur l'exercice budgétaire.

2.4. Les suspensions, les recouvrements

- **Les suspensions de paiement**

En cas de non saisie de l'état mensuel de présence d'un mois donné dans le délai du mois suivant, l'ASP suspend les versements programmés. A l'exception du forfait mensuel du premier mois, les versements de l'aide au poste sont effectués par l'ASP seulement si les États mensuels de présence des mois précédents sont validés par l'ASP.

- **Les ordres de recouvrer**

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les modalités de régularisations peuvent conduire à l'émission d'ordres de recouvrer après le dernier mois de l'annexe.

Dans ce cadre, deux ordres de recouvrer, respectivement pour la part Etat et pour la part du Conseil départemental, sont adressés à la structure d'insertion si le nombre d'heures réalisées depuis le début de la période d'effet est inférieur au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes conventionnés et si la différence entre ces deux grandeurs excède le nombre d'heures mensuel théorique.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives
Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté, l'ASP soumet au Conseil départemental pour décision la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande, à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs ou égaux à 30 € pour lesquels l'ASP procédera à l'apurement automatique. Le Conseil départemental informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si le Conseil départemental estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

3. Le système d'information et les restitutions

Afin que le Conseil départemental puisse suivre et contrôler la mise en œuvre du dispositif, l'ASP propose :

- Un accès à l'extranet IAE 2.0 qui permet de disposer des fonctionnalités décrites ci-après ;

3.1. Les fonctionnalités disponibles dans l'Extranet IAE 2.0

Le Conseil départemental aura accès uniquement aux informations relatives aux structures d'insertion dont il cofinance l'aide au poste.

L'accès à l'Extranet IAE 2.0 permet de :

- Consulter une annexe financière,
- Consulter la fiche Salarié d'une personne accompagnée en insertion,
- Consulter les suivis mensuels couverts par la période conventionnée,
- Consulter le détail des paiements effectués par l'ASP,
- Consulter le tableau de bord des alertes de suivi des réalisations par annexe,
- Consulter et éditer les Bilans intermédiaires d'une annexe financière,
- Consulter le Bilan final d'une annexe financière,
- Consulter le Bilan des objectifs négociés,
- Exporter (fichier excel) le « Suivi des annexes financières »,
- Exporter (fichier excel) le « Suivi de réalisation des postes d'insertion »,
- Exporter (fichier excel) les « Données des annexes financières »,
- Consulter et exporter (fichier Excel) les « Réalisations mensuelles par salarié de niveau Annexe financière »,
- Exporter (fichier excel) les « Réalisations mensuelles des salariés accompagnés en insertion par toutes les structures » cofinancées du département.

Chaque page de l'extranet dispose d'une aide en ligne et l'utilisateur du CD a un manuel utilisateur à sa disposition.

3.2. Les restitutions

La reddition annuelle des comptes.

L'ASP produira au Conseil départemental un compte d'emploi annuel certifié par l'Agent comptable. Il retrace la totalité des opérations de dépenses et de recettes décrites sans contraction entre elles.

L'ASP produira également un suivi des engagements et un suivi des annexes financières.

Annexe 2 : Compte d'Emploi (cf pdf ci-joint)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ASP Agence de Services et de Paiement

Balance générale des comptes

Compte d'emploi récapitulatif

Convention Du ../../.... Financeur .....

Objet .....

Période du ../../.... au ../../....

COMPTE DE TRESORERIE	
Crédits d'intervention reçus	.....
Frais de gestion reçus	.....
Prescriptions	.....
Recouvrement des OR émis (par compensation-encaissement)	.....
Crédits d'intervention transférés	.....
1 Total des encaissements sur la période	.....
Dépenses de dossiers d'aides	.....
Dont Commissions Lettre Chèque	.....
Dépenses de charges sociales	.....
Frais de gestion dus	.....
Reversement du recouvrement	.....
Remboursement reliquat financeur	.....
Transfert reliquat financeur	.....
Conservation reliquat financeur	.....
2 Total des décaissements sur la période	.....
Solde de trésorerie au ../../.... (1-2)	.....

RESTE A PAYER	
Montant total prévisionnel de la convention	.....
+ Prise en charge de la convention sur la période	.....
- Dépenses de dossiers d'aides	.....
- Dépenses de charges sociales	.....
- Frais de gestion dus	.....
+ Prise en charge du recouvrement sur la période	.....
Reste à payer au ../../....	.....

RESTE A RECOUVRER	
+ Emission d'ordres de recouvrer (OR)	.....
- Recouvrement des OR émis par compensation	.....
- Recouvrement des OR émis par encaissement	.....
- Non-valeurs	.....
- Remises gracieuses	.....
- Annulations et réductions d'OR	.....
Reste à recouvrer sur OR au ../../....	.....

L'agent comptable de l'ASP certifie que les paiements effectués sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par l'article D1617-19 du code général des collectivités territoriales, et dans le cadre des contrôles par sondage qu'il a réalisés conformément aux versions actualisées du décret du 27 mars 2009 relatif à l'ASP et de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021, qu'il est en possession des pièces afférentes aux opérations qu'il a contrôlées pour celles qu'il conserve, les autres étant détenues par les services de l'ordonnateur sous sa responsabilité.

Certifié exact

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/203

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE PRÉVENTION, ACTION SOCIALE ET PLAN AMBITION SANTÉ - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le Département, chef de file de l'action sociale assume ses responsabilités dans les différents domaines de l'action sociale, des familles et de l'insertion pour soutenir et protéger les Corréziens, notamment les plus fragiles.

L'engagement sans faille de la collectivité se traduit par des actions concrètes pour venir en aide de façon directe à la population ou grâce au concours de nos partenaires institutionnels et associatifs. 111 agents maillent le territoire au sein des Maisons de la Solidarité Départementale (MSD) pour lutter contre l'exclusion, assurer des actions de prévention et de protection des enfants et des adultes vulnérables. Certains sont spécialisés dans l'accompagnement budgétaire, d'autres encore dans celui des victimes de violences conjugales et/ou familiales. En 2024, 64 962 personnes se sont présentées à l'accueil des MSD et 8 686 rendez-vous ont été réalisés par les travailleurs sociaux en polyvalence de secteur. Ces derniers ont la possibilité de mobiliser différentes aides proposées par le Département en fonction des difficultés rencontrées par le public.

Par ailleurs, afin de palier la carence de temps médical sur le département et de prendre en compte des enjeux de santé publique, tels que l'égalité d'accès aux soins ou le bien vieillir, le Département a mis en place en 2019 un Plan Ambition Santé reposant notamment sur un soutien aux collectivités pour le déploiement de maisons de santé, des aides financières octroyées aux étudiants en médecine contre l'obligation de s'installer en Corrèze, l'ouverture d'un Centre Départemental de Santé, des opérations d'attractivité territoriale.

Afin d'assurer la continuité de ces politiques, il est proposé d'affecter 1 333 700 € de crédits de paiement, au titre du fonctionnement et 22 000 € en investissement.

I. Les dépenses d'intervention de l'action sociale : 580 500 €

A. Les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) : 150 000 €

Les MASP sont prévues par la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des Majeurs. La collectivité a décidé en 2016 d'internaliser les MASP dites "simples" (aides administratives et budgétaires) et d'attribuer par commission d'appel d'offres les MASP avec perception et gestion des prestations sociales dites « MASP 2 » à un prestataire.
Le montant de l'enveloppe est calculé sur une base de 54 mesures par mois à hauteur de 230 € pour l'année 2025, sachant que le marché (MASP) a été renouvelé pour une durée de 4 ans à compter du 2 mai 2024. En 2024, 72 personnes ont été accompagnées en activant plus de 550 mesures MASP 2.
Il est proposé d'affecter des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 150 000 € pour financer ce dispositif.

B. Secours et assistance : 70 500 €

1. Le Fonds de Secours Départemental (FSD) : 70 000 €

Le FSD comporte deux mesures d'aide :

Aide du FSD attribuée en Commissions permanentes

Il s'agit d'un fonds d'aide facultatif qui intervient en dernière intention, et seulement après épuisement des réponses des autres dispositifs sollicités. Les aides peuvent être de différentes natures concernant le logement, la santé, la mobilité, les frais d'obsèques… Ces aides sont attribuées après instruction de la demande adressée par les assistants de service social. Il s'agit d'une aide financière complémentaire ponctuelle qui obéit à un règlement de fonctionnement. Pour l'année 2024, 170 aides ont été attribuées en Commission permanente pour un montant alloué de 54 523 €.

Aide en urgence alimentaire sous forme de bons d'achat

Depuis la crise sanitaire, il a été mis en place un second moyen de paiement appelé "bon d'achat d'urgence alimentaire" pour les familles sans enfants qui cible des dépenses de première nécessité (alimentaires, d'hygiène…). En 2024, 145 bons d'urgence ont été émis pour une somme de 8 510 €.

Il est proposé d'inscrire 57 000 € en dépenses de fonctionnement pour les aides FSD qui seront présentées en Commission Permanente et 13 000 € pour les bons d'achats.

2. Mise en sécurité dans le cadre des violences intrafamiliales : 500 €

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du dispositif de prévention des violences intrafamiliales et concerne un public prioritairement féminin victime de violences exercées par les conjoints. Il consiste en la prise en charge par le Conseil départemental des frais de transport de première urgence pour une mise en sécurité immédiate des victimes.

Une convention a été renouvelée en novembre 2022 pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2028 entre le Préfet du département, le Président du Conseil départemental, le Président du Roc, le Président du Syndicat des Artisans Taxi de la Corrèze, le Président de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie de la Corrèze. En 2024, 1 personne a eu recours à ce service.

Au global, il est proposé d'affecter des crédits de paiement de fonctionnement à hauteur de 70 500 € pour financer ces actions de secours et d'assistance.

C. Le soutien aux partenaires associatifs : 70 000 €

Au titre des participations ou subventions accordées à divers organismes ou associations dans le cadre du programme « Action sociale », 17 associations ont été retenues en 2020, 16 en 2021, 19 en 2022, 16 en 2023 et 17 en 2024. Un montant de 65 000 € est proposé pour 2025.
Je soumets à votre approbation les montants des subventions, aux associations ayant déposé une demande pour le programme « Action sociale » présentés en annexe 1 de ce rapport.

Par ailleurs, une participation est versée au Conseil départemental de l'Accès au Droit (C.D.A.D.) dans le cadre de la convention, reconduite en 2024, réglant l'organisation et les conditions de fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public pour une somme de 5 000 € pour 2025.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 70 000 € pour conforter l'action de ces associations qui œuvrent pour accompagner et soutenir les familles.

D. Dotation globale de financement aux Services Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs (S.M.J.P.M) : 18 000 €

Cette dotation globale est à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'État pour le solde (décret du 30/12/2015).
Il est proposé d'affecter des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 18 000 €.

E. Fonds d'Aide Aux Jeunes : 70 000 €

Le Département est compétent pour attribuer aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.
Ces aides sont versées par un fonds d'aide aux jeunes, placé sous l'autorité du Président du Conseil départemental. Le financement du fonds est assuré par le Département de la Corrèze, la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze, la Mutualité Sociale Agricole du Limousin, et les Centres Communaux d'Action Sociale de Brive, Malemort, Tulle, et Ussel.
Le fonds, en plus d'apporter une aide individualisée, finance également des actions collectives sur environ 25 % du budget global. Pour se faire, un appel à projet est lancé chaque année à destination des acteurs locaux (Missions locales, Services d'habitat jeunes…). Ces actions doivent avoir pour objectif de favoriser l'accès à l'autonomie, la formation, la mobilité et l'emploi des jeunes corréziens de 16 à 25 ans. En 2024, 13 actions collectives ont pu être financées à hauteur de 35 572,40 €.
Il est proposé d'affecter des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 70 000 €.

F. Moyens généraux : 37 000 €

Il convient de réserver 2 000 € de crédits de paiement pour la mise en œuvre d'actions collectives réalisées par les équipes des Maisons de Solidarité Départementale (MSD) en faveur du public, l'action en groupe concourant au développement de nouvelles formes d'accompagnements complémentaires à l'action individuelle et permettant une cohésion des équipes professionnelles pour un meilleur service rendu aux publics.

De plus, une enveloppe de 35 000 € est dédiée au financement des dépenses de fonctionnement des moyens généraux du Plan Ambition Santé pour financer les axes suivants du nouveau Plan Ambition Santé 2 adopté lors de la séance plénière du Conseil départemental du 26 novembre 2021 :

- Présence aux salons et congrès : 7 000 € ;
- Plan de communication du Plan Ambition Santé : 18 352 € ;
- Location de trois bornes de consultation médicale à Goulles, Chamberet et Lapleau pour un total de 9 648 €.

Il est proposé de réserver des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 37 000 €.

G. Convention de partenariat liée à la mise en place d'une action d'insertion pour la mobilité dans le cadre du contrat départemental des solidarités 2024-2027 : 165 000 €

Considérant la persistance des freins liés à la mobilité (forte demande notamment en milieu rural, offre limitée) et au-delà des actions déjà proposées sur le territoire corrézien, le Département de la Corrèze a souhaité renforcer le panel de solutions pour les publics les plus fragiles, notamment les jeunes en difficulté, les travailleurs pauvres et les bénéficiaires des minimas sociaux afin qu'ils puissent trouver un accompagnement et une solution pratique pour retrouver de l'autonomie dans leurs déplacements.
Afin de mieux répondre à ce besoin, le Département s'est engagé financièrement avec l'Etat à travers le Contrat Local de Solidarités pour développer une flotte de véhicules (8 boites automatiques et 3 sans permis) en location solidaire mis à disposition au sein des MSD et des Maisons Du Département (MDD) et prescrits par les travailleurs sociaux du Département, les CCAS et les 3 Mission locales. La convention prévoit un montant annuel de 164 537,28 € en année pleine.
Il est proposé d'affecter des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 165 000 €.
Par ailleurs, cette action fait l'objet d'une recette de 256 188 € en fonctionnement dans le cadre du Pacte local des Solidarités.

II. Le Plan Ambition Santé : 753 200 €

Le Plan Ambition Santé s'articule autour de cinq axes :

- augmenter le temps médical ;
- promouvoir les professions médicales et attirer les étudiants, médecins généralistes et spécialistes ;
- proposer aux médecins généralistes libéraux des solutions ;
- coordonner les acteurs ;
- mobiliser et communiquer.

A. Attractivité et aide aux médecins et étudiants en médecine ou infirmiers en pratique avancée : 383 200 €

Dans le cadre du Plan Ambition Santé, le Conseil départemental a validé, lors des séances plénières du 23 avril 2021 et du 26 novembre 2021, un accompagnement financier pour les professionnels de santé (médecins, spécialistes et infirmiers en pratique avancée) qui se décline de la manière suivante :

- une bourse de 800 € par mois aux externes et internes en médecine générale ou spécialistes étudiants ;
- une aide forfaitaire d'aide aux déplacements : 300 € par mois par stage en Corrèze ;
- une bourse de 500 € mensuels à la formation d'infirmier en pratique avancée.

Les aides pluriannuelles en cours déjà attribuées à 14 médecins en 2ème ou 3ème cycle de médecine générale ont engendré un coût de 128 000 € pour l'année 2024 ; de même, les aides déjà attribuées à 8 infirmiers en pratique avancée ont généré, en 2024, un coût de 24 000 €.

Au titre de l'année 2024, 17 étudiants en médecine ont été accompagnés par le Département à hauteur de 152 000 € et 10 IPA à hauteur de 28 000 €. 92 étudiants ont bénéficié de l'aide forfaitaire pour leurs stages pour un montant de 98 175 €.

Il est proposé d'inscrire, pour 2025, des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 383 200 €.

Je propose de modifier l'Autorisation d'Engagement (AE) 2025-2035 est de la porter à hauteur de 1 500 000 € afin de couvrir les aides pluriannuelles pendant cette période.

B. Subvention d'équilibre de Fonctionnement du C.D.S. Corrèze Santé : 370 000 €

Une subvention d'équilibre de fonctionnement pour le Centre Départemental de Santé est proposée à hauteur de 370 000 €.
Il est donc proposé d'inscrire des crédits de paiement en fonctionnement à hauteur de 370 000 €.

C. Partenariat Maestro-Santé : 22 000 €

Afin d'optimiser les conditions d'apprentissage des étudiants, le projet « MAESTRO-Santé », porté par l'Université de Limoges, entre en résonnance avec la préoccupation du Département de proposer des solutions innovantes pour le territoire en termes d'attractivité médicale. Il correspond également au souci de la collectivité d'assurer aux étudiants corréziens les meilleures conditions de formation possibles en restant accessible aux familles.
Ce projet vise à proposer aux étudiants en médecine et en pharmacie des modalités d'enseignement à distance sécurisées, supervisées et délocalisées. Il permettra à ceux-ci de suivre une partie de leur cursus à distance sur des campus connectés déportés à Tulle, Brive-la-Gaillarde et Périgueux. Cette organisation répond à un enjeu social (faciliter le quotidien des étudiants), pédagogique (travail en petits groupes et utilisation d'outils numériques performants), économique et écologique (moins de déplacements).
Le Département apportera une participation de 22 000 € en investissement à ce projet.

Il est proposé d'affecter des crédits de paiement en investissement à hauteur de 22 000 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous proposons d'affecter les crédits de paiement selon le tableau ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP)	190 000,00 €	125 096,64 €	150 000,00 €
Actions d'utilité sociale	186 248,00 €	230 407,08 €	430 500,00 €
Plan Ambition Aanté	400 800,00 €	278 175,00 €	383 200,00 €
Subvention de fonctionnement CDS	730 000,00 €	250 000,00 €	370 000,00 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 507 048,00 €	883 678,72 €	1 333 700,00 €
Actions d'utilité sociale	Néant	200,00 €	Néant
Lutte contre la pauvreté et l'emploi	200 000,00 €	1 500,00 €	Néant
Pacte Local Solidarité	Néant	Néant	256 188,00 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	200 000,00 €	1 700,00 €	Néant
Plan Ambition Santé	Néant	Néant	22 000,00 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Néant	Néant	22 000 ,00 €
Néant	Néant	Néant	Néant
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	Néant	Néant	Néant

En résumé :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 333 700,00 €	256 188,00 €
INVESTISSEMENT	22 000,00 €	Néant
TOTAL	1 355 700,00 €	256 188,00 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 333 700 € en fonctionnement et à 22 000 € en investissement.
La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 256 188 € en fonctionnement.

EN DEPENSES :

Les EPF sont les suivantes :
P001E01 – Frais de fonctionnement Plan Ambition Santé (EPF)
P001E02 – Moyen en fonctionnement (EPF)
P001E03 – Participations (EPF)
P001E04 – Quote-part Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (EPF)
P001E05 – Secours et assistance (EPF)
P001E07 – Subventions aux associations (EPF)
PE17E08 - Subvention ADER Pacte Local de Solidarité (EPF)
P001E19 - Fonds D'aide Aux Jeunes (EPF)
P129E01 – Aides aux médecins et étudiants en médecine (EPF)
P129E02 – Subvention d'équilibre fonctionnement Centre de Santé (EPF)

L'AE sont les suivantes :
P113E03 – Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées (MASP)
P129E08 - Aide aux étudiants médecins et en médecine 2025-2035

L'EPI est la suivante :
P129E10 - Subvention d'équipement (EPI)

EN RECETTE :

L'EPF est la suivante :
P001E20 - Pacte Local des Solidarités

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/203

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE PRÉVENTION, ACTION SOCIALE ET PLAN AMBITION SANTÉ - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/203 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Sandrine MAURIN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la Politique sectorielle de l'ACTION SOCIALE et du PLAN AMBITION SANTE 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 333 700,00 €	256 188,00 €
INVESTISSEMENT	22 000,00 €	Néant
TOTAL	1 355 700,00 €	256 188,00 €

EN DEPENSES :

Les EPF sont les suivantes :

P001E01 – Frais de fonctionnement Plan Ambition Santé (EPF)
P001E02 – Moyens en fonctionnement (EPF)
P001E03 – Participations (EPF)
P001E04 – Quote-part Service Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (EPF)
P001E05 – Secours et assistance (EPF)
P001E07 – Subventions aux associations (EPF)
PE17E08 - Subvention ADER Pacte Local de Solidarité (EPF)
P001E19 - Fonds d'aide Aux Jeunes (EPF)
P129E01 – Aides aux médecins et étudiants en médecine (EPF)
P129E02 – Subvention d'équilibre fonctionnement Centre de Santé (EPF)

L'AE sont les suivantes :

P113E03 – Mesures d'Accompagnement Social Personnalisées (MASP)
P129E08 - Aide aux étudiants médecins et en médecine 2025-2035

L'EPI est la suivante :

P129E10 - Subvention d'équipement (EPI)

EN RECETTE :

L'EPF est la suivante :

P001E20 - Pacte Local de Solidarité (EPF)

Article 2 : sont décidées, au titre de 2025, les subventions récapitulées en annexe à la présente délibération.

Article 3 : est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement pour le budget annexe du Centre Départemental de Santé d'un montant de 370 000 €, dès Approbation de la délibération.

Article 4 : est approuvé de porter l'autorisation d'engagement "Aide aux étudiants en médecine 2025-2035" à hauteur de 1 500 000 €.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.28.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.28
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.18
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.14
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.24
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.14.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15894-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEXE 1
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE L'ACTION SOCIALE POUR 2025

Structures par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée	Subventions accordées en 2024	Montants demandés en 2025	Montants proposés en 2025
TERRITOIRE DE TULLE					
ASSOCIATION FAMILLES DE DETENUS DE TULLE *Canton de Tulle*	Accueil des familles des personnes détenues à la Maison d'Arrêt de TULLE dans un local situé près de la maison d'arrêt, propriétaire de l'association . Les familles sont reçues les après midi des lundi, mardi, mercredi et vendredi .	Subvention de fonctionnement	300,00 €	400,00 €	300,00 €
FEDERATION DEPARTEMENTALE FAMILLES DE France Canton de Tulle	Fonctionnement de l'association pour toutes ses activités auprès des familles	Subvention de fonctionnement	1 300,00 €	1 500,00 €	1 300,00 €
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA CORREZE *Canton de Tulle*	agir contre la pauvreté et l'exclusion et promouvoir la solidarité et ses valeurs. Elle rassemble des personnes de toutes opinions, conditions et origines qui souhaitent faire vivre la solidarité.Accueillir et répondre aux différentes besoins d'aide pour les personnes en situation d'exclusion sociale ou en difficulté 'Aide alimentaire, hygiène, aide vestimentaire, accès à la culture, loisirs, vacances, et insertion professionnel. Accès au logement au travers le déménagement social et au mobilier de première necessité. Micro crédit solidaire...	Subvention de fonctionnement	3 500,00 €	10 000,00 €	3 500,00 €
HAUTE-CORREZE					
ASSOCIATION DU BLEU DANS LE GRIS Canton de Meymac	L'association a pour but de gérer une épicerie sociale répondant aux objectifs suivants: – proposer une aide alimentaire participative et de qualité, respectueuse de la liberté de choix et de la dignité de l'Homme, – travailler en partenariat avec différents acteurs du territoire pour permettre un accompagnement social (accueil convivial, rencontre et partage d'activités communes…) dans le but de recréer du lien.	subvention de fonctionnement :	500,00 €	1 000,00 €	500,00 €
ASSOCIATION USSEL ACCUEIL SOLIDARITE *Canton d'Ussel*	Epicerie sociale distribuant des aliments sur le secteur de la Haute Corrèze	Subvention de fonctionnement	6 500,00 €	7 500,00 €	6 500,00 €
ASSOCIATION SOLIDARITE MILLEVACHES *Canton plateau de Millevaches*	Aide aux personnes démunies (familles monoparentales, chômeurs, réfugiés, malades etc...):- aide alimentaire (épicerie sociale)- aide vestimentaire- Covoiturage à développer	Subvention de fonctionnement	800,00 €	1 000,00 €	800,00 €
BRIVE					
ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR CORREZE *Canton de Malemort*	Aider et apporter sur le territoire de la Corrèze une assistance bénévole aux personnes démunies,notamment dans le domaine alimentaire,par la distribution de paniers repas,en effectuant toutes actions d'aide à la personne (accueuil,écoute,informations,accompagnement) qui contribue à réinsérer les personnes dans la vie sociale et économique et d'un manière générale,par toutes actions contre la pauvreté qui ne cessa d'augmenter	Subvention de fonctionnement	14 000,00 €	25 000,00 €	14 000,00 €
CROIX ROUGE FRANCAISE CONSEIL DEPARTEMENTAL *canton Brive 1*	2 grands types d'activités : l'urgence et le secourisme (19 intervenants secouristes, des formateurs) l'action sociale : Samu Social à Brive, Accueil de jour à Brive, accueil d'urgence dans toutes les unités locales, Vacances des enfants, 3 vestiboutiques, Alphabétisation, visites auprés des personnes âgées, action en milieu carcéral) 4 unités locales coordonnées par la délégation départementale	Subvention de fonctionnement	2 500,00 €	5 000,00 €	2 500,00 €
		Dispositif Croix Rouge Solidarité	2 500,00 €	5 000,00 €	2 500,00 €
BANQUE ALIMENTAIRE *Canton Brive 1*	Collecte et distribution de dons et surplus alimentaires aux associations partenaires,nous sommes le maillon central d'un réseau allant des fournisseurs de denrées alimentaires aux personnes en difficulté économique, en passant par les associations humanitaires et les CCAS qui luttent au quotidien contre la précarité. Les Banques Alimentaires représentent aujourd'hui le plus important réseau de lutte contre la faim et la précarité, avec pour mot d'ordre la lutte contre le gaspillage alimentaire. Aucune denrée n'est achetée et sur notre territoire, prés de 75 % des approvisionnements proviennent de produits sauvés.	Subvention de fonctionnement	7 000,00 €	15 000,00 €	7 000,00 €

Structures par territoire	Objet social de l'association	Description de la subvention demandée	Subventions accordées en 2024	Montants demandés en 2025	Montants proposés en 2025
AIDE AUX VICTIMES CORREZE (ARAVIC) *Canton Brive 1*	contrôle judiciaire-sursis mise à l'épreuve - alternative aux poursuites - enquête de personnalité - enquêtes sociales rapides - médiations pénales - aide aux victimes d'infractions pénales.	Subvention de fonctionnement : - Accueillir, écouter et évaluer la situation des victimes de violences intra-familiales. - Favoriser la reconnaissance et la sortie de l'isolement des victimes de violences conjugales et intrafamiliales par un accompagnement juridique, social et psychologique adapté	2 500,00 €	15 000,00 €	2 500,00 €
		Subvention de fonctionnement Sensibiliser les partenaires et le public sur l'action de prévention menée	500,00 €		500,00 €
SOS VIOLENCES CONJUGALES *Canton Brive 3*	Service emblématique créé à l'origine de l'association, en 1990, le Pôle Ecoute et Entretien assure une permanence téléphonique et physique, en accompagnant individuellement toute personne victime. Il propose une aide au processus de dévictimisation", effectif sur le long terme.	Subvention de fonctionnement	5 000,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €
SECOURS CATHOLIQUE - COMITE CORREZE *Canton Brive 2*	Le Secours Catholique en Corrèze (9 équipes locales réparties sur le département) propose aux personnes (adressées le plus souvent par les AS de secteur) qu'il reçoit les activités suivantes :- Accueil, écoute, aides d'urgence (chèques de services, alimentaire…) - Aide administrative, domiciliation du courrier- douche, lave-linge - Commission des aides, microcrédit, "Coup de Pouce"- Groupes conviviaux, repas solidaires, visites à domicile - 4 boutiques (vêtements) et des jardins solidaires- 1 épicerie sociale- des activités liées aux vacances : séjours d'une semaine à la mer proposés à des familles corréziennes,	Subvention de fonctionnement	3 500,00 €	4 000,00 €	3 500,00 €
CLUB COURTELINE *Canton Brive 3*	Accompagnement à la scolarité d'enfants de 6 à 9 ans scolarisés à l'école Thérèse Simonet. Ateliers de Patchwork, cuisine, yoga et travaux manuels divers pour adultes. Atelier "Langue et Cultures" pour l'apprentissage de la langue française pour adultes.	Subvention de fonctionnement	1 300,00 €	2 800,00 €	1 300,00 €
VIVRE ENSEMBLE Canton Brive 3	Créer des animations culturelles, sportives, sociales et de loisir en direction des habitants du quartier en favorisant la comprehension, la tolèrence, la communication et l'intégration.	Subvention de fonctionnement	Néant	500,00 €	500,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE CATHOLIQUE DE LA CORRÈZE *Canton Brive 4*	Les AFC de la Corrèze organisent des événements d'aides (conférences et sessions de formation parents/enfants centrés sur la famille et l'éducation, bourses aux vêtements) ou de loisirs (concert, projection ciné, goûter/lecture pour les enfants) pour les familles du département de la Corrèze.	Subvention de fonctionnement	500,00 €	500,00 €	500,00 €
AUTRES TERRITOIRES					
CENTRE REGIONAL D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION FEMMES ET FAMILLES *Limoges*	Le CIDFF du Limousin a une mission d'intérêt général qui lui est confiée par l'Etat pour délivrer à tout public et particulièrement aux femmes, une information globale dans 4 domaines : L'accès aux droits, l'information sur l'emploi et la formation, le soutien à la parentalité et la lutte contre les violences faites aux femmes par le biais des permanences gratuites.	Subvention de fonctionnement	1 500,00 €	5 000,00 €	1 500,00 €
ASSOCIATION INFODROITS *Pessac 33*	Promouvoir la connaissance du droit, apporter à chaque citoyen la connaissance de ces droits et devoirs	Subvention de fonctionnement	4 000,00 €	4 980,00 €	4 000,00 €
ASSOSSIATION POUVANT DEPOSER UNE DEMANDE EN COURS D'ANNEE					4 800,00 €
		TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDEES	57 700,00	111 180,00	65 000,00

CD.2025.04.11/204

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le Département place la prévention, la promotion de la santé, le développement et le bien-être des enfants au cœur de ses engagements.
Réduire les inégalités sociales et territoriales, c'est mettre au centre des choix politiques départementaux, la solidarité, l'accompagnement des plus fragiles et des plus vulnérables d'entre nous.

Le service Prévention Protection Maternelle et Infantile permet de proposer une offre de santé à toutes les familles corréziennes quel que soit leur lieu de vie dans le département. Assurer une couverture médicale de proximité n'est pas seulement un objectif de santé publique et de protection des populations, c'est également un levier majeur de développement du territoire et du bien vivre en Corrèze.

La politique de santé de l'enfant fait l'objet d'une attention toute particulière, compte tenu des effets à long terme sur la vie d'adulte de celui-ci. Des actions de prévention précoce et d'éducation permettent de promouvoir des comportements de santé positifs, ce qui contribue à améliorer la santé et le bien-être des enfants et des familles sur notre territoire.
Dans une recherche d'efficience le Département a fait le choix de se doter d'outils numériques afin d'adapter ses politiques de prévention aux besoins des familles corréziennes. Il poursuit cet objectif en accompagnant la transformation des méthodes de travail des agents de tous les services médico-sociaux et sociaux afin que le suivi des familles puisse se faire de manière globale et précise dans un outil numérique.

Il faut ajouter à cette politique préventive une volonté du Département, de soutenir les familles dans le cadre des modes d'accueil et ainsi favoriser la conciliation de la vie privée, professionnelle et sociale. Cette volonté passe par le développement des modes d'accueil individuels et collectifs des enfants en veillant à leur santé, à leur éveil et à une équité d'accès géographique. Le Département est particulièrement attentif à la qualité des

modes d'accueil, cruciale pour le développement moteur, affectif, social et cognitif des enfants. Des modes d'accueil de qualité contribuent à lutter contre les inégalités, notamment par un accueil inclusif pour les enfants en situation de handicap, atteints de maladies chroniques, et pour les enfants de parents vulnérables ou isolés. Ils aident aussi à lever les obstacles à l'emploi pour les parents.

Par ces choix, le Département affiche clairement sa solidarité envers les familles corréziennes et participe activement au développement économique des territoires.

Le Conseil départemental de la Corrèze, maillon essentiel de la cohésion sociale à l'échelle du territoire, fait un choix budgétaire clairement tourné vers l'ensemble des Corréziens en veillant aux plus vulnérables, au regard d'un contexte économique particulièrement difficile et préoccupant sur le plan national.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, il est proposé d'affecter :

- Au titre des dépenses, 620 504 € de crédits de paiement répartis à hauteur de 6 000 € au titre de l'investissement et à hauteur de 614 504 € au titre du fonctionnement,
- Au titre des recettes, 131 000 € en fonctionnement.

Je vous prie de prendre connaissance ci-après de la répartition prévisionnelle de ces crédits entre, d'une part, les actions en faveur de l'enfance et des familles et, d'autre port, la prévention médico-sociale.

A. ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DES FAMILLES : 107 000 € en fonctionnement

I - Accueil du jeune enfant : 95 500 €

a) *Former les professionnels de l'accueil individuel - une obligation : 73 500 €*

En 2024,11 réunions d'informations sur le métier d'assistant maternel ont été réalisées par les professionnels de la Prévention Protection Maternelle et Infantile, ce qui a permis l'octroi de 46 nouveaux agréments. Cette fréquence, quasi mensuelle, répond précocement aux attentes des futurs professionnels et permet un début d'exercice rapide au bénéfice des familles en recherche d'une solution de garde.
Au 1er janvier 2025, le département compte 831 assistants maternels, soit une hausse de 2,21 % sur 1 an.

La professionnalisation des assistants maternels, telle que posée par le décret n°2018-903 du 23 octobre 2018 relatif à la formation et au renouvellement d'agrément des assistants maternels, prévoit une formation obligatoire en deux temps, d'une durée totale de cent-vingt heures, organisée et financée par le Conseil départemental de la Corrèze :

- une formation initiale de quatre-vingts heures, au cours de laquelle une évaluation des acquis est réalisée. Lorsque les résultats sont satisfaisants, une attestation de validation autorise le professionnel à accueillir l'enfant,
- une formation complémentaire de quarante heures, qui permet à l'assistant maternel d'approfondir ses connaissances et ses compétences en s'appuyant sur l'expérience professionnelle acquise au titre de l'accueil de l'enfant.

Les formations ainsi mises en place contribuent à la sécurité de l'accueil des enfants en Corrèze qui relève de la compétence du Conseil départemental.

À cet effet, le Département s'appuie sur le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de Naves (CFPPA) pour offrir une formation aux assistants maternels conforme au décret suscité, afin de les inscrire dans un processus de professionnalisation, garant d'un accueil sécurisé et professionnel.

En 2024, 46 nouvelles assistantes maternelles ont bénéficié de la formation initiale et 31 assistantes maternelles ont réalisé la formation complémentaire.

Pour financer cette formation, il vous est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 73 500 €, contre 56 970 € en 2024, ce qui permet de former davantage de professionnels et également d'offrir des places d'accueil supplémentaires aux enfants corréziens.

b) *Les frais de garde pendant la formation : 11 000 €*

Le Conseil départemental a pour obligation de prendre en charge les frais induits par l'accueil des enfants qui sont confiés aux assistantes maternelles sur leur temps de formation obligatoire.
En 2025, 80 assistantes maternelles devraient bénéficier d'une formation complémentaire de 40 heures.
Le parent organise lui-même la garde de l'enfant et perçoit une indemnisation forfaitaire de 3,50 € par heure pour les frais occasionnés.

Les crédits de paiement, pour cette dépense, s'élèvent à 11 000 €.

c) *Augmentation du temps de garde sur horaires atypiques : 10 000 €*

La difficulté liée à la garde d'enfants sur des horaires atypiques ou pouvant être déclenchée de façon urgente (pour se rendre à un entretien d'embauche, par exemple) a été repérée comme un frein à l'emploi dans le cadre d'un diagnostic territorial commandé par l'Etat dans le cadre du Pacte des Solidarités.

Le Département teste une mesure incitative à destination des 831 assistants maternels agréés qui accueilleraient des enfants dans le cadre d'une dérogation d'accueil ponctuel répondant aux critères (horaires atypiques, parents en situation d'insertion sociale et professionnelle).

Le montant de la gratification financière exceptionnelle du Département s'élève à 3.50 € net de l'heure dans la limite de 50 heures par mois. Cette gratification sera versée individuellement à l'assistant maternel à sa demande.

Les crédits de paiement, pour cette dépense, s'élèvent à 10 000 €.

d) Accueil du jeune enfant : 1 000 €

Ces frais sont liés à l'achat d'équipements dans les Maisons de Solidarité Départementales pour optimiser l'accueil des enfants et de leurs parents dans les locaux (jouets, livres, feutres…).

II - Soutenir les acteurs partenaires de l'enfance et de la santé : 11 500 €

Chaque année, des associations relevant du domaine de la santé et de la petite enfance déposent un dossier de demande de subvention via le portail dédié et sollicitent la participation financière du Département en vue de la réalisation de leurs projets.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, le Département poursuit son engagement pour la prévention et la promotion de la santé en soutenant des associations locales œuvrant dans le domaine de la prévention sociale et sanitaire.

Il vous est proposé de valider les aides financières présentées en annexe 1 de ce rapport. Le coût total des propositions s'élève à 11 500 € proposés en crédits de paiement.

B. PRÉVENTION MÉDICO-SOCIALE : 507 504 € en fonctionnement et 6 000 € en investissement.

I - Promotion santé - Action de prévention en faveur des adultes : 20 000 €

Le cancer nécessite des prises en charges complexes, sur une longue durée, et fait appel à de nombreuses compétences professionnelles médicales, paramédicales et sociales. C'est pourquoi la qualité de la prise en charge et de l'accompagnement des malades corréziens repose sur la coordination des professionnels et la personnalisation des réponses au bénéfice des patients et de leurs proches. Le cancer est une maladie paupérisante avec des effets aggravés pour les plus vulnérables.

Par conventionnement, un soutien financier est apporté chaque année au Comité de Corrèze de la Ligue contre le Cancer, plus précisément au niveau du volet social de la prise en charge des patients, soit du dispositif d'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de cancer à domicile et de leurs proches.

Ainsi, pour l'année 2024, 127 demandes d'aides financières ont été acceptées sur 129 demandes, se déclinant ainsi :

- aides financières à la vie quotidienne : 67 dossiers acceptés (aide générale à la vie courante, aides à l'énergie, aides alimentaires, aides aux loyers), soit une diminution de 9,46 %,
- aides financières liées à la maladie : 9 dossiers acceptés (financement de prothèses, frais de soins non remboursés, frais de transport), soit une hausse de 28,57 %,
- aides humaines : 51 dossiers acceptés (pour des heures d'aides à domicile, pour des portages de repas), soit une diminution de 56,78 %,
- aide à la construction d'un projet de vie : 1 dossier accepté (aide à la vie professionnelle, à l'installation/aménagement du logement).

Afin de participer au financement de ces aides et conformément à la convention triennale 2024/2025/2026 approuvée lors de l'assemblée Départementale du 12 avril 2024, il est proposé d'affecter 20 000 € de crédits de paiement.

II - Promotion de la santé en faveur du jeune enfant et de l'adolescent : 405 000 €

a) La prévention des 0 - 6 ans : 125 000 €

La prévention et le dépistage des enfants de moins de six ans et le conseil aux familles des enfants porteurs de handicap font partie des missions principales d'intervention du Département dans le cadre de la Prévention Protection Maternelle et Infantile. La plupart des handicaps ou déficiences d'origine périnatale peuvent être dépistés dans les premières années de la vie. Le dépistage consiste à repérer en amont des difficultés susceptibles d'entraver le développement de l'enfant, ce qui permet de mettre en place des prises en charge précoces afin que les difficultés ne se fixent pas et que l'enfant reprenne sa cinétique développementale. En effet, une prise en charge précoce permet une amélioration du pronostic des enfants.

Les médecins, les puéricultrices et les sage-femmes agents du Département sont des acteurs de l'intervention précoce auprès des enfants en situation de handicap au cours de consultations médicales ou dans le cadre du suivi des familles. Les enfants, pour lesquels il a été repéré ou dépisté des difficultés de développement ou des troubles avérés, sont orientés rapidement vers le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce.

Les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce ont pour objet le dépistage, la cure ambulatoire et la rééducation des enfants des premiers et deuxièmes âges qui présentent des déficits sensoriels, moteurs ou mentaux, en vue d'une adaptation sociale et éducative dans leur milieu naturel et avec la participation de celui-ci.

L'efficacité de ce dispositif suppose notamment une coordination resserrée avec les acteurs de la santé et l'action sociale en particulier. Ainsi, le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) est un acteur indispensable sur le territoire corrézien.

Dans l'attente des données définitives 2024, le bilan provisoire (octobre 2024) confirme une hausse effective des indicateurs depuis 2012, avec 433 enfants en file active dont :

- 59 % ont bénéficié d'un bilan pluridisciplinaire,
- 20 % ont bénéficié d'un suivi thérapeutique,
- 21 % ont bénéficié d'un suivi surveillance,
- 178 entrées et 67 sorties témoignent d'une grande activité avec de nombreux mouvements au sein de la file active des enfants corréziens.

Le Département est à l'origine de 91 orientations d'enfants. Il arrive en troisième position après l'éducation nationale et les centres hospitaliers.

Le financement du CAMSP se décompose ainsi : 80 % pris en charge par l'Assurance Maladie et 20 % par le Département [(l'article R.314-123 du Code de l'Action Sociale des Familles)].

Les crédits de paiement permettant de participer à la prévention et au dépistage du handicap chez l'enfant s'élèvent à un montant de 125 000 €.

b) Centre de santé sexuelle : 280 000 €

Conformément au Code de la Santé Publique, des activités de promotion en santé sexuelle figurent parmi les compétences du Département pouvant être gérées directement ou déléguées par convention à d'autres collectivités publiques ou à des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Ainsi, le Conseil départemental de la Corrèze est tenu d'organiser des consultations médicales, de diffuser des informations et de mettre en œuvre des actions collectives et individuelles d'information sur la sexualité.

Le Département de la Corrèze délègue ces missions, détaillées par convention, aux trois centres hospitaliers du Département : Brive, Tulle et Ussel.

Les trois Centres de Santé Sexuelle de Brive, Tulle et Ussel sont des lieux d'écoute, d'échange, d'informations sur la contraception, la grossesse, l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG), les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), les relations filles – garçons, mais aussi plus globalement, sur tout ce qui touche à la vie affective et sexuelle. Ouverts à tous, mineurs ou majeurs, quelle que soit la situation sociale et familiale de la personne, les centres de santé sexuelle sont des espaces d'aide, d'accompagnement, de prévention et de soin. L'accès peut être anonyme si l'usager le souhaite. Organisés en équipe pluridisciplinaire, les centres de santé sexuelle proposent des consultations médicales ou des entretiens de conseil conjugal et familial. Des actions de prévention ou de sensibilisation sont également menées auprès des usagers dans différents lieux et notamment les établissements scolaires.

Une convention annuelle précise les modalités de financement des trois centres de santé sexuelle. Elle prévoit la prise en charge d'une partie des frais de personnel et des frais médicaux pour les personnes ne bénéficiant pas de couverture sociale. La convention sera proposée lors d'une prochaine commission permanente.

L'ensemble des services de l'action sociale de notre collectivité, et notamment des Maisons Solidarité Départementales (MSD), travaille avec les Centres de santé sexuelle.

Exemple de données 2024 :

	Année 2024
Consultations	2065
Dont - de 18 ans	377
Contraception	1071
Dont - de 18 ans	43
Consultations pour conseil conjugal	733
Dont - de 18 ans	118
Actions collectives (collège/lycée)	
Nombre bénéficiaires	3185

Afin de mener ces actions, il est proposé d'affecter 280 000 € de crédits de paiement.

III - Promotions de la santé - Moyens de fonctionnement : 82 504 €

a) Intervention directe des services Départementaux 47 900 €

Les actions

Le Code de la Santé Publique stipule que le Département et son service départemental de Prévention Protection Maternelle et Infantile doit organiser des actions préventives médico-sociales :

- pour les femmes enceintes, notamment des actions d'accompagnement si celles-ci apparaissent nécessaire lors de l'entretien prénatal précoce obligatoire réalisé au cours du quatrième mois de grossesse,
- pour les parents en période post-natale, notamment dans les jours qui suivent le retour à domicile,
- pour les enfants jusqu'à leurs 6 ans.

Les professionnels du Département (médecins, sage-femmes, puéricultrices, infirmières, orthoptistes) s'engagent au quotidien dans ces actions.

Afin de renforcer la prévention et le soutien à la parentalité, le Département a fait le choix en avril 2024, de s'inscrire dans un programme précoce d'accompagnement à la parentalité (PANJO3) déployé dans les équipes de PMI de Nouvelle-Aquitaine. Ce programme de prévention en santé est destiné aux futurs parents vivant dans un contexte psychosocial défavorable afin de soutenir le développement de liens d'attachement

sécurisants bébé-parents. L'intervention repose sur l'accompagnement des parents de la grossesse aux 12 mois de l'enfant (au minimum jusqu'à 6 mois de l'enfant). Les sage-femmes et les infirmières puéricultrices de PMI réaliseront 6 à 12 visites au domicile des futurs et jeunes parents. Il s'agit d'accompagner le parent dans le développement de sa sensibilité, son engagement et sa capacité à susciter la réciprocité avec son enfant.
Cette action s'inscrit dans la complémentarité des actions individuelles ou collectives de soutien à la parentalité proposées aux familles sur l'ensemble du Département (atelier portage, massage, conseils de puériculture…).

Ces initiatives visent à créer un environnement favorable au développement des enfants et à renforcer les compétences parentales, ce qui contribue à la prévention des difficultés familiales et à l'amélioration du bien-être des familles corréziennes.

Des actions de promotion de la santé et de sensibilisation sont menées lors du bilan de santé des élèves corréziens de moyenne section de maternelle. À cette occasion, une action de prévention bucco-dentaire est réalisée et un kit bucco-dentaire (gobelet, dentifrice, brosse à dents) est remis à chaque enfant. Une deuxième action de prévention sur le bon usage des écrans est réalisée lors du bilan. Des ressources informatives de bonnes pratiques sur ces thématiques sont ensuite remises aux parents afin de les sensibiliser à l'exposition des enfants aux écrans et à l'impact de ceux-ci sur le développement de l'enfant.

Les consultations médicales préventives permettent de suivre l'évolution du développement des enfants de moins de six ans et de réaliser les vaccinations.
La vaccination constitue un moyen essentiel pour protéger les enfants corréziens contre la survenue de maladies infectieuses. Afin d'assurer la meilleure protection des enfants, l'ensemble des vaccins obligatoires ou recommandés par le calendrier vaccinal sont proposés par les services et sont mentionnés dans le carnet de santé de l'enfant. La couverture vaccinale dans le Département est supérieure aux 95 % recommandés concernant la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, la coqueluche et l'Haemophilus.

Dans le cadre de son engagement continu à soutenir les familles, le Département a décidé, en juillet 2024, d'adhérer au dispositif COCON (soins précoces et coordonnés du nouveau-né vulnérable). Ce dispositif permet aux professionnels de la PMI de réaliser des consultations spécialisées de suivi du neurodéveloppement, basées sur des cahiers informatisés. Cela permet de détecter très tôt les signes précurseurs de troubles du neurodéveloppement et d'orienter l'enfant vers les plateformes de coordination et d'orientation ainsi que vers les structures de soins adaptées à l'évolution de son développement (CAMSP, CMPEA, CMPP, etc.).
Ce suivi est proposé aux parents lors de la sortie de maternité, de néonatalogie ou d'un autre service d'hospitalisation du nouveau-né. Il peut également être proposé plus tardivement aux enfants présentant un ou plusieurs critères d'inclusion.

Les enfants victimes de violences et de négligences graves ont des besoins en santé spécifiques qui justifient des réponses adaptées. De nombreuses études valorisées dans les récents travaux de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance (ONPE) ont

en effet montré que les expériences traumatiques précoces avaient le plus souvent un impact sur la santé psychique, somatique et/sociale à court, moyen et long terme : troubles du sommeil et de l'alimentation, maladies cardiovasculaires, auto-immunes ou encore cancers, production de handicap et de sur-handicap… Au total, on sait que les enfants maltraités ont un risque de voir leur espérance de vie diminuée de 20 ans par rapport à la population générale et que près d'un tiers des enfants protégés se trouvent en situation de handicap.
Ces constats alarmants ont conduit le Département à mettre en œuvre prioritairement un bilan de santé global systématique pour tous les enfants de moins de six ans confiés au Département pour une gradation des soins en fonction de l'âge et de la situation de l'enfant. La constitution d'un réseau pérenne de professionnels de santé autour de l'enfant facilite la priorisation et l'accès aux soins dès le début de la mesure.

Le service de Prévention Protection Maternelle et Infantile propose des consultations sur tout le département dans les Maisons de Solidarité Départementale.

Données 2024 :

- 1 583 naissances sur le Département,
- 1 374 visites à domicile réalisées par les puéricultrices,
- 468 séances de consultations effectuées par les médecins,
- 3 212 enfants vus en consultation par les médecins,
- 1 684 enfants vus en école maternelle par les puéricultrices (dépistage des troubles sensoriels, du langage, du comportement, des problématiques familiales et environnementales chez les enfants de 4 ans),
- 271 enfants confiés au Département vus en consultation par les médecins,
- 203 familles ont bénéficié d'un atelier de soutien à la parentalité.

La mise en œuvre de ces actions nécessite l'achat et la maintenance de matériel médical et de produits pharmaceutiques.

L'ensemble de ces actions sont budgétées à hauteur de 47 900 € (exemples : impression de carnets de santé, achat de vaccins, achat de Kits bucco-dentaires…).

b) <u>L'observatoire Régional de la Santé : 33 604 €</u>

Le Président du Conseil départemental a pour mission d'organiser le recueil d'information en épidémiologie et santé publique ainsi que le traitement de ces informations et en particulier de celles figurant sur les certificats de santé du 8ème jour, 9ème mois et 24ème mois de l'enfant (article L.2112-2 du Code de la Santé Publique - alinéa 5).

Au-delà des obligations légales de recueil, de traitement et de diffusion d'informations fixées par le ministère chargé de la santé, cette exploitation permet d'affiner les connaissances dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant corréziens. Elle constitue également un véritable outil d'aide à la décision permettant de comparer les chiffres corréziens aux données nationales, de pointer les problèmes existants et de décliner territorialement certains indicateurs colligés, de manière à identifier les territoires

dans lesquels les efforts des politiques publiques et singulièrement ceux du Conseil départemental doivent se concentrer.

A titre d'exemple, l'exploitation des certificats de santé du 8ème jour des enfants nés en 2019, 2020, 2021 représente 5 200 certificats de santé. Il ressort notamment de l'analyse de ces certificats :

- l'entretien prénatal précoce est réalisé pour 64 % des futures mères. Il est en augmentation depuis sa mise en place,
- les mères sont âgées en moyenne de 30,6 ans, légèrement plus jeunes qu'au niveau national,
- une prématurité moins fréquente qu'en France : 5 % en Corrèze contre 7 % au national,
- des nouveau-nés transférés à la naissance moins fréquemment qu'au niveau national : 7 % en Corrèze contre 11 % au niveau national.

Depuis 2012, l'ORS assure pour le compte du Conseil départemental de la Corrèze, dans le cadre de conventions, l'anonymisation, l'encodage, la saisie et l'exploitation des trois certificats de la petite enfance placés sous la responsabilité du service de Prévention Protection Maternelle et Infantile, et depuis 2018, l'extension de cette prestation aux bilans de santé réalisés en moyenne section de maternelle auprès des enfants âgés de 4 ans.

Afin d'assurer l'acheminement des documents analysés par l'ORS dans le respect de la loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le Département s'appuie sur deux conventions :

- La convention "Exploitation des certificats et des bilans de santé - Convention n°4 - 2023-2026", approuvée lors de la Commission permanente du 20 septembre 2024,

- La "Convention annuelle pour la réalisation de la saisie des certificats et des bilans de santé", approuvée lors de la Commission permanente du 20 septembre 2024.

Pour financer ces actions, il est proposé d'affecter 33 604 € de crédits de paiement à cette opération.

c) *Télétransmission sécurité sociale et mutuelles - trop perçus liés aux remboursements des consultations : 1 000 €*

Ces crédits sont réservés afin de pouvoir assurer la gestion des indus de remboursement : Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Mutualité Sociale Agricole et autres mutuelles.

IV - Dépenses d'investissement : 6 000 €

Ces dépenses concernent l'acquisition de matériel médical à hauteur de 6 000 €. L'approvisionnement d'équipement médical, de puériculture, d'optique permet d'optimiser les actions de prévention auprès des enfants, des femmes enceintes et de promouvoir la qualité du service sur tout le territoire : pèse-bébé, monitoring, bilirubinomètre…

Afin d'assurer ces dépenses d'équipement, il est proposé d'affecter 6 000 € de crédits de paiement.

V - Recettes de fonctionnement : 131 000 €

Les recettes de fonctionnement sont essentiellement issues des remboursements de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) et Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter des crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Action en faveur de l'enfance et des familles	68 970,00 €	51 546.48 €	107 000,00 €
Prévention Médico-sociale	573291,00 €	483 919,14 €	507 504,00 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**642 261,00 €**	**535 465,62 €**	**614 504,00 €**
Prévention Médico-sociale	68 000,00 €	54 066,42 €	131 000,00 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**68 000,00 €**	**54 066,42 €**	**131 000,00 €**
Prévention Médico-sociale	19 000,00 €	5 421.20 €	6 000,00 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**19 000,00 €**	**5 421,20 €**	**6 000,00 €**
Prévention Médico-sociale	2 000,00 €	**4 500,00 €**	0,00 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	**2 000,00 €**	**4 500,00 €**	**0,00**

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	614 504,00 €	131 000,00 €
INVESTISSEMENT	6 000,00 €	0,00 €
TOTAL	**620 504,00 €**	**131 000,00 €**

Pour mémoire au titre de 2024, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

En dépenses :
P003E01 : Accueil du jeune enfant
P003E02 : Familles Enfance Subventions
P133E01 : Promotion de la santé - Participation

P133E02 : Promotion de la santé - moyens fonctionnement
P133E04 : Promotion de la santé
P133E05 : Moyens en investissement

En recettes :
P133E03 : Promotion santé - Recettes
P133E11 : Recettes fonctionnement Pacte
P133E13 : Recettes fonctionnement

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 131 000 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 614 504 € en fonctionnement et 6 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/204

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

SANTE ET PREVENTION : PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/204 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Claude CHIRAC, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle ACTION DE SANTÉ PMI 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	614 504 €	131 000 €
INVESTISSEMENT	6 000 €	0 €
TOTAL	620 504 €	131 000 €

Article 2 : sont approuvées les aides financières telles qu'elles sont présentées en annexe 1.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil départemental est autorisé à signer les pièces et documents afférents à la présente délibération.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.411.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.411
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 93411
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.414
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.420
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.4214
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.428
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.447.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15700-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

ANNEE 2025 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS OEUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA SANTE ET DE LA PETITE ENFANCE

Bénéficiaire par territoire	Objet de la subvention	Description de la subvention demandée en 2025	Montants accordés 2024	Montants proposés en 2025
Territoire de Tulle				
ASSOCIATION POTENTIEL	Pour que le fonctionnement atypique ne soit plus une source de vulnérabilité (échec scolaire, social, professionnel, anxiété, sentiment d'isolement, etc…) mais une source d'épanouissement (dans le quotidien scolaire, professionnel, relationnel, etc...), l'association Potentiels permet à chacun de comprendre, accepter et mobiliser son potentiel.	Subvention de fonctionnement	1 000,00 €	1 000,00 €
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES DONNEURS DE SANG	Fédérer toutes les structures agissant pour le don de sang bénévole, susciter le don volontaire et bénévole de sang et de moelle osseuse, soutenir l'action des associations de la FFDSB assurant la promotion du don d'organes.	Subvention de fonctionnement	1 500,00 €	1 500,00 €
LIGUE CONTRE LE CANCER	Soutenir la recherche, financement de projets de recherches nationaux, aide aux malades, information, prévention, dépistage, soutien face au cancer.	Subvention de fonctionnement	4 500,00 €	4 500,00 €
FRANCE ADOT 19	Informer et sensibiliser sur la cause du don d'organes, de tissus et de moelle osseuse	Subvention de fonctionnement	350,00 €	350,00 €
Territoire de Haute-Corrèze				
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	Informer, soutenir et accompagner les parents dans leur rôle éducatif et proposer des activités artistiques, culturelles et des journées festives à vivre en famille. Depuis sa création en 2006, l'association a participé activement à la dynamique d'accueil sur le plateau de Millevaches en portant des projets structurants tels que la création de la micro-crèche de Sornac, gérée aujourd'hui par la communauté de communes, et l'ouverture de l'espace associatif à Peyrelevade. Subvention de focntionnement pour le LAEP (Lieu Accueil Enfants Parents)	Subvention de fonctionnement	500,00 €	500,00 €
ASSOCIATION LES P'TITS BOUTS	Informer, soutenir et accompagner les parents dans leur rôle éducatif et proposer des activités artistiques, culturelles et des journées festives à vivre en famille.Subvention pour les ateliers et le fonctionnement de l'association.	Subvention de fonctionnement	350,00 €	350,00 €
PLANNING FAMILIAL 19	Défendre le droit à la contraception et à l'éducation à la sexualité; dénoncer et combatre toutes les formes de violences; lutte contre toutes les formes de discrimination et contre les inégalitéssociales	Subvention de fonctionnement	1 000,00 €	1 000,00 €

Territoire de Brive				
Les Sans Soucis de Varetz	Favoriser les rencontres, éveiller les esprits, développer la créativité ou maintenir santé et bien-être	Subvention de fonctionnement	0,00 €	500,00 €
UNAFAM	Accueillir, écouter, informer et représenter les proches aidants de personnes malades et/ou handicapées psychiques.	Subvention de fonctionnement	800,00 €	800,00 €
Autres Territoires				
ASSOCIATION ENTR'AID SIDA	Prévenir, sensibiliser, éduquer à la sexualité et à la vie affective sur les départements de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne en milieu scolaire, lieux festifs, actions grand public, secteur du handicap, formations de professionnels	Subvention de fonctionnement	500,00 €	500,00 €
ASSOCIATION DES BOULES AUX NEZ	Interventions d'artistes (comédiens, clowns…) dans deux établissements corréziens : le service pédiatrie de l'hôpital de Brive le matin et à l'EHPAD "L'abri du Temps" de Donzenac	Subvention de fonctionnement	500,00 €	500,00 €
				11 500,00

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/205

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte de crise nationale du secteur de la protection de l'enfance et la Corrèze n'échappe pas au phénomène. La mission de prévention connait une augmentation du nombre de mesures à exercer à domicile (+ 26 %) ; les situations de placement progressent, avec un état de dégradation avancé. Les différents dispositifs d'accueil (placement familial, lieux de vie, Maisons à caractère social) jouent leur rôle mais sont sursollicités. L'équilibre reste donc fragile.

Face à ces évolutions, le Département agit afin de sécuriser les parcours des enfants et veille à la qualité du service. En 2024, a été lancé un audit complet de l'ASE dans son environnement. Celui-ci repose sur un diagnostic et une analyse fine des ressources, de l'organisation, des pratiques professionnelles de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), mais également du rôle du Département auprès de ses partenaires de la Protection de l'enfance (magistrature, Éducation nationale, hôpitaux, associations conventionnées, établissements, police, gendarmerie…). Le recueil de la parole des enfants, des familles et des professionnels a guidé ce travail.

Cette analyse fixe et priorise les axes de travail au sein de l'ASE pour les prochaines années :

1. *Gérer l'urgence – Traiter les causes,* c'est-à-dire prendre des mesures d'urgence (pour réduire le nombre de mesures) et, à plus long terme, pour améliorer l'efficacité des mesures exercées depuis l'entrée dans le parcours de l'enfant.
2. *Engager les transformations structurantes*, soit procéder à des restructurations au sein du service pour rendre l'organisation plus efficiente (notamment sur la gestion des places d'accueil) ; mettre à jour et partager les référentiels (Aide éducative à domicile/Aide éducative en milieu ouvert/Placement) ; continuer à former nos professionnels ; travailler davantage le volet de la prévention avec les partenaires,

notamment du soin.

3. *Parachever la transformation,* en optimisant la recherche et la gestion des places d'accueil, en travaillant davantage l'accès à l'autonomie des jeunes, en recherchant des solutions de soin, en facilitant l'adoption et en achevant notre transformation numérique.
4. *Renouveler la gouvernance* en instaurant des instances collaboratives, régulières et formalisées avec la justice, les établissements d'accueil, les acteurs de la prévention…

En parallèle, le Département a poursuivi, en 2024, ses actions ou initié des avancées au quotidien :

- *en agissant sur la prévention, un enjeu cardinal pour le chef de file de la protection de l'enfance,* au plus près des familles corréziennes via des mesures à domicile afin de limiter le recours au dispositif de protection, via un dialogue régulier entre les services de l'ASE, de la Prévention Protection maternelle et Infantile (PPMI) et les partenaires du soin (réseau de périnatalité, centres de santé sexuelle, centre d'accueil médicosocial précoce…)

- *en menant une politique active d'élargissement des places d'accueil.*
  Grâce à une campagne de communication valorisant ce métier, 170 assistants familiaux sont aujourd'hui employés et accompagnés dans leur pratique professionnelle par le Département. Ce chiffre est légèrement en hausse tous les ans. Toutefois, les générations ne se renouvellent pas suffisamment et ce modèle d'accueil ne convient pas, non plus, à tous les profils d'enfants. Aussi, la diversification des modes d'accueil sous forme de petites unités ou en maisons d'enfants déjà présentes sur le territoire apparaît indispensable. L'année 2024 a vu la création d'un lieu de vie à Albussac (accueil mixte à hauteur de 6 places, 6 - 21 ans) et d'un autre à Seilhac (6 places mixtes, 3 - 11ans) ; l'extension de la MECS la Providence, à Brive, est prévue en 2025 à hauteur de 12 places pour des 6 -13 ans. Par ailleurs, le dialogue avec les Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) du territoire devra modifier des organisations internes historiques afin que les places bénéficient davantage et en priorité à de jeunes Corréziens.

- *en étudiant, avec les partenaires, toutes les réponses possibles à délivrer du côté du soin*. Ainsi, les différents partenaires institutionnels (CD/ARS/MSA/CAF) ont accompagné la création d'une équipe mobile pilotée par l'ADAPEI dont la vocation est d'offrir appui et répit aux professionnels qui ont la charge d'enfants à la fois porteurs de handicap et confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

- *en accompagnant les professionnels dans la transformation de leurs pratiques* de manière combinée avec le déploiement progressif du logiciel SOLIS, acte fort de modernisation, qui permettra d'ordonnancer, de piloter, d'analyser et de valoriser l'activité du service.

Dans ce cadre stratégique de la prévention et de la protection de l'enfance, l'enveloppe consacrée aux missions de l'Aide Sociale à l'Enfance progressera à nouveau en 2025, pour s'établir à 30 370 194 € de crédits de fonctionnements et 1 000 € de crédits d'investissement.

1- ACTIONS DE PREVENTION EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES FAMILLES - ENFANTS ET ADOLESCENTS EN MILIEU OUVERT : 2 098 000 €

Au titre du renforcement du volet de la prévention, l'objectif de travail principal est d'œuvrer au maintien de l'enfant au sein de sa famille proche ou élargie et de prévenir les placements, en mobilisant deux types d'aides éducatives, qui peuvent être accordées par l'Aide Sociale à l'Enfance ou sur ordonnance du Juge des Enfants.

a - Des aides financières aux mineurs et aux familles : 118 000 €

Le code de l'action sociale et des familles stipule que l'Aide Sociale à l'Enfance apporte un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs et à leurs familles confrontées à des difficultés risquant de mettre en danger les mineurs et de compromettre gravement l'équilibre des jeunes majeurs de moins de 21 ans.

De plus, ces aides sont également mobilisables pour accompagner des jeunes après leur majorité. Ces aides peuvent être attribuées sous différentes formes : allocations mensuelles, secours d'urgence, bons d'achats et de contrats jeunes majeurs de moins de 21 ans.

La bourse "jeune majeur" de moins de 21 ans s'inscrit dans un accompagnement éducatif, en lien avec un projet de vie, ayant pour finalité l'accès à l'autonomie.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 118 000 € pour le financement de ces aides.

b - Des aides socio-éducatives :

Interventions des techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) et des Auxiliaires de Vie Sociale (AVS) : 300 000 €

Le Conseil Départemental a recours à des professionnels d'intervention sociale et familiale à domicile pour mettre en place une aide éducative et sociale au domicile des parents et/ou une aide pour réaliser des tâches matérielles liées à la vie quotidienne.

Indispensable à la mission de prévention exercée par l'Aide Sociale à l'Enfance, cette prestation est délivrée par deux associations : "ADAPEI" de la Corrèze, pour les interventions auprès d'enfants porteurs de handicap ou présentant des troubles du comportement ; et par l'association "A'Dom Limousin", pour les enfants ne présentant pas de troubles du développement ou de handicap.

Ces deux structures emploient :

- des Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF,) qui peuvent se rendre au domicile des parents pour mettre en place une aide éducative et sociale,
- mais également des Auxiliaires de Vie Sociale (AVS), qui apportent leur aide aux familles pour réaliser des tâches matérielles liées à la vie quotidienne.

En 2024, 6 642 heures d'accompagnement ont été réalisées par ces deux prestataires.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 300 000 € pour le financement de ces aides.

Mesures AEMO (Action Éducative en milieu Ouvert) : 1 680 000 €

Cette enveloppe résulte de la prescription par le juge des enfants de mesures d'accompagnement à domicile d'AEMO. Elle inclut la prise en charge financière des mesures d'AEMO ordonnées en direct par le magistrat au Département, celles confiées directement pour leur mise en œuvre à l'A.S.E.A.C à hauteur de 297 mineurs et celles dont le magistrat de la Corrèze ordonne une mise en œuvre hors département.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 1 680 000 € pour le financement de ces accompagnements.

2 - ACTIONS DE PROTECTION DE L'ENFANCE : 28 147 694 €

Le Conseil Départemental a pour mission d'accueillir les mineurs et jeunes majeurs de moins de 21 ans au sein du service de l'Aide Sociale à l'Enfance, sur décision de justice, et de subvenir aux besoins éducatifs, de santé, de formation de ces enfants et de ces jeunes en collaboration avec les familles.

Les actions permettant de remplir cette mission se répartissent entre :

a - l'accueil en établissement – Établissements et services enfants et adolescents : 14 600 694 € dont 2 853 300 € pour le CDEF

Accueil des mineurs et majeurs de moins de 21 ans :

Plusieurs structures d'accueil pour les mineurs et majeurs de moins de 21 ans sont présentes sur le Département de la Corrèze avec une capacité d'accueil de 182 places réparties entre :

- un établissement public : le Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille de Tulle
- des structures associatives habilitées :
    - Association La Providence à Brive
    - Association du Centre des Monédières - Fondation Claude Pompidou à Treignac

  - Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de la Corrèze
  - Lieu de Vie et d'Accueil situé au "Mont Cheval" sur la commune de Serilhac
  - Lieux de Vie et d'Accueil "les Menhirs" et "les Milans", gérés par l'association LIVE sur la commune de Bonnefond
  - Lieux de vie La Samaria sur la commune de Beynat et celle Albussac
  - Lieu de vie Cap Vie sur la commune de Mansac
- des structures associatives dédiées à la prise en charge des mineurs non accompagnés:
  - L'institut Don Bosco, en charge de la mise en œuvre des mises à l'abri et de l'accueil de Mineurs Non Accompagnés (MNA) confiés (110 places)
  - L'ASEAC en charge du suivi des MNA confiés (34 places)

En 2024, 110 MNA ont été mis à l'abri contre 394 en 2023, soit une baisse de 72 % et 117 mineurs confiés via la clef de répartition nationale.

Accueil Parents-enfants :

Dans le cadre de sa mission de prévention et de protection de l'enfance, le Département prend en charge les frais d'hébergement des jeunes femmes enceintes, des parents avec leurs enfants, confrontés à de graves difficultés sociales et/ou psychologiques.
À ce jour, 18 places se répartissent ainsi :
15 places au Centre Maternel du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et 3 places au Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale "Solidarelles" à Brive.

b - l'accueil individuel par un assistant familial : 12 350 000 €

L'une des caractéristiques de la structuration des dispositifs de protection de l'enfance Corréziens est l'importance de son offre axée sur l'accueil familial en réponse à des problématiques diverses.

Le défi, depuis plusieurs années, est non seulement de maintenir les effectifs mais également d'accroître le nombre de professionnels ainsi que le nombre de places d'accueil disponibles.

A cet effet, le Département poursuit sa politique volontariste de recrutement et multiplie les actions pour renforcer l'attractivité du métier et améliorer les conditions travail de ces professionnels. On note ainsi une progression des effectifs de notre principal mode d'accueil, de161 en 2021 à 171 en 2024.

En parallèle, le Département déploie son plan d'action pour accompagner les assistants familiaux dans l'exercice de leur métier et développer des relations basées sur le respect, la confiance et la montée en compétence.

Sur le plan budgétaire, les frais inhérents au placement familial comprennent :

- les rémunérations mensuelles des assistants familiaux (salaires, salaires d'attente, préavis, indemnités, indemnités chômage et de licenciement),

- les hausses du SMIC et des cotisations (base de rémunération des assistants familiaux) de l'année 2024,
- les accueils relais dans le cadre du droit à congés et de la formation continue,
- les frais de garde (indemnités d'entretien, transport, activités extra-scolaires…).

- L'indemnité d'entretien évolue en application du minimum garanti qui fixe le montant plancher de l'indemnité d'entretien. Le montant de l'indemnité d'entretien ne peut pas être inférieur à 3,5 fois le minimum garanti. Le décret 2024-951 du 23/10/2024 fixe un minimum garanti à 4,22 €. Ceci amène une évolution de l'indemnité d'entretien qui s'élèvera désormais à 14,77 € pour les moins de 10 ans et 16,77 € pour les plus de 10 ans.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 12 350 000 € pour le financement de ces accueils familiaux.

c - Placement familial hors département ou chez des tiers : 1 161 000 €

Un programme spécifique permet la prise en compte des mineurs confiés au Département, mais hébergés et accompagnés chez des assistants familiaux non employés par le département de la Corrèze, dans des structures hors département ou chez des tiers bénévoles ou dignes de confiance.

La loi du 7 février 2022 demande dorénavant aux juges des enfants de mobiliser prioritairement les accueils chez des tiers, lorsque ceux-ci sont possibles et pertinents au vu du projet pour l'enfant, d'où l'importance de structurer le soutien qui sera apporté à ces familles afin de permettre de limiter le nombre de nouveaux placements.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 1 161 000 € pour le financement de ces aides.

d - Soins des mineurs accueillis : 36 000 €

Cette ligne budgétaire permet d'honorer les frais médicaux qui ne sont pas pris en charge ou pas en totalité par l'assurance maladie (médicaments, frais dentaires, hospitalisations…) pour les jeunes confiés au Département.

Proposition est faite d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 36 000 € pour le financement de ces aides.

3 - PARTENARIAT : 124 500 €

a - Le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger : 19 000 €

Le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger (SNATED) (Allo Enfance Maltraitée 119) : l'État et les Départements participent conjointement au financement de ce Groupement d'Intérêt Public (un arrêté fixe le montant annuel) dont le pouvoir est élargi depuis la loi "Taquet" du 7/02/2022. Les appels au N°119, représentent environ 10 % des informations préoccupantes reçues en Corrèze.

Une enveloppe de 19 000 € a pour objet d'honorer les frais relatifs à ces services.

b – Les autres actions de partenariat: 105 500 €

Dans le cadre de la prévention et de la protection de l'enfance, un financement est réservé pour permettre à des jeunes d'être soutenus, écoutés, conseillés sur le plan de la santé, de leur projet de vie. Dans ce cadre une enveloppe de 105 500 € a pour objet de soutenir nos partenaires, répartie comme suit :

Une enveloppe de 70 500 € est prévue pour les subventions aux associations avec lesquelles une convention est signée soit :

- la Maison des Ados de la Corrèze (MDA), une structure gérée par l'association départementale des PEP19. Lieu d'accueil, d'écoute, d'informations et de suivi des adolescents en situation de "mal être", en termes de santé, de projet de vie ou d'accompagnement social et juridique, les missions de cet établissement s'inscrivent dans le champ de la prévention.
- l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) qui organise, dans le cadre du "Lien", des rencontres destinées au maintien des relations parents-enfants à l'occasion de droits de visites difficiles. A Brive, Tulle et Ussel, dans le cadre de droits de visite définis par le juge, et lorsque l'exercice de ce droit est difficile à mettre en place (conflit parental, difficulté de prise en charge…) des pères, mères voire grands-parents (si droit de visite) peuvent rencontrer l'enfant dans un environnement adapté et sûr (avec des professionnels qualifiés). Le dispositif prévoit la prise en compte de nouvelles actions de soutien à la parentalité : « Adoption parlons-en », de renforcer l'accès des jeunes de l'ASE au « Parcours de Reliance », ainsi que des familles accompagnées dans le cadre du « Toit du Lien ».
- l'association Familles Rurales porte l'organisation des "petits déjeuners de la parentalité", des "tutos YouTube" et anime deux lieux d'accueil parents/enfants à Larche et Objat. L'association assure également des "ateliers dépenses" à destination des familles et la formation des jeunes au BAFA. Dans le cadre du schéma départemental en faveur de l'enfance, l'association a accepté de prendre en charge le développement d'une plateforme numérique de soutien à la parentalité pour l'ensemble des familles corréziennes.
- L'association APPEL, qui sensibilise les professionnels au psycho trauma dans le cadre du plan de formation RH, animera le réseau de psychologues qui œuvre en protection de l'enfance et sera soutenue à hauteur de 1 050 €.

Il est précisé que le renouvellement de ces conventions sera présenté en Commission Permanente.

Par ailleurs, le Département apporte également son soutien aux dispositifs suivants :

- les REAAP (Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement à la Parentalité) prennent appui sur un réseau de parents, de bénévoles et de professionnels qui permettent la mise en place d'actions visant à conforter, à travers le dialogue et l'échange, les compétences des parents et la mise en valeur de leurs capacités. Le choix des projets pouvant bénéficier de subventions du Conseil Départemental est décidé en commission REAAP (pilotée par la CAF) et les subventions sont ensuite

proposées à validation lors d'une commission permanente. Pour 2025, il est proposé de reconduire un financement de 5 000 €.

- le CLAS, le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité s'adresse aux enfants scolarisés du CP au lycée qui ne disposent pas dans leur environnement familial social de toutes les conditions nécessaires pour s'épanouir et réussir à l'école. Il est proposé de reconduire un montant de 25 000 €.

Enfin, chaque année, des associations relevant du domaine de l'enfance et des familles peuvent déposer un dossier de demande de subvention via le portail des subventions et sollicitent la participation financière du Conseil départemental en vue de la réalisation de leurs projets. Les dépôts pouvant intervenir en cours d'exercice, il est proposé, comme pour les années précédentes, de budgéter à cette fin un montant de 5 000 €.

Les montants des subventions accordées dans le cadre de ces dispositifs seront soumis à l'approbation de la Commission permanente.

Le coût total des propositions de subventions incluses dans l'annexe au présent rapport s'élève à 124 500 € en fonctionnement.

4- INVESTISSEMENTS : 1 000 €

Proposition est faite de prévoir la somme de 1 000 € afin d'acquérir du matériel nécessaire à l'activité de l'ASE, par exemple des sièges auto conformes à la législation en vigueur pour les d'enfants transportés par le service.

5- RECETTES : 600 000 €

L'essentiel des recettes de l'Aide Sociale à l'Enfance provient des recouvrements suivants :

- La récupération des participations des parents aux frais d'entretien de leur enfant. Cette ligne de récupération dépend des décisions du juge des enfants et participe à l'action éducative car elle est un levier pour remobiliser les parents.
- Le recouvrement des prestations familiales pour les enfants confiés, en lieu et place des parents au regard de la prise en charge globale assurée par la collectivité (sur décision du juge des enfants).
- La participation par l'État à la prise en charge des Mineurs Non Accompagnés mis à l'abri et évalués en Corrèze par l'Agence de Services de Paiement (ASP).
- Le recouvrement auprès des autres départements au titre du domicile de secours des jeunes accueillis dans des structures corréziennes et dont les parents relèvent d'un autre département.
- Le remboursement des avances faites aux assistants familiaux. Chaque mois les assistants familiaux perçoivent, par avance, des allocations destinées à l'entretien de l'enfant (pour les frais d'habillement, d'argent de poche, de cadeau d'anniversaire…) L'ensemble des dépenses doit être justifié et le service récupère les sommes qui n'ont pas été effectivement dépensées. Cette recette est estimée, pour l'exercice 2025, à hauteur de 25 000 €.

La prise en compte de ces recettes nous permet d'anticiper un montant 2024 à hauteur de 600 000 €.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-après :

	BP 2024	CA anticipé 2024	BP 2025
Enfants et Adolescents en Milieu Ouvert	2 465 811€	2 373 075,99 €	2 098 000 €
Établissements enfants et adolescents	14 243 863 €	13 316 157,23 €	14 600 694 €
Paye des assistants familiaux	12 319 610 €	12 148 158,60 €	12 350 000 €
Placement enfants et adolescents	657 850 €	2 041 418,79 €	1 161 000 €
Soins des Mineurs	37 500 €	37 109,10 €	36 000 €
Partenariat	147 000 €	142 949,07€	124 500 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	29 871 634 €	30 058 868,78 €	30 370 194 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	300 000 €	1 174 489,51€	600 000 €

Une section d'investissement à hauteur de 1 000 € est proposée afin de permettre au service ASE de faire face aux besoins d'achat de petit mobilier à destination des dispositifs spécifiques qu'il gère en direct (dispositifs de mise à l'abri).

La présentation du budget primitif de l'aide sociale à l'enfance s'établit ainsi :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	30 370 194 €	600 000 €

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
INVESTISSEMENT	1 000 €	/

Pour mémoire au titre de 2025 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

- P084E01 - ALLOCATIONS (EPF)
- P084E02 - PRESTATIONS DE SERVICES (EPF)
- P086E01- ETABLISSEMENTS ENFANTS ET ADOLESCENTS (EPF)
- P092E01- AIDE MEDICALE (EPF)
- P124E01 - SNATEM (EPF)
- P124E02 - SUBVENTIONS ASSOCIATIONS (EPF)
- P126E02 - PLACEMENT FAMILIAL - PAYE DES ASSISTANTS FAMILIAUX (EPF)
- P128E02 - PLACEMENT FAMILIAL ENFANTS ET ADOLESCENTS (EPF)

EN RECETTES :

- P128E01- ETABLISSEMENTS ENFANTS ET ADOLESCENTS (EPI)
- P128E02 - PLACEMENT FAMILIAL ENFANTS ET ADOLESCENTS (EPI)
- P128E04 - PLACEMENT FAMILIAL INVESTISSEMENT (EPI)

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 30 370 194 € en fonctionnement et à 1 000 € en investissement.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 600 000 € en fonctionnement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/205

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/205 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Audrey BARTOUT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle PROTECTION DE L'ENFANCE 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	30 370 194 €	600 000 €
INVESTISSEMENT	1 000 €	Néant
TOTAL	30 371 194 €	600 000 €

Article 2 : est acté, conformément à l'article L228-4 du Code de l'Action Sociale et de Famille, le recouvrement des recettes auprès des autres Départements au titre du domicile de secours des jeunes accueillis dans des structures corréziennes et dont les parents relèvent d'un autre Département.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.213.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.211
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.212
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.213
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.214
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.212.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 10 contre.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15853-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Annick TAYSSE, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2025.04.11/206

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE - ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Cœur de compétence et de ses politiques orientées vers la jeunesse, l'action du Département vers les collèges et leurs familles repose sur la poursuite de la dynamique du plan "Bien vivre au collège". Il repose sur trois axes majeurs :

1. Offrir aux collégiens une alimentation saine, équilibrée et locale

Le Département propose des repas de qualité, répondant aux enjeux de la transition écologique et de l'éducation au goût. Pour cela, les actions en faveur de l'achat et de l'alimentation locale sont renforcées :

- Soutien aux circuits courts : Une sensibilisation accrue des acteurs aux achats locaux permet d'accroître la part des produits locaux dans les repas scolaires. Depuis la rentrée 2024, 33 % des achats alimentaires sont consacrés aux produits locaux, bien que des disparités subsistent entre établissements.
- Doublement de la capacité de production : En 2024, une cuisine centrale a été inaugurée à Égletons, portant la production de 240 à 480 repas par jour.
- Extension du service de restauration : Un portage de repas est désormais assuré pour les écoles maternelles et primaires de la ville d'Égletons.
- Professionnalisation des équipes : Le recrutement de seconds de cuisine, en remplacement des aides de cuisine lorsque l'opportunité se présente, vise à renforcer les compétences et la qualité du service.

Chaque jour, 8 000 repas sont servis dans les collèges corréziens, avec un taux de demi-pensionnaires atteignant 84 %, soit un budget annuel de 2,6 millions d'euros par collège dédié aux achats alimentaires.
2024 a été marqué par un saut qualitatif déterminant : 100% de la viande bovine et porcine est locale, et corrézienne, amenant une qualité des produits servis dans nos

cantines remarquables pour nos établissements.

2. Améliorer le cadre de vie des collégiens et des équipes éducatives

Face aux défis liés à l'évolution régulière des besoins et de la pédagogie, à la dynamique démographique, à l'évolution climatique et à la hausse des prix de l'énergie, le Département mène une politique active d'adaptation et de modernisation des établissements :

- Un programme ambitieux de rénovation et de modernisation des locaux scolaires est en cours, afin d'améliorer leur confort et leur adéquation aux besoins de la vie au collège.
- Une priorité à la sobriété énergétique : Le plan "Bien vivre au collège" inclut notamment des travaux d'isolation extérieure et l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, contribuant ainsi à une gestion plus durable du patrimoine scolaire.

3. Encourager l'engagement citoyen des élèves

Le Département souhaite renforcer l'implication des collégiens dans la vie de leur établissement, en soutenant des initiatives éducatives et citoyennes :

- Lutte contre le harcèlement et les cyberviolences : Les actions du Plan départemental de prévention sont consolidées pour sensibiliser et accompagner les élèves.
- Projets éco-responsables : L'appel à projets destiné aux collégiens favorise des initiatives en faveur du développement durable et de la responsabilité environnementale.

Grâce à ces mesures, le Département de la Corrèze affirme sa volonté de garantir aux collégiens un environnement éducatif de qualité, alliant bien-être, engagement citoyen et transition écologique.

4. Optimiser les fonctions en personnels techniques des collèges

Compte tenu des enjeux de la pyramide des âges et des futurs départs en retraite dans l'effectif des agents des collèges, des actions engagées en continu sur l'efficience des services, un travail de réflexion sera mené sur les critères permettant de définir les besoins des collèges sur le fonctionnement de la restauration, l'entretien, la maintenance et l'accueil.

<u>Cas particulier : le transport adapté :</u>

Par ailleurs, alors que les transports interurbains et scolaires sont désormais une compétence régionale, le transport adapté, qui relève du champ du handicap, est resté dans le giron départemental, conformément à la loi NOTRe.

Le Conseil Départemental reste soucieux d'apporter une réponse adaptée aux besoins de chaque jeune présentant un handicap et de favoriser ainsi son autonomie et son ouverture sur l'extérieur.

En 2024, 345 enfants ont bénéficié d'une prise en charge dans ce cadre (33 Aides Individuelles aux Transports et 312 enfants transportés) alors que le service de Transport à la Demande (TAD) Handimobile compte 246 bénéficiaires.

Le présent rapport présente l'ensemble des actions qui seront mises en place au bénéfice des collèges, des familles et de la jeunesse (I), puis celles relatives aux transports dans le cadre du champ du handicap et de la jeunesse (II).

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, il est proposé d'affecter10 022 434 € en dépenses, dont 162 000 € au titre de l'investissement et 9 860 434 € au titre du fonctionnement et 2 374 667 € en recettes, dont 1 329 667 € au titre de l'investissement et 1 045 000 € au titre du fonctionnement (dont le détail figure en pages 21 à 24 du présent rapport).

I - SOUTIEN AUX COLLEGES, AUX FAMILLES ET A LA JEUNESSE : 5 551 234 € en dépenses (dont 5 389 234 € en fonctionnement et 162 000 € en investissement) et 2 329 667 € en recettes (dont 1 000 000 € en fonctionnement et 1 329 667 € en investissement)

A - ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES : 4 768 234 € en dépenses (dont 4 606 234 € en fonctionnement et 162 000 € en investissement) et 2 179 667 € en recettes (dont 850 000 € en fonctionnement et 1 329 667 € en investissement)

L'action du Département se concrétise dans ses domaines de compétences mais également par un engagement affirmé au-delà de ses missions obligatoires.

Si les collèges sont autonomes sur le plan financier, une part déterminante de leurs ressources provient du Département.

1 - Collèges publics

a) Dotations principales de fonctionnement des collèges publics : 2 649 392 € de crédits de fonctionnement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 28 novembre dernier, les dotations principales de fonctionnement 2025 pour un montant de 2 649 392 € pour les collèges publics.

En complément de ces dernières, le Département assure également, outre la rénovation et la restructuration des bâtiments, les opérations d'entretien des équipements et des bâtiments en régie ou en fournissant aux collèges les moyens d'assurer cette mission par le biais de dotations complémentaires.

Il est important, dans les territoires ruraux corréziens, de doter les collèges d'équipements immobiliers et mobiliers modernes et fonctionnels, de procéder à tous les contrôles bactériologiques règlementaires ou encore d'aider les établissements à faire face à leurs dépenses de viabilisation et d'entretien.

b) Aides complémentaires 2025 en faveur des collèges publics : 1 044 000 € de crédits de fonctionnement

Les modalités d'attribution des différentes aides et dotations sont précisées dans les annexes 1 à 3 au présent rapport et font aujourd'hui l'objet d'un vote relatif à l'ouverture de crédits destinés à assurer la couverture budgétaire des aides et participations :

➲ Aide aux déplacements des élèves 2025 (cf. Annexe 1) : 125 000 € (en fonctionnement)

Afin d'aider les collèges dans la prise en charge du coût important des déplacements à caractère sportif et pédagogique, le Conseil Départemental réserve sur son budget une enveloppe pour aider les établissements à supporter les dépenses liées à ces activités pendant le temps scolaire.

Depuis 2024, le Département a fait évoluer ses modalités d'intervention afin de laisser aux établissements davantage de liberté de choix. Il attribue une dotation annuelle destinée à couvrir les frais de l'ensemble des sorties pédagogiques sur le temps scolaire souhaitées par chaque établissement. Il appartient à chaque établissement de faire ses choix et de prendre en charge directement les factures afférentes auprès des opérateurs.

Ainsi, pour cette année 2025, je propose à l'Assemblée, dans un souci d'équité territoriale, afin de compenser l'éloignement géographique de certains collèges des principaux pôles culturels (Brive, Tulle et Ussel), de définir les critères de répartition de cette enveloppe de la manière suivante :

1) pour les déplacements vers les piscines : prise en charge à hauteur de 100 % de la dépense prévisionnelle pour le cycle de natation obligatoire.

2) pour les sorties culturelles : prise en charge sur la base d'un forfait de 4 €/élève.

3) pour les déplacements à caractère sportif et pédagogique :
- répartir une partie au prorata des effectifs soit : 6 €/élève pour les collèges de moins de 200 élèves (8 établissements) ; 5 €/élève pour les collèges dont les effectifs sont compris entre 200 et 400 élèves (6 établissements) ; 4 €/élève pour les collèges de plus de 400 élèves (11 établissements) ;
- et, majorer chaque dotation/collège résultant du calcul ci-dessus, selon l'éloignement kilométrique d'une zone urbaine regroupant les principales activités culturelles (théâtre, musée…soit Brive, Tulle et Ussel). Les trois tranches kilométriques identifiées sont :
  - moins de 10 km : majoration forfaitaire annuelle de 100 € (8 collèges) ;
  - entre 10 et 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 750 € (7 collèges) ;
  - + 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 1 600 € (10 collèges).

Les collèges ayant une section sportive ne pourront pas demander à ce titre une aide pour un déplacement dans le cadre des sorties à caractère sportif. En effet, ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique dans le cadre de la politique sportive de la collectivité.

➲ Conseils - Formations - Plan de Maîtrise Sanitaire - Hygiène Alimentaire en collège

QUALYSE : 65 000 € (en fonctionnement)

Dans les 22 restaurants scolaires des collèges publics, les chefs de cuisine sont responsables des Plans de Maîtrise Sanitaire (PMS). Ceci s'applique à environ 1,2 millions de repas préparés, servis ou exportés pour 2024/2025.

Le Département est engagé dans le management des personnels de cuisine et assure la fourniture des moyens matériels (bâtiments, équipements) adaptés à l'objectif de résultat concernant la sécurité des convives.

Pour remplir certaines obligations réglementaires, s'assurer de la mise en œuvre de PMS adaptés et faciliter la mise en œuvre des éléments de sa politique en maîtrise des risques alimentaires en restauration, le Département confie au laboratoire QUALYSE :

- la réalisation et le suivi des plans d'autocontrôles microbiologiques, l'assistance à la prise des mesures correctives, le cas échéant,

- la réalisation d'audits internes d'hygiène concernant les moyens et le fonctionnement, assortis d'un temps de restitution auprès des équipes avec conseils formalisés,

- la synthèse des résultats de ces audits internes, afin de présenter un état des lieux fondant des propositions de formations adaptées en matière d'hygiène alimentaire ainsi que des pistes collectives d'action et/ou d'amélioration, le cas échéant,

- l'organisation de formations professionnelles adaptées en matière d'hygiène alimentaire, à destination des personnes responsables de la gestion des Plans de Maîtrise Sanitaire.

De plus, depuis 2024, les actions de formation sont renforcées auprès des agents nouvellement arrivés et des chefs de cuisine. Outil complémentaire du Plan de Maîtrise Sanitaire, le Guide des Opérateurs a été diffusé et accompagné par les chefs de bassin restauration et QUALYSE auprès des 22 restaurants scolaires.

Par ses actions, le Département participe à l'amélioration de la qualité du service en matière de sécurité alimentaire des aliments, garantit et facilite des bonnes conditions de travail aux agents des collèges qui interviennent en restauration ; agents qui soulignent le fort intérêt de cet accompagnement pour le développement de leurs compétences.

Ces prestations seront effectuées par QUALYSE et leur paiement sera effectué sur la base du réalisé, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

➲ Entretien des espaces, des équipements et du bâti (cf. Annexe 2) : 30 000 € (en fonctionnement)

En complément des travaux d'investissement et de rénovation des collèges, le Département assure également l'entretien des équipements et des bâtiments en procédant lui-même aux opérations (par l'interventions d'entreprises et/ou de ses services) ou en donnant aux établissements les moyens d'assurer cette mission grâce à la dotation globale mais aussi grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut ainsi faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation de matériels et/ou l'acquisition de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation de travaux d'entretien courant, par l'agent de maintenance dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.
Je précise que la dotation sera calculée selon un taux de 40 % appliqué aux dépenses éligibles et plafonnée annuellement par établissement à 1 250 €.

➲ Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement (cf. Annexe 3) : 800 000 € (en fonctionnement)

Cette enveloppe a pour vocation d'aider les collèges à faire face à des difficultés budgétaires, des dépenses imprévues qui relèvent strictement des compétences du Département, notamment celles relatives à la viabilisation ou au crédit nourriture.

Cette enveloppe complémentaire permet de tenir compte de la conjoncture actuelle qui impacte fortement les budgets des collèges en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le taux d'inflation (source INSEE période juillet 2023 à juillet 2024) s'établit à 2,3 %. Cette situation fait l'objet d'une vigilance accrue du Département qui a renforcé ses indicateurs de suivi.

Ainsi, chaque collège en difficulté peut faire une demande de dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement, dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée. L'attribution des dotations complémentaires est soumise à l'approbation de la Commission Permanente.

➲ Réserve viabilisation ou achat produits locaux : 24 000 € (en fonctionnement)

Cette opération constitue une réserve cette année pour les dépenses de viabilisation ou les achats de produits locaux par les collèges.

Enfin, il est rappelé à l'Assemblée que, s'agissant des enveloppes intitulées "Aide aux déplacements des élèves", "Entretien des espaces, des équipements et du bâti", "Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement" et "réserve viabilisation ou achats produits locaux " :

- le montant indiqué de chaque enveloppe est fourni à titre indicatif. En effet, la Commission Permanente, qui disposera de la compétence pour attribuer chacune de ces dotations, pourra, le cas échéant, moduler le montant de chacune de ces enveloppes, dans la limite du montant des crédits abondants l'Enveloppe Pluriannuelle

de Financement (EPF) "Dotations complémentaires aux collèges publics", arrêté à 1 044 000 € ;

- les modalités de calcul et d'attribution des trois enveloppes susvisées figurent en annexes 1,2 et 3 au présent rapport.

c) Subventions complémentaires d'aides aux dépenses d'investissement des collèges publics : achat de matériel et mobilier par les collèges publics : 100 000 € de crédits de paiements en investissement

Cette enveloppe est destinée à couvrir en partie les dépenses réalisées par les collèges en matière d'acquisition de matériel d'entretien et de mobiliers scolaires tout en tenant compte des évolutions pédagogiques.

La subvention prévisionnelle maximale par établissement est calculée sur la base de 3 tranches :

- effectif inférieur à 200 élèves = 2 400 €
- effectif compris entre 200 et 400 élèves = 3 900 €
- effectif supérieur à 400 élèves = 5 000 €

Il est précisé que la subvention sera calculée selon le taux unique de 80 % appliqué aux dépenses réalisées et sera versée, dans la limite du montant attribué, sur la base des factures acquittées.

J'ajoute enfin qu'au moins un tiers de la dépense réalisée par l'établissement devra être réservé à l'achat de matériels au bénéfice des agents départementaux du collège.
Sur la base de ces règles, il sera demandé aux collèges au cours du 1er semestre 2025, de faire retour de leurs besoins dans le respect des montants maximum qui leur sont attribués.
Une attention particulière sera dorénavant portée sur les qualités ergonomiques (usage et entretien) des matériels acquis en lien avec les services du Département.

Il est proposé à l'Assemblée, pour l'année 2025, de maintenir cette procédure et de laisser le soin à la Commission Permanente de répartir ces crédits selon les besoins qui seront recensés.

d) Recettes de fonctionnement et d'investissement dans le cadre de l'action en faveur des collèges

➲ Le Fonds Académique de Rémunération des Personnels d'Internats (FARPI) : 850 000 € de crédits de fonctionnement

Conformément à la délibération du Conseil Départemental du 17 mars 2006, ce fonds est collecté directement par le Conseil Départemental auprès des établissements au taux de 22,5 % sur les recettes du Service Restauration et Hébergement (SRH).

Conformément à la lettre circulaire du 23 mars 2006, les modalités de recouvrement de ce fonds sont les suivantes :

- versement du tiers de la prévision budgétaire entre le 15 et le 31 mars,
- versement du tiers de la prévision budgétaire entre le 15 et le 31 juin,
- versement des 2/9 de la prévision budgétaire entre le 15 et le 30 novembre,
- versement du solde après calcul des droits réels constatés de l'exercice clos (fin décembre/début janvier).

Il est proposé 850 000 € de crédits en recettes de fonctionnement.

➲ La dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) : 1 329 667 € de crédits d'investissement

Dans le cadre de la décentralisation, la DDEC est une recette attribuée par l'État au Département.

L'article L.3334-16 du code général des collectivités territoriales dispose qu'à compter de 2009 le montant alloué à chaque département est égal à celui de 2008. Aussi, le montant de la DDEC pour 2025 est identique à celui alloué en 2024 soit 1 329 667 €.
Il est proposé 1 329 667 € de crédits en recettes d'investissement.

2 - Collèges privés

a) Dotations principales de fonctionnement des collèges privés : 886 842 € de crédits de fonctionnement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 28 novembre dernier, les dotations principales de fonctionnement 2025 pour un montant de 886 842 € pour les collèges privés.

b) Aides complémentaires 2025 en faveur des collèges privés 14 000 € de crédits de fonctionnement

Pour mémoire, l'Assemblée départementale a voté, lors de sa séance du 28 novembre dernier, les aides complémentaires aux déplacements 2025 pour un montant de 14 000 € pour les collèges privés.

c) Subventions complémentaires d'aides aux dépenses d'investissement des collèges privés : 62 000 € de crédits de paiements en investissement

Je vous propose d'affecter un montant de 50 000 € aux opérations d'investissement type loi "Falloux" pour les collèges privés et les aides à l'achat de matériels informatiques pour un montant de 12 000 € pour les collèges privés.

3 - Actions en faveur de l'orientation des collégiens – le Dispositif École Entreprise : 12 000 € en fonctionnement

En faveur de cette opération qui rencontre un succès constant, le Conseil Départemental a renouvelé son partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze et le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) de la Corrèze en faveur du dispositif "École Entreprise", dans le cadre d'une convention de partenariat sur deux ans (2024 à 2025).

Le projet vise à initier les collégiens aux métiers de l'entreprise et à leur donner une approche générale du fonctionnement de l'entreprise en lien avec la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et des entreprises corréziennes. Cette action permet aux collégiens, de 4ème, de découvrir l'entreprise avec ses flux humains et matériels, mais aussi l'environnement économique qui se trouve à proximité de leur collège.

La convention porte une attention particulière sur l'égalité homme/femme en termes d'accès à l'emploi. L'ensemble des collèges du département est pris en compte sur les 2 années que dure la convention.

Sur l'année scolaire 2024, 13 collèges (Allassac, Beynat, Bort les Orgues, Jean Lurçat Brive, Jean Moulin Brive, Arsonval Brive, Cabanis Brive, Rollinat Brive, Corrèze, Larche, Lubersac, Treignac, et Clemenceau Tulle) ont bénéficié d'une intervention en classe pour découvrir l'entreprise et son fonctionnement avant la visite. 13 visites d'entreprises ont été programmées.

Je vous propose de réserver sur l'enveloppe susvisée, pour l'exercice 2025, la somme de 12 000 € (montant identique à 2024) pour le financement de cette opération.

B - ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES : 445 000 € de crédits de paiement en fonctionnement

Il est proposé au Conseil Départemental d'approuver le vote de crédits de paiement destinés à assurer la couverture budgétaire des actions en faveur des familles pour un montant de 445 000 €, montant qui permettra le financement des interventions suivantes :

1 - Promotion internat 19 : 78 000 € (en fonctionnement)

L'existence de 14 internats dans les collèges est une spécificité de notre territoire.

L'aide à l'internat de 300 € est versée directement au collège pour chaque élève interne (Corrézien ou non) en complément des autres aides mobilisables (bourses nationales). Elle est l'illustration de la capacité de notre collectivité à porter des dispositifs efficients et utiles pour toutes les familles. Ce dispositif renforce également l'attractivité des 14 internats corréziens.

En parallèle, l'outil "internat" est également intégré comme un élément de prévention et reconnu par les services de l'Éducation Nationale en Corrèze pour l'accueil d'élèves en difficulté ou faisant l'objet de mesures de suivi au titre de la Protection de l'Enfance. Il devient dans ce cadre, un outil de médiation, qui peut apporter des solutions à des jeunes dont la situation sociale et/ou géographique est source de difficultés.

Au titre de l'année scolaire 2023/2024, cette aide a été versée en faveur de 304 collégiens internes.

Internat 19	2023	2024	2025
Budget Prévisionnel	78 000 €	78 000 €	78 000 €
Compte Administratif	72 628,24 €	68 417,34 €	

2 - Aide à la restauration : 210 000 € (en fonctionnement)

Dans une logique de plus grande justice sociale et pour agir contre les inégalités territoriales, une aide spécifique à la restauration a été adoptée en séance plénière du 28 juin 2013 et mise en place dès l'année scolaire 2013/2014. Cette aide permet aux familles des collégiens du secteur public et privé ayant la qualité de demi-pensionnaire (4 jours par semaine au minimum) ou d'interne, de bénéficier d'une aide déduite directement de la facture trimestrielle par l'établissement en fonction de leurs ressources et du nombre d'enfants à charge.

Aide à la restauration	2023	2024	2025
Budget Prévisionnel	290 000 €	260 000 €	210 000 €
Compte Administratif	203 255,09 €	178 013,65 €	

Cette aide, dont ont bénéficié 1 664 collégiens demi-pensionnaires, a été versée à chaque établissement selon la répartition suivante au titre de l'année 2024 :

COLLEGE	MONTANT 2024
ALLASSAC	10 343,18 €
ARGENTAT	4 206,59 €
J D'ARC ARGENTAT	3 443,64 €
BEAULIEU	2 560,68 €
BEYNAT	3 020,70 €
BORT	2 136,10 €
BOSSUET	2 733,51 €
ND JDARC BRIVE	2 803,02 €
LA SALLE	1 835,57 €
ARSONVAL	6 547,57 €
CABANIS	5 146,69 €
JEAN LURCAT	10 980,57 €
JEAN MOULIN	3 477,65 €
ROLLINAT	7 255,73 €
CORREZE	4 343,55 €
EGLETONS	7 195,49 €
LARCHE	8 189,80 €
LUBERSAC	4 843,22 €
MERLINES	2 211,88 €
MEYMAC	5 033,06 €
MEYSSAC	4 036,64 €
NEUVIC	6 297,97 €
OBJAT	12 911,09 €
SEILHAC	7 080,65 €
TREIGNAC	4 793,07 €
CLEMENCEAU	9 803,96 €
VICTOR HUGO	14 650,03 €
USSEL	7 781,17 €
ND USSEL	1 500,24 €
UZERCHE	10 850,63 €
TOTAL (CA 2024)	178 013,65 €

L'instruction de cette aide a été dématérialisée à compter de la rentrée 2023/2024 ce qui permet désormais aux familles d'accéder au suivi de leur dossier.

3 - Primes d'apprentissage : 7 000 € (en fonctionnement)

Le Conseil Départemental alloue aux jeunes qui effectuent un apprentissage artisanal une aide financière destinée à compenser une partie des dépenses générées par cette formation.
Cette aide, qui concourt directement à la réussite de notre politique éducative, doit être maintenue ; elle favorise une meilleure intégration des jeunes dans la vie professionnelle.

En 2024, ce dispositif a permis d'apporter une aide à 33 apprentis pour des montants allant de 203 € à 281 €.

Primes d'apprentissage	2023	2024	2025
Budget Prévisionnel	7 000 €	7 000 €	7 000 €
Compte Administratif	6 322 €	6 187 €	

4 - Bourses de l'enseignement supérieur : 150 000 € (en fonctionnement)

Le Conseil Départemental apporte une aide financière à destination de jeunes Corréziens qui effectuent des études supérieures. L'attribution repose à la fois sur un principe d'équité sociale mais aussi de complémentarité avec les aides accordées par les autres financeurs. Le montant de l'aide départementale est calculé et limité à 10% de l'aide des principaux financeurs (État et Région).

En 2024, cette aide a bénéficié à 396 étudiants corréziens pour des montants compris entre 108,40 € et 596,50 €. A noter que le dépôt et l'instruction de l'aide ont été entièrement dématérialisés afin de faciliter l'accès au service.

Enseignement supérieur	2023	2024	2025
Budget Prévisionnel	168 000 €	168 000 €	150 000 €
Compte Administratif	102 897,85 €	124 893,68 €	

C - ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE : 338 000 € de crédits de paiements en fonctionnement et 150 000 € en recettes de fonctionnement

La jeunesse est au cœur des priorités de la mandature. Pour l'année 2025, il est demandé à l'Assemblée de bien vouloir examiner les propositions suivantes :

1 - Action départementale en faveur des séjours jeunes et familles : 260 000 € en dépenses de fonctionnement et 150 000 € en recettes de fonctionnement

Le Département de la Corrèze est propriétaire de deux centres de vacances situés à Chamonix et à Saint-Pierre d'Oléron. Ces centres constituent deux pôles d'accueil à la mer et à la montagne pour les Corréziens, où sont organisés des séjours en adéquation avec les objectifs de la politique sociale du Département et les attendus de l'Education Nationale pour ce qui est des publics scolaires. Ils sont aussi lieux d'accueils pour des séjours commerciaux individuels et familiaux.

La gestion de ces centres de vacances est assurée depuis de nombreuses années par l'ODCV (Œuvre Départementale des Centres de Vacances), dans le cadre d'une convention de partenariat qui a trouvé son terme au mois de juillet 2024.

Depuis le 8 juillet 2024, l'ODCV a repris ces missions assignées dans le cadre de la Délégation de Service Public. Les modalités de compensation de ces missions sont fixées dans le contrat de délégation de service public. Pour 2025, première année "pleine", la compensation a été budgétée dans le cadre de ce contrat à 260 000 €.

De plus, en contrepartie de l'occupation des sites et de la commercialisation des hébergements, l'ODCV versera au Département une redevance. Pour 2025, première année "pleine", il est proposé 150 000 € de crédits en recettes de fonctionnement.

2 - Action promotion Jeunesse "Association Voilco" et "Association MERCI" : 3 500 € (en fonctionnement)

Voilco-Aster est une association laïque d'éducation populaire. Ses activités, organisées sur ses bases de Saint Priest de Gimel et de Viam, consistent en :

- l'accueil de classes de découvertes sur des thèmes variés comme les activités physiques de pleine nature, l'astronomie, les énergies renouvelables,
- des interventions pour les centres de loisirs,
- l'accueil de séjours de vacances,
- la formation d'animateurs (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur et Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur).

Une subvention à hauteur de 3 000 € est proposée pour 2025.

L'association MERCI (Murat Éco Responsable et Coopération Internationale), en partenariat avec le Campus du Végétal du Pays de Brive, organise le Festival de la Réciprocité, un événement international de solidarité et d'échanges culturels qui se tiendra du 31 janvier au 2 février 2025, à Voutezac. Ce projet vise à accueillir 40 jeunes internationaux engagés dans des missions agricoles et éducatives, et à promouvoir des valeurs fondamentales telles que l'interculturalité, la tolérance, et la solidarité. Il s'inscrit également dans une démarche de valorisation du patrimoine local et de dynamisation du territoire.

Une subvention à hauteur de 500 € est proposée pour 2025.

3 - Bien vivre aux collèges/actions en faveur de la jeunesse : 20 500 € (en fonctionnement)

Le Département crée les projets, recherche les partenaires, met en œuvre et coordonne les actions en faveur de la jeunesse dans des domaines très divers comme la santé, la citoyenneté, l'alimentation, la lutte contre les discriminations ou le harcèlement.

Ainsi, en 2025, la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'éducation au goût sont des priorités. 20 500 € de crédits seront mobilisés.

4 - Renforcer la sécurité des collègiens : plan départemental de lutte contre le harcèlement scolaire et les cybers-violences : 25 000 € (en fonctionnement)

L'année scolaire 2024-2025 est la première année de déploiement de la vidéoprotection aux entrées des collèges, avec une remontée des images au centre de supervision départemental.

De plus, en 2025, le Département déploie un nouveau dispositif mobile de géolocalisation et d'alerte VigiCorrèze qui pourra être notamment utilisé par les collégiens sur leurs trajets quotidiens établissement scolaire-domicile.

La lutte contre le harcèlement scolaire fait partie des priorités du Département. En effet, la pratique des réseaux sociaux par des enfants de plus en plus jeunes a démultiplié ce phénomène :

- 700 000 élèves sont harcelés chaque année.
- 10 % des élèves de 6ème sont touchés, parmi lesquels 7 % par une forme grave de harcèlement.

Objet d'inquiétude pour les parents, cette question fait partie des priorités gouvernementales.

Un plan d'actions complet a été mis en œuvre depuis la rentrée 2023/2024. Il fait de la Corrèze un département pionnier dans la lutte contre le harcèlement scolaire :

- 30 collèges, publics et privés, participent au dispositif proposé par le Département.
- Une mission a été confiée à l'association e-enfance référent national de la lutte contre le harcèlement :
  - 1 niveau entier de collégiens de 6ème soit plus de 2 000 élèves a bénéficié d'une intervention afin de les informer sur les risques, sur le numéro gratuit, sur la protection des données
  - 1 visioconférence avec l'association e-enfance a été proposée aux familles.
- 1 webinaire avec l'Atelier Canopé de Tulle a été proposé à tous les professionnels (sociaux, éducatifs, enseignants, animateurs) et aux élus pour informer, sensibiliser, présenter des ressources et des outils.
- Une convention signée acte le partenariat avec l'Éducation nationale et articule notre action avec le dispositif PHARE mis en place à l'échelle nationale.

Je vous propose de reconduire ce dispositif en 2025 en adaptant les actions au regard du bilan effectué.

5- Appel à projets "éco-responsables" : 20 000 € (en fonctionnement)

L'objectif de ce dispositif est de soutenir des projets rendant les élèves acteurs d'une initiative dans le domaine du développement durable et de favoriser l'engagement citoyen et le bien-être au collège.

L'appel à projet s'adresse à tous les collégiens corréziens. L'initiateur peut être un élève, un groupe d'élèves, une classe ou un établissement.

Le projet peut porter sur la création d'un potager, la gestion des déchets, la biodiversité au sein de l'établissement, etc.

Pour être recevable le projet doit :

- Respecter le thème et les critères du "développement durable et favoriser le bien-être au collège "
- Avoir l'accord du principal du collège pour la réalisation,
- Être transmis par mail avant la date butoir précisée dans le règlement,
- Être réalisé dans l'enceinte du collège,
- Comporter une participation financière du collège,
- Ne pas engendrer un coût de fonctionnement annuel trop important.

Le Département apporte un soutien financier dont les modalités d'attribution sont précisées dans le règlement qui a été soumis à l'approbation de la Commission Permanente du 23 septembre 2022.
Pour la première année de cet appel à projets, 9 projets ont été validés. Le total des soutiens est de 9 680 € et le Centre de Protection et d'Initiatives pour l'Environnement a réalisé 10 interventions dans les collèges.
Pour la deuxième année 10 projets ont été retenus par la commission projet du 2 février 2024 pour un montant total de 8 063 € soit une moyenne de 806 € par projet. Une deuxième commission a été mise en place avant la fin d'année scolaire. Le CPIE est intervenu dans 10 collèges.

6- Action transport "jeunesse" : 9 000 € (en fonctionnement)

Soucieux de garantir l'équité territoriale et de favoriser l'accès des jeunes à des ressources qui en feront les citoyens de demain, je vous propose d'affecter un montant de crédits de 9 000 € à l'aide aux déplacements en faveur de projets ayant une forte valeur éducative, culturelle, proposant aux jeunes une ouverture sur le monde en particulier professionnel ou se rapportant au devoir de mémoire.

Parmi les projets éligibles à ce dispositif figurent "les Coulisses du Bâtiment", les Forums des métiers, les visites des sites du Département, les ateliers pédagogiques organisés par le musée du Président Jacques Chirac.

Ces déplacements seront financés dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée.

II - ACTIONS TRANSPORTS : ÉLÈVES HANDICAPÉS, HANDIMOBILE : 4 471 200 € En fonctionnement

Depuis la mise en application de la loi NOTRe (portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République), la compétence en matière de transport scolaire a été transférée aux Régions à l'exception du transport des élèves en situation de handicap et du service de transport des personnes à mobilité réduite HANDIMOBILE qui reste de la compétence départementale.

A ce titre, la collectivité étant désireuse d'apporter une réponse à chaque famille dont un membre présente une situation de handicap, je demande à l'Assemblée de bien vouloir examiner les propositions suivantes :

A - TRANSPORTS SCOLAIRES DES ELEVES EN SITUATION DE HANDICAP : 3 465 000 €

Dans une volonté de solidarité et de soutien aux familles, le Département prend en charge la mise en place de transports spécifiques pour les élèves en situation de handicap fréquentant un établissement d'enseignement général, agricole ou professionnel, public ou privé, quand ils ne peuvent pas utiliser les moyens de transports en commun, en raison de la gravité de leur handicap. La Maison Départementale des Personnes Handicapées émet un avis préalable à leur prise en charge.

Ainsi, les élèves en situation de handicap peuvent prétendre à un transport individuel pour rejoindre leur établissement scolaire d'accueil dont la totalité du coût est pris en charge par la collectivité. Pour l'année scolaire 2024/2025, 345 élèves sont bénéficiaires de ce dispositif.

Dans le cadre de l'accès aux dispositifs de droit commun, certaines familles font le choix de transporter elles-mêmes leurs enfants. La collectivité permet aux familles cette adaptation en allouant une aide individuelle. Pour l'année 2025, nous vous proposons de reconduire cette action. Une aide de 0,30 € par kilomètre sera attribuée aux familles, sur la base fiscale des frais réels. Cette aide sera versée au vu d'un état nominatif.

B - HANDIMOBILE TRANSPORT POUR LES PERSONNES A MOBILITE REDUITE : 1 006 200 € (dont 56 200 € pour la centrale de réservation et 950 000 € pour les courses) en dépenses et 45 000 € en recettes

Le dispositif Handimobile est maintenu et offre aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) la possibilité de bénéficier de transports à la demande leur permettant ainsi une certaine autonomie dans leur vie quotidienne, et l'accès aux services et aux activités du territoire.

Ce service couvre toute la Corrèze, hors les transports dont l'origine et la destination se situent dans le territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin de BRIVE, desservi par Libéo-Accessible. Les transports dont l'origine et la destination se situent dans l'agglomération de TULLE sont pris en charge par cette collectivité dans le cadre d'un groupement de commandes avec le Département.

Il s'agit d'un service de transport collectif à la demande avec réservation, assurant une prestation de porte à porte. Il est ouvert aux personnes présentant des handicaps ne leur permettant pas d'utiliser les réseaux urbains ou interurbains de transport en commun. Ce service a été utilisé par 246 clients et a assuré 15 346 courses en 2024.
La tarification, dans le cadre de la participation financière des usagers à ce transport, est définie par le Conseil Départemental agissant en qualité d'autorité organisatrice. Il est proposé d'affecter 45 000 € de crédits en recettes de fonctionnement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous.

PROGRAMME Cdr EDUCATION	BP 2024	CA 2024	BP 2025
ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	379 500 €	356 331,79 €	338 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES	518 000 €	380 883,67 €	445 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES	4 429 620 €	4 514 912,76 €	4 606 234 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**5 327 120 €**	**5 252 128,22 €**	**5 389 234 €**
ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES	800 000 €	928 282,02 €	850 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DE LA JEUNESSE	75 000 €	72 540 €	150 000 €
ACTIONS EN FAVEUR DES FAMILLES	0 €	26 €	0 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**875 000 €**	**1 000 848,02 €**	**1 000 000 €**
ACQUISITION DE MATÉRIEL ET DE MOBILIER COLLÈGES PUBLICS	100 000 €	96 307 €	100 000 €
SUBVENTION INVESTISSEMENT COLLEGES PRIVES (VOTE NOVEMBRE 2024)	50 000 €	50 000 €	50 000 €
DOTATIONS TIC COLLEGES PRIVES (VOTE NOVEMBRE 2024)	12 000 €	11 879 €	12 000 €
TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	**162 000 €**	**158 186 €**	**162 000 €**
DOTATION DÉPARTEMENTALE D'ÉQUIPEMENT DANS LES COLLÈGES	1 329 667 €	1 329 667 €	1 329 667 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	**1 329 667 €**	**1 329 667 €**	**1 329 667 €**

PROGRAMME Cdr Transports scolaires handicapés	BP 2024	CA 2024	BP 2025
SCOLAIRES HANDICAPES	3 440 000 €	2 742 403,61 €	3 465 000 €
HANDIMOBILE	1 006 200 €	941 609,27€	1 006 200 €
TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	**4 446 200 €**	**3 684 012,88 €**	**4 471 200 €**
HANDIMOBILE	42 000 €	44 480,90 €	45 000 €
SCOLAIRES HANDICAPEES	0 €	0 €	0 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**42 000 €**	**44 480,90 €**	**45 000 €**

- En résumé :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	**9 860 434 €** Dont Education 5 389 234 € Dont Transport 4 471 200 €	**1 045 000 €** Dont Education 1 000 000 € Dont Transport 45 000 €
INVESTISSEMENT	**162 000 €** Education	**1 329 667 €** Education
TOTAL	**10 022 434 €**	**2 374 667 €**

Pour mémoire au titre de 2025, les engagements au titre de la politique Éducation Jeunesse qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
DEPENSES			
ACTION EN FAVEUR DES FAMILLES Cdr Education	EPF	P005E01	Aide à la restauration
	EPF	P005E03	Bourses de l'enseignement supérieur
	EPF	P005E04	Primes d'apprentissage
	EPF	P005E05	Promotion Internat 19
ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE Cdr Education	EPF	P002E02	Dépense de fonctionnement GD
	EPF	P002E03	Dépense de fonctionnement 933
	EPF	P002E04	Dépense de fonctionnement 932
ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES Cdr Education	EPF	P004E01	Actions faveur orientation collégiens Dotation principale pour les collèges publics
	EPF	P004E04	Dotations complémentaires collèges privés
	EPF	P004E05	Dotations complémentaires collèges publics
	EPF	P004E06	Dotation principale pour les collèges privés
	EPF	P004E07	Achat matériel collèges privés
	EPI	P004E08	Aide investissement collèges privés
	EPI	P004E09	Collèges publics subventions
	EPI	P004E10	
SCOLAIRES HANDICAPES Cdr Transports	AE	P175E04	Scolaires handicapées 2022-2026
	EPF	P175E02	Aides individuelles aux transports
HANDIMOBILE / Cdr Transports	AE	P100E03	Handimobile 2023-2027

RECETTES			
ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE Cdr Education	EPF	P002E06	RECETTES - DSP La Martière-Chamonix
ACTION EN FAVEUR DES COLLEGES Cdr Education	EPI	P004E11	Dotation Départementale d'Équipement des collèges
	EPF	P004E03	Recettes FARPI (Fonds Académique de Rémunération de Personnels d'Internat)
HANDIMOBILE Cdr Transports	EPF	P100E02	Recettes Handimobile

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 045 000 € en fonctionnement et 1 329 667 € en investissement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 9 860 434 € en fonctionnement et 162 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/206

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ACTIONS EN FAVEUR DES COLLEGES PUBLICS, DE L'EDUCATION ET DE LA JEUNESSE - ACTIONS TRANSPORTS : ELEVES HANDICAPES, HANDIMOBILE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/206 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Philippe LESCURE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique de l'éducation, de la jeunesse et des transports 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	9 860 434 € Dont Education 5 389 234 € Dont Transport 4 471 200 €	1 045 000 € Dont Education 1 000 000 € Dont Transport 45 000 €
INVESTISSEMENT	162 000 € Education	1 329 667 € Education
TOTAL	10 022 434 €	2 374 667 €

Article 2 : au titre de l'Enveloppe Pluriannuelle de Financement (EPF) "Dotations complémentaires aux dépenses de fonctionnement des collèges publics", 1 044 000 € sont budgétés en crédits de paiement 2025, la Commission Permanente du Conseil Départemental reçoit délégation pour attribuer chacune de ces aides s'y rattachant et pourra, le cas échéant, moduler le montant de chacune des enveloppes la composant, dans la limite du montant de l'EPF susvisée. Les modalités de calcul et d'attribution de ces aides figurent en annexes 1 à 3 à la présente délibération.

Article 3 : Monsieur le Président est autorisé à signer tous les documents relatifs à l'octroi de ces aides : arrêtés, notifications et conventions (et tous les avenants éventuels).

Article 4 : est approuvé pour le dispositif "Promotion de l'internat" le principe d'un versement par trimestre de cette aide aux quatorze collèges corréziens ayant un internat (collège d'Allassac, collège d'Argentat, collège Jeanne d'Arc d'Argentat, collège de Beaulieu, collège Bossuet, collège Notre Dame Brive, collège de Corrèze, collège d'Egletons, collège d'Objat, collège de Treignac, collège Clémenceu de Tulle, collège Notre Dame d'Ussel, collège Voltaire d'Ussel, collège d'Uzerche). Chaque aide d'un montant maximum de 300 € est versée directement au collège pour chaque élève interne.

Article 5 : est arrêtée à 20 000 € la participation du Département au titre de l'année 2025 pour l'appel à projets "éco-responsables" et à 25 000 € pour l'action contre le harcèlement scolaire.

Article 6 : est arrêtée à 260 000 € la participation du Département au titre de l'année 2025 dans le cadre de la délégation de service public portant sur la gestion des centres de vacances situés à Chamonix et Oléron.

Article 7 : est décidée l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2025 de 3 000 € à l'association VOILCO dans le cadre d'une action pour la promotion de la jeunesse.

Article 8 : l'aide octroyée à l'article 7, sera versée selon les modalités suivantes :

- versement d'un acompte de 80 %, dès légalisation de la présente décision,
- le solde (20%) sera versé au bénéficiaire à sa demande sur présentation des justificatifs ayant trait à l'opération subventionnée.

Si la subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2025, elle deviendra caduque de plein droit.

Article 9 : est décidée l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2025 de 500 € à l'association MERCI dans le cadre d'une action pour la promotion de la jeunesse.

Article 10 : l'aide octroyée à l'article 9, sera versée selon les modalités suivantes :

- versement de 100 % de la subvention dès légalisation de la présente décision,

Article 11 : dans le cadre de l'action Transports Élèves Handicapés, le Département alloue 3 465 000 € pour les Scolaires Handicapés et 1 006 200 € pour Handimobile.

Article 12 : dans le cadre de l'action Transports Élèves Handicapés est approuvé le principe d'un versement d'une aide individuelle aux familles transportant elles-mêmes leurs enfants de 0,30 € par kilomètre sur la base fiscale des frais réels et au vu d'un état nominatif.

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.25
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.38
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.81
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.3
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.6
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.21
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.25
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 28 voix pour, 9 abstentions.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15527-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement
Aide aux déplacements des élèves

OBJECTIFS DU DEPARTEMENT

Soutenir les collèges dans la prise en charge des dépenses liées aux déplacements des élèves pendant le temps scolaire pour des activités sportives ou pédagogiques.

NATURE DE L'OPERATION

Tous les déplacements des élèves vers les piscines, stades, gymnases et autres équipements sportifs et pour les sorties à caractère pédagogique.

BENEFICIAIRES

EPLE - Collèges publics

CRITERES D'ATTRIBUTION

Critères retenus pour détermination des aides :

- **pour les déplacements vers les piscines** : prise en charge à hauteur de 100 % de la dépense prévisionnelle

- **pour les sorties culturelles** : prise en charge sur la base d'un forfait de 4 € par élève.

- **pour les autres déplacements** :
  - ✓ répartition d'une partie au prorata des effectifs, soit :
    - 6 € par élève pour les collèges de moins de 200 élèves ;
    - 5 € par élève pour les collèges entre 200 et 400 élèves ;
    - 4 € par élève pour les collèges de plus de 400 élèves ;

et :

- ✓ pour le solde, majoration de chaque dotation/collège résultant du calcul ci-dessus, selon l'éloignement kilométrique d'une zone urbaine regroupant les principales activités culturelles (théâtre, musée…soit Brive, Tulle et Ussel).

- ✓ Les trois tranches kilométriques identifiées sont :
  - moins de 10 km : majoration forfaitaire annuelle de 100 € ;
  - entre 10 et 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 750 € ;
  - + 20 km : majoration forfaitaire annuelle de 1 600 €.

Les collèges ayant une section sportive ne pourront pas demander à ce titre une aide pour un déplacement dans le cadre des sorties à caractère sportif. En effet, ils peuvent bénéficier d'une aide spécifique dans le cadre de la politique sportive de la collectivité.

PROCEDURE

Une fois l'enveloppe annuelle notifiée, l'établissement transmet au Service Education Jeunesse sur la boîte mail colleges@correze.fr les justificatifs (factures ou bons de commande) correspondants à chaque déplacement qu'il souhaite voir pris en charge.

CONDITIONS DE VERSEMENT

A l'exception des aides aux déplacements à la piscine qui seront versées en une ou plusieurs fois au regard des justificatifs fournis, les paiements de ces aides interviendront en deux fois : 80 % dès légalisation de la décision de la commission permanente du 16 mai 2025 et le solde au regard d'un état récapitulatif de la dépense réalisée, accompagné des pièces justificatives (factures acquittées ou bons de commande en fin d'année). Dans la mesure du possible, il est demandé aux établissements de bien vouloir grouper l'envoi des justificatifs (factures ou bons de commande).

L'aide versée est déterminée au vu des dépenses réalisées. Elle ne peut excéder le montant de l'enveloppe notifiée.

Si le collège n'envoie pas les justificatifs (factures acquittées ou bons de commande en fin d'année) des dépenses au plus tard pour le 1er décembre 2025, aucune aide ne pourra être versée et elle sera caduque de plein droit.

ANNEXE 2

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Aide à l'entretien des espaces, des équipements et du bâti

OBJECTIFS DU DEPARTEMENT

Soutenir les collèges en assurant, en complément des travaux d'investissement, de rénovation et des opérations de mutualisation, l'entretien des équipements et des bâtiments.

NATURE DE L'OPERATION

Le Département assure l'entretien des équipements et des bâtiments en procédant lui-même aux opérations ou en donnant aux établissements les moyens d'assurer cette mission grâce à la dotation principale de fonctionnement mais aussi grâce à la présente enveloppe complémentaire.

Chaque collège peut ainsi faire une demande de dotation de fonctionnement pour l'entretien et/ou la réparation de matériels et/ou l'acquisition de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation, par l'agent de maintenance, de travaux d'entretien courant.

BENEFICIAIRES

EPLE - Collèges publics

CRITERES D'ATTRIBUTION

Dotation calculée selon un taux de 40 % appliqué aux dépenses éligibles (dépenses de fonctionnement).

Dotation plafonnée annuellement et par établissement à 1 250 €.

PROCEDURE

Le dossier de demande doit être transmis au Service Education Jeunesse sur la boîte mail colleges@correze.fr et doit comporter :

- ❖ Courrier de demande de dotation adressé au Président du Conseil départemental
- ❖ Pièces justificatives de la dépense réalisée en possession de l'établissement

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les dotations sont allouées par la Commission Permanente du Conseil départemental :

- ✓ après instruction des dossiers de demande de dotation
- ✓ dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil départemental

La notification de ces dotations intervient après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des dotations intervient en une seule fois, après notification de la dotation, avec les justificatifs des dépenses réalisées joints au dossier de demande. L'aide versée est déterminée au prorata des dépenses justifiées.

Les dossiers doivent parvenir au plus tard le 15 octobre 2025. Passée cette date, aucune aide ne pourra être versée et elle sera caduque de plein droit.

ANNEXE 3

Collèges publics - Aide complémentaire aux dépenses de fonctionnement

Dotation complémentaire à la Dotation Principale de Fonctionnement

OBJECTIFS DU DEPARTEMENT

Aider les collèges à faire face à des difficultés budgétaires, des dépenses imprévues qui relèvent strictement des compétences du Département, notamment celles relatives à la viabilisation bien que normalement prises en charge par les collèges dans le cadre de leur dotation principale de fonctionnement.

NATURE DE L'OPERATION

Cette aide complémentaire permet de tenir compte :

- ✓ de la longueur des saisons de chauffe plus ou moins importante selon la localisation des collèges
- ✓ des hausses tarifaires concernant le coût des énergies qui représentent pour les collèges des dépenses importantes en cours d'année, difficiles à chiffrer lors de l'élaboration de leur Budget Primitif

BENEFICIAIRES

EPLE - Collèges publics

PROCEDURE

Un courrier argumenté de demande de dotation, adressé au Président du Conseil départemental, est à transmettre sur la boîte mail colleges@correze.fr

PRINCIPE D'ATTRIBUTION

Les dotations sont allouées par la Commission Permanente du Conseil départemental :

- ❖ après instruction des dossiers de demande de dotation
- ❖ dans la limite de l'enveloppe votée par le Conseil départemental

La notification de ces dotations intervient après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le versement des dotations intervient en une seule fois, après notification de la dotation.
Les dossiers doivent parvenir au plus tard le 15 octobre 2025. Passée cette date, aucune aide ne pourra être versée et elle sera caduque de plein droit.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/207

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE : BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

La culture et l'art sont des moteurs essentiels de l'attractivité territoriale et de la cohésion sociale. En stimulant la créativité, en favorisant l'émancipation, en enrichissant l'éducation et en tissant les liens entre les individus, ils participent activement à une société plus dynamique et inclusive.
Conscient de ces enjeux, le Département de la Corrèze mène depuis plusieurs années une politique culturelle ambitieuse. Il apporte un soutien constant et significatif aux projets et au tissu riche des acteurs culturels de son territoire, tout en veillant à dynamiser les lieux de diffusion qu'il administre en régie.

L'année 2024 a confirmé la dynamique positive engagée depuis 2022, marquée par la reprise des projets culturels et l'émergence de nouvelles associations qui enrichissent l'offre culturelle corrézienne. Ces évolutions témoignent concrètement des bénéfices de l'accompagnement constant et structurant apporté par le Département.
Garantir à chaque Corrézien un accès à une offre culturelle diversifiée, de qualité et de proximité, tout en veillant à un développement équilibré sur l'ensemble du territoire, constitue aujourd'hui l'axe central de la politique culturelle départementale. Dans cette perspective, les dispositifs d'accompagnement financier destinés aux associations sont maintenus et poursuivent ces objectifs.
Parmi eux :

- Les "Actions Culturelles des Territoires" (ACT), dont le pilotage est directement assuré par les élus au niveau local,
- Les "Événements à Vocation Départementale" (EVD), soutenus avec une attention particulière en raison de leur contribution à l'attractivité de la Corrèze,
- Les "Ateliers d'Éducation Artistique" (AEA), qui positionnent la Corrèze parmi les départements les plus engagés dans ce domaine.
  En 2024, ces ateliers ont concerné 46 projets et plus de 2 800 élèves, illustrant leur succès croissant.

S'inscrivant dans une démarche de long terme, le Département mobilisera en 2025 une enveloppe de 1 559 000 € en fonctionnement pour accompagner les projets portés par les territoires à travers l'ensemble de ces dispositifs.

En 2025, les lieux culturels du Département renforcent leur attractivité et leur rayonnement.

– *Le musée du Président Jacques Chirac*

Le musée du Président Jacques Chirac a été créé pour accueillir et valoriser les 5 000 cadeaux diplomatiques que le chef de l'État a reçus dans l'exercice de ses fonctions et qu'il a offerts au Conseil départemental de Corrèze dès l'an 2000. Depuis 2023, il "change de visage", suivant en cela l'évolution de son projet culturel.

– *Le musée départemental de la Résistance Henri Queuille*

De la mi-avril à la mi-novembre 2025, le musée accueillera une exposition temporaire dédiée à Madame la Maréchale de Lattre de Tassigny, mettant en lumière son rôle essentiel, souvent méconnu, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. Originaire de Neuvic, elle incarne un engagement remarquable qui mérite d'être redécouvert.

En complément, le musée proposera en juillet, pour la cinquième année consécutive, un "Apéro Art et Histoire", en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire des Hautes Terres Corréziennes et de Ventadour, un rendez-vous apprécié du public.

Dans une démarche de modernisation, une régie sera mise en place afin de développer un espace boutique mettant à l'honneur des produits "Origine Corrèze" et des ouvrages historiques. De plus, les espaces d'accueil, l'auditorium et les salles consacrées à Henri Queuille ont été repensés pour offrir une présentation plus attractive et immersive.

Entre valorisation du patrimoine, programmation culturelle enrichie et amélioration de l'expérience des visiteurs, le musée affirme son ambition de renforcer son attractivité en 2025 et d'accroître sa fréquentation, en s'appuyant sur une communication dynamique.

– *Le domaine de Sédières*

La saison culturelle de Sédières sera marquée par la célébration des 60 ans du rachat du domaine par le Conseil Départemental.
Dans les espaces du château, l'exposition "Les Corréziennes" célèbrera la nature sous toutes ses formes à travers le regard de cinq artistes femmes, originaires de Corrèze.
L'exposition extérieure mettra en lumière l'histoire du site et son évolution au fil du temps, illustrée par une sélection de photographies évocatrices.
La programmation culturelle de la saison estivale restera fidèle aux années précédentes, offrant les ingrédients populaires qui ont assuré son succès : apéro-concerts, spectacles pour le jeune public, et activités sportives et culturelles destinées aux familles.
L'accueil des scolaires sera renforcé en juin et septembre, et des actions de médiation enrichiront l'expérience autour de l'exposition, ainsi que de manière plus générale, en visant particulièrement les familles.

– *"Les Bistrots Origine Corrèze"*

Enfin, "les Bistrots Origine Corrèze" permettront, tout au long de l'année, de faire rimer culture et gastronomie locale pour garder ce lien social essentiel sur nos territoires ruraux.

Pour cela, je vous propose d'affecter un montant de 2 206 142 € de crédits de paiement au titre de la politique culturelle départementale 2025, soit 2 126 142 € de crédits de fonctionnement et 80 000 € de crédits d'investissement comme exposé dans le présent rapport.

I - LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A) LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

420 000 € (en fonctionnement)

Un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques (SDDEA) est un ensemble cohérent de mesures qui concourent à la mise en œuvre d'une politique culturelle d'aménagement du territoire en faveur de l'enseignement artistique et qui organisent l'accès du plus grand nombre à un enseignement diversifié, de proximité et de qualité.

Celui-ci poursuit principalement quatre objectifs :

- contribuer au développement de la cohésion territoriale en structurant rationnellement les enseignements artistiques,
- diversifier l'offre d'enseignement artistique et élever son niveau qualitatif,
- faciliter et encourager l'accès du public à l'enseignement artistique,
- rendre cet enseignement plus lisible et plus attractif pour le public et les acteurs de la vie locale.

D'un point de vue réglementaire, la loi n°2004-809 du 13 août 2004 fait obligation aux Départements d'adopter un Schéma Départemental de Développement des Enseignements Artistiques dans les domaines de la musique, de la danse et de l'art dramatique en leur confiant ainsi un rôle de coordonnateur de l'éducation artistique à l'échelle du territoire. Pour mémoire, le Département n'est pas un financeur désigné par la loi dans ce domaine. Le Département de la Corrèze a toutefois fait le choix de s'affirmer comme un acteur majeur de la vie culturelle du territoire et comme le garant de l'égalité d'accès des jeunes Corréziens à un large panel de disciplines notamment en milieu rural. Une méthode participative ayant rassemblé les principaux acteurs de l'enseignement artistique a permis d'élaborer le nouveau schéma qui a été adopté par le Conseil départemental le 8 avril 2022 pour une durée de 6 ans.

Aujourd'hui, le Département soutient dix structures d'enseignement artistique, implantées sur près de 20 communes qui maillent le territoire corrézien. Le Département a souhaité conforter les enseignements artistiques en maintenant, sur la durée du schéma, l'enveloppe dédiée aux conservatoires et écoles de musique à 413 000 €.

Pour aller plus loin en faveur de la démocratisation culturelle, ce schéma prévoit une participation au financement des classes "Orchestre à l'école" créées dans les écoles et les collèges corréziens, à hauteur de 7 000 € par an. Ces classes-orchestre, qui s'inscrivent dans le projet d'école ou d'établissement sur le temps scolaire, permettent de donner un accès à tous à la pratique instrumentale.

Au titre de ce dispositif et conformément aux modalités votées lors de l'adoption du schéma 2022-2028, le Département renforce son soutien aux conservatoires et écoles de musique en mobilisant une enveloppe annuelle de 420 000 €.

B) LA BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE

Le Conseil Départemental de la Corrèze poursuit depuis de nombreuses années ses efforts en faveur de la lecture publique par l'intermédiaire de la Bibliothèque Départementale qui dessert un réseau de 104 bibliothèques et points d'accès à la lecture, auxquels il faut ajouter 29 dépôts scolaires.
Outre ses missions traditionnelles de prêt de documents matériels aux bibliothèques situées dans des communes de moins de 10 000 habitants, elle propose gratuitement à l'ensemble des Corréziens un bouquet de ressources numériques accessible en ligne via le service mutualisé "Médiathèque numérique de la Corrèze". La Bibliothèque Départementale intervient également dans la formation des personnels bénévoles et salariés des bibliothèques, propose des animations culturelles en lien avec les bibliothèques du département (Prix de l'album jeunesse, Prix des lecteurs corréziens, Festival Coquelicontes, Mois du film documentaire…).
Elle conseille aussi les élus et le personnel des bibliothèques de son réseau en matière de construction et d'aménagement des locaux, de gestion, d'équipement en mobilier professionnel et de services informatiques à destination de leurs usagers.

Le budget affecté à la Bibliothèque Départementale est présenté à cette même séance dans un rapport dédié.

C) LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA CORRÈZE

Depuis 1986, les Archives sont l'une des directions du Conseil départemental de la Corrèze en application des dispositions de la loi du 22 juillet 1983 sur la décentralisation, placées, pour le contrôle scientifique et technique, sous la tutelle du ministère de la Culture.
Les Archives départementales assurent la collecte, la conservation, la mise à disposition et la valorisation des archives publiques et privées intéressant l'histoire du Bas-Limousin et de la Corrèze du XIII^{e} siècle jusqu'à nos jours. La conservation des archives publiques est effectuée dans un double objectif :
- fonder les droits des personnes physiques et morales,
- constituer les documents historiques de la recherche.

Le budget affecté aux Archives Départementales de la Corrèze est présenté à cette même séance dans un rapport séparé.

D) LES MUSÉES DÉPARTEMENTAUX ET LEURS EXPOSITIONS : 214 500 €

(Soit 194 500 € en fonctionnement et 20 000 € en investissement)

1 - Le musée du Président Jacques Chirac Sarran : 196 500 € (hors gestion de stocks)

(Soit 181 500 € en fonctionnement et 15 000 € en investissement)

2023-2025 : les années où le musée du président Jacques Chirac change de "visage", offrant l'occasion de poser les nouvelles perspectives scientifiques dégagées après une expérience culturelle de vingt-cinq ans d'ouverture au public (691.239 visiteurs), après la rédaction de la feuille de route thématique rédigée en 2022, et suite à l'orientation des médiations du musée vers l'étude politique de la France contemporaine et de ses relations au monde, par le biais d'un seul fil conducteur : la personne du Président de la République.

Dès 2023, le musée a accueilli un fac-similé du salon doré élyséen, fabrication "made in Corrèze" au regard des prestataires investis dans la démarche de création. En 2024, un espace très didactique appelé "la galerie présidentielle" a vu le jour, faisant la part belle au contexte institutionnel et géopolitique de la Vème République, aux rôles et pouvoirs du Président français comme à l'échange de cadeaux protocolaires entre 1958 et 2022 (cadeaux, qui tout en faisant l'objet d'un roulement de présentation, nous sont prêtés jusqu'en 2026).

Le musée a accueilli entre fin avril et fin novembre 2024, 24 011 visiteurs, dont les avis laissés sur le Livre d'Or du musée attestent du succès de la transformation thématique du site. La typologie du public est équilibrée entre les familles et les séniors, et celui-ci, malgré une fréquentation dite de proximité (Corrèze et départements limitrophes), s'est beaucoup annoncé cette année comme des primo-visiteurs.

Pour améliorer l'expérience de nos visiteurs et célébrer les 25 ans d'ouverture du musée départemental (le 16 décembre 2000), cette saison 2025 propose :

- Une grande exposition temporaire : "Meubles voyageurs", où nous avons cherché à mettre thématiquement en avant les deux visages de Jacques Chirac ; celui de Président, avec un nouveau partenariat auprès du MCC/Mobilier national pour le prêt de trente meubles qui ont habillé et habillent encore les résidences présidentielles, permettant un voyage dans les variations esthétiques, l'usage, le savoir-faire technique de ces objets, tout en gardant la mémoire des locataires du palais de l'Élysée ; et le visage de Jacques Chirac, fervent admirateur des cultures du monde non occidental, par le biais d'une sollicitation au prêt d'objets des collections du Musée du quai Branly Jacques-Chirac, complété du fonds propre du musée.
- Classiquement pour ces expériences, les frais de transport des objets sont importants. La coordination des prêts extérieurs, associée aux frais des transports Aller/Retour, occasionnera un coût important (une enveloppe allouée de 100 000 € a été fléchée/budget Fonctionnement). Cependant, la pratique des équipes du musée font que les phases de conception et fabrication scénographiques réalisées en régie interne, auxquelles s'ajoute le réemploi systématique de matériaux de base (cloisonnements en bois) achetés dès 2022, nous permet un budget réduit puisque c'est une économie globale de 200 000 €, selon les honoraires pratiqués par les scénographes, qui sera réalisée.

- Une exposition inédite sur la collection Jacques Chirac titrée "Thé ou café" (auditorium du Rez-De-Jardin). Dans le petit monde du cadeau protocolaire, premier moteur de sociabilité diplomatique entre chefs d'État, les objets les plus échangés touchent au premier "art du feu" connu : la céramique. Au cœur de cette source d'inspiration inépuisable, les pièces dédiées aux services à thé ou à café se retrouvent en nombre au sein de la Collection, ainsi quarante services, de quelques pièces au cabaret complet sont exposés, véritables "mille-feuilles" de sens.

En 2025, la médiation Jeunesse créée par l'équipe du musée confirme son ouverture au process du "hors les murs" tout en proposant, pour la première fois en 25 ans, un même type d'interactions aux résidents des EHPAD de la Corrèze (mallette jeu "Le Président mystère", atelier manuel "La pomme dans tous ses états") et aux habitués des Bistrots Origine Corrèze ("Bulles d'art"/exposition temporaire d'une poignée d'œuvres graphiques de la Collection).

Développer une collection, c'est l'accueillir autrement pour mieux la présenter. La réserve visitable Jacques-Chirac débute au printemps 2025 son (long) récolement réglementaire propre au label "Musée de France". Il sera suivi d'une transformation formelle, où par un effet de juxtaposition d'objets inédits à l'échelle des grandes vitrines, d'autres dimensions thématiques seront mises en avant.

2 - Le musée départemental de la Résistance Henri Queuille : 18 000 € (hors gestion de stocks)
(Soit 13 000 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement)

Au cœur de Neuvic, le musée départemental de la Résistance Henri Queuille est installé dans la maison familiale d'Henri Queuille, labellisée « Maisons des Illustres » depuis 2013.
Sa démarche s'organise autour d'une double thématique :

- Le parcours et l'action politique du président Queuille,
- L'histoire et la mémoire de la Résistance de Haute-Corrèze,

D'autre part, le musée présente chaque année une exposition temporaire.

Depuis 2020, le Département s'est engagé dans la modernisation du musée en renouvelant les collections et en réaménagement les espaces, tout en gardant la démarche initiale de pédagogie et de mémoire. Les réorganisations et modernisations successives ont porté sur l'espace Henri Queuille, puis l'espace consacré à l'histoire et à la mémoire de la Résistance en Haute-Corrèze avec une rénovation de la façade pour donner au musée une identité visuelle attractive.
Le musée est aujourd'hui l'outil phare du Département en termes de politique mémorielle. Le Département fait le choix de faire converger la jeunesse vers ce lieu unique de mémoire pour évoquer l'histoire de la Résistance, non seulement auprès des publics scolaires mais aussi des jeunes engagés dans le Service National Universel.

Pour le 80ème anniversaire de la Libération en 2024, le musée a présenté une exposition intitulée « Résistance, Art, Emblèmes et Symboles" (du 2 avril au 29 novembre). Cette exposition en hommage à la Résistance nationale et à la Résistance haut-corrézienne au travers d'œuvres d'art (tapisserie de Jean Lurçat, statue neuvicoise du musée d'Orsay), de faits de Résistance emblématiques (défilé du 14 juillet 1944 à Neuvic) et de la reconnaissance nationale a connu un beau succès avec près de 3000 visiteurs, ce qui est fait la 3e meilleure année en termes de fréquentation.

En 2025, le musée de la Résistance Henri Queuille accueillera de la mi-avril à la mi-novembre une exposition temporaire consacrée à "La Corrézienne Simonne de Lattre de Tassigny : une femme de l'ombre, une mémoire de lumière".
Le maréchal de Lattre de Tassigny, un des noms les plus prestigieux de la Résistance, est le représentant français à la signature de la capitulation allemande le 8 mai 1945. Son épouse, née Calary de Lamazière, est corrézienne. Issue d'une famille de Neuvic où elle vécut et dont les propriétés se trouvaient à peine à quelques mètres du musée, ses racines sont ancrées dans notre territoire. Une femme au parcours méconnu, pendant et après la guerre, et à laquelle la France a rendu hommage lors d'une cérémonie aux Invalides en présence du Premier ministre et des plus hauts représentants nationaux. Un sujet inédit, même parmi les spécialistes du sujet.

Le musée accueillera aussi fin juillet un "Apéro Art et Histoire" pour la cinquième année consécutive. Cette action, très prisée par le public, est menée en partenariat avec le Pays d'art et d'histoire des Hautes Terres Corréziennes et de Ventadour.
A noter également qu'en parallèle un travail est mené sur la réorganisation des réserves et de la bibliothèque du musée.
Une régie va être mise en place de façon à développer un espace boutique avec des produits "Origine Corrèze" et des ouvrages historiques.

L'ensemble des actions de valorisation du musée s'effectue de façon partenariale avec l'association du musée, propriétaire du fonds.

II - LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

A) LES ACTIONS CULTURELLES DES TERRITOIRES : 269 700 € (en fonctionnement)

Associations, collectivités, artistes… Ils sont nombreux à contribuer activement à l'animation culturelle de notre Département. La participation à la vie culturelle d'un territoire est un pilier essentiel du lien social. C'est pourquoi le Département de la Corrèze demeure pleinement engagé dans le développement et l'aménagement culturel de son territoire, en particulier à travers le dispositif "Actions Culturelles des Territoires", qui repose aujourd'hui sur le principe fondamental de l'équité territoriale.

Les Actions Culturelles des Territoires assurent une offre culturelle diversifiée et de qualité sur l'ensemble du territoire. Elles reflètent la volonté des élus départementaux de jouer un rôle central dans la politique culturelle locale, faisant de la culture un levier clé pour la cohésion territoriale. Grâce à ce dispositif, les élus corréziens sont désormais en parfaite adéquation avec les projets culturels et les attentes de la population, renforçant ainsi leur proximité avec les réalités du terrain.

Destiné aux demandes d'aides des opérateurs culturels publics ou associatifs locaux (en-dehors de ceux ayant un rayonnement départemental ou extra départemental), ce dispositif permet de soutenir les acteurs culturels des 5 territoires de projets départementaux

- Bassin de Brive
- Vézère-Auvézère
- Haute-Corrèze
- Bassin de Tulle
- Vallée de la Dordogne.

Chaque territoire dispose d'une enveloppe budgétaire dédiée.
Chaque structure culturelle ayant déposé un dossier dans les délais a été informée, dès décembre 2024, des aides du Département qui lui sont dévolues en 2025 afin de construire son budget sereinement.
Une enveloppe de 269 700 € sera consacrée aux projets soutenus dans ce cadre.

B) LE SOUTIEN AUX EVENEMENTS CULTURELS À VOCATION DÉPARTEMENTALE : 822 400 €
(en fonctionnement)

Les "Evènements à Vocation Départementale" sont des actions culturelles qui dépassent, par leur rayonnement et leur attractivité, les limites des bassins de vie cités précédemment et sont reconnues comme telles.

En 2025, le nombre d'acteur culturels sur ce dispositif est de 33 structures reconnues d'intérêt départemental dont une nouvelle "Festi'Malemort". Le Conseil Départemental, lors de sa réunion du 28 novembre dernier, a acté le maintien de l'enveloppe financière à 822 400 € et a attribué les aides aux structures reconnues comme évènements à vocation départementale. Cette année encore le Département réaffirme sa volonté d'être auprès des acteurs culturels en apportant un soutien adapté à leurs besoins.

Une enveloppe de 822 400 € sera consacrée aux projets soutenus dans ce cadre.

C) LE SOUTIEN AUX RADIOS ASSOCIATIVES CORREZIENNES : 15 000 € (en fonctionnement)

Les radios associatives corréziennes assurent un rôle de diffusion de l'information et d'animation auprès des Corréziens. Cette proximité en fait naturellement des acteurs incontournables de la valorisation de nos territoires et de leur vitalité culturelle. De plus, elles assurent un rôle de lien social en particulier en milieu rural.

Depuis de nombreuses années, le Département soutenait les radios associatives corréziennes à travers les dispositifs ACT ou EVD, selon l'ampleur des projets. Leur dynamisme et leur spécificité justifiaient la création d'un cadre de financement unique. Ainsi, en 2024, un dispositif dédié a été instauré avec une enveloppe de 15 000 €. Ce soutien est reconduit en 2025.

D) L'AIDE AUX PARCOURS CULTURELS ET ARTISTIQUES DE LA JEUNESSE : 51 900 €
(en fonctionnement)

1 - Aides aux échanges internationaux : 20 000 € (en fonctionnement)

Dans le cadre de sa politique culturelle, le Conseil Départemental soutient les "Échanges Internationaux" à travers :

- des aides au parcours culturel des collégiens et écoliers,
- des aides aux comités de jumelage, véritables ambassadeurs de la Corrèze en Europe.

Pour soutenir les différentes initiatives liées au développement des échanges culturels entre la Corrèze et les pays européens (et plus spécifiquement la Moyenne-Franconie - Allemagne), je vous propose de dédier une enveloppe de 20 000 € à ces actions. En voici le détail :

- Écoles et Collèges (13 000 €)

Dans le cadre du soutien au parcours culturel des collégiens et écoliers, l'aide du Conseil Départemental contribue à l'ouverture européenne des établissements scolaires. Elle facilite la réalisation de projets scolaires à l'étranger dont les finalités sont l'apprentissage de la langue, la découverte de la culture et du patrimoine.

- Comités de Jumelage (7 000 €)

En Corrèze, 15 comités de jumelage favorisent les échanges et la découverte des cultures européennes à travers des rencontres, des dialogues et diverses initiatives. Ces jumelages permettent aux communes de tisser des liens privilégiés avec leurs homologues européennes, renforçant ainsi la compréhension et la coopération entre citoyens.

Le Département soutient activement ces échanges en apportant une aide aux comités de jumelage. Cette démarche met en valeur la Corrèze comme une véritable "Terre de Culture et d'Ouverture", aussi bien lors des déplacements à l'étranger que dans l'accueil de délégations européennes sur son territoire.

Pour les deux opérations, les échanges avec la Moyenne-francophonie bénéficient d'un barème de calcul de l'aide plus avantageux.

2 - Ateliers d'Education Artistique : 31 900 € (en fonctionnement)

Ce dispositif d'aide est destiné aux établissements scolaires, en particulier sur les territoires ruraux, qui mettent en œuvre des Ateliers d'Education Artistique avec des professionnels de la culture.

L'atelier artistique est un travail de pratique mené toute l'année entre un enseignant et un artiste ou un professionnel de la culture. Il propose également des actions d'ouverture culturelle (spectacles, expositions…). Le dispositif offre aux élèves volontaires de pratiquer une discipline artistique (musique, photographie, cinéma…) dans leur établissement tout en bénéficiant de l'encadrement d'enseignants et de l'expérience d'un professionnel de la discipline en question.

L'accompagnement financier proposé par le Département de la Corrèze impulse une dynamique qui peut être constatée à l'aune du nombre de projets construits par les écoles et collèges soit, cette année 71 projets éligibles.

En effet, le constat de reprise déjà établi depuis 2022, se poursuit en 2025. Il se traduit par :

- une augmentation du nombre de projets présentés 71 en 2025 contre 47 en 2024 et donc un nombre d'élève concernés plus important
- une modification importante de la structure même des actions menées (actions de plus grande envergure, pluridisciplinaires, touchant un plus grand nombre de classes et d'élèves).

Plus que jamais conscient que l'éducation artistique et culturelle est un facteur de démocratisation culturelle et d'égalité des chances, le Conseil Départemental propose de maintenir cette enveloppe.

E) SAUVEGARDE ET VALORISATION DU PATRIMOINE CORRÉZIEN : 36 500 €

(dont 6 500 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement)

Sous la présidence de Jacques Chirac, le Département de la Corrèze est devenu exemplaire en termes de sauvegarde du patrimoine. Il se distingue notamment par un soutien fort à la restauration des édifices non protégés au titre des Monuments Historiques. Forts de cet héritage, nous nous employons à poursuivre cette politique volontariste tout en développant des actions de valorisation du patrimoine.

1 - Les Journées Européennes du Patrimoine : 4 000 € (en fonctionnement)

A l'occasion de la 42e édition des Journées Européennes du Patrimoine qui se dérouleront les 20 et 21 septembre 2025, le Département souhaite partager la richesse patrimoniale de nos territoires à travers des actions d'animation et de valorisation sur l'ensemble des sites départementaux : Hôtel du Département Marbot, Domaine de Sédières, Musée de la Résistance Henri Queuille, Musée du président Jacques Chirac et Archives Départementales.

Le grand public aura accès à l'Hôtel du Département Marbot et pourra bénéficier de visites guidées. La galerie accueillera une exposition consacrée à Louis et Marc Chadourne, écrivains-voyageurs nés à Brive. On célèbrera en 2025 le centenaire de la disparition de Louis et le cinquantenaire de celle de son frère Marc.

Un autre site départemental sera, comme en 2024, mis en valeur lors des Journées Européennes du Patrimoine 2025 : le Viaduc des rochers noirs.

2 - Mission d'ingénierie patrimoniale auprès des communes : 1 500 € (en fonctionnement)

Le Département accompagne les communes sur les enjeux patrimoniaux en missionnant sa responsable du patrimoine pour des interventions d'ingénierie patrimoniale. Ces missions sur le terrain permettent d'évaluer l'état sanitaire des bâtiments et des objets qu'ils renferment, tout en proposant des solutions d'amélioration dans plusieurs domaines : conservation préventive, restauration, protection contre le vol, mise en valeur des objets et médiation auprès du public.

À l'issue de ces diagnostics, des recommandations sont formulées à destination des élus locaux, incluant un ordre de priorité et des cahiers des charges. L'ingénierie patrimoniale constitue ainsi un véritable soutien à la décision, en aidant au choix des restaurateurs et à la hiérarchisation des interventions en fonction de l'urgence sanitaire et des ressources financières disponibles.

L'accompagnement des communes passe aussi par une aide à la valorisation de leur patrimoine : rédaction de cartels de présentation, conseils pour l'éclairage et la mise en valeur… L'enveloppe proposée ci-dessus permettra l'achat de petit matériel de conservation.

3 - Protection et sauvegarde du patrimoine : 31 000 € (dont 1 000 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement)

Le Département souhaite apporter son assistance aux propriétaires privés pour la sauvegarde de leur patrimoine bâti habitable et non-habitable afin de conserver la richesse de son passé, le préservant pour les générations futures et participant à son attractivité.

Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation du Patrimoine qui permet aux propriétaires d'accéder à un dispositif de défiscalisation, le Département apportera son soutien financier à la restauration du patrimoine bâti, habitable et non-habitable, représentatif du patrimoine local selon la convention qui a été adoptée lors de la séance du Conseil départemental du 21 février 2025.

Ces aides seront attribuées, par la Commission Permanente, en fonction de l'intérêt des dossiers présentés par les propriétaires privés.

F) ÉVÈNEMENTIELS ET ANIMATIONS : 344 000 €

(dont 314 000 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement)

1 - Gestion et animations du domaine de Sédières : 337 000 €

(dont 307 000 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement)

Propriété du Département depuis 1965, le Domaine de Sédières, constitué de 130 hectares de forêts, d'étangs et d'eaux vives, abrite surtout un château classé au titre des Monuments Historiques. Afin de renouveler l'intérêt du public pour ce lieu et d'en faire un point d'attractivité touristique incontournable, le Conseil Départemental propose, de la mi-juin jusqu'aux Journées du Patrimoine, des animations sportives et culturelles variées, qui s'adressent à tous et en particulier aux familles.

L'édition 2024 d'"Un été à Sédières" s'est révélée être à nouveau un succès, confirmant l'attractivité grandissante du site pour les Corréziens (75% de la fréquentation) et les touristes. Grâce à une programmation de qualité, un accueil soigné et une communication renforcée, la fréquentation a connu une belle progression :

- Une hausse remarquable de 45 % sur l'ensemble des entrées au château, les apéro-concerts et les spectacles jeune public.
  Les spectacles jeune public plébiscités : la moyenne de spectateurs par événement a bondi de 171 en 2023 à 235 en 2024, témoignant d'un engouement croissant.
- Des activités sportives annexes en plein essor, attirant un public toujours plus nombreux.
- Une dynamique commerciale positive : les recettes ont enregistré une hausse de 8 %, confirmant l'impact bénéfique de cette montée en puissance.

Ces données de fréquentation, combinées avec les orientations de la feuille de route politique et les travaux de l'assemblée citoyenne donnent le cap pour les années à venir :

- développer l'attractivité du site en direction des familles,
- au-delà de l'action culturelle, renforcer les activités sportives et de pleine nature,
- conserver une offre accessible financièrement et en termes de contenus proposés.

En considérant les axes identifiés ci-dessus, je vous propose de poursuivre la dynamique engagée par :

- un développement en direction des scolaires en mai, juin et septembre.
- un développement attentif à l'accueil des personnes en situation de handicap,
- l'amélioration de la signalétique globale et l'adaptation de nos prestations à la clientèle anglophone.

L'année 2025 qui sera marquée par les 60 ans du rachat du domaine par le Conseil Départemental, se situera dans la continuité avec la poursuite et l'amélioration des projets déjà engagés sur les années précédentes :

- une exposition estivale avec 5 artistes corréziennes dans les salles du Château
- une exposition photos sur l'évolution du site dans le jardin à la française
- les lundis, des apéro-concerts
- les mercredis, des spectacles "jeune public"
- les week-ends, des animations variées en direction des familles
- les activités habituelles de sport nature et de chasses aux trésors (avec un nouveau parcours en lien avec l'anniversaire du rachat).

La valorisation des produits "Origine Corrèze" sera confortée par un élargissement des produits proposés, que ce soit à la boutique, au bar ou lors des différentes animations.

Au sein des salles du Château, l'exposition "Les Corréziennes" célèbrera la nature sous toutes ses formes à travers le regard de cinq artistes femmes, originaires de Corrèze. Véronique Daly, photographe de la nature, traque les émotions cachées dans les paysages, capturant l'âme du monde végétal et animal. Dominique Combe sculpte la lumière à travers ses totems de verre et d'ardoise, écho aux éléments minéraux de la région ; Pomcat façonne le métal et le papier mâché pour donner vie à des créatures empreintes de mouvement et de fantaisie ; Juli, inspirée par les enjeux environnementaux,

associe la pâte de verre au bronze et aux matériaux naturels pour sensibiliser aux fragilités de notre écosystème ; enfin, Charlotte Museux invite à la contemplation avec ses peintures à l'encre et à l'aquarelle, où la lumière et l'ombre dialoguent en harmonie. Dans cet écrin de verdure, "Les Corréziennes" propose une immersion artistique où matière et nature se rencontrent pour offrir une vision sensible et poétique du monde qui nous entoure.

En extérieur, dans le jardin à la française, sera proposée une seconde exposition photo dédiée à l'évolution du site.

Le programme des animations :

Tous les lundis
De 15h à 19h - Descente en tyrolienne et initiation au tir à l'arc
Activité proposée en partenariat avec Profession Sport Limousin.

A 15h, 16h et 17h - Atelier de construction de cerfs-volants
Activité proposée en partenariat avec le Comité départemental de vol libre de la Corrèze dans le cadre du programme Educ'En Ciel.

A 19 h - Apéro-concert
Les apéro-concerts à Sédières sont devenus des rendez-vous prisés des estivants et des Corréziens. Les clés de ce succès sont une programmation éclectique et une ambiance détendue dans un cadre idyllique. En 2024, ils ont rassemblé en moyenne 800 personnes, avec une jauge record à 1100 personnes. Pour améliorer le confort du public et des artistes, une scène sera mise en place avec gestion de la sonorisation par un régisseur. A noter, cet été encore, une soirée "pépites corréziennes" dédiée aux jeunes talents issus de la scène tremplin de Brive Festival.

Tous les mercredis
De 16h à 19h - Descente en tyrolienne et initiation au tir à l'arc
Activité proposée en partenariat avec Profession Sport Limousin.

À 15 h - Spectacles jeune public
Ces spectacles sont proposés à destination des centres de loisirs et des familles. Les compagnies qui viendront en 2025, pour certaines Corréziennes, ont été choisies pour la diversité des genres qu'elles représentent et de façon à couvrir une tranche d'âge allant de 3 à 12 ans.

Tous les jeudis à 15 h - Visites guidées du château et de l'exposition
Des visites ludiques du château et de l'exposition sont proposées de manière régulière tous les jeudis avec du personnel départemental formé.

Tous les vendredis de 14 h à 17h : initiation aux activités sportives
En partenariat avec le Comité Départemental Olympique et Sportif de la Corrèze, un village sportif itinérant passera par Sédières tous les vendredis après-midi pour faire découvrir 4 sports différents. Ces activités d'initiation seront encadrées par 3 animateurs diplômés.

Les week-ends : des animations variées

- un concours de dessin
- des balades à la découverte de la flore comestible
- une sieste musicale
- une journée "jeux géants en bois"
- une soirée observation des étoiles et découverte de l'astronomie début août

Poursuite du partenariat avec le Festival de la Vézère à Sédières :
Face au succès remporté par les soirées du Festival proposés à Sédières, il est proposé de renouveler ce partenariat avec :

- Vendredi 8 août à18h, "Les Noces de Figaro" de Mozart avec la troupe "Diva Opera".

Deux autres soirées événement sont prévues :

- Spectacle "Tintignac Révélations, un nouveau souffle pour le Carnyx" du Collectif Champs Sonores le jour de l'inauguration
- Spectacle "Les Nuits Barbares ou les premiers matins du monde" par la Compagnie Koubi le jeudi 3 juillet

Les autres animations sur le site de Sédières
Les activités sport nature et de loisirs seront confortées à Sédières avec :

- les activités de la base VTT,
- les parcours de randonnée,
- le géocaching "Terra Aventura",
- 5 chasses aux trésors, dont une nouvelle liée à l'année anniversaire
- un livret "Promenons-nous à Sédières" qui permettra aux visiteurs de découvrir le site de façon ludique à travers son patrimoine culturel et naturel.

Bar, restauration, boutique et valorisation des produits "Origine Corrèze"
Ces activités étant en pleine expansion, il s'agira en 2025 de les conforter tout en développant les produits "Origine Corrèze" avec :

- une adaptation aux attentes du public des produits vendus dans la boutique,
- davantage de produits "Origine Corrèze" proposés au bar et sur les stands des apéro concerts. Une nouvelle formule petit déjeuner, pour les randonneurs et cyclistes en demande.

2 - Soutien à l'animation culturelle sur les territoires - Bistrots Origine Corrèze : 7 000 €

(en fonctionnement)

Dans le cadre de la cohésion sociale et territoriale, le Département souhaite développer une offre culturelle de proximité tout au long de l'année et particulièrement en milieu rural, tout en continuant à soutenir les artistes corréziens. Il souhaite également poursuivre son engagement dans la valorisation des produits et savoir-faire locaux, véritable facteur d'une identité corrézienne.

C'est donc tout naturellement que le "bistrot", lieu de rencontre et d'échanges qui contribue au bien vivre ensemble dans les territoires ruraux et participe à l'attractivité des territoires s'est imposé comme lieu d'attractivité. Le dispositif "Bistrots Origine Corrèze" est destiné à développer et favoriser l'organisation de concerts, contes et autres animations culturelles dans les cafés et les restaurants. Il permet ainsi de contribuer au maintien et à l'animation du tissu économique et social notamment en milieu rural.

Une Charte d'engagement aux "Bistrots Origine Corrèze" est signée entre les exploitants et le Département de la Corrèze.

En signant cette charte, les exploitants s'engagent notamment à :

- proposer une restauration basée sur des produits locaux et/ou des recettes du terroir qui devront tenir une place prépondérante dans leur carte,
- mettre en place au moins 4 animations par an,
- tenir à disposition du public les documents d'information touristique locale.

En contrepartie, le Département de la Corrèze s'engage à :

- accompagner les exploitants, notamment en matière de communication,
- apporter une aide sur deux animations culturelles par an et sous réserve que les artistes accueillis soient corréziens.

L'ensemble des propositions énoncées dans le présent rapport visent à proposer aux Corréziens une offre culturelle diversifiée et équilibrée sur le territoire.

En 2025, le soutien financier apporté par le Département contribuera à renforcer encore l'image de la Corrèze "Terre de culture". Par ailleurs, dans le cadre des propositions culturelles qu'il organise en régie, le Conseil Départemental poursuit la mise en valeur des talents du département et participe activement à la construction du sentiment d'appartenance à la Corrèze.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

BUDGET PREVISIONNEL 2025	
DEPENSES	
COMPÉTENCES OBLIGATOIRES	
– Schéma départemental des enseignements artistiques : 420 000 € en fonctionnement – Musée du Président Jacques Chirac : 196 500 € (181 500 € fonctionnement - 15 000 € investissement) – Musée du Président Jacques Chirac : 30 142 € (stocks - fonctionnement) – Musée Départemental de la Résistance Henri Queuille : 18 000 € (13 000 € fonctionnement - 5 000 € investissement) – Musée Départemental de la Résistance Henri Queuille : 2 000 € (stocks - fonctionnement)	666 642 €
COMPÉTENCES OPTIONNELLES	
SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE CULTURELLE DÉPARTEMENTALE – Actions Culturelles des 5 territoires (ACT) : 269 700 € en fonctionnement - Territoire Bassin de Brive - Territoire Vézère-Auvézère - Territoire Haute-Corrèze - Territoire Tulle - Territoire Vallée de la Dordogne – Événements à Vocation Départementale : 822 400 € en fonctionnement – Soutien aux radios associatives corréziennes : 15 000 € en fonctionnement – Patrimoine et animations : 36 500 € (6 500 € fonctionnement - 30 000 € investissement) o Évènementiels et animations : 344 000 € (314 000 € fonctionnement - 30 000 € investissement) Dont - Domaine de Sédières - Gestion et animation : 337 000 € (dont 307 000 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement) - Bistrots Origine Corrèze - Animation : 7 000 € (en fonctionnement)	1 487 600 €
AIDE AU PARCOURS CULTUREL ET ARTISTIQUE DE LA JEUNESSE – Échanges internationaux (collégiens et comités de jumelages) : 20 000 € en fonctionnement – Ateliers d'éducation artistiques : 31 900 € en fonctionnement	51 900 €
TOTAL DEPENSES (FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT)	**2 206 142 €**

RECETTES	
– Évènementiels et animations (fonctionnement)	66 000 €
– Musée du président (fonctionnement)	90 000 €
– Musée du président (Stock - fonctionnement)	30 142 €
– Musée Henri Queuille (fonctionnement)	1 000 €
– Musée Henri Queuille (stock - fonctionnement)	2 000 €
TOTAL RECETTES (FONCTIONNEMENT)	**189 142 €**

Service Culture et Patrimoine :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Événementiels et animations	309 500 €	124 567 €	314 000 €
Actions Culturelles des Territoires	259 700 €	249 750 €	269 700 €
Actions mémorielles 2024 liées aux 80 ans de la Libération	20 000 €	14 300 €	
Soutien aux radios associatives corréziennes	15 000 €	15 000 €	15 000 €
Schéma départemental des enseignements artistiques	420 000 €	416 800 €	420 000 €
Échanges internationaux	20 000 €	18 858 €	20 000 €
Évènements à vocation départementale	812 400 €	812 400 €	822 400 €
Musée Henri Queuille	10 000 €	5 287 €	13 000 €
Musée Henri Queuille : gestion des stocks			2 000 €
Patrimoine et animations	6 000 €	6 905 €	6 500 €
Ateliers d'éducation artistique	31 900 €	31 900 €	31 900 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 904 500 €	1 695 767 €	1 914 500 €
Événementiels et animations	66 000 €	69 676 €	66 000 €
Musée Henri Queuille			1 000 €
Musée Henri Queuille : gestion des stocks			2 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	66 000 €	69 676 €	69 000 €
Événementiels et animations (Animations et acquisitions matériels Sédières)	35 000 €	34 986 €	30 000 €
Patrimoine et animations	30 000 €	29 218 €	30 000 €
Musée Henri Queuille	5 000 €	4 174 €	5 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	70 000 €	68 378 €	65 000 €

Préparation du soutien aux associations 2026 : calendrier

Le Département souhaite maintenir, pour les années à venir, la lisibilité donnée aux associations et acteurs culturels en n-1 sur les aides financières départementales de l'année n.

Ainsi la date de dépôt des dossiers de demandes de subventions 2026 sur le portail des subventions sera maintenue au 30 septembre 2025 afin de proposer l'attribution des aides au Conseil Départemental de décembre 2025.

En 2026, nous proposons un maintien de l'enveloppe globale des 5 principales aides aux acteurs culturels (Actions culturelles des territoires, Évènements à vocation départementale, Soutien aux Radios Associatives Corréziennes, Ateliers d'éducation artistique et Schéma départemental des enseignements artistiques) à hauteur de 1 559 000 €.

Techniquement, nous proposons à ce titre, la création d'une AE (Autorisation d'Engagement) de 1 404 000 € pour les "Subventions aux acteurs culturels", la poursuite de l'EPF de 150 000 € pour la contribution statutaire obligatoire de l'EPCC l'Empreinte ainsi que la poursuite de l'EPF de 5 000 € relative aux dépenses directes de l'action du Schéma des Enseignements artistiques.

Demande de création Autorisation d'Engagement (AE) = 1 404 000 €

Enveloppe : P017E12

Désignation : Subventions aux acteurs culturels - Subvention 2026

Catégorie : Pluriannuel

Montant : 1 404 000 €

Durée d'affectation : 2 ans (2025-2026)

Musée du président Jacques Chirac :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Musée Sarran	124 600 €	89 950 €	181 500 €
Musée du président à Sarran : gestion des stocks	32 000 €	28 791€	30 142 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	156 600 €	118 741 €	211 642 €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	107 000 €	140 220 €	15 000 €
Musée Sarran	77 500 €	98 391 €	90 000 €
Musée du président à Sarran : gestion des stocks	32 000 €	30 142 €	30 142 €
TOTAL DES RECETTES	109 500 €	128 533 €	120 142 €

Crédits de paiement "politique culturelle 2025"

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 126 142 €	189 142 €
INVESTISSEMENT	80 000 €	
TOTAL	2 206 142 €	189 142 €

Pour mémoire, au titre de 2025, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
DEPENSES			
EVENEMENTIELS ET ANIMATIONS	EPF	P029E01	Animations non assujetties / D
	EPF	P029E04	Appel à Projet - Événementiels et animations/ D
	EPI	P029E03	Animation et acquisition de matériels
AIDES AUX ACTEURS CULTURELS	AE	P017E11	Subventions aux acteurs culturels 2025
		P017E12	Subventions aux acteurs culturels 2026
	EPF	P017E06	Culture Dépenses diverses
		P017E05	Contribution EPCC EMPREINTE
ÉCHANGES INTERNATIONAUX	EPF	P081E01	Parcours culturel échanges internationaux collèges & et associations /D
MUSEE HENRI QUEUILLE	EPF	P117E01	Fonctionnement Animation du Musée Neuvic/D
	EPI	P117E03	Musée Neuvic Investissement/D
MUSEE HENRI QUEUILLE - GESTION DES STOCKS	EPF	P212E01	Gestion de stock/D
PATRIMOINE ET ANIMATIONS	EPF	P125E02	Patrimoine & Animation Dépenses directes
	EPF	P125E06	Subvention Fondation Patrimoine / Fonctionnement
	EPI	P125E05	Subvention Fondation patrimoine / D

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
DEPENSES			
MUSEE SARRAN	EPI	P118E03	Dotation investissement/D
MUSEE SARRAN	EPF	P118E01	Dotation de fonctionnement/D
MUSEE SARRAN - GESTION DES STOCKS	EPF	P119E01	Gestion de stock/D
RECETTES			
EVENEMENTIELS ET ANIMATIONS	EPF	P029E02	Recettes animations Sédières
MUSEE HENRI QUEUILLE - GESTION DES STOCKS	EPF	P212E02	Gestion de stock/R
MUSEE SARRAN	EPF	P118E02	Produits exploitation et participation/R
MUSEE SARRAN - GESTION DES STOCKS	EPF	P119E02	Gestion de stock/R

Dans le cadre de notre politique culturelle et dans la continuité du budget Culture 2024, le Conseil Départemental réservera 2 206 142 € à l'action culturelle et au patrimoine en 2025.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 189 142 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 2 126 142 € en fonctionnement et 80 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/207

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE CULTURELLE DEPARTEMENTALE : BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/207 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Philippe LESCURE, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique culturelle 2025 :

PROGRAMME	BP 2025	
DÉPENSES	Fonctionnement	Investissement
– Aides aux acteurs culturels	1 559 000 €	
– Échanges internationaux	20 000 €	
– Patrimoine et animations	6 500 €	30 000 €
– Musée de la résistance Henri Queuille	15 000 €	5 000 €
– Évènementiels et animations	314 000 €	30 000 €
– ● Musée du président	211 642 €	15 000 €

TOTAL DEPENSES	2 126 142 €	80 000 €
	2 206 142 €	

PROGRAMME	BP 2025	
RECETTES	Fonctionnement	Investissement
– Évènementiels et animations	69 000 €	
– ● Musée du Président	120 142 €	
TOTAL RECETTES	189 142 €	0 €

Article 2 : est votée au titre de 2026, une Autorisation d'Engagement (AE) dont les caractéristiques sont les suivantes :
Enveloppe : P017E12
Désignation : Subventions aux acteurs culturels - Subvention 2026
Catégorie : Pluriannuel
Montant : 1 404 000 €
Durée d'affectation : 2 ans (2025-2026)

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.14.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.11
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.12
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.14
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.14.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15880-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/208

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Que ce soit lors de leur création à la Révolution ou lors des lois de décentralisation de 1982-1983, aujourd'hui et demain, les Archives départementales ont toujours eu comme vocation d'être le « gardien de la mémoire » du Département. À ce titre, elles collectent, conservent, et classent les documents produits et reçus par les services exerçant une mission de service public sur le territoire corrézien, notamment les services de l'État et les services du Département. Cela représente actuellement presque 17 kilomètres linéaires de documents papier et 10 tera-octets de données électroniques. La conservation est organisée dans le but de communiquer les documents et de les valoriser auprès de publics le plus larges possibles, que ce soit auprès des usagers de la salle de lecture, des internautes, des scolaires, des visiteurs des expositions..., dans un but administratif, de loisirs généalogiques, ou d'enrichissement culturel personnel.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 155 600 € de crédits de paiements aux Archives départementales, dont 122 500 € au titre de l'investissement et 33 100 € au titre du fonctionnement.

1. Des dépenses de fonctionnement maîtrisées et maintenues : 33 100 €

En premier lieu, il convient de souligner l'importance des opérations de valorisation menées auprès du public. 21 650 € sont prévus pour la médiation sous des formes diverses afin de toucher des publics variés.

Une exposition estivale sera, comme chaque année, réalisée en interne avec la direction de la Communication et présentera aux Corréziens un pan de leur histoire. Elle portera en 2025 sur la thématique du cirque. Le *Corrèze Circus Tour* retracera les prémisses de l'aventure circassienne au XIX^{e} siècle en Corrèze jusqu'aux grands cirques du XX^{e} siècle. On y croisera par exemple Buffalo Bill, dont les trois trains spéciaux s'arrêtèrent pour une journée de représentation à Brive en 1905. Le catalogue qui accompagnera cette exposition s'annonce dès à présent festif et riche en couleurs.

Le reste des dépenses de fonctionnement est consacré aux grandes missions précédemment évoquées :

- 5 250 € de frais courants avec, entre autres, des fournitures spécialisées (4 100 €) ;
- 6 200 € pour la maintenance de matériel et d'équipements ainsi que des opérations liées au classement des fonds, dont 1 200 € prévus afin de prendre en charge les frais d'annonces et d'insertion du nouveau marché de fournitures de conditionnement lancé en 2025, et 100 € pour couvrir les frais bancaires liés à la mise en place du paiement par carte bancaire à l'automne 2024.

2. Des recettes de fonctionnement traditionnelles mais en légère hausse : 9 000 €

Les seules recettes des Archives sont en fonctionnement et devraient s'élever à 9 000 €.

Ces recettes sont traditionnellement le fruit de la régie propre aux Archives départementales, (ventes de publications, photocopies, reproductions numériques) et de subventions accordées par la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

La mise en place en 2024 du paiement par carte bancaire aussi bien en salle de lecture qu'en ligne a impliqué une refonte des tarifs de reproduction entrainant pour 2025 une réévaluation du montant des recettes propres à 5 000 €.

Notons que l'année 2024 avait été exceptionnelle avec presque 24 000 € de recettes, dues en grande partie à une nouvelle publication : un coffret de quatre livrets de photographies d'Ussel prises par le photographe Chadeyron dont les deux tirages successifs (700 exemplaires de chaque volume) ont été presqu'entièrement épuisés en quelques semaines.

Pour 2025, une nouvelle demande de subvention a été déposée à la DRAC pour la restauration d'archives, pour 4 000 €, montant attribué habituellement.

Il est à noter qu'en 2024, une subvention exceptionnelle de 8 000 € avait été également versée par la DRAC pour la refonte du site internet, dont la mise en ligne est prévue fin 2025.

3. Des dépenses d'investissement « cœur de métier » préservées : 122 500 €

La majeure partie du budget des Archives départementales est consacrée aux dépenses d'investissement (122 500 €) correspondant au cœur de métier des archivistes.

La bonne conservation des documents est la dépense principale des Archives départementales, pour un montant total de 95 000 €.

Il est en effet primordial en amont de bien conditionner les documents avec des matériaux et des boîtes adaptées afin d'éviter la dégradation dans le temps (acidité du papier, lumière, poussière…), en prenant des mesures de conservation dite "préventive".

Une campagne de reconditionnement des fonds a été engagée depuis plusieurs années et doit permettre d'améliorer la protection des documents et de gagner de la place, axes d'amélioration indispensables dans un bâtiment de 50 ans proche de la saturation à plus de 96 %.

Afin de faire face à la hausse du prix du papier et du carton, il est proposé de maintenir le budget consacré au conditionnement à 30 500 €. En 2025, un nouveau marché à bons de commande a été attribué aux entreprises Cauchard (située en Ardèche) et Relicom (Calvados).

Par ailleurs, pour que les documents trop abîmés ou trop fragiles puissent à nouveau être mis à disposition des usagers en salle de lecture ou numérisés, il faut préalablement les faire restaurer, c'est-à-dire intervenir dans un but curatif. Vu le volume concerné chaque année (une quarantaine de liasses, une quinzaine de registres et une dizaine de plans grands formats) dont certains documents très abîmés par des traces d'incendie ou d'inondations, cela ne peut se faire que par le biais d'un prestataire extérieur spécialisé, l'atelier de restauration interne aux Archives n'ayant pas le matériel adéquat. Un nouvel accord cadre pluriannuel à bons de commande pour les archives reliées et non reliées a été attribué fin février 2022 à la Reliure du Limousin (située à Malemort), et à l'Atelier Quillet (situé en Charente-Maritime) pour les documents grand format. Ces prestations annuelles s'élèveront en 2025 à 64 500 €.

En outre, 12 500 € sont consacrés à l'enrichissement des collections (livres, périodiques, archives privées). La ligne permettant d'acquérir des documents d'archives en vente, habituellement de 4 000 € par an, a été exceptionnellement abondée de 2 000 € (provenant de la ligne Restauration) afin de permettre l'achat en vente publique en janvier 2025 d'un parchemin exceptionnel de 1271 sur les tours de Merle.

Enfin, 15 000 € de crédits de paiement sur l'exercice 2025 sont destinés à l'octroi de subventions accordées aux communes pour leur permettre de restaurer leurs propres archives. Par la suite, cela évite que les documents de plus de 50 ans soient en trop mauvais état lorsqu'ils sont déposés aux Archives départementales comme la loi le prévoit. Cela a également l'avantage de soutenir les communes dans leur politique patrimoniale, d'autant qu'elles se tournent habituellement vers des ateliers de reliure-restauration installés en Corrèze.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Pgm P112 Mémoire du Département	33 100 €	32 045 €	33 100 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**33 100 €**	**32 045 €**	**33 100 €**
Pgm P112 Mémoire du Département	7 000 €	35 672 €	9 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**7 000 €**	**35 672 €**	**9 000 €**
Pgm P112 Mémoire du Département	122 500 €	104 955 €	122 500 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**122 500 €**	**104 955 €**	**122 500 €**
Pgm P112 Mémoire du Département	néant	néant	néant
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT		néant	néant

- En résumé :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	33 100 €	9 000 €
INVESTISSEMENT	122 500 €	néant
TOTAL	**155 600 €**	**9 000 €**

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 9 000 € en fonctionnement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 33 100 € en fonctionnement et 122 500 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/208

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/208 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Jacqueline CORNELISSEN, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article unique : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants pour l'exercice 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	33 100 €	9 000 €
INVESTISSEMENT	122 500 €	néant
TOTAL	155 600 €	9000 €

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.15.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.15
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.15.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15752-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/209

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

A travers sa Bibliothèque départementale, compétence obligatoire de la lecture publique, le Conseil Départemental joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre d'une politique culturelle de proximité en milieu rural, en proposant une offre diversifiée au réseau de 104 bibliothèques et 29 écoles situées dans les communes du territoire.

A côté de ses missions traditionnelles liées à la mise à disposition gratuite de documents matériels (livres, CD, DVD) dans les bibliothèques et les dépôts des communes de moins de 10 000 habitants, la Bibliothèque intervient également pour conseiller les élus dans leurs projets et former les salariés et bénévoles du réseau de lecture publique en Corrèze. De plus, depuis de nombreuses années, avant même la loi du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique, la Corrèze a souhaité "offrir un égal accès de tous à la culture, à l'information, à l'éducation, à la recherche, aux savoirs et aux loisirs" en développant une politique d'actions culturelles organisées par la Bibliothèque départementale à l'échelle du territoire.

Engagé en 2024 et début 2025, un travail de réflexion prospectif est engagé au sujet de la politique documentaire et de la desserte, des partenariats et de l'action culturelle, sans oublier la formation et l'ingénierie, tout en prenant en compte la forte évolution des pratiques culturelles. Il s'agira notamment de renouveler le schéma départemental de lecture publique, arrivé à échéance le 31 décembre 2022.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces activités, je vous propose d'affecter 292 629 € de crédits de paiements, dont 201 265 € au titre de l'investissement et 91 364 € au titre du fonctionnement.

1. Des dépenses de fonctionnement préservées pour garantir une offre culturelle et numérique de qualité : 91 364 €

Une première activité de la Bibliothèque départementale est consacrée à une offre dématérialisée proposée à tous les Corréziens : la Médiathèque numérique de la Corrèze. Visant à assurer l'équité d'accès aux ressources numériques à l'ensemble des usagers des bibliothèques corréziennes, il s'agit d'un service mutualisé avec la communauté d'agglomération de Tulle Agglo, la ville de Brive, et Haute-Corrèze Communauté, avec un partage du coût des abonnements aux ressources numériques et d'acquisitions des ebooks. La légère hausse des abonnements, se portant à 30 684 €, est donc compensée par une hausse des recettes.

Cette offre dématérialisée destinée à tous les Corréziens comprend :

- l'offre cinéma : après plusieurs années de fonctionnement, l'offre cinéma est toujours autant plébiscitée. Courant 2023 puis en 2024, un nouvel abonnement avait permis plus de visionnages de films par les Corréziens (soit 600 comptes et 6 000 crédits de visionnage correspondant à une augmentation de 100 comptes et 1 000 crédits). Ces quotas ont semblé correspondre aux attentes des usagers en 2024, le comité de pilotage mutualisé propose donc de les reconduire en 2025.
- le bouquet d'autoformations et de lecture en streaming dont le fournisseur a changé en 2024 afin d'obtenir, pour un tarif équivalent, de nouveaux services comme des livres audio, des bandes dessinées et des podcasts. L'offre pour les enfants, "Ma petite médiathèque", et la presse numérique sont maintenues comme précédemment.
- le bouquet de théâtre et de spectacle vivant : une réflexion a été menée en 2024 avec les partenaires pour négocier au mieux les tarifs d'abonnements, certains proposant des offres groupées avantageuses. Avec les économies ainsi réalisées, il est possible de proposer en 2025 ce nouveau service. Le catalogue du fournisseur OPSIS met en avant aussi bien des pièces du répertoire classique, étudiées notamment en classe, que des créations, dont certaines enregistrées lors du festival d'Avignon.

Seconde activité, les actions culturelles seront consacrées traditionnellement en 2025 au festival Coquelicontes en lien avec le département de la Creuse, au prix des lecteurs corréziens, au prix album jeunesse, au mois du film documentaire, et, depuis 2023, à l'opération "Jeunes en librairie" précédemment gérée par la direction Jeunesse, Sports, Culture. Le budget prévu est de 33 190 € en fonctionnement, reconduisant celui de 2024.

Troisième activité, la formation des bibliothécaires et bénévoles du réseau a été intégrée dans le budget propre de la Bibliothèque départementale en 2024, suite à l'internalisation de cette mission après la dissolution de l'association des Amis de la bibliothèque. 207 bibliothécaires professionnels ou bénévoles ont ainsi pu être formés cette année. En novembre 2024, pour la première fois, une journée professionnelle a été organisée pour les bibliothèques du département, rassemblant 77 participants à Marbot. Il est prévu de la renouveler annuellement car elle correspond à une attente forte du réseau, d'interconnexion et surtout d'échanges professionnels avec la Bibliothèque départementale.

Les moyens de fonctionnement sont directement impactés depuis 2022 par les augmentations du prix du plastique (protection des documents achetés), et du papier (coûts d'impressions, des supports…). Après une hausse du budget en 2024 et des mesures internes de réduction des usages, il est proposé en 2025 de maintenir le budget 2024 soit 27 490 €.

2. Des recettes de fonctionnement diversifiées : 38 218 €

Outre des recettes propres liées à la facturation des documents perdus ou détériorés, soit environ 3 000 € prévus, la majeure partie des recettes de la Bibliothèque départementale est due à des subventions de l'État.

Les subventions de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) sont dorénavant soumises à la signature d'un Contrat Départemental Lecture (CDL). Au lieu de 12 500 € uniquement consacrés à Coquelicontes, toutes les actions culturelles pourraient ainsi être subventionnées, ainsi que la formation et la journée professionnelle dédiée au réseau. De premiers échanges avec la DRAC laissent espérer une subvention de plus de 20 000 € pour la première année du contrat.

Enfin, les collectivités partenaires de la Médiathèque numérique de la Corrèze participent au financement de cette ressource mutualisée à hauteur de leur population, soit 15 218 € en tout.

3. Des dépenses d'investissement consacrées aux collections : 201 265 €

La mission traditionnelle d'une Bibliothèque départementale étant le prêt de documents sur tout support (livres, disques, CD, DVD, jeux vidéo, matériel d'animation) aux bibliothèques de son réseau, la majeure partie de son budget est consacrée à ces acquisitions.

Celles-ci, que ce soit pour les livres jeunesse ou adultes, fiction ou documentaires, les bandes dessinées, et DVD, sont encadrées par des marchés pluriannuels. Pour pouvoir mettre à disposition du réseau tous ces documents, le marché d'acquisitions de documents vidéo et jeux vidéo pour la collectivité est relancé en 2025, celui des livres datant de 2022.

Le budget sollicité en 2025 est de 183 330 € pour les marchés, 15 435 € "hors marché" pour les livres du fonds local, les documents en langues étrangères et le matériel d'animation (expositions, mallettes).

2 500 € seront consacrés aux moyens généraux et à l'acquisition de matériel spécifique (chariots…).

Enfin, une nouvelle autorisation de programme pluriannuelle "Marché investissement" d'un montant de 225 000 € pour une durée de 4 ans est créée pour financer le nouveau marché de documents vidéo, CD et jeux vidéo.

4. Recettes d'investissement : néant

Aucune subvention exceptionnelle ne sera demandée en 2025, car il n'y a pas de travaux prévus.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Pgm 042 Bibliothèque	91 364 €	90 733 €	91 364 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	91 364 €	90 733 €	91 364 €
Pgm 042 Bibliothèque	37 748 €	32 610 €	38 218 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	37 748 €	32 610 €	38 218 €
Pgm 042 Bibliothèque	200 530 €	199 875 €	201 265 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	200 530 €	199 875 €	201 265 €
Pgm 042 Bibliothèque	néant	néant	néant
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	néant	néant	néant

En résumé :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	91 364 €	38 218 €
INVESTISSEMENT	201 265 €	néant
TOTAL	292 629 €	38 218 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/209

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BIBLIOTHÈQUE DÉPARTEMENTALE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/209 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Marie-Laure VIDAL , Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants pour l'exercice 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	91 364 €	38 218 €
INVESTISSEMENT	201 265 €	néant
TOTAL	292 629 €	38 218 €

Article 2 : est votée, au titre de 2025, l'autorisation de programme (AP) dont la caractéristique est la suivante :
Enveloppe : P042E11
Désignation : MARCHE INVESTISSEMENT BD - DVD - CD - JEUX VIDEO 2025-2029
Catégorie : pluriannuelle
Montant : 225 000 €

Durée affectation : 5 ans

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.13.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15851-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/210

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Sociale

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - BP 2025 - SOUTIEN AUX SPORTS

RAPPORT

2024 restera dans l'histoire comme l'année où la France a accueilli les Jeux Olympiques et Paralympiques. Notre Département a pleinement joué son rôle en multipliant les actions pour faire vivre l'esprit olympique, encourager la pratique sportive au quotidien et ainsi « mettre plus de Sport dans la vie des Corréziens », fidèlement à l'engagement porté par notre label "Terre de Jeux 2024".

Afin de concrétiser cet engagement, notre collectivité a mis en œuvre plusieurs actions, notamment : le soutien aux athlètes corréziens en phase de préparation pour les Jeux Olympiques 2024, la valorisation des Centres de Préparation aux Jeux (CPJ) et l'accompagnement des volontaires corréziens via une aide financière dans le cadre d'un appel à projets – Programme des volontaires.

Cette démarche a notamment permis au Lac du Causse d'accueillir l'équipe suisse d'aviron et à Pompadour d'organiser une épreuve qualificative pour les Jeux. De plus, l'organisation du concours photo "Le Sport Corrézien dans l'Objectif" a offert aux lauréats l'opportunité d'assister à des épreuves olympiques (cf. page 8).

Les chiffres clés de 2024 témoignent de l'impact de la politique départementale.

En 2024, notre collectivité a poursuivi à hauteur de 1 629 333,76 € son accompagnement en faveur du mouvement sportif corrézien, ce qui comprend notamment :

- un partenariat avec 47 Comités départementaux pour un montant global d'aides de 185 550 €,
- des subventions allouées à 260 "clubs Corrèze" pour un total de 230 892,22 €,
- l'accompagnement de 23 clubs "élite" amateurs pour 333 338 €,
- un contrat d'objectifs passé avec le club professionnel CA Brive Corrèze Rugby pour un montant annuel de 97 500 €,
- une aide à destination de 18 sections sportives de collèges et de 58 sportifs de haut niveau.

L'emploi sportif associatif a été soutenu à hauteur de 31 150 €.
Ce montant inclut notre aide en faveur de l'association Profession Sport Limousin, dont l'activité principale et le siège se trouvent en Corrèze et dont l'action est indispensable à la pratique sportive en milieu rural, et comprend également notre contribution au financement de 2 emplois relevant du dispositif national "Agence Nationale du Sport".

Par ailleurs, 25 grandes manifestations ont été financées à hauteur de 121 000 €.

La Corrèze a eu l'honneur d'accueillir une épreuve qualificative pour les Jeux Olympiques 2024 dans le cadre du Grand National de concours complet d'équitation, ainsi que plusieurs championnats de France, tels que la Coupe de France de VTT, la N1 de canoë-kayak, les championnats de pétanque (doublette féminine et individuel masculin) et le championnat de France UNSS de golf pour les lycées…

Enfin, 30 associations corréziennes ont pu profiter des installations et du cadre de l'Espace 1000 Sources de Bugeat grâce à une prise en charge d'une partie du coût du stage par le Département.

Le Département a également poursuivi son action en faveur des sports de pleine nature, axe fort de d'attractivité touristique :

– Le label "Stations Sports Nature" est un modèle original corrézien de pôles multi activités proposant une offre d'activité éducative, touristique et sportive tout au long de l'année. Au-delà de l'animation, ces structures participent au développement des territoires et sont souvent les premiers aménageurs et gestionnaires des équipements sports nature de leur secteur. Les 7 Stations Sports Nature ont été financées à hauteur de 89 484 € en fonctionnement et ces dernières ont également été soutenues dans le cadre de leurs investissements à hauteur de 11 549 €. En 2024, le Département a poursuivi son accompagnement des Stations Sports Nature en soutenant leur fonctionnement par une aide formalisée dans une convention unique.

– Dans le cadre de l'opération de séduction "Corrèze Destination Trails", le Département et Corrèze Tourisme ont fait la promotion des parcours corréziens sur le salon des Templiers à Millau et dans la presse spécialisée. Un partenariat original avec "Radio Montel" a permis au célèbre journaliste Patrick Montel de valoriser les trails corréziens, leurs organisateurs et les compétiteurs.

– En 2024, des efforts ont été consacrés à l'amélioration des services le long de la véloroute V87 "La Vagabonde", axe central de nos itinéraires, en particulier près des sites gérés par le Département tels que l'Espace 1000 Sources, les vestiges des Cars, le Musée du président Jacques Chirac, le Domaine de Sédières et la Réserve Départementale Biodiversité d'Argentat. En parallèle des initiatives de valorisation menées par Corrèze Tourisme, le Département a mis en place un programme d'investissement pour offrir un accueil de qualité aux usagers de l'itinéraire. 2024 marque ainsi la finalisation de ce plan d'investissement.

– Au titre du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée, le Département a participé à hauteur de 51 878 € au cofinancement de l'entretien des circuits existants afin de maintenir la qualité des sentiers.

Afin de soutenir cette dynamique, je vous propose d'affecter un montant de 1 610 181 € de crédits de paiements au titre de la politique sportive départementale 2025, soit 1 576 181 € de crédits de fonctionnement et 34 000 € de crédits d'investissement comme exposé dans la première partie de ce rapport et d'adopter les aides présentées dans la seconde partie de celui-ci.

I. LA POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE 2025

A. Soutien au mouvement sportif corrézien - fonctionnement - 1 383 300 €

A.1. Soutien au monde associatif et à l'emploi

Les comités départementaux sportifs - fonctionnement : 190 000 €

Un comité départemental sportif est une association chargée de représenter une fédération nationale à l'échelle d'un département. Il est composé des clubs présents sur son territoire affiliés à la même fédération sportive nationale que lui. Il contribue à la mise en œuvre de la politique fédérale sur le territoire. L'aide aux Comités départementaux permet de répondre à deux objectifs considérés comme majeurs dans le cadre de notre politique sportive : la pratique pour le plus grand nombre et la formation des jeunes.
À ce jour, notre département compte 52 comités en activité.
À l'aide financière apportée vient s'ajouter la mise à disposition de locaux, avenue Victor Hugo à Tulle, pour héberger la "Maison départementale des Sports".

Les clubs sportifs - fonctionnement : 702 300 €

- Le club "élite" professionnel : CA Brive Corrèze Limousin - fonctionnement : 98 000 €

Le Conseil départemental est un partenaire historique du CA Brive Corrèze Limousin. Il apporte donc son soutien financier au secteur professionnel de la section rugby au regard des missions d'intérêt général de celui-ci et de l'attractivité que la renommée de ce club représente pour la Corrèze, conformément aux dispositions de l'article L. 113-2 du Code du Sport.

- Les clubs "élite" amateurs - fonctionnement : 354 240 €

Vecteur de l'image de marque quand il est exercé à haut niveau, le sport d'élite en Corrèze s'impose comme un élément de promotion et de valorisation du département. La reconnaissance du label haut niveau et le choix des disciplines à soutenir ont été définis après une analyse approfondie et l'avis du Conseil Départemental des Sports.
Les clubs "Elite" corréziens, dont l'Équipe 1ère évolue en championnat de France, mènent un travail à deux niveaux : le haut niveau et l'apprentissage. La performance de ces clubs incite les jeunes à pratiquer la discipline et, à l'occasion de leurs déplacements lointains, ceux-ci assurent la promotion de la Corrèze.
Pour la saison 2024/2025, 24 clubs "élite" amateurs sont soutenus.

- Les clubs "Corrèze" - *fonctionnement* : 250 060 €

Sont répertoriés dans cette catégorie tous les clubs, issus de disciplines individuelles comme collectives, évoluant au niveau local à inter-régional. Leur ambition n'est pas de viser le haut niveau, mais de proposer une formation de qualité, un lien social, une animation, le maintien de la santé de leurs pratiquants dans un cadre compétitif ou de loisirs. Leur dynamisme est indispensable à la vie sociale, aussi bien des jeunes que des aînées, particulièrement dans les territoires ruraux. Pour la saison 2024/2025, 266 clubs "Corrèze" sont aidés dans le cadre de cette enveloppe.

Concernant les subventions 2026 attribuées aux "Clubs Elite" et "Clubs Corrèze", le Département souhaite maintenir, pour les années à venir, la lisibilité donnée aux associations sportives en n-1 sur les aides financières départementales de l'année n.
Aussi, la date de dépôt des dossiers de demandes de subventions 2026 sur le "Portail des Subventions" sera maintenue au 30 septembre 2025 afin de pouvoir proposer l'attribution des aides à ces clubs lors de la dernière réunion de la Commission permanente, en fin d'année 2025. Pour permettre l'enregistrement des dossiers à cette date, je vous propose de créer une Autorisation d'Engagement à hauteur de 604 300 € au titre de l'année 2025 pour ces 2 catégories de clubs.

Les sportifs de haut niveau - fonctionnement : 35 000 €

Depuis 1982, la qualité de "sportif de haut niveau" s'obtient par l'inscription sur la liste ad hoc arrêtée par le Ministère des Sports. Il existe quatre catégories (ne correspondant pas de façon systématique à des classes d'âges déterminées) : "élite", "senior", "relève" et "reconversion". Deux listes ministérielles supplémentaires existent pour les sportifs en devenir : "espoirs" et "collectifs nationaux" ainsi qu'une liste pour les arbitres et juges de haut niveau. En 2025, la Corrèze compte 63 sportifs listés issus de 16 disciplines.

Base vélo loisir de Sédières - fonctionnement : 15 000 €

La multiplicité des pratiques proposées sur ce site (VTT, vélo route, trial, bike park…) est un facteur d'attractivité que notre collectivité et le Comité départemental de Cyclotourisme 19, qui gère cette base et en développe l'activité, s'attachent à faire connaître au grand public. Elle offre à ce jour 12 circuits VTT balisés et plus de 800 km de parcours route répondant aux pratiques familiales et sportives. Véritable vitrine du vélo loisir en Corrèze, la base rencontre un vif succès comme en témoigne sa fréquentation : plus de 2 600 personnes comptabilisées par la base hors randonnées organisées en 2024 et 280 demi-journées de location VTT.

Les sections sportives des collèges - fonctionnement : 23 000 €

Les sections sportives scolaires, dispositif géré par l'Éducation Nationale, offrent aux élèves volontaires la possibilité de bénéficier d'un entraînement plus soutenu dans une discipline sportive proposée par l'établissement, tout en suivant une scolarité normale. Ce complément de pratique sportive approfondie doit motiver les élèves en leur donnant l'occasion de progresser et d'être valorisés dans leur sport de prédilection. Elles permettent aux élèves d'atteindre un bon niveau de pratique sans pour autant avoir pour objet la formation de sportifs de haut niveau. Pour l'année scolaire 2024/2025, 17 collèges sont concernés en Corrèze au sein desquels il existe 21 sections sportives.

Soutien à l'emploi sportif - fonctionnement : 52 000 €

- Soutien au fonctionnement de l'association Profession Sport Limousin qui contribue, sur tout le territoire, au développement d'animations sportives et socio-culturelles de qualité tout en impulsant et en facilitant la création d'emplois permanents dans ces domaines.
- Aide complémentaire au dispositif de l'Agence Nationale du Sport à hauteur de 4 575 € pour la création d'un emploi à temps complet ou au prorata du temps de travail pour un emploi à temps partiel.

Subvention diverses - fonctionnement : 55 000 €

Cette ligne d'aide permet de soutenir chaque année les associations et organismes divers œuvrant dans le domaine sportif et ayant un objectif d'intérêt général mais ne répondant pas aux critères définis dans le cadre de la politique sportive comme le centre médico-sportif de Tulle, le Groupe Omnisports 19…

Utilisation de l'Espace 1000 Sources Corrèze par les associations corréziennes - fonctionnement : 163 000 €

Afin que l'Espace 1000 Sources Corrèze soit le lieu privilégié des associations corréziennes pour l'organisation de leurs stages et d'alléger les coûts pour les associations sportives, le Conseil départemental leur apporte un soutien financier sous la forme d'une subvention, en prenant en charge à hauteur de 40 % le coût du stage (ce taux est porté à 50 % pour les associations relevant du secteur scolaire).

A.2. Soutien aux événements sportifs corréziens

Les grands évènements sportifs - fonctionnement : 115 000 €

Ce soutien aux manifestations d'envergure permet de valoriser l'image sportive de notre département et de présenter aux Corréziens des animations sportives de qualité.

Cette année, la Corrèze aura le privilège d'accueillir plusieurs événements sportifs d'envergure, mettant en lumière diverses disciplines. Parmi eux, la Dordogne Intégrale, une course internationale de canoë-kayak longue distance, rassemblera certains des meilleurs athlètes internationaux. La Maxi Verte 2025 proposera quant à elle quatre jours de VTT autour du lac du Causse et du Saillant de Voutezac. La Corrèze sera également le théâtre des championnats de France de patinage ainsi que des compétitions de l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS) en volley-ball. Enfin, en 2025, la Corrèze sera au cœur du Tour du Limousin-Nouvelle-Aquitaine. Le 21 août, le peloton traversera le département, reliant la commune de Saint-Jal à celle de Masseret. Cet événement mettra une nouvelle fois en lumière le territoire corrézien.

Corrèze Destination Trails - fonctionnement : 24 000 €

Depuis 2016, le Conseil départemental développe plusieurs actions pour faire de notre département une véritable "Destination Trails" reconnue nationalement. La Corrèze présente en effet des atouts indéniables tels qu'un relief varié, la beauté des paysages et une haute qualité environnementale. Le Département propose un accompagnement financier particulier des 3 trails majeurs corréziens d'envergure nationale, vecteurs de retombées économiques et touristiques.

En collaboration étroite avec Corrèze Tourisme, il mène également une action de marketing territorial à travers cette discipline. Celle-ci se traduit notamment par une communication renforcée (réseaux sociaux, presse spécialisée) et par une présence aux principaux salons thématiques nationaux dédiés à la discipline correspondant à notre bassin de chalandise (SaintéLyon, La Rochelle, les Templiers…).

Paris 2024 - Héritage - fonctionnement : 3 000 €

Depuis 2020 et sa labellisation "Terre de Jeux 2024", le Département a soutenu et a également organisé différents projets voués à mettre plus de sport dans la vie des Corréziens, comme il s'y est engagé à travers ce label. Dans le cadre de Paris 2024 - Héritage, le Département continuera à faire vivre l'esprit des Jeux Olympiques en prenant part à la Semaine Olympique, organisée à Saint-Pantaléon, ainsi qu'à la Journée Olympique qui se tiendra à Tulle.

Le bilan des actions majeures menées dans le cadre des Jeux Olympiques 2024 reflète l'engagement de notre collectivité au travers des initiatives suivantes :

- Soutien à 3 athlètes corréziens en préparation à Paris 2024 :
  - si le rêve olympique de Lucie Prioux, la céiste uzerchoise, ne s'est malheureusement pas concrétisé, elle a néanmoins eu l'honneur de porter la Flamme lors de son passage à Pau.
  - Graylen Longuet, arbitre licenciée au Tulle Triathlon, a été retenue pour officier lors des Jeux Paralympiques et fut donc la 1ère corrézienne qualifiée.
  - le paracycliste Mathieu Bosredon s'est brillamment qualifié et a porté haut nos couleurs en décrochant 3 médailles d'or historiques lors de l'épreuve paralympique.

- Valorisation des Centres de Préparation aux Jeux (CPJ) :

Cinq sites corréziens figuraient parmi les 1 029 infrastructures répertoriées dans le catalogue mis en ligne à destination des fédérations françaises et internationales en quête de lieux d'entraînement pour leur préparation olympique. Il s'agit de l'Espace 1000 Sources de Bugeat, du Lac du Causse, du Haras National de Pompadour, ainsi que de la Piscine et du Stadium de Brive.
Afin de mettre en avant ces sites comme des destinations privilégiées pour la préparation aux grandes compétitions, le Département a développé un site internet dédié (www.sports.correze.fr).
Cette démarche a notamment permis au Lac du Causse d'accueillir l'équipe suisse d'aviron et à Pompadour d'organiser une épreuve qualificative pour les Jeux.

- Appel à projets – Programme des Volontaires :

Dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques, 17 Corréziens ont été sélectionnés par les instances olympiques pour contribuer au succès de cet événement d'envergure mondiale. Afin de les accompagner dans leur mission, ils ont bénéficié d'une formation et d'un suivi assurés par le Département et le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS).
Le comité d'organisation des Jeux n'ayant pas prévu la prise en charge des 40 000 volontaires mobilisés, le Département et le CDOS ont choisi, à titre symbolique, d'apporter un soutien financier aux volontaires corréziens en leur attribuant une aide de 200 € (100 € financés par le Département et 100 € par le CDOS).

– Concours Photo "Le Sport Corrézien dans l'Objectif" :

Dans le cadre de la célébration des Jeux Olympiques, le Département de la Corrèze et le Comité Olympique de la Corrèze ont souhaité associer les corréziens à cet événement en organisant un concours photo sur le thème du sport corrézien. Cette initiative a permis à quatre lauréats, accompagnés chacun d'une personne de leur choix, de remporter des invitations pour assister à des épreuves olympiques. Les gagnants ont ainsi eu l'opportunité d'assister à des compétitions d'athlétisme et de judo à Paris, ainsi qu'à un match de football à Bordeaux.

Manifestations sportives à Sédières - fonctionnement (dépenses directes) : 6 000 €

La création de la base vélo loisirs en 2004 a marqué l'ouverture du Domaine de Sédières, jusque-là réservé à la culture, aux sports nature. Au fil des ans, l'offre s'est ainsi développée : trail, course d'orientation, randonnée pédestre, tyrolienne et plus récemment, une chasse au trésor "spécial Jeux Olympiques et Paralympiques". Force est de constater que cette offre plait au public familial, à la recherche d'animations variées et gratuites et ces activités seront donc reconduites l'été prochain.

B. L'engagement du Département en faveur des sports de pleine nature :

- fonctionnement : 186 881 €
- investissement : 34 000 €

Les Stations Sports Nature - fonctionnement : 95 000 € & investissement : 14 000 €

Le label "Station Sports Nature" a été créé par le Département de la Corrèze avec l'objectif d'apporter un soutien et une reconnaissance à des structures proposant de la multi-activité sportive et de loisir dont l'action est porteuse d'utilité sociale, génératrice d'emplois et d'activité économique. Elles sont un élément essentiel de la revitalisation des territoires ruraux corréziens. Le Département contribue à leur développement en leur octroyant une aide au fonctionnement formalisée par la mise en place d'une convention annuelle unique et d'une aide à l'investissement plafonnée à 2 000 € par structure.

Les Sites Sports Nature :

Le label "Site Sports Nature" a pour objectif d'apporter une reconnaissance des autres acteurs sports de nature qui proposent également une offre multi-activité à l'année en dehors du cadre associatif. Leurs actions sont valorisées par Corrèze Tourisme mais n'engendrent pas de soutien financier du Département.

La dernière commission de labellisation réunie le 9 avril 2024 avait permis d'octroyer :

* le label "Station Sports Nature" au 7 structures suivantes :
  - Sports Nature de la Haute-Dordogne (Station Sports Nature Haute-Dordogne),
  - Station Sports Nature Vézère Monédières,
  - Marcillac Sports Nature (Station Sports Nature Ventadour – Lac de la Valette),
  - Kayak Club Tulliste (Station Sports Nature Esprit Nature),
  - Club de Canoë Kayak du Foyer Culturel et Sportif d'Uzerche (Station Sports Nature Vézère Passion - Pays d'Uzerche),

- Haute Corrèze Kayak Club (Station Sports Nature Haute Corrèze).
- ADCK 19 Argentat-sur-Dordogne

* le label "Site Sports Nature" au 1 structure suivante :
  - Escapade Nature - Pays d'Argentat

Comme acté dans le cadre de la procédure de labellisation adoptée par le Conseil Départemental, le 9 avril 2024, à l'échéance de la validité des labels (2029), le Département se doit :

- de vérifier l'engagement des structures au portage du label,
- de réévaluer les structures au regard des critères,
- d'étudier les candidatures nouvelles éventuelles sur les territoires dépourvus de structures labellisées, qui ne bénéficient donc pas des avantages de leur maillage.

Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature

- fonctionnement : 22 500 €

Cette opération a pour but d'inciter les établissements accueillant des jeunes (écoles, collèges, Accueils de Loisirs sans Hébergement - ALSH…) à fréquenter les Stations Sports Nature en allégeant le coût des activités. Elle permet ainsi aux enfants placés sous leur responsabilité de pratiquer des sports de nature, encadrés par des éducateurs qualifiés. Cette incitation consiste en une prise en charge à hauteur de 30% des frais liés aux activités.

Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

- fonctionnement : 50 581€ & investissement : 7 000 €

Du fait de la loi, le PDIPR assure la pérennité des chemins ruraux et des itinéraires de randonnée existants en mettant en valeur les richesses patrimoniales et en exergue les politiques départementales en matière de sports et de culture. Ainsi, un sentier inscrit au PDIPR devient inaliénable. Le PDIPR est un vecteur important de valorisation touristique de notre campagne corrézienne, qui détient s'il en est, toutes les qualités d'un territoire propice à la randonnée pour tous. À ce jour, le PDIPR de la Corrèze compte 285 circuits de randonnée et 3024 kilomètres inscrits.

* Au titre du fonctionnement :
  - 50 581€ sont fléchés pour aider les communes et communautés de communes à assurer l'entretien et le balisage des itinéraires du PDIPR,

* Au titre de l'investissement : 7 000 € sont prévus pour doter les sentiers nouvellement inscrits d'un panneau de départ conforme à la charte établie par le Conseil départemental de la Corrèze.

Achat de matériels divers - investissement : 2 000 €

La commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature (CDESI) - fonctionnement : 3 000 € & investissement : 1 000 €

Ces crédits permettront notamment de participer à la valorisation des Espaces, Sites et Itinéraires inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI). Les actions prévues en 2025 sont les suivantes :

- aide à l'entretien de la Via Ferrata de Saint-Martial-Entraygues,
- aide à l'entretien du site d'envol du Puy de la Monédières à Veix.

Actions d'animation et de sensibilisation - fonctionnement : 11 500 €

Cette opération concerne trois actions permettant de promouvoir des disciplines de pleine nature auprès de jeunes scolaires. Il s'agit :

- de la "Quinzaine de la Rando à l'École" menée par l'USEP 19,
- de la "Quinzaine de l'Orientation" organisée par le Comité départemental de Course d'Orientation 19,
- et du programme "Educ'en ciel" géré par le Comité départemental de Vol Libre 19.

Fonds d'aide au développement des sports nature - investissement : 10 000 €

Ce dispositif vise à soutenir tous les projets d'investissement établis en faveur du développement des sports de nature, notamment ceux présentant des dimensions sportives, touristiques et éducatives. Tout au long de l'année, les associations sports de nature (hors Station Sports Nature) ainsi que les collectivités locales peuvent déposer leurs dossiers de demande.

Balades secrètes en Corrèze - fonctionnement : 4 300 €

Le Conseil départemental de la Corrèze organise et propose les "Balades secrètes en Corrèze", clin d'œil à la découverte de la "Corrèze secrète" promue par Corrèze Tourisme, en collaboration avec le Comité départemental de Randonnée pédestre et les communes de Corrèze. Ces balades à thèmes seront sélectionnées dans l'objectif de proposer des visites uniques, offrant une occasion de découvrir les trésors cachés et les richesses de notre territoire. Elles permettront aussi de marcher sans effort sur des parcours ludiques, au gré des animations proposées afin de séduire le public familial. Les parcours de 7 à 8 km, facilement accessibles, s'adresseront à tout public. La découverte du territoire avec les Balades secrètes en Corrèze, c'est aussi le partage de moments conviviaux avec un café d'accueil, un ravitaillement à mi-parcours et un apéritif copieux associant les produits locaux labellisés "Origine Corrèze" à l'issue de la balade.
Onze circuits ont été proposés en 2024 et ont permis d'accueillir 1 405 participants (adultes et enfants), soit en moyenne, 140 personnes par balade.

Au-delà de la découverte du patrimoine, les Balades secrètes en Corrèze s'inscrivent pleinement dans une démarche de sport santé, en favorisant une activité physique douce et accessible à tous. Ces randonnées sont une invitation à bouger en plein air, à son rythme, dans un cadre naturel apaisant, contribuant ainsi au bien-être physique et mental des participants. Elles sont également un formidable vecteur de lien social, favorisant les échanges entre les marcheurs tout au long du parcours et se prolongeant autour d'un moment convivial partagé autour d'un pot de produits locaux labellisés "Origine Corrèze". Que ce soit en famille, entre amis ou en solo, chacun y trouve l'occasion de partager un moment chaleureux et authentique, renforçant ainsi le tissu social local.

Je propose à l'Assemblée départementale d'inscrire également sur cette opération 3 000 € en recettes provenant du partenariat historique noué avec la société Engie pour cette organisation.

C. L'engagement du Département en faveur de l'aménagement de La Vagabonde (schéma vélo)

- fonctionnement (dépenses) : 6 000 €
- investissement (recettes) : 83 000 €

La pratique du vélo est en constante progression, que ce soit pour les mobilités actives ou le loisir. Dans ce cadre, les touristes recherchent des équipements autour de leur lieu d'hébergement. Les séjours liés à cette activité, notamment en itinérance sur les grands itinéraires, connaissent un engouement sans précédent et génèrent d'importantes retombées économiques pour les territoires.

Au regard de ces évolutions, le Département a décidé en 2021 de s'engager avec les Départements de l'Allier, de la Creuse, du Lot, du Tarn-et-Garonne et de la Région Nouvelle-Aquitaine dans l'élaboration d'une étude de positionnement marketing de l'itinéraire véloroute V87 inscrit au schéma national des Véloroutes Voies Vertes. Cette démarche a permis de définir les clientèles cibles, l'identité de l'itinéraire avec l'adoption d'un nom "La Vagabonde", la création d'une identité visuelle, l'adoption d'un plan d'actions marketing et la création d'un comité d'itinéraires avec plusieurs commissions thématiques. En 2022, en complément des actions portées par Corrèze Tourisme, toute la signalétique de l'itinéraire a été actualisée suivant les recommandations de la charte d'aménagement adoptée par le comité d'itinéraire.

En 2023 et 2024, le Département a poursuivi ses efforts afin d'assurer un accueil qualitatif des usagers tout au long du parcours et ainsi favoriser l'arrêt et la visite des cinq sites départementaux situés à proximité de l'itinéraire : aire de repos du Chammet, Espace 1000 Sources, vestiges des Cars, Musée du président Jacques Chirac, Domaine de Sédières, Réserve Départementale Biodiversité d'Argentat. Des améliorations ont été étudiées afin d'offrir un accueil conforme aux attentes des cyclistes.
Au-delà de ces investissements et comme prévu dans la convention de partenariat, le Département participera aux frais du comité d'itinéraire de la Vagabonde.

Dans le cadre de la V87, le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) Massif Central a apporté son soutien à l'aménagement de la V87 en octroyant une subvention au Département. Le montant restant à percevoir en 2025 afin de finaliser cette opération s'élève à 83 000 €.

Je propose donc à l'Assemblée départementale d'inscrire 6 000 € en dépenses de fonctionnement et 83 000 € sur cette opération en recettes d'investissement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, nous vous proposons d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Soutien au mouvement sport corrézien	1 330 200 €	1 296 928 €	1 383 300 €
Schéma vélo	9 500 €	7 191 €	6 000 €
Politique sport nature	173 500 €	172 690 €	186 881 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 513 200 €	1 476 809 €	1 576 181 €
Politique sport nature	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Politique sport nature	34 500 €	22 077 €	34 000 €
Schéma vélo	141 000 €	130 448 €	
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	175 500 €	152 525 €	34 000 €
Schéma vélo	124 490 €	68 581 €	83 000 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	124 490 €	68 581 €	83 000 €

En synthèse :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 576 181 €	3 000 €
INVESTISSEMENT	34 000 €	83 000 €
TOTAL	1 610 181 €	86 000 €

Pour mémoire, au titre de 2025, les engagements concernant la politique sportive qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

Programme	Type enveloppe	N° Enveloppe	Libellé de l'enveloppe
DEPENSES			
Soutien au mouvement sportif corrézien	AE	P161E18	Soutien Mouvement Sportif / Subvention 2025 - D
	EPF	P161E05	Subventions aux associations sportives et sport de haut niveau
	EPF	P161E04	Sport - dépenses directes/D
	AE	P161E17	SAISON 2024-2025 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS - D
	AE	P161E19	SAISON 2025-2026 CLUBS ELITE PROFESSIONNELS - D
Politique Sports de Pleine Nature	EPF	P131E03	Subvention Sport Nature /D
	EPF	P131E01	Sport Nature - dépenses directes /D
	EPF	P131E02	Schéma pleine Nat / R
	EPI	P131E05	Sport Nature - dépenses directes - investissement /D
	EPI	P131E04	Schéma Sport Nature - subventions investissement /D
Schéma Vélo	EPF	P155E01	Dépense Fonctionnement - Schéma Vélo route
	EPI	P155E04	Schéma Vélo - Sub Investissement / R

Pour mémoire, au titre de 2025, les enveloppes au titre de la politique sportive exposées dans le présent rapport seront affectées sur les opérations suivantes :

Opérations	Dotations 2025
FONCTIONNEMENT - Dépenses	
Comités départementaux sportifs	190 000 €
Clubs "Corrèze"	250 060 €
Clubs "Elite" Professionnels	98 000 €
Clubs "Elite" Amateurs	354 240 €
Sportifs de haut niveau	35 000 €
Aide à la base VTT de Sédières	15 000 €
Sections sportives des collèges	23 000 €
Soutien à l'emploi sportif	52 000 €
Subventions diverses	55 000 €
Remboursement des stages à l'Espace 1000 Sources Bugeat	163 000 €
Grands Évènements Sportifs	115 000 €
"Corrèze Destination Trails" - *Subventions*	20 000 €
"Corrèze Destination Trails" - *Dépenses directes*	4 000 €
"Manifestations sportives Sédières" - *Dépenses directes*	6 000 €
"Paris 2024 - Héritage" - *Subventions*	3 000 €
SOUS-TOTAL / SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	*1 383 300 €*
Aide aux Stations Sport Nature - fonctionnement	95 000 €
Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature	22 500 €
Plan Départemental Itinéraires Promenades Randonnée (PDIPR) - Entretien et balisage des itinéraires	50 581€
CDESI	3 000 €
"Balades secrètes en Corrèze" - *Dépenses directes*	4 300 €
Actions d'animation et de sensibilisation	11 500 €
SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE	*186 881 €*
Schéma Vélo - *Dépenses directes*	*6 000 €*
SOUS-TOTAL / SCHEMA VELO	*6 000 €*
TOTAL - FONCTIONNEMENT - Dépenses	1 576 181 €

Opérations	Dotations 2025
INVESTISSEMENT - Dépenses	
Achat de matériels - Dépenses Directes	2 000 €
Panneaux PDIPR / PDESI	8 000 €
Fond d'aide au développement des Sports Nature	10 000 €
Aide aux Stations Sports Nature	14 000 €
SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE	*34 000 €*
TOTAL - INVESTISSEMENT - Dépenses	34 000 €

DOTATION GLOBALE EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 610 181 €

Opérations	Recettes 2025
FONCTIONNEMENT - Recettes	
Balades secrètes en Corrèze	3 000 €
TOTAL - FONCTIONNEMENT - Recettes	3 000 €
INVESTISSEMENT - Recettes	
Schéma Vélo	83 000 €
TOTAL - INVESTISSEMENT - Recettes	83 000 €

Demande de créations - Autorisation d'Engagement (AE)

Enveloppe : P161E30
Désignation : Soutien au Mouvement Sportif - Subvention 2026
Catégorie : Pluriannuel
Montant : 604 300 €
Durée d'affectation : 2 ans

Enveloppe : P161E23
Désignation : Saison 2026-2027 Clubs Elite Professionnels
Catégorie : Pluriannuel
Montant : 98 000 €
Durée d'affectation : 3 ans

II. PROPOSITIONS D'ACCOMPAGNEMENT FINANCIER AU TITRE DE LA POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE

Dans le cadre des propositions budgétaires présentées dans le présent rapport, je soumets à votre approbation les décisions suivantes concernant le soutien au mouvement sportif corrézien.

A. Soutien au mouvement sportif corrézien

A.1 Fonctionnement de la base départementale de vélo loisir du Domaine de Sédières

De par sa volonté d'étendre la fréquentation du site et de répondre à de nouvelles attentes, le Conseil Départemental, en collaboration avec la Commune de Clergoux, la Communauté de communes du Doustre et du Plateau des Étangs, et un soutien du programme Européen Leader +, saisissait en 2004 le Comité Départemental de Cyclotourisme pour la création d'une base départementale de vélo loisir labellisée FFCT.

Le Comité a procédé à une expertise du site visant à reconnaître et cartographier les parcours et à établir les bases d'un partenariat avec les acteurs locaux notamment avec les communes traversées, les hôteliers et les restaurateurs. Elle offre à ce jour 12 circuits VTT balisés et plus de 800 km de parcours route répondant aux pratiques familiales et sportives.

Véritable vitrine du vélo loisir en Corrèze, la fréquentation de la base rencontre un vif succès : plus de 2600 personnes comptabilisées par la base hors randonnées organisées en 2024, 280 ½ journées de location VTT. Au-delà de cet accueil grand public, la base départementale de vélo loisir de Sédières c'est aussi des stages, des séjours jeunes, l'organisation de deux manifestations et depuis la rentrée 2007 une école de VTT qui ne cesse de croître en effectif (plus de 75 jeunes). Au-delà de ces actions d'animation, il convient de rappeler le travail d'entretien et de balisage effectué tous les ans sur l'ensemble du réseau de Sédières.

Aussi, je vous propose de reconduire pour 2025 notre participation financière arrêtée à 15 000 € qui seront versés au Comité Départemental de Cyclotourisme 19 dans le cadre d'une convention figurant en annexe 1.

A.2 Grands événements sportifs

Dans le cadre de notre aide en faveur des "Grands Évènements Sportifs", j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de l'Assemblée départementale les demandes répertoriées dans le tableau suivant :

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Comité départemental de Course d'Orientation	**Organisation de la 5ème édition "THE RACE 2025"** ***du 28 au 29 juin 2025, à Argentat-Sur-Dordogne*** Dans le cadre de sa politique en faveur des sports de nature, le Département de la Corrèze poursuit son engagement en soutenant The RACE, un événement unique en son genre. Ce raid figure parmi les rares en France à proposer un format longue durée sur trois jours, avec deux journées à Argentat et une journée découverte à Marcillac-La-Croisille. Cette singularité en fait une épreuve particulièrement prisée par les spécialistes de la discipline Le Département de la Corrèze poursuit son partenariat avec le Comité départemental de Course d'Orientation En 2025, la 5e édition du raid mettra en avant les territoires de la Vallée de la Dordogne et de la Xaintrie corrézienne, avec une arrivée prévue à Monceaux-sur-Dordogne. De plus, la 3e journée du raid découverte se tiendra le 7 septembre, avec un départ depuis Sédières et une arrivée à Marcillac-la-Croisille. "The R.A.C.E – Raid Aventure Corrèze Expérience" se tiendra du 28 au 29 juin 2025, reliant Argentat-sur-Dordogne à Monceaux-sur-Dordogne. Par ailleurs, le raid découverte (35 km) aura lieu le 7 septembre, entre Sédières et Marcillac-la-Croisille. *Budget prévisionnel* : *35 000 €*	15 000 € (convention en annexe 10)

Comité départemental de Cyclotourisme	<u>Organisation de la Maxi Verte 2025</u> *du 29 mai au 1er juin 2025, au lac du Causse à Lissac-sur-Couze* Le Comité Départemental de Cyclotourisme organise, du 29 mai au 1er juin 2025, l'événement "Maxi Verte" à Lissac-sur-Couze. Inscrit dans une démarche de valorisation du territoire, cet événement propose quatre circuits distincts permettant de découvrir les richesses du paysage corrézien. Chaque jour, un itinéraire unique traversera différentes communes, avec des parcours variés allant jusqu'à 77 km : le Midi Corrézien, les chemins de Dordogne, le Causse Corrézien et, pour clôturer, les gorges de la Vézère. Un Maxi Village accueillera participants et spectateurs sur un terrain synthétique situé entre la Base Nautique et l'ancien poste de secours, constituant le cœur de la manifestation. Cette zone comprendra les stands d'inscription, de retrait des plaques VTT et des dotations, des espaces dédiés aux partenaires institutionnels, à la FFVélo et aux vélocistes, ainsi qu'un espace convivial avec buvette, food trucks et marché de producteurs. *<u>Budget prévisionnel</u> : 140 800 €*	8 000 €

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Comité Olympique et Sportif de la Corrèze	<u>3ème édition de la "Flamme du Cœur"</u> *du 3 au 5 juin à Tulle* La commission « Sport et Insertion » du Comité Olympique a pour mission de favoriser l'accès au sport des publics éloignés de la pratique, en proposant des animations et des projets facilitant leur intégration en club. Depuis sa première édition, qui avait rassemblé 800 participants autour d'une randonnée itinérante en canoë-kayak et à pied dans les gorges de la Haute-Dordogne, l'événement a connu une croissance significative, atteignant 3 000 participants en 2024. Conçu comme un vecteur de mixité sociale, d'échanges et de convivialité, il vise à promouvoir le sport pour tous. L'édition 2025 se déroulera sur trois jours et proposera plus de 40 ateliers sportifs gratuits, encadrés par des éducateurs diplômés. Mardi 3 juin : Ouverture des ateliers sportifs de 9h30 à 16h00, avec une cérémonie d'ouverture à 11h00. Journée dédiée aux scolaires, personnes en situation de handicap, publics vulnérables et en insertion. Mercredi 4 juin : Ateliers sportifs accessibles de 10h00 à 19h00, ouverts au grand public, aux clubs sportifs et aux centres de loisirs. Jeudi 5 juin : Dernière journée d'ateliers sportifs de 9h30 à 16h00, suivie de la cérémonie de clôture à 16h30. Public prioritaire identique à celui du mardi. « La Flamme du Cœur » s'inscrit dans une démarche de démocratisation du sport et de cohésion sociale, en garantissant un accès à tous, indépendamment de l'âge, du niveau ou de la condition physique. *<u>Budget prévisionnel</u> : 60 000 €*	2 000 €
Brive Limousin Triathlon	<u>Organisation du 36ème Triathlon du Pays de Brive</u> *Le 4 mai 2025, au lac du Causse à Lissac-sur-Couze* Le Triathlon du Pays de Brive, organisé depuis 36 ans, s'impose comme un événement majeur de la discipline en Nouvelle-Aquitaine. Il contribue à la promotion du triathlon auprès d'un large public, en alliant sport de pleine nature, pratique loisir-santé et performance. Par ailleurs, il participe à la valorisation du Lac du Causse. L'édition 2024 comprendra plusieurs épreuves adaptées à tous les âges et niveaux. Cette année, la Ligue de Triathlon de Nouvelle-Aquitaine a désigné cet événement comme support officiel pour plusieurs compétitions :	2 500 €

	- ¼ de finale régionale triathlon jeunes (S et XS) - Championnat régional triathlon adultes (S) - Championnat régional paratriathlon (S) - Sélectif régional D3 triathlon (S) L'événement confirme ainsi son rôle clé dans le développement et la structuration du triathlon au sein de la région. *Budget prévisionnel : 208 369 €*	
Brive Course d'Orientation	Organisation de la semaine de course d'orientation "Corrèze O'Week - La Cow" *du 17 au 24 août 2025 à Peyrelevade, Meymac et Bugeat* La Corrèze O'Week (COW) rassemblera les passionnés de course d'orientation dans un cadre naturel d'exception, entre Millevaches, Meymac, Peyrelevade et Bugeat. Cet événement sportif d'envergure mettra en lumière le patrimoine naturel et paysager corrézien, offrant aux participants une immersion unique entre forêts et lacs. Deux compétitions nationales majeures viendront couronner cette semaine intense : - Championnat de France de Course d'Orientation Longue Distance – 23 août à Viam - Championnat de France de Relais – 24 août à Bugeat Programme de la semaine : - 17 au 19 août : Quatre courses au Lac de Vassivière, un site emblématique du territoire. - 20 août : Épreuve de moyenne distance à Peyrelevade. - 21 août : Séance d'entraînement à Peyrelevade. - 22 août : Sprint à Meymac, accompagné du Challenge National des Écoles de Course d'Orientation. - 23 août : Championnat de France Longue Distance à Viam. - 24 août : Championnat de France de Relais à Bugeat. En alliant sport de pleine nature et valorisation du territoire corrézien, la Corrèze O'Week 2025 s'annonce comme un événement incontournable pour les amateurs de course d'orientation, tout en contribuant au dynamisme et à l'attractivité du département. *Budget prévisionnel : 32 500 €*	1 500 €

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Tulle Athlétic Club	<u>47ème édition des Foulées Tullistes "Patrick Perrier"</u> *le 13 septembre 2025* Cette manifestation constituera cette année encore un temps fort de l'animation sportive tulliste. Au programme : - 5 courses enfants de 3 à 15 ans, - 5 km "Déguiz Run", course festive pour les coureurs "amateurs", - 5 km, demi-finale championnat de France - 10 km : l'épreuve phare, qualificative aux Championnats de France de 10 km et bénéficiant du label régional délivré par la Fédération Française d'Athlétisme. <u>*Budget prévisionnel*</u> *: 32 500 €*	2 000 €
Comité Départemental de canoë-kayak de la Corrèze	<u>Organisation de la 10ème Concentration Haute-Vézère -</u> *du 6 au 9 juin 2025, à Treignac* Organisée par le Comité Départemental de Canoë-Kayak, la 10e édition de la Concentration Haute Vézère se déroulera du 6 au 9 juin 2025 à Treignac. L'épreuve principale, de niveau national, rassemblera 500 compétiteurs. L'événement accueillera également plus de 300 participants en rafting et entre 500 et 1 000 spectateurs. Encadré par 50 bénévoles, ce rassemblement réunira des kayakistes licenciés et pratiquants loisirs de toute la France. En complément de la compétition, des descentes en rafting encadrées, des stands nautiques et des animations seront proposés. Le programme inclut des challenges raft, des descentes ouvertes au public, la VézèRace, un marché de producteurs, une soirée festive et un concert. Cet événement contribue au rayonnement du canoë-kayak et à l'attractivité du territoire. <u>*Budget prévisionnel*</u> *: 61 000 €*	2 400 €

Cyclotourisme Objatois	<u>Organisation de la 10ème "Randonnée de la Pomme"</u> *Le 7 septembre 2025, à Objat* La Randonnée de la Pomme, organisée tous les 2 ans, s'articule autour de 3 disciplines, au départ d'Objat et en direction des vergers qui font la réputation de la région. Les participants ont le choix entre plusieurs itinéraires adaptés à différents niveaux : • Vélo route : 3 circuits de 60, 90 et 120 km • VTT : 20, 40 et 60 km • Marche : 8, 15, 20 et 28 km • Gravel : 50 km Cette randonnée, ouverte à tous, licenciés ou non, se déroule dans un esprit convivial et favorise la découverte des paysages locaux. L'édition 2023 a rassemblé près de 1 000 participants. *<u>Budget prévisionnel</u> : 16 800 €*	1 500 €
Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Corrèze	<u>Organisation du championnat National de football des sapeurs-pompiers</u> *du 6 au 8 juin 2025, à Brive* Cette manifestation sportive rassemblera environ 500 participants provenant de toute la France, y compris des territoires d'outre-mer. Elle se tiendra à Brive, sur la plaine des jeux de Tujac et au stade Pestourie. Les temps forts de l'événement se prolongeront à l'espace Derichebourg, où des repas et des soirées viendront enrichir cette expérience sportive et humaine	1 500 €
		TOTAL : 36 400 €

A.3 SUBVENTIONS DIVERSES

Je propose à l'Assemblée départementale d'allouer en faveur des associations œuvrant dans le domaine sportif répertoriées dans le tableau ci-après, les subventions départementales suivantes :

bénéficiaire	*descriptif de la subvention*	*aide 2024*	*montant 2025*
Centre Médico-Sportif de Tulle	Subvention de fonctionnement 2025	*1 500 €*	1 500 €
Comité Départemental de Tourisme Équestre de la Corrèze	Subvention de fonctionnement 2025	*1 500 €*	1 500 €
Groupe Omnisport 19 – GO 19	Subvention de fonctionnement 2025	*2 000 €*	2 000 €
Société des Concours Hippiques de Pompadour	Subvention de fonctionnement 2025	*2 000 €*	2 000 €
Société des Courses de Pompadour	Subvention de fonctionnement 2025	*3 000 €*	3 000 €
Comité Départemental de Spéléologie de La Corrèze	Subvention de fonctionnement 2025 - Spéléo Secours	*800 €*	800 €
La Dordogne de Villages en Barrages *(Gros-Chastang)*	Subvention de fonctionnement 2025	-	2 000 €
Association Sport 19 Events	Organisation de la coupe du monde de la diversité les week-ends du 14 au 29 juin 2025	-	1 500 €
Espérance Sportive Soursacoise	Célébration des 100 ans du club, en juin 2025	-	500 €
		TOTAL :	14 800 €

A.4 "PARIS 2024 - HERITAGE"

Afin de préserver et de promouvoir l'esprit des Jeux Olympiques, je propose à l'Assemblée départementale d'attribuer une subvention de 2 800 € au Comité Départemental Olympique et Sportif de la Corrèze (CDOS). Cette aide contribuera à l'organisation de la Semaine Olympique à Saint-Pantaléon ainsi qu'à la Journée Olympique qui se déroulera à Tulle.

A.5 Sections sportives des collèges

Les sections sportives scolaires offrent aux élèves volontaires la possibilité de bénéficier, après accord des familles, d'un entraînement plus soutenu dans une discipline sportive proposée par l'établissement, tout en suivant une scolarité normale. Les sections sportives scolaires permettent la formation de jeunes sportifs de bon niveau et de futurs éducateurs, arbitres, officiels ou dirigeants. Elles permettent aux élèves d'atteindre un bon niveau de pratique sans pour autant avoir pour objet la formation de sportifs de haut niveau. C'est pourquoi, le Conseil départemental de la Corrèze a souhaité subventionner ces structures et permettre ainsi à nos sportifs collégiens de progresser dans les meilleures conditions.
Dans le cadre du dispositif en faveur des sections sportives des collèges, je propose à la l'Assemblée départementale d'allouer aux collèges répertoriés dans le tableau ci-après les subventions suivantes, pour l'année scolaire 2024/2025 :

Bénéficiaire	*Discipline*	*Nombre de collégiens concernés*	*Montant proposé*
Collège Mathilde Marthe Faucher - ALLASSAC	football masculin	33 élèves	1 430 €
	football féminin	19 élèves	1 167 €
	danse	22 élèves	1 330 €
Collège Simone Veil - ARGENTAT	rugby	35 élèves	1 500 €
Collège Amédée Bisch - BEYNAT	golf	23 élèves	1 345 €
Collège Georges Cabanis - BRIVE	athlétisme	18 élèves	1 270 €
Collège Jean Lurçat - BRIVE	triathlon	16 élèves	1 240 €
Collège Jean Moulin - BRIVE	pelote basque	21 élèves	1 315 €
Collège Rollinat - BRIVE	rugby	-	Pièces manquantes dans le dossier
Collège Bernadette Chirac - CORREZE	Football	52 élèves	1 500 €
	Sport santé (cross training)	16 élèves	1 240 €
Collège Anna de Noailles - LARCHE	Aviron	29 élèves	1 435 €

Bénéficiaire	*Discipline*	*Nombre de collégiens concernés*	*Montant proposé*
Collège de la Triouzoune - NEUVIC	golf	33 élèves	1 419 €
Collège Armande Baudry - SEILHAC	basket	27 élèves	1 405 €
Collège Lakanal - TREIGNAC	rugby	24 élèves	1 360 €
Collège Clemenceau - TULLE	badminton raid	14 élèves 18 élèves	1 210 € 1 270 €
Collège Victor Hugo - TULLE	basket ball	32 élèves	1 480 €
Collège Voltaire - USSEL	escalade tennis de table	20 élèves 17 élèves	1 142 € 773 €
Collège Gaucelm Faidit - UZERCHE	canoë-kayak	15 élèves	1 225 €
		TOTAL :	26 056 €

A.6 Corrèze Destination Trails

La Corrèze, de par son relief, la beauté de ses paysages et la qualité de son environnement, est le terrain de jeu idéal pour la pratique du trail (course à pied en nature). C'est pourquoi, depuis 2016, le Conseil départemental développe plusieurs actions pour faire de notre département une véritable "Destination Trails" reconnue nationalement. Ce programme permet non seulement de valoriser cette discipline en Corrèze mais également, inversement, de promouvoir la Corrèze par le trail.

Parmi ces actions, notre collectivité a souhaité renforcer son accompagnement financier en direction des trails "phares" corréziens d'envergure nationale, vecteurs de retombées économiques et touristique :

- le Millevaches Monédières Trail, le 19 avril 2025, entre Bugeat et Treignac, portée par Bugeat Treignac Athlétisme,
- le Trail Aquaterra, le 12 Juillet 2025, à Bort-les-Orgues, portée par Well'Com Organisation,
- le X Trail Corrèze Dordogne, porté par l'association SEVaD en Corrèze, le 27 septembre 2025 sur la Xaintrie et la Vallée de la Dordogne.

Je propose à l'Assemblée départementale d'attribuer en faveur de ces 3 trails les subventions suivantes *(cf. convention-type en annexe 2) :*

Bénéficiaire	*Épreuve*	*Montant proposé*
Bugeat Treignac Athlétisme	Millevaches Monédières Trail (19/04/2025)	5 000 €
Well'Com Organisation	Ultra Trail Aquaterra (12/07/2025)	5 000 €
SEVaD en Corrèze	X Trail Corrèze Dordogne (27/09/2025)	5 000 €
		TOTAL : 15 000 €

B. Politique départementale des sports nature

B.1 Favoriser l'accès des jeunes aux sports nature

La mise en place d'un dispositif d'aide aux établissements scolaires et accueils de loisirs pour le règlement de prestations sports nature répond à un double objectif :

- sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge à la pratique des sports de nature et à la richesse de leur environnement ;
- renforcer l'activité économique des Stations et Sites Sports Nature auxquels le Département demande de proposer des activités tout au long de l'année.

Aussi, le Conseil départemental apporte un soutien financier sous la forme d'une prise en charge à hauteur de 30 % des frais liés à la fréquentation des Stations Sports Nature ainsi que les Sites Sports Nature au bénéfice des établissements scolaires, des communes, des groupements de communes, des associations de parents d'élèves, des associations de sport scolaire et des accueils de loisirs.

Je propose à la Commission Permanente du Conseil Départemental d'allouer en faveur des bénéficiaires répertoriés dans le tableau ci-après, les subventions départementales suivantes :

Bénéficiaire	*Prestation*	*Montant proposé*
Association des parents d'élèves de la Souvigne (Saint Chamant)	SSN Escapade nature Pays d'Argentat ➔ Organisation d'une sortie à la SSN escapade nature d'Argentat en juin 2025 pour les maternelles *Base de remboursement* : 360 €	108 €
Communauté de Commune Ventadour-Egletons-Monédières	SSN Haute-Corrèze ➔ Sortie à la SSN Haute-Corrèze en février 2025 pour les enfants de l'ALSH de Marcillac la Croisille *Base de remboursement* : 150 €	45 €
Ecole primaire de Goulles	SSN Marcillac Sport Nature ➔ sortie de 28 élèves à la SSN "Marcillac Sport Nature" ,du 30 juin au 1er Juillet 2025 *base de remboursement* : 1 026 €	308 €
	TOTAL	461 €

B.2 Aide à l'entretien des sites inscrits au PDESI

Ce dispositif vise à soutenir les gestionnaires d'Espace, Site ou Itinéraire (ESI) inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) relatifs aux sports de nature dans leurs opérations d'entretien courant.

Bénéficiaire : Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne

La Via Ferrata de Saint Martial Entraygues a été créée en 2014 par la Communauté de Communes de Xaintrie Val'Dordogne. Cet équipement unique sur le département est ouvert au public en accès libre et attire tous les ans plus de 2 000 personnes. Il est accessible à un large public (éducatif, touristique, familial et sportif) et participe à l'attractivité du département.
Tous les ans, la Communauté de Communes effectue le nettoyage des voies, accès et procède à la sécurisation des équipements.
Le coût total de cette opération d'entretien s'élève à : 3 450 €
Je propose que le Conseil Départemental intervienne à hauteur de 30 % du coût total des dépenses dans la limite du plafond tel que défini dans la fiche d'aide.

Montant proposé : 1 035 €

B.3 Soutien au fonctionnement des Stations Sports Nature

Le label "Station Sports Nature" a été créé par le Département de la Corrèze avec l'objectif d'apporter un soutien et une reconnaissance à des structures proposant de la multi-activité sportive dont l'action est porteuse d'utilité sociale et génératrice d'emplois et d'activité économique. Par-là, elles sont un élément essentiel de la revitalisation des territoires ruraux corréziens.

Dans ce cadre et comme établi par décision du Conseil départemental du 13 avril 2018, la commission de labellisation, présidée par le Conseiller départemental délégué aux sports et à la jeunesse, a étudié les 7 dossiers qui ont été déposés pour cette campagne de labellisation en 2024.

La commission a ainsi décidé de renouveler le label pour les sept structures ayant demandé leur renouvellement et d'octroyer :

Kayak Club Tulliste (Esprit Nature) située à Tulle (renouvellement) ;

- Section Canoë Kayak du Foyer Culturel des Jeunes d'Uzerche (Vézère Passion - Pays d'Uzerche) située à Uzerche (renouvellement) ;
- Marcillac Sports Nature (Ventadour – Lac de la Valette) située à Marcillac-La-Croisille (renouvellement) ;
- Station Sports Nature Vézère Monédières située à Treignac (renouvellement) ;
- Station Sports Nature Haute-Dordogne située à Neuvic (renouvellement) ;
- Haute-Corrèze Kayak Club (Haute-Corrèze) située à Ussel (renouvellement) ;
- Argentat Dordogne Canoë-Kayak (vallée de la Dordogne) située à Argentat-sur Dordogne (nouvelle labellisation).

Ouvertes toute l'année, leurs prestations vont de la simple location de matériel au véritable produit touristique. Elles accueillent tout type de public (groupes, individuels, adultes, enfants) en provenance de toute la France. Au-delà de l'animation, ces structures participent au développement des territoires et sont souvent les premiers aménageurs et gestionnaires des équipements sports de nature. Certaines d'entre elles sont aussi propriétaires et gestionnaires d'hébergements.

Le Département contribue à leur développement en leur octroyant une aide au fonctionnement formalisée par la mise en place d'une convention annuelle unique.
Aussi, après une évaluation des actions en cours et une mise au point des engagements réciproques, je vous propose d'établir ce partenariat pour 2025 à travers des conventions d'objectifs jointes en annexe 3 à 9 du présent rapport, et sur la base des critères d'octroi de subventions répertoriés dans la fiche critères votée en Conseil Départemental le 25 mars 2016.

Je propose à la Commission permanente d'allouer en faveur des bénéficiaires répertoriés dans le tableau ci-après, les subventions départementales suivantes :

bénéficiaire	*nature de l'aide*	*montant proposé*
Kayak Club Tulliste - Esprit Nature Tulle	Subvention de Fonctionnement	11 760 €
Section Canoë-Kayak du Foyer Culturel des Jeunes d'Uzerche - SSN Vézère Passion - Pays d'Uzerche - Uzerche	Subvention de Fonctionnement	12 190 €
Marcillac Sport Nature - SSN Ventadour Lac de la Valette - Marcillac-la-Croisille	Subvention de Fonctionnement	18 018 €
Station Sports Nature Vézère Monédières - Treignac	Subvention de Fonctionnement	13 074 €
Station Sports Nature Haute Dordogne Neuvic	Subvention de Fonctionnement	11 440 €
Haute Corrèze Kayak Club - SSN Haute Corrèze - Ussel	Subvention de Fonctionnement	15 960 €
Argentat Dordogne Canoë-Kayak - SSN Vallée de la Dordogne - Argentat-sur-Dordogne	Subvention de Fonctionnement	11 220 €
		TOTAL : 93 662 €

La dépense totale des proposition incluses dans la 2ème partie du présent rapport s'élève à 205 214 € en fonctionnement.

La recette totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 3 000 € en fonctionnement et 83 000 € en investissement.

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 576 181 € en fonctionnement et 34 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/210

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE SPORTIVE DEPARTEMENTALE - BP 2025 - SOUTIEN AUX SPORTS

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/210 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Laurent DARTHOU, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sportive 2025 :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Soutien au mouvement sport. corrézien	1 330 200 €	1 296 928 €	1 383 300 €
Schéma vélo	9 500 €	7 191 €	6 000 €
Politique sport nature	173 500 €	172 690 €	186 881 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 513 200 €	1 476 809 €	1 576 181 €
Politique sport nature	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Politique sport nature	34 500 €	22 077 €	34 000 €
Schéma vélo	141 000 €	130 448 €	

Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	175 500 €	152 525 €	34 000 €
Schéma vélo	124 490 €	68 581 €	83 000 €
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT	124 490 €	68 581 €	83 000 €

En synthèse :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 576 181 €	3 000 €
INVESTISSEMENT	34 000 €	83 000 €
TOTAL	**1 610 181 €**	**86 000 €**

Article 2 : sont validées, au titre de la politique sportive 2025, les opérations et leurs dotations suivantes :

Opérations	Dotations 2025
FONCTIONNEMENT - Dépenses	
Comités départementaux sportifs	190 000 €
Clubs "Corrèze"	250 060 €
Clubs "Elite" Professionnels	98 000 €
Clubs "Elite" Amateurs	354 240 €
Sportifs de haut niveau	35 000 €
Aide à la base VTT de Sédières	15 000 €
Sections sportives des collèges	23 000 €
Soutien à l'emploi sportif	52 000 €
Subventions diverses	55 000 €
Remboursement des stages à l'Espace 1000 Sources Bugeat	163 000 €
Grands Évènements Sportifs	115 000 €
"Corrèze Destination Trails" - *Subventions*	20 000 €
"Corrèze Destination Trails" - *Dépenses directes*	4 000 €
"Manifestations sportives Sédières" - *Dépenses directes*	6 000 €
"Paris 2024 - Héritage" - *Subventions*	3 000 €
SOUS-TOTAL / SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	*1 383 300 €*
Aide aux Stations Sport Nature - fonctionnement	95 000 €
Favoriser l'accès des jeunes au sein des Stations Sports Nature	22 500 €
Plan Départemental Itinéraires Promenades Randonnée (PDIPR) - Entretien et balisage des itinéraires	50 581€
CDESI	3 000 €
"Balades secrètes en Corrèze" - *Dépenses directes*	4 300 €
Actions d'animation et de sensibilisation	11 500 €
SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE	*186 881 €*
Schéma Vélo - *Dépenses directes*	*6 000 €*
SOUS-TOTAL / SCHEMA VELO	*6 000 €*
TOTAL - FONCTIONNEMENT - Dépenses	1 576 181 €

Opérations	Dotations 2025
INVESTISSEMENT - Dépenses	
Achat de matériels - Dépenses Directes	2 000 €
Panneaux PDIPR / PDESI	8 000 €
Fond d'aide au développement des Sports Nature	10 000 €
Aide aux Stations Sports Nature	14 000 €
SOUS-TOTAL / POLITIQUE SPORTS DE PLEINE NATURE	*34 000 €*
TOTAL - INVESTISSEMENT - Dépenses	34 000 €

DOTATION GLOBALE EN FAVEUR DU MOUVEMENT SPORTIF CORRÉZIEN	1 610 181 €

Opérations	Recettes 2025
FONCTIONNEMENT - Recettes	
Balades secrètes en Corrèze	3 000 €
TOTAL - FONCTIONNEMENT - Recettes	3 000 €
INVESTISSEMENT - Recettes	
Schéma Vélo	83 000 €
TOTAL - INVESTISSEMENT - Recettes	83 000 €

Article 3 : est créée une autorisation d'engagement (AE) d'un montant de 604 300 € au titre de l'année 2026, concernant les deux opérations "Clubs Corrèze" et Clubs "Elite".

Article 4 : est créée une autorisation d'engagement (AE) d'un montant de 98 000 € au titre de la saison sportive 2026-2027, concernant l'opération "Clubs Elite Professionnel" -enveloppe P161E23

Article 5 : est décidée dans le cadre de l'opération "*soutien à la base départementale de vélo loisir du Domaine de Sédières*", la subvention suivante :

bénéficiaire	*descriptif de la subvention*	*montant proposé*
Comité Départemental de Cyclotourisme de la Corrèze	Aide au fonctionnement de la base départementale de vélo loisir du Domaine de Sédières - Année 2025	15 000 €

Article 6 : est approuvée la convention spécifique jointe en annexe 1 à la présente délibération, à conclure avec le bénéficiaire visé à l'article 5 susvisé spécifiant notamment les modalités de versement de l'aide attribuée.

Article 7 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe *"grands évènements sportifs"*, les subventions suivantes :

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Comité départemental de Course d'Orientation	Organisation de la 5ème édition "THE RACE 2025" *du 28 au 29 juin 2025, à Argentat-Sur-Dordogne*	15 000 € (convention en annexe 10)
Comité départemental de Cyclotourisme	Organisation de la Maxi Verte 2025 *du 29 mai au 1er juin 2025, au lac du Causse à Lissac-sur-Couze*	8 000 €
Comité Olympique et Sportif de la Corrèze	3ème édition de la "Flamme du Cœur" du 3 au 5 juin à Tulle	2 000 €
Brive Limousin Triathlon	Organisation du 36ème Triathlon du Pays de Brive Le 4 mai 2025, au lac du Causse à Lissac-sur-Couze	2 500 €
Brive Course d'Orientation	Organisation de la semaine de course d'orientation "Corrèze O'Week - La Cow" du 17 au 24 août 2025 à Peyrelevade, Meymac et Bugeat	1 500 €
Tulle Athlétic Club	47ème édition des Foulées Tullistes "Patrick Perrier" le 13 septembre 2025	2 000 €

bénéficiaire	*objet de la demande*	*montant proposé*
Comité Départemental de canoë-kayak de la Corrèze	Organisation de la 10ème Concentration Haute-Vézère - du 6 au 9 juin 2025, à Treignac	2 400 €
Cyclotourisme Objatois	Organisation de la 10ème "Randonnée de la Pomme" Le 7 septembre 2025, à Objat	1 500 €
Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Corrèze	Organisation du championnat National de football des sapeurs-pompiers *du 6 au 8 juin 2025, à Brive*	1 500 €
	TOTAL :	**36 400 €**

Article 8 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe *"subventions diverses"*, les subventions suivantes :

bénéficiaire	*descriptif de la subvention*	*aide 2024*	*montant 2025*
Centre Médico-Sportif de Tulle	Subvention de fonctionnement 2025	*1 500 €*	1 500 €
Comité Départemental de Tourisme Équestre de la Corrèze	Subvention de fonctionnement 2025	*1 500 €*	1 500 €
Groupe Omnisport 19 – GO 19	Subvention de fonctionnement 2025	*2 000 €*	2 000 €
Société des Concours Hippiques de Pompadour	Subvention de fonctionnement 2025	*2 000 €*	2 000 €
Société des Courses de Pompadour	Subvention de fonctionnement 2025	*3 000 €*	3 000 €
Comité Départemental de Spéléologie de La Corrèze	Subvention de fonctionnement 2025 - Spéléo Secours	*800 €*	800 €
La Dordogne de Villages en Barrages *(Gros-Chastang)*	Subvention de fonctionnement 2025	-	2 000 €
Association Sport 19 Events	Organisation de la coupe du monde de la diversité les week-ends du 14 au 29 juin 2025	-	1 500 €
Espérance Sportive Soursacoise	Célébration des 100 ans du club, en juin 2025	-	500 €
		TOTAL :	**14 800 €**

Article 9 : est décidée, dans le cadre de l'enveloppe "*Paris 2024 - Héritage*", l'action de partenariat suivante :

bénéficiaire	*descriptif de la subvention*	*montant proposé*
Comité Départemental Olympique et Sportif de la Corrèze	Partenariat pour la mise en place d'actions en 2025	2 800 €
	TOTAL :	**2 800 €**

Article 10 : sont décidées, dans le cadre de l'enveloppe *"sections sportives des collèges"*, les actions de partenariat suivantes :

bénéficiaire	*discipline*	*nombre de collégiens concernés*	*montant proposé*
Collège Mathilde Marthe Faucher - ALLASSAC	football masculin	33 élèves	1 430 €
	football féminin	19 élèves	1 167 €
	danse	22 élèves	1 330 €
Collège Simone Veil - ARGENTAT	rugby	35 élèves	1 500 €
Collège Amédée Bisch - BEYNAT	golf	23 élèves	1 345 €
Collège Georges Cabanis - BRIVE	athlétisme	18 élèves	1 270 €
Collège Jean Lurçat - BRIVE	triathlon	16 élèves	1 240 €
Collège Jean Moulin - BRIVE	pelote basque	21 élèves	1 315 €
Collège Rollinat - BRIVE	rugby	-	Pièces manquantes dans le dossier
Collège Bernadette Chirac - CORREZE	Football	52 élèves	1 500 €
	Sport santé (cross training)	16 élèves	1 240 €
Collège Anna de Noailles - LARCHE	aviron	29 élèves	1 435 €
Collège de la Triouzoune - NEUVIC	golf	33 élèves	1 419 €
Collège Armande Baudry - SEILHAC	basket	27 élèves	1 405 €
Collège Lakanal - TREIGNAC	rugby	24 élèves	1 360 €
Collège Clemenceau - TULLE	badminton	14 élèves	1 210 €
	raid	18 élèves	1 270 €
Collège Victor Hugo - TULLE	basket ball	32 élèves	1 480 €
Collège Voltaire - USSEL	escalade	20 élèves	1 142 €
	tennis de table	17 élèves	773 €
Collège Gaucelm Faidit - UZERCHE	canoë-kayak	15 élèves	1 225 €

TOTAL :	**26 056 €**

Article 11 : sont décidées dans le cadre de l'enveloppe *"Corrèze Destination Trails"*, les subventions suivantes :

bénéficiaire	*épreuve*	*montant proposé*
Bugeat Treignac Athlétisme	Millevaches Monédières Trail (19/04/2025)	5 000 €
Well'Com Organisation	Ultra Trail Aquaterra (12/07/2025)	5 000 €
SEVaD en Corrèze	X Trail Corrèze Dordogne (27/09/2025)	5 000 €
		TOTAL : 15 000 €

Article 12 : est approuvée la convention spécifique jointe en annexe 2 à la présente délibération, à conclure avec les bénéficiaires visés à l'article 11 susvisé.

Article 13 : sont décidées dans le cadre de l'enveloppe *"favoriser l'accès des jeunes aux sports nature"*, les subventions suivantes :

bénéficiaire	*prestation*	*montant proposé*
Association des parents d'élèves de la Souvigne (Saint Chamant)	SSN Escapade nature Pays d'Argentat ➔ organisation d'une sortie à la SSN escapade nature d'Argentat en juin 2025 pour les maternelles *base de remboursement* : 360 €	108 €
Communauté de Commune Ventadour-Egletons-Monédières	SSN Haute-Corrèze ➔ sortie à la SSN Haute-Corrèze en février 2025 pour les enfants de l'ALSH de Marcillac la Croisille *base de remboursement* : 150 €	45 €
Ecole primaire de Goulles	SSN Marcillac Sport Nature ➔ sortie de 28 élèves à la SSN "Marcillac Sport Nature" ,du 30 juin au 1er Juillet 2025 *base de remboursement* : 1 026 €	308 €
	TOTAL	461 €

Article 14 : est décidée dans le cadre de l'enveloppe *"aide à l'entretien des sites inscrits au PDESI"*, la subvention suivante :

bénéficiaire	*descriptif de la subvention*	*montant proposé*
Communauté de Communes Xaintrie Val'Dordogne	Entretien de la via ferrata de Saint Martial Entraygues	1 035 €
	TOTAL :	**1 035 €**

Article 15 : sont décidées dans le cadre de l'enveloppe *"soutien au fonctionnement des stations sports nature"*, les subventions suivantes :

bénéficiaire	*nature de l'aide*	*montant proposé*
Kayak Club Tulliste - Esprit Nature Tulle	Subvention de Fonctionnement	11 760 €
Section Canoë-Kayak du Foyer Culturel des Jeunes d'Uzerche - SSN Vézère Passion - Pays d'Uzerche - Uzerche	Subvention de Fonctionnement	12 190 €
Marcillac Sport Nature - SSN Ventadour Lac de la Valette - Marcillac-la-Croisille	Subvention de Fonctionnement	18 018 €
Station Sports Nature Vézère Monédières Treignac	Subvention de Fonctionnement	13 074 €
Station Sports Nature Haute Dordogne Neuvic	Subvention de Fonctionnement	11 440 €
Haute Corrèze Kayak Club - SSN Haute Corrèze - Ussel	Subvention de Fonctionnement	15 960 €
Argentat Dordogne Canoë-Kayak - SSN Vallée de la Dordogne - Argentat-sur-Dordogne	Subvention de Fonctionnement	11 220 €
		TOTAL : 93 662 €

Article 16 : sont approuvées les conventions à passer dans le cadre du partenariat avec les Stations Sports Nature visées à l'article 15 et jointes en annexes 3 à 9 précisant notamment les conditions de versement des aides attribuées.

Article 17 : les aides octroyées aux articles 7, 8, et 11 susvisés seront versées aux bénéficiaires concernés selon les modalités définies dans le règlement financier adopté par la collectivité.

Article 18 : les aides octroyées aux articles 9 et 10 susvisés seront versées directement aux bénéficiaires concernés, en totalité, après la légalisation de la présente délibération.

Article 19 : les aides octroyées aux articles 13 et 14 seront versées directement aux bénéficiaires concernés, en une seule fois, sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées. L'aide versée étant déterminée au prorata des dépenses justifiées, pour l'exécution du projet subventionné. Elle ne pourra excéder le montant de la subvention attribuée.
Toute subvention n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2025, deviendra caduque de plein droit.

Article 20 : le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer l'ensemble des conventions telles que figurant en annexe à la présente délibération.

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.25.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.273
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.272
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.271
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.26
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.25
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.25
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.26.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15852-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

Annexe 1

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION DE PARTENARIAT

Année 2025

Il est passé

entre :

- Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté,
par son Conseiller Départemental, Monsieur Jean Jacques LAUGA
dument habilité par décision du Conseil Départemental en date du 14 Mars 2025
Ci-après désigné "le Département"
d'une part,

et :

- Le Comité Départemental de Cyclotourisme de la Corrèze, représenté par sa Présidente,
Madame Arlette Eymard
Ci-après désigné "le Comité"

d'autre part,

La convention générale est arrêtée comme suit :

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION ET DUREE

Dans le cadre de sa politique de soutien aux sports de nature et plus particulièrement au développement du vélo sur le Domaine de Sédières, le Départementl de la Corrèze conclut avec le Comité Départemental de Cyclotourisme de la Corrèze, la présente convention pour une période d'1 an.

ARTICLE 2 : CONDITIONS FINANCIERES

Le Conseil Départemental accorde au bénéficiaire, une subvention globale de 15 000 €.

Le versement de cette somme s'effectuera en une seule fois à la date de la signature de la présente convention sur le budget général de fonctionnement du Domaine de Sédières.

Ce versement est conditionné par le respect de la mise en œuvre des objectifs décrits aux articles 3 et 4 de la présente convention. Dans le cas contraire, le Conseil Départemental se réserve le droit ne pas procéder au versement prévu ci-dessus.

Le bilan et le compte de résultat du Comité, certifiés par le Président ou le Trésorier, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. Le Comité devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées générales et du Conseil d'administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'administration et du Bureau.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DU COMITE

En contrepartie du partenariat avec le Département, le Comité devra mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour le fonctionnement sur le Domaine de Sédières de la Base Départementale de Vélo Loisir agréée FFCT.

Le fonctionnement de cette base entre dans un projet global de développement des Sports de nature sur le Domaine. Pour ce faire, conjointement avec le coordonateur "Sports Nature" du Conseil Départemental et le responsable du Domaine de Sédières, le Comité s'engage à :

- Ouvrir et adapter les horaires d'ouverture de la base en fonction, des taux de fréquentation et d'une organisation coordonnée des activités du Domaine de Sédières ;
- Entretenir les itinéraires et le balisage des circuits VTT ;
- Louer et entretenir le parc de VTT ;
- Assurer l'animation et l'accueil de la base (encadrement, manifestation, stage, séjours…) ;
- Faire la promotion de la base, du Domaine de Sédières et de l'offre "sports nature" dans son ensemble ;
- Animer une école de VTT ;
- Mettre à disposition autant que de besoin des VTT dans le cadre du recensement des chemins, action pilotée et animée par la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ;
- Assurer et entretenir les 2 VTT électriques mis à disposition par le Conseil Départemental ;
- Faire participer ponctuellement son salarié, à des actions de développement des activités sportives, autres que le VTT ;
- Assurer le suivi et la gestion du Bike Park et de l'espace trial. Tout problème doit être signalé au Département ;

- Respecter le règlement intérieur du Domaine et les consignes édictées, spécifiquement liées aux organisations sportives ou culturelles contractualisées par le Conseil Départemental ;
- Ne pas utiliser à des fins personnelles, les locaux et espaces extérieurs mis à disposition (logement, rangement, stationnement).
- Proposer des activités à destination du public scolaire au printemps et de se faire connaître.
- Fournir chaque année des statistiques détaillées pour permettre au Département de mesurer l'action de la Base VTT.
- Soumettre au Départementtoute communication liée à l'activité de la Base

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

En contrepartie du partenariat avec le Comité et en sus de la subvention visée à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à mettre à disposition :

- le bâtiment, dénommé "ancienne forge", sis dans l'environnement des "Granges de Sédières", comprenant 2 étages, une prise téléphone et un accès Internet ;
- l'accès au bloc sanitaire de la grange de spectacles ;
- la zone extérieure devant le bâtiment susnommé ;
- une aire de lavage vélo ;

ARTICLE 5 : CONDITIONS GENERALES RELATIVES A L'OCCUPATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION - ENTRETIEN DES LIEUX - TRAVAUX

5-1 Cette mise à disposition de locaux est consentie par le Département à titre précaire et révocable. Elle est délivrée au Comité dans le seul but de lui permettre de satisfaire à ses obligations résultant de l'article 3 de la présente convention sans qu'il ne puisse les utiliser à une quelconque autre fin. Elle est consentie a titre strictement personnelle au Comité qui ne peut en conséquence et pour quelle que raison que ce soit la céder ou la sous louer à une autre personne physique ou morale, et ce, à titre gratuit ou onéreux.

5-2 L'autorisation d'occupation du domaine public accordée par la présente convention étant nécessairement précaire et révocable, elle ne peut ouvrir au profit du Comité un quelconque droit au bénéfice de la législation sur la propriété commerciale ou de celle sur les locaux à usage professionnel ou d'habitation et, en conséquence, à son maintien dans les lieux après son expiration.

La Collectivité peut en outre à tout moment y mettre fin, soit pour des motifs d'intérêt général, soit à titre de sanction en cas de non exécution ou de mauvaise exécution des obligations du Bénéficiaire, selon les cas et conditions stipulés à l'article 8.

5-3 La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit, y compris concernant les charges récupérables,les dépenses liées à l'électricité, le téléphone et l'accès internet seront pris en charge par le Département.

5-4 L'occupation d'autres locaux et espaces extérieurs en sus de ceux désignés ci-dessus, ainsi que l'utilisation de matériels appartenant au Département devront systématiquement faire l'objet d'une demande préalable auprès du responsable du Domaine qui établira une convention de prêt adéquate, nominative et ce dans une période identifiée.

5-5 Le Comité prend les locaux et les installations, qu'il déclare parfaitement connaître et avoir visités, dans l'état où il les trouve au moment de l'entrée en jouissance.Les locaux et matériels mis à disposition devront être rendus dans le meilleur état de propreté et d'entretien.

5-6 Le Comité ne pourra changer la destination des lieux mis à sa disposition. Il est tenu d'user paisiblement des lieux occupés en bon père de famille exclusivement suivant la destination qui leur a été donnée par la présente convention.

Le Comité ne pourra faire aucune transformation des lieux occupés, ni édifier une construction ou effectuer des travaux quelle qu'en soit leur nature, sans l'accord écrit du Département.

Le Comité est obligé de répondre des dégradations et pertes affectant pendant la durée de la convention les locaux dont la présente autorisation lui confère la jouissance, à moins qu'il ne prouve que celles-ci ont eu lieu par cas de force majeure ou par la faute du Département.

5-7 D'une manière générale, le Comité s'engage à maintenir le domaine occupé dans le plus parfait état d'entretien et de propreté, et à assurer à ses frais les réparations locatives, les travaux d'entretien courant et les menues réparations. Il aura à sa charge toutes les transformations et réparations nécessitées par l'exercice de son activité. Il ne pourra faire dans le bien loué, sans le consentement écrit du Département, aucun travaux. Tous travaux, embellissements et améliorations faits par le Comité, même avec l'autorisation du Département, resteront en fin de convention la propriété de cet dernier, sans indemnité, à moins que le Département n'exige la remise en état des lieux.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE - ASSURANCE

6-1 Le Comité fait son affaire personnelle de tous risques et litiges pouvant survenir du fait de ses activités sur la dépendance domaniale dont le droit d'occupation lui est accordé.

6-2 Le Comité s'engage à souscrire, au plus tard lors de l'entrée dans les lieux, toute police d'assurance comprenant l'ensemble des garanties inhérentes à l'exécution de la présente convention, et notamment :
- la responsabilité civile garantissant le Département et les tiers contre toutes conséquences dommageables d'accidents ayant pour origine l'activité du Comité ou les lieux occupés par lui ;
- l'assurance des risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux…).

Le Comité devra également assurer ses propres biens.

6-3 La Collectivité assurera, selon les principes de droit commun, les risques relatifs à sa qualité de propriétaire des biens objet de la présente convention.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Les deux parties se rencontreront en fin d'année civile afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place a partir des éléments demandés à l'aricle 3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION - CLAUSE RESOLUTOIRE

8-1 La présente autorisation étant consentie à titre précaire et révocable, le Département peut à tout moment y mettre fin, soit pour des motifs d'intérêt général, soit à titre de sanction en cas de non exécution ou de mauvaise exécution des obligations du Comité, selon les cas et conditions stipulés à la présente convention.

En cas de faute grave dans l'accomplissement des obligations du Comité définies à la présente convention, la résiliation interviendra de plein droit, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résolution en justice. Sont notamment considérées comme fautes graves:

- l'inobservation répétée de l'une quelconque des clauses de la présente convention ;
- la non souscription des assurances exigées par la présente convention ;
- le changement dans la destination des lieux n'ayant pas reçu un accord exprès et préalable du Département.

Ladite résolution produira effet un mois après un commandement demeuré infructueux.

8-2 Le Comité peut résilier la convention à tout moment sous réserve d'en informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois à l'avance.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat d'objectifs, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le :

Pour l'Association, La Présidente,	Pour le Département, Le Conseiller Départemental
Madame Arlette EYMARD	M. Jean Jacques LAUGA

ANNEXE 2

CONVENTION DE PARTENARIAT
"Corrèze Destination Trails"

organisation

Année 2025

Vu les délibérations du Conseil Départemental de la Corrèze en date du 11 avril 2025

Il est passé,

entre :

- le Conseil Départemental de la Corrèze,
représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE

d'une part

et :

- l'association xxx
représentée par xxxx,
xxxx
d'autre part

la convention générale arrêtée comme suit :

Dans le cadre de son opération de promotion "Corrèze Destination Trails", le Conseil départemental a souhaité apporter un soutien renforcé à 3 organisations corréziennes, à savoir :

• le **Millevaches Monédières Trail**, le 19 avril 2025, entre Bugeat et Treignac, portée par Bugeat Treignac Athlétisme,

• l'**Ultra Trail Aquaterra**, le 12 Juillet 2025, à Bort-les-Orgues, portée par Well'Com Organisation,

• le **X Trail Corrèze Dordogne**, porté par l'association SEVaD en Corrèze, le 27 septembre 2025 sur la Xaintrie et la Vallée de la Dordogne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Définir les conditions du partenariat entre l'Association et le Conseil Départemental de la Corrèze pour l'organisation de xxxx

ARTICLE 2 : AIDE FINANCIÈRE APPORTÉE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Le Conseil départemental apportera son concours par une aide financière de **xxxxx** dont le versement interviendra en deux fois *:*
- 80 % à la signature de la présente convention et sous réserve de la tenue de l'épreuve,
- 20 %, sur demande justifiée présentée par le bénéficiaire à l'issue de l'événement (lettre de demande de versement du solde accompagnée de pièces justificatives de la tenue de la manifestation : articles de presse et comptes-rendus sportif et financier).

ARTICLE 3 : CONTREPARTIES DEMANDÉES À L'ASSOCIATION

• L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil départemental en utilisant le logo "Corrèze Destination Trails", de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, dossards…

• L'association s'engage à utiliser les fanions réutilisables, achetés en commun, pour le balisage de son épreuve de trail,

• L'arche gonflable du Département devra être réservée pour être utilisée à l'occasion du trail.

• Plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation *(mises à disposition par le Conseil départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85)* ainsi que les supports de communication spécifiques à l'opération : roll-up, affiches, distribution de flyers de promotion à l'ensemble des participants…

• L'Association s'engage à offrir 2 dossards venant récompenser chaque jeu-concours organisé par le Conseil départemental à l'occasion de la tenue de stand sur des salons thématiques.

• L'Association s'engage **à participer au Challenge "Corrèze Destination Trails"** mis en place par le Département et à lui **communiquer les classements officiels établis à l'issue de son trail** (à communiquer par mail à l'adresse sports@correze.fr) et **à offrir 1 dossard** à chacun des 6 récipiendaires (3 hommes et 3 femmes) afin de participer gratuitement à l'édition 2026.

• L'Association s'engage **à participer physiquement à au moins un des salons thématiques** aux côtés du Département et de l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze (frais de transport et d'hébergement à la charge de l'association).

• L'Association s'engage **à fournir son fichier-clients à l'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze** qui elle, s'engage à ne pas le diffuser et à l'utiliser exclusivement dans le cadre de l'opération "Corrèze Destinations Trails". Les conditions relatives à cette partie sont détaillées en annexe à la présente convention.

• L'Association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

• Enfin, l'Association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition d'invitations.

ARTICLE 4 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin le 31 Décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le

Pour l'Association,	**Pour le Département,**
Le Président,	**Le Président,**
xxxx-	**Pascal COSTE**

annexe à la convention

CONVENTION D'UTILISATION DES FICHIERS-CLIENTS DES TRAILS CORRÉZIENS

Millevaches Monédières Trail

Ultra Trail Aquaterra

X Trail Corrèze-Dordogne

Point 1 : Dans le cadre du plan d'actions 2025 du dispositif "Corrèze Destination Trails", les 3 organisateurs impliqués dans cette opération acceptent de mettre à disposition de l'agence "Corrèze Tourisme" leur fichier clients (adresses postales et courriels), en accord avec les termes de la présente convention.

Point 2 : Les fichiers fournis restent la propriété exclusive des organisateurs concernés.

Point 3 : Corrèze Tourisme ne pourra utiliser ces fichiers clients qu'à des fins exclusives de promotion-communication-observation définies dans le plan d'actions 2025 de "Corrèze Destination Trails" :

⇨ **Envoi d'une newsletter dédiée à chacun des trails environ 1 mois ½ avant le déroulement de l'épreuve. Corrèze Tourisme s'engage à fournir un bilan détaillé de cette opération à chaque organisateur (taux d'ouverture, taux de clics…),**

⇨ **Envoi, en fin d'année, d'une enquête avec formulaire en ligne permettant de recueillir des éléments d'observation des clientèles des 5 trails *(profil type, mode de connaissance, consommation d'hébergement, calcul des retombées économiques…).* Corrèze Tourisme s'engage à traiter les données récoltées et à les synthétiser dans un document qui sera remis à chaque organisateur.**

Point 4 : La mise à disposition de son fichier clients est, pour chacun des organisateurs, une condition *sine qua none* pour bénéficier des newsletters promotionnelles de Corrèze Tourisme.

Point 5 : Corrèze Tourisme ne pourra communiquer, à qui que ce soit et sous aucune condition, les fichiers clients mis à disposition.

Point 6 : En conformité avec la loi "Informatique et Liberté", chaque newsletter disposera d'une mention avec possibilité de désabonnement immédiat.

Point 7 : Les fichiers sont mis à disposition pour une seule année, calendaire ou glissante, et peuvent être éventuellement réutilisés par tacite reconduction de chaque organisateur l'année suivante.

Point 8 : Chaque organisateur ayant mis à disposition son fichier clients garde la possibilité d'en interrompre l'utilisation par Corrèze Tourisme en motivant sa demande.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

KAYAK CLUB TULLISTE
STATION SPORTS NATURE
ESPRIT NATURE

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Conseil Départemental du 11 avril 2025

Il est passé,

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

Kayak Club Tulliste - Station Sports Nature Esprit Nature
représentée par son Président,
Monsieur Louis MASSONIE
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "la pratique des activités de plein air, notamment les activités nautiques, cyclotourisme, randonnées, etc.", "...ainsi que de se développer dans le respect de la nature, dans un climat de vérité et de loyauté".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, de mettre en place les structures d'accueil et d'animation ayant comme objectifs de :

- contribuer au développement harmonieux de la personne et des jeunes en particulier sans aucune distinction de religions ou de convictions
- accompagner les jeunes à travers des formations, favoriser leurs engagements dans l'action éducative à travers d'expériences concrètes
- promouvoir le respect et la préservation de l'eau, cours d'eau, plans d'eau, lacs de retenues, et tous les écosystèmes aquatiques ou liés aux écosystèmes aquatiques
- contribuer à la gestion équilibrée et durable de ces ressources superficielles
- protéger la faune et la flore de ces milieux aquatiques et notamment les espèces garantes de la qualité des eaux
- participer à la lutte contre la pollution des eaux de ces milieux, à la lutte contre les atteintes aux équilibres naturels, quelle que soit l'activité humaine à l'origine de la pollution ou de la dégradation
- faire œuvre d'éducation populaire en élevant la conscience écologique, la connaissance des règles qui régissent les espaces ci-dessus cités et le respect du patrimoine naturel
- susciter la participation des citoyens à la remise en valeur et à l'entretien de ces espaces naturels
- assurer la protection du patrimoine naturel et culturel sous toutes ses formes
- assurer la protection et la défense de l'environnement et du cadre de vie

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- mieux ancrer l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)
- affirmer le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze Tourisme et les Offices de Tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale
- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, vêtements… De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Départemental auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le site des manifestations *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 11760 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites ...).
De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour le Kayak Club Tulliste
La Station Sports Nature
Esprit Nature,
Le Président,

Pour le Conseil Départemental,
Le Président,

M. Louis MASSONIE

M. Pascal COSTE

Annexe 4

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

Section Canoë Kayak du Foyer Culturel
des Jeunes d'Uzerche
STATION SPORTS NATURE
VEZERE PASSION - PAYS D'UZERCHE

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Commission Départementale du 11avril 2025

Il est passé,

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

Section Canoë Kayak du Foyer Culturel des Jeunes d'Uzerche
Station Sports Nature Vézère Passion – Pays d'Uzerche
représentée par son Président,
Monsieur Gurgen BRUN
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "les activités éducatives et récréatives contribuant à la formation physique, civique, économique, sociale et esthétique".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, de mettre en place les structures d'accueil et d'animation ayant comme objectifs :

- la mise en place d'animations culturelles, sportives, de loisirs à destination de différents publics et notamment : des membres, des jeunes ou adultes en groupes structurés (scolaires, centres de vacances et de loisirs, institutions spécialisées, ...), des individuels locaux ou étrangers à la région comme les touristes notamment.

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- poursuivre l'ancrage de l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)
- poursuivre le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze tourisme et les Offices de Tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale

- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, sur le maillot des joueurs/joueuses de l'Équipe Première (sérigraphie ou écussons)… De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Général auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera *communiquée),* et à mettre à leur disposition des places réservées *(officielles, d'honneur*, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 12 190 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites …).

De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour Section Canoë Kayak du Foyer Culturel des Jeunes d'Uzerche
Station Sports Nature
Vézère Passion – Pays d'Uzerche,

Le Président,

M. Gurgen BRUN

Pour le Conseil Départemental,
Le Président,

M. Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

MARCILLAC SPORTS NATURE
STATION SPORTS NATURE
VENTADOUR - LAC DE LA VALETTE

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Commission Départementale du 11 avril 2025

Il est passé,

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

MSN – Station Sports Nature Ventadour Lac de la Valette
représentée par son Président,
Monsieur Yves PALIX
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "la pratique des activités nautiques et des activités de plein-air sous toutes les formes".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, le développement local à travers les activités physiques et sportives, notamment les sports nature et la mise en place d'animations autour de l'environnement et du patrimoine avec comme objectifs :

- la mise en place d'activités sportives, notamment les sports nature en intervenant principalement dans le Pays d'Égletons
- la mise en place d'animations liées à l'environnement et au patrimoine de la vallée du Doustre au barrage du Chastang
- l'encadrement de ces activités au profit, aussi bien des populations locales (jeunes, scolaires, séniors), que des touristes accueillis sur le territoire
- la mise en place de loisirs éducatifs et sportifs au profit des jeunes, des scolaires et des séniors
- l'organisation et/ou l'accueil de formations liées aux activités sportives, l'environnement ou le patrimoine
- l'offre d'hébergements et d'un service de restauration de qualité adaptable à différents publics (sportifs, scolaires, centres de vacances, familles, personnes handicapées …) et ouvert toute l'année
- le maintien des activités toute l'année et la mise en place d'activités liées à la saisonnalité
- la création d'emplois permanents à l'année, garants du maintien de l'animation et de la qualité des prestations
- la promotion d'activités encadrées par des animateurs diplômés
- la promotion du territoire à travers les activités proposées, et à travers l'organisation d'événements sportifs
- la création de prestation et/ou de produits touristiques sports et loisirs de qualité, contribuant ainsi à la promotion touristique du territoire

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- poursuivre l'ancrage de l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)
- poursuivre le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze Tourisme et le ou les Offices de Tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale
- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, vêtements … De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Départemental auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le site des manifestations *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché

de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée) lors de l'organisation de manifestation, et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 18018 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites …).

De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour MSN Station Sports Nature Ventadour Lac de la Valette, Le Président,

Pour le Conseil Départemental, Le Président

M. Yves PALIX

M. Pascal COSTE

Annexe 6

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

STATION SPORTS NATURE
VEZERE MONEDIERES

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Commission Départementale du 11 avril 2025

Il est passé,

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

Sport Nature Vézère - Station Sports Nature Vézère Monédières
représentée par son Président,
Monsieur Dominique ENSARGUET
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "d'assurer le développement des sports de nature ainsi que des loisirs sportifs auprès de tous les publics dans le respect de l'environnement naturel".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, de mettre en place les structures d'accueil et d'animation ayant comme objectifs :

- d'assurer le développement des sports de pleine nature ainsi que des loisirs sportifs par l'organisation de séances éducatives auprès de tous les publics
- de promouvoir l'action des acteurs œuvrant dans le domaine des activités sportives de pleine nature, pour renforcer notamment la communication et l'appropriation respectueuse de l'environnement naturel
- d'assurer l'accueil collectif de mineurs, et ainsi lutter notamment contre l'isolement, faciliter l'intégration et l'accessibilité pour tous
- d'organiser des événements permettant de valoriser et de promouvoir le territoire
- de mettre en œuvre des actions de sensibilisation au respect de l'environnement

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- poursuivre l'ancrage de l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)

- poursuivre le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze Tourisme et les offices de tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale
- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, vêtements … De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Départemental auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 13074 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites …).

De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour la Station Sports Nature Vézère Monédières,
Le Président,

M. Dominique ENSARGUET

Pour le Conseil Départemental,
Le Président

M. Pascal COSTE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

ASSOCIATION
STATION SPORTS NATURE HAUTE DORDOGNE

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Commission Départementale du 11avril 2025

Il est passé

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

Sports Nature de la Haute Dordogne
Station Sports Nature de la Haute Dordogne
représentée par son Président,
Monsieur Philippe FAUGERON
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "Développer les activités physiques et sportives de pleine nature par l'organisation des activités à l'année à destination de tous les publics".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, de mettre en place les structures d'accueil et d'animation ayant comme objectifs de :

- développer les activités physiques et sportives de pleine nature par l'organisation des activités à l'année en lien avec les trois domaines : Terre, eau et Air ; activités devant contribuer au maintien et à la création d'emplois permanents notamment dans les activités suivantes : Golf, activités nautiques, randonnée pédestre, cerf-volant …
- fédérer l'action des associations et autres acteurs œuvrant dans le domaine des activités sportives de pleine nature
- encourager et accompagner les initiatives portées par les associations sportives du territoire (organiser des manifestations sportives, des compétitions, …)
- travailler à l'élargissement et à la professionnalisation de l'offre d'activités sportives de pleine nature du territoire à destination de tous publics (scolaires, touristiques, …)
- créer et de commercialiser en propre et/ou en lien avec les partenaires des prestations et/ou des produits sports et loisirs de qualité et de contribuer ainsi à la promotion touristique du territoire de la Haute Dordogne dans son ensemble, de la Corrèze et du Limousin.

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- ancrer l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)

- affirmer le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze Tourisme et les offices de tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale
- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, vêtements ... De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Départemental auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 11 440 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites …).

De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour la Station Sports Nature Haute Dordogne
Le Président,

M. Philippe FAUGERON

Pour le Conseil Départemental,
Le Président,

M. Pascal COSTE

Annexe 8

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

ASSOCIATION HAUTE CORREZE KAYAK CLUB
STATION SPORTS NATURE HAUTE CORREZE

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Commission Permanente du 11 avril 2025

Il est passé,

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

Haute Corrèze Kayak Club - Station Sports Nature Haute-Corrèze
représentée par son Président,
Monsieur Julien LAFEUILLE
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "le développement des activités physiques et sportives, notamment celles dîtes de pleine nature sur le territoire de la Haute-Corrèze".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, de mettre en place les structures d'accueil et d'animation ayant comme objectifs de :

- pratiquer et enseigner le canoë-kayak et les sports d'eaux vives rattachés à la Fédération Française de Canoë-Kayak
- mettre en place des activités sportives, notamment de pleine nature, en intervenant très majoritairement dans le Pays Haute Corrèze
- mettre en place des loisirs éducatifs et sportifs au profit des jeunes et des scolaires du Pays Haute Corrèze
- de créer et de commercialiser en propre et/ou en lien avec les partenaires (OT, CSSN ...) des prestations et/ou des produits touristiques "sports et loisirs" de qualité et de contribuer ainsi à la promotion touristique de la Haute-Corrèze
- l'encadrement de ces activités au profit, aussi bien des populations locales, notamment les jeunes et les scolaires, que des touristes accueillis sur le territoire
- la mise en place d'animations liées à l'environnement et au patrimoine sur le territoire de la Haute Corrèze
- le maintien des activités toute l'année
- la promotion d'activités, encadrées toute l'année par des animateurs diplômés
- construire et vendre des équipements sportifs

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- ancrer l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)
- affirmer le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze Tourisme et les offices de tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale
- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, vêtements… De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Départemental auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées (officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 15960 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites ...).
De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour le Haute Corrèze Kayak Club,
Le Président,

M. Julien LAFEUILLE

Pour le Conseil Départemental,
Le Président,

M. Pascal COSTE

Annexe 9

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE PARTENARIAT

ASSOCIATION ARGENTAT DORDOGNE CANOË KAYAK STATION SPORTS NATURE VALLEE DE LA DORODGNE

Convention annuelle 2025

Vu les délibérations de la Commission Départementale du 11avril 2025

Il est passé,

entre :

Le Conseil Départemental de la Corrèze, représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE
ci-après dénommé "Le Conseil Départemental"

d'une part

et :

Argentat Dordogne Canoë-Kayak - Station Sports Nature Vallée de la Dordogne
représentée par son Président,
Monsieur David LISSAJOUX
ci-après dénommée "L'association"

d'autre part,

la présente convention d'objectifs et de partenariat arrêtée comme suit :

PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien aux Stations Sports Nature menée par le Conseil Départemental de la Corrèze. Elle exprime la volonté de la collectivité de s'engager en matière de développement des sports de nature, de favoriser l'accès aux sports, de promouvoir l'offre sports de nature dans et en dehors du département et de soutenir les projets et structures s'inscrivant dans la politique sports de nature du Conseil Départemental.

ARTICLE 1 : OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

L'association a pour objet "la promotion, l'encadrement et l'organisation de toutes les activités sportives auprès de tous les publics, notamment les activités de pleine nature et en premier lieu le canoë-kayak et ses disciplines associées".

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

L'association propose, conformément à son objet social, de mettre en place les structures d'accueil et d'animation ayant comme objectifs de :

- être en pleine et entière conformité avec les statuts de la Fédération Française de Canoë-Kayak, de Surf et de Course d'Orientation
- intervenir tout particulièrement sur le secteur géographique de la vallée de la Dordogne Corrézienne, notamment celui du Pays "Vallée de la Dordogne et si besoin en-dehors de ce périmètre
- rendre accessible l'activité canoë-kayak au plus grand nombre et notamment aux plus jeunes
- encadrer les activités physiques et sportives pour toutes personnes en situation de handicap qu'il soit mental, physique visuel ou auditif
- intervenir chaque fois que de besoin en matière de culture, histoire, patrimoine et environnement dès lors que ces actions touchent à la préservation et la valorisation de la vallée de la Dordogne Corrézienne et du territoire d'intervention de l'association

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ses objectifs.

Pour ces raisons et considérant que l'action menée par l'association concourt aux objectifs poursuivis par le Département dans ce domaine, le Conseil Départemental de la Corrèze et l'association ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour la réalisation des objectifs décrits ci-après :

- être détenteur du label départemental Station Sports Nature Corrèze
- participer au réseau des Stations Sports Nature Corrèze
- ancrer l'association dans son environnement local (participation aux projets de développement du secteur) et dans ses missions de service à la population corrézienne (accueil soutenu d'écoles

primaires, de collèges, de lycées, de centres de vacances et de loisirs, de clubs sportifs et de publics en difficulté)
- affirmer le développement d'une offre multi-activités "sports nature" à destination touristique sur l'ensemble de son secteur
- favoriser le montage de produits touristiques sur le secteur en partenariat avec Corrèze Tourisme et les offices de tourisme du secteur
- mettre en œuvre des loisirs de pleine nature accessibles et adaptés au profit de publics présentant un handicap, que celui-ci soit d'origine sociale, physique ou mentale
- participer aux travaux de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires de la Corrèze relatifs aux sports de nature
- participer à la promotion des activités fédérales auxquelles la Station est affiliée

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Considérant que l'association a élaboré un projet présentant un caractère d'intérêt général répondant aux besoins de la population corrézienne, le Conseil Départemental de la Corrèze s'engage :

- à soutenir financièrement l'association pendant la durée de la convention en lui allouant une subvention générale relative à son fonctionnement et à ses projets d'activités.

Cette proposition ne sera ni créatrice de droit ni effective pour l'association si elle n'est pas confirmée par le vote des crédits au budget. Le versement de cette subvention interviendra selon les modalités déterminées à l'article 6 "montant de la subvention et modalités de versement".

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

L'association s'engage à promouvoir l'image du Conseil Départemental en utilisant le logo de ce dernier, de manière la plus visible possible, sur tous les supports de communication aptes à le recevoir : programmes, affiches, tracts, vêtements… De plus, tous ces documents devront être validés par la Direction de la Communication, notamment pour les aides supérieures à 2 500 €. Le bénéficiaire pourra récupérer la charte graphique du Conseil Départemental auprès de cette Direction.

Une ou plusieurs banderoles aux couleurs du Conseil Départemental devront être apposées sur le lieu de la manifestation *(mises à disposition par le Conseil Départemental - contact pour venir les retirer : Direction de la Communication : 05.55.93.75.85).*

Par ailleurs, et conformément à son engagement dans le label départemental "Station Sports Nature", le logo "Station Sports Nature Corrèze" devra être apposé sur tous supports de communication et affiché de manière claire et lisible sur tous les bâtiments d'accueil (le logo peut être récupéré à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au 05.55.93.77.49 au format JPEG et EPS).

L'association autorise le Conseil Départemental à faire usage de son nom et de son image. Si besoin, le Département promouvra son image à travers tous supports informatifs ou promotionnels (écrits, sonores, télévisuels), dans le cadre de la communication mise en place à l'occasion de la manifestation.

Enfin, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental ainsi que d'éventuelles personnalités (dont la liste lui sera communiquée), et à mettre à leur disposition des places réservées

(officielles, d'honneur, de parking). Il pourra être envisagé avec l'organisateur des opérations de relations publiques particulières, nécessitant la mise à disposition de places.

ARTICLE 6 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET MODALITES DE VERSEMENT

Le montant de la subvention pour l'exercice 2025 pour le fonctionnement de la Station Sports Nature est de 11 220 €.

La subvention annuelle de fonctionnement sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention et 20% sur présentation du bilan moral et financier validé par l'assemblée générale 2025.

Le bilan et le compte de résultat de l'association, certifiés par le Président ou le Trésorier et dans la mesure du possible par un commissaire aux comptes, devront être transmis au Conseil Départemental dès leur approbation. L'Association devra également fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration, ainsi que toutes modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du Bureau.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des objectifs décrits à l'article 3 de la présente convention par l'association, le Conseil Départemental de la Corrèze pourra suspendre ou diminuer la subvention voire demander le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

ARTICLE 7 : EVALUATION DES ACTIONS ENGAGEES

Une fois par an, les deux parties se rencontreront afin de faire un bilan sur le partenariat mis en place, la réalisation des objectifs et sur la situation financière de l'association.

Par ailleurs, l'association s'engage à faciliter toutes les démarches de contrôle de l'utilisation des subventions attribuées (présentation de justificatifs comptables, visites sur sites …).
De plus, l'association s'engage à inviter le Président du Conseil Départemental de la Corrèze à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 8 : RESILIATION

Chaque partie pourra dénoncer la présente convention avant son terme normal en cas d'inexécution de l'une des obligations énoncées ci-dessus. Celle-ci sera alors résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse.

Le Conseil Départemental de la Corrèze pourra également résilier sans délai la convention pour un motif d'intérêt général par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention est rendue caduque par la dissolution de l'association.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés dans l'exécution des obligations figurant à la présente convention d'objectifs et de partenariat, les parties chercheront avant tout une solution amiable. Une réunion mixte sera organisée à cet effet. En cas de désaccord, le Conseil Départemental peut rompre unilatéralement la présente convention.

ARTICLE 10 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés à l'article 2.

ARTICLE 11 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature du Président du Conseil Départemental, laquelle ne pourra intervenir qu'après l'entrée en vigueur de la délibération l'approuvant et prendra fin automatiquement le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires, à Tulle, le 11 avril 2025 :

Pour Argentat Dordogne Canoë-Kayak,
Le Président,

M. David LISSAJOUX

Pour le Conseil Départemental,
Le Président,

M. Pascal COSTE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Organisation du raid
"The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience"
28 au 29 juin 2025 et 7 septembre 2025

Vu les délibérations du Conseil Départemental du 11 avril 2025

Il est passé,

entre :

Le **Département de la Corrèze**,
représenté par son Président,
Monsieur Pascal COSTE,

ci-après dénommé "Le Département" ou "la Collectivité"

d'une part,

et

le **Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze**,
association à but non lucratif déclarée le 4 Juillet 2007
à la sous-préfecture de Brive-la-Gaillarde
et enregistré sous le numéro SIRET 489 651 802 000 14,
dont le siège social est situé 23 Sajueix - 19130 VOUTEZAC,
représenté par son Président en exercice,
Monsieur François DELCAMBRE,
autorisé aux fins de signer les présentes conformément aux statuts,

ci-après désigné par les termes : "l'association" ou "le bénéficiaire",

d'autre part,

la convention de partenariat arrêtée comme suit :

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Considérant le projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience" initié et conçu par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze, conformément à son objet statutaire et pour lequel ce dernier sollicite l'octroi d'une subvention par le Département,

Considérant que le Département soutient activement le développement du territoire corrézien par le biais des sports nature, en s'inscrivant notamment au travers du concept "Station Sports Nature" dans un programme d'actions basé sur le sport nature comme vecteur d'attractivité touristique. Depuis 2006 et la création de la CDESI Corrèze, le Département soutient en effet activement le dispositif des Stations Sports Nature et intervient afin de renforcer leur structuration, leur développement et leur valorisation. Il pilote, également, une opération d'envergure nationale dénommée "Corrèze Destination Trails" et avec cette discipline qui est le trail, le Département de la Corrèze promeut et valorise les richesses de son territoire,

Considérant que les activités de pleine nature sont, à ce titre, une source de développement pour le territoire, porteuses d'emplois et favorisant la sensibilisation aux problématiques environnementales,

Considérant que le projet porté par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze participe sans conteste de la politique départementale ainsi engagée,

Considérant, en effet, que ce projet s'inscrit dans la continuité des actions menées par le Département de la Corrèze en faveur des sports nature, "The RACE" est ainsi l'un des seuls raids de France à proposer un format long d'une durée de 3 jours (2 jours à Argentat et une journée découverte à Marcillac-La-Croisille), ce qui le rend particulièrement attractif aux yeux des "professionnels" de la discipline.

La 4ère édition, qui s'est tenue du 13 au 15 août 2022, entre Bugeat, Peyrelevade, Chamberet autour et sur le plateau de Millevaches, a retenu l'attention des pratiquants :

- 20 équipes inscrites pour un total de plus de 100 personnes avec les assistants,
- 12 000 vues pour le suivi des étapes sur les réseaux sociaux
- des commentaires très positifs sur la page Facebook de l'épreuve (un "raid de référence en France" - des participants enchantés par la qualité des sites naturels traversés et l'organisation - des demandes d'information sur l'édition 2023).

À noter qu'en 2023, l'événement a été annulé en raison des conditions météorologiques. En 2024, le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze a contribué à l'organisation d'une étape corrézienne du Raid in France (RIF).

Le Département de la Corrèze poursuit son partenariat avec le Comité départemental de Course d'Orientation

En 2025, la 5e édition du raid mettra en avant les territoires de la Vallée de la Dordogne et de la Xaintrie corrézienne, avec une arrivée prévue à Argentat-sur-Dordogne.
De plus, la 3e journée du raid découverte se tiendra le 7 septembre, avec un départ depuis Sédières et une arrivée à Marcillac-la-Croisille.

"The R.A.C.E – Raid Aventure Corrèze Expérience" se tiendra du 28 au 29 juin 2025, reliant Argentat-sur-Dordogne à Monceaux-sur-Dordogne. Par ailleurs, le raid découverte (35 km) aura lieu le 7 septembre, entre Sédières et Marcillac-la-Croisille.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience", dans les conditions définies à l'article 2.

Le Département, quant à lui, contribue financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général.

La présente convention a donc pour objet d'organiser les conditions du concours consenti par le Département ; étant précisé que ce dernier n'attend aucune contrepartie directe de la subvention allouée. Elle fixe le cadre général de ce partenariat et précise les actions à entreprendre ainsi que les modalités de la participation du Département de la Corrèze au financement du projet.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant.

Article 2 - Description des conditions d'organisation du projet subventionné

A l'initiative du projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience ", le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze assurera l'intégralité de l'organisation et assumera la pleine responsabilité du bon déroulement de la manifestation, tant sur le plan logistique que sur celui de la sécurité du public et des participants.
L'association s'engage notamment à se conformer aux obligations de sécurité imposées par la Fédération Française de Triathlon (Règles de Techniques et de Sécurité - Raid Multisports), par les services de l'État et à la règlementation générale en vigueur.
En sa qualité d'organisateur de l'évènement, l'association est chargée d'accomplir l'ensemble des opérations nécessaires au bon déroulement de l'évènement qu'elle organise, à savoir, sans que la liste ci-après soit exhaustive :

▶ Les formalités administratives obligatoires :
- déclaration préfectorale

▶ La mise en œuvre de la sécurité des coureurs comme du public :
- réservation d'une équipe médicale

▶ La logistique :
- recrutement et organisation des bénévoles nécessaires au bon déroulement de la manifestation
- inscription au calendrier des courses nationales
- gestion des inscriptions
- réservation des hébergements et de la restauration

▶ L'organisation des épreuves dans toutes ces phases et ses détails :

- tracé du parcours
- reconnaissance du parcours
- validation des parcours
- réalisation des cartes C.O
- réalisation des road-books de course
- organisation d'une cérémonie de remise des prix en présence des partenaires

▶ La communication :

- négociation d'encarts dans la presse spécialisée
- rédaction du dossier de partenariat
- rédaction du/des dossier(s) de presse
- élaboration des supports de communication : affiches, dépliants et site internet
- recherche de partenaires privés et publics
- création des diaporamas et animations des différentes réunions de présentation
- diffusion des affiches et des flyers
- promotion et animation de l'événement sur les réseaux sociaux et la page internet de la manifestation.

Le Comité Départemental de Course d'Orientation s'engage à transmettre au Département de la Corrèze pour validation l'ensemble des supports de communication avant chaque publication.

Article 3 - Durée de la convention

La convention est conclue à compter de sa signature et jusqu'au 30 novembre 2025 inclus.

Article 4 - Affichage du partenariat

L'association organisatrice s'engage à :

- accorder le titre de partenaire officiel au Département de la Corrèze : présence du logo du Département sur l'ensemble des supports et actions de communication mis en place dans le cadre de l'organisation de l'événement (affiches, programmes, presse, site internet, réseaux sociaux etc.).

- faire paraitre le logo du Département sur le road-book

- mettre en place l'arche et les tentes du Département sur les sites de pratique (fournies par la Collectivité).

- mettre en place plusieurs banderoles et oriflammes, mises à disposition par la Collectivité.

- citer le Département de la Corrèze en tant que Partenaire Officiel dans toute communication : presse et numérique.

Article 5 - Montant de la subvention allouée

Le Département contribue financièrement au projet "The R.A.C.E - Raid Aventure Corrèze Expérience " porté par le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze, sous réserve du respect par ce dernier de toutes les clauses de la présente convention, pour un montant maximal de 15 000 €.

Article 6 - Modalités de versement de la subvention départementale :

La subvention sera créditée au compte de l'association en deux fois selon les procédures comptables en vigueur, 80% à la signature de la présente convention de partenariat et 20% sur présentation de l'ensemble des factures acquittées ou d'un état des dépenses certifié exact ayant trait avec la manifestation soutenue ou d'un bilan financier concernant la manifestation soutenue et ce à hauteur du montant total de la subvention octroyée.

Toute subvention n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement, avant la date limite du 30 novembre 2025, deviendra caduque de plein droit.

Le versement sera effectué sur le compte ouvert au nom du Comité Départemental de Course d'Orientation : RIB : FR76 3000 3034 6600 0500 2730 137 (Société Général ARNAC POMPADOUR)

Article 7 - Comptabilité et contrôle d'activités

L'association tiendra une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable des associations (avis du conseil national de la comptabilité du 17 juillet 1985) et respectera la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place pourra être réalisé par les services du Département.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication pourrait entraîner la suppression de la subvention.

L'association rendra compte très régulièrement de son action relative au programme de l'événement, à la Direction de la Jeunesse, des Sports et de la Culture du Département.

Article 8 - Résiliation de la convention

En cas de manquement de l'Association à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, le Département se réserve le droit d'exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués. Cela entraînerait la résiliation de plein droit de la convention.

La présente convention peut être dénoncée après un préavis donné par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant la date de son expiration. Cette dénonciation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 - Annulation de la manifestation en cas de force majeure.

Le Département de la Corrèze ne sera pas tenu responsable si, en cas de force majeure indépendant de sa volonté (intempéries, alerte météo, transports différés ou annulés, annulation de l'organisateur en l'occurrence l'association…) l'opération devait être interrompue ou annulée.

Aucune réclamation et aucun frais rattaché à la manifestation de nature logistique (remboursement des inscriptions des raideurs, frais annexes rattachés à leur participation) ne sera pris en charge par le Département.

Le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze ne pourra solliciter aucune subvention supplémentaire pour éventuellement solder des frais rattachés à cette annulation.

La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut social de l'association.

Fait en 2 exemplaires à Tulle, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental,

Pascal COSTE

Pour le Comité Départemental de Course d'Orientation de la Corrèze
Le Président,

François DELCAMBRE

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/301

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

ROUTES ET INFRASTRUCTURES - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Les 4 700 km du réseau routier départemental garantissent au quotidien une mobilité sécurisée au service des corréziens de la vie socio-économique du département.

L'investissement sur le patrimoine routier est une nécessité tant pour accompagner l'essor économique avec des opérations de contournement structurantes, que pour améliorer les infrastructures existantes qui participent à l'attractivité de nos territoires.

Depuis 2015, 195 millions d'euros d'investissement ont été mobilisés pour améliorer la desserte, moderniser le patrimoine, développer et sécuriser le réseau routier départemental.

En 2024, 128 km de chaussée ont été réhabilités, 7 ouvrages d'art refaits à neuf et les équipements de 28 autres réhabilités (parapets, garde-corps, joints de chaussées…) ainsi que 5 murs de soutènements. La tranchée couverte de Tulle sur la RD 1089 a été mise en conformité et 28 aménagements de bourgs ont également été réalisés.

Pour 2025, 4 axes structurent l'action du Département :

- L'amélioration du réseau secondaire avec une enveloppe dédiée ;
- La poursuite de routes 2030, dont la déviation de Lubersac ;
- L'entretien et la modernisation du patrimoine routier (reprofilage, structures, enrobés…), une nécessité pour maintenir la qualité de ce patrimoine et la sécurité des usagers de la route ;
- La sécurisation du patrimoine et des infrastructures (falaises en bordure de routes, ouvrages d'art et murs de soutènement …).

A ces 4 axes, se rajoute l'opération exceptionnelle d'aménagement et de mise en valeur du viaduc des Rochers Noirs. Les travaux de réhabilitation de l'ouvrage, première étape d'un projet de valorisation touristique étant achevés, l'aménagement du site se poursuivra cette année par des travaux sur les voies d'accès, le tunnel, les parkings et équipements.

Les Voies Vertes Pâles :

Le Département souhaite également satisfaire les besoins des Corréziens en termes de développement des mobilités durables. Ainsi, pour répondre aux nouvelles demandes inhérentes aux mobilités douces (mobilités du quotidien, liaisons douces touristiques, connexions bassin emploi/services) les itinéraires Voies Vertes Pâles (V.V.P.) seront aménagés sur l'ensemble du territoire.

Comme vu précédemment, l'amélioration du réseau des routes secondaires est, en effet, une des priorités départementales, dans la continuité de ce qui a été engagé en 2022 avec la RD15 entre le nord du Lot et la liaison avec les autoroutes A20/A89. L'état et le calibrage de certaines routes départementales très empruntées ne sont plus en adéquation avec l'évolution très rapide constatée des trafics supportés notamment sur le sud-ouest du département. Le Département a donc engagé dès 2023 un programme exceptionnel sur l'amélioration de ces axes secondaires sur 4 ans. Cette enveloppe complémentaire a permis la réalisation, en 2024, de 2,15 km de restructuration de route (RD19, RD59, RD14, RD150 ...) la réfection et recalibrage global de mur de soutènement, d'ouvrages d'art et hydrauliques (RD130, RD133, ...) notamment.

Concernant la sécurisation du réseau routier départemental, des grandes opérations spécifiques sont menées, depuis l'année dernière, pour mettre en conformité et en sécurité nos infrastructures. Ainsi, la sécurité et la transition énergétique seront poursuivies dans les tunnels avec les études de diagnostic et de réalisation pour les tunnels de Bonnel, des îles et d'Uzerche, tout comme la sécurisation et la mise en conformité des ouvrages hydrauliques piscicoles dans le cadre de la continuité écologique. Enfin, au vu de l'évolution des aléas climatiques et des conséquences qui en découlent, une attention particulière sera également portée sur la surveillance, la mise en sécurité et le confortement des falaises surplombant le réseau routier dont on a pu constater des désordres de plus en plus fréquents ces dernières années.

Sur les projets de « ROUTES 2030 », le projet de la **déviation de Lubersac** est en phase de réalisation avec l'achèvement des travaux de terrassements et le début des couches de structure de chaussée.

Le projet de **contournement de Varetz** avec la déviation de la RD901 a été relancé en 2022. Ce tronçon intermédiaire permettra de compléter la liaison Brive-Objat.
Le choix du tracé retenu a été validé et l'ensemble des études environnementales, réglementaires et techniques relancées deuxième semestre 2024 sur le projet retenu, seront poursuivies en 2025 avec la désignation d'un maître d'œuvre pour l'opération.

Le projet de **déviation de Meymac**, se poursuivra en 2025 avec la finalisation des études environnementales, réglementaires et techniques et la désignation d'un maître d'œuvre pour l'opération.

Pour l'année 2025, il est donc proposé un budget d'investissement des routes à 32,5 M€, dont 15,75 M€ relatifs à des opérations structurelles d'entretien et de modernisation du patrimoine, 9,138 M€ relatifs à des projets structurants de sécurisation et d'aménagement, à Routes 2030 et à la mise en valeur du site du viaduc des Rochers Noirs. Une enveloppe spécifique de 5 M€ est dédiée à la modernisation du réseau de desserte secondaire et une de 0,850 M€ pour la mise en conformité et la sécurisation de notre patrimoine. Ce choix bénéficiera très directement au tissu des entreprises de travaux publics locales.

Une enveloppe de 1,762 M€ sera également nécessaire pour renouveler le parc de matériels, indispensables à l'entretien et l'exploitation des routes, dans un objectif d'efficience pour les interventions de viabilité hivernale et d'entretien de l'assainissement et des dépendances du réseau routier.

Cette modernisation de la flotte se traduira par des véhicules et matériels aux normes "Euro 6".

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter 39 363 818 € de crédits de paiement, dont 32 500 000 € au titre de l'investissement et 6 863 818 € au titre du fonctionnement.

I - ENTRETIEN ET MODERNISATION DU PATRIMOINE : 17 512 000 €

A. MODERNISATION DU PATRIMOINE : 12 550 000 €

La modernisation du patrimoine routier est une nécessité pour fiabiliser les déplacements.

Les 4 700 km de voirie routière doivent faire l'objet d'améliorations permanentes en intégrant l'évolution, l'anticipation, et la préservation des usages.

L'évaluation donne une vision patrimoniale et permet de fixer les orientations à court, moyen ou long terme.

Entre 2015 et 2024 on constate qu'un effort particulier a été réalisé sur l'état du patrimoine routier avec un impact positif sur les interventions de court terme (- 29 %) permettant une meilleure programmation et approche des travaux à réaliser, notamment sur le réseau prioritaire (structurant + liaison). Cela se traduit également par une augmentation de linéaire en bon état sur ce type d'axe routier (+ 24 % en structurant et + 7 % en liaison).

Le linéaire traité n'est pas corrélé parfaitement avec les investissements réalisés. En effet, au cours de ces quatre dernières années, un effort très conséquent a été consenti sur l'amélioration qualitative du réseau, forcément plus onéreux qu'un simple traitement préventif.

Ainsi, plutôt qu'une simple étanchéité des supports, il a été procédé à une amélioration de leur structure, de la sécurité des usagers, voire accessoirement leur confort, en effectuant une campagne importante de reprofilage des chaussées ainsi que des aménagements ponctuels (rectifications de virages, confortements).

À souligner également l'augmentation très importante du coût des travaux routiers, consécutive aux hausses du bitume et de l'énergie, se traduisant par des révisions moyennes de plus de + 8 % sur les marchés publics routiers du département en 2024.

De même, l'état du patrimoine s'est nettement amélioré (même si ce critère n'entre pas en compte dans la notation des chaussées) par la campagne soutenue d'élagage de ses abords. Cet élément est d'autant plus important qu'au-delà du qualitatif, il a une incidence importante sur le quantitatif à réaliser annuellement dans la mesure où la durée de vie d'un revêtement s'en trouve allongée.
L'évaluation annuelle des dégradations des chaussées à la sortie de l'hiver est en cours de réalisation, une adaptation éventuelle de la programmation pourra être proposée après analyse.

Pour les ouvrages d'art, le Département suit et entretient plus de 900 ponts et près de 2 000 murs de soutènement significatifs. Il est donc nécessaire d'investir régulièrement sur les travaux de gros entretien, en particulier d'étanchéité, pour éviter des dégradations trop importantes qui conduiraient à reconstruire complètement l'ouvrage (travaux beaucoup plus coûteux).

Ce programme 2025 est doté d'un budget global de 12 550 000 € pour répondre à l'ensemble de ces objectifs, avec des techniques adaptées aux enjeux :

- Sur les réseaux principaux qui accueillent quotidiennement plus de 2 000 véhicules/jour, dont la structure et l'usage favorisent et même souvent nécessitent l'utilisation de couches de roulement en enrobés et, où se situent les principaux enjeux tant en termes de sécurité que de contribution à la vie socio-économique de la Corrèze, 5 200 000 € seront investis.

- Pour la voirie de desserte, qui représente 78 % du réseau routier départemental essentiel pour les déplacements et la vie quotidienne des Corréziens, 4 000 000 € sont proposés.

- 1 100 000 € de financement d'aménagements routiers.

- Adapter le patrimoine ouvrage d'art à l'évolution de la circulation avec 1 050 000 €. Les travaux de la réhabilitation complète ou partielle d'ouvrages porteront notamment sur :
  - La réparation du pont des Roderies sur la RD30 sur la commune d'Alleyrat ;
  - La réfection du pont des Milandes sur la RD17 sur la commune de Segonzac ;
  - La réfection de buses métalliques corrodées et menaçant ruine.

- Des travaux de petites réparations et de reprise des ouvrages définis au gré des visites annuelles d'entretien pour 600 000 €.

- Le financement pour la préparation de chaussées, préalable au revêtement avec 300 000 €.

- Le financement de réparations liées aux aléas climatiques avec 300 000 €.

La modernisation du patrimoine porte le plus important effort sur les crédits et démontre l'importance de maintenir et d'accentuer l'entretien routier comme une priorité des politiques départementales.

B. OPERATIONS DE SECURITE : 950 000 €

La sécurité est au cœur de nos préoccupations. Dans un objectif de prévention, l'amélioration des points singuliers repérés par une veille quotidienne fait l'objet de toute notre attention.

Cela concerne toutes les interventions de :

- ✓ La reprise des points singuliers accidentogènes détectés ;
- ✓ La correction ponctuelle de la géométrie des infrastructures ;
- ✓ Le renforcement de signalisation et l'aménagement de carrefour ;
- ✓ La continuation du programme d'élagage départemental sur le domaine public départemental ;
- ✓ L'accompagnement du retour confirmé par 2008 arrêtés, pris en fin de l'année 2023, à une vitesse maximale autorisée de 90 km/h sur les RD hors agglomération (signalisation, achat d'équipements, partenariat avec association, aménagements, ...).

L'enveloppe sera d'un montant de 950 000 € affectée en investissement avec des techniques adaptées aux enjeux :

- 800 000 € de financement pour les aménagements de sécurité.
- 150 000 € de financement pour la sécurisation des usages.

C. AMENAGEMENT ET TRAVERSE DE BOURG : 1 500 000 €

Depuis des décennies, nous accompagnons les communes en agglomération dans leurs démarches d'embellissement de leurs espaces publics et d'amélioration du cadre de vie. Dans cette optique pour moderniser les chaussées, nous inscrivons 1 500 000 € en investissement. Ce montant est ajusté aux demandes exprimées par les communes et en fonction du cadencement des travaux préalables qu'elles réalisent.

D. ACQUISITION DE VEHICULES, ENGINS ET MATERIELS D'ENTRETIEN :1 762 000 €

La modernisation et le renouvellement de la flotte de véhicules et engins sont nécessaires pour améliorer l'efficacité des interventions en régie. Le choix des investissements sera guidé par le souhait de concentrer les efforts opérationnels de la direction autour de deux axes : l'entretien de l'assainissement et des dépendances du réseau routier, ainsi que le service hivernal. Dans le cadre des renouvellements des véhicules, la prise en compte de l'obligation de décarbonation de la flotte, se traduira par l'acquisition de matériels qui répondront à une norme EURO 6 avec un impact environnemental plus faible.

Enfin, une attention sera portée à l'adéquation de l'évolution de la flotte aux modalités d'interventions.

L'enveloppe proposée en investissement est de 1 762 000 €.

E. ETUDES GENERALES : 360 000 €

Il s'agit de lancer et poursuivre des études nécessaires à fiabiliser des choix techniques, à valider l'opportunité et les conditions de poursuite de projets, à produire les supports réglementaires indispensables, mais aussi à préparer les grandes opérations de demain.

Elle permettra notamment de réaliser les études relatives à des opérations non programmées de confortement des glissements de terrains (topographie, géotechnique), de sécurisation des sections de route où une accidentologie particulière est mise en évidence (vérification de la géométrie).

Cette enveloppe apportera également le financement pour les études de surveillance des ouvrages d'art et de mise aux normes environnementales des ouvrages hydrauliques faisant obstacle à la migration de la faune piscicole.

Elle permettra de poursuivre les études et mesures nécessaires pour établir un diagnostic de l'état du réseau routier du Département, afin de permettre de préciser les orientations utiles en termes de nature et de programmation des travaux de renouvellement de chaussée.

La réalisation d'un nouveau schéma directeur de signalisation directionnelle et touristique est également prévue dans cette enveloppe, pour remplacer l'actuel qui date de 1992 et qui est devenu obsolète du fait de l'évolution du réseau routier (nouvelles RD, autoroutes A20/A89).

Enfin, elle permettra aussi de faire face aux études nécessaires pour répondre à des sollicitations relatives à notre réseau routier.

L'enveloppe proposée est de 360 000 € en investissement.

F. ENVIRONNEMENT ET EQUIPEMENT DE LA ROUTE : 270 000 €

Ce dispositif accompagne la création, rénovation et l'équipement d'aires d'accueil, de stationnement, de covoiturage ainsi que l'accessibilité de délaissés. Il permet également l'installation de dispositifs sécuritaires ou de signalisation.

L'enveloppe proposée en investissement est de 270 000 €, elle pourra s'adapter aux attentes.

G. LES OUTILS DE ROUTES 4.0 : 120 000 €

L'émergence du numérique a transformé la relation du service public à l'usager. L'apparition de nouveaux besoins (information continue et en temps réel), de nouveaux usages (internet, réseaux sociaux), l'abolition des distances (mobilité virtuelle pour tous) créent l'obligation et l'opportunité de sans cesse adapter l'organisation et de faire évoluer les pratiques professionnelles et les métiers.

Le projet d'évolution dénommé "Routes 4.0" de la Direction des Routes et de son organisation a été mené avec l'ambition de la modernisation du service rendu aux bénéficiaires, usagers de la route, riverains, maires et acteurs économiques.
En s'appuyant sur un système d'information performant, la nouvelle organisation a été construite pour atteindre les objectifs suivants :

– La création d'un service aux usagers accessible et simplifié ;

– L'amélioration de la réactivité des interventions ;
– La simplification de l'organisation et la réduction des strates hiérarchiques, la modernisation du matériel, des techniques et des méthodes.

Dans le cadre de la modernisation du matériel, des techniques et des méthodes, la Direction des Routes propose de mettre en place des objets connectés de "bord de route", (système de surveillance vidéo, capteurs de chaussée, remontées d'alerte, …) pour aider aux prises de décision concernant l'exploitation routière et informer les usagers de toutes les informations utiles sur les conditions de circulation (chantiers, manifestations…) et la survenue des événements (intempéries, accidents graves…).

L'enveloppe 2025 proposée en investissement est de 120 000 €, elle pourra faire l'objet d'ajustements pour répondre aux attentes.

II - ROUTES 2030 : 6 091 000 €

Le projet de la déviation de Lubersac, d'un linéaire global de 4 km, est en phase de travaux généraux qui ont débuté au printemps 2024 et devraient se terminer à la fin du printemps 2025. Ce projet est estimé à 13,44 M€ TTC (valeur à janvier 2025), dont 5,21 M€ seront financés en 2025.

En parallèle, le programme Routes 2030 comprend également d'autres grands projets à l'étude :

– Le projet de la déviation de la RD901 (contournement de Varetz), situé sur les communes d'Allassac, Varetz et Saint-Viance, qui permettra de compléter la liaison Brive-Objat, a fait l'objet en 2023 d'une étude comparative de tracés, dont le dossier a été soumis à la concertation publique en début d'année 2024. Le choix du tracé retenu a été validé et l'ensemble des études environnementales, réglementaires et techniques relancées deuxième semestre 2024 sur le projet retenu, et seront poursuivies en 2025 avec la désignation d'un maître d'œuvre pour l'opération.
– Le projet du contournement de Meymac, d'un linéaire de 4 km a fait l'objet de concertations publiques pour le choix du tracé. Les études d'avant-projet ont été réalisées sur la base du tracé ainsi retenu et l'élaboration des dossiers réglementaires a été initiée. Le projet se poursuivra en 2025 avec la finalisation des études environnementales, réglementaires et techniques et la désignation d'un maître d'œuvre pour l'opération.

III - SECURISATION DU PATRIMOINE ET DES INFRASTRUCTURES : 850 000 €

Concernant cette action, plusieurs opérations pluriannuelles sont inscrites, il s'agit de :

– La continuité et le rétablissement écologique - ouvrages piscicoles avec une enveloppe de 450 000 €. Cela concerne la réhabilitation et la mise aux normes environnementales des ouvrages hydrauliques faisant obstacle à la migration de la faune piscicole.

– La surveillance, sécurité et confortement des falaises avec une enveloppe de 400 000 €.

IV - OPERATION COMPLEMENTAIRE ROUTES SECONDAIRES : 5 000 000 €

Cette action complémentaire aux travaux de modernisation du patrimoine est spécialement dédiée au réseau des routes secondaires. Elle a été engagée dès 2023 et se poursuit en 2025.
Elle permettra également de calibrer et d'améliorer des sections de réseau routier en adéquation avec l'évolution des trafics constatés, dus aux modifications d'itinéraires des automobilistes.

Cet effort d'investissement permettra la réalisation de réparations et de confortements des chaussées impactées par des mouvements de terrain et d'améliorer considérablement l'état du patrimoine de ce type de réseau (ouvrages d'art et hydrauliques, couche de roulement, ...).
16 opérations comprenant 7 glissements de terrain, 4 chantiers d'ouvrages d'art et 5 de restructuration de chaussées pour un linéaire de 3,25 km.

V - OPERATIONS PATRIMONIALES ET INFRASTRUCTURES : 3 047 000 €

– VIADUC DES ROCHERS NOIRS : 1 797 000 €

L'année 2024 a vu l'achèvement des travaux de réhabilitation de l'ouvrage, avec une ouverture au public lors des Journées du Patrimoine des 21 et 22 septembre 2024. Cette opération se poursuit en 2025 avec la mise en place des opérations de valorisation territoriale, d'aménagement des abords et du tunnel qui permettront une ouverture globale au public à la fin du printemps 2025.
L'enveloppe proposée en investissement est de 1 797 000 €, dont 997 000 € concernent l'achèvement des travaux de réhabilitation de 2024 et 800 000 € pour la l'aménagement et la mise en valeur du site.

– LES VOIES VERTES PALES : 1 050 000 €

Le Département souhaite répondre aux besoins des Corréziens en termes de développement des mobilités durables.

Ainsi, pour répondre aux nouvelles demandes inhérentes aux mobilités douces (mobilités du quotidien, liaisons douces touristiques, connexions bassin emploi/services) les itinéraires Voies Vertes pales seront aménagés sur l'ensemble du territoire.

L'enveloppe initiale proposée en investissement est de 1 050 000 €, elle pourra faire l'objet d'ajustements pour répondre aux attentes.

– AMENAGEMENT LOI LITTORAL CONFOLENT PORT DIEU : 200 000 €

Le Département va être propriétaire de parcelles sur la commune de Confolent-Port-Dieu, en bordure des berges du barrage de Bort les orgues.

Afin de répondre aux exigences de la loi littorale et de préserver la biodiversité du site, des aménagements de mise en conformité vont être engagés en 2025. Ils seront accompagnés de travaux de mise en valeur du patrimoine et de préservation de ce site historique.

Pour cela une enveloppe de 200 000 € est proposée en investissement.

VI – FONCTIONNEMENT : ENTRETIEN DU RESEAU ET MOYENS DES SERVICES

A. ENTRETIEN DU PATRIMOINE ROUTIER : 2 952 300 €

Il s'agit des opérations continues de maintenance du patrimoine routier pour assurer sa viabilité au quotidien, mais aussi des services particuliers lors d'événements climatiques, d'incidents et d'accidents.

Dans le cadre de notre politique d'entretien courant de la route et de ses dépendances, nous assurons par l'intermédiaire de notre régie :

– La réparation de chaussées (purges) et d'ouvrages ;
– Le renouvellement et le renforcement de la signalisation horizontale et verticale (police, directionnelle, touristique) ;
– La mise en place de dispositifs de sécurité (glissières) et la mise en conformité des systèmes de protection ;
– Le fauchage et le débroussaillage des accotements et dépendances ;
– L'entretien des talus, l'élagage de nos plantations ;
– La collecte des eaux pluviales avec l'entretien des fossés et la rénovation des ouvrages de collecte ;
– La surveillance permanente du patrimoine avec des moyens mobilisables pour des actions curatives ou préventives ;
– L'entretien des espaces verts ;
– Les prestations d'entretien de fauchage-débroussaillage ;
– Les prestations des chaussées (techniques spécifiques, pontage, hydro régénération, bordurage) ;
– Les dépenses occasionnées pour les dégâts au domaine public routier causés par des tiers, compensées majoritairement par les remboursements des particuliers responsables ou de leurs compagnies d'assurances ;
– L'ensemble des fournitures et dépenses de fonctionnement diverses des services.

L'enveloppe consacrée à la viabilité en fonctionnement est de 2 952 300 €. Elle permet d'assurer une continuité de service grâce à des actions :

- Les fournitures chaussées ;
- Les fournitures signalisation horizontale ;
- Les fournitures signalisation verticale ;
- Les fournitures dispositifs de sécurité ;
- Les prestations d'entretien de voirie ;
- Les locations de matériels ;
- L'entretien des espaces verts ;
  Les prestations d'entretien de fauchage-débroussaillage ;
- Les prestations des chaussées (techniques spécifiques, pontage, hydro régénération, bordurage) ;
- Les dépenses occasionnées pour les dégâts au domaine public routier causés par des tiers, compensées majoritairement par les remboursements des particuliers responsables ou de leurs compagnies d'assurances ;
- Les dépenses centralisées (ramassage déchets, EDF, eau, etc…) ;
- Les publications des marchés.

A souligner, qu'une écriture en recette d'ordre sera réalisée en fin d'année pour constater les dépenses en fonctionnement des travaux en régie (émulsion, peinture) et les réaffecter en investissement.

B. MOYENS GENERAUX ROUTES : 2 460 000 €

Ce poste sert aux dépenses de gestion, de maintenance et réparation de la flotte de véhicules, d'engins et matériels.

L'enveloppe proposée au budget primitif 2025 est de 2 460 000 € en fonctionnement et comprend les achats suivants de :

- Carburants ;
- Pièces détachées et d'outillage ;
- Prestations ;
- Vêtements de travail.

C. GESTION DES STOCKS : 791 518 €

Ce montant correspond aux mouvements de stocks.

D. SERVICE HIVERNAL : 340 000 €

Pour accompagner le déplacement des usagers en période hivernale, notre collectivité mobilise 55 unités d'interventions (chasse neige + saleuse) dont 3 unités privées et près de 300 agents qui assurent un service de proximité sur l'ensemble du territoire Corrézien.

Depuis l'hiver 2020, l'évolution d'organisation, avec notamment la conduite sans accompagnateur, a permis d'optimiser les temps d'intervention, d'améliorer le service opérationnel aux usagers et les temps de repos des agents. Des échanges avec les élus locaux, à chaque sortie d'hiver, permettent ainsi d'optimiser les circuits de salage et de

déneigement sur le département.

L'enveloppe proposée au budget primitif 2025 est de 340 000 € en fonctionnement. Elle couvre principalement les fournitures de sel et de pouzzolane et l'intervention des unités privées. Elle pourra faire l'objet d'un ajustement budgétaire dans le courant de l'année en fonction des évènements climatiques.

E. MOYENS DE FONCTIONNEMENT : 90 000 €

Cette enveloppe de 90 000 € permet de répondre aux besoins de maintenance des locaux et du petit matériel des agents de la régie.

F. VOIRIE ASSUJETTIE TVA : 90 000 €

Cette enveloppe de 90 000 € permet de répondre aux besoins de négoce à destination d'autres collectivités. En 2024, 258 ventes ont été réalisées au bénéfice de 103 tiers ou collectivités.

G. ENTRETIEN DE LA VOIRIE – Recettes Fonctionnement : 1 620 000 €

L'ensemble des recettes en Fonctionnement intègrent :

- 650 000 € pour l'occupation du domaine public par des particuliers et concessionnaires de réseaux et les remboursements de dégâts au domaine public routier occasionnés par des tiers responsables identifiés ;
- 100 000 € pour les remboursements d'assurance à la suite de sinistres sur véhicules et engins, négoce magasin, prestations du laboratoire routier auprès d'entreprises ou d'autres collectivités, par le biais de conventions ;
- 800 000 € pour les mouvements de stocks.
- 70 000 € pour la revente de matériels.

H. AMENAGEMENTS DE SECURITE - Recettes Investissement : 780 000 €

Provenant du reversement des amendes perçues dans le cadre du système de Contrôle Sanctions Automatisé, cette recette estimée à 780 000 € est mobilisée pour l'amélioration d'aménagements et/ou d'équipements de sécurité routière.

I. SUBVENTION VIADUC DES ROCHERS NOIRS - Recettes Investissement : 400 000 €

Provenant des différents partenaires financiers accompagnant le Département dans la réhabilitation de ce patrimoine historique.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositifs, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	CA 2024	BP 2025
Service hivernal	176 448 €	340 000 €
Entretien du patrimoine routier	2 456 053 €	2 952 300 €
Moyens de fonctionnement	86 485 €	90 000 €
Maintenance Matériels (non assujetti)	2 223 563 €	2 460 000 €
Vêtements de travail	146 669 €	140 000 €
Etudes Générales		
Voirie assujetti TVA	43 197 €	90 000 €
Gestion des stocks maintenance et matériels - Stock initial : DFR	839 032 €	791 518 €
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**5 971 447 €**	**6 863 818 €**
Entretien du patrimoine routier	708 501 €	650 000 €
Voirie assujetti TVA	124 967 €	100 000 €
Régularisation foncières		
Maintenance Matériels (non assujetti)	191 920 €	70 000 €
Gestion des stocks maintenance et matériels - Stock final : RFR	791 518 €	800 000 €
Total RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 816 906 €**	**1 620 000 €**

Aménagements en traverse de bourg		1 882 951 €	1 500 000 €
Modernisation du patrimoine routier	*Réseau structurant et de liaison*	*4 330 217 €*	*5 200 000 €*
	Réseau de dessertes principales et secondaires	*2 942 749 €*	*4 000 000 €*
	Aménagements routiers	*823 291 €*	*1 100 000 €*
	Préparation de chaussées	*410 742 €*	*300 000 €*
	Ouvrages d'art	*2 855 963 €*	*1 650 000 €*
	Dégâts divers	*811 016 €*	*300 000 €*
	Total	12 173 978 €	12 550 000 €
Aménagements de sécurité et élagage		829 081 €	950 000 €
Environnement et Equipement de la route		90 826 €	270 000 €
Opérations patrimoniales et infrastructures	Viaduc des Rochers Noirs	3 322 706 €	1 797 000 €
	Voies Vertes Pâles	158 251 €	1 050 000 €
	Loi littoral - Confolent Port Dieu		200 000 €
Etudes générales routières		488 198 €	360 000 €
Grandes Opérations Routières - Routes 2030		*7 113 174 €*	11 941 000 €
Maintenance - Matériel et vêtements		1 569 405 €	1 762 000 €
Outils Routes 4.0		100 051 €	120 000 €
Virement section - Travaux en Régie investissement			
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**32 501 078 €**	**32 500 000 €**
Aménagement de sécurité		*778 842 €*	*780 000 €*
Avances marchés		65 682 €	
Subvention Viaduc des Rochers noirs		3 204 959 €	400 000 €
Régularisation foncières/Etudes générales			
Total RECETTES D'INVESTISSEMENT		**4 049 483 €**	**1 180 000 €**

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	6 863 818 €	1 620 000 €
INVESTISSEMENT	32 500 000 €	1 180 000 €
TOTAL	**39 363 818 €**	**2 800 000 €**

Pour mémoire au titre de 2025, les engagements au titre des politiques qui viennent de vous être exposés dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES
P020E02 - AMENAGEMENTS DE SECURITE 2021/D
P022E01 - AMENAGEMENTS DE BOURGS ET TRAVERSES 2021/D
P023E02 - AMENAGEMENTS ROUTIERS (hors grandes opérations) 2021/D
P087E01 - ETUDES GENERALES/D
P097E01 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2025/D
P107E01 - ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2018.2021/D
P107E04 - DEGATS DIVERS 2021/D
P107E01 - DEGATS DIVERS 2020/D
P107E06 - PREPARATION DE CHAUSSEE 2021/D
P107E02 - SIGNA. VERTICALE ET DISPOSITIFS DE SECURITEE 2020-2023/D
P116E03 - ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2018.2021/D
P116E04 - MAINTENANCE ET MATERIEL 2018.2021/D
P116E05 - MOYENS DE FONCTIONNEMENT 2018.2021/D
P116E06 - ROUTES - ASSUJETTI TVA 2018.2021/D
P116E01 - VETEMENTS DE TRAVAIL - ROUTES 2021-2023/D
P116E02 - MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE 2020.2021/D
P121E02 - OUVRAGES D'ARTS 2021/D
P121E03 - VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2020-2022/D
P139E03 - RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES 2021/D
P140E02 - RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON 2021/D
P156E01 - ELAGAGE 2020-2023/D
P178E01 - DENEIGEMENT DE LA VOIRIE 2018-2021/D
P095E01 - GESTION DES STOCKS (FONCTIONNEMENT)/D
P095E03 - GESTION DES STOCKS (INVESTISSEMENT)/D
RECETTES
P020E03- REC2020 - AMENAGEMENTS DE SECURITE SUR RECETTES CSA 2019/R
P020E04- REC2020 - AMENAGEMENTS DE SECURITE SUR RECETTES CSA 2020/R
P087E02 - ANNULATION SUR EXERCICES ANTERIEURS/R
P097E03 - ANNULATION MANDATS D'INVESTISSEMENT/R
P097E02 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2021/R
P107E08 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018-2021/R
P116E07 - RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2018-2021/R
P116E08 - REC-RECETTES MAINTENANCE ET MATERIEL 2018-2021/R
P121E04 - RECETTES INVESTISSEMENTS/R
P121E05 - SUBVENTION VIADUC DES ROCHERS NOIRS 2021/R
P140E03 - GRANDES OPERATIONS ROUTIERES 2009-2021/R
P095E02 - GESTION DES STOCKS (FONCTIONNEMENT)/R
P095E04 - GESTION DES STOCKS (INVESTISSEMENT)/R

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/301

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

ROUTES ET INFRASTRUCTURES - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/301 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Marie TAGUET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiement suivants, au titre de la politique sectorielle Réseaux et Infrastructures - dotation 2025 :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédit de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	6 863 818 €	1 620 000 €
INVESTISSEMENT	32 500 000 €	1 180 000 €
TOTAL	39 363 818 €	2 800 000 €

Article 2 : sont modifiées et augmentées, au titre de 2025, les Autorisations de Programme (AP) selon les caractéristiques suivantes :

AMENAGEMENTS DE BOURG ET TRAVERSES 2021-25/D Enveloppe : P022E01

Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 10 600 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

RESEAUX STRUCTURANTS ET DE LIAISON
Enveloppe : P140E02
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 33 000 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

RESEAUX DE DESSERTES PRINCIPALES ET SECONDAIRES
Enveloppe : P139E03
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 33 000 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

PREPARATION DE CHAUSSEES
Enveloppe : P107E06
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 2 730 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

DEGATS DIVERS
Enveloppe : P107E04
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 2 300 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

OUVRAGES D'ARTS
Enveloppe : P121E02
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 15 400 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

ETUDES GENERALES
Enveloppe : P087E01
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 1 900 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

MATERIEL ROULANT ET OUTILLAGE
Enveloppe : P116E02
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 10 268 000 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

GRANDES OPERATIONS ROUTIERES
Enveloppe : P097E01
Catégorie : Pluriannuelle
Nouveau montant : 51 570 351,76 €
Durée d'affectation : 6 ans (2022-2027)

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.43
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.43.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.43
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.46
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.43.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15941-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2025.04.11/302

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Les priorités du Département pour la gestion de son patrimoine immobilier reposent sur 5 axes principaux :

- Accompagner le programme "Corrèze - Bien Vivre au collège",
- Améliorer l'accueil du public,
- Améliorer les conditions de travail et la sécurité des agents de la collectivité,
- Renforcer la sobriété et l'efficacité énergétique,
- Favoriser le recours aux énergies renouvelables dans le cadre de Corrèze Transition Energétique.

Il s'agit d'enjeux essentiels avec des investissements importants sur l'ensemble du patrimoine bâtimentaire composé de 300 bâtiments et 250 000 m².

- **<u>L'ENJEU ENERGETIQUE TOUJOURS PRÉSENT</u> :**

En 2 ans la facture d'électricité a augmenté de + de 44 % (de 1,2 millions d'euros à 1,7 millions d'euros), malgré une baisse des consommations de 8 % pour l'ensemble de la collectivité. En 2025 les prix semblent se stabiliser, mais les incertitudes géopolitiques ne nous mettent pas à l'abri d'une nouvelle crise dans les années à venir. Il convient donc de continuer la politique volontariste engagée.

Le Département a produit en 2024 ses premiers électrons sur les sites de Marbot, Sarran et Ussel. Depuis mars 2025 ce sont les sites des Archives, de Ramon et du collège de Beynat qui sont en fonction pour une capacité totale de 110 kWc. Plusieurs sites ont été identifiés pour leurs potentiels lors des études, ils seront mis en

travaux cette année pour une mise en production durant l'année 2026.

- **UN PROGRAMME « CORREZE - BIEN VIVRE AU COLLEGE » :**

Pour l'année 2025, un plan de modernisation et de réhabilitation prévoit une dotation de 8,6 millions d'euros.

De nouveaux travaux seront menés sur la performance énergétique, la qualité des équipements et les lieux d'enseignement. Par ailleurs, un accent fort portera sur la mise en accessibilité lors des rénovations importantes.

Fin 2024 ces rénovations ont débuté à Treignac, et au collège Victor Hugo de Tulle. Parallèlement, les travaux de réhabilitation totale d'Argentat continuent. Ces grandes opérations permettront une rénovation complète de ces sites. En 2025, le site de Rollinat débutera lui aussi sa modernisation. Des études préparatoires sont en cours sur les sites de Merlines, Uzerche et Jean-Moulin à Brive pour une mise en chantier début 2026.

- **EN 2025, 5 TYPOLOGIES DE TRAVAUX SERONT DONC MISES EN ŒUVRE SUR TOUS NOS BATIMENTS :**

  – La modernisation du patrimoine : avec des programmes d'extension et de rénovation entraînant des travaux de clos et de couverts, de second œuvre.
  – La sobriété énergétique : avec un bouquet de travaux sur l'isolation, l'efficacité des équipements, la production de chaleur, la régulation et la supervision.
  – La sécurisation des bâtiments : avec des interventions pour garantir les accès et protections des utilisateurs dans le cadre de la réglementation des établissements recevant du public.
  – L'amélioration de la qualité environnementale et donc la santé des occupants : avec des travaux pour traiter la légionnelle, le radon et l'amiante tout en prenant en compte le réchauffement climatique par des programmes de végétalisation.
  – L'accessibilité : afin de s'inscrire dans l'accueil pour tous et respecter la conformité des établissements recevant du public.

Une attention toute particulière sera portée sur la télégestion, le remplacement de fenêtres et terminer l'installation des éclairages LED pour optimiser les consommations énergétiques.

Toutes ces ambitions se traduisent par des efforts d'investissement exceptionnels sur le patrimoine du Département avec un Budget Primitif 2025 de 11,5 M€ sur les bâtiments.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces objectifs 2025, je vous propose d'affecter :

➔ 16 123 830 € de crédits de paiement pour les Bâtiments : dont 11,5 M€ au titre de l'Investissement et 4 623 830 M€ au titre du Fonctionnement ;

➔ 2 480 850 € de crédits de paiement pour la Direction des Affaires Générales et des Assemblées : dont 91 500 € au titre de l'Investissement et 2 387 350 € au titre du fonctionnement.

I - REDUIRE LES DEPENSES D'ENERGIE ET MODERNISER NOS BÂTIMENTS : 10 450 000 €

A - COLLEGES PUBLICS - PLAN "BIEN VIVRE AU COLLEGE" : 8 569 808 €

- Sobriété énergétique dans les collèges : 605 000 €

  - Travaux d'isolation et d'étanchéité.
  - Changement des menuiseries extérieures au collège Voltaire à Ussel.

- Modernisation accessibilité et sécurisation des collèges : 7 564 808 €

Les opérations les plus significatives sont :
- La rénovation complète du collège d'Argentat.
- La modernisation des collèges Rollinat à Brive, Victor Hugo à Tulle et Lakanal à Treignac.
- Les études pour la modernisation des collèges Gaulcem Faidit à Uzerche, René Perrot à Merlines et Jean-Moulin à Brive.

Les 3 autorisations de programmes précédemment votées sont proposées au vote pour une augmentation totale de 1 680 000 €.

- Investissements récurrents : 400 000 €

- 140 000 € de crédits de paiement sont nécessaires pour les équipements de cuisine en 2025 sur l'Autorisation de Programme votée en 2024.

- 10 000 € de crédits de paiement sont consacrés en 2025 à la poursuite de divers diagnostics réglementaires (radon…). Ces crédits s'inscrivent dans une Autorisation de Programme votée en 2021.

- 50 000 € sont nécessaires au titre des Enveloppes Pluriannuelles d'Investissement afin d'accompagner les collégiens dans les réflexions liées à la végétalisation des cours de collèges.

- 200 000 €, au titre des Enveloppes Pluriannuelles d'Investissement, permettront de répondre aux besoins urgents, divers et imprévus non programmables.

B – AUTRES BATIMENTS : 1 880 192 €

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS ET DE PROXIMITÉ : 509 000 €

- 50 000 € pour la mise en place de caméras sur des sites pour le Centre de Supervision Départemental.
- 167 000 € de modernisation, sécurisation des sites de l'Hôtel du Département « Marbot ».
- Des opérations liées à l'ouverture des Maisons du Département.

Les Autorisations de Programmes seront augmentées de 50 000 € au total, ces augmentations sont proposées au vote.

BÂTIMENTS TECHNIQUES : 160 000 €

Des crédits de paiement qui permettront principalement la modernisation du Centre d'Entretien Routier Bâtiments Fibre d'Ussel pour un montant de 80 000 € et 80 000 € pour les travaux divers et urgents.

BÂTIMENTS SOCIAUX : 507 192 €

- Dont 150 000 € pour la mise en place de caméras sur l'ensemble des sites pour le Centre de Supervision Départemental.
- Une étude pour la mise en accessibilité de l'ensemble des sites est en cours. Les travaux auront lieu en 2026.
- Des opérations liées à l'ouverture de Maisons de Solidarité.

Une somme de 30 000 € est comprise dans cette enveloppe pour des travaux divers et urgents.

SITES CULTURELS, SPORTIFS ET CENTRES DE VACANCES : 457 000 €

- 280 000 € pour la poursuite des travaux d'étanchéité au Musée du Président Jacques Chirac de Sarran, la réfection de la façade, le nettoyage des abords, l'électricité de la terrasse.

Une somme de 125 000 € est destinée à couvrir les travaux divers et urgents, tous sites confondus.
L'autorisation de programme, précédemment votée, est augmentée de 120 000 €. Cette augmentation est proposée au vote.

GENDARMERIES : 247 000 €

Cette somme permettra de couvrir les prestations relatives à la rénovation des chaufferies, les travaux de sécurisation, d'amélioration et des travaux divers et urgents.

II - DEVELOPPER LA PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES : 1 050 000 €

Nous profitons de la modernisation des collèges pour les équiper de moyens de production d'énergie en autoconsommation à Rollinat et Jean Moulin à Brive, Victor Hugo à Tulle, Uzerche et Merlines.

A noter, que le potentiel de photovoltaïque des collèges d'Allassac, de Larche, Ussel, Jean Lurçat à Brive permet d'envisager d'autres installations pour lesquelles les études sont en cours.

Le détail du vote des Autorisations de Programme figure en annexe de ce rapport.

III - LE PRIX DE L'ENERGIE - UN IMPACT FORT DANS NOS DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 4 623 830 €

Les fortes augmentations des coûts de l'énergie subies depuis ces dernières années engendrent des fortes dépenses de fonctionnement pour les bâtiments départementaux. Nos moyens de production viendront réduire cette hausse continue.

Une enveloppe de 4 623 830 € permet une répartition des crédits de paiement comme suit :

A – COLLEGES PUBLICS : 235 000 €

Cette enveloppe de crédits de paiement permet de couvrir les dépenses liées aux :

- Prestations réalisées en Régie pour un montant de 120 000 €.
- Charges d'entretien et maintenance des cuisines pour un montant de 50 000 €.
- Travaux divers et urgents de fonctionnement externalisés pour un montant de 65 000 €.

B – AUTRES BATIMENTS : 4 388 830 €

Pour l'ensemble des bâtiments départementaux, ce programme englobe toutes les charges d'entretien, d'achat d'énergie, loyers, taxes et impôts divers.

Les principales charges récurrentes sont les frais de gardiennage, de nettoyage, de maintenance multi technique, portes et portails, ascenseurs, assainissement, espaces verts, ainsi que les contrôles réglementaires obligatoires.

La grande majorité des prestations d'exploitation et de maintenance fait l'objet de marchés ou d'accords-cadres, afin d'optimiser au maximum les coûts des différentes interventions.

BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS ET DE PROXIMITÉ : 1 230 000 €
Les crédits de paiement sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses d'exploitation de 16 sites.

BÂTIMENTS SOCIAUX : 690 000 €
Les crédits de paiement sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses d'exploitation de 27 sites.

BÂTIMENTS TECHNIQUES : 520 000 €
Les crédits de paiement sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses d'exploitation de 26 sites.

BÂTIMENTS TOURISTIQUES : 27 500 €
Les crédits de paiement sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses d'exploitation de 2 sites.

SITES CULTURELS ET SPORTIFS : 856 330 €
Les crédits de paiement sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses d'exploitation de 8 sites.

GENDARMERIES : 1 065 000 €
Ces crédits de paiement sont nécessaires pour couvrir l'ensemble des dépenses liées essentiellement au règlement des loyers financiers ainsi qu'aux réparations à la charge du propriétaire.

Le détail des modifications des Autorisations d'engagement, qui figure en annexe, est proposé au vote.

Pour conclure sur la section Fonctionnement, une enveloppe de 1 399 300 € est également inscrite au titre des recettes générées par les loyers du patrimoine départemental. Ce montant concerne principalement les Gendarmeries pour 1 000 000 € et l'Espace 1 000 Sources pour 165 500 €.

C – AFFAIRES GENERALES ET ASSEMBLEES

1 - LES ASSURANCES :

Les crédits de paiement affectés aux assurances couvrent les primes annuelles des différents contrats d'assurance souscrits par la Collectivité, à savoir : Responsabilité Civile, Dommages aux Biens, Tous Risques Expositions, Flotte Automobile, Protection Juridique des agents et des élus et Risques Statutaires.

Concernant le contrat Responsabilité civile, ils couvrent également :

- pour les sinistres dont le montant est inférieur au montant de la franchise prévue au contrat (300 € dans la plupart des cas) : l'indemnisation des dommages engageant la responsabilité du Département (paiement à la victime ou remboursement à l'assureur) ;

- pour les sinistres supérieurs au montant de la franchise : le paiement du montant de la franchise (paiement à la victime ou remboursement à l'assureur).

Les crédits de paiement affectés aux assurances couvrent enfin les honoraires versés au cabinet de conseil en assurances lequel a pour mission de répondre à nos diverses sollicitations concernant les garanties de nos contrats, de contrôler les appels de prime et éventuels avenants et de nous assister en cas de litige avec nos assureurs.

Au titre de l'année 2025, les crédits de paiement que je vous propose d'affecter aux assurances s'élèvent à 1 191 900 €, soit une hausse d'environ 54 % par rapport au BP 2024.

Cette augmentation très importante est la résultante de la remise en concurrence de l'ensemble de nos contrats d'assurances opérée courant 2024 pour une prise d'effet des nouveaux contrats au 1er janvier 2025. Le contexte national tendu du marché de l'assurance des collectivités territoriales nous a conduit, pour conserver notre couverture d'assurance, à devoir accepter des montants de primes plus élevés sur les risques essentiels (Dommages aux Biens, Responsabilité Civile, Flotte Automobile) et des niveaux de garanties moindres et/ou des franchises plus élevées pour pouvoir être assurés.

2 - LES AFFAIRES FONCIÈRES :

a) Dépenses de fonctionnement :

Conformément aux dispositions du Code Rural et de la Pêche Maritime, il incombe au Département d'assister administrativement les Communes qui souhaitent mettre en place sur leur territoire une règlementation particulière des boisements. Dans ce cadre, le Département supporte également les frais induits (indemnités dues au président de la commission communale d'aménagement foncier et au commissaire enquêteur ; frais d'enquête publique). Une procédure est en cours sur une Commune du territoire et deux

autres Communes nous ont d'ores et déjà sollicités. Aussi les crédits de paiement que je vous propose d'affecter à ce poste de dépense s'élèvent pour 2025 à 11 000 €.

b) Dépenses d'investissement :

Les crédits relatifs aux acquisitions à réaliser pour les grandes opérations routières (exemple : déviation de Lubersac, etc.) sont inscrits au budget de la direction des Routes qui procède ensuite au paiement des dépenses correspondantes.
Les crédits relatifs aux diverses demandes de régularisations foncières dont la Collectivité est saisie sont, quant à eux, inscrits au budget du service Affaires Foncières et Immobilières. Cette dépense est estimée à 20 000 € pour l'année 2025.

Les recettes de fonctionnement relatives aux affaires foncières sont estimées à 10 000 € et seront réajustées lors de la décision modificative

3 - Les Maisons du Département :

Le budget affecté aux Maisons du Département permet d'assumer les charges inhérentes aux dépenses d'investissement représentant un montant total de 1 500 € et d'afficher des recettes de fonctionnement d'un montant de 16 000 €.

Le budget investissement sera réparti entre, d'une part, le renouvellement de petits équipements sur les Maisons du Département existantes, et, d'autre part, l'achat de petits équipements pour les nouvelles MDD (destructeur de papier, pèses lettres…).

Les recettes de fonctionnement correspondent à une indemnité compensatoire pour une partie des charges liées au fonctionnement du Relais La Poste Services Plus situé dans la MDD de Mercœur et géré par notre agent. Cette indemnité est revue à la hausse tous les ans. Le montant exact est mentionné par courrier dans le courant du premier semestre.

4 - Les affaires générales et assemblées :

Le budget affecté aux affaires générales et assemblées permet d'assumer les charges inhérentes aux dépenses de fonctionnement et d'investissement représentant un montant total de 1 256 450 € et d'afficher des recettes de fonctionnement d'un montant de 37 500 €.

a) Dépenses de fonctionnement :

Un montant de crédits de paiement de 1 184 450 € est proposé pour 2025 afin de couvrir les dépenses courantes de la Collectivité telles que les dépenses de carburant, de location de véhicules, d'affranchissement de courrier, de fournitures alimentaires et administratives, d'abonnements et autres dépenses liées au fonctionnement.
Dans le but d'accroître le volume des commandes et, par conséquent, de réduire les

coûts d'achat de papier et de fournitures de bureau, un groupement de commandes avec les Collèges du département a été mis en place. Dans ce cadre, une nouvelle enveloppe de 235 000 € est inscrite au titre des dépenses relatives aux fournitures d'une durée de 4 ans 2025-2029.

b) Dépenses d'investissement

Il est demandé l'affectation d'un montant de 70 000 € en investissement pour 2025 afin d'assumer les acquisitions au titre de matériels et de la flotte automobile pour le site de l'Hôtel du Département "Marbot ».

c) Recettes de fonctionnement

Les recettes des affaires générales et assemblées d'un montant de 37 500 € portent sur les remboursements de frais d'affranchissement et des frais de location de véhicules à Corrèze Ingénierie.

Le budget 2025 proposé dans le cadre des affaires générales et des assemblées s'élèvent donc à :

- 2 387 350 en dépenses de fonctionnement,
- 91500 en dépenses investissement,
- et 63 500 € en recettes de fonctionnement.

IV - SYNTHESE FINANCIERE

- **BATIMENTS :**

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Bâtiments selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	5 269 700 €	4 320 559 €	4 623 830 €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 295 000 €	1 703 799 €	1 399 300 €
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	11 000 000 €	11 518 590 €	11 500 000 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	250 000 €	374 096 €	229 360 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	4 623 830 €	1 399 300 €
INVESTISSEMENT	11 500 000 €	229 360 €
TOTAL	16 123 830 €	1 628 660 €

Pour mémoire au titre de 2025 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront affectés sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ Les EPF sont les suivantes :

P038E13 BATIMENTS ADMINISTRATIFS - FONCTIONNEMENT / 2025 D
P040E14 BATIMENTS TECHNIQUES - FONCTIONNEMENT / 24-25 D
P041E21 TOURISME - FONCTIONNEMENT - 2025 /D
P047E21 TRAVAUX EN REGIE 2025 / D
P047E22 TRAVAUX URGENTS ET DIVERS DE FONCTIONNEMENT / 2025 D
P094E04 GENDARMERIES - FONCTIONNEMENT / 2024-2025 D
P159E26 MUSEES - FONCTIONNEMENT /PAS SEDIERES
P159E28 BDP - FONCTIONNEMENT / 2024-2025/D
P159E31 1000 SOURCES- FONCTIONNEMENT / 2024-2025 /D
P159E32 ARCHIVES FONCTIONNEMENT 2022-2025
P159E33 SEDIERES - FONCTIONNEMENT 2025 D

→ Les AE sont les suivantes :

P038E01 GARDIENNAGE 2022-2027
P038E02 MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027
P038E03 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE MARBOT 2022-2027
P038E04 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027
P038E05 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027
P038E06 EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES 2022-2028
P038E07 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027
P038E08 ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027
P038E09 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027
P038E10 NETTOYAGES DES LOCAUX 2022-2027
P039E09 MAINT DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES BAT SOCI / 2022-2027 D
P039E10 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS SOCIAL 2022 -2027/ D
P039E11 GARDIENNAGE SOCIAL / 2022-2027D
P039E12 NETTOYAGES DES LOCAUX BAT SOCIAUX / 2022-2027

P039E13 ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT SOCIAUX / 2022-2027 D

P039E14 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT SOCIAUX / 2022-2027 D

P039E15 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT SOC / 2022-2027 D

P039E16 EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES SOCIAUX / 2022-2028

P039E18 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS SOCIAUX /2022-2027 D

P040E09 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS TECHNIQUES / 2022-2027 D

P040E10 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D

P040E11 NETTOYAGES DES LOCAUX BAT TECHNIQUES / 2022-2027

P040E12 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT TECHNIQUES / 2022-2027 D

P040E13 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT TECH / 2022-2027 D

P041E12 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027

P041E15 MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027

P041E16 NETTOYAGE DES LOCAUX 2022-2027

P041E17 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027

P041E18 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027

P041E19 EXPLOITATION INSTALLATIONS THERMIQUES 2022-2028

P094E01 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027

P159E16 MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES 2022-2027

P159E17 VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS 2022-2027

P159E18 GARDIENNAGE 2022-2027

P159E19 NETTOYAGE DES LOCAUX 2022-2027

P159E20 ENTRETIEN DES ESPACES VERTS 2022-2027

P159E21 MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX 2022-2027

P159E23 CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES 2022-2027

P159E24 MAINTENANCE MULTITECHNIQUE 2022-2027

→ Les EPI sont les suivantes :

P038E17 INVESTISSEMENT BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS 2024

P038E18 INVESTISSEMENT LES MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 2024

P039E13 BATIMENTS ADMINISTRATIFS - FONCTIONNEMENT 2024

P039E17 INVESTISSEMENT BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS 2024

P039E18 INVESTISSEMENT LES MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 2024

P040E08 INVESTISSEMENT BÂTIMENTS TECHNIQUES 2024

P041E04 INVESTISSEMENT MAISON DU TOURISME 2024

P047E19 TRAVAUX URGENTS INVESTISSEMENT 2022-2026

P047E25 VEGETALISATION DES ESPACES 2024

P047E26 RACCORDEMENTS DES AUTOMATES SUR LE RESEAU INFORMATIQUE 2024

P094E02 INVESTISSEMENT DANS LES GENDARMERIES 2024

P159E13 INV. SUR LES SITES CULTURELS, SPORTIFS, TOURISTIQUES 2024

P159E14 INVESTISSEMENT DANS LES CENTRES DE VACANCES 2024

→ Les AP sont les suivantes :

P038E11 AMO ENERGIE AUDITS ENERGETIQUES TOUS SITES 2021-2023

P038E12 RENOVATION LED TOUS SITES 2021-2023

P038E20 RENOVATION DES LOCAUX 2021-2024

P040E04 MODERNISATION DES CERB 2021-2024

P041E01 QUALYSE 2018-2021

P047E01 RESTRUCTURATION ESPACE PEDAGOGIQUE ARSONVAL BRIVE 2017-2024

P047E02 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2019

P047E03 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2020

P047E04 COLLEGES - EQUIPEMENTS DE CUISINES 2021-2025

P047E05 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2021

P047E06 PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ALLASSAC 2020-2024

P047E07 PLAN DE RELANCE : COLLEGE D'ARGENTAT 2020-2026

P047E08 PLAN DE RELANCE : RENOVATION ENERGETIQUE 2020-2025

P047E09 DIAGNOSTICS REGLEMENTAIRES 2021-2024

P047E10 RENOVATION DES LOCAUX 2021-2024

P047E18 INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES PUBLICS 2022

P159E06 MODER SITE DES 1000 SOURCES PLAN DE RELANCE 2021-2024

P159E07 RENOVATION DES SANITAIRES ET ACCESSIBILITES 2021 - 2024

EN RECETTES :

→ Les EPF sont les suivantes :

P039E07 PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2025
P038E16 PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2025
P040E06 PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2025
P094E03 PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2025
P159E12 PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2025
P041E03 PRODUITS IMMOBILIERS ET ADMINISTRATIFS DIVERS 2025

→ Les EPI sont les suivantes :

P159E15 RECETTES INVESTISSEMENT SITES CULTURELS 2025
P038E19 DIVERSES RECETTES / 2022-2025
P047E29 COLLEGES PUBLIC - RECETTES INV

- **AFFAIRES GENERALES ET ASSEMBLEES** :

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement des Affaires Générales et des Assemblées selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
FLOTTE AUTOMOBILE	573 800	483 257,93	574 200
RESSOURCES DOCUMENTAIRES / ASSEMBLEES	54 000	52 150,51	58 750
COURRIER	258 000	261 641,45	281 500
MOYENS GENERAUX	24 000	15 128,70	24 000
FOURNITURES ALIMENTAIRES ET DIVERS	148 000	163 330,01	170 000
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	78 500	73 429,08	76 000
ASSURANCES	772 800	725 416,02	1 191 900
AFFAIRES FONCIERES	0	0,00	11 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 909 100	1 774 353,70	2 387 350
COURRIER	3 000	5 868,83	4 500
FLOTTE AUTOMOBILE	30 000	76 556,07	33 000
MAISONS DU DEPARTEMENT	14 508	16 020,00	16 000
ASSURANCES	5 000	25 030,13	0
AFFAIRES FONCIERES	0	27 251,25	10 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	52 508	150 726,28	63 500
MOYENS GENERAUX	20 000	19 255,31	20 000
FLOTTE AUTOMOBILE	1 050 000	511 241,30	50 000
MAISONS DU DEPARTEMENT	1 500	548,62	1 500
AFFAIRES FONCIERES	30 000	11 084,29	20 000
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 101 500	542 129,52	91 500

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 387 350	63 500
INVESTISSEMENT	91 500	Néant
TOTAL	2 478 850	63 500

Pour mémoire, au titre de 2025, les engagements de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

En DEPENSES :

Les EPF sont les suivantes :

P033E21 REGLEMENTATION BOISEMENT
P045E08 LOCATION VEHICULE
P045E15 CHARGES ANNUELLES DE VEHICULES
P074E02 COURRIER
P089E02 FOURNITURES ADMINISTRATIVES
P090E01 FOURNITURES ALIMENTAIRES
P090E03 ORIGINE CORREZE
P114E01 MOYENS GENERAUX
P142E01 RESSOURCES DOCUMENTAIRES
P142E03 ASSEMBLEES
P182E06 REGLEMENTATION BOISEMENT

Les AE sont les suivantes :

P033E01 RESPONSABILITE CIVILE 2020/2025
P033E05 PROTECTION JURIDIQUE 2021/2025
P033E06 RISQUES STATUTAIRES 2021/2025
P033E08 CONSEIL EN ASSURANCES 2023/2030
P033E09 DOMMAGES AUX BIENS ET/OU OBJETS PRECIEUX 20205/2029
P033E10 DOMMAGES AUX BIENS 2025/2029
P033E11 ASSURANCES JURIDIQUES 2025/2029
P033E12 RESPONSABILITE CIVILE 2025/2029
P033E13 ASSURANCES STATUTAIRES 2025/2029
P033E14 FLOTTE AUTOMOBILE 2025/2029
P045E03 CONTRAT D'ENTRETIEN 2023/2027

P045E14 FOURNITURE DE CARBURANT 2023/2026
P045E18 CONTRAT D'ENTRETIEN VL 2024/2031
P074E06 LOCATION MACHINE À AFFRANCHIR 2022/2026
P089E03 FOURNITURES ADMINISTRATIVES 2022/2026
P089E04 FOURNITURES ADMINISTRATIVE 2025/2029

Les EPI sont les suivantes :

P108E07 MDD ACHAT PETITS EQUIPEMENTS
P114E02 MOYENS GENERAUX
P182E01 REGULARISATIONS FONCIERES

L'AP est la suivante :

P045E17 ACHAT VEHICULES VL ELECTRIQUES ET THERMIQUES 2023-2027

En RECETTES :

Les EPF sont les suivantes :

P033E07 ASSURANCES
P045E10 FLOTTE AUTOMOBILE
P074E03 COURRIER
P108E05 INDEMNISATION MENSUELLE MDD
P142E02 RESSOURCES DOCUMENTAIRES
P182E02 VENTE TERRAINS
P182E03 RECETTES DIVERSES

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/302

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/302 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Jean-Marie TAGUET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est proposé l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2025, au titre de la politique sectorielle concernant les bâtiments départementaux et l'investissement dans les collèges publics, et les affaires générales et assemblées :

1 – BATIMENTS ET INVESTISSEMENTS DES COLLEGES PUBLICS :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	4 623 830 €	1 399 300 €
INVESTISSEMENT	11 500 000 €	229 360 €
TOTAL	16 123 830 €	1 628 660 €

Pour mémoire au titre de 2025 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront affectés sur les enveloppes suivantes :

Article 2 : est votée, au titre de l'année 2025 pour la Direction des Affaires Générales et des Assemblées, la création de l'Autorisation d'Engagement (AE) suivante :

DESIGNATION	: Fournitures administratives 2025/2029
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: 235 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans

Article 3 : est votée, au titre de l'année 2025 pour la Direction des Affaires Générales et des Assemblées, la modification d'Autorisations d'Engagement (AE) suivante :

DESIGNATION	: Fournitures administratives 2022/2026
Catégorie	: Pluriannuelle
Montant	: -124 000 €
Durée d'affectation	: 4 ans "

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
Section Investissement, Article Fonctionnel 900.020.
Section Investissement, Article Fonctionnel 908.843.
Section Fonctionnement, Article Fonctionnel 930.020.
Section Fonctionnement, Article Fonctionnel 930.031.

Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
Section Fonctionnement, Article Fonctionnel 930.020.
Section Fonctionnement, Article Fonctionnel 938.80.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.020
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.026
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932..201
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 932.221
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.312
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.313
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.314
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.315
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.324
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.325
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.326
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 933.338
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.411
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.414
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.420
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.4212

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.4214
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.428
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.633
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 937.78
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.80
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 938.843
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.020
- Section Investissement, Article fonctionnel 900.026
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.221
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.281
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.30
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.311
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.312
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.313
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.314
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.315
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.321
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.325
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.332
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.338
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.414
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.420
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.4238
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.80
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.843
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.275.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15939-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE)

ANNEXE

TYPE DE BÂTIMENTS	DESIGNATION	TYPE D' ENVELOPPE	CATEGORIE	Nouveau MONTANT	DUREE TOTALE D'AFFECTATION
MODIFICATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME					
BATIMENTS ADMINISTRATIF					
	RENOVATION VITRAGES LED TOUS SITES 2021 - 2025 / D	AP	PLURIANNUELLE	240 000 €	PAS DE MODIFICATION
	RENOVATION DES LOCAUX21-25 / D	AP	PLURIANNUELLE	560 000 €	6 ANS
SITES CULTURELS ET SPORTIFS					
	SOBRIETE ENERGIE ET OMBRIERES 2023-2024	AP	PLURIANNUELLE	850 000 €	PAS DE MODIFICATION
	ARCHIVES ETANCHEITE ET PHOTOVOLTAIQUE 23-25	AP	PLURIANNUELLE	320 000 €	PAS DE MODIFICATION
	RENOVATION FACADES ET CHENEAUX MUSEE JC 2023-2025 / D	AP	PLURIANNUELLE	420 000 €	PAS DE MODIFICATION
COLLEGES PUBLICS					
	TRX URGENTS INVESTISSEMENT 2023-2026 / D	AP	PLURIANNUELLE	1 320 000 €	5 ANS
	INVESTISSEMENT DANS LES COLLEGES 2024	AP	PLURIANNUELLE	2 050 000 €	6 ANS
	RENOVATION DE 3 COLLEGES- Treig- Rollinat-Hugo	AP	PLURIANNUELLE	6 600 000 €	PAS DE MODIFICATION
MODIFICATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS					
BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS					
	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	50 000 €	9 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT DES RESEAUX / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	55 000 €	9 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	2 070 000 €	9 ANS
	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES SUR BAT / 2022-2027D	AE	PLURIANNUELLE	112 000 €	9 ANS
	GARDIENNAGE / 2020-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	432 000 €	9 ANS
	MAINTENANCE DES ASCENSEURS ET MONTE CHARGES / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	260 000 €	9 ANS
BÂTIMENTS SOCIAUX					
	GARDIENNAGE SOCIAL / 2022-2027D	AE	PLURIANNUELLE	30 000 €	9 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT SOCIAUX / 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	1 350 000 €	9 ANS
	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT SOCIAUX / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	205 000 €	9 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT SOCIAUX / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	16 000 €	9 ANS
BÂTIMENTS TECHNIQUES					
	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BATS TECHNIQUES / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	600 000 €	9 ANS
	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS BAT TECH 2022-2027 / D	AE	PLURIANNUELLE	205 000 €	9 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT TECHNIQUES / 2022-2027	AE	PLURIANNUELLE	190 000 €	9 ANS
	CONTROLES REGLEMENTAIRES OBLIGATOIRES BAT TECH / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	115 000 €	9 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT TECHNIQUES / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	240 000 €	9 ANS
SITES CULTURELS ET SPORTIFS					
	VERIFICATION DES PORTES ET PORTAILS CULTUREL 2022-2027 / D	AE	PLURIANNUELLE	35 000 €	9 ANS
	GARDIENNAGE BAT CULTURELS / 2022-2027D	AE	PLURIANNUELLE	105 000 €	9 ANS
	NETTOYAGES DES LOCAUX BAT CULTURELS / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	670 000 €	9 ANS
	ENTRETIEN DES ESPACES VERTS BAT CULTURELS / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	705 000 €	9 ANS
	MAINTENANCE ET ASSAINISSEMENT BAT CULTURELS / 2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	11 000 €	9 ANS
	MAINTENANCE MULTITECHNIQUE DES BAT CULTURELS /2022-2027 D	AE	PLURIANNUELLE	1 143 000 €	9 ANS

CD.2025.04.11/303

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

L'accès aux connexions numériques de qualité est devenu une nécessité incontournable pour les acteurs économiques, les services publics et l'ensemble des citoyens. La connectivité, qu'elle soit via la fibre optique ou la téléphonie mobile, joue un rôle crucial dans le développement et l'attractivité des territoires. En Corrèze, le Conseil Départemental a pris des mesures ambitieuses pour garantir une connexion optimale, y compris dans les zones les plus rurales.

Le Conseil Départemental de la Corrèze s'est engagé depuis plusieurs années dans une démarche proactive pour déployer un réseau 100 % fibre en dehors des zones urbaines. Cet engagement vise non seulement à assurer l'équité territoriale, mais aussi à démontrer que les collectivités locales peuvent développer des modèles économiques viables. En parallèle, le programme New Deal Mobile, lancé en 2018, a permis d'accélérer la couverture mobile, visant à éliminer les zones blanches et à garantir une connectivité mobile pour tous les Corréziens.

En outre, le programme de décommissionnement du réseau cuivre, initié par l'opérateur ORANGE prévu pour se terminer en 2030, représente une étape importante dans la transition vers des infrastructures numériques modernes. En Corrèze, 10 communes sont déjà concernées par la fermeture du service depuis janvier 2025, et 52 autres suivront cette année pour une fermeture du réseau en janvier prochain. En alignant ses initiatives de déploiement de la fibre optique avec le programme de décommissionnement du cuivre, le Conseil Départemental assure une transition fluide et efficace pour les usagers. Cette stratégie cohérente permet de maximiser les investissements publics et de garantir que les infrastructures mises en place répondent aux besoins actuels et futurs des Corréziens.

Nouveau développement en 2024 favorisé par le 100 % fibre : le déploiement de la vidéoprotection avec le Syndicat Mixte Ouvert Corrèze – Centre de Supervision Départemental qui a déployé 200 caméras en 2024 pour 69 communes et qui poursuit

son développement en 2025.

Le présent rapport présente un état des lieux détaillé des initiatives et des progrès réalisés en matière d'infrastructures numériques en Corrèze. Il met en lumière les efforts déployés pour renforcer la sécurité publique grâce à la mise en place du Centre de Supervision Départemental, aux avancées dans le déploiement de la fibre optique et de la téléphonie mobile, ainsi que les perspectives pour un territoire intelligent et durable. En investissant dans ces infrastructures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'assure que le département reste compétitif et attractif, tout en répondant aux besoins croissants de ses habitants et de ses entreprises.

Pour 2025, 2 axes structurent l'action politique du Département :

- Renforcer la sécurité de proximité avec les travaux initiés par le Syndicat Mixte Ouvert "CORREZE - Centre de Supervision Départemental" ;
- L'accès et la qualité du réseau fibre optique et de téléphonie mobile.

I - CORREZE - CENTRE DE SUPERVISION DEPARTEMENTAL (CCSD)

Le Centre de Supervision Départemental de la Corrèze a été créé le 1er janvier 2024 pour répondre aux enjeux de sécurité et de sécurisation de l'espace public et des bâtiments publics. Ce centre mutualise les dispositifs de vidéoprotection au bénéfice de toutes les communes corréziennes, quelle que soit leur taille, et avec le support du Conseil Départemental pour les accompagner techniquement et financièrement pour s'équiper en caméras.

Le CCSD offre des services essentiels pour la sécurité et la gestion des infrastructures :

- Une vidéoprotection mutualisée : le centre mutualise les dispositifs de vidéoprotection, permettant aux communes de bénéficier d'un système de surveillance efficace.
- Une gestion des images : le centre gère toutes les demandes d'accès aux images de vidéoprotection, assurant ainsi une gestion centralisée et sécurisée des flux et des images.
- Un support technique et juridique : le CCSD fournit un support technique pour la gestion des systèmes de vidéoprotection et assure les relations avec les forces de l'ordre pour l'accès aux images.

Actuellement, 69 communes et le Conseil Départemental adhérent au Syndicat.
200 caméras sont supervisées par le CCSD et l'ensemble des images sont stockées au sein de la structure permettant un accès 24h/24 aux ressources pendant 30 jours conformément à la législation.

Après une année 2024 centrée sur l'intégration des caméras existantes des communes adhérentes et de la sécurisation des collèges de la Corrèze, 2025 permettra au Syndicat le déploiement de nouvelles caméras :

- Pour les communes, 28 d'entre elles ont déjà délibéré (13 en attente) sur des projets étudiés par la Cellule THD.
- Pour le Département, la volonté est de sécuriser l'ensemble des bâtiments départementaux accueillant les missions de solidarité (MSD, MDPH, CDEF…).

Ce sont donc 400 caméras supplémentaires identifiées qui pourraient être déployées sur 2025.

Pour superviser avec efficience, l'Intelligence Artificielle sera active au niveau des caméras en intégrant des scénarii d'alertes mais aussi, pour faciliter les recherches dans le cadre de réquisitions par les forces de l'ordre.

A. FONCTIONNEMENT

Le Conseil Départemental met à disposition son Centre de Supervision Départemental au Syndicat Mixte Ouvert Corrèze Centre de Supervision Départemental.

Ce montage répond à l'engagement du Département de la Corrèze de prendre intégralement à sa charge les investissements pour le cœur névralgique du Centre de Supervision et d'appeler les communes membres à contribuer aux coûts du service dont elles bénéficient avec le fonctionnement et la maintenance d'équipement en caméras du Centre de Supervision.

Porteur du projet de création du Syndicat, le Département contribue à sa mise en place et à sa structuration par notamment la mise à disposition de personnels et de moyens divers, nécessaires à son bon fonctionnement.

Cet appui fonctionnel a été un atout essentiel à la mise en œuvre du Syndicat Mixte Ouvert (SMO) souligné par les communes membres.
La continuité de cette mutualisation de moyens matériels et humains est déterminante pour pérenniser et assurer l'activité du SMO et son expansion.
Les moyens matériels englobent notamment la mise à disposition du Centre de Supervision et des matériels informatiques, de la location des locaux et les charges d'entretien associées, d'un véhicule…

En outre et au regard des compétences techniques et opérationnelle, la Cellule THD constitue déjà d'un relai institutionnel local auprès des maires. Elle est donc à même d'assurer des missions de coordination, de suivi et un appui technique pour les membres du Syndicat Mixte Ouvert.

A cette fin, le SMO a confié au Département, sous son contrôle, l'ensemble de ces missions dans le cadre des opérations conduites au soutien du déploiement du dispositif de vidéoprotection. Le remboursement du Département est fixé à hauteur de 6 % du montant HT des installations, des fournitures et des études des prestations réalisées pour les membres du SMO Corrèze Centre de Supervision Départemental. Elle impactera le budget du SMO.

Dans ce cadre, une recette prévisionnelle de fonctionnement est estimée à 98 704 €.

B. CONTRIBUTION DU DEPARTEMENT AU SMO - CENTRE DE SUPERVISION

Pour cette année et conformément aux engagements pris, la contribution du Département reste à hauteur de 70 % du montant des dépenses de fonctionnement du SMO au titre des 3 premiers exercices budgétaires suivant la création du Syndicat. Au-delà, elle n'excédera pas les 50 %.

Le montant proposé au Budget Primitif 2025 est de 330 000 € en dépenses de fonctionnement.

C. CONTRIBUTION D'INVESTISSEMENT POUR LES CAMERAS DU CD19

La contribution du Département pour l'installation de nouvelles caméras pour ses besoins propres, qui comme indiqué dans le présent rapport, couvre la totalité des dépenses d'investissement engagées par le Syndicat mixte pour répondre aux besoins, déduction faite de toutes les aides perçues par le SMO. Pour 2025, cela concernera l'ensemble des bâtiments exerçant des missions de solidarités.

Une enveloppe de 200 000 € est inscrite sur les lignes budgétaires des différents services concernés de la Collectivité.

D. CONTRIBUTION D'INVESTISSEMENT POUR LES CAMERAS DES COMMUNES

L'engagement du Département porte sur la couverture de 50 % au plus du montant des dépenses d'investissement engagées par le Syndicat mixte pour l'installation des caméras des communes, déduction faite de toutes les aides perçues par le SMO.

Une enveloppe de 646 000 € est proposée au titre de l'aide aux communes en dépense d'investissement.

Ainsi, sur ce programme Corrèze - Centre de Supervision Départemental pour permettre sa réalisation, 646 000 € sont inscrits en dépenses de fonctionnement sur le budget "AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - PROGRAMMATION 2025" de la Collectivité :

En conclusion, il est prévu pour le budget de l'aménagement numérique du Département :
- 330 000 € en dépenses de Fonctionnement ;
- 98 704 € en recettes de Fonctionnement ;
- 55 000 € en dépenses d'Investissement.

II - AMENAGEMENT NUMERIQUE

A. CONTRIBUTION DORSAL

Créé en 2002, le Syndicat Mixte DORSAL (Développement de l'Offre Régionale de Services et de l'Aménagement des télécommunications en Limousin) est responsable du déploiement de la fibre optique dans les départements de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne.

Dans ce cadre, la participation du Département au budget principal de DORSAL, section fonctionnement est de 185 000 € pour 2025.
S'agissant du budget annexe Corrèze de DORSAL, toujours en section de fonctionnement, et comme pour l'année 2024, il a été décidé de ne pas appeler la contribution des membres pour 2025 du fait du versement, en 2025, des redevances par la SPL NATHD.

Certaines contraintes techniques et opérationnelles locales exigent, sur le territoire corrézien, que DORSAL bénéficie d'un relais institutionnel local pour :
- Suivre et contrôler les marchés de vie de réseau,
- Assurer la médiation locale et la promotion commerciale de la fibre,
- Assurer le suivi administratif et technique des demandes d'adductions nouvelles,
- Coordonner les appuis techniques, de médiation et de promotion commerciale.

DORSAL a donc confié au Département de la Corrèze certaines missions dans le cadre d'une convention approuvée le 06 mai 2022 pour une durée de trois ans. La convention se termine en 2025 et au vu des enjeux numériques, et notamment ceux liés au programme de décommissionnement du réseau cuivre par l'opérateur ORANGE, il sera proposé de renouveler cette convention pour la même durée et même montant annuel de 150 000 €. Le Syndicat DORSAL doit valider ce renouvellement lors du Comité Syndical de mai 2025.

En conclusion, il est prévu pour le budget de l'aménagement numérique du Département :
- 185 000 € de dépenses de Fonctionnement ;
- 150 000 € de recettes de Fonctionnement.

B. AVANCES REMBOURSABLES DU PROGRAMME "100 % FIBRE"

Pour la troisième année consécutive et conformément aux conventions signées entre les EPCI, le Conseil Départemental et DORSAL, ce dernier procèdera au troisième remboursement des avances remboursables pour un montant de 421 158 € pour le

Département et 1,2 M€ au profit des EPCI Corréziens.

Le pari est gagné pour le Conseil Départemental de la Corrèze avec des recettes pour les collectivités Corréziennes tout en apportant un nouveau service public du 21ème siècle.

En conclusion, l'enveloppe de recettes d'investissement est de 421 158 €.

C. LES REDEVANCES VERSEES PAR LA SPL NATHD A DORSAL

Le réseau fibre optique de la Corrèze construit par DORSAL a délégué l'exploitation et la commercialisation du réseau à La Société Publique Locale Nouvelle-Aquitaine THD (NATHD). Cette structure se compose des collectivités des Départements de Dordogne, des Landes, du Lot-et-Garonne, de Charente, de Creuse, de Haute-Vienne et de la Corrèze.

Cette dynamique 100 % publique permet de répondre aux attentes de la population en matière d'accès au Très Haut Débit tout en garantissant des recettes en provenance des opérateurs (FREE, BOUYGUES TELECOM, SFR, ORANGE).

Pour 2025, les recettes prévisionnelles versées par la SPL NATHD en 2025 au Budget Annexe de Corrèze est de 6 520 000 €.

D. VIE DU RESEAU

1- Les nouvelles adductions

Depuis le 1er janvier 2023, les nouvelles adductions à la fibre sont facturées aux demandeurs. Elles concernent les nouvelles constructions et les bâtiments non raccordés au réseau cuivre. Le propriétaire finance un forfait étude obligatoire de 300 €, si aucun travaux n'est nécessaire sur le domaine public, sinon 1 300 € dans le cas inverse (Etudes + Travaux).

Pour l'année 2024, le bilan est constant par rapport à 2023 avec 204 dossiers réceptionnés et une facturation correspondante de 98 300 € dont 68 600 € encaissés à date.

A titre d'information, les travaux pour la réalisation de ces adductions en 2024 ont généré un coût d'investissement de 134 722 €. Une réflexion est en cours sur le sujet du paiement des nouvelles adductions et éventuellement la modification des forfaits actuels ; des propositions seront faites à DORSAL.

2- Les opérations d'exploitation ou de modernisation de l'infrastructure

Les services du Département sont sollicités par les Collectivités ou les usagers et concernent :

- Les enfouissements coordonnés (notamment avec les Syndicats d'électrification ou Syndicats d'eau).
- L'extension du réseau (en lien avec des nouveaux lotissements).
- Les échecs de raccordement ou des adductions nouvelles.
- Le dévoiement du réseau.

En 2024, 227 opérations ont été réalisées pour une dépense de 1 070 000 €.

Une attention particulière est activée sur 2025, notamment au niveau des personnes fragiles ou suivi en téléassistance, en lien avec le programme de décommissionnement du cuivre et le potentiel de recrudescence des échecs de raccordement liés à la bascule cuivre vers fibre.
Concernant les coordinations, des réunions trimestrielles sont réalisées avec les différents gestionnaires pour avoir une vision sur les projets et suivre les avancements.

3- La sécurisation du réseau - Campagne d'élagage 2025

Afin de sécuriser les infrastructures et principalement les réseaux sensibles, un travail est réalisé en lien avec la programmation des travaux "Routes 2025" a été entrepris. Il a permis d'identifier 7 liens fibre aériens considérés comme "prioritaires" après croisement des données, représentant environ10 kms de coordination réalisable.

De ce fait, les liens concernés vont bénéficier d'une campagne d'élagage importante permettant de garantir une continuité de service et éviter les casses liées à la chute d'arbres/banches sur le réseau public.

4- Surveillance du réseau / Anticipation des pannes

Depuis la prise en exploitation du réseau, les équipes du Conseil Départemental (Direction des Routes et Cellule THD) avec l'exploitant du réseau fibre (LFNA) réalisent des patrouilles sur le réseau fibre pour identifier les défauts d'infrastructure (poteau et câble) et réaliser les réparations correspondantes.

Avec la fermeture progressive du réseau cuivre, il est crucial de s'assurer que tous les foyers passent à la fibre mais surtout que le réseau est gage de qualité en minimisant les interruptions de service. La surveillance continue permet de détecter et résoudre rapidement les pannes et maintenir ainsi la fiabilité du réseau.

Des formations régulières sont initiées au sein de la Collectivité permettant la sensibilisation sur l'importance de signaler rapidement les problèmes du réseau et savoir les détecter de façon proactive avant qu'ils n'affectent les utilisateurs.

5- Décommissionnement du cuivre

Le réseau cuivre va disparaître progressivement dans les territoires selon un calendrier en 2 périodes :

- La fermeture commerciale correspondant à l'arrêt des ventes de nouveaux abonnements utilisant le réseau cuivre, quel que soit l'opérateur. Les abonnements déjà souscrits sont en revanche maintenus.
- La fermeture technique correspondant au moment où le réseau sera arrêté. Les services utilisant le réseau cuivre cesseront alors de fonctionner. Cette fermeture technique se fera progressivement.

Les 10 premières communes Corréziennes (4 536 logements) sont officiellement arrêtées en cuivre et ne bénéficient plus du service depuis le 27 janvier 2025.
Pour les autres communes, le calendrier de fermeture est le suivant : fermeture technique de 52 communes (19 740 logements références) au 27 janvier 2026 puis, 77 communes (32 505 logements références) au 31 janvier 2027. Les fermetures commerciales seront actives un an avant la fermeture technique.

Concernant le deuxième lot, il est convenu de reproduire la même démarche avec Corrèze Autonomie qui avait permis de basculer l'ensemble des personnes suivies en téléassistance en fibre avant l'échéance de fermeture réseau pour garantir une continuité du service à la personne. Pour ce lot, 603 personnes ont été identifiées dont 285 qui ont déjà été raccordées en fibre sur le réseau public.

Compte tenu de cette situation, il apparaît à nouveau que la décision du département de la Corrèze de déployer un réseau de fibre optique constitue un avantage majeur pour faciliter cette transition.

En conclusion, les enveloppes budgétaires sont :
- 5 000 € de dépenses de Fonctionnement ;
- 50 000 € de dépenses d'Investissement.

III – TELEPHONIE MOBILE

A. PYLONES

Le Conseil Départemental est propriétaire de 24 pylônes installés sur l'ensemble du Département. Ces sites ont été construits dans le cadre des différents programmes dits "zones blanches" entre 2003 et 2016 ; ils se situent :

COMMUNE IMPLANTATION	CONVENTIONNEMENT
BASSIGNAC LE BAS	SFR
BEAUMONT	BOUYGUES TELECOM
BELLECHASSAGNE	FREE Mobile
BONNEFOND	BOUYGUES TELECOM
BRANCEILLES	FREE Mobile
CAMPS SAINT MATHURIN	SFR + ENEDIS
CHAMBERET	SFR
CLERGOUX	FREE Mobile
ESPAGNAC	FREE Mobile
FAVARS	SFR
LAFAGE SUR SOMBRE	BOUYGUES TELECOM
LAMAZIERE BASSE	BOUYGUES TELECOM
LAVAL SUR LUZEGE	BOUYGUES TELECOM + SDIS
LESTARDS	BOUYGUES TELECOM
MEILHARDS	SFR
MERCOEUR	BOUYGUES TELECOM
MILLEVACHES	FREE Mobile
PEYRELEVADE	BOUYGUES TELECOM
SAINT GENIEZ Ô MERLE	SFR
SAINT HILAIRE LES COURBES	SFR
SAINT MERD LES OUSSINES	BOUYGUES TELECOM
SAINT-PAUL	BOUYGUES TELECOM
SOURSAC	SFR
TARNAC	BOUYGUES TELECOM + SDIS

Il convient d'engager des discussions avec les opérateurs et l'Etat pour actualiser les modalités.

En parallèle, toujours dans le cadre des programmes cités ci-dessus et afin d'éviter la construction d'un nouveau site, un accord-cadre a été conclu avec la société TDF pour l'utilisation de l'infrastructure passive, propriété de la société.

Dans le cadre de l'accord signé en 2016, il est prévu une rencontre avec TDF pour discuter des suites qui seront données à la fin de la convention dont l'échéance est cette année.

En conclusion, les enveloppes budgétaires sont :

- Une dépense de Fonctionnement (entretien des infrastructures) de 18 300 € ;
- Une recette de Fonctionnement de 7 000 € ;
- Une dépense en Investissement de 7 500 €.

B. NEW DEAL : ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME

Depuis 2018, le Conseil Départemental a permis à 42 communes (hors quotas 2025) de bénéficier d'un pylône (2 pour Thalamy) permettant d'améliorer sensiblement la couverture mobile communale.
27 sites sont en service, 5 le seront d'ici la fin de l'année 2025.

Pour le Département de la Corrèze, l'équipe projet dédiée au New Deal représentée par des membres de l'État, l'Association des Maires, les Syndicats d'Énergie (Diège / FDEE) et le Conseil Départemental continue d'œuvrer dans le choix des communes en fonction des études lancées par les opérateurs sur proposition de l'équipe projet.

Ci-dessous, l'état d'avancement du programme et les communes retenues à date :

Date arrêté	Commune retenue	Opérateur Leader	État d'avancement	Quota
22 mars 2019	SAINT BONNET PRES BORT	BOUYGUES TELECOM	Site en service	2019 7 sites activés
18 juillet 2019	AURIAC	FREE MOBILE	Site en service	
	BRIGNAC LA PLAINE	FREE MOBILE	Site en service	
	MEYRIGNAC L'EGLISE	FREE MOBILE	Site en service	
	MOUSTIER-VENTADOUR	FREE MOBILE	Site en service	
	SAINTE FEREOLE	FREE MOBILE	Site en service	
23 décembre 2019	LE PESCHER	FREE MOBILE	Site en service	
31 mai 2020 (obligation 24 juin 2020)	CONCEZE	ORANGE	Site en service	2020 6 sites
	ST HILAIRE FOISSAC	BOUYGUES TELECOM	Site en service	
	ST MERD DE LAPLEAU	BOUYGUES TELECOM	Site en service	
	ST MARTIAL DE GIMEL	ORANGE	Site en service	
	SORNAC	BOUYGUES TELECOM	Site en service	
21 août 2020	CHAMBERET	BOUYGUES TELECOM	Site en service	

1er janvier 2021	CHAVEROCHE	FREE MOBILE	Site en service	2021 7 sites
	SAINT BONNET LA RIVIERE	ORANGE	Site en service	
	SEGONZAC	FREE MOBILE	Site en service	
	GROS CHASTANG	SFR	Site en service	
	CHAUMEIL	FREE MOBILE	Site en service	
9 avril 2021	SAINT HILAIRE LUC	BOUYGUES TELECOM	Site en service	
	LIGINIAC	FREE MOBILE	Site en service	
18 février 2022	SAINT ROBERT	FREE MOBILE	Site en service	2022 8 sites
	SOURSAC (SPONTOUR)	ORANGE	Site en service	
21 juin 2022	THALAMY (2 SITES)	ORANGE	Sud : Site en service Nord : Site en service	
	COLLONGES LA ROUGE	SFR	Site en service	
	SAINT EXUPERY LES ROCHES	ORANGE	Site en service	
	SAINT ANGEL	SFR	Site en service	
24 octobre 2022	CHANAC LES MINES	FREE MOBILE	Site en service	
31 juillet 2023	ESTIVAUX	ORANGE	DP accordée - Programmation travaux	2023 5 sites
	LAPLEAU	FREE MOBILE	Travaux en cours	
	PERET BEL AIR	BOUYGUES TELECOM	Travaux mai 2025	
	PERPEZAC LE BLANC	SFR	Recherche terrain	
	PEYRELEVADE	BOUYGUES TELECOM	Travaux juin 2025	
28 novembre 2023	SAINT SULPICE LES BOIS	BOUYGUES TELECOM	Travaux T1 2026	2023 1 site

Concernant le quota 2024, les 9 sites retenus étant :

Date arrêté	Commune retenue	Opérateur Leader	État d'avancement	Quota
27 juin 2024	Beaulieu sur Dordogne	SFR	Accueil sur TDF - VT 5 mars	9 sites
	Bilhac	FREE Mobile	Candidature en suspend	
	La Chapelle Aux Saints	FREE Mobile	Terrain identifié - DP déposée	
	Feyt	Orange	Terrain identifié	
	Neuville	SFR	Terrain identifié	
	Pérols sur Vézère	Bouygues Telecom	Travaux T4 2025	
	Saint Martin la Méanne	FREE Mobile	Terrain identifié	
	Saillac	FREE Mobile	DP déposée	
	Sérilhac	FREE Mobile	DP déposée	

Sur l'année 2025, une centaine de dotations restait à répartir nationalement dans cette dernière phase d'identification. Après arbitrage, le Gouvernement a réparti les dotations départementales pour 2025 en privilégiant un scénario fondé sur les départements ayant le plus de population encore située en zone blanche de téléphonie.

Pour la Corrèze, un quota de deux sites a été attribué et fera l'objet d'un arbitrage par l'équipe projet pour déterminer les communes qui bénéficieront d'un pylône.

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	538 300 €	255 704 €
INVESTISSEMENT	112 500 €	421 158 €
TOTAL	650 800 €	576 862 €

Pour mémoire au titre de 2025 les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront affectés sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ Les EPF sont les suivantes :
- P078E01 : Participation statutaire DORSAL
- P171E01 : Maintenance des sites
- P021E09 : Travaux divers Cellule FTTH
- P194E02 : Frais de fonctionnement 2024

→ L'EPI sont les suivantes :
- P021E11 : Programme 100% fibre - Dépenses diverses
- P194E01 : Hypervision investissement - Frais études

EN RECETTES :

→ Les EPF sont les suivantes :
- EPF P171E02 : Recouvrement divers
- EPF P021E10 : Recettes diverses
- EPF2019P013E03 : Recettes diverses

→ L'EPI est la suivante :
- EPI P021E12 : Recettes investissement

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/303

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/303 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Hélène ROME, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est proposé l'affectation des crédits de paiement suivants, pour l'année 2025, au titre de la politique sectorielle concernant l'aménagement numérique et la téléphonie mobile :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	538 300 €	255 704 €
INVESTISSEMENT	112 500 €	421 158 €
TOTAL	**650 800 €**	**576 862 €**

Article 2 : sont votés, au titre de l'année 2025, les engagements affectés sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

→ Les EPF sont les suivantes :
- P078E01 : Participation statutaire DORSAL
- P171E01 : Maintenance des sites
- P021E09 : Travaux divers Cellule FTTH
- P194E02 : Frais de fonctionnement 2024

→ L'EPI sont les suivantes :
- P021E11 : Programme 100% fibre - Dépenses diverses
- P194E01 : Hypervision investissement - Frais études

EN RECETTES :

→ Les EPF sont les suivantes :
- EPF P171E02 : Recouvrement divers
- EPF P021E10 : Recettes diverses
- EPF2019P013E03 : Recettes diverses

→ L'EPI est la suivante :
- EPI P021E12 : Recettes investissement

Imputations budgétaires :
Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.7
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.741.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.7
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.9
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.7.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15888-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/304

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

CORRÈZE NUMÉRIQUE : USAGES ET SERVICES - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Depuis plusieurs années, le Département mène une politique volontariste en matière de transformation numérique. Grâce à une stratégie combinant infrastructures, médiation numérique, soutien au grand public, associations, collectivités, entreprises et développement des services et des outils la fracture numérique se réduit progressivement.

En 2025, le numérique est plus que jamais un élément central du quotidien des Corréziens. Que ce soit pour le travail, la communication, l'accès aux services publics ou encore le divertissement, les outils numériques sont devenus indispensables. Le Département met en place des dispositifs adaptés aux différents publics, en combinant formations humaines, ressources numériques et événements de sensibilisation.

Ces initiatives permettent de renforcer la maîtrise du numérique sur le territoire et d'accompagner le grand public, les entreprises, les associations et collectivités dans leur transformation digitale.

1. UN USAGE DU NUMÉRIQUE EN PROGRESSION CONSTANTE

Les usages numériques en France poursuivent leur croissance, confirmant l'ancrage du digital dans la vie quotidienne et professionnelle.

Chaque année, Médiamétrie publie des données clés sur l'usage d'Internet en France, fournissant ainsi un éclairage précieux sur les tendances numériques.

En 2024, plusieurs constats marquants émergent :

– Internet et mobile : 88 % des Français naviguent sur Internet, y consacrant en moyenne 5h17 par jour et le smartphone s'impose comme l'outil principal pour 45 % des usagers ;

- Réseaux sociaux : 75 % des Français sont actifs sur les réseaux sociaux, où ils passent en moyenne 2 h 21 par jour ;
- Les communes et intercommunalités renforcent leurs stratégies numériques par la mise en place de guichets uniques en ligne, la modernisation des systèmes d'information et le développement d'outils collaboratifs pour faciliter le travail des agents et l'interaction avec les citoyens ;
- Les entreprises : 79 % des dirigeants de TPE/PME reconnaissent les avantages du numérique, et 56 % déclarent qu'au moins 5 % de leur clientèle provient d'Internet et 47 % ayant adopté l'Intelligence Artificielle (IA) constatent une amélioration de leur productivité ;
- Cybersécurité : 49 % des dirigeants s'inquiètent des risques numériques, mais 81 % des entreprises disposent de mesures de protection, incluant antivirus et sauvegardes cloud.

Le Département de la Corrèze s'inscrit pleinement dans cette dynamique, en proposant ses actions de médiation numérique et d'accompagnement des citoyens et des porteurs de projets.

2. UN ACCOMPAGNEMENT NUMERIQUE POUR TOUS

Dans le cadre de ses actions de médiation numérique, le Département déploie des initiatives à destination des jeunes, des familles, des élus, des seniors et des porteurs de projets. L'objectif est d'assurer une offre homogène sur l'ensemble du territoire et de renforcer les actions d'animation numérique menées en partenariat avec les communes, les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et les associations.

Aujourd'hui, la coordination des acteurs permet d'avoir à chaque instant une vision sur les besoins exprimés par les habitants et la capacité d'agir des acteurs du territoire.

a. Bilan des actions 2024

- *Ateliers numériques dans les Maisons du Département*

En 2024, 75 ateliers ont été organisés dans les 10 Maisons du Département avec 295 participants, offrant aux Corréziens une initiation aux outils numériques. Ces sessions collectives, accessibles gratuitement, ont permis aux participants d'acquérir les bases du numérique : prise en main d'un équipement, navigation sur Internet, gestion des courriels, utilisation d'applications mobiles, communication en ligne et recherche d'emploi ou de formation. L'inscription se fait via les Maisons du Département.

– *Ateliers numériques Cyb'Air, "hors les murs"*

En 2024, le Département a lancé Cyb'Air, une offre d'ateliers numériques "hors les murs" pour toucher un public plus large et proposer une approche immersive. Alliant numérique et sensibilisation à l'environnement, ces sessions ont permis aux participants de découvrir des applications comme PlantNet, BirdNet, Terra Aventura ou Géocaching, favorisant l'apprentissage en extérieur, en famille ou entre amis, tout en valorisant la mobilité douce et la connexion avec l'environnement local. Au total, 13 ateliers ont été organisés sur 6 sites, rassemblant 302 participants.

– *Assistance téléphonique pour les associations*

Entre juillet et octobre 2024, avec les services du Département, une assistance téléphonique a été proposée aux associations rencontrant des difficultés pour compléter leur dossier de demande de subvention en ligne. 280 appels ont été traités, facilitant ainsi la dématérialisation des démarches administratives de la collectivité pour près de 200 associations. Dans 85% des cas, la problématique rencontrée par l'usager a pu être résolue dès le 1er appel.

– *Formations complémentaires : bibliothécaires, agents de la collectivité, élus*

En 2024, le Département a renforcé son offre de formation pour accompagner les élus, les bibliothécaires et les agents de la collectivité dans leur montée en compétences numériques, en partenariat avec l'Association Des Maires de la Corrèze (ADM19) et la Bibliothèque Départementale de Prêt.

Les sessions ont couvert des thématiques clés telles que la cybersécurité, l'intelligence artificielle, la communication digitale et la création graphique afin d'adapter les pratiques professionnelles aux évolutions numériques.

Au total, 484 participants ont bénéficié de ces formations, conçues pour mieux outiller les acteurs du territoire et améliorer l'accompagnement des citoyens.

– *La coordination départementale*

Depuis fin 2022, une coordination renforcée des acteurs de la médiation numérique permet un suivi précis de l'offre disponible sur le territoire. Une cartographie des lieux d'accompagnement et un annuaire des acteurs sont accessibles sur le site correzenumerique.fr, facilitant l'orientation des usagers vers des intervenants de proximité. Le réseau départemental des acteurs de l'inclusion numérique favorise également les échanges et la montée en compétences des professionnels du secteur.

Force est de constater que de très nombreux acteurs du territoire se sont emparés de ce sujet et apportent une offre large et différenciée aux Corréziens.

b. Perspectives 2025

Les actions de médiation numérique menées par le Département ont permis d'accompagner un large public vers une meilleure maîtrise du numérique et d'Internet. Forts de cette dynamique, ces dispositifs seront reconduits en 2025.

– *Ateliers numériques accessibles et enrichis dans les Maisons du Département*

Les ateliers numériques en Maison du Département (MDD) continueront à proposer chaque mois des sessions gratuites pour accompagner les habitants dans l'appropriation des outils numériques. En complément des thèmes déjà abordés (prise en main d'un équipement, navigation sur Internet, messagerie, applications mobiles, emploi et formation), de nouveaux modules seront présentés, notamment : comprendre son forfait téléphonique, sécuriser ses données, simplifier ses démarches de santé, rester connecté avec ses proches.

– *Ateliers numériques en plein air, Cyb'Air*

Face au succès rencontré en 2024, l'initiative Cyb'Air sera reconduite.
Conçus pour sortir du cadre classique des formations en salle, ces ateliers offrent une approche ludique et immersive du numérique.
En collaboration avec l'Oeuvre Départementale des Centres de Vacances (ODCV 19) ces ateliers Cyb'Air seront menés dans le cadre du Service National Universel, des séjours pour les jeunes en situation d'obésité et des séjours seniors. Des ateliers seront également programmés à Sédières au cours de l'été.

– *Formations complémentaires : bibliothécaires, agents de la collectivité, élus*

Le Département poursuivra en 2025 son engagement en mettant l'accent sur trois thématiques essentielles :

- La cybersécurité : adopter les bons réflexes pour protéger ses données
  Face à l'augmentation des risques numériques, il est essentiel de renforcer les connaissances en cybersécurité. Les formations permettront d'acquérir des bonnes pratiques en matière de protection des données, de gestion des mots de passe et d'identification des menaces en ligne.
- L'intelligence artificielle : mieux comprendre pour utiliser ces nouveaux outils avec discernement
  Des ateliers aideront à démystifier l'intelligence artificielle en explorant ses usages concrets et la pertinence de son utilisation : automatisation des tâches, réduction des saisies multiples, analyse prédictive d'aide à la décision, optimisation des recherches d'informations, etc. Une approche pratique, accessible et pédagogique pour intégrer l'IA de manière éclairée et sereine sera mise en place.
- La communication digitale : maîtriser son image et interagir efficacement
  A l'ère du numérique, savoir communiquer en ligne est devenu essentiel. Ces formations accompagneront les acteurs locaux dans l'élaboration de stratégies de communication efficaces, la gestion des réseaux sociaux et la veille stratégique. Elles permettront également d'aborder la gestion de l'e-réputation et l'utilisation d'outils numériques pour mieux interagir avec le public.

– *Coordination des acteurs de la médiation numérique*

Le réseau des acteurs de la médiation numérique compte au 1er janvier 2025 : 35 médiateurs répartis dans 29 structures ; ce réseau propose 140 actions de médiation numérique sur l'ensemble du département.

L'année 2025 s'annonce comme une période charnière pour les structures engagées dans la médiation numérique, notamment en raison de la réduction des financements nationaux. L'accompagnement accru des structures sera donc nécessaire, notamment en matière de veille sur les dispositifs de financement pour garantir une continuité des services et que chaque Corrézien puisse trouver une aide à proximité de son domicile.

Pour financer ces actions d'inclusion numérique, il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 8 000 €.

3. BOOST PROJETS, L'ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJETS

Ce programme soutient les porteurs de projets, entreprises, micro-entreprises, associations et collectivités à travers des ateliers thématiques axés sur la communication en ligne, le référencement, la création visuelle, le financement, le Règlement Général de Protections des données (RGPD) et la relation client.

Il se décline sous forme de webinaires de 45 minutes, proposés deux fois par semaine, complétés par des sessions en présentiel une fois par mois. Une plateforme dédiée permet également de visionner les ateliers en différé.

Grâce à sa diversité de sujets et à son format flexible, ce programme a su répondre aux besoins concrets des acteurs locaux, en leur offrant des outils pratiques pour structurer et développer leur activité.

a. Bilan 2024, au 1er janvier 2025

Ces ateliers en visioconférence sont animés en interne pour 45 % d'entre eux, les autres le sont par des prestataires externes.

Le bilan de l'année 2024 est le suivant :
- 85 webinaires et 13 ateliers ont été réalisés,
- plus de 2 400 inscriptions,
- 1 450 participants.

Depuis le début du programme en 2020, Boost'Projets enregistre plus de 5 000 participants à l'ensemble de ses animations auprès des porteurs de projets.

En 2024 les webinaires comptent en moyenne 17 participants *(contre 9 en 2020)* et un participant a suivi en moyenne 3 ateliers.

La promotion de l'agenda des webinaires se fait au travers d'une newsletter envoyée de manière hebdomadaire.

13 ateliers en présentiel ont également été organisés en 2024 sur des thèmes aussi variés que l'art de pitcher, la photo "produits", la création d'outil de gestion et de pilotage, la création d'un podcast ou encore la prise en main d'un site Wordpress.

Le profil des participants en 2024 est le suivant :

- 48 % sont des TPE, autoentrepreneurs, artisans
- 15 % sont des collectivités
- 15 % sont des associations
- 10 % sont des créateurs d'entreprises
- 2 % sont des conseillers en accompagnement
- 10 % ont sélectionné « Autres »
- 67 % des utilisateurs de Boost Projets ont entre 35 et 54 ans

Grâce aux formations Boost'projets, plusieurs dizaines d'entreprises locales ont pu améliorer leur communication digitale et toucher de nouveaux clients.

Une enquête de satisfaction menée en décembre 2024 a permis de montrer la grande satisfaction des participants puisque 100 % recommandent le programme à leurs pairs et 35 % ont découvert le programme via le bouche à oreille.

Un accompagnement a également été proposé à l'Amicale des Anciens Maires et Adjoints de la Corrèze en partenariat avec l'ADM19 en 2024. Trois ateliers de 2 h ont rassemblé 18 participants autour de thématiques liées aux usages numériques (découverte d'outils numériques et utilisation du smartphone).

Un partenariat a été initié en 2024 avec la pépinière d'entreprises Initio à Tulle à travers l'accompagnement de 12 femmes issues du parcours Os'elles, un programme d'incubation dédié aux femmes entrepreneures. Ce sont 4 ateliers en présentiel de 3 h liés au marketing et à la communication digitale qui ont été dispensés. Les résidents de la pépinière d'entreprises ont aussi pu profiter d'un atelier sur la création visuelle.

b. Perspectives 2025

Fort des excellents résultats obtenus en 2024, Boost'Projets poursuivra son développement en 2025 en consolidant ses actions et en enrichissant son offre d'accompagnement pour les porteurs de projets, entreprises, micro-entreprises, associations et collectivités.

Le programme continuera à proposer des ateliers thématiques sur des contenus adaptés aux besoins émergents, sur la communication en ligne, le référencement, la création visuelle, le financement, le RGPD et la relation client, sous forme de webinaires de 45 minutes organisés deux fois par semaine, ainsi que des sessions en présentiel une fois par mois. Une plateforme dédiée restera accessible pour visionner les ateliers en différé.

De plus, ce programme va fêter ses 5 ans cette année. Il est envisagé de réunir les participants les plus fidèles, les partenaires et les intervenants afin de dresser le bilan du programme et de tisser davantage de liens avec ceux qui le font vivre.

Pour promouvoir davantage le dispositif, le Département renforce sa présence lors d'événements spécialisés dans l'accompagnement des professionnels, tels que des salons ou des forums dédiés aux porteurs de projets. De plus, des ateliers en présentiel sont régulièrement organisés afin de mettre en valeur le programme auprès de partenaires tels que les clubs d'entreprises, les professionnels d'une filière ou des organismes spécifiques.

Dans cette optique le programme Os'elles dédié aux femmes entrepreneures sera reconduit avec la pépinière Initio ainsi que les ateliers aux élus et à l'Amicale des Anciens Maires et Adjoints de la Corrèze en partenariat avec l'ADM19.

Afin de mener à bien ces actions, il est proposé d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 7 000 € en fonctionnement pour financer les intervenants experts sur certains sujets numériques ainsi que 5 000€ en investissement destinés à la plateforme de réalisation, de diffusion et l'hébergement des webinaires.

4. LA CORREZE DANS MA POCHE », UN OUTIL NUMERIQUE DU QUOTIDIEN

Lancée en 2021, l'application mobile « Ma Corrèze dans ma poche » continue d'évoluer pour offrir aux habitants et visiteurs un accès rapide aux informations et services essentiels du département. Disponible gratuitement sur smartphone, elle centralise actualités, météo, événements, infos trafic, lieux touristiques et pratiques, facilitant ainsi le quotidien des Corréziens et l'expérience des touristes.

Avec près de 18 000 téléchargements depuis 2021 et 6 644 utilisateurs réguliers, l'application connaît une forte progression, notamment en période estivale. En 2024, les catégories les plus consultées restent :

- les actualités locales pour suivre l'information en temps réel ;
- les événements et festivités pour découvrir les animations du territoire ;
- les points d'intérêt touristique (lacs et sites naturels, parcs à thèmes, jardins…).

En 2025, le Département poursuit son engagement avec Orange et son nouveau sous-traitant, Néocity, spécialisé dans les applications mobiles pour collectivités. Fondée en 2014, Néocity est reconnu pour son expertise dans la conception d'applications citoyennes, avec plus de 460 collectivités partenaires et plus de 4 millions de citoyens utilisateurs.

Le travail avec ce nouveau partenaire sera l'occasion de moderniser l'application avec : une ergonomie plus fluide, un moteur de recherche plus performant, une interface d'administration intuitive, des notifications personnalisées et la possibilité d'utiliser l'application en mode hors-ligne.

Pour maintenir l'application gratuite, assurer la maintenance informatique, l'hébergement des données et continuer à l'enrichir grâce à la collecte des informations, il est proposé d'inscrire 14 700 € en crédits de paiement en fonctionnement.

5. « MA CORREZE », LE RESEAU SOCIAL DES SENIORS POUR RENFORCER LES LIENS

Lancé en 2021 sous l'impulsion du Département et porté par Génération Mouvement, le réseau social MaCorrèze est une plateforme dédiée aux séniors corréziens. Validé et financé dans le cadre de la Conférence des Financeurs en 2020 ce projet a été développé par une entreprise corrézienne. L'hébergement des données est fait localement, sur un serveur sécurisé en Corrèze. Ce réseau fermé est exempt de toute démarche commerciale.

Les principaux objectifs de MaCorrèze sont de lutter contre l'isolement en facilitant les échanges entre séniors, de faciliter le partage d'informations, le dialogue entre les membres et les clubs des aînés (qui peuvent créer leur propre Espace de dialogue).

Ce réseau social s'adresse aux séniors peu familiers avec les nouvelles technologies leur offrant la possibilité d'échanger, de s'informer, de dialoguer et de partager sur une variété de sujets tels que la littérature, la gastronomie, les promenades en Corrèze et les conseils informatiques. Chaque membre peut créer son propre espace et inviter d'autres membres à le rejoindre et à partager. De plus, ce réseau permet aux Clubs des aînés Corréziens de diffuser des informations concernant le club, telles que les assemblées générales, les sorties, les concours et autres événements.

Les services du Département accompagnent Générations Mouvement dans l'élaboration, l'appropriation, l'animation et la promotion de cet outil.

Le réseau social compte à ce jour 600 membres et environ une quinzaine de connexions par jour.

En 2025, le Département poursuivra son accompagnement en renforçant l'animation et l'attractivité de la plateforme pour encourager davantage d'échanges et d'interactions entre les membres.

Les actions prévues en 2025 incluent :

- l'organisation d'ateliers de découverte et de prise en main lors d'événements seniors mais également auprès des clubs des aînés ;
- un enrichissement des contenus avec des jeux, des sondages et des discussions thématiques plus régulières ;
- une communication renforcée grâce à une newsletter trimestrielle et une promotion accrue auprès des clubs d'aînés ;
- un événement spécial pour marquer les 4 ans du réseau sur la thématique de la randonnée et du numérique, en octobre 2025.

Avec ces initiatives, le réseau social « Ma Corrèze » ambitionne d'accroître son nombre d'utilisateurs actifs et de devenir un véritable espace d'échanges et de convivialité pour les seniors corréziens.

Pour financer cette opération, il est proposé d'affecter 1 500 € en crédits de paiement.

6. LA MIC (MISSION INNOVATION CORREZE) UN EVENEMENT POUR DECOUVRIR LE NUMERIQUE DE DEMAIN

La seconde édition de l'évènement Mission Innovation Corrèze (MIC) s'est tenue du 22 au 29 novembre 2024 et s'adresse aux professionnels et au grand public.

a. Mission Innovation Corrèze pour les professionnels *(22 novembre 2024)*

Cette seconde édition a connu un succès notable avec 95 participants (60 en 2023). L'événement a rassemblé un public varié, allant des professionnels du tourisme (24 %) et du secteur public (15 %), aux artisans (14 %), prestataires de services (14 %), acteurs de l'industrie (12 %) et des nouvelles technologies (10 %), associations (5 %), entreprises en cours de création (2 %) et autres typologies (4 %).

L'objectif principal de l'édition 2024 était de permettre une découverte concrète des outils et usages de l'IA, à travers des ateliers pratiques et des échanges.

Une enquête de satisfaction a permis aux participants de s'exprimer. Ils ont attribué une note moyenne de satisfaction de 4,07/5, soulignant l'aspect pratique, pédagogique et accessible des ateliers, ainsi que la qualité de l'organisation et le choix du lieu (Pôle Bois). Les intervenants ont également exprimé leur satisfaction avec une note de 4,22/5, appréciant les échanges avec un public intéressé et la qualité de l'organisation. 100 % des intervenants se sont d'ailleurs déclarés prêts à participer à une prochaine édition.

L'édition 2025 de la MIC mettra l'innovation au cœur de ses échanges et expérimentations. Plutôt que de se limiter à un seul sujet, comme l'intelligence artificielle, il sera proposé une approche plus large, permettant d'explorer les avancées technologiques, les nouveaux usages numériques et les transformations qui redéfinissent nos modèles.

Une thématique comme "Innover aujourd'hui pour transformer demain" offrirait un cadre propice aux échanges entre entreprises, collectivités, associations, chercheurs et citoyens, et permettrait d'aborder l'innovation sous toutes ses formes : technologique, sociale, environnementale et organisationnelle.

Pour enrichir l'expérience et favoriser l'interactivité, plusieurs évolutions sont envisagées :
- des espaces de démonstration et d'expérimentation, avec des ordinateurs en libre accès pour permettre aux participants de tester des outils et technologies innovantes en conditions réelles ;
- des débats et tables rondes autour des enjeux éthiques et stratégiques de l'innovation, notamment sur l'impact des nouvelles technologies dans nos vies et nos métiers ;
- un espace plateau TV et une diffusion en direct, afin de donner une visibilité accrue aux échanges et d'impliquer un public plus large, y compris à distance.

Avec cette approche, la MIC 2025 se veut un véritable espace d'échange et d'expérimentation, où chacun pourra découvrir, tester et débattre des innovations qui façonneront notre avenir.

b. Mission Innovation Corrèze pour le grand public *(du 25 au 29 novembre 2024)*

En plus de la journée dédiée aux professionnels, le Conseil Départemental coordonne la semaine de la MIC sur l'ensemble du territoire. Des animations variées sont proposées par les structures de médiation numérique, au grand public, permettant à chacun de découvrir des innovations adaptées à son quotidien. En 2024, 11 structures réparties sur 14 lieux ont organisé 34 ateliers, couvrant des thématiques aussi diverses que l'intelligence artificielle, la sobriété numérique, la généalogie en ligne ou encore la réalité virtuelle.

L'édition 2025 poursuivra cette dynamique en maintenant le format sur une semaine complète, offrant ainsi plus de flexibilité aux structures et une meilleure accessibilité pour le public. L'ambition de la MIC reste inchangée : faire découvrir au plus grand nombre les innovations numériques et leurs usages concrets, en proposant des ateliers interactifs et immersifs adaptés à tous les publics.

Pour financer cette opération, il est proposé d'inscrire 9 000 € en crédits de paiement.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous.

Usages et services numériques	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Total DEPENSES de FONCTIONNEMENT	45 000€	27 523 €	40 200€
Total DEPENSES d'INVESTISSEMENT	50 000€	1 144 €	5 000€

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 - DEPENSES
Fonctionnement	40 200 €
Investissement	5 000 €
TOTAL	45 200 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 40 200 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/304

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

CORRÈZE NUMÉRIQUE : USAGES ET SERVICES - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/304 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Hélène ROME, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : il est proposé l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique sectorielle AMENAGEMENT NUMERIQUE 2025 USAGES ET SERVICES NUMERIQUES.

	Crédits de paiement 2025
Fonctionnement	40 200 €
Investissement	5 000 €
TOTAL	45 200 €

Article 2 : sont approuvées les dispositions et modalités exposées dans le présent rapport.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.4 et 937.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4 et 907.8.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15807-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/305

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

AIDES AUX COLLECTIVITÉS - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le Département, garant de l'aménagement et du développement équilibrés des territoires, s'est donné comme priorité durant sa mandature d'accompagner l'activité économique et l'emploi en renforçant l'investissement en Corrèze. Il a donc fait de sa politique d'aides aux collectivités un levier central de cette ambition pour notre territoire.
Cette politique a de plus permis d'accompagner les collectivités au travers de différentes crises et transitions, leur permettant notamment de renforcer la résilience de leur territoire face à des tensions liées notamment à l'énergie ou à la gestion de l'eau.

Ainsi depuis 2018, le Département a mis en place un dispositif contractuel triennal, dans l'objectif d'apporter aux communes et à leurs groupements la lisibilité et la sécurisation financières indispensables à la réalisation de leurs projets sur leur mandature.
Trois générations de contrats se sont succédées, dont une, celle initiée en 2021, a subi de plein fouet les impacts liés au COVID, à l'inflation, et le renchérissement des énergies.

Force est de constater que ce soutien adapté a permis de maintenir et de développer l'activité économique sur nos territoires et, par ricochet, l'emploi, notamment dans le secteur des bâtiments et travaux publics.

En effet, à ce jour, sur les trois contractualisations, plus de 4 500 projets ont d'ores et déjà été aidés.
Ce volume d'opérations représente pour le Département plus de 82 Millions d'euros de subventions versées et 350 Millions d'euros de travaux. On peut ainsi en déduire qu'un euro apporté en soutien par le Département apport quatre fois plus de travaux réalisés sur le terrain. Un tel indicateur démontre, si encore nécessaire, le rôle déterminant de la politique initiée par le Département pour soutenir le développement du territoire corrézien.

De plus, au bénéfice de chaque contractualisation, le Département a intensifié les moyens financiers dédiés, renforçant cette dynamique d'accompagnement qui est déterminante pour l'enclenchement de chaque opération de travaux pour chaque commune.
L'effet conjugué de l'augmentation des moyens financiers et de l'adaptabilité continue du cadre de la contractualisation a conduit à une hausse très importante des aides accordées sur ces deux dernières années.

Tous dispositifs d'aides confondus, en 2024 comme en 2023, plus de 20 Millions d'euros d'aides ont été attribuées ce qui représente plus de 100 Millions d'euros d'investissements.
De manière macro, sur ces deux dernières années, cet engagement financier représente l'équivalent de 165 euros par habitant du département.
Ce volume d'aides votées est deux fois plus élevé qu'en 2018 et trois fois plus élevé qu'en 2021, ce qui démontre l'engagement des élus locaux dans leur action quotidienne pour améliorer le cadre de vie de leurs administrés.

Bien entendu, l'Etat participe également au financement des projets communaux. Il a ainsi apporté 10 Millions d'euros par an au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) sur les deux dernières années.
D'autres aides publiques ont ainsi pu être captées en complément pour certains projets (Fonds verts, Dotation de Soutien à l'Investissement Local - DSIL, aide de l'Agence de l'eau…) qui ont permis certaines réalisations structurantes.

Cette ère de captage d'aides publiques semble dorénavant en passe d'être révolue. Les taux d'aides publiques de 80 % ou presque, qui ont permis à de nombreuses collectivités corréziennes de réaliser des projets d'envergure, seront plutôt l'exception que la règle dans les années à venir.
En effet, la situation budgétaire de la France et l'adoption de la loi de finances qui vise à contenir le déficit public à 5,4 % du PIB induit un panel d'économies à réaliser dont une partie doit être supportée par les collectivités locales.

Le Département est, lui aussi, soumis à une contribution supplémentaire qui vient grever ses propres marges de manœuvre.
De fait, le Département étant déjà l'amortisseur social, il ne pourra pas être aussi l'amortisseur budgétaire des collectivités locales face au désengagement des accompagnements financiers de l'Etat qui va se traduire, sans aucun doute, dans les prochains mois.

La France est malade depuis de nombreuses années et sa pathologie principale est sa schizophrénie financière qui la conduit à un taux d'endettement record.
Heureusement que le Département et les communes corréziennes ne souffrent pas des mêmes maux !

Pour autant, même si la politique des aides aux collectivités corréziennes reste une priorité pour le Département, celle-ci devra s'inscrire dans un nouveau contexte budgétaire.
D'ailleurs la nouvelle politique départementale d'aides aux collectivités sera à redéfinir cette année compte tenu de la fin de l'actuelle contractualisation.

La nouvelle génération d'aides s'appuiera d'une part, sur le bilan détaillé du passé et d'autre part, sur le volume financier mobilisable par le Département.
D'ores et déjà le constat peut être fait d'une très forte instabilité des programmes d'investissements des collectivités accompagnés par le Département, fragilisant d'autant le mécanisme de contractualisation par des très nombreux avenants.
Ainsi, au 15 mars, sur 1 076 subventions votées sur la contractualisation en cours, 271 opérations n'étaient pas présentes dans les contrats initiaux (soit 25 %) et plus de 15 % des projets subventionnés ont été modifiés. Deux ans après la mise en place de la contractualisation 2023/2025, 226 avenants ont été validés, pour 287 collectivités bénéficiaires de Contrat de Solidarité Communale ou Contrat de Cohésion Territoriale.

Il est donc nécessaire qu'en réponse à l'effort et à la souplesse offerts par le Département, les collectivités bénéficiaires respectent leur engagement contractuel par la réalisation concrète des opérations inscrites et limitent leurs demandes d'aides départementales ou de modifications.

En effet, le volume constaté de demandes de modifications induit un surbooking financier obligeant le Département à grever des crédits futurs pour des opérations qui ne se réaliseront peut-être pas.

Nous devons donc, collectivement, au bénéfice de nos relations contractuelles, conduire avec une plus grande visibilité et concrétisation les programmes d'aménagement et de développement de notre territoire.

Lors de la prochaine Assemblée plénière du 4 juillet 2025 sera proposé le nouveau cadre partenarial de financement des projets des collectivités Corréziennes dans le domaine de l'eau, le Contrat de Progrès, avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, pour la période 2025/2027. Afin de permettre la mise en œuvre rapide de subventions dans ce cadre, il est proposé dès à présent de poser le cadre financier afférent.

A / AUTORISATIONS DE PROGRAMME :

CREATION DE DEUX LIGNES POUR LES PROJETS LIÉS À L'EAU DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PROGRÈS 2025/2027 : 5 000 000 €

Ainsi il est proposé la mise en place de deux Autorisations de Programme, une pour les communes, une pour les groupements, pour un montant total de 5 millions d'euros.

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE	Code et libellé programme de rattachement de la nouvelle enveloppe	Total AP/AE
Aides aux Communes	AP	CONTRAT DE PROGRES 2025/2027 - COMMUNES	P009E06	2 000 000 €
Aides aux Communes	AP	CONTRAT DE PROGRES 2025/2027 - EPCI ET SYNDICATS	P011E05	3 000 000 €
TOTAL				5 000 000 €

B / CREDITS DE PAIEMENT POUR 2025 : 21 000 000 €

Fidèle à ses ambitions pour le développement et l'attractivité du territoire, ce sont donc 21 millions d'euros qui seront consacrés à l'aide aux collectivités en 2025, afin de procéder au versement des subventions d'ores et déjà allouées sur les contractualisations précédentes et en cours.

Cette enveloppe de crédits annuels se décompose de la manière suivante :

- Dotation voirie et Dotation de Solidarité Communale : 3 338 123 €, afin d'accompagner les travaux de voirie des collectivités bénéficiaires,

- Contractualisation : 12 782 174 € pour les projets des communes, EPCI et syndicats ayant signé un Contrat avec le Département pour des projets d'investissements,

- Politique de l'Eau : 2 666 754 € pour les projets entrant dans le cadre du Contrat de Progrès en partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne,

- Sobriété de l'éclairage public : 1 566 949 € pour les Contrats de Sobriété Energétique signés avec les syndicats d'électricité pour réduire les dépenses énergétiques liées à l'éclairage public,

- Supervision : 646 000 € pour accompagner les investissements des communes adhérentes à Corrèze Centre de Supervision.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

AIDES AUX COLLECTIVITES	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Dépenses d'investissement	21 000 000 €	19 196 877 €	21 000 000 €

Dont les programmes suivants :

		BP 2024	CA 2024	BP 2025
P008	Adressage des communes	2 058 €	**1 696 €**	
P009	AEP, assainissement et milieux aquatiques des communes	1 489 879 €	360 725 €	587 287 €
P010	AEP, assainissement et milieux aquatiques des communes - Anciens dispositifs	101 542 €	68 000 €	30 356 €
P011	AEP, assainissement et milieux aquatiques des communes des EPCI et syndicats	2 766 323 €	1 712 458 €	2 049 111 €
P028	Ancienne politique - aménagement des territoires	52 178 €	10 384 €	51 543 €
P052	Contrats des communes - Aménagement des territoires	4 983 063 €	5 882 253 €	4 472 798 €
P053	Contrats des communes - Commerces	115 470 €	187 953 €	282 478 €
P054	Contrats des communes - Culture, sports et loisirs	1 244 868 €	2 022 782 €	2 377 464 €
P055	Contrats des communes - Défense incendie	31 116 €	45 374 €	181 089 €

		BP 2024	CA 2024	BP 2025
P056	Contrats des communes - École 1er degré	947 837 €	871 842 €	1 163 054 €
P057	Contrats des communes - RDT (réseaux d'eaux pluviales en traverse de routes départementales)	144 286 €	189 974 €	205 842 €
P060	Contrats des communes - Voirie communale	20 000 €	47 186 €	15 523 €
P061	Contrats des EPCI, syndicats et associations - Aménagement des territoires	5 436 665 €	3 631 822 €	2 372 238 €
P062	Contrats des EPCI, syndicats et associations - CONTRATS DES EPCI, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS - CULTURES, SPORTS ET LOISIRS	110 169 €	50 807 €	171 304 €
P064	CONTRATS - PROJETS SANTE	411 738 €	366 093 €	1 472 841 €
P065	CONTRATS DES EPCI, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS - VOIRIE COMMUNALE	9 800 €	5 600 €	16 000 €
P180	VOIRIE DES COMMUNES	2 330 628 €	2 771 632 €	2 862 637 €
P181	VOIRIE DES EPCI ET SYNDICATS	212 188 €	237 245 €	475 486 €
P192	HYPERVISION	126 540 €	- €	646 000 €
P193	ECLAIRAGE PUBLIC - SOBRIETE	463 652 €	733 051 €	1 566 949 €
Total		21 000 000 €	19 196 877 €	21 000 000 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES
INVESTISSEMENT	21 000 000 €

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/305

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

AIDES AUX COLLECTIVITÉS - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/305 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Christophe PETIT, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation de Crédits de Paiements suivants au titre de la politique des Aides aux Collectivités 2025 :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES
INVESTISSEMENT	21 000 000 €

Article 2 : sont votées au titre de 2025, les Autorisations de Programme (AP) dont les caractéristiques sont les suivantes :

Service	Type AP/AE	Libellé de l'AP/AE	Code et libellé programme de rattachement de la nouvelle enveloppe	Total AP/AE
Aides aux Communes	AP	CONTRAT DE PROGRES 2025/2027 COMMUNES	P009E06	2 000 000 €

Aides aux Communes	AP	CONTRAT DE PROGRES 2025/2027 EPCI & SYNDICATS	P011E05	3 000 000 €
TOTAL				5 000 000 €

Article 3 : est approuvé l'ensemble des dispositions présentées dans le rapport au titre de la politique des aides aux collectivités 2023-2025.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.0
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.31
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.8
- Section Investissement, Article fonctionnel 901.2
- Section Investissement, Article fonctionnel 902.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.13
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.25
- Section Investissement, Article fonctionnel 903.38
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.14
- Section Investissement, Article fonctionnel 904.228
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.9
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.12
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.32
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.32
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.33
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.34
- Section Investissement, Article fonctionnel 907.6
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.45
- Section Investissement, Article fonctionnel 908.47.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15850-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CD.2025.04.11/306

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DE L'HABITAT - BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Le Conseil Départemental agit concrètement pour l'amélioration de la qualité de vie des corréziens. Il les accompagne à chaque étape clef de leur parcours résidentiel avec une politique habitat qui s'inscrit dans la durée, sur le principe de la prise en compte des enjeux actuels pour répondre aux évolutions sociétales de demain.

La collectivité intervient sur tous les champs du logement, à destination du parc privé mais également du parc public auquel il apporte un soutien déterminant. Par l'ensemble de ses effets directs et indirects, son action volontariste en faveur de l'habitat est un réel facteur de développement des territoires.

Dans un contexte inflationniste des prix de l'énergie, le coût du logement impacte très directement le quotidien des foyers corréziens. Un tiers du parc des logements est classé énergivore. Et la revitalisation des bourgs et des centralités est un enjeu d'importance pour le développement local et l'attractivité du territoire.

La rénovation thermique des logements est ainsi devenue un marqueur de l'intervention de la collectivité, réponse aux besoins de confort et de valorisation durable des logements des corréziens.

Les résultats très encourageants du dispositif Corrèze Bouclier Energétique développé à l'attention des particuliers confirment l'intérêt de pouvoir disposer de modalités d'intervention stables dans la durée dans un climat institutionnel en perpétuelle mouvance. L'accompagnement dans la maitrise des dépenses d'énergie se traduit par la rénovation thermique des logements et la production d'énergie décarbonée et répond à une demande concrète.

Autre enjeu incontournable pour le Département, son implication massive auprès des plus fragiles.

En écho du service public départemental Corrèze Autonomie créé en 2024, les aides habitat dédiées aux séniors pour leur maintien à domicile répondent à leurs attentes et à des problématiques de plus en plus complexes. Elles s'adressent également aux plus de 20 ans en perte d'autonomie.

La situation du logement social en Corrèze nécessite d'importantes adaptations pour répondre en volume et en qualité aux besoins des corréziens. Un effort sans précédent a été consenti par la collectivité pour la réhabilitation du parc social au profit de Corrèze Habitat, Office Public Départemental, dont elle est collectivité de rattachement. 11.5 M€ sont mobilisés sur la période 2023-2028 pour accompagner un plan de développement ambitieux qui répond à la fois à l'urgence de réhabilitation des logements énergivores et à la production de logements neufs.

Au-delà des aides au bâti, le Département manifeste sa volonté d'aider directement les plus modestes dans l'accès et le maintien dans le logement. Il le fait par le biais du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) qu'il copilote avec l'Etat. Et avec les outils financiers que sont, d'une part le Fonds Solidarité Logement (FSL) et d'autre part, le Fonds Commun Logement (FCL), qu'il gère intégralement, le Département réaffirme que le logement est un levier incontournable de l'action et de la cohésion sociales.

De surcroît, dans la continuité de sa politique de soutien aux partenaires, pour conforter la transversalité et au vu de leurs actions en faveur du "mieux logement", un appui est apporté à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement et aux 3 Services Habitat Jeunes de la Corrèze.

La politique de l'habitat se situe fondamentalement au croisement des enjeux économiques, sociaux et climatiques actuels. Elle demeure un levier incontournable de l'action du Département et s'appuie sur 2 leviers principaux :

- le Guichet Habitat, qui gère les aides au bâti, à l'attention du parc privé et du parc public, d'une part,
- le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), qui porte 2 fonds financiers dont le Département assure la gestion, d'autre part.

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions, je vous propose d'affecter en crédits de paiement :

- 4 333 034 € au titre des dépenses d'investissement,
- 775 450 € au titre des dépenses de fonctionnement.

I – INVESTISSEMENT GUICHET HABITAT : 4 333 034 €

Le Département porte depuis juin 2015, un plan de soutien à l'habitat qui a su s'adapter et s'ajuster au fil des années pour intervenir sur l'ensemble des champs du logement à l'attention des propriétaires et des occupants : aides directes pour la rénovation et adaptation à la perte d'autonomie.

Cette forte implication du Département dans le domaine de l'habitat vise notamment à améliorer le service rendu aux corréziens pour les accompagner dans leur confort quotidien, mais également à soutenir l'activité locale et conforter les emplois.

En 2023, face à la crise énergétique, le Département s'est engagé sur un dispositif totalement innovant, Corrèze Bouclier Energétique. Voté lors de l'Assemblée départementale du 2 décembre 2022, il porte l'ambition de protéger l'ensemble des corréziens en donnant au territoire de nouvelles opportunités de développement énergétique avec un schéma stratégique pour reprendre son destin en main. Il se traduit très concrètement, dans le cadre de la politique habitat, en accompagnant les corréziens vers la sobriété énergétique et le développement de l'énergie décarbonnée pour l'autoconsommation individuelle dans un cadre stable.

En parallèle, au 1er janvier 2024, l'Etat avait souhaité mettre en œuvre de nouveaux dispositifs d'accompagnement des particuliers (MaPrimeRenov', MaPrimeAdapt', Mon Accompagnateur Renov'...). Les modalités ont évolué en continu depuis un an. Les dispositifs ne sont pas totalement consolidés, de nouveaux critères, touchant aux taux et aux règles d'écrêtement, sont intervenus en début d'année 2025. Ces nouvelles évolutions conduisent le Département à devoir procéder à quelques ajustements afin d'assurer une meilleure articulation des financements au bénéfice des corréziens.

En corollaire, le Conseil Départemental travaille en étroite collaboration avec les différents partenaires de l'habitat sur les territoires, en particulier les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ayant mis en place des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), à destination des publics modestes à très modestes, et autres Programmes d'Intérêt Général (PIG) contribuant à des objectifs similaires. Le panorama des programmes opérationnels en Corrèze est à ce jour le suivant :

- Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

7 EPCI sont couverts par des OPAH et OPAH Renouvellement Urbain (OPAH RU) :

- La Communauté d'Agglomération de Brive et Communauté de Communes du Pays de Lubersac,
- La Communauté de Communes du Pays d'Uzerche,
- La Communauté de Communes du Pays de Saint-Yrieix,
- La Communauté d'Agglomération de Tulle,
- La Communauté de Communes Xaintrie-Val-Dordogne,
- La Communauté de Communes Vézère - Monédières - Millesources,
- La Communauté de Communes Midi-Corrézien.

- Les Programmes d'Intérêt Général (PIG)

- La Communauté de Communes Ventadour-Egletons-Monédières,
- La Communauté de Communes Haute-Corrèze-Communauté.

Au 1er janvier 2025, une transition progressive impulsée par l'Etat (délibération du CA de l'Agence Nationale de l'Habitat - ANAH du 13 mars 2024) pour les OPAH-PIG est en cours. L'objectif est de les substituer, à terme, par un nouveau cadre : le Pacte Territorial France Rénov'.

Les enjeux poursuivis sont d'une part, la simplification d'un dispositif peu lisible, tant du point de vue du parcours usagers que de la rationalisation du cadre actuel et d'autre part, la bonne articulation des acteurs au niveau des territoires.

Au niveau local, deux conventions de mise en œuvre des "Pactes Territoriaux France Rénov'" seront co-signées par le Préfet de Département, les EPCI ainsi que notre collectivité :

- Le Pacte Territorial France Rénov' Territoire Ouest Corrèze,
- Le Pacte Territorial Haute, Moyenne et Midi Corrèze.

Le Département entre dans la gouvernance en continuum de son rôle dans les OPAH et PIG. Il n'y a pas de participation financière spécifique, hormis la mobilisation des aides de droit commun.

Pour faciliter l'accession aisée à l'information, les Corréziens ont accès aux dispositifs des aides départementales du Guichet Habitat par le biais d'un numéro unique et de formulaires « 1er contact » accessibles sur le site du Département.

Des actions de communication du Département ponctuent régulièrement l'actualité sur la thématique habitat : participation annuelle au Salon de l'Habitat départemental, diffusion de l'information par et auprès de différents organismes de l'habitat, réunions et échanges réguliers avec les partenaires, auprès des artisans (CAPEB, FFB), articles dans Corrèze Magazine, campagnes d'affichages…

I.1. Bilan 2024

A. Parc privé

En 2024, le Conseil Départemental a renforcé son engagement en faveur des Corréziens par le biais de trois axes prioritaires :

- Sobriété énergétique et autoconsommation individuelle dans le cadre du Corrèze Bouclier Énergétique,
- Soutien au maintien à domicile, en consolidant les dispositifs existants,
- Dynamisation des territoires ruraux, avec une aide dédiée à la valorisation du parc vacant dans les communes rurales.

Parallèlement, l'évolution des dispositifs d'aides de l'État a permis d'accroître les financements pour les rénovations énergétiques d'ampleur (MaPrimeRénov' Parcours Accompagné) et les travaux d'adaptation pour le maintien à domicile (MaPrimeAdapt'). Cette dynamique a entraîné une hausse des demandes auprès du Guichet Habitat, avec 484 000 € supplémentaires engagés par rapport à 2023.

En 2024, le Guichet Habitat du Département a traité plus de 3 700 sollicitations (appels téléphoniques, formulaires en ligne, …), aboutissant à 1 054 demandes d'aides. 916 ont donné lieu à l'envoi d'un dossier après vérification des conditions d'attribution, soit près de 87 % de dossiers potentiellement éligibles.

Le tableau ci-dessous détaille la répartition des dossiers et des subventions allouées en 2024 selon les types d'aides du Guichet Habitat.

	Bilan aides Guichet 2024	Nombre d'imprimés de demande envoyés en 2024	Nombre de dossiers instruits	Montant de travaux	Montant de subventions engagées en 2024
Corrèze Bouclier Energétique	Rénovation énergétique des logements	432	235	7 550 829 €	886 410 €
	Production d'énergie et décarbonation	52	23	249 178 €	28 000 €
	Chauffe-eau thermodynamique	63	58	180 462 €	17 400 €
	Matériel de régulation	51	49	53 947 €	9 800 €
	Sous total	*598*	*365*	*8 034 416 €*	*941 610 €*
Adaptation	Maintien à domicile	274	109	825 814 €	225 290 €
	Perte d'autonomie	14	6	61 431 €	22 200 €
	Confort d'été	1	1	599 €	300 €
	Equipements urgents	4	2	712 €	400 €
	Sous total	*293*	*118*	*915 556 €*	*248 190 €*
Valorisation du vacant dans Les communes rurales		25	5	203 278 €	40 000 €
TOTAL		916	488	9 153 250 €	1 229 800 €

En 2024, 488 demandeurs ont concrètement bénéficié de l'attribution d'une aide financière. Soit 161 projets supplémentaires financés par rapport à 2023.

Grâce aux dispositifs du Département, 1 229 800 € de subventions ont été engagés, permettant la réalisation de 9 153 250 € de travaux, soit une hausse de 4,8 M€ par rapport à l'année précédente.
Le nombre de projets engagés a fortement augmenté, notamment pour :

- La rénovation énergétique d'ampleur : + 55 %
- L'adaptation pour le maintien à domicile : +117 %

Cette dynamique s'explique par des aides de l'État particulièrement incitatives.

<u>Pour les travaux de rénovation énergétique :</u>
Avec un taux de financement de 30 % minimum pour les ménages aux revenus supérieurs, pouvant atteindre 80 à 90 % pour les ménages très modestes dans le cadre de la Prime Rénov Accompagnée, de nombreux Corréziens ont saisi l'opportunité d'entreprendre des travaux d'envergure. Le Département apportant ici, l'effet levier déterminant pour faire aboutir le projet.

Dans certains cas, en cumulant les subventions (État, EPCI, Communes, Département), le reste à charge pour les bénéficiaires les plus modestes est quasi nul.
L'aide départementale permet d'accompagner les travaux d'isolation sur une aide de 25 % plafonnée à hauteur de 3 000 €, bonifiée de 2 000 € sur les PAC Air/Eau et chaudières biomasse.
Néanmoins, il s'avère que pour certains dossiers, en raison des règles d'écrêtement, la bonification "chauffage" n'a pas pu être attribuée au risque de dépasser les plafonds de financement autorisés et voire même se substituer aux aides nationales et/ou locales*.

**A savoir que depuis le 1er janvier 2025, les règles d'écrêtement pour les ménages intermédiaires et supérieurs ont été revues à la hausse (voire pour les ménages modestes). Cela entraînera, de manière mathématique, une augmentation globale du montant des aides allouées par le Département.*
De plus, il convient de noter le désengagement des EPCI sur certains projets, où les aides mobilisées sont particulièrement importantes. En conséquence, c'est le Conseil départemental qui compenserait cette absence d'aide.

Pour les travaux d'adaptation pour le maintien à domicile :
Les aides de l'État via MaPrimeAdapt' (financement de 50 à 70 % selon les ressources du ménage), combinées à l'abaissement de l'âge d'intervention en action préventive pour l'aide du Département (65 ans au lieu de 75 ans), ainsi qu'au travail collaboratif avec les coordinatrices de Corrèze Autonomie, ont contribué à l'explosion des demandes et des dossiers financés. A titre de rappel : + 117 % en 2024 par rapport à 2023.

B. Parc public

Lors de sa séance du 2 décembre 2022, l'Assemblée Plénière a approuvé la mobilisation de 6 millions d'euros pour la rénovation énergétique des logements sociaux et en premier lieu pour le parc de Corrèze Habitat.

Le 7 avril 2023, le Conseil Départemental a validé les modalités d'intervention financière qui ont été mises en place spécifiquement pour Corrèze-Habitat.

En premier lieu, elle se traduit par l'apport de fonds propres sous la forme de titres participatifs à hauteur de 8 333 034 €.
Afin de répondre aux besoins d'équilibre budgétaire de l'organisme, les appels de fonds interviennent sur 3 années :

- 2023 : 3 000 000 €
- 2024 : 3 000 000 €
- 2025 : 2 333 034 €

Ces financements doivent être fléchés sur les travaux de rénovation énergétique de l'ensemble du parc de Corrèze-Habitat sur 2023-2028.
Parallèlement, le Conseil Départemental avait voté de nouvelles conditions d'octroi des garanties d'emprunt. Pour les opérations de constructions neuves, de réhabilitation ou d'acquisition-amélioration, le Conseil Départemental garantira à hauteur de 100 % les emprunts fléchés sur des projets agréés par l'Etat et approuvés par notre collectivité.

De plus, 3 160 000 € en aides directes ont été inscrits au bénéfice du bailleur sur 2023-2028.
Pour rappel, le dispositif d'aides mis en place est le suivant :

- Constructions neuves : 1 000 € / logement
- Réhabilitations : 3 000 € / logement
- Déconstructions (avec obligation d'aménagement du terrain libéré) : 1 000 € / logement.

A noter qu'au 31 décembre 2024, 32 opérations inscrites au Plan Stratégique du Patrimoine (PSP) ont été engagées par le Conseil départemental en Commission Permanente pour un montant d'aides s'élevant à 1 161 000 €.

Ces opérations concernent 451 logements toute nature confondue :

- Démolition 62 logements
- Réhabilitation 355 logements
- Construction 34 logements

En 2024, le Conseil Départemental aura mobilisé 2 390 800 € qui auront généré plus de 34 757 352 € de travaux.

Bilan global 2024	Nombre de dossiers instruits	Montant de travaux financés	Montant des subventions engagées
Total Parc Privé	488	9 153 250 €	1 229 800 €
Total Parc Public	32	25 604 102 €	1 161 000 €
TOTAL Aides Habitat	520	34 757 352 €	2 390 800 €

1.2. Evolution des aides

A. Les aides aux particuliers

Au vu de l'évolution de la législation et des nouvelles règles de l'Etat intervenues depuis janvier 2025, je vous propose de procéder, à la marge, à certains ajustements de nos aides départementales.

➢ Aide rénovation énergétique des logements

Les évolutions successives des dispositifs d'aides de l'Etat rendent ces derniers particulièrement incitatifs, notamment sur les projets d'envergure dans le cadre de MaPrimeRénov' Parcours accompagné.
En effet, les règles de l'Etat permettent, dans le cadre des projets globaux de rénovation énergétique, de cumuler plusieurs subventions (Etat, EPCI, Communes et Département). Ces aides, soumises aux mécanismes d'écrêtement, peuvent couvrir jusqu'à 100 % du coût TTC des travaux pour les ménages très modestes.
Dans ce contexte, le Département se retrouve dans l'impossibilité de mobiliser la bonification de 2 000 € pour les PAC Air/Eau et chaudières biomasses (déjà financées par l'Anah) sans risquer de dépasser les seuils d'écrêtement de l'Etat, voire le coût total TTC du projet.
Ainsi, afin d'éviter les surfinancements et ne pas se substituer à l'Etat, ou aux autres financeurs (EPCI ou Communes) qui aujourd'hui se désengagent, je propose de recentrer l'aide départementale "Rénovation énergétique des logements" au financement des travaux d'isolation renforcée (combles, rampants, menuiseries, murs intérieurs ou extérieurs, sols et VMC).

➢ Maintien à domicile des séniors et adaptation du logement à la perte d'autonomie

Pour gagner en efficacité, optimiser au mieux les modalités de gestion et assurer une articulation optimale avec l'aide MaPrimeAdapt', je propose que les aides départementales "Maintien à domicile des séniors" et "Adaptation à la perte d'autonomie", soient calculées sur le même montant de travaux H.T. retenu par l'ANAH.

Par ailleurs, afin d'assurer une utilisation efficiente des fonds départementaux et de maximiser leur impact sur les projets nécessitant un apport financier ayant un réel effet levier, les demandes présentant un reste à charge significatif (supérieur à 300 €) après mobilisation des autres financements pourront bénéficier d'une aide départementale. A savoir que le montant moyen des aides accordées se situe entre 2 000 € et 3 000 € pour les deux aides emblématiques que sont, respectivement le « Maintien à Domicile » et la « Rénovation Energétique ».

Au vu des nouvelles évolutions et autres décrets d'application susceptibles de ponctuer l'année 2025, les dispositifs du Guichet Habitat et leurs modalités d'attribution pourront être adaptés en tant que de besoin par la Commission Permanente du Conseil Départemental.

Il est proposé à l'Assemblée Départementale d'inscrire 1 043 000 € de crédits de paiement pour les aides aux propriétaires privés portés par le Guichet Habitat sur 2025.
Il est aussi proposé au vote de l'Assemblée d'abonder d'un montant de 100 000 € l'Autorisation de Programme "Maintien à domicile des séniors- 2025". Celle-ci sera donc portée à 400 000 € afin de permettre l'attribution des subventions sollicitées dans le cadre de ce dispositif.

B. Corrèze Habitat perspectives 2025

La clôture de l'exercice de Corrèze habitat fait apparaître un résultat 2024 déficitaire. Le budget 2025 a un résultat prévisionnel lui aussi négatif. Le Plan de Moyen Long Terme nécessite un travail approfondi afin de fiabiliser les trajectoires et les hypothèses d'ici à 2033.

Dans cette perspective de viabilisation du modèle économique, deux scénarios sont mis à l'étude sur le deuxième trimestre 2025. Pour autant, et dans l'attente des conclusions de ce travail, le BP 2025 prévoit une ligne claire et réaliste sur les investissements à venir, à savoir sur le neuf et la réhabilitation.

Aussi, avant le 30 avril prochain, l'office réalisera un appel de fonds à hauteur de 2 333 034 M€ de titres participatifs qui seront versés par notre collectivité au titre de l'année 2025.

Par ailleurs, Corrèze Habitat poursuit son programme de constructions neuves. Au 01/01/2025, il dispose de 196 logements agréés en stock et envisage d'en déposer 123 supplémentaires au titre de la programmation 2025 : ce qui porterait le total des agréments disponibles à un total de 319 nouveaux logements.

Sur ces 196 logements neufs,138 seront lancés en ordre de service et 18 livrés en 2025 représentant un investissement à hauteur de 28 M€ pour le bailleur social, ce qui mobilise une aide du Conseil Départemental de 78 000 €.

En ce qui concerne le programme de réhabilition, le bailleur Corrèze Habitat prévoit de réhabiliter 398 logements et 115 livrés en 2025 ce qui représente un investissement total de 19 M€. Ce sont donc 769 500 € d'aides du Conseil Départemental qui seront engagées.

		2025
Mise en chantier	**Neuf**	138
	Réhab	398
Livraison	**Neuf**	18
	Réhab	115

Celles-ci seront versées à l'organisme en deux temps selon les modalités en vigueur 50% à mi-réalisation et le solde à l'achèvement des travaux.

Au total, pour accompagner les objectifs 2025 de Corrèze Habitat, les aides directes versées par le Conseil Départemental s'élèveront à 847 500 €.

De plus, Corrèze Habitat prévoit de solder la convention de soutien 2018-2022 avec la livraison des derniers logements réhabilités.

A noter que l'Office poursuit l'éradication des logements classés DPE "G" à horizon 2028 et selon les modalités suivantes :

Evolution des DPE hors logements structure								
	A	B	C	D	E	F	G	Total
2023	6	19	735	1074	1363	682	309	4188
2024	4	35	481	1601	1177	708	171	4177
2025	4	40	532	1616	1163	675	139	4169
2026	4	83	821	1644	1078	444	98	4172
2027	4	231	1066	1761	1027	142	48	4279
2028	4	389	1278	1779	916	19	0	4385
2029	4	439	1314	1790	888	0	0	4435

Il est proposé à l'Assemblée Départementale d'inscrire 957 000 € de crédits de paiement pour les aides directes aux bailleurs sociaux portés par le Guichet Habitat sur 2025 et 2 333 034 € pour les titres participatifs.

Programmes	BP 2025
Aides directes aux particuliers	1 043 000 €
Parc Locatif Social - Aides directes	957 000 €
Titres participatifs-Corrèze-Habitat	2 333 034 €
TOTAL	4 333 034 €

Ce sont donc 4 333 034 € qui sont affectés pour accompagner l'engagement de la Collectivité en aides directes.

II – FONCTIONNEMENT – VOLET SOCIAL ET TRANSVERSAL DE L'HABITAT *775 450 €*

Le nouveau Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2023-2027 a été approuvé par la collectivité départementale lors de sa cession de juillet 2023.
Le PDALHPD est copiloté par l'État et le Département. Son adoption, pour la période 2023-2027, constitue un enjeu fort de structuration et de coordination de l'action publique du territoire départemental sur les volets logement et hébergement des personnes défavorisées.

Dans ce contexte, le plan a vocation à créer les conditions d'une dynamique locale et à créer les instances de coordination nécessaires pour une meilleure synergie dans la prise en charge des publics prioritaires, à l'échelle départementale comme aux échelles plus locales.

A ce titre, le Département intervient conjointement avec l'État sur différents dispositifs et outils du PDALHPD : Charte de prévention des expulsions, Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives (CCAPEX), Commission de médiation - dite DALO, Service Intégré d'Accueil et d'Orientation, Pôle Départemental de Lutte contre l'habitat Indigne (PDLHI).

Il s'appuie sur 2 outils financiers, gérés par le Département : le Fonds Solidarité Logement (FSL) et le Fonds Commun Logement (FCL). Ces fonds seront pleinement mobilisés dans l'atteinte des objectifs du Plan, et en particulier dans la lutte contre la précarité énergétique à l'attention des corréziens le plus précaires.

II.1. Fonds Solidarité Logement (FSL)

Premier outil financier du PDALHPD, le FSL est un fonds partenarial, dont le Département a la responsabilité depuis le 1er janvier 2005. Il permet d'aider les ménages les plus modestes à accéder ou se maintenir dans un logement.

A. Bilan 2024

Aides

1941 aides ont été accordées en 2024.

Octroyées à des personnes à faibles ressources, ces aides s'inscrivent :

- Pour l'accès au logement :
  - Dépôt de garantie,
  - Achat de mobilier,
  - Déménagement…

- Pour le maintien dans les lieux :
  - Règlement des loyers,
  - Des factures de chauffage,
  - Des factures d'eau…

La tendance 2023 s'est confirmée en 2024, le nombre des aides accordées reste constant, les aides à l'accès et l'énergie restent les plus sollicitées par les corréziens.

Types de prestations	Montant moyen de l'aide en €	Nb de dossiers	%	2024 en €	Evolution financière par rapport à 2023
Accès	263	712	36,7	187 042	7,11%
Maintien (+ assurance + OM)	496	237	12,2	117 560	-8,98%
Energie (+ Aide préventive)	522	548	28,3	285 830	19,90%
Eau	210	182	9,4	38 281	-9,26%
Trav Cond Modeste/ Aide Exceptionnelle	581	142	7,3	82 492	0,34%
Accompagnement Social lié au logement	1 320	111	5,6	146 520	4,70%
Téléphone	0	0	0	0	0
Services ménagers	367	9	0,5	3 300	191,0%
Action précarité énergétique				6 538	0
Médiation locative (AIS SOLIHA)				90 600	0
TOTAL	537 €	1941	100 %	958 163 €	6,66 %

La répartition territoriale des attributions se décline comme suit en 2024 :

- 48.76 % d'aides pour l'arrondissement de Brive,
- 35.31 % pour celui de Tulle,
- 15.94 % pour celui d'Ussel.

D'une année sur l'autre, le nombre de dossiers est quasi identique à Brive, croissant à Ussel et en diminution à Tulle (- 27 dossiers).

La dépense globale augmente sur l'ensemble des territoires. La plus forte augmentation reste sur le bassin de Brive (+ 25000 €).

Le montant moyen des aides est en augmentation : 463 € en 2023 contre 537 € en 2024. Cette observation est en lien direct avec l'évolution du règlement intérieur intervenu en juillet 2024, impactant en particulier les aides à l'énergie, poste de dépenses en forte progression.

Les aides à l'accès restent les plus sollicitées (36.7 %), suivies des aides à l'énergie (28 %). Cependant, en volume de dépense, il convient d'observer, sans surprise, que c'est le poste « énergie" qui est le plus important (285 830 €).

Le montant de prestations pour 2024 représente 861 226 € accordées pour l'accès, le maintien dans le logement et les flux.

D'autre part, 237 120 € sont alloués à l'organisme SOLIHA, prestataire du FSL intervenant sur le champ de la prévention. Deux types de mesures sont exercées :

- La médiation locative par le biais de l'Agence Immobilière Sociale (AIS) : engagement de 90 600 € correspondant à la captation de logements, l'accompagnement annuel de 90 foyers et la coordination avec leurs propriétaires respectifs,
- L'Accompagnement Social lié au Logement (ASL) : engagement de 146 520 € pour l'accompagnement de 111 familles sur une durée de 6 mois minimum ; les mesures sont renouvelables jusqu'à 4 fois.

Le nombre de mesures est stable. L'augmentation des engagements financiers est liée à la revalorisation opérée au 1er juillet 2024 avec la révision du règlement.

Au total, le montant financier global engagé au titre du FSL en 2024 est de 958 163 € contre 898 359 € en 2023, soit une augmentation de 6.66 %.

Evolution du règlement intérieur

Le règlement intérieur du FSL a été modifié en juillet 2024. Il était nécessaire de l'adapter au regard de l'évolution sociétale et des besoins des corréziens les plus modestes.

Ainsi, a été validé le principe de création d'une aide dite "Aide exceptionnelle suite à un accident de la vie". Elle permet d'aider les travailleurs de conditions modestes, ceux qui disposent d'un emploi saisonnier ou d'un poste d'intérimaire mais également les retraités modestes.

D'autre part, certains montants d'aide ont été revalorisés comme l'aide aux loyers, l'énergie et l'eau. Enfin une aide préventive à l'énergie, ouvrant la possibilité d'intervenir financièrement en amont de la constitution d'une dette (intervenir sur les mensualisations, sans attendre la facture de régularisation) a été engagée au titre d'une expérimentation en juillet 2024 avec EDF, partenaire historique du FSL. Une évaluation sera réalisée en fin d'année 2025.

Contributions

Le FSL est constitué d'une part, de la participation financière du Conseil Départemental :

- Contribution à hauteur de 400 500 € sur le volet Habitat
- A laquelle s'ajoutent 190 000 € sur le volet Insertion

L'engagement de la collectivité en 2024 a représenté ainsi 590 500 € sur la totalité du programme.

D'autre part, le FSL est composé d'un abondement partenarial. En 2024, 12 partenaires se sont engagés auprès du Département :

- 8 abondent financièrement le fonds à hauteur de 347 500 €
- 4 pratiquent des abandons de créances

FSL CONTRIBUTIONS 2024		
CD 19 Volet Habitat	400 500 €	
CD 19 Volet Insertion	190 000 €	
TOTAL CD 19		590 500 €
CAF	150 000 €	
EDF	93 000 €	
ENGIE	44 000 €	
MSA	30 000 €	
TOTAL ENERGIE	20 000 €	
CCAS USSEL	5 000 €	
CCAS TULLE	3 500 €	
FEDEE	2 000 €	
TOTAL partenaires		347 500 €
hors abandon créances		
TOTAL contributions financières		938 000 €

Les abandons de créances ont représenté 10 211 € au total sur 2024
(Saur : 3 776 €, Veolia = 200 €, Suez = 6 235 €, Orange : pas de demande).

Satisfaits du travail collaboratif, les partenaires renouvellent d'année en année leur confiance au Département. Plusieurs d'entre eux (ENGIE et MSA) ont octroyé, en 2024, une dotation complémentaire à titre exceptionnel.

L'énergéticien TOTAL ÉNERGIE est devenu un nouveau partenaire en 2024. Il s'est engagé à alimenter le fonds à hauteur de 20 000 € dans le cadre d'une convention pluriannuelle jusqu'en 2027.

EDF, partenaire historique du FSL s'engage activement sur le champ de la prévention et de lutte contre la précarité énergétique. En 2024, un projet collaboratif a été mis en œuvre sous la forme d'"ateliers écogestes énergies et numériques". Ils se poursuivront en 2025. A proximité de leurs lieux de vie, plus d'une dizaine d'ateliers sont proposés aux bénéficiaires d'aides du FSL. Ils sont animés par le service habitat, un conseiller numérique et la correspondante solidarité EDF. Ces animations ambitionnent d'informer, de conseiller et d'orienter ces usagers afin de leur permettre une meilleure maîtrise de leurs consommations d'énergie, d'eau et de téléphonie.

Un retour d'expérience sera réalisé courant 2025 pour envisager les modalités de poursuite de ce travail de prévention, complémentaire aux aides sociales et indispensable dans une lutte efficiente sur la durée contre la précarité énergétique.

B. Évolution

De nouveaux outils pour un pilotage efficient du FSL

Le déploiement du nouveau logiciel métier Solis dédié à l'action sociale de la collectivité, sur le second semestre de l'année 2025, va modifier la gestion du FSL. Il offre les possibilités d'une gestion optimale du fonds et des marges de réactivité et de proactivité accrues.

Le travail commun et la confiance acquise de nos partenaires financeurs permettra à terme d'ajuster rapidement le règlement intérieur en fonction des besoins et/ou problématiques repérées.

Développement du partenariat

La bonne gestion du fonds tient au maintien d'un tissu partenarial fort. Les participations des partenaires financeurs sont variables d'une année sur l'autre ; elles tendent à se maintenir voire à augmenter. Les modulations de participations à la baisse ne sont pas à exclure, comme à l'inverse, l'arrivée de nouveaux partenaires ; à l'image de TOTAL ÉNERGIE nouvellement engagé sur le dispositif au cours de l'année 2024.

Perspectives 2025

Le montant alloué par nos partenaires pour 2025 sera prévisionnellement identique à celui de 2024.

Il est proposé d'inscrire la participation du Conseil Départemental au FSL à hauteur de 369 750 €.

II.2. Fonds Commun Logement (FCL)

Second outil financier partenarial du Plan, le Fonds Commun Logement est un dispositif extra légal, géré intégralement par le Département. Ce fonds permet d'aider les propriétaires disposant de faibles ressources à se maintenir dans leur logement dans de bonnes conditions.

A. Bilan 2024

Aides

L'ensemble des aides représente un montant total de 102 680 € soit une moyenne de 2 139 € par dossier.

Types de prestations	Montant moyen de l'aide en €	NB	%	2024	Evolution financière par rapport à 2023
PO rénovation partielle	1567 €	7	15 %	10970 €	- 47 %
PO énergie	2 629 €	31	65 %	81 500 €	+ 10 %
Bailleurs privés	1 500 €	2	4 %	3 000 €	=
Projet global					
Dégradations					
Bailleurs publics	901 €	8	16 %	7 210 €	+ 6 %
TOTAL	2 139 €	48	100 %	102 680 €	

L'ensemble des aides 2024 représente un montant total de 102 680 € soit une moyenne de 2 139 € par dossier.
Les demandeurs sont majoritairement des personnes retraitées (52 %).
Parmi les demandes, 65 % d'entre elles concernaient la lutte contre la précarité énergétique.

Sur ce poste de travaux, il permet de compléter efficacement le plancher de financement des aides de l'Etat et du Guichet Habitat pour les ménages les plus modestes.

Ce fonds partenarial reste par ailleurs un outil essentiel pour la prise en charge de travaux n'étant financés dans aucun autre dispositif (assainissement, remise aux normes électriques, petits travaux de toiture…).

Contributions

Le montant financier 2024 est de 118 458 €.

Le Département y contribue directement à hauteur de 60 000 €. Les contributions complémentaires, à hauteur de 58 458€, sont apportées par les partenaires financeurs. Elles sont formalisées par voie de conventions signées pour la durée du PDALHPD 2023-2028.

Contributions FCL 2024		
CD19	60 000 €	
TOTAL CD19		**60 000 €**
MSA	11 000 €	
Agglomération de Tulle	10 000 €	
Communauté d'Ussel	5 658 €	
OPH Corrèze	22 705 €	
OPH Pays d'Egletons	2 500 €	
COPROD	3 095 €	
NOALIS (ex Domaulim)	1 000 €	
SAHLM Polygone	2 500 €	
TOTAL partenaires		**58 458 €**
TOTAL contributions financières		**118 458 €**

B. Evolution

En partenariat avec les différents financeurs, le règlement intérieur du FCL a été modifié en 2023, notamment en ce qui concerne les aides pour lutter contre la précarité énergétique, en lien avec un contexte global inflationniste des coûts de l'énergie.

Des réflexions ont été engagées avec les partenaires pour envisager l'opportunité de nouvelles évolutions. La finalité est de renforcer l'accompagnement contre la précarité énergétique et assurer une continuité logique et complémentaire des aides du Guichet. Les dernières évolutions réglementaires des dispositifs de l'Etat seront, à cet effet, observées dans le détail.

Afin de rester toujours au plus près des besoins spécifiques des publics du Plan, le règlement sera modifié, le cas échéant.

Il est proposé de reconduire la participation du Conseil Départemental au FCL à hauteur de 60 000 €.

II.3. Action du Pacte des Solidarités - CCAPEX

Le Département de la Corrèze, en vertu de la loi du 25 mars 2009 (loi Molle), est doté d'une Commission de Coordination des Actions de Préventions des Expulsions locatives (CCAPEX). La loi Alur du 24 mars 2014 a renforcé son rôle, et la loi du 29 juillet 2023, qui vise à protéger les logements contre l'occupation illicite, est venue renforcer l'accompagnement des locataires en difficulté. Cette instance est co-présidée par le représentant de l'Etat dans le département et le Président du Conseil Départemental.

Elle est chargée de la coordination, de l'évaluation et de l'orientation du dispositif de prévention des expulsions locatives défini par le PDALHPD et la charte de prévention des expulsions.

Dans le cadre du Pacte Local des Solidarités 2024-2027, axe 2 « lutte contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits », signé le 15 mars 2024, l'action « chargé de mission CCAPPEX » a été retenue. Le Pacte est porté à part égale entre l'Etat et le Département.

Le CD19 a souhaité soutenir ce projet de « chargé de mission Prévention des Expulsions » dédié au pilotage des actions menées dans le cadre des préventions des expulsions. Il a souhaité le faire, conformément au Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, pour les raisons suivantes :

- assurer un meilleur repérage des situations d'impayés locatifs,
- rassurer et sécuriser les bailleurs privés corréziens face à une situation d'impayé locatif : évaluer les impacts de l'impayé et accompagner les propriétaires vers l'accès aux droits,
- favoriser un travail coordonné de prévention auprès des bailleurs sociaux, tel que Corrèze Habitat, pour freiner les impayés de loyers et prévenir les mesures d'expulsions locatives.

En accord avec l'Etat, le chargé de mission sera positionné au sein de l'ADIL conformément aux préconisations de la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL).

Les modalités de financement et le périmètre d'intervention seront définis dans le cadre d'une convention tripartite Conseil Départemental, Etat et ADIL pour la durée du PACTE.

Je propose à l'Assemblée Départementale de réserver 30 750 € pour compléter la participation de l'Etat pour cette opération, de même montant, ce qui porte la dépense à 61 500 €.

III – PRESTATAIRES ET PARTENAIRES

III.1. Délégation de gestion à l'AFADIL

L'Association d'Aide aux Familles en Difficulté de Logement (AFADIL) a été choisie pour assurer la gestion financière et comptable du Fonds Solidarité pour le Logement et du Fonds Commun Logement.
Une convention de gestion financière et comptable précise l'étendue de la délégation donnée à l'AFADIL et détermine les missions qui en découlent.
Cette convention est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2028.
L'AFADIL prélèvera en 2025 au maximum 58 000 € pour la gestion du FSL et 2 000 € pour la gestion du FCL sur les enveloppes dévolues à ces 2 fonds.

III.2. Les prestations d'ingénierie et autres subventions

Les prestations d'ingénierie concernent des dépenses relatives aux prestations confiées à SOLIHA Terres Océanes par le biais de deux marchés pour l'accompagnement à l'amélioration de l'habitat et du service immobilier social :

- Instruction des dossiers du Guichet Habitat - maintien à domicile,
- Prestations sociales - amélioration de l'habitat (FCL),

Les deux marchés ont été renouvelés au 1er janvier 2023. Reconductibles annuellement, ils prendront fin le 31 décembre 2025.

Les crédits de paiements budgétisés pour cette dépense sont de 69 520 €.

III.3. L'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL)

L'ADIL informe gratuitement les corréziens, particuliers, professionnels et élus, afin de les aider à mieux connaître les droits mais aussi les devoirs en matière de logement. Par son action de conseil, elle favorise un véritable accès au droit des personnes notamment les plus fragiles, et leur permet de bénéficier de dispositifs et d'aides spécifiques qui leur sont destinés.
Elle assure des permanences sur l'ensemble des territoires afin d'apporter l'information au plus près des Corréziens.

Elle intervient pour délivrer des avis sur les dossiers présentés au Fonds de Solidarité Logement, notamment quant à l'effectivité des charges et des loyers dus. Elle apporte également des conseils juridiques et financiers à tous les usagers que le service Habitat leur réoriente en cas de besoin.

Les modalités de soutien à l'ADIL sont fixées dans une convention signée en 2023 avec reconduction tacite chaque année sous réserve de présentation par l'association d'un bilan d'activités et des comptes annuels.
A noter que l'association est hébergée gracieusement par le Conseil Départemental, selon les termes d'une convention de mise à disposition des locaux valorisée à hauteur de 28 000 €.
Pour des raisons d'optimisation fonctionnelle des surfaces sur Marbot, il a été proposé à l'association d'intégrer en 2025 les locaux de l'immeuble Ramon à Tulle. Afin de faciliter ce transfert, une contribution exceptionnelle de 5 000 € est accordée à l'association.
Il est proposé de porter la participation financière du Département à hauteur de 45 000 € pour 2025.

III.4. Les Services Habitat Jeunes (SHJ)

Le Conseil Départemental soutient les 3 structures porteuses des Services Habitat Jeunes, CCAS BRIVE, ADHAJ TULLE et CCAS EGLETONS, dans leurs actions d'insertion et de promotion sociale au bénéfice des jeunes de 16 à 30 ans.

Ces trois structures assurent des missions relatives à :

- L'accueil, l'orientation et l'information,
- La mobilité et l'inscription dans un parcours résidentiel.

Elles proposent aux jeunes une forme d'habitat très souple, notamment pour la durée du séjour (de quelques jours à 2 ans) et peu coûteuse.
La capacité totale d'accueil agréée par l'Etat est de 184 places pour 2025.

Le Département alloue aux 3 sites de Brive, Tulle et Égletons une aide au fonctionnement. Cette aide est bonifiée si la CAF attribue aux résidences la prestation de service socio-éducative (PSE). L'accompagnement financier est individualisé sur la base d'un accompagnement partenarial du Département formalisé dans une convention d'objectifs annuelle adaptée aux spécificités de chaque structure et à ses projets.

Pour 2025, le Département poursuit son soutien aux trois entités avec :

- Un maintien de l'attention portée à l'ADHAJ de Tulle. Cette structure associative à portée départementale tente de trouver des solutions aux facteurs conjoncturels et structurels impactant son activité. En janvier 2025, l'ADHAJ de Tulle a confié un mandat de gestion à l'association ALTHEA qui gère en Dordogne plusieurs ESMS dont une résidence Habitat Jeunes. La finalité de ce conventionnement, d'une durée d'un an, est d'apporter une expertise sur le modèle économique.

A l'issue une décision sera prise sur le devenir de l'association. La Résidence Estabournie compte 64 places fixes. Elle porte 10 places en logements diffus. A noter que cette association dispose d'un agrément pour exercer des activités d'intermédiation locative et de gestion locatives sociale sans limite de captation en nombre,

- Un soutien réaffirmé au SHAJ d'Egletons qui compte 46 places fixes sur la Résidence des Chadaux, suite à la réhabilitation de la Résidence,

- Un soutien analogue à celui de 2024 pour le SHAJ de Brive, qui dispose de 64 places sur la Résidences Bassaler et 10 places sur les logements diffus.

Au total, le département soutiendra 194 places au sein de ces trois structures.
Il est proposé de reconduire la participation financière du Département à hauteur de 169 680 € pour 2025.

En conclusion, sur le volet social et transversal de l'Habitat, il est proposé à l'Assemblée Départementale d'inscrire 775 450 € en fonctionnement pour l'année 2025.

Dépenses

PROGRAMMES	BP 2025
ADIL	45 000 €
PDALHPD/ FSL et FCL	429 750 €
PACTE / CCAPEX	61 500 €
PRESTATIONS DE SERVICES	69 520 €
HABITAT JEUNES	169 680 €
TOTAL	775 450 €

Recettes

PROGRAMMES	BP 2025
PACTE / CCAPEX	30 750 €
TOTAL	30 750 €

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

DEPENSES INVESTISSEMENT	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Parc Locatif Social	1 158 500 €	465 855 €	957 000 €
Titres participatifs	3 000 000 €	3 000 000 €	2 333 034 €
Aides directes particuliers	841 500 €	877 683 €	1 043 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 000 000 €	4 343 538 €	4 333 034 €

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2024	CA 2024	BP 2025
ADIL	40 000 €	40 000 €	45 000 €
PDALHPD / FSL et FCL	501 500 €	460 500 €	429 750 €
PACTE / CCAPEX	–	–	61 500 €
PRESTATIONS DE SERVICES	69 520 €	41 892 €	69 520 €
HABITAT JEUNES	169 680 €	169 680 €	169 680 €
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	780 700 €	712 072 €	775 450 €

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2024	CA 2024	BP 2025
PACTE / CCAPEX	-	-	30 750 €
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	-	-	30 750 €

En résumé

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES
FONCTIONNEMENT	775 450 €
INVESTISSEMENT	4 333 034 €

	2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	30 750 €

De plus, pour mémoire pour 2025, les dépenses et recettes au titre de la politique qui viennent de vous être exposées dans le présent rapport seront effectuées sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES
P016 E21 - Aide aux particuliers 2025
P016 E19 - Aide à la pierre 2024
P016 E16 - Aide à la pierre 2023
P016 E13 - Aide à la pierre 2022
P016 E11 - Aide à la pierre 2021
P016 E09 - Aide à la pierre 2020
P016 E07 - Aide à la pierre 2019
P016 E20 - Maintien à domicile 2025
P016 E18 - Maintien à domicile 2024
P016 E17 - Maintien à domicile 2023
P016 E14 - Maintien à domicile 2022
P016 E12 - Maintien à domicile 2021
P016 E10 - Maintien à domicile 2020
P016 E08 - Maintien à domicile 2019
P068 E01- Protocole Corrèze-Habitat 2018/2021
P123 E04 - Parc Locatif Social 2022/2025
P123 E02 - Parc Locatif Social 2018/2021
P199 E01 - Corrèze Habitat – Titres Participatifs / 2023-2025
P006 E01 - Subventions aux associations
P013 E01 - Fonds Logement
P099 E01 - Habitat Jeunes (FJT) SUBV
P132 E01 - Partenariat

En RECETTES
P013 E02 – Recettes fonctionnement

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/306

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

POLITIQUE DÉPARTEMENTALE DE L'HABITAT - BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/306 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Franck PEYRET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est proposée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique de l'habitat 2025 :

	Crédits de paiement 2025 DÉPENSES	2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	775 450 €	30 750 €
INVESTISSEMENT	4 333 034 €	-

Article 2 : sont approuvées les évolutions des dispositifs d'aides aux particuliers, "Rénovation Energétique des logements", "Maintien à domicile des séniors" et "Adaptation à la perte d'autonomie.

Article 3 : est approuvé l'abondement à hauteur de 100 000 € de l'Autorisation de Programme "Maintien à domicile des séniors". Celle-ci sera donc portée, au titre de l'année 2025, à 400 000 €.

Article 4 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à engager les différentes actions de la politique départementale de l'habitat 2025, à prendre les décisions et signer les conventions nécessaires.

Article 5 : est approuvée la délégation de gestion financière et comptable à l'Association AFADIL.

Imputations budgétaires :
La recette correspondante sera imputée sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.28.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.52
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.53
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.88
- Section Investissement, Article fonctionnel 923.61
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 934.28.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 36 voix pour, 1 ne prend pas part au vote (Monsieur Christophe ARFEUILLERE).

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-16024-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/307

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

DÉVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES - ANNÉE 2025

RAPPORT

Nous avons, ces dernières années, vu le monde se fracturer à un niveau inédit. En effet, entre les conflits en Ukraine et à Gaza, les reculs des négociations climatiques, le désordre du commerce mondial, la nouvelle présidence des Etats Unis. L'année 2025 devrait conduire à un monde de plus en plus clivé et insécurisant.

Ce nouveau contexte géopolitique se caractérise par de forts déséquilibres territoriaux, un affaiblissement des instances de gouvernance mondiale et donc du droit international et l'accroissement des courants populistes et autoritaires.

Ainsi, face à un monde devenu aussi difficile, couplé avec l'arrivée de nouvelles technologies comme l'Intelligence Artificielle, les citoyens sont soumis à ces mutations technologiques et sociales qui impactent en plus leur vie et leur territoire de vie (urbanisation, métropolisation, désindustrialisation) ce qui peut générer de fortes inégalités territoriales.
La France, est ainsi, composée de territoires très divers, ce qui en fait d'ailleurs sa beauté et son attrait mais qui peut être aussi source d'inégalités.

La Corrèze est un département certes qui n'a pas tous les atouts et les ressources dont d'autres territoires disposent. Pour autant, les élus ont toujours souhaité garantir, à l'échelle de notre territoire, la cohésion territoriale à partir notamment de toutes les politiques publiques qu'il décline pour un développement harmonieux de toute la Corrèze.

La pertinence des politiques publiques portées par les élus départementaux consiste à conduire des politiques volontaristes adaptées aux besoins de développement de l'ensemble de ses communes.

C'est là toute la stratégie qui a été reposée dans le cadre de la redéfinition du cadre d'intervention du Département en faveur des territoires corréziens dès 2015.

Il en ressort un ensemble de prestations et de services organisés et complémentaires pour aider au développement de la manière la plus juste et la plus harmonieuse des projets des communes sur la base de priorités identifiées et des besoins de ses habitants.

L'assemblage de ces soutiens locaux conduisant à rendre le Département dans son entité complète le plus attractif et compétitif possible.

Ainsi, la politique de développement et d'attractivité des territoires se décline à deux niveaux :

- Au plan départemental avec la nécessité de poursuivre l'attractivité de la Corrèze

L'attractivité du territoire se mesure sur sa capacité à pouvoir attirer des nouveaux habitants, des travailleurs, des entreprises, des touristes, des investisseurs… et de créer de l'emploi et donc enrichir la vie de nos communes.
C'est un levier essentiel pour répondre à nos enjeux communs Conseil Départemental / Communes / EPCI, à savoir :

- *Les enjeux démographiques*
  Maintien de nos jeunes sur notre département, attraction de nouveaux actifs, lutte contre les déserts ruraux, vieillissement ….
- *Les enjeux économiques*
  Implantation d'entreprises, attraction de compétences et d'expertises, investissement, commerces saisonniers, lutte contre le chômage, aide au recrutement.

Cette politique volontariste d'attractivité territoriale se traduit par la mobilisation de trois leviers :

- La marque de territoire ORIGINE CORREZE qui fait la promotion de nos savoirs faire au niveau local, national et international.
- La conciergerie CORREZE ACCUEIL qui est chargée de faciliter l'accueil et l'installation de nouveaux arrivants tant sur le plan du logement, de l'emploi, de la scolarisation des enfants. Il s'agit ainsi d'une stratégie d'accompagnement très complète pour accueillir au mieux de nouveaux habitants tout en ciblant des publics prioritaires par rapport à nos enjeux de territoire.
- L'offre touristique avec notamment la déclinaison du Plan Ambition Tourisme 2023 2028.

- Au niveau de chaque commune /EPCI avec la structuration et la mise à disposition d'une ingénierie complète et adaptée

Ainsi, pour la réalisation des projets délibérés et accompagnés, le Conseil Départemental apporte l'ensemble des expertises techniques, économiques, financières nécessaires.
Le Département, garant de la cohésion territoriale se positionne comme un agenceur de solutions et un aménageur en appui des collectivités locales.

Au-delà de la diversité de l'ingénierie dédiée aux territoires, ce sont également les modalités de mise en œuvre de cette ingénierie qui contribuent également à renforcer et enrichir tous les liens territoriaux essentiels au "bien aménagé" dans ma commune pour le "bien vivre" de mes administrés.

En effet, l'ensemble de ces expertises, regroupées au sein d'une même Direction, permettent une sollicitation simplifiée et des réponses complètes et rapides.

De plus, les Chargées de projet de développement, en proximité de chaque élu local, sont chargés d'appréhender tous les enjeux locaux et d'en assurer le relais vers les dispositifs ad' hoc. Elles sont ainsi en conseil, en appui, et en suivi de toutes les réflexions et projets des communes. Cette expertise de proximité combinée à un cadre financier de soutien élevé, très souple et adapté, apportent simplicité et réactivité aux décideurs locaux. De même, annuellement un temps plus politique d'échange par canton avec les élus locaux permet également de nourrir et d'enrichir les dispositifs en place. Ce temps participatif permet d'échanger sur l'ensemble du socle des dispositifs départementaux et sur les besoins spécifiques d'aménagement de chaque territoire.

Cette organisation avec un interlocuteur de proximité dédié et une revue de projets annuels entre les décideurs permet de décliner une politique territoriale dynamique, adaptée et évolutive pour caler au plus près les besoins émergents avec la création, si besoin, de nouveaux dispositifs.

Le présent rapport vise donc à présenter l'ensemble des dispositifs en faveur des territoires dans un objectif d'équité et de développement territorial.

I - POURSUIVRE L'ATTRACTIVITE DE LA CORREZE

La promotion du territoire est une composante essentielle de la stratégie de développement de chaque département.
Il est en effet essentiel de mettre en place des actions spécifiques pour avoir un territoire attractif et pas seulement sous l'angle touristique.
Le département de la Corrèze a la chance d'avoir des marqueurs forts que ce soit sur le plan géographique, touristique, gastronomique…, qu'il convient de traduire en atout de séduction pour répondre à nos enjeux propres de développement (investissement économique, pénurie de personnel soignant, démographie vieillissante …).

Pour cela, le Conseil Départemental s'est engagé depuis plusieurs années dans une démarche collective pour faire resplendir la Corrèze dans le cadre d'une stratégie globale de promotion.

On y retrouve prioritairement :

- La structuration complète de la Marque territoriale "ORIGINE CORREZE" avec la définition d'un plan d'action pour les trois années à venir, adopté lors de la dernière assemblée plénière qui va permettre de donner une nouvelle dimension et une nouvelle responsabilité à cette marque de produits et de savoirs faire.

- La poursuite des campagnes de promotion et de prospection visant à faire connaître notre territoire auprès des habitants des grandes métropoles, à attirer des habitants et des compétences. Le Département jouant dans ce cadre-là un rôle de facilitateur tant dans la mise en lien que dans l'activation du réseau local pour l'accompagnement qualitatif sur mesure pour chaque arrivant.

A - Origine Corrèze : un collectif engagé autour des valeurs corréziennes

Malgré la création récente de cette marque de territoire (2019), sa déclinaison de marque produits et savoirs faire "ORIGINE CORREZE" est aujourd'hui un marqueur fort de l'identité de notre département. Ainsi, elle permet non seulement la promotion des productions et des savoirs faire locaux mais elle renforce l'identité de notre Département avec les valeurs véhiculées par chaque labellisé. La marque "ORIGINE CORREZE" est aujourd'hui une armature essentielle et indispensable pour communiquer fortement et simplement de notre Département.

Aujourd'hui, la marque produit est fortement repérée. En effet, elle se compose de plus de 1 000 produits et activités et un réseau de 317 entreprises de toute taille et de toute nature.

Ces produits et savoir-faire sont réunis en 10 grandes catégories : alimentation, boissons, bien-être/cosmétiques, production/innovation, loisirs/édition, objets utilitaires/hygiène, artisanat/décoration, accessoires/mode, ameublement et bricolage/jardinage.

Fort de l'investissement de tous les acteurs, aujourd'hui la structuration de l'appui et de l'offre de services aux membres du réseau est riche et se traduit, à ce jour, notamment par :

- Un site internet de présentation,
- Un kit de communication (reportages photos, vidéos, rédactionnel de présentation) avec remise d'un trophée dès labélisation,
- L'ouverture vers de nouveaux points de vente en Corrèze,
- L'accès à des ateliers du numérique : aide au montage de site, appréhension des réseaux sociaux …,
- La possibilité d'actions collectives de promotion au national (Salons, Foires, Boutiques éphémères).

Actions 2024

- L'action majeure menée en 2024 a été d'organisée pour la première fois les Assisses "ORIGINE CORREZE". Ce temps dédié de concertation et de co-construction a permis de partager collectivement le développement de la marque. Surtout, il a mis en évidence la nécessité de définir un nouvel élan pour cette marque dans le cadre d'une stratégie globale et co-engageante pour le Département, les Chambres Consulaires et l'ensemble des labellisés.

La représentation de la marque sur plusieurs évènements nationaux et internationaux :

- La Corrèze, Territoire à l'honneur au Salon du Made In France 2024 : Après plusieurs régions, c'est la Corrèze, un département, qui pour la première fois a été mis à l'honneur de l'édition 2024. Ainsi une délégation de 14 entreprises ont mis en avant les productions et savoir-faire corréziens durant 4 jours et plus de 110 000 visiteurs.
- le Salon International de l'Agriculture en février avec la participation active de 9 producteurs, une vitrine de notre département auprès des 600 000 visiteurs.
- La troisième participation aux trophées des entreprises de la Corrèze avec 4 trophées remportés par des entreprises labellisées "ORIGINE CORREZE" sur les 6 catégories.
- La reconduction d'un déplacement à l'international avec 6 producteurs et artisans pour le marché de Nuremberg en Allemagne pendant un mois sur une manifestation qui attire 2 000 000 de visiteurs.

En parallèle, a été mené en fin d'année en Corrèze, un travail pour renforcer des points de vente dans les enseignes existantes et inscrire encore davantage les représentants de la marque dans la vie locale au travers de salons du circuit court ou de boutiques éphémères.

Perspectives 2025

L'année 2025 sera surtout centrée sur la mise en œuvre du plan d'action "ORIGINE CORREZE" dénommé "L'acte II "ORIGINE CORREZE 2025-2027" qui a été adopté à l'unanimité lors de l'assemblée plénière du 25 février dernier.
De manière prioritaire, les acteurs vont se consacrer à la réalisation du premier Salon "ORIGINE CORREZE" à Sédières les 3 et 4 mai prochains.
Une volonté de pouvoir offrir au public corrézien une véritable accessibilité à tous les produits d'excellence de notre marque.
Cet évènement est très attendu des labellisés. Pour preuve on enregistre à date plus de 110 labellisés inscrits pour pouvoir présenter leur production et leur savoir-faire. A ce titre une recette de 5 000 € a été budgétée, correspondant à l'inscription de chaque labelisé, fixée à la somme de 50 € pour les deux journées.

– D'autres actions du plan stratégique seront également engagées notamment l'élaboration du guide de marque et le lancement d'une nouvelle stratégie digitale et la formalisation du nouveau cahier des charges de la marque.
– Bien entendu, comme précédemment, en 2025 l'objectif sera de poursuivre l'élargissement à d'autres activités en lien notamment avec le nouveau référentiel d'agrément qui sera produit.

Bien entendu, parmi les priorités d'actions, figure toujours le développement du label "Bistrot OC" toujours en partenariat avec les Chambres Consulaires et les organismes professionnels.

Cette marque de reconnaissance est destinée à promouvoir les savoir-faire des cafés restaurants installés sur le territoire qui valorisent les productions locales et mettent en avant la culture et les artistes corréziens.

– De plus, cette année, la Corrèze avec sa marque Origine Corrèze participera pour la première fois durant les fêtes de fin d'année à l'édition lumière de Montbéliard 2025 qui accueillera sur 1 mois (du 22 novembre au 24 décembre 2025) une représentation de labelisés corréziens. Elle sera l'invitée d'honneur de cet événement qui accueille 550 000 visiteurs.

En conclusion, l'année 2025 sera consacrée au lancement de la nouvelle dynamique souhaitée pour cette marque de territoire et de terroir, elle sera alimentée et structurée par et pour les labellisés avec une volonté commune d'inscrire ce label plus en profondeur et en puissance dans l'ADN de notre Département.

B - Corrèze accueil : une stratégie de l'attractivité résidentielle

.

Après quatre ans d'existence, la conciergerie CORREZE ACCUEIL est aujourd'hui un dispositif reconnu et identifié par les nouveaux arrivants sur notre département.

Pour rappel, cette conciergerie assure les missions suivantes :

– Répondre aux questions et faciliter l'installation de nouveaux arrivants en Corrèze,
– Répondre aux besoins en recrutement sur notre département pour assurer une économie dynamique et répondre aux besoins des corréziens (notamment dans le domaine de la santé),
– Faire connaître le territoire corrézien et développer un flux continu de nouveaux arrivants,
– Fédérer et animer un réseau d'acteurs du territoire autour d'un projet commun d'attractivité de la Corrèze.

Le bilan de l'année 2024 et les perspectives 2025 démontrent l'efficacité de ce dispositif et son identification dans la politique de développement des territoires.

Activités 2024

À l'issue de cette quatrième année d'exercice, le bilan de la Conciergerie Corrèze Accueil fait état de :

– 967 projets accompagnés
– dont 123 projets en cours de finalisation d'installation et 317 installations confirmées,
– soit près de 440 familles accueillies sur le département de la Corrèze

Perspectives 2025

Compte tenu du développement des dispositifs de conciergerie par les EPCI (Brive - Haute Corrèze Communauté -Xaintrie Val Dordogne), les moyens et les modalités d'action de Corrèze Accueil vont être adaptées en 2025, en particulier pour recentrer les évènements extérieurs sur ceux organisés au sein de la Maison Nouvelle Aquitaine à Paris en lien avec l'objectif de favoriser prioritairement les besoins de l'emploi et de reprises d'activités économiques corréziens

Afin de pouvoir actionner tous ces dispositifs en faveur de l'attractivité et la promotion des territoires, je vous propose d'inscrire 356 100 € de crédits de paiements en fonctionnement.

C - Une attractivité touristique :

a) Un plan d'action ambitieux et adapté 2023 - 2028

L'attractivité touristique correspond à une ambition politique forte du Département. Elle permet notamment de promouvoir un développement territorial équilibré, garant d'une qualité de vie au service des habitants et des visiteurs.
Mais également d'affirmer une identité "CORREZE" incarnée par les corréziens et portée à l'extérieur dans une logistique d'attractivité.

Le Schéma Ambition Tourisme 2023 - 2028 adopté le 7 juillet 2023 permet ainsi de disposer d'un plan pluriannuel d'actions à décliner.
Le rapport de la présente séance intitulé "Tourisme - Budget Primitif 2025 - Convention de partenariat Corrèze Tourisme" détaille de manière précise l'avancement du plan d'actions et l'engagement opérationnel et financier du département dans ce domaine.

b) Une action coordonnée et complémentaire de valorisation des sites exceptionnels:

Le Département mobilise l'ensemble de ses expertises (technique, juridique, financière, urbanistique…) pour accompagner les territoires qui s'engagent dans la valorisation de sites exceptionnels et uniques

En l'espèce, en 2025, ce sera le cas pour l'opération de mise en valeur et de préservation du site unique et remarquable de la commune de Confolens Port Dieu en bordure des berges de la Dordogne.

En complémentarité des interventions de la commune et pour répondre aux exigences de la loi littoral, le CD réalisera des aménagements ad 'hoc permettant la préservation de ce site exceptionnel.

D - Une infrastructure aéroportuaire présente en Corrèze

L'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne : un levier stratégique pour le développement territorial

Situé au carrefour des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, l'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne constitue un atout majeur pour le développement et l'aménagement du territoire, en particulier pour le département de la Corrèze et ses environs.

Un outil structurant pour l'attractivité économique et touristique

Ouvert en 2010, cet équipement moderne facilite la connectivité du territoire avec des destinations nationales et européennes stratégiques. Il favorise ainsi :

- L'essor économique, en facilitant l'accès des entreprises locales aux grands pôles métropolitains et en renforçant l'attractivité du territoire pour les investisseurs,
- Le dynamisme touristique, en offrant une porte d'entrée privilégiée vers la Vallée de la Dordogne, un secteur clé du tourisme patrimonial et naturel,
- Un levier d'aménagement du territoire et de mobilité.

L'aéroport s'inscrit dans une politique de désenclavement et d'amélioration de la mobilité :

- Il complète les infrastructures routières et ferroviaires, en offrant une alternative rapide et flexible pour les déplacements professionnels et touristiques ;
- Il participe au développement d'une offre de transport multimodale, favorisant une meilleure intégration du territoire au sein du réseau national et international.

Un enjeu stratégique pour l'avenir
Dans un contexte de transition écologique et d'évolution des besoins de mobilité, l'aéroport doit être perçu comme un outil d'aménagement durable, à travers :

- Le renforcement de l'offre aérienne
- L'intégration de solutions éco-responsables pour une aviation plus verte
- La coopération avec les acteurs locaux pour maximiser ses retombées économiques et sociales.

L'aéroport de Brive-Vallée de la Dordogne, bien plus qu'une infrastructure de transport, est un catalyseur de croissance, d'attractivité et de modernisation pour la Corrèze et ses territoires limitrophes. Sa valorisation et son développement doivent être au cœur des stratégies locales afin d'en faire un véritable moteur du rayonnement territorial.
C'est pourquoi, le Département en tant que membre du Syndicat accompagne cet outil de développement et de promotion du territoire. Sa participation annuelle est, depuis la dernière révision statutaire du Syndicat de 2019, arrêté à un montant fixe dont la répartition entre les différents appels (fonctionnement du syndicat, régie, ligne aérienne et investissement) est amenée à varier chaque année tout en restant dans la limite de ce montant fixe de 1 108 000 €.

Aussi, à l'identique de l'année 2024, il est proposé d'inscrire :

- 900 000 € en dépenses de fonctionnement,

– et 300 000 € en dépenses d'investissement.

II - POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT ET LE SOUTIEN AUX TERRITOIRES

Le Département, premier partenaire des communes et investisseur de premier plan grâce aux commandes publiques est un acteur économique incontournable. Il fédère aussi une offre d'ingénierie publique au service des communes et intercommunalités qui contribue également au développement des territoires.

Enfin, il porte des dispositifs spécifiques en faveur des collectivités locales contribuant également à améliorer la qualité de vie de chaque corrézien.

A - Une ingénierie complète dédiée aux territoires

L'ingénierie territoriale proposée par le Département de la Corrèze apporte une offre complète, accessible à tous les maîtres d'ouvrages publics en offrant la pluridisciplinarité indispensable et la réactivité pour répondre à tous les enjeux d'aménagements.

Cette ingénierie se décompose des moyens et expertises suivants :

– *Une ingénierie globale de soutien financier en faveur des communes et EPCI*

L'orientation de soutien aux collectivités via une contractualisation pluriannuelle (2023 2025) permet de soutenir efficacement et simplement la réalisation des aménagements des communes.

A ce jour, ce sont 310 contrats qui sont ainsi gérés et suivis au quotidien. Ce soutien au développement des projets locaux nécessite une autorisation de programme à hauteur de 69 M€ et 21M€ de crédit de paiement pour 2025. (Cf rapport de la présente séance intitulé « Aides aux collectivités – budget primitif 2025 »).

– *Une ingénierie d'optimisation des financements et de leur recherche*

Un service spécialisé est dédié à l'identification et à la mobilisation des dispositifs de financement disponibles, dont la complexité et la diversité se sont accrues ces dernières années (fonds européens, dispositifs de l'État, aides régionales, etc.).

Principalement en appui aux directions et services en charge des projets au sein de la collectivité départementale, cette expertise est également accessible à tous les porteurs de projet du territoire, notamment les communes et EPCI, en coordination avec les Chefs de Projet.

Les trois axes d'intervention prioritaires sont les suivants :

– Veille et accompagnement : suivi et optimisation des plans de financement des projets,

– Gestion du FSE,

- Dispositif Coup de Pouce : financement participatif.

Expertise en optimisation et recherche de financements

Le Conseil Départemental de la Corrèze a mis en place une stratégie d'ingénierie pour maximiser l'accès aux financements publics et privés au profit des porteurs de projet du territoire.

Pour cela, plusieurs actions sont menées :

- Une veille active : repérage des opportunités de financement, surveillance des sources d'information, analyse des appels à projets (AAP) et appels à manifestation d'intérêts (AMI) afin d'en faire bénéficier les porteurs éligibles.

- Développement d'un réseau et de partenariats : échanges avec les organismes financiers et partenaires extérieurs, participation à des comités de pilotage et de suivi financier, réponse aux consultations des instances compétentes. La diffusion de cette veille permet d'informer les acteurs du territoire concernés.

Gestion du Fonds Social Européen (FSE)

Depuis 2018, le Département de la Corrèze est organisme intermédiaire pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE). Il gère ainsi, par délégation, l'enveloppe de subvention globale FSE et FSE+ dédiée au territoire corrézien.

Dans ce cadre, il intervient sur la priorité 1 du programme opérationnel national "Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables ou exclues", avec deux objectifs spécifiques :

- Objectif spécifique H (OS H) : promouvoir l'insertion et l'inclusion active,

- Objectif spécifique L (OS L) : lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

Une enveloppe de 5 348 270 € a été allouée pour la période 2021-2027, dont 3 743 789 € à mobiliser entre 2022 et 2025, soit 70 % du montant total. Par ailleurs, par courrier en date du 20 décembre 2024, la Préfecture de Région a autorisé le Département de la Corrèze à engager dès 2025 50 % du montant des crédits gelés (1 604 481 €), tel que notifié dans son courrier du 16 juin 2022 pour les tranches 2026/2027, soit un montant de 802 240,50 €.

Le Comité régional de programmation du PON FSE+ du 31 mai 2023 a approuvé la subvention globale FSE+ n°2022054 pour le Département de la Corrèze, couvrant initialement la période 2021-2025.

La convention de subvention correspondante a été validée lors de la Commission Permanente du 21 juillet 2023 et signée le 31 août 2023.

Dans ce cadre, plusieurs appels à projets ont été lancés : Depuis le début de la

programmation, **9 appels à projets** ont permis l'instruction de 28 dossiers, aboutissant à une programmation de 23 dossiers pour **3 420 880,23 €** au 31 décembre 2024.

Les porteurs publics (collectivités territoriales) et privés (associations) peuvent candidater via la plateforme **Ma Démarche FSE+**.

Prévisions pour 2025 :
- 700 000 € en dépenses de fonctionnement (versements aux porteurs externes).
- 1 325 000 € en recettes de fonctionnement.

Dispositif Coup de Pouce

Opérationnel depuis 2016, le dispositif **Coup de Pouce Corrèze** poursuit plusieurs objectifs :

- Créer un parcours d'accompagnement sur le contenu et la stratégie de communication digitale.
- Promouvoir et faire connaître les projets, quel que soit le mode de financement participatif utilisé (don, prêt solidaire ou rémunéré, investissement en capital). Le site www.coupdepouce-corrèze.fr sert d'agrégateur pour les campagnes en cours.
- Sensibiliser l'écosystème économique (création, reprise, développement) pour faciliter le repérage et l'orientation des porteurs de projet.

Afin de mettre en œuvre ce programme spécifique d'accompagnement des porteurs corréziens tel que décrit, une enveloppe de crédits de paiement est inscrite à hauteur de 5 000 € en dépenses de fonctionnement.

- *Une ingénierie technique*

Le Conseil Départemental via une subvention de 155 000 € par an participe au fonctionnement de l'agence départementale CORREZE INGENIERIE qui assure une assistance aux collectivités dans plusieurs domaines (Assainissement, Bâtiments, Espaces publics et voirie, Eau potable, transition numérique).
En 2024, ce sont plus de 308 dossiers qui ont été traités et 118 nouvelles conventions ont été signées.

- *Une ingénierie touristique*

Corrèze Tourisme est l'opérateur du Conseil Départemental pour le développement et la promotion du tourisme en Corrèze.
Cette agence assure à la fois la promotion de sites emblématiques sur chaque territoire mais accompagne également les opérateurs touristiques de la Corrèze.
De plus, elle est également chargée d'une mission de prospection d'investisseurs pour la reprise ou l'extension d'offres existantes sur le département en lien avec les collectivités locales.
Grâce à cette ingénierie spécifique, Corrèze Tourisme a accompagné, sur 2024, la reprise et la valorisation de trois lieux touristiques représentant 750 lits touristiques

(camping de Miel, Camping la Belle Etoile, Hôtel le Prieuré).

Pour la mise en œuvre de cette expertise, le Conseil Départemental mobilise une enveloppe de 1 155 000 € et 183 000€ en investissement / Plan Tourisme 2024 (se reporter au rapport "Tourisme - Budget Primitif 2025 - Convention de Partenariat Corrèze Tourisme").

– *Une ingénierie urbanistique*

La cellule urbanisme, rattachée depuis 2024 à la DDPT, assure l'instruction d'autorisation d'urbanisme pour le compte des communes souhaitant externaliser ce service.

Dans ce cadre, une refonte de l'offre d'instruction pour les communes a été structurée en 2024 autour de 3 types de missions :

- Une mission d'instruction permanente
- Une mission de remplacement
- Une mission d'expertise ponctuelle sur des dossiers complexes.

A ce jour 17 communes adhèrent par convention à ce service. Pour 2024 cela s'est traduit par 805 actes traités et correspond à un montant de recettes estimés à 120 000 € pour 2025.

– *Des Chefs de projet de développement*

Ils sont des appuis permanents des communes et EPCI sur chaque territoire. Ils apportent leur compétence au service de chaque élu local et assurent la coordination nécessaire afin de favoriser l'aboutissement des projets des territoires.

B - Poursuite de l'accompagnement spécifique dans la transmission des entreprises

– *La CCI - Chambre du Commerce et de l'Industrie*

La Chambre du Commerce et de l'Industrie déploie son programme en faveur de la promotion, du développement des territoires et de la transmission des entreprises. Elle apporte un appui aux collectivités locales et aux entreprises de la Corrèze. Pour l'année 2025 des actions prévues permettront de participer plus particulièrement au processus d'accompagnement à l'installation de nouveaux arrivants en Corrèze, de poursuivre la mise en place du label «Bistrot Origine Corrèze», de favoriser le déploiement de la marque "Origine Corrèze" et d'animer des actions en faveur de la sobriété énergétique des entreprises. La convention intègre aussi un programme d'actions en lien avec Corrèze Tourisme. Un montant de 100 000 €, identique à l'année dernière, est reconduit (annexe 1).

– *La CMA - Chambre des Métiers et de l'Artisanat*

Dans le cadre du pilotage de la politique d'insertion, le Conseil Départemental s'entoure notamment de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat pour permettre aux bénéficiaires du RSA de créer ou reprendre des entreprises artisanales. Ce dispositif fait l'objet d'une convention spécifique dans le cadre du rapport sur la politique de l'insertion. En parallèle de celle-ci, il est proposé de renouveler pour 2025 la convention avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat sur les nouvelles actions spécifiques suivantes :

- le développement de l'offre de production et de services marchands à destination des communes rurales,
- la transmission d'entreprises,
- le développement d'une marque « Artisans de l'autonomie » pour accompagner le programme départemental de sécurisation du logement pour le "mieux vivre chez soi des personnes en perte d'autonomie". Elle permet ainsi de sensibiliser les artisans à la prise en compte de la dépendance ou du handicap dans les services qu'ils proposent à cette clientèle.

Il est proposé une participation financière du Département à hauteur de 50 % de chaque action se traduisant par une subvention globale de 33 800 € identique à celle de 2024 (annexe 2).

En conclusion, toutes les offres de soutien et d'accompagnement décrites dans le présent rapport démontrent l'intérêt du Département de poursuivre et d'accroitre sa mission de solidarité et de croissance territoriale pour une dotation harmonieuse et sécure de tous les territoires de la Corrèze.

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE	**321 700,00 €**	**314 170,00 €**	**356 100,00 €**
Salons et opérations de promotion	160 000,00 €	157 545,00 €	129 000,00 €
Label Bistrots Origine Corrèze	16 100,00 €	4 768,00 €	16 100,00 €
Marque Origine Corrèze	13 900,00 €	34 798,00 €	78 900,00 €
Cotisation Maison Nouvelle Aquitaine	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
Campagne - Attractivité Territoire	85 700,00 €	71 059,00 €	86 100,00 €
Projet en lien avec Brive Festival et DJSC	36 000,00 €	36 000,00 €	36 000,00 €
CCI - CMA (crédit à la Transition écologique)	**134 320,00 €**	**127 720,00 €**	**133 800,00 €**
CREDITS POUR CORREZE INGENIERIE	**155 000,00 €**	**155 000,00 €**	**155 000,00 €**
CREDITS POUR AEROPORT BRIVE SOUILLAC	**900 000,00 €**	**843 469,00 €**	**900 000,00 €**
CREDITS POUR FONDS SOCIAL EUROPEEN - ORGANISME INTERMEDIAIRE FSE	**508 000,00 €**	**537 174,24 €**	**700 000,00 €**
CREDITS POUR DELEGATION PARTICIPATION CITOYENNE ET USAGES NUMERIQUES	**5 000,00 €**	**4 630,00 €**	**5 000,00 €**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**2 024 020,00 €**	**1 982 163,24 €**	**2 249 900,00 €**
ATTRACTIVITE ET PROMOTION DU TERRITOIRE	**- €**	**- €**	**5 000,00 €**
RECETTE D'URBANISME	**45 000,00 €**	**45 000,00 €**	**120 000,00 €**
RECETTES FONDS SOCIAL EUROPEEN	**1 318 000,00 €**	**151 078,36 €**	**1 325 000,00 €**
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**1 363 000,00 €**	**196 078,36 €**	**1 450 000,00 €**
CREDITS POUR AEROPORT BRIVE SOUILLAC	300 000,00 €	264 377,00 €	300 000,00 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**300 000,00 €**	**264 377,00 €**	**300 000,00 €**

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiements selon les tableaux ci-dessous :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 249 900 €	1 450 000€
INVESTISSEMENT	300 000 €	0 €
TOTAL	2 549 900€	1 450 000 €

En résumé :

Pour mémoire, au titre de 2025, les engagements au titre de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

DEPENSES CODES	Libellés
P034E01	PROMOTION MARQUE CORREZE ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE - / D
P034E05	SUBVENTION FONCTIONNEMENT
P034E07	RECETTES DIVERSES
P069E02	SUBVENTION FONCTIONNEMENT CORREZE INGENIERIE
P088E06	FSE+ PROGRAMMATION 2022-2027 / D
P088E07	FSE+ PROGRAMMATION 2022-2027 / R
P088E10	FSE+ PROGRAMMATION DEPENSES DIRECTES / D
P177E02	FINANCEMENT PARTICIPATIF / D
P173E01	SUBVENTION CCI ET CHAMBRE DE METIERS
P005E01	RECETTES PRESTATIONS URBANISME
P012E01	BRIVE SOUILLAC – FONC LIGNE AERIENNE
P012E02	BRIVE SOUILLAC – FONC REGIE EXPLOITATION PLATEFORME
P012E03	BRIVE SOUILLAC – SYNDICATS PARTICIPATIONS FONCTIONNEMENT
P012E04	SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT / D

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/307

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

DÉVELOPPEMENT ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES - ANNÉE 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/307 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Monsieur Franck PEYRET, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est décidée l'affectation des crédits de paiements suivants au titre de la politique développement et attractivité des territoires 2025 :

	Crédits de paiements 2025 DEPENSES	Crédits de paiements 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	2 249 900 €	1 450 000€
INVESTISSEMENT	300 000 €	0 €
TOTAL	2 549 900€	1 450 000 €

Article 2 : sont approuvées telle qu'elles figurent en annexe à la présente délibération les conventions suivantes :

– Annexe 1 : Convention entre le Département et la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze,
– Annexe 2 : Convention entre le Département et la Chambre des Métiers de la Corrèze.

Imputations budgétaires :

Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :

- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.0
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 935.4
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.41
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.32
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.32
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 9305.51.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15937-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CONVENTION DE PARTENARIAT

Année 2025

Entre :
Le Conseil Départemental de la Corrèze,
représenté par son Président Monsieur Pascal COSTE
dûment habilité par décision du Conseil Départemental
en date du 8 avril 2022

Ci-après dénommé le Département,

et :

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la CORREZE
sise Immeuble Consulaire du Puy Pinçon - CS50030 - 19001 TULLE CEDEX -
représentée par sa Présidente Madame Françoise CAYRE

Ci-après dénommée la CCI de la Corrèze,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Les conventions tripartites entre le CONSEIL DEPARTEMENTAL, les EPCI et les consulaires, dénommées GUICHET UNIQUE ont pour objectif de renforcer le partenariat étroit entre les acteurs économiques, en premier lieu les EPCI, les Chambres Consulaires et le Département.

Ce partenariat permettra de répondre de manière coordonnée et réactive aux attendus des territoires dans le cadre d'une dynamique de travail mutualisée.
La CCI de la Corrèze apportera dans ces conventions l'ensemble des compétences nécessaires pour favoriser le développement économique de la Corrèze.
Dans ce cadre, la CCI de la Corrèze déploiera en 2025 un programme d'actions ciblées pour favoriser la cohésion territoriale, en privilégiant trois axes forts :

- Le développement de la filière TOURISME en Corrèze,
- Un déploiement cohérent de ses compétences et savoir-faire sur l'ensemble des territoires, privilégiant ainsi un équilibre territorial d'appuis aux collectivités locales et aux entreprises de la Corrèze,
- Des actions menées en partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Corrèze.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer le cadre du soutien financier apporté pour l'année 2025, par le Conseil Départemental de la CORREZE à la CCI de la Corrèze, sur la base d'un programme d'actions structurantes pour maintenir une cohésion de la promotion et du développement des territoires de la Corrèze.

ARTICLE 2 - CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS

AXE n° 1 : LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA CORREZE

L'accompagnement des professionnels du tourisme constitue un véritable enjeu pour le développement touristique en Corrèze. Et ce dans l'objectif de booster leur performance économique, accélérer leur transformation numérique et faciliter la gestion de leur activité.

La CCI Corrèze et Corrèze Tourisme sont des acteurs majeurs dans l'accompagnement des professionnels du secteur et collaborent sur ces différents sujets.

Les champs d'intervention de la CCI en faveur du développement touristique en Corrèze sont :

- L'accompagnement des projets de création et de développement des établissements touristiques
- L'appui au Club des Hôteliers restaurateurs de la Corrèze

L'objet de cette convention est d'allier les compétences de la CCI à celles de Corrèze Tourisme afin de proposer aux professionnels du tourisme des accompagnements adaptés à leurs besoins.

Les actions mises en œuvre porteront sur 4 volets :

- Elaboration d'un plan de formation spécifique pour les professionnels du tourisme
  L'objet du partenariat est d'allier la compétence marketing touristique, la connaissance terrain et la capacité de mobilisation des pros de Corrèze Tourisme au savoir-faire de la CCI clans le domaine de la formation professionnelle. Ce partenariat administratif et financier initié en 2020 se poursuit afin de proposer aux professionnels du tourisme un programme de formation.
  Il fait l'objet d'une convention spécifique.

- Coordination Corrèze Tourisme/CCI pour l'accompagnement des entreprises et dans la prospection et l'accueil d'investisseurs et porteurs de projets touristiques
  La CCI et Corrèze Tourisme collaborent pour apporter le meilleur soutien aux entreprises du secteur par notamment :
  - La recherche et l'appui au montage des dossiers de demande de subvention,
  - L'appui à la création / Cession / Reprise d'activité touristique.
  - L'accompagnement marketing.

  Dans le cadre de la mission prospection d'investisseurs touristiques mise en place par Corrèze Tourisme à la demande au Conseil Départemental, le partenariat avec la CCI permettra de :
  - Renvoyer les opérateurs touristiques vers l'expertise de la CCI dans le cadre de la cession de leur établissement,
  - Valoriser dans le cadre du partenariat avec Geolink les biens touristiques du portefeuille de la CCI (trans-entreprises) et de réaliser un suivi et un appui à l'implantation conjoint des projets.

- Réalisation d'études :

La CCI et Corrèze Tourisme collaborent ponctuellement pour la réalisation de :

  - Baromètres conjoncturels
  - Réalisation d'études nécessaires à la mise en place de la politique touristique départementale et au développement de nouvelles filières.

- Participation à la mise en œuvre du plan marketing pêche :

Le plan marketing pêche réunit la Fédération de Pêche de la Corrèze, la compagnie des guides de pêche, EDF, le Département et la CCI et Corrèze Tourisme. Il a vocation à favoriser le développement du tourisme pêche sur le territoire. Dans ce cadre, la CCI assure le déploiement du label pêche auprès des hébergements. Corrèze Tourisme en assure la promotion et anime plus globalement la mise en œuvre du plan marketing. La CCI contribue également aux autres actions mises en place dans le cadre de ce projet (salons, actions de communication, etc.)

AXE n° 2 : UN DEPLOIEMENT COHERENT DES COMPETENCES SUR LES TERRITOIRES

Afin de soutenir l'ambition, les objectifs et missions déployés à travers la mise en place des guichets uniques, la CCI de la Corrèze s'engage à déployer ses compétences et savoir-faire sur les territoires de façon réactive et coordonnée avec les partenaires que sont les EPCI et le Conseil Départemental de la Corrèze au travers de ses chefs de projets en relation avec un interlocuteur clairement identifié de la CCI.

Dans ce cadre, la CCI de la Corrèze apportera sur les 4 territoires de projet :

- L'ingénierie nécessaire au fonctionnement des guichets uniques sur les 4 territoires de projets Corréziens,
- Les diagnostics des territoires (études, enquêtes, …),
- Le soutien des filières agroalimentaire, mécanique, bois et Silver Économie,
- L'animation des zones d'activités (clubs d'entreprises, …),
- Le soutien aux associations de commerçants,
- L'accompagnement des entreprises en matière de développement et de transmission/reprise,
- L'accompagnement des porteurs de projet, notamment demandeurs d'emplois et jeunes en matière de création-reprise d'entreprises,

- L'accompagnement des EPCI (pour ceux qui en feraient la demande) pour l'instruction des dossiers de demande de subvention des entreprises de leurs territoires (suite à la mise en place des conventions économiques entre les EPCI et la Région Nouvelle-Aquitaine),
- Les informations économiques sur le territoire, et notamment par rapport à l'habitat et au marché de l'immobilier.

CORREZE TRANSITION ECOLOGIQUE

Le Département de la Corrèze a signé le 14 juin 2019, un contrat de Transition Ecologique avec l'État, pour une durée de 4 ans. La CCI a été associée aux travaux du Département dès 2018. Le contrat a pris fin 2023. Mais le Département a lancé fin 2022 « le bouclier énergétique » qui se traduit notamment par des aides pour les particuliers et les communes afin de les accompagner dans leur transition énergétique. Pour aller plus loin, le Département a décidé de mettre en place « un circuit court de l'énergie » pour permettre à l'ensemble du territoire d'être plus indépendant en matière d'énergies. Pour ce qui concerne les entreprises, il est convenu la mission suivante :

- Un recensement des besoins et potentiels en énergies des entreprises corréziennes,
- Proposer aux entreprises un diagnostic « Eval'Enerige » pour connaitre les consommations d'énergie électrique et optimiser ses consommations.

Plan Départemental de Gestion de l'Eau :

La CCI de Corrèze a pris part au PDGE pour sensibiliser et accompagner les entreprises du département à une meilleur maitrise de leurs consommations en eau.
Pour l'année 2025, la CCI déploiera les actions suivantes :

- Des ateliers, webinaires, de sensibilisation à l'économie et la qualité des rejets.
- Le recensement des bonnes pratiques en matière de Réduction, Réutilisation et Recyclage de l'eau. (3R)
- Création d'une liste de diffusion des entreprises pour les informer en avant-première des mesures de restriction en eau mises en place.

AXE n° 3 : UNE PARTICIPATION ACTIVE A LA DEMARCHE "ORIGINE CORREZE" ET SA DECLINAISON « BISTROT ORIGINE CORREZE »

En 2022, avec les autres consulaires, la CCI a participé activement à la réflexion visant à mettre en place le futur label « Bistrot Origine Corrèze ».

Les années 2023 et 2024 ont permis de faire émerger un début de réseau avec 13 établissements labellisés qui maillent le territoire.

En 2025, il appartiendra à la CCI de :

- Relayer régulièrement l'information à ses ressortissants pour les encourager à s'engager, en portant notamment l'effort dans les zones blanches.
- Aider, si besoin, au montage de dossier de candidature à l'utilisation de la marque,
- Porter une expertise sur les dossiers déposés.

La CCI favorisera également le déploiement de la Marque Origine Corrèze qui compte désormais 314 entreprises et plus de 1 122 références et participera à proposer une offre de formations globale visant à renforcer la professionnalisation des labellisés et s'inscrivant dans le plan d'actions 2025/2027.

La CCI s'engagera par ailleurs à participer régulièrement aux travaux du Comité d'Agrément, au même titre que les autres Chambres.

Quatre sessions par an sont prévues. Présence d'un technicien et d'un élu CCI à garantir.

Pour rappel, le Comité d'Agrément se prononce sur les dossiers déposés, anime le réseau des bénéficiaires de la marque, développe le lien et les courants d'affaires entre les membres, élabore et met en œuvre les plans de promotion de la marque et veille au respect des engagements de la part des membres titulaires de la marque.

Axe n°4 : UNE IMPLICATION DANS LE PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSTALLATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS EN CORREZE

Depuis décembre 2020, la CCI est impliquée dans la définition et l'élaboration du service d'accompagnement à l'installation des nouveaux arrivants "CORREZE ACCUEIL" initié par le Conseil Départemental de la Corrèze.

En 2025, la CCI maintiendra son engagement en :

- Relayant l'information sur le dispositif mis en place afin d'encourager de nouvelles familles à venir s'installer en Corrèze et à faire appel à "Corrèze Accueil",
- Diffusant l'information auprès des entreprises corréziennes, concernant le service d'accompagnement de leurs nouveaux salariés recrutés hors Corrèze pour leur projet d'installation global,

- Informant et/ou associant la cellule Corrèze Accueil sur des opérations d'attractivité ou de promotion du territoire corrézien à l'intérieur et à l'extérieur du Département,
- Accompagnant les porteurs de projets souhaitant s'installer en Corrèze, sur la création, le transfert ou le développement de leur activité, mais également sur les offres de formation.

La CCI s'engagera également à participer :

- Aux réunions de suivi et de pilotage du dispositif Corrèze Accueil au même titre que les autres Chambres, par l'intermédiaire de son référent identifié,
- Aux actions de promotion et d'attractivité « Installation en Corrèze » organisées à l'intérieur et à l'extérieur du département, destinées à promouvoir la Corrèze et à attirer de nouveaux talents sur le territoire. »

ARTICLE 3 - DUREE

La présente convention sera applicable pour l'année 2025.
Les dispositions de la présente convention, entreront en vigueur après signature et dès sa notification.
Par ailleurs, il a été convenu, entre les deux parties, de la mise en place de points réguliers tout au long de l'année sur l'avancement des missions prévues dans la convention mais aussi d'autres sujets en fonction de l'actualité économique du moment.

ARTICLE 4 - MODIFICATION ET RESILIATION

A la demande de l'une ou l'autre des parties signataires, les dispositions de la présente convention pourront être modifiées par voie d'avenant.
Les signataires conviennent que la présente convention, conclue pour l'année 2025, donnera lieu à la rédaction d'un rapport annuel complet, et à une évaluation approfondie et partagée. Elle pourra être dénoncée pour non-respect des engagements qui y sont formulés. En cas de non-respect ou d'inexécution de la présente convention, le Conseil Départemental se réserve le droit de la résilier par simple lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit le compte rendu du rapport annuel.

En tout état de cause, le Conseil Départemental honorera néanmoins la (les) prestation(s) déjà réalisé(es) qui sera (seront) considérée(s) comme due(s).

ARTICLE 5 - MONTANT DU CONCOURS FINANCIER ALLOUE

Une subvention d'un montant total de 100 000 € est allouée pour l'exercice 2025 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze au titre de la poursuite du programme d'actions engagées.

ARTICLE 6 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le Conseil Départemental s'engage à subventionner la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze dans le respect des conditions énoncées dans cette convention.
Le paiement de la subvention globalisée, allouée pour la poursuite du programme d'actions, interviendra en deux fois, sur présentation d'un bilan des actions réalisées dans ce cadre, soit :

- 50 000 € à la signature de la présente convention,
- 50 000 € à la remise du rapport annuel complet, soit le 31 janvier 2026.

La CCI de la Corrèze s'engage, à produire tous les documents comptables justificatifs de l'utilisation de la dotation reçue.

La CCI de la Corrèze se réserve le droit, en complément de la subvention du Conseil Départemental faisant l'objet de la présente convention, de solliciter des bénéficiaires des prestations décrites à l'article 2 (porteurs de projet, entreprises, EPCI, associations, autres structures) d'éventuels financements supplémentaires (facturation et/ou subvention), conformément à la décision de son Assemblée Générale.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES

Communication

Afin d'afficher une visibilité accrue au soutien du Conseil Départemental, la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze s'engage à :

- A faire connaître, dans toute manifestation, que les actions initiées sont réalisées en partenariat et avec l'aide financière du Conseil Départemental de la Corrèze,
- A inviter le Président du Conseil Départemental ou des élus ou collaborateurs représentant, à participer à ces mêmes manifestations.

Les parties s'entendent d'ores et déjà pour publier les résultats de ces actions par voie de presse (presse locale, presse institutionnelle de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze et journal du Département).

ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes :

Conseil Départemental - Hôtel du Département Marbot
9 rue René et Émile Fage - 19005 TULLE Cedex

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Corrèze
Immeuble Consulaire Puy Pinçon - 19000 TULLE

ARTICLE 9 - LITIGES

En cas de litige, le bénéficiaire peut présenter :

- Soit un recours gracieux préalable auprès du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,

- Soit un recours hiérarchique préalable auprès du Président du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,

- Soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention ou de la date de rejet des recours gracieux et hiérarchiques.

Fait à Tulle, en deux exemplaires originaux, le

La Présidente de la CCI Corrèze	Le Président du Conseil Départemental
Françoise CAYRE	Pascal COSTE

Convention de Partenariat et d'Objectifs

Entre

Le Conseil Départemental de la Corrèze
Hôtel du département
9 rue René et Emile Fage
19000 TULLE

Représenté par monsieur Pascal COSTE, son Président

Et

La Chambre de Métiers de l'Artisanat de région Nouvelle Aquitaine, établissement public administratif, sis 46 rue du Général Larminat, 33074 BORDEAUX Cedex

Représentée par Monsieur Gérard GOMEZ, en qualité de Président de Région et par délégation de signature par Monsieur Laurent MELIN, Président de la CMA de niveau départemental de Corrèze

Ci-après dénommée "La Chambre de Métiers de l'Artisanat Nouvelle Aquitaine"

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les objectifs et modalités de la contribution de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nouvelle Aquitaine-Corrèze (CMA-NA 19) aux projets accompagnés par le Conseil Départemental de la Corrèze dans le cadre de ses missions de développement et de soutien aux territoires, en recherche de valeur ajoutée et de résultats mesurables.

Elle définit un programme commun d'actions portées par la CMA-NA 19 et soutenues financièrement ou en mobilisation de ressources par le Conseil Départemental de la Corrèze, intitulé :

« Reconnecter destins d'Artisans et Vitalité du Territoire »

Chaque action fait l'objet d'une fiche action déterminant les objectifs, les résultats attendus et une maquette financière.

ARTICLE 2 : ACTIONS RETENUES

Fiche Action 1 :

Maintenir ou développer l'offre de production et de services marchands à destination des populations rurales notamment par une action spécifique sur la reprise d'entreprise :

Objectifs :

1) Mettre en œuvre une stratégie commune concernant la reprise d'entreprise à partir de l'outil ad' hoc élaboré par la CMA-NA 19 via :

   - Un plan de présentation et de diffusion de l'outil de recensement des entreprises à reprendre élaboré par la CMA-NA 19 aux services départementaux et aux collectivités et partenaires du territoire.

   - L'élaboration d'une maquette territoriale (par canton) des entreprises à transmettre deux fois par an aux services du Département.

   - La construction d'un lien opérationnel avec la conciergerie du Département et celles des territoires pour proposer à chaque repreneur un bouquet de services le plus facilitant pour lui.

2) Activer collectivement le levier de la transmission d'entreprise en mobilisant toutes les ressources dédiées à l'accompagnement des cédants :

- Poursuivre l'animation du réseau de « capteurs / premiers tiers naturels de confiance, Maires, Conseillers Départementaux.

- Prospecter et détecter les potentiels locaux de croissance externe et les projets d'initiative externes de reprise.

- Proposer une offre d'assemblage de toutes les ressources disponibles sur le territoire (cf. attractivité du territoire).

- Détecter et accompagner individuellement chaque futur cédant.

Résultats attendus :

- Contribution à la structuration et à la présentation du dispositif et communication
- Organisation et animation du programme (rencontres sur les territoires)
- Production d'un état des lieux bi-annuel sur l'offre de reprise par canton.
- Identification des « capteurs – tiers naturels de confiance », formalisation de la méthodologie, information et formation, animation du réseau
- Détection de 20 projets de transmission, qualification et fléchages vers un plan d'action

Budget : 26 000 €

- Salaires et Charges : 24 000€
  - Les salaires et charges correspondent à la mobilisation de ressources nécessaires et supplémentaires à la CMA-NA 19 sur l'année 2025 pour mettre en œuvre les nouveaux objectifs qui seront justifiés dans le compte-rendu d'exécution par la présentation des tableaux d'effectifs et des autres dépenses engagées pour cette action.
- Communication, élaboration de supports de présentation de l'action (formats papiers et numériques) conception – distribution : 2000€

- Co-financement : CD Corrèze : 13 000 €
  CMA-NA Corrèze : 13 000 €

Fiche Action 2

Maintenir ou développer l'offre de production et de services marchands à destination des populations rurales

Objectifs :

1) Qualifier le modèle économique des projets accompagnés par les Collectivités et évaluer la pertinence d'un soutien financier par le Conseil Départemental de la Corrèze

- Recenser avec les chefs de projets du Conseil Départemental les besoins pressentis d'implantations commerciales ou artisanales sur des territoires identifiés dont les petites villes de demain.
- Evaluer la pertinence économique de ces projets ou besoins par la réalisation d'une pré-étude d'implantation ou d'une étude d'opportunité d'implantation.

2) Elaborer un guide pratique d'appropriation sur la méthodologie d'étude des modèles économiques

- En assurer la diffusion auprès des élus des territoires (maires et Présidents d'EPCI)

Moyens mobilisés :

1. **Pré-études d'implantation « Diag Flash » (cf. annexe 1)**

Qualifier et scorer 3 critères de pertinence du modèle économique
Niveau de risque – capacité d'accueil - continuité d'exploitation à 3 et 5 ans

Activités référencées au 01-01-24 : commerce de pain et pâtisserie – commerce de viande - commerce de détail de fleurs – coiffure soins de beauté – activités photographiques – travaux de maçonnerie générale et gros œuvre -bâtiment travaux de peinture et vitrerie – travaux d'isolation – travaux de menuiserie – installation électrique -travaux de plomberie et d'installation de chauffage et de conditionnement d'air – nettoyage d'entretien et réparation de véhicules automobiles – fabrication de vêtements ou d'objets en bois – industrie de l'habillement, de l'industrie et de la chaussure

2. **Etude d'opportunité d'implantation (cf. annexe 2)**

- Définir les principales données socio démographiques de la zone d'implantation
- Evaluer le marché théorique et le marché disponible
- Préciser le niveau de risque et la capacité d'accueil à partir des données financières

Les études d'opportunité d'implantation porteront en priorité sur des activités de type multiservices restauration – petite épicerie – tabac – presse.
Elles pourront porter sur d'autres activités à la demande des chefs de projet.

Résultats attendus :

- Contribution à la présentation et à l'animation du dispositif et communication
- Production de 20 Pré-études d'implantation « diag flash » dont 13 fléchées Petites Villes de demain et 7 autres communes identifiées par les Chefs de Projets.
- Production de 8 études d'opportunité d'implantation ciblées sur des demandes de soutien à l'investissement formulées auprès du Conseil Départemental, en priorité sur des activités de multiservices en milieu rural

  La décision de lancement de chaque étude sera prise après accord conjoint des deux parties.

Budget : 26 400 €

- 20 pré-études Diag Flash, soit 10 000 €
- 8 études d'opportunité d'implantation, soit 13 200 €
- Présentation et restitution des études, animation soit 3200 €

- Co-financement : CD Corrèze 13 200 €
  CMA-NA 19 13 200 €

Fiche action 3

Accompagner l'amélioration de l'accès aux services du quotidien pour le mieux vivre chez soi des personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap.

Au regard de l'évolution démographique de notre territoire, il est essentiel de pouvoir dès à présent sensibiliser les forces vives de l'artisanat sur l'enjeu de la perte d'autonomie de leurs futurs clients.

En effet, il est impératif qu'un maximum d'artisans corréziens puissent s'acculturer aux problématiques du vieillissement et du handicap pour adapter au mieux leurs prestations en faveur de ce public.

Dans ce cadre, la marque "Artisans de l'Autonomie" offre la possibilité à chaque artisan de découvrir les enjeux liés au handicap et à la perte d'autonomie et de s'impliquer sur cette préoccupation sociétale et économique en bénéficiant d'une formation individuelle et collective.

Il s'agit pour l'artisan d'un engagement de qualité et d'une qualification spécifique qui lui permettront d'apporter une réponse plus adaptée aux besoins de la personne. Cette réponse augmentée contribuera ainsi également à améliorer l'accès aux services du quotidien pour les personnes en situation de handicap, mais aussi d'améliorer le maintien à domicile et le bien vivre chez soi des personnes âgées.

Cette marque de qualité permet également à chaque artisan labellisé d'être, lui aussi, vecteur de cette sensibilisation à la perte d'autonomie auprès de l'ensemble des citoyens.

Cette action vient ainsi compléter et enrichir les actions inscrites dans le cadre de la politique départementale de l'autonomie.

Résultats attendus :

- Agrément d'artisans prestataires dans le cadre du dispositif départemental

- Prise en compte des spécificités départementales suivantes :

    - Diffusion par les agents de la DA/MDPH auprès des publics en perte d'autonomie de cette démarche "Artisans de l'Autonomie"
    - Transmission à la DA/MDPH de la liste des Artisans de l'Autonomie par canton
    - Information de la DA / MDPH pour vérification de la mise en œuvre des préconisations d'aménagements du logement pour les personnes en situation de handicap.
    - Participation d'un(e) représentant(e) du Conseil Départemental au comité d'agrément pour les dossiers de la Corrèze, après inscription dans le règlement d'usage déposé
    - Objectif : 20 agréments par an.

Fiche Action 4

Contribution de la CMA- NA 19 à la professionnalisation des entrepreneurs engagés dans les dispositifs portés par le Conseil Départemental
Origine Corrèze – salon Made In France – SIA …

Eléments de contexte : Forte de l'expérience menée en 2023 et renouvelée en 2024, la CMA Nouvelle Aquitaine - Corrèze a proposé l'organisation de sessions de formation spécifique aux techniques de mise

en avant des produits et de vente sur les salons en préparation du MIF pour les exposants du village « origine Corrèze ».
Cette session, complétée de l'analyse en direct du salon de la composition des stands par l'expert formateur de la CMA-NA, a contribué à la performance commerciale des exposants formés.

Pour 2025, la CMA-NA Corrèze propose de modéliser et d'élargir cette offre de formation spécifique dédiée aux participants aux manifestations programmées par le Conseil Départemental notamment en faveur des labellisés de la marque "Origine Corrèze".

Objectifs

- Piloter à coté du CD, la fiche n°12 "renforcer la professionnalisation des labellisés" du plan d'action Acte II Origine Corrèze 2025-2027.
- Proposer une offre de formation élargie et accessible à un maximum de labellisés
- Présenter l'offre de formation de la CMA-NA Corrèze aux participants aux manifestations, foires et salons, pour chaque groupe d'exposants, sur sollicitations des services du Conseil Départemental.
- Adapter chaque session de formation à la spécificité de chaque manifestation et de chaque groupe d'exposants.
- Planifier les sessions de formation sur la base du calendrier des manifestations programmées.
- Accompagner individuellement les exposants dans une démarche de conseil, spécifiquement sur le salon Made In France qui mobilise une majorité d'artisans.

Moyens :

La CMA-NA Corrèze mobilisera ses ressources propres pour animer les formations et construire selon les besoins une offre nouvelle sur la base des recensements et orientations des exposants par les services du Conseil Départemental.

Budget : 7600€

- Construction d'une offre nouvelle labellisés Origine Corrèze
- Mobilisation de ressources et expertise en lien avec les nouveaux besoins de formation.

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant à tout moment après accord des parties. De nouvelles fiches actions établies suivant le même modèle pourront être ajoutées par avenants.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention et ses objectifs quantitatifs sont établis pour une période allant du 1er janvier au 31 décembre 2025.

ARTICLE 5 : EVALUATION DE LA CONVENTION

D'un commun accord entre les deux parties :

- La CMA-NA-Corrèze organisera un comité de pilotage / point de bilan intermédiaire à mi-parcours (juillet 2025)
- La CMA-NA remettra au Conseil Départemental un bilan final quantitatif, qualitatif et financier au plus tard le 31 décembre 2025.

ARTICLE 6 : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est renouvelable annuellement sur la base d'objectifs qualitatifs et quantitatifs révisés pour la période de renouvellement.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les parties s'engagent à respecter la confidentialité et la protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 8 : FINANCEMENT

Une subvention d'un **montant total de 33 800 €** est allouée pour l'exercice 2025 à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Nouvelle-Aquitaine - Corrèze au titre des actions 1,2 et 4 présentées dans la présente convention.

ARTICLE 9 : MODALITES DE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le Conseil Départemental s'engage à subventionner la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Nouvelle-Aquitaine Corrèze dans le respect des conditions énoncées dans cette convention.
Le paiement de cette subvention interviendra en deux fois, un acompte de 50% à la signature de la présente convention et le solde sur présentation des bilans des actions (article 5).

ARTICLE 10 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes :

Conseil Départemental – Hôtel du Département Marbot
9 Rue René et Emile Fage – 19 005 TULLE Cedex

Chambre des Métiers et de l'Artisanat Nouvelle Aquitaine
Délégation Territoriale de la Corrèze
8 Avenue Alsace Lorraine
19 000 TULLE

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le bénéficiaire peut présenter :

- Soit un recours gracieux préalable auprès du Directeur Général des Services du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente convention,
- Soit un recours hiérarchique préalable auprès du Président du Conseil Départemental de la Corrèze dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente convention,
- Soit un recours devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente convention ou de la date de rejet des recours gracieux et hiérarchique.

Fait à Tulle, en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil Départemental de la Corrèze
Pascal COSTE

Le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Nouvelle-Aquitaine
Gérard GOMEZ

Le Président de la CMA NA - Corrèze
Délégation Territoriale de la Corrèze
Laurent MELIN

CD.2025.04.11/308

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Cohésion Territoriale

OBJET

TOURISME - BUDGET PRIMITIF 2025- CONVENTION DE PARTENARIAT CORRÈZE TOURISME

RAPPORT

Comme évoqué dans le rapport "Développement et attractivité des territoires", l'attractivité touristique est un enjeu essentiel pour tous les territoires tant sur le plan économique que sur le plan de la mise en valeur et de la préservation de nos sites touristiques et naturels.
Un territoire, comme le département de la Corrèze a en effet besoin d'une stratégie touristique ambitieuse et coordonnée pour mettre en valeur les atouts de toutes les communes qui le compose.
Pour autant, en réponse à l'ensemble des mutations sociétales et démographiques, il est nécessaire aujourd'hui d'adapter notre attractivité touristique non seulement aux nouvelles attentes des touristes et également de répondre aux défis de demain. C'est tout le fondement du projet stratégie Ambition Tourisme 2023 - 2028 que l'assemblée délibérante a adopté le 7 juillet 2023. Grace à ce document structurant, le Département dispose d'une feuille de route qui lui permet de décliner une série d'actions à mettre en place sur la période 2023 - 2028 pour répondre aux enjeux majeurs du secteur du tourisme. A savoir : les préoccupations relatives au développement de l'offre, de valorisation de la destination, de son adaptation aux profits et aux attentes de la clientèle, de diversification des pratiques touristiques et tout cela dans un souci d'exemplarité et de préservation de notre territoire, destination nature.

Ce rapport vise donc d'une part à présenter le point d'avancement du projet stratégique "Ambition Tourisme 2023 - 2028" au titre de sa 3ème année de mise en œuvre et d'autre part les moyens financiers accordés à Corrèze Tourisme pour assurer les missions relevant de l'attractivité et de l'offre touristique au titre de 2025.

Ainsi, dans un contexte touristique en permanente évolution, le projet "Ambition Tourisme" fixe une feuille de route pragmatique pour la politique touristique départementale sur 6 ans et s'articule, pour rappel, autour de 4 ambitions clés :

- Une attractivité renforcée et un développement équilibré de la Corrèze.
- Un territoire en pointe sur les transitions écologique et numérique du tourisme.
- La qualité de l'expérience client au cœur de la stratégie pour conforter les retombées économiques et fidéliser la clientèle.
- Une action concertée et coordonnée qui mobilise les réseaux d'acteurs publics et privés.

Pour ce faire, l'action du Département pour mettre en œuvre ces 4 axes stratégiques prévoit :

2 axes opérationnels :

- Investir pour une offre performante,
- Cultiver l'expérience Corrèze pour une attractivité à haute valeur ajoutée.

Et 2 axes transversaux :

- Incarner le tourisme durable,
- Créer du lien, mobiliser et faire vivre la stratégie départementale.

Ils sont déclinés en 14 actions opérationnelles.

Sa mise en œuvre est pilotée, en concertation avec les acteurs de terrain et les territoires, par l'Agence Corrèze Tourisme à laquelle le Département a, conformément à ses statuts, confié cette mission d'ingénierie touristique au service des territoires corréziens. Pour mesurer l'importance de cette action publique, il est proposé porter à votre connaissance les éléments de bilan 2024 avant de décliner le plan d'actions 2025.

I - ANNEE 2024 : DES RESULTATS PROBANTS MALGRE UN CONTEXTE ECONOMIQUE INSTABLE

En 2024, malgré une saison impactée par le contexte national particulier (JO – élections législatives), une météo peu favorable sur les ailes de saison et un contexte économique tendu, la Corrèze a obtenu des résultats satisfaisants en matière d'activité touristique avec :

- + 7,15 millions de nuitées touristiques enregistrées pour 2024, la fréquentation est globalement stable par rapport à 2023 (+ 0,8 %).

- Une belle activité pour les hébergements marchands : une fréquentation record pour les campings avec 593 000 nuitées enregistrées (+ 4 %/2023) et une progression de 5 % des nuitées Gîtes des France et de 14 % sur Airbnb/Abritel.
  Seule l'hôtellerie voit sa fréquentation diminuer de 3,5 % (janv-oct) malgré une stabilité des arrivées ce qui traduit une diminution de la durée moyenne de séjour.

- 1,4 millions de visites sur le site tourismecorreze.com (fréquentation stable).

- Une très belle visibilité de la Corrèze et de ses territoires avec d'une part la campagne TV replay, TV segmentée et réseaux sociaux « Corrèze secrète » (2,6 M de vues) ; et d'autre part une nouvelle année record pour la visibilité de la Corrèze dans les médias avec 11,4 M€ d'équivalent publicitaire (+ 8 %/2023).

- 3,3 M€ de ventes ont été réalisées sur la place de marché départementale. C'est 10 % de plus qu'en 2023 avec une très forte progression de la billetterie. 170 prestataires ont fait des ventes (contre 164 en 2023). A noter que ces ventes ont été pour 52 % réalisées par les prestataires en vente directe, 25 % via Corrèze Tourisme et les Offices de Tourisme et seulement 23 % via les grandes plateformes commerciales. Cela conforte l'intérêt de cet outil qui permet à ses utilisateurs de préserver leurs marges et de faciliter la gestion de leur activité.

Pour 2025, notre action visera à poursuivre la mise en œuvre du plan Ambition Tourisme avec notamment 3 chantiers prioritaires : l'appui à l'adaptation et au développement des projets touristiques publics et privés pour renforcer notre offre, la poursuite de la mise en œuvre d'une promotion offensive de la destination, l'adaptation de la stratégie éditoriale et des outils digitaux pour une meilleure performance et efficience de notre politique touristique.

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions, je vous propose d'affecter une enveloppe globale de crédits de 1 338 000 € dont 183 000 € au titre de l'investissement et 1 155 000 € au titre du fonctionnement.

II - CORREZE TOURISME : UNE INGENIERIE SPECIFIQUE POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE TOURISTIQUE CORREZIENNE :

En 2025, une enveloppe de 1 188 000 € est prévue pour permettre à Corrèze Tourisme de mettre en œuvre le projet Ambition Tourisme 2023-2028, elle est décomposée comme suit :

- 1 155 000 € en fonctionnement pour financer le plan d'actions annuel ainsi que le fonctionnement de la structure qui compte 11 ETP salariés et 4 ETP mis à disposition par le Département ;

- 33 000 € en investissement nécessaires à la modernisation 4.0 de Corrèze Tourisme conformément aux objectifs fixés.

Ces crédits permettront à Corrèze Tourisme de mettre en œuvre le plan d'actions détaillé dans la convention d'objectifs jointe au présent rapport dont plusieurs projets nouveaux, en lien avec le projet stratégique Ambition Tourisme, sont détaillés ci-après.

→ Investir pour une offre performante :

En 2024, Corrèze Tourisme a délivré 319 prestations de service (+ 28 %), touchant 396 opérateurs publics et privés (4 %). Pour 2025, le plan d'actions de l'agence se déclinera de la manière suivante :

- La poursuite du déploiement de la plateforme de vente en ligne avec l'animation du réseau des Offices de Tourisme (OT) qui sont en charge de l'accompagnement des prestataires sur 3 territoires (Haute-Corrèze, Brive et Vallée de la Dordogne) et le déploiement sur les 2 territoires non couverts par les OT (Terres de Corrèze, Ventadour-Egletons-Monédières) ainsi que l'appui à celui de Tulle compte tenu de ressources humaines insuffisantes. Avec 204 professionnels connectés et 14 nouveaux comptes ouverts en 2024, la dynamique se poursuit. Les objectifs 2025 sont la poursuite du déploiement et de l'animation du dispositif.

- Consolidation de l'accompagnement marketing des prestataires en complémentarité avec les autres institutionnels du tourisme et en partenariat avec les filières :
  - Accompagnements individuels : coaching marketing et audits web. Objectif : 3 à 5 dans l'année comme en 2024.
  - Accompagnements collectifs : organisation de 1 à 2 sessions de formations en partenariat avec la CCI et les réseaux d'opérateurs.
  - Organisation d'une journée à destination des pros. L'objectif : capitaliser sur la journée de la bourse aux documents qui a lieu début avril pour sensibiliser les opérateurs touristiques et les collectivités, dans le cadre du lancement des Voies Vertes Pâles, aux opportunités offertes par le développement du tourisme à vélo. L'objectif est de rassembler environ 100 prestataires autour de cette journée.

- Renforcement de l'accompagnement des porteurs de projet et de la prospection d'investisseurs touristiques :
  - *Gestion de la Ressource en eau* : entre 2021 et 2024, dans le cadre du Fond Tourisme Durable, Corrèze Tourisme a accompagné 46 entreprises touristiques dans le montage de leur projet et de leur demande de subvention relatifs à la transition écologique (dispositif France Relance). Bilan 2024 : 6 dossiers corréziens ont été validés pour un montant d'aide ADEME de 318 K€. Pour 2025 : compte tenu que le fond tourisme durable a pris fin en 2024, l'objectif est de poursuivre malgré tout, la dynamique de la transition écologique. C'est ainsi que Corrèze Tourisme s'est positionnée dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par Atout France (Agence Nationale du Tourisme) pour accompagner, si la candidature est retenue 10 à 15 opérateurs touristiques dans l'optimisation de leur gestion de la ressource en eau en partenariat avec la Creuse et la Dordogne.
  - *Renforcement de la mission « prospection investisseurs »* : avec 55 offres et 36 contacts investisseurs actives et 80 visites terrain organisées et 7 concrétisations depuis son lancement, cette mission est en plein essor. L'année 2024 a ainsi été particulièrement riche avec 3 concrétisations qui représentent plus de 750 lits

touristiques (Camping de Miel, Camping La Belle Etoile, Hôtel le Prieuré). Les objectifs 2025, à date, concernent l'accompagnement des 5 dossiers actuellement à l'étude et la poursuite de la détection et l'accompagnement de nouveaux projets prioritaires (Campings, villages vacances, hôtellerie, insolite).

- *Un accompagnement des territoires dans leur stratégie et projets touristiques* : Avec une dizaine de collectivités accompagnées en 2024, Corrèze Tourisme poursuit ses aides à la décision auprès des collectivités et son action de sensibilisation sur les nouveaux enjeux du tourisme. Cette action se poursuivra en 2025 avec notamment la participation au carrefour des collectivités aux côtés des autres services du CD et également l'accompagnement spécifique de certaines collectivités.
- *La montée en gamme de l'offre* : comme en 2024, l'accompagnement de 80 à 100 opérateurs vers des démarches qualité (Tourisme et Handicap, Destination d'Excellence, Classement meublés, accueil vélo, Corrèze en Famille, etc.)

– L'expertise tourisme au service des projets départementaux structurants : Corrèze Tourisme s'impliquera spécifiquement dans les projets suivants :

- *Plan Départemental de Gestion de l'Eau* : contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'actions afin d'accompagner la transition et les économies d'eau des opérateurs touristiques, d'identifier les plans d'eau prioritaires pour le tourisme, de favoriser une meilleure gestion et information sur la qualité de l'eau de baignade.
- *Signalisation routière et touristique* : implication dans le projet porté par la Direction des Routes de mise à jour du schéma de signalisation directionnelle et touristique.
- *Schéma départemental des mobilités douces – Voies Vertes Pâles* : L'agence interviendra sur plusieurs points :
- *Animation du réseau des opérateurs pour le déploiement de l'offre de service* : L'agence intensifiera notamment le déploiement du label Accueil Vélo, assurera une sensibilisation des opérateurs touristiques et des collectivités à l'accueil des cyclotouristes, accompagnera les porteurs de projet
- *Promotion auprès du grand public* : intégration d'un calculateur d'itinéraire sur le site tourismecorreze.com, création d'idées séjours en lien avec les OT, accueil d'influenceurs.
- *Valorisation du Viaduc des Rochers Noirs* : Coordination du volet touristique de la valorisation du Viaduc. Dans ce cadre, l'agence assurera le portage, pour le compte du Conseil départemental, du projet de création d'un séjour micro-aventure Terra Aventura qui sera lancé à l'été 2025, le montage de produits groupe et la promotion touristique de l'ouvrage, en lien étroit avec les acteurs locaux.
- *Musée de Néandertal* : Implication sur le volet touristique : montage de produits groupe et promotion touristique (mise en avant sur le web, les réseaux sociaux, la presse …), intégration aux réseaux départementaux (La Corrèze en Famille, pass corrézien …)

- *Origine Corrèze* : mobilisation dans la valorisation de la Marque Origine Corrèze et participation à la construction du 1er Salon Origine Corrèze à Sédières.
- *Appui et soutien aux projets de l'assemblée citoyenne* comportant un volet attractivité touristique.

→ Notoriété – promotion – mise en marché :

– Proposer aux corréziens d'être au cœur de la stratégie touristique :

- *Le Pass Corrézien :* L'objectif de ce dispositif entièrement digitalisé est d'inciter les corréziens à (re)découvrir l'offre de loisirs corrézienne, à rayonner sur la Corrèze et à embarquer leur famille et leurs amis et créer ainsi un système vertueux de bouche à oreille. Le principe : 1 gratuité pour 2 entrées payantes. Le pass permet également de collecter de la data pour garder le contact avec cette base de prospect et leur adresser une communication régulière sur l'offre corrézienne.
  Bilan 2024 : 44 opérateurs partenaires (objectif initial : 20), 2170 détenteurs du pass, 489 passages pour plus de 2000 visiteurs chez 28 partenaires. Objectifs 2025 : élargissement du réseau et ouverture à de nouveaux opérateurs – augmentation du nombre de détenteurs et du nombre de passages.
- D'autres actions seront reconduites et poursuivies comme la valorisation de l'offre touristique à destination des scolaires, la diffusion de la collection d'affiches sur la Corrèze ou encore les partenariats avec la presse locale.

– Valoriser l'expérience Corrèze via une communication offensive et percutante

- Depuis 2021 et la sortie du COVID, la Corrèze se met en scène comme une destination secrète et préservée et attire le visiteur par son esprit décalé, ses grands espaces et ses pépites à découvrir hors des sentiers battus. En 2024, Corrèze Tourisme et le Conseil départemental ont engagé un travail de fond visant à redéfinir le positionnement de la destination Corrèze, basé sur une analyse de l'existant et des ateliers participatifs qui ont réuni une quarantaine d'acteurs socio-économiques et institutionnels afin d'explorer les multiples facettes du département. Dans ce cadre, deux positionnements et univers graphiques ont été soumis au vote des participants. Celui qui a retenu le plus d'adhésion lors de ces ateliers (80%) a été testé à l'occasion de la participation du Département au Salon du Made In France (75 à 81 % d'adhésion). Le nouveau positionnement adopté, avec l'accroche « LA CORREZE, C'EST LOIN MAIS C'EST UNIQUE » reflète pleinement l'identité du territoire, un lieu singulier, loin des sentiers battus qui revendique sa différence, son authenticité et son caractère. Cette nouvelle promesse s'accompagne d'une identité visuelle renouvelée qui sera donc déclinée en 2025 sur l'ensemble des supports de communication de Corrèze Tourisme.
  Des contenus seront produits pour alimenter les futures campagnes de communication dont les crédits avaient été versés en 2024 et sont donc reportés sur l'exercice 2025.

- *Refonte du site web* de Corrèze Tourisme pour optimiser l'expérience utilisateurs et le référencement (suivi des recommandations de l'audit réalisé en 2024). Les données relatives à l'offre de randonnée et aux Voies Vertes Pâles y seront intégrées dans une logique de transversalité des propositions.
- *Relations presse* (11,4 M€ d'équivalent publicitaires et près de 60 accueils de presse réalisés en 2024).
- *Réseaux sociaux* : en 2024, la Corrèze est très bien placée sur les réseaux sociaux avec une communauté de 136 000 fans sur Facebook (+ 1,5 %) et 33 000 sur Instagram (+ 6 %). En 2025, l'objectif est de poursuivre le développement de la communauté d'abonnés et des interactions.
- Suivi et valorisation de la *e-réputation* de 600 établissements corréziens.
- *Terra Aventura* : Avec 61 parcours en Corrèze et 217 000 géocacheurs accueillis en 2024 (+ 4 %/2023), Terra Aventura est un formidable outil de promotion et de développement du territoire, générant des flux sur des zones moins fréquentées, attirant un public familial de proximité. Corrèze tourisme est impliquée en tant que relais du déploiement sur le territoire, en lien avec les OT et le Centre Régional du Tourisme Nouvelle Aquitaine (CCRTNA) qui pilote le dispositif. En 2025 sera lancé la Micro-Aventure autour du Viaduc des Rochers Noirs. En complément, pour valoriser les 3 micro-aventures qui doivent voir le jour en Corrèze, un jeu spécifique sera mis en place en partenariat avec les offices de tourisme.
- Les *campagnes marketing* pour booster les ventes seront reconduites en 2025 avant, pendant et après la saison en partenariat avec les filières départementales pour susciter des réservations et la fréquentation d'événements/activités.
- *Production de suggestions de séjours* : pour satisfaire une demande nouvelle, en partenariat avec les OT et le CRT, Corrèze Tourisme a produit ou valorisé en 2024, 4 suggestions de séjours orientés tourisme durable. Ces offres bénéficieront d'un plan de promotion spécifique et seront étoffées en 2025.

– Un ensemble d'actions permettra d'asseoir le positionnement de la Corrèze comme destination sport nature (pêche, rando, cyclo, trail) :

- Participation au Salon du randonneur de Lyon en partenariat avec Creuse Tourisme et divers opérateurs touristiques corréziens ;
- Accueil de presse et influenceurs spécialisés sur les sports nature et la randonnée ;
- Partenariat de promotion avec des sites web référence Outdooractive, Komoot, Cirkwi, etc. ;
- Poursuite de la valorisation des filières pêche et trail.
- Structuration et Valorisation de la Véloroute 87 – La Vagabonde :
    - Promotion – communication nationale : Après la mise en ligne sur le site référence France Vélo Tourisme fin 2023, la réalisation d'une campagne de com' sur les réseaux sociaux et d'un roadbook pour guider les voyageurs, la participation au salon Vélo in Paris et l'accueil d'un influenceur en 2024, la

promotion de cet itinéraire qui a enregistré 7 000 passages sur sa partie sud et 3 900 sur le nord en Corrèze en 2024 va se poursuivre en 2025 avec le renouvellement de la convention de partenariat.

- Structuration de l'offre de service : Déploiement du label Accueil Vélo (6 labellisés en 2024) autour de la Vagabonde mais également sur les Voies Vertes Pâles.

– Poursuite du Contrat de Destination Dordogne Valley : un partenariat de promotion pour toucher les clientèles internationales : Pour toucher les marchés étrangers (cibles : NL – GB – B), la Corrèze s'associe, dans le cadre d'un contrat de destination signé avec Atout France, avec ses voisins du Lot et de la Dordogne, les offices de tourisme et les CRT Nouvelle Aquitaine et Occitanie (mutualisation de budgets et de ressources humaines – RH). L'année 2024 a permis d'enregistrer les 1ers résultats (31 contacts TO – 41 contacts presse – 450 K visites sur le site web dédié – etc.). La dynamique va se poursuivre en 2025 avec des campagnes sur les réseaux sociaux, des accueils de presse et influenceurs, la participation à des salons pros et la publication des résultats de l'étude menée sur la perception du tourisme par les résidents du territoire.

– Commercialisation de séjours groupes : Avec une augmentation de 34% des recettes en 2024, l'objectif de retour aux résultats d'avant covid est atteint. L'objectif pour 2025 est de faire progresser plus encore la marge avec 2 cibles principales, les groupes séniors et les amateurs de voitures anciennes (en partenariat avec la Dordogne).

→ Faire vivre la stratégie départementale :

– Une coopération enrichie par le pilotage d'instances de travail collaboratives avec les offices de tourisme et les opérateurs touristiques territoriaux (Parc Naturel Régional, consulaires, fédérations sportives, têtes de réseaux hébergeurs, etc.) : l'objectif est d'identifier les points de convergence de nos stratégies et de mutualiser nos moyens pour mettre en œuvre des plans d'actions plus ambitieux et efficaces tant sur le volet promotion qu'accompagnement des prestataires. Le travail mené avec les offices de tourisme a permis de faire émerger en 2024 la mise en place d'un appui conseil collectif pour mettre en place une stratégie RSE (Responsabilité Sociétal des Entreprises) interne à nos structures qui va se poursuivre en 2025, préalable à une sensibilisation des professionnels du tourisme sur le sujet.

– Corrèze Tourisme, centre de ressources départemental :

- Corrèze Tourisme poursuivra l'animation de son observatoire départemental du tourisme (collecte de données – valorisation – mise à disposition des porteurs de projet, collectivités, prestataires touristiques) et en poursuivra le développement et la modernisation 4.0 avec de nouveaux outils. Ainsi, en 2025, en lien étroit avec le CRT qui porte le dispositif, l'agence animera le réseau des OT et des opérateurs touristiques dans le cadre l'actualisation de l'étude de clientèle menée en 2019 afin de mettre à jour nos connaissances quant aux profils, comportements et

attentes de nos clients. Cette étude est menée par le cabinet BVA et les résultats seront disponibles en 2026. Une étude très précieuse qui permettra, si besoin, de compléter, modifier notre plan d'action et surtout de partager avec tous les acteurs ces données de population.

- Communication : Corrèze Tourisme poursuivra sa stratégie de communication pour faire connaître ses offres de services sur le territoire. Le site pro.tourismecorreze.com a fait l'objet d'une refonte en 2024 et le catalogue de service sera mis à jour en 2025.

III - AUTRES ACTIONS CONCOURANT AU DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU TERRITOIRE :

Asseoir la Corrèze en tant que destination Sport Nature : 30 000 € en investissement

On le sait, les sports nature sont un axe fort pour le positionnement touristique de la Corrèze. Ces investissements doivent permettre de poursuivre l'accompagnement au développement du loisir pêche par la réalisation de nouveaux aménagements facilitant l'accès et la pratique sur l'ensemble des sites de pêche du département. C'est à ce titre, que sont proposés des crédits de paiement à hauteur de 30 000 € au titre de 2025 pour renforcer la lisibilité de la pratique de la pêche, qui est, une activité de différenciation, d'attractivité et de promotion de la destination pour notre département.

Ces crédits s'inscrivent dans le cadre de l'autorisation de programme P186 de 162 000 € en investissement votée par l'Assemblée Plénière lors de sa réunion du 7 avril 2023.

Accompagner les projets d'investissement immobilier dans le cadre de la délégation de compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprises touristiques : 120 000 € en investissement

Afin d'accompagner l'implantation de projet touristiques structurant, le Conseil départemental a signé avec la Communauté de communes Ventadour Egletons Monédières une convention de délégation des aides à l'immobilier d'entreprise pour des projets d'envergure départementale inscrits au contrat de cohésion des territoires. Afin d'honorer les engagements pris dans ce cadre, sont proposés des crédits de paiement à hauteur de 120 000 € au titre de 2025.

Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions décrites dans le présent rapport, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous :

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Total DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 185 000 €	1 185 000 €	1 155 000 €
Programme ambition tourisme 2023-2028 P186E07	1185000€	1 185 000 €	1 155 000 €
Total DEPENSES D'INVESTISSEMENT	56 219 €	46 219 €	183 000 €
Programme ambition tourisme 2023-2028 : P186E04	33 000 €	33 000 €	33 000 €
Programme ambition tourisme 2023-2028 : P186E06	23 219 €	13 219 €	30 000 €
Programme ambition tourisme 2023-2028 : P186E08	0	0	120 000 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 155 000 €	-
INVESTISSEMENT	183 000 €	-
TOTAL	1 338 000 €	-

Pour mémoire au titre de 2025, les engagements de la politique qui vient de vous être exposée dans le présent rapport seront effectués sur les enveloppes suivantes :

EN DEPENSES :

P186E07 - PROJET STRATEGIQUE AMBITION TOURISME / D

P186E06 - TOURISME INVESTISSEMENT SUBVENTION / D

P186E04 - TOURISME INVESTISSEMENT SUBVENTION / D

P186E08 - TOURISME INVESTISSEMENT IMMOBILIER TOURISTIQUE VEM / D

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 1 155 000 € en fonctionnement et 183 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/308

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

TOURISME - BUDGET PRIMITIF 2025- CONVENTION DE PARTENARIAT CORRÈZE TOURISME

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/308 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur la proposition de Madame Agnès AUDEGUIL, Rapporteur,

DÉLIBÈRE

Article 1er : est approuvée l'affectation des crédits de paiement suivants au titre de la politique sectorielle du Tourisme 2025 :

	Crédits de paiement 2025 DEPENSES	Crédits de paiement 2025 RECETTES
FONCTIONNEMENT	1 155 000 €	-
INVESTISSEMENT	183 000 €	-
TOTAL	1 338 000 €	-

Article 2 : sont approuvés les termes et la passation de la convention d'objectifs présentée en annexe pour l'année 2025 à intervenir entre le Conseil départemental et Corrèze Tourisme ainsi que l'attribution d'une subvention de 1 338 000 € (1 155 000 € en fonctionnement et 183 000 € en investissement.

Article 3 : Monsieur le Président du Conseil Départemental est autorisé à revêtir de sa signature la convention d'objectifs passée avec Corrèze Tourisme pour l'année 2025.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 936.33
- Section Investissement, Article fonctionnel 906.33.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 35 voix pour, 2 ne prennent pas part au vote (Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Emilie BOUCHETEIL).

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15847-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – Année 2025

Entre :

Le Conseil départemental de la Corrèze, représenté par son Président, Monsieur Pascal COSTE, dûment habilité par délibération du Conseil Départemental en date du 11 avril 2025, ci-après dénommé « **le Département** »,

et

L'Agence de Développement et de Réservation Touristiques de la Corrèze, représentée par sa Présidente, Madame Agnès AUDEGUIL, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du 31 janvier 2025, ci-après dénommée « **Corrèze Tourisme** »,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La présente convention a pour objet de préciser les missions et les actions d'intérêt collectif définies par le Département, confiées à Corrèze Tourisme pour l'année 2025, qui en assurera la réalisation, conformément à son objet social, ainsi que les modalités de leur accompagnement financier par le Département.

Les missions confiées à Corrèze Tourisme permettront de mettre en œuvre le projet stratégique "Ambition Tourisme 2023-2028" approuvé en séance plénière du 7 juillet 2023. Ce projet s'articule autour de 4 volontés fortes :

- Investir pour une offre performante,
- Maximiser la qualité de l'expérience client pour développer les retombées économiques,
- Incarner le tourisme durable,
- Une mobilisation collective pour une action efficiente.

Sa mise en œuvre se décline en 14 actions opérationnelles qui guideront le plan d'action de Corrèze Tourisme durant ces 6 années. Une évaluation et des adaptations sont prévus à mi-parcours.

Article 1 – MISSIONS DE CORREZE TOURISME

L'article 1 des statuts de Corrèze Tourisme stipule que *"cette agence est un comité départemental du tourisme conformément aux articles L131-5 et L132-1 à L132-6 du code du tourisme portant répartition dans le domaine du tourisme".*

La partie législative du Code du Tourisme précise :

- En son article L132-2 *"le Comité Départemental du Tourisme, créé sur l'initiative du Département, prépare et met en œuvre la politique touristique du département"* ;

- En son article L132-4 *"le Département confie tout ou partie de la mise en œuvre de la politique du tourisme du département au CDT qui contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressée à l'échelon départemental et intercommunal"*.

Le Département participe au financement des actions s'inscrivant exclusivement dans le cadre de l'objet de Corrèze Tourisme défini par l'article 2 de ses statuts.

Article 2 - PROGRAMME D'ACTIONS PREVISIONNEL 2025 DE CORREZE TOURISME

AXE 1 : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT ET LA PERFORMANCE DE L'OFFRE :

Corrèze Tourisme se positionne en facilitateur au service de territoires et de prestataires touristiques performants. L'agence intervient également en soutien du Département sur les chantiers transversaux qu'il entreprend.
Objectif : permettre à l'offre touristique corrézienne de mieux se positionner sur le parcours client et ainsi développer sa performance économique.

Pour ce faire, Corrèze Tourisme va travailler en 2025 sur plusieurs axes :

1/ Se mobiliser pour une offre qualitative et performante :
Référence Ambition Tourisme :
Action 1 - Se mobiliser pour faire émerger une offre qualitative et performante
Action 8 - Mettre la data et le digital au service d'une expérience touristique réussie

- Accompagnements marketing :
Objectifs : 3 à 5 accompagnements en 2025.

- Formations : dans le cadre d'un dispositif d'analyse des besoins en formation des différentes filières, un programme de 2 formations sera proposé aux prestataires corréziens pour les accompagner dans la montée en compétence.
Ce dispositif fait l'objet d'un partenariat avec la CCI.

- Accompagnement qualité : Objectif de 80 à 100 accompagnements dans l'année => classement meublés – Tourisme et handicap – Audits Famille – Accueil Vélo – Destination d'excellence.
Pour rappel : 94 labellisations sont intervenues en 2024

- Un accompagnement à la digitalisation de l'offre

- Appui à la mise en marché : la plateforme de vente en ligne départementale vise comme en 2024 plusieurs objectifs :
    - L'augmentation du nombre de professionnels connectés
      Bilan 2024 : 14 nouveaux comptes ouverts – 204 utilisateurs de l'outil en direct (+17%).
      Objectif 2025 : Maintenir la dynamique
      Développement des ventes
      Bilan 2024 : 3.3M€ de ventes réalisées via la place de marché (+ 10%/2023).
      Objectif 2025 : 3.5M€ de ventes.
- Audits de sites web : ce service permet aux prestataires touristiques de bénéficier d'une analyse complète de leurs outils digitaux et de mettre en place les actions correctives.
  Pour rappel : 4 audits réalisés en 2024 – Objectif 2025 : idem

2/ Accompagner les porteurs de projet

Référence Ambition Tourisme :

Action 1 - Se mobiliser pour faire émerger une offre qualitative et performante

Action 9 – Revendiquer l'Expérience Corrèze : une destination préservée, durable et conviviale, à l'état brut

- Accompagnement des projets des communes et EPCI :

Le Conseil départemental a mis en place une offre de service d'ingénierie territoriale à destination des collectivités locales. Dans ce cadre, Corrèze Tourisme propose aux collectivités un accompagnement ciblé :

- Réflexion stratégique quant au développement ou à la modernisation de leurs équipements touristiques
- Qualification de leurs équipements touristiques : classement de meublés, qualité tourisme
- Réalisation d'études sur mesure (: ex : étude sur la fréquentation d'un événement, etc.)

⇨ En 2024 : 9 projets touristiques portés par des collectivités ont été accompagnés.

⇨ En 2025 : Poursuite de la dynamique d'accompagnement des collectivités. De plus, Corrèze Tourisme sera présente au Carrefour des collectivités sur le stand du Conseil départemental.

- Accompagnement des porteurs de projet privés :
    - Conseils et aides à la décision dans leurs projets d'investissement, informations sur la réglementation, la recherche de financements,
    - Organisation d'une session collective à destination des meublés et chambres d'hôtes à l'automne : présentation de la filière, des labels, du classement, de partenaires.

En 2024 : 26 porteurs de projets privés ont été accompagnés par Corrèze Tourisme.

- Gestion de la Ressource en eau : Corrèze Tourisme a accompagné pendant 4 ans en partenariat avec Dordogne, Creuse, Haute-Vienne et en tant comme relai local de l'ADEME des prestataires touristiques dans le montage de leurs projets et de leurs demandes de subvention relatifs à la transition écologique. Ce dispositif s'est clôturé fin 2024.

Bilan 2021-2024 : 46 dossiers corréziens ont été validés pour un montant d'aide ADEME de 1.38M€.

Objectif 2025 : accompagner 10 à 15 projets en Corrèze dans l'optimisation de leur gestion de la ressource en eau (sous réserve des résultats de la candidature à l'AMI d'Atout France pour l'appui à la gestion de la ressource en eau chez les opérateurs touristiques)

3/ Développer la mission prospection d'investisseurs touristiques :

Référence Ambition Tourisme :

Action 2 : Faire monter en puissance le dispositif de recherche d'investisseurs et d'opérateurs

Ce dispositif vise à favoriser le renouvellement de l'offre en attirant de nouveaux porteurs de projet et investisseurs en Corrèze et en permettant de positionner la Corrèze comme territoire d'investissement touristique.

Point d'étape de la mission :

- 93 offres identifiées – 55 offres actives
- 87 contacts investisseurs – 36 actifs
- 80 visites dont 22 visites organisées en 2024
- 4 projets d'implantation à l'étude.
- 4 projets concrétisés

Objectifs 2025 :

- Détection et accompagnement de nouveaux dossiers stratégiques
- Suivi et accompagnement des dossiers d'implantation à l'étude
- 3 à 4 implantations concrétisées
- Participation à un salon national en partenariat
- Suivi des contacts – mise à jour des offres en ligne – développement du réseau de partenaires

4/ L'expertise tourisme au service des projets départementaux structurants :

Référence Ambition Tourisme :

Action 3 : Améliorer la qualité de l'accueil en Corrèze par l'actualisation du Schéma Départemental de signalisation touristique

Action 9 – Revendiquer l'Expérience Corrèze : une destination préservée, durable et conviviale, à l'état brut

Action 10 – Porter 2 chantiers clés pour engager la transformation de la filière : la ressource en eau et les mobilités décarbonées

- La signalisation touristique routière est un élément important d'accueil, de promotion des sites phares et d'orientation du visiteur. Corrèze Tourisme est mandaté pour apporter son aide à la décision sur les principes qui présideront à la définition du schéma de signalisation touristique directionnel. Après une phase d'état des lieux de l'existant menée par la Direction des Routes, une consultation sera lancée courant 2025 pour l'actualisation du schéma directeur de signalisation directionnelle et touristique.

- Transition écologique : Plan départemental de Gestion de l'eau

Après avoir participer à la phase de diagnostic préalable à l'élaboration du Plan départemental de Gestion de l'eau porté par le Département, Corrèze Tourisme s'investira dans le plan d'action et sa mise en œuvre afin d'assurer la prise en compte des enjeux touristiques. 3 fiches actions ont été déposées :

  - Sensibiliser les acteurs du tourisme à la réduction de leur consommation en eau => sous réserve de l'obtention des crédits de l'AMI Gestion de l'eau Atout France // ADEME
  - Sensibiliser et informer sur la qualité des eaux de baignade (information des usagers – sensibilisation des collectivités – partenariat EDF)
- Contribution à l'observatoire de l'eau : contribution à l'étude relative à la qualification des plans d'eau et de leur potentiel touristique

- Réseau d'itinérance douces Voies Vertes Pâles :

Après avoir été impliquée en 2023 dans l'identification des points d'intérêt départementaux à mailler et en 2024, dans le cadre de l'élaboration du schéma départemental des mobilités douces, Corrèze Tourisme sera pilote de 3 actions clés pour la valorisation touristique de cette nouvelle offre :

  - Animation du réseau des opérateurs pour le déploiement de l'offre de service
    - Déploiement du label Accueil Vélo : Objectif : 25 labellisés en 2025
    - Sensibilisation des pros : Organisation d'une session d'information début avril en amont de la Bourse aux documents – lien avec les OT.
    - Accompagnement des porteurs de projet pour le déploiement d'une offre de service vélo
  - Promotion auprès du grand public
    - Intégration d'un calculateur d'itinéraire sur le site tourismecorreze.com
    - Reportages photo / Accueil Influenceur
    - Création d'idées séjour en lien avec les OT
  - Appui à l'émergence d'itinéraires interdépartementaux structurants (plutôt à partir de 2026

- Valorisation du Viaduc des Rochers Noirs : Corrèze Tourisme est chargé par le Département de coordonner le volet touristique de la valorisation du Viaduc des Rochers Noirs après la finalisation des travaux à l'été 2025. Dans ce cadre, l'agence assurera le portage pour le compte du Conseil départemental du projet de création d'un séjour micro-aventure Terra Aventura qui sera lancé à l'été 2025, le montage de produits groupe et la promotion touristique de l'ouvrage, en lien étroit avec les acteurs locaux et en particulier les offices de tourisme.

- Musée de Néandertal : Implication sur le volet touristique : montage de produits groupe et promotion touristique (mise en avant sur le web, les réseaux sociaux, la presse …), intégration aux réseaux départementaux (La Corrèze en Famille, pass corrézien …)

- Origine Corrèze : Les touristes sont très demandeurs de produits locaux. Aussi, Corrèze Tourisme se mobilisera aux côtés de la cellule promotion du territoire du Département pour faciliter le déploiement de la marque Origine Corrèze auprès d'une cible touristique.

AXE 2 : NOTORIETE, PROMOTION, MISE EN MARCHE

Référence projet ambition tourisme 2023/2028 : Actions 4 à 8

1/ Mettre les corréziens au cœur de la stratégie :

Référence Ambition Tourisme :
Action 4 – Mettre les corréziens au cœur de la stratégie touristique

- Des partenariats avec la presse locale pour faire connaître l'offre : Extraction des informations touristiques pour les magazines de l'été (La Vie Corrézienne, Centre France, le P'ti Corrézien, etc.), diffusion d'encarts dans la presse locale, informations sur les nouveautés et les temps forts, partenariat avec Bram FM pour une intervention mensuelle.

- Pass corrézien : L'objectif est d'inciter les corréziens à découvrir les sites qu'ils ne connaissent pas encore, à rayonner sur la Corrèze et à y amener leur famille et leurs amis et créer ainsi un système vertueux de bouche à oreille. Le principe : 1 gratuité pour 2 entrées payantes. Le pass permet également de collecter de la data pour garder le contact avec cette base de prospect et leur adresser une communication régulière sur l'offre corrézienne. Bilan 2024 : 44 opérateurs partenaires (objectif initial : 20), 2170 détenteurs du pass, 489 passages pour plus de 2000 visiteurs chez 28 partenaires. Objectifs 2025 *:* maintien du réseau des partenaires et ouverture à de nouveaux opérateurs – augmentation du nombre de détenteurs et du nombre de passages.

- Cible scolaires et centres de loisirs : Le dispositif "La Corrèze, Tout un Programme" qui présente 27 offres dédiées aux organisateurs de sorties pour les groupes d'enfants a été réédité fin 2024 pour les années scolaires 2025 et 2026 avec l'envoi du catalogue aux Centres de loisirs, IME et Ecoles du département et des départements limitrophes (950 destinataires). L'objectif est de développer la fréquentation des sites de visite et prestataires d'activités corréziens sur les ailes de saison.

- Collection d'affiches : diffusion de la collection de 9 affiches représentant les sites emblématiques du département chez les prestataires touristiques, dans les institutions afin de diffuser l'image de la Corrèze sur le territoire. Cette collection vient compléter les éditions de Corrèze tourisme (Sites étonnants, carte touristique, la Corrèze en Famille) qui sont très largement diffusées sur le territoire auprès des opérateurs touristiques et à l'extérieur lors des salons et événements.

2/ Valoriser l'expérience Corrèze via une communication offensive et percutante :

Référence Ambition Tourisme :
Action 5 : Créer et valoriser des offres identitaires de l'Expérience Corrèze
Action 8 : Mettre la data et le digital au service d'une expérience touristique réussie

- Campagne de communication : depuis 2021 et la sortie du COVID, la Corrèze se met en scène comme une destination secrète et préservée et attire le visiteur par son esprit décalé, ses grands espaces et ses pépites à découvrir hors des sentiers battus. En 2024, Corrèze Tourisme et le Conseil départemental ont lancé un travail de fond pour repenser le positionnement de la destination Corrèze. Cette initiative s'est appuyée sur une analyse de l'existant et des ateliers participatifs réunissant une quarantaine d'acteurs socio-économiques et institutionnels, dans le but d'explorer les diverses facettes du département. Le nouveau positionnement adopté, avec l'accroche « LA CORREZE, C'EST LOIN MAIS C'EST UNIQUE » reflète pleinement l'identité du territoire, un lieu singulier, loin des sentiers battus qui revendique sa différence, son authenticité et son caractère. Cette nouvelle promesse d'accompagne d'une identité visuelle renouvelée qui sera déclinée en 2025 sur l'ensemble des supports de communication de Corrèze Tourisme. Des contenus seront produits pour alimenter les futures campagnes de communication.
Rappel bilan 2024 : 2.6M de vues de la campagne de communication – 1.4M de visites sur le site tourismecorreze.com

- Relations presse : La visibilité de la Corrèze dans les médias ne cesse de progresser avec à nouveau une année record en 2024 avec près de 60 journalistes accueillis pour 11.4M€ d'équivalents publicitaires (+8%/2023), l'enjeu en 2025 est de continuer à séduire la presse et à valoriser la Corrèze dans les médias avec un accent mis sur la TV.

- Refonte du site web tourismecorreze.com : l'audit réalisé en 2024 sur les sites web tourismecorreze.com et correzerando.com a mis en évidence une nécessité d'optimisation en profondeur et de rationalisation. Aussi, pour optimiser l'expérience utilisateurs et le référencement une refonte globale du site sera opérée en amont de la saison touristique 2025. Les données relatives à l'offre de randonnée et aux voies vertes pâles y seront intégrées dans une logique de transversalité de la promotion de la destination.

- La gestion des réseaux sociaux : avec 136 000 fans sur Facebook (+1.5%/2023) et 33 000 abonnés sur Instagram (+6%/2023) sur Instagram fin 2024, les réseaux sociaux constituent une belle vitrine de visibilité et de notoriété pour la Corrèze. Au-delà des campagnes de promotion annuelles, Corrèze Tourisme poursuit son action récurrente sur les réseaux sociaux.

- Campagnes marketing ciblées pour susciter les réservations : Des campagnes sont mises en place pour booster les réservations en amont de la saison, dont une majorité en partenariat avec les filières, ce sont à minima 6 campagnes de communication qui vont être lancées sur les réseaux sociaux pour booster les ventes.

- Terra Aventura : Avec 61 parcours en Corrèze et 217 000 géocacheurs accueillis en 2024 (+4%/2023), Terra Aventura est un formidable outil de promotion et de développement du territoire, générant des flux sur des zones moins fréquentées, attirant un public familial de proximité. A noter que 1/3 des joueurs passent une nuit en dehors de chez eux. Corrèze tourisme est impliquée en tant que relais du déploiement sur le territoire, en lien avec les OT et le CRTNA qui pilote le dispositif. En 2025 sera lancé la Micro-Aventure autour du Viaduc des

Rochers Noirs. En complément, pour valoriser les 3 micro-aventures qui doivent voir le jour en Corrèze, un jeu spécifique sera mis en place en partenariat avec les offices de tourisme.

- Suivi de la e-réputation : en 2025, c'est la e-réputation de 600 prestataires touristiques corréziens qui sera suivie et valorisée par Corrèze Tourisme et les offices de tourisme corréziens. Cet outil est utilisé pour observer la satisfaction des clients mais également pour assurer la promotion des offres et fournir aux visiteurs du site web tourismecorreze.com une information qualifiée et en phase avec leurs attentes. Il permet, également, à Corrèze Tourisme de collecter des avis sur les chemins de randonnée et ainsi de participer au suivi de leur qualité.

- Production de suggestions de séjours : en partenariat avec les OT et le CRT, Corrèze Tourisme a produit ou valorisé en 2024 4 suggestions de séjours orientés tourisme durable. Ces séjours ont vocation à inspirer les voyageurs et peuvent également, pour certains d'entre eux, être proposés à la vente par les hébergeurs ou offices de tourisme. Ils permettront de valoriser des offres d'itinérance, de découverte des produits locaux ou d'expériences insolites le temps d'un week-end. Ces offres bénéficient d'un plan de promotion spécifique et seront étoffées en 2025.

3/ Incarner une filière forte autour des sports de plein nature et des itinérances :

Référence Ambition Tourisme :
Action 6 : Incarner une filière forte autour des sports de pleine nature

Pour positionner la Corrèze en tant que destination "nature", il est primordial que la destination soit présente là où le randonneur et le sportif (pêcheur, traileur, etc.) s'informent. Aujourd'hui les canaux sont variés et l'enjeu est d'être visible au maximum. Le plan d'actions 2025 prévoit donc :

- Salons : participation au Salon du Randonneur de Lyon fin mars en partenariat avec Creuse Tourisme, le PNR et l'OT Haute Corrèze. Présence sur des Salons Trail envisagées également.
- www.correzerando.com : intégration de l'ensemble de l'offre randonnée, cyclo, etc. sur le site tourismecorreze.com pour une meilleure valorisation et visibilité.
- Structuration et Valorisation de la Véloroute 87 – La Vagabonde :
    - Promotion – communication nationale : Après la mise en ligne sur le site référence France Vélo Tourisme fin 2023, la réalisation d'une campagne de com' sur les réseaux sociaux et d'un roadbook pour guider les voyageurs, la participation au salon Vélo in Paris et l'accueil d'un influenceur en 2024, la promotion de cet itinéraire qui a enregistré 7000 passages sur sa partie sud et 3900 sur le nord en Corrèze en 2024 va se poursuivre en 2025 avec le renouvellement de la convention de partenariat.
    - Structuration de l'offre de service : Déploiement du label Accueil Vélo (6 labellisés en 2024) autour de la Vagabonde et des sur les Voies Vertes Pâles. Par ailleurs, une étude sera menée à l'échelle de l'itinéraire pour identifier le potentiel de développement d'une offre de transport de bagages et de voyageurs + vélos.

- Relations presse et influenceurs : accueil de journalistes et d'influenceurs. Cette année sont prévu : Bernard MONTEL pour le trail – En roue Libre pour la Vagabonde. D'autres relations presse seront mises en œuvre dans le courant de l'année.

- Partenariats de promotion avec des sites et applications qui font référence : Cirkwi, Outdoor Active, Komoot, Niv'Eau ;

4/ Contrat de Destination Dordogne Valley : un partenariat de promotion pour toucher les clientèles internationales :

Référence Ambition Tourisme :

Action 7 : S'appuyer sur des partenariats pour la promotion internationale

Pour toucher les marchés étrangers, la destination Corrèze s'associe avec ses voisins du Lot et de la Dordogne, leurs OT, les aéroports et les CRT Nouvelle Aquitaine et Occitanie (mutualisation de budgets et de RH) autour d'une marque reconnue à l'international : Dordogne Valley. L'objectif est de mettre en place, au travers d'un nouveau contrat de destination soutenu par Atout France, un plan d'actions global pour toucher les clientèles Belges, Néerlandaises et Britanniques. Après la signature du contrat de destination à l'automne 2023, l'année 2024 a permis de sentir les 1ers fruits des actions mises en œuvre avec :

- 31 contacts TO – 3 demandes de séjours
- 41 contacts presse – 4 accueils
- 450 000 visites sur le site visit-dordogne-valley.co.uk
- 4M impressions posts RS + 2,5M sur les campagnes printemps et automne

En 2025, la dynamique va se poursuivre avec :

- Productions contenus web et réseaux sociaux
- Accueil presse / influenceurs
- Participation salon TO / Agences / presse : Travel in France / IMM
- Campagnes digitales RS et Explore France
- Publication des résultats de l'étude sur la perception du tourisme par les habitants

5/ Adapter les outils et la stratégie marketing aux enjeux d'Ambition Tourisme 2023-2028

Référence Ambition Tourisme :

Action 8 : Mettre la data et le digital au service d'une expérience touristique réussie

- Stratégie de gestion mutualisée de la donnée : 2023 a vu l'aboutissement du chantier de changement de système d'information touristique avec l'entrée de la Corrèze dans le réseau régional SIRTAQUI. Ce projet porté en collaboration avec les offices de tourisme doit permettre d'améliorer et de moderniser la collecte de la data touristique, le suivi de sa qualité, son exploitation à des fins de promotion touristique, d'information, d'observation, en remplacement de l'outil utilisé précédemment devenu obsolète. Il permet également de mettre en place un dispositif de Gestion Relation Client plus adapté.

Rappel 2024 : renforcer l'appropriation et l'usage des fonctionnalités de l'outil. Identifier les modalités de passerelles avec le projet DATA du Département afin que les données touristiques soient parmi les 1ères à être utilisées dans ce cadre.
Objectifs 2025 : lancement de la plateforme DATA du Département.

6/ Commercialiser des produits et séjours groupes :

Le service commercial groupe concentre son activité sur 2 cibles principales :
- Les groupes séniors
- Les clubs d'amateurs de voitures anciennes dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Dordogne

En 2024, l'activité a retrouvé son niveau d'avant-covid.
Pour 2025, l'objectif est de maintenir la dynamique favorable observée en début d'année afin de faire progresser la marge d'environ 12%.

AXE 3 : FAIRE VIVRE LA STRATEGIE DEPARTEMENTALE

1/ Corrèze Tourisme, centre de ressources départemental :
Référence Ambition Tourisme :

Action 14 : Corrèze Tourisme, centre de ressources et partenaire privilégié des réseaux départementaux

- Observatoire du Tourisme :
  - Collecte de la donnée :
    - Flux Vision Tourisme. Ce dispositif permet d'évaluer en temps réel la fréquentation touristique du territoire sous l'angle des flux et de la mobilité. Il est déployé dans le cadre d'un partenariat renouvelé début 2025 avec les territoires et OT corréziens.
    - Partenariat avec le Comité Régional du Tourisme sur différents dispositifs d'observation : Conjoncture estivale, fréquentation des meublés, observation des données issues des plateformes collaboratives, participation au dispositif nationale FTO (France Tourisme Observation).
    - Administration des enquêtes de fréquentation des hébergements collectifs et des sites de visite.
    - Partenariat INSEE pour les données hôtellerie et hôtellerie de plein air
    - Constitution de la base de l'offre touristique à partir du SIT.
  - Usage de la donnée : l'observatoire produit des rapports annuels de bilan sur les différentes filières observées ainsi que des notes de conjoncture. Les données sont utilisées par les porteurs projets, collectivités, offices de tourisme, acteurs du tourisme tout au long de l'année. Elles permettent d'évaluer le poids économique du tourisme sur le territoire, la saisonnalité, les origines de clientèles et sont utiles aux actions marketing et aux études de marché des porteurs de projet.

- Etudes : en décembre 2024 a été lancée une actualisation de l'enquête de clientèle qui permet d'évaluer le comportement et les attentes des clientèles sur nos territoires. Cette étude menée par le cabinet BVA va se dérouler jusqu'à la fin 2025 et Corrèze Tourisme assure son animation à l'échelle départementale. Les modalités d'enquête sont multiples : terrain, affiche avec QR code chez les opérateurs touristiques – relais via les OT – enquête en ligne post séjour. Objectif : 5000 questionnaires pour avoir des résultats infra- départementaux
- Observatoires locaux : Corrèze Tourisme accompagne la mise en place d'observatoire locaux au sein des offices de tourisme.

- Site web ressource : Le site ressource pro.tourismecorreze.com est animé par la diffusion d'actu qui sont adressée 2 fois par semaines à plus de 3500 destinataires afin de les informer sur les services proposés, l'actualité du tourisme en Corrèze, l'action de Corrèze Tourisme. Une nouvelle version a été mise en ligne courant 2024.

2/ Développement des partenariats avec les opérateurs du territoire autour d'enjeux partagés :
Référence Ambition Tourisme :
Action 13 : Renforcer et clarifier la collaboration avec les territoires et les Offices de Tourisme
Action 14 : Corrèze Tourisme, centre de ressource et partenaire privilégié des réseaux départementaux

- Comité des directeurs avec les 6 offices de tourisme corréziens : Ce comité a pour rôle de proposer et mettre en œuvre un plan d'actions partagé. L'année 2023 a permis de mettre à plat le fonctionnement du comité, de partager la nouvelle stratégie départementale et de définir un nouveau mode de partenariat, point de convergence entre la stratégie départementale et les besoins locaux. Une rencontre annuelle avec les Présidents initiée en 2023 et reconduite en 2024 afin de renforcer le lien et d'échanger sur des sujets stratégiques partagés. Au-delà des partenariats quotidiens entre les structures (accompagnements des pros, promotion, observation), un sujet stratégique a été lancé en commun en 2024 : la mise en place d'une stratégie RSE partagée. 3 Offices de tourisme se sont engagés dans ce dispositif aux côtés de Corrèze Tourisme et l'accompagnement initié dans le cadre des appui-conseil de l'AFDAS va se poursuivre en 2025. L'enjeu est également de définir avec chacun des OT une convention cadre de partenariat qui permettra de mieux définir les rôles de chacun.
- Partenariat avec la CCI : accompagnement des projets de développement, convention avec l'INISUP pour la mise en place d'un programme de formations adapté aux besoins des prestataires touristiques, mise en œuvre du plan marketing pêche.
- Partenariat avec la Chambre d'agriculture : accompagnement des projets agritouristiques, promotion, etc.
- Partenariat avec les Gîtes de France : signature d'une convention à intervenir en 2025 sur la promotion, l'observation de l'activité touristique, l'accompagnement des opérateurs.
- Des rencontres régulières avec les têtes de réseaux : partenariats de promotion, réunions d'information, formations, etc.
- Une évaluation des actions mises en œuvre et bilan collectif.

3/ Adaptation de l'organisation et des compétences :

Action 14 : Corrèze Tourisme, centre de ressource et partenaire privilégié des réseaux départementaux

- Investissement dans la modernisation des outils internes en particulier le Système d'Information Touristique, le pilotage financier, les outils web
- Formations : les évolutions des métiers sont constantes, notamment dans le champ du numériques aussi des formations relatives au nouveaux outils digitaux seront privilégiées (Intelligence artificielle, outils d'enquête en ligne, usage du SIT, web, etc.). Un appui conseil pour la mise en place d'une stratégie « Responsabilité Sociétale des Entreprises » (RSE) sollicité auprès de l'AFDAS pour accompagner Corrèze Tourisme et les OT dans leur démarche de progrès se poursuivra en 2025.
- Un premier bilan à mi-parcours d'Ambition Tourisme sera réalisé fin 2025-début 2026

ARTICLE 3 – SUBVENTIONS DEPARTEMENTALES

Pour l'ensemble des missions de service public exercées ci-dessus, il est octroyé à Corrèze Tourisme une subvention d'un montant total de 1 188 000€ se décomposant comme suit :

1) 924 000 € au titre du partenariat touristique pour assurer la mise en œuvre du plan d'actions 2025 détaillé dans la présente convention.

2) 231 000 € couvrant les frais de mise à disposition des 4 agents du Département auprès de Corrèze Tourisme.

3) 33 000€ pour couvrir les dépenses d'investissement de Corrèze Tourisme.

Ces subventions du Département seront versées selon les modalités suivantes :

- Enveloppe 1) :
  - Versement d'un acompte de 50% (déduction faite de l'acompte de 200 000€) à la signature de la convention
  - Versement du solde avant la fin de l'année civile en cours sur présentation du bilan technique et financier des actions menées.

- Enveloppe 2) :
  - Versement en fin de chaque trimestre sur présentation des avis des sommes à payer édités par la paierie départementale.

- Enveloppe 3) :
  - Versement en une fois sur présentation des factures TTC acquittées dans l'année 2025. La subvention sera de 80% du montant de la facture.

Corrèze Tourisme s'engage à employer les subventions accordées pour la réalisation des actions prévues dans la convention et s'interdit toute redistribution de la subvention.

ARTICLE 4 - AUTRES MOYENS MIS A DISPOSITION

Le Département met à disposition de Corrèze Tourisme à titre gratuit des locaux situés à la Maison du Tourisme - 45 quai Aristide Briand à Tulle. Une convention spécifique est prévue à cet effet.

Suite à la décision de mise en vente de la Maison du Tourisme et pour assurer une meilleure coordination avec les services de la collectivité, Corrèze Tourisme intégrera en 2025 de nouveau locaux sur le site de Marbot – 9 rue René et Emile Fage à Tulle. Ces locaux seront également mis à disposition à titre gratuit et une convention sera établie.

Corrèze Tourisme a accès à la réservation de salles du Département.

Corrèze Tourisme bénéficie du réseau informatique administré par le Département. Par ailleurs, le Département fournit gratuitement l'équipement et les applications/logiciels informatiques et téléphoniques (installation et renouvellement) des agents du Département mis à disposition de Corrèze Tourisme selon les mêmes dispositions que celles applicables aux services de la collectivité. Ils ont également accès à la flotte de véhicule du Département.

Hors personnel mis à disposition, le service système d'information du Département peut être amené à réaliser plusieurs types de prestations à titre gratuit :

- Installation et maintenance de l'outil informatique acquis par Corrèze Tourisme sous réserve que les achats soient décidés en concertation.
- Installation d'applications et de logiciels spécifiques aux besoins de Corrèze Tourisme » et financés par elle.

Les salariés de Corrèze Tourisme bénéficient de la possibilité d'accéder ponctuellement à la flotte des véhicules du Département.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION

En dehors des obligations fiscales et légales, Corrèze Tourisme devra fournir un document comptable dûment validé par son expert-comptable comportant les éléments destinés à faciliter le contrôle de l'utilisation des subventions accordées.

Corrèze Tourisme et le Département organisent, sur l'initiative de l'un ou de l'autre des signataires, au moins une fois par an, une réunion d'information et de travail sur l'application de la présente convention.

Corrèze Tourisme devra informer le Département de toute demande de subvention déposée auprès de structures tiers. Ces aides devront être intégrées dans le budget de l'exercice.

Le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugerait utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui, pour s'assurer du respect de ses engagements vis à vis du Département, tels que définis dans la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS STATUTAIRES

Corrèze Tourisme s'engage à informer le Département de toute modification intervenant en matière statutaire.

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention est conclue pour l'année civile et prendra fin le 31 décembre 2025.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Tulle, le XXX

Agnès AUDEGUIL	Pascal COSTE
Présidente de Corrèze Tourisme	Président du Département

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

CD.2025.04.11/401

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

RAPPORT DU PRÉSIDENT

COMMISSION

Commission de la Participation Citoyenne

OBJET

PARTICIPATION CITOYENNE : BUDGET PRIMITIF 2025

RAPPORT

Renforcer la démocratie participative en Corrèze : des actions concrètes pour tous

Conscient de l'importance d'impliquer chaque citoyen dans la vie démocratique, le Conseil départemental a décidé, lors de ses séances des 18 février et 8 avril 2022, de déployer des actions concrètes en faveur de la participation citoyenne.

Deux initiatives ont ainsi été menées :

- l'Assemblée Citoyenne, renouvelée en avril 2024, pour permettre au grand public de s'impliquer dans les actions locales,
- un dispositif dédié à la jeunesse, visant à sensibiliser et mobiliser les jeunes scolaires et notamment les collégiens autour des valeurs citoyennes.

Ces démarches novatrices visent à renforcer le lien et le dialogue entre les citoyens et les institutions, à sensibiliser à l'exercice de la démocratie locale et à développer le sens de l'engagement.

1. L'ASSEMBLEE CITOYENNE : une nouvelle dynamique pour 2024-2026

Par délibération en date du 1er décembre 2023, le renouvellement de l'Assemblée Citoyenne a été acté pour une nouvelle mandature de 2024 à 2026.

a. La mise en place de la seconde Assemblée Citoyenne 2024-2026

Suite à l'appel à candidatures lancé en janvier 2024, 303 Corréziens ont exprimé leur volonté de s'engager.

Le 21 mars 2024, un tirage au sort des 38 membres a eu lieu en présence de Franck PEYRET, Vice-Président en charge de la Participation Citoyenne, et de Christian BOUZON, Président de la Commission Participation Citoyenne.
L'Assemblée, fidèle aux principes fondateurs, respecte une représentation équilibrée en termes de parité, de diversité territoriale (tous les cantons sont représentés) et de catégories socio-professionnelles.
La séance d'installation de la nouvelle Assemblée Citoyenne s'est déroulée le 9 avril 2024 et a été l'occasion de faire un passage de relai avec les membres de la précédente Assemblée Citoyenne. Un bilan des travaux menés a également été présenté : mise en place de récupérateurs d'eau dans les Centres d'Entretien Routier Bâtiments et Fibre (CERBF), création d'une vidéo visant à promouvoir l'installation de nouveaux agriculteurs en Corrèze, collecte de sous-vêtements pour les enfants placés en familles d'accueil.

b. Un rôle consultatif au cœur des politiques départementales

L'Assemblée Citoyenne occupe une place clé dans la vie démocratique du département en :

- formulant des idées et des propositions concrètes sur les sujets d'intérêt départemental ;
- participant activement à des comités de pilotage, notamment ceux du Plan Départemental de Gestion de l'Eau (PDGE) et de la Marque Origine Corrèze ;
- contribuant à des projets stratégiques de la collectivité, où l'avis des citoyens est essentiel pour améliorer les services publics.

c. Un parcours d'apprentissage rythmé

La première année du parcours de l'Assemblée Citoyenne est consacrée à la découverte et la connaissance des enjeux départementaux. Des visites de terrain, des rencontres avec des experts et des séances de créativité sont organisées tous les mois.

La seconde année du parcours est consacrée à la mise en œuvre d'actions concrètes issues des idées de l'Assemblée Citoyenne et répondant aux enjeux du territoire.

Ainsi, dès avril 2024, les 38 membres ont entamé un cycle de découverte des missions

et compétences du Département mais également des spécificités de la Corrèze à travers son économie, ses aménagements, son attractivité. Ce parcours s'est structuré autour de plusieurs temps forts :

- mai 2024 : première immersion avec la visite du Conseil départemental et du Centre Opérationnel Routier. Cette rencontre a permis aux membres de mieux comprendre le fonctionnement de la collectivité, ses compétences, son budget ainsi que ses grands projets ;
- juin 2024 : organisation de l'atelier "Corrèze 2050", consacré aux grands enjeux d'avenir et aux pistes d'actions pour le territoire. Ce temps de réflexion a été complété par des visites d'entreprises locales, offrant un aperçu concret du dynamisme économique du département ;
- de juin 2024 à février 2025 : le programme s'est enrichi avec 8 visites de terrain, 6 ateliers thématiques et 2 séances plénières, permettant aux membres d'approfondir des sujets majeurs tels que la gestion de l'eau, la forêt, la végétalisation, les mobilités douces, la problématique des logements vacants et la valorisation de la marque Origine Corrèze.

d. Un Cahier de propositions pour passer à l'action

Au cours de cette première année de mandature, l'Assemblée Citoyenne a émis 36 idées et propositions. Ces idées ont été soumises à une analyse technique et de faisabilité par les services du Département.

Le résultat synthétique compose le Cahier de propositions joint en annexe.

Les principales actions et leurs objectifs présentés dans le Cahier de propositions sont les suivants :

1) Origine Corrèze : une identité unique, *participer à la promotion de la marque Origine Corrèze*
2) L'eau demain, l'enjeu d'aujourd'hui, *sensibiliser aux enjeux de l'eau*
3) La Forêt : comprendre pour agir, *faire découvrir les enjeux de la forêt à travers des actions pédagogiques et participatives*
4) Forêt en héritage, *Informer et accompagner les "propriétaires invisibles"*
5) Corrèze, destination mobilité durable, *encourager les mobilités douces*
6) Logements vacants : aides et solutions, *mobiliser les acteurs pour une remise en usage des logements vacants*
7) La nature au cœur de nos communes, *encourager la végétalisation pour améliorer le cadre de vie*
8) Le numérique à l'ère de l'IA, *sensibiliser et informer sur l'Intelligence Artificielle*

Ce Cahier de propositions a été validé par l'Assemblée Citoyenne réunie le 10 mars dernier.

En conséquence je vous le soumets pour prendre acte de la démarche de l'Assemblée Citoyenne et approuver la poursuite de ses travaux, incluant l'analyse et la conduite des

projets relevant des compétences de notre collectivité.

L'engagement de l'Assemblée ne s'arrête pas là. Les visites mensuelles se poursuivront jusqu'en 2026, offrant à ses membres l'opportunité de mieux appréhender les richesses et les enjeux de notre département.

e. Un soutien budgétaire dédié

Pour financer ces actions il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 187 000 € répartis de la façon suivante :

- 150 000 € pour les projets d'investissement de l'Assemblée Citoyenne
- 37 000 € pour le fonctionnement de l'Assemblée Citoyenne : remboursement des frais de déplacement des membres, plateforme de travail collaboratif, projets de l'Assemblée Citoyenne relevant du fonctionnement.

2. LA JEUNESSE ENGAGEE DANS LA CITOYENNETE

La seconde action menée en faveur de la démocratie participative s'adresse aux jeunes et en particulier aux collégiens.

a. Le Parcours Jeunes Citoyens

Ce parcours Jeunes Citoyens engagé sur l'année scolaire 2024 vise à offrir un apprentissage approfondi de la citoyenneté aux collégiens.

Il leur a permis de réfléchir, de discuter et de s'engager tout au long du parcours sur deux thèmes essentiels : "l'eau" (ressource essentielle et bon usage) et/ou le "devoir de mémoire" (notamment à l'occasion du 80e anniversaire du Débarquement et de la Libération).

En 2024 se sont 8 collèges (Allassac, Bort, Corrèze, Larche, Lubersac, Tulle collèges Victor HUGO et Georges CLEMENCEAU, Ussel) et 470 élèves qui ont participé aux séances.

b. Les visites organisées de l'Hôtel du Département

Dans le cadre de l'éducation citoyenne, des visites commentées de l'Hôtel du Département Marbot sont proposées aux collégiens et aux membres des conseils municipaux des jeunes.
Ces visites immersives permettent aux jeunes citoyens de découvrir le cœur des décisions départementales, en explorant le fonctionnement politique et administratif de l'institution.
Les objectifs clés de ces visites sont multiples :

- créer un dialogue direct avec un ou plusieurs conseillers départementaux favorisant ainsi les échanges et la réflexion sur les enjeux territoriaux ;
- développer une culture citoyenne en offrant une meilleure compréhension du rôle et

des compétences du Département ;
- encourager l'engagement civique en sensibilisant les jeunes à l'importance de leur participation active dans la vie locale.

Au titre de l'année 2024, 3 groupes ont ainsi pu profiter de cette visite : 22 élèves du collège d'Objat, 8 élèves du Conseil Municipal des Enfants de Beynat et 16 délégués du collège Rollinat de Brive.

Afin de mener à bien les actions en faveur de la jeunesse et de la citoyenneté il est proposé d'affecter des crédits de paiement à hauteur de 3 000 € en fonctionnement

Afin de permettre la mise en œuvre de ces dispositions, je vous propose d'affecter les crédits de paiement selon les tableaux ci-dessous.

	BP 2024	CA 2024	BP 2025
Dépenses de FONCTIONNEMENT			
Participation citoyenne	40 000 €	25 998 €	40 000 €
Dépenses d'INVESTISSEMENT			
Participation citoyenne	150 000 €	1 648 €	150 000 €

En résumé :

	Crédits de paiement 2025
Fonctionnement	40 000 €
Investissement	150 000 €
TOTAL	190 000 €

La dépense totale des propositions incluses dans le présent rapport s'élève à 40 000 € en fonctionnement et 150 000 € en investissement.

Je propose à l'Assemblée Départementale de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces dispositions.

Pascal COSTE

CD.2025.04.11/401

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

Réunion du 11 avril 2025

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

EXTRAIT DE DELIBERATION

OBJET

PARTICIPATION CITOYENNE : BUDGET PRIMITIF 2025

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la liste ci-annexée des Conseillers Départementaux présents ou ayant donné pouvoir,

VU le rapport n° CD.2025.04.11/401 en date du 11 avril 2025, de M. le Président du Conseil Départemental,

Sur les propositions de Monsieur Franck PEYRET et de Monsieur Christian BOUZON, Rapporteurs,

DÉLIBÈRE

Article 1er : il est proposé l'affectation des crédits de paiement suivants au titre du programme PARTICIPATION CITOYENNE 2025 :

	Crédits de paiement 2025
Fonctionnement	40 000 €
Investissement	150 000 €
TOTAL	190 000 €

Article 2 : sont approuvées les dispositions et modalités exposées dans le présent rapport.

Imputations budgétaires :
Les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget Départemental :
- Section Fonctionnement, Article fonctionnel 930.20
- Section Investissement, Article fonctionnel 905.4.

Adopté, à main levée, à la majorité, par 37 voix pour.

Certifié conforme
Pascal COSTE
Président du Conseil Départemental

Transmis au représentant
de L'État le : 16 avril 2025
Accusé réception en Préfecture n°19-221927205-20250411-15840-DE-1-1
Date de publication : 16 avril 2025

Si vous désirez contester la présente délibération, vous devez saisir le Tribunal Administratif de Limoges dans le délai de deux mois à compter de sa publication, au moyen de l'application Télérecours citoyens, accessible sur le site www.telerecours.fr ou par courrier à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud - 87000 LIMOGES.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT

EXTRAIT DE DÉLIBÉRATION
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

L'an deux mille vingt-cinq et le onze avril, à neuf heures, le Conseil Départemental de la Corrèze s'est réuni à l'Hôtel du Département "Marbot" à Tulle.

Présents :
Monsieur Pascal COSTE, Monsieur Christophe ARFEUILLERE, Madame Sandrine MAURIN, Monsieur Christophe PETIT, Madame Hélène ROME, Monsieur Francis COMBY, Monsieur Jean-Marie TAGUET, Monsieur Franck PEYRET, Madame Agnès AUDEGUIL, Madame Audrey BARTOUT, Madame Ghislaine DUBOST, Monsieur Philippe LESCURE, Monsieur Gérard SOLER, Madame Pascale BOISSIERAS, Madame Emilie BOUCHETEIL, Monsieur Julien BOUNIE, Monsieur Christian BOUZON, Madame Sophie CHAMBON, Madame Claude CHIRAC, Monsieur Bernard COMBES, Madame Jacqueline CORNELISSEN, Monsieur Laurent DARTHOU, Monsieur Sébastien DUCHAMP, Monsieur Jean-François LABBAT, Monsieur Didier MARSALEIX, Madame Frédérique MEUNIER, Monsieur Anthony MONTEIL, Madame Sonia TROYA, Madame Stéphanie VALLÉE, Madame Marie-Laure VIDAL , Monsieur Eric ZIOLO.

Pouvoirs :

Madame Valérie TAURISSON	à	Monsieur Philippe LESCURE
Madame Patricia BUISSON	à	Madame Sandrine MAURIN
Monsieur Jean-Jacques LAUGA	à	Madame Hélène ROME
Madame Marilou PADILLA-RATELADE	à	Monsieur Christophe ARFEUILLERE
Madame Rosine ROBINET	à	Monsieur Francis COMBY
Monsieur Jean-Jacques DELPECH	à	Madame Sophie CHAMBON

Absent :
Madame Annick TAYSSE.

Madame Sandrine MAURIN remplit les fonctions de secrétaire.

Le quorum étant atteint à l'ouverture de la séance et pendant l'examen de chacun des rapports et l'adoption de chacune des délibérations, le Conseil Départemental peut valablement siéger et délibérer.

CAHIER DE PROPOSITIONS DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE

2024 - 2026

INTRODUCTION

Le 9 avril 2024, à l'Hôtel du Département Marbot, s'est tenue la cérémonie de passation entre la première Assemblée Citoyenne et la nouvelle mandature 2024-2026. Cette journée, marquée par des visites, des présentations et des échanges chaleureux, a symbolisé le renouvellement de l'engagement citoyen au sein de notre département.

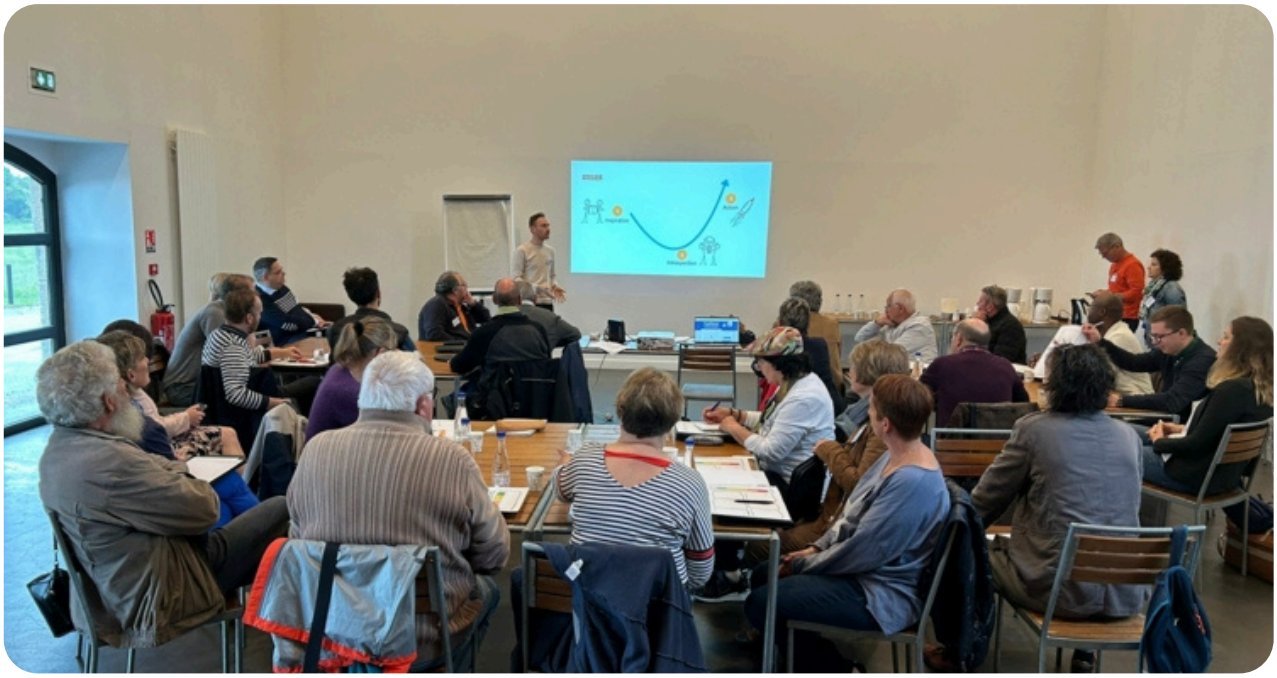
La nouvelle Assemblée Citoyenne est composée de 38 Corréziens (un homme et une femme par canton), tirés au sort en mars 2024, reflétant la parité et la diversité géographique de notre territoire. Ces citoyens volontaires sont invités à approfondir leurs connaissances sur des enjeux majeurs pour la Corrèze, grâce à des interventions d'élus, d'experts et des visites de terrain. Ces moments d'échange et de réflexion leur permettent de formuler des propositions éclairées, au service de l'intérêt général et de l'attractivité de notre département.

Ce cahier de propositions, fruit d'une année de réflexions collectives de la 2e Assemblée Citoyenne, incarne l'engagement continu du Département en faveur d'une gouvernance participative. Les idées qui y sont présentées traduisent la richesse des discussions menées et témoignent de la volonté des citoyens corréziens de contribuer activement aux enjeux locaux.

Cette démarche est pilotée par Franck PEYRET, Vice-président du Conseil départemental en charge de la participation citoyenne et de l'attractivité, et Christian BOUZON, Président de la Commission Participation Citoyenne. Elle s'inscrit dans un projet ambitieux : faire de la Corrèze un modèle d'innovation démocratique, où chaque citoyen a la possibilité d'être acteur des décisions qui façonnent son territoire.

Les membres de l'Assemblée citoyenne du Département
Séance d'installation, 9 avril 2024

LA MÉTHODE
DES IDÉES AUX PROJETS



Depuis mai 2024, l'Assemblée citoyenne a consacré une première année à échanger, débattre et formuler des propositions pour améliorer l'attractivité du territoire. Ce travail collaboratif a permis de faire émerger des idées variées, nourries par les expériences et les attentes des citoyens.

Toutes ces contributions sont aujourd'hui rassemblées dans ce Cahier de propositions, qui présente à la fois l'ensemble des réflexions menées et les **huit actions concrètes** retenues pour être mises en œuvre.
La seconde année sera ainsi consacrée à la transformation de ces idées en projets structurés, définissant objectifs, partenaires, calendrier et indicateurs de suivi, pour un passage effectif à l'action.

Les membres de l'Assemblée citoyenne sont fiers de vous présenter leurs idées pour la Corrèze.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT
Participation citoyenne

SCHÉMA DE VALIDATION DES IDÉES

Parcours d'une idée au projet

1. Choisir un **THEME**
2. Identifier la **PROBLEMATIQUE**
3. Visiter pour **S'IMMERGER**
4. Atelier **BRAINSTORMING** pour trouver des idées
5. **ANALYSE** par les élus & services du Département

AVEC L'ASSEMBLÉE CITOYENNE

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT
Participation citoyenne

Toutes les propositions présentées ont été examinées par les services du Département. Elles portent soit sur des actions déjà mises en place ou en cours, soit sur des domaines qui ne relèvent pas des compétences du Conseil départemental.

MILIEU NATUREL
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

EAU

AIDER POUR DES RÉCUPÉRATEURS D'EAU

Le Département a mis en place une action issue des travaux de la première Assemblée Citoyenne, visant à installer des récupérateurs d'eau dans les Centres d'Entretien des Routes, des Bâtiments et de la Fibre (CERBF). Ces équipements permettent d'optimiser l'usage de l'eau en facilitant le nettoyage des véhicules et des panneaux routiers, ainsi que la production de lait de chaux utilisé pour l'entretien des routes. Trois cuves ont déjà été installées dans les CERBF de Chameyrat, Argentat et Égletons.

RÉEMPOISSONNER ET ENTRETENIR LES COURS D'EAU

Le réempoissonnement des cours d'eau, bien qu'utile ponctuellement, n'est pas une solution durable. La priorité est de renforcer les écosystèmes pour favoriser la reproduction naturelle des poissons, notamment la truite fario. Depuis plus de 20 ans, un travail collectif est mené avec la Fédération de pêche, les associations, les collectivités et l'Agence de l'eau pour restaurer les habitats, améliorer la continuité écologique et optimiser l'assainissement. Ces actions essentielles pour préserver durablement nos cours d'eau sont soutenues financièrement par l'Agence de l'eau et les collectivités

CHANGER LA RÈGLEMENTATION TROP CONTRAIGNANTE SUR LES ÉTANGS

La réglementation des étangs a pour objectif de préserver les milieux aquatiques et de garantir l'équilibre écologique. Bien que ces exigences puissent sembler contraignantes, des dispositifs d'accompagnement sont mis en place pour soutenir les propriétaires. Les subventions du Conseil Départemental peuvent financer jusqu'à 30 % des travaux d'équipement et de sécurisation des étangs, cumulables avec d'autres aides dans la limite de 80 %, avec un plafond de 40 000 €.

Par ailleurs, le Syndicat des Étangs Corréziens apporte une assistance technique en proposant des fiches pratiques, des ateliers thématiques et des commandes groupées de matériel. Plutôt qu'un assouplissement des normes, les efforts se concentrent sur un accompagnement renforcé et une simplification des démarches.

FORÊT

INSTALLER DES PANNEAUX PÉDAGOGIQUES DANS LES FORÊTS

L'implantation de panneaux pédagogiques ne peut se faire que dans le cadre d'opérations spécifiques de mise en valeur de sites ouverts à la visite. C'est dans cette logique que le Département soutient le Groupement Syndical Forestier du Massif des Agriers, en partenariat avec l'ONF, pour la mise en valeur de ce site d'exception, culminant à 915 mètres au Puy du Vareyron, entre Lamazière-Haute et Eygurande. Cette collaboration a permis d'installer une table d'orientation offrant une vue panoramique sur le territoire et d'aménager des sentiers de découverte qui fournissent des informations sur le paysage environnant, la faune et la flore locales. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de sensibilisation du public et de promotion du patrimoine naturel corrézien.

COMMUNIQUER/PARTAGER LES ÉTUDES ET CONNAISSANCES SUR LES ÉVOLUTIONS DU CLIMAT ET SES CONSÉQUENCES POUR LA FORÊT CORRÉZIENNE

Dans le cadre du Plan Départemental de la Gestion de l'Eau (PDGE), le Département prévoit la création d'un "Observatoire de la ressource en eau". Cet observatoire aura pour mission de collecter, analyser et diffuser des données sur les ressources en eau et les impacts du changement climatique, y compris sur les forêts corréziennes. L'observatoire permettra de partager ces connaissances avec les citoyens, les chercheurs et les décideurs locaux. Il sera accessible à travers une plateforme en ligne dédiée ou via le site web de la collectivité, où les utilisateurs pourront consulter des rapports, des cartes interactives et des études de cas.

RENOUVELER LES ESSENCES D'ARBRES POUR UNE MEILLEURE ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'adaptation des forêts au changement climatique passe par le renouvellement des essences, en favorisant des espèces plus résilientes aux évolutions climatiques. De nombreux spécialistes, chercheurs et gestionnaires forestiers travaillent déjà sur ce sujet pour identifier les essences les mieux adaptées à chaque territoire. Ces études permettent d'orienter les choix de plantation et d'assurer une gestion durable des forêts face aux défis environnementaux. Ces conseils sont notamment prodigués par le CNPF, l'ONF, FIBOIS sans oublier les Associations forestières. Le Département soutient le renouvellement des plantations via la convention pluriannuelle de partenariat signée avec le Fonds Forestier. Ce fonds est alimenté par des subventions et des prêts et vise à encourager la plantation d'espèces d'arbres adaptées aux conditions climatiques futures.

COMMUNIQUER SUR LES RISQUES INCENDIE ET LES SOLUTIONS (ALLÉES ANTI-FEU)

Le travail réalisé dans le cadre du PDGE a permis d'identifier les réserves d'eau mobilisables en cas d'incendie.

De plus, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Corrèze mène régulièrement des actions de prévention des risques d'incendie. Il intervient en matière de protection de la forêt contre les incendies, en donnant des avis réglementaires sur l'emploi du feu, le débroussaillement et la détermination des niveaux de vigilance. Partenaire de l'École forestière de Meymac, siège de l'école départementale feux de forêts, le SDIS participe à travers une exposition de matériels et une permanence sur place, à des journées portes ouvertes.

PATRIMOINE NATUREL

MÉDIATISER LE CAPITAL NATUREL, ÉDUQUER ET COMMUNIQUER SUR LES RICHESSES DU PATRIMOINE

La Réserve Départementale de Biodiversité d'Argentat sur Dordogne constitue un exemple concret de médiatisation et d'éducation du capital naturel. Depuis son acquisition en 2018 par le Département, des actions de restauration écologique, telles que la plantation de végétaux locaux et l'élimination des espèces invasives, ont permis de préserver sa biodiversité.

Le site, classé en Espace Naturel Sensible, est désormais ouvert au public et propose un programme d'animations éducatives varié : découverte des oiseaux (Initiation aux chants d'oiseaux, la nuit de la chouette), de la biodiversité et les zones humides. Ces actions visent à sensibiliser les visiteurs à la biodiversité locale et à la nécessité de sa préservation. En parallèle, des infrastructures d'interprétation, tels que des panneaux informatifs et une longue vue ornithologique, facilitent l'accès à la connaissance du patrimoine naturel du site.

ATTRACTIVITÉ
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

DISPOSITIFS D'ACCUEIL

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES PÉPINIÈRES (ET DES CONCIERGERIES) D'ENTREPRISES ET DES ESPACES DE COWORKING

Le Département œuvre à la valorisation et à la promotion des dispositifs existants : conciergeries et espaces de coworking présents sur le territoire. Pour renforcer leur visibilité, ces ressources sont référencées et mises en avant via des outils numériques adaptés, notamment l'application "La Corrèze dans ma poche" et le site de la conciergerie départementale www.venezvivreencorreze.fr.

PROMOTION DU TERRITOIRE

OUVRIR UNE ANTENNE CORRÈZE DANS LES GRANDES VILLES

L'idée d'une antenne Corrèze à Paris et dans les grandes ville rejoint les actions déjà engagées par le Conseil départemental. Avec la campagne "Plaquer Paris pour la Corrèze" à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine, la présence sur des salons grand public (Salon de l'Agriculture, Salon du Made in France) et les opérations ciblées "Venez vivre en Corrèze" à Lille, Lyon et Bordeaux, la Conciergerie Corrèze Accueil assure déjà une belle visibilité dans les grandes villes et un accompagnement personnalisé pour les futurs résidents.

COMMERCE

DÉVELOPPER LES COMMERCES AMBULANTS POUR IRRIGUER LES TERRITOIRES RURAUX

Le développement des commerces ambulants relève des initiatives privées et éventuellement des intercommunalités, qui ont la compétence "développement économique". Elles peuvent mettre en place des dispositifs de soutien adaptés aux commerçants itinérants. Le Département, quant à lui, n'a pas la compétence directe sur cette thématique mais peut accompagner les intercommunalités en valorisant les initiatives existantes et en facilitant le partage d'expériences entre territoires.

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

EMPLOI & FORMATION
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

FORMATION

CRÉER DES PÉPINIÈRES JEUNESSE (RENCONTRES, ÉCHANGES, RESSOURCES, CRÉATION D'ENTREPRISE...)

Les Missions Locales accompagnent les jeunes de 16 à 25 ans dans leur insertion sociale et professionnelle et proposent des espaces d'accueil, d'échange et d'accompagnement personnalisé, ainsi que des ateliers collectifs autour de l'emploi, de la formation, de la citoyenneté et des conseils en matière de santé, logement et de mobilité. Elles favorisent également les rencontres entre jeunes et acteurs locaux, soutenant ainsi leurs initiatives et leur participation à la vie locale. Il existe 3 Missions Locales en Corrèze : à Brive, Tulle et Ussel.

DÉVELOPPER LES FILIÈRES DE FORMATION AUX NOUVEAUX MÉTIERS POUR ATTIRER LES JEUNES

L'adaptation des formations aux métiers émergents est essentielle pour attirer les jeunes et répondre aux besoins des entreprises locales. Cette mission relève de la Région Nouvelle-Aquitaine, qui définit les orientations en matière de formation professionnelle et d'enseignement supérieur à travers le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles 2023-2028 (CPRDFOP). En soutenant la création de nouvelles filières adaptées aux secteurs d'avenir (numérique, écologie, industrie, santé...), la Région contribue à renforcer l'attractivité du territoire et à faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi.

VALORISER LES EMPLOIS ET LES FORMATIONS DISPONIBLES EN CORRÈZE : IMMERSIONS DANS L'EMPLOI, SALONS, RENCONTRES, ANIMATIONS, COMMUNICATION

Le Département, bien qu'il ne gère pas directement les formations professionnelles, soutient activement l'insertion et l'emploi des Corréziens, notamment à travers des actions comme « BOOST Emploi », une plateforme numérique entièrement gratuite facilitant la mise en relation de l'offre et de la demande d'emploi, et BOOST Jeunes, un coaching renforcé pour les jeunes de 17 à 25 ans en Mission Locale.
Il a su développer des modalités et outils d'accompagnement personnalisés offrant un suivi individualisé, renforcé et de proximité, des conseils sur la formation, la préparation à la recherche d'emploi et le soutien pour optimiser et sécuriser les recrutements (CLIS, PACK EMPLOI…). Il organise ou participe fréquemment à des évènements en faveur de l'emploi et à la découverte des métiers.
Il pilote des dispositifs comme les « RIM » (Réunion d'Information et de Mobilisation) pour les bénéficiaires primo-arrivants dans le dispositif rSa, et soutient l'Insertion par l'Activité Économique (IAE) pour faciliter l'accès à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées.
Il développe les partenariats utiles et nécessaires avec le secteur associatif et le monde économique afin de proposer une offre de service complémentaire pour lever les freins à l'employabilité et répondre à des projets et des besoins spécifiques. Pour ce faire, la Collectivité s'appuie sur plus d'une quarantaine de conventions annuelles d'objectifs dont 84 % d'entre elles concernent le champ de l'insertion professionnelle.
Le Département intervient également par l'insertion de clauses sociales dans ses marchés publics, à travers sa politique de remplacement des agents des collèges.
L'ensemble de ces initiatives vise à lever les freins à l'insertion professionnelle et à accompagner les Corréziens vers l'autonomie par le travail.

AMÉLIORER LES FORMATIONS PROFESSIONNELLES

La Région Nouvelle-Aquitaine est compétente en matière de formation professionnelle. Afin de l'adapter aux besoins du marché du travail, elle mobilise avec l'Etat des crédits pour former les demandeurs d'emploi via le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC) 2024-2027.
Pour accompagner les publics, la Région a mis en place 43 Espaces Régionaux d'Information de Proximité (ERIP), facilitant l'accès à l'orientation, la reconversion et l'insertion professionnelle.

ENTREPREUNARIAT

SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT ET L'INNOVATION

Le soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation relève principalement des compétences de l'État et de la Région. Toutefois, le Conseil départemental de la Corrèze mène plusieurs actions pour favoriser un environnement propice au développement économique local.

À travers Boost'Projets et Mission Innovation Corrèze, il accompagne les porteurs de projets et promeut la culture numérique. Le déploiement du très haut débit renforce également l'attractivité économique. Bien que cela ne relève pas de sa compétence directe, le Département contribue à créer un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et à l'innovation en Corrèze.

Par ailleurs, des acteurs économiques comme Initiative Corrèze, la CCI, la Chambre de Métiers, le Réseau Entreprendre, BGE Corrèze, les pépinières d'entreprises offrent un accompagnement concret aux entrepreneurs, des programmes de parrainage où des entrepreneurs expérimentés accompagnent les porteurs de projets, partageant conseils et expertises pour favoriser la réussite des nouvelles entreprises. Les pépinières d'entreprises proposent également des locaux pour développer les activités des porteurs de projets.

ENSEIGNEMENT

DÉVELOPPER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Seuls l'Etat, les Régions, les Universités, les établissements d'enseignement supérieur, les intercommunalités et les villes peuvent mener des actions en faveur du développement de l'enseignement supérieur.

La loi confère aux Régions la responsabilité d'élaborer le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI). La Nouvelle-Aquitaine a adopté un plan stratégique 2024-2028 pour l'enseignement supérieur visant à améliorer la réussite étudiante, renforcer l'attractivité scientifique et aligner les formations sur les besoins économiques locaux.

Les Départements n'ont pas de compétence directe dans ce domaine.

MAINTENIR LES CLASSES ET LES ÉCOLES

En Corrèze, comme partout en France, la décision de fermer une classe relève du Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN). Cette décision est prise après une analyse des effectifs d' élèves et des besoins pédagogiques. Les communes peuvent proposer des ajustements, mais la décision finale revient au DASEN.

Le Département n'a donc pas de compétence directe en matière de fermeture de classes. Il intervient surtout dans la gestion des collèges, notamment en matière d'investissements et de maintenance.

MOBILITÉ
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

TRANSPORT

DÉVELOPPER LE COVOITURAGE DE LA CAMPAGNE VERS LES PÔLES D'ACTIVITÉ, COMMERCIAUX, DE SERVICES

Pour faciliter les déplacements quotidiens des habitants vers les pôles d'emploi, commerciaux et de services, le Département a aménagé plusieurs aires de covoiturage et poursuit leur modernisation pour les rendre plus accessibles et fonctionnels. Il existe actuellement 26 aires qui offrent 648 places de stationnement dont 41 réservées aux personnes à mobilité réduite. Elles sont réparties sur les axes routiers stratégiques.

Des plateformes spécialisées de mise en relation pour le covoiturage existent déjà. Elles permettent aux usagers de trouver facilement des trajets à partager.

SANTÉ
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

ACCÈS À LA SANTÉ

DÉVELOPPER LE TRANSPORT ADAPTÉ

Le transport adapté est principalement une compétence des intercommunalités pour les déplacements locaux et de la Région pour les transports interurbains et scolaires. Toutefois, le Département intervient en complément, notamment en finançant le transport scolaire des élèves en situation de handicap et en soutenant des dispositifs comme Handimobile, un service de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite. Il accompagne également les collectivités dans l'amélioration de l'accessibilité des transports sur l'ensemble du territoire.

DÉVELOPPER L'ACCESSIBILITÉ MÉDICALE

Le Plan Ambition Santé Corrèze, lancé en 2019 par le Département, vise à renforcer l'accès aux soins sur tout le territoire et notamment dans les zones déficitaires. Parmi les actions concrètes déjà mises en œuvre, il y a l'ouverture du Centre Départemental de Santé à Egletons, celle des centres de santé à Bort les Orgues, Neuvic, Meymac, Sornac, Treignac, Uzerche, le déploiement de 3 bornes de téléconsultation (Goulles, Lapleau et Chamberet) et d'une télécabine (Saint-Viance) pour améliorer l'accès aux soins de proximité. Le Département apporte également un soutien financier à la création de maisons de santé pluriprofessionnelles et aux étudiants en médecine qui viennent faire un stage ou s'installer en Corrèze.
Le Département est présent sur le Congrès de médecine interne de Lille et au forum des métiers à la Faculté de médecine de Limoges. Il organise aussi un évènement annuel pour faire découvrir la Corrèze et ses infrastructures à de jeunes médecins, cette opération s'appelle "Tombe ta blouse". Ces initiatives répondent aux défis posés par le vieillissement de la population et la diminution du nombre de médecins, notamment en zone rurale.

LOGEMENT
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

LOGEMENTS ALTERNATIFS

DÉVELOPPER LA COHABITATION INTERGÉNÉRATIONNELLE

La cohabitation intergénérationnelle, qui permet à des étudiants et des seniors de partager un logement pour favoriser l'entraide et le lien social est encadré juridiquement par la loi ELAN de 2018. Sa mise en œuvre repose sur une initiative des communes, des bailleurs sociaux ou des associations spécialisées. Le Département n'a pas de compétence directe en matière de logement étudiant ou d'habitat partagé.
Le Département peut encourager ces initiatives en facilitant les partenariats et en apportant un soutien financier. Quelques projets sont en cours en Corrèze comme à Saint-Clément (lot de logements pour personnes âgées, Maison d'Assistantes Maternelles, tiers-lieu et un logement pour victimes de violence) ou encore à Neuvic (transformation de l'ancien hospice en résidence intergénérationnelle de 12 logements).

DÉVELOPPER LES ALTERNATIVES À L'EHPAD ET LES LOGEMENTS D'ÉTUDIANTS HORS CROUS

Le maintien à domicile des personnes âgées est une priorité du Département. Via Corrèze Autonomie, de nombreux services sont proposés : téléassistance, aides techniques et financières (APA), portage des repas, sécurisation du domicile etc. Le Département soutient également financièrement la réalisation de travaux d'adaptation du logement pour favoriser le bien vieillir dans son domicile.
Concernant les logements étudiants hors CROUS, il existe des résidences jeunes, financées par des bailleurs privés ou publics. Le Département quant à lui soutient financièrement les Services Habitat Jeunes (nouvelle dénomination des Foyers Jeunes Travailleurs qui peuvent aussi accueillir des étudiants). Il existe 3 résidences de ce type en Corrèze qui offrent des solutions de logement pour les jeunes de 16 à 30 ans, qu'ils soient étudiants, apprentis, ou jeunes travailleurs, à Brive, Tulle et Egletons. Ces résidences proposent un cadre de vie convivial et sécurisé, avec des services adaptés pour favoriser l'autonomie et l'insertion professionnelle des jeunes.

SPORT & CULTURE
IDÉES ET PROPOSITIONS

Thème

Action déjà réalisée

Action en cours

Action hors compétences CD19

ASSOCIATIONS

ACCOMPAGNER FINANCIÈREMENT LES ASSOCIATIONS

Le Département accompagne activement les associations et les soutient financièrement. Pour faciliter les démarches administratives, les demandes de subventions se font en ligne et un accompagnement téléphonique est assuré pour les associations qui rencontrent des difficultés avec le numérique. Ainsi, en 2024, ce sont 850 associations (sportives, culturelles, sociales…) qui ont bénéficié d'un soutien financier.
Cet engagement fort témoigne de l'appui du Département au tissu associatif corrézien, acteurs de lien social et de la dynamique des territoires.

DÉVELOPPER LE TRANSPORT ASSOCIATIF

Depuis la loi NOTRe de 2015, la compétence des transports interurbains et scolaires a été transférée à la région Nouvelle-Aquitaine. Le Département peut soutenir des projets locaux et des initiatives associatives par le biais de partenariats, mais il n'a pas la compétence directe pour organiser ou développer ces services.

ACTIVITÉS SPORTIVES

DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS SPORTIVES

Le Département s'engage activement dans le développement du sport en apportant un soutien financier et logistique aux associations, infrastructures et événements sportifs. Environ 300 associations affiliées à des fédérations bénéficient de subventions de fonctionnement.
Le Département finance également les manifestations sportives d'envergure et facilite l'accès aux stages au Centre des 1000 Sources à Bugeat avec une prise en charge de 40 % des frais de pension complète. Il accompagne les sections sportives des collèges ainsi que les 60 comités départementaux, et valorise le label "Stations Sport Nature", qui regroupe 16 sites dédiés aux activités de plein air.
Le Département initie également des actions comme les "Balades secrètes en Corrèze", le "Challenge Jeune Butteur" ou encore les activités sportives à Sédières. Son engagement vise à renforcer l'accès au sport pour tous et à dynamiser l'offre sportive sur l'ensemble du territoire.

DÉVELOPPER DE NOUVELLES ACTIVITÉS PRISÉES PAR LES JEUNES

Le Département soutient financièrement le développement des infrastructures sportives portées par les collectivités. Ces dispositifs financent la rénovation d'équipements existants (stades, gymnases, city stades, terrains de tennis…) et accompagne la création de nouvelles infrastructures adaptées aux tendances actuelles comme les terrains de Padel (un sport en plein essor combinant les dynamiques du tennis et du squash) et les pump tracks (circuits en enrobé destinés aux vélos, trottinettes, skateboards et rollers, offrant une pratique ludique et accessible du sport de glisse urbaine).

FICHES PROJETS
DES PROJETS À L'ACTION

- **FICHE PROJET N°1 - ORIGINE CORRÈZE; UNE IDENTITÉ UNIQUE**
  Participer à la promotion de la marque Origine Corrèze

- **FICHE PROJET N°2 - L'EAU DEMAIN, L'ENJEU D'AUJOURD'HUI**
  Sensibiliser aux enjeux de l'eau

- **FICHE PROJET N°3 - LA FORÊT : COMPRENDRE POUR AGIR**
  Faire découvrir les enjeux de la forêt à travers des actions pédagogiques et participatives à destination du grand public et des scolaires

- **FICHE PROJET N°4 - LA FORÊT EN HÉRITAGE**
  Informer et accompagner les "propriétaires invisibles"

- **FICHE PROJET N°5 - CORRÈZE, DESTINATION MOBILITÉ DURABLE**
  Encourager les mobilités douces

- **FICHE PROJET N°6 - LOGEMENTS VACANTS: AIDES ET SOLUTIONS**
  Mobiliser les acteurs pour une remise en usage des logements vacants

- **FICHE PROJET N°7 - LA NATURE AU COEUR DE NOS COMMUNES**
  Encourager la végétalisation pour améliorer le cadre de vie

- **FICHE PROJET N°8 - LE NUMÉRIQUE À L'ÈRE DE L'IA**
  Sensibiliser et informer sur l'Intelligence Artificielle

FICHE PROJET N° 1

ATTRACTIVITÉ

OBJECTIF

Participer à la promotion de la Marque Origine Corrèze

ORIGINE CORRÈZE : UNE IDENTITÉ UNIQUE

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DPT, DPCUN, membres de la marque Origine Corrèze

PLANNING

Début de réalisation : T2 2025

Fin de réalisation : T1 2026

DESCRIPTION

Pour valoriser les produits et les savoirs-faire locaux, l'authenticité, la Marque Origine Corrèze et les faire davantage connaître, l'Assemblée Citoyenne propose de :

1) **Faire connaître les vins de la Corrèze** : participer et faire connaître les **ateliers mets/vins** qui seront organisés à l'occasion du Salon Origine Corrèze, participer et faire connaître les Balades secrètes (et autres randonnées) dans les vignobles corréziens

2) **Participer à la création,** la co-conception du guide de la marque OC (charte des valeurs ...) prévu dans le cadre du programme Acte II Origine Corrèze

3) **Faire connaître les produits Origine Corrèze** : participer à la mise en place d'une **stratégie digitale** (relayer les communications faites sur les réseaux sociaux, participer et faire connaître les évènements, participer à la refonte du site web existant (en adoptant une approche centrée sur l'utilisateur, UX design), organiser une action itinérante auprès des restaurateurs pour faire découvrir les produits et éditer un **flyer de communication**

ETAPES

- **Vins de la Corrèze OC et découvertes :** identifier les producteurs et restaurateurs partenaires pour les ateliers, recenser les circuits de randonnées existants et établir un partenariat avec les viticulteurs, fixer un calendrier et les animations

- **Guide de la marque OC** : identifier les éléments clés à intégrer et travailler sur une charte des valeurs avec le Département et les partenaires

- **Faire connaître les produits Origine Corrèze** : "liker" et republier les posts faits par Origine Corrèze et le Département; participer à la refonte du site web, tester le nouveau site avec un panel d'utilisateurs avant le lancement ; concevoir une action itinérante de démonstration et dégustation des produits Origine Corrèze. Concevoir un flyer clair et attractif sur l'action itinérante de découverte des producteurs auprès des restaurateurs.

INDICATEURS

- Nombre de participants aux ateliers mets/vins
- Nombre de participants aux découvertes itinérantes

RESULTATS ATTENDUS

- 2 ateliers mets/vins organisés
- Nouvelle version du site web Origine Corrèze
- 1 support de communication pour l'action itinérante

85 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 2

EAU

OBJECTIF

Sensibiliser aux enjeux de l'eau

L'EAU DEMAIN, L'ENJEU D'AUJOURD'HUI

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DTEE, DPCUN, SIAV et autres partenaires du PDGE

PLANNING

Début de réalisation : T2 2025

Fin de réalisation : T4 2025

DESCRIPTION

Face aux enjeux de gestion et de préservation des ressources en eau, il est essentiel d'informer et d'accompagner les habitants dans l'adoption de pratiques adaptées à leur territoire. Dans le cadre du **Plan Départemental de Gestion de l'Eau** (PDGE), des actions de sensibilisation à destination des Corréziens, des scolaires et des professionnels sont en cours d'élaboration à l'initiative de l'ADT, de la CCI, de Corrèze Environnement et du SIAV.
Pour mieux comprendre les défis liés à l'eau en Corrèze, les membres de l'Assemblée Citoyenne participeront activement à une **journée immersive** autour de cette ressource essentielle. Au programme : visite d'un barrage, découverte d'un captage d'eau potable, d'une station d'épuration et rencontre avec le SATESE (Service d'Assistance Technique aux Stations d'Épuration). Une Fresque de l'eau, outil ludique et collaboratif (animée par le SIAV) leur permettra d'analyser les grands enjeux environnementaux et de gestion de l'eau.

À l'issue de cette journée, ils mettront à profit leurs observations et échanges pour concevoir la **maquette d'un dépliant clair et pédagogique** à destination du grand public, afin de mieux sensibiliser les Corréziens aux défis et bonnes pratiques autour de l'eau en Corrèze

ETAPES

- **Organisation et participation à la journée immersive** : définition du programme, coordination avec les partenaires pour les visites et échanges avec les experts et les acteurs de l'eau en Corrèze
- **Conception du dépliant pédagogique** : synthèse des enseignements de la journée immersive, élaboration des messages clés, maquette, rédaction et mise en page du document avec les services du Département, validation
- **Diffusion du dépliant**

INDICATEURS

- Nombre d'exemplaires du dépliant diffusés
- Nombre de participants à la journée immersive (membres de l'Assemblée Citoyenne)

RESULTATS ATTENDUS

- Organisation d'une journée immersive
- Conception/réalisation du dépliant pédagogique

85 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT
Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 3

FORÊT

OBJECTIF

Faire découvrir les enjeux de la forêt à travers des actions pédagogiques et participatives à destination du grand public et des scolaires

LA FORÊT : COMPRENDRE POUR AGIR

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DTEE, DPCUN, ONF, CNPF, ADAF

PLANNING

Début de réalisation : T2 2025

Fin de réalisation : T1 2026

DESCRIPTION

Pour faire découvrir la richesse des forêts et sensibiliser à leur gestion durable, l'Assemblée Citoyenne propose une action combinant **éducation, participation et découverte sur le terrain**, à travers 4 actions :

1) La création d'un **jeu des 7 familles** sur la forêt pour sensibiliser petits et grands aux essences d'arbres, à la faune et flore des forêts; ce jeu sera diffusé auprès des écoles pour apprendre en s'amusant en impliquant les jeunes générations ;

2) **Des balades en forêt** avec des spécialistes (forestiers, propriétaires, guides, comité départemental de la randonnée...) pour permettre au grand public, aux scolaires et aux touristes de mieux comprendre la biodiversité, la gestion forestière et les enjeux climatiques ;

3) la participation (et/ou l'organisation) d'un **chantier de plantation** avec des professionnels (ONF) pour impliquer le public et faire découvrir les bonnes pratiques de gestion durable des forêts (méthodes de plantation, essences choisies en fonction du lieu, protection des jeunes pousses) ;

4) Une nouvelle présentation, voire quelques extraits de l'**exposition sur l'histoire de la forêt** : "la Forêt, le bois et l'homme" réalisée par les Archives Départementales en 2000 : analyse du contenu existant, des chapitres à mettre en valeur et à enrichir, proposition de scénographie, recherche de témoignages et aides à la réalisation des vidéos/ou bandes son.

ETAPES

- **Jeu des 7 familles** : brainstorming et recherche d'informations sur les familles à créer => travail de conception avec le graphiste/illustrateur => impression => distribution
- **Balades en forêt** : identification des parcours et thématiques, intérêts des balades => définition d'un calendrier => communication auprès du public
- **Chantier de plantation** : Identification du site avec l'ONF => sélection des essences d'arbres =>définition d'un calendrier=> planification des équipes => communication auprès du public
- **Exposition sur l'histoire de la forêt :** Analyse de l'exposition existante, identification des contenus à enrichir => conception d'une nouvelle scénographie => collecte de nouveaux témoignages, réalisation des vidéos/audios => communication

INDICATEURS

- Nombre d'écoles & classes ayant reçu le jeu des 7 familles
- Nombre de participants aux balades en forêt
- Nombre de personnes impliquées dans les plantations

RESULTATS ATTENDUS

- Création/distribution d'un jeu des 7 familles
- 3 balades en forêt
- 1 chantier de plantation

70 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 4

FORÊT

OBJECTIF

Informer et accompagner les "propriétaires invisibles"

LA FORÊT EN HÉRITAGE

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

ADAF, AFOXA, CNPF, FRANSYLVA, DTEE, DPCUN, Notaires, Collectivités

PLANNING

Début de réalisation : T3 2025

Fin de réalisation : T1 2026

DESCRIPTION

De nombreux propriétaires héritent de forêts ou de parcelles boisées sans en connaître précisément l'emplacement, les obligations légales, les bonnes pratiques de gestion ou les aides disponibles. Ce manque d'information conduit souvent à l'abandon de nombreuses parcelles, compromettant leur entretien et leur valorisation.

Pour y remédier, l'Assemblée Citoyenne, en collaboration avec les notaires, collectivités et associations forestières (*ADAF, AFOXA, GDF Plateau de Millevaches*), propose d'élaborer un **flyer pratique** (et sa version numérique). Ce document actualisé à partir, entre autres, des ressources existantes du CNPF et de Fransylva, fournira aux propriétaires toutes les informations essentielles sur la gestion durable de leur patrimoine forestier : droits et obligations, aides financières, transmission des parcelles et choix des essences adaptées au changement climatique.

ETAPES

- **Identification des ressources existantes :** recensement des informations auprès du CNPF, de Fransylva et des partenaires locaux et échanges avec les notaires, collectivités et associations forestières
- **Conception du flyer et de sa version numérique :** rédaction des contenus informatifs, validation par les partenaires et intégration d'un volet sur les aides financières et la transmission des parcelles
- **Diffusion et sensibilisation :** édition et mise en ligne du flyer, distribution auprès des notaires, mairies, Maisons du Département et autres relais locaux, communication via les sites internet des partenaires et les réseaux sociaux.

INDICATEURS

- Nombres d'exemplaires imprimés et distribués
- Nombres de téléchargements du flyer numérique
- Nombres de notaires et partenaires impliqués

RESULTATS ATTENDUS

- Réalisation et édition du flyer
- Conception web du flyer et partage de liens

65 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 5

MOBILITÉS DOUCES

OBJECTIF

Encourager les mobilités douces

CORRÈZE, DESTINATION MOBILITÉ DURABLE

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DTEE, DPCUN, ADT

PLANNING

Début de réalisation : T3 2025

Fin de réalisation : T3 2025

DESCRIPTION

Afin de promouvoir l'usage des mobilités douces et des itinéraires Voies Vertes Pâles (dont la signalétique sera achevée début juillet 2025) l'Assemblée Citoyenne propose de participer et/ou d'organiser **un évènement participatif et ludique** autour de ces thématiques. Un temps sera dédié à la découverte des différentes formes de mobilités douces à travers une randonnée pédestre, cycliste, ou en trottinette électrique. Cet évènement mettra en avant les bienfaits du sport-santé avec des ateliers de sensibilisation, des démonstrations et des conseils pratiques sur l'activité physique au quotidien. Des tests de vélos à assistance électrique seront proposés, permettant aux participants de se familiariser avec ce mode de transport durable. En encourageant la pratique des mobilités douces dans un cadre convivial et accessible, cette initiative vise à renforcer l'adhésion des citoyens.

ETAPES

- **Préparation du projet :** définition des objectifs, choix du lieu, du parcours en fonction des différents types de mobilités, recherche de partenaires
- **Organisation de l'événement :** mobilisation des participants, préparation des animations (tests de vélos à assistance électrique, sensibilisation sport-santé), communication
- **Déroulement de l'événement :** mise en place des activités, voire des défis ludiques et sensibilisation aux différentes mobilités douces.

INDICATEURS

- Nombre de participants à l'événement
- Nombre de tests réalisés sur les vélos à assistance électrique.

RESULTATS ATTENDUS

- Organisation d'un évènement de découverte des mobilités douces

60 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 6

HABITAT

OBJECTIF

Mobiliser les acteurs pour une remise en usage des logements vacants

LOGEMENTS VACANTS : AIDES ET SOLUTIONS

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DTEE, DPCUN, CAUE, Corrèze Ingénierie, ADIL, ADM19

PLANNING

Début de réalisation : T2 2025

Fin de réalisation : T1 2026

DESCRIPTION

Pour encourager les propriétaires dans la remise en location des logements vacants et leur apporter une information claire et pratique des dispositifs existants, une section dédiée sera intégrée au site web du Département, sur ce thème. Cet espace centralisera toutes les informations utiles (avec des liens vers les ressources déjà existantes) : aides financières, démarches administratives, contacts des acteurs locaux (notamment les EPCI engagés dans la réhabilitation des logements vacants), ainsi que des conseils pratiques et des informations sur les dispositifs d'accompagnements existants.

L'Assemblée Citoyenne se propose de participer à deux actions :
1) La **conception**, la définition des contenus (avec une approche centrée sur l'utilisateur), la réalisation des tests des pages web
2) L'**élaboration d'un diagnostic de la vacance** sur une "commune témoin", en partenariat avec les élus, le CAUE, l'ADIL, l'ADM19 : recensement des logements vacants, cartographie des résultats, actions de mobilisation des propriétaires ...

ETAPES

- **Définition du projet et mobilisation des acteurs** : réunion de lancement avec les partenaires et élus locaux
- **Conception de la section web dédiée** : identification des besoins et des ressources, collecte des informations sur les aides, les démarches, les contacts. Tests des pages et ajustements des contenus. Validation.
- **Diagnostic sur la commune témoin**: choix de la commune, identification des logements vacants en collaboration avec les élus et le CAUE, cartographie des résultats, analyse des raisons de la vacance et des leviers d'action possibles.

INDICATEURS

- Nombre de visiteurs sur la section web dédiée
- Taux et durée moyenne de vacance sur la commune test
- Nombre de propriétaires informés sur les aides et solutions disponibles

RESULTATS ATTENDUS

- 1 Section dédiée sur le site web du Département
- 1 diagnostic sur la vacance sur une commune témoin

60 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 7

VÉGÉTALISATION

OBJECTIF

Encourager la végétalisation pour améliorer le cadre de vie

LA NATURE AU CŒUR DE NOS COMMUNES

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DTEE, DPCUN, CAUE, Corrèze Ingénierie

PLANNING

Début de réalisation : T1 2025

Fin de réalisation : T4 2025

DESCRIPTION

La végétalisation permet d'embellir les communes et d'améliorer le cadre de vie des habitants. Le CAUE de la Corrèze a proposé en partenariat avec l'ADM 19, une formation à destination des élus en mars 2025 sur le thème *"Le paysage, l'élu.e et le projet local : comprendre et agir pour l'évolution de mon territoire."* Les objectifs sont d'identifier la responsabilité de l'élu dans la fabrique du paysage local, d'être en capacité d'exercer au mieux cette responsabilité en faveur d'une évolution qualitative du paysage. La formation gratuite, alterne des travaux en salle et des visites de terrain (Voutezac et Gros-Chastang).

Pour encourager cette dynamique, l'Assemblée Citoyenne propose **d'accompagner** élus et habitants avec la mise en place d'un **concours des maisons et jardins fleuris, "Les Jardins de Corrèze"**, dès 2025. Ce concours invite petits et grands, seuls, en famille ou en groupes, à créer un jardin fleuri, un potager, un espace en permaculture ou favorisant la biodiversité. Chaque participant pourra documenter son projet (photos avant/après, carnet de bord) afin de partager son expérience et inspirer d'autres habitants.

ETAPES

- **Préparation du concours "Les jardins de Corrèze"** : rédaction du règlement, identification des personnes ressources/spécialistes, réflexions sur les prix, les sponsors, les idées pour encourager la participation, le nom pour le concours, la communication, le calendrier.
- **Mise en œuvre et suivi des projets des participants** : accompagnement des citoyens dans leur démarche et documentation des initiatives
- **Clôture du concours et remise des lots aux gagnants** : organisation de la remise de prix, diffusion des résultats et des bonnes pratiques de végétalisation

INDICATEURS

- Nombre de participants au concours
- Nombre de projets documentés avec photos avant/ après

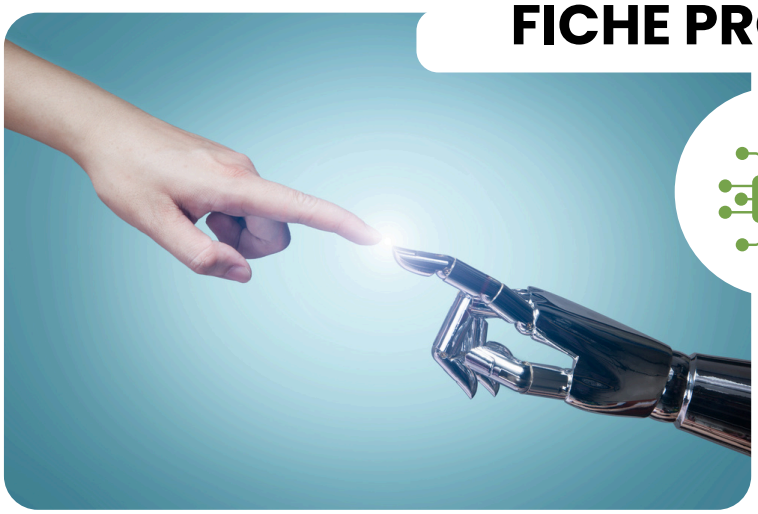
RESULTATS ATTENDUS

- Mise en place du concours Les Jardins de Corrèze
- Création d'espaces favorisant la biodiversité (jardins, potagers, permaculture)

55 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

FICHE PROJET N° 8



NUMÉRIQUE

OBJECTIF

Sensibiliser et informer sur l'Intelligence Artificielle

LE NUMÉRIQUE À L'ÈRE DE L'IA

PARTENAIRES ET DIRECTIONS ASSOCIÉS / ÉQUIPE PROJET

DPCUN, spécialistes de l'IA, structures d'accompagnement des séniors : clubs des aînés, communes

PLANNING

Début de réalisation : T3 2025

Fin de réalisation : T2 2026

DESCRIPTION

Face à l' émergence et au développement de l'Intelligence Artificielle, la population des séniors se trouve souvent en situation de vulnérabilité et de fragilité.

L'Assemblée Citoyenne propose de **concevoir avec les spécialistes, un atelier "Face à l'IA"** visant à sensibiliser les séniors aux usages et aux risques de l'intelligence artificielle. Cet atelier leur permettra de tester des outils courants, notamment les assistants vocaux. Ces sessions visent également à développer l'esprit critique des participants en les aidant à identifier les fraudes en ligne, les fausses informations et les risques liés aux données personnelles, tout en leur enseignant des bonnes pratiques pour une utilisation sécurisée de l'IA et d'Internet. Demain notre discernement sera le seul pare-feu aux algorithmes créés par l'IA.

Ces ateliers pourront être déployés dans les Maisons du Département (*et au moins un dans chaque canton)* et auprès des structures d'accompagnement du "public sénior".

En complément, un tutoriel associé à cet atelier sera également élaboré.

ETAPES

- **Conception de l'atelier (et du tutoriel) avec des spécialistes de l'IA** : définition des objectifs pédagogiques, élaboration du contenu, tests des outils, de leur pertinence et validation
- **Déploiement des ateliers** : identification des partenaires, choix des lieux et des dates
- **Animation des ateliers** : avec le soutien d' animateurs numériques et des structures d'accompagnement des séniors

INDICATEURS

- Nombre d'ateliers
- Nombre de participants séniors aux ateliers

RESULTATS ATTENDUS

- 10 ateliers organisés
- 1 tutoriel créé
- 100 participants séniors

55 % des votants considèrent cette action comme prioritaire

CORRÈZE LE DÉPARTEMENT Participation citoyenne

CALENDRIER ET CONTENU DES TRAVAUX

Ces propositions ont été formulées lors des travaux suivants, auxquels ont participé Franck PEYRET, Vice-président du Conseil départemental en charge de la participation citoyenne et de l'attractivité, et Christian BOUZON, Président de la Commission Participation Citoyenne.

RÉUNION/OBJET	PARTICIPANTS	MODALITÉS
Séance d'installation et passage de relai PDGE	Pascal COSTE, Président du Conseil départemental, Sandrine MAURIN, Hélène ROME, Jean Marie TAGUET, Francis COMBY, Vices-Présidents	Mardi 9 avril 2024 à 18h30 Durée : 3 h Lieu : Hôtel du Département
Découverte de la Collectivité	Franck PAULHE Directeur Général des Services Dominique MONTEIL Directeur des Routes, Emilie BOISSERIE chef de service Budget comptabilité.	Jeudi 2 mai 2024 à 18 h Durée : 2h30 Lieu : Hôtel du Département
Journée Prospective territoriale	Agnés AUDUREAU, Maire de Sarran, Agnès AUDEGUIL Conseillère départementale Charlotte COURTY Conciergerie CD19 Marjorie RICHARD Transition écologique CD 19, Jean MAISON comptoir d'herboristerie Luc DELCHET Nexton	Vendredi 14 juin 2024 Durée : la journée Lieu : Sarran et Saint Augustin
Journée Sensibilisation à la végétalisation	Jean-Basile SALLARD maire de Saint Privat, Sonia TROYA adjointe au maire, Conseillère départementale Maxime ESTRADE Corrèze Ingénierie	Jeudi 26 septembre 2024 Durée : la journée Lieu : Saint Privat et Auriac
Journée Forêt	Jacqueline CORNELISSEN Maire de Saint Angel, Conseillère départementale Jean-Marc AUBESSARD président de l'ADAF, Jérôme LARGEAU SARL Largeau Frédéric BORDES président Fonds Forestiers Jean-Philippe CASTAGNIO et David ROCHAS Office National des Forêts	Mardi 23 octobre 2024 Durée : la journée Lieu : Mestes et Saint Angel
Journée emploi et innovation	Eric VALERY, Charlotte COURTY Laetitia BELLESORT, CD19 France Travail Tulle Mission Locale Tulle Initio	Jeudi 28 Novembre 2024 Durée : la journée Lieu : Hôtel du Département et Tulle

RÉUNION/OBJET	PARTICIPANTS	MODALITÉS
Assemblée plénière Présentation des VVP	Pascal COSTE, Président du Conseil départemental et Patricia BUISSON, Vice Présidente déléguée à la transition écologique	Mardi 10 décembre 2024 -17h30 Durée : 3h Lieu : Hôtel du Département
Journée tourisme et mobilité	Jean Paul GARDOR maire d'Uzerche, Rosine ROBINET Conseillère départementale Aine DECOUTY transition écologique CD19 Laëtitia BELLESORT chef de projet CD19 Marie SAULE et Alexandra MICHEL Corrèze Tourisme	Mercredi 22 janvier 2025 Durée : la journée Lieu : Uzerche
Journée Habitat	Jean François MENUET Maire de Meyrignac, Jean François LABBAT maire de Corrèze, Conseiller départemental Pierre PEYRAT et Nathalie GARCELON service Habitat CD19 Frédéric PATRAT directeur de l'ADIL Olivier BONENFANT et Dominique DORME Résider pour entreprendre	Lundi 17 février 2025 Durée : la journée Lieu : Meyrignac l'Eglise
Brainstorming avec les services CD19	Franck PEYRET, Christian BOUZON et les services CD19 : Habitat, Transition écologique, Corrèze Ingénierie, ADT, chefs de projet, culture, sport, Cabinet du Président, DPCUN, Promotion territoire, Aide aux communes, ADM19.	Mardi 25 février 2025 à 14h Durée : 3h Lieu : Hôtel du Département
Assemblée plénière Validation du Cahier de Propositions	Franck PEYRET et Christian BOUZON	Lundi 10 mars 2025 à 18h Durée : 3h Lieu : Hôtel du Département

CONCLUSION

Le Département tient à remercier sincèrement l'ensemble des intervenants – experts, chercheurs, élus, représentants associatifs et autres – pour leurs témoignages précieux, leurs partages de connaissances et leur participation active tout au long des travaux de l'Assemblée Citoyenne.

Un merci particulier est adressé aux membres de l'Assemblée Citoyenne, dont l'engagement, les réflexions, et l'implication ont été essentiels à la réussite de cette démarche. Leur esprit d'ouverture, leur solidarité et leurs contributions ont enrichi les débats et ont permis de faire avancer les projets.

Enfin, le Département souhaite également exprimer sa gratitude envers toutes les personnes qui, de près ou de loin, se sont impliquées et ont contribué à cette belle aventure collective.

CORRÈZE
LE DÉPARTEMENT
Participation citoyenne

Rédigé par la Délégation Participation Citoyenne & Usages Numériques - Conseil départemental de la Corrèze - Mars 2025